

**Université Jean Moulin Lyon 3**

**Université de Pékin**

**Ecole doctorale : Droit**

*Centre Lyonnais d'études de Sécurité Internationale et Défense (CLESID)*

# **Les implications politiques et stratégiques de l'ascension chinoise en Asie Orientale**

par Yves-Heng LIM

Thèse de doctorat en sécurité internationale et défense

sous la direction de Jean-Paul JOUBERT et YANG Baoyun

soutenue le 4 décembre 2008

Composition du jury :

Jean-Paul JOUBERT, Université Jean Moulin Lyon 3

Baoyun YANG, Université de Pékin

Dario BATTISTELLA, Université Bordeaux IV

Louis-Michel MARTIN, Université Toulouse I

Zhenzhou XU , Université de Pékin

Gregory LEE, Université Jean Moulin Lyon 3

*A ma famille*

## Remerciements

Le travail présenté dans ces pages n'aurait pu voir le jour sans le soutien et la confiance qui m'ont été accordés par un nombre important de personnes et institutions. Parmi celles-ci, je voudrais plus particulièrement remercier :

Mes deux directeurs de thèse, le Professeur Jean-Paul Joubert pour son encadrement et son aide apportée aux multiples projets finalement menés à leurs termes, et le Professeur Yang Baoyun, qui m'a honoré de sa confiance en me connaissant à peine et de son indéfectible soutien au cours des périodes d'enthousiasme comme au cours de celles de doute, permettant notamment la réalisation de la cotutelle et du séjour effectué en 2005 à l'Université de Pékin ;

A Beijing, l'Université de Pékin qui m'a accueilli durant l'année 2005, le Professeur Xu Zhenzhou pour son chaleureux accueil, le Professeur Ye Zicheng, le Professeur Niu Jun et le Professeur Zhang Zhirong pour le temps qu'ils m'ont consacré ;

La région Rhône-Alpes qui a financé ce séjour dans le cadre de la cotutelle ;

L'équipe de recherche de ce qui était encore l'Antenne Expérimentale Franco-Chinoise en Sciences Humaines et Sociales, et notamment le Professeur Jean-Luc Domenach pour ses précieux conseils et son aide dans la constitution de la cotutelle de thèse, le Professeur Jean-Louis Rocca, Antoine Richard et Olaf Griese ;

A Copenhague, le Nordic Institute of Asian Studies qui m'a accueilli au printemps 2006, et avant tout le Professeur Jorgen Delman, le Dr. Timo Kivimäki, le Dr. Stig Toft Madsen, le Dr. Geir Helgesen pour leurs discussions animées lors des déjeuners quotidiens à l'Institut, ainsi qu'Eric Skaaning ;

A Canberra, l'Australian National University, et surtout le Dr. Ron Huisken pour sa confiance, ses conseils précieux et le temps qu'il m'a consacré lors de mon séjour en 2007, et le Dr. Mervyn Aston pour avoir grandement facilité l'organisation de cet échange ;

A Hong Kong, le Centre of Asian Studies qui m'a hébergé en mars 2008, et particulièrement le Professeur Wong Siu-Lun, Mlle. Teresa Tsai et Claudia Astarita ;

A Lyon enfin, l'équipe du CLESID, le Département de Chinois, en les personnes du Professeur Grégory Lee et du Dr. Florent Villard, et le Service de Relations Internationales, notamment Mme Alida Sahli. Ce travail ne serait ce qu'il est aujourd'hui sans les interminables discussions menées avec Réginald Marchisio,

Corentin Brustlein, Clémence Mallatrait, Alexandre Hummel, Mourad Chabbi, Xavier Corfa, Thomas Meszaros, Emmanuel Vianès, Guillaume Durin et Michel Goutaudier.

Enfin, à mes parents et à mon frère pour avoir supporter durant ces cinq dernières années les innombrables moments de découragement aussi bien que les projets dont la réalisation n'aurait été possible sans leur soutien. Puissent ces pages être dignes de leur patience et de leurs efforts.

## Liste des acronymes

ACFTA	<i>ASEAN-China Free Trade Area</i>
AEW	<i>Airborne Early Warning</i>
AFTA	<i>ASEAN Free Trade Area</i>
AIP	<i>Air Independent Propulsion</i>
APEC	<i>Asia-Pacific Economic Council</i>
ARATS	<i>Association for Relations Across the Taiwan Strait</i>
ARF	<i>ASEAN Regional Forum</i>
ASCM	<i>Anti-Ship Cruise Missile</i>
ASEAN	<i>Association of SouthEast Asian Nations</i>
ASEAN+3 / APT	<i>Association of SouthEast Asian Nations, China, Japan, Republic of Korea</i>
ASROC	<i>Anti-Submarine Rocket</i>
AWACS	<i>Airborne Warning and Control System</i>
BMD	<i>Ballistic Missile Defense</i>
C <sup>4</sup> ISR	<i>Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance</i>
CEA	<i>China Economic Area</i>
CFR	<i>Council on Foreign Relation</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CINC	<i>Composite Index of National Capability</i>
CSIS	<i>Center for Strategic and International Studies</i>
DPP / PDP	<i>Parti Democratique Progressiste.</i>
EAS	<i>East Asian Summit</i>
ECP	<i>Ecart Circulaire Probable</i>
EIA	<i>Energy Information Agency</i>
ELINT	<i>Electronic Intelligence</i>
EW	<i>Electronic Warfare</i>
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>
GPALS	<i>Global Protection Against Limited Strikes</i>
ICBM	<i>Intercontinental Ballistic Missile</i>
IDE / FDI	<i>Investissements Directs Etrangers</i>
IDF	<i>Indigenous Defense Fighter</i>

IEA	<i>International Energy Agency</i>
IISS	<i>International Institute for Strategic Studies</i>
IMO	<i>International Maritime Organization</i>
IRBM	<i>Intermediate Range Ballistics Missile</i>
IT	<i>Information Technology</i>
JMSDF	<i>Japan Maritime Self-Defense Forces</i>
KMT / GMD	<i>Guomindang</i>
OMS / WHO	<i>Organisation Mondiale de la Sante</i>
LACM	<i>Land-Attack Cruise Missile</i>
LSG	<i>Loss-of-Strength Gradient</i>
MAC	<i>Mainland Affairs Council</i>
MRBM	<i>Medium Range Ballistic Missile</i>
NUC	<i>National Unification Council</i>
NMD	<i>National Missile Defense</i>
NSS	<i>National Security Strategy</i>
ODA / ADP	<i>Aide Publique au Developpement</i>
OMC / WTO	<i>Organisation Mondiale du Commerce</i>
PGM	<i>Precision Guided Munitions</i>
PLA	<i>People's Liberation Army</i>
PLAAF / AFPLA	<i>People's Liberation Army Air Forces</i>
PLAN	<i>People's Liberation Army Navy</i>
PLANAF	<i>People's Liberation Army Navy Air Forces</i>
QDR	<i>Quadrennial Defense Review</i>
RPC / PRC	<i>Republiaue Populaire de Chine</i>
RSC	<i>Regional Security Complex</i>
SEF	<i>Straits Exchange Foundation</i>
SIPRI	<i>Stockholm International Peace Research Institute</i>
SLBM	<i>Submarine Launched Ballistic Missile</i>
SLOCs	<i>Sea Lanes of Communication</i>
SRBM	<i>Short Range Ballistic Missile</i>
SSBN / SNLE	<i>Sous-marin Nucleaire Lanceur d'Engins</i>
SSN	<i>Sous-Marin Nucleaire d'attaque</i>
TAO	<i>Taiwan Affairs Office</i>
TMD	<i>Theater Missile Defense</i>
TRA	<i>Taiwan Relations Act</i>
ZOPFAN	<i>Zone of Peace, Freedom and Neutrality</i>

*Nations that have been preponderant for centuries are losing ground relative to new nations that have emerged abruptly as great powers, and nations that were but yesterday near the bottom of the international pyramid are rising rapidly. Newcomers are constantly challenging the established leaders of world politics, and if ever one of these challenges is successful, it will mean a huge transference of power from one group of nations to another –and a new international order.*

*A.F.K. Organski, World Politics, p. 300.*

*Ulysse : Pourquoi toujours revenir à ce mot ennemi ! Faut-il vous le redire ? Ce ne sont pas les ennemis naturels qui se battent. Il est des peuples que tout désigne pour une guerre, leur peau, leur langue et leur odeur, ils se jaloussent, ils se haïssent, ils ne peuvent pas se sentir... Ceux-là ne se battent jamais. Ceux qui se battent, ce sont ceux que le sort a lustrés et préparés pour une même guerre : ce sont les adversaires.*

*Jean Giraudoux, La Guerre de Troie n'aura pas lieu, II, 13.*

# Introduction

Qu'elle soit interprétée de manière bénigne ou maligne, l'émergence de la puissance chinoise dans la période qui suit la Guerre Froide se présente comme l'un des éléments les plus saillants de la recomposition du paysage international<sup>1</sup>. Pour emprunter les termes d'Elizabeth Economy et de Michel Oksenberg, en l'espace de trois décennies, la Chine semble s'être résolument « jointe au monde »<sup>2</sup>, non pas de manière contrainte et en tant qu'Etat de second rang, mais comme puissance de premier ordre. L'accord relativement général sur la nouvelle importance de l'acteur chinois dans le jeu international<sup>3</sup> n'implique cependant nullement une unanimité sur la caractérisation et les modalités de la montée en puissance de Beijing. Archétypal de la divergence d'interprétation quant aux nouveaux rôles de la Chine, la dernière décennie a vu s'opposer les accusations portées dans le cadre d'un discours sur la 'menace chinoise'<sup>4</sup> et une ligne de défense de la bénignité de puissance nouvellement acquise par Beijing s'articulant autour de l'idée d'une possible 'ascension pacifique' (*heping jueqi*)<sup>5</sup>, rebaptisé 'développement pacifique' en avril 2004<sup>6</sup>. L'inventaire à la Prévert des éléments supposés prouver l'existence d'une 'menace chinoise'<sup>7</sup>, et le miroir que constituent les

---

<sup>1</sup> Goldstein (A.), « Great Expectations : Interpreting China's Arrival » in *International Security*, vol. 22, no. 3, hiver 1997-98, pp. 36-73.

<sup>2</sup> Economy (E.) & Oksenberg (M.), « Introduction : China Joins the World » in Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1999, p. 1.

<sup>3</sup> Pour une voie dissonante sur cette appréciation, voir Segal (G.), « Does China matter ? » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter ? A Reassessment*, Londres, Routledge, 2004, pp. 11-20.

<sup>4</sup> Parmi les ouvrages les plus polémiques, voir Gertz (B.), *The China Threat*, Washington, Regnery Publishing, 2000 ; Bernstein (R.) & Munro (R.), *Chine – Etats-Unis : Danger*, Paris, Bleu de Chine, 1998. Pour une critique générale, voir Broomfield (E.), « Perceptions of Danger : the China Threat Theory » in *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 265-284.

<sup>5</sup> Voir notamment Zheng (B.), *Peaceful Rise –China's New Road to Development*, Beijing, Central Party School Publishing House, 2005 ; Peng (P.), *Heping jueqi lun* [A propos de l'ascension pacifique], Guangzhou; Guangdong Renmin Chubanshe, 2005.

<sup>6</sup> Montaperto (R.), « China-Southeast Asia Relations : Smoothing the Wrinkles » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 82.

<sup>7</sup> Gertz (B.), *The China Threat*.

professions de foi quant au caractère résolument inoffensif de l'ascension chinoise<sup>8</sup>, constituent cependant de peu fiables boussoles, dont l'objectif essentiel semble être de porter l'invective à l'encontre de l'adversaire.

S'il existe indubitablement une spécificité de l'émergence de la puissance chinoise –ne serait-ce que du fait de la particularité de la structure du système international et des dynamiques le parcourant dans la période concernée– l'apparition d'une nouvelle grande puissance sur la scène internationale apparaît comme un phénomène aussi déstabilisant que commun. En d'autres termes, si l'ascension chinoise n'a de cesse de nourrir certaines inquiétudes, c'est essentiellement parce qu'elle semble se conformer à un schéma, supposé connu de longue date, d'une rivalité entre une puissance dominante et établie et un concurrent désireux d'élargir la place qu'il occupe à l'intérieur du système. L'interprétation de l'arrivée de la Chine au premier plan de la scène internationale s'est cependant faite sur de multiples tonalités. La matrice à six cellules qu'Elizabeth Economy et Michel Oksenberg obtiennent, pour les réactions possibles à l'émergence chinoise, en croisant une division ternaire des perspectives –réaliste, économique et idéale– et une dichotomie des postures –cherchant l'accommodement ou la confrontation– reflètent ainsi des appréciations et focalisations différentes sur les modalités d'ascension de la Chine<sup>9</sup>. De manière voisine, Aaron Friedberg opère, à propos de la relation sino-américaine, une triple division entre réalisme, libéralisme et constructivisme d'une part, et une opposition entre optimistes et pessimistes d'autre part, reflétant quatre approches divergentes de la montée en puissance chinoise<sup>10</sup>.

La dimension de l'émergence chinoise la plus aisée à quantifier est sans doute celle relative à l'espace économique occupé par Beijing. Entre 1991 et 2006, le produit national brut chinois a été multiplié par sept, passant d'un peu plus de 376 à environ 2 668 milliards de dollars<sup>11</sup>. En 2006, l'UNdata, avec un calcul en taux de change, plaçait la Chine derrière les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne comme quatrième puissance

---

<sup>8</sup> Pour Peng Peng, « L'histoire de la rivalité hégémonique des grandes puissances dans la période contemporaine a offert à la Chine un enseignement : l'ascension d'une grande puissance, souvent, a amené un violent bouleversement du système et de l'ordre international allant jusqu'à provoquer de grandes guerres. Une des causes est la poursuite d'une voie erronée. S'appuyer sur l'expansionnisme, et plus particulièrement s'appuyer sur l'usage du moyen qu'est la guerre pour l'accomplissement de l'hégémonie, une telle voie a toujours eu pour résultat la défaite [...]. De ce fait, les chinois eux-mêmes n'ont jamais emprunté cette voie, et la Chine, dans le futur, ne peut, naturellement, emprunter cette voie. Ainsi, le choix de la Chine est celui de l'ascension pacifique » (Peng (P.), *Heping jueqi lun*, p. 4).

<sup>9</sup> Economy (E.) & Oksenberg (M.), « Introduction : China Joins the World », pp. 8-15.

<sup>10</sup> Friedberg (A.), « The Future of U.S.-China Relations » in *International Security*, vol.30, no. 2, pp. 7-45.

<sup>11</sup> UN Data, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?d=CBD&f=srID%3a29919>, consulté le 24 juin 2008 (le chiffre est calculé en taux de change) ; calculé en yuan, le PNB chinois a presque décuplé sur la même période, passant de 2 161 à 20 940 milliards de yuan (UN Data, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?d=CBD&f=srID%3a29917>, consulté le 24 juin 2008).

économique<sup>12</sup>, tandis que le CIA *World Factbook*, incluant un calcul en parité de pouvoir d'achat, classait Beijing comme deuxième puissance économique derrière Washington pour l'année 2007<sup>13</sup>. La phénoménale croissance économique chinoise s'est largement adossée à une ouverture décidée à la fin des années 1970 et dont l'effet dans les années qui suivent la fin de la Guerre Froide est aisément mesurable. En 2006, le commerce extérieur chinois atteignait 1 760 milliards de dollars, soit plus d'un décuplement de celui-ci en quinze ans<sup>14</sup>, la Chine étant devenue la troisième nation commerçante au monde. Le déséquilibre entre exportations et importations a permis en outre à la Chine de disposer aujourd'hui d'importantes réserves en devises, celles-ci équivalant à plus de 1 066 milliards de dollars en 2006<sup>15</sup>, une multiplication par cinquante des réserves contrôlées par Beijing en 1992.

Couronnant la réussite chinoise en matière d'ouverture économique, Beijing a rejoint, au tournant du siècle, l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette conversion de la Chine au multilatéralisme et l'intégration à un ensemble d'organisations et structures internationales –que ces dernières soient intergouvernementales ou non-gouvernementales– a cependant largement dépassé la seule sphère de la coopération économique<sup>16</sup>. Alastair Iain Johnston note ainsi une large augmentation de la participation chinoise aux différentes institutions internationales, remarquant qu'« avant les années 1990 [...], pour son niveau de développement, la Chine était sous-impliquée [*underinvolved*] dans les organisations internationales [alors que] pendant les années 1990, la Chine est devenue sur-impliquée dans les organisations internationales pour son niveau de développement »<sup>17</sup>. Johnston souligne en outre, malgré les récriminations et inquiétudes récurrentes, que, dans sa participation aux différentes institutions, la Chine a largement respecté les engagements pris<sup>18</sup> et peut difficilement être conçue comme autre chose qu'une puissance de *statu quo*. Clairement, l'intégration chinoise aux multiples structures semble prolonger le jugement émis par Samuel Kim quant au mode d'interaction entre Chine et ONU, avançant que « la relation de vingt-cinq années entre les deux [acteurs] peut être caractérisée comme une [relation faite] d'ajustements mutuels, de légitimation mutuelle et de

---

<sup>12</sup> UN Data, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?q=GDP&d=CDB&f=srID%3a29919>, consulté le 24 juin 2008.

<sup>13</sup> CIA, « Rank Order – GDP (purchasing power parity) », <http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2001rank.html>, consulté le 25 juin 2008.

<sup>14</sup> UN Data, « Sans titre », [http://www.data.un.org/Data.aspx?d=ComTrade&f=\\_11Code%3a1](http://www.data.un.org/Data.aspx?d=ComTrade&f=_11Code%3a1), consulté le 24 juin 2008.

<sup>15</sup> UN Data, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?q=foreign+exchange+reserve &d=CBD&f=srID%3a6610>, consulté le 24 juin 2008.

<sup>16</sup> Medeiros (E.) & Taylor (F.), « China's New Diplomacy » in *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6, novembre 2003, pp. 22-35.

<sup>17</sup> Johnston (A.), « Is China a Status Quo Power ? » in *International Security*, vol. 27, no. 4, printemps 2003, pp. 12-13.

<sup>18</sup> *Ibid.*, pp. 13-22.

mutuelle amélioration en termes de capacité symbolique »<sup>19</sup>. Intégrée à un niveau global, Beijing s'est par ailleurs montrée ostensiblement active à un niveau plus local. Le Shanghai Five regroupant la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan est fondé ainsi en 1996, et structuré, cinq années plus tard, en la Shanghai Cooperation Organization<sup>20</sup>. Beijing s'est montrée en outre extrêmement active dans la région de l'Asie Orientale, notamment en participant aux initiatives de l'ASEAN, en soutenant l'East Asia Summit et en prenant une part active dans les Six-Party Talks pour la résolution de la question nucléaire nord-coréenne.

Mesurée à l'aune d'un index plus complexe tel que le *Composite Index of National Capabilities (CINC)* développé par le Correlates of War, l'ascension chinoise est aussi perceptible<sup>21</sup>. Entre 1990 et 2001, la part occupée par Beijing dans le chiffre global est ainsi passée d'un peu moins de 11% à plus de 13%. En termes de classement, la Chine devient en 1991, la seconde puissance mondiale en termes de *CINC*, dépassant un concurrent soviétique dans sa dernière année d'existence. Si Beijing demeure en retrait vis-à-vis de Washington durant l'ensemble de la décennie suivante, l'écart entre les deux Etats tend à un amenuisement significatif. Alors que la part des Etats-Unis passait de 14,1% à 15,0% entre 1991 et 2001, celle de la Chine s'élevait de 10,7% à 13,4% sur la même période. En d'autres termes, l'index chinois en 2001 équivalait à 90% de celui des Etats-Unis, contre seulement 77% en 1991, l'avantage américain semblant subir ainsi une érosion soutenue.

Dans un système international qui demeure anarchique, toutefois, l'ultime monnaie d'échange entre les différents protagonistes demeure la possibilité d'un recours à la force<sup>22</sup>. En ce sens, l'importance des ressources économiques réside essentiellement dans une possible mobilisation de celles-ci, la présence

---

<sup>19</sup> Kim (S.), « China and the United Nations » in Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World*, p. 60.

<sup>20</sup> Ministry of Foreign Affairs (PRC), « Shanghai Cooperation Group », <http://www.fmprc.gov.cn/eng/topics/sco/t57970.htm>, consulté le 21 juin 2008.

<sup>21</sup> « National Material Capabilities », <http://www.correlatesofwar.org/COW2%20Data/capabilities/nmc3-02.htm>, consulté le 27 juin 2008. L'index du Correlates of War inclut dans le calcul la production de fer et d'acier, le montant des dépenses militaires, le personnel militaire, la consommation en énergie, la population totale et la population urbaine.

<sup>22</sup> Robert Art met en lumière un haut degré de fongibilité de la puissance militaire, soulignant une distinction entre un usage 'guerrier' de la force et un usage 'pacifique' : « The war-waging use of military power is akin to a powerful flood : it washes away all before it. The peaceful use of military power is akin to a gravitational field among large objects in space: it affects all motion that takes place, but it produces its effects imperceptibly [...]. A flood demonstrates its effect by its presence; a gravitational field, by its absence. Most of the time the effect of military power looks more like gravity than a flood; therefore, the usefulness of military power should not be equated simply with its physical use » (Art (R.), « The Fungibility of Force » in Art (R.) & Waltz (K.), *The Use of Force*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2004, pp. 3-4).

d'organisations multilatérales se présentant sans effet indépendant en termes de sécurité<sup>23</sup>. Dans la période post-Guerre Froide, l'augmentation de la puissance potentielle<sup>24</sup> à la disposition de Beijing a permis à cette dernière un accroissement significatif de sa puissance militaire sans que celui-ci ne devienne un poids excessif à supporter<sup>25</sup>. Dans la période qui suit l'effondrement du système bipolaire et la démonstration de force américaine lors de la Guerre du Golfe, le dernier pilier des « Quatre Modernisations » –après celles de l'industrie, de l'agriculture et des sciences et technologies– semble avoir retrouvé une certaine priorité, ainsi que le souligne le quadruplement du budget officiel de défense chinois entre 1995 et 2005<sup>26</sup>. Si un des non-événements importants de la période post-Guerre Froide est l'absence d'un recours ouvert à la force par Beijing, l'impact de l'accroissement spectaculaire de la puissance 'actualisée' chinoise dépasse largement l'emploi de l'Armée Populaire de Libération dans les quelques démonstrations de force des deux dernières décennies. Robert Art souligne en effet que « l'usage pacifique de la puissance militaire est peut-être moins décisif qu'en temps de guerre, mais ceci ne signifie pas que ses effets en temps de paix soient insignifiant [...] Tapi dans les coulisses, inexprimé mais explicite, se profile le muscle militaire qui donne leurs sens aux postures des diplomates »<sup>27</sup>.

Ainsi que précédemment évoqué, de considérables variations et nuances existent dans l'appréhension de l'impact de la puissance chinoise. Dans le cadre à six cellules proposé par Aaron Friedberg<sup>28</sup>, ce travail s'ancre dans une logique 'réaliste pessimiste'. Il s'inscrit donc en premier lieu en porte-à-faux avec l'idée d'une bénignité univoque et générale de l'intégration chinoise au système international. Trivialement, si la hausse de l'interdépendance multiforme<sup>29</sup> entre la Chine et les autres acteurs du système international, causée en premier lieu par l'ouverture économique du pays, hausse possiblement les coûts d'un potentiel conflit<sup>30</sup>,

---

<sup>23</sup> Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions » in *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994/95, pp. 5-49.

<sup>24</sup> Copeland (D.), *The Origins of Major War*, Ithaca, Cornell University Press, 2000, pp. 5-6.

<sup>25</sup> Economy (E.) & Oksenberg (M.), « Introduction : China Joins the World », p. 6.

<sup>26</sup> *China's National Defense in 1998*, <http://www.china.org.cn/e-white/5/index.htm>, consulté le 12 mai 2008; *China's National Defense in 2006*, <http://www.china.org.cn/english/features/book/194470.htm>, consulté le 12 mai 2008.

<sup>27</sup> Art (R.), « The Fungibility of Force », p. 4.

<sup>28</sup> Friedberg (A.), « The Future of U.S.-China Relations », p. 39.

<sup>29</sup> Thomas Moore et Dixia Yang soulignent : « Even restricting our focus to China's participation in the world economy, there are many channels through which the outside world influences China : person-to-person contacts, the transfer of economic ideas and norms, multilateral economic institutions, the policies of foreign governments, multinational corporations, transnational manufacturing networks, and finally China's participation in global markets more generally » (Moore (T.) & Yang (D.), « Empowered and Restrained : Chinese Foreign Policy in the Age of Economic Interdependence » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2001, p. 193.

<sup>30</sup> Nye (J.), *Power in the Global Information Age*, Londres, Routledge, 2004, pp; 21-34.

ceci n'implique pas nécessairement une diminution de la probabilité de ce dernier<sup>31</sup>. Dans une perspective voisine, le présent travail demeure sceptique quant à de possibles effets de 'socialisation' au travers de ces mêmes institutions. Robert Jervis souligne que l'existence d'un *security regime*, défini comme un ensemble de « principes, règles et normes »<sup>32</sup> modérant les exigences systémiques pesant sur les acteurs, nécessite que « [les grandes puissances] préfèrent un environnement plus régulé à celui dans lequel tous les Etats se comportent de façon individualiste » et que les acteurs partagent une même croyance en la sécurité mutuelle et en la coopération<sup>33</sup> –i.e., que les partenaires éventuels ne feront pas défection lorsque ceci leur est possible et profitable. Au minimum, l'établissement d'un tel régime suppose l'existence d'un intérêt commun durable entre les Etats parties au régime et un degré de confiance mutuelle qui demeure difficilement envisageable aussi longtemps que la punition de la défection est impossible, ou, du moins, d'un coût inférieur au bénéfice tiré de cette dernière. Si l'ancrage des 'intérêts' d'un acteur à son identité offre la perspective d'un dépassement de l'antagonisme entre priorité aux gains relatifs et gains absolus par la reconstruction par un Etat de ce qui est considéré comme positif ou négatif<sup>34</sup>, il se heurte néanmoins à la même difficulté que celle précédemment mise en avant pour les régimes. La 'formation d'identité collective' dérive, selon Wendt, d'un double 'processus systémique' –l'accroissement de l'interdépendance et la 'convergence transnationale des valeurs' régissant l'organisation des Etats– et d'une 'pratique stratégique' –l'itération de pratiques coopératives<sup>35</sup>. L'accroissement de l'interdépendance entre deux unités ne paraît cependant pas devoir porter nécessairement des effets exclusivement positifs, orientés vers l'atténuation des antagonismes entre les parties. Parallèlement, l'itération de pratiques coopératives suppose trivialement, pour que le jeu puisse se poursuivre, qu'une défection unique n'entraîne pas de conséquences catastrophiques pour la partie coopérant, hypothèse s'intégrant mal au champ de la sécurité interétatique où une erreur d'appréciation et/ou une non réciprocité du geste coopératif sont susceptibles de mettre rapidement en péril l'existence même de l'Etat. La convergence, supposée, vers des valeurs telles « la diffusion des institutions démocratiques, le

---

<sup>31</sup> Trivialement, l'acceptation de la causalité linéaire entre coût de la guerre et diminution de la probabilité de cette dernière impliquerait une baisse tendancielle relativement linéaire depuis une période fortement conflictuelle vers une période de paix en voie de généralisation à mesure que la richesse globale s'accroît.

<sup>32</sup> Jervis (R.), « Security Regimes » in Kranser (S.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, p. 173.

<sup>33</sup> *Ibid.*, pp. 176-177.

<sup>34</sup> Wendt (A.), « Anarchy is what states make of it : the social construction of power politics » in *International Organization*, vol. 46, no. 2, printemps 1992, pp. 391-425.

<sup>35</sup> Wendt (A.), « Collective Identity Formation and the International State » in *American Political Science Review*, vol. 88, no. 2, juin 1994, pp. 389-391.

*welfare statism*, le souci des droit de l'homme, etc. »<sup>36</sup>, ne garantit enfin nullement l'atténuation de la défiance et des possibles antagonismes<sup>37</sup>.

La perspective pessimiste quant à l'impact de l'ascension accélérée de la Chine ne s'ancre cependant nullement dans ce qui s'apparente à une 'seconde image' dans la typologie de Kenneth Waltz<sup>38</sup>. Au lendemain de ce qui reste l'un des plus déplorable parcours de la flamme olympique à travers le globe, une des stigmatisations les plus populaires a constitué en une fustigation d'un nationalisme chinois jugé comme réagissant exagérément aux critiques occidentales<sup>39</sup>. Au-delà du caractère proprement affligeant de certaines prises de position<sup>40</sup>, l'épisode olympique pose la question d'un renouveau du nationalisme chinois. Dans une très large mesure, l'exacerbation du nationalisme chinois dans un contexte de réaction aux incidents ayant émaillé le parcours de la flamme olympique s'inscrit moins dans une logique de rupture que dans un mouvement de continuité, au moins décennal, liant, le plus visiblement, les manifestations suite à la destruction de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, la colère suscitée par la perte d'un pilote chinois lors d'un accrochage entre deux appareils chinois et américain en avril 2001 et les manifestations anti-japonaises du printemps 2005. Que ces événements aient mis en exergue un nationalisme en voie d'affirmation, et supplantant le *credo* communiste, ne signifie cependant pas que ce dernier soit le vecteur principal du positionnement chinois à l'intérieur du système international. Outre les faiblesses inhérentes à tout usage de la 'seconde image'<sup>41</sup>, Avery Goldstein souligne ainsi que le nationalisme chinois ne constitue pas le « danger principal », du fait qu'il « se focalise sur la protection de l'intégrité politique et territorial du pays dans les limites fixées à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, sur l'assurance d'un respect international de la Chine comme grande puissance »<sup>42</sup>. En d'autres termes, la volonté de mobilisation de la puissance

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 390.

<sup>37</sup> Cet argument fait miroir à l'explication en termes de « normes et culture » de la paix démocratique, battue en brèche par Christopher Layne (Layne (C.), « Kant or Cant : The Myth of Democratic Peace » in *International Security*, vol. 19, no. 2, automne 1994, pp. 5-49.

<sup>38</sup> Waltz (K.), *Man, the State and War*, New York, Columbia University Press, 2001, pp. 80-124.

<sup>39</sup> « Angry China », *The Economist*, 1<sup>er</sup> mai 2008.

<sup>40</sup> Un étrange affrontement prend place entre d'une part, les inanités et invectives produites par une partie de la presse occidentale –le *Times* publiant un article, antidatant les incidents relatifs au parcours de la flamme, le comparant les olympiades de Beijing à celles de Berlin en 1936, un commentateur de *CNN* clamant que les Chinois restent « la même bande d'imbéciles et de gangsters qu'ils ont été durant les cinquante dernières années »– et les récriminations chinoises d'autre part –par la voie officielle et celle de la presse, mais aussi par la constitution de site tels que anti-cnn.com (« The Genocide Games ? Time to salute sport's power to raise such a question », *The Times*, 15 février 2008; « Manage that anger », *The Economist*, 24 avril 2008; « Nationalist fervor in china is backed by anger », *International Herald Tribune*, 27 juin 2008; et le site <http://www.anti-cnn.com>, consulté le 28 juin 2008).

<sup>41</sup> Waltz (K.), *Man, the State and War*, pp. 114-120.

<sup>42</sup> Goldstein (A.), « The Diplomatic Face of China's Grand Strategy » in *The China Quarterly*, no. 168, 2001, p. 862.

latente chinoise ne semble pas devoir dépendre de la structure interne du pays mais de contraintes imposées par l'environnement de sécurité à l'intérieur duquel Beijing évolue<sup>43</sup>.

Si, comme l'affirme l'Ulysse de Giraudoux, ce sont les adversaires et non les ennemis qui se battent, le sort qui élève les premiers l'un contre l'autre s'incarne, dans un cadre réaliste, dans « la compétition économique et [celle se jouant en termes] de sécurité, [dans] l'ascension et la chute des grandes puissances et [dans] la formation et la dissolution des alliances »<sup>44</sup>. En ce sens, l'ascension chinoise dans la période qui suit l'effondrement de la bipolarité se présente comme une itération supplémentaire d'un phénomène abondamment analysé, celui de l'apparition, sur la scène internationale, d'une nouvelle puissance, aux intentions incertaines<sup>45</sup>. En termes plus classiques, l'ascension chinoise fait écho à la logique sous-tendant l'explication offerte par Thucydide de la Guerre du Péloponnèse, considérant que « la cause la plus vraie [de celle-ci] est aussi la moins avouée : c'est à mon sens que les Athéniens, en s'accroissant, donnèrent de l'appréhension aux Lacédémoniens, les contraignant ainsi à la guerre »<sup>46</sup>. Dans un mouvement similaire, un ensemble de parallèles plus précis peut être tracé, à la suite d'Avery Goldstein, entre la Prusse-Allemagne bismarckienne et le positionnement chinois dans la période post-Guerre Froide<sup>47</sup>. Les multiples analogies qu'il est possible de pointer entre le cas chinois et des situations voisines demeurent cependant des exercices périlleux et approximatifs pouvant difficilement se suffire à eux-mêmes.

Ce travail se propose par conséquent de fournir un cadre d'interprétation général des conséquences de l'ascension chinoise, cette dernière étant conçue comme une des données majeures –sinon comme la problématique centrale– de la période post-Guerre Froide. En cela, il ne porte qu'un intérêt marginal aux causes et mécanismes qui ont permis la croissance soutenue de la puissance chinoise, et s'intéresse principalement aux effets de cette dernière. En d'autres termes, le point-focal de ce travail se situe principalement au niveau du système international, et, plus précisément à celui de l'interaction entre l'acteur

---

<sup>43</sup> Economy (E.) & Oksenberg (M.), « Introduction : China Joins the World », p. 6.

<sup>44</sup> Layne (C.), « Kant or Cant : The Myth of Democratic Peace », p. 10.

<sup>45</sup> Par exemple, Copeland (D.), *The Origins of Major War*; Doran (C.), *Systems in Crisis : New Imperatives of High Politics at Century's End*; Tammen (R.) & alii., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, New York, Chatham House, 2000; Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and the Global Struggle, 1490-1990*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1994; Modelski (G.), *Long Cycles in World Politics*, Seattle, University of Washington Press, 1987; Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, Norton, 2001.

<sup>46</sup> Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 184.

<sup>47</sup> Goldstein (A.), « An Emerging China's Emerging Grand Strategy » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003, pp. 57-106. Avery Goldstein note que « China is [...], like Bismarck's Germany, a nationalist rising power whose interests sometimes conflict with others', but one that so far lacks any obvious ambition or reason to indulge a thirst for international expansion, let alone dominance » (p. 63).

chinois et son environnement. Trivialement, l'idée sous-tendant l'ensemble de ce travail est qu'il existe une cohérence intelligible de la trajectoire chinoise qui se reflète dans un ensemble de problématiques soulevées par l'ascension chinoise. Plus précisément, l'objet de ce travail est la mise en lumière d'une correspondance solide entre d'une part les hypothèses offertes par un *robust offensive realism*, d'autre part l'évolution du positionnement chinois dans un système international disposant d'une structure particulière.

Aucune compréhension, même parcellaire, de l'évolution des positionnements et équilibres suscités par l'émergence chinoise ne saurait se dispenser d'un cadre théorique, que celui-ci demeure à un état sous-jacent ou clairement explicité. La fondation première du présent travail, mise en lumière dans le premier chapitre, s'ancre à la théorie du réalisme offensif dont l'exposé le plus clair et complet est sans aucun doute donné par John Mearsheimer dans l'ouvrage majeur que constitue *The Tragedy of Great Power Politics*<sup>48</sup>. Ramené à une logique élémentaire, le réalisme offensif émet l'hypothèse qu'en l'absence de structure supranationale capable de garantir la sécurité des Etats, chacun d'entre eux est amené à une recherche de maximisation de la part de puissance relative possédée. Pour toute grande puissance évoluant à l'intérieur d'un système international anarchique, l'horizon visé ne peut être que l'acquisition d'une position hégémonique à l'intérieur du système. Le cadre proposé par John Mearsheimer présente cependant deux articulations faibles, la première concernant la définition d'un niveau régional d'analyse à l'intérieur duquel s'inscrit la première recherche d'hégémonie, la seconde relative au caractère évolutif des équilibres. Le deuxième chapitre tente donc de reformuler en termes plus stricts la définition et le fonctionnement d'une région en s'appuyant sur le double apport des modèles de *regional security complex* de Barry Buzan et de *multiple hierarchies* de Douglas Lemke. Le troisième chapitre met en exergue la possible combinaison des hypothèses développées par le réalisme offensif et celles de la *power transition theory*, permettant de superposer l'axiome de l'anarchie du système international et celui des dynamiques de croissance de la puissance des différents Etats. Le cadre théorique ainsi développé s'inscrit dans la logique d'un développement d'un *robust offensive realism*<sup>49</sup>, envisageant la rivalité entre les prétendants à l'hégémonie globale et à l'hégémonie régionale, et soulignant l'importance du niveau régional à l'intérieur duquel se joue l'essentiel de la compétition et du jeu d'oppositions.

---

<sup>48</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*.

<sup>49</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon » in *Security Studies*, vol. 12, no. 2, hiver 2002/03, pp. 128-129.

Un des effets les plus saillants de l'émergence chinoise en Asie Orientale s'incarne certainement dans la capacité accrue de Beijing à faire prévaloir son point de vue sur une double question touchant à son intégrité territoriale. Réinscrite dans la perspective développée par John Vasquez, la présence de fortes insatisfactions et revendications territoriales apparaît particulièrement importante dans la mesure où ce type de problématiques semble être la plus susceptible à occasionner un recours à la force<sup>50</sup>. Le quatrième chapitre se centre donc sur l'évolution de la question taiwanaise dans la période post-Guerre Froide. A la pérennisation d'un *statu quo* séparant *de facto* l'île du continent, a répondu la constante insistance de Beijing sur le nécessaire retour de Taiwan dans le giron de la Chine –la définition de cette dernière ayant été relativement flexible. La puissance grandissante de Beijing a cependant permis à cette dernière de limiter significativement l'espace des possibles pour l'île. L'accroissement de l'interdépendance économique, s'il est souvent appréhendé comme un facteur de pacification, s'est révélé essentiellement comme un instrument permettant la diversification des canaux de pression que Beijing est susceptible d'utiliser à l'encontre de tout mouvement problématique de la part de Taiwan. La croissance accélérée de la puissance chinoise a, par conséquent, permis une importante prise de garantie interdisant l'indépendance anticipée de l'île et autorisant éventuellement une réunification par la force si ceci est jugé nécessaire par Beijing. Le cinquième chapitre s'articule autour des complexes questions de souveraineté en Mer de Chine méridionale. Les revendications chinoises sur la quasi-totalité de cet espace l'opposent actuellement à cinq autres protagonistes –Brunei, Malaisie, Philippines, Vietnam et Taiwan. Si une flexibilisation de la position chinoise en matière de multilatéralisme a été indéniable durant les années de post-Guerre Froide, Beijing –comme l'ensemble des acteurs– continue à affirmer son indiscutable souveraineté sur les eaux et îles de la Mer de Chine méridionale. Ayant conservé les gains obtenus au cours de la décennie précédente, Beijing a aujourd'hui largement consolidé une position prédominante profitant de la croissance de son poids relatif vis-à-vis de ses rivaux et jouant des divisions internes propres à ceux-ci.

Si le jeu régional est-asiatique inclut une pluralité d'acteurs et d'interactions, il s'articule néanmoins autour de trois relations 'bilatérales' majeures pour Beijing. Le sixième chapitre se focalise sur la relation entre Chine et ASEAN. Si, dans la période post-Guerre Froide, l'organisation s'est étendue pour couvrir l'ensemble de la sous-région du sud-est asiatique, ni sa singulière résilience, ni son élargissement ne signifient un accroissement de son importance propre dans le jeu de puissance en Asie Orientale. Certes,

---

<sup>50</sup> Vasquez (J.), « Why Do Neighbors Fight ? Proximity, Interaction or Territoriality » in *Journal of Peace Research*, vol. 32, no. 3, pp. 281-286.

Beijing a aujourd'hui accepté l'ASEAN et soutient son rôle premier dans la construction d'un ordre régional. La conversion au multilatéralisme de Beijing apparaît cependant simplement liée à une adaptation de la Chine, devenue assez puissante pour ne pas craindre de traiter avec l'ensemble de l'organisation plutôt qu'avec ses différentes parties. L'*engagement* réciproque entre les deux parties a ainsi permis à Beijing d'acquérir une solide influence sur l'ASEAN, bénéficiant notamment des faiblesses de l'*ASEAN Way*. Beijing n'est cependant pas la seule puissance 'locale' à pouvoir rechercher la primauté régionale en Asie Orientale. Le septième chapitre se centre donc sur la difficile relation entre Beijing et Tokyo. Si, là encore, l'accroissement de l'interdépendance entre les deux Etats est indéniable, elle ne semble pas devoir signifier un apaisement des tensions entre ceux-ci. La poussée significative, et, dans une très large mesure, couronnée de succès, du Japon pour une 'normalisation' de son statut pose, pour Beijing, le problème de la solidification d'une seconde grande puissance régionale en Asie Orientale. Cette réappréciation voulue du positionnement japonais en Asie Orientale prenant la forme d'une transformation de la puissance potentielle –économique– en puissance réelle –militaire– apparaît essentiellement comme une forme de *balancing* interne s'effectuant à un niveau régional, Tokyo semblant avoir cédé un important terrain dans la rivalité pour la primauté régionale. Le huitième chapitre propose une analyse de la relation de la Chine au prétendant à l'hégémonie globale –i.e. les Etats-Unis, qui apparaît largement comme « la plus importante des relations internationales bilatérales pour les quelques décennies à venir »<sup>51</sup>. Si, par eux-mêmes, les mouvements les plus significatifs effectués par Washington peuvent s'intégrer à une grande stratégie d'*offshore balancing* comme à une recherche d'hégémonie globales, ils posent néanmoins les jalons d'une tentative de limitation de l'influence chinoise sur la région est-asiatique. Dans cette perspective, la préservation d'une relation forte entre Taipei et Washington ainsi que la consolidation et l'expansion de l'alliance américano-japonaise apparaissent plus significatives qu'une certaine constance de la position déclarée par Washington et que le développement de la relation économique entre les deux puissances.

Un des apports les plus significatifs dérivant des modifications du cadre du réalisme offensif effectuées dans la première partie consiste en un affinement des hypothèses concernant le développement des forces armées des prétendants à différents types d'hégémonie. Le neuvième chapitre s'articule autour de la dichotomie entre impératif d'accès pour tout prétendant à l'hégémonie globale et nécessité d'interdiction pour le prétendant à l'hégémonie régionale. La première expression de cette opposition se joue indubitablement à un

---

<sup>51</sup> Friedberg (A.), « The Future of U.S.-China Relations » in *International Security*, vol. 30, no. 2, automne 2005, p. 8.

niveau naval, l'espace océanique pouvant être transformé en espace de circulation libre propice à la projection de puissance ou en muraille difficilement franchissable. La rivalité entre les deux types d'hégémon se traduit ainsi essentiellement dans une lutte s'axant sur le *sea control* –ou à un degré supérieur, sur le *command of the sea*– l'acquisition d'un haut degré de celui-ci étant une condition *sine qua non* à l'hégémonie globale, tandis qu'une stratégie générale de *sea denial* combinée à un *sea control* fortement limité dans le temps et l'espace apparaît comme largement satisfaisante pour un prétendant à l'hégémonie régionale. Le second espace de rivalité est celui touchant la sphère du nucléaire, la compétition se faisant de nouveau de façon asymétrique entre un prétendant à l'hégémonie globale désireux d'acquérir une 'supériorité nucléaire' et un candidat à l'hégémonie régionale essentiellement satisfait par la solidification d'une force de seconde frappe. Le dernier chapitre étudie l'orientation de la modernisation militaire chinoise à la lumière de cette perspective théorique. En réorientant ses préoccupations vers une périphérie qui s'avère essentiellement maritime en Asie Orientale, Beijing semble devoir se trouver nécessairement face à face avec les forces américaines. Dans ce cadre, la position chinoise s'est réorientée vers une doctrine conservant certes un arrière-plan défensif mais insistant sur la capacité à rendre inefficace des forces adverses supposées plus puissantes, notamment en paralysant l'ensemble du système de guerre ennemi et non en tentant une destruction frontale des forces vives. Une telle volonté, que sous-tend l'impératif d'exclusion de la capacité d'interventions extérieures, trouve une incarnation patente dans une modernisation matérielle de l'Armée Populaire de Libération privilégiant des branches navale et aérienne capable de faire peser une menace significative sur toute force projetée dans l'espace est-asiatique. Similairement, faisant pendant aux vellétés américaines de supériorité nucléaire, Beijing a lancé un programme devant considérablement renforcer sa capacité de seconde frappe, parachevant un édifice de sécurité destiné à exclure toute puissance 'extérieure' et à poser les jalons pour une primauté régionale chinoise.

# Partie I. Les nécessaires reformulations du réalisme offensif

## Chapitre premier. Le cadre élémentaire du réalisme offensif.

Après avoir essuyé un feu nourri pour son échec à prédire la fin de la Guerre Froide, le réalisme continue à jouir d'une prééminence certaine<sup>52</sup>. Par delà le violent démenti apporté par William Wohlforth à la précédente critique<sup>53</sup>, le réalisme a traversé « renouveaux » et « reformulations »<sup>54</sup> rendant trompeur le monolithisme que suppose l'unicité du substantif. En effet, « la division entre réalisme classique et réalisme structurel ne suffit plus à saisir la complexité du débat contemporain parmi les réalistes »<sup>55</sup>. La diversité présente du réalisme ne s'oppose cependant pas au partage de certains axiomes quant aux qualités majeures du système international. Sean Lynn-Jones et Steven Miller établissent ainsi six points essentiels de convergence :

*Premièrement, les réalistes croient que les Etats sont les plus importants acteurs de la politique internationale [...]. Deuxièmement, les réalistes considèrent l'anarchie –l'absence d'un quelconque souverain commun– comme une particularité distinctive de la vie internationale [...]. Troisièmement, les réalistes supposent que les Etats cherchent à maximiser leur puissance ou leur sécurité [...]. Quatrièmement, les réalistes supposent habituellement que les Etats adoptent généralement des politiques rationnelles qui visent à l'atteinte de la puissance et/ou de la sécurité. Cinquièmement, les réalistes s'accordent normalement sur le fait que les Etats tendront à s'appuyer sur la menace ou l'usage de la force militaire pour atteindre leurs objectifs en politique internationale. Sixièmement, la plupart des réalistes croient que certains aspects du système international –et particulièrement la distribution de puissance entre les Etats– sont les plus importantes causes des schémas élémentaires [basic patterns] de la politique internationale et de la politique étrangère<sup>56</sup>.*

---

<sup>52</sup> Frankel (B.), « Restating the Realist Case » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, Londres, Frank Cass, 1996, p. ix-x. Benjamin Frankel souligne la continuité de cette prédominance.

<sup>53</sup> Wohlforth (W.), « Realism and the End of the Cold War » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, Cambridge, MIT Press, 1995, pp. 3-41.

<sup>54</sup> Les termes sont de Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*.

<sup>55</sup> Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), « Preface » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. xi.

<sup>56</sup> Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), « Preface », p.ix-x. Colin et Miriam Fendius Elman donnent une définition proche limitée au néorealisme: « we can provide a preliminary and illustrative description of the neorealist hard core. (1) States interact in an anarchic environment, without the protection offered by an overarching authority. (2) States are self-regarding, and consequently self-help is the system-mandated behavioral rule. (3) Threat to survival is the main problem generated by the system, and consequently state behavior is designed to ensure survival. (4) States are the primary actors in international politics. (5) States have limited resources

La relative unanimité que rencontrent ces propositions n'empêche cependant nullement une forte diversité dans les déductions qui en découlent. Outre le traditionnel « dilemme de la puissance et de la sécurité »<sup>57</sup> –et les désaccords y ayant trait, les conclusions divergent quant à la distribution de puissance menant à la plus grande stabilité ou à celle présentant un risque minimal de guerre<sup>58</sup>, mais aussi quant au degré de contrainte que fait peser la structure du système sur les Etats et quant à la nature même de ces contraintes<sup>59</sup>. Si le réalisme néoclassique a ouvertement réintroduit le degré de satisfaction de l'Etat ainsi qu'une certaine diversité dans les objectifs poursuivis par ces derniers<sup>60</sup>, une ligne de partage majeure sépare les héritiers du néoréalisme en réalistes défensifs et offensifs.

L'importance des contraintes posées par le système international aux comportements des Etats demeure le point focal des deux branches dérivant du néoréalisme. Si d'un côté comme de l'autre, un consensus existe quant au caractère non déterminant de la contrainte structurelle<sup>61</sup>, cette dernière dispose d'un poids significatif dans la mesure où elle tend à opérer une sélection entre les acteurs aptes à répondre aux contraintes et ceux ne l'étant pas<sup>62</sup>. Au sein d'un système international anarchique<sup>63</sup>, si réalistes défensifs et

---

that they can employ to improve their chance for survival, and accordingly they are concerned to maintain or enhance those capabilities. (6) States select those strategies in which the expected gain is likely to exceed the expected loss. (7) States weigh options and make decisions based on their strategic situation and an assessment of the external environment » (Elman (C.) & Elman (M.), « Lakatos and Neorealism » in Elman (C.) & Vasquez (J.), *Realism and the Balancing of Power*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2003, p. 83. Voir aussi Frankel (B.), « Restating the Realist Case », p. xiv-xviii et Schweller (R.), « New Realist Research on Alliances » in Elman (C.) & Vasquez (J.), *Realism and the Balancing of Power*, pp. 74-75.

<sup>57</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, Essex, Pearson Education, 1991, p. 294.

<sup>58</sup> L'ensemble de la littérature réaliste tend à une confusion dommageable entre la stabilité d'un système et son caractère belligène (voir *infra*). L'établissement d'un lien entre une propension accrue au conflit et la probabilité de disparition de certains acteurs –ou, possiblement, le changement d'identité de ces derniers– n'apparaît en aucun cas trivial.

<sup>59</sup> Cette diversité a mené nombre de critiques quant au caractère 'dégénéscent' du programme de recherche néoréaliste. Pour un débat complet, voir le recueil d'articles Elman (C.) & Vasquez (J.), *Realism and the Balancing of Power*.

<sup>60</sup> Voir notamment Schweller (R.), *Deadly Imbalances*, New York, Columbia University Press, 1998, 268 pages; Layne (C.), *The Peace of Illusions*, Ithaca, Cornell University Press, 2006, 290 pages; Schweller (R.), « Realism and the Present Great Powers System: Growth and Positional Conflict Over Scarce Resources » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics*, New York, Columbia University Press, 1999, pp. 28-68.

<sup>61</sup> L'argument est au coeur de la défense du réalisme par William Wohlforth. Voir Wohlforth (W.), « Realism and the End of the Cold War », p. 36 ; voir aussi Waltz (K.), « Structural Realism after the Cold War » et Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test : Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War » in *Security Studies*, vol. 9, no. 3, printemps 2000, pp. 60-107.

<sup>62</sup> Enracinant sa réflexion sur un parallèle avec le fonctionnement d'une économie de marché, Kenneth Waltz établit une caractéristique commune de sélection à tout système compétitif: « Competitive systems are regulated, so to speak, by the 'rationality' of the more successful competitors. What does rationality mean? It means only that some do better than others [...]. They succeed in providing a wanted good or service more attractively and more cheaply than others do. *Either their competitors emulate them or they fall by the wayside* » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, New York, McGraw Hill, 1979, pp. 76-77). Etant donnée la nature compétitive du système international (*Ibid.*, p. 127) et l'absence de limitation au recours à la force, l'élimination d'un participant prend un sens plus dramatique que dans le cas d'une entité économique mise en faillite. Voir aussi Waltz, *Man, the State and War*, p. 201-204.

<sup>63</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 88.

offensifs s'accordent sur l'idée que « du fait que tout Etat, à tout moment, puisse user de la force, tous les Etats ont à être constamment prêts soit à opposer la force à la force, soit à payer les coûts de la faiblesse »<sup>64</sup>, ils n'en restent pas moins fondamentalement opposés sur les opportunités et les contraintes que présente le système international en matière de sécurité. En termes généraux, alors que le réalisme défensif tend à concevoir le système international comme offrant un niveau relativement satisfaisant de sécurité –au moins aux grandes puissances, le réalisme offensif donne à l'objectif de sécurité et de survie une forte immédiateté. La polémique ouverte à l'encontre du réalisme défensif, et notamment initiée par Fareed Zakaria, est certes loin d'avoir réglé l'ensemble des problèmes logiques propres au programme de recherche réaliste. Elle permet néanmoins de marquer une distanciation significative au présupposé 'conservateur' parcourant néoréalisme et réalisme défensif. Le développement suivant a pour objectif de montrer les failles majeures de la logique sous-tendant le réalisme défensif et de fournir une version « robuste »<sup>65</sup> du réalisme offensif.

## ***I- Les failles du Réalisme Défensif ou le conservatisme positionnel.***

### **A- Les limites du dilemme de la sécurité et la problématique de la sécurité minimale.**

Au sein d'un univers anarchique et où les Etats possèdent certaines capacités offensives, les relations ne peuvent échapper au « dilemme de la sécurité »<sup>66</sup>. John Herz en exprime ainsi la logique malheureuse : « En cherchant à obtenir [une meilleure] sécurité contre une [...] attaque, [les groupes ou les individus] sont conduits à acquérir de plus en plus de puissance afin d'échapper à l'impact de la puissance des autres [acteurs]. Ceci, à son tour, rend les autres plus insécurisés et les oblige à se préparer pour le pire »<sup>67</sup>. L'antagonisme entre réalisme offensif et défensif concernant les incitations systémiques à l'expansion se centre, en premier lieu, sur le caractère soluble ou non des problèmes engendrés par le dilemme de la sécurité.

---

<sup>64</sup> Waltz (K.), *Man, the State and War*, p. 160.

<sup>65</sup> Le terme est utilisé par Christopher Layne qui l'oppose au réalisme offensif 'lite' (Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », pp. 128-129), voir *infra*.

<sup>66</sup> Herz (J.), « Idealist Internationalism and the Security Dilemma » in *World Politics*, vol. 2, no. 2, janvier 1950, pp. 157-180.

<sup>67</sup> Herz (J.), « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », p. 157.

L'appréhension du dilemme de la sécurité par le réalisme défensif se trouve intimement liée aux théories concernant l'*offense-defense balance*<sup>68</sup>. L'acuité du dilemme de la sécurité repose alors sur une double équation : « [d'une part] si les armements et politiques défensifs peuvent être distingués de ceux offensifs, et [d'autre part] si la défense ou l'attaque a l'avantage »<sup>69</sup>. Le prérequis pour un monde plus pacifique ne repose cependant pas nécessairement sur la cumulation des deux conditions, la validation de l'une d'entre elles suffisant à créer un environnement réputé significativement 'plus inoffensif'. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, d'importantes difficultés demeurent, obscurcissant l'horizon relativement optimiste<sup>70</sup> posé par le réalisme défensif.

Si la caractérisation de l'attaque et de la défense paraît, en effet, intuitivement aisée, l'établissement d'une distinction claire entre les deux termes –et *a fortiori* d'un rapport 'de proportion' entre celles-ci– pose un problème dès sa formulation. Keir Lieber ramène ainsi les deux termes à un état élémentaire : « l'attaque est identifiée comme l'usage de la force contre un autre Etat dans le but de saisir son territoire ou de détruire ses actifs [assets]. La défense implique l'usage de la force pour bloquer ces forces attaquantes »<sup>71</sup>. La question première est donc d'établir une séparation entre les moyens mobilisés par chacune des deux actions. En effet, si une différenciation est possible entre les moyens propres à l'auto-préservation et ceux n'ayant d'usage que dans le cadre d'une agression, un Etat attaché uniquement à sa sécurité devrait pouvoir maximiser cette dernière sans affecter négativement celle des autres acteurs. Ainsi que le souligne Robert Jervis, « une différenciation entre les positions d'attaque et de défense permet quasiment l'abolition [du dilemme de la sécurité] »<sup>72</sup>. Trivialement, l'existence des Etats dans un tel monde apparaît largement simplifiée dans la mesure où ces derniers peuvent d'une part signaler leurs intentions de façon univoque, d'autre part comprendre celles des partenaires –ou adversaires<sup>73</sup>– de manière toute aussi transparente. De fait s'établit une ligne de partage des eaux évidente entre Etats visiblement favorables au *statu quo* et Etats révisionnistes. La possibilité d'une distinction n'implique donc nullement que l'ensemble des Etats se trouve être

---

<sup>68</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 9.

<sup>69</sup> Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma » in Brown (M.), Cote (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, Cambridge, MIT Press, 2004, p. 22.

<sup>70</sup> Glaser (G.), « Realists as Optimists » in *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994-1995, pp. 50-90.

<sup>71</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 27.

<sup>72</sup> Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma », p. 35.

<sup>73</sup> *Ibid.*

uniformément favorable au *statu quo*, mais la préservation de celui-ci face aux ambitions des révisionnistes est permise par l'identification des intentions de chacun et la possibilité offerte de réagir en conséquence.

La possibilité de différencier les moyens de la défense de ceux de l'attaque a cependant largement été remise en cause<sup>74</sup>. Barry Buzan souligne ainsi que « le problème est que l'ambiguïté des moyens militaires fait qu'il est souvent difficile de distinguer entre des intentions défensives et offensives »<sup>75</sup>. De façon similaire, John Mearsheimer exprime un scepticisme convaincant quant à la distinction entre moyens d'attaque et de défense<sup>76</sup> et est rejoint sur ce point par l'analyse de Robert Jervis qui, examinant les échecs successifs des négociations tentant de construire une classification, conclut : « aucune définition simple et univoque n'est possible, et dans de nombreux cas aucun jugement ne peut être atteint »<sup>77</sup>.

Formulant une critique sévère à l'encontre d'un critère technologique vu comme plus ou moins déterminant selon les versions adoptées de l'*offense-defense balance*<sup>78</sup>, Keir Lieber attaque dans un même mouvement la possibilité affirmée d'une distinction entre attaque et défense<sup>79</sup>. Approfondissant les associations communément admises par les tenants l'*offense-defense theory* –la mobilité favorisant l'attaque, la puissance de feu améliorant la défense– Keir Lieber met en lumière la nature *a priori* indéterminée des innovations technologiques<sup>80</sup>. Par ailleurs, l'hypothèse des corrélations positives des variations de l'*offense-defense balance* aux niveaux tactique, opérationnel et stratégique apparaît très largement douteuse. La logique sous-tendant l'*offense-defense balance* nécessite en effet de procéder à la simplification problématique

---

<sup>74</sup> Mearsheimer, « The False Promise of International Institutions », p. 23.

<sup>75</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 297.

<sup>76</sup> Mearsheimer (J.), *Conventional Deterrence*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, pp. 25-26.

<sup>77</sup> Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma », p. 37. Voir aussi, Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 35-37. Au sujet de l'archétype défensif que constitue la fortification, Lieber note qu'à la conférence sur le désarmement de 1932, « Germany [...] argued that French forts were offensive because their location so close to the Franco-German border meant that the forts could be used as a base to launch an attack on Germany » (p. 36).

<sup>78</sup> Refusant de faire reposer les termes de l'*offense defense balance* sur la perception que les acteurs peuvent avoir de celle-ci, Sean Lynn-Jones indique : « The offense-defense balance is shaped by the technology that is available to states. At any given time, the existing pool of technology determines the relative costs of offensive and defensive strategies » (Lynn-Jones (S.), « Offense-Defense Theory and its Critics », pp. 666-667, nous soulignons). Le facteur technologique est en réalité le seul élément faisant indiscutablement partie de la définition de l'*offense defense balance* (voir Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma », Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it ? » in *International Security*, vol. 22, no. 4, printemps 1998, pp. 44-82; Van Evera (S.), *Causes of War*, Van Evera (S.), « Offense, Defense, and the Causes of War » in *International Security*, vol. 22, no. 4, pp. 16-22, Lynn-Jones (S.), « Offense-Defense Theory and its Critics »).

<sup>79</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*; Lieber (K.), « Grasping the technological peace ».

<sup>80</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*. La critique de ce critère de différenciation est déjà présente dans les travaux de John Mearsheimer. Considérant le critère traditionnel de la puissance de feu et de la mobilité, John Mearsheimer renverse même les conclusions servant habituellement à l'appréciation de l'*offense defense balance*. Voir Mearsheimer (J.), *Conventional Deterrence*, pp. 24-28.

qu'effectuent Charles Glaser et Chaim Kaufman, ces derniers avançant que « [l'évaluation] de la direction des effets [d'un changement] est normalement simple : un changement faisant glisser la balance dans une direction donnée à un certain niveau provoquera habituellement un glissement dans la même direction aux niveaux supérieurs »<sup>81</sup>. Or la transitivité entre les différents niveaux est pour le moins incertaine. S'intéressant au niveau « opérationnel » et à celui de la « stratégie de théâtre », Edward Luttwak souligne ainsi qu' « une campagne de bombardement peut être lancée par un défenseur, et [que] l'attaquant [peut] se trouver acculé à la défensive dans le domaine aérien »<sup>82</sup>. Une telle dynamique paradoxale s'exprime, pour ce même auteur, de façon toute aussi certaine dans les relations entre l'ensemble des niveaux technique, tactique, opérationnel, de stratégie de théâtre et de grande stratégie. En d'autres termes, si « ces cinq niveaux forment une hiérarchie bien définie, mais [où] les résultats ne sont pas simplement imposés par un effet de transmission à sens unique du sommet à la base »<sup>83</sup>, aucune relation de covariance ne peut non plus être établie dans un sens inverse<sup>84</sup>.

Ainsi que souligné précédemment par Robert Jervis, l'*offense defense balance* ne se limite pas à une différenciation des moyens de l'attaque et de la défense, mais s'intéresse particulièrement à l'avantage relatif dont dispose l'une des deux actions ; les deux démarches n'étant pas nécessairement liées. Selon Charles Glaser et Chaim Kaufmann, l'absence de critères de distinction n'empêche nullement le calcul de l'*offense-defense balance*<sup>85</sup>. Il s'agit alors d'établir si, dans des conditions d'usage optimal des capacités à la disposition des acteurs, la balance penche plutôt du côté de l'attaque ou de la défense. Dans son expression la plus simple, l'*offense-defense balance* se définit selon le rapport brut entre les deux termes : « Lorsque nous

---

<sup>81</sup> Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it? », p. 73.

<sup>82</sup> Luttwak (E.), *Le paradoxe de la stratégie*, p. 92.

<sup>83</sup> *Ibid.* Dans une formulation plus abrupte, Barry Buzan indique : « Because *attack is often a military efficient form of defence*, and because *many weapons can be used for both offensive and defensive purposes*, states are hard put to calculate each other's intentions from the nature of their military deployment » (Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 312).

<sup>84</sup> Dans une étude de cas portant sur la Première Guerre Mondiale, Keir Lieber met en lumière un phénomène similaire : « Modern firepower enhanced the power of defense at the tactical level, but this did not always translate into operational and strategic stalemate » (Lieber (K.), *War and the Engineers*, p.88; voir aussi pp. 84-88). Dans une perspective similaire, Jonathan Shimshoni indique : « Perhaps at the lowest tactical level there is sense in differentiating between offensive actions [...] and defensive actions [...]. However, at any level above this, operations are composed of accumulations of modules, and such discrimination becomes impossible » (Shimshoni (J.), « Technology, Military Advantage, and World War I », in Brown (M.), Cote (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, p. 199.)

<sup>85</sup> Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it? », p. 80. La remarque des auteurs à l'encontre d'une focalisation exclusive des critiques de l'*offense-defense theory* sur le facteur de différenciation semble pouvoir être aussi partiellement applicable à Keir Lieber. En se centrant sur la variable technologique, en établissant un double critère mobilité/puissance de feu et en réfutant l'hypothèse d'un impact différencié, Keir Lieber tend plus à mettre en cause le critère de différenciation que l'existence d'une balance.

disons que l'attaque a l'avantage, nous voulons simplement dire qu'il est plus aisé de détruire l'armée de l'autre et de prendre son territoire que de défendre [sa propre armée ou son propre territoire]. Lorsque la défense a l'avantage, il est plus aisé de protéger et de conserver que de se porter en avant, de détruire et de prendre »<sup>86</sup>. Or Keir Lieber remarque que la défense jouit en réalité presque toujours d'un avantage significatif<sup>87</sup> et que l'*offense-defense balance* ne prend, par conséquent, vraiment sens que dans la mesure où l'attention se porte sur l'évolution du rapport plus que sur les termes de ce dernier<sup>88</sup>. Or, même dans cette perspective, la question du seuil suffisant pour que la partie attaquante soit tentée de recourir aux armes demeure aussi centrale que problématique. Plus précisément, il apparaît impossible de définir un seuil autrement que de façon *ad hoc*, en tenant compte des forces en présence et de l'efficacité de la stratégie dans laquelle ces dernières sont utilisées et par conséquent en renonçant à toute définition au niveau systémique<sup>89</sup>. De même, la définition en termes de ratio des coûts respectifs de l'attaque et de la défense<sup>90</sup> pose des difficultés généralement insurmontables. Elle suppose en effet une connaissance des investissements de chaque partie dans les moyens d'attaque et de défense –ce qui suppose, encore une fois, leur différenciation<sup>91</sup>. Plus problématique, elle implique que « nous aurions à calculer de façon contre-factuelle ce que chacune des parties a besoin de dépenser pour contrer l'investissement de l'autre partie »<sup>92</sup>.

L'élargissement du nombre de facteurs définissant l'*offense-defense balance*, permet certes de contrer l'accusation de déterminisme technologique habituellement adressée à la version étroite précédemment évoquée ; ce mouvement a toutefois pour conséquence peu désirable d'accroître l'ampleur des incertitudes.

---

<sup>86</sup> Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma », p. 23.

<sup>87</sup> Clausewitz (C.), *De la Guerre*, pp. 62-63.

<sup>88</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 28. Stephen Van Evera indique de façon similaire: « 'offense dominant' means that conquest is fairly easy, 'defense dominance' means that conquest is very difficult. It is almost never easier to conquer than to defend, so I use 'offense dominance' broadly, to denote that offense is easier than usual » (Van Evera (S.), *Causes of War*, p. 118n2).

<sup>89</sup> Ce point est accepté par Glaser et Kaufmann qui situent le niveau de pertinence de l'*offense defense balance* au niveau des doublets d'Etats (Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it? », pp. 57-58).

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>91</sup> Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 28.

<sup>92</sup> *Ibid.*

Si Robert Jervis se limite à l'adjonction du facteur géographique<sup>93</sup>, Chaim Kaufmann et Charles Glaser incluent la géographie, la taille des forces en présence, le nationalisme et le degré de 'cumulativité' des ressources<sup>94</sup> ; tandis que Stephen Van Evera élargit le panel à la doctrine adoptée, à l'ordre –ou plutôt la cohésion– économique et social, au type d'arrangement existant au niveau diplomatique, ainsi qu'à la perception de ces facteurs<sup>95</sup>. Etant donnée la nature fortement hétérogène des facteurs considérés, il semble pour le moins douteux, qu'un calcul de l'*offense-defense balance* au niveau systémique puisse être possible. L'agrégation cohérente, et valide à un niveau général, de facteurs aussi divers que le niveau technologique, le degré de cohésion des sociétés ou la force du nationalisme, la géographie, la puissance des armées... apparaît comme une tâche hors de portée aussi longtemps qu'une méthode d'intégration est indisponible<sup>96</sup>. Par conséquent, « l'*offense-defense balance* n'est bien définie que pour des doublets d'Etats spécifiques, et non pour l'entièreté du système »<sup>97</sup>. Or, même ramenée au niveau de doublets d'acteurs, l'estimation demeure difficile. Outre la problématique quantification de variables comme le nationalisme ou la cohésion sociale, la relation entre les éléments pose un problème de méthode, Richard Betts remarquant qu'« il n'existe aucune indication sur comment tous ces éléments appartenant au concept devraient être agrégés, et, de ce fait, il n'existe aucun moyen clair pour *mesurer* l'*offense-defense balance* »<sup>98</sup>. Dans une telle perspective, l'établissement d'un calcul du ratio attaque/défense ne saurait se faire autrement que *post-hoc*, après que le

---

<sup>93</sup> Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma », p. 30. La combinaison de la technologie et de la géographie est reprise par Thomas Christensen et Jack Snyder (voir Christensen (T.) & Snyder (J.), « Chain gangs and passed bucks: predicting alliance patterns in multipolarity » in *International Organization*, vol. 44, no. 2, printemps 1990, pp. 144-146). Nous soulignons plus bas que la géographie affecte la projection de puissance et non seulement les éléments offensifs. Il apparaît en effet que la projection de forces peut servir à *défendre* un statu quo loin des frontières du défenseur. L'imprécision du niveau d'application de l'*offense-defense balance* handicape à nouveau la compréhension du concept. La nécessité de projection de forces dans le cadre de la défense d'un équilibre (ou d'un déséquilibre) est sous-entendue dans les stratégies d'*offshore balancing* et de *selective engagement*. « To neutralize [a rising hegemon], offshore balancers are prepared to go back to Eurasia if a potential hegemon appears on the horizon and to do whatever is necessary, including waging war, to contain it or cut it down to size » (Art (R.), *A Grand Strategy for America*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p. 176). « Selective engagement stresses both components of forward defense [...] because it is a preventive, precautionary strategy » (p. 136); cette stratégie suppose qu'en cas d'attaque les Etats-Unis disposent d'une capacité à *défendre* leurs intérêts et à préserver les équilibres qui leurs sont favorables (*Ibid.*, p. 205).

<sup>94</sup> Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it? », pp. 62-68.

<sup>95</sup> Van Evera (S.), *Causes of War*, pp. 160-166 et Van Evera (S.), « Offense, Defense, and the Causes of War », pp. 16-22.

<sup>96</sup> Ceci apparaît particulièrement visible lorsque les différents facteurs varient en sens opposés. En termes simplificateurs, l'évolution de la résultante –l'*offense defense balance*– lorsque le nationalisme devient plus fort, mais que la technologie favorise la mobilité est au mieux incertaine. De ce fait les variations de l'*offense defense balance* demeurent entièrement imprédictibles, la formule risquant d'être amendée de façon *post hoc*.

<sup>97</sup> Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can we Measure it? », p.57.

<sup>98</sup> Betts (R.), « Must War Find a Way? » in Brown (M.), Cote (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, p. 354. De manière assez proche, Sean Lynn-Jones indique: « Broader definitions of the offense-defense balance confuse variables of different types » (Lynn-Jones (S.), « Offense-Defense Theory and its Critics » in *Security Studies*, vol. 4, no. 4, été 1995, p. 668).

conflit soit survenu et ait clairement distingué les vainqueurs des vaincus<sup>99</sup>. Le raisonnement tend alors à dériver vers une simple tautologie :

*Au niveau le plus général, il nous est possible d'avancer que la guerre a une plus forte probabilité d'occurrence lorsque l'attaque a un avantage sur la défense. Cette explication, en tant que telle, n'est pas d'une très grande aide, et, en fait, tend à border au [raisonnement] circulaire (lorsque l'attaque a l'avantage, la guerre commence ; la guerre se déclenche inévitablement parce que l'attaque est dominante)<sup>100</sup>.*

Enfin, la perception d'un monde où l'existence des Etats se déroule, la plupart du temps, dans des conditions inoffensives provient d'une déformation du dilemme de la sécurité. En d'autres termes,

*Les néoréalistes ont appréhendé, d'une façon erronée, le dilemme de la sécurité comme un Dilemme du Prisonnier [...] plutôt que comme un Stag Hunt. Dans un jeu [du type Dilemme du Prisonnier], le premier choix est d'escroquer votre adversaire [sucker your opponent] [...] ; dans un Stag Hunt, la coopération mutuelle est le premier choix des deux joueurs [...]. Lorsque l'objectif d'au moins l'un des Etats est quelque chose de différent de la sécurité mutuelle, le conflit n'est pas seulement apparent mais réel ; et, parce qu'il est réel, l'incertitude en résultant ne peut être attribuée [à un] conflit [conçu selon] le modèle du dilemme de la sécurité [ou] du modèle spiral<sup>101</sup>.*

La généralisation du dilemme de la sécurité –compris comme un dilemme du prisonnier– à l'ensemble des situations tend à affirmer que tout conflit prend avant tout, voire uniquement, racine sur une mécompréhension des intérêts et intentions des deux parties<sup>102</sup>, ou sur la déformation délibérée de la perception de l'intérêt commun par certains groupes<sup>103</sup>. Ainsi que le souligne Robert Jervis, une telle approche trahit « un biais optimiste voyant la politique mondiale comme tragique plutôt que comme malfaisante, [et] croyant que la plupart des [situations de] conflit peuvent être améliorées pour le bien de toutes les parties concernées »<sup>104</sup>.

---

<sup>99</sup> Il demeurerait néanmoins encore un doute sur le rôle réel de l'*offense-defense balance*. L'inclusion de la taille des armées chez Charles Glaser et Chaim Kaufmann pose la question de la distinction entre *offense-defense balance* et simple ratio de forces (Lieber (K.), *War and the Engineers*, p. 29). Dans un même sens, l'inclusion de la doctrine militaire chez Van Evera tend à créer un environnement incertain dans la mesure où aucun moyen ne nous est offert pour pondérer le rôle de la technologie et de la doctrine.

<sup>100</sup> Mearsheimer (J.), *Conventional Deterrence*, p. 24.

<sup>101</sup> Schweller (R.), « Neorealism's Statu-Quo Bias: What Security Dilemma » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, p. 104 (nous soulignons). Randall Schweller fait en partie reposer sa critique sur la dichotomie qu'il établit entre puissances garantes du statu quo et puissances insatisfaites. Or en suivant la logique du réalisme offensif, aucune puissance ne saurait être satisfaite à moins d'atteindre une position hégémonique; par conséquent l'argument de Schweller peut être assimilé à une conséquence structurelle du jeu international (voir *infra*). Pour une typologie des jeux principaux possibles, voir Oye (K.), « Explaining Cooperation under Anarchy: Hypotheses and Strategies » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, Princeton, Princeton University Press, 1986, pp. 6-9. Voir aussi pour une critique plus formelle de l'application de la théorie des jeux aux relations entre Etats (Wagner (R.H.), « The Theory of Games and the Problem of International Cooperation » in *The American Political Science Review*, vol. 77, no. 2, Juin 1983, pp. 330-346).

<sup>102</sup> Oye (K.), « Explaining Cooperation under Anarchy: Hypotheses and Strategies »

<sup>103</sup> Snyder (J.), *Myths of Empire*.

<sup>104</sup> Jervis (R.), « Realism, Game Theory, and Cooperation » in *World Politics*, vol. 40, no. 3, avril 1988, pp. 323-324.

Si le dilemme de la sécurité est l'une des résultantes inévitables de l'anarchie du système international, la focalisation extrême sur ce phénomène nous mène à chercher des éléments de coopération –ou d'échec de celle-ci– dans des situations où aucun élément ne peut être négocié. Nous mettant en garde contre de telles extensions, Kenneth Oye souligne : « Lorsque vous observez un conflit, pensez au *deadlock* –l'absence d'intérêt commun– avant de vous interroger sur le fait qu'aucun intérêt commun n'a été réalisé. Lorsque vous observez la coopération, pensez à l'harmonie –l'absence de gains tirés de la défection– avant de vous interroger sur comment les Etats ont été capables de dépasser la tentation de la défection »<sup>105</sup>. En d'autres termes, l'antagonisme entre deux Etats ne découle pas nécessairement d'une incompréhension réciproque quant aux objectifs respectifs poursuivis ; au contraire, il existe une probabilité toute aussi forte pour que ces derniers se trouvent irrémédiablement incompatibles<sup>106</sup>.

L'impossible application du dilemme de la sécurité hors de son pertinent champ d'une part, les sérieux problèmes posés par son éventuelle résolution d'autre part, nous invitent à tempérer singulièrement l'optimisme traversant le réalisme défensif<sup>107</sup>. Dans la mesure où les termes de l'antagonisme entre Etats sont peu sujets à une quelconque manipulation, la perspective d'un niveau minimum de sécurité s'évanouit en grande partie<sup>108</sup>. Le recours à la force à des fins d'expansion n'apparaît plus alors comme un phénomène anormal, en contradiction avec la recherche de sécurité ; il est assimilable à une simple conséquence de l'impasse créée par l'incompatibilité des exigences propres à chacun des acteurs. Il est vrai que la faible – voire inexistante– malléabilité de l'ensemble des facteurs ne condamne pas aux horizons assombrés d'un

---

<sup>105</sup> Oye (K.), « Explaining Cooperation under Anarchy: Hypotheses and Strategies », p. 7; ou selon une version plus haute en couleur: « When you hear hoofbeats, think horse before you think zebra » (*Ibid.*). Voir aussi Wagner (R.H.), « The Theory of Games and the Problem of International Cooperation ».

<sup>106</sup> Contrairement à certains biens, la possession d'un avantage ne se partage pas. Dans une logique nous paraissant quelque peu radicale, Randall Schweller introduit le concept de 'positional conflict': « In more technical terms, realists see a world of constant positional competition among groups under conditions of scarcity. By positional I mean that what counts is not the players' absolute skills or capabilities but how they perform to their relative opponents » (Schweller (R.), « Realism and the Present Great Powers System: Growth and Positional Conflict Over Scarce Resources », p. 28).

<sup>107</sup> Il est intéressant de voir qu'une caractérisation, proposée par Barry Buzan, de l'idéalisme est au moins partiellement applicable au réalisme défensif: « Despite the fact that Idealists have neglected it, however, the security struggle fits closely with their predispositions to see conflict more as structural, perceptual *and resolvable problem* » (Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 296). Fareed Zakaria critique une dérive similaire : « Ironically, one detects in this school of thought [defensive realism] many of the idealistic assumptions that realists have traditionally scorned: states can be easily satisfied, nations can properly learn the 'correct' lessons from the past' and state expansion (and international conflict) is not part of the normal state of affairs but instead the result of domestic disorders » (Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, p. 31).

<sup>108</sup> Richard Betts met en lumière un 'pacific bias' parcourant l'analyse de Stephen Van Evera. Nous rejoignons cette critique dans la mesure où l'existence de conditions malléables dans le déclenchement du conflit nous paraît extrêmement limitée. « War between two countries in conflict can be avoided through either two ways: constraining their power or resolving their conflict. ODT [Offense Defense Theory] sees more promise in the first because it seems more manipulable » (Betts (R.), « Must War Find a Way? », p. 359.)

monde où la sécurité est un bien rare si l'on admet la permanente et forte supériorité de la défense sur l'attaque. Si l'hypothèse d'une supériorité de la défense sur l'attaque est généralement acceptable<sup>109</sup>, elle n'implique pas l'impossible réussite de toute grande stratégie offensive. Jonahtan Shimshoni note ainsi que :

*les Etats déterminent (ou devraient déterminer) leurs solutions militaires en réponse à leur environnement stratégique et à la recherche [de la réalisation] de leurs objectifs [en termes] de grande stratégie. Les ennemis potentiels, les alliances, et la distribution de puissance constituent l'environnement stratégique ; la géographie et la topographie étant aussi d'importance, ainsi que les contraintes socio-culturelles [...] portant sur l'usage et l'application de la force. [Il est nécessaire] de se souvenir que l'"avantage" est toujours une notion relative, une des pièces centrales de l'analyse devant être consacrée à l'adversaire [...]. Armés de leurs objectifs et de cette analyse, les dirigeants militaires doivent trouver une voie pour exécuter cette stratégie<sup>110</sup>.*

En d'autres termes, l'issue de l'action –et la défaite de la partie prenant l'offensive– n'est pas inscrite dans un (dés)équilibre préalable de l'attaque et de la défense insensible aux stratégies employées ; ce sont au contraire ces dernières qui, tenant compte des variations de l'environnement, déterminent un équilibre particulier. A ceci s'ajoute le fait que, dans la mesure où une innovation rendant l'attaque profitable est toujours possible<sup>111</sup>, aucune solution pérenne au dilemme de la sécurité n'est envisageable. Autrement dit, du fait de l'instabilité particulière des rapports entre l'attaque et la défense, la satisfaction d'un Etat par un niveau de sécurité minimal apparaît illusoire.

## **B- Les fragilités de la balance et les incertitudes du balancing.**

Parmi les concepts les plus discutés et contestés au sein des réalismes, celui de *balance of power* trouve une place de choix<sup>112</sup>. L'acception néoréaliste du terme est plus qu'une épuration de la définition donnée par le réalisme classique<sup>113</sup>, elle modifie le niveau d'analyse plaçant la *balance of power* au niveau des conséquences émanant de la structure du système et non à celui d'une résultante des politiques étrangères des

---

<sup>109</sup> Clausewitz (C.), *De la Guerre*, pp. 62-63.

<sup>110</sup> Shimshoni (J.), « Technology, Military Advantage, and World War I », p. 205; nous soulignons.

<sup>111</sup> Pour une discussion sur l'impact des situations d'innovation et de stagnation, voir Posen (B.), *The Sources of Military Doctrine*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, pp. 29-33.

<sup>112</sup> Pour un débat récent sur ce concept, voir Elman (C.) & Vasquez (J.), *Realism and the Balancing of Power*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2003, 330 pages et Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power*, Stanford, Stanford University Press, 2004, 384 pages.

<sup>113</sup> Le concept de *balance of power* est largement plus global dans l'expression plus classique que lui donne Hans Morgenthau: « The term 'balance of power' is used in the text with four different meanings: (1) as a policy aimed at a certain state of affairs, (2) as an actual state of affairs, (3) as an approximately equal distribution of power, (4) as any distribution of power » (Morgenthau (H.), *Politics among Nations*, New York, McGraw-Hill, 1985, p. 187).

Etats<sup>114</sup>. Ainsi, « la politique de *balance-of-power* prévaut dès lors que deux, et seulement deux, préconditions sont remplies : que l'ordre soit anarchique et que celui-ci soit peuplé d'unités désirant survivre »<sup>115</sup>. Pour Waltz, l'apparition d'une *balance of power* n'est donc pas conditionnée par une volonté des acteurs, mais résulte mécaniquement des diverses actions d'Etats aux prises avec les contraintes posées par un système anarchique. Le problème posé par une telle définition est qu'elle ne nous offre, en tant que telle, aucune indication concernant le parcours suivi par le système jusqu'à ce point de *balance* et exclut entièrement du champ de réflexion les comportements adoptés par les différents acteurs. En d'autres termes, l'innovation introduite par Waltz se trouve essentiellement dans une déconnexion complète entre l'établissement d'une *balance of power* –au niveau systémique– et l'adoption de politiques de *balancing*<sup>116</sup>. Une telle séparation entraîne cependant d'importantes difficultés. En premier lieu, l'émergence automatique d'une *balance of power* au sein de tout système répondant aux critères de Waltz semble pour le moins discutable. Basant son analyse des changements du système international –et des systèmes internationaux<sup>117</sup>, Gilpin différencie au contraire trois types de résultantes possibles pour des conditions identiques à celles établies par Waltz :

*A travers l'Histoire, trois formes de contrôle ou types de structure ont caractérisé les systèmes internationaux. La première structure est impériale ou hégémonique : un unique Etat puissant contrôle ou domine les autres Etats plus faibles du système [...]. La seconde structure est la structure bipolaire à l'intérieur de laquelle deux Etats puissants contrôlent et régulent les interactions à l'intérieur et entre leurs sphères d'influence respectives [...]. Le troisième type de structure est une balance of power dans laquelle trois Etats ou plus contrôlent les actions de chacun des autres par des manœuvres diplomatiques, des changements d'alliances, et des conflits ouverts<sup>118</sup>.*

<sup>114</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, pp. 103-128. Dans cette perspective, la *balance of power* est, en tant que résultante du système, l'opposé de l'hégémonie, voir Levy (J.), « What do Great Powers Balance Against and When? » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power*, pp. 29-52.

<sup>115</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 121. Dans une formulation antérieure: « The circumstances [for a balance of power to form] are simply the existence of a number of independent states that wish to remain independent » (Waltz (K.), *Man, the State and War*, p. 209).

<sup>116</sup> « Balance-of-power theory claims to explain a result (the recurrent formation of balances of power), which may not accord with the intentions of any of the units whose actions combine to produce that result [...]. According to the theory, balances of power tend to form whether some or all states consciously aim to establish and maintain balance, or whether some or all states aim for universal domination » (Waltz, *Theory of International Politics*, p. 119).

<sup>117</sup> « International relations continue to be a recurring struggle for wealth and power among *independent actors* in a *state of anarchy* » (Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 7; nous soulignons). Exprimé d'une façon plus proche encore de celle de Waltz: « In an anarchic international system composed of competing states, however, a governing elite *must* of necessity put a high premium on the security and survival of the state or the group » (Gilpin (R.), « No One Loves a Political Realist » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, p. 7).

<sup>118</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 29.

Si les deuxième et troisième alternatives peuvent être ramenées à l'unique *balance of power* de Waltz<sup>119</sup>, la première se trouve clairement en opposition à la logique déductive du néoréalisme selon laquelle, « la théorie de la *balance of power systémique* nous indique qu'une *balance of power* tend grossièrement à être récurrente et que tout avantage de puissance acquis par un Etat sur les autres ne sera que temporaire »<sup>120</sup>. Le rétablissement d'un équilibre relatif entre différents pôles de même poids semble exiger, par conséquent, plus qu'une simple situation d'anarchie et une volonté de survie.

En second lieu et de manière corrélative, les mécanismes par lesquels émerge une *balance of power* restent peu clairs. Levy indique ainsi : « Waltz est libre d'être neutre quant à la question des stratégies de *balancing*, mais il lui incombe alors de spécifier les mécanismes causaux alternatifs par lesquels des situations résultantes de non-hégémonie apparaissent régulièrement (ou toujours) »<sup>121</sup>. Au mieux, il nous est possible de suivre la distinction opérée entre la constitution « manuelle » et « automatique » de la *balance of power* formulée par Colin Elman : « le *balancing* manuel apparaît quand un Etat *balance* un autre parce qu'il tient à un système *balanced*. Le *balancing* automatique apparaît lorsque les Etats agissent simplement contre une menace existante, [ceci se faisant] sans aucune considération quant au système [...], mais [ayant] néanmoins [pour] résultat un système *balanced* »<sup>122</sup>. Le recours à cette dichotomie est cependant loin de résoudre l'ensemble des difficultés dans la mesure où il nous est à nouveau difficile de percevoir pourquoi la formation d'une *balance of power* est nécessaire en situation d'anarchie. Tentant d'établir le lien entre *balance of power* au niveau structurel et *balancing* comme politique ou comportement d'acteur, Susan Martin indique : « En se basant sur le fait que [...] des ajustements sont rendus nécessaires par le changement de niveau d'analyse, [il est possible d'avancer que] le '*balancing*' peut être au mieux appréhendés comme un [ensemble d'] actions entrepris par un Etat pour contrer une menace extérieure »<sup>123</sup>.

---

<sup>119</sup> « The external game of alignment and realignment requires three or more players, and it is usually said that balance-of-power systems requires at least that number. The statement is false, for in a two-power system the politics of balance continue, but the way to compensate for an incipient external disequilibrium is primarily by intensifying one's internal efforts » (Waltz, *Theory of International Politics*, p. 118).

<sup>120</sup> Martin (S.), « From Balance of Power to Balancing Behavior: The Long and Winding Road » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, New York, Palgrave, MacMillan, 2003, p. 64. Il est intéressant de noter ici que Waltz reconnaît lui-même que les conditions de falsification de la *balance of power theory* sont difficiles à établir : « Because only a loosely defined and inconstant condition of balance is predicted [by the theory], it is difficult to say that any given distribution of power falsifies the theory » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 124). L'absence d'horizon temporel ainsi que le caractère vague de la définition de la *balance* sont ici des éléments majeurs de la problématique.

<sup>121</sup> Levy (J.), « What do Great Powers Balance Against and When? », p. 36.

<sup>122</sup> Elman (C.), « Horses for Courses: Why not Neorealist Theories of Foreign Policy » in *Security Studies*, vol. 6, no. 1, p. 28.

<sup>123</sup> Martin (S.), « From Balance of Power to Balancing Behavior: The Long and Winding Road », p. 70.

Or si nous nous fondons sur les éléments constitutifs de la menace définis par Stephen Walt<sup>124</sup>, il nous est impossible d'établir un lien logique systématique entre l'adoption de politiques s'opposant à des menaces et l'apparition d'une *balance of power* au niveau systémique. La différence entre puissance et menace –ou entre Etat puissant et Etat menaçant– qui se situe au coeur de la logique de l'ouvrage de Walt, implique que les acteurs du système auront une propension plus forte à s'opposer à l'Etat menaçant, *amoindrissant* ainsi la *balance of power* si l'Etat le plus menaçant n'est pas le plus puissant –ceci étant rendu possible par la propriété 'multifactorielle' de la menace. Pour réconcilier ces prédictions, il nous faut admettre que « l'hégémonie sur le système constitue presque toujours la plus grande menace contre les intérêts des autres grandes puissances, et [que] seule la plus grande puissance du système peut menacer d'imposer son hégémonie »<sup>125</sup>, ce qui, à un certain point, tend à passer outre les qualifications de Walt concernant les capacités et intentions offensives.

Notre attention doit donc se porter prioritairement sur les conditions d'émergence d'une *balance of power* au niveau du système. Autrement dit, même si nous admettons l'affirmation de Waltz selon laquelle : « dans un espace donné et [considéré] sur un certain nombre d'années, nous devrions constater que la puissance militaire des Etats ou des groupements d'Etats les plus petits et les plus faibles, croît plus rapidement, ou se contracte plus lentement, que celle appartenant [aux Etats] les plus grands et les plus puissants »<sup>126</sup> ; il nous reste encore à définir le mécanisme permettant d'aboutir à cette conclusion. Dans une certaine perspective, il s'agit d'opérationnaliser le concept de *balance of power* en le transcrivant au niveau de contraintes spécifiques imposées à la politique étrangère des Etats –ces derniers subissant des pressions différentes selon leurs positions respectives au sein du système. Si nous admettons la double permanence de l'anarchie du système et du désir de survie de la part des acteurs, le problème principal auquel ces derniers font face est celui de la distribution relative de la puissance et des gains<sup>127</sup>. En adoptant une version minimaliste des

---

<sup>124</sup> Selon Stephen Walt une menace se définit selon quatre axes: 'aggregate power', 'geographic proximity', 'offensive power' et 'aggressive intentions', voir Walt (S.), *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987, pp. 21-26.

<sup>125</sup> Levy (J.), « What do Great Powers Balance Against and When? », p. 35.

<sup>126</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 124.

<sup>127</sup> Waltz (K.), *Man, the State and War*, p. 203. Le jeu international correspond essentiellement à la seconde situation décrite par Waltz –« All the players may be so intent on the question of how the pie already in existence should be divided that they forget about the possibility of increasing the amount each will have by working together to make more of it »– plutôt qu'à la première –« all the players may cooperate to make the largest possible pie. In international politics this corresponds to the hypothetical case in which all states band together with nature as their adversary » (*Ibid*).

contraintes pesant sur les Etats, l'objectif premier de ces derniers est de prévenir toute diminution de leurs parts respectives de puissance<sup>128</sup>.

Dans une telle logique, tout Etat, avant tout soucieux de sa survie, tend à adopter une position lui permettant de compenser toute perte éventuelle. Or l'établissement d'une *balance of power* au niveau systémique dépend alors de l'adoption par les Etats de politiques délibérées de *balancing*<sup>129</sup>. Il est important de noter que ceci ne revient cependant nullement à affirmer la primauté de la politique de *balancing* dans l'échelle de choix de l'ensemble des acteurs<sup>130</sup>; mais à souligner que « l'idée que les Etats agissent automatiquement, sans une 'vigilance constante' et des choix politiques délibérés n'est pas réellement possible »<sup>131</sup>. Si la démarche déductive précédente est applicable à toute inégalité de puissance existante à l'intérieur du système, elle trouve une expression particulièrement exacerbée avec l'apparition d'un hegemon potentiel à l'intérieur d'un système. Waltz indique ainsi qu'« en politique internationale, la puissance extrême [*overwhelming power*] repousse et mène les autres [acteurs] à essayer d'[opérer une] *balance* contre celle-ci »<sup>132</sup>. Etant donné le caractère récurrent –automatique– conféré au rétablissement de la *balance of power* –celle-ci dépendant de l'adoption tout aussi systématique de politiques de *balancing* efficaces– la recherche d'expansion apparaît chimérique. « l'auto-encerclement résulte d'un principe élémentaire de la *balance of power*: que les Etats les plus agressifs se font le plus d'ennemis [...] et que l'agresseur trouvera normalement face à lui une puissance extrême »<sup>133</sup>, produite par une coalition d'Etats.

---

<sup>128</sup> Ajoutant une variable concernant la psychologie des dirigeants aux hypothèses du réalisme défensif, Jeffrey Taliaferro indique que les Etats –ou plutôt leurs représentants– tendent à adopter des politiques beaucoup plus risquées lorsqu'une perte de puissance ou de statut est en jeu. Voir Taliaferro (J.), *Balancing Risks*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, pp. 14-22.

<sup>129</sup> Glenn Snyder clarifie ce lien comme suit: « A tendency toward balance of power is also deductible from anarchy. Competitive security seeking produces equilibrium, much as, in classical economic theory, competitive profit seeking produces an equilibrium of supply and demand at the lowest price possible. If any state or alliance becomes dangerously powerful or expansionist, others will mobilize countervailing power through arms or alliances » (Snyder (G.), *Alliance Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997, p. 17).

<sup>130</sup> Nous montrons plus loin que pour les acteurs disposant des moyens nécessaires, le premier choix est la réalisation de l'hégémonie.

<sup>131</sup> Levy, « What do Great Powers Balance Against and When? », p. 33.

<sup>132</sup> Waltz (K.), « America as a Model for the World? A Foreign Policy Perspective » in *PS: Political Science and Politics*, vol. 24, no. 4, décembre 1991, p. 669. Il est intéressant de noter ici le hiatus entre la volonté des néoréalistes de demeurer à un niveau structurel et la prédiction quasi-systématique qui est proposée par ces derniers au niveau des politiques adoptées par les Etats. Dans un autre article, Kenneth Waltz ajoute encore à la confusion: « Balance-of-power theory leads one to expect that states, if they are free to do so, will flock to the weaker side » (Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics », p. 72). Voir aussi Waltz (K.), « Structural Realism after the Cold War » in *International Security*, vol. 25, no. 1, été 2000, pp. 27-29 et 38. Pour une critique, voir Elman (C.), « Cause, Effect, and Consistency: a Response to Kenneth Waltz » in *Security Studies*, vol. 6, no. 1, automne 1996, pp. 58-61.

<sup>133</sup> Snyder (J.), *Myths of Empire*, p. 6.

L'attachement à la *balance of power* ainsi que sa défense inconditionnelle apparaît dès lors comme une solution de repli forcé pour les Etats désirant se préserver de l'existence d'un hegemon. Si nous admettons, dans ce cas, l'équivalence entre *balance of power* et statu quo ante, l'observation d'Eric Labs résume parfaitement la position du réalisme défensif : « Essentiellement, les réalistes défensifs avancent que les Etat maximisent leur sécurité en cherchant à préserver le statu quo à l'intérieur du système international. Les politiques étrangères agressives ou expansionnistes ne font aucun sens, ou, au pire, sont contre-productives puisque la sécurité est relativement aisée à obtenir »<sup>134</sup>. En d'autres termes, tout mouvement d'un des Etats vers une position de puissance relative plus favorable tend à être compensée par les autres participants, préservant ainsi le statu quo.

L'attachement au statu quo et l'adoption mécanique de politiques de *balancing*<sup>135</sup> par les Etats faisant face à l'émergence d'un hegemon sont cependant problématiques. Tout d'abord, comme le montre Randall Schweller, les raisonnements en termes de système et de doublets d'Etats offrent des perspectives pouvant différer radicalement<sup>136</sup>.

*D'après la position des néoréalistes [et des réalistes défensifs], un Etat A refusera un arrangement coopératif avec l'Etat B dans lequel les deux Etats ont des gains mais où B acquiert des gains supérieurs à ceux de A [...]. Le problème avec cet argument est : si A accepte l'offre de B, il sera [dans une situation de] moindre sécurité vis-à-vis de B, mais, en accroissant ses capacités [en termes] absolus, A sera dans une position relativement meilleure vis-à-vis de toutes les parties étrangères à l'accord*<sup>137</sup>

Plus qu'une opposition entre gains relatifs et gains absolus, il s'agit ici d'une dichotomie entre gains relatifs à l'intérieur du doublet et gains relatifs à l'intérieur du système pris dans son ensemble, les seconds revêtant

---

<sup>134</sup> Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims » in *Security Studies*, vol. 6, no. 4, été 1997, p. 9. D'une façon similaire Steven Lobell indique: « For defensive realists, states maximize their security through preserving *the existing balance of power* » (Lobell (S.), « War is Politics: Offensive Realism, Domestic Politics, and Security Strategies » in *Security Studies*, vol. 12, no.2, hiver 2002/03, p 169).

<sup>135</sup> Nous entendons *balancing* dans son sens le plus traditionnel suivant l'interrogation toute rhétorique de Shibley Telhami: « what is the meaning of 'balancing' if it is not measured by adding more objective power to one [the weaker] side? » (Telhami (S.), « An essay on Neorealism and Foreign Policy » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, p. 109). La récente rénovation du concept autour du *soft balancing* apparaît de ce point de vue peu convaincante. La définition de Robert Pape —« actions that do not directly challenge U.S. military preponderance but that use nonmilitary tools to delay, frustrate, and undermine aggressive unilateral U.S. military policies » (Pape (R.), « Soft Balancing against the United States » in *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, p. 10)— apparaît largement comme une adaptation *ad hoc* du concept aux conditions d'unipolarité. Le *soft balancing* élargit la signification du concept bien au-delà de ce qui constitue une 'définition opérationnelle' du *balancing* comme « *a countervailing policy designed to improve abilities to prosecute military missions in order to deter and/or defeat another state* » (Elman (C.), « Introduction: Appraising Balance of Power Theory » in Elman (C.) & Vasquez (J.), *Realism and the Balancing of Power*, p. 8). Pour un débat complet sur le concept du *soft balancing*, voir Paul (T.V.), « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy »; Pape (R.), « Soft Balancing against the United States »; Lieber (K.) & Alexander (G.), « Waiting for Balancing: Why the World is not Pushing Back »; Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « Hard Times for Soft Balancing »; tous dans *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005.

<sup>136</sup> Schweller (R.), « Neorealism's Statu-Quo Bias: What Security Dilemma », pp. 109-110.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 109.

un caractère plus essentiel que les premiers. La préoccupation principale des Etats se portant sur leurs positions respectives à l'intérieur du système, l'alignement avec le plus puissant –autrement dit l'adoption d'une politique de *bandwagoning* contraire à celle nécessaire à la préservation du statu quo– apparaît alors comme une des alternatives possibles<sup>138</sup>. Or, à mesure que décroît la propension au *balancing*, s'évanouit la possibilité d'une sécurité minimale essentiellement basée sur la mécanique de l'alignement des différents acteurs. Walt note : « si le *balancing* est la norme [...], alors l'hégémonie [...] sera extrêmement difficile à atteindre. La plupart des Etats trouveront de la sécurité en abondance [*plentiful*]. Cependant, si l'hypothèse du *bandwagoning* est la plus juste [...], alors l'hégémonie sera plus aisée [à atteindre] [...]. Même les grandes puissances verront [alors] leur sécurité comme précaire »<sup>139</sup>. Dans une telle perspective, il est néanmoins important de remarquer que la tendance au *bandwagoning* n'a pas à être systématique ou même largement répandue pour mettre à mal l'automaticité de la *balance*, sa simple existence créant pour l'Etat une incertitude difficilement acceptable quant à sa survie.

Par ailleurs, s'il est possible de disqualifier le *bandwagoning* comme une position contre-productive pour les grandes puissances et plutôt propre aux Etats relativement faibles<sup>140</sup>, l'alternative du *buck-passing* ne peut être écartée aussi facilement. Aux bénéfices générés par la création d'une alliance –que nous considérons ici comme dirigée à l'encontre d'un possible Etat dominant– répondent d'importants coûts de formation. Glenn Snyder distingue ainsi cinq types de coûts ou risques :

1. *Le risque d'avoir à venir en aide à un allié, lorsque nous aurions préféré ne pas avoir à le faire en l'absence de cet engagement [...].*
2. *Le risque d'entrainement dans une guerre de l'allié [déclenchée] parce que l'allié, plus confiant du soutien [apporté], est devenu imprudent [reckless], intransigeant et agressif dans une dispute avec son adversaire.*
3. *Le risque de contre-alliance.*
4. *La fermeture d'options alternatives d'alliances [...].*
5. *Les contraintes générales quant à la liberté d'action qu'entraîne le besoin de coordonner sa propre*

---

<sup>138</sup> Nous devons noter que Randall Schweller fonde l'attractivité des politiques de *balancing* sur une différenciation entre Etats soutenant le statu quo et Etats insatisfaits (Voir Schweller (R.), *Deadly Imbalances*, pp. 76-83 et Schweller (R.), « Bandwagoning for Profit » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, pp. 249-284). La logique vaut pourtant, sans qu'il soit besoin de faire intervenir le niveau de satisfaction des Etats, dès l'instant où nous considérons que les Etats cherchent avant tout une maximisation de leurs gains relatifs à l'intérieur du système. Parallèlement, Stephen Walt montre que le *bandwagoneur* peut poursuivre deux types majeurs d'objectifs: « By aligning with the threatening state or coalition, the bandwagoneur may hope to avoid an attack on himself by diverting it elsewhere. Second, a state may align with the dominant side in war in order to share the spoils of victory » (Walt (S.), « Alliance Formation and the Balance of World Power » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. 213). Plutôt que de réduire le second terme de l'assertion à la stricte participation à un conflit armé, il nous paraît légitime d'inclure les possibles avantages obtenus par un *bandwagoneur* négociant son attachement au dominant hors d'un temps de guerre.

<sup>139</sup> Walt (S.), *The Origins of Alliances*, p. 49.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 29-30.

*politique avec celle de l'allié, et peut-être la modification de sa propre politique préférée pour convenir aux préférences de l'allié*<sup>141</sup>.

Les coûts relatifs à la formation d'une opposition cohérente au dominant ne sauraient certes remettre en question, à eux seuls, la possibilité de cette dernière ; ils introduisent néanmoins un doute certain quant au caractère systématique de ce type d'alignement. Certes impossible au sein d'un système bipolaire, la stratégie de *buck-passing* présente des attraits non négligeables dès lors que le nombre de pôles s'élève. La place de choix que lui réserve John Mearsheimer n'est par conséquent guère surprenante. Pour ce dernier, « le *buck-passing* constitue, pour une grande puissance menacée, l'alternative principale au *balancing* », l'objet principal de ce positionnement pour « un *buck-passer* [étant] de faire porter à un autre Etat le fardeau de la dissuasion ou d'un possible combat avec l'agresseur, tout en restant à l'écart [de celui-ci] »<sup>142</sup>. La possibilité de profiter d'une réduction de la menace sans avoir à en supporter le coût apparaît indubitablement attirante pour un Etat soucieux de sa sécurité mais tout aussi attentif aux coûts et bénéfices des actions entreprises<sup>143</sup>. Il est néanmoins important de souligner que le *buckpassing* n'est pas réductible, dans cette perspective, à une simple myopie quant à la constitution d'une menace mais une stratégie délibérée, élaborée sous l'aiguillon d'incitations structurelles. En effet, « le *buck-passer* reconnaît entièrement la nécessité de prévenir l'accroissement par l'agresseur de sa part de puissance mondiale, mais il cherche d'autres Etats menacés eux aussi par l'agresseur pour mener à bien cette tâche onéreuse »<sup>144</sup>.

Un problème supplémentaire généré par la tendance au *buckpassing* est que celle-ci ne disparaît pas une fois l'alliance constituée. La tendance non à une défection pure et simple mais à transférer sa propre charge sur les épaules des partenaires continue d'animer les partenaires à l'intérieur de l'alliance. Certes, cette tendance peut être contenue –mais en aucun cas éliminée– par la crainte de voir l'alliance se désagréger sous le poids des mauvaises volontés<sup>145</sup>. Il n'en reste pas moins que, comme l'a démontré Mancur Olson, « lorsque [...] l'appartenance à une organisation est réduite à un petit nombre, les membres individuels peuvent avoir une incitation à faire des sacrifices conséquents pour l'obtention du bien collectif, mais ils auront tendance à

---

<sup>141</sup> Snyder (G.), *Alliance Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997, p. 44.

<sup>142</sup> Mearsheimer (J.), *The tragedy of Great Power Politics*, pp. 157-159.

<sup>143</sup> La possibilité de garantir sa propre sécurité à moindre coût par une politique de *buckpassing* permet un accroissement de l'investissement –pris dans un sens large– en vue de la construction de la sécurité future (voir Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, pp. 166-168).

<sup>144</sup> Mearsheimer (J.), *The tragedy of Great Power Politics*, p. 158.

<sup>145</sup> Mearsheimer (J.), *The tragedy of Great Power Politics*, p. 159.

générer seulement un niveau sous-optimal de ce bien »<sup>146</sup>. Dans la mesure où la sécurité des membres d'une alliance est assimilable à un bien collectif, Olson poursuit cet argument en soulignant qu'il est probable que l'Etat le plus puissant porte une charge relative démesurée<sup>147</sup>.

Que l'on se place dans le contexte de formation de la coalition destinée à rétablir la *balance of power* ou dans celui de la gestion de cette dernière, la stratégie de *buckpassing* présente donc des intérêts non négligeables pour l'ensemble des parties, réduisant ainsi l'efficacité et l'attrait d'une politique pure de *balancing*. L'adjonction d'incitations ponctuelles au *bandwagoning* contribue à accroître les doutes quant au caractère systématique d'un rétablissement de la *balance of power* par l'intermédiaire d'un *balancing* automatisé. De fait, une des principales conséquences des difficultés précédentes est qu'il paraît difficile d'adopter sans réserve la perspective du réalisme défensif selon laquelle, au travers de ses mécanismes d'ajustement interne, le système international présente un environnement où la sécurité des Etats, à travers le maintien du statu quo conçu comme *balance of power*, se trouve relativement aisée à obtenir. Dans la mesure où le maintien de ce type de statu quo paraît présenter largement les attributs d'un bien collectif, s'il apparaît probable que la plupart des Etats peut être intéressé à son maintien, peu nombreux sont ceux désireux de porter leur 'juste part' du fardeau<sup>148</sup>. En ce sens, la base du rétablissement de la *balance of power* devient extrêmement fragile, et trop, en tout cas, pour pouvoir constituer une garantie de sécurité suffisante.

De surcroît, d'une façon plus générale, l'équivalence posée entre maximisation des gains relatifs et sécurité minimale pose une sérieuse difficulté car elle suppose que certains acteurs, déjà satisfaits de leurs niveaux de sécurité, ne tenteront pas de saisir les opportunités permettant une expansion de leur puissance. Or, dans la mesure où le système demeure anarchique<sup>149</sup>, l'avenir étant par conséquent incertain, une telle manifestation de bonne volonté apparaît peu probable. Argumentant à propos des incitations structurelles quant à l'adoption de *balance of power policy*, Kenneth Waltz indique que « si les avantages recherchés sont mesurés en termes de puissance de destruction ou de dommage [contre] un autre Etat, alors l'Etat menacé

---

<sup>146</sup> Olson (M.) & Zeckhauser (R.), « An Economic Theory of Alliances » in *The Review of Economics and Statistics*, vol. 48, no. 3, août 1966, p. 268.

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 269-270.

<sup>148</sup> Olson (M.), *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press. 1971, pp. 5-53. Etant donné que le groupe d'Etats qui participe au système est réduit; il est, selon Olson, probable que le bien collectif soit effectivement produit, mais de façon sous optimale et avec une charge non équitable entre les participants (pp. 27-29).

<sup>149</sup> A propos de l'anarchie du système international, Barry Buzan pointait la différence des niveaux de résolution entre anarchie et sécurité, la première devant perdurer: « Rather than being seen as the problem to be solved, anarchy can more correctly, and more usefully, be seen as describing the form in which the security problem comes » (Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 149).

s'abstient d'un effort pour accroître sa force seulement au risque de sa survie »<sup>150</sup>. Aucun engagement des Etats ne pouvant être assuré du fait de l'absence d'autorité imposant le respect de celui-ci, une lourde incertitude continue à peser sur le futur. De ce fait, tout Etat condamné, volontairement ou non, à la myopie tend à mettre en péril sa sécurité à court terme<sup>151</sup>. Poussée à son extrême, la logique développée par le néoréalisme et le réalisme défensif établit une satisfaction des Etats basée sur une équivalence relative entre sécurité suffisante pour un Etat, sécurité minimale offerte par le système international, et survie de l'acteur. Reprenant la logique précédente, Fareed Zakaria apporte cependant une cinglante critique notant :

*[Kenneth Waltz] cite continuellement l'exemple de la maximisation du profit sur le marché comme un parallèle au comportement des Etats. Il choisit, toutefois, de faire équivaloir ce comportement de maximisation des profits non avec une maximisation de l'influence mais avec la 'survie' de l'Etat [...]. [Cependant], du fait de l'anarchie, de l'incertitude, et des différentiels de taux de croissance, la notion de sécurité absolue implicite dans le concept de survie de Waltz est inaccessible ; les Etats ne peuvent jamais interrompre leurs efforts*<sup>152</sup>.

Enfin, la force supposée des contraintes structurelles à l'encontre de l'expansion trouvant une réponse très largement imparfaite dans le comportement des Etats, le réalisme défensif apparaît condamné à trouver une cause non structurelle à cette dernière. Si l'on admet l'automaticité du retour à la *balance of power* et la supériorité relativement permanente de la défense sur l'attaque, la récurrence des politiques d'expansion apparaît peu compréhensible<sup>153</sup>. « [Si] le système international contraint les Etats seulement à des comportements modérés, tout autre [comportement] doit être expliqué à un autre niveau d'analyse puisque celui-ci ne peut être une réponse rationnelle à l'environnement international »<sup>154</sup> ; l'explication se situant alors principalement au niveau de la seconde image définie par Waltz<sup>155</sup>. Jack Snyder avance ainsi une explication fondée sur le pouvoir de certains groupes à l'intérieur de l'Etat pratiquant une stratégie de

---

<sup>150</sup> Waltz, *Man, the State and War*, p. 204-205.

<sup>151</sup> L'hypothèse d'un Etat laissant délibérément échapper une occasion d'accroître sa sécurité relative par l'accroissement de sa puissance relative apparaît en contradiction avec le présupposé selon lequel tout Etat base son comportement sur une *worst case hypothesis*. Barry Buzan met ainsi en lumière « the natural propensity of those responsible for national security to hedge their bets by thinking in worst-case terms » (Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 140.). Selon une logique similaire, Shibley Telhami souligne : « From neorealist propositions one can only deduce that increased or decreased opportunity makes the attainment of states' preferences more or less possible. Across the system, and over time, one would expect exploitation of increased opportunity » (Telhami (S.), « Kenneth Waltz, Neorealism, and Foreign Policy » in *Security Studies*, vol. 11, no. 3, printemps 2002, p. 161.

<sup>152</sup> Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, Princeton, Princeton University Press, 1998, p. 30.

<sup>153</sup> Dans cette perspective, « not only is most great power behavior inexplicable, it is also pathological » (Zakaria (F.), « Realism and Domestic Politics » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. 477).

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> Waltz, *Man, the State and War*, pp. 80-123.

*logrolling*<sup>156</sup>, tandis que Stephen Van Evera inclut la perception de l'*offense-defense* comme déterminant<sup>157</sup>. Cependant, « les réalistes défensifs supposent que le système international n'offre que des incitations à un comportement modéré parce qu'ils interprètent de façon erronée [*misconstrue*] la manière dont le système influence les Etats »<sup>158</sup>. En d'autres termes, la propension régulièrement constatée des Etats dominants à l'expansion ne peut se concevoir selon les réalistes défensifs que comme une mauvaise réponse aux incitations produites par le système. Or, plus probablement, la régularité du comportement tend à montrer que « les réalistes défensifs ont confondu les effets que le système international a sur les Etats avec les leçons que, selon eux, les Etats *devraient* tirer du fonctionnement du système. Les 'leçons' se dévoilent cependant sur le long terme et sont [de nature] hautement subjective »<sup>159</sup>. L'idée selon laquelle les contraintes du système pousseraient uniquement vers une modération des comportements des Etats apparaît, dès lors, bien faible.

Si l'argumentaire précédent tend à mettre en exergue les difficultés à considérer l'établissement d'une *balance of power* comme conséquence nécessaire des hypothèses développées par le néoréalisme, il ne doit pas être compris comme un abandon pur et simple du concept. Au contraire, selon une telle perspective, et conformément à l'analyse de Robert Gilpin précédemment citée<sup>160</sup>, le système de *balance of power* –incluant la bipolarité– apparaît comme l'une des résultantes *possibles* aux côtés de systèmes hégémoniques. Le noeud gordien se trouve essentiellement ici dans la double question de la distribution de la puissance à l'intérieur d'un système donné et de la présence d'opportunités. Dans la mesure où une grande puissance incapable d'atteindre l'hégémonie désire principalement garantir sa survie en maximisant sa puissance relative au sein du système<sup>161</sup>, il apparaît probable –mais non certain– que l'option d'une politique de *balancing* puisse

---

<sup>156</sup> « Existing domestic political explanations for overexpansions contend that self-serving imperialist groups 'hijack the state' and pervert national policy in the pursuit of private interest » (Snyder (J.), *Myths of Empire*, p. 14). Pour un développement sur les éléments favorisant la propagation des 'mythes d'empire' au travers de l'Etat favorisant ainsi une expansion condamnée à l'échec, voir Snyder (J.), *Myths of Empire*, pp. 31-49.

<sup>157</sup> Le test de l'*offense-defense theory* de Stephen Van Evera comporte trois double volets: 1 War will be more common in periods when conquest is easy, or *is believed easy*, than in other periods. 2 States that have, or *believe they have*, large offensive opportunities or defensive vulnerabilities will initiate and fight more wars than other states. 3 A given state will initiate and fight more wars in periods when it has, or *believes it has*, larger offensive opportunities and defensive vulnerabilities. (Van Evera (S.), *Causes of War*, p. 166, nous soulignons).

<sup>158</sup> Zakaria (F.), « Realism and Domestic Politics », p. 478.

<sup>159</sup> Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, p. 31. Voir aussi Zakaria (F.), « Realism and Domestic Politics », p. 480.

<sup>160</sup> Voir *supra*.

<sup>161</sup> « States seek opportunities to weaken potential adversaries and improve their relative positions » (Mearsheimer, (J.), « Back to Future » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. 85).

s'avérer relativement profitable. La perspective précédente nous permet cependant de souligner que cette *balance of power* n'est nullement une conséquence nécessaire de l'état anarchique du système international, et que, si elle vient à être formée, son existence demeure fragile et soumise à l'efficacité de la coordination entre les acteurs y participant<sup>162</sup>.

## ***II- Vers un robust offensive realism.***

### **A- Logique élémentaire du réalisme offensif.**

A l'opposé de la logique du réalisme défensif, le réalisme offensif met en exergue le fait que les contraintes suscitées par la nature anarchique du système international incitent les Etats à une maximisation de leur sécurité et que ceci implique une même maximisation de la part de puissance relative contrôlée<sup>163</sup>. Si la conclusion n'est pas sans ressemblance avec celle établie par Hans Morgenthau –« quel que soit l'ultime objectif de la politique internationale, la puissance est toujours l'objectif immédiat »<sup>164</sup>, John Mearsheimer<sup>165</sup> ancre le réalisme offensif dans un prolongement du néoréalisme, avançant l'existence de contraintes structurelles comme principal élément d'explication du comportement des Etats. Ainsi, « les grandes puissances se comportent de manière agressive non parce qu'elles le veulent ou parce qu'elles possèdent un instinct inné pour la domination, mais parce qu'elles ont à acquérir plus de puissance si elles désirent maximiser leurs chances de survie »<sup>166</sup>. L'adjonction de deux hypothèses élémentaires –l'incertitude

---

<sup>162</sup> John Mearsheimer souligne: « Balance of power dynamics can counter [...] power imbalances, but only if they operate efficiently » (Mearsheimer, (J.), « Back to Future », p. 88).

<sup>163</sup> Lobell (S.), « War is Politics: Offensive Realism, Domestic Politics, and Security Strategies », p. 169.

<sup>164</sup> Morgenthau (H.), *Politics among Nations*, p. 31.

<sup>165</sup> L'ouvrage de John Mearsheimer (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*), systématisant en un corpus théorique le réalisme offensif demeure relativement isolé. L'ensemble de ce développement repose en grande partie sur cet ouvrage et apporte ultérieurement quelques modifications qui n'altèrent qu'à la marge la logique développée par Mearsheimer.

<sup>166</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p 21.

concernant les intentions présentes et futures des Etats<sup>167</sup> et la possession de capacités militaires offensives<sup>168</sup> – à celles communes aux courants dérivant du néoréalisme confère à l’anarchie du système international une propension particulièrement élevée à la défiance et au conflit. La poursuite de l’objectif de survie dans de telles conditions s’avère plus exigeante que la simple atteinte d’un niveau minimum de sécurité. Interrogeant le concept de sécurité, Eric Labs remarque en effet que « si [...] la sécurité est une motivation des Etats créée par l’anarchie, comment ces derniers peuvent-ils savoir à quel moment leur survie est assurée ? Quel niveau de puissance [*how much power*] est requis pour assurer sécurité et survie ? »<sup>169</sup>. Etant donnée l’incertitude précédemment évoquée quant au maintien de la *balance of power*, la logique de recherche et de maximisation de la puissance se mêle irrémédiablement à celle de la sécurité<sup>170</sup>.

L’existence d’un niveau minimal de sécurité étant au mieux incertaine ou évanescence, au pire illusoire, les Etats se retrouvent face à un éventail de choix extrêmement réduit s’ils entendent répondre à l’impératif de survie. Pour l’exprimer simplement, « c’est seulement en cherchant à maximiser leur puissance relative, dans le but de maximiser leur sécurité, que les Etat peuvent espérer assurer leur survie par le *self-help* »<sup>171</sup>. Ce qui apparaît dès lors comme premier pour chaque Etat est sa place relative à l’intérieur du système, autrement dit la part relative de puissance qui est en sa possession. Au contraire de Jeffrey Taliaferro qui établit une distinction de sensibilité vis-à-vis de la minimisation des pertes et de la maximisation des gains<sup>172</sup>, le réalisme offensif présuppose une indifférence quant aux méthodes de maximisation de la puissance relative.

---

<sup>167</sup> Décivant la logique de *The Tragedy of Great Power Politics*, Gerald Geunwook Lee souligne la volatilité des intentions: « At any given time, states may have no aggressive intentions, but no states can be sure that it will never be the target of a neighbors offensive military capabilities or expansionist urges » (Lee (G.), « To Be Long or Not To Be Long –That is the Question: The contradiction of Time-Horizon in Offensive Realism » in *Security Studies*, vol. 12, no. 2, hiver 2002/03, p. 204. Considérant le dilemme de la sécurité, James Morrow souligne similairement: « statements about intentions may not be reliable. Neither side can eliminate its freedom in the future to attack the other. Each must be concerned about the credibility of any promise the other makes not to attack. It may not be in the interest of the other state to live up to such a promise » (Morrow (J.), « The Strategic Setting of Choices: Signaling, Commitment, and Negotiations in International Politics » in Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 83).

<sup>168</sup> Sur la difficulté à différencier capacités offensives et défensives voir *supra*.

<sup>169</sup> Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », p. 9.

<sup>170</sup> Barry Buzan conclut son analyse du dilemme de la sécurité et de la puissance en remarquant : « The more mature the anarchy, the less the importance of the power-security dilemma to the states within it. *So long as anarchy remains the political structure , the potential for a power-security dilemma will persist, as will some of its reality* » (Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 324).

<sup>171</sup> Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », p. 14. Nous reprenons parallèlement l’argumentaire d’Eric Labs sur la correspondance entre maximisation de la puissance et de l’influence: « Zakaria uses ‘influence-maximizing’ behavior to describe what states do. I think this is a semantic point. Power is influence; and influence is power. In the anarchical international system you need one to have the other » (*Ibid.*, p. 11).

<sup>172</sup> « The necessity of avoiding losses in their state’s material power, status, or reputation weighs more heavily in the calculations of leaders than the prospect of gains in those commodities » (Taliaferro (J.), *Balancing Risks*, Ithaca, Cornell University Press, 2004, p. 14)

Ainsi, « cette incessante quête de puissance signifie que les grandes puissances sont portées à la recherche d'opportunités [permettant] d'altérer la distribution de la puissance mondiale en leur faveur. Elles saisiront ces opportunités si elles disposent des moyens nécessaires pour le faire »<sup>173</sup>.

L'expansion indéfinie de la puissance comme moyen de préservation de la sécurité des Etats ne dispose par ailleurs temporellement d'aucun horizon de satisfaction. John Mearsheimer indique ainsi :

*Premièrement, il est difficile d'évaluer le niveau de puissance relative qu'un Etat doit posséder vis-à-vis de son rival pour être en sécurité [...]. Le fondement du problème est que les seuls calculs de puissances ne permettent pas de déterminer quelle partie prévaudrait dans une guerre. Des stratégies bien pensées, par exemple, permettent parfois aux Etats plus faibles de défaire des ennemis plus puissants. Deuxièmement, la détermination du niveau de puissance suffisant se fait encore plus compliquée dès lors que les grandes puissances prennent en considération comment la puissance pourra être distribuée entre elles dans les dix ou vingt années suivantes*<sup>174</sup>.

Une telle incertitude contribue à exacerber notoirement l'intérêt que les Etats portent à leurs gains relatifs, poussant ces derniers vers une maximisation immédiate. La possible cumulativité des gains tend à accroître l'incitation à se prémunir contre toute diminution de la part de puissance possédée. La logique n'est, dans cette perspective, pas éloignée de celle des dominos décrite par Jack Snyder :

« les dominos peuvent ne pas tomber, mais, encore une fois, il peuvent [aussi tomber]. *Dans des conditions d'incertitude*, un stratège 'minimax' pourrait agir en se basant sur l'hypothèse que la chute des dominos est très probable, dans la mesure où *sous-estimer cette probabilité pourrait s'avérer une menace pour sa propre survie*, tandis qu'une surestimation n'aurait pour simple conséquence que [le paiement d'] un coût inutile, mais défini »<sup>175</sup>. La simple possibilité d'un effet cumulatif pousse logiquement à une rigidification des positions quant aux parts de puissance relative<sup>176</sup>. La conséquence de ceci est une amplification de la logique

---

<sup>173</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 3. De façon proche, Fareed Zakaria pose comme hypothèse centrale: « *Nations try to expand their political interests abroad when central decision-makers perceive a relative increase in state power* » (Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, p. 38).

<sup>174</sup> Mearsheimer (J.), *The tragedy of Great Power Politics*, p 34.

<sup>175</sup> Snyder (J.), « Introduction » in Jervis (R.) & Snyder (J.), *Dominoes and Bandwagons*, Oxford, Oxford University Press, 1991, p. 9 (nous soulignons). Jack Snyder estime cependant que le risque tend à être largement surestimé, préférant une explication en termes psychologiques à la rigidité de celle d'une politique rationnelle de protection de sa mise (hedging). La logique sous-tendant la théorie des dominos ne peut être disqualifiée comme obsolète dans un contexte de post-Guerre Froide étant donnée la généralité de ses termes (*Ibid.*, p. 4) et son caractère que l'on pourrait qualifier de 'transculturel' (Macdonald (D.), « *Falling Dominoes and System Dynamics: A Risk Aversion Perspective* » in *Security Studies*, vol. 3, no. 2, hiver 1993/94, p. 229).

<sup>176</sup> Macdonald (D.), « *Falling Dominoes and System Dynamics: A Risk Aversion Perspective* », p. 233.

d'un jeu à somme nulle<sup>177</sup>, de modestes pertes dans le présent pouvant rapidement s'amplifier à court terme pour devenir intolérables.

Mis face aux contraintes systémiques, les Etats, ne pouvant se satisfaire d'un niveau minimal de sécurité, doivent, s'ils désirent garantir leur survie, adopter des stratégies maximisant leurs puissances<sup>178</sup>. Une telle logique appliquée aux grandes puissances<sup>179</sup> nous mène à conclure, en suivant Mearsheimer, que l'unique degré de puissance pouvant être vu comme satisfaisant est la réalisation d'une position hégémonique au sein du système. Dans la mesure où toute grande puissance est menacée par tout Etat de son rang, « les grandes puissances ne cherchent pas simplement à être la plus forte des grandes puissances, bien que ceci soit une heureuse résultante. Leur objectif ultime est de devenir l'hégémon –c'est-à-dire l'unique grande puissance à l'intérieur du système »<sup>180</sup>. Il devrait être ici clair que la logique du réalisme offensif ne fait que porter à un extrême la recherche de la primauté<sup>181</sup> à l'intérieur d'un système. La poursuite de l'hégémonie suit en effet une logique similaire à celle de la primauté, Samuel Huntington notant que « les Etats recherchent la primauté afin d'être en mesure d'assurer leur sécurité, de promouvoir leurs intérêts, et de façonner [*shape*] l'environnement international d'une manière qui reflète leurs intérêts et valeurs »<sup>182</sup>. L'hégémonie apparaît néanmoins préférable puisque avec l'existence d'autres grandes puissances, perdre, pour le dominant, un risque de voir sa sécurité mise en question.

---

<sup>177</sup> Raisonnant en termes de parts de la puissance globale, John Mearsheimer porte à son aboutissement la logique d'environnement compétitif: « Because one state's gain in power is another state's loss, great powers tend to have a zero-sum mentality when dealing with each other » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 34).

<sup>178</sup> Il est important de rappeler néanmoins les limitations imposées par Kenneth Waltz quant aux performances des Etats face à ces contraintes: « [A theory of international politics] can tell us what pressures are exerted and what possibilities are posed by systems of different structure, but it cannot tell us just how, and how effectively, the units of a system will respond to those pressures and possibilities » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p.71).

<sup>179</sup> L'ensemble des réalistes suivent l'affirmation de Kenneth Waltz soulignant que l'intérêt principal d'une théorie est son applicabilité aux éléments majeurs d'un système: « The theory, like the story, of international politics is written in terms of the great powers of an era [...]. Theories that apply to self-help systems are written in terms of the systems' principal parts [...]. The fate of all the states and all the firms in a system are affected much more by the acts and the interactions of the major ones than of the minor ones » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p.72).

<sup>180</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 2.

<sup>181</sup> La primauté est ici entendue comme le fait qu'une grande puissance domine les autres sans toutefois être la seule du système. Selon la définition donnée par Samuel Huntington: « International primacy means that a government is able to exercise more influence on the behavior of more actors with respect to more issues than any other government can » (Huntington (S.), « Why International Primacy Matters » in *International Security*, vol 17, no. 4, printemps 1993, p. 68). En ces termes, l'hégémonie désigne la situation dans laquelle un Etat peut imposer son point de vue sur toute problématique quelle que soit la coalition d'adversaires à laquelle il est susceptible de faire face.

<sup>182</sup> Huntington (S.), « Why International Primacy Matters », p. 70.

Si elle est conditionnée par une insécurité endémique, la stratégie d'expansion ne dépend cependant pas de l'immédiateté de la menace ; bien plutôt elle constitue une solution par défaut à l'incertitude quant à l'évolution de la distribution de puissance. La conclusion qu'atteint Eric Labs sur les changements des buts de guerre –« les Etats exploiteront toute opportunité pour maximiser leur puissance relative et pour disposer d'un plus haut degré de sécurité dans le monde d'après-guerre, quel que soit le niveau de menace *auquel ils ont à faire face à ce moment* »<sup>183</sup>– apparaît donc largement généralisable. De la même façon, la maximisation de la sécurité –et par conséquent celle de la puissance– ne dépend pas du caractère réalisable ou inatteignable de l'hégémonie ; en effet, « même si une grande puissance ne dispose pas des moyens nécessaires pour atteindre l'hégémonie (ceci étant habituellement le cas), elle tendra malgré tout à agir de manière offensive afin d'amasser le plus de puissance possible, car les Etats se trouvent presque toujours en meilleure position lorsqu'il disposent d'un plus haut degré de puissance »<sup>184</sup>. Une des conséquences principales de cette déduction est que, conformément à la logique de jeu à somme nulle, aucune grande puissance –considérée comme unité rationnelle– ne saurait volontairement abandonner une opportunité d'expansion. En d'autres termes, étant donné que toute opportunité non saisie est susceptible de donner un significatif avantage à un potentiel adversaire, « les Etats chercheront l'expansion dans toute zone où il existe un vide de puissance [*power vacuum*] »<sup>185</sup>.

La position hégémonique atteinte, « aucun autre Etat ne dispose des moyens militaires nécessaires pour envisager sérieusement une lutte [avec l'hégémon] »<sup>186</sup>. Autrement dit, l'hégémon se trouve –momentanément– à l'abri de toute rivalité sérieuse au sein du système<sup>187</sup>, ce qui correspond essentiellement à une exacerbation de la formule de Samuel Huntington pour lequel « la primauté n'est pas seulement désirable pour l'obtention d'une victoire dans une guerre, mais parce qu'elle permet d'atteindre les objectifs de l'Etat sans recourir à la guerre. La primauté est ainsi une alternative à la guerre »<sup>188</sup>. L'établissement de l'hégémonie ne garantit certes ni l'absence de guerre, ni l'automaticité de la victoire du dominant ; le différentiel matériel séparant l'hégémon de ses poursuivants constitue néanmoins un atout pour le moins non

---

<sup>183</sup> Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », p. 19.

<sup>184</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 35.

<sup>185</sup> Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », p. 16.

<sup>186</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 40.

<sup>187</sup> Le problème des limites du système au sein duquel l'hégémonie est susceptible d'être atteinte, et le rapport système global/sous-système régional sont abordés plus loin.

<sup>188</sup> Huntington (S.), « Why International Primacy Matters », p. 70.

négligeable. John Mearsheimer souligne ainsi que « bien que les ressources matérielles ne décident pas à elles seules de l'issue des guerres, il est hors de doute que les chances de succès se trouvent substantiellement affectées par la *balance* des ressources »<sup>189</sup>. L'émergence d'une puissance disposant d'une telle position privilégiée ne saurait être sans effet sur le fonctionnement général du système. En effet, « les Etats dominants et les empires, dans tout système international, organisent et maintiennent les réseaux politique, économique et les autres relations à l'intérieur du système et plus particulièrement dans leurs sphères d'influence respectives »<sup>190</sup>. Cependant, si l'hégémon a, par définition, les moyens de garantir sa sécurité quel que soit l'adversaire<sup>191</sup>, il ne dispose pas des moyens d'imposer une restructuration générale du système à son exclusif avantage<sup>192</sup>. En d'autres termes, le système conserve la caractéristique première que lui confère Kenneth Waltz, soit que « malgré les changements constants prenant place dans les relations entre nations, la structure élémentaire de la politique internationale continue à être anarchique »<sup>193</sup>.

Etant données les conditions précédentes, l'existence d'une puissance de statu quo paraît pour le moins difficile à envisager<sup>194</sup>. En d'autres termes, et en paraphrasant la remarque de Raymond Aron sur la stratégie et la paix, si la finalité poursuivie est le statu quo il s'agit d'un certain statu quo dont les caractéristiques diffèrent selon les belligérants<sup>195</sup>. Ce 'révisionnisme' généralisé à l'ensemble des membres, s'il se trouve en adéquation avec le caractère anarchique du système, ne signifie pas néanmoins l'expansion incontrôlée et

---

<sup>189</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 58.

<sup>190</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 30.

<sup>191</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 40.

<sup>192</sup> Le réalisme offensif s'oppose ici à l'idée développée par la *Power Transition Theory* où: The first assumption [of the Power transition theory] is that the international system is hierarchical rather than anarchical [...]. The international system is organized to the dominant country's advantage reflecting its power preponderance. Thus, the status quo in the international system 'works' for the dominant power » (Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Evolution of the Power Transition Perspective » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996, p. 8). Au niveau théorique la conséquence d'une telle logique est que « dominant countries sit atop hierarchical arrangements and establish rules of interaction. These notions of international hierarchy contrast sharply with balance-of power arguments about international anarchy » (p. 9). Selon le réalisme offensif, l'établissement de règles internationales ne peut être admis qu'en tant qu'objectif secondaire dans la mesure où celles-ci ne constituent qu'un reflet de la distribution de la puissance à un moment donné. L'affirmation de l'antagonisme des deux théories semble cependant moins pertinent que la mise à jour de complémentarités certaines (voir *infra*). Nous pouvons dès à présent souligner que l'édiction d'un corpus de règles par le dominant –ainsi que le suggère la *Power Transition Theory*– suppose une concentration extrême –et par conséquent rare– de la puissance au sein du système. La séquence temporelle suggère en effet que la production de règles par le dominant est préalable à l'alignement des Etats selon leurs degrés respectifs de satisfaction vis-à-vis de celles-ci. Dans une certaine mesure, la distinction précédente est parallèle à celle établie par Robert Art entre 'dominion' et 'primacy' (voir Art (R.), *A Grand Strategy for America*, p. 90-91).

<sup>193</sup> Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics », p. 57.

<sup>194</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 29.

<sup>195</sup> « Si la stratégie a une fin, un seul mot s'offrirait à nous pour la désigner: la paix [...] bien que, de toute évidence, chacun des belligérants veuille une autre paix ou conçoive la paix autrement » (Aron (R.), *Penser la guerre: Clausewitz, tome I: l'âge européen*, Paris, Gallimard, 1976, p. 164).

irraisonnée des Etats. En effet, « les grandes puissances ne sont pas des agresseurs insensés [*mindless*] engagés à un tel point dans la poursuite de gains en puissance qu'elles se précipitent tête baissée dans des guerres perdues d'avance ou dans des victoires à la Pyrrhus. Au contraire, avant que les grandes puissances ne s'engagent dans des actions offensives, elles considèrent soigneusement la *balance of power* et comment les autres Etats pourront réagir à leurs mouvements »<sup>196</sup>. La modification du système impliquant risques et coûts, il est possible, pour un Etat, de se retrouver dans une configuration où la situation présente est le meilleur compromis possible. Le statu quo ne peut cependant être considéré que comme un second choix impliquant une forte volatilité de celui-ci dès lors qu'une opportunité apparaît<sup>197</sup>. Pris comme acteur rationnel, « Un groupe ou un Etat tentera de changer le système si et seulement si les bénéfices attendus dépassent les coûts envisagés ; ceci signifiant qu'il doit exister un gain [net] escompté »<sup>198</sup>.

De façon parallèle, la coopération ne saurait occuper qu'un rôle marginal –mais non inexistant– dans la construction de la sécurité des grandes puissances<sup>199</sup>. En termes généraux, nous retrouvons partiellement ici les difficultés soulevées précédemment quant à la constitution de coalitions censées rétablir la *balance of power*. Au sein d'un système anarchique, « deux facteurs entravent la coopération: les considérations de gains relatifs et les inquiétudes quant à la possibilité de défection [*cheating*] »<sup>200</sup>. L'absence de garantie quant à tout futur comportement de l'adversaire-partenaire incitant à la plus grande prudence, la répartition de quelconques fruits de la coopération pose un problème essentiellement insoluble. Ainsi, « lorsqu'ils se trouvent dans une situation de coopération possible pour l'obtention de gains communs, les Etats se sentant dans une situation de sécurité précaire doivent s'interroger sur la manière dont les gains seront divisés »<sup>201</sup>. Le niveau incommensurablement élevé des enjeux dans le cadre d'une coopération touchant à la sécurité tend inévitablement à réduire les incitations à coopération, un déséquilibre dans la distribution des gains

---

<sup>196</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 37. En d'autres termes, l'Etat agit selon une simple logique de choix stratégique: « States, groups, or individuals require ways to obtain their goals, paths to their preferences. These paths *must take into account the environment –other actors and their expected behavior, available information, power disparities* » (Frieden (J.), « Actors and Preferences in International Relations » in Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, p. 45; nous soulignons).

<sup>197</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 2.

<sup>198</sup> Gilpin (R.), *War & Change in World Politics*, p. 50.

<sup>199</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 51.

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 105. Stephen Haggard souligne l'insuffisance du modèle du dilemme du prisonnier qui suppose une symétrie entre les gains de la coopération et les pertes de la défection (Haggard (S.), « The Political Economy of Regionalism in Asia and the Americas » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, New York, Columbia University Press, 1997, p. 31.

entraînant l'accroissement de la vulnérabilité vis-à-vis d'un partenaire pouvant, dans un futur plus ou moins proche, devenir adversaire<sup>202</sup>. Le problème se trouve encore amplifié du fait que, même dans une situation où la coopération implique plus de deux Etats, un retournement de l'acteur ayant le plus largement bénéficié de la coopération contre un de ses anciens partenaires ne garantit nullement la formation d'une coalition défensive, le *buck-passing* demeurant une option hautement tentante pour toutes les parties possibles.

L'adjonction d'un niveau institutionnalisé devant réguler le différend récurrent entre les Etats, aussi séduisante qu'elle puisse paraître, demeure un trompe-l'oeil. Pour reprendre les mots de Kenneth Waltz : « Les agents supranationaux capables d'agir efficacement [...] soit acquièrent quelques uns des attributs et des capacités des Etats [...], soit, très rapidement, révèlent leur incapacité à agir d'une manière importante sans le soutien, ou au moins, l'acquiescement des principaux Etats concernés par le sujet en question »<sup>203</sup>, le second cas semblant infiniment plus probable que le premier. En tant que telles, les institutions internationales ne disposent donc que de la puissance que les Etats, et principalement les grandes puissances, consentent à leur donner. En d'autres termes, « les réalistes affirment que les institutions sont basiquement un reflet de la distribution de la puissance dans le monde. Elles sont basées sur un calcul d'intérêt personnel par les grandes puissances, et ne disposent d'aucune influence indépendante sur le comportement des Etats »<sup>204</sup>. Une telle subordination à la distribution, si elle n'interdit nullement l'existence des institutions, empêche néanmoins de prêter à ces dernières une quelconque influence dans la résolution des problèmes soulevés par la distribution des gains et de la défection<sup>205</sup>. D'autre part, si le constat a un caractère général d'applicabilité à toute relation interétatique potentiellement coopérative, il prend toutefois une acuité toute particulière lorsqu'il est appliqué à l'idée d'organisme de sécurité collective<sup>206</sup>. Dans ce dernier cas, les

---

<sup>202</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 52.

<sup>203</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 88.

<sup>204</sup> Mearsheimer (J.), « The False Promise of International Institutions », p. 7.

<sup>205</sup> Pour une critique générale voir Mearsheimer (J.), « The False Promise of International Institutions » ainsi que Mearsheimer (J.), « A Realist Reply » in *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994/95, pp. 82-93. Les limitations à la coopération en matière de sécurité proviennent essentiellement de la spécificité des enjeux de ce champ : exacerbation de la compétitivité, difficulté à discerner moyens offensifs et défensifs, importance des enjeux et incertitude quant aux mouvements des autres parties (Jervis (R.), « Security Regime » in Krasner (S.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, pp. 174-176). Le caractère hautement bénéfique de la défection et les difficultés éventuelles à détecter celle-ci mènent les Etats à limiter toute dépendance vis-à-vis de la bonne volonté de l'adversaire. Pour un argumentaire contraire sur la possibilité de coopération au sein d'un environnement anarchique voir Axelrod (R.) & Keohane (R.), « Achieving Cooperation Under Anarchy » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp 226-254 et Glaser (C.), « Realists as Optimists » in *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994/95, pp. 50-90.

<sup>206</sup> « Collective security is a system of all-for-one, no matter who the 'one' is, because an attack on one is considered an attack on all » (Art (R.), *A Grand Strategy for America*, p. 92).

problèmes de ‘bien collectif’ –évoqués plus haut à propos de la formation d’alliances– tendent à s’exacerber, interdisant à tout Etat de faire reposer sa sécurité sur un mécanisme handicapé par tant d’incertitudes<sup>207</sup>.

## **B- Possibilités et conditions de l’usage de la force.**

L’horizon de la coopération étant obscurci, le comportement des Etats au sein du système international redevient soumis à un principe de ‘self help’ dans son sens le plus étroit. Le constat d’une faiblesse endémique des incitations structurelles à la coopération nous permet cependant de jeter un éclairage nouveau sur la maximisation de la puissance et le recours à la force. Si les alternatives de la coopération ou de la simple confiance en une automaticité de la *balance* s’évanouissent pour de multiples raisons évoquées plus haut, l’unique solution pour les Etats est de maximiser, dès que ceci s’avère possible, leurs capacités à garantir leur sécurité. La maximisation de la sécurité, et par conséquent de la puissance, n’apparaît pas, dans cette perspective, comme la résultante d’une mécompréhension réciproque des acteurs, mais comme une conséquence immédiate de la structure du système international. En d’autres termes, la constatation précédente nous permet d’éviter une des erreurs que Fareed Zakaria attribue au réalisme défensif. En effet, « plutôt que de supposer que le comportement uniforme des grandes puissances, que celui-ci soit compris comme l’expansion ou la surexpansion, est dans une large mesure le résultat de leurs positions de puissance similaires à l’intérieur du système international, , les réalistes défensifs le considèrent comme pathologique, apportant des explications qui s’axent sur des déformations domestiques »<sup>208</sup>.

Ainsi que précédemment souligné, la logique sous-tendant l’expansion de la sécurité et de la puissance repose sur de multiples éléments –principalement la non-systématicité de la *balance of power* ainsi que l’incertitude quant au niveau de sécurité ‘acceptable’– dérivant des cinq hypothèses posées par John Mearsheimer quant à la structure du système international. Si, à l’unicité de la finalité, John Mearsheimer fait correspondre quatre stratégies majeures usitées par les grandes puissances<sup>209</sup>, le recours à la guerre fait porter

---

<sup>207</sup> La garantie de coopération reposant essentiellement sur la possibilité offerte à chacun de répondre à la défection par la défection (Axelrod (R.), *Comment réussir dans un monde d’égoïstes*, Paris, Odile Jacob, 1992, pp. 155-177), d’importants problèmes se posent quant à l’effectivité de telles mesures. Axelrod et Keohane expliquent ainsi: « effective reciprocity depends on three conditions: (1) players can identify defectors; (2) they are able to focus retaliation on defectors; and (3) they have sufficient long-run incentives to punish defectors » (Axelrod (R.) & Keohane (R.), « Achieving Cooperation Under Anarchy », p. 235). Aucune de ces trois conditions n’apparaît comme garantie; nous pouvons même adjoindre une quatrième dimension au problème consistant en l’accord – devant être *a priori* unanime– quant à l’identité de la partie faisant défection.

<sup>208</sup> Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, p. 28. De la même manière John Mearsheimer indique: « To argue that expansion is inherently misguided implies that all great powers over the past 350 years have failed to comprehend how international system works. This is an implausible argument on its face » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 210).

son ombre envahissante sur l'ensemble des autres éléments. Loin de se réduire à une conséquence malheureuse de mécompréhensions ou de l'incapacité à signaler correctement des intentions originellement inoffensives, l'usage de la force et le recours à la guerre se replacent ici au centre des stratégies élaborées par les Etats répondant aux contraintes structurelles. Un tel repositionnement permet notamment d'éviter l'écueil d'un « biais normatif en faveur du statu quo [compris] comme prévention de la guerre »<sup>210</sup> que Richard Betts décèle dans les théories de l'*offense defense balance*<sup>211</sup>, mais qui trouve une expression plus large au sein du réalisme défensif. Pour reprendre, dans une optique toutefois radicalement différente, le titre d'un article de Steven Lobell, le réalisme offensif réaffirme le caractère essentiellement politique de la guerre<sup>212</sup>.

De même que l'adoption de stratégies d'expansion ne peut être réduite à la malheureuse existence de « mauvais élèves »<sup>213</sup>, l'usage de la force n'apparaît pas principalement causé par une succession d'erreurs de jugement ou par un déséquilibre de l'évanescence *offense defense balance*. Prise comme acteur rationnel, « aucune nation ne s'engagera dans une guerre à moins qu'elle n'espère en tirer un gain », ceci étant à entendre dans un sens large puisque « le gain envisagé peut être viruel plutôt qu'absolu : l'évitement d'une perte plus grande lorsque le choix alternatif requiert une soumission d'une manière ou d'une autre à la volonté d'un adversaire »<sup>214</sup>. En ce sens, et contrairement à l'argumentaire de Carl Kaysen, l'idée d'une progressive disparition de la guerre, devenue trop coûteuse ou trop peu rentable, ne peut que nous laisser dubitatifs, ne serait-ce que parce que la dichotomie ne se formule pas selon l'axe guerre-paix mais selon celui résistance-soumission. Prenant le contrepied de Kaysen, Peter Liberman a en outre montré que « du fait que la modernisation a accru dans un même mouvement le surplus économique des nations, l'efficacité de la

---

<sup>209</sup> John Mearsheimer distingue ainsi la guerre, le chantage qui consiste à menacer l'adversaire de cette dernière, la stratégie de 'bait and bleed' où un Etat provoque une guerre entre deux adversaires qui s'épuisent mutuellement tandis que l'intéressé reste hors du conflit maximisant sa part relative de puissance, et, enfin, la stratégie de 'bloodletting' qui apparaît similaire à la précédente excepté que le conflit n'est pas déclenché par la politique de la puissance en question et que cette dernière se positionne de manière à ce que le conflit perdure le plus longtemps possible (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 147-155).

<sup>210</sup> Betts (R.), « Must War Find a Way? », p. 336.

<sup>211</sup> « ODT [offense-defense theory] is most concerned with *stability* [sic], how to prevent war by making it ineffective as an instrument of policy [...]. The ideal offense-defense balance is implicitly come benign form of military stasis » (*Ibid.*, p. 362).

<sup>212</sup> Lobell (S.), « War is Politics: Offensive Realism, Domestic Politics, and Security Strategies », pp. 165-195. Steven Lobell entend la qualification de 'politique' comme le fait que la guerre résulte d'un choix particulier d'un Etat, en rapport à un débat politique interne (p. 166). Nous entendons l'expression dans son acception clausewitzienne, conceptualisant simplement la guerre comme moyen pour atteindre une finalité politique.

<sup>213</sup> Utilisant l'expression de 'bad learners', Fareed Zakaria réfute l'argumentaire de Jack Snyder sur le fait que certains Etats se trouvent plus ou moins à même de tirer les leçons de modestie qu'est censé enseigner le fonctionnement du système (voir Zakaria (F.), « Realism and Domestic Politics », p. 474; Snyder (J.), *Myths of Empire*).

<sup>214</sup> Kaysen (C.), « Is War Obsolete? » in *International Security*, vol. 14, no. 4, printemps 1990, pp. 48-49.

coercition et celle de la répression, la conquête de société moderne peut payer »<sup>215</sup>. Une trop forte focalisation sur la rentabilité des territoires conquis tend toutefois à concentrer l'attention sur le gain absolu que le vainqueur peut tirer de son succès. Or, le jeu international se situant dans un environnement compétitif, l'attention des Etats tend à se porter en premier lieu sur les pertes et gains relatifs. De même que la coopération offre à chacun des participants des niveaux de gains différenciés –rendant difficile la coopération– la guerre, si elle entraîne *a priori* une perte absolue pour tous les belligérants, distribue les pertes de façon non uniforme. Si, dans le 'meilleur' des cas, « la guerre peut faire pencher la *balance of power* en faveur du vainqueur par l'élimination de l'Etat vaincu du rang des grandes puissances »<sup>216</sup>, le différentiel probable des pertes peut rendre la guerre attractive dans la simple perspective d'affaiblissement général de l'adversaire. L'usage de la force n'apparaît en ce sens ni aléatoire, ni réservé à la puissance dominante, un parti relativement plus faible pouvant calculer que le degré relatif de pertes lui sera plus favorable à un moment donné<sup>217</sup>.

Les logiques d'expansion et de recours à la force apparaissent dès lors largement parallèles et parfois redondantes. Si la maximisation de la puissance, l'expansion et l'horizon de l'hégémonie apparaissent comme les moyens les plus à même d'offrir une garantie suffisante quant à la sécurité des Etats, la guerre, ou plus généralement l'usage ou la menace d'usage de la force, se présentent comme un des moyens centraux pour l'accomplissement de ces trois exigences. Le réalisme offensif souligne par ailleurs une similitude certaine dans le fonctionnement des deux niveaux, l'opportunisme et la recherche d'innovation devenant les éléments centraux du comportement des Etats<sup>218</sup>. Les incitations créées par le système ne peuvent de ce fait être cantonnées à un effet de 'socialisation' dont la direction unique serait celle d'une modération généralisée. Elargissant l'analyse de Kenneth Waltz, John Mearsheimer souligne ainsi que « les Etats sont [constamment] en recherche de nouvelles voies pour obtenir un avantages sur leurs opposants, en développant de nouveaux

---

<sup>215</sup> Liberman (P.), « The Spoils of Conquest » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. 204.

<sup>216</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 151.

<sup>217</sup> Etudiant le déclenchement de guerre par des puissances en position de relative faiblesse, T. V. Paul dégage quatre conditions nécessaires: « They are: (1) the presence of serious conflict of interest; (2) the weaker side values higher the issue in the dispute; (3) the weaker side is dissatisfied with the status quo; and (4) *the weaker side fears a deterioration from, or no change in, the status quo in the future* » (Paul (T.V.), *Asymmetric Conflicts: War Initiation by Weaker Powers*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 16, nous soulignons).

<sup>218</sup> De façon parallèle, Eric Labs démontre qu'aux incitations structurelles à la maximisation de la sécurité et de la puissance répondent celles relatives à l'expansion des objectifs de guerre (Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims »).

armements, de nouvelles doctrines militaires ou des stratégies bien pensées »<sup>219</sup>. Or dès lors qu'est prise en compte la possible réussite de telles stratégies offensives, l'apparition d'un effet d'imitation de ces pratiques devient aussi nécessaire que pour les pratiques *a priori* conservatrices. John Mearsheimer conclut ainsi en affirmant que « les Etats n'imitent pas seulement les comportements de *balancing* victorieuses, mais ils imitent aussi les agression victorieuses »<sup>220</sup>.

## C- Limites et révisions du Réalisme Offensif de John Mearsheimer.

Une ultime remarque s'impose cependant quant à la capacité du réalisme offensif –et plus généralement du réalisme– à définir les conditions sous lesquelles le recours à la guerre paraît le plus probable<sup>221</sup>. Le lien entre structure du système et guerre a été notamment obscurci par une certaine confusion autour de la définition de la stabilité et du caractère belligène du système. Réintroduisant la différenciation des deux concepts, Kenneth Waltz indique que « la confusion entre paix et stabilité est [une erreur] trop répandue. L'apparition de guerres majeures est souvent identifiée comme une instabilité du système. Pourtant ce sont les systèmes qui survivent aux guerres majeures qui démontrent, par ce fait même, leur stabilité »<sup>222</sup>. Si un lien entre polarité du système<sup>223</sup>, degré de stabilité du système<sup>224</sup> et propension à la guerre apparaît peu douteux, les termes liant

---

<sup>219</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 166.

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> Contrairement à l'assertion de Randall Schweller et de William Wohlforth selon laquelle « Systemic stability [sic] defined as the absence of major-power (or hegemonic) war is neither [balance of power theory's] dependent variable nor its prescriptive goal » (Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test: Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War » in *Security Studies*, vol. 9, no. 3, printemps 2000, p. 73), un nombre non négligeable de réalistes, travaillant sur les conditions de la *balance of power*, ont tenté de lier distribution de puissance et caractère belligène d'un système. Selon John Mearsheimer: « The main causes of war are located in the architecture of the international system. What matters most is the number of great powers and how much power each controls » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 337). De même le lien est plus ou moins explicite chez Waltz: « Rather than making states properly cautious and forwarding the chances of peace, *uncertainty* and *miscalculation* cause war [...]. In a bipolar world *uncertainty* lessens and *calculations* are easier to make » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 168, nous soulignons) et « the multipolar world was highly stable, but all too war-prone. The bipolar world was highly peaceful, but unfortunately less stable than its predecessor » (Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics », p. 43).

<sup>222</sup> Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics », p. 43. Alors que Kenneth Waltz indique qu'il corrige une approximation reprise par une réflexion précédente, John Mearsheimer reproduit celle-ci, indiquant: « Stability is simply defined as the absence of wars and major crises » (Mearsheimer (J.), « Back to the Future: Instability in Europe After the Cold War » in Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy*, p. 80; voir aussi Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 338-344).

<sup>223</sup> L'équivalence supposée par la plupart des réalistes –et que nous reprenons– entre grandes puissances et pôles est contestée par Randall Schweller. Ce dernier établit une distinction entre pôles et grandes puissances moindres, les premiers devant disposer de la moitié au moins de la puissance de l'Etat dominant (Schweller (R.), *Deadly Imbalances*, pp. 16-19).

<sup>224</sup> « To say that an international-political system is stable means two things: first, that it remains anarchic; second that no consequential variation takes place in the number of principal parties that constitute the system » (Waltz (K.), *Theory of*

les trois sommets du triangle demeurent peu rigoureusement définis. Il apparaît certes presque trivial d'affirmer que l'augmentation du nombre de grandes puissances accroît de façon mécanique la probabilité de conflit entre ces dernières, John Mearsheimer indiquant : « [en condition de] bipolarité, il n'existe que deux grandes puissances et donc un doublet conflictuel les impliquant directement [...]. Dans un système à cinq grandes puissances, il existe dix doublets [possiblement conflictuels] de grandes puissances »<sup>225</sup>. A la lecture de l'article de Waltz précité, une esquisse apparaît quant à la relation entre polarité d'une part, stabilité et propension à la guerre d'autre part<sup>226</sup>. Ainsi, la bipolarité tend à être instable mais peu belligène, les attributs inverses devant être applicables à la multipolarité. Dans une certaine mesure, une telle remarque converge avec l'idée que le principal avantage de la multipolarité est de garantir la survie des acteurs et non de prévenir la guerre. Deux difficultés affleurent cependant : en premier lieu, le lien entre (in)stabilité et propension à la guerre demeure manquant, en second, l'application des concepts à la configuration unipolaire reste également, au mieux, à l'état d'esquisse<sup>227</sup>.

De fait, le caractère essentiellement statique du réalisme offensif –et plus généralement des branches découlant du néoréalisme– implique une limitation de la prise en compte du facteur de stabilité. Ainsi que le met en lumière Dale Copeland, il est difficile d'articuler de façon rigoureuse les trois niveaux précédemment cités dans un cadre néoréaliste trop étroit<sup>228</sup>. Le jeu à somme nulle et la probable cumulativité des gains supposés par le réalisme offensif<sup>229</sup> s'accroissent ainsi difficilement de la plus grande stabilité supposée

---

*International Politics*, pp. 161-162).

<sup>225</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 339.

<sup>226</sup> Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics ».

<sup>227</sup> Appliquée à l'hégémonie telle que définie par Mearsheimer, la logique tend à conférer à ce type de système une solide stabilité – du fait du fossé existant en termes de puissance– et une faible propension à la guerre –pour des raisons identiques. La prise en considération de la dichotomie entre système global et système régional amène une difficulté supplémentaire dans la mesure où, à un niveau global l'unipolarité peut exister sans hégémonie –un seul Etat a atteint le statut d'hégémon régional mais sans pouvoir parvenir à l'hégémonie globale. Dans cette perspective, les probabilités de guerre entre grandes puissances à l'échelle des sous-systèmes sont définies par les polarités respectives de ces derniers, mais celles concernant le niveau global apparaissent imprédictibles du fait d'une possible contamination par un conflit sous-systémique.

<sup>228</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability: Toward a New Dynamic Realist Theory of Major War » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 29-89.

<sup>229</sup> En réalité, l'argumentaire de John Mearsheimer reposant entièrement sur l'assimilation de la stabilité et de la paix obscurcit l'exactitude des prédictions offertes par le réalisme offensif. Voir Mearsheimer (J.), « Back to the Future: Instability in Europe After the Cold War » et Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 337-344.

des systèmes bipolaires<sup>230</sup>. En effet, « dès lors que les changements dynamiques de différentiels de puissance entre les Etats sont intégrés [au cadre théorique], la bipolarité est manifestement moins stable que la multipolarité »<sup>231</sup>. Un tel phénomène est largement attribuable au simple fait que les puissances évoluant dans un système multipolaire disposent d'un moyen supplémentaire de rétablir l'équilibre –i.e. l'*external balancing*<sup>232</sup>. Si nous reprenons les hypothèses précédemment évoquées, un système bipolaire ne peut donc apparaître stable que dans la mesure où l'axiome de départ est une égalité parfaite entre les deux pôles et un gel de toute dynamique différenciée de croissance en matière de puissance –ou, en d'autres termes, une évolution strictement égalitaire du rapport de puissance entre les acteurs concernés. Du fait que ces conditions disposent d'une probabilité d'occurrence réduite à l'extrême, et que tout gain tend à se faire au détriment de l'adversaire, le système bipolaire apparaît notoirement instable<sup>233</sup>. Ceci n'équivaut cependant nullement à affirmer, à rebours, un quelconque caractère 'inoffensif' du système multipolaire. Dans la mesure où, dans un monde multipolaire, une pluralité d'acteurs demeure intéressée par l'évolution des équilibres et où des mécanismes de *balance* perdurent –sans automaticité– la guerre apparaît même notoirement plus probable. En effet, « *le fonctionnement en douceur de la balance of power requiert que la guerre soit un instrument légitime du politique. De ce fait le déclenchement de la guerre, loin de constituer une preuve [...] d'un effondrement de la balance of power, est très souvent précisément le résultat que la théorie [réaliste] prédit quant à un fonctionnement normal du système de balance of power* »<sup>234</sup>.

---

<sup>230</sup> Il est important de noter ici une certaine confusion sur les vertus respectives de l'inégalité et de l'égalité des niveaux de puissance dans l'ouvrage de John Mearsheimer. D'une part, « the stronger a state is relative to its potential rivals, the less likely it is that any of those rivals will attack it and threaten its survival. Weaker states will be reluctant to pick fights with more powerful states because the weaker states are likely to suffer military defeat » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 33). D'autre part, « Power asymmetries among great powers are more commonplace in multipolarity than bipolarity, and the strong become hard to deter when power is unbalanced, because they have increased capability to win wars » (p. 341). Suivant le premier argument – semblable à celui présenté par le courant de la stabilité hégémonique– il apparaît nettement plus probable que la relative égalité entre différentes puissances mène à une élévation de la propension à régler les possibles différends par le recours aux armes, dans la mesure où il existe pour chaque partie une possibilité de victoire. Dans l'hypothèse d'une inégalité significative entre deux puissances, la probabilité de guerre tend à décroître, sans néanmoins disparaître, du fait que, toutes choses égales par ailleurs, l'issue du conflit devient moins incertaine.

<sup>231</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability », p. 30.

<sup>232</sup> L'établissement d'alliances –ou *external balancing*– entre grandes puissances est, par définition, interdit dans un monde bipolaire. Ainsi que nous l'avons souligné précédemment les incitations structurelles à l'adoption de politiques de *balancing* sont loin d'être aussi prégnantes que le laissent supposer le néoréalisme et le réalisme défensif. Le choix, devant être effectué entre (*external*) *balancing*, *buckpassing* et *bandwagoning*, dépend de l'efficacité relative de chacun en rapport à la maximisation de puissance relative de l'Etat.

<sup>233</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability ».

<sup>234</sup> Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test: Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War », p. 73 (nous soulignons).

Polarité, stabilité et propension à l'usage de la force apparaissent dès lors liées de façon non-linéaire. En d'autres termes, la fixité, voire le statisme, du néoréalisme ne semble pouvoir rendre compte avec précision de la pluralité des incitations qu'ont les différents Etats à l'utilisation de la force dans l'optique d'une maximisation de leurs parts de puissance relative. L'apport de Dale Copeland sur ce point –reprenant en partie la logique de Robert Gilpin– apparaît significatif puisqu'il permet de réintégrer la question de l'évolution des rapports de puissance à l'intérieur du cadre réaliste, tout en en préservant les principes fondamentaux. Ainsi, cette adjonction d'une dimension dynamique à la structure précédente nous permet de considérer que « le comportement des grandes puissances est commandé par l'impact simultané des différentiels entre Etats en matière de puissance militaire et par la tendance [des évolutions] de ces différentiels à travers le temps »<sup>235</sup>.

Il apparaît dès lors nécessaire d'élargir significativement l'horizon de notre questionnement à la *propension* à la guerre d'un système. La centralité de la guerre ne doit en effet nullement occulter le fait quelque peu contre-intuitif que « la guerre ne commence pas avant que l'invasion ait suscité la défense »<sup>236</sup> et qu'une tentative d'expansion peut rencontrer une résistance réduite. Le caractère belligène du système ne se limite, de ce fait, pas uniquement à l'existence positive d'un état de guerre. Dans cette perspective, l'image de Dale Copeland critiquant le mythe de la 'stabilité' du monde bipolaire –cette 'stabilité' équivalant à l'idée « qu'un homme ayant marché sur une corde raide recouverte de glace tendue entre deux gratte-ciels se trouvait dans une situation stable [*sic*] du simple fait qu'il ait réussi [la traversée] »<sup>237</sup>– trouve un espace d'application plus vaste.

Par ailleurs, si la préservation de la sécurité et, par conséquent, l'expansion de la puissance relative demeurent les objectifs premiers, les méthodes par lesquelles ces finalités sont réalisables sont susceptibles de déborder largement le cadre de l'usage direct et ouvert de la force. Une telle réserve laisse ainsi la porte ouverte à une expansion usant possiblement d'une « stratégie indirecte [qui] inspire toutes les formes de conflit qui ne recherchent pas directement la décision par l'affrontement des forces militaires mais par les procédés les moins directs, soit dans l'ordre politique ou économique [...], soit même dans l'ordre militaire en

---

<sup>235</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability », p. 32. Nous discutons de cette problématique dans un chapitre suivant.

<sup>236</sup> Clausewitz (C.), *De la guerre*, p. 416.

<sup>237</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability », p. 30. Bien qu'ils s'appliquent tant à la stabilité qu'au caractère belligène d'un système, les propos de Dale Copeland confondent dans cet article les deux concepts.

procédant par actions successives coupées de négociations »<sup>238</sup>. L'optique du réalisme offensif, principalement basé sur la recherche d'expansion, nécessite donc l'inclusion de stratégies disposant d'un caractère plus 'progressif' et permettant donc l'évitement d'un conflit élargi par la division de l'enjeu. Cette préoccupation recoupe largement l'idée que « le coeur de la difficulté des analyses [proposées] par le néoréalisme provient du fait qu'il utilise une variable dépendante dichotomique, [les états de] guerre et non-guerre »<sup>239</sup>. A la forte focalisation du réalisme offensif de John Mearsheimer sur la guerre comme moyen d'expansion doit répondre un *addendum* concernant les voies moins spectaculaires de la recherche de sécurité et de puissance. Dans cette perspective, ce que John Mearsheimer qualifie de « chantage [*blackmail*] » –c'est-à-dire l'usage de « menaces coercitives et d'intimidation, [sans] un usage réel de la force »<sup>240</sup>– dispose d'une place centrale car permettant une possible réalisation des objectifs sans supporter les coûts significatifs d'une guerre. Dans une perspective voisine, cette extension des moyens possibles réhabilite ce qu'André Beaufre dénomme « manœuvre de l'artichaut »<sup>241</sup>, c'est-à-dire la subdivision de l'objectif visé et la création de faits accomplis successifs, la partie adverse ne devant pas répondre à un usage limité de la force sur des enjeux jugés individuellement trop marginaux pour risquer une confrontation armée majeure. Le prétendant à l'hégémonie –que celle-ci soit régionale ou globale– dispose ainsi d'une palette élargie de moyens lui permettant d'affermir sa position à l'intérieur d'un système où l'usage de la guerre continue à constituer l'*ultima ratio*.

## Chapitre II : Composition et fonctionnement des régions 'réalistes'.

Aussi commun que puisse sembler le terme de région, son usage à l'intérieur d'un cadre théorique réaliste peut apparaître mal aisé. L'inclusion d'un niveau d'analyse intermédiaire entre l'Etat et le système entendu comme système global ne se justifie en effet que dans la mesure où les contraintes exercées au sein d'un ensemble particulier s'avèrent différentes de celles présentes au niveau global –bien qu'une superposition apparaisse plus probable qu'une substitution. A la suite de Barry Buzan, ce chapitre tente de mettre en

---

<sup>238</sup> Beaufre (A.), *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, 1998, p. 63.

<sup>239</sup> Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability », p. 32.

<sup>240</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 152.

<sup>241</sup> Beaufre (A.), *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette, 1998, p. 162.

exergue le rôle joué par des dynamiques qui, marginales ou invisibles au niveau global, constituent un élément central des problématiques de sécurité à un niveau local<sup>242</sup>. Or le néoréalisme et ses ramifications ne demeurent que très secondairement intéressés par un niveau d'analyse régional. En effet, « le néoréalisme est bâti autour de deux niveaux, le système et l'unité, et a pour souci principal de définir et de rendre opérationnel le niveau du système. Les néoréalistes négligent ou ignorent tous les niveaux sauf celui du système, ou comme Walt [...], discutent du niveau régional de façon empirique, sans considérer sa permanence et ses implications théoriques »<sup>243</sup>.

Si l'effondrement du monde bipolaire et le délitement d'une rivalité définie à l'échelle globale a amplement favorisé la résurgence de l'intérêt pour un niveau régional d'analyse, plusieurs auteurs ont, antérieurement à cette modification structurelle, consacré d'importants efforts à l'appréciation des enjeux de sécurité en termes régionaux<sup>244</sup>. Une première formalisation est donnée par le concept de *subordinate state system* de Michael Brecher, répondant à six conditions : « (1) son étendue est limitée, avec une insistance première sur la région géographique ; (2) il comprend au moins trois acteurs ; (3) dans l'ensemble, [ces derniers] sont reconnus objectivement par les autres acteurs comme constituant une communauté, une région ou un segment distinct du Système Global ; (4) les membres s'identifient comme tels ; (5) les unités de puissance sont relativement inférieures à celles [présentes] dans le Système Dominant ; et (6) les changements dans le Système Dominant ont des effets plus forts sur le Système Subordonné qu'inversement »<sup>245</sup>. Dans une très large mesure, la définition précédente semble s'apparenter à un thème premier sur lequel s'élaborent de multiples variations mettant chacune un accent spécifique sur une combinaison particulière des éléments. Une démarche voisine est d'ailleurs présente dans le concept de sous-système (*subsystem*) développé par Thompson qui intègre les éléments de proximité géographique, la reconnaissance interne et externe du sous-système comme tel, mais ramenant le nombre d'acteurs minimal à deux et soulignant le schéma particulier des interactions entre les acteurs du sous-système<sup>246</sup>. Considérant l'existence de sous-systèmes internationaux hiérarchiques, William Zimmerman se réfère à un sous-système où « les frontières [sont] établies par

---

<sup>242</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 187.

<sup>243</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 28.

<sup>244</sup> Louis Cantori et Steven Spiegel affirment ainsi la place d'une analyse en termes de région : « International politics may be described with reference to three arenas : the globe, the region and the nation-state » (Cantori (L.) & Spiegel (S.), « International Regions : A comparative Approach to Five Subordinate Systems » in *International Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, Décembre 1969, p. 361.

<sup>245</sup> Brecher (M.), « International Relations and Asian Studies » in *World Politics*, vol. 15, no. 2, p. 220.

<sup>246</sup> Thompson (W.), « The Regional Subsystem » in *International Studies Quarterly*, vol. 17, no. 1, mars 1973, p. 101.

l'insistance sur des critères comportementaux, i.e., par l'identification de normes, [et] particulièrement [de normes] se rattachant à la gestion et à la résolution des conflits spécifiques à un groupe d'Etats »<sup>247</sup> et où une unique puissance domine un ensemble d'autres Etats. Enfin aux critères de définition énoncés par Michael Brecher, Michael Haas adjoint deux conditions suffisantes concernant la qualité des membres d'un sous-système international axé sur la problématique de sécurité : d'une part, « un membre doit interagir [avec les autres] de façon plus ou moins continue et d'une manière pertinente en ce qui concerne la réalisation d'objectifs politico-militaires, l'adaptation, le maintien de certains modes [*pattern*] [d'interaction], et l'intégration » et, d'autre part, « un membre doit posséder une viabilité militaire »<sup>248</sup>.

Constatant la multiplicité et l'hétérogénéité des critères sélectionnés, Douglas Lemke a ce commentaire lapidaire : « la plupart des conceptualisations [nous] mène à une liste de sous-unités sélectionnées de façon impressionistes selon une lecture [particulière] du système international. Dans les quelques cas où l'opérationnalisation emploie une analyse systémique, les critères [permettant] la qualification comme sous-unité incluent les similarités culturelles, les modes d'échange commerciaux, l'appartenance commune à des organisations internationales, les modes d'alliance, les similarités démographiques, et la plupart du temps, la simple proximité géographique »<sup>249</sup>. Rendue complexe par la multiplicité des facteurs entrant en considération, la définition d'une région devient tâche rapidement irréalisable sans une méthode pour intégrer l'ensemble des paramètres. Une des principales lignes de faille passe ainsi entre une insistance accrue sur la 'reconnaissance' par les différents acteurs de la région –conditions (3) et (4) dans le cadre établi par Brecher– et le privilège accordé à la spécificité des schémas d'interaction entre acteurs appartenant à une même région<sup>250</sup>. Le présent chapitre reprend le second type de démarche.

---

<sup>247</sup> Zimmerman (W.), « Hierarchical Regional Systems and the Politics of System Boundaries » in *International Organization*, vol. 26, no. 1, p. 18.

<sup>248</sup> Haas (M.), « International Subsystems: Stability and Polarity » in *The American Political Science Review*, vol. 64, no. 1, mars 1970, p. 101.

<sup>249</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 59.

<sup>250</sup> Les deux logiques peuvent, bien entendu, être superposées, mais leur correspondance n'apparaît pas nécessaire.

# ***I- Les lacunes du réalisme offensif sur la définition d'un niveau régional.***

Si la recherche de l'hégémonie s'impose comme une déduction logique du cadre théorique proposé par John Mearsheimer, ce dernier n'en distingue pas moins deux niveaux de réalisation possible :

*L'hégémonie signifie la domination du système, qui est habituellement compris comme étant le monde entier. Il est toutefois possible d'appliquer le concept de système de façon plus étroite et de l'employer pour la description de régions comme l'Europe, l'Asie du Nord-Est, et l'hémisphère occidental. Ainsi, il est possible de faire une distinction entre les hegemons globaux, qui dominent le monde, et les hegemon régionaux, qui ne dominent qu'une aire géographique particulière<sup>251</sup>.*

Or bien que la distinction des deux types d'hégémonie dispose d'une certaine centralité –ne serait-ce que par leurs probabilités différentes de réalisation, John Mearsheimer omet de préciser selon quelles modalités une région est susceptible d'être appréhendée.

De façon générale, les contours d'une région se trouvent directement en relation avec le concept de *stopping power of water*. Ainsi, « la présence des océans sur la plus grande partie de la surface du globe fait qu'il est impossible pour un Etat d'atteindre l'hégémonie globale [...]. Ainsi, les grandes puissances ne peuvent aspirer à dominer que les régions dans lesquelles elles se trouvent [respectivement], et, possiblement, une région adjacente accessible par voie terrestre »<sup>252</sup>. Une telle remarque ne saurait cependant constituer une définition suffisante de la notion de région –les critères quant au saut du quantitatif au qualitatif du *stopping power of water* demeurant inexistant<sup>253</sup>. Ramené aux exemples cités par John Mearsheimer, il est ainsi difficile de comprendre pourquoi le continent américain ne se trouve pas divisé entre nord et sud, ou pourquoi l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est ne constituent pas une unique région. De fait, l'usage des aires traditionnellement définies comme espaces régionaux, s'il peut apparaître justifié, exige cependant une analyse en termes non intuitifs.

La faiblesse de l'ouvrage de Mearsheimer sur la définition d'une région est cependant loin d'être une exception parmi les réalistes. Si l'on excepte les travaux de Barry Buzan<sup>254</sup>, l'intérêt que les réalistes ont porté à un niveau régional d'analyse demeure assez largement limité. Au mieux, pris comme sous-systèmes

---

<sup>251</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 40.

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>253</sup> En d'autres termes, quelle est la distance maritime minimale nécessaire pour pouvoir considérer la séparation de deux ensembles comme celle propre à deux régions.

<sup>254</sup> Voir *infra*.

dépendants, les systèmes régionaux ont été perçus comme se soumettant aux règles régissant le système global. Kenneth Waltz estime ainsi que « la théorie du *balancing* ne prédit pas une uniformité de comportement mais plutôt une forte tendance des puissances majeures du système, ou des sous-systèmes régionaux, à recourir au *balancing* lorsqu'ils ont à le faire »<sup>255</sup>. L'affirmation d'un lien automatique supposé entre l'établissement de *balances* régionales et globales tend cependant à éluder trop aisément ce qui apparaît comme une articulation difficile des deux niveaux. La simple superposition d'une pluralité de *balances* régionales et d'une *balance* globale pose en effet le problème de l'identité de l'acteur à l'encontre duquel sont susceptibles d'être mises en place les politiques de *balancing*.

D'une manière quelque peu similaire, l'intervention de la dimension régionale et des paramètres géographiques servent ponctuellement aux différents réalistes, mais sans que ne soit systématiquement explicitée la spécificité des sous-systèmes régionaux. Il est certes généralement admis qu'une certaine proximité géographique est nécessaire à l'établissement d'un degré d'interaction suffisant pour que les Etats puissent s'affronter, c'est cependant un niveau intermédiaire d'analyse –s'intercalant entre l'Etat et le système global– qui apparaît nécessaire pour rendre intelligible la relation entre système et sous-systèmes précédemment évoquée par Waltz. Une esquisse d'un tel mouvement est notamment présente dans la notion de *balance of threat* développée par Stephen Walt. Focalisant son analyse sur une redéfinition du concept de *balance*, Walt indique ainsi: « du fait que la capacité à projeter la puissance décline avec la distance, les Etats qui sont à proximité posent une menace plus grande que ceux qui sont éloignés. Toutes choses égales par ailleurs [...], les Etats sont plus susceptibles de faire leurs choix d'alliance en réponse aux puissances avoisinantes [qu'en réponse à] celles plus éloignées »<sup>256</sup>. Bien que dans une perspective différente de celle de Waltz, Stephen Walt inscrit son analyse dans un cadre régional sans en donner toutefois de définition. La différence de logique entre superpuissances et puissances régionales est cependant explicite dans l'ouvrage précédemment cité. Ainsi :

*Bien que les superpuissances cherchent des alliés afin [de construire une] balance contre celles disposant des plus importantes capacités, les Etats moins puissants à l'intérieur d'une région donnée [...] cherchent des alliés principalement pour [construire une] balance contre ceux qui sont à proximité [...]. Les perspectives divergentes des Etats régionaux et des superpuissances permettent d'expliquer pourquoi les efforts de chaque superpuissance pour enrôler des alliés dans une croisade contre l'autre superpuissance ont été affaiblis par des conflits régionaux persistants*<sup>257</sup>.

---

<sup>255</sup> Waltz (K.), « Structural Realism after the Cold War », p. 38.

<sup>256</sup> Walt (S.), *The Origins of Alliances*, p. 23.

<sup>257</sup> *Ibid.*, p. 161.

L'absence de définition d'une part de l'espace régional au sein duquel évoluent ces 'puissances régionales', du type d'articulation liant sous-système régional et système global –ou puissances régionales et globales– d'autre part, n'est pas sans poser de sérieuses difficultés d'analyse. Ainsi, la démonstration de Stephen Walt concernant la forte indifférence des puissances régionales à l'équilibre global de la puissance<sup>258</sup>, ne semble devoir trouver sa pleine vérification que dans un système global où les régions se trouvent isolées ou, dans une moindre mesure, dans un système global de type bipolaire ou multipolaire. Dans une configuration globale unipolaire, l'interventionnisme du dominant global –conforme à la prédiction de maximisation de puissance du réalisme offensif– implique la prégnance de la menace globale pour les acteurs régionaux, de significatifs réalignements locaux s'avérant probables.

Antérieurement à ces deux propositions, et bien qu'essentiellement intéressé aux équilibres existants au niveau global, Hans Morgenthau concède la probable existence de sous-systèmes. Ainsi, « Une observation plus minutieuse [...] révèle [que] le système global est fréquemment composé d'un certain nombre de sous-systèmes qui se trouvent en interrelation »<sup>259</sup>. De la même façon que pour Stephen Walt, l'intérêt se porte plus sur les mécanismes de fonctionnement de ces sous-systèmes que sur la délimitation de ceux-ci. Dans les relations qu'ils entretiennent, les sous-systèmes se rangent selon leurs poids relatifs, Morgenthau observant qu'un de ceux-ci tend à disposer d'un rôle prépondérant. De fait, « l'interrelation entre les différents [sous-]systèmes est généralement une subordination, au sens où l'un [d'entre eux] domine du fait du poids relativement plus important accumulé sur les plateaux de sa balance, alors que les autres, en tant que tels, se trouvent rattachés aux [différents] plateaux de ce système dominant »<sup>260</sup>. La difficulté réside cependant dans le fait que cet attachement n'est pas constant d'un sous-système à l'autre, la distance les séparant du sous-système dominant étant le paramètre principal. Morgenthau avance : « ce n'est pas par accident que l'autonomie de tels systèmes de *balance of power* locales est plus forte et que leur subordination au système dominant moins visible, [lorsqu'ils] se trouvent plus éloignés du centre de la lutte pour la puissance [et lorsqu'ils] fonctionnent à la périphérie du système dominant, hors de portée des nations dominantes »<sup>261</sup>. Une telle conception n'est pas sans poser une série de problèmes que Morgenthau laisse sans réponse, les plus saillants étant que l'existence de sous-systèmes régionaux disposant de *balance-of-power* propres relève

---

<sup>258</sup> « Although the superpowers chose alliance partners primarily to balance each other, regional powers are largely indifferent to the global balance of power » (*Ibid.*, p. 148).

<sup>259</sup> Morgenthau (H.), *Politics Among Nations*, p. 218.

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> *Ibid.*, p. 219.

essentiellement de l'axiome et que, dans un système défini en termes de centre et de périphérie, la possibilité d'existence d'une grande puissance –i.e. de même niveau que celles existant à l'intérieur du système dit 'dominant'– à la périphérie est impossible à concevoir.

## ***II- L'impossible intégration du 'nouveau régionalisme' au réalisme offensif.***

La relative faiblesse dans la conceptualisation de la notion de région au sein des analyses réalistes nous invite à une 'importation' de concepts depuis des programmes de recherche alternatifs. Révisant le concept de région, Douglas Lemke nous fait prendre acte d'une certaine abondance des concepts relatifs aux systèmes non-globaux : « Dans ces efforts pour diviser le système international en sous-unités pertinentes nous sont offertes des conceptualisations [relatives] aux 'régions [...], aux 'systèmes d'Etats subordonnés' [...], aux 'systèmes internationaux subordonnés' [...], aux 'sous-systèmes internationaux' [...], aux 'sous-systèmes régionaux hiérarchiques' [...], aux 'régimes' [...], aux 'sous-systèmes régionaux' [...], aux 'voisinages politiquement pertinents' [...], et aux 'groupes [clusters] de nations »<sup>262</sup>. A ces efforts viennent s'ajouter ceux, plus récents, prenant corps autour des concepts de régionalisation et de régionalisme. L'intégration de concepts empruntés au nouveau régionalisme<sup>263</sup> dans une théorie réaliste se révèle cependant un exercice périlleux dans lequel d'importantes réserves sont nécessaires. Clairement, la conception 'régionaliste' des régions –i.e. la compréhension des régions comme un processus de construction– est amplement incompatible avec le cadre réaliste offensif, du fait d'un ensemble de postulats portés par un mouvement dérivé de l'économie politique.

---

<sup>262</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 59.

<sup>263</sup> Nous comprenons ici, le terme 'nouveau régionalisme' en tant que dérivatif du constructivisme (Farrell, « The Global Politics of Regionalism: An Introduction » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, Londres, Pluto Press, 2005, p. 8). Pour une explication de la nouveauté de ce régionalisme, voir Soderbaum (F.), « Introduction: Theories of New Regionalism » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, New York, Palgrave MacMillan, 2003, pp. 3-6; Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization » in Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World*, New York, Zed Book, 2001, pp. 3-5; Farrell, « The Global Politics of Regionalism: An Introduction », p. 7.

## A- Eléments pour de ‘nouvelles régions’.

Par la prolifération –voulue– de ses ramifications, le nouveau régionalisme demeure difficilement saisissable. S’il nous faut trouver un point de départ, celui-ci se situe certainement au niveau de la modification des équilibres internationaux après la fin de la Guerre Froide. Hettne affirme ainsi que « tandis que l’ancien [régionalisme] s’était formé dans le contexte bipolaire de la Guerre Froide, le nouveau a pris forme dans un ordre mondial multipolaire, et dans un contexte de globalisation »<sup>264</sup>. S’il dispose d’une particularité saillante, le nouveau régionalisme voit dans la constitution d’institutions et d’accords régionaux un mouvement indissociable de l’organisation et des tendances présentes au sein du système global.

Cet enracinement du nouveau régionalisme aux nouvelles conditions internationales, s’il est largement partagé, n’est pas sans poser d’importants problèmes. Ainsi « le nouveau régionalisme et la multipolarité ont été, pris dans la perspective de l’ordre mondial, les deux faces d’une même pièce, alors que l’unipolarité [...] viendrait contrecarrer à la fois la multipolarité et le régionalisme »<sup>265</sup>. Or la qualification du système international global actuel comme multipolaire pose la question des pôles pouvant être qualifiés comme tels face à la puissance américaine<sup>266</sup>. Le lien indissoluble du nouveau régionalisme et de la multipolarité implique que l’ébranlement du second terme ébrèche le premier. Dans une tentative d’intégration au cadre réaliste, on peut certes admettre, comme Andrew Hurrell, que « les groupements sous-régionaux se développent souvent comme des *réponses* à l’existence réelle ou potentielle d’une puissance hégémonique »<sup>267</sup>, ceci ne mène cependant nullement à la conclusion que cette forme de regroupement soit efficiente et n’articule que faiblement le lien entre menaces locales et globales. En outre, une telle perspective entre en complète contradiction avec l’analyse proposée par Peter Katzenstein de l’articulation présente du global et du régional qui indique que « en essayant de consolider sa position internationale [...], les Etats-Unis ont développé des initiatives régionales venant en complément à sa préférence traditionnelle pour une libéralisation universelle. Ce nouveau mouvement politique a *encouragé la formation de régions*

---

<sup>264</sup> Hettne (B.), « The New Regionalism Revisited » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, p. 23. Voir aussi Fawcett (L.) & Hurrell (A.), « Introduction » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 3.

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> Voir Krauthammer, « The Unipolar Era »; Wohlforth (W.), « The Stability of a Unipolar World » in *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, pp. 5-41; Wohlforth (W.), « U.S. Strategy in a Unipolar World » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled*, pp. 98-118.

<sup>267</sup> Hurrell (A.), « Regionalism in Theoretical Perspective », p. 50.

*économiques* restant ouvertes à l'économie mondiale, les Etats-Unis se joignant à plusieurs d'entre elles »<sup>268</sup>.

Sauf à supposer une profonde schizophrénie du 'mouvement régional', les deux interprétations du régionalisme demeurent incompatibles et posent un certain problème de cohérence dans la vision proposée par le nouveau régionalisme.

L'environnement global étant posé, la descente au niveau des régions s'oriente, en outre, plus vers l'étude de leurs dynamiques respectives –ces dernières étant aussi bien politiques qu'économiques, sociales ou culturelles– que vers la formulation d'hypothèses concernant la construction d'un niveau régional d'analyse. Dans cette perspective, il apparaît essentiel de tracer une ligne de partage des eaux entre deux concepts constituant la pierre de touche du nouveau régionalisme. Dans sa forme la plus simple, Stephen Haggard établit la distinction suivante :

*La régionalisation et le régionalisme ont été utilisés pour se référer à des processus économiques dans lesquels le commerce et l'investissement dans une région donnée –quelle qu'elle soit– croissent plus rapidement que le commerce et l'investissement de la région avec le reste du monde [...]. La régionalisation dans ce sens économique ne doit pas être confondue avec le régionalisme comme une forme d'organisation politique [...] en partie parce que la relation de causalité entre les deux phénomènes reste peu claire*<sup>269</sup>.

D'une façon quelque peu paradoxale, et comme nous le verrons plus avant, il semble que la notion de régionalisation nous soit d'une plus grande utilité dans le cadre théorique réaliste que celle de régionalisme. Nous pouvons cependant déjà noter que « le régionalisme est aussi considéré comme *un objectif stratégique de construction régionale* [region-building], établissant une cohérence et une identité régionale »<sup>270</sup>. Or l'admission d'un objectif 'normatif' de construction d'une région au sein d'un cadre réaliste demeurerait pour le moins incongru, les dynamiques régionales étant supposées a priori au moins aussi belligères<sup>271</sup> que pacifiantes. Cette connotation généralement positive associée au régionalisme<sup>272</sup> ainsi que la grande confusion régnant entre un régionalisme entendu comme une « description » et un régionalisme appréhendé

---

<sup>268</sup> Katzenstein (P.), *A world of Regions*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, p. 23 (nous soulignons).

<sup>269</sup> Haggard (S.), « The Political Economy of Regionalism in Asia and the Americas » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, New York, Columbia University Press, 1997, p. 48n1. Cette distinction ne fait certainement pas l'unanimité, la ligne fluctuant trop largement pour qu'une définition agréant l'ensemble des protagonistes ne soit trouvée (voir par exemple Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », p.5 ; Soderbaum (F.), « Introduction: Theories of New Regionalism », p. 7; pour une définition en termes proches de ceux retenus ici, voir aussi Gamble (A.) & Payne (A.), « The World Order Approach » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, p. 50). Nous nous en tenons à la définition d'Haggard qui présente le double avantage de la concision et de la clarté.

<sup>270</sup> Farrell (M.), « The Global Politics of Regionalism », p. 8.

<sup>271</sup> Walt (S.), *The Origins of Alliances*, p. 153.

<sup>272</sup> Hurrell (A.), « Regionalism in Theoretical Perspective », p. 39.

comme une « prescription »<sup>273</sup> créent de sérieux écueils dans le cadre posé par le nouveau régionalisme, le niveau d'analyse se confondant à un objectif normatif.

## **B- Les constituants d'une 'nouvelle région' : pluralité et impasses.**

Le problème premier qui parcourt le nouveau régionalisme est certainement celui des critères permettant d'isoler la région et les dynamiques qui lui sont propres. Si Soderbaum indique que « le nouveau régionalisme est caractérisé par sa 'multidimensionalité', sa complexité, sa fluidité et son non-conformisme, ainsi que par le fait qu'il inclut une variété d'acteurs étatiques ou non qui s'assemblent souvent dans des coalitions multi-acteurs informelles<sup>274</sup>, l'intégration des différentes logiques et acteurs en des ensembles cohérents semble difficilement réalisable. La tâche tend en outre à se montrer d'autant plus ardue qu'aux dimensions plus 'classiques' de l'économie et de la sécurité ont été adjointes celles de la culture et de l'identité. Si l'on admet l'hypothèse, propre au nouveau régionalisme, que les régions ne trouvent leur existence qu'au travers d'un processus de construction –i.e. le régionalisme, l'obscurité demeure quant à la voie qu'empruntent ces éléments disparates pour donner vie au dit ensemble.

En effet, le caractère multidimensionnel de l'analyse proposée –correspondant aux propriétés multiples du phénomène<sup>275</sup>– tend généralement à générer une juxtaposition de divers facteurs sans grande cohérence. Analysant, par exemple, l'Afrique Occidentale, Soderbaum y devine ainsi « un sous-système régional [dans lequel les acteurs sont] liés ensemble par l'histoire, la culture, l'ethnicité, la mobilité et les migrations socio-économiques, le commerce, des systèmes commerciaux et d'affaires, monétaires et de crédit, ainsi que par des relations d'Etat à Etat et un nombre important d'organisations régionales »<sup>276</sup>. Une telle énumération nous laisse cependant quelque peu désarmés pour comprendre sur quelles bases se fonde la définition d'une région ; l'absence d'une méthode permettant l'intégration de ces différents niveaux faisant cruellement défaut<sup>277</sup>. L'application des critères évoqués offre en effet des résultats nécessairement différents si l'on

---

<sup>273</sup> *Ibid.*

<sup>274</sup> Soderbaum (F.), « Introduction : Theories of New Regionalism », p. 1.

<sup>275</sup> Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », p. 4.

<sup>276</sup> Soderbaum (F.), « Turbulent Regionalization in West Africa » in Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World*, p. 4. Notons au passage l'absence ostensible du paramètre géographique.

<sup>277</sup> La démarche est d'autant plus complexe que Soderbaum souligne encore que l'unité régionale créée par ces différents facteurs ne doit aucunement nous mener à penser l'espace régional résultant comme homogène (*Ibid.*).

estime que les frontières d'une région se dessinent en fonction de chacun d'entre eux, d'au moins l'un d'entre eux, de seulement de quelques-uns, ou de l'ensemble de ceux-ci –en admettant qu'une telle démarche soit possible<sup>278</sup>. Certes, « il est utile de répéter que la *problématique* de la NRA [*New Regionalism Approach*] n'est pas la délimitation de région *per se* »<sup>279</sup>; cependant l'absence de critères quant au cadre au sein duquel s'inscrit le double mouvement de régionalisme et de régionalisation présente le risque de se heurter à deux écueils opposés : d'une part l'acceptation de zones géographiques données, quelles qu'elles soient, d'autre part la construction de régions sur des critères choisis de façon *ad hoc* –et noyant la plupart du temps le critère géographique au milieu d'autres paramètres. Face à cette impasse, il n'est pas inutile de citer la mise en garde d'Oran Young quant aux choix menant à la définition de régions, celui-ci notant : « il existe une infinité de critères pouvant être incorporés à la définition d'une région, et il n'existe aucune raison *a priori* pour en sélectionner certains plutôt que d'autres »<sup>280</sup>. Dans cette perspective, la difficulté ne réside pas tant dans le fait que les différents critères génèrent différentes régions ; elle se situe plus ici dans la forte perméabilité supposée entre les différents champs qui tend à mener à des hypothèses contradictoires<sup>281</sup>.

Dans une perspective voisine, les reformulations précédentes du concept de région font que celui-ci court le risque non négligeable d'assister à un accroissement démesuré de sa signification. Pour Louise Fawcett,

*Comprendre les régions et le régionalisme exige aujourd'hui un certain degré de flexibilité définitionnelle, et je propose ici une définition multi-niveaux et multi-tâches, qui va au-delà de la géographie et des Etats. Pour ce qui est des régions, nous constatons que la simple définition territoriale nous apporte peu –nous avons [donc] besoin d'affiner les régions en incorporant des éléments communs [commonality], des interactions et donc la possibilité de coopération. Une des perspectives peut être de voir les régions comme des unités ou des 'zones' basées sur des groupes, Etats ou territoires, dont les membres partagent des traits identifiables [...]. Une particularité centrale de telles zones est qu'elles sont moins grandes que le système international des Etats, mais plus grandes qu'un seul Etat ou qu'une unité non-étatique*<sup>282</sup>.

---

<sup>278</sup> Il apparaît ainsi pour le moins douteux que les frontières tracées selon le critère de l'intensité des échanges économiques puissent être simplement superposées à celles obtenues par la possibilité d'implication dans un conflit armé. En d'autres termes, on voit mal pourquoi la région que définit le trop célèbre 'vol d'oiseaux sauvages' (Ojendal (J.), « South East Asia at a Constant Crossroad » in Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World*, pp. 172n16) correspondrait automatiquement à celle que définissent les interactions dans le champ de la sécurité. De la même façon, on peut douter du fait que la région créée par la 'diffusion régionale de la culture populaire japonaise' (Katzenstein (P.), *A world of Regions*, p. 162) ait un quelconque trait commun avec celle définie par les tensions militaires.

<sup>279</sup> Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », p. 14.

<sup>280</sup> Young (O.), « Professor Russett: Industrious Tailor to a Naked Emperor », p. 488.

<sup>281</sup> De façon claire, nous tendons à faire face à une double hypothèse contradictoire au sens où l'intensification des interactions peut mener à la fois à un accroissement des conflits par la multiplication des antagonismes possibles et à une pacification par la création d'une identité commune. Sans hiérarchisation des éléments pertinents, les prédictions du nouveau régionalisme restent, au mieux, obscures.

<sup>282</sup> Fawcett (L.), « Regionalism from an Historical Perspective » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, p. 24.

Une telle démarche est cependant loin de se trouver généralement endossée. Schulz, Soderbaum et Ojendal indiquent ainsi que « les régions impliquent nécessairement une dimension géographique, et la tâche principale d'identification des régions implique des jugements sur le degré à partir duquel une aire particulière, dans diverses dimensions, constitue une entité distincte »<sup>283</sup>.

L'abandon proposé de la dimension géographique généralement liée au concept de région –ou l'estompement prononcé de cette dernière– engendre inévitablement une série d'inextricables difficultés. Cette dernière remarque n'a rien d'une nouveauté Oran Young ayant critiqué, il y a quatre décennies, les travaux de Bruce Russett en soulignant que « l'usage du concept de 'région' pour se référer à des aires dont les unités composantes ne sont pas nécessairement physiquement contigües mène à plusieurs types de confusions »<sup>284</sup>. L'imprécision d'une définition uniquement géographique peut certes paraître suffisamment insatisfaisante pour qu'une reformulation en termes élargis –économiques, sociaux et culturels– soit tentante<sup>285</sup>; elle tend cependant à créer de nouvelles difficultés faisant écho au modèle multi-variables développé par Bruce Russett<sup>286</sup>. La multiplication des paramètres pris en compte dans l'élaboration du concept de région, le caractère protéiforme des variables précédemment citées, suscitent un dilemme autour du choix des plus pertinents ou de la méthode d'intégration de ces dernières.

Poussée à son terme, la perspective du nouveau régionalisme admet qu'on ne saurait définir une région sans, en premier lieu, s'intéresser à sa compréhension en tant que telle par les différents acteurs, Hettne indiquant qu'« une région doit être comprise comme un processus et comme une construction sociale »<sup>287</sup>. Dès lors, la quête d'une définition acceptable du terme de région se trouve très largement compromise; de même que toute tentative orientée vers une délimitation des différentes régions. Selon Andrew Hurrell, « c'est la manière dont les acteurs politiques perçoivent et interprètent l'idée de région et la notion de *regionness* qui est [l'élément] critique : toutes les régions sont socialement construites et, de ce fait, politiquement contestées »<sup>288</sup>. La permanente contestation des frontières de la région, la probable volatilité des perceptions

---

<sup>283</sup> Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », pp. 14-15.

<sup>284</sup> Young (O.), « Professor Russett: Industrious Tailor to a Naked Emperor » in *World Politics*, vol. 21, no. 3, pp. 486-511.

<sup>285</sup> Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Conclusion » in Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World*, p. 250. Mansfield et Milner soulignent: « More common among scholars who define regions in nongeographic terms is a focus on preferential economic arrangements, which need not be composed of states in close proximity » (Mansfield (E.) & Milner (H.), « The New Wave of Regionalism » in *International Organization*, vol. 53, no. 3, été 1999, p. 591).

<sup>286</sup> Russett (B.), *International Regions and the International System*, Chicago, Rand McNally & Company, 1967, 252 pages.

<sup>287</sup> Hettne (B.), « The New Regionalism Revisited », p. 28.

<sup>288</sup> Hurrell (A.), « Regionalism in Theoretical Perspective » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics*, p. 38.

et, par conséquent, le possible retournement du degré perçu de *regionness* rendent flexibles à l'infini la ligne de démarcation<sup>289</sup>. L'évanescence de cette délimitation est de plus largement renforcée par l'interpénétration des critères permettant l'établissement d'un continuum de *regionness*. La superposition des logiques de régionalisme et de régionalisation à la définition d'une région conduit à l'établissement d'une hiérarchie dans le degré de *regionness* ; Björn Hettne distinguant ainsi cinq niveaux –espace régional, complexe régional, société régionale, communauté régionale et *polity* régionale institutionnalisée<sup>290</sup>. Atteignant son stade ultime de développement, une région tend donc à prendre une forme dépassant de loin le simple cadre d'une coopération approfondie entre les Etats, nous imposant de prendre en compte « les nouveaux rôles politiques et économiques des *régions* comme acteurs crypto-souverains »<sup>291</sup>. Cependant, sans même interroger le rôle démesuré conféré à la région comme acteur et l'évolutionnisme sous-tendant la classification, la démarche proposée ne règle en aucun cas le problème des limites géographiques –et/ou autres– à l'intérieur desquelles s'effectue l'éventuelle évolution.

## C- Des régions sans conflits : le biais en faveur de la paix.

Il est ici à peine besoin d'établir le constat officiel d'un fort 'biais en faveur de la paix' parcourant les thèses du nouveau régionalisme. Du propre aveu d'Andrew Hurrell, le centre de gravité de cette approche se situant dans le champ économique, la dimension relative à la sécurité reste largement marginale<sup>292</sup>. Lorsqu'elle se trouve abordée, la sécurité se trouve par ailleurs cantonnée à un questionnement relatif à la coopération où a l'intégration<sup>293</sup> et à la construction de nouvelles identités<sup>294</sup>. Le rôle conféré à l'institutionnalisation des

---

<sup>289</sup> Ceci est exprimé abruptement par Bods, Marchand et Shaw : « Regions are not static, but changing continuously » (Boas (M.), Marchand (M.) & Shaw (T.), « The Weave-World: The Regional Interweaving of Economies, Ideas and Identities » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, p. 204).

<sup>290</sup> Hettne (B.), « The New Regionalism Revisited » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, pp. 28-29.

<sup>291</sup> Mistry (P.), « New Regionalism and Economic Development » in Soderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism*, p. 120.

<sup>292</sup> « Fourth and perhaps most important, has been the relative neglect of power and of power-political factors within regions » (Hurrell, « The Regional Dimension in International Relations Theory » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, p. 49), l'élément premier disparaissant derrière les considérations d'intérêt, d'identité et de compétence relative des Etats et des institutions supranationales (*Ibid.*).

<sup>293</sup> A cet égard, et ainsi qu'ils le soulignent, la remarque de Schultz, Soderbaum et Ojendal tient de l'exception : « Furthermore, regionalism/regionalization has often been seen as something positive and 'good' [...]. Increased interaction and integration can also give rise to conflict, exploitation, dominance, misallocation of resources and other negative effects » (Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », pp. 6-7).

<sup>294</sup> Notamment en dérivation du modèle des communautés de sécurité (voir Barnett (M.) & Adler (E.), « Studying security communities in theory, comparison and history » in Barnett (M.) & Adler (E.), *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 413-441).

relations entre Etats dispose par conséquent d'une importance cruciale dans les deux cas<sup>295</sup>. Sur ce point, cependant, la critique formulée par John Mearsheimer à l'encontre des institutions internationales<sup>296</sup> vaut que ces dernières soient de nature globale ou régionale. En termes généraux, l'affirmation d'une faisabilité plus grande d'un système de sécurité collective –que ce dernier soit vu comme une fin en soi ou comme une étape préalable à l'élaboration d'une identité collective– au niveau régional apparaît largement surfaite. Dans la mesure où l'inclusion des Etats dans un cadre régional ne peut constituer une raison suffisante pour un dépassement de la logique de *buck passing*, le problème de l'action collective continue à se poser avec une acuité particulière. Ainsi, si « le *free riding* est un assez sérieux problème au sein du système global, il est encore plus nuisible dans un système régional »<sup>297</sup>, le risque posé par la défection d'un des membres faisant peser un poids relativement plus important. La transformation des principes régissant le système international au travers d'une simple réduction d'échelle s'avérant pour le moins douteuse, la sécurité des Etats n'apparaît pas mieux garantie par des institutions régionales que par celles à caractère global. En d'autres termes, « les espoirs placés dans les organisations régionales sont indûment optimistes, sinon complètement hors de propos »<sup>298</sup>.

Dans une large mesure, le nouveau régionalisme tend à exacerber l'idée d'une supériorité décisive des effets positifs des processus existant à un niveau régional. Ceci est perceptible dans la définition même que donnent Schulz, Soderbaum et Ojendal aux concepts de régionalisation et de régionalisme :

*Le régionalisme se réfère en premier lieu au phénomène général, et signifie des projets formels aussi bien que des processus dans le sens le plus large. Dans un sens plus étroit et opérationnel, le régionalisme représente un ensemble d'idées, de valeurs et d'objectifs concrets qui visent à créer, maintenir ou modifier les conditions de la sécurité et de la richesse, de la paix et du développement à l'intérieur de la région [...]. La régionalisation implique des éléments activistes et signifie des processus (empiriques) qui peuvent être définis comme des processus de changement depuis [un état] de relative hétérogénéité et de manque de*

---

<sup>295</sup> Il est à noter que la coopération au travers d'institutions peut aussi être considérée non comme une fin en soi mais comme la voie, unique, vers l'établissement d'une relation de confiance et la création d'une nouvelle identité. Ce point est notamment visible dans l'interaction des niveaux deux et trois chez Michael Barnett et Emmanuel Adler. Voir par exemple Barnett (M.) & Adler (E.), « A framework for the study of security communities » in Barnett (M.) & Adler (E.), *Security Communities*, pp.39-48. La distinction recoupe celle établie par Foqué et Steenbergen entre deux types d'institutions : « One type of institution structure society, inspiring a sense of 'belonging', and satisfying aspirations to participate in the organisation and government of the public domain [...]. The second type of institution would reflect a more limited scope in order to deal with issues that cannot be handled efficiently at the level of states » (Foqué (R.) & Steenbergen (J.), « Regionalism: A Constitutional Framework for Global Change » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, p. 61). Bien que distinctes, les deux formes d'institutions sont censées pouvoir coexister.

<sup>296</sup> Mearsheimer (J.), « The False Promise of International Institutions ».

<sup>297</sup> Art (R.), *A Grand Strategy for America*, p. 100.

<sup>298</sup> MacFarlane (S.) & Weiss (T.), « Regional Organizations and regional Security » in *Security Studies*, vol. 2, no. 1, automne 1992, p. 7.

*coopération vers [un état] de coopération accrue, d'intégration, de convergence et d'identité dans une variété de champs comme la culture, la sécurité, le développement économique et politique, à l'intérieur d'un espace géographique donné*<sup>299</sup>.

De toute évidence, la double définition précédente laisse un espace extrêmement restreint –touchant à l'inexistence– pour une intensification des interactions régionales menant à une hausse relative de la conflictualité. D'un point de vue général, « il existe souvent une forte idée que les Etats d'une région donnée sont tous dans le même 'bateau régional', écologiquement, stratégiquement et économiquement, [...] qu'ils devraient donc mettre de côté leurs égoïsmes nationaux et élaborer de nouvelles formes de coopération. Ainsi, dans la plupart des débats politiques et académiques, il existe l'idée sous-jacente que le régionalisme est naturellement une bonne chose »<sup>300</sup>. Le problème est que rien ne nous permet d'affirmer que l'accroissement des interactions intra-régionales soit lié à l'affaiblissement des antagonismes. En d'autres termes, le lien entre régionalisme, régionalisation, coopération et pacification demeure largement obscur, les conditions favorisant l'émergence de la coopération dans le champ de la sécurité demeurant imprécisées. En effet, ainsi que le souligne David Lake, la condition d'identification à une région demeure une garantie notoirement insuffisante. En effet, de celle-ci : « il peut s'ensuivre que, sous certaines conditions, les pays se comprenant comme appartenant à une région coopèrent plus aisément ; [mais] il peut aussi s'ensuivre que, sous des conditions différentes, l'identification à la région fasse augmenter les enjeux politiques dans certaines zones de désaccords et accroisse la probabilité de conflit »<sup>301</sup>.

### ***III- Regional Security Complexes : les éléments constitutifs de régions 'réalistes'***

Contrairement à la démarche proposée par le nouveau régionalisme, l'analyse des dynamiques et équilibres régionaux dans le cadre du réalisme offensif impose de revenir à la redéfinition de limites des sous-systèmes internationaux. Il ne s'agit donc pas seulement d'une réélaboration des principes régissant le fonctionnement d'un système international mais aussi d'une tentative de délimitation de l'espace au sein duquel ces principes

---

<sup>299</sup> Schulz (M.), Soderbaum (F.) & Ojendal (J.), « Introduction: A Framework for Understanding Regionalization », p.5.

<sup>300</sup> Hurrell (A.), « Regionalism in Theoretical Perspective » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics*, p. 39.

<sup>301</sup> Lake (D.), « Regional Security Complexes : A Systems Approach » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1997, p. 48

fonctionnent. L'existence de sous-systèmes régionaux est, en règle générale, soumise à la définition générale donnée par Raymond Aron<sup>302</sup>, et notamment aux conditions cumulatives de relations régulières entre Etats et de guerre générale possible. Le glissement des conditions de possibilité à celles d'un seuil d'intensité ou de probabilité permet ainsi de redessiner plus étroitement les contours de sous-systèmes internationaux – bien que créant à nouveau le problème du seuil minimal d'interaction nécessaire pour considérer l'Etat comme participant au système. La perspective présente s'inscrit ainsi dans le prolongement du privilège accordé par Michael Haas au caractère effectivement réalisable du conflit. Pour Haas,

*Notre attention [doit] se tourner vers des systèmes contenant des confrontations militaire-stratégiques entre les pôles [que sont] les acteurs. Considérer Equateur-Ethiopie comme un sous-système pertinent serait un choix [relevant du] pot-pourri tout autant que [le serait] la sélection de tous les acteurs nationaux de l'année 453, que ces derniers connaissent leurs existences respectives ou non ; nous avons besoin d'un critère précis pour déterminer l'appartenance à un sous-système international qui exprime comment les Etats sont liés les uns aux autres militairement<sup>303</sup>.*

L'élément déterminant devient donc l'existence, à l'intérieur du champ de la sécurité, de modes particulièrement intenses d'interactions différenciant les membres d'un sous-système de ceux qui n'y appartiennent pas. Autrement dit, et suivant la terminologie employée par Barry Buzan, notre préoccupation consiste essentiellement à la définition de *security complexes* au sens où « un *security complex* est défini comme un groupe d'Etats dont les premières préoccupations en termes de sécurité sont liées entre elles de façon suffisamment étroite pour que leurs sécurités nationales [respectives] ne puissent être considérées, de façon réaliste, comme séparées les unes des autres »<sup>304</sup>.

## **A- Regional Security Complexes : possibilité et intensité des interdépendances.**

Un *regional security complex* se définit donc par un degré d'interaction particulier entre les Etats le composant. De ce fait, la tentative se heurte immédiatement à l'obstacle du seuil minimal d'interdépendance nous permettant de considérer un ensemble comme un *regional security complex*. Autrement dit, « la tâche

---

<sup>302</sup> « J'appelle système international l'ensemble constitué par des unités politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières et qui sont toutes susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale » (Aron (R.), *Paix et Guerre entre les Nations*, Paris, Calmann-Levy, 1984, p. 103).

<sup>303</sup> Haas (M.), « International Subsystems: Stability and Polarity », p. 100.

<sup>304</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 190. Nous utilisons ici la première définition donnée d'un *security complex* ; par opposition à celle donnée ultérieurement par Buzan & Waever : « a set of units whose major processes of securitisation, desecuritisation, or both are so interlinked that their security problems cannot be analysed or resolved apart from one another » (Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 44).

d'identification d'un *security complex* implique de produire des jugements sur la force relative des interdépendances en termes de sécurité entre les différents pays »<sup>305</sup>. Presque trivial lorsque les Etats disposent de moyens réduits pour projeter leurs forces au-delà de leurs frontières –i.e. au-delà de l'immédiat voisinage, le tracé de la ligne se complexifie notablement dès lors que ces capacités s'accroissent. Le caractère nécessairement ouvert des sous-systèmes régionaux –puisque toujours susceptibles de subir l'intervention de puissances externes– n'annihile cependant nullement leur existence. Buzan indique ainsi : « [les problématiques de sécurité présentes au niveau des régions] sont substantiellement indépendantes, non au sens où elles se trouvent entièrement autonomes, mais plutôt [au sens où] elles possèdent une dynamique [...] qui existerait même si les autres acteurs n'empiétaient pas sur elles »<sup>306</sup>. Parfois incapables d'éviter l'immixtion de puissances extérieures dans le jeu régional, les Etats membres d'un *regional security complex* se trouvent néanmoins intégrés dans un réseau de relations ne dépendant *a priori* que marginalement de l'intervention d'un élément externe.

De ce fait, un sous-système se distingue par le caractère endogène des dynamiques de sécurité le parcourant :

*Un security complex existe lorsqu'un ensemble de relations se détache de l'arrière-plan général du fait d'un [...] repli [du security complex] sur lui-même, et de la relative faiblesse des interactions [entretenues] avec les voisins. Les interdépendances de sécurité seront concentrées plus fortement entre les membres de cet ensemble qu'elles ne le seront entre ces membres et des Etats extérieurs*<sup>307</sup>.

L'identification d'un sous-système régional dépend donc de notre capacité à identifier des modes et/ou degrés d'interaction spécifiques entre acteurs d'une même région. Or, raisonnant en termes de sécurité des différents acteurs, ceci signifie simplement que les menaces pesant sur la sécurité de l'un ou l'autre des membres du *security complex* se trouvent principalement à l'intérieur de celui-ci. Les niveaux respectifs de sécurité des Etats d'un même sous-système se trouvent donc nécessairement liés mais rarement positivement corrélés. Le phénomène trouve un éclairage particulier au travers de l'utilisation du concept d'externalité par David Lake, qui souligne que « des systèmes peuvent être créés même en l'absence d'interaction manifeste ou mesurable entre les Etats, comme l'échange de biens ou de services »<sup>308</sup>. Les actions prises par un Etat dans le champ de sa sécurité pouvant affecter un ensemble d'autres Etats, la constitution d'un *security complex* est possible sans qu'une quelconque intentionnalité quant la construction de celui-ci ne soit supposée. En d'autres termes, « si l'externalité locale pose une menace potentielle ou réelle à la sûreté

---

<sup>305</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 192.

<sup>306</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 47.

<sup>307</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 193.

<sup>308</sup> Lake (D.), « Regional Security Complexes : A Systems Approach », p. 51.

physique des individus ou des gouvernements d'autres Etats, elle produit un *regional security system* ou *complex* »<sup>309</sup>. Si les acteurs d'un même *security complex* nourrissent des relations caractérisées par un enchevêtrement étroit des problématiques de sécurité, ils doivent encore partager une faible préoccupation quant aux événements extérieurs à celui-ci. « Les frontières entre [*des regional security complexes*] seront définies par l'*indifférence relative* »<sup>310</sup> nourrie par les acteurs de deux sous-systèmes différents, l'identité des niveaux d'interdépendance entre l'intérieur et l'extérieur du sous-système devant vider le *regional security complex* de son contenu.

Vue sous la perspective d'un sous-système, la région peut être appréhendée dans un mouvement à la fois plus large et plus étroit que celui proposé par le cadre du régionalisme ; plus large parce qu'il inclut la possibilité de régionalisations belligères, plus étroit parce qu'il porte exclusivement sur les problématiques soulevées dans le champ de la sécurité. La voie empruntée se trouve donc dans le sillage de celle définie par Barry Buzan et Ole Waever –« les *security complexes* sont des régions vues à travers le prisme de la sécurité »<sup>311</sup> – la perte d'amplitude –et de prétention– devant être plus que compensée par l'acuité accrue de l'analyse<sup>312</sup>.

L'approche en termes de *regional security complex* nous permet donc de nous émanciper de l'aspect normatif des études centrées sur le régionalisme. Suivant Buzan, « nous étudions les discours de sécurité et les pratiques de sécurité des acteurs »<sup>313</sup>, les secondes disposant dans notre perspective d'une pertinence notoirement plus importante, tandis que les premières apparaissent essentiellement dépendantes. L'inclusion à l'intérieur d'un *regional security complex* n'obéit donc nullement à une hypothétique volonté des Etats de définir un espace régional d'interactions, mais à la possibilité matérielle d'interactions dans le champ de la sécurité. L'abrupt constat que « la simple proximité physique tend à créer plus d'interactions de sécurité entre voisins qu'entre Etats situés dans différentes zones »<sup>314</sup> nous mène à la conclusion que la participation au sous-système n'est conditionnée par aucune hypothèse quant au positionnement adopté par l'acteur envers à celui-ci. La remarque de Raymond Aron relative au caractère secondaire de la « distance morale » vis-à-vis

---

<sup>309</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>310</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 193.

<sup>311</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, pp. 43-44.

<sup>312</sup> Nous utilisons ici indifféremment les termes sous-systèmes et *security complex*, à la suite de l'équivalence explicitement posée par Lake (D.), « Regional Security Complexes : A Systems Approach ».

<sup>313</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 48.

<sup>314</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 45.

de la « distance physique »<sup>315</sup> trouve par conséquent ici un écho particulier. En effet, si « n'appartiennent à une troupe que les acteurs qui jouent dans les pièces [et si] [l]a représentation, pour la troupe internationale c'est la guerre générale, possible ou réelle »<sup>316</sup>, le système ne se définit, dans notre cas, que selon les capacités respectives des acteurs en termes militaires. Cette insistance sur une dimension non-intentionnelle reçoit à nouveau un éclairage particulièrement clair au travers de l'emploi du concept d'externalité<sup>317</sup> ; les niveaux de sécurité des différents acteurs du système pouvant être affectés par toute variation –voulue ou non– pour un seul d'entre eux. De ce fait, « bien que les Etats puissent être conscients de leur interdépendance, une telle compréhension n'est pas une condition nécessaire »<sup>318</sup>, la conséquence étant qu'« une compréhension du [degree de] 'regionness' n'est pas nécessaire pour que les interactions puissent contraindre le comportement des membres d'un système localisé »<sup>319</sup>.

## **B- La centralité du facteur géographique.**

Les frontières d'un *regional security complex* s'établissant selon un degré d'intensité relativement plus fort des dynamiques de sécurité, celles-ci trouvent une traduction géographique. La relation intuitive établie entre la proximité de deux Etats et la propension plus forte au conflit a été largement confirmée par différents travaux. Analysant le rapport entre contiguïté des acteurs et propension à la guerre, Geller et Singer soutiennent ainsi qu'« au niveau du doublet [d'Etats], la distance entre les Etats est inversement attachée à la guerre. Les doublets proches sont plus susceptibles de s'engager dans une guerre que ne le sont les Etats éloignés »<sup>320</sup>. De façon similaire, Garnham conclut que : « l'analyse des guerres interétatiques [...] entre 1816 et 1965 confirme l'hypothèse que la guerre internationale est d'autant plus probable que la paire d'Etats-Nations est proche »<sup>321</sup>. Enfin, d'une étude portant sur plus de 200.000 doublets d'Etats, Stuart Bremer conclut sans ambiguïté que « l'importance de la contiguïté dans les explications du déclenchement des guerres interétatiques est telle qu'elle devrait être communément incluse dans presque toute étude de la

---

<sup>315</sup> Aron (R.), *Paix et Guerre entre les Nations*, p. 104.

<sup>316</sup> *Ibid.*

<sup>317</sup> Lake (D.), « Regional Security Complexes : A subsystem Approach », pp. 48-52.

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>319</sup> *Ibid.*

<sup>320</sup> Geller (D.) & Singer (D.), *Nations at War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 78.

<sup>321</sup> Garham (D.), « Dyadic International War 1816-1965 : The Role of Power Parity and Geographical Proximity » in *The Western Political Quarterly*, vol. 29, no. 2, juin 1976, p. 240.

guerre »<sup>322</sup>. La corrélation positive entre proximité et propension à la guerre ne doit cependant pas être comprise comme une relation simple de causalité. En effet, « sauf, en un certain sens, pour le cas des disputes frontalières, les Etats ne se battent pas *parce qu'ils* sont physiquement proches ; ils disposent plus simplement de l'opportunité de se battre parce qu'ils sont proches »<sup>323</sup>. Cette précaution n'ôte cependant rien à la pertinence du lien précédemment évoqué, le positionnement géographique d'un Etat demeurant encore peu susceptible de faire l'objet d'un choix<sup>324</sup>.

Le parallèle établi entre *security complex* et sous-système régional suppose inévitablement un rétablissement au premier plan du facteur géographique. Buzan remarque ainsi qu'« en termes de sécurité, 'région' signifie qu'un sous-système distinct et pertinent de relations de sécurité existe dans un groupe d'Etats dont le destin est qu'ils ont été enfermés dans une proximité géographique »<sup>325</sup>. Faisant écho aux travaux de Stephen Walt sur la forte corrélation entre intensité de la menace et proximité géographique<sup>326</sup>, le concept de *security complex* nous permet d'interroger la validité du niveau d'analyse régional. La réintroduction de la dimension géographique en tant que déterminant critique repose sur la constatation effectuée par Barry Buzan et Ole Wæver que « du point de vue de la plupart des pays du monde, le cadre stratégique pertinent ne se trouve pas en premier lieu au niveau du système –la première priorité est [donnée au niveau] régional »<sup>327</sup>. Dans la terminologie proposée par David Lake, ceci signifie que les externalités produites en termes de sécurité ont un effet différencié en fonction de la distance sur laquelle elles sont susceptibles de se propager. En ce sens, un *regional security complex* n'est pas défini par l'intangibilité d'une donnée géographique, mais par le rapport entretenu entre géographie et distribution de la puissance à l'intérieur du système. Cette définition rejoint ainsi la mise en garde de Raymond Aron pour lequel « ce n'est pas la géographie, c'est la projection

---

<sup>322</sup> Bremer (S.), « Dangerous Dyads » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 36, no. 2, Juin 1992, p. 336.

<sup>323</sup> Russett (B.), *International Regions and the International System*, p. 200. Avec plus de réserve, Bremer caractérise ainsi le paramètre de la contiguïté : « Whether it is only a measure of opportunity for war, or whether it taps something deeper that reflect the willingness to engage in war as well, is unclear, but its importance is not » (Bremer (S.), « Dangerous Dyads », p. 336). En termes plus généraux, Harvey Starr met en parallèle proximité et opportunité d'interaction (Starr (H.), *Territory, Proximity, and Spatiality : The Geography of International Conflict*, Allocution présentée à *Annual Meeting of the International Studies Association* à Portland, février 2003. S'intéressant au paramètre de la contiguïté, John Vasquez met en exergue la spécificité de l'enjeu territorial (Vasquez (J.), « Why Do Neighbors Fight ? Proximity, Interaction or Territoriality », pp. 277-293).

<sup>324</sup> Ceci n'implique nullement que le saillant de la position soit identique, celui-ci dépendant de l'interaction entre la distribution de puissance et les facteurs géographiques (voir infra).

<sup>325</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 188.

<sup>326</sup> Voir notamment Walt (S.), *The Origins of Alliances*; nous discutons plus loin cette relation.

<sup>327</sup> Buzan (B.) & Wæver (O.), *Regions and Powers*, p. 41.

sur la carte d'un certain rapport de forces qui suggère l'idée d'une amitié ou d'une inimitié »<sup>328</sup>. La focalisation sur les obstacles créés par la géographie demeure cependant la pierre de touche de l'édifice régional :

*Si l'on dressait hypothétiquement la liste des problèmes de sécurité [présents sur] le globe, et si l'on traçait une carte liant chaque objet de référence avec tout ce qui le menace ainsi qu'avec tous les acteurs impliqués positivement ou négativement dans cette menace, l'image obtenue montrerait des degrés variables d'intensité. Certains des groupes de nœuds seraient connectés avec une grande intensité, tandis que d'autres zones seraient traversées seulement par quelques lignes. Des groupes qui se sont formés, la [Regional Security Complexes Theory] prédit que la plupart auront une base territoriale*<sup>329</sup>.

Les lignes tracées selon les menaces dépendent, dans un cadre réaliste où la primauté reste à l'Etat, des capacités militaires de chacun à intervenir de façon significative à l'encontre des autres acteurs. Cette précision ne fait cependant que renforcer la pertinence d'une analyse en termes de *regional security complex*. Pour Buzan, « du fait que les menaces opèrent de manière d'autant plus efficace qu'elles sont à courte distance, les interactions de sécurité avec le voisinage tendront [donc] à disposer de la première priorité »<sup>330</sup>, la crédibilité de la menace devant nécessairement être sous-tendue par un élément matériel. Inversement, lorsque les distances s'accroissent, « la structure politique anarchique fait que tous les systèmes sont confrontés au dilemme de la sécurité, mais ce réseau homogène d'interdépendance de sécurité est [alors] profondément modifié par les effets de la géographie »<sup>331</sup>, ceci signifiant trivialement que la capacité réelle d'intervention, et de menace, décroît irrémédiablement avec la distance. En termes plus abrupts, si la distribution de puissance demeure indubitablement l'élément clef des relations entre Etats, l'introduction du niveau régional nous impose de raisonner en termes de *puissance réellement disponible* pouvant être vraisemblablement investie dans une confrontation.

## **C- Fonctionnement d'un Regional Security Complex**

L'adjonction d'un niveau régional d'analyse ne s'apparente néanmoins nullement, dans notre cas, à une modification des axiomes posés par le néoréalisme quant à la structure d'un système international. En effet, « il est [...] pertinent de voir les *security complexes* comme des sous-systèmes –des anarchies miniatures– indépendants [*in their own right*]. Dans cette perspective, par analogie avec le système entier, ils disposent

---

<sup>328</sup> Aron (R.), *Paix et Guerre entre les Nations*, p. 106.

<sup>329</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 44.

<sup>330</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 191.

<sup>331</sup> *Ibid.*

de structures propres »<sup>332</sup>. De ce fait, les hypothèses formulées au niveau du système global et les déductions en découlant demeurent valides dans le cadre des *regional security complexes* ; la réduction de l'échelle ne devant pas amener de changement des principes d'organisation. Aussi, « dans l'analyse des *security complex* en termes de distribution de puissance, la logique est la même que pour l'analyse de la polarité du système dans son entièreté »<sup>333</sup>. La nuance apportée porte donc sur le fait que la distribution de puissance à l'intérieur d'un *regional security complex* donné crée une structure locale qui n'est qu'indirectement influencée par celle du niveau global. Autrement dit, « comme le système global [...], les structures régionales peuvent être définies par deux dimensions : le principe d'ordonnement –l'anarchie– et la distribution des capacités – multipolaire, bipolaire et, dans le cas régional, unipolaire »<sup>334</sup>. Le fonctionnement d'un sous-système régional se conformant à des règles identiques à celles opérant à l'échelle globale, le comportement des Etats se trouve soumis à des contraintes similaires. Les deux niveaux pouvant mener à des incitations contradictoires, il est cependant nécessaire de spécifier lequel tend à avoir la primauté. Les deux manières extrêmes consistant à trancher en faveur d'un comportement défini systématiquement comme une réponse à l'Etat le plus puissant ou à celui le plus proche demeurent largement insatisfaisantes puisque délaissant le point crucial de la relation entre les deux dimensions. La question devient dès lors d'apprécier le poids relatif de chaque acteur –puissance(s) locale(s) et grande(s) puissance(s)– à l'intérieur d'un *regional security complex* donné.

La difficulté réside alors essentiellement dans l'identification des puissances disposant de moyens d'action au niveau global –et par conséquent à l'intérieur de régions auxquelles elles n'appartiennent pas 'géographiquement'–et dans les possibles modifications subséquentes des dynamiques locales de sécurité. La possibilité d'une dissolution du régional par la présence de puissances globales nous renvoie au fait que, pour pouvoir être considéré comme tel, un *regional security complex* doit disposer d'une dynamique qui ne lui soit pas imposée par l'extérieur. Pour reprendre les termes de Buzan, il n'est de sous-système que dans la mesure où celui-ci ne se trouve pas soumis à une condition d'*overlay* défini comme « la présence directe de

---

<sup>332</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 209. Pour Andrew Hurrell, « the international politics of regional spaces, then, are not necessarily different in kind or in their essential characters from the international politics of other spaces or domains. There is, in other word, no specifically 'regional dimension' to IR theory » (Hurrell (A.), « The Regional Dimension in International Relations Theory », pp. 38-39). Les deux approches restent compatibles au sens où la région reste, dans son principe d'organisation, identique au système global, i.e. anarchique.

<sup>333</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 211.

<sup>334</sup> Lake (D.), « Regional Security Complexes : A subsystem Approach », p. 60.

puissances extérieures dans une région, [présence] suffisamment forte pour [entraîner] la suppression du fonctionnement normal des dynamiques de sécurité parmi les États locaux »<sup>335</sup>. L'existence d'une situation d'*overlay* n'est pas celle de l'intervention ponctuelle d'une puissance extérieure mais l'imposition durable et unilatérale à l'échelle de la région d'équilibres reflétant ceux à l'échelle globale ou, possiblement dans un autre *security complex*. En d'autres termes, et symétriquement, le fonctionnement du système global selon les dynamiques établies par Waltz, et généralement reprises par les néoréalistes et leurs héritiers, n'a de pertinence que dans la mesure où la condition d'*overlay* se trouve généralisée à l'ensemble des sous-systèmes. Toutefois, si l'*overlay* demeure une configuration possible, la généralisation de celle-ci à l'ensemble des cas semble peu justifiée –y compris dans une situation d'unipolarité globale<sup>336</sup>.

Ceci nous amène nécessairement à une réappréciation de la distribution de la puissance en fonction de la dichotomie régional/global. Le prisme de la région exerce ainsi un effet déformant sur les forces des grandes puissances globales qui, du fait de leur éloignement géographique, disposent d'une capacité diminuée à l'intérieur d'un certain *regional security complex*. Inversement, une puissance négligeable au niveau global peut voir son importance au niveau du sous-système régional démultipliée du simple fait de sa localisation. Considérant ces variations, il est possible de reprendre trois catégories de grandes puissances établies par Barry Buzan et Ole Waever :

*Les superpuissances [Superpowers]- le critère pour un statut de superpuissance est exigeant dans la mesure où il est requis un large spectre de capacités ayant une influence sur l'ensemble du système international.*

*Les superpuissances doivent posséder des capacités politico-militaires de premier ordre [...], et une économie [capable] de soutenir de telles capacités. Elle doivent [avoir des capacités] politiques et militaires de portée globale, et en faire usage.*

*Les grandes puissances [Great Powers] [...]. Les grandes puissances n'ont pas nécessairement besoin de disposer d'importantes capacités dans tous les secteurs [...]. Le statut de grande puissance est lié à une unique clé : ce qui distingue les grandes puissances des simples puissances régionales est qu'elles s'intègrent aux calculs des autres sur la base du niveau systémique [global] et de la distribution de puissance [à l'intérieur de celui-ci] dans le présent et le futur proche [...]. Elles se considèrent généralement comme plus que des puissances régionales [...], et elles disposent habituellement de capacités pour intervenir dans plus d'une seule région.*

*Les puissances régionales [regional powers] [...]. Leurs capacités sont importantes dans leurs régions [respectives], mais ne sont que peu notables dans le large spectre [présent] au niveau global [...]. Elles sont*

---

<sup>335</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 198.

<sup>336</sup> Buzan et Waever notent ainsi à propos de la période post-Guerre Froide : « A weaker version of unipolarity leaves room for the regionalist view that the ending of the Cold War created more autonomy for regional security dynamics » (Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 18).

de ce fait exclues des calculs au plus haut niveau relatifs à la polarité du système, qu'elles se considèrent ou non comme étant d'un rang supérieur<sup>337</sup>.

Ainsi que le note Buzan, la précédente différenciation –bien qu'elle ne soit pas sans poser certains problèmes de chevauchements– nous permet non seulement d'appréhender de façon plus claire le fonctionnement des sous-systèmes régionaux, mais aussi d'envisager sous un angle particulier le système global. La différence de polarité des différents sous-systèmes peut expliquer en grande partie la différence de comportement d'une superpuissance –ou éventuellement d'une simple grande puissance– à l'intérieur de ceux-ci. Ainsi, « pour les puissances globales, le niveau régional est crucial dans la définition [*shaping*] des options, et des conséquences, de la projection de leur influence ainsi que des rivalités présentes dans le reste du système »<sup>338</sup>. Bien que soumise à la contrainte de la structure de la région 'étrangère' considérée, l'immixtion des ces puissances demeure néanmoins probable puisque les grandes puissances disposent, par définition, d'une capacité à se projeter extra-régionalement, et sont peu susceptibles d'abandonner volontairement l'exercice de cette aptitude<sup>339</sup>.

En règle générale, l'intervention de puissances de rang global à l'intérieur d'un sous-système régional ne peut être sans influence sur l'appréciation que chaque Etat a de sa sécurité et des menaces qu'il encourt. La distribution de puissance demeurant le facteur central des dynamiques régionales de sécurité<sup>340</sup>, la polarité du sous-système est susceptible d'être modifiée par une puissance globale suffisamment proche et/ou disposant de capacités suffisamment étendues. Ceci se trouve en porte-à-faux avec l'argument présenté par Barry Buzan et Ole Waever selon lequel, la polarité d'un *regional security complex* est définie exclusivement en termes de puissances régionales appartenant au sous-système considéré par Buzan<sup>341</sup>. Considérer la polarité d'un sous-système comme indépendante de l'immixtion de puissance(s) globale(s) tend à minimiser indûment le réaménagement des dynamiques locales entraîné par cette interférence. Bien qu'étant situé géographiquement 'à distance' de la région, les forces qu'est susceptible de mobiliser une puissance globale à l'intérieur de celle-ci en font *a priori* un pôle possible. La possibilité, pour une puissance globale, de

---

<sup>337</sup> Nous avons volontairement omis ici les paramètres de reconnaissance des puissances comme telles –qui paraît non-nécessaire dans la mesure où la capacité à agir ne dépend nullement de cette reconnaissance– et de formation et diffusion de valeurs –qui nous est hors du champ étudié.

<sup>338</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 47.

<sup>339</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>340</sup> Le cadre choisi diffère ici sensiblement de celui envisagé par Barry Buzan qui distingue la distribution de puissance des modèles d'hostilité (*patterns of hostilities*) sur lesquels les puissances globales disposent d'un poids faible voire nul, voir Buzan (B.), *People, States and Fear*, pp. 214-215.

<sup>341</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 37

s'intégrer au sein d'un sous-système n'est d'ailleurs nullement écartée par Buzan. En effet, « les acteurs externes peuvent changer la structure de puissance d'un *complex* local de deux façons : soit en se joignant à lui, par [simple] proximité, soit en établissant un alignement à l'intérieur de celui-ci, que ceci découle de la [simple] proximité et/ou de l'appartenance à un sous-système de niveau plus élevé »<sup>342</sup>.

La limitation de la possibilité de participation aux seules puissances situées dans les régions immédiatement avoisinantes demeure cependant problématique. Certes l'on peut admettre une certaine spécificité de l'intervention d'une puissance particulièrement proche, Buzan et Waever indiquant que « la proximité fait que la relation est qualitativement différente de l'intervention normale d'une grande puissance dans un RSC parce que l'option du désengagement n'est pas réellement présente de la même manière »<sup>343</sup>. La perspective change cependant sensiblement si nous réinscrivons ceci dans la problématique réaliste de l'équilibre du système, de la stabilité et de la propension à la guerre de celui-ci. Etablissant le critère de définition d'une grande puissance à l'échelle du système global, John Mearsheimer propose ainsi que « pour pouvoir être qualifiée de grande puissance, un Etat doit avoir suffisamment d'actifs militaires pour [pouvoir envisager de] s'engager sérieusement dans une guerre conventionnelle totale contre le plus puissant Etat du monde »<sup>344</sup>. L'identité de fonctionnement entre système global et *regional security complex* nous permet de transposer sans difficulté l'axiome apporté par John Mearsheimer ; le jeu se définissant simplement à une échelle moins étendue. Suivant une telle logique, dès lors qu'un acteur dispose des capacités militaires le rendant à même de répondre aux exigences établies, il devient inévitablement partie au sous-système. L'immixtion d'une puissance globale à même de modifier l'échiquier local de la sécurité et des menaces semble, de fait, justifier l'inclusion de cette dernière dans le calcul de polarité régionale. De même, la traduction plus pragmatique de Randall Schweller de la notion de pôle –« pour être qualifié de pôle, un Etat doit posséder plus de la moitié des capacités militaires du plus puissant des Etats dans le système »<sup>345</sup>– trouve un écho aisé et opérationnel dans le cadre d'un sous-système régional. De ce fait, la question n'apparaît pas tant d'inclure ou non les puissances globales, mais de mettre en lumière les conditions sous lesquelles l'inclusion se trouve justifiée ou non. En d'autres termes, la problématique se déplace vers le mode de dégradation de la puissance en fonction de la distance.

---

<sup>342</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 212.

<sup>343</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 60.

<sup>344</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 5.

<sup>345</sup> Schweller (R.), *Deadly Imbalances*, p. 17.

## ***IV- La corrosion de la puissance : le loss-of-strength gradient.***

Si l'idée d'une dégénérescence progressive de la puissance en fonction de la distance à laquelle elle est projetée a un caractère profondément intuitif, Kenneth Boulding en donne une théorisation générale au travers du concept de *loss of strength gradient*. En ses propres termes, « il s'agit du grand principe de *the further the weaker*. La quantité dont est amputée la puissance d'une partie par miles de mouvement loin de sa base est le *loss-of-strength gradient* »<sup>346</sup>. Ce principe général repose cependant sur plusieurs présupposés. En premier lieu, Kenneth Boulding souligne lui-même que « pour l'argumentaire présent [...], nous devons supposer qu'un index de puissance peut être construit »<sup>347</sup>. Par ailleurs, « nous devons aussi supposer que la force de chaque nation est à son maximum à sa base [*home base*] [et] que la force de chaque nation décline à mesure qu'elle se déplace loin de sa base »<sup>348</sup>. De la manière la plus schématique, la puissance réelle d'un Etat peut donc être représentée sous la forme d'un cône ; le sommet de celui-ci étant à la verticale du point-base de l'Etat en question, et la puissance disponible à une certaine distance étant donnée par le point du cône à la verticale du lieu où la puissance est projetée.

Aussi simplifié soit-il, le *loss of strength gradient* nous permet de concevoir avec une plus grande acuité deux phénomènes induits par la distance entre deux Etats : la possibilité de l'interaction et la probabilité de l'emporter. Définissant le cadre de validité du *loss of strength gradient*, Boulding indique que « la seule condition [est] qu'à tout point où *A* peut battre *B*, la force de *A* doit être plus grande que celle de *B*, et inversement »<sup>349</sup>. Dans une large mesure, la proposition présente un fort –et non nécessaire– degré de rigidité. En effet, le degré de certitude qu'elle implique suppose la création d'un indice de puissance dont l'infailibilité nous paraît hors de portée –un indice capable de désigner *a priori* et de façon indubitable la partie devant l'emporter. Le repli sur un indice plus modeste rend par contre déraisonnable l'affirmation d'infailibilité. En admettant une acception plus restreinte et plus classique du concept de puissance – essentiellement militaire, le différentiel existant entre deux belligérants ne permet pas d'affirmer la systématisme du succès du plus puissant. S'intéressant aux victoires dans des conflits opposant des parties

---

<sup>346</sup> Boulding (K.), *Conflict and Defense*, New York, Harper & Row, 1963, p. 79.

<sup>347</sup> *Ibid.*, p. 230.

<sup>348</sup> *Ibid.*

<sup>349</sup> *Ibid.*

séparées par un rapport de puissance d'au moins un à cinq, Ivan Arreguin-Toft démontre « que les acteurs puissants perdent les conflits asymétriques lorsqu'ils usent d'une mauvaise stratégie vis-à-vis de la stratégie de leurs opposants »<sup>350</sup>. Ainsi que noté précédemment, il ne s'agit pas ici de nier le lien entre puissance à disposition et probabilité de succès mais de mettre en exergue le caractère non automatique de la relation. De ce fait, et sans trahir l'essentiel de la pensée de Kenneth Boulding, il semble plus prudent de raisonner en termes de variation de la probabilité de succès. Pour paraphraser Boulding, la condition serait qu'à n'importe quel point où la puissance de A excède celle de B, A dispose d'une probabilité plus forte de l'emporter –cette probabilité tendant à croître si l'écart de puissance entre A et B au point donné croît. La nuance introduite, si elle rend plus incertaine le cadre proposé par Boulding, ne modifie cependant qu'à la marge le lien que ce dernier établit entre puissance, distance et probabilité de victoire.

De façon plus générale, le *loss of strength gradient* de Boulding fournit une assise théorique aux études liant proximité géographique et possibilité d'interaction entre les différents Etats. Ainsi, si l'on admet que les préoccupations relatives à la sécurité des Etats se trouvent inextricablement liées à la distribution de puissance, le *loss of strength gradient* permet d'affiner notablement notre compréhension des différents enjeux et dynamiques locaux. En raisonnant en puissance réelle, la crainte que nourrit un Etat A vis-à-vis d'un Etat B dépend non seulement de la puissance totale disponible mais aussi de la distance à laquelle les deux protagonistes se trouvent –ou bien de la distance du point de contentieux aux Etats A et B– et de la 'dureté'<sup>351</sup> du *loss of strength gradient*. L'interaction est donc possible et peut être significative entre deux Etats non contigus<sup>352</sup>, mais son caractère ne repose pas –comme pour le néoréalisme– sur la puissance totale générée par les parties<sup>353</sup>. L'application précédente du *loss of strength gradient* impose donc une

---

<sup>350</sup> Arreguin-Toft (I.), « How the Weak Win Wars » in *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, pp. 93-128.

<sup>351</sup> Par 'dureté', nous entendons ici exprimer le degré de dégénérescence de la puissance projetée sur une unité de distance donnée. Un fort degré de dureté est compris comme une forte dégradation de la puissance projetée.

<sup>352</sup> La relation établie par Gleditsch et Buhaug quant à la relation non seulement entre contiguïté et *militarized interstate disputes*, mais entre ces dernières et la distance entre les deux protagonistes offre une illustration de l'effet de dégradation produit par le *loss of strength gradient* (voir Gleditsch (N.P.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance? The Globalization of Armed Conflict*, Allocution présentée à la *Conference for a Memorandum for the Conference on Globalization, Territoriality, and Conflict*, UCSD, La Jolla, 16-18 Janvier 2004).

<sup>353</sup> Dans une démarche voisine, William Moul indique, « estimates of loss-of-strength gradient are rough, but without some adjustment, the power capabilities ratios for distant states would be more wrong than rough » (Moul (W.), « Balances of Power and European Great Power War, 1815-1939 : A suggestion and Some Evidence » in *Canadian Journal of Political Science*, vol. 18, no. 3, septembre 1985, p. 496). L'insistance sur l'attribution d'une formule au *loss of strength gradient* n'est pas sans poser d'importantes difficultés ; la logique sous-jacente relative à la nécessité de raisonner en termes de puissance réellement disponible est par contre largement applicable ici.

reconsidération de la capacité à agir et à interagir des Etats<sup>354</sup>, et par la même, nous apporte un éclairage nouveau sur les limites du système envisagé.

Si, ainsi que le souligne Boulding, « le LSG est le coût de transport de la force –quelle que soit cette puissance »<sup>355</sup>, la relation entre *loss of strength gradient* et développement technologique apparaît comme évidente. Le lien est cependant loin d'être trivial. En premier lieu, l'effet de la distance sur les forces projetées se manifeste sous différentes formes. Bueno de Mesquita estime ainsi qu'« au moins quatre facteurs mènent à une diminution de la puissance lorsque les capacités doivent être transportées sur de longues distances. Le combat sur une longue distance (a) introduit des problèmes organisationnels et de commandement ; (b) menace le moral ; (c) invite à des dissensions domestiques ; et (d) débilite les soldats et leurs équipements »<sup>356</sup>. Les facteurs précédents étant différemment sensibles aux possibles innovations, aucune relation linéaire ne peut être établie. De plus, « bien que le temps nécessaire pour déplacer un grand nombre d'hommes sur de grandes distances ait été significativement réduit et que les périls de ces voyages aient été éliminés, chaque amélioration des moyens [permettant] de mener des guerres lointaines a été accompagnée de nouveaux obstacles »<sup>357</sup>. Ceci revient à souligner le fait qu'une baisse –même significative– du coût brut de transport d'une unité de puissance peut avoir un écho très atténué sur le *loss of strength gradient*. L'idée d'une obsolescence croissante des contraintes imposées par la distance –effet majeur de la globalisation<sup>358</sup>– rencontre ici une forte limitation du fait de la nature interactive de l'action engagée. Mettant en exergue la pesanteur accrue supposée par une interaction militaire à distance, Bueno de Mesquita indique ainsi que « lorsque [nous disons] que la technologie [...] affecte la 'transférabilité' de la puissance d'une nation sur une [certaine] distance, [nous] ne [voulons] pas dire que certaines personnes peuvent voyager sur un certain nombre de miles tandis que d'autres ne le peuvent pas. Au contraire [nous voulons dire] que certaines nations peuvent transporter et soutenir une part de leur puissance [dans une zone éloignée], même

---

<sup>354</sup> Gleditsch et Buhaug estiment : « Interaction [...] is determined by *opportunity, motive and identity*. First an interacting party needs a motive to engage in interaction [...]. Secondly, a transaction must be practically feasible. Finally, each party needs to have sufficient identity or coherence to be considered as an actor » (Gleditsch (N.P.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance? The Globalization of Armed Conflict*). Le *loss of strength gradient* s'intéresse donc exclusivement à la seconde dimension de la possibilité d'interaction, les points 1 et 3 étant admis comme donnés.

<sup>355</sup> Boulding (K.), *Conflict and Defense*, p. 231.

<sup>356</sup> Bueno de Mesquita (B.), *The War Trap*, New Haven, Yale University Press, 1981, p. 41.

<sup>357</sup> *Ibid.*, p. 43.

<sup>358</sup> Gleditsch (N.P.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance? The Globalization of Armed Conflict*.

si les lignes d'approvisionnement et de commandement sont étendues sur [des distances] requérant plusieurs jours de trajet »<sup>359</sup>.

Cette complexité du *loss of strength gradient* et l'hétérogénéité des éléments à intégrer, rendent difficile toute formalisation rigide de celui-ci. D'une manière générale, et pour paraphraser Gleditsch et Buhaug quant à la relation entre coûts et distance, il ne semble pas déraisonnable d'estimer que s'il est certain que la puissance projetée ne décroît pas proportionnellement à la distance sur laquelle elle est déplacée, la première décroît de façon monotone en fonction de la seconde<sup>360</sup>. Franchir le pas d'une formulation mathématique est cependant périlleux et difficile à concevoir sans avoir recours à de multiples ajustements *ad hoc*. Ainsi, centrant son calcul sur le rapport distance/temps, Bueno de Mesquita estime pour la période post-1945 la distance journalière parcourue possible à 500 miles soulignant, pour corroborer son estimation que l'« on estime, par exemple, qu'il faudrait aux Etats-Unis dix jours pour lancer une opération de grande envergure au Moyen-Orient, soit à 5000-6000 miles de distance »<sup>361</sup>. Reprenant les estimations quant aux délais nécessaires pour défendre l'Arabie Saoudite en cas d'attaque iraquienne en 1990, Douglas Lemke souligne à l'inverse : « les 8,500 miles et le délais de dix-sept semaines (pour un objectif limité et défensif) indiquent que les estimations de Schwarzkopf sur la portée des transports américains [étaient] d'environ soixante-dix kilomètres par jour »<sup>362</sup>. La distinction effectuée par Lemke entre les contraintes posées par les différents types de terrain apparaît certainement comme une correction significative ; elle exige toutefois pour atteindre une acuité acceptable de devoir subdiviser indéfiniment les espaces –ceci comportant le risque d'une réadaptation *ad hoc* des coefficients, et ne peut tenir compte d'un possible choix non-intuitif par un Etat d'une ligne de projection indirecte. Aussi élégantes et séduisantes que puissent sembler la formule de Bueno de Mesquita –« *Adjusted Capabilities=Composite Capabilities*<sup>log[(miles/miles per day)+(10-e)]</sup> »<sup>363</sup>, ou celle, plus détaillée, de Lemke, les résultats qu'elles obtiennent demeurent difficilement exploitables et généralisables, l'efficacité de la première souffrant d'un choix de coefficient général arbitraire, celle de la seconde d'une

---

<sup>359</sup> Bueno de Mesquita (B.), *The War Trap*, p. 104. La permanence de la contrainte géographique se traduit notamment par le maintien d'un degré élevé de corrélation entre proximité/contiguïté et conflit armé. Ainsi, pour ce qui est des *militarized interstate dispute*, « Contiguity appears to play a larger role now than in the past. While proximate states were about five times more likely to be engaged in a militarized dispute than the average dyad in the initial period [vers 1875], this factor has risen to 20 for the recent years » (Gleditsch (N.P.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance? The Globalization of Armed Conflict*).

<sup>360</sup> « We cannot assume that the costs are *proportional* to the distance, but we assume that, everything else being equal– costs tend to increase *monotonically* with distance » (Gleditsch (N.P.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance? The Globalization of Armed Conflict*).

<sup>361</sup> Bueno de Mesquita (B.), *The War Trap*, p. 104.

<sup>362</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 73.

<sup>363</sup> Bueno de Mesquita (B.), *The War Trap*, p. 105.

multiplication des facteurs topographiques à prendre en considération<sup>364</sup>. D'une façon quelque peu paradoxale, il semble possible d'estimer la quantité de forces disponibles à un point donné, mais extrêmement difficile de trouver une formule générale mathématisant la dégradation des forces en fonction de la distance.

L'adjonction du *loss of strength gradient* nous permet donc une compréhension plus fine des dynamiques au niveau régional dans la mesure où elle nous renseigne sur les possibilités d'interactions internes aussi bien que sur les moyens dont les puissances externes disposent pour intervenir dans les équilibres locaux. A ce point, se pose, sous une nouvelle forme, la question du critère d'inclusion d'un Etat particulier au sein d'un sous-système régional. En retenant le critère de la possibilité d'interaction, Douglas Lemke indique que « deux Etats sont capables d'interagir militairement dans la mesure où il leur est possible de déplacer des ressources militaires sur le territoire de l'autre »<sup>365</sup>. *Stricto sensu*, l'assertion est néanmoins inexacte dans la mesure où les espaces possibles de projection de force pour deux Etats peuvent se recouper sans empiéter sur les territoires nationaux<sup>366</sup>. De ce fait, une définition aussi précise que celle proposée par Tanmen & alii. –« le voisinage politiquement pertinent d'un Etat [comprend] tous les Etats capables de déplacer cinquante pour cent ou plus de leur puissance dans la capitale nationale du premier Etat »<sup>367</sup>– n'est pas sans poser certains problèmes. Elle exclut notamment des 'doublets pertinents' (*relevant dyads*) la situation où deux Etats, trop faibles pour projeter une part conséquente de puissance jusqu'au cœur du territoire adverse, ont un conflit de territorialité sérieux à leur frontière. Pour reprendre l'idée précédemment développée dans le cadre des *regional security complexes*, l'élément central paraît être la capacité des différents acteurs à intervenir sur les questions de sécurité propres à chacun d'entre eux.

Dans une large mesure, et dans une version plus modeste, le *loss of strength gradient* apparaît d'une efficience certaine pour expliquer la place amoindrie que peuvent occuper de grandes puissances globales dans un jeu local, et demeure plus à même d'apprécier des mécanismes en termes qualitatifs –modification

---

<sup>364</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 94.

<sup>365</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>366</sup> Douglas Lemke note plus loin : « Each state has the ability to exert military influence over some portion of the globe's surface » (*Ibid.*). Cette perspective laisse une place à une situation où l'éloignement de deux Etats leur interdit d'opérer sur le sol de l'adversaire ; mais où leurs capacités respectives de projection de forces leur permettent d'interagir au-delà des frontières de chacun.

<sup>367</sup> Tanmen (R.) & alii., *Power Transitions*, p. 67. Le même critère est développé dans Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, pp. 80-81.

de la polarité et ses conséquences– qu’au travers d’une mathématisation du concept<sup>368</sup>. Dans cette perspective, la modification du concept de *regional security complex* ne peut se faire qu’à la marge, en soulignant la primauté de la distribution de la puissance entre les différents acteurs. Cette insistance mène ainsi à mettre l’accent sur la capacité pour un Etat de faire peser une menace sur l’intégrité territoriale des autres Etats ou la capacité que ces derniers possèdent à menacer le territoire du premier, tout en conservant le cadre notoirement plus large privilégié par Buzan. Parallèlement, l’inclusion d’une puissance ‘géographiquement’ externe au *regional security complex* ne se justifiant que dans la mesure où elle est susceptible de peser significativement sur l’équilibre et la dynamique locale, la reprise du critère d’un seuil de puissance projetée atteignant la moitié de la puissance dominante de la zone permet de lier les travaux de Douglas Lemke sur le niveau de pertinence de l’interaction et la définition générale proposée par Randall Schweller. De ce fait, l’établissement des limites régionales perd indubitablement en netteté en comparaison de celle proposée par la formule rigide donnée par Lemke. La cohérence de l’ensemble permet cependant de reconnaître « que les fortes dynamiques locales de sécurité existent presque toujours dans un système international structuré de façon anarchique »<sup>369</sup>, tout en évitant une différenciation des rôles joués par les puissances locales et globales à l’intérieur du sous-système.

## ***V- Le niveau régional du réalisme offensif.***

Si le développement précédent ne se focalise pas uniquement sur le *stopping power of water* en tant que tel, il offre néanmoins un cadre plus large permettant d’intégrer le concept proposé par John Mearsheimer. Pour Mearsheimer, ainsi que noté précédemment, le *stopping power of water* est susceptible d’expliquer la division entre hégémonie régionale et globale et le corollaire d’une modification du comportement des acteurs atteignant la première. Pour l’hégémon régional, la difficulté première à dépasser les frontières de sa région provient des problématiques inhérentes à la projection de force sur de vastes étendues océaniques. Ainsi, « le problème de base auquel les forces navales [*navies*] sont confrontées lorsqu’elles mènent des invasions depuis la mer est qu’elles ont de fortes limites en matière de nombre de troupes et de puissance de

---

<sup>368</sup> Le résultat obtenu par Douglas Lemke est cependant assez frappant dans la définition de sous-ensembles au sein de l’aire étendue qu’il dénomme Asie Orientale (Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 91).

<sup>369</sup> Buzan (B.), *People, States and Fear*, p. 200.

feu susceptibles d'être déplacés, et pouvant ainsi peser dans une opération amphibie »<sup>370</sup>. Pour reprendre les termes utilisés plus haut, selon la logique exprimée par Mearsheimer, une dichotomie est nécessaire entre un *loss of strength gradient* naval d'une grande dureté et un *loss of strength gradient* terrestre d'une dureté relativement faible. La dichotomie demeure cependant contestable car elle repose sur une opposition faussée. John Mearsheimer indique ainsi que, « en termes généraux, les assauts terrestres à travers une frontière commune sont plus aisés à entreprendre. Les armées qui ont à traverser de larges étendues d'eau pour attaquer un adversaire disposent invariablement de peu de capacités offensives »<sup>371</sup>. Or il s'agit ici d'une opposition entre couples de variables incluant distance –voire contiguïté– et 'nature' du terrain, le premier paramètre étant, nous l'avons vu, à lui seul déterminant<sup>372</sup>, la conclusion quant au poids du second demeure peu probante. La focalisation sur la différenciation entre la dégradation de la puissance projetée par voie terrestre et par voie navale, pour élégante qu'elle soit, repose néanmoins sur des présupposés problématiques. L'assimilation d'une projection terrestre à une projection intrarégionale et de celle navale à une projection extrarégionale néglige, en effet, notamment le rôle possible des forces navales dans la projection de force intrarégionale<sup>373</sup>. S'il demeure peu douteux que, toutes choses égales par ailleurs, il est plus aisé de dominer un voisin qu'un Etat éloigné, l'hégémonie régionale ne peut se réduire à la simple prépondérance –aussi forte soit-elle– sur les seuls Etats frontaliers. Or si l'on admet d'une part que la réalisation d'une hégémonie régionale est possible, d'autre part que la projection navale de force occupe une place centrale dans cette quête, la particulière rigidité que John Mearsheimer confère au *stopping power of water* s'estompe nécessairement.

Cette reconsidération du *stopping power of water* n'a cependant pas pour conséquence de ramener au même niveau les exigences posées par la poursuite de l'hégémonie régionale et celles propres à la réalisation de l'hégémonie globale. Dans le second cas, la distance entre les différentes régions implique, en effet, une dégradation significative des forces projetées par une grande puissance, exigeant ainsi une hausse considérable des capacités 'originellement' nécessaires pour mener à bien l'entreprise. Cependant, bien que

---

<sup>370</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 114.

<sup>371</sup> *Ibid.*

<sup>372</sup> Voir supra, la proposition de Bremer quant au rôle clef de la distance sur la possibilité de conflit entre Etats.

<sup>373</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », p. 132. L'exemple le plus frappant proposé par Christopher Layne est certainement la comparaison entre une projection de forces américaines en Amérique du Sud et une autre en Europe ou en Asie Orientale : « To project significant power into the heart of South America, the United States would run smack dab into the stopping power of water, because it cannot project its power into that region by land » (*Ibid.*).

difficile à atteindre, l'hégémonie globale n'en apparaît pas moins réalisable<sup>374</sup>. Ainsi que le montre Christopher Layne, une telle modification permet d'éviter l'incohérence quant à l'effet du *stopping power of water* sur les différents acteurs. En effet, « si la géographie –le *stopping power of water*– fait qu'il est impossible pour tout Etat d'atteindre l'hégémonie globale, pourquoi un hegemon regional perdrait-il une minute de sommeil pour se soucier de l'atteinte par une grande puissance de l'hégémonie dans une région lointaine ? [...] Cependant, selon Mearsheimer, les hegemon régionaux se soucient [de ceci] et doivent [s'en soucier] »<sup>375</sup>. La forte imperfection du bouclier offert par le *stopping power of water* crée donc, au niveau global, les mêmes incitations que John Mearsheimer prête au niveau régional. En d'autres termes, si un Etat ne peut atteindre un niveau de sécurité suffisant que dans la mesure où il devient l'unique grande puissance du système –quel que soit ce système, un hegemon régional imparfaitement protégé par les océans qui l'entourent se trouve nécessairement en quête de l'hégémonie globale. Au sein d'un système où subsistent des grandes puissances pouvant potentiellement devenir autant d'hegemon régionaux, la sécurité de l'hegemon régional ne peut être inconditionnellement garantie, poussant ce dernier à un degré plus fort d'expansion. Dans cette perspective, la plus grande difficulté –et non l'impossibilité– à atteindre l'objectif ne provoque pas la surprenante métamorphose que Christopher Layne met à jour dans une version 'diet' du réalisme offensif. En effet, « étant donné la logique du réalisme défensif, il est difficile de comprendre pourquoi, une fois une grande puissance devenue hegemon regional, le *stopping power of water* transforme celle-ci d'un [statut de] *maximizer* de puissance à un [statut de] puissance de statu quo »<sup>376</sup>. La réduction des obstacles supposés entraver la marche vers l'hégémonie globale implique donc que le premier choix d'un hegemon régional est de tenter d'étendre sa domination aux autres sous-systèmes régionaux. Du point de vue de l'hegemon régional, la création de sous-systèmes multipolaires –par l'adoption d'une stratégie *d'offshore balancer*– demeure certes préférable à l'émergence d'un *peer competitor* ; elle n'est cependant qu'un palliatif –toujours souhaité momentanément– à l'établissement d'un sous-système où n'existe, quel que soit le système ou le sous-système, aucune grande puissance autre que l'hegemon devenu extrarégional. Ceci ne

---

<sup>374</sup> En termes abrupts, et en écartant dans un même mouvement le *stopping power of water* et le *loss of strength* gradient, Christopher Layne estime que l'hégémonie globale a été d'ores et déjà atteinte par les Etats-Unis : « In other words, the stopping power of water does not stop the United States from being the dominant power in the three most critical regions of the world » (*Ibid*).

<sup>375</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », p. 126. John Mearsheimer affirme lui-même : « Regional hegemonies fear that a peer competitor might jeopardize their hegemony by upsetting the balance of power in their backyard » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 141).

<sup>376</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », p. 129. La critique de Christopher Layne n'est pas sans ressemblance avec celle que Fareed Zakaria formule à l'encontre des réalistes défensifs quant à une interprétation restrictive des contraintes du système.

signifie certes nullement que la création de cette dernière situation soit plus aisée, mais qu'une grande puissance ayant atteint l'hégémonie régionale tend à étendre son influence à l'extérieur de sa région d'origine dès que ceci apparaît possible.

Par ailleurs, l'adjonction du *loss-of strength gradient* au *regional security complex* n'implique pas la transformation de ces derniers en hiérarchies locales. Faisant écho aux homologues de fonctionnement entre niveaux régional et global que Buzan met en lumière pour les *regional security complex*, Tanmen & alii. indiquent : « [...] les hiérarchies régionales fonctionnent identiquement à la hiérarchie globale. Au sein des hiérarchies régionales, il y a un Etat dominant régionalement qui établit et maintient le statu quo. Les autres Etats de la hiérarchie régionale sont soit avantagés et satisfaits par ce statu quo, soit désavantagés et insatisfaits par celui-ci »<sup>377</sup>. La transposition de la notion de hiérarchie, propre à la *Power Transition Theory*, au niveau local ne peut se faire sans l'adoption d'hypothèses contestables. Pour Douglas Lemke, notamment, « la puissance dominante d'une hiérarchie locale est nécessairement plus facile que le dominant global qui se trouve au sommet du cône [de la hiérarchie globale] »<sup>378</sup>. De ce fait, la partie du globe sur laquelle le dominant local exerce une influence apparaît, logiquement, comme plus étroite que celle sous influence du dominant global. Toutefois, contrairement au schéma produit par Lemke, ceci n'a pas pour corollaire nécessaire l'inclusion/subordination de la première dans la seconde. Dans la mesure où est fait usage du *loss of strength gradient*, la situation précédente apparaît comme une possibilité –ni plus, ni moins probable que son alternative. Trivialement, la portion de globe sous influence du dominant local peut recouper celle sous influence du dominant global, sans y être entièrement incluse. De la même manière, un dominant global peut voir le *loss of strength* affecter sa puissance projetée de telle manière que dans un ou plusieurs des sous-systèmes, il *n'est pas* plus puissant que le dominant local<sup>379</sup>. Dans une telle perspective, le modèle d'une superposition de hiérarchies multiples n'est compatible avec l'idée d'une autonomie des hiérarchies locales que dans la mesure où l'on concède un désintérêt général de la puissance globale pour les différents sous-systèmes<sup>380</sup>. Or si l'on admet que le dominant local d'une hiérarchie régionale dispose d'un potentiel, au moins minimal, de remise en cause de la hiérarchie globale, l'hypothèse précédente paraît inévitablement

---

<sup>377</sup> Tanmen (R.) & alii., *Power Transitions*, p. 64.

<sup>378</sup> Lemke (D.), « Small States and War : An expansion of Power Transition Theory » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, Ann Arbor, The University Of Michigan Press, 1996, p. 80.

<sup>379</sup> Schématiquement la puissance réelle disponible pour le dominant global est, à un certain point ou dans une certaine zone du système global, inférieure à celle d'une puissance locale.

<sup>380</sup> Tanmen (R.) & alii., *Power Transitions*, p. 64.

fragilisée. En effet, l'indifférence supposée du dominant global ne peut être justifiée que si l'établissement d'un dominant local ne permet en aucun cas à ce dernier de peser de façon significative sur l(e) (dés)équilibre de puissance au niveau global, ce qui constitue un cas de figure *a priori* peu généralisable.

A contrario, dans le cadre d'ensemble proposé par Barry Buzan, l'existence de *regional security complexes* définis comme sous-systèmes anarchiques localisés<sup>381</sup> nous permet d'aborder la relation entre système global et sous-systèmes régionaux sous un angle moins rigide. Reprenant le questionnement général sur la polarité du système international, Buzan et Waever estiment que « ce qui a succédé à la bipolarité (dans nos termes, la structure 2+3 de la Guerre Froide) est une structure 1+4 du système qui n'a pas de précédent historique, et dont la possibilité principale de transformation est une structure 0+x encore inexplorée en termes théoriques »<sup>382</sup>. Par ailleurs compatible avec l'assertion brutale de Wohlforth selon lequel : « 2-1=1. Le monde est unipolaire »<sup>383</sup>, la distinction entre niveau global et niveaux régionaux permet d'affiner l'appréhension de la logique de fonctionnement du nouveau système. L'application du schéma de Buzan 'a+b' nécessite cependant une modification de la nature du second terme correspondant au nombre de grandes puissances chez Buzan. Dans le cadre actuel, il semble cependant que le remplacement du nombre 'b' des puissances non-globales par celui des puissances régionales disposant du potentiel pour devenir grandes puissances soit plus pertinent. En effet, hors de leurs régions respectives, les puissances régionales existantes demeurent trop inférieures à la superpuissance pour donner vie à une opposition un tant soit peu crédible<sup>384</sup>. De fait, il n'existe pas aujourd'hui de concurrent pouvant prétendre à une lutte ouverte avec la superpuissance au niveau global. Néanmoins, dans un cadre régional, où la superpuissance voit ses forces projetées affectées par le *loss of strength gradient*, les puissances locales disposent d'un avantage relatif leur permettant de peser de façon plus significative sur l'équilibre.

---

<sup>381</sup> Voir *supra*.

<sup>382</sup> Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 37-39. Buzan et Waever définissent la polarité du système global à partir des superpuissances et des grandes puissances (voir *supra*). De ce fait, « in our extended polarity theory 0+x ≠ x+0. In a x+0 system, all the superpowers form a coherent system at the global level [...]. In a 0+x system the great power only partly connect » (*Ibid.*, p. 39). Le vide théorique que déplore Barry Buzan quant à un système '0+x' a été en grande partie comblé par l'analyse d'un système global devenu apolaire (*apolarity*) proposée par Niall Ferguson (Ferguson (N.), *Colossus*, pp. 296-298).

<sup>383</sup> Wohlforth (W.), « The Stability of a Unipolar World » in *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, p. 10.

<sup>384</sup> David Wilkinson souligne ainsi l'influence extrêmement limitée des autres puissances : « Four great powers are recognized as capable of conducting such [politico-military] action at a regional level, and, on a small scale or cooperatively, beyond : France, Britain, Russia and China » (Wilkinson (D.), « Unipolarity without Hegemony » in *International Studies Review*, vol. 1, no. 2, été 1999, p. 142, nous soulignons). D'une manière assez proche, Samuel Huntington distingue des puissances de second rang qui sont « major regional powers that are preeminent in areas of the world without being able to extend their interests and capabilities as globally as the United States » (Huntington (S.), « The Lonely Superpower » in *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 2, mars-avril 1999, p. 36).

La précédente distinction nous permet de rafraîchir l'idée de Samuel Huntington sur la configuration d'un monde « uni-multipolaire »<sup>385</sup>. Ainsi que souligné par ce dernier, le caractère hybride d'un tel système tend à le transformer en un champ de tensions et d'instabilité chronique : « les Etats-Unis [ou en termes généraux la puissance globale] préférerait clairement un système unipolaire dans lequel ils seraient un hegemon [...]. Les puissances majeures, d'autre part, préféreraient un système multipolaire dans lequel elles pourraient poursuivre leurs intérêts, unilatéralement ou collectivement, sans être l'objet de contraintes, coercitions et pressions de la part de la [...] superpuissance »<sup>386</sup>. Or, ainsi que souligné précédemment, les dynamiques de sécurité et d'insécurité à l'intérieur d'un sous-système régional disposant d'une primauté certaine, les grandes puissances régionales ont pour premier objectif de réaliser l'hégémonie au niveau de leurs régions respectives. Que l'on se place dans la perspective de John Mearsheimer ou d'un réalisme offensif admettant l'hégémonie globale comme objectif ultime, une telle tentative ne peut que rencontrer l'opposition de la puissance globale ; ceci menant l'hegemon régional potentiel à tenter de fermer la région à toute influence externe. Dans cette hypothèse, la réussite d'au moins une des puissances régionales dans une telle entreprise mène à un changement de structure du système global vers la bipolarité ou la multipolarité.

Les considérations précédentes nous permettent par conséquent d'envisager une « unipolarité sans hégémonie »<sup>387</sup> au niveau du système global. Ainsi, un système global où existe un hegemon régional apparaît comme unipolaire –au sens où aucune autre puissance ne dispose des capacités suffisantes pour poser un réel problème à ce dernier au niveau interrégional– mais non hégémonique au sens où, au sein de certains sous-systèmes les acteurs locaux sont capables de résister efficacement –voire de l'emporter– dans un affrontement direct<sup>388</sup>. Dans cette perspective, le parachèvement de l'hégémonie globale correspond à un niveau de domination de l'ensemble des sous-systèmes exigeant un différentiel de puissance considérable. Il suppose en effet que l'hegemon régional existant devienne l'unique grande puissance pour chacun des sous-systèmes qui lui sont étrangers ; c'est-à-dire de remplir à l'intérieur de ces derniers les conditions correspondant à l'hégémonie régionale en dépit de la dégénérescence des forces imposées par le *loss of strength gradient*. En comparaison, l'unipolarité se présente comme une situation moins exigeante et

---

<sup>385</sup> *Ibid.*, pp. 35-49.

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>387</sup> Wilkinson (D.), « Unipolarity without Hegemony ».

<sup>388</sup> Trivialement, l'hégémonie régionale est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'hégémonie globale : « Before a great power reasonably can aspire to global hegemony, it first must gain dominance over its own region » (Layne (C.), *The Peace of Illusions*, p. 29.

impliquant, de manière certes quelque peu contre-intuitive, qu'être la seule puissance capable d'agir à un niveau global –c'est-à-dire dans toutes les régions, n'implique pas nécessairement une domination de l'ensemble des sous-systèmes régionaux<sup>389</sup>. Dans la mesure où, au sein d'un monde uni-multipolaire, la multipolarité se situe au niveau des sous-systèmes régionaux, c'est à cette échelle que la conflictualité se révèle la plus aiguë. L'élévation immédiate de la compétition à un niveau global demeure, en effet, relativement hors de portée, le fossé entre la puissance unipolaire et les autres puissances du système interdisant tout espoir de succès aux secondes<sup>390</sup>.

Une telle perspective a des conséquences notoires sur le comportement présumé des différents acteurs. Ainsi que nous l'avons souligné, l'hégémonie régionale n'apparaît pas naturellement satisfaisante et toute puissance l'ayant atteinte est portée à étendre plus loin son emprise. Si les difficultés que pose la poursuite de l'hégémonie globale ont raison des prétentions de l'hégémon régional établi, la possibilité d'adopter alors une politique d'*off-shore balancing*, visant au maintien d'une multipolarité dans les autres régions, peut apparaître comme une solution relativement séduisante, mais demeure une solution *faute de mieux*. Ainsi que l'avance John Mearsheimer, pour toute grande puissance, l'objectif premier demeure l'établissement d'une hégémonie régionale. Le raisonnement précédent nous permet de noter toutefois que pour le prétendant à l'hégémonie régionale, l'exclusion de la puissance unipolaire globale du jeu régional apparaît comme le premier mouvement à réaliser puisqu'il prive les possibles résistances d'un atout majeur, et permet une réduction plus rapide et efficace des autres acteurs significatifs présents dans la région. L'ultime conséquence d'une telle logique aboutit donc à la conclusion que les principaux terrains d'affrontements majeurs dans un système uni-multipolaire se trouvent à un niveau régional, opposant l'unique puissance globale aux hégémons régionaux potentiels.

---

<sup>389</sup> D'une certaine façon, la distinction entre hégémonie globale et unipolarité tend à recouper la distinction que Charles Krauthammer fait entre unipolarité et 'divinité' : « those denying unipolarity can do so only by applying a ridiculous standard : that America be able to achieve all its goals everywhere all by itself. This is a standard not for unipolarity but for divinity » (Krauthammer (C.), « The Unipolar Moment Revisited » in *The National Interest*, no. 70, hiver 2002/03, p. 6).

<sup>390</sup> Sur la stabilité de l'unipolarité voir Krauthammer (C.), « The Unipolar Era », Wohlforth (W.), « The Stability of a Unipolar World », Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « American Primacy in Perspective ».

# Chapitre III : différentiels de Croissance, *Power Transition Theory* et réalisme offensif.

Dans une opiniâtre plaidoirie en faveur du réalisme précédemment citée, Randall Schweller et William Wohlforth avancent que « les deux théories générales réalistes –*power transition* (ou *power preponderance*) et *balance of power* [...]– expliquent les éléments essentiels de la Guerre Froide et de sa fin »<sup>391</sup>. Si l'intégration de la *power transition theory* à un réalisme défini en termes minimalistes semble pouvoir s'opérer sans grande difficulté<sup>392</sup>, la mise en regard des hypothèses émanant des deux théories-ou plutôt des deux programmes de recherche– semble révéler *a priori* plus d'incompatibilités que de points communs. Reprenant la dichotomie établie par Jacek Kugler et AFK Organski dans *The War Ledger*<sup>393</sup>, Douglas Lemke et Jacek Kugler rappellent ainsi que, d'une part, « les modèles de *balance of power* produisent un certain nombre d'hypothèses sur l'*anarchie*, les alliances, et les buts poursuivis par les nations »<sup>394</sup> ; et, d'autre part, « la *power transition theory* fait le postulat d'un système international *hiérarchique* dirigé [*lead*] par un pays dominant »<sup>395</sup>. A moins de former un ensemble d'éléments contradictoires, l'intégration d'une approche reprenant les termes de la *power transition theory* au réalisme offensif –et plus généralement à celui des courants dérivés du néo-réalisme– nécessite l'apport de certaines modifications au cadre –contraint par la conservation de l'hypothèse d'un retour à la balance<sup>396</sup>– posé par John Mearsheimer et/ou un amendement substantiel des axiomes défendus par les tenants de la *power transition theory*.

---

<sup>391</sup> Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test », p. 73.

<sup>392</sup> Schweller et Wohlforth limitent les axiomes fondamentaux du réalisme à : « 1. Conflict groups are the key actors in world politics, [...] 2. Power is the fundamental feature of international politics [...]. 3. The essential nature of international politics is conflictual » (Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test », pp. 69-71).

<sup>393</sup> Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, Chicago; The University of Chicago Press, 1980, pp. 14-22.

<sup>394</sup> Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996, p. 5 (nous soulignons).

<sup>395</sup> Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective », p. 7 (nous soulignons).

<sup>396</sup> Lemke (D.), « Great Powers in the Post-Cold War World : A Power Transition Perspective » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortman (M.), *Balance of Power : Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2004, p. 55.

# ***I- Éléments fondamentaux de la Power Transition Theory.***

De même que le réalisme dispose de multiples ramifications s'enracinant dans un ensemble d'hypothèses basiques commun, la 'multidimensionnalité' des directions prises par la *power transition theory* n'interdit nullement l'existence d'axiomes partagés. Ronald Tammen & alii. présentent ainsi trois axiomes majeurs sur lesquels se fonde l'ensemble du programme de recherche sur les transitions de puissance<sup>397</sup>. En premier lieu, « la *Power Transition theory* décrit un système hiérarchique. Toutes les nations reconnaissent la présence de cette hiérarchie et la distribution relative de puissance à l'intérieur de celle-ci. La distribution de puissance est inégale et est concentrée dans les mains de quelques uns. Une puissance dominante est au sommet du système [...]. Cette nation contrôle la plus grande proportion des ressources du système »<sup>398</sup>. La hiérarchie internationale se construisant selon les termes de la puissance, « la définition de la puissance est centrale pour la théorie de *power transition* du fait que la puissance relative établit les préconditions pour la guerre et la paix à l'intérieur du système international »<sup>399</sup>. Les parts relatives de puissance contrôlées par chacun des acteurs du système et leurs évolutions respectives ne constituent cependant pas à elles seules une explication suffisante de la plus ou moins grande propension à la guerre d'un système international. Ainsi, « les motifs pour les décisions relatives à la guerre et à la paix s'incarnent dans la satisfaction relative quant aux règles de la hiérarchie globale ou régionale. Tandis que la parité définit les conditions structurelles dans lesquelles la guerre est la plus probable, les conflits sont générés par la volonté d'une nation d'améliorer sa position politique dans cette hiérarchie. Les nations insatisfaites contestent le statu quo »<sup>400</sup>. Chacune des trois

---

<sup>397</sup> Dans leur évaluation de la *power transition theory*, Jonathan DiCiccio et Jack Levy mettent en lumière cinq hypothèses principales du programme de recherche : *HC* [hard-core assumption] *1* : States are the primary actors in international politics. *HC2* : State leaders are rational in their foreign policy choices. *HC3* : The international order is hierarchically organized under the leadership of a dominant power. *HC4* : The rules governing the international political system are fundamentally similar to those governing domestic political systems. *HC5* : Internal growth and development of states is the primary source of international change. (DiCiccio (J.) & Levy (J.), « Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, no. 6, décembre 1999, p. 684). Jacek Kugler et Douglas Lemke estiment : « the fundamental elements uniting all power transition research are concerns with the importance of *internal* growth for *international* politics, a focus on international *hierarchy* rather than *anarchy*, and the importance of *relative power* and *evaluations of the international status quo* in anticipation of interstate war » (Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances » in Midlarsky (M.), *Handbook of War Studies II*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2000, p.131).

<sup>398</sup> Tammen (R.) & alii., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, p. 6.

<sup>399</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>400</sup> *Ibid.*, p. 9.

hypothèses élémentaires de la *power transition theory* semble ainsi poser un large problème de compatibilité avec celles du réalisme offensif.

## A- Des systèmes internationaux hiérarchiques ?

En premier lieu la qualification du système international paraît constituer un point d'achoppement majeur entre les deux programmes de recherche. Pour Douglas Lemke, « les relations à l'intérieur de la hiérarchie de puissance définie par la *power transition theory* ne sont pas anarchiques malgré l'absence de règles formelles et de lois internationales respectées. Au contraire des théories réalistes de la *balance of power*, la transition de puissance décrit un comportement international se faisant selon un mode établi ou dans un ordre international [dont les règles sont] appliquées par la puissance dominante »<sup>401</sup>. L'existence et la succession de puissances dominantes à l'intérieur du système international empêchent ainsi constamment ce dernier de dériver vers l'anarchie. En effet, « la *power transition theory* postule un ordre organisé hiérarchiquement défini à la fois par la distribution de puissance et par un ensemble de règles et de pratiques communes définies par l'Etat dominant »<sup>402</sup>. De ce fait, les règles établies par la puissance dominante constituent à la fois l'expression de la position de cette dernière à l'intérieur du système international, et un moyen de prolonger la situation de déséquilibre dont elle bénéficie<sup>403</sup>. En d'autres termes, « la puissance dominante crée et maintient le statu quo international dans le but de faire avancer ses intérêts à long terme [...]. Afin de s'assurer de gains nets [...] dans ses interactions internationales, la puissance dominante crée des modes intéressés [*self-serving*] d'interaction »<sup>404</sup>. Le système hiérarchique décrit par la *power transition theory* ne confère pas cependant une puissance illimitée à la puissance dominante. Pour Tanmen & alii., « [la] nation [dominante], malgré notre description [de celle-ci] comme dominante, n'est pas un hegemon. Elle ne peut pas à elle seule contrôler les actions des autres nations puissantes. Elle maintient sa position de dominant en

---

<sup>401</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 22.

<sup>402</sup> DiCiccio (J.) & Levy (J.), « Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program », pp. 684-5. Dans les termes d'Organski : « The international order is best visualized if one thinks of a pyramid with one nation at the top and many nations at the bottom [...]. At the very apex of the pyramid is the most powerful nation in the world [...]. This is the dominant nation, the nation that controls the existing dominant national order. Indeed, this is the nation that established that international order in the first place or who inherited it from its founder » (Organski (A.F.K.), *World Politics*, p. 326)

<sup>403</sup> Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective », p. 8.

<sup>404</sup> Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 131.

s'assurant d'une prépondérance en termes de puissance sur des rivaux potentiels et en gérant le système international par des règles qui bénéficient à ses alliés et satisfont leurs aspirations nationales »<sup>405</sup>.

Cette ultime réserve tend cependant à remettre en cause la définition même du système international comme hiérarchique. Kugler et Lemke indiquent en effet que « [le] statu quo [créé par la puissance dominante] concerne les relations économiques, politiques et militaires. Il reflète la distribution de valeurs [...] à l'intérieur des relations internationales de façon à ce qu'être avantagé par le statu quo signifie, pour un Etat, être plus riche, plus prestigieux, et plus en sécurité qu'il ne pourrait l'être autrement »<sup>406</sup>. Or si le 'statu quo' créé initialement par le 'dominant' n'est qu'un reflet de la distribution de la puissance, l'ordonnement du système d'une manière hiérarchique exige un déséquilibre abyssal entre la première puissance et celles qui suivent, une telle configuration ayant une probabilité d'occurrence plus que faible. En d'autres termes, il apparaît nettement plus probable que le dominant ne dispose pas de la liberté que semble lui supposer la *power transition theory* dans l'édiction des normes régissant le système<sup>407</sup>. Plus particulièrement, le dominant, s'il est contraint par la distribution originelle de la puissance, n'apparaît pas à même d'ôter aux différents Etats la capacité à user de la force –ou de s'imposer comme l'entité supranationale– permettant la sortie de l'anarchie. De fait, la définition et les conséquences de la hiérarchie établies par la *power transition theory* apparaissent plus compatibles qu'antithétiques aux principes néoréalistes. Pour Douglas Lemke, « la hiérarchie signifie qu'il existe une différenciation entre pays du système international. Plus spécifiquement, les pays sont différenciés par la quantité de puissance qu'ils possèdent. Les plus puissants sont situés au sommet de la hiérarchie et sont capables de produire des exigences et de définir les règles dont les autres pays, moins puissants et en bas de la hiérarchie, ont à tenir compte »<sup>408</sup>. Or la définition même de la structure du système international offerte par Kenneth Waltz inclut la possibilité d'une distribution inégalitaire de la puissance entre les différents membres. Ce dernier souligne ainsi :

- Les structures sont définies en premier lieu selon le principe par lequel le système est organisé. Les systèmes se transforment quand un principe d'ordonnement en remplace un autre. Le mouvement du domaine de l'anarchie à celui de la hiérarchie est un mouvement d'un système à un autre.

---

<sup>405</sup> Tammen (R.) & alii., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, p. 6.

<sup>406</sup> *Ibid.*

<sup>407</sup> Charles Doran remarque ainsi : « following each historical case of massive warfare, no single state among the victorious so dominated the system that it 'wrote' the new rules according to its own preferences in the absence of the consent of the other principal members [...]. Rules and regimes have always been negotiated, not imposed » (Doran (C.), *Systems in Crisis : New Imperatives of High Politics at Century's End*, p. 121).

<sup>408</sup> Lemke (D.), « Small States and War : An expansion of Power Transition Theory », p. 79.

- Les structures sont définies, en deuxième lieu, par la spécification des fonctions des unités différenciées. Le système hiérarchique change si les fonctions sont définies et réparties différemment. Pour les systèmes anarchiques, le critère de changement dérivé de la seconde partie de la définition s'efface puisqu'un tel système est composé d'unités similaires.

- Les structures sont définies, en troisième lieu, par la distribution des capacités entre les différentes unités. Les changements dans cette distribution sont des changements de système, que celui-ci soit anarchique ou hiérarchique<sup>409</sup>.

Dans une certaine mesure, donc, « cette distinction [entre anarchie et hiérarchie] est plutôt faible et reflète des différences sémantiques quant à la signification que néoréalistes et théoriciens de la *power transition* attachent aux concepts d'anarchie, de hiérarchie et d'autorité »<sup>410</sup>. Le point majeur de désaccord entre les tenants de l'anarchie et ceux de la hiérarchie réside alors essentiellement dans le degré de concentration de la puissance requis pour un passage d'un système anarchique à un système hiérarchique. Une telle modification nécessite, pour les réalistes, que le dominant s'érige en une autorité apte à régler les différends entre Etats, interdisant à ces derniers d'user de la force si nécessaire, i.e. que le dominant fournisse universellement le bien collectif que formerait alors la sécurité<sup>411</sup>. Que le dominant tende à vouloir exercer un contrôle sur l'usage de la force par les différents Etats semble, dans la perspective du réalisme offensif, confiner à la trivialité et s'intègre aussi bien au souci de sécurité développé par les Etats affirmé par les néo-réalistes et leurs suivants, qu'à la tentative du dominant de créer un système régulé en sa faveur. Pour les réalistes cependant, « lorsque nous parlons de contrôle sur le système international, ce terme doit être entendu comme 'un contrôle relatif' ou 'une recherche de contrôle' »<sup>412</sup>, cette quête étant condamnée à n'être fructueuse, au mieux, que sur les marges du système, que contre les Etats les moins puissants<sup>413</sup>.

Par ailleurs, l'établissement des règles à l'intérieur du système international hiérarchisé, tel que décrit par la *power transition theory*, est une tâche réservée à la puissance dominante. De ce fait, cette dernière est censée logiquement construire un ensemble de règles dont elle est la plus large bénéficiaire<sup>414</sup>. Dans un tel cadre, l'émergence de puissances hostiles au dominant reste cependant difficilement explicable. Si l'on admet

---

<sup>409</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 101 (nous soulignons).

<sup>410</sup> DiCiccio (J.) & Levy (J.), « Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program », p. 685.

<sup>411</sup> Pour Waltz, la distinction entre un système intra-étatique hiérarchique et un système inter-étatique anarchique s'exprime ainsi : « An effective government [...] has a monopoly on the *legitimate* use of force, and legitimate here means that public agents are organized to prevent and to counter the private use of force. Citizens need not prepare to defend themselves. Public agencies do that. A national system is not one of self-help. The international system is » (Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 104).

<sup>412</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 28.

<sup>413</sup> Un système international hiérarchique est hors d'atteinte pour les réalistes puisqu'il apparaît comme un système dans lequel l'ensemble des unités a un rapport de 'viabilité conditionnelle' (Boulding (K.), *Conflict and Defense*, p. 58) vis-à-vis du dominant.

<sup>414</sup> Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, p. 22.

l'existence d'un système hiérarchisé articulé autour d'une maximisation des bénéfices relatifs dégagés par le dominant, la réussite de possibles 'challengers' apparaît, au mieux, problématique. En effet, à moins d'admettre que les règles, une fois fixées, deviennent inamovibles, l'absence d'une modification de ces dernières dans un sens défavorable au 'challenger' –et permettant l'accroissement de la durée de vie d'une organisation du système favorable au dominant– reste difficile à comprendre. Envisageant cette critique, Jacek Kugler et Douglas Lemke indiquent : « la réponse à [cette] objection met en lumière un aspect souvent ignoré de la *power transition*, l'accent mis sur la croissance domestique comme *la* source de la puissance nationale »<sup>415</sup>. L'ordonnement créé par le dominant n'atteignant pas les sources internes de la puissance d'un possible 'challenger', ce dernier est donc susceptible de bénéficier d'un différentiel de croissance lui permettant d'étendre sa part relative de puissance au sein d'un système pourtant organisé d'une façon le défavorisant<sup>416</sup>. Or, dans une telle perspective, l'accroissement de la puissance dépend essentiellement –voire exclusivement<sup>417</sup>– de dynamiques internes à un Etat, l'effort du dominant pour organiser le système et la volonté de le conserver dans l'ordre établi deviennent à leur tour plus difficiles à expliquer. L'ordre hiérarchique imposant nécessairement de substantiels coûts d'établissement et de fonctionnement, pour un 'retour sur investissement' limité, l'enthousiasme du dominant à prendre en charge un tel fardeau –qui empiète sur un investissement interne certainement plus productif– devient indubitablement problématique.

## **B- La distribution de la puissance comme facteur d'explication : accords et désaccords.**

Un des points de convergence tangible entre réalistes et tenants de la *power transition theory* consiste en la centralité de la puissance des Etats comme facteur expliquant le comportement de ces derniers. Plus particulièrement, « *balance of power, long-cycle, power transition, hegemonic stability, et world economy*

---

<sup>415</sup> Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 132 ; Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p. 24.

<sup>416</sup> Kugler et Lemke insistent sur ce fait : « If the international status quo does not help a country develop, it can still develop in isolation » (Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 132). Cette primauté des facteurs internes à la croissance de la puissance d'un Etat explique en grande partie l'existence d'un 'phoenix factor', les perdants d'une guerre étant à même de rétablir leur rang d'avant conflit relativement rapidement après la défaite et dans un système où les règles ont été édictées par le vainqueur (Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, pp. 142-146).

<sup>417</sup> Jacek Kugler et A.F.K. Organski semblent, en 1980, plus nuancés que Jacek Kugler et Douglas Lemke, dans le texte cité plus haut, les premiers indiquant « that *the major source* of power for a nation is its own socioeconomic and political system » (Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p. 24, nous soulignons), les seconds considérant que la croissance interne est *la* source de la puissance (note -2).

*theories* font toutes l'hypothèse d'une relation élémentaire entre capacités relatives et apparition de guerres et disputes interétatiques »<sup>418</sup>. La mise en miroir des définitions proposées par Tammen & alii. et John Mearsheimer met en lumière une forte convergence. En effet, pour les premiers, « la puissance est la combinaison de trois éléments : le nombre de personnes pouvant travailler et se battre, leur productivité économique, et l'efficacité du système politique dans l'extraction et le rassemblement des contributions individuelles afin d'atteindre les objectifs nationaux »<sup>419</sup>. Le second donne deux dimensions essentielles à la 'puissance potentielle' dont dispose un Etat, la population et la richesse, celles-ci constituant les éléments à partir desquels un Etat peut bâtir sa 'puissance actualisée'—i.e. militaire<sup>420</sup>. Cette dichotomie entre 'puissance latente' et 'puissance actualisée' souligne la primauté de la seconde sur la première quant aux effets sur la place relative des Etats ; ainsi, « la *balance of power* est largement synonyme de la *balance of power* militaire »<sup>421</sup>. D'une façon similaire, l'usage de la force armée conservant, au sein de la *power transition theory*, son caractère *d'ultima ratio* dans la contestation et le maintien du système créé par un dominant ; la puissance actualisée, sous sa forme militaire, dispose d'un rôle central.

Un point essentiel à souligner est que la puissance absolue dont dispose un Etat quelconque est incommensurablement moins importante que la part relative de puissance qu'il contrôle au sein du système. La *power transition theory* étant articulée autour du rattrapage du dominant par un 'challenger' —i.e. autour de biens essentiellement positionnels, il est à peine besoin de réaffirmer la centralité de la puissance relative<sup>422</sup>. Pour John Mearsheimer, d'une façon similaire la part relative de puissance conserve une primauté exclusive, puisque « dire que les Etats sont des *power maximizers* équivaut à dire qu'ils se soucient de la puissance relative, et non de la puissance absolue [...]. Les Etats qui maximisent leur puissance relative se soucient en premier lieu de la distribution des capacités matérielles »<sup>423</sup>. La distinction entre puissance relative et puissance absolue n'est en aucune manière triviale puisqu'elle conduit à des hypothèses différentes quant au comportement des Etats et quant aux contraintes qu'est susceptible d'exercer le système. En effet, John Mearsheimer souligne que « les Etats motivés par la puissance relative sont susceptibles

---

<sup>418</sup> Geller (D.), « Power Differentials and War in Rival Dyads » in *International Studies Quarterly*, vol. 37, no. 2, p. 173.

<sup>419</sup> Tammen (R.) & alii., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, p. 8 ; Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p. 8.

<sup>420</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 43.

<sup>421</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>422</sup> Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 131.

<sup>423</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 36.

d'abandonner de larges gains pour leur propre puissance, si ceux-ci donnent à un Etat rival plus de puissance, pour [préférer] des gains nationaux plus petits qui leurs donnent un avantage de puissance sur leurs rivaux »<sup>424</sup>. Considérant l'interaction entre la croissance (ou la contraction) du système, et celle d'un des acteurs Charles Doran distingue cinq cas de figure possibles :

*Système en expansion. [...] Pour l'Etat individuel, un système en expansion [...] est comme un escalator en marche. L'Etat ascendant monte un escalator allant vers le bas et doit marcher plus vite s'il veut se rendre quelque part [...]. A l'inverse, lorsqu'un Etat est d'ores et déjà sur la pente descendante de la courbe de puissance, l'expansion du système est comme descendre un escalator descendant. Le rythme du changement est simplement plus rapide [...].*

*Système en contraction. [...] La croissance accélérée d'un Etat devient théoriquement plus aisée, et le déclin accéléré moins problématique pour les Etat car le système est aussi en voie de ralentissement. En pratique cependant, ceci signifie que les points critiques seront atteints, généralement, plus tôt dans la phase ascendante, et plus tard dans la phase descendante\*, le système tendant à amplifier ou à résister à chacune des deux tendances [...].*

*Système en stasis. Dans un système à peine changeant, le cycle de puissance de l'Etat peut être tracé avec la plus grande clarté, la plus grande symétrie et la plus grande prédictibilité. Quel que soit le mouvement émanant des changements organiques internes dans le corps même de l'Etat, le changement n'est ni accéléré, ni ralenti par des influences [se situant] au-delà [...] de cet Etat<sup>425</sup>.*

De ce fait, l'environnement dans lequel évolue un Etat apparaît notoirement plus menaçant que celui dans lequel ce dernier aurait à se préoccuper uniquement d'un déclin absolu –et assez peu commun– de sa puissance. En effet, un Etat connaissant une croissance absolue est susceptible de se trouver en position difficile du simple fait d'un taux de croissance moins élevé que celui moyen à l'intérieur du système. En d'autres termes, le dépassement du point d'apogée en terme de puissance relative n'interdit en aucun cas que la courbe de puissance absolue continue son ascension, sans cependant que ce second phénomène puisse rassurer l'Etat déclinant<sup>426</sup>.

---

<sup>424</sup> *Ibid.*

\* Les deux points critiques pour la puissance ascendante sont le point à partir duquel le rythme de la croissance de la puissance diminue –la puissance de l'acteur continue à croître mais à une vitesse moins rapide que précédemment– et celui de l'apogée. Pour la puissance descendante, ces deux points sont le point à partir duquel le rythme de la décroissance de la puissance diminue –la puissance de l'acteur continue à décroître mais à une vitesse moins rapide que précédemment– et celui du nadir (Doran (C.), *Systems in Crisis*, pp. 104-107, Doran (C.), « War and the Cycle of Relative Power » in *The American Political Science*, vol. 74, no. 4, décembre 1980, pp. 947-951).

<sup>425</sup> Doran (C.), *Systems in Crisis*, pp. 60-61.

<sup>426</sup> Charles Doran remarque : « Beyond the upper turning point [apogée en puissance relative], the government is reminded that postponement of an 'inevitable' conflict will mean contemplating even greater [relative] power disadvantages in the future » (Doran (C.), « War and the Cycle of Relative Power », p. 952).

## C- Un évanescent statu quo.

Réalisme offensif et *power transition theory* divergent enfin sur la notion de statu quo et sur l'existence d'une dichotomie significative entre puissances supportant celui-ci et 'challengers' s'y opposant. Concernant la constitution du statu quo, Douglas Lemke et Jacek Kugler indiquent que « selon la *power transition theory*, la puissance dominante établit le statu quo quand elle atteint sa position de 'premier'. Ceci se fait habituellement au lendemain d'une guerre globale de laquelle la puissance dominante émerge victorieuse »<sup>427</sup>. Le cadre originel étant posé, les Etats se placent alors selon leurs degrés de satisfaction –ou d'insatisfaction– respectifs quant au statut quo. De façon axiomatique, le dominant, créateur du statu quo, est pour la *power transition theory* toujours satisfait de ce dernier et recherche principalement à préserver les règles établies<sup>428</sup>. En effet, « la nation dominante est nécessairement plus satisfaite de l'ordre international existant que de tout autre puisque c'est largement son ordre international »<sup>429</sup>. Cette réserve étant faite, chacune des puissances se situant à un niveau inférieur de la pyramide peut être favorable ou défavorable au statu quo, l'alignement choisi dépendant essentiellement des bénéfices retirés du système tel qu'organisé par le dominant<sup>430</sup>. Or, pour Jacek Kugler et Douglas Lemke, « plus les autres Etats sont similaires en termes de composition interne et de perspective internationale à la puissance dominante, plus ils bénéficieront du statu quo »<sup>431</sup>. La possible insatisfaction d'un acteur n'apparaît, par conséquent, que très partiellement liée à la puissance relative possédée par celui-ci<sup>432</sup>. Une telle approche amène une conclusion se situant en évident porte-à-faux avec celle produite par le réalisme offensif quant à la possibilité de conflit. En effet pour A.F.K. Organski et Jacek Kugler, « selon le modèle de la *power transition* [...], ce n'est pas un désir de maximiser la puissance ou une poussée irrésistible pour la garantie de la sécurité dans un sens étroit qui mène les nations aux guerres majeures, bien que la dernière [hypothèse] soit souvent fournie comme excuse. Dans ce modèle, ce sont une insatisfaction générale quant aux positions à l'intérieur du système et un désir de

---

<sup>427</sup> Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 131.

<sup>428</sup> Lemke (D.) & Werner (S.), « Power Parity, Commitment to Change and War » in *International Studies Quarterly*, vol. 40, no. 2, juin 1996, p. 236 ; Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 131.

<sup>429</sup> Organski (A.F.K.), *World Politics*, p. 327.

<sup>430</sup> *Ibid.*

<sup>431</sup> Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances », p. 131.

<sup>432</sup> Douglas Lemke et William Reed indiquent ainsi : « Power transition theory does not assume, argue, or suggest that the power a nation obtains or enjoys predetermines its evaluation of the status quo. According to power transition theory, there is no consistent relationship between power and status quo evaluations » (Lemke (D.) & Reed (W.), « Power Is Not Satisfaction : A comment on de Soysa, Oneal, and Park » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 42, no. 4, août 1998, p. 513).

redéfinir les règles par lesquelles les relations entre nations fonctionnent, qui portent les pays à débiter des guerres majeures »<sup>433</sup>.

De manière similaire, la focalisation sur ces similarités et dissemblances d'organisations internes et de valeurs mène à une divergence patente quant à la nature des alliances<sup>434</sup>. Alors que, pour les réalistes, l'existence d'alliances dépend exclusivement de la présence d'une menace commune<sup>435</sup> et se caractérise, par conséquent, par une forte flexibilité due à la modification possiblement rapide des équilibres de puissance, la *power transition theory* met en avant la dichotomie entre acteurs satisfaits et insatisfaits. Ainsi, « la *power transition* suggère que les pays seront satisfaits ou insatisfaits du statu quo. Ceux qui sont satisfaits s'alignent avec le pays dominant, ceux qui sont insatisfaits s'alignent avec le challenger »<sup>436</sup>.

La division du monde selon la dichotomie satisfaction/insatisfaction n'est pas sans poser d'importants problèmes. La *power transition theory* souffre ainsi d'un manque certain de 'spécification' quant à la définition du statu quo et aux critères permettant de classer les Etats selon la ligne de fracture entre satisfaits et révisionnistes. Deux indicateurs majeurs du degré de satisfaction sont élaborés d'une part par Woosang Kim, d'autre part par Suzanne Werner, Douglas Lemke et Jacek Kugler. Pour le premier, la position d'un Etat vis-à-vis du statu quo peut être mesurée à partir d'une comparaison entre le portefeuille d'alliances de celui-ci et celui du dominant, un degré de corrélation élevé étant signe d'un haut degré de satisfaction<sup>437</sup>. Pour les seconds, l'élévation comparativement 'extraordinaire' du budget militaire d'un Etat est un signe d'insatisfaction vis-à-vis du statu quo. Dans cette perspective une distinction est établie par Lemke et Werner entre insatisfaction absolue et relative :

*Dès lors que l'accroissement annuel moyen de l'[appareil] militaire durant une décennie est plus important que la moyenne cumulée pour les années précédentes, l'Etat est classé comme engagé dans un processus d'accumulation militaire [military buildup]. Cette accumulation militaire est interprétée comme une indication d'insatisfaction absolue. Pour déterminer si le niveau critique d'engagement dans le changement a été atteint, il est nécessaire de comparer le comportement du challenger en termes de dépenses à celui de l'Etat*

---

<sup>433</sup> Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p. 23.

<sup>434</sup> Werner (S.) & Lemke (D.), « Opposites Do Not Attract : The Impact of Domestic Institutions, Power and Prior Commitments on Alignment Choices » in *International Studies Quarterly*, vol. 41, no. 3, septembre 1997, pp. 529-546.

<sup>435</sup> Voir notamment Walt (S.), *The Origins of Alliances*. Le modèle proposé par la *power transition theory* a d'importantes similitudes avec le modèle de la 'solidarité idéologique' (pp. 33-40), battu en brèche par Stephen Walt.

<sup>436</sup> Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective », p. 9 ; Tammen (R.) & alii., *Power Transitions: Strategies for the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 13-15.

<sup>437</sup> Kim (W.), « Alliance Transitions and Great Power War » in *American Journal of Political Science*, vol. 35, no. 4, novembre 1991, pp. 842-843 ; Kim (W.), « Power Transitions and Great Power War from Westphalia to Waterloo » in *World Politics*, vol. 45, no. 1, octobre 1992, p. 167.

*dominant, ou, dans nos termes, de comparer l'engagement du challenger [dans le changement] à l'engagement de l'Etat dominant au maintien du statu quo*<sup>438</sup>

En tenant compte de cette double caractérisation, un Etat satisfait du statu quo devrait disposer, par conséquent, d'un portefeuille d'alliances proche de celui du dominant et se doter d'un budget militaire croissant à un rythme au plus égal –à tout le moins comparable– à celui du dominant.

Ces deux indices, censés représenter les bénéfices que l'Etat satisfait tire de l'organisation du système, ne sont cependant pas sans poser d'importants problèmes. Pour Oneal, De Soysa et Park, en effet, « pour éviter la tautologie, les dimensions selon lesquelles le statut est apprécié ne doivent pas être reliées de façon inhérentes au comportement à expliquer. Il n'est pas évident que la similarité des alliances ou l'accumulation militaire répondent à ces prérequis. Une course à l'armement est un symptôme de conflit autant qu'un facteur contribuant à son escalade [...]. Les Etats forment souvent des alliances à l'encontre d'autres précisément parce qu'ils se trouvent en conflit »<sup>439</sup>. D'autre part, en désignant systématiquement le dominant comme défenseur, la *power transition theory* tend à présenter la position de celui-ci comme exclusivement réactive et occulte la possibilité d'une course aux armements à l'initiative du dominant. Les obscurités entourant la définition et les possibilités d'une mesure adéquate de la satisfaction portent une ombre plus générale sur la validité de la dichotomie opérée par la *power transition theory*. En effet, « la théorie propose une vision incohérente parce qu'elle n'identifie pas clairement quels Etats seront insatisfaits et pourquoi ils le seront »<sup>440</sup>. Le décrochage affirmé par la *power transition theory* entre niveau (ou croissance) de la puissance d'une part, degré de satisfaction d'autre part, est particulièrement problématique. Oneal, De Soysa et Park avancent ainsi à nouveau que « le problème élémentaire est que la *power transition theory* n'identifie pas les bénéfices que le système international offre aux Etats, et pour lesquels ils pourraient se battre. Elle a simplement supposé que l'Etat dominant est capable de construire un système qui fournit à lui-même et à ses

---

<sup>438</sup> Lemke (D.) & Werner (S.), « Power Parity, Commitment to Change, and War » in *International Studies Quarterly*, vol. 40, no. 2, juin 1996, p. 244. La notion de relativité de l'élévation du budget militaire est reprise dans Werner (S.) & Kugler (J.), « Power Transitions and Military Buildups : Resolving the Relationship between Arms Buildups and War » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 191.

<sup>439</sup> Oneal (J.), De Soysa (I.) & Park (Y.), « But Power and Wealth Are Satisfying » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 42, no. 4, août 1998, p. 518. L'idée que la formation d'alliances s'explique par la présence de conflits est en contradiction avec l'hypothèse de la *power transition theory* selon laquelle les alliances sont le fruit d'une vue partagée concernant exclusivement le statu quo (Tammen (R.) & alii., *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, p. 13), mais s'avère proche de la conclusion réaliste selon laquelle les alliances sont créées sur la base d'une agrégation de la puissance des participants permettant de faire face à une puissance menaçante.

<sup>440</sup> Oneal (J.), De Soysa (I.) & Park (Y.), « But Power and Wealth Are Satisfying », p. 517. Voir aussi De Soysa (I.), Oneal (J.) & Park (Y.), « Testing Power Transition Theory Using Alternative Measures of National Capabilities » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 41, no. 4, août 1997, p. 512n2.

alliés de plus grands bénéficiaires qu'aux autres Etats. Si la richesse [*wealth*] et la puissance, mesurées par le produit intérieur brut ne sont pas ces bénéficiaires, quels peuvent-ils être ? »<sup>441</sup>.

Le rétablissement d'une équivalence entre puissance acquise et satisfaction est, en outre, une modification insuffisante pour rendre à la *power transition theory* sa cohérence. En effet, une telle équivalence superposée à la conservation du modèle de la *power transition theory* aboutit à une impasse logique. Au sein du système international décrit par la théorie, certains des Etats insatisfaits disposent d'un taux de croissance de leurs puissances respectives supérieur à la moyenne<sup>442</sup>. En d'autres termes, leurs poids relatifs à l'intérieur du système tendent à s'accroître tandis que celui du dominant est déclinant en termes relatifs. Dans une telle perspective, la qualification des premiers comme 'insatisfaits' et du second comme 'satisfait' paraît, à tout le moins, contre-intuitive et possiblement trompeuse quant au positionnement des différents acteurs vis-à-vis d'un statu quo défini en termes dynamiques. Le problème affleure de manière particulièrement saillante lorsque l'on considère la politique étrangère du dominant établi prédite par la *power transition theory*. Ainsi, « le statu quo dans le système international 'fonctionne' au bénéfice de la puissance dominante ; ce pays est donc satisfait et cherche la préservation de celui-ci »<sup>443</sup> ceci impliquant, de la part du dominant, un positionnement s'exprimant exclusivement en termes de défense<sup>444</sup> d'un ensemble de règles défini au seul moment de la formation du nouveau système. Or si l'on admet que les différentiels de croissance de puissance puissent être, ne serait-ce que momentanément, en faveur du dominant, l'hypothèse d'un dominant révisionniste se matérialise. Avantage par la dynamique du système, il apparaît en effet peu plausible que le dominant ne cède pas à la tentation d'élargir le contrôle qu'il exerce sur le système –en d'autres termes, qu'il conteste en sa faveur, le statu quo précédemment établi. Le positionnement de la puissance dominante

---

<sup>441</sup> Oneal (J.), De Soysa (I.) & Park (Y.), « But Power and Wealth Are Satisfying », p. 518. Reprenant cette critique, Jonathan DiCiccio et Jack Levy concluent : « In the absence of such conceptual refinement, power transition theorists cannot convincingly identify dissatisfied states or demonstrate that the dominant power has constructed an international order that gives it a disproportionate advantage » (DiCiccio (J.) & Levy (J.), « Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program », p. 690). Ces deux auteurs mettent par ailleurs en lumière un problème relatif au 'niveau d'analyse' choisi pour l'observation de la distribution des avantages au sein du système hiérarchique décrit par la *power transition theory* : « The status quo can refer to the distribution of the benefits in the international system but might also refer to dyadic [...] or even regional structures or relationships [...]. Not only do these analytically distinct categories require different indicators, they also require separate conceptualization. The nature of a distribution of benefits at the level of international system is hardly equivalent to the nature of the benefits at stake between two states in a dyad, and, in fact, it is likely that some states will be satisfied with the systemic status quo but dissatisfied with the status quo of a particular bilateral relationship » (*Ibid.*).

<sup>442</sup> De Soysa (I.), Oneal (J.) & Park (Y.), « Testing Power Transition Theory Using Alternative Measures of National Capabilities », p. 512n2.

<sup>443</sup> Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective », p. 8.

<sup>444</sup> Organski (A.F.K.), *World Politics*, pp. 326-327.

devenant dépendant de l'évolution des dynamiques de puissance à l'intérieur du système –incluant la possibilité d'un 'dominant insatisfait', la notion de statu quo tend à perdre de sa pertinence, estompant, dans une même mouvement, la ligne de partage des eaux entre puissances satisfaites et insatisfaites. De façon symétrique, dans une configuration où l'ordonnement du système permet au 'challenger' de jouir de taux de croissance supérieurs à la moyenne, il apparaît douteux que ce dernier ait pour premier désir de mettre à bas une telle organisation, faisant par la même douter de la qualification de 'révisionniste'.

## ***II- L'intégration de la dynamique de la Power Transition Theory au réalisme offensif.***

L'intégration de la *power transition theory* au réalisme offensif nécessite donc certaines modifications des axiomes présentés par la première. Si les deux théories s'accordent pour conférer une place centrale à la puissance relative de chacun des acteurs participant au jeu international, l'opposition apparente entre anarchie et hiérarchie, d'une part, l'adjonction du degré de satisfaction comme élément de compréhension du positionnement des Etats vis-à-vis du statu quo d'autre part, posaient un problème certain de compatibilité. Le désaccord entre le programme de recherche réaliste et la *power transition theory* sur la structure du système international n'apparaît cependant pas insoluble. Ainsi que noté précédemment, le néoréalisme waltzien, et les branches en découlant, prennent en compte l'existence d'une distribution inégale de la puissance<sup>445</sup>. Le débat semble donc plus porter sur la concentration de puissance suffisante pour qu'un changement de système prenne place<sup>446</sup>. Concernant la condition d'anarchie, Randall Schweller et William Wohlforth indiquent : « la proposition fondamentale de la théorie [de la *balance of power*] ne serait infirmée [...] si et seulement si un système impérial, hiérarchiquement organisé réémergerait pour remplacer le

---

<sup>445</sup> Randolph Siverson et Ross Miller poussent l'argument plus loin en soulignant l'existence d'un ordre international dans le cadre théorique proposé par le néoréalisme : « International politics is often described as anarchical, and inasmuch as it generally lacks institutions able to enforce binding agreements this is correct. But if it is anarchy it is decidedly not chaos, since centripetal tendencies are tempered by a healthy dose of order. Neorealists agree that order is present » (Siverson (R.) & Miller (R.), « The Power Transition : Problems and Prospects » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 59).

<sup>446</sup> La distinction entre changement de système (anarchique-hiérarchique), changement du système ou dans le système (polarité) et changement interactionnel (modèles d'alliances entre puissances) est clairement établie par Robert Gilpin (Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, pp. 39-44).

système anarchique des Etats »<sup>447</sup>. En d'autres termes, la modification du système nécessite une concentration de la puissance dans les mains du dominant permettant à ce dernier de redéfinir *seul* les règles du jeu international et d'imposer *seul* une solution à tout différend possible –un tel déséquilibre paraissant rarement réalisable dans une optique réaliste<sup>448</sup>. Or la *power transition theory* admet que l'Etat dominant n'est pas tout puissant, celui-ci ayant à tenir compte de la distribution de puissance existante au moment de la formulation des 'règles' régissant le système. En d'autres termes, l'organisation du système par le dominant apparaît plus comme le fruit d'une négociation –plus ou moins ouverte et plus ou moins voulue– entre grandes puissances que comme l'édiction par le dominant d'un ensemble de règles respectées par tout autre Etat. De ce fait le système hiérarchique, décrit par la *power transition theory*, apparaît moins ordonné que ne le laissent supposer les différents auteurs. La constante possibilité de contestation –*manu militari*– du 'statu quo' par un 'challenger' demeure pour les réalistes l'élément essentiel dans la définition du système international, la puissance relativement plus grande d'un des Etats permettant à celui-ci d'accroître ses chances de prévaloir dans un conflit mais n'équivalant nullement à un ordonnancement du système par ce dernier.

L'établissement d'un 'statu quo' par une puissance dominante et la dichotomie entre Etats satisfaits et insatisfaits demeurent, par contraste, largement incompatibles avec les axiomes posés par le réalisme offensif. La maximisation de la puissance relative –garantissant la maximisation de la sécurité d'un Etat– étant la conséquence principale de l'anarchie du système, l'idée même d'un Etat satisfait paraît, dans le cadre du réalisme offensif– quelque peu incongrue hors de la possible acquisition d'une position hégémonique<sup>449</sup>. Or l'hégémonie d'un Etat implique, dans ce cadre, que l'ensemble des autres Etats soient insatisfaits, leurs sécurités respectives étant alors perpétuellement menacées. L'apparition d'un système sous la domination d'un hégémon est par ailleurs une seule des possibles distributions de puissance envisagées par le réalisme offensif, la probabilité d'occurrence d'une distribution si inégalitaire n'étant, par ailleurs, pas particulièrement élevée. Pour l'ensemble des systèmes où l'Etat dominant ne dispose pas d'une supériorité le

---

<sup>447</sup> Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test », p. 74.

<sup>448</sup> Dans la perspective développée par la *power transition theory*, l'établissement des règles ne peut logiquement se faire qu'antérieurement à l'adoption de positions favorables et défavorables au statu quo. En entreprenant la tâche de l'agencement du système, le dominant dispose par conséquent de ses seules forces.

<sup>449</sup> Pour John Mearsheimer, « the ideal situation for any great power is to be the only regional hegemon in the world. That state would be a status quo power, and it would go to considerable lengths to preserve the existing distribution of power » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 42). La logique d'une satisfaction au niveau de l'hégémonie régionale –ou en un point quelconque en deçà de l'hégémonie globale– est pertinemment contestée par Christopher Layne (voir supra, Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism' : America as a Global Hegemon »).

mettant à l'abri de toute contestation du (ou des) challenger(s), chaque Etat du système peut être qualifié, dans la perspective du réalisme offensif, d'insatisfait puisque désireux de modifier l'équilibre en sa faveur dès qu'une opportunité se présente. Conséquemment, l'alignement des Etats selon leurs préférences quant au statu quo et à leurs organisations internes respectives –tel que présenté par la *power transition theory*– reste sans possibilité d'intégration au cadre défini plus haut. La *power transition theory* paraît donc compatible avec les axiomes sous-tendant le réalisme offensif si et seulement si l'on procède à un abandon du statu quo tel que conçu par la première. Une telle modification apparaît possible du fait de l'indépendance entre d'une part les dynamiques de puissance animant chacun des Etats du système et, d'autre part, le degré de satisfaction de chacun des acteurs<sup>450</sup>. La modification essentielle alors apportée aux prédictions traditionnelles de la *power transition theory* est que toute transition s'avère relativement belligène, une grande puissance ascendante étant mécaniquement amenée à exiger une modification du système correspondant à sa puissance nouvellement acquise, le dominant étant réticent à toute modification marquant son déclin.

## **A- Le nécessaire dépassement d'un réalisme statique.**

Considérant les débats existants au sein du programme de recherche réaliste, Douglas Lemke note qu'« une importante source de divergence entre réalisme offensif et défensif concerne la distinction entre *possibilité* et *probabilité* de guerre ; les réalistes offensifs sont principalement concernés par la première »<sup>451</sup>. Dans une certaine mesure, le réalisme offensif semble se conforter dans l'objectif, plus modeste, de définir les conditions de possibilité de la guerre, John Mearsheimer soulignant que « les théories structurelles comme le réalisme offensif sont, au mieux, [productrices de prédictions grossières] quant [au moment où] la compétition de sécurité mène à la guerre. Elles ne sont pas capables d'expliquer avec quelle fréquence précise la guerre pourra se produire dans un type de système ou dans un autre »<sup>452</sup>. La définition des conditions structurelles sous lesquelles la guerre demeure un moyen possible de résolution des différends n'interdit cependant nullement, au même auteur, de distinguer les différentes structures en fonction de leurs propensions respectives à la guerre. John Mearsheimer précise ainsi : « l'anarchie seule [...] ne peut rendre compte des causes pour lesquelles la compétition de sécurité mène parfois à la guerre et parfois non. Le

---

<sup>450</sup> Lemke (D.) & Reed (W.), « Power Is Not Satisfaction : A comment on de Soysa, Oneal, and Park ».

<sup>451</sup> Lemke (D.), « Great Powers in the Post-Cold War World : A power Transition Perspective », p. 53.

<sup>452</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 335.

problème est que l'anarchie est une constante –le système est toujours anarchique– alors que la guerre ne l'est pas. Pour rendre compte de ces importantes variations dans le comportement des Etats, il est nécessaire de considérer une autre variable structurelle : la distribution de la puissance parmi les Etats dirigeant le système »<sup>453</sup>. Par conséquent, « pour examiner les effets de la distribution de la puissance sur la probabilité de guerre, nous devons savoir si le système est bipolaire ou multipolaire, et, s'il est multipolaire, s'il existe ou non un hegemon potentiel parmi les grandes puissances »<sup>454</sup>, John Mearsheimer concluant au caractère relativement plus pacifique de la bipolarité.

Une telle hypothèse ne règle, au mieux, qu'imparfaitement la problématique à laquelle font généralement face les théories se rattachant au néoréalisme. En effet, si l'anarchie est une constante caractérisant la structure du système international, la polarité n'en apparaît pas moins comme une dimension relativement durable, au sens où le passage d'une structure bipolaire à une multipolaire –ou inversement– ou d'une certaine multipolarité à une autre, est un événement d'une rareté certaine. Or le réalisme offensif se trouve ici face à deux difficultés majeures. En premier, l'intérêt, au mieux marginal, qu'il porte aux mécanismes de modification de la polarité du système<sup>455</sup> en fait une théorie capable d'appréhender la 'gestion' d'un système mais non sa transformation. En second lieu, si l'anarchie est constante et la polarité relativement durable, conformément à la remarque précédemment citée de Douglas Lemke, le réalisme offensif ne semble pouvoir être qu'une théorie articulée autour de la possibilité de guerre et demeure muette quant à la hausse ou la baisse de la probabilité de conflit à l'intérieur d'un système de polarité donnée. L'intégration de la dynamique de puissance développée par la *power transition theory* permet, à cet égard, d'affiner notablement la perspective du réalisme offensif quant à la probabilité de conflit<sup>456</sup>.

---

<sup>453</sup> *Ibid.*, pp. 334-335.

<sup>454</sup> *Ibid.*

<sup>455</sup> Ironiquement la seule modification possible du système envisagée par John Mearsheimer est celle d'un système bipolaire déséquilibré, à laquelle l'auteur porte peu d'intérêt car l'estimant non viable et menant à l'hégémonie du plus puissant des deux acteurs. « Unbalanced bipolarity is not a useful category, because this kind of system is unlikely to be found in the real world [...]. It is certainly possible that some region might find itself with just two great powers, one of which is markedly more powerful than the other. But that system is likely to disappear quickly, because the stronger state is likely to conquer its weaker rival, who would have no great power to turn to for help, since by definition there are no other great powers » (*Ibid.*, p. 337).

<sup>456</sup> Pour Randolph Siverson et Ross Miller, « it may be possible to use the insights of the power transition theory to amplify a superior theory so that its domain is larger without a substantial reduction in parsimony » (Siverson (R.) & Miller (R.), « The Power Transition : Problems and Prospects », p. 69). L'intégration des hypothèses de la *power transition theory* au cadre général du réalisme offensif permet de remédier à certains problèmes d'indétermination de ce dernier mis en exergue par Douglas Lemke (Lemke (D.), « Great Powers in the Post-Cold War World : A Power Transition Perspective », pp. 70-72).

## B- Les différentiels de croissance de la puissance.

Un des problèmes significatifs inhérent au cadre posé par John Mearsheimer est que, s'il est à même d'apporter un éclairage sur les conséquences d'une certaine distribution de la puissance, il laisse dans une certaine obscurité les mécanismes de possibles transformations de celle-ci. De ce point de vue, la *power transition theory* et sa focalisation sur l'émergence de nouvelles grandes puissances est susceptible d'apporter une dimension dynamique au système international décrit par le réalisme offensif. Dans cette perspective, les deux théories apparaissent largement plus complémentaires qu'opposées, Randall Schweller et William Wohlforth soulignant que « *power preponderance* souligne l'importance des changements de puissance relative à travers le temps, alors que la théorie de la *balance of power* émet une vue plus statique de la distribution des capacités »<sup>457</sup>. L'intégration des deux théories, dans un cadre non contradictoire, permettrait non seulement d'établir les degrés relatifs de propension à la guerre de chaque système, mais encore de mettre en lumière les évolutions de la distribution de puissance portant tendanciellement le système à un état plus ou moins propice au déclenchement d'hostilités entre ses membres les plus puissants. En d'autres termes, l'adjonction de certaines des hypothèses propres à la *power transition theory* devrait permettre de préciser les conditions sous lesquelles la probabilité d'occurrence d'un conflit armé entre différents acteurs s'accroît –ou décroît.

Dans un monde où les rapports de force entre tous les Etats seraient fixés par le gel de toute croissance ou par le partage d'un même taux de croissance, le réalisme offensif offrirait un cadre analytique nécessitant, de notre point de vue, une unique retouche quant aux liens établis entre polarité et probabilité de guerre. Ce caractère statique du réalisme offensif se trouve cependant d'autant plus en porte-à-faux que les taux de croissance –en matière de puissance militaire– enregistrés par chacun des acteurs se trouvent fortement différenciés. En d'autres termes si la théorie est à même de prédire l'objectif probable visé par un Etat – compte tenu de la part de puissance dont ce dernier dispose– ou les alignements probables à l'intérieur d'un système à un instant particulier, elle porte peu d'intérêt au caractère essentiellement évolutif de ceux-ci. Une simple mise en regard du réalisme offensif –théorie demeurant centrée sur la *balance of power*– et de la *power transition theory* permet de constater la divergence des perspectives. Randolph Siverson et Ross Miller indiquent ainsi : « En termes simples, la *balance of power* est une théorie du *statique*, alors que la *power transition* est une théorie du *dynamique* [...]. Si la *balance of power* s'apparente à un cliché instantané

---

<sup>457</sup> Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test : Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War », p. 74.

de la politique internationale, la *power transition* est un film [de celle-ci] »<sup>458</sup>. De ce point de vue la *power transition theory* est à même d'apporter un complément essentiel au réalisme offensif<sup>459</sup>.

En termes généraux, le caractère dynamique des équilibres –et déséquilibres– est expliqué par le fait que « toutes les nations ne se développent pas simultanément, [et] à tout instant donné, il existe un mélange de nations à des points variables de leurs étapes de développement »<sup>460</sup>. La puissance relative que chaque acteur possède à l'intérieur d'un système apparaît donc à tout instant susceptible d'une modification à la hausse ou à la baisse, modifiant par conséquent les capacités à agir et les objectifs atteignables propres à chacun. Du fait que, « à travers le temps [...], les intérêts des acteurs individuels et la *balance of power* entre les acteurs changent en fonction de l'économie, de la technologie et d'autres développements »<sup>461</sup>, un affinement élémentaire de la perspective ouverte par le réalisme offensif consiste en une prise en compte des différentiels de croissance de la puissance existant à l'intérieur d'un système donné.

Dans la perspective offerte par la *power transition theory*, la variation des taux de croissance de la puissance à travers un système apparaît disposer d'un pouvoir explicatif extrêmement large. Organski et Kugler indiquent ainsi

*Les modalités et la vitesse de la croissance et du développement national changent le fond des ressources disponibles pour une nation, de façon à ce que ces changements créent les conditions dans lesquelles le conflit international peut apparaître. De tels changements déterminent aussi l'issue des guerres et, plus encore, définissent si strictement le futur politico-économique que les nations qui luttent pour préserver ou altérer la distribution de la puissance le font en vain [...]. L'élément critique de toute compréhension de la manière dont le système international fonctionne est la conscience que le processus de développement n'est pas uniforme parmi les pays*<sup>462</sup>.

Pour le réalisme offensif, la possibilité de modification de la structure du système par l'émergence de nouvelles puissances ou par un différentiel de croissance favorisant la puissance dominante présente un

---

<sup>458</sup> Siverson (R.) & Miller (R.), « The Power Transition : Problems and Prospects », p. 58.

<sup>459</sup> Dans *The Tragedy of Great Power Politics*, le caractère dynamique des équilibres n'apparaît qu'en filigrane. Liant la richesse d'un Etat à sa puissance militaire, John Mearsheimer souligne « the crucial role of wealth in determining power » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 68), faisant apparaître implicitement la notion de différentiel de croissance de la puissance. Il est intéressant de noter que l'auteur envisage l'élimination d'une grande puissance de la scène internationale (p. 151), mais ne fournit que peu d'éléments quant à l'apparition d'un nouvel acteur dans le jeu des grandes puissances.

<sup>460</sup> Kadera (K.), « The Conditions and Consequences of Dyadic Power Transitions : Deductions from a Dynamic Model » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 289.

<sup>461</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 9. Paul Kennedy indique de la même façon : « La puissance relative des grandes nations à l'échelle internationale ne reste jamais constante : elle varie surtout avec les taux de croissance de chaque société et dépend de l'avantage relatif que confèrent les avancées technologiques et structurelles » (Kennedy (P.), *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot, 1991, p. 18).

<sup>462</sup> Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p. 8.

intérêt particulier. Elle permet, en effet, le dépassement d'une analyse 'séquentielle' des propriétés des différentes structures du système international pour une prise en compte du passage possible d'une structure –i.e., d'une polarité– à une autre.

La perspective développée par la *power transition theory* permet ainsi d'expliquer les modifications des équilibres comprises non seulement comme réarrangements marginaux des rapports de forces entre les différents acteurs à l'intérieur d'un système donné, mais aussi comme mutations de la structure –i.e. polarité– de ce dernier. Ces équilibres demeurent en outre d'autant plus fluctuants que la puissance dispose d'un caractère multidimensionnel, chacune des composantes pouvant faire l'objet d'un contrôle imparfait et limité de la part d'un Etat. Ainsi, « la *Power Transition* fait l'hypothèse que la puissance d'un pays est fonction de sa population, de sa productivité, et de sa capacité physique relative. La puissance est mesurée par ces trois éléments-clés, chacun ayant un impact temporel différent. La taille de la population est relativement fixe et difficile à modifier à court terme. La croissance économique change plus rapidement et affecte la puissance sur le moyen terme. Enfin, la capacité politique, qui peut être hautement volatile, affecte la puissance à court terme »<sup>463</sup>. De ce fait, la puissance actualisée –militaire– que possède un Etat, et qui décide de sa classification comme grande puissance, se trouve être un produit résultant de l'extraction par la 'capacité politique' de ressources produites par la 'croissance économique' reposant sur le facteur élémentaire de la population<sup>464</sup>. La relation liant les trois composantes de la puissance apparaît comme multiplicative et non pas additive, l'hypothétique nullité de l'une d'entre elles amenant à la nullité de la puissance actualisée. Chaque niveau ne trouve son importance que dans le fait qu'il constitue le soubassement nécessaire sur lequel le niveau suivant peut se construire. La population dont dispose un Etat n'a d'importance que parce qu'elle constitue un fond dans lequel l'Etat est susceptible de puiser sa puissance économique<sup>465</sup>. De la même façon, la richesse dégagée par le développement économique trouve l'essentiel de son importance dans le fait qu'elle est la source de la puissance militaire<sup>466</sup>. Ce rapport de dépendance de la puissance militaire à la population et à la richesse d'un Etat ne peut cependant être simplement ramené à un rapport linéaire. Paul Kennedy nous met ainsi en garde contre une simplification de la relation entre

---

<sup>463</sup> Tammen (R.) & alii, *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, pp. 15-16.

<sup>464</sup> Ces trois composantes de la puissance sont reprises par John Mearsheimer (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 55-82), mais leur articulation demeure plus destinée à évaluer le niveau de puissance dont dispose ponctuellement un Etat qu'à mettre en lumière leurs rôles dans l'évolution des équilibres.

<sup>465</sup> Tammen (R.) & alii, *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, p. 18.

<sup>466</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 67-75.

puissance économique et militaire : « les données historiques suggèrent l'existence d'un lien très net à *long terme* entre d'une part, l'ascension et le déclin économiques d'une grande puissance et d'autre part, sa croissance et son déclin en tant que grande puissance militaire [...]. Toutefois, cela ne veut pas dire que la puissance économique et la puissance militaire relatives d'une nation monteront et déclinèrent de façon *parallèle* »<sup>467</sup>.

De ce fait, l'utilisation d'une de la composante comme *proxy* de la capacité militaire apparaît largement impossible. Le décrochage entre la capacité économique et la puissance militaire est particulièrement significatif dans le cadre de la maximisation de la puissance exigée par le réalisme offensif. John Mearsheimer indique ainsi :

*[La] discussion autour de l'importance de la richesse pour la construction de la puissance militaire pourrait suggérer que la distribution de puissance latente entre les Etats devrait refléter grossièrement la distribution de la puissance militaire, et, de ce fait, il devrait être possible de faire équivaloir les deux types de puissances [...]. Or ce n'est pas le cas, et, ainsi, la puissance économique n'est pas toujours un indicateur solide de la puissance militaire [...]. Les réalités de la puissance ne reflètent pas toujours la hiérarchie de richesse, pour trois raisons. Primo, les Etats convertissent des parts variées de leur richesse en puissance militaire. Secundo, l'efficacité de cette transformation varie au cas par cas, et parfois avec d'importantes conséquences pour la balance of power. Et, tertio, les grandes puissances achètent des types différents de puissance militaire, et ces choix ont aussi des conséquences sur la balance militaire*<sup>468</sup>.

Compte tenu de cette non-linéarité de la relation entre capacité économique et puissance militaire, le surcroît de la seconde qu'un Etat est susceptible de dégager d'une hausse relative de son taux de croissance de la première est susceptible de varier largement, imposant par conséquent une évaluation directe de la puissance militaire<sup>469</sup>.

La nécessaire focalisation sur la puissance militaire ne règle cependant nullement la question concernant l'identité des acteurs dont la puissance a à être prise en compte. Originellement, la *power transition theory* opte pour une focalisation essentiellement centrée sur le doublet d'Etats occupant le sommet de la pyramide

---

<sup>467</sup> Kennedy (P.), *Naissance et déclin des grandes puissances*, p. 25.

<sup>468</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 76. Fareed Zakaria propose une redéfinition de cette différenciation en termes de puissance de la nation et puissance de l'Etat : « Although classical realism correctly focuses on the nation-state as the principal actor in world politics, it inadvertently obscures an important distinction. Statesmen, not nations, confront the international system, and they have access to only that fraction of national power that the state apparatus can extract for its purposes. Therefore, according to the hypothesis of what I call state-centered realism, statesmen will expand the nation's political interests abroad when they perceive a relative increase in state power, not national power » (Zakaria (F.), *From Wealth to Power*, p. 35).

<sup>469</sup> AFK Organski et Jacek Kugler proposent une formule basée sur la capacité d'un Etat à imposer une taxation sur l'économie comme *proxy* pour l'évaluation du taux de transfert possible vers la puissance militaire, mais l'entourent de restrictions rendant son usage limité (Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, pp. 74-84).

de puissance<sup>470</sup>. Subséquemment, l'extension significative de la *power transition theory* produite par Henk Houweling et Jan Siccama, qui inclue l'ensemble des doublets de grandes puissances présents au sein du système international<sup>471</sup>, pousse à une application des concepts de parité et d'*overtaking* à l'ensemble du système. Le modèle proposé par Dale Copeland permet alors d'opérer une intégration de dynamiques de puissance similaires à celles avancées par la *power transition theory* au cadre du réalisme.<sup>472</sup> Ainsi, si la *possibilité* de conflit provient de la structure anarchique du système, telle qu'établie par le réalisme offensif, la *probabilité* de conflit connaît une hausse sensible dès lors qu'une transition entre deux acteurs est en vue<sup>473</sup>. L'élément significatif n'est donc pas la structure du système international prise isolément, ou la différence des taux de croissance bruts de la puissance des deux Etats envisagés de la même manière, mais l'évolution de la part relative de puissance que chacun des deux possède à l'intérieur d'un système international anarchique<sup>474</sup>.

## C- L'intégration des dynamiques de puissance dans le cadre du réalisme offensif.

L'intégration des dynamiques de puissances au cadre général du réalisme offensif a plusieurs conséquences quant aux contraintes et aux opportunités auxquelles font face les différents Etats. La satisfaction

---

<sup>470</sup> Le groupe d'Etats auquel s'intéresse la *power transition theory* est certes *a priori* plus large que le seul doublet du sommet AFK Organski et Jacek Kugler établissant ainsi le groupe de puissances –*contenders*– étudié : « Our second distinction, that between major powers and contenders, is made operational in a simple way. We have already argued that the most powerful nation in the world at any given time is always a member of the contending class. Any other nation whose score is at least as high as 80 percent of the capabilities of the strongest nation would also be considered a contender. When no nations in a given period met this criterion, we considered as contenders the three strongest nations in the system » (Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, p.44). La centralité de la parité et plus encore de l'*overtaking* –les deux phénomènes étant déterminés exclusivement par rapport au dominant– met toutefois clairement en lumière la primauté accordée à l'analyse en termes de dyades.

<sup>471</sup> Houweling (H.) & Siccama (J.), « Power Transitions as a Cause of War » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 32, no. 1, mars 1988, pp. 95-102. Il est intéressant de souligner qu'étendu à l'ensemble des doublets de grandes puissances, le couple parité-*overtaking*, produit des résultats plus significatifs que ceux enregistrés par une application limitée au doublet dominant/challenger (pp. 100-101).

<sup>472</sup> Copeland (D.), *The Origins of Major War*.

<sup>473</sup> Pour Dale Copeland, une structure multipolaire atténue les effets belligènes d'un déclin et de la parité entre puissances, et amoindrit considérablement les perspectives d'hégémonie (*Ibid.*, pp. 15-20). L'argument repose cependant sur quatre propositions quelque peu fragiles. En premier lieu, s'il est vrai que pour tout Etat « equality with its rivals will likely mean long and costly bilateral wars, wars that will sap the state's ability to continue fight until hegemony is achieved » (p. 16), la possibilité de gains cumulatifs en cas de première victoire est un contre-balancier significatif aux coûts engendrés. En second lieu, les possibles coalitions restent vulnérables aux effets de *buckpassing*, ouvrant une perspective plus favorable à l'hégémon potentiel et plus obscure au déclinant. Enfin l'*external balancing* et abaissement de la probabilité de guerre ne semblent pas nécessairement liés par une corrélation négative.

<sup>474</sup> Dans cette perspective, Charles Doran souligne : « the state's relative power trajectory is due to differential rates of growth between states and to the systemic constraint of a limited number of shares » (Doran (C.), *Systems in Crisis*, p. 68).

apparaissant, dans le cadre présent, intimement liée à la part de puissance possédée<sup>475</sup>, le comportement de l'acteur apparaît essentiellement lié à cette dernière. Dans cette perspective, la modification continue des écarts entre les différents Etats, et, par conséquent, la possible variation de place dans la hiérarchie des puissances sont les éléments essentiels déterminant l'espace des prétentions possibles. John Vasquez met en lumière le lien entre dynamiques de puissance et redéfinition du rôle envisagé, soulignant que « nous devons nous attendre à ce que les acteurs qui connaissent une hausse importante de leur capacité formulent de nouvelles demandes à propos du système politique [existant] »<sup>476</sup>. En termes plus généraux, le modèle soutient une corrélation positive entre une croissance de la part de puissance relative possédée par un acteur et la volonté d'une modification du système.

L'ampleur de la croissance est cependant à la fois moteur et limite de la prétention au changement, au sens où une modification excédant l'accroissement réel de la puissance d'un acteur ne pourra être soutenue qu'au prix d'une hausse significative de la probabilité d'un conflit dans lequel l'Etat concerné se trouverait en position défavorable. Ainsi, si un différentiel de croissance favorable permet à l'Etat le plus puissant d'envisager avec plus d'assurance la perspective de l'hégémonie –que celle-ci soit régionale ou globale, celui-ci ne permet pas à lui seul de garantir une issue favorable à la nouvelle prétention. En effet, le simple présupposé que les Etats élaborent rationnellement leurs politiques respectives en fonction des contraintes systémiques auxquelles ils sont soumis, implique qu'« un Etat cherchera à modifier le système international si les bénéfices attendus sont supérieurs aux coûts envisagés (i.e. s'il existe un gain net attendu) »<sup>477</sup>. La réserve ici exprimée par Robert Gilpin ne concerne pas la motivation de l'Etat quant à la maximisation de sa sécurité<sup>478</sup>, mais s'intéresse aux possibilités qu'un accroissement marginal de puissance est susceptible d'ouvrir. En d'autres termes, bien que l'objectif d'une grande puissance demeure l'établissement d'une hégémonie, et bien que l'accroissement de la part de puissance possédée accroisse la probabilité de succès de l'entreprise, tout acteur demeure soumis à un ensemble de contraintes systémiques dont l'incarnation manifeste est la présence –et les capacités– des autres membres du système.

---

<sup>475</sup> Oneal (J.), De Soysa (I.) & Park (Y.), « But Power and Wealth Are Satisfying ».

<sup>476</sup> Vasquez (J.), « When Are Power Transitions Dangerous ? An Appraisal and Reformulation of Power Transition Theory » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 50.

<sup>477</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 50.

<sup>478</sup> « Whether [state's] interests are power and security (as political realists argue), capitalistic profits (as Marxists allege), or welfare gains (as many contemporary theorists contend), every state desires to increase its control over those aspects of the international system that make its basic values and interests more secure » (*Ibid.*).

Le double avantage d'une position dominante et d'un différentiel de croissance positif n'est cependant qu'un cas particulier des évolutions possibles à l'intérieur du système. Si des différentiels de croissance favorisant le plus puissant des acteurs sont ponctuellement envisageables, Robert Gilpin souligne que ceux-ci lui sont tendanciellement défavorables. Ainsi, « les Etats dominants, les uns après les autres, ont changé le système, s'étendant jusqu'à ce qu'un équilibre soit atteint entre les coûts et les bénéfices d'un changement ou d'une expansion supplémentaires. Une fois cette position d'équilibre atteinte, les développements internes à la puissance dominante et de l'environnement externe commencent à l'affaiblir »<sup>479</sup>. Les désavantages créés par les différentiels de croissance affectent la puissance dont dispose le dominant à plusieurs niveaux. La base économique de la puissance militaire, en premier lieu, est ainsi sujette à un phénomène d'érosion<sup>480</sup>. Un problème supplémentaire est ensuite créé par l'augmentation tendancielle du coût des capacités militaires<sup>481</sup>, à laquelle se greffe le fait que les efforts de transfert des richesses nationales vers la constitution d'une capacité militaire sont soumis à un tassement de l'efficacité de ce transfert<sup>482</sup> –i.e. le coût marginal de chaque 'unité' de puissance militaire supplémentaire apparaît alors croissant. De ce fait, « du fait des coûts accrus de la capacité militaire et de la diffusion de la technologie militaire du dominant aux Etats-compétiteurs en ascension, les coûts pour l'Etat dominant du maintien du système s'accroissent avec le temps »<sup>483</sup>. Enfin, l'inévitable diffusion de l'innovation technologique<sup>484</sup> et la probable réticence des alliés à se charger de leur 'juste' part du fardeau que constitue l'entretien du système<sup>485</sup> constituent des facteurs décisifs de corrosion de la puissance du dominant. La conjonction de tous ces facteurs fait qu'« il existe une tendance pour les coûts économiques du maintien du statu quo à s'accroître plus rapidement que les capacités financières de la puissance dominante à soutenir sa position et le statu quo »<sup>486</sup>. En d'autres termes, originellement avantage par la distribution de puissance, le dominant, défavorisé par les dynamiques animant

---

<sup>479</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>480</sup> *Ibid.*, pp. 159-168 ; Tammen (R.) & alii, *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, pp. 16-18. Parmi les facteurs exclusivement économiques du déclin, Robert Gilpin mentionne la limitation des innovations et des investissements menant à un tassement du taux de croissance du dominant (p. 161), une croissance relativement plus grande de la consommation vis-à-vis des investissements productifs (pp. 163-164), et un changement structurel de l'économie (p. 165).

<sup>481</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 162.

<sup>482</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 76-78.

<sup>483</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 162.

<sup>484</sup> *Ibid.*, pp. 175-185.

<sup>485</sup> *Ibid.*, pp. 168-175.

<sup>486</sup> *Ibid.*, p. 156. L'idée est proche du concept de « surexpansion impériale » évoqué par Paul Kennedy (Kennedy (P.), *Naissance et déclin des grandes puissances*, p. 571).

celle-ci, voit sa capacité de réponse aux demandes de modification de la hiérarchie de prestige diminuer au cours du temps. En effet, « les Etats ascendants [...] jouissent de coûts moindres, de retour sur investissements croissant, et de l'avantage de l'arriération [*backwardness*] »<sup>487</sup>, ceci entraînant nécessairement un accroissement des demandes formulées par les 'challengers' et un renforcement de la capacité à prévaloir en cas de résistance de la part du dominant.

Si, d'un point de vue général, « lorsque la puissance d'un Etat s'accroît, il cherche à étendre son contrôle territorial, son influence politique, et/ou sa domination sur l'économie internationale »<sup>488</sup>, l'ajustement nécessaire s'avère être généralement en deçà d'une inversion des places des acteurs au sein de la hiérarchie de prestige définie par Gilpin<sup>489</sup>. A cet égard, le cas de l'*overtaking* étudié par la *power transition theory* se présente comme un cas particulier de l'instabilité que tendent à créer les dynamiques de puissance. Le renversement du rapport de puissance apparaît en effet particulièrement belligère. La chaîne temporelle complète est ainsi établie par James Morrow :

*La logique de l'overtaking est un argument à propos de la temporalité de la guerre. Les glissements de capacités introduisent un élément dynamique dans la décision de la guerre. Le statu quo, qu'il soit la structure du système international ou une simple dispute de frontière, favorise l'Etat déclinant. Ce dernier a utilisé sa puissance originelle pour organiser le statu quo comme il l'entendait. L'Etat ascendant est en désaccord avec l'Etat déclinant sur certains points du statu quo. Il a certains griefs à l'encontre du statu quo. Mais, au début de la power transition, il lui manque les capacités pour imposer les changements qu'il voudrait. Lorsque les capacités de l'Etat ascendant croissent, il [peut] étudier les moments [possibles] de contestation. S'il attend, il sera plus puissant et, ainsi, sa contestation aura de plus grandes chances de réussite. S'il conteste immédiatement, il pourra modifier le statu quo plus tôt*<sup>490</sup>.

La logique de déclenchement du conflit apparaît donc ici entièrement opposée aux hypothèses présentées par le réalisme offensif. La conservation du lien entre déséquilibre de la puissance et hausse de la probabilité de guerre<sup>491</sup> est cependant difficilement soutenable dans le cadre établi par John Mearsheimer du fait d'assertions peu compatibles. En effet, ainsi que noté précédemment, John Mearsheimer avance, d'une part, que les Etats recherchent une hégémonie dont la caractéristique principale est que la différence de capacités militaires entre l'hegemon et les autres puissances –possiblement coalisées– est si grande qu'aucune guerre n'est sérieusement envisageable par ces dernières<sup>492</sup>, et, d'autre part, que le déséquilibre dans la distribution

---

<sup>487</sup> Gilpin (R.), *War and Change in World Politics*, p. 185.

<sup>488</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>489</sup> *Ibid.*, p. 30. Pour Gilpin, « prestige is the reputation for power, and military power in particular » (p. 31).

<sup>490</sup> Morrow (J.), « The Logic of Overtaking » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 314.

<sup>491</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 341-343.

<sup>492</sup> *Ibid.*, p. 40.

de puissance est à l'origine de la guerre, le système multipolaire étant vu comme plus belligène du fait de la multiplicité des possibles relations entre inégaux<sup>493</sup>. Si la seconde proposition est considérée comme primordiale, un système dominé par un hegemon devrait s'avérer au plus haut point belligène puisque caractérisé par une disparité extrême de la distribution de puissance. Le lien entre distribution égalitaire et paix, ainsi que précisé précédemment, semble provenir essentiellement d'une confusion entre stabilité du système –entendue comme conservation du nombre de pôles et garantie d'indépendance de ceux-ci– et propension à la guerre. Dans cette perspective, une distribution égale de la puissance peut apparaître compatible avec une plus grande stabilité du système, mais ne garantit aucunement un état plus pacifique de ce dernier<sup>494</sup>. Liant les conditions systémiques poussant à la guerre et celles favorisant la paix, Geoffrey Blainey met en lumière l'illogisme d'un lien entre paix et distribution égalitaire de la puissance :

*L'idée que la distribution égale de puissance favorise la paix a gagné en force en partie parce qu'elle n'a jamais été accompagnée de preuves tangibles. Comme un fantôme, elle n'a pu être capturée et [on n'a pu] examiner sa pâleur et son pouls. Et, cependant, il est un point du temps où le fantôme peut être capturé. La distribution réelle de puissance peut être mesurée à la fin de la guerre. La puissance militaire des alliances rivales d'Europe était la plus déséquilibrée, était distribuée de la façon la plus inégale, à la fin des guerres décisives. Et une guerre décisive tend à mener à de longues périodes de paix internationale [...]. Une prépondérance claire en matière de puissance tend [ainsi] à promouvoir la paix<sup>495</sup>.*

Si la propension au conflit est positivement liée à la parité entre deux Etats, une dynamique de croissance favorisant un Etat relativement moins puissant tend à provoquer une hausse du risque de conflit, amenant concomitamment un accroissement parallèle des tensions entre 'dominant' et 'challenger'. Du fait du caractère relatif de la puissance, la relation peut être considérée de façon symétrique, le déclin relatif d'un

---

<sup>493</sup> *Ibid.*, p. 341.

<sup>494</sup> Bien qu'adoptant une position plus modérée que la plupart des tenants de la *power transition* theory, Charles Doran souligne néanmoins : « [the balance of power] preserved the integrity of a pluralist and decentralized international system. It preserved the sovereignty and territorial boundaries of most if not all the states in the system and it did maintain the peace on numerous occasions when war might otherwise have broken out. *If avoidance of war is the only criterion of utility, the notion of balance is quite faulty. If, however, preservation of the international system and security of the nation-state are higher goals than peace alone, because peace alone could deprive the state of interests including its identity, then the notion of balance of power looks better* » (Doran (C.), *Systems in Crisis*, p. 148, nous soulignons).

<sup>495</sup> Blaney (G.), *The Causes of War*, New York, The Free Press, 1988, pp. 112-113. Daniel Geller met en lumière un lien entre la déconcentration de la puissance au niveau systémique et accroissement de la propension à la guerre non seulement pour le doublet d'Etats les plus puissants, mais à travers l'ensemble du système : « As the systemic distribution of power changes from a unipolar concentration of capabilities to a more diffuse multipolar balance, [structural theories] argue that the desintegration of the hierarchy will lead to a challenge against the dominant state and result in global war. However, it also may be postulated that as the international system moves from a high concentration of resources in the leading nation toward multipolarity (power diffusion), the conflicts among *the entire set* of major states will become increasingly frequent, due to the weakening of the principal defender of the order » (Geller (D.), « Relative Power, Rationality, and International Conflict » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War*, p. 129).

Etat amenant une même situation potentiellement plus conflictuelle à mesure que sa courbe de puissance se rapproche de celles d'autres Etats du système. Cette situation de déclin relatif apparaît particulièrement favorable à un approfondissement de l'antagonisme entre le dominant déclinant et son 'challenger' direct, Dale Copeland soulignant que « les Etats faisant face au déclin, ne serait-ce que par un sens de prévoyante prudence, envisageront la guerre comme un moyen de maintenir leur sécurité future »<sup>496</sup>. De ce point de vue, le déclinant semble d'autant plus susceptible d'employer la force que le point critique que constitue sa chute dans la hiérarchie de la puissance apparaît imminente, le 'challenger' bénéficiant d'une dynamique rendant peu attrayante la prise de risque que constitue le recours aux armes. L'attrait du recours à la guerre pour le dominant apparaît, en outre, d'autant plus fort que son déclin est rapide. De fait, « plus rapide est la descente de l'Etat déclinant, plus grand est le bénéfice que le combat offre par le gel de la situation telle qu'elle se trouve alors »<sup>497</sup>. En d'autres termes, le cheminement d'un 'challenger' vers une position de parité avec le dominant s'accompagne d'une élévation significative de la propension au conflit –*a priori* déclenché par la résistance du dominant à une modification du *statu quo*- propension susceptible de s'accroître encore si cette ascension se fait à un rythme accéléré.

La guerre préventive –qui n'apparaît défensive que dans la mesure où l'on sacralise le *statu quo*– ne résume toutefois pas à elle seule l'ensemble des mesures possiblement prises par le dominant face aux problèmes occasionnés par l'émergence d'un 'challenger'. Mis en difficulté, l'éventail de choix offerts au dominant s'étend en effet le long d'un continuum reliant les pôles que constituent une politique d'apaisement et un recours préventif à la force. L'élaboration de la réponse au 'challenger' apparaît cependant comme dépendante des moyens dont dispose le dominant pour limiter son propre déclin. Ainsi, « toutes choses égales par ailleurs, *plus grand sera le déclin d'un Etat en l'absence d'une action forte, plus lourdes seront les actions qu'il est susceptible de prendre, en d'autres termes, [l'Etat] sera plus susceptible d'accepter de hauts risques d'inadvertent spiraling* »<sup>498</sup>. Or, le caractère inévitable du déclin, la possibilité d'*overtaking*, et, par conséquent, la nécessité d'un haut degré de rigidité de la politique étrangère du dominant, s'affirment, aux yeux de ce dernier, d'autant plus clairement à mesure que les courbes de puissance relative se rejoignent

---

<sup>496</sup> Copeland (D.), *The Origins of Major War*, p. 4. Dale Copeland ajoute : « Two aspect of its decline will be of utmost importance to the declining state's calculus : the depth of the decline –how far the state will fall before it bottoms out ; and the inevitability of decline –the degree of certainty that the state will fall if it sticks with current policies » (p. 5).

<sup>497</sup> Morrow (J.), « The Logic of Overtaking », p. 320. La logique exprimée par Organski quant aux risques que présente un déclin rapide du dominant diffère quelque peu, voir Organski (A.F.K.), *World Politics*, p. 335.

<sup>498</sup> Copeland (D.), *The Origins of Major War*, p. 41.

et que s'écarte l'hypothèse d'une simple oscillation ponctuelle. Si la forme la plus visible de la lutte entre dominant et 'challenger' est, sans doute, le déclenchement d'une guerre ayant pour enjeu le bien positionnel que constitue la primauté au sein du système –ou, idéalement, l'hégémonie sur celui-ci– l'antagonisme entre les acteurs dispose d'une continuité que tend à masquer une trop grande focalisation sur le phénomène de guerre. Du fait de la multiplicité des opportunités présentes pour mettre au défi la supériorité du dominant, le fonctionnement international semble plus s'apparenter à une lutte constante pouvant, à un certain degré, se traduire par le déclenchement d'une guerre. Le rapport des puissances mobilisables par le dominant et par le challenger différant en fonction des points auxquels elles doivent être projetées –du fait du *loss of strength gradient*– l'existence de dynamiques de puissance implique que de nouvelles contestations peuvent être actualisées à mesure que la puissance du 'challenger' croît. En d'autres termes, « la distribution internationale de la puissance est en mouvement constant et [ce mouvement est suivi par] beaucoup d'autres arrangements dépendants de la puissance »<sup>499</sup>. De ce fait, l'émergence d'un 'challenger' implique un double approfondissement de l'antagonisme avec le dominant. Une première traduction de cette dynamique est l'intensification de la rivalité sur les points de contentieux d'ores et déjà existants. Une seconde expression de ce rapprochement des courbes de puissance du dominant et du challenger est la multiplication des points d'antagonisme entre ces derniers.

Du fait que les 'challengers' menacent en permanence la supériorité du dominant<sup>500</sup>, ce dernier dispose d'une liberté quant à l'approche à adopter vis-à-vis de l'érosion de sa position. Ainsi, « le choix de l'Etat déclinant entre la résistance et l'acquiescement à la contestation dépend de la valeur de chaque alternative »<sup>501</sup>. Si l'acquiescement aux demandes du challenger –ou l'apaisement de celui-ci– sont envisageables tant que l'écart de puissance demeure conséquent, la poursuite du déclin relatif du dominant implique non seulement une multiplication des problèmes posés par l'adversaire mais aussi une proximité grandissante de ceux-ci aux intérêts vitaux du dominant et une capacité décroissante à défendre le 'statu quo'. De ce fait, AFK Organski souligne :

*Les possibilités de changement pacifique ne doivent pas être sous-estimées, mais la fréquence avec laquelle les changements majeurs ont été amenés par la guerre ne doit pas l'être non plus. A mesure que le challenger se fait plus puissant, il commence à exiger de nouveaux arrangements et changements de l'ordre international qui lui fourniront une plus grande part des bénéfices qu'il désire. En théorie, ceux qui dominent*

---

<sup>499</sup> Organski (A.F.K.), *World Politics*, p. 332.

<sup>500</sup> *Ibid.*, p. 300.

<sup>501</sup> Morrow (J.), « The Logic of Overtaking », p. 318.

*l'ordre international existant peuvent faire place au nouveau venu et l'accueillir dans les rangs les plus élevés, abandonnant quelques uns de leurs privilèges au cours de ce processus. En pratique, toutefois, une telle action est rare. Le challenger exige une place au sommet et est repoussé. Désirant le changement et incapable de l'amener de façon pacifique, le challenger trop souvent se tourne alors vers la guerre*<sup>502</sup>.

Ainsi que nous avons pu le souligner, cependant, le déclenchement anticipé des hostilités par un challenger bénéficiant encore de différentiels de croissance favorables demeure douteux, le renvoi à un moment ultérieur permettant de jouir d'une position *a priori* plus favorable.

En admettant la plus forte propension à la guerre créée par la parité –et *a fortiori* par l'*overtaking*– l'intégration aux différentes structures définies par le réalisme, les différentiels de croissance permettent d'affiner les différentes prédictions quant à la probabilité de guerre. Au sein d'un système bipolaire –que celui-ci soit régional ou global– la propension au recours à la force apparaît ainsi moins liée à la structure même qu'aux différentiels de croissance existants. Au sein d'un système bipolaire animé par une convergence des courbes de puissance des deux acteurs, l'usage de la guerre par le dominant pour maintenir sa position apparaît ainsi logiquement plus probable qu'à l'intérieur d'un système où ce dernier est le bénéficiaire des différentiels de croissance. La situation est assurément plus complexe à l'intérieur d'un système multipolaire. Les conséquences d'un différentiel de croissance positif pour l'Etat le plus puissant n'apparaissent, en effet, pas aussi univoques que dans le cas précédent, une multiplicité de coalitions pouvant permettre une série de mises en échec. Si Dale Copeland estime que la propension à la guerre est accrue seulement dans le cas où un acteur largement plus puissant est en phase de déclin<sup>503</sup>, il reste difficile de comprendre les raisons pour lesquels l'ensemble des autres Etats resterait passif au moment de l'ascension accélérée de l'un d'entre eux. Si l'on exclut la myopie –les autres Etats du système ne sont pas sensibles à la possible acquisition d'une position hégémonique par l'ascendant– et l'omniscience –ces mêmes Etats savent par avance que l'apogée de l'ascendant se situera en deçà de l'hégémonie– il apparaît relativement probable qu'une coalition se forme afin de limiter l'expansion de la puissance ascendante –ceci ne signifiant nullement que cet objectif sera nécessairement rempli. De façon plus générale, la simple multiplicité des acteurs implique une pluralité des différentiels de croissance possibles et par conséquent des transitions envisageables. En d'autres termes, le système multipolaire apparaît, dans cette perspective, notoirement plus susceptible d'engendrer une guerre entre grandes puissances du fait de la nécessaire multiplication des configurations d'égalité –ou de convergence des courbes de puissance relative– entre certaines de ces

---

<sup>502</sup> Organski (A.F.K.), *World Politics*, pp. 332-333.

<sup>503</sup> Copeland (D.), *The Origins of Major Wars*, pp. 15-20.

dernières. Le cas de l'unipolarité occupe ici une place particulière au sens où, par définition, aucun différentiel de croissance *entre grandes puissances* n'existe. Ceci n'interdit cependant nullement d'envisager l'existence d'un différentiel de croissance défavorable au dominant et favorisant *l'émergence* de nouvelles grandes puissances. En ce sens, le système unipolaire apparaît, relativement peu belligène –l'émergence d'une grande puissance permettant immédiatement une transition ou une convergence exigeant une chute pour le moins cataclysmique du dominant– mais potentiellement instable dans la mesure où de multiples acteurs sont susceptibles de bénéficier d'un différentiel de croissance leur permettant d'émerger comme grandes puissances et de modifier, par conséquent la polarité du système. Pour la puissance unipolaire, toutefois, la tentation apparaît grande de prévenir l'apparition de *peer competitors*, susceptibles de mettre en péril, à plus ou moins long terme, un dessein hégémonique global.

## Conclusion partielle I.

Dans sa version 'robuste', le réalisme offensif recoupe une large partie des hypothèses de celui proposé par John Mearsheimer. Au niveau le plus élémentaire, un même scepticisme entoure le double optimisme s'enracinant sur les hypothétiques effets positifs de l'interdépendance et de la prolifération d'institutions internationales. La hausse tendancielle de l'interdépendance de l'Etat apparaît, dans notre cadre, comme essentiellement neutre. Autrement dit, la multiplication des points de contacts entre deux protagonistes n'est pas porteuse par elle-même d'une logique d'apaisement ou de pacification, et les conséquences de celle-ci dépendent de la relation préalablement entretenue entre les deux unités. Dans une perspective similaire, l'existence d'institutions interétatiques ne dispose pas d'un effet autonome, leurs performances dépendant d'un aval des puissances majeures à l'intérieur du système considéré. Ironiquement, l'influence semble devoir s'effectuer dans une direction généralement contre-intuitive, les objectifs et pratiques d'une institution devant se conformer à l'équilibre de puissance et à ses modifications. En ce sens, le positionnement d'une institution vis-à-vis d'un Etat extérieur apparaît conditionné par le rapport de puissance entre les deux entités ; une évolution défavorable des dynamiques de croissance amenant, tendanciellement, la partie perdante à une plus forte propension à la conciliation.

Le point le plus significatif de différenciation entre la présente formulation du réalisme offensif et celle développée par John Mearsheimer réside dans l'appréhension du niveau régional. Dans notre perspective, la

constitution d'une région ne s'articule pas autour d'un invariant *stopping power of water*, mais autour d'une conjonction entre la dimension géographique et la capacité –plus ou moins grande– à dépasser l'obstacle géographique donné. Ainsi, si « la plupart des Etats ont été historiquement principalement soucieux des capacités et intentions de leurs voisins »<sup>504</sup>, une telle priorité au 'local' est possiblement remise en cause dès lors qu'un prétendant à l'hégémonie globale, i.e. un hegemon régional doté de capacités d'interventions significatives hors de sa région d'origine, apparaît. Par ailleurs, une telle perspective permet d'envisager la modification possible des 'frontières' d'une région au sens où l'augmentation des capacités de projection de puissance de certains acteurs peut mener à degré d'interaction suffisant pour que s'interpénètrent les problématiques de sécurité de deux régions originellement distinctes. Une telle perspective permet notamment d'appréhender la constitution de la région de l'Asie Orientale dans la période post-Guerre Froide. Pour Barry Buzan,

*Les arguments en faveur d'un security complex émergent en Asie Orientale se fondent sur trois développements parallèles :*

*- Premièrement, une préoccupation partagée à travers l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est à propos des implications de la puissance chinoise grandissante.*

*- Deuxièmement, la création, bien que partielle et fragile, de connections institutionnelles en matière de sécurité liant les Etats d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est.*

*- Troisièmement, la construction d'une économie régionale est-asiatique, qui, dans la région, est largement considérée comme ayant de forts liens à la stabilité politico-militaire*<sup>505</sup>.

Dans une perspective réaliste offensive, les deux derniers points demeurent d'une importance marginale, et la solidification d'un *regional security complex* au niveau de l'Asie Orientale repose essentiellement sur la problématique de l'ascension chinoise et de la modification des équilibres et interactions. L'émergence de la puissance chinoise résume toutefois, à elle seule, l'essentiel de la dimension « militaire et politique » dans la constitution de l'Asie Orientale en un *regional security complex*<sup>506</sup>, l'effondrement de la bipolarité à un niveau global ayant laissé en Asie Orientale un vide que Beijing s'est montrée capable de combler en partie. En ce sens, le fonctionnement de la région est-asiatique s'est émancipé de l'*overlay* présent durant la Guerre Froide, les dynamiques de sécurité à l'intérieur de celle-ci étant devenues relativement autonomes vis-à-vis du jeu global, et ce malgré l'immuable présence américaine. Cette relative indépendance ne peut cependant signifier l'exclusion américaine du jeu régional sur un simple critère géographique. Si les deux pôles 'locaux' de l'Asie Orientale sont la Chine et le Japon, la puissance mobilisable des Etats-Unis dans la région

<sup>504</sup> Friedberg (A.), « Ripe for Rivalry » in *International Security*, vol. 18, no. 3, hiver 1993-94, p. 5.

<sup>505</sup> Buzan (B.), « Security architecture in Asia » in *The Pacific Review*, vol. 16, no. 2, 2003, p. 160.

<sup>506</sup> Buzan (B.) & Waeber (O.), *Regions and Powers*, p. 156.

en fait indubitablement un troisième pôle. La structure du *regional security complex* en Asie Orientale apparaît dès lors en voie de tripolarisation, encore caractérisée par un certain déséquilibre –du fait de la relative supériorité américaine malgré l'impact du *loss of strength gradient*, et instable –du fait des dynamiques de croissance favorisant la Chine sur les deux autres grandes puissances. Appréhendée dans les termes précédemment utilisés, la configuration entre dominant et challenger en Asie Orientale est celle d'une convergence accélérée des courbes de puissance et de potentialité d'*overtaking*.

La dichotomie ainsi effectuée entre régional et global permet d'affiner l'appréhension des dynamiques internes au premier niveau, ainsi que de celles liant les deux. En premier lieu, l'essentiel du jeu international, pour la plupart des Etats, se déroule à un niveau régional, les mécanismes de balancing, buck-passing et bandwagoning fonctionnant primordialement dans un espace régional et non global. En d'autres termes, l'alignement des puissances d'une région dépend de la distribution de puissance présente à l'intérieur de celle-ci, les puissances globales étant incluses dans ce calcul mais sur la base des capacités véritablement mobilisables dans la région. De ce fait, ainsi que le souligne John Mearsheimer, l'objectif principal de toute grande puissance est l'atteinte d'une position d'hégémon régional. Une telle condition n'apparaît cependant pas suffisante et satisfaisante par elle-même, du fait que le *stopping power of water* se présente comme un facteur d'érosion variable. En d'autres termes, la réalisation de l'hégémonie régionale n'est pas susceptible d'être une garantie suffisamment solide contre l'intrusion et la menace d'un alter ego disposant de capacités de projection de forces suffisantes. Tout hégémon régional apparaît donc prétendant à l'hégémonie globale, qui, si elle est difficile à envisager, n'en demeure pas moins un objectif désirable et, par conséquent, visé. La première tâche d'un hégémon régional établi apparaît, dans cette optique, d'éliminer les possibles prétendants à une hégémonie régionale quelle que soit la région envisagée. En ce sens, un hégémon global potentiel n'apparaît pas plus disposé à une position de buck-passing –i.e. s'apparentant dans cette configuration à un offshore balancing réduit– que l'ensemble des autres acteurs, la perspective de l'apparition d'un alter ego posant un problème aigu de sécurité. De façon symétrique, la réalisation de l'hégémonie régionale apparaît conditionnée en large partie par la capacité à exclure les puissances 'extérieures' du jeu régional.

Tout système international –régional ou global– étant animé par d'irréductibles différences dans les dynamiques de croissance de chaque Etat, les alignements et la propension au conflit tendent à varier à mesure que se modifient les équilibres. A mesure qu'un hégémon régional potentiel accroît l'écart avec les

autres puissances locales<sup>507</sup>, la tentation est grande pour ces derniers de chercher à l'extérieur de la région un appui permettant le rééquilibrage forcé de la balance. En ce sens, l'objectif des puissances locales faisant face à un possible hegemon régional est hautement compatible avec celui d'un hegemon régional établi extérieur à la région. Pour celui-ci, si la logique d'offshore balancing est ici attractive, ne serait-ce que parce qu'elle permet un partage des coûts liés au containement d'un potentiel alter ego, elle ne constitue qu'une solution de repli ou une étape intermédiaire essentielle. Dans l'élimination de ce qui pourrait devenir un peer competitor, condition indispensable à la poursuite de l'hégémonie globale, le prétendant à cette dernière doit ainsi effectuer un difficile calcul entre risques associés au buck-passing –échec des buck-catchers– et les coûts associés au balancing –comprenant le risque de free riding de la part des puissances locales ; les premiers apparaissant d'une proximité plus immédiate.

---

<sup>507</sup> Une telle démarche ne peut concerner que ce que Barry Buzan envisage comme grandes puissances et puissances régionales, les acteurs mineurs n'ayant souvent d'autres choix que d'accommoder la puissance dominante.

## **Partie II. L'inachèvement de l'intégrité territoriale chinoise, les problématiques de la souveraineté.**

### **Chapitre IV. L'insoluble question taiwanaise.**

Dans les semaines précédant l'élection présidentielle taiwanaise de mars 2000, « les stratèges chinois ont affirmé que la guerre entre le continent et Taiwan ne pourrait être que difficilement évitée si Chen [Shui-bian] était élu. Ils insinuaient que même si Chen ne déclarait pas l'indépendance de l'île, les relations trans-détroit serait tendues et promptes à la confrontation, ce qui mènerait finalement à la guerre »<sup>508</sup>. Ni l'élection de Chen en 2000, ni sa réélection quatre années plus tard, n'ont toutefois entraîné le basculement du détroit de Taiwan dans un conflit ouvert. D'un certain point de vue, l'absence de guerre entre l'île et le continent constitue l'unique point positif de la relation politique entre Taipei et Beijing sous les mandats de Lee Teng-hui puis de Chen Shui-bian<sup>509</sup>. La dernière décennie a, en effet, vu une situation de difficile dialogue et de défiance s'ancrer solidement entre les deux parties. L'atmosphère délétère présente dans le détroit n'est cependant pas la cause du blocage, elle n'est que l'incarnation la plus sensible de la poussée contraire des deux parties.

Héritée de la Guerre Froide, la 'question taiwanaise' a vu un ensemble de dynamiques divergentes complexifier la relation entre les deux rives depuis le début des années 1990. A cet égard, le maintien de la paix durant la période n'apparaît pas considérablement plus significatif que l'accroissement tendanciel des tensions, matérialisé par la récurrence de crises –de plus ou moins forte intensité– et les accusations permanentes et réciproques de mauvaise foi. Pour Beijing, étant donnée l'importance des intérêts en jeu, tout relâchement de la position actuellement défendue comporte un risque trop grand de fragilisation par

---

<sup>508</sup> Sheng (L.), « Wither Cross-Strait Relations : Problems Generated by Taiwan's 2000 Presidential Election » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, River Edge, World Scientific Publishing Company, 2002, p. 60.

<sup>509</sup> L'élection de Ma Ying-jeou au printemps 2008 semble devoir marquer un relatif relâchement de la tension entre les deux rives. Malgré cette tendance probable, la résolution de la question taiwanaise reste au-delà de l'horizon des possibles pour des raisons évoquées plus loin.

concessions successives. La rigidité de principe s'est cependant accompagnée d'une diversification des moyens mis en œuvre. A cet égard, l'optimisme auquel a pu conduire l'expansion continue des liens commerciaux entre les deux rives manque le fait élémentaire que « l'interdépendance économique croissante entre le continent chinois et Taiwan augmente le coût de toute confrontation militaire, [mais] elle ne peut à elle seule l'empêcher »<sup>510</sup>. Il tend également à occulter le fait que l'asymétrie des poids des deux parties amène une dépendance de même caractère, et engendre, par conséquent une différence dans l'accroissement des vulnérabilités respectives. Réinscrite dans un cadre où les facteurs géostratégiques et la question de la souveraineté disposent de la primauté, l'évolution des relations trans-détroit dans les quinze dernières années laisse peu d'espace à une vision optimiste. Le statu quo présent dispose ainsi de tous les attributs de l'impasse, les deux parties ayant des objectifs incompatibles –sinon ouvertement divergents.

## ***I- L'intérêt chinois pour Taiwan.***

### **A- Considérations géostratégiques élémentaires.**

Discutant l'affirmation chinoise sur Taiwan à la fin du XVII<sup>ème</sup> siècle, Dennis Roy souligne qu'à ce moment :

*Taiwan n'avait pas précédemment été partie de l'empire chinois et ne réveillait aucune sensation dans les cœurs et esprits de l'élite continentale chinoise [...]. Une école de pensée considérait que Taiwan devait être abandonnée et sa population ramenée sur le continent. La position qui prévalut, cependant fut que, à moins que le gouvernement chinois ne prenne en charge [l'île], Taiwan resterait un épine dans le flanc du continent, une menace pour la sécurité du régime et de l'Etat en tant que base pour une puissance étrangère ou un havre pour les 'indésirables' chinois. Ainsi, en 1684, ces considérations négatives de sécurité poussèrent la Chine à incorporer Taiwan –non comme une province, mais comme une préfecture de la province du Fujian<sup>511</sup>.*

Dans une très large mesure, l'argument qui a pu prévaloir il y a plus de trois siècles conserve aujourd'hui une validité frappante. Par sa simple position géographique, Taiwan constitue en effet une des pierres de touche de la sécurité du continent. A l'importance stratégique certaine de l'île lors de son absorption dans l'empire, répond, à une époque plus contemporaine, une exacerbation de la problématique du fait du développement technologique des moyens militaires. La possibilité, bien réelle, de voir l'île se transformer en un « unsinkable carrier tender »<sup>512</sup> aux portes de la Chine continentale constitue ainsi, pour tout gouvernement

---

<sup>510</sup> Cabestant (J.-P.), *Chine-Taiwan : la Guerre est-elle concevable*, Paris, Economica, 2003, p. 5.

<sup>511</sup> Roy (D.), *Taiwan : A Political History*, Ithaca, Cornell University Press, 2003, p. 19 (nous soulignons).

<sup>512</sup> « 'Unsinkable carrier tender' was MacArthur's sobriquet for Taiwan prior to the Korean War » (Tkacik (J.), « America's Stake in Taiwan » in *Backgrounder*, no. 1996, 11 janvier 2007, p. 9.

chinois, une perspective des plus préoccupantes<sup>513</sup>. De ce point de vue, l'établissement d'une architecture de sécurité solide pour le continent ne peut que difficilement s'accommoder d'une île disposant d'une marge de manœuvre internationale trop importante. Andrew Nathan remarque ainsi que l'une des « constantes de la politique de la Chine –entièrement rationnelle du point de vue du continent– à été de gagner suffisamment de contrôle sur Taiwan pour dénier à ceux qui la dirigent l'aptitude à se proposer comme allié d'un potentiel ennemi [de la Chine] qui pourrait utiliser l'île comme une base dans le but de menacer la Chine. Pour la Chine, ceci est une problématique clé [*key issue*] »<sup>514</sup>. Or, aussi longtemps que Taiwan ne se trouve pas sous un contrôle minimum chinois, la possibilité d'un alignement de l'île contraire aux intérêts de Beijing demeure aussi possible qu'inacceptable<sup>515</sup>.

Si le verrou taiwanais semble devoir poser un important problème de sécurité pour Beijing dès lors que ce dernier se trouve hors du giron chinois, la prise de contrôle de l'île permet une mainmise sur un espace débordant très largement les quelques dizaines de milliers de kilomètres carrés que couvrent Taiwan et ses dépendances. En effet, « la Chine est à moitié enfermée [*semi-enclosed*] par la première chaîne d'îles. Si elle désire prospérer, elle doit avancer vers l'Océan Pacifique où repose le futur de la Chine. Taiwan, faisant face au Pacifique à l'est, est l'unique sortie libre pour la Chine en direction de l'océan. Si cette porte est ouverte pour la Chine, il devient alors bien plus aisé pour celle-ci de manœuvrer dans le Pacifique occidental »<sup>516</sup>. Selon une telle perspective, Taiwan est donc considérée comme définissant la ligne de partage des eaux entre, d'une part, une Chine potentiellement grande puissance et, d'autre part, une Chine reléguée au rang de puissance mineure et potentiellement 'assiégeable'<sup>517</sup>, toute position médiane entre ces deux extrêmes

---

<sup>513</sup> Selon Stuart Harris, « Taiwan has now become central to [China's security] concerns. PRC perceptions of Taiwan as a threat to its continental order are, to a degree, similar to the perceptions the United States held during the Cold War regarding Cuba, a small island off its coast serving as a forward base for a distant, increasingly confrontational superpower » (Harris, (S.), « Some Basic Realities » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future: Innovations in Politics and Military Power*, Canberra, ANU/SDSC, 1997, p. 263.

<sup>514</sup> Nathan (A.), « China's Goal in the Taiwan Strait » in *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, p. 87.

<sup>515</sup> Pour Andrew Nathan, ceci implique que Beijing était, au milieu des années 1990, encore susceptible de se satisfaire d'un 'droit de veto' sur l'orientation internationale de Taiwan. « China is sincere in offering one country, two systems, because its aim is not positive (to impose any particular system on Taiwan) but negative (to deny Taiwan to others) » (*Ibid.*). Une telle analyse tend cependant à minorer l'effet 'multiplicateur' qu'est susceptible de produire la possession de Taiwan, permettant à la Chine d'opérer un certain 'contrôle en amont' de ses adversaires potentiels.

<sup>516</sup> Jiang Minfang & Duan Zhaoxian cités par Ji (Y.), « Missile Diplomacy and the PRC Domestic Politics » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, p. 46.

<sup>517</sup> « China's leaders would [...] regard loss of Taiwan as a defining moment in the balance of power with the U.S. in the Western Pacific, one that relegated China to a secondary place in the international order » (International Crisis Group, *Taiwan Strait I: What's Left of 'One China' ?*, Beijing, ICG Asia Report N° 53, 6 juin 2003, p. 17). Voir aussi Sheng (L.), *China's Dilemma: The Taiwan Issue*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 2001, p. 62.

demeurant évanescence. « L'importance stratégique de Taiwan a été appréciée quant à sa position vis-à-vis des lignes de communication dans le Pacifique occidental : elle est située de façon pratique pour un contrôle des détroits de Balin et de Bashi au sud, pour un blocage des voies maritimes de Gnogu et Naguo au nord, et pour la protection de l'est du continent. En tant que telle, elle peut être utilisée pour affecter négativement le *forward deployment* américain, les artères [*lifelines*] économiques du Japon et la liberté de manœuvre russe »<sup>518</sup>. Si la position charnière de l'île sur l'échiquier est-asiatique explique sans doute en partie l'inflexibilité chinoise sur la question taiwanaise, la dimension 'défensive' dispose cependant d'un caractère primordial. Selon John Hill :

*Taipei estime que Taiwan dispose d'une importance stratégique, bien que la déclaration du [National Defense Report 2006 ; Republic of China], selon laquelle Taiwan est une 'planche d'appel nécessaire depuis laquelle la Chine pourrait entreprendre une stratégie d'expansion', force quelque peu le trait, puisque la proximité de l'île aux côtes chinoises signifie qu'une base sur Taiwan offrirait peu d'avantages. Bien plutôt, la Chine pourrait vouloir contrôler Taiwan pour prévenir un tel mouvement de la part d'un adversaire potentiel, puisque l'occupation de Taiwan permettrait à un potentiel adversaire de menacer l'entièreté de la côte sud-ouest de la Chine*<sup>519</sup>.

La sécurité du continent devenant alors l'enjeu principal du contrôle de Taiwan, la préoccupation chinoise quant à toute velléité d'indépendance de l'île s'explique plus aisément. Cette dimension 'sécuritaire' permet notamment d'expliquer le poids relatif démesuré de la question taiwanaise vis-à-vis des autres éléments prioritaires pour le continent. Pour Beijing, « ces questions de sécurité dépassent [*trump*] celles des intérêts économiques à court terme de la Chine aussi bien que celles [liées] aux réactions américaines, japonaises ou de l'ASEAN. De telles considérations ont été et continueront à être insignifiantes parmi les contraintes portant le comportement de la Chine dans des secteurs d'importance nationale et vitale »<sup>520</sup>.

## **B- Le facteur du nationalisme chinois.**

Ce conditionnement de l'accession au statut de grande puissance par le règlement de la question taiwanaise présente, en outre, une particularité aggravante. Détachée de l'empire chinois en 1895 par le traité de Shimonoseki, puis séparée du continent par la guerre civile, Taiwan est la dernière séquelle territoriale

---

<sup>518</sup> Ji (Y.), « Missile Diplomacy and the PRC Domestic Politics », pp. 46-47.

<sup>519</sup> Hill (J.), « Taiwan Stresses China's Growing Offensive Options » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 18, no. 11, novembre 2006, pp. 54-55. Le caractère essentiellement défensif de cette préoccupation explique les concessions faites par Deng Xiaoping quant aux conditions d'une possible unification. Les privilèges accordés à Taiwan en cas de réunification –non stationnement de troupes de l'Armée Populaire de Libération sur l'île, possibilité pour Taipei de conserver des forces armées tant que ces dernières ne menacent pas le continent (Hughes (C.), *Taiwan and Chinese Nationalism*, Londres, Routledge, 1997, p. 47)– se trouvent en porte-à-faux avec l'idée d'une acquisition de Taiwan à des fins 'agressives'.

<sup>520</sup> Nathan (A.), « China's Goal in the Taiwan Strait », p. 88.

héritée d'une ère de faiblesse chinoise, et constitue, de ce fait, une problématique à haut potentiel émotionnel. Si la dimension de la sécurité demeure l'élément inaltérable de la question taiwanaise, Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander notent qu'une multiplicité de facteurs viennent ajouter à la complexité du problème :

*Les raisons avancées par les experts chinois pour hâter le processus de réunification sont bien connues : a) la réunification signera la fin des interventions étrangères sur la souveraineté chinoise et le parachèvement du processus de construction nationale ; b) la réunification renforcera la légitimité du régime politique continental, en garantissant à Taiwan le maintien de son système politique interne tout en mettant fin à l'existence de la République de Chine ; c) Taiwan est un centre vital de communication pour l'ensemble de l'Extrême-Orient et contrôle des couloirs maritimes essentiels ; d) Taiwan est la clé d'une défense effective de la côte est de la Chine et d'une avancée chinoise dans le Pacifique<sup>521</sup>.*

En termes généraux, le retour de Taiwan sous le contrôle de Beijing apparaît comme l'unique voie pour laver un affront séculaire qui avait relégué la Chine à un rang subalterne au sein même de l'Asie Orientale<sup>522</sup>. Chu Shulong note ainsi que « Taiwan est un exemple vivant de l'humiliation de la Chine dans le dernier siècle et demi, lorsque presque tous les pays impérialistes, grands ou petits, envahirent ou persécutèrent [*bullied*] la Chine, prenant le territoire chinois une partie après l'autre »<sup>523</sup>. En termes plus étroits, il s'agit pour le régime communiste d'opérer en douceur un retour à l'unité de la Chine après une séparation accidentellement durable occasionnée par la prolongation des effets de la guerre civile au travers de la Guerre Froide. De ce point de vue, il est important de souligner que « la légitimité du Parti Communiste Chinois est aujourd'hui basée non seulement sur sa capacité à garantir la continuité de la croissance économique, mais aussi sur sa capacité à empêcher que l'issue honteuse de la guerre civile, une Chine divisée, ne devienne un état permanent »<sup>524</sup>. La résolution de la question taiwanaise se limite dès lors au rétablissement de la souveraineté de Beijing sur l'île et implique que si les termes de la réunification sont négociables, le principe de l'unité du pays ne l'est pas<sup>525</sup>.

Cette inflexibilité sur les fondements de la position de Beijing repose en partie sur le fait que « depuis les temps impériaux, à travers la guerre civile et jusqu'au présent, l'unité nationale a été conçue comme une force morale de la politique chinoise, un principe directeur et une source ultime de légitimité qui n'est jamais

---

<sup>521</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 61.

<sup>522</sup> Roy (D.), *Taiwan : A Political History*, p. 32.

<sup>523</sup> Chu (S.), « National unity, Sovereignty and Territorial Integration » in *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, p. 99.

<sup>524</sup> Jakobson (L.), *Taiwan's Unresolved Status*, Helsinki, Finnish Institute of International Affairs, 2004, p. 5.

<sup>525</sup> Pour reprendre les propos de Jiang Zemin : « You have here a case where the fundamental interests of a nation lie. On such a question involving state sovereignty, a government has no room for any compromise. Indeed, Taiwan is part of China » (Jiang Zemin cité dans International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 17).

ouverte à la négociation »<sup>526</sup>. A cet égard, la nécessité de la réunification semble devoir faire l'unanimité sur le continent. Chu Shulong indique ainsi que « l'indépendance de Taiwan est inacceptable pour les Chinois continentaux. Ils sont plus unis entre eux sur Taiwan que sur toute autre question relative aux problèmes internes ou externes. Si le degré de soutien n'est pas cent pour cent de la population, il est au moins de quatre-vingt quinze pour cent »<sup>527</sup>. Cette unanimité trouve en outre une expression particulièrement saillante parmi les dirigeants. Chen Qimao explique :

*Tout dirigeant qui est perçu comme souple sur la question et qui échoue à protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale chinoise serait considéré comme un autre Li Hongzhang et rejeté par le peuple. Dans la perspective de la population et des dirigeants chinois, le cadre d'«une seule Chine» dans les relations internationales est une réalisation importante atteinte par de lourds efforts sous la première et la deuxième génération de dirigeants de la RPC, lors des quelques quarante dernières années [...]. D'autres choses peuvent être l'objet d'un compromis mais en aucun cas ce problème fondamental<sup>528</sup>.*

Compte tenu de la profondeur du sentiment national lié à la question taiwanaise, il est donc peu étonnant que « Taiwan [ait] servi de catalyseur de consensus [permettant] le rassemblement des dirigeants plutôt que leur division »<sup>529</sup>. La projection du nationalisme chinois<sup>530</sup> au devant de la scène dans la période post-Guerre Froide implique en outre une réduction du degré de flexibilité possible de toute politique concernant Taiwan. L'unanimité sur le *credo* nationaliste est cependant à double tranchant et comprend le risque de délégitimer

---

<sup>526</sup> Hillman (B.), « Chinese nationalism and the Belgrade embassy bombing » in Liew (L.) & Wang (S.), *Nationalism, Democracy and National Integration in China*, Londres, Routledge, 2004, p. 70. Chu Shulong note : « The opening word of one of the most famous classical novels, *The Romance of the Three Kingdoms*, read : 'The empire, long divided, must unite ; long united, must divide' ; yet the Chinese consider unification as normal and reasonable, while any division of China is deemed temporary and wrong » (Chu (S.), « National unity, Sovereignty and Territorial Integration », p. 98).

<sup>527</sup> Chu (S.), « The Second PRC-US War : International Involvement in China's Unification » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future: Innovations in Politics and Military Power*, p. 229. Willem Van Kemenade souligne parallèlement : « Nine in ten Chinese –from hotel waitresses to university professors– support the use of force if the temporary separation of Taiwan province would become permanent » (Van Kemenade (W.), « Taiwan, Voting for Trouble ? » in *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, p. 143).

<sup>528</sup> Chen (Q.), « The Taiwan Crisis : Its Crux and Solutions » in *Asian Survey*, vol. 36, no. 11, novembre 1996, p. 1059. Li Hongzhang est le malheureux signataire du traité de Shimonoseki. Le repoussoir qu'incarne Li Hongzhang a été notamment utilisé par Deng Xiaoping lors des négociations concernant la rétrocession de Hong Kong (Hughes (C.), *Taiwan and Chinese Nationalism*, p. 26).

<sup>529</sup> Ji (Y.), « Taiwan in the Political Calculations of the Chinese Leadership » in *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, p. 119. You Ji ajoute : « the recent hardline attitudes toward Taiwan are meant not so much to jockey for a better position in the post-Deng power struggle as to maintain a leadership consensus that already exists [...]. Although the new Taiwan consensus has largely been externally stimulated, it is still part of, and subject to, the Party's broader consensus on how to secure stability in the country's socio-political and economic transition » (p. 120).

<sup>530</sup> Parmi d'autres, Lowell Dittmer indique : « China's unfulfilled quest for identity is of paramount importance in stimulating Chinese nationalism, which has become the regime's main legitimating ideology since the collapse of communism as a plausible candidate for international leadership in 1989–1991. And national division, of which Taiwan is the sole remaining exemplar, is of course the missing piece in the nationalist crusade » (Dittmer (L.), « Taiwan as a Factor in China's Quest for National Identity » in *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 49, 2006, p. 671n2).

les autorités en place en cas de faillite de la perspective de réunification. En effet, « le gouvernement central deviendrait la risée [...] de la nation et du monde s'il avait à revenir sur sa promesse d'écraser toute déclaration d'indépendance par la force »<sup>531</sup>, un degré de faiblesse qu'aucun dirigeant n'est susceptible de se permettre<sup>532</sup>. L'intensité du nationalisme chinois entourant Taiwan constitue cependant plus un élément venant se surajouter à la problématique de sécurité, dont l'hypothétique disparition ne suffirait nullement à la résolution définitive du problème, qu'une explication alternative à l'impasse présente. Linda Jakobson observe ainsi que « Taiwan est étroitement liée à la fois à l'estime de soi nationale et à la capacité du présent régime à rester au pouvoir [...]. [Toutefois,] l'objectif de la réunification n'est pas simplement une obsession nationaliste. Beijing ne veut pas se trouver dans une situation où une Taiwan souveraine pourrait placer son territoire à la disposition d'un ennemi »<sup>533</sup>.

Si les intérêts chinois relatifs à Taiwan comprennent une évidente 'pluridimensionalité', ces derniers n'en convergent pas moins vers le double principe simple d'unité et d'unicité de la Chine. L'inflexibilité sur le principe n'a cependant pas interdit une certaine souplesse, de la part de Beijing, quant à la signification de ce dernier. Défendant la position chinoise d'« un pays, deux systèmes », le Livre Blanc du 1<sup>er</sup> septembre 1993 énonçait le triptyque suivant : « Il n'existe qu'une seule Chine au monde, Taiwan est une partie inaliénable de la Chine et le siège du gouvernement central de la Chine est à Beijing. Ceci est un fait universellement reconnu ainsi que la précondition à tout règlement pacifique de la question taiwanaise »<sup>534</sup>. En pratique, le point de vue chinois reléguait *de facto* toute relation entre les deux rives à une subordination nécessaire entre autorité centrale et autorité locale, la 'Chine' signifiant alors exclusivement la 'République Populaire de Chine'. Souffrant d'une certaine rigidité de forme, les trois principes disposent toutefois d'une certaine flexibilité quant au contenu. La troisième condition est assouplie dès 1995 par les huit points de Jiang Zemin qui proposent que les consultations politiques entre les deux parties se fassent sur 'un pied d'égalité'. La deuxième affirmation est amendée, six années plus tard, par la reformulation de Qian Qichen considérant que le continent et l'île font tous deux partie d'« une seule Chine », effaçant la condition de nécessaire

---

<sup>531</sup> Ji (Y.), « Missile Diplomacy and the PRC Domestic Politics », p. 54.

<sup>532</sup> La possibilité d'un effet domino sur des provinces comme le Tibet et le Xinjiang ajoute une force significative à cette impossibilité (*Ibid.* et Nathan (A.), « China's Goal in the Taiwan Strait », p. 88).

<sup>533</sup> Jakobson (L.), *Taiwan's Unresolved Status*, p. 16.

<sup>534</sup> Taiwan Affairs Office of the State Council, *The Taiwan Question and Reunification of China*, 1<sup>er</sup> septembre 1993, [http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title=White+Papers+On+Taiwan+Issue&m\\_id=3](http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title=White+Papers+On+Taiwan+Issue&m_id=3), consulté le 16 juillet 2007.

subordination<sup>535</sup>. Une difficulté majeure réside aujourd'hui dans le fait que la souplesse certaine dont a pu faire preuve Beijing se heurte désormais à l'impossibilité de modifier plus profondément les éléments constituant la position chinoise sans altérer substantiellement le principe cardinal d'«une seule Chine» –dont Taiwan fait partie. De fait, le cadre de solution proposé par Beijing semble avoir aujourd'hui atteint le point d'épuisement de sa flexibilité<sup>536</sup>, tandis qu'une transformation radicale de la position chinoise –i.e. acceptation d'une autodétermination taiwanaise– paraît pour le moins improbable compte tenu de l'immensité des enjeux.

Parallèlement, si, du point de vue de Beijing, l'espace des possibles pour Taiwan se réduit à terme à la réunification, il existe une multiplicité de modalités selon lesquelles un tel objectif peut être atteint. Si l'accent est généralement mis sur le refus chinois d'abandonner le recours possible à la force, il n'en demeure pas moins que Beijing a constamment réaffirmé son désir de parvenir à une «réunification pacifique» depuis plus d'un quart de siècle. Sur ce point, la loi anti-sécession votée en 2005 fait écho aux considérations de Ye Jianying datant de 1981<sup>537</sup>. Favorisé par un fort différentiel de croissance de puissance, le continent ne semble voir que peu d'attraits dans un mouvement anticipé dont l'issue demeurerait incertaine. Un tel positionnement n'implique cependant aucune apathie face à ce que Beijing estime constituer une provocation plus ou moins ouverte de la part de différents protagonistes. Si le moyen militaire reste indiscutablement en réserve, Beijing a néanmoins préféré l'usage d'autres vecteurs pour pousser l'île vers l'unification. Sheng Lijun rapporte ainsi qu'« en septembre 2001, le vice-président du *Mainland Affairs Council (MAC)* taiwanais, Lin Chong-pin dépeignait, avec quelque exagération [...], cette stratégie comme « nous étouffer sur le front diplomatique, nous éliminer sur le front politique, évader [*hollowing out*] notre économie, mener une bataille pour une réunification sociétale et nous intimider militairement »<sup>538</sup>. Dépouillée de son ton quelque peu tragique, l'analyse citée donne une idée de la multiplicité des dimensions que comporte la politique chinoise à l'égard de l'île et met en lumière le fait que peu d'éléments traversant le détroit sont susceptibles d'être entièrement indépendants du contexte politique existant entre les deux rives.

---

<sup>535</sup> Bush (R.), *Untying the Knot*, pp. 185-186.

<sup>536</sup> Jakobson (L.), « A Greater Chinese Union » in *The Washington Quarterly*, vol. 28 no.3, été 2005, pp.27-39.

<sup>537</sup> Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan, Appendix37-- Chairman Ye Jianying's Elaborations on Policy Concerning Return of Taiwan to Motherland and Peaceful Reunification (1981)* <http://cns.miis.edu/straittalk/02a%20List%20of%20Appendixes.htm>, consulté le 11 juillet 2007 ; *Renmin Ribao*, « Full text of Anti-Secession Law », 14 mars 2005, [http://english.peopledaily.com.cn/200503/14/eng20050314\\_176746.html](http://english.peopledaily.com.cn/200503/14/eng20050314_176746.html), consulté le 13 juillet 2007.

<sup>538</sup> Sheng (L.), « The Taiwan Issue: Does China Have a Strategy ? » in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, 2002, p. 123.

## ***II- La relation économique : croissance et instrumentalisation.***

L'existence et l'accroissement spectaculaire des échanges commerciaux et humains entre les deux rives du détroit de Taiwan ont pu mené à un certain optimisme quant au climat régnant entre Beijing et Taipei. La logique simple sous-tendant de telles espérances est qu'au fur et à mesure que les deux entités s'enrichissent et accroissent –volontairement ou non– l'interdépendance<sup>539</sup> de leur bien-être, leurs intérêts respectifs tendent à converger vers, au minimum, une stabilisation du statu quo, ou, au mieux, une résolution définitive de l'antagonisme. Dans une telle perspective, l'envolée des échanges commerciaux ainsi que la multiplication des investissements devraient mener en ligne droite à un approfondissement des négociations éliminant la conflictualité.

S'il est impossible d'approfondir ici la multiplicité des dimensions et implications de l'accroissement des échanges entre les deux parties<sup>540</sup>, aucune étude de la relation trans-détroit ne saurait cependant faire l'économie d'une analyse de la poussée spectaculaire des échanges. Une telle constatation n'équivaut cependant nullement à confirmer l'hypothétique dynamique pacificatrice découlant de l'augmentation quantitative des liens, principalement économiques, entre les deux rives. Bien plutôt ceux-ci s'intègrent dans un contexte politique où ils apparaissent, au mieux, comme dépourvus d'influence sur l'environnement de sécurité<sup>541</sup>, au pire comme déterminés et non déterminants de ce dernier.

---

<sup>539</sup> Nous préférons la qualification 'interdépendance' à 'intégration' pour la raison suivante : « Economic integration is purposive activity ; political leaders work to weave their national economies together for any of a variety of reasons [...]. Integration can thus be seen as an attempt to formalize existing patterns of interdependence. Of course, interdependence does not guarantee integration » (Crane (G.), « China and Taiwan : Not Yet 'Greater China' » in *International Affairs*, vol. 69, no. 4, pp. 706-707). Crane note, en utilisant le cadre analytique de Keohane et Nye, que l'interdépendance peut se traduire de deux façons : la sensibilité et la vulnérabilité, la seconde correspondant à l'impact durable d'une interruption délibérée des relations économiques. « Vulnerability implies fewer alternatives for adjustment and a more powerful rationale for economic integration » (*Ibid.*). Il est à peine besoin de souligner ici que les conditions présentes dans le détroit –depuis 1995– correspondent à une situation d'interdépendance et non d'intégration.

<sup>540</sup> Pour un descriptif et une analyse approfondie de ces échanges, voir Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, New York, Palgrave, 2004, 256 pages.

<sup>541</sup> Clairement, « the fact that China would inflict significant economic pain on itself if it used these economic levers against Taiwan does not guarantee that Beijing would lack the will to do so if it truly feared Taiwan's imminent, permanent formal separation from China » (Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, Santa Monica, RAND, 2006, p. 141).

## A- La croissance accélérée de l'interdépendance.

Un des effets les plus spectaculaires de l'ouverture de l'économie chinoise est sans doute l'accroissement considérable des relations économiques entre l'île et le continent. Si l'on tient compte du fait qu'« avant 1979, il n'existait virtuellement aucune interaction économique entre la Chine et Taiwan »<sup>542</sup>, la courbe des échanges commerciaux qui aboutit –provisoirement– à plus de 88,1 milliards de dollars<sup>543</sup>, selon le *Mainland Affairs Council*, et à plus de 107,8 milliards de dollars<sup>544</sup>, selon les statistiques du continent, pour la seule année 2006, donne à elle seule une idée de l'importance quantitative des relations économiques entre les deux rives du détroit. De façon prévisible, l'accession des deux parties à l'Organisation Mondiale du Commerce a amplement contribué à la vertigineuse expansion du commerce trans-détroit. Celle-ci, conjuguée au nécessaire relâchement des restrictions imposées par Taipei, a ainsi permis un quasi triplement des échanges commerciaux entre 2001 et 2006, les importations de Taiwan en provenance du continent quadruplant en valeur sur la même période<sup>545</sup>. Les présents chiffres, aussi impressionnants soient-ils, sous-estiment cependant encore la réalité des échanges. Dans une étude récente, Yun-Wing Sung répertorie trois mécanismes –largement utilisés par les entrepreneurs taiwanais– qui contribuent à la minoration systématique des exportations de Taiwan à destination du continent<sup>546</sup>. Dans le sens contraire, les exportations chinoises vers Taipei ont souffert des interdits –ici relativement efficaces– imposés par les autorités taiwanaises quant à l'importation de certains produits en provenance de l'autre rive.

Si les chiffres bruts reflètent l'ampleur de l'accroissement, ils manquent néanmoins de souligner l'importance relative des relations commerciales à travers le détroit. L'étroitesse du lien entre les deux économies se trouve ainsi traduite par le classement des partenaires commerciaux de Taipei, la Chine ayant surpassé depuis 2001 les Etats-Unis comme premier marché d'exportation des produits taiwanais<sup>547</sup>. En termes relatifs, la part occupée par la Chine Populaire dans le commerce extérieur taiwanais a crû de manière

---

<sup>542</sup> Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaied?*, Santa Monica, RAND Corporation, 2004, p. 3.

<sup>543</sup> « Sans titre », <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/173/1.pdf>, consulté le 5 août 2007.

<sup>544</sup> *Ibid.*

<sup>545</sup> Les chiffres du Mainland Affairs Council estiment le volume total des échanges à 31,5 milliards de dollars en 2001 et à 88,1 milliards en 2006 ; les chiffres des importations taiwanaises en provenance du continent étant de 5,9 et 24,8 milliards pour ces mêmes années.

<sup>546</sup> Voir Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, pp. 141-146. L'auteur distingue le *transshipment* (la cargaison passe d'un navire à un autre habituellement dans les eaux hongkongaises évitant le transport direct prohibé), le *transit shipment* (utilisant un navire au pavillon d'un pays tiers qui transite par un port qui n'est ni sous le contrôle de la Chine, ni sous celui de Taiwan) et l'*illegal direct shipment* (prohibé).

<sup>547</sup> Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaied?*, p. 43.

soutenue depuis l'ouverture du continent, jusqu'à atteindre plus du cinquième du total en 2005<sup>548</sup>. Le commerce extérieur de Taiwan représentant plus de la moitié du PIB de celle-ci<sup>549</sup>, il est ici à peine besoin d'insister sur l'importance de la relation entre les deux rives. La part des importations et exportations dans le total a en outre conservé son caractère profondément déséquilibré ; les exportations taiwanaises se dirigeant à près de 30% en direction du continent<sup>550</sup>, tandis que moins de 10% des importations taiwanaises étaient en provenance de ce dernier<sup>551</sup>. Un autre déséquilibre pervertit la relation commerciale entre l'île et le continent. Alors que les chiffres précédents montrent une dépendance certaine de celle-ci à celui-là, la part de Taiwan dans les importations et exportations du continent (11% et 2%<sup>552</sup>) démontrent une asymétrie profonde simplement due à la différence de poids entre les deux acteurs. En règle générale, la santé économique de Taipei est devenue fortement dépendante des flux de marchandises traversant le détroit. Murray Tanner établit de façon claire cette relation : « En 2002, les exportations vers la Chine continentale représentaient un dollar pour chaque dizaine de dollars de PIB taiwanais, en 2005, elles représentaient 15,85 pour cent du PIB »<sup>553</sup>.

Bien qu'à tous égards remarquable, le développement des relations commerciales pourrait apparaître secondaire au regard de celui des investissements traversant le détroit. Il n'est pas possible ici de revenir longuement sur la force d'attraction exercée par le développement chinois sur les investissements directs étrangers, la Chine ayant dépassé depuis 2002 les Etats-Unis comme premier receveur d'investissements directs étrangers<sup>554</sup>. Si Hong-Kong reste très largement en tête des investisseurs, les statistiques chinoises montrent Taiwan concurrençant les Etats-Unis et le Japon pour une deuxième place. Les statistiques officielles nous offrent cependant à nouveau une image souffrant d'une forte distorsion, minorant grossièrement la part prise par les investisseurs taiwanais. L'établissement d'une image relativement plus

---

<sup>548</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 84.

<sup>549</sup> *Ibid.*

<sup>550</sup> *Ibid.*

<sup>551</sup> Chiffres du *Mainland Affairs Council* (Sans titre, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/156/5.pdf>) et de l'Organisation Mondiale du Commerce (Sans titre, [http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW\\_e.htm](http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW_e.htm)).

<sup>552</sup> Chiffres de l'année 2004, sur la base des chiffres des douanes de la République Populaire de Chine dans Cheng (J.) & Kan (C.), « China's Economic Policy Toward Taiwan : An Empirical Analysis » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, New York, Palgrave, 2006, p. 83 et Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004 : vol. 1*, New-York, ONU, 2006, pp. 240-241.

<sup>553</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, pp. 85-86.

<sup>554</sup> Le montant des IDE utilisés à destination de la Chine avoisinait 52,7 milliards de dollars en 2002 (82,7 milliards contractés) ; il était de plus de 82,6 milliards de dollars en 2007 (The US-China Business Council, « FDI in China », [http://www.uschina.org/statistics/fdi\\_cumulative.html](http://www.uschina.org/statistics/fdi_cumulative.html), consulté le 4 juin 2008).

fidèle des investissements taiwanais sur l'autre rive nous impose de prêter attention à différentes pratiques de contournement des restrictions imposées par les autorités. Aux 36,49 milliards de dollars d'investissements accumulés déclarés d'origine taiwanaise aux autorités chinoises<sup>555</sup> entre 1979 et 2003, il est nécessaire d'adjoindre une part incertaine mais significative de fonds en provenance de Hong Kong et de divers paradis fiscaux. Hong Kong joue ainsi un rôle de plaque tournante et de pare-feu pour les investissements Taiwanais. En effet, « un large pourcentage de l'investissement de Hong Kong en Chine [...] provenait en réalité de compagnies taiwanaises. Il n'existe aucune estimation vérifiable de ce pourcentage. Mais un cadre taiwanais indiquait que ses meilleures suppositions étaient que 50 à 70 pour cent de l'investissement taiwanais à Hong Kong était en réalité destiné à la RPC »<sup>556</sup>. Compte tenu de la part démesurée occupée par Hong Kong dans les investissements en direction de la Chine Populaire –222,58 milliards de dollars investis sur la période évoquée– l'incertitude sur la part exacte attribuable aux investisseurs taiwanais ne peut en aucun cas nous faire douter de l'importance de celle-ci<sup>557</sup>. Une voie de transit faisant pendant à Hong Kong est constituée par différents paradis fiscaux. De façon évidente, « un très large pourcentage des investissements taiwanais dans les îles Vierges britanniques trouve un chemin en direction du continent » et une très large part des 36,71 milliards de dollars<sup>558</sup> répertoriés comme investissements en provenance de ces îles et des Cayman est attribuable à Taiwan<sup>559</sup>. D'une manière générale, l'ensemble de ces considérations est corroboré par le fait que « depuis 1997, de toutes les compagnies de portefeuille formées par les firmes taiwanaises dans un territoire tiers, 42 pour cent l'ont été dans les îles Vierges britanniques, 22 pour cent à Singapour, 20 pour cent à Hong Kong et 11 pour cent dans les îles Cayman »<sup>560</sup>.

Certes, une des raisons qui poussait à 'l'anonymat' certains investisseurs taiwanais a disparu avec la libéralisation croissante des échanges et la levée de la plupart des interdictions par l'administration Chen Shui-bian. Cependant, l'entrée de Beijing et Taipei à l'OMC a, dans le même temps, mis fin à la politique préférentielle dont jouissaient jusqu'alors les investissements taiwanais sur le continent. Compte tenu de ces

---

<sup>555</sup> Référence aux statistiques chinoises et non aux montants approuvés a priori par les autorités taiwanaises qui offrent une distorsion trop grande de la réalité des échanges, Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 138.

<sup>556</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 80.

<sup>557</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, pp. 26-30.

<sup>558</sup> *Ibid.*

<sup>559</sup> Plusieurs éléments confirment cette analyse, Murray Tanner notant : « For example, during the same time period that the British Virgin Islands emerged as a major target of Taiwan's FDI, it also rose from being a negligible source of mainland FDI to one of the largest » (Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 80).

<sup>560</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 29.

variables autant politiques qu'économiques, il est probable que la tendance des investisseurs taiwanais à déclarer l'origine des capitaux utilisés a plutôt décliné<sup>561</sup>. A la veille de l'accession des deux parties à l'OMC la valeur des IDE taiwanais sur le continent nécessitait une réévaluation conséquente, Karen Sutter estimant déjà la fourchette réelle à un niveau aussi élevé que 70 à 100 milliards de dollars, entre 1979 et 2001<sup>562</sup>, et Szu-Yin Ho et Tse-Kang Leng citant le chiffre non officiel de 104,5 milliards accumulés en 2002<sup>563</sup>. Les cinq années suivantes n'ont *a priori* qu'amplifié le phénomène. Ainsi, bien que les mêmes incertitudes, dérivant des mêmes causes, entourent les estimations, Murray Tanner indique qu'« au début de l'année 2006, les sources du MAC et de la SEF citaient des estimations de plus de 150 milliards de dollars, et des experts bien informés sur l'économie taiwanaise citaient des sources gouvernementales estimant en privé les chiffres à 200 milliards ou même 250 milliards de dollars (bien qu'il n'y ait aucun moyen pour confirmer ceci) »<sup>564</sup>. En termes relatifs, depuis la levée des interdictions pesant sur les investissements en Chine Populaire, « le MoEA estime que de 1991 à la mi-2003, les investissements approuvés sur le continent constituaient à peu près 45 pour cent du total des investissements étrangers taiwanais »<sup>565</sup> –la tendance étant à une hausse constante de la part relative du continent. Les mêmes voies parallèles d'investissement continuant à être utilisées, Murray Tanner indique que la prise en compte des investissements redirigés par Hong Kong, les îles Vierges et Cayman, fait allègrement franchir la barre des 50% à la part réservée à la Chine<sup>566</sup>, tandis que Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander notent que l'« on sait que ces investissements représentent aujourd'hui près des deux tiers des investissements taiwanais réalisés à l'extérieur »<sup>567</sup>.

De façon générale, l'accroissement des échanges entre Taipei et Beijing a largement profité aux deux protagonistes. Sans aller jusqu'à acquiescer à l'affirmation selon laquelle « si la Chine n'avait pas ouvert son économie en 1978 aux investissements étrangers et taiwanais, Taiwan aurait depuis longtemps cessé d'être une entité économique puissante et prospère »<sup>568</sup>, il demeure peu douteux que l'ouverture progressive du

---

<sup>561</sup> *Ibid.*

<sup>562</sup> Sutter (K.), « Business Dynamism across the Taiwan Strait : The Implications for Cross-Strait Relations » in *Asian Survey*, vol. 42, no. 3, p. 528.

<sup>563</sup> Ho (S.) & Leng (T.), « Accounting for Taiwan's Economic Policy Toward China » in *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no.41, 2004, p. 738.

<sup>564</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 82.

<sup>565</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>566</sup> *Ibid.*

<sup>567</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, Paris, Presses de la FNSP, 2005, pp. 152-153.

<sup>568</sup> Wou (W.), « Taiwan's Economic Impact upon Mainland China » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, Urbana-Champaign, Center for East Asian and Pacific Studies, 2001, p. 220.

continent a insufflé un nouvel élan à la quête de prospérité taiwanaise. Yung-wing Sung souligne ainsi que « l'ouverture du continent est survenue au moment propice pour Hong Kong et Taiwan [...] [alors que] leurs industries à forte intensité de main d'œuvre étaient menacées dans les années 1980 [...]. Sans l'ouverture du continent, la vaste majorité de ces petites firmes auraient couru à la faillite. Toutefois, l'ouverture au continent a permis aux petites firmes de se relocaliser dans un environnement culturellement familier et d'utiliser ainsi un précieux savoir faire en matière de construction d'«usine globale»<sup>569</sup>. A l'opportunité offerte aux entrepreneurs taiwanais répond cependant celle saisie par l'économie chinoise. Si la santé de l'économie taiwanaise a été un bénéficiaire incontestable de l'investissement massif effectué sur le continent, ce dernier en a également récolté quelques fruits. Tse-kang Leng souligne ainsi que les investissements taiwanais se sont fondus dans l'environnement économique chinois créant des conditions favorables à la croissance chinoise et un réseau dense de relations sociétales<sup>570</sup>. La force et la particularité de cette implantation ont apporté une contribution essentielle au développement du continent, traduite notamment par le fait que « les firmes étrangères contribuent à 63 pour cent aux exportations du continent, et la plupart de ces firmes ont été de Hong Kong et de Taiwan »<sup>571</sup>.

Toutefois, la complémentarité certaine des économies s'est teintée d'une dimension compétitive dans les années suivant la crise économique asiatique. De fait, les deux dernières décennies de croissance chinoise ont très largement modifié les équilibres et provoqué un glissement certain dans la distribution des rôles. Dans un schéma 'traditionnel', à la supériorité technologique taiwanaise répondait l'offre presque inépuisable de main d'oeuvre bon marché de la Chine nouvellement ouverte<sup>572</sup>. Dans une très large mesure, cette simplification ne correspond plus aux dynamiques d'investissements et d'échanges à travers le détroit. Karen Sutter résume ainsi la rapide transition :

*Dans leur lutte pour l'efficience économique dans les années 1980, les fabricants avaient relocalisé offshore leurs fabriques de textiles, de chaussures et de jouets, en partie en Asie du Sud-Est, mais majoritairement en RPC [...]. A mesure que les coûts de fabrication s'élevaient à Taiwan, la relocalisation faisait sens [...]. Au milieu des années 1990 les firmes taiwanaises commencèrent à se mouvoir depuis des investissements en forte intensité de main d'œuvre et à faible valeur vers des investissements plus intensifs en capital et*

---

<sup>569</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 3.

<sup>570</sup> Leng (T.), « Dynamics of Taiwan-Mainland China Economic Relations : The Role of Private Firms » in *Asian Survey*, vol. 38, no. 5, p. 505. Voir aussi Leng (T.), « Economic Globalization and IT Talent Flows Across the Taiwan Strait » in *Asian Survey*, vol. 42, no. 2, p. 233.

<sup>571</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 2.

<sup>572</sup> Lin (W.) & Lin (P.), « Emergence of the Greater China Circle Economies : Cooperation versus Competition » in *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, p. 697.

*technologie comme les ordinateurs et la pétrochimie. A mesure que la Chine émergeait comme une base globale pour la fabrication d'ordinateurs, les firmes taiwanaises commencèrent à relocaliser leurs entreprises de composants de technologie de l'information (IT) en RPC*<sup>573</sup>.

La transposition de la logique économique valide pour les produits peu exigeants en termes de technologie aux domaines de haute technologie a cependant un effet secondaire majeur. En effet, « la nature de la coopération économique à l'intérieur de la CEA [*China Economic Area*] change graduellement d'une [relation] basée sur la complémentarité entre économies développées et en voie de développement à une [relation] basée sur la complémentarité entre égaux »<sup>574</sup>. Cette nouvelle forme de relation apporte nécessairement une dimension compétitive entre l'île et le continent dans des secteurs où le différentiel originel mettait la Chine en position de significative infériorité. Or l'évolution rapide du rapport de force des deux acteurs dans les domaines de haute technologie implique un effet de vase communicant défavorable à Taiwan. Ainsi, « le remplacement de Taiwan par la Chine [au rang de] troisième plus grand producteur de matériel [*hardware items*] de technologie de l'information [est], en grande partie [...] une résultante de la relocalisation d'une grande partie des capacités de production IT de l'île sur le continent »<sup>575</sup>. Selon une certaine perspective, un tel événement n'est pas sans prendre une lourde dimension symbolique, car faisant peser sur les industries taiwanaises la menace d'un possible '*hollowing out*'<sup>576</sup> –menace par ailleurs instrumentalisée dans le débat interne<sup>577</sup>. La compétitivité chinoise amène ainsi de nouvelles contraintes pour l'île qui après avoir délocalisé les productions les moins rentables doit aujourd'hui construire ses propres poches d'excellence pour faire face au développement du secteur IT sur le continent<sup>578</sup>. De ce fait, si l'établissement d'une datation précise est une tâche hasardeuse, il apparaît néanmoins certain que les

---

<sup>573</sup> Sutter (K.), « Business Dynamism across the Taiwan Strait : The Implications for Cross-Strait Relations », p. 527.

<sup>574</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 5.

<sup>575</sup> Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaied?*, p. 135.

<sup>576</sup> Bolt (P.), « Taiwan-Mainland China Economic Cooperation : Ties that Bind ? » in Klinkner, *The United States & Cross-Strait Relations*, p. 201. Chen Xiangming qualifie ainsi l'*hollowing out* comme la crainte suivante : « that heavy manufacturing investment in China may lead to deindustrialization in Taiwan » (Chen (X.), « Taiwan Investments in China and Southeast Asia: "Go West" but Also "Go South" » in *Asian Survey*, vol. 36; no. 5, mai 1996, p. 458). La crainte de l'*hollowing out* prend aussi racine dans le brusque saut du taux de chômage qui atteint plus de 5% à la fin de 2001 (Chao (C.), « One Step Forward, One Step Backward : Chen Shui-bian's mainland policy » in *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 34, 2003, p. 140). Le chiffre est à comparer avec les 1,34% de chômeurs en 1993 (Wu (Y.), « Taiwan in 1993 : Attempting a Diplomatic Breakthrough » in *Asian Survey*, vol. 34-1, janvier 1994, p. 51).

<sup>577</sup> Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaied*, p. 9 et p. 136. Leng (T.-K.), « Securing Economic Relations Across the Taiwan Straits : New Challenges and Opportunities » in *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 31, 2002, p. 265. Szu-Yin Ho et Tse-Kang Leng remarquent en particulier : « In its 'Policy Background Statement on Investment in China' issued by the Ministry of Economic Affairs in June 1997, the MoEA mentioned 'national security' or 'threat from China' five times » (Ho (S.) & Leng (T.), « Accounting for Taiwan's Economic Policy Toward China », p. 735).

<sup>578</sup> Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p. 5.

lendemain de la crise économique en Asie Orientale ont vu un renversement du rapport de force entre le continent et l'île dans le champ économique. Sung note ainsi que, « contrairement aux premiers temps de l'ouverture du continent, lorsque le duo [Hong Kong-Taiwan] avait la haute main du fait de leur avance considérable en termes de développement économique, le continent a maintenant la haute main du fait de ses vastes marchés et de son potentiel de développement économique »<sup>579</sup>.

Un des facteurs aggravant certaines craintes taiwanaises est sans aucun doute la concentration temporelle conjuguée au caractère multidimensionnel de cette modification de l'équilibre. D'une certaine façon, la question réside dans l'expansion à l'*ensemble* des secteurs de l'industrie taiwanaise de la logique décrite par Tse-Kang Leng –« à mesure que le continent améliore son niveau technologique et accomplit des percées technologiques dans certains secteurs manufacturiers comme les industries textiles et pétrochimiques, Taiwan perd graduellement son avantage compétitif. En d'autres termes, la Chine continentale est en train de devenir un compétiteur plutôt qu'un sous-traitant des industries taiwanaises à forte intensité de main d'œuvre »<sup>580</sup>. A cet égard, il est cependant important de noter que, dans le secteur de haute technologie, un écart entre les produits les plus avancés de part et d'autre du détroit continue d'exister. Les fabricants de microprocesseurs<sup>581</sup> taiwanais semblent avoir ainsi opté pour une division des tâches conforme aux souhaits des autorités de préserver la compétitivité à plus long terme de l'industrie située sur l'île, conservant à demeure les secteurs les plus avancés. L'une des causes de cet état de fait est certainement à chercher du côté des multiples restrictions –toujours accompagnées de mesures incitatives– imposées par Taipei<sup>582</sup>. D'un autre côté, Chase, Pollpeter et Mulvenon soulignent que « les préoccupations à propos de la sécurité de la propriété intellectuelle font que les designers de microprocesseurs sont réticents à délocaliser la production vers des firmes basées sur le continent. Dans le même temps, les compagnies taiwanaises devraient probablement s'élever à une place plus haute dans la chaîne alimentaire, délocalisant le design et la production de bas de

---

<sup>579</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>580</sup> Leng (T.), « Securing Economic Relations Across the Taiwan Straits : New Challenges and new Opportunities », p. 262.

<sup>581</sup> Dans le processus de modernisation de l'Armée Populaire de Libération, les technologies d'« informationisation » occupent une place de choix, conférant une importance particulière à la production autochtone de microprocesseurs. « China is equally determined to avoid depending on foreign companies to supply the semiconductors that are required for its military modernization program. This determination stems from a concern that reliance on imported chips would be detrimental to national security, as it would allow foreign governments to tamper with chips supplied to the Chinese military » (Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghai'd?*, p. 101).

<sup>582</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, pp. 57-60.

gamme en Chine tout en menant le R&D de pointe sur l'île »<sup>583</sup>. L'équilibre présent apparaît par conséquent assez largement précaire et provisoire, de nombreuses fissures lézardant déjà la dernière ligne de défense censée être protégée par les autorités taiwanaises<sup>584</sup>.

## **B- Pouvoir d'attraction, force de résistance et instrumentalisation.**

L'élévation soutenue du degré d'interdépendance entre les deux rives du détroit est loin d'avoir rencontré l'indifférence des autorités taiwanaises. Ainsi, alors que les tendances économiques 'naturelles' ont fait dériver l'île toujours plus près du continent, différentes mesures –la plupart du temps d'une efficacité limitée– ont été successivement mises en place par Taipei afin de modérer l'effet d'attraction en provenance du continent. Dans une certaine mesure, et en opposition à une logique libérale voyant un parallèle nécessaire entre interdépendance et pacification, l'accroissement des échanges économiques entre les deux rives a même renforcé les craintes que Taiwan nourrit envers le continent.

Face à la grandissante tentation subie par les entrepreneurs taiwanais de profiter des opportunités présentes sur le continent, des mesures successives –et d'efficacité douteuse– ont été adoptées par les autorités taiwanaises. La politique de 'Go South' établie en 1994 tente de diversifier les destinations des investissements taiwanais<sup>585</sup>, ses déboires<sup>586</sup> entraînant, deux années plus tard, l'émergence d'une ligne plus contraignante incarnée dans le slogan 'No Haste, Be Patient'<sup>587</sup>. Aucune des deux directions –incitative et contraignante– envisagées par l'administration Lee Teng-hui n'aura cependant amené à la réduction

---

<sup>583</sup> Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghai'd?*, p. xxi. A ceci s'ajoutent de probables indécidatesses commises par des entreprises taiwanaises implantées sur le continent : « Even before the March 2002 decision relaxing restrictions on high technology investment in China, however, the leaking of sensitive technology to the mainland had become a hot issue in Taiwan politics, in large part as a result of reports concerning the alleged illegal transfer by a TSMC [Taiwan Semiconductor Manufacturing Corporation] employee of proprietary information to Shanghai-based Semiconductor Manufacturing International Corporation (SMIC) » (*Ibid.*, p. 32).

<sup>584</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 60.

<sup>585</sup> Cette politique repose sur une crainte de la menace directe et indirecte que l'hémorragie de capitaux fait peser sur l'île. Particulièrement la menace indirecte s'axe sur l'idée que « Taiwan's excessive reliance upon overseas investment—especially in the mainland—was diverting capital and attention from revitalizing Taiwan's domestic economy, and the government might have to put a lid on it » (*Ibid.*, p. 46).

<sup>586</sup> *Ibid.*, p. 47. L'échec de la ligne de 'Go South' est notamment dû à des coûts de production en voie d'élévation dans les pays de l'ASEAN et à un ensemble de facteurs conjoncturels (Chen (X.), « Taiwan Investments in China and Southeast Asia: 'Go West' but Also 'Go South' », p. 459-460 ; Jefferson (G.), « Like Lips and Teeth : Economic Scenarios of Cross-Strait Relations. » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, Washington, CSIS, 2000, p. 104.).

<sup>587</sup> Parmi les mesures on distingue notamment un plafonnement des investissements et une limitation portant sur le secteur de haute technologie (Lin (W.) & Lin (P.), « Emergence of the Greater China Circle Economies : Cooperation versus Competition », p. 710).

escomptée de la migration des investissements taiwanais vers le continent. L'élection de Chen Shui-bian sonne le glas de la ligne 'No Haste, Be Patient' et la remplace, en 2001, par celle d' 'Active Opening, Effective Management' –puis d' 'Effective Opening, Active Management' en 2006– rendue nécessaire par le marasme dans lequel l'économie taiwanaise a sombré<sup>588</sup>. Comme les politiques précédentes ce cadre posé par les autorités taiwanaises navigue entre les récifs de la 'surdépendance' et de la perte de compétitivité plus qu'il ne tranche le débat. De ce fait, la question du degré tolérable de dépendance de l'île au continent continue à occuper la place centrale, Taiwan se rapprochant dangereusement de la ligne des 30% définie par le Mainland Affairs Council en 2001<sup>589</sup>. Le dilemme taiwanais ne peut cependant être résumé à une simple dichotomie entre priorité politique et économique. Le choix apparaît moins se faire entre ces deux options qu'entre différents équilibres possibles à des horizons temporels différents, la vigueur de l'économie taiwanaise étant la condition *sine qua non* à une sécurité minimale à horizon autre que l'immédiat. Dans cette perspective paradoxale, la capacité de Taiwan à garantir sa sécurité dépend en partie de son investissement sur le continent, de façon immédiate par l'important excédent commercial dont bénéficie l'île<sup>590</sup> et médiate par la conservation d'un certain dynamisme économique.

Pour le continent, le rôle de moyen subordonné tenu par l'économie est peu douteux. Si tant est qu'une incertitude soit perceptible, elle se situe au niveau de l'efficacité attribuée à ce canal d'influence. Dans un cadre élargi, Suisheng Zhao souligne que « l'incitation pacifique fait appel aux négociations politiques trans-détroit et aux échanges économiques et culturels pour lier les mains de Taiwan [et l'empêcher de] rechercher l'indépendance et pour bâtir [un climat de] bonne volonté et un mouvement pour l'ultime réunification nationale. *Toutefois, la coercition militaire et l'incitation pacifique sont les deux faces d'une même*

---

<sup>588</sup> Trois entrepreneurs sur quatre étant favorables à cette ouverture, le gouvernement Chen Shui-bian dispose alors d'une marge de manœuvre limitée (Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghai'd ?*, p. 26). Cette nouvelle ligne n'est cependant pas une abdication du pouvoir taiwanais plusieurs garde-fous garantissant un droit de regard sur les investissements de plus de vingt millions de dollars et sur les projets de haute technologie (Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, pp. 54-57).

<sup>589</sup> « Taiwan's economic dependence ratings on China has already reached 24 per cent, bordering on the 'warning' level. If it exceeds 30 per cent, China, as Chinese strategists believe, will have the power to influence Taiwan's politics » (Sheng (L.), *China and Taiwan : Cross-Strait Relations under Chen Shui-bian*, Londres, Zed Books, 2003, p. 83). Les chiffres du Mainland Affairs Council et de l'OMC donnent un taux de dépendance atteignant d'ores et déjà plus de 25% en 2005 (Sans titre, <http://www.mac.gov.tw/big5/statistic/em/156/5.pdf>; Sans titre, [http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW\\_e.htm](http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW_e.htm), Hong Kong exclu.)

<sup>590</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, p. 85. A ce propos, Tse-Kang Leng remarque que « some scholars on mainland China argues that Taiwan uses the huge trade surplus with mainland China to purchase advanced weapons, upgrade Taiwan's industrial levels, and strengthen the economic foundation for Taiwan independence » (Leng (T.), « Securing Economic Relations Across the Taiwan Straits », p. 263).

pièce »<sup>591</sup>. Le rôle instrumental octroyé par le continent à l'approfondissement de sa relation économique avec l'île n'est d'ailleurs aucunement voilé, Beijing ayant ouvertement conféré un rôle subalterne au développement des relations économiques vis-à-vis de l'objectif qu'est la réunification<sup>592</sup>. De ce fait, les hypothétiques effets autonomes de l'accroissement de l'interdépendance économique sur la relation politique demeurent au mieux circonscrits<sup>593</sup>. L'affirmation de l'économie comme faisant partie de l'ensemble des outils mobilisables par Beijing pour parvenir à l'objectif de rétablissement de l'intégrité territoriale chinoise émerge ainsi dès les premiers pas vers l'ouverture. Au-delà de la participation évidente des échanges trans-détroit au décollage de l'économie chinoise, ces derniers deviennent un moyen parmi d'autres, certes de visibilité plus réduite, sur lequel le continent fait reposer une partie de ses espoirs quant au rétablissement de l'intégrité territoriale du pays. Paul Bolt met en lumière cette double dimension positive :

*Beijing a constamment encouragé de plus étroits liens de commerce et d'investissement avec Taiwan à travers la période de réformes pour des raisons tant économiques que politiques. Économiquement, l'investissement et le commerce taiwanais est important pour la création d'emplois et contribue à la croissance du PIB de la Chine. [Cependant], de façon plus importante encore du point de vue de Beijing, l'investissement et le commerce ont des conséquences politiques [...] [favorisant] la réunification<sup>594</sup>.*

Dans son expression la plus abrupte, la mobilisation du vecteur économique par le continent transparaît dans la crainte taiwanaise de voir les entrepreneurs implantés sur le continent presser les autorités d'adopter un positionnement conciliant à l'égard de Beijing. Cette crainte dispose d'une certaine matérialité dans la mesure où « après la victoire de Chen Shi-bian aux élections présidentielles de 2000, le *Taiwan Affairs Office* [...] a lancé des avertissements verbaux à d'importantes firmes Taiwanaïses comme Acer et le Evergreen Group à propos de leur soutien à l'indépendance de Taiwan. D'autres mesures de sabotage concernant les personnalités du monde des affaires soutenant l'indépendance taiwanaïse étaient [...]

---

<sup>591</sup> Zhao (S.), « Military Coercion and Peaceful Offence : Beijing's Strategy of National Reunification with Taiwan » in *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 4, hiver 1999-2000, p. 495 (nous soulignons).

<sup>592</sup> Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, pp. xiii-xiv.

<sup>593</sup> Ceci se situe en opposition complète à une perspective telle que celle développée par Yung Wei où les habitants des deux rives appartiennent à une « linkage community » créée par la multiplication des échanges à différents niveaux. Selon ce point de vue optimiste, « the higher the percentage of people belonging to the 'linkage community' on each side of a partitioned society, or multisystem nation, the less likely the possibility of intersystem military confrontation » (Wei (Y.), « From Functional Integration to Structural Readjustment : Taipei-Beijing Relations and the Role of the United States » in *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, p. 439).

<sup>594</sup> Bolt (P.), « Taiwan-Mainland China Economic » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations*, p. 198.

considérées [par les autorités chinoises] »<sup>595</sup>. Cette pression exercée sur les investisseurs taiwanais n'est cependant que la dimension la plus grossière d'une politique de réunification usant du rapprochement économique comme moyen. Paul Bolt note ainsi que « dans sa tentative pour utiliser les investissements et le commerce taiwanais comme des outils politiques, Beijing a deux objectifs majeurs. Le premier est de favoriser une classe d'hommes d'affaires qui soit dépendante du continent pour ce qui est de ses profits [...]. Secundo, Beijing cherche à créer une dépendance économique du côté de l'île qui donne un levier de pression [à la Chine] sur l'île »<sup>596</sup>. Dans cette perspective, l'effet de 'spill-over' escompté s'apparente à celui d'une pacification non par la création d'un quelconque intérêt commun mais par l'accroissement démesuré du différentiel de puissance<sup>597</sup>, Murray Tanner dénombrant pas moins de sept voies exploitables par Beijing dans cette direction<sup>598</sup>.

L'usage de l'outil économique n'est nullement réduit à la relation entre les deux rives et se combine à une politique plus large, visant à l'effacement de Taiwan de la scène économique internationale. En premier lieu, l'absence de recours auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce de la part de Beijing –qui aurait pu viser les lenteurs et restrictions taiwanaises– fait écho à la position selon laquelle tout problème avec Taiwan est un problème interne à la Chine<sup>599</sup>. En effet, Greg Mastel indique « dans les disputes entre deux membres au sein de l'OMC, les autres membres intéressés peuvent se joindre à la dispute. Ainsi, dans une dispute commerciale entre Taipei et Beijing, des membres comme les Etats-Unis, l'UE, et le Japon peuvent

---

<sup>595</sup> Leng (T.-K.), « Securing Economic Relations Across the Taiwan Straits : New Challenges and Opportunities », p. 266; Chen (T.) & Chu (C.), « Crosst-Strait Economic Relations : Can they Ameliorate the Political Problem ? » in Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics : Democratization and Cross-Strait Relations in the Twenty-First Century*, New York, M.E. Sharpe, 2001, p. 220.

D'autres sanctions ont été appliqué aux entreprises étrangères prenant des initiatives jugées illégitimes par Beijing (Sheng (L.), « Wither Cross-Strait Relations : Problems Generated by Taiwan's 2000 Presidential Election », pp. 85-86).

<sup>596</sup> Bolt (P.), « Taiwan-Mainland China Economic Cooperation : Ties that Bind ? », p. 199.

<sup>597</sup> Cooke (M.), « The Politics of Greater China's Integration into the Global Info Tech (IT) Supply Chain », p. 504. Ceci correspond à la vue d'Albert Hirschman selon lequel « the nature of a system of international trade [...] can very easily be exploited for purposes of national power policy » (Hirschman (A.), *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley, University of California Press, 1969, p. viii).

<sup>598</sup> La liste complète inclut : 1. sanctions contre les importations en provenance de Taiwan, 2. sanctions contre les exportations en direction de Taiwan, 3. sanctions concernant les investissements, 4. intimidation et harcèlement des milieux d'affaires présents sur le continent, 5. manipulation/attaque de l'économie et des marchés taiwanais, 6. temporisation/suspension de certaines relations commerciales et 7. recherche consciente de l'*hollowing out* des entreprises taiwanaises (Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, pp. 16-19). Relativement aux points 1. et 2., Albert Hirschman soulignait que l'exportateur est le plus vulnérable à une interruption de l'échange (Hirschman (A.), *National Power and the Structure of Foreign Trade*, p. 27).

<sup>599</sup> « The Mainland does not want to raise the issue in the WTO as the Mainland regards cross-strait issues as China's internal affairs that should not be discussed in international forums », Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, p 67.

formellement entrer dans la discussion »<sup>600</sup>, une telle hausse de la visibilité internationale de Taiwan étant certainement la dernière chose désirée par le continent. En second lieu, une illustration de la primauté des objectifs politiques pour Beijing se trouve au niveau des multiples projets de zones de libre-échange qui ont fleuri en Asie Orientale et au-delà. Ainsi, à peine lancées les premières initiatives taiwanaises, Beijing manifestait son mécontentement et « [son] opposition à tous ses partenaires diplomatiques signant un accord de libre échange avec Taiwan, les prévenant qu'ils feraient face à de sérieux problèmes politiques, et que leurs relations économiques et commerciales avec le continent seraient affectées négativement »<sup>601</sup>. Sur un échiquier international où le poids relatif –déjà conséquent– de la Chine continue à s'accroître, une telle menace ne peut avoir qu'un effet immédiat auprès des Etats tiers, laissant à Taiwan une marge de manœuvre quasi-nulle. Trivialement, l'exclusion de Taiwan des zones de libre-échange asiatiques dispose de conséquences économiques potentiellement sérieuses<sup>602</sup>. L'impact politique de la manœuvre est cependant d'autant plus important qu'il recoupe et dépasse ces dernières. A court terme, l'ostracisme portant sur Taiwan est une victoire supplémentaire dans la politique d'isolation de l'île menée par Beijing. Kevin Cai met en lumière l'effet d'opportunité créé par le projet de zone de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN indiquant que, « bien que l'intention originelle de la Chine de former une zone de libre échange avec l'ASEAN n'ait pas été nécessairement destinée à faire pression sur Taiwan, la zone de libre-échange Chine-ASEAN aura indubitablement un tel effet »<sup>603</sup>. A plus long terme, l'isolement économique de Taiwan permet une probable accentuation de la dépendance de l'île au continent<sup>604</sup>, renforçant le poids relatif de Beijing.

### ***III- Un dialogue de sourds ? Taipei et Beijing dans la période post-Guerre Froide.***

Si elle n'a pas dégénéré en conflit ouvert, la relation entre Beijing et Taipei demeure en équilibre précaire et a, sans doute, subi une certaine fragilisation de ses soubassements durant la dernière décennie. Examinant les

---

<sup>600</sup> Mastel (G.), « China, Taiwan, and the World Trade Organization » in *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 3, été 2001, p. 54.

<sup>601</sup> Dent (C.), « Taiwan and the New Regional Political Economy of East Asia » in *China Quarterly*, no. 182, 2005, p. 397.

<sup>602</sup> *Ibid.*, p. 402.

<sup>603</sup> Cai (K.), « The China-ASEAN Free Trade Agreement and Taiwan » in *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 45, 2005, p. 591.

<sup>604</sup> Dent (C.), « Taiwan and the New Regional Political Economy of East Asia », p. 402.

tendances générales de la relation trans-détroit, Hua Shiuping met en lumière une modification sensible des impératifs sur lesquels repose la politique chinoise. Ainsi,

*Avant 1995, Beijing a essayé de se réunifier avec Taipei ; après la visite de Lee Teng-hui [à l'université de Cornell], Beijing semble avoir déplacé l'accent de sa politique sur la prévention de l'indépendance de Taipei. En d'autres termes, avant 1995, Beijing voulait changer le statu quo dans le détroit de Taiwan, mais depuis cet événement critique, Beijing a cherché à préserver le statu quo. La position de Taipei semble s'être mue dans la direction opposée : avant 1995, la mentalité de statu quo était dominante ; après 1995, la tendance vers l'indépendance est devenue plus évidente<sup>605</sup>.*

Dans cette perspective, l'orientation de la politique chinoise suivant la crise de 1995-96, devenue réactive par nécessité et non par choix, apparaît essentiellement motivée par la volonté de minimiser les pertes possibles, sans concéder sur la question centrale de la souveraineté chinoise sur l'île. La rigidité de la position chinoise quant au principe fondamental de la réunification –i.e. celui d'«une seule Chine» – n'a cependant pas interdit une certaine flexibilité tactique face aux mutations engagées sur l'île. Le caractère réactif de la politique taiwanaise du continent explique en large partie que les césures majeures fassent pendants aux principales initiatives –ou absence de celles-ci– prises par Taipei.

## **A- D'un optimisme relatif à une hostilité ouverte.**

La permanence –voire l'accroissement– des tensions dans le détroit de Taiwan durant la dernière décennie tend à faire oublier le fait que la période de post-Guerre Froide s'est ouverte sur une note optimiste. Parallèlement aux premiers pas du processus de démocratisation à Taiwan<sup>606</sup>, s'opère une modification de la position de l'île vis-à-vis du continent. L'effritement de la position d'intransigeance qu'avait opposée Chiang Ching-kuo aux premières propositions de Beijing<sup>607</sup> –aucun contact, aucune négociation, aucun compromis<sup>608</sup>– permet d'entrevoir alors la possibilité d'une réponse à l'initiative chinoise d'un dialogue mettant un terme à la séparation de l'île et du continent. « A la fin de 1990 et au début de 1991, Taiwan a

---

<sup>605</sup> Hua (S.), « Introduction » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington since 1995*, New York, Palgrave-Macmillan, 2006, p.1

<sup>606</sup> Clark (C.), « Successful Democratization in the ROC : Creating a Security Challenge » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security*, Burlington, Ashgate, 2001, pp. 18-59.

<sup>607</sup> Beijing accomplit une réorientation de sa politique taiwanaise vers une 'unification pacifique' dès 1979 (Cabestan (J.-P.) & Vermader (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 31). Une première formulation plus concrète des bases possibles d'une négociation est proposée par le Maréchal Ye Jianying le 30 septembre 1981. Les 'neuf points' contiennent notamment une proposition de discussion entre le CCP et le Guomindang, la possibilité pour Taiwan de jouir d'une large autonomie une fois la réunification effectuée, la possibilité pour Taipei de conserver ses forces armées, la préservation du système économique taiwanais ainsi que divers avantages pour les résidents taiwanais (Bush (B.), « Lee Teng-hui and 'Separatism' » in Tucker (N.), *Dangerous Strait*, New York, Columbia University Press, 2005, pp. 71-72).

<sup>608</sup> Bush (R.), *Untying the Knot*, Washington, Brookings Institution Press, 2005, p. 23.

créé une structure à trois volets : le *National Unification Council (NUC)* présidé par Lee Teng-hui, destiné à établir les grands paramètres diplomatiques ; le *Mainland Affairs Council (MAC)* établi avec le Yuan exécutif (cabinet) destiné à établir des directives politiques et à en superviser l'application, et le *Straits Exchange Foundation (SEF)* semi-officiel qui, sous la direction du MAC aurait à interagir avec la RPC et à solutionner les problèmes pratiques »<sup>609</sup>. L'*Association for Relations Across the Taiwan Strait (ARATS)* voyant le jour en décembre 1991, un cadre propice aux négociations est établi en quelques mois. Le point d'achoppement concernant la base politique des discussions –l'inclusion du principe d'«une seule Chine»– est de plus contourné en mai 1992 grâce à une formule flexible élaborée par Tang Shubei, directeur adjoint de l'ARATS : « tandis que toutes les négociations entre la SEF et l'ARATS devront être conduites sous 'le principe d'une Chine', il n'y avait aucun besoin de discuter en détails la signification d'«une Chine' [...]. Les deux parties ajourneraient la question de la signification d'«une Chine», et adopteraient une approche plus pragmatique pour résoudre les problèmes pratiques »<sup>610</sup>. Le 'consensus de 1992' étant informellement établi, les contacts entre la SEF et l'ARATS aboutissent à la rencontre de Koo Chengfu et Wang Daohan à Singapour en avril 1993 et à une série d'accords significatifs mais limités<sup>611</sup>. Si la réussite du sommet est notable, les deux parties diffèrent déjà sensiblement quant à l'interprétation à donner aux discussions au lendemain de ces dernières, « Beijing [continuant] à parler de plus grandes perspectives d'unification nationale, tandis que Taipei affirmait que son positionnement international avait été renforcé et que l'égalité entre les deux parties avait été démontrée »<sup>612</sup>.

Affaibli et embourbé après deux années d'existence<sup>613</sup>, le dialogue entre Beijing et Taipei dégénère subitement en hostilité ouverte à la suite de la visite de Lee Teng-hui à l'Université Cornell. Pour Beijing, le mouvement de Lee Teng-hui confirme les plus pessimistes des prémonitions que le continent avait pu avoir vis-à-vis de la 'diplomatie vacancière' de Lee Teng-hui<sup>614</sup>. Mais alors que les prétentions taiwanaises à un

---

<sup>609</sup> Bush (R.), *Untying the Knot*, p. 41.

<sup>610</sup> Chiu (H.), *Koo-Wang Talks and the Prospect of Building Constructive and Stale Relations across the Taiwan Strait*, Baltimore, University of Maryland, 1993, p. 10.

<sup>611</sup> Les accords concernent l'agenda des discussions à venir ainsi que plusieurs domaines techniques tels que le dédommagement pour la perte de courrier et la certification des documents officiels (Voir *Ibid.*, pp. 28-34).

<sup>612</sup> Wu (Y.), « Taiwan in 1993 : Attempting a Diplomatic Breakthrough », p. 53.

<sup>613</sup> Les sommets d'août et novembre 1993 montrent un blocage du dialogue (Wu (Y.), « Taiwan in 1994 : Managing a Critical Relationship » in *Asian Survey*, vol. 35, no. 1, janvier 1995, p. 65).

<sup>614</sup> Dreyer (J.), « A History of Cross-Strait Interchange » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, Washington, NDU Press, 1997, p. 23.

espace international propre n'apparaissent qu'en filigrane dans le cadre de la 'golf diplomacy'<sup>615</sup> menée par le président taiwanais en Asie du sud-est, la visite effectuée aux Etats-Unis offre un degré de visibilité et d'officialité inacceptable. Elle est considérée d'autant plus intolérable qu'elle se présente comme un camouflet pour la politique de conciliation jusque là défendue par Beijing. Par sa temporalité –juin 1995– elle constitue plus particulièrement une rebuffade injurieuse au ton modéré des 'huit points' que Jiang Zemin avait formulés en janvier de la même année<sup>616</sup>. Faisant suite aux six points développés lors d'une adresse au Conseil National pour l'Unification le 8 avril 1995<sup>617</sup>, le discours de Lee Teng-hui insistant sur la nécessité d'un espace international élargi<sup>618</sup> pour Taiwan envenime sciemment une situation déjà tendue. Sheng Lijun souligne ainsi que « Beijing avait anticipé trois types de réponses possibles aux huit points de Jiang : (1) chaude, (2) tiède et (3) froide. La première était considérée improbable et la dernière peu souhaitable. [Beijing] espérait une réponse tiède. Mais ce que Beijing eu [comme réponse] fût pire que froide [...] la réponse en six points de Lee en avril 1995 suivie par la visite de Lee aux Etats-Unis »<sup>619</sup>. La réaction de Beijing s'explique enfin par le renversement brusque par le Congrès de la promesse faite par Warren Christopher qu'aucun visa ne serait délivré à Lee Teng-hui pour l'événement. De fait, « la tournure soudaine des événements prit Beijing au dépourvu, et cette dernière suspecta, bien que sans justification, que

---

<sup>615</sup> Harris (S.), « The Taiwan Crisis : Some Basic Realities » in *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, p. 129.

<sup>616</sup> Si certains points du discours de Jiang Zemin restent dans un registre classique, réaffirmant le principe d'une seule Chine (1), l'existence d'un héritage commun (6), l'opposition à tout séparatisme taiwanais (2), l'intérêt pour un lien économique approfondi et mutuellement bénéfique (5), plusieurs propositions innovent cependant telle que l'affirmation de la volonté d'une discussion 'sur un pied d'égalité' (3), la nécessité d'aboutir à la fin d'une situation d'hostilité (3) pour que 'des Chinois ne se battent pas avec des Chinois' (4) (Taiwan Affairs Office of the State Council, *Jiang Zemin's Eight-point Proposal*, [http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=JiangEP&title=Jiang+Zemin%27s+Eight%2Dpoint+Proposal&m\\_id=3](http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=JiangEP&title=Jiang+Zemin%27s+Eight%2Dpoint+Proposal&m_id=3), consulté le 16 juillet 2007). Ainsi que le note Richard Bush : « Jiang's speech was not simply a rehash of past offerings. His tone was different, and the speech suggested new flexibility in terms of process » (Bush (R.), *Untying the Knot*, p. 50.)

<sup>617</sup> Les six points devant permettre, selon Lee Teng-hui, la normalisation des relations entre les deux rives sont : 1 Pursue China's unification based on the reality that the two sides are governed respectively by two governments [...], 2 Strengthen bilateral exchanges based on Chinese culture [...], 3 Enhance trade and economic relations to develop a mutually beneficial and complementary relationship [...], 4 Ensure that both sides join international organizations on an equal footing and that leaders on both sides meet in a natural setting [...], 5 Adhere to the principle of resolving all disputes by peaceful means [...], 6 Jointly safeguard prosperity and promote democracy in Hong Kong and Macau. (le texte intégral est disponible en annexe de Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan, Appendix 78 - President Lee Tenghui Address to the National Unification Council (1995)*, <http://cns.miis.edu/straittalk/02a%20List%20of%20Appendixes.htm>, consulté le 11 juillet 2007).

<sup>618</sup> *Ibid.*, Appendix 80 – President Lee Tenghui Cornell Commencement Address (1995), <http://cns.miis.edu/straittalk/02a%20List%20of%20Appendixes.htm>, consulté le 11 juillet 2007.

<sup>619</sup> Sheng (L.), *China's Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 98.

Washington avait changé sa [position pour une] politique de ‘*containing*’ China [...], [jouant] la carte taiwanaise »<sup>620</sup>.

Si le degré d’intensité de la crise peut être quelque peu surprenant, son éclatement ne peut être considéré ni comme un accident<sup>621</sup>, ni comme le résultat d’une simple mécompréhension des différentes parties. En effet, « la visite de Lee Teng-hui n’était évidemment pas un simple voyage personnel. Il reflétait les efforts intensifiés de Taiwan pour le changement du statu quo dans la structure stratégique de l’Asie Pacifique qui avait été mis en place dans les deux décennies précédentes durant la Guerre Froide »<sup>622</sup>. Pour Beijing, la crise met en exergue non seulement la modification de l’agenda taiwanais concernant l’alternative unification/indépendance, mais encore l’exploitation de la modération de la posture chinoise par les partisans de l’indépendance. Face au défi lancé par Lee Teng-hui, Beijing n’a d’autre choix que de démontrer que la recherche d’une modalité pacifique ne prime en aucun cas sur la volonté de réaliser l’unification.

Le premier pas que constitue la série d’essais de missiles balistiques à courte portée, entre le 21 et le 26 juillet 1995, permet de démontrer plus que clairement la vulnérabilité de l’île. Si par le lancement de six DF-15<sup>623</sup>, Beijing exprime un clair mécontentement, la zone de tir définie par le Second Corps d’Artillerie – située à près de cent cinquante kilomètres des côtes taiwanaises– montre une retenue certaine. Le résultat de la première série de tests est par ailleurs mitigé pour l’Armée Populaire de Libération. « Des six missiles lancés, un échoua du fait d’un mauvais fonctionnement du système de guidage et deux autres ne purent atteindre que les franges de la zone [de tir] désignée »<sup>624</sup>. A cette directe mise en garde, Beijing ajoute le contrepoint d’exercices aéronavals impliquant le matériel russe récemment acquis et d’une simulation de

---

<sup>620</sup> Tien (H.), « Taiwan in 1995 : Electoral Politics and Cross-Strait Relations » in *Asian survey*, vol. 36, no. 1, janvier 1995, p. 36. Wallace Thies et Patrick Bratton rapportent la remarque de Qian Qichen quant à ce retournement américain : « I was assured a visa would not be issued. Imagine what I thought and what was thought of me when the visa was granted », (Thies (W.) & Bratton (P.), « When Governments Collide in the Taiwan Strait » in *Journal of Strategic Studies*, vol. 27, no. 4, décembre 2004, p. 562.

<sup>621</sup> Sheng (L.), *China’s Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 39.

<sup>622</sup> *Ibid.*

<sup>623</sup> Le type de missile testé a fait débat. Alors que Greg Gerardi et Richard Fisher affirment que les six missiles sont des DF-15 (Gerardi (G.) & Fischer (R.), « China’s Missile Tests Show More Muscle » in *Jane’s Intelligence Review*, vol. 9, no. 3, mars 1997, pp. 125-129), Sheng Lijun reprend les données de *Jane’s Defence Weekly* selon lesquelles quatre d’entre eux sont des DF-15 et les deux derniers sont des DF-21 de portée intermédiaire (Sheng (L.), *China’s Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 28). Richard Fischer indique cependant : « Inasmuch as the reports of medium-range missiles emanated originally from Taipei, it is possible that Taiwan’s government used the missile tests to generate reports unfavorable to China » (Fischer (R.), « China’s Missiles Over the Taiwan Strait : A Political and Military Assessment » in Lilley (J.) & Downs, (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, p. 170.

<sup>624</sup> Gerardi (G.) & Fischer (R.), « China’s Missile Tests Show More Muscle », p. 128.

débarquement sur l'île Dongshan<sup>625</sup>. Si les tests de missiles de juillet 1995 constituent principalement une réponse claire au coup d'éclat de Lee Teng-hui, ceux de mars 1996 ne disposent pas du même caractère réactif. Débutant deux semaines avant l'élection présidentielle, ils constituent une démonstration de force dont l'objectif politique est cependant plus incertain. Rapprochant très nettement la zone de tir des côtes taiwanaises, Beijing semble rappeler à Taiwan sa capacité à dominer l'escalade locale. Entre le 8 et le 15 mars, trois missiles tombent ainsi à une cinquantaine de kilomètres du port de Kaohsiung et un quatrième atteint la zone de tir située à moins de quarante kilomètres du nord de l'île. Du point de vue de l'Armée Populaire de Libération, cet exercice est notoirement plus honorable que le précédent. « En fait, la précision des missiles lancés en mars 1996 était si haute que selon le Program Executive Officer for Theater Air Defense de l'US Navy, le contre-amiral Red Rempt: 'Les missiles ont atterri en plein milieu de la zone délimitée' »<sup>626</sup>.

Une appréciation des résultats politiques de la crise est plus difficile à établir clairement, du fait d'une certaine opacité dans la définition des objectifs originels de chacun des protagonistes, renforcée par l'étrange double prétention à la victoire de la part de Washington et de Beijing<sup>627</sup>. D'un point de vue général, il est certain que les manœuvres chinoises n'ont pas pour objectif la démocratie taiwanaise en tant que telle<sup>628</sup>. Plus spécifiquement, « l'objectif du Parti Communiste Chinois [...] n'a jamais été d'amener la défaite du candidat KMT, Lee Teng-hui –un résultat qu'il savait extrêmement peu probable– et encore moins de bloquer le processus électoral ou d'envahir Taiwan. Depuis juillet 1995, le but du PCC a été l'intimidation dans le but de promouvoir la montée de forces politiques à Taiwan plus conciliantes avec la RPC, et/ou de forcer les autorités de Taipei à adopter une telle attitude »<sup>629</sup>. L'utilisation de missiles, contre lesquels Taiwan ne dispose d'aucune défense, ainsi que la localisation des zones de tir tendent à confirmer l'idée que l'objectif principal de Beijing est de démontrer clairement la vulnérabilité de l'île et de ses voies de communication<sup>630</sup>.

---

<sup>625</sup> Sheng (L.), *China's Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 29. Sheng Lijun indique que si l'exercice sur l'île Dongshan fait partie du programme d'exercices annuels de l'APL, l'importance particulière de l'exercice de 1995 se traduit par la participation, de la police armée, l'utilisation des Su-27 et la présence de nombreux officiers de haut rang.

<sup>626</sup> Gerardi (G.) & Fischer (R.), « China's Missile Tests Show More Muscle », p. 128.

<sup>627</sup> Thies (W.) & Bratton (P.), « When Governments Collide in the Taiwan Strait », p. 576-577.

<sup>628</sup> Sheng (L.), *China's Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 99.

<sup>629</sup> Cabestan (J.-P.), « The Mainland China's Factor in Taiwan's 1995 and 1996 Elections : A Secondary Role » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future: Innovations in Politics and Military Power*, pp. 10-11.

<sup>630</sup> Fischer (R.), « China's Missiles over the Taiwan Strait : A Political and Military Assessment », p. 175 et Cabestan (J.-P.), « The Mainland China's Factor in Taiwan's 1995 and 1996 Elections : A Secondary Role », p. 12. Les deux auteurs soulignent le fait que Keelung et Kaohsiung concentrent alors 70% du commerce maritime taiwanais.

Sur ce point, le succès chinois est largement amoindri par la décision –inattendue– de Washington d’envoyer l’*Independence* et le *Nimitz* ‘observer’ la situation –même si aucun des deux groupes aéronavals n’effectue alors un passage au travers du détroit.

Une donnée importante est cependant que, pour Beijing, les manœuvres entreprises disposent d’un caractère strictement limité et ne constituent aucunement un prélude à une escalade. Sheng Lijun souligne que les exercices militaires chinois « ne posaient aucune menace imminente à Taiwan. Il n’y avait pas plus de 150 000 troupes chinoises stationnées de l’autre côté du détroit de Taiwan (pas assez pour une occupation [...]), et seulement une petite partie d’entre elles était réellement mobilisée pour les exercices »<sup>631</sup>. Par ailleurs, « le vice-Ministre des affaires étrangères, Liu Huaqiu était envoyé à Washington en mars pour une importante mission [devant] avoir la certitude que l’administration Clinton était consciente que la Chine n’envisageait que des exercices militaires et des tests de missiles, et non une attaque directe contre Taiwan »<sup>632</sup>. De ce fait, si la présence américaine à proximité de Taiwan renforce indéniablement la crédibilité de la garantie de sécurité offerte par Washington à Taipei, la ‘victoire’ de l’US Navy semble ici reposer sur l’étrange dissuasion d’une escalade que Beijing n’a pas envisagée<sup>633</sup>. Dans cette perspective, « du point de vue de la RPC, il n’existait aucune intention de faire ‘escalader’ l’action militaire, et le déploiement américain de deux groupes aéronavals était donc à la fois non nécessaire et provocateur »<sup>634</sup>.

S’il ne peut être envisagé comme un succès univoque, le résultat de la crise n’est pas sans quelques points positifs pour Beijing, du moins à court terme. Robert Sutter note ainsi :

*Du point de vue de la RPC, la réponse à la visite de Lee Teng-hui a atteint plusieurs objectifs, notamment :*

- Elle a intimidé Taiwan ; au moins de façon temporaire, Taiwan n’entreprendrait pas d’actions affirmatives pour faire pression au Congrès ou ailleurs pour une plus large reconnaissance internationale ;
- Elle a provoqué des hésitations [second thoughts] de la part de certains défenseurs pro-Taiwan au Congrès quant au bien fondé d’une poursuite de cet agenda à ce moment ;
- Elle a eu pour résultat de rehausser la sensibilité de l’administration Clinton quant à la politique de la RPC

---

<sup>631</sup> Sheng (L.), *China’s Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 74.

<sup>632</sup> Scobell (A.), « Show of Force : Chinese Soldiers, Statesmen, and the 1995-1996 Taiwan Strait Crisis » in *Political Science Quarterly*, vol. 115, no. 2, été 2000, p. 237.

<sup>633</sup> Sheng (L.), *China’s Dilemma : The Taiwan Issue*, pp. 74-75. Denny Roy indique : « Some observers may have interpreted the 1995-96 Taiwan Strait crisis as proof that China is a ‘paper dragon’ : the Chinese threatened to invade, but backed down after the US sent two aircraft carrier battle groups to the area. This interpretation, however, is wrong. China never intended to invade Taiwan [...]. The PLA’s cancellation of the latter phase of its military exercises in March 1996 had more to do with bad weather in the Strait than intimidation by the US Navy » (Roy (D.), « Tensions in the Taiwan Strait » in *Survival*, vol. 42, no. 1, printemps 2009, p. 80).

<sup>634</sup> Thies (W.) & Bratton (P.), « When Governments Collide in the Taiwan Strait », p. 576. Wallace Thies et Patrick Bratton ajoutent cependant : « In retrospect, such a view appears shortsighted; it also serves as a reminder that authoritarian states can be just as prone to mistakes and confusion as democracies when engaging in coercion » (*Ibid.*).

vis-à-vis de Taiwan [...] ;

- Elle a provoqué, au moins chez certains partisans pro-indépendance, une réappréciation de leurs prétentions antérieures quant au fait que la RPC bluffait sur ses mises en gardes contre l'indépendance de Taiwan [...] ;

- Elle a refroidi l'enthousiasme de certains officiels dans d'autres pays [qui désiraient que] leurs gouvernements suivent l'initiative américaine sur une reconnaissance plus large des dirigeants et du gouvernement de Taiwan<sup>635</sup>.

## B- L'éloignement des deux rives.

La crise, dont l'acte du mois de mars 1996 apparaît comme « la plus sérieuse confrontation dans le détroit de Taiwan depuis la crise de Kinmen en 1958 », <sup>636</sup> marque une césure majeure dans la relation sino-taiwanaise. Ainsi que le notent Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander, « au vrai, les relations [entre les deux rives] ne se sont jamais rétablies depuis lors »<sup>637</sup>. A bien des égards, la décennie qui sépare la crise susmentionnée du passage de la loi anti-sécession se présente comme un jeu d'oppositions et d'éloignement croissants, la défiance étant devenue l'élément pivot du non-dialogue entre les deux rives. Ainsi, si une nouvelle entrevue de Koo Cheng-fu et de Wang Daohan en octobre 1998, sur le continent, est un pas timide vers une réouverture des discussions, une nouvelle formule de Lee Teng-hui crée à nouveau une impasse avec Beijing. Dans un interview accordée avec la *Deutsche Welle*, Lee Teng-hui affirme ainsi que « les amendements constitutionnels de 1991 ont désigné la relation trans-détroit comme une relation d'Etat à Etat ou, au moins, comme une relation spéciale d'Etat à Etat, plutôt que comme une relation de type interne entre un gouvernement légitime et un groupe renégat, ou entre un gouvernement central et un gouvernement local. Ainsi, la caractérisation de Taiwan par les autorités de Beijing comme une 'province rebelle' est historiquement et légalement fausse »<sup>638</sup>. La rupture, cette fois ouverte, avec un principe d'« une seule Chine », inviolable pour Beijing, précipite à nouveau le détroit dans une crise où le continent, mis au défi, exprime sa résolution en acceptant l'épreuve de force<sup>639</sup>. L'ampleur de la réaction chinoise s'explique grandement par le

---

<sup>635</sup> Sutter (R.), « The Taiwan Crisis of 1995-96 and US Domestic Politics » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future: Innovations in Politics and Military Power*, p. 69.

<sup>636</sup> Chen (Q.), « The Taiwan Strait Crisis : Its Crux and Solutions » in *Asian Survey*, vol. 36, no. 11, novembre 1996, p. 1055.

<sup>637</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 40.

<sup>638</sup> Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan, Appendix 107 - Lee Tenghui German Interview (1999)*, <http://cns.miis.edu/straittalk/02a%20List%20of%20Appendixes.htm>, consulté le 11 juillet 2007.

<sup>639</sup> Denny Roy énumère ainsi : « the announcement, a few days after Lee's statement that China has the capability to deploy neutron bomb ; cancellation of a visit to Taiwan by Chinese envoy Wang Daohan that had been planned for autumn 1999 ; bitter invective publicly hurled towards Lee ; reiterated threats to use force to prevent Taiwan's independence ; military exercises on the Chinese coast opposite Taiwan ; and a reported escalation in the number of sorties over the Strait by Chinese warplanes » (Roy (D.), « Tensions in the Taiwan Strait », p. 76).

fait que « la déclaration ne résultait en rien d'une impulsion soudaine. Les développements précédents montrent même qu'elle parachevait en quelque sorte la politique de Lee Teng-hui et d'une large partie du KMT taiwanisé »<sup>640</sup>. Alors, en fin de mandat, l'incartade de Lee Teng-hui apparaît à Beijing comme une manœuvre destinée à restructurer l'agenda de l'élection à venir.

Il est dès lors peu étonnant que le Livre Blanc sur le Principe d'une seule Chine et la Question Taiwanaise s'en prenne nommément et abondamment à Lee Teng-hui<sup>641</sup>. Publié en février 2000, soit un mois avant que les Taiwanais soient convoqués aux urnes pour l'élection d'un successeur à Lee Teng-hui, le Livre Blanc ajoute une condition supplémentaire sous laquelle Beijing se réserve le droit d'user de la force. Ainsi,

*en cas d'incident causant la partition de Taiwan d'avec le continent sous quelque prétexte que ce soit, en cas d'occupation de Taiwan par une force étrangère, et au cas où les autorités de Taiwan refuseraient sine die de résoudre par voie de négociation le problème de la réunification des deux rives du détroit, le gouvernement chinois se verrait obligé de prendre toute les mesures possibles, y compris le recours à la force, pour sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, et réaliser ce projet qui lui tient à cœur : la réunification de la Chine*<sup>642</sup>.

La pression que tente d'exercer Beijing sur l'électorat taiwanais afin de le dissuader d'un vote en faveur d'un candidat notoirement connu pour ses positions indépendantistes –malgré une modération affirmée durant la campagne<sup>643</sup>– comporte un ensemble de manœuvres tenant de l'intimidation. Quelques jours avant l'élection, le *Quotidien du peuple* reprend dans son éditorial la formule élémentaire du Journal de l'Armée Populaire de Libération : « Taiwan Independence Means War »<sup>644</sup>. Christopher Hughes rapporte parallèlement que « lorsque le Premier Ministre fût interrogé sur l'élection à venir par la presse, il fit signe du poing et élevant avec colère sa voix, déclara 'Nous avons confiance dans le fait que nos compatriotes taiwanais feront un choix sensé', ajoutant que s'ils ne le faisaient pas ils pourraient 'ne pas avoir une autre opportunité' »<sup>645</sup>. Venant se surajouter à un contexte où le Guomindang est en position de faiblesse du fait de sa division et des

---

<sup>640</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 44.

<sup>641</sup> Taiwan Affairs Office and the Information Office of the State Council, *The One-China Principle and the Taiwan Issue*, 21 février 2000, [http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title=White+Papers +On+Taiwan +Issue&m\\_id=4](http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title=White+Papers +On+Taiwan +Issue&m_id=4), consulté le 15 juillet 2007.

<sup>642</sup> Livre Blanc cité dans Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 46 (italique de Cabestan et Vermander).

<sup>643</sup> Alexander Lu indique : « Since this most important issue [unification/ independence] was de-emphasized by the major candidates, we cannot conclude that Chen's victory is the result of the voters' rejection of the KMT's ideological and policy positions [on this matter] » (Lu (A.), « The significance and Consequences of Taiwan's 2000 Presidential Election » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations*, p. 70).

<sup>644</sup> *Renmin Ribao*, « 'Taiwan Independence' Means War : Army Paper », 6 mars 2000, <http://english.people.com.cn/english/200003/06/eng20000306O102.html>, consulté le 14 juillet 2007.

<sup>645</sup> Hughes (C.), *Chinese Nationalism in the Global Era*, Londres, Routledge, 2006, p. 116.

accusations de corruption<sup>646</sup>, l'intimidation chinoise paraît cependant avoir été contre-productive et favorisé le candidat du Parti Démocratique Populaire.

Les premiers pas de Chen Shui-bian comme président sont cependant loin de tout extrémisme. Le discours d'inauguration présenté le 20 mai 2000 prend une tonalité modérée et loin de tout éclat ouvertement indépendantiste. Chen Shui-bian produit ainsi une politique des 'cinq non' :

*Aussi longtemps que le régime du PCC n'a pas l'intention d'user de la force militaire contre Taiwan, je jure que durant mon mandat, je ne déclarerai pas l'indépendance, je ne changerai pas le nom de la nation, je ne promouvrai pas l'inclusion de la soi-disante description 'Etat-à-Etat' dans la Constitution, et je ne promouvrai pas un referendum pour changer le statu quo quant à l'indépendance et à l'unification. De plus, l'abolition du National Reunification Council ou des National Reunification Guidelines ne sera pas en question<sup>647</sup>.*

Si la mauvaise humeur de Beijing ne donne lieu à aucune démonstration de force comparable aux réactions suscitées par les éclats de Lee Teng-hui<sup>648</sup>, et n'engendre pas la campagne de dénigrement attendue à l'encontre de Chen<sup>649</sup>, le climat des relations entre les deux rives a versé dans le glacial. La modération première de Chen Shui-bian, dans la ligne de sa campagne<sup>650</sup>, ne reçoit aucun écho en provenance de Beijing qui tend à percevoir celle-ci comme un mouvement tactique de la part du nouveau président. Les importantes difficultés internes rencontrées par le nouveau président taiwanais<sup>651</sup> contribuent de surcroît à prolonger l'impasse, Beijing ne voyant que peu de nécessité à risquer une quelconque parcelle de sa crédibilité avec un président au passé indépendantiste et dont la fragilité sur l'échiquier politique taiwanais ne laisse augurer que d'une existence éphémère<sup>652</sup>.

---

<sup>646</sup> Copper (J.), « Taiwan's March 2000 Elections : Its Impact on Taiwan's Politics and Foreign Policy » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations*, p. 53.

<sup>647</sup> Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan*, Appendix 119 – Taiwan President Chen Shui-bian's Inaugural Speech (2000), <http://cns.miis.edu/straittalk/02a%20List%20of%20Appendixes.htm>, consulté le 11 juillet 2007.

<sup>648</sup> John Copper mentionne seulement : « A few days later [after the election] suddenly hundreds of Chinese fishing boats appeared around one of Taiwan's 'offshore islands' [...]. The People's Liberation Army said menacingly that it would mobilize thousands of boats for an invasion of Taiwan » (Copper (J.), « Introduction » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, p. 13).

<sup>649</sup> *Ibid.*

<sup>650</sup> Yu-Shan Wu souligne la convergence des différents candidats vers un 'centre' modéré quant aux positions sur le dilemme unification/indépendance lors de l'élection présidentielle de 2000 (Wu (Y.), « Taiwan's Domestic Politics and Cross-Strait Relations » in *The China Journal*, no. 53, janvier 2005, pp. 40-46).

<sup>651</sup> Aux problématiques posées par la chute vertigineuse de la croissance entre 2000 et 2001, l'économie taiwanaise étant en nette récession en 2001 et en convalescence difficile durant 2002, s'ajoutent les maladresses des nouveaux gouvernants. Parmi les plus saillantes, l'imbroglie créé par la construction du quatrième réacteur nucléaire jette un certain discrédit sur les nouvelles autorités, provoquant la rupture avec Tang Fei –Guomindang– qui quitte la tête du gouvernement dès octobre 2000 (Wu (Y.), « Taiwan in 2001 : Stalemated on all Fronts » ; Rigger (S.), « Taiwan in 2002 : Another Year of Political Droughts and Typhoons » in *Asian Survey*, vol. 42, no. 1, janvier 2003, pp. 45-48.

<sup>652</sup> Bush (R.), *Untying the Knot*, p. 65.

L'absence de résultat des initiatives lancées par Chen Shui-bian n'est pas longue à provoquer un retour de ce dernier vers des positions plus conformes à celles traditionnellement défendues par le PDP<sup>653</sup>. Le tournant est amorcé lors du discours que Chen Shui-bian donne par téléconférence à la réunion annuelle de la Fédération Mondiale des Associations Taiwanaïses qui se tient le 3 août 2002 à Tokyo. Insistant sur la 'voie taiwanaïse', Chen Shui-bian conclut son allocution en refusant le principe d'une seule Chine tel que défini par Beijing, déclarant :

*Taiwan est notre pays, et notre pays ne peut être intimidé [bullied], dévalorisé, marginalisé ou traité comme un gouvernement local. Taiwan n'est pas une partie d'un autre pays, elle n'est pas non plus un gouvernement local ni une province d'un autre pays. Taiwan ne pourra jamais être un autre Hong Kong ou Macao, parce que Taiwan a toujours été un Etat souverain. Bref, Taiwan et la Chine se trouvent sur les deux rives opposées du détroit, il y a un pays sur chaque rive. Ceci doit être clair*<sup>654</sup>.

Si la formule d' 'un pays sur chaque rive du détroit' ne peut que susciter les inquiétudes et l'ire de Beijing, la mutation est rendue plus amère encore par la référence faite à la possibilité d'un referendum. Jouant sur les marges de ses 'cinq non', Chen affirme ainsi que « seuls les vingt-trois millions de personnes de Taiwan ont le droit de décider du futur, du destin et du statut de Taiwan. Ceci est notre objectif commun et idéal à long terme. Et, si le besoin s'en fait sentir, comment cette décision sera prise ? Elle le sera par referendum [...]. J'appelle et encourage sincèrement chacun à penser à l'importance et à l'urgence de lancer une législation référendaire »<sup>655</sup>.

La boîte de Pandore ayant été ouverte, la dégradation des relations entre les deux rives se produit mécaniquement par une sorte d'effet de ciseaux. Un élément conjoncturel vient, qui plus est, rendre vigueur à un sentiment d'indignation de l'île vis-à-vis du continent. L'apparition et l'expansion du SRAS sur l'île dans le courant du printemps 2003<sup>656</sup> met sous une lumière crue les insuffisances du rang international de Taipei. Alors que l'obstructionnisme pratiqué par le continent quant à la participation taiwanaïse comme observateur à l'Organisation Mondiale de la Santé suscite une frustration certaine dans la population taiwanaïse, Beijing ajoute l'injure à la blessure, permettant un usage de la crise par Chen. Ainsi, « un jour

---

<sup>653</sup> Chen-Min Chao note par ailleurs que la marge de manœuvre de Chen Shui-bian –alors à mi-mandat– par rapport à son propre parti est alors fortement limitée –« faced with a single-dominant faction with a radical ideology, Chen Shui-bian's hands are tied » (Chao (C.), « One Step Forward, One Step Backward : Chen Shui-bian's mainland policy » in *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 34, 2003, p. 138).

<sup>654</sup> Government Information Office (Republic of China), *President Chen's Opening Address of the 29th Annual Meeting of the World Federation of Taiwanese Associations*, <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/4-oa/20020803/2002080301.html>, consulté le 18 juillet 2007.

<sup>655</sup> *Ibid.*

<sup>656</sup> Rigger (S.), « Taiwan in 2003 : Plenty of Clouds, Few Silver Linings » in *Asian Survey*, vol. 43, no. 1, janvier 2004, pp. 184-185.

après que la population de Taiwan ait été particulièrement outragée, étant témoin de [la déclaration télévisuelle] du représentant chinois auprès de l'ONU à Genève [lançant] aux journalistes taiwanais 'taisez-vous' et demandant 'qui se soucie de vous ?', Chen Shui-bian dit à un meeting du comité central du PDP qu'il allait consulter les groupes sociaux au sujet de la tenue d'un plébiscite sur la question de l'entrée à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) »<sup>657</sup>. D'un effet au mieux marginal sur la possibilité d'intégration de Taiwan à l'OMS, l'appel au referendum –qui résonne comme un pas vers la souveraineté *de jure*– est par contre un élément central dans la réorientation vers une ligne plus dure de défense voulue par Chen. La brèche étant ouverte, le Parlement taiwanais vote en novembre 2003 une loi sur le referendum dont l'article 17 donne au président la possibilité d'en appeler directement aux citoyens si le pays se trouve sous la menace d'une force extérieure<sup>658</sup>. Les bases du 'referendum défensif' ayant été jetées, il est peu étonnant que Chen Shui-bian profite de l'opportunité qui lui est offerte, sans toutefois rompre ouvertement avec le cadre de ses 'cinq non'. Toutefois, si les deux questions posées aux taiwanais, le jour même de l'élection présidentielle, ne touchent pas directement la problématique de l'indépendance, leur formulation ne peut qu'apparaître comme une provocation délibérée aux yeux de Beijing<sup>659</sup>. En outre, si le seuil de participation minimum n'est pas atteint, le fait même que le referendum se soit tenu a provoqué un glissement sensible de l'échiquier politique taiwanais, défavorable à l'unification<sup>660</sup>.

Le mauvais rêve de Beijing connaît de plus un prolongement, après la victoire *in extremis* de Chen au printemps 2004<sup>661</sup>. Cette victoire pose un problème d'autant plus aigu à Beijing que Chen « a obtenu ce

---

<sup>657</sup> Hughes (C.), *Chinese Nationalism in the Global Era*, p. 129.

<sup>658</sup> Une traduction non-officielle de la Loi est disponible dans Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan, Appendix 147 - Taiwan's Referendum Law*, <http://cns.miis.edu/straittalk/Appendix%2076.htm>, consulté le 2 août 2007.

<sup>659</sup> Les deux questions adressées à la population taiwanaise sont : 1- « Should Mainland China refuse to withdraw the missiles it has targeted at Taiwan and to openly renounce the use of force against us, would you agree that the Government should acquire more advanced anti-missile weapons to strengthen Taiwan's self-defense capabilities ? » ; 2- « Would you agree that our Government should engage in negotiation with Mainland China on the establishment of a 'peace and stability' framework for cross-strait interactions in order to build consensus and for the welfare of the peoples on both sides ? » (Taipei Economic and Cultural office in New York, *President Chen's Televised Statement of the Peace Referendum on March 20*, <http://www.taipei.org/press/chen162004.html>, consulté le 20 juillet 2007). Pour une réaction du continent, voir Taiwan Affairs Office, *NPC spokesperson slams Taiwan 'referendum' (2004-3-4)*, <http://www.gwytb.gov.cn:8088/list.asp?table=OneCTS&title=One%20Country%20Two%20Systems>, consulté le 13 juillet 2007.

<sup>660</sup> Une étude détaillée est fournie par Yu-shan Wu dans Wu (Y.), « Taiwan's Domestic Politics and Cross-Strait Relations », pp. 47-56

<sup>661</sup> A la veille du scrutin, Chen Shi-bian et Annette Lu échappent à une étrange tentative d'assassinat. Steven Phillips note : « Chen was behind in most polls on he eve of the March 20 election. A botched assassination attempt that wounded Chen and his running mate, Annette Lu, probably swung votes to the DPP. Chen won by about 30,000 votes out of more than 13 million cast. Leaders of the Pan-Blue opposition hinted that the assassination attempt was a DPP trick and claimed that a state of emergency declared after the shooting prevented many soldiers [traditionnellement pro-Guomindang] from voting » (Phillips (S.), « Building a Taiwanese

résultat non pas en menant une campagne ‘centriste’ mais en accentuant encore l’affirmation d’une identité taiwanaise en quête d’une expression politique plénière sur la scène internationale »<sup>662</sup>. Suivant le mouvement initié post-2002, la présidence taiwanaise entend mener la réorientation fondamentale de sa politique continentale. Dès le 20 mai, Chen Shui-bian réaffirme dans son discours inaugural son intention de modifier une Constitution dont « la majorité de ses articles ne correspondent plus aux besoins actuels – encore moins aux futurs besoins de Taiwan »<sup>663</sup>, position bordant dangereusement la ligne d’une déclaration d’indépendance tracée par Beijing. L’écho de l’élection de 2000 avait été la remise en question du ‘consensus de 1992’<sup>664</sup>, celui du suffrage de 2004 est une attaque frontale au principe d’‘une seule Chine’ qualifié de ‘mythe’ dès l’hiver 2004<sup>665</sup>. La réponse de Beijing prend corps dans la loi anti-sécession le 14 mars 2005, cette dernière marquant « la plus agressive des tentatives de Beijing pour s’auto-désigner comme le seul arbitre des relations entre la Chine et Taiwan »<sup>666</sup>. Si elle réaffirme la volonté de Beijing de poursuivre la voie de la ‘réunification pacifique’ tant que celle-ci n’est pas fermée par Taipei, l’article 8 énonce :

*Dans l'éventualité où les forces sécessionnistes de l'indépendance de Taiwan' agiraient sous quelque nom que ce soit et par quelque moyen que ce soit pour provoquer le fait d'une sécession de Taiwan de la Chine, ou si des incidents majeurs menaient à la sécession de Taiwan de la Chine [...], ou si les possibilités pour une réunification pacifique s'avéraient complètement épuisées, l'Etat emploiera des moyens non-pacifiques ou tout autre mesure nécessaire pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine*<sup>667</sup>.

L’ultime condition laisse une marge de manoeuvre considérable à Beijing dans l’appréciation du degré d’épuisement de la voie pacifique. Nécessaire mise en garde contre la dérive de plus en plus patente vers

---

Republic : The Independence Movement, 1945-Present » in Tucker (N.), *Dangerous Strait*, p. 227n108).

<sup>662</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 101.

<sup>663</sup> Bureau de Représentation de Taipei en France, *Discours d'investiture du Président Chen Shui-bian*, <http://www.roc-taiwan-fr.com/policy/20040520/2004052001.html>, consulté le 20 juillet 2007.

<sup>664</sup> Wang (T.), « Cross-Strait Relations after the 2000 Election in Taiwan : Changing Tactics in a New Reality » in *Asian Survey*, vol. 41, no. 5, septembre 2001, p. 724.

<sup>665</sup> Bush (R.), *Untying the Knot*, p. 70. Chen Shui-bian reviendra à plusieurs reprises à la charge contre ce qu’il qualifie de ‘mythe’. Le 12 août 2006, le président taiwanais s’en prend ainsi violemment au « ‘One China’ myth that entailed the falsehood of the ‘1992 consensus’ » (Government Information Office (Republic of China), *President Chen lectures at the 7th Class of the National Leadership and Development Strategy Program and the 7th Class of the Indigenous Affairs Program at the Ketagalan Institute*, <http://www.gio.gov.tw/taiwan-website/4-oa/20060812/2006081201.html>, consulté le 20 juillet 2007).

<sup>666</sup> Hsiao (H.) & Yan (J.), « Taiwan’s New National Identity, Domestic Politics, and Cross-Strait Relations » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, p. 144.

<sup>667</sup> *Renmin Ribao*, « Full text of Anti-Secession Law » (nous soulignons).

l'indépendance de l'île pour Beijing<sup>668</sup>, la loi anti-sécession irrite cependant les Taiwanais dont plusieurs centaines de milliers participent, le 26 mars, aux manifestations organisées par le PDP<sup>669</sup>.

La sortie rapide d'un climat de tension entre Taiwan et Beijing à la fin du printemps 2005 se fait sur un mode particulier. Ayant apparemment conclu que peu d'avancées pouvaient être possibles avec un président acquis à la cause indépendantiste, Beijing décide tout simplement de court-circuiter Chen Shui-bian dans sa relation avec l'île<sup>670</sup>. Les visites de Lien Chan et James Soong sur le continent en avril et mai 2005, et les subséquents communiqués réitérant l'opposition à l'indépendance de Taiwan et le soutien au consensus de 1992, apportent la perspective d'un renouveau du dialogue à terme<sup>671</sup>. Interpréter cette tactique de front uni de la part de Beijing comme un mouvement univoque de conciliation, ainsi que le fait Qingming Zhang<sup>672</sup>, demeure toutefois contestable, dans la mesure où le blocage reste alors complet avec les autorités taiwanaises. La marginalisation des autorités taiwanaises par Beijing dans les relations trans-détroit se combinant à l'éclatement d'une série de scandales politico-financier impliquant les proches du président<sup>673</sup>, il est peu étonnant que Chen tende à radicaliser sa position. Si la décision, en février 2006, que le Conseil National pour l'Unification doit « cesser de fonctionner »<sup>674</sup> signifie, en pratique, peu de changements, le Conseil ayant été mis en sommeil le premier mandat de Chen, son importance symbolique ne doit pas être mésestimée. Elle constitue, en effet, une transgression patente du cadre des 'cinq non' établi par Chen lors de son premier mandat et destiné à conserver un certain degré de stabilité entre les deux rives. Le Conseil étant

---

<sup>668</sup> Hsin-Huang Hsiao et Jiann-Fa Yan indiquent que la loi anti-sécession peut être vue comme une tentative continentale de 'préemption' contre toute révision de la Constitution promue par Chen (Hsiao (H.) & Yan (J.), « Taiwan's New National Identity, Domestic Politics, and Cross-Strait Relations », p. 144).

<sup>669</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 103.

<sup>670</sup> L'invitation par Beijing de dirigeants des partis opposés à l'indépendance date des lendemains de la première élection de Chen Shui-bian. Si l'initiative chinoise avait rencontré un succès certain antérieurement aux visites de Lien Chan et de James Soong (Copper (J.), « Taiwan in Gridlock: Thoughts on the Chen Shuibian Administration's First Eighteen Months » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, pp. 25-26) la position de ces derniers et le haut degré de visibilité des rencontres donnent à l'événement une portée notoirement plus importante.

<sup>671</sup> Brown (D.), « China-Taiwan Relations: Opposition Leaders Visit China » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, juillet 2005, pp. 85-86. L'initiative chinoise et la réponse positive de l'opposition taiwanaise ont été accueillies favorablement par la population taiwanaise. « Most opinion polls in Taiwan show that about 55 percent of the population thought Lien had done well on the mainland and that his trip had resulted in the reduction of cross-Strait tension » (Lam (W.), « Analyzing Lien's Visit: What's Next for Cross-Strait Relations ? » in *China Brief*, vol. V, no. 11, 10 mai 2005, p. 4.

<sup>672</sup> Zhang (Q.), « Two Steps forward, One Step Back: Domestic Politics and PRC's 'Dual-Track' Taiwan Policy » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, p. 45.

<sup>673</sup> Chu (Y.), « Taiwan in 2006: A Year of Turmoil » in *Asian Survey*, vol. 47, no. 1, janvier 2007, pp. 44-47.

<sup>674</sup> La différence entre la « cessation de fonction » et l'abolition du Conseil constitue une nuance rhétorique ayant satisfait Washington (Brown (D.), « China-Taiwan Relations: Missed Opportunities » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, avril 2006, p. 88).

moribond, il constitue pour Chen un terrain idéal pour mettre à l'épreuve la résolution des différentes parties. A cet égard, la réaffirmation des quatre autres 'non'<sup>675</sup>, ponctuellement satisfaisante pour Washington et Beijing, ne modifie pas la volonté de corrompre, de façon incrémentale, le cadre de négociations possibles entre l'île et le continent.

## ***IV- L'impossible réconciliation ? Problématiques actuelles dans le détroit de Taiwan.***

Le rapide examen de l'évolution des relations trans-détroit dans la période post-Guerre Froide met en lumière un éloignement progressif de l'île et du continent que l'élection de Ma Ying-jeou semble difficilement pouvoir conjurer. Si Beijing et Taipei ont pu éviter le conflit ouvert, les mouvements de la seconde dans une zone grise –toujours en deçà d'une déclaration d'indépendance– ont considérablement accru les tensions dans le détroit. Dans la configuration présente, les points d'achoppement demeurent nettement plus visibles, sinon plus nombreux, que ceux offrant un appui à une vision optimiste. Appréhendée dans son évolution temporelle, la relation entre les deux parties semble avoir dérivé vers une rigidification sur des positions antagonistes. A cet égard, l'accroissement de l'instabilité de la relation trans-détroit<sup>676</sup> apparaît au moins aussi significative que la préservation d'une situation de non-belligérance entre les deux rives. En d'autres termes, la relative permanence du statu quo apparent n'est pas le fait d'une convergence des positions, mais la résultante de mouvements contradictoires<sup>677</sup>. Il est par conséquent important de souligner comme le fait Steven Goldstein que « le terme de statu quo se réfère aux choses telles qu'elles sont dans tout alignement politique, il ne nous dit rien quant à leur stabilité ou durabilité. Un statu quo peut être pacifique et robuste lorsque les parties s'accordent sur les règles du jeu, hanté par les tensions et dans

---

<sup>675</sup> Brown (D.), « China-Taiwan Relations : Despite Scandals, Some Small Steps » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, juillet 2006., p. 87.

<sup>676</sup> Harry Harding souligne : « The present situation in the Taiwan Strait is unstable although it possesses many more elements of mutual interdependence than it did 15 years ago » (Harding (H.), « Again on Interim Arrangements in the Taiwan Strait » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, p. 3).

<sup>677</sup> Selon l'expression de Philip Yang, le statu quo actuel est fait d'une opposition entre interprétation statique et dynamique de celui-ci. « Beijing conceives the cross-Strait status quo as a prolonged conflict occasioned by the Chinese civil war in the last century » (Yang (P.), « The Taiwan That Can Say No : Taiwan's External and Cross-Strait Relations Since 1995 » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, p. 125) tandis que « Taiwan's conception of cross-Strait status quo is dynamic, reflecting the need to respond to the pressure of both external and internal regime survival » (p. 129).

l'impasse lorsque les parties sont forcées d'accepter des compromis insatisfaisants du fait que leur solutions préférées [respectives] ne sont pas possibles, ou, finalement, conflictuelles lorsque l'un des acteurs poursuit un ou plusieurs objectifs qui sont inacceptables pour les autres »<sup>678</sup>. D'un point de vue général, la situation à travers le détroit a oscillé entre la deuxième et la troisième alternative.

## A- Charybde, Scylla et le statu quo : le dilemme taiwanais.

Dans une très large mesure, l'impasse dans laquelle se trouvent Beijing et Taipei résulte de l'évolution de la politique de l'île vis-à-vis du continent. L'écart entre les positions taiwanaises lors des discussions entre Koo Cheng-fu et Wang Daohan –où l'unification demeurerait l'objectif ultime bien que peut-être lointain– et celles affichées aujourd'hui par l'administration Chen Shui-bian –contre le « mythe d'« une seule Chine »– suffit à mesurer l'approfondissement de l'antagonisme. Il est à peine besoin de souligner que la position à laquelle a abouti Taiwan sur la nature de ses relations avec la Chine Populaire est incompatible avec celle défendue par Beijing. Pour le continent, le principe d'« une seule Chine », et son corollaire pratique que constitue la réunification, demeurent un horizon indépassable. Pour l'île, la réunification est passée du statut de futur probable, à celui d'option possible. En ce sens, « Taiwan est une puissance révisionniste. Son mouvement d'indépendance conteste un intérêt vital de statu quo de la Chine continentale –l'opposition à une déclaration d'indépendance *de jure* et le maintien, quelle que soit son ambiguïté, de l'engagement de Taiwan vis-à-vis de la formule d'« une seule Chine »<sup>679</sup>.

Le premier aspect de la dérive taiwanaise vers une solution non conforme aux attentes du continent s'exprime au niveau de la politique formulée par les deux administrations successives. Si l'on peut débattre du caractère séparatiste de l'agenda de Lee Teng-hui<sup>680</sup>, il demeure certain que le contenu du principe d'« une

---

<sup>678</sup> Goldstein (S.), « The Taiwan Strait : A Continuing Statu Quo of Deadlock » in *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, mois 2002, p. 85.

<sup>679</sup> Ross (R.), « Explaining Taiwan's Revisionist Diplomacy » in *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, p. 444.

<sup>680</sup> Pour Richard Bush, il est impossible de résumer la position de Lee Teng-hui à un simple effort séparatiste. Si l'on retient le cas 'extrême' de la formule de 1999 –la « relation spéciale d'Etat à Etat », Richard Bush estime : « It is reasonable to conclude that Lee was making explicit what had been implicit in Taipei's position for almost a decade : the government of Taiwan possessed sovereignty, just as the Beijing government did [...]. This was consistent with Taiwan's long-standing rejection of the one-country, two systems formula, which, in Taiwan's view, assigned subordinate status to special administrative region. Moreover, Lee did not reject the idea that Taiwan was part of China or suggest that unification was no longer an objective » (Bush (R.), *Uniting the Knot*, p. 56). Au contraire, Sheng Lijun affirme : « contrary to Lee's claim that the 'two state' theory represented no change in Taiwan's mainland policy, the change is obvious and significant » (Sheng (L.), *China and Taiwan : Cross-Strait Relations under Chen Shui-bian*, p. 16) et Tao Wenzhao considère cette théorie des deux Etats comme « a formal and undisguised challenge to the one-China principle [which] is unprecedented in the history of cross-strait relations » (Tao (W.), « U.S. Policy ambiguities and Current Cross-Strait Dilemmas » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, p. 21).

seule Chine' tel qu'utilisé par le précédent président taiwanais a peu de points communs avec celui proposé par Beijing. Dans la reformulation du principe proposée par Lee, il fait, en effet, peu de doute que la conservation de la forme se fait au prix d'une modification substantielle du fond. « Pour atteindre l'objectif [d'] une redéfinition du concept d'«une seule Chine' [...], Lee a affirmé l'existence de deux Etats ou gouvernements chinois à l'intérieur d'une seule nation chinoise, chacune exerçant une juridiction entière et séparée, avec des systèmes politiques et des niveaux de développement largement différents [...]. De plus, les liens avec le continent étaient basés seulement sur une histoire, une culture et un langage communs sur les deux rives, non sur une quelconque notion d'une souveraineté politique unique exercée par un unique gouvernement »<sup>681</sup>. De ce point de vue, l'ère de Lee Teng-hui apparaît comme celle d'une ouverture du champ des possibles pour l'île, un mouvement qui semble aussi difficilement réversible que celui de la démocratisation sur l'île.

La présidence de Chen Shui-bian constitue un pas supplémentaire dans la distanciation taiwanaise au principe d'«une seule Chine'. La position de l'administration Chen Shui-bian d'un rejet du principe comme précondition à la réouverture de négociations reflète la permanence de préoccupations quant à la sécurité de Taiwan. Du point de vue de Taipei, « si l'on se base sur l'historique des négociations menées par Beijing et le différentiel de puissance entre les deux [entités], il est probable que la direction de la RPC essaie de réinterpréter le sens d'«une seule Chine' en sa faveur, quelle que soit la définition ayant primordialement obtenue un commun accord »<sup>682</sup>. A cet égard, quelles que soient les provocations et rodomontades de Chen Shui-bian après 2002, l'opposition à la formule de Beijing concernant la réunification rencontre l'approbation d'une très large partie de la population. Ainsi, entre 1999 et 2006, à la question de l'applicabilité du modèle 'un pays, deux systèmes' au cas de l'île, en moyenne trois taiwanais sur quatre répondaient par la négative tandis qu'environ un sur huit estimait la formule acceptable<sup>683</sup>. Dans cette perspective, un retournement de la position officielle taiwanaise quant à une réunification selon les termes du continent demeure aujourd'hui peu probable, et la nouvelle alternance présidentielle de 2008 est peu

---

<sup>681</sup> Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies : Features and Determinants*, Santa Monica, RAND, 2001, p. 23.

<sup>682</sup> Wang (T.), « Cross-Strait Relations after the 2000 Election in Taiwan : Changing Tactics in a New Reality » in *Asian Survey*, vol 41, no. 5, sept.-oct. 2001, p. 720.

<sup>683</sup> Mainland Affairs Council, *Is the 'One country, Two Systems' Formula Applicable to Solving the Problems Across The Straits ?*, [http://www.mac.gov.tw/english/english/pos/9604/9604e\\_8.gif](http://www.mac.gov.tw/english/english/pos/9604/9604e_8.gif), consulté le 2 août 2007. L'ordre de grandeur est aussi valable pour la période antérieure à l'élection de Chen Shui-bian. En 2000, Shelley Rigger soulignait : « for the past five years, the portion of Taiwanese who reject the PRC's 'one China, two systems' formula for unification has been between 75 and 85 percent » (Rigger (S.), « Taiwan Rides the Democratic Dragon » in *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, p. 114).

susceptible d'opérer une telle modification. En d'autres termes, l'analyse de I-cheng Loh, selon laquelle « pour la population de Taiwan, l'acceptation d'un pays, deux systèmes signifie simplement l'échange de la garantie de sécurité [qu'offre] le Taiwan Relations Act, quel que soit son [caractère] vague et imprécis, pour la clémence [*mercy*] du régime communiste de Beijing. Ceci ne serait rien d'autre qu'une abjecte reddition »<sup>684</sup>, semble devoir conserver son entière validité.

L'unique point positif pour Beijing est que, si la population taiwanaise est majoritairement opposée à l'unification, une majorité d'un poids voisin est tout autant opposée à une indépendance accélérée. Une des difficultés du positionnement taiwanais se trouve, en effet, dans le fait que l'alternative est ternaire – unification, indépendance et statu quo – le deux premiers termes disposant d'un certain degré de compatibilité avec le troisième. Le problème se complique encore du fait qu'à des horizons temporels différents, les préférences quant aux futurs possibles varient. Les chiffres donnés par les enquêtes du Centre d'Etudes Electorales de l'Université Nationale Chengchi de Taiwan indiquent ainsi qu'en décembre 2006 : 38,8% des taiwanais préféraient le maintien du statu quo et décider plus tard du statut final de l'île, 19,6% le maintien indéfini du statu quo, 14,1% le maintien du statu quo et une évolution vers l'indépendance, 12,3% le maintien du statu quo et une évolution vers l'unification, 5,5% l'indépendance le plus tôt possible et 2,1% la réunification le plus tôt possible –7,5% ne se prononcent pas<sup>685</sup>. D'un point de vue tendanciel, si les préférences des taiwanais ont fluctué, l'option médiane –maintien du statu quo indéfiniment ou avec une décision ultérieure– apparaît comme l'option de la majorité relative des taiwanais depuis 1994 et d'une majorité absolue de ceux-ci depuis 2001<sup>686</sup>. Pour Beijing, un des éléments préoccupants est le renversement, au cours de la dernière décennie, des positions relatives de l'unification et de l'indépendance. En décembre 1994, 21% des Taiwanais soutenaient un mouvement vers l'unification –dont 4,4% aussi tôt que possible, tandis que seulement 11,1% désiraient un mouvement vers l'indépendance –dont 3,1% aussi tôt que possible<sup>687</sup>. En décembre 1998, le nombre de Taiwanais favorables à l'indépendance dépassait pour la

---

<sup>684</sup> Loh (I.), « The Gordian Knot in Cross-Strait Relations : The Question of Taiwan's Participation in International Organizations » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, p. 37.

<sup>685</sup> Election Study Center, National Chengchi University, « List of Dataset, Tableau 3 », <http://www.esc.nccu.edu.tw/eng/data/data03-4.htm>, consulté le 20 juillet 2007.

<sup>686</sup> *Ibid.* L'*International Crisis Group* souligne cependant que cette préférence pour le statu quo est à traiter avec prudence : « The question about 'favouring independence' or 'favouring the status quo' is particularly flawed since neither is well defined, and this sentiment is highly conditioned by China's military threats. The large middle ground ('status quo now, decision later'), probably reflects the many people who would favour independence if China was not threatening Taiwan » (International Crisis Group, *Taiwan Strait I: What's Left of 'One China' ?*, p. 40).

<sup>687</sup> *Ibid.*

première fois celui des partisans de l'unification<sup>688</sup>. Certes significatif, ce retournement ne doit cependant pas occulter le fait que dans leur immense majorité, les Taiwanais demeurent hostiles à tout mouvement radical dans l'une ou l'autre des directions. Ainsi, si l'on élimine de l'équation les non réponses, la part de la population se satisfaisant du statu quo à court terme avoisine 90% pour toutes les années depuis 1994<sup>689</sup>. « Clairement, les citoyens de la République de Chine [...] craignent qu'un engagement prématuré pour l'Indépendance ou pour la Réunification puisse détruire les progrès sociaux, économiques, et politiques que Taiwan a d'ores et déjà accomplis »<sup>690</sup>.

Le « révisionnisme taiwanais » trouve un champ d'expression supplémentaire dans une course aux 'attributs extérieurs' de la souveraineté. La 'diplomatie pragmatique'<sup>691</sup>, qui reçoit un nouvel élan au début des années 1990, consiste en un activisme 'tous azimuts' visant à l'élargissement de l'espace d'existence internationale de l'île. En termes généraux, l'approche atypique de Taiwan devait passer d'une « compétition 'à somme nulle' » à une « approche pragmatique 'à somme positive' », ouverte à la double participation aux institutions internationales et à la double reconnaissance<sup>692</sup>. Dans l'inertie d'un tel mouvement, Taiwan continue, d'une part, à entretenir des relations diplomatiques avec une vingtaine d'Etats de petite taille,

---

<sup>688</sup> Respectivement 18,9% et 17,5% (*Ibid*). Il faut cependant noter que les poids des deux groupes sont de même ordre et que leurs positions respectives ont alterné à plusieurs reprises depuis cette date.

<sup>689</sup> Par ailleurs, on constate une chute de la part de population se considérant comme 'chinoise' (de plus de 25% en 1992 à moins de 10% depuis 2002) ayant pour pendant une forte croissance de celle se définissant comme 'taiwanaise' (de moins de 20% en 1992 à plus de 40% depuis 2001), soit un chiffre équivalent à la proportion de taiwanais s'estimant à la fois 'taiwanais et chinois' (entre 40% et 50% depuis 1992). Si l'évolution laisse peu de place à l'ambiguïté, son interprétation comme un mouvement massif des Taiwanais soutenant l'indépendance n'est pas nécessairement justifiée. Robert Scott Ross indique ainsi : « trends in Taiwanese identity do not necessarily translate into voter support for a pro-independence foreign policy and a corresponding political imperative for the Taiwan politicians to lead Taiwan to risk war with the mainland. Small powers have long found ways to get along with great powers, despite intense identity-based antagonisms » (Ross (R.), « Explaining Taiwan's Revisionist Diplomacy », p. 452). Ainsi, « Taiwanese identity and a corresponding preference for an independent Taiwan has not encouraged strong voter interest in a declaration of Taiwan Independence [...]. Indeed, Taiwan voters have routinely signaled their opposition to pro-independence politicians. Since Taiwan's first competitive presidential election in 1996, on all but one occasion the pro-independence party has not won a majority of the votes in either presidential, legislative, or local elections » (p. 453).

<sup>690</sup> Clark (C.) « Successful Democratization in the ROC : Creating a Security Challenge » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security Dilemmas and Opportunities*, p. 43.

<sup>691</sup> Michael Swaine souligne que les principes généraux sous-tendant la 'diplomatie pragmatique' existent dès les années 1970 : « In the area of foreign policy, Premier Chiang in early 1973 launched a strategy of 'total diplomacy' (zhongti waijiao) that provided the foundation for subsequent efforts at 'pragmatic diplomacy' (wushi waijiao). 'Total diplomacy' called for the mobilization of all available resources, including political, economic, scientific, technological, cultural, and sports exchanges, to maintain or develop substantial links with states that had transferred diplomatic recognition to Beijing. The goal of this pragmatic, opportunistic strategy was to employ every possible means to escape political and diplomatic isolation in the international arena and to utilize Taiwan's international standing to gain political advantage » (Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies*, p. 19).

<sup>692</sup> Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies*, p. 9.

concentrés en Afrique, en Amérique du Sud et dans les îles du Pacifique, à l'exception du Vatican<sup>693</sup>, et dont le nombre a été en diminution constante depuis le remplacement de la République de Chine par la République Populaire de Chine aux Nations Unies. D'autre part, devant l'impossibilité d'établir des liens diplomatiques avec les Etats reconnaissant Beijing, Taiwan a tenté de prévenir le risque d'isolement en établissant un réseau dense de relations quasi-diplomatiques incluant « un large éventail de liens à la fois officiels et non-officiels, [des liens] non diplomatiques mais substantiels [dans les domaines] politique, culturel et économique avec les autres Etats et les [institutions] internationales, usant d'une variété de formulations et de mécanismes »<sup>694</sup>. Si la soixantaine de bureaux de représentation<sup>695</sup> –dont celui des Etats-Unis, du Japon et de l'Union Européenne– dispose d'un degré d'officialité inférieur à celui d'une ambassade, leur présence continue à Taipei ne constitue pas moins une réussite majeure de la diplomatie taiwanaise<sup>696</sup>.

Dans cet effort, la réussite économique taiwanaise a fourni à Taipei d'indispensables outils pour la mise en œuvre de sa politique. D'un point de vue général, Taiwan possédait en 2005 un produit intérieur brut s'élevant à 346 milliards de dollars –21<sup>ème</sup> selon le classement offert par le Fond Monétaire International– correspondant à un PIB par habitant de 15.000 dollars –36<sup>ème</sup> selon ce même classement<sup>697</sup>. La même année, les réserves de la banque centrale taiwanaise atteignaient 246 milliards de dollars<sup>698</sup>, et son commerce extérieur rangeait l'île parmi les vingt-cinq premières entités référencées par l'Organisation Mondiale du Commerce<sup>699</sup>. Ce poids relatif élevé de l'économie taiwanaise a été largement mis à contribution par les autorités taiwanaises dans une politique visant à accroître la visibilité de l'île. « Précisément, les liens bilatéraux [en matière d'] investissement, [de] commerce et [de] technologie, aussi bien que les offres d'aide

---

<sup>693</sup> Hughes (C.), *Taiwan and Chinese Nationalism*, p. 130.

<sup>694</sup> Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies*, p. 9.

<sup>695</sup> International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 29.

<sup>696</sup> Ce succès est d'autant plus important que « a number of parliaments are becoming increasingly active in pushing for more formal relations with Taiwan, in particular those of the EU, Japan and Russia » (International Crisis Group, *Ibid.*<sup>2</sup>, p. 31).

<sup>697</sup> International Monetary Fund, *World Economic Outlook Database, April 2007*, <http://www.imf.org/external/data.htm>, consultée le 3 août 2007. A l'intérieur de la région est-asiatique, si Taiwan demeure loin du Japon, de la Chine et de la République de Corée en matière de PIB, elle devance néanmoins l'ensemble des pays de l'ASEAN (en PIB par habitant, Taiwan se classe derrière le Japon, Singapour, Brunei et la Corée).

<sup>698</sup> Ministry of Economic Affairs, Department of Investment Service, *Taiwan's forex reserves reach new high of USD 246,6 billion*, 18 mars 2005, <http://investintaiwan.nat.gov.tw/en/news/200503/1005031801.html>, consulté le 2 août 2007.

<sup>699</sup> Organisation Mondiale du Commerce, *Taipei, Chinese*, [http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW\\_e.htm](http://stat.wto.org/CountryProfiles/TW_e.htm), consulté le 2 août 2007. A ceci s'ajoute la place de l'île comme centre névralgique dans le secteur clé des technologies de l'information. En 2001, « The MIC estimates that Taiwanese companies produce approximately 60 percent of the world's notebook computers, 90 percent of its motherboards, 60 percent of its liquid crystal displays (LCDs), 50 percent of its cathode ray display tubes (CDTs), 30 percent of its optical disk drives, and 25 percent of its servers » (Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaiad?*, p. 63).

économique, de prêts et d'assistance technique de la part de la RdC à des pays particuliers ont été utilisés pour obtenir ou renforcer des liens diplomatiques, obtenir un accès aux [institutions] économiques régionales et globales, et, généralement, pour accroître le poids et l'influence de Taiwan dans le champ international »<sup>700</sup>. Dans une certaine mesure, Taipei continue de payer au prix fort –et croissant– l'espace international minimal dont elle dispose. Ainsi, une fois élu, « Chen avait promis de rendre visite au vingt-sept 'alliés' de Taiwan et en à peine moins de trois ans, il avait accompli trois visites d'Etat [à de multiples nations] avec de larges délégations dans quinze pays en Afrique et en Amérique Centrale pour un coût de 500 millions de dollars américains »<sup>701</sup>.

De ce point de vue, la proposition taiwanaise, faite en 1995, d'offrir un milliard de dollars aux Nations Unies si l'île était acceptée comme membre de l'Organisation<sup>702</sup>, est un prolongement de ce qui a été péjorativement qualifié de 'diplomatie du dollar'. Déposée pour la première fois en 1993, et renouvelée depuis chaque année, la candidature taiwanaise apparaît comme une maximisation des bénéfices que lui procure la reconnaissance diplomatique de quelques pays membres. La prétention taiwanaise s'est cependant constamment heurtée à une fin de non-recevoir et « il est maintenant moins probable qu'auparavant que Taiwan puisse être admise [à l'ONU] sans le consentement préalable de la Chine »<sup>703</sup>. Taipei est néanmoins parvenue à conserver un espace de visibilité dans différentes organisations intergouvernementales –dont l'Asia Pacific Economic Cooperation et le Comité International Olympique– sous des appellations ne blessant pas la sensibilité de Beijing<sup>704</sup>. Les limitations imposées par le continent demeurent cependant strictes et l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce, sous le nom de 'Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen, Matsu', est à cet égard, aussi important qu'exceptionnel<sup>705</sup>.

Il est à nouveau important de souligner que les efforts des deux gouvernements pour élargir la place faite à Taiwan sur la scène internationale, et que Ma Ying-jeou semble vouloir poursuivre<sup>706</sup>, ont bénéficié d'un

---

<sup>700</sup> Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies*, p. 26.

<sup>701</sup> International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 32.

<sup>702</sup> Sheng (L.), *China's Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 25.

<sup>703</sup> International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 33.

<sup>704</sup> En 2005, Taiwan était membre de vingt-deux organisations intergouvernementales (Yang (P.), « The Taiwan That Can Say No : Taiwan's External and Cross-Strait Relations Since 1995 », p. 116).

<sup>705</sup> Richard Bush souligne que l'adhésion taiwanaise a bénéficié d'un appui américain actif et du fait que la Chine Populaire n'était pas déjà membre de l'OMC au moment des négociations ((Bush (R.), *Uniting the Knot*, p. 160).

<sup>706</sup> Le discours d'investiture du nouveau président taiwanais, s'il affirme une volonté de consultation avec Beijing, souligne néanmoins que « Taiwan doesn't just want security and prosperity. It wants dignity. Only when Taiwan is no longer being isolated in the international arena can cross-strait relations move with confidence » (Ma (Y.), « Taiwan's Renaissance », [http://www.president.gov.tw/en/20080520\\_PRESIDENT\\_INAUGURAL /e\\_speech.html](http://www.president.gov.tw/en/20080520_PRESIDENT_INAUGURAL/e_speech.html), consulté le 12 juin 2008.

vaste soutien dans la population. Il fait en effet peu de doutes que l'affirmation de Lee Teng-hui à Cornell –« Franchement, notre peuple n'est pas heureux du statut accordé à notre nation par la communauté internationale »<sup>707</sup>– dispose d'une validité immuable depuis plus d'une décennie. A cet égard, la frustration taiwanaise générée par l'obstructionnisme chinois à l'OMS durant la crise du SRAS n'est particulière que par la flambée d'indignation provoquée et son instrumentalisation par l'administration Chen-Shui-bian. Selon un sondage de l'institut *Thinktank* de Taiwan, en 2006, plus de trois taiwanais sur quatre voyaient favorablement les tentatives de Taipei pour obtenir un siège aux Nations Unies<sup>708</sup>. Plus important encore, est, peut-être, la propension à accepter certains risques pour garantir une visibilité internationale à l'île. Entre avril 2000 et avril 2007, à la question « Si le développement de liens avec l'étranger devait amener à une hausse des tensions à travers le détroit, seriez-vous d'accord avec un tel effort »<sup>709</sup>, plus de la moitié des taiwanais répondait par l'affirmative, tandis que moins d'un quart refusait une telle prise de risques<sup>710</sup>. Si l'on peut conserver une certaine réserve quant aux proportions exactes de la population soutenant l'accession à l'ONU ou le développement de liens internationaux en dépit de l'opposition continentale, l'écart entre la partie favorable à un espace international élargi et celle s'y opposant laisse peu de doutes quant à l'enracinement du sentiment de sous-représentation de l'île sur la scène mondiale. Visiblement présent au sein de la population, le consensus sur la nécessité d'un espace d'existence international est largement partagé dans l'espace politique taiwanais. Si le Guomintang s'oppose au referendum lancé par Chen Shui-bian sur l'adhésion de l'île à l'ONU sous l'appellation 'Taiwan', il souscrit néanmoins au principe de cette adhésion en des termes « qui accroîtraient les chances du pays [d'être admis] tout en protégeant la dignité de la nation »<sup>711</sup>. En ce sens, la politique adoptée par la nouvelle administration manifeste une certaine continuité exigeant une visibilité internationale passant par la réintégration au sein des principales organisations. Un des points centraux développé par Ma Ying-jeou est ainsi de « demander à réintégrer les

---

<sup>707</sup> Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan*, Appendix 80.

<sup>708</sup> Taiwan, U.N. Me, « Thinktank poll indicates that majority support joining U.N. under 'Taiwan' », <http://english.www.gov.tw/UN/index.jsp?catid=126&recordid=98200>, consulté le 2 août 2007.

<sup>709</sup> Mainland Affairs Council, « If Developing Foreign Ties Led to Rising Tension on Cross-strait Relations, Would You Agree with such an Effort », [http://www.mac.gov.tw/english/english/pos/9604/9604e\\_4.gif](http://www.mac.gov.tw/english/english/pos/9604/9604e_4.gif), consulté le 2 août 2007.

<sup>710</sup> La part de réponses favorables évolue pour la période entre 54,5% et 71,4%, celle des réponses défavorables entre 14,1% et 23,4% (*Ibid.*).

<sup>711</sup> Wu Den-yih, alors secrétaire général du Guomintang, cité dans « KMT to hold referendum on UN bid », *Taipei Times*, 29 juin 2009, <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2007/06/29/2003367293/print>, consulté le 12 juin 2008.

organisations internationales », et notamment de « réintégrer l'ONU [ce qui] est le souhait commun de toute la population de Taiwan »<sup>712</sup>.

## **B- Le durcissement de la politique chinoise.**

Vue de Beijing, la juxtaposition d'un éloignement de Taiwan des principes fondamentaux de la réunification et d'un effort soutenu vers une réappréciation de son statut international résonne comme une tentative de séparation permanente. Compte tenu de l'importance de l'île pour le rétablissement de la Chine dans son statut de grande puissance, les divers mouvements de Taipei tendent à mettre Beijing au pied du mur. L'impossibilité d'une sortie du cadre d'«une seule Chine» autrement qu'à un coût qu'aucun leader n'est susceptible d'assumer et le refus taiwanais durant la dernière décennie d'intégrer un cadre acceptable par Beijing ont mené à une inévitable rigidification de cette dernière<sup>713</sup>. Certes, la voie de la réunification pacifique continue d'être l'option qui a la préférence des autorités chinoises ; celle-ci n'exclut cependant nullement la prise de garanties contre toute dérive jugée abusive par Beijing.

En réponse à l'activisme taiwanais sur la scène internationale, la Chine Populaire a adopté une politique d'endiguement systématique. Pour Beijing, une existence taiwanaise sur un plan international entièrement indépendante peut difficilement être vue comme autre chose qu'une tentative pour établir la reconnaissance de 'deux Chine'<sup>714</sup> ou d'«une Chine, une Taiwan»<sup>715</sup>. En d'autres termes, « la Chine considère, avec une certaine raison, les efforts de Taiwan pour rejoindre les organisations internationales comme un effort pour acquérir, par la petite porte, une plus grande reconnaissance en tant qu'Etat »<sup>716</sup>. De ce fait, la position chinoise reste largement indépendante de l'aire de compétence des organisations auxquelles Taiwan tente d'accéder. La confusion entourant la division entre les dimensions techniques et politiques des organisations intergouvernementales rend, en effet, impossible une délimitation d'un rôle circonscrit pour Taiwan –un amoindrissement que l'île paraît par ailleurs de moins en moins susceptible d'accepter. Le possible

---

<sup>712</sup> Ma(Y.), « La voie que je suivrai... » in *Politique Internationale*, no. 119, printemps 2008, p. 311.

<sup>713</sup> La réaffirmation du consensus de 1992 par Ma Ying-jeou dans sa campagne comme à l'occasion de son discours d'investiture replace certes Taiwan dans une position plus proche de celle demandée par le continent. MaYing-jeou a cependant explicitement reconnu la difficulté à s'entendre sur le contenu du principe d'«une seule Chine» et a conditionné les avancées sur un accord de paix à une réduction du nombre de missiles présents de l'autre côté du détroit (« Interview with Ma Ying-jeou », *Time*, 10 juillet 2006, <http://www.taiwandc.org/time-2006-01.htm>, consulté le 12 juin 2008).

<sup>714</sup> Swaine (M.) & Mulvenon (J.), *Taiwan's Foreign and Defense Policies*, p. 9.

<sup>715</sup> Un glissement vers une 'taiwanisation' de la quête d'espace international s'est opéré sous l'administration Chen Shiu-bian ainsi que le souligne le referendum sur l'adhésion de 'Taiwan' –et non de la République de Chine– à l'ONU.

<sup>716</sup> International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 33.

glissement du statut de Taiwan vers une position d'*alter ego* de la Chine Populaire au sein d'organisations internationales explique en grande partie le fait que « la Chine a en règle générale été hostile à l'intérêt de Taiwan pour une candidature comme entité non-étatique » et que Beijing « offre une résistance lorsque les aute pays poussent pour une adhésion de Taiwan à ces organisations, la Chine considérant qu'il est de ses prérogatives 'd'autoriser' Taiwan à participer, comme elle a pu le faire pour l'APEC au début des années 1990 »<sup>717</sup>. Toute intégration de Taiwan à une organisation internationale pose enfin le problème d'une possible internationalisation de la question taiwanaise, inacceptable du fait de la possibilité d'une interférence d'organisations et/ou d'Etats tiers dans ce qui constitue pour la Chine Populaire une question de politique intérieure. A cet égard, la réticence de Beijing à traiter de toute question avec Taipei à l'intérieur du cadre de l'OMC est significative.

L'inquiétude chinoise n'est cependant nullement limitée aux espaces de haute visibilité et s'étend amplement aux liens considérés comme non-officiels. Ainsi, « la préoccupation de la Chine quant [à la possibilité] que ces liens substantiels soient un élément d'une stratégie visant à promouvoir une '*creeping independence*' de Taiwan l'ont menée à être sensible au développement et à l'amélioration de ces liens non-officiels »<sup>718</sup>. De fait, l'usage qu'a fait Taipei du minimum d'espace dont elle a pu disposer tend à exacerber l'hostilité chinoise. Les succès de la 'diplomatie pragmatique', au cours de la première moitié des années 1990, dans des champs aussi sensibles que l'acquisition de matériel militaire<sup>719</sup>, ne sont pas sans créer de fortes incitations pour une réduction à un strict minimum des liens 'non diplomatiques' que peut entretenir Taiwan. L'ostensible poussée taiwanaise vers une position internationale constituant une violation patente des principes défendus par Beijing a amené cette dernière à un renforcement de sa politique d'endiguement'.

Chu Shulong note ainsi :

*Alors que les intentions de Taiwan se font claires, la position de Beijing devient de même plus claire et plus dure quant aux tentatives internationales présentes et futures de Taiwan. Primo, Beijing cherchera à priver Taiwan d'un espace international officiel avec les pays étrangers [...]. Secundo, Beijing cherchera à priver Taiwan d'espace dans les organisations [intergouvernementales] officielles [...]. Tertio, Beijing cherchera à priver Taiwan de tout espace international supplémentaire même dans les organisations internationales non-*

---

<sup>717</sup> *Ibid.*

<sup>718</sup> Dickson (B.), « The Republic of China on Taiwan's 'Pragmatic Diplomacy' » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security Dilemmas and Opportunities*, p. 89.

<sup>719</sup> Les contrats franco-taiwanais sont, de ce point de vue, exemplaires. Si les Etats-Unis ont continuellement approvisionné l'île en matériel militaire, la vente en 1991 et 1992 de six frégates de classe La Fayette et de 60 Mirage 2000-5 –auxquels s'ajoutent 1500 missiles air-air MICA (SIPRI, *SIPRI Yearbook 1993*, Oxford, Oxford University Press, 1993) n'en constitue pas moins à ce moment, un succès majeur de la politique taiwanaise.

gouvernementales [...]. Enfin, Beijing cherchera à rendre la vie [de Taiwan] plus difficile dans les organisations où Taiwan est déjà membre<sup>720</sup>.

La lutte que se livrent Beijing et Taipei autour de la définition de l'espace d'existence internationale de l'île se fait cependant à armes toujours plus inégales. En termes généraux, étant donné le poids économique, politique et militaire grandissant du continent, il est peu douteux que le temps joue en faveur de Beijing, érodant les avantages dont disposait jusque là Taiwan. Ainsi, « le problème pour Taiwan est que, alors qu'elle a fait de considérables progrès pour s'assurer d'une association quasi-diplomatique avec les Etats les plus importants régionalement sur une base bilatérale, aucun de ceux-ci, gardant à l'esprit [la donnée de la] sécurité régionale, n'a été prêt à offenser le gouvernement de Beijing sur la question indivisible de la souveraineté »<sup>721</sup>. La diplomatie du dollar employée par Taipei pour l'entretien de relations diplomatiques pleines avec ses derniers 'alliés' tend à devenir plus coûteuse et difficile, l'*International Crisis Group* ayant noté que « le président Chen a investi bien plus dans la diplomatie du portefeuille [*money diplomacy*] que son prédécesseur pour la simple raison qu'à mesure que la Chine devient plus riche, il n'est pas évident que les alliés diplomatiques restant à Taiwan demeureront loyaux »<sup>722</sup>. Dans cette perspective, si, en l'absence d'un retournement de tendance, le succès du continent apparaît relativement assuré à moyen terme, il dépend entièrement de la capacité de Beijing à prévenir tout mouvement de Taipei visant à mettre à profit une fenêtre d'opportunité dans le présent et le futur proche.

Dans sa relation directe à l'île, le continent a tenté de trouver un équilibre satisfaisant entre l'offre de concessions apparaissant nécessaires à un retour de Taipei à la table des négociations et la crainte qu'une position conciliante de Beijing soit interprétée comme un signe de faiblesse et exploitée comme tel. La ligne de base de la politique chinoise est restée cependant inchangée depuis la fin de la Guerre Froide, la clé de voûte de l'édifice étant la « réunification pacifique et [le modèle] 'un pays, deux systèmes' »<sup>723</sup>. Que l'on voit de façon bénigne ou maligne l'usage par la Chine Populaire des différentes voies d'influence<sup>724</sup>, il fait peu de doute que cette dernière a investi de considérables efforts pour parvenir à une résolution du problème sans usage de la force armée. Dans le cadre de cette stratégie, l'encouragement des échanges commerciaux et

---

<sup>720</sup> Chu (S.), « International Space for What ? Beijing's Concerns and Position Regarding Taiwan's Participation in International Organizations » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 61-62.

<sup>721</sup> Leifer (M.), « Taiwan and South-East Asia : The Limits to Pragmatic Diplomacy » in *The China Quarterly*, no. 165, 2001, p. 184.

<sup>722</sup> International Crisis Group, *Taiwan Strait I : What's Left of 'One China' ?*, p. 32.

<sup>723</sup> Xu (S.), « New Perspectives on the Chinese Mainland's Policy Toward Taiwan » in *American Foreign Policy Interests*, vol. 28, no. 5, 2006, p. 379.

<sup>724</sup> Sheng (L.), « The Taiwan Issue : Does China Have a Strategy ? », pp. 123-129.

des investissements trans-détroit apparaît comme étant devenu l'élément central, bien que non isolé<sup>725</sup>. L'ensemble des efforts chinois a cependant rencontré un succès que l'on peut au mieux qualifier de limité, mettant en lumière la nécessaire préservation de l'option militaire pour Beijing. A cet égard, les mouvements d'incitation –principalement commerciale– et de dissuasion –essentiellement militaire– mis en œuvre par Beijing disposent d'un haut degré de complémentarité<sup>726</sup>.

Parallèlement à la réaffirmation d'une préférence continue pour la réunification pacifique, Beijing a donc notoirement renforcé le bras dissuasif de sa stratégie à l'égard de Taiwan<sup>727</sup>. En premier lieu, Beijing a accru significativement le nombre de cas de figure où un recours à la force est envisageable. Sheng Lijun souligne ainsi :

*Les documents chinois plus anciens listaient seulement deux situations : celles de l'Indépendance de Taiwan' et celle de l'intervention étrangère'. A l'occasion, les officiels chinois ont évoqué deux autres situations : premièrement, des troubles de grande ampleur contre les continentaux [mainlander] par les Taiwanais locaux ; et, deuxièmement, la possession par Taiwan de l'arme nucléaire. En octobre 1994, dans une réunion avec une délégation de l'Institut des Relations Internationales de Taiwan, des stratèges chinois ont ajouté quatre autres situations : (1) l'inscription de la théorie des 'deux Etats' dans la constitution ; (2) la rédaction de quelque chose ressemblant à une loi fondamentale pour une déclaration d'indépendance ; (3) le changement du nom [officiel de] Taiwan, 'République de Chine', ou de son drapeau ; et (4) la tenue d'un referendum sur l'indépendance<sup>728</sup>.*

Le Livre Blanc de février 2000 offre cependant une rupture significative par la possibilité d'un emploi de la force en cas de blocage de négociations pour l'unification pacifique par Taipei<sup>729</sup>. L'adjonction de cette condition apparaît comme une modification substantielle de la nature des exigences chinoises, Beijing n'ayant jamais auparavant envisagé une action contre Taiwan en l'absence de toute action positive de celle-

---

<sup>725</sup> La permission des premiers vols charters directs à l'occasion du Nouvel An chinois en 2005, l'alignement du barème des droits de scolarité des étudiants taiwanais inscrits dans les universités de Chine Populaire sur ceux du continent, la levée des droits douaniers sur certains produits agricoles importés par Beijing,... sont à compter parmi les multiples 'petits pas' pris par Beijing pour un rapprochement de l'île et du continent.

<sup>726</sup> Hamrin (C.) & Zheng (W.), « The Floating Island : Change of Paradigm on the Taiwan Question » in *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 39, 2004, p. 340.

<sup>727</sup> Cette dualité se retrouve dans les derniers avatars de la stratégie chinoise : « The most recent and most authoritative elaboration of the mainland's Taiwan policy was made by President Hu Jintao on March 4, 2005, when he participated in a joint panel discussion with the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), which represents the Taiwan region. It was summed up as 'The Four Nevers': Never swing from the one-China principle ; never give up efforts for a peaceful solution of the Taiwan issue ; never change the policy of pinning hope on Taiwanese compatriots ; and never compromise in the struggle against secessionist forces in Taiwan » (Xu (S.), « New Perspectives on the Chinese Mainland's Policy Toward Taiwan », p. 379.

<sup>728</sup> Sheng (L.), *China and Taiwan : Cross-Strait Relations under Chen Shui-bian*, p. 45. L'accroissement du nombre de situations envisagées comme pouvant amener une intervention militaire du continent correspond en grande partie à la multiplication des champs dans lesquels ont pu s'exprimer les initiatives indépendantistes taiwanaises.

<sup>729</sup> Taiwan Affairs Office of the State Council, *The One-China Principle and the Taiwan Issue*.

ci<sup>730</sup>. A cet égard, le contenu de la loi anti-sécession apparaît moins comme une innovation inattendue que comme une confirmation de la détermination de Beijing<sup>731</sup>. L'importance de la traduction de l'objectif politique de Beijing en une loi n'est cependant pas à négliger. Selon You Ji, « ce qui est nouveau à propos de [la loi anti-sécession], c'est qu'elle n'est pas conçue pour répondre à chaque petite initiative en direction de l'indépendance. Elle fixe la ligne ultime de défense contre une indépendance *de jure*. Une fois cette ligne en place, Beijing peut se permettre de prendre une position au profil bas vis-à-vis des initiatives de petite envergure de Taipei. Et, une fois cette ligne légalement codifiée, elle crée une prédictibilité de la position de Beijing dans le cadre d'une situation donnée »<sup>732</sup>. L'entrée en vigueur de la loi anti-sécession est encore importante parce qu'elle marque une étape irréversible dans le processus rigidifiant le cadre de réponse de Beijing à une initiative hasardeuse de Taiwan. De même que l'abandon de la possibilité du recours à la force a été affirmé comme impossible par Beijing, la légalisation de ce dernier ne peut être abolie qu'à un prix élevé en termes de crédibilité. Dans cette perspective, la loi anti-sécession et le déploiement de missiles en face de l'île apparaissent comme les deux piliers de la crédibilité chinoise sur la question taiwanaise, mais ne peuvent que nourrir un certain pessimisme sur la possibilité d'avancée sur le terrain de la négociation trans-détroit, Ma Ying-jeou ayant conditionné la reprise du dialogue au retrait des missiles<sup>733</sup>.

Au vu de l'évolution des relations entre la Chine Populaire et Taiwan durant la dernière décennie et demi, il est difficile de ne pas conclure à un éloignement de l'horizon de la réunification. Aussi éloigné que Ma Ying-jeou soit de son prédécesseur, le discours d'investiture de mai 2008 souligne que la discussion des deux rives doit se mener « sous le principe de 'ni unification, ni indépendance, ni recours à la force' »<sup>734</sup>. De ce fait si la nouvelle position présidentielle d'un dialogue nécessaire avec le continent dispose d'un écho nécessairement favorable du côté de Beijing –ainsi qu'est venu le souligner la visite du président du Guomintang sur le

---

<sup>730</sup> Copper (J.), « Introduction » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, p. 11.

<sup>731</sup> La différence de formulation entre les deux documents relève essentiellement de la nuance (voir *supra*).

<sup>732</sup> Ji (Y.), « China's Anti-Secession Law and the Risk of War in the Taiwan Strait » in *Contemporary Security Policy*, vol. 27, no. 2, août 2006, p. 238. Posant des bases légales à une intervention chinoise, la loi anti-sécession apparaît aussi comme un contre-poids au *Taiwan Relation Act*, donnant à Beijing la possibilité de répondre à Washington sur un registre identique, où les lois nationales prennent le pas sur des engagements tels que les trois communiqués.

<sup>733</sup> Dans une interview donnée au quotidien japonais Yomiuri Shimbun, Ma Ying-jeou déclare : « In order to fully reconcile with each other, we should hold peace talks on both sides [of the Taiwan Strait]. In that case, *prior the talks*, I would demand the withdrawal of the missiles or some other way to remove the threat » (« Exclusive interview with the Yomiuri Shimbun; Ma: Missile Withdrawal precondition for China talks », *Yomiuri Shimbun*, 6 juin 2008, <http://www.yomiuri.co.jp/dy/world/20080606TDY01303.htm>, consulté le 13 juin 2008.

<sup>734</sup> Ma (Y.), « Taiwan's Renaissance ».

continent à la fin du mois de mai 2008<sup>735</sup>, l'acceptation du principe n'équivaut pas à un accord sur le possible contenu. De ce point de vue, l'entente sur un ajournement des questions sensibles relatives à la souveraineté est susceptible de permettre une sortie de l'ornière pour le dialogue trans-détroit. Elle garantit cependant la permanence d'un point d'achoppement qui, bien que silencieux, ne peut que laisser peser une forte incertitude sur la possibilité d'un compromis entre les deux rives.

Le retour à un cadre général évitant la conflictualité et la provocation directe contre Beijing ne signifie par ailleurs aucunement un basculement de Taipei dans une politique d'ouverture exclusive au continent. Le repositionnement de Taiwan par Ma Ying-jeou apparaît ainsi au moins autant attaché à la revitalisation de la relation entre Washington et Taipei que de celle entre cette dernière et Beijing<sup>736</sup>. Bien qu'à un certain point compatibles –voire complémentaires– les deux directions de la nouvelle politique étrangère taiwanaise comportent un certain risque d'impasse. Rappelant la nécessité d'un renouvellement prochain d'une partie des équipements de l'armée de l'air taiwanaise, Bonnie Glaser met en lumière le problème posé par l'acquisition possible par Taipei de F-16 américains<sup>737</sup>. La possible conciliation s'accompagne donc d'une exigence de rénovation des forces taiwanaises et d'un rehaussement des capacités de défense de l'île se traduisant notamment par le double objectif d'une armée entièrement professionnalisée et d'une augmentation du budget de défense à hauteur de 3% du PIB<sup>738</sup>. Dans un domaine non-militaire, une ombre pèse sur toute négociation du fait de la simple superposition d'un temps *a priori* long –celui de la réconciliation, du dialogue et du rétablissement de la confiance entre les deux rives, et d'un temps court – celui scandant la vie politique taiwanaise. En d'autres termes, le risque de voir un parti plus tourné vers l'indépendance que l'actuel Guomintang l'emporter dans de futures élections, interdit à Beijing toute conciliation sans une prise raisonnable de garanties en contrepartie. De ce point de vue, le temps joue contre la conciliation du fait que parvenir à un accord à court terme nécessite la levée de certaines hypothèques sur la pacification des relations –telles notamment que celles relatives aux missiles chinois et à l'accord sur le

---

<sup>735</sup> « KMT chief Wu Poh-hsiung arrives in China », *The China Post*, 27 mai 2008, <http://www.chinapost.com.tw/print.158211.htm>, consulté le 12 juin 2008.

<sup>736</sup> Ma Yin-jeou annonce clairement : « We will strengthen bilateral relations with the United States, our foremost security ally and trading partner » (Ma (Y.), « Taiwan's Renaissance ») et souligne la validité du cadre ayant prévalu jusqu'à présent constitué par le *Taiwan Relations Act* et les 'six garanties' offertes par Ronald Reagan

<sup>737</sup> Bonnie Glaser, « Taiwan's New Ma Administration : A Look Ahead », 12 mai 2008, transcription d'une conférence donnée au Carnegie Endowment for International Peace, <http://www.carnegieendowment.org/files/transcriptfinal.pdf>, consulté le 12 juin 2008.

<sup>738</sup> *Ibid.*

sens du principe d'«une seule Chine», processus nécessitant un ensemble significatif de concessions réciproques.

La possible reprise du dialogue, aussi désirable soit-elle, n'est enfin pas la garantie d'une résolution définitive de la question taiwanaise. Harry Harding soulignait ainsi en 2001 que « le dialogue peut bâtir la compréhension mutuelle, identifier des intérêts communs, et produire des idées innovantes pour le solutionnement des problèmes. Mais le dialogue peut aussi révéler la profondeur de la défiance, les différences d'intérêts et les écarts des préférences politiques des participants »<sup>739</sup>. Dans une très large mesure l'évolution de la situation entre les deux rives semble demeurer attachée à un espace d'oscillation en deçà de la déclaration d'indépendance, mais aussi en deçà de la réunification. De ce fait, si l'administration Ma Ying-jeou est certainement plus à même de ramener un relatif calme dans le détroit, ni ses mouvements de bonne volonté, ni le possible cercle vertueux s'ensuivant n'apparaissent susceptibles de dépasser l'épineuse question de la souveraineté, que celle-ci soit explicitement formulée ou reléguée à l'arrière-plan. La réduction des tensions entre les deux protagonistes apparaît toutefois profiter à Beijing dans la mesure, où elle permet l'approfondissement de la dépendance taiwanaise au continent<sup>740</sup>. Dans la mesure où la lutte contre l'indépendance ouverte passe au second plan, il est certain que l'emphase est mise par Beijing sur les éléments incitatifs de sa stratégie ; une abrogation des éléments relatifs à la contrainte apparaît cependant hors de propos.

## Chapitre V. Un 'Lac chinois' ? La question de la Mer de Chine méridionale.

Si la question taiwanaise demeure un des –sinon le– flashpoint les plus visibles de l'Asie Orientale, focalisant une minutieuse attention, elle n'épuise pas les revendications territoriales chinoises. Outre la

---

<sup>739</sup> Harding (H.), « Again on Interim Arrangements in the Taiwan Strait », p. 11.

<sup>740</sup> Selon Merritt Cooke, « One point of agreement worth noting is the idea that the investment undertaken in China by Taiwan firms is causing immediate and fundamental destabilization of the cross-Strait status quo. Although there has been no definitive pronouncement by Beijing to this effect, it is axiomatic among China analysts that this view is central to China's recent strategy toward Taiwan » (Cooke (M.), « The Politics of Greater China's Integration into the Global Info Tech (IT) Supply Chain », p. 504). Il apparaît nettement plus difficile d'évaluer le bénéfice que Taiwan est susceptible de tirer de ce rapprochement en termes politiques du fait de l'incertitude quant aux finalités poursuivies. La partie vraisemblablement perdante dans un rapprochement des deux rives n'est ni Beijing, ni Taipei, mais Washington (voir *infra*).

tension sino-japonaise découlant des revendications des deux acteurs sur les Diaoyutai<sup>741</sup>, Beijing est une partie active dans les disputes centrées sur la Mer de Chine méridionale. Certes ainsi que le souligne You Ji, « autour du milieu des années 1990, l'APL refocalisait son attention depuis la Mer de Chine méridionale vers les eaux territoriales [...], [ceci] étant largement le résultat de la nouvelle situation dans le détroit de Taiwan »<sup>742</sup>. La question de la répartition des possessions entre les différents acteurs présents dans la zone apparaît cependant loin d'avoir trouvé une solution satisfaisante. Au mieux, la Déclaration sur la Conduite des Parties en Mer de Chine méridionale, signée à la fin de l'année 2002, apparaît comme un *modus vivendi* temporaire permettant d'éviter la configuration d'une confrontation frontale entre les protagonistes. Elle n'apporte cependant aucun accord sur le fond, ni ne jette les bases pour l'ouverture de négociations sur la question cruciale de la souveraineté. Dans cette perspective, l'*ultima ratio* de la position chinoise demeure la loi sur les eaux territoriales chinoises adoptée en 1992 et faisant juridiquement de la Mer de Chine méridionale un 'lac chinois'<sup>743</sup>. La multiplicité des protagonistes, la complexité de l'aire considérée, les richesses présentes et supposées ainsi que l'importance des lignes de communication parcourant cet espace, composent ainsi un terrain d'intérêt significatif pour un nombre conséquent d'acteurs. Dans cette lutte, le plus souvent à fleuret moucheté, Beijing semble avoir pris la haute main et bénéficier d'un différentiel de puissance lui permettant d'envisager la réalisation du projet sous-tendant la loi précédemment évoquée.

## ***I- Principales données géographiques et état des lieux***

Avant de pousser plus avant une analyse des enjeux et rivalités en Mer de Chine méridionale, il est nécessaire de dresser un rapide tableau de la géographie de la zone. « La mer de Chine méridionale couvre une surface de 2,3 millions de km<sup>2</sup>, soit à peine moins que la Méditerranée (2,5 millions de km<sup>2</sup>). C'est une mer semi-fermée - 90% de sa circonférence sont occupés par des terres – de forme allongée, orientée sud-ouest/nord-est »<sup>744</sup>. En d'autres termes, les points d'accès à la Mer de Chine méridionale sont généralement étroits et peu nombreux, apportant une contrainte significative aux flux maritimes traversant la zone. Si une

---

<sup>741</sup> Voir infra.

<sup>742</sup> You (J.), *The Evolution of China's Maritime Combat Doctrines and Models : 1949-2001*, p. 16.

<sup>743</sup> *China Territorial Sea and the Contiguous Sea*, [http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN\\_1992\\_Law.pdf](http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN_1992_Law.pdf), consulté le 10 juin 2008.

<sup>744</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 44.

multitude de voies d'accès existent, traversant notamment les Etats archipelagiques de cet espace, les détroits utilisables comme voies de communications internationales sont peu nombreux<sup>745</sup>. Eric Denécé met en outre en lumière les difficultés que présentent les principaux détroits pour la navigation des plus larges navires. Les détroits de Malacca, de Singapour, de la Sonde et, dans une mesure largement moindre, de Makassar prennent ainsi la forme de goulots d'étranglement du fait de leur étroitesse en certains points<sup>746</sup> et de la présence de hauts fonds<sup>747</sup>.

Si, comme nous pourrions le souligner plus loin, les ressources présentes *offshore* offrent des perspectives attractives d'exploitation, le cœur des disputes opposant les pays riverains de la mer de Chine méridionale prend corps en deux ensembles d'îlots<sup>748</sup> –les Paracel et les Spratley.– auxquels s'ajoutent plusieurs autres récifs et hauts fonds dont les plus souvent cités sont le banc Macclesfield, immergé en permanence, et le récif Scarborough, émergé à marée basse.

L'archipel des Paracel<sup>749</sup> se situe dans le quadrant nord-ouest de la Mer de Chine méridionale et les îles « sont sensiblement équidistantes des côtes vietnamiennes (l'îlot le plus occidental est situé à quelques 350 km du port de Da Nang) et chinoises (le port le plus méridional de l'île de Hainan se trouve à 300 km) »<sup>750</sup>. Eric Denécé fournit des coordonnées géographiques précises, situant l'ensemble « entre 15°46' et 17°08' N et entre 111°11' et 112°54' E »<sup>751</sup>, et note à son sujet qu'« il compte, selon les sources, de quinze îles à 130 îlots, bancs et récifs »<sup>752</sup>. Bien que de petite taille –moins d'un kilomètre carré pour chacune d'entre elles exceptée *Woody Island*, plusieurs des îles sont habitables et certains aménagements ont été effectués sur quelques unes d'entre elles, pour répondre notamment aux besoins de l'exploitation des abondantes

---

<sup>745</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>746</sup> Selon Eric Denécé, les largeurs minimales de ces détroits sont respectivement : 15 km, 12 km, 26 km et 120 km. (*Ibid.*, pp. 98-103.

<sup>747</sup> Eric Denécé donne pour profondeurs minimales respectives : 12 m, 22 m, 50 m, 930 m (*Ibid.*).

<sup>748</sup> Les Pratas, actuellement sous contrôle taiwanais, ne font l'objet d'aucune dispute à caractère international.

<sup>749</sup> Nous adoptons ici les appellations occidentalisées des différents ensembles et îlots. Le groupe des Paracel est autrement dénommé *Xisha* par la Chine et *Hoang-sa* par le Vietnam.

<sup>750</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 59.

<sup>751</sup> *Ibid.*

<sup>752</sup> *Ibid.*

ressources en phosphate<sup>753</sup>. L'archipel se divise en deux groupes d'îlots, celui de l'Amphitrite et celui du Croissant, et couvre au total une superficie avoisinant les 15,000 km<sup>2</sup><sup>754</sup>.

L'archipel des Spratley se trouve à plus d'un millier de kilomètres de l'île de Hainan, au large des Philippines et de la Malaisie, « le centre de gravité de l'archipel se trouv[ant] à mi-chemin des côtes vietnamiennes et philippines »<sup>755</sup>. Étrangement, les 'frontières' exactes de l'archipel ainsi que la surface maritime couverte par ce dernier demeurent incertaines<sup>756</sup>. De même, le nombre exact d'îlots, rochers et récifs demeure incertain, les cartes des différents Etats qui disposant d'un intérêt dans la zone ayant montré de larges variations au cours du dernier siècle<sup>757</sup>. Selon Monique Chemillier-Gendreau, on compte plus de cent îles, îlots, bancs et rochers, parmi lesquels on distingue « vingt-six îles ou îlots principaux auxquels il faut ajouter de nombreux écueils et bancs de sable d'importance variable »<sup>758</sup>, tandis que R. Haller-Trost dénombre « approximativement 300 à 400 objets, pour la plupart inhabitables »<sup>759</sup>. Aussi fastidieux soient-ils, le dénombrement et la qualification des différents objets ne sont pas, à terme, sans importance, la Convention sur le Droit de la Mer –dont les différents protagonistes font un usage à leurs plus grands bénéfices respectifs– conférant différents avantages selon les catégories. De telles incertitudes n'empêchent cependant nullement de saisir l'importance d'un archipel s'étendant sur une surface maritime évaluée entre 160,000 km<sup>2</sup><sup>760</sup> et 172,000 nm<sup>2</sup><sup>761</sup>, une telle superficie étant à mettre en relation avec la taille moyenne

---

<sup>753</sup> *Ibid.*, p. 60. Eric Denécé propose une description des principales îles (*Ibid.* ; voir aussi Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, Londres, Kluwer Law International, 1998, pp. 328-329).

<sup>754</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 21.

<sup>755</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 60.

<sup>756</sup> Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute : Decision Units and Domestic Politics*, Thèse de Doctorat présentée à The University of New South Wales, 2004, p. 76, <http://www.library.unsw.edu.au/~thesis/adt-ADFA/uploads/approved/adt-ADFA20040722.083333/public/>. Les coordonnées données par R. Haller-Trost sont « between latitude 6°N to 12°N and longitude 109°30'E to 117°50'E » (Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 295). Christopher Chung rapporte le point de vue de Victor Prescott selon lequel : « [the Spratly Islands] lie south of parallel 12° north and east of meridian 112° east, but exclude all islands within the archipelagic baselines of the Philippines and those which lie 40 nautical miles (nm) off the coast of Borneo » (Prescott (V.), *The Maritime Political Boundaries of the World* cité par Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, p. 76). Eric Denécé situe l'archipel « entre 6° et 12° de latitude nord et 111° et 118° de longitude est » (Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 64).

<sup>757</sup> Hancox (D.) & Prescott (V.), *Secret Hydrographic Surveys in the Spratley Islands*, Londres, ASEAN Academic Press, 1999.

<sup>758</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, p. 23

<sup>759</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 295. Michel Bennett ajoute : « Of the more than 500 separate land masses making up the Spratlys, only 100 have been named » (Bennett (M.), « The People's Republic of China and the Use of International Law in the Spratly Islands Dispute » in *Stanford Journal of International Law*, vol. 28, no. 2, hiver 1991-2, p. 429.

<sup>760</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, p. 23 et Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 64.

<sup>761</sup> Prescott (V.), *Limits of National Claims in the South China Sea*, Londres, ASEAN Academic Press, 1999, p. 7.

extrêmement réduite des différents îlots<sup>762</sup>. Liselotte Odgaard propose de diviser les Spratley en trois groupes :

- 1) les Spratley occidentales, incluant l'île d'Itu Aba, Fiery Cross Reef, l'île Spratley et Vanguard Reef ;
- 2) les Spratley méridionales, incluant Swallow Reef et Louisa Reef ; et
- 3) la Dangerous Area mal définie, comprenant Mischief Reef et les Spratley orientales<sup>763</sup>.

Du point de vue de la complexité des occupations, les deux archipels contrastent singulièrement. D'une part, depuis 1974, et la prise du groupe du Croissant par l'Armée Populaire de Libération<sup>764</sup>, les Paracel sont sous le ferme contrôle de Beijing. En miroir, l'occupation des Spratley offre le tableau d'un patchwork sans grande cohérence, rendu plus confus encore par l'incertitude sur le nombre d'îlots et récifs appartenant à chaque protagoniste. Liselotte Odgaard note ainsi qu'« une liste précise ne peut être établie parce que l'occupation d'un récif n'est parfois découverte que longtemps après que l'occupation réelle ait eu lieu. De plus, certains objets peuvent être nommés comme un objet comprenant un certain nombre d'objets, ou comme plusieurs objets séparés »<sup>765</sup>. Ces précautions étant prises, il existe toutefois une relative similitude entre chiffres donnés par les différents auteurs<sup>766</sup> : la Chine occupe entre sept et dix îlots ou récifs<sup>767</sup>, le

---

<sup>762</sup> Eric Denécé propose une description des principales îles et récifs de l'archipel dans Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, pp. 64-73. Ainsi bien qu'elle ait pu bénéficier de plusieurs constructions sur son sol, l'île d'Itu Aba ne s'étend que sur moins d'un demi kilomètre carré – faisant par ailleurs douter de sa qualification comme île (Gjetnes (M.), « The Spratlys: Are They Rocks or Islands? » in *Ocean Development & International Law*, vol. 32, n.2, 2001, p. 9).

<sup>763</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, Hampshire, Ashgate, 2002, p. 61.

<sup>764</sup> Un récit détaillé de l'événement est donné par Chi-kin Lo dans Lo (C.), *China's Policy Towards Territorial Disputes*, Londres, Routledge, 1989, pp. 53-79.

<sup>765</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 78. Dressant une liste des îles Haller-Trost avance une mise en garde similaire : « It is not possible to compile an accurate list according to the size, due to the lack of exact information. For the same reason it is not possible to list them according to their affiliation to larger groups [...]. To list them according to ownership, is difficult because there exists conflicting claims and many elevations are claimed but not physically occupied » (Haller-Trost (R.), *The Spratly Islands, A study on the Limitations of International Law*, Kent, University of Canterbury, octobre 1990, p. 10).

<sup>766</sup> Différentes estimations sont données par Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, p. 78, Haller-Trost (R.), *The Spratly Islands, A study on the Limitations of International Law*, pp. 12-36, Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, pp. 77-78, Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1999, p. 255 (carte).

<sup>767</sup> Selon Liselotte Odgaard il s'agit de Ladd Reef, Mischief Rees, Subi Reef, Gaven Reefs, Loai Ta South West Reef, Johnson South Reef Kennan Reef Cuarteron Reef et Fiery Cross Reef (Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 77).

Vietnam entre dix-neuf et vingt-deux<sup>768</sup>, les Philippines huit<sup>769</sup>, la Malaisie entre quatre et huit<sup>770</sup>, Taiwan un<sup>771</sup>, et Brunei aucun.

La militarisation des archipels, si elle a indéniablement eu lieu à un certain degré, demeure néanmoins relativement obscure. En effet, s'il est certain que tous les protagonistes, à l'exception du sultanat de Brunei, entretiennent des troupes dans l'archipel des Spratley<sup>772</sup>, le volume des garnisons présentes et l'équipement dont elles disposent restent mal connus. Le positionnement de la Chine quant à cette question semble être caractérisé par une certaine circonspection et par une prise en compte du contexte des disputes. A cet égard, une grande différence apparaît entre les situations de Woody Island dans les Paracel et de Mischief Reef dans les Spratley. Sur la première, une piste a été construite et agrandie et permettait en 1993 le stationnement d'une dizaine de F-7<sup>773</sup>. Shigeo Hiramatsu note qu'après des aménagements effectués à la fin des années 1990, « quatre hangars pouvaient être clairement identifiés sur les photographies, ceci offrant plus qu'assez d'espace pour qu'un squadron (au moins 20 avions) puisse y être stationné. Toutes les sortes d'avions peuvent décoller et atterrir sur la piste, chasseurs SU27 inclus »<sup>774</sup>. Parallèlement, John Downing indique en 1996 : « le dragage des quais à proximité de l'île de Chenhang est achevé et, un *operational command system* soutenant les opérations entre les îles et les récifs aurait été aussi mis en place »<sup>775</sup>. Si ces améliorations des infrastructures demeurent insuffisantes pour servir de point d'appui à une opération de grande envergure, elles peuvent jouer un rôle non négligeable du simple fait de leur présence permanente ou dans le cadre d'opérations limitées<sup>776</sup>. En comparaison aux installations présentes dans les Paracel, celles aménagées par l'Armée Populaire de Libération dans les Spratley ne peuvent qu'être vue comme limitées.

---

<sup>768</sup> Southwest Cay Reef, South Reef, Petley Reef, Sand Cay, Nam Yit Island, Discovery Great Reef, Central Reef, West Reef, East Reef, Pearson Reef, Alison Reef, Collins Reef, Sinh Ton Bong, Len Dao, Tennent Reef, Cornwallis South Reef, Sin Cowe Island, Spreatly Island, Vanguard Reef, Prince Consort Bank, Grainger Reef, Prince of Wales Bank, Rifleman Bank, Amboyna Cay, Barque Canada Reef (*Ibid*).

<sup>769</sup> Northeast Cay, Thi Tu Island, West York Island, Lankiam Cay, Loaita Island, Nanshan Island, Flat Island, Commodore Reef (*Ibid*).

<sup>770</sup> Ardasier Reef, Dallas Reef, Erica Reef, Investigator Shoal, Louisa Reef, Marivales Reef, Royal Charlotte Reef, Swallow Reef (Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, p. 104 ; nous faisons référence à cet ouvrage car il tient compte des nouvelles occupations malaises ayant pris place en 1999).

<sup>771</sup> Itu Aba (*Ibid*).

<sup>772</sup> Tonneson (S.), « China and the South China Sea : A Peace Proposal » in *Security Dialogue*, vol. 31, no. 3, 2000, p. 307.

<sup>773</sup> Hiramatsu (S.), « China's Advances in the South China Sea : Strategies and Objectives » in *Asia-Pacific Review*, vol. 8, no. 1, mai 2001, p. 48.

<sup>774</sup> *Ibid*.

<sup>775</sup> Downing (J.), « China's Maritime Strategy, Part 2 : the Future » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 8, no. 4, avril 1996, p. 188.

<sup>776</sup> Hiramatsu (S.), « China's Advances in the South China Sea : Strategies and Objectives », p. 48.

En termes de troupes et infrastructures, la position chinoise est comparable à celle des autres occupants<sup>777</sup>. Si l'on peut douter du fait que les constructions sur Mischief Reef soient des abris pour pêcheurs, il n'en demeure pas moins qu'elles sont impropres à accueillir une large garnison<sup>778</sup>. En tout état de cause, les craintes de Sheng Lijun qui estimait en 1995 qu'« il est possible [...] de transformer [Fiery Cross Shoal] en un 'porte-avions inattaquable' »<sup>779</sup> ont été jusqu'à présent infirmées.

## ***II- Les ressources de la Mer de Chine méridionale : les 'stocks'***

Si la présence d'hydrocarbures –et plus particulièrement de pétrole– occupe la place la plus en vue dans la hiérarchie des ressources convoitées en Mer de Chine méridionale, la pêche produit dans cette espace une richesse dont l'importance est loin d'être négligeable<sup>780</sup> pour les pays de la zone. A un niveau général, Eric Denécé note ainsi que « les ressources halieutiques constituent en Asie du Sud-Est un enjeu économique et politique capital, la pêche demeurant la base alimentaire de toute la région »<sup>781</sup> tandis que Liselotte Odgaard avance qu'« environ 65 à 70 pour cent des protéines animales consommées dans la région proviennent du poisson »<sup>782</sup>. Si les différentes analyses semblent s'accorder sur le fait que « la Mer de Chine méridionale est une des plus importantes et abondantes pêcheries commerciales au monde »<sup>783</sup>, les données quant à la production totale de la sous-région restent lacunaires<sup>784</sup>. La production combinée des pays riverains de la Mer

---

<sup>777</sup> Cheng-yin Lin donnait le panorama chiffré suivant pour les Spratleys en avril 1997 : Chine 260 soldats disposant de plusieurs aires pour hélicoptères ; Philippines 595 soldats disposant d'une piste de 1300m, Vietnam 600 soldats disposant d'une piste de 600m, Malaisie 70 soldats disposant d'une piste de 600m, Taiwan 112 soldats disposant d'une aire pour hélicoptère (Lin (C.), « Taiwan's South China Sea Policy » in *Asian Survey*, vo. 37, no. 4, avril 1997, p. 324). Il faut noter que ces chiffres décrivent une situation antérieure à l'occupation de nouveaux îlots par la Malaisie et au renforcement des structures chinoises sur Mischief Reef. Des statistiques plus récentes sont indisponibles.

<sup>778</sup> Voir *infra*.

<sup>779</sup> Sheng (L.), *China's Policy Towards the Spratly Islands in the 1990s*, p. 17.

<sup>780</sup> Eric Denécé mentionne également la probable existence d'importants gisements de phosphates, qui ont été exploités dans les décennies précédentes (Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 212).

<sup>781</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>782</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 79.

<sup>783</sup> Wang (K.), « Bridge over troubled waters: Fisheries cooperation as a resolution to the South China Sea conflicts » in *The Pacific Review*, Vol. 14, no. 4, 2001, p. 534.

<sup>784</sup> Eric Denécé explique cette difficulté par le fait que la plupart des pays de la zone disposent d'autres façades maritimes et que la zone est aussi parcourue par des pêcheurs non-riverains, notamment japonais (Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 211). Des estimations, aujourd'hui datées mais pouvant donner une idée de la distribution des prises, sont disponibles dans Rabanal (H.) & Ganaden (R.), « The Contest for Fishery Resources in the South China Sea » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, Quezon City, Philippine-China Development Resource Center and Philippine Association for

de Chine méridionale demeure néanmoins conséquente, puisqu'« on estime que les prises du Sud-Est asiatique tournent chaque année autour de 25 millions de tonnes, soit 40% du total mondial »<sup>785</sup>. De fait, si l'on se réfère au volume de poisson disponible par habitant, celle-ci se situe, pour les pays participant aux disputes en Mer de Chine méridionale, nettement au-dessus de la moyenne mondiale<sup>786</sup>, témoignant de l'importance relative de cette ressource.

D'autre part, dans un cadre où la plupart des pays riverains exploitent principalement leurs eaux côtières<sup>787</sup>, le potentiel de la zone en question se présente comme un capital encore insuffisamment mis en valeur. Pour la Chine dont déjà 25% des prises proviennent de la Mer de Chine méridionale, l'extension de la zone de pêche est pour le moins tentante<sup>788</sup>. La probable surexploitation des eaux côtières –selon la FAO les Philippines, la Malaisie, et le Vietnam rencontrent un tel problème à des degrés divers– tend par conséquent à ajouter au pouvoir d'attraction de la Mer de Chine méridionale. Comme palliatif à la surexploitation des eaux malaisiennes, la FAO suggère ainsi qu'« une expansion plus grande des pêcheries de capture aurait à venir du sous-secteur offshore, c'est-à-dire de la Mer de Chine méridionale. Il a été estimé que le rendement de ces aires offshore est de plus de 400 000 tonnes »<sup>789</sup>. La conjonction d'une demande soutenue, d'un risque accru de surexploitation des eaux côtières pour les pays riverains, et du potentiel clairement établi de la Mer de Chine méridionale<sup>790</sup> est en partie responsable des multiples incidents impliquant navires de pêche d'une nation et garde-côtes ou marine d'une autre<sup>791</sup>.

L'existence supposée de réserves en hydrocarbures en Mer de Chine méridionale apparaît comme une cause immédiate de l'intérêt accru dont les Etats riverains ont fait preuve pour la zone. Les plus grandes incertitudes entourent le volume exact des réserves présentes en Mer de Chine méridionale. Certes, les

---

Chinese Studies, 1992, pp. 38-42.

<sup>785</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 211.

<sup>786</sup> En moyenne mondiale, 16,2 kg par habitant (2002) contre 19,4 pour le Vietnam(2001), 21,4 pour Brunei, 25,8 pour la Chine (2003), 28,8 pour les Philippines (2003), et 59,8 pour la Malaisie (2003). (pour Brunei : Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, p. 87 ; pour les autres pays, site du FAO : « The Socialist Republic of Vietnam » <http://www.fao.org/fi/fcp/en/VNMF/profile.htm> ; « The Republic of The Philippines », <http://www.fao.org/fi/fcp/en/PHL/profile.htm> ; « The People's Republic of China », <http://www.fao.org/fi/fcp/en/CHN/profile.htm> ; « Malaysia », <http://www.fao.org/fi/fcp/en/MYS/profile.htm> ; tous consultés le 30 mai 2007).

<sup>787</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 211.

<sup>788</sup> « The People's Republic of China », <http://www.fao.org/fi/fcp/en/CHN/profile.htm>.

<sup>789</sup> « Sans Titre », <http://www.fao.org/fi/fcp/en/MYS/profile.htm> ; consulté le 30 mai 2007

<sup>790</sup> Francisco Magno rapporte : « Estimates place the fish yield in the Spratly waters alone at 7.5 tons per square kilometre » Magno (F.), « Environmental Security in the South China Sea » in *Security Dialogue*, vol. 28, no. 1, 1997 , p. 104.

<sup>791</sup> Voir *infra*.

réserves de pétrole prouvées dans la zone atteignent le chiffre modeste de sept milliards de barils<sup>792</sup>, soit à peine plus d'un centième de celles du Golfe Persique pris dans son ensemble<sup>793</sup>. Cependant, les estimations des réserves globales présentes ont suscité d'importantes spéculations. Dans la fourchette la plus basse, l'US Geological Survey donne une estimation des réserves limitée à 28 milliards de barils<sup>794</sup>. A l'autre extrême, « les estimations [chinoises] concernant les ressources en pétrole présentes près des Spratley varient de 105 milliards de barils à 213 milliards de barils »<sup>795</sup>. Par ailleurs, à l'incertitude créée par cette variation du simple à l'octuple, s'ajoute le fait que les estimations ne précisent que rarement la zone exacte à laquelle ces dernières font référence. D'une façon similaire les estimations concernant les volumes de gaz naturel varient largement ; l'Energy Information Agency citant des réserves prouvées à hauteur de 150,300 milliards de pieds cubes<sup>796</sup> tandis que l'Agence Internationale de l'Energie retient le chiffre de 266,000 milliards de pieds cubes fourni par l'US Geological Survey<sup>797</sup>.

Quel que soit le chiffre retenu quant aux réserves présentes en Mer de Chine méridionale, la compréhension de l'enjeu économique passe par la relation qu'ont celles-ci aux besoins énergétiques de la zone. Or, ainsi que le remarque Paul Senese, « étant donné les taux généralement hauts de croissance économique des pays prétendants, qui s'accompagnent d'une volatilité continue au Moyen-Orient et en Russie, la capacité à s'assurer de réserves alternatives en pétrole et en gaz naturel a crû en importance »<sup>798</sup>. En termes généraux, la croissance de la demande énergétique de l'Asie Orientale se situe à des niveaux reflétant la rapidité du développement économique de la zone<sup>799</sup>. En cela, le cas de la Chine n'a de particulier que l'ampleur

---

<sup>792</sup> « South China Sea Tables and Maps », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/schinatab.html>, consulté le 22 juin 2006.

<sup>793</sup> *Ibid.*

<sup>794</sup> International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, p. 59, <http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2000/china2000.pdf>.

<sup>795</sup> Snyder (S.), Glosserman (B.), Cossa (R.A.), *Confidence Building Measures in the South China Sea*, Honolulu, CSIS, Issues & Insights, Vol. 1, n. 2, p. xii. Le chiffre de 213 milliards de barils est cité par l'Agence Internationale de l'Energie comme émanant de « several unconfirmed Chinese reports » (International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, p. 59). Mark Valencia et al. citent le chiffre de 225 milliards de barils avancé par le *Ministry of Geology and Mineral Resources* chinois, ajoutant « The few wells drilled have confirmed the existence of good sources and reservoir rocks » (Valencia (M.J.), Van Dyke (J.M.) et Ludwig (N.A.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 9). Pour une explication géologique des évaluations les plus élevées, voir Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, pp. 222-223.

<sup>796</sup> « South China Sea Tables and Maps », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/schinatab.html>.

<sup>797</sup> International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, p. 59.

<sup>798</sup> Senese (P.), « Chinese Acquisition of the Spratly Archipelago and Its Implications for the Future » in *Conflict Management and Peace Science*, no. 22, 2005, p. 80.

<sup>799</sup> La croissance annuelle moyenne de la demande en pétrole de l'Asie Pacifique depuis la fin de la Guerre Froide se situe entre 3% et 5%. Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, Londres, IISS, 2002, p. 22.

exceptionnelle qu'elle donne au phénomène<sup>800</sup>. En effet, au vu des courbes de demande énergétique, la perte de l'autosuffisance pétrolière par Beijing en 1993 apparaît d'ores et déjà comme un jalon lointain sur la voie d'une dépendance accrue à l'égard des importations en pétrole. De toute évidence, aucune mise en exploitation nouvelle ou intensification de production des sites existants n'a pu compenser le doublement de la demande en pétrole en une décennie<sup>801</sup>. Le problème est d'autant plus aigu que les espoirs concernant l'exploitation de nouveaux champs sur le territoire ont fait face à une réalité leur répondant, jusqu'à présent, mitigée<sup>802</sup>. Si la mise en exploitation de plusieurs sites dans la région du bassin du Tarim a connu un certain succès, de fortes incertitudes demeurent quant au volume réel que recèle la zone<sup>803</sup>. Dans une telle perspective, Erica Downs met en lumière le décrochage de plus en plus fort entre offre et demande nationale. En effet, « entre 1993 et 2002, la consommation de pétrole de la Chine s'est brusquement élevé de 2,9 millions de barils par jours (b/j) à 5,4 millions de b/j, tandis que la production de pétrole ne croissait que de 2,9 millions de b/j à 3,4 millions de b/j sur la même période »<sup>804</sup>. Outre cet écart croissant entre production et consommation, l'Agence Internationale de l'Energie estime que la production pétrolière chinoise n'est pas éloignée de son apogée et devrait décroître dès 2020<sup>805</sup>.

La demande en pétrole ne pouvant être comprimée qu'au prix d'un ralentissement conséquent –et profondément indésirable– de la croissance économique<sup>806</sup>, Beijing a dû se résoudre à une augmentation considérable des importations depuis 1993. S'établissant à une cinquantaine de milliers de barils par jour en 1993, le déficit net a allègrement dépassé le million de barils par jour en 1999 pour atteindre les deux

---

<sup>800</sup> Selon The Economist, « China still has a modest share of global oil demand, at 8%, but it has been responsible for nearly two-fifths of the increase in global consumption since 2000 », The Economist, *A Hungry Dragon*, 30 septembre 2004.

<sup>801</sup> « A Hungry Dragon », The Economist, 30 septembre 2004.

<sup>802</sup> Domenach (D.), *Où va la Chine ?*, p.273.

<sup>803</sup> International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, p. 23.

<sup>804</sup> Downs (E.), « The Chinese Energy Security Debate » in *The China Quarterly*, no 177, 2004, p. 23

<sup>805</sup> International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, p. 47.

<sup>806</sup> L'Agence Internationale de l'Energie indique l'intérêt grandissant de Beijing pour l'usage du gaz comme combustible propre, les questions environnementales ayant gagné une certaine place dans l'agenda énergétique chinois. La politique de promotion du gaz naturel a rencontré jusqu'à présent un certain succès, la part du gaz ayant atteint 3% de la consommation totale en 2004, soit un doublement en cinq ans (« China, Natural Gas »<http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/NaturalGas.html>, consulté le 25 mai 2007). Le passage au gaz naturel est cependant porteur de lourdes exigences en termes de volume et un bouleversement amputant sérieusement la part occupée par le pétrole apparaît largement moins probable qu'une évolution progressive minorant la part charbon. Voir International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, pp. 20 et 24-27 et Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, p. 21.

millions dès 2003<sup>807</sup>. Avoisinant le chiffre conséquent de trois millions de barils par jour en 2004<sup>808</sup> –soit largement plus des deux cinquièmes de la demande nationale– les importations en pétrole sont loin d’avoir atteint leur apogée. Selon Erica Downs, « les observateurs internationaux estiment que la Chine importera 5,9 à 6,9 millions de b/j en 2020, constituant 63 à 70 pour cent de la consommation en pétrole. Contrastant [avec ces estimations], les observateurs chinois anticipent des importations de seulement 3,6 à 5,0 millions de b/j en 2020, représentant 46 à 54 pour cent de la consommation en pétrole »<sup>809</sup>. La nécessité d’importations massives a cependant posé clairement la question de la fiabilité des canaux et partenaires.

Dans cette perspective, le cas le plus frappant est sans doute le projet avorté d’oléoduc en provenance de Russie. Le projet, lancé par Boris Ieltsine, et en étude jusqu’au tournant du siècle, devait acheminer entre vingt et trente millions de tonnes de pétrole annuellement<sup>810</sup>. Le partenariat stratégique sino-russe n’a cependant pas réussi à peser suffisamment sur la partie russe pour évincer l’oléoduc concurrent reliant Angarsk à Nakhodka et favorisé par les Japonais. Pour Moscou,

*Pour beaucoup en Russie, le pipeline Angarsk-Nkhodka a plusieurs avantages, incluant un contrôle russe total, de nombreux emplois dans les ports et les affaires liées à la navigation maritime et une flexibilité dans l'accès à un plus vaste marché (Chine, Japon, Corée du Sud, U.S, etc.). Le plus attrayant est peut-être l'offre japonaise de cinq milliards de dollars pour financer la construction du pipeline, auxquels s'ajoutent un milliard de dollars pour la rénovation des villes russes le long du pipelin menant à Nakhodka. Pour beaucoup de villes russes en Sibérie et le long de la côte Pacifique frappées par la pauvreté, l'offre du Japon est extrêmement attrayante. De surcroît, le Japon a offert 7,5 milliards de dollars supplémentaires pour l'exploitation du pétrole en Sibérie orientale*<sup>811</sup>.

Que la raison du choix russe soit du premier ou du second ordre importe moins que l’effondrement d’un projet qui aurait permis à Beijing de s’assurer d’un accès à une forte quantité de pétrole à des prix raisonnables. Certes, les deux partenaires semblent avoir trouvé un accord de principe sur l’adjonction d’une

---

<sup>807</sup> Ces chiffres sont établis selon les données fournies par l’*Energy Information Agency (U.S. Department of Energy)* ; Voir « Sans Titre », [http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/images/china-oil\\_prod\\_vs\\_consump.xls](http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/images/china-oil_prod_vs_consump.xls), consulté le 25 mai 2007). Les volumes de production et de consommation –en millions de barils par jour– pour les années sont respectivement 2,90 et 2,96 pour 1993, 3,32 et 4,36 pour 1999 et 3,56 et 5,58 pour 2003.

<sup>808</sup> La consommation et la production s’établissent respectivement en 2004 à 6,40 et 3,64 millions de barils par jour. « Sans Titre », [http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/images/china-oil\\_prod\\_vs\\_consump.xls](http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/images/china-oil_prod_vs_consump.xls).

<sup>809</sup> Downs (E.), « The Chinese Energy Security Debate », p. 23. Philip Andrews-Speed et ses collaborateurs proposent un récapitulatif des projections à différents horizons : les évaluations varient entre 16 et 230 millions de tonnes (environ 0,3 et 4,6 millions de barils par jour) pour 2010 –le premier chiffre étant de toute évidence fantaisiste ; 130 et 411 millions de tonnes (environ 2,6 et 8 millions de barils par jour) pour 2020 (Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China’s Energy Needs*, p. 32).

<sup>810</sup> Bin (Y.), « New Century, New Face, and China’s “Putin Puzzle” » in *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, p. 95.

<sup>811</sup> Bin (Y.), « The Russian-Chinese Oil Politik » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, p. 139.

branche secondaire à l'oléoduc en direction de la Chine, mais les volumes devant être délivrés restent incertains et la construction a été ralentie par les atermoiements dus aux 'études de faisabilité'<sup>812</sup>. Il serait bien entendu absurde de remettre en cause l'incontestable place occupée par la Russie dans les importations chinoises, cette dernière ayant plus que quadruplé sa part dans les importations en pétrole brut chinoises entre 2000 et 2005<sup>813</sup>, et devant rester une des sources principales d'approvisionnement pour Beijing<sup>814</sup>. Il n'en demeure pas moins important de souligner que le 'partenariat stratégique' n'est susceptible d'influencer le flux pétrolier transfrontière que dans une mesure limitée, et probablement insuffisante pour constituer une garantie tangible du point de vue de la sécurité énergétique chinoise<sup>815</sup>.

Au regard de l'épopée russe, la 'diplomatie pétrolière' chinoise au Kazakhstan apparaît comme un incontestable succès. Les premiers investissements chinois –datant de 1997<sup>816</sup>– ont ainsi, après une décennie, abouti pour Beijing à l'ouverture de son premier oléoduc transnational<sup>817</sup>. La réussite est d'autant plus significative que les volumes délivrés –200,000 barils par jour avec l'objectif d'un doublement d'ici 2010<sup>818</sup>– n'ont rien de symboliques<sup>819</sup>. Une nuance est cependant à apporter quant aux ambitions affichées par Beijing. Pak Lee note ainsi que « ce que la chine désire importer du Kazakhstan est bien plus que ce que ce dernier peut permettre. En février 2003, la CNPC indiquait aux officiels kazakhs que la Chine aurait un besoin allant jusqu'à 50 millions de tonnes par an. Ceci était trois millions de tonnes de plus que l'entière production

---

<sup>812</sup> Bin (Y.), « China's Year of Russia and the Gathering Nuclear Storm » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, p. 149. L'*Energy Information Agency* mentionne que les espoirs mis dans ce branchement annexe demeurent : « Once completed, the [Eastern Siberia-Pacific Ocean pipeline] project is expected to carry 1.6 million bbl/d of crude oil. News report suggest that the first phase of the ESPO to Skovorodino will include a spur to Daqing, carrying as much as 600,000 bbl/d to one of China's major downstream oil centers » (« China, Oil », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/Oil.html>, consulté le 25 mai 2007). La crédibilité russe a été, ébranlée, de façon plus anecdotique, par le non-respect de certains contrats d'approvisionnement par rail, plusieurs facteurs se cumulant pour retarder voire annuler une importante partie des livraisons prévues (Bin (Y.), « End of History? What's Next? » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 148).

<sup>813</sup> Calculs de l'auteur basés sur les données de Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 2001* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 2001], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 2001, p. 998, et de Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006* [Annuaire Commercial de la Chine 2006], Beijing, Zhongguo Shangwu Chubanshe 250 (Un aperçu plus détaillé est présenté en annexe).

<sup>814</sup> Le volume de pétrole brut importé depuis la Russie a atteint plus 12,7 millions de tonnes (plus de 250,000 barils par jour) en 2005 (Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006*, p. 250).

<sup>815</sup> En d'autres termes, si les termes de l'échange sont principalement définis par les conditions économiques, la 'sécurité pétrolière' chinoise ne peut être garantie dans la mesure où « markets alone cannot achieve a satisfactory level of security of supply in the long-term » (Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, p. 13).

<sup>816</sup> Jaffe (A.) and Lewis (S.), « Beijing's oil diplomacy » in *Survival*, vol. 44, no. 1, printemps 2002, pp. 123 et 125-126.

<sup>817</sup> « China, Oil », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/Oil.html>.

<sup>818</sup> *Ibid.*

<sup>819</sup> La moitié du pétrole transitant actuellement par l'oléoduc cependant est d'origine russe (*Ibid.*).

pétrolière kazakhe en 2002 »<sup>820</sup>. Enfin, si le dynamisme des exportations kazakhes permet un certain optimisme<sup>821</sup>, il demeure néanmoins important de noter que la relation pétrolière entre Chine et Kazakhstan ne peut actuellement rivaliser avec l'enracinement russe dans le système d'exportation kazakh<sup>822</sup>.

La multiplication des lenteurs et difficultés concernant les fournisseurs les plus proches a contraint Beijing à prolonger une situation de dépendance significative envers ses importations par voie maritime. Dans ce cadre, la politique pétrolière chinoise en Afrique semble avoir largement réussi à alléger la part occupée par les sources moyen-orientales. Si la part cumulée des deux régions dans les importations oscille autour de 70% entre 2000 et 2005, la part du Moyen Orient a perdu plus de huit points –une baisse relative de 16%– tandis que celle des principaux partenaires africains s'est accrue de plus de cinq points –une augmentation relative de 26%<sup>823</sup>.

C'est en l'inscrivant dans cette double dimension d'un accroissement continu de la demande en pétrole et de la persistance d'une forte vulnérabilité des approvisionnements, que la problématique énergétique présente en Mer de Chine méridionale prend son sens. Du fait des larges variations des estimations relatives aux volumes de pétrole –et de gaz– présents en Mer de Chine méridionale, un profond désaccord existe quant aux possibilités d'extraction. En premier lieu, Eric Denécé rapporte que « selon les Occidentaux, près de 90% du pétrole et du gaz exploitables se situent dans les marges continentales des pays riverains de la Mer de Chine méridionale et non autour des Spratley ou des Paracel »<sup>824</sup>. Une telle configuration explique la modestie de certaines estimations. Ainsi, « selon les meilleures prévisions de l'East-West Center, la production des réserves des Spratley devrait être dans une fourchette de 50,000 à 150,000 b/j »<sup>825</sup>. Les revendications territoriales de plusieurs Etats, notamment celles affirmées par la Chine, débordent cependant largement les seules eaux avoisinant les deux archipels<sup>826</sup>. Les 'bénéfices pétroliers' provenant du contrôle

---

<sup>820</sup> Lee (P.), « China's quest for oil security: oil (wars) in the pipeline? » in *The Pacific Review*, vol. 18, no. 2, juin 2005, p. 272.

<sup>821</sup> Selon les chiffres de l'*Energy Information Agency*, le volume net d'exportation en pétrole du Kazakhstan entre 1995 et 2005 a été multiplié par six, passant de 145,6 à 1067,7 millions de barils par jour (« Kazakhstan, Oil », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Kazakhstan/Oil.html>, consulté le 26 mai 2007).

<sup>822</sup> « Kazakhstan, Oil », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Kazakhstan/Oil.html>.

<sup>823</sup> Sur la période, la part des principaux exportateurs du Moyen-Orient est passée de 52,4% à 43,9%, celle de leurs homologues africains de 20,8 à 26,3% (voir annexe). Représentatif de cette tendance, « Angola surpassed Saudi Arabia as China's largest source of crude oil imports in February 2006 » (« China, Oil », <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/China/Oil.html>).

<sup>824</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 225, (La source exacte n'est pas citée).

<sup>825</sup> Fesharaki (F.), « Energy and the Asian Security Nexus » in *Journal of International Affairs*, vol. 53, no. 1, automne 1999, p. 92. L'estimation est reprise par Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, p. 80.

<sup>826</sup> Voir *infra*.

d'une large zone à l'intérieur de la Mer de Chine méridionale ne peuvent dès lors être négligés aussi trivialement que ceux émanant de la possession des seules Spratley. L'attrait est d'autant plus grand que d'importants progrès ont été réalisés en matière de forage et d'exploitation en eaux profondes<sup>827</sup> et que l'envolée du cours du baril<sup>828</sup> dans les dernières années tend à tempérer les arguments préalablement avancés de non-rentabilité<sup>829</sup>. Que le phénomène soit lié ou non à ces sommaires explications, il n'en demeure pas moins que « la production de la Mer de Chine méridionale s'est graduellement élevée au cours des dernières années, du fait, principalement, que [les sites de] production de la Chine, de la Malaisie et du Vietnam [sont] entré[s] en service »<sup>830</sup>.

L'ambiguïté entourant les diverses estimations de réserve<sup>831</sup> se reflète cependant dans les calculs des productions possibles. A l'extrémité supérieure, l'Energy Information Administration dérive d'estimations d'origine chinoise une production quotidienne de 1,4 à 1,9 millions de barils pour la seule zone des Spratley et du double pour l'ensemble de la Mer de Chine méridionale<sup>832</sup>. De tels chiffres contrastent pour le moins singulièrement avec ceux présentés par Fereidun Fesharaki cités plus haut. De façon plus générale, reprenant les chiffres proposés par l'US Geological Survey, l'Agence Internationale de l'Energie indique que « de

---

<sup>827</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 226-230. Voir aussi Valencia (M.), *China and the South China Sea Disputes*, Londres, IISS, 1995, p. 11.

<sup>828</sup> *The Economist* note : « an unusually loud chorus is now joining Messrs O'Reilly and Chavez, pointing to intriguing evidence of a new 'price floor' of \$30 or perhaps even \$40. » (*The Economist*, *Oil in troubled waters*, 28 avril 2005). Les fluctuations largement au-delà de cent dollars par barils dans le courant de l'année 2008, au minimum, confirment ces prédictions.

<sup>829</sup> Dans son ouvrage publié en 2000, Eric Denécé pouvait encore noter : « on voit mal les sociétés pétrolières engager des investissements importants dans une zone à si haut risque politique, surtout en cette période de surproduction », Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 223. De façon connexe, Andrews-Speed, Liao et Bannreuther considèrent : « Chinese policymakers would also be aware that the 20 years of exploration in its off-shore waters, which has also involved \$5bn of investment, has resulted in current production of about 20 million tonnes per year » (Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, p. 80). Il demeure cependant probable que les décideurs chinois sont tout aussi conscients que les 22 millions de tonnes de pétrole brut importées en 2005 ont coûté largement plus de huit milliards de dollars. Pour Valencia : « Clearly, the size of reserves must be large to justify the expense of deep-water drilling, perhaps 100-150m barrels at a lifting cost of \$10 per barrel » (Valencia (M.), *China and the South China Sea Disputes*, p. 11).

<sup>830</sup> « South China Sea, Oil », [http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South\\_China\\_Sea/Oil.html](http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South_China_Sea/Oil.html), consulté le 28 mai 2007. Selon l'*Energy Information Agency* : « The South China Sea region has proven oil reserves estimated at about 7.0 billion barrels, and estimated oil production of around 2.5 million barrels per day » (*Ibid.*). Vraisemblablement, le second chiffre fait référence à la production totale de tous les pays entourant la Mer de Chine méridionale). Bien que les données manquent sur la production de la Mer de Chine méridionale *stricto sensu*, il est intéressant de mettre ces données en parallèle avec les protestations émises par Beijing en 1992 contre les puits implantés dans ses eaux : « Out of them [oil and gas drills in South China Sea] about 120 are within China's traditional sea borders (the Philippines 7, Malaysia about 90, Indonésia 17 and Vietnam 7) » (Sheng (L.), *China's Policy Towards the Spratly Islands in the 1990s*, Canberra, ANU/SDSC, 1995, p. 7), la production annuelle de ceux-ci à l'époque étant déjà estimée à un million de tonnes par jour.

<sup>831</sup> Christopher Chung déplore notamment que le flou entourant la délimitation des zones concernées par les différentes évaluations rend toute confirmation des données périlleuse (Chung (C.), *The Spratly Islands Disputes*, p. 82).

<sup>832</sup> « South China Sea, Oil », [http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South\\_China\\_Sea/Oil.html](http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South_China_Sea/Oil.html).

telles réserves pourraient permettre une production de 140 000 b/j à 370 000 b/j –similaire à la capacité actuelle de Brunei et du Vietnam mais bien inférieure aux besoins prévus de la Chine en matière d’importation »<sup>833</sup> tandis que l’Energy Information Agency tire d’un rapport du même US Geological Survey que « ces réserves pourraient permettre un pic dans le niveau de production pétrolière pour les îles Spratley de 137 000 à 183 000 barils par jour »<sup>834</sup>.

Quelles que soient les estimations retenues comme pertinentes, les ressources pétrolières présentes en Mer de Chine méridionale ne pourront résoudre à elles seules le problème de la demande chinoise. La conclusion de Philip Andrews-Speed et de ses collaborateurs, selon lesquels : « du fait des besoins en énergie de la Chine dans le futur, les réserves de la Mer de Chine méridionale n’auront que peu d’impact dans la résolution des problèmes énergétiques de la Chine »<sup>835</sup>, vaut cependant essentiellement pour les évaluations les plus basses. Une production à 140,000 barils par jour –chiffre le plus bas proposé par l’Agence Internationale de l’Energie– correspond par exemple approximativement aux importations en provenance du Yémen tandis qu’une exploitation délivrant 370,000 barils par jour est à peu près équivalente aux volumes d’origine angolaise –les deux pays occupant respectivement les sixième et deuxième rangs parmi les partenaires pétroliers chinois en 2005<sup>836</sup>. Si l’on s’en tient aux estimations américaines précitées, il est certain que la mise en exploitation de la Mer de Chine méridionale ne saurait, à elle seule, fournir une solution aisée et définitive à l’accroissement soutenu de la demande chinoise<sup>837</sup>. La question est cependant moins de trouver un remède unique à la dépendance chinoise –quête semblant pour le moins chimérique– que d’exploiter au mieux les opportunités existantes. Dans cette perspective, la possible substitution de sources domestiques – bien qu’offshore– à plus d’un dixième des importations est loin d’être sans attrait<sup>838</sup>. Il serait dès lors imprudent d’écarter de toute considération le facteur pétrolier qui, à défaut de les créer, dispose d’un fort potentiel catalysant pour les rivalités en Mer de Chine méridionale.

---

<sup>833</sup> International Energy Agency, *China’s Worldwide Quest for Energy Security*, p. 59 (Selon le rapport, ces chiffres se réfèrent à la production de l’ensemble de la Mer de Chine méridionale).

<sup>834</sup> « South China Sea, Oil », [http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South\\_China\\_Sea/Oil.html](http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/South_China_Sea/Oil.html). Aucune des deux sources précitées ne donne la référence exacte des rapports utilisés bien qu’il s’agisse probablement du même document (datant de 1994).

<sup>835</sup> Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Bannreuther (R.), *The Strategic Implications of China’s Energy Needs*, p. 80.

<sup>836</sup> En 2005, la Chine a importé 6,8 et 17,5 millions de tonnes de pétrole brut du Yémen et de l’Angola (Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006*, p. 290 ; et annexes).

<sup>837</sup> Si l’on retient les sources chinoises citées par l’Energy Information Agency, la production possible en Mer de Chine méridionale aurait pu couvrir entre la moitié et les trois quarts des importations pétrolières chinoises en 2005.

<sup>838</sup> Si l’on se réfère au *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006*, l’allègement correspondant de la facture en importations pétrolières aurait pu atteindre près de cinq milliards de dollars pour cette année.

### **III- Ressources de la Mer de Chine méridionale : les ‘flux’.**

A la richesse des fonds de la Mer de Chine méridionale répond une abondance de flux transitant à sa surface. Clairement, l'espace maritime s'étendant grossièrement entre Hainan, le détroit de Bashi et Singapour dispose d'une importance au moins aussi forte pour les ressources qui le traversent que pour celles qu'il contient. De ce fait, une lutte pour le contrôle des lignes de transit double et amplifie les rivalités déjà présentes. Cette superposition des enjeux dispose d'une traduction 'géographique' simple : les aires d'exploration/exploitation pétrolifère sont invariablement traversées par les lignes de communication les plus importantes<sup>839</sup>. Or, l'espace entre les côtes des Etats riverains et les archipels –plus particulièrement celui des Spratley– étant réduit<sup>840</sup>, les voies de communication apparaissent peu flexibles et particulièrement vulnérables à toute prise de contrôle et militarisation des multiples îles par un des Etats. Un tel constat nous met en garde contre une trop grande focalisation sur l'enjeu que constituent les 'stocks'. La réalisation des estimations les plus basses quant aux volumes d'hydrocarbures exploitables n'aurait ainsi pas pour corollaire l'estompement des antagonismes présents dans la zone.

Ayant une expression 'géographique' ici commune, les problèmes suscités par le contrôle des flux ne diffèrent pas moins significativement de ceux relatifs aux ressources. Ils impliquent en premier lieu des acteurs différents, le cercle d'intérêt créé par les premiers apparaissant plus large que celui engendré par les seconds. La dimension militaire des 'flux' apparaît, en outre, plus directe dans ce cadre, les lignes de communication pouvant *a priori* être utilisées indifféremment par les supertankers et les porte-avions – contraintes techniques mises à part.

La politique d'ouverture et, conséquemment, le développement accéléré de la Chine continentale durant le dernier quart de siècle ont notoirement accru l'importance des voies de communication maritime pour Beijing. Ji Guoxing indique ainsi : « les volumes des importations et exportations de la Chine étaient de 135,63 milliards de dollars en 1991, et de 325,06 milliards de dollars en 1997, [...] et 90% de son commerce

---

<sup>839</sup> Hiramatsu (S.), « China's Advances in the South China Sea : Strategies and Objectives », p. 47.

<sup>840</sup> Alex Eferlink note : « A considerable part of the South China Sea is not located within 200 nautical miles of the mainland coasts. However, most of the area beyond 200 nautical miles from the mainland coasts is within 200 nautical miles from various small islands scattered throughout the South China Sea » (Eferlink (A.), « The Islands in the South China Sea : How Does Their Presence Limit the Extent of the High Seas and the Area and the Maritime Zones of the Mainland Coasts? » in *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 169.

extérieur se faisait par transport maritime »<sup>841</sup>. Cette dépendance grandissante est particulièrement visible au travers des importations en pétrole, dont la provenance fait qu'elles empruntent nécessairement les routes traversant la Mer de Chine méridionale. Ainsi que souligné plus haut, les efforts pour réduire la part du Moyen-Orient dans ces importations ont connu une relative réussite, cette dernière étant passée au-dessous de la limite symbolique des 50% en 2004 et 2005<sup>842</sup>. En chiffres bruts cependant, les volumes de pétrole en provenance de cette région ont atteint plus de 58 millions de tonnes en 2005 et se trouvent sur une courbe ascendante –une multiplication par près de huit entre 1995 et 2005<sup>843</sup>. Si l'on ajoute les importations pétrolières en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique, le chiffre atteint plus de 82 millions de tonnes de pétrole brut –soit près de trois quarts du total– pour 2005<sup>844</sup>, transportées à travers la Mer de Chine méridionale<sup>845</sup>. Démesurée en ce qui concerne les approvisionnements énergétiques, l'importance de la Mer de Chine méridionale n'en apparaît pas moins significative pour le reste du commerce chinois. La part combinée de la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, la Thaïlande et des Philippines atteignait environ un dixième du chiffre du commerce extérieur chinois en 2005, tandis que la place occupée par l'Europe était légèrement inférieure à un cinquième, une grande partie de ces flux se faisant par voie de mer<sup>846</sup>. Si l'on considère l'ensemble des importations et exportations avec les pays situés à l'ouest de Malacca, il est probable que la part du commerce chinois utilisant les lignes de communication du sud-est asiatique soit au moins égale aux 27% qu'Henry Kenny indiquait en 1994<sup>847</sup>, la différence se trouvant dans l'application de ce

---

<sup>841</sup> Ji (G), « SLOC Security in the Asia Pacific », Honolulu, APCSS Occasional Paper, 2000, <http://www.apcss.org/Publications/Ocasional%20Papers/OPSloc.htm>, consulté le 12 juin 2007. Le commerce extérieur chinois a dépassé le millier de milliards de dollars en 2004 (Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004 : vol. 1*, pp. 240-241).

<sup>842</sup> Calculs de l'auteur basés sur Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006*, p. 250 ; voir annexes.

<sup>843</sup> Calculs de l'auteur basés sur *Ibid.* et Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1996*, pp. 572-573.

<sup>844</sup> Calculs de l'auteur basés sur Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006*, p. 250.

<sup>845</sup> La route maritime passant par la Mer de Chine méridionale est la plus économique pour atteindre la Chine, en l'absence d'hostilités ouvertes.

<sup>846</sup> Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004 : vol. 1*, pp. 240-241 (chiffres pour l'année 2004, Hong Kong et les zones économiques spéciales sont exclues). Des chiffres précis quant au montant exact des importations et exportations transitant par la Mer de Chine méridionale sont indisponibles. Bien qu'une estimation contienne toujours une part d'incertitude, une bonne appréciation de la situation peut être faite si l'on tient compte du fait que, lorsque seuls les moyens aériens et maritimes sont envisageables, la fraction maximale occupée par les premiers est environ 25% –cas du Japon (le chiffre est relatif à la valeur transportée, Graham (E.), *Japan's Sea Lane Security 1940-2004*, Londres, Routledge, 2006, p. 22). Reprenant un article de Vijay Sakhuja datant de 2001, Christopher Chung indique : « More broadly, more than 90 per cent of China's foreign trade is seaborne » (Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, pp. 203-204).

<sup>847</sup> Kenny (H.), *An Analysis of Possible Threats to Shipping in Key Southeast Asian Sea Lanes*, Alexandria, Center for Naval Analysis, 1996, p. 17. Le chiffre concernant la Mer de Chine méridionale uniquement n'est pas fourni ; cependant, étant données la configuration géographique de la zone et l'absence d'interférence avec le commerce maritime en Asie Orientale durant la période, il

pourcentage à un commerce extérieur étant passé de 236,6 milliards de dollars en 1994 à 1760,7 milliards en 2006<sup>848</sup>.

La dépendance de la Chine aux lignes de communications maritimes passant par la Mer de Chine méridionale apparaît cependant comme un cas particulier d'une règle générale prévalant en Asie Orientale, pouvant elle-même être inscrite dans un cadre global où plus de 90% du commerce international s'effectue par mer<sup>849</sup>. En soi, la dépendance est-asiatique à ces voies maritimes est loin d'être nouvelle, Bruce et Jean Blanche notant en 1995 : « l'archipel [des Spratley] est stratégiquement proche des *sea lanes of communication (SLOCs)* entre Singapour, Hong Kong et le continent chinois, tandis qu'un quart du commerce maritime mondial, incluant près de 70 pour cent du ravitaillement en pétrole du Japon, passe à travers la zone »<sup>850</sup>. De façon similaire, Sumihiko Kawamura estimait en 1998 que quelques 480 millions de tonnes de marchandises, d'une valeur totale de 470 milliards de dollars, transitaient par la Mer de Chine méridionale<sup>851</sup>. L'importance de la zone en termes bruts trouve de surcroît un reflet en termes relatifs puisque, « à travers la Mer de Chine méridionale, ce sont plus de 41 000 navires qui passent annuellement, plus du double du nombre passant par le Canal de Suez et près du triple du total [de navires] passant par le Canal de Panama »<sup>852</sup>. La centralité de la mer comme moyen de transport commercial pour l'ensemble de la région peut encore être illustrée par le simple fait que dix des trente-cinq entités les plus importantes en termes de flottes marchandes se trouvent dans la région est-asiatique –Russie exclue<sup>853</sup>, ces dernières concentrant en 2005 près des deux cinquièmes du tonnage mondial. Le rôle majeur dont dispose la Mer de

---

apparaît probable que le chiffre de 27% est applicables à la Mer de Chine méridionale.

<sup>848</sup> Chiffres de l'*US-China Business Council* (« Sans titre », <http://www.uschina.org/bas/trade.html>; « Sans titre », <http://www.uschina.org/statistics/tradetable.html>, consultés le 10 juin 2008.

<sup>849</sup> International Maritime Organization, *International Shipping and World Trade : Facts and figures*, 2005, p. 5, [http://www.imo.org/includes/blastDataOnly.asp/data\\_id=13865/InternationalShippingandWorltrade-factsandfigures.pdf](http://www.imo.org/includes/blastDataOnly.asp/data_id=13865/InternationalShippingandWorltrade-factsandfigures.pdf), consulté le 10 juin 2007. Cette 'hégémonie' du transport maritime sur le simple fait que « water is by far the most efficient transport medium for the carriage of fuel, raw materials and all but the highest value-to-weight-ratio finished products » (Grove (E.), « The Security of Global Perspective » in Bateman (S.) & Bates (S.), *Shipping and Regional Security*, Canberra, The ANU / SDSC, Canberra Papers on Strategy and Defence no. 129, 1998, p. 1

<sup>850</sup> Blanche (B.) & Blanche (J.), « Oil and Regional Stability in the South China Sea » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 7, no. 11, novembre 1995, p. 511. Selon Henry Kenny, plus de deux cents navires empruntaient quotidiennement le détroit de Malacca en 1996 (Kenny (H.), *An Analysis of Possible Threats to Shipping in Key Southeast Asian Sea Lanes*, p. 2).

<sup>851</sup> Kawamura (S.), « Shipping and Regional Trade : Regional Security Interests » in Bateman (S.) & Bates (S.), *Shipping and Regional Security*, p. 15.

<sup>852</sup> Ji (G.), « SLOC Security in the Asia Pacific ».

<sup>853</sup> Soient : Japon, République Populaire de Chine, Hong Kong (Chine), République de Corée, Taiwan, Singapour, Malaisie, Indonésie, Philippines, Thaïlande (United Nations Conference on Trade and Development, *Review of Maritime Transport, 2005*, New York, United Nations, 2005, pp. 34-35).

Chine méridionale provient, dans cette perspective, d'une superposition d'un choix quant à un modèle de développement économique et de contraintes quant aux ressources primaires présentes, les deux dimensions étant cumulatives et non exclusives. L'importance toujours croissante du commerce intra et extrarégional en Asie Orientale confirme que « la Mer de Chine méridionale et les détroits de l'Asie du Sud-Est sont essentiels parce qu'ils sont des voies maritimes importantes pour toute nation utilisatrice dans la conduite de son commerce extérieur »<sup>854</sup>.

De ce fait, l'aire considérée dispose d'une dimension particulière pour presque tous les pays d'Asie Orientale et privilégiée pour les pays impliqués dans les disputes de souveraineté<sup>855</sup>. Ainsi, l'archipel philippin ne disposant d'aucune frontière terrestre, l'ensemble des 84 milliards de dollars de son commerce extérieur<sup>856</sup>, dont plus de la moitié est à destination ou en provenance de l'Europe et de l'Asie –Japon et Corées exclues, doit emprunter des voies maritimes ou aériennes<sup>857</sup>. Le Vietnam dépend de façon encore plus nette des voies traversant la Mer de Chine méridionale. Largement plus de 80% du commerce extérieur d'Hanoi s'effectue avec des pays ne partageant aucune frontière terrestre avec le Vietnam et se trouve donc lié en très grande partie aux côtes vietnamiennes, ouvertes principalement sur les eaux disputées<sup>858</sup>. Brunei offre une perspective assez similaire puisque, n'ayant pour voisin terrestre que la Malaisie, plus des neuf dixièmes de ses importations et exportations dépendent des voies aériennes et maritimes<sup>859</sup>, ces dernières passant nécessairement par la Mer de Chine méridionale. La situation malaisienne apparaît plus complexe et moins directement dépendante de l'aire maritime considérée. Toutefois, Kuala Lumpur effectuait en 2004 environ un tiers de son commerce extérieur avec l'Asie du Nord-Est –Japon, Chine, République de Corée et Taiwan<sup>860</sup>.

Le cercle d'intérêt créé par l'usage des voies maritimes de la Mer de Chine méridionale dépasse toutefois le simple cadre des pays qui en sont riverains, le trafic n'étant que partiellement interne à l'Asie du Sud-Est. En

---

<sup>854</sup> Lee (J.), « China's Expanding Maritime Ambitions in the Western Pacific and the Indian Ocean » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 24, no. 3, décembre 2002, p. 557.

<sup>855</sup> Selon l'étude de Kenny Henry précédemment citée, en 1994, la proportion du commerce extérieur dépendant des voies de communication maritime du sud-est asiatique (détroits de Malacca, de la Sonde et de Lombok et Mer de Chine méridionale) était de 35% pour les Philippines, 93% pour le Vietnam, 94% pour l'Indonésie, 95% pour Brunei, la Malaisie et Singapour (Kenny (H.), *An Analysis of Possible Threats to Shipping in Key Southeast Asian Sea Lanes*).

<sup>856</sup> Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004 : vol. 1* (chiffres pour l'année 2004), p. 881-882.

<sup>857</sup> *Ibid.*

<sup>858</sup> *Ibid.*, pp. 1226-1227 (chiffres pour l'année 2003).

<sup>859</sup> *Ibid.*, pp. 173-174 (chiffres pour l'année 2003).

<sup>860</sup> *Ibid.*, pp. 695-696 (chiffres pour l'année 2003).

termes généraux, l'interruption ou la multiplication d'interférences affectant le commerce en Mer de Chine méridionale aurait un impact sur tout transit entre l'Asie Orientale et les Etats à l'Est de Singapour, touchant de ce fait aussi bien l'Europe que l'Afrique et le Moyen Orient. Plus étroitement, les pays de l'Asie du Nord-Est se trouvent en seconde ligne derrière les pays riverains. Outre le cas chinois mentionné plus haut, le Japon et la République de Corée dépendent de façon importante des routes commerciales situées entre Taiwan et Malacca. En 2004, la part combinée de l'Europe, de l'Asie du Sud-Est et du Moyen-Orient dans le commerce extérieur de Séoul équivalait environ à un tiers du total<sup>861</sup>.

D'une façon triviale, l'insularité du Japon garantit sa dépendance aux voies de communications maritimes. Ainsi,

*Les plus importantes voies d'approvisionnement régulières du Japon se divisent en trois grandes branches. La première, et la plus importante économiquement, est la branche du sud-ouest (composée de plusieurs lignes maritimes interconnectées) connectant le Japon à l'Europe, au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est. En second, une branche méridionale connecte le Japon à l'Australasie et au Pacifique Sud. Troisièmement, la route trans-Pacifique du 'Great Circle' connecte le Japon avec les Amériques<sup>862</sup>.*

D'un certain point de vue, les lignes traversant la Mer de Chine méridionale ne représentent qu'un volet – voire un volet et demi – du précédent triptyque. C'est par celles-ci que Tokyo reçoit la plus grande partie de ses importations énergétiques, nécessaires au fonctionnement de son économie. En 1997, Euan Graham rapporte notamment que la demande japonaise en pétrole était couverte à 99,7% par des importations<sup>863</sup>. Ce chiffre explique qu'en 1996, « les détroits [de Malacca et de Singapour] voyaient environ 700 transits par an de *very-large crude carriers* (VLCC) desservant l'Asie du Nord-Est »<sup>864</sup>, couvrant ainsi 70% des importations pétrolières japonaises<sup>865</sup>. La vulnérabilité du Japon à une rupture des voies maritimes en provenance de l'Océan Indien est donc sujette à peu de doutes. La flexibilité inhérente au transport maritime fait que les conséquences d'une possible suspension du trafic au travers de la Mer de Chine méridionale sont toutefois loin d'équivaloir à celles d'une interruption complète de la circulation des marchandises en route pour Tokyo et passant par l'Océan Indien. Pour ce qui est des importations pétrolières, Euan Graham indique que « le coût pour le Japon d'une fermeture pour douze mois de la Mer de Chine méridionale, et de la déviation des tankers pétroliers via le détroit de Lombok et l'est des Philippines, a été estimé à 200 millions

---

<sup>861</sup> *Ibid.*, pp. 616-617 (chiffres pour l'année 2004) ; 13% des importations concernant les produits pétroliers.

<sup>862</sup> Graham (E.), *Japan's Sea Lane Security 1940-2004*, p. 24.

<sup>863</sup> *Ibid.*, p. 12. Ce chiffre est loin d'être isolé, Graham ajoute que 99,8% du minerai de fer, 99,9% du cuivre, 100% de la bauxite, du manganèse du titane et du nickel utilisés par le Japon sont importés (*Ibid.*).

<sup>864</sup> Young (P.), « Mining the Straits of Southeast Asia » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 8, no. 2, février 1996, p. 92.

<sup>865</sup> L (E.), « Japan and the Spratlys Dispute : Aspirations and Limitations » in *Asian Survey*, vol. 36, no. 10, octobre 1996, p. 998.

de dollars »<sup>866</sup>. Le détournement du commerce japonais hors de la Mer de Chine méridionale serait cependant loin d'affecter uniquement les produits pétroliers et toucherait l'ensemble de la flotte circulant habituellement entre les détroits de Malacca et de Bashi tout en réduisant à peu de chose le commerce entre les pays de l'Asie du Sud-Est et le Japon. Si l'on reprend les chiffres avancés par John Noer et David Gregory pour 1993, plus des deux cinquièmes du commerce extérieur japonais auraient à emprunter un itinéraire modifié<sup>867</sup>, décuplant vraisemblablement la pression pesant sur le détroit de Lombok. De façon plus indirecte, « il n'est pas impossible qu'un conflit prolongé et intermittent perturbe les routes pétrolières critiques pour Japon, émette des ondes de choc à travers l'ensemble du marché, affaiblissant la confiance des producteurs et consommateurs, et plonge l'économie [japonaise] en récession »<sup>868</sup>.

D'une importance vitale pour la majorité des pays de l'Asie Orientale d'un point de vue économique, la Mer de Chine méridionale représente par ailleurs un enjeu militaire non négligeable. Elle s'inscrit en cela dans un cadre plus universel où « en temps de paix, [les] routes océaniques servent de routes commerciales [et] en temps de guerres, elles se transforment en lignes de communication stratégiques »<sup>869</sup>. La dichotomie est cependant à relativiser, les deux dimensions n'étant séparées par aucune césure distincte. Dans le cas présent, la dualité d'usage de ces axes de communication nous apparaît d'autant plus clairement qu'elle s'appuie sur une série d'événements concrets. Il est ainsi improbable que la Chine et l'ensemble de l'Asie du Sud-Est oublient l'utilité qu'ont pu avoir les Paracel et les Spratley durant les dernières décennies. Chi-kin Lo remarque ainsi que « les îles Paracel et des Spratley ont été utilisées à la fois par le Japon et l'U.S. Navy durant la Seconde Guerre Mondiale. Si l'expérience passée peut être un guide, les îles peuvent jouer un rôle dans la surveillance ou le contrôle des principales lignes maritimes de la Mer de Chine méridionale »<sup>870</sup>. Les

---

<sup>866</sup> Graham (E.), *Japan's Sea Lane Security 1940-2004*, p. 29. Citant une étude japonaise –qui limite le coût probable à 88 millions de dollars– Euan Graham indique que quinze tankers supplémentaires seraient nécessaires pour compenser l'allongement des trajets, sans préciser cependant le type de tanker utilisé. En admettant qu'il s'agisse des plus petits *Very Large Crude Carrier* déplaçant 150,000 tonnes (ce qui est suggéré par le fait que la route empruntée ne passe pas par le détroit de la Sonde qui a une limite supérieure à 100,000 tonnes), il n'est pas inintéressant de souligner ici que l'adjonction d'une quinzaine de tankers de cette taille exigerait la mobilisation de la plus grande partie du surplus de tanker disponible en 2004 au niveau global (United Nations Conference on Trade and Development, *Review of Maritime Transport, 2005*, p. 48). La CNUCED divise les tankers en quatre catégories : *Ultra Large Crude Carrier* de plus de 300,000 tonnes, *Very Large Crude Carrier* de plus de 150,000 tonnes, *Suezmax* de plus de 100,000 tonnes et *Aframax* de plus de 50,000 tonnes (p. xiii).

<sup>867</sup> Noer (J.) & Gregory (D.), *Chokepoints : Maritime Economic Concerns in Southeast Asia*, Washington, National Defense University Press, 1996, p. 67.

<sup>868</sup> Lam (E.), « Japan and the Spratlys Dispute : Aspirations and Limitations » in *Asian Survey*, vol. 36, no. 10, octobre 1996., p. 998.

<sup>869</sup> Ji (G), *SLOC Security in the Asia Pacific*.

<sup>870</sup> Lo (C.), *China's Policy Towards Territorial Disputes*, p. 68.

'leçons' de la Seconde Guerre Mondiale –notamment la construction d'installations pour sous-marins japonais dans les archipels<sup>871</sup>– semblent avoir d'ores et déjà joué un rôle prépondérant dans la prise des Parcel par la Chine Populaire. Réfutant les thèses d'une provocation vietnamienne qui aurait enclenché une escalade chinoise, d'une affirmation de droits dans un contexte de débat sur le droit de la mer et d'une lutte de pouvoir interne ayant provoqué une manifestation extérieure, Chi-kin Lo avance que l'opération répond essentiellement au changement de donne en cours au milieu des années 1970<sup>872</sup>. Le caractère glacial des relations entre Beijing et Hanoi après le rapprochement sino-américain et l'ombre soviétique planant sur le futur d'un Vietnam unifié explique l'essentiel des motivations chinoises. De fait,

*La Chine ne pouvait accepter la possibilité d'une présence soviétique dans les îles Parcel, qui étaient situées à moins de cent cinquante milles nautiques au sud de l'île de Hainan, et contrôlaient des lignes maritimes vitales pour la sécurité chinoise [...]. Durant le début des années 1970, les préoccupations chinoises à propos de la présence soviétique dans la région, et plus particulièrement les activités en Mer de Chine méridionale, avaient été croissantes. Avec la détérioration des relations sino-vietnamiennes, et la possibilité d'un Vietnam Nord se rapprochant politiquement de l'Union Soviétique, la Chine craignait que quelques unes de îles de l'archipel des Parcel, qui contrôlaient les lignes maritimes vitales pour toute activité navale, ne soit finalement sujette à l'influence ou au contrôle de l'Union Soviétique [...]. La prise complète de contrôle sur les îles Parcel était une tentative pour renforcer la position stratégique chinoise vis-à-vis de l'Union Soviétique en Mer de Chine méridionale<sup>873</sup>.*

L'intérêt des Etats-Unis dans la sous-région, bien que ces derniers soient officiellement seulement attachés à la liberté de circulation et à la résolution pacifique des différends, peut difficilement être résumé à la fadeur de cette position, qui a par ailleurs subi une mutation progressive au cours de la dernière décennie<sup>874</sup>. En effet, « les lignes maritimes offrent aussi à l'U.S. Navy une voie de transit pour la projection de ses forces en cas de crise dans le Golfe ou ailleurs. Parmi [ces lignes], la Mer de Chine méridionale et le détroit de Malacca et de Singapour restent cruciaux pour les Etats-Unis et les pays d'Asie Orientale »<sup>875</sup>. L'exemple des activités du porte-avion *Nimitz* dans les quatre derniers mois de l'année 2003 est à cet égard archétypal. Durant cette période relativement brève, le navire aura participé à des opérations en Mer de Chine méridionale et sera passé au moins quatre fois par le détroit de Malacca, avant de rejoindre le Golfe Persique

---

<sup>871</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>872</sup> *Ibid.*, pp. 53-77.

<sup>873</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>874</sup> Lee (L.), « China, the USA and the South China Sea Conflicts » in *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, mars 2003, pp. 25-39.

<sup>875</sup> Lee (J.), « China's Expanding Maritime Ambitions in the Western Pacific and the Indian Ocean » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 24, no. 3, décembre 2000, p. 557. Jacquelyn Davis ajoute : « By virtue of its geography, the United States is a maritime nation whose welfare and global role depends on unimpeded access to the world's sea lines of communications (SLOCs) » (Davis (J), *Aircraft Carriers and the Role of Naval Power in the Twenty-First Century*, Cambridge, IFPA, 1993, p. vi).

pour participer à la campagne *Iraqi Freedom*, durant laquelle l'aviation embarquée aura effectué plus de six milles cinq cents missions délivrant plus de soixante tonnes de munitions<sup>876</sup>. Les voies de communications maritimes du sud-est asiatique en général, et de la Mer de Chine méridionale en particulier, ne sauraient être cependant définies seulement en termes de commodité de passage entre le Pacifique Ouest et le Moyen-Orient. Pour la zone sensible de l'Asie du Nord-Est, les lignes joignant les détroits de Malacca et de Bashi – ou de Taiwan – garantissent à l'*US Navy* un haut degré de réactivité. La Chine est, à cet égard, peu susceptible d'oublier le rôle joué par les eaux qu'elle revendique durant le déploiement américain en mars 1996. Alors qu'ils participent à l'opération *Southern Watch*, dans le Golfe Persique, le 11 mars, le porte-avion *Nimitz* et une demi-douzaine de navires l'accompagnant<sup>877</sup> atteignent le détroit de Malacca le 21, et traversent la Mer de Chine méridionale pour arriver en renfort de l'*USS Independence*<sup>878</sup>, dans une manœuvre ressemblant fort à de la 'diplomatie de la canonnière'. S'il est vrai que l'*USS Nimitz* n'aurait eu aucune difficulté à avoir accès à la côte est de Taiwan, où était fixée sa position, sans utiliser une route traversant la Mer de Chine méridionale, la rapidité du déploiement dépendait, *a contrario*, entièrement de la capacité à utiliser cette voie. Or dans le cas présent, la temporalité de la réponse américaine aux exercices et tirs de missiles chinois apparaissait essentielle, l'*USS Nimitz* devant arriver à proximité au moment de l'élection présidentielle tenue à Taiwan pour démontrer dans un même mouvement la résolution et la capacité de Washington.

## ***IV- Les revendications et leurs ancrages.***

Ne serait-ce que du fait de l'instrumentalisation des arguments juridiques par les protagonistes, aucun travail concernant cette aire ne peut faire l'économie d'une présentation des bases –plus ou moins– légales sur lesquelles les prétendants font reposer leurs demandes<sup>879</sup>. Un des points centraux de ce qui suit est que si, en règle générale, il est aisé de se féliciter du fait que toutes les parties aient recours à la Convention sur le Droit de la Mer, l'accord sur le texte apparaît incommensurablement moins important que la diversité des

---

<sup>876</sup> « USS Nimitz (CVA(N)-68) », <http://www.history.navy.mil/danfs/n5/nimitz.htm>, consulté le 12 juin 2007.

<sup>877</sup> « Taiwan Strait 21 July 1995 to 23 March 1996 », [http://www.globalsecurity.org/military/ops/taiwan\\_strait.htm](http://www.globalsecurity.org/military/ops/taiwan_strait.htm), consulté le 12 juin 2007.

<sup>878</sup> « USS Nimitz (CVA(N)-68) ».

<sup>879</sup> Furtado (X.), « International Law and the Dispute over the Spratly Islands : Whither with UNCLOS ? » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 3, décembre 1999, p. 388.

interprétations intéressées qui en résulte. Cependant, quels que soient les mérites et les déficiences que l'on attribue au Droit de la Mer –ou peut-être essentiellement du fait des secondes– Brunei, la Chine et Taiwan, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam ont procédé à une adaptation de la rhétorique justificative concernant leurs exigences au vocabulaire de la Convention.

**Philippines.** La zone réclamée par Manille, si elle ne s'étend pas à l'ensemble des Spratley couvre un espace significatif dont la frontière extérieure s'étend à environ 250 milles nautiques de l'archipel principal. Si Eric Denécé met en lumière le fait que l'intérêt philippin remonte au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale<sup>880</sup>, les arguments aujourd'hui présentés se fondent en grande partie sur l'initiative –originale à bien des égards– de Tomas Cloma. Profitant d'un désintérêt relatif pour les îlots dans les années 1950, Cloma annonce en 1956 avoir pris possession d'un ensemble d'îles qu'il baptise du nom de Kalayaan-Freedomland<sup>881</sup>. L'événement serait presque anecdotique s'il n'avait provoqué la réaction de plusieurs Etats –dont la Chine et le Sud Vietnam, à laquelle le Vice-Président Garcia répond en soulignant que l'acquisition a été faite à titre privé, et non pas officiellement au nom des Philippines<sup>882</sup>. Cependant, le 4 décembre 1974, Thomas Cloma abandonnait ses 'droits' sur le groupe de Kalayaan au gouvernement philippin qui devenait 'légalement' propriétaire des îles<sup>883</sup>. Cette fois, Manille est prompte à intégrer les îlots de Kalayaan à son espace national, ces derniers ayant été « déclar[és] partie intégrante de la province de Palawan suite à une déclaration du ministre des Affaires étrangères »<sup>884</sup> dès 1972. L'idée sous-tendant la revendication philippine est que les archipels existants ne forment pas un bloc unique. Autrement dit, « la zone disputée en Mer de Chine méridionale pourrait être subdivisée en [plusieurs groupes :] le groupe d'îles et de récifs des Paracel, le groupe d'îles de Kalayaan, le groupe d'îles des Spratley et d'autres zones économiques exclusives des pays de l'Asie du Sud-Est »<sup>885</sup>, les Philippines limitant leurs revendications au second sous-groupe. Enfin, le décret du 11 juin 1978 du Président Marcos officialisait l'appropriation par les Philippines du « groupe d'îles

---

<sup>880</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 277, Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, p. 43.

<sup>881</sup> Eric Denécé et Liselotte Odgaard sont en désaccord sur le nombre d'îlots et autres objets découverts et/ou occupés par Tomas Cloma ; trente-trois pour le premier, cinquante-trois pour la seconde (Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 277 ; Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 99).

<sup>882</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 99.

<sup>883</sup> Fernandez (G.), « The Philippines' South China Sea Claims » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, p. 20.

<sup>884</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 279.

<sup>885</sup> Fernandez (G.), « The Philippines' South China Sea Claims », p. 20.

situées dans la zone délimitée par les lignes joignant les points suivants : 7°40'N-116°00'E [/] 7°40'N-112°10'E [/] 9°00'N-112°10'E [/] 12°00'N-118°00'E [/] 10°00'N-118°00'E »<sup>886</sup>. Dans un effort de légitimation de sa présence, les Philippines ont fait de Kalayaan une municipalité où « a viable Filipino political, social and economic community »<sup>887</sup> disposait, en 1992 de douze citoyens<sup>888</sup>, vivant sur une étendue de « 227,000 km<sup>2</sup>, dont 225,000 km<sup>2</sup> submergés en permanence »<sup>889</sup>.

La position de Manille s'ancre sur un ensemble d'éléments hétéroclites, Liselotte Odgaard notant que « les Philippines ont avancé des arguments [relatifs à] l'abandon, la découverte, la proximité, la sécurité nationale, le titre historique, le besoin indispensable, et l'occupation et le contrôle effectifs »<sup>890</sup>. Il est à peine besoin d'évoquer la proximité des îles convoitées à l'archipel philippin, le centre de gravité du plateau continental de Kalayaan se situant à moins de 200 milles nautiques des côtes philippines<sup>891</sup> tandis que « certaines d'entre elles se trouvent à moins de 100 milles de Palawan »<sup>892</sup>. Manille a par ailleurs évoqué le fait que les îles de Kalayaan, par opposition à l'archipel des Spratley pris dans son ensemble, « étaient 'inoccupées et sans propriétaires' et qu'elles ne figuraient même pas sur des cartes antérieures à la Deuxième Guerre mondiale »<sup>893</sup>. Parallèlement, « les Philippines pointent que lorsque le Japon renonça à tous ses droits, titres et revendications sur les Spratley lors de la Conférence de Paix de San Francisco en 1951, il n'a pas été établi que la souveraineté était transférée à un Etat particulier. Ainsi, l'ancien souverain abandonna un territoire qui n'appartint alors à personne »<sup>894</sup> ; ceci donnant à Manille liberté d'acquérir un territoire alors abandonné et auquel aucun Etat ne prêtait attention<sup>895</sup>. L'acquisition des îles par Tomas Cloma suivie du transfert d'autorité au profit de Manille et de l'occupation –immédiate et continue– de Kalayaan par des forces armées<sup>896</sup>, constituent un autre axe de justification de la part des Philippines auquel s'ajoute parfois

---

<sup>886</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 279 ; le texte du décret présidentiel (no. 1596) est en annexe de Coquia (J.), « Philippine Position on the South China Sea » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, p. 55.

<sup>887</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>888</sup> Hernandez (C.), « Reactions » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, p. 56.

<sup>889</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 280.

<sup>890</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 98.

<sup>891</sup> Fernandez (G.), « The Philippines' South China Sea Claims », p. 20.

<sup>892</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 281.

<sup>893</sup> *Ibid.*

<sup>894</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 98.

<sup>895</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, 1997, p. 34.

<sup>896</sup> Fernandez (G.), « The Philippines' South China Sea Claims », p. 20.

l'argument d'une découverte probable<sup>897</sup>. Reste enfin la valeur des îlots quant à la sécurité des Philippines. Du fait notamment de la proximité de Kalayaan à l'archipel principal, il est en effet difficile de contester l'idée que « des troupes d'une puissance étrangère stationnées à Kalayaan constitue[raient] une menace sérieuse pour les Philippines du fait de l'accès aisé au territoire des Philippines [...] permis par une présence militaire sur ces îles »<sup>898</sup>.

**Brunei.** Les prétentions les moins ambitieuses sont formulées par le Sultanat de Brunei. La modestie des exigences ne signifie cependant nullement leur simplicité, un désaccord existant visiblement sur l'interprétation à donner aux cartes publiées par Bandar Seri Begawan. Pour Liselotte Odgaard, « Brunei revendique un espace maritime, mais aucun territoire dans le coin sud de la zone des Spratley »<sup>899</sup> tandis que Mark Valencia et ses collaborateurs avancent que « Brunei revendique actuellement deux récifs –Louisa Reef (qui est aussi revendiqué par la Malaisie), et Rifleman Bank- ainsi qu'une zone maritime basée sur le prolongement de son plateau continental »<sup>900</sup>. Les arguments avancés par le Sultanat se réfèrent d'une part à l'extension des frontières maritimes définies par les Britanniques en 1954<sup>901</sup> et d'autre part à la Convention sur le Droit de la Mer<sup>902</sup>.

**Vietnam.** Si le Vietnam avance, pour la justification de ses revendications sur les Paracel et les Spratley, des arguments essentiellement historiques, ses relations avec la Chine puis avec les puissances coloniales occidentales confèrent une complexité particulière à sa situation. Outre la probable fréquentation des archipels –conçue comme leur découverte– par des pêcheurs vietnamiens<sup>903</sup>, le Vietnam a avancé un argumentaire faisant remonter sa souveraineté à plus de cinq siècles. Mark Valencia note ainsi que « des documents juridiques [datant du] règne du Roi Le Thanh Tong (1460-1497) indiquent que les archipels des Spratley et des Paracel étaient considérés comme territoires vietnamiens »<sup>904</sup>. Monique Chemillier-Gendreau indique d'autre part qu'« en 1816, l'Empereur Gia Long [sic] confirm[ait] solennellement la souveraineté des

---

<sup>897</sup> Gil Fernandez remarque ainsi : « One may also suppose that other Filipino fishermen frequented the nearby continental shelf since ancient times when the Tabon cave men of Palawan began to follow the fish meandering into its water for food » (*Ibid.*).

<sup>898</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 99.

<sup>899</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>900</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the Resources of the South China Sea*, p. 38.

<sup>901</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 103.

<sup>902</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 283.

<sup>903</sup> *Ibid.*, p. 273.

<sup>904</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 30.

Empereurs d'Annam sur les Archipels »<sup>905</sup>, accréditant la thèse d'une ancienne domination vietnamienne sur ces derniers. La puissance coloniale française –qui établit un protectorat sur le Tonkin et l'Annam par deux traités en 1874 et 1884<sup>906</sup>– ne s'intéresse quant à elle que tardivement aux îles de la Mer de Chine méridionale, puisque ce n'est qu'à la fin des années 1920 que la France se pose comme héritière des droits de l'Annam sur les Paracel et les Spratley<sup>907</sup>. L'affirmation de la souveraineté française se traduit cependant de manière concrète et officielle : « la France affirma son contrôle physique sur neuf des îlots [appartenant aux] Spratley entre 1933 et 1939, et publia une note formelle d'annexion dans son propre Journal Officiel le 26 juillet 1993 »<sup>908</sup>. Ce n'est donc pas sans une certaine ironie que le Vietnam décolonisé revendique la continuité d'un titre historique que la domination française sur l'Annam lui aurait permis de préserver. Ainsi, « alors que Hanoi concède qu'elle a perdu son intérêt pour l'archipel et a failli dans l'administration effective de [ceux-ci], elle affirme qu'elle a regagné ses droits sur les Spratleys après son indépendance [...] lorsqu'elle a hérité des possessions territoriales de la France dans la zone »<sup>909</sup>. Selon l'interprétation vietnamienne, les droits de la France sur les Paracel, hérités de l'Annam, devraient revenir naturellement au Vietnam. Les prétentions vietnamiennes s'appuient encore sur une déclaration en septembre 1951 à la Conférence de San Francisco n'ayant pas rencontré de sérieuses protestations, les deux parties chinoises n'étant pas présentes. Les différents revers connus par le Vietnam –que ce soit lors de la confrontation dans les Paracel ou dans les accrochages avec la marine chinoise dans les Spratley– n'ont cependant nullement tempéré ses revendications. La souveraineté vietnamienne sur les deux archipels a continué à être proclamée avec une fermeté touchant parfois à la provocation<sup>910</sup>. Liselotte Odgaard met cependant en lumière certaines ombres planant sur les prétentions vietnamiennes : « les prétentions vietnamiennes, [basées sur le fait qu'Hanoi], comme successeur de la domination française sur le territoire vietnamien, [doit] hérite[r] des Spratley, sont invalides du fait que l'île-atoll n'était pas possession française après la Second Guerre Mondiale, et qu'aucun document ne certifie qu'une cession de la France au Vietnam a réellement eu lieu »<sup>911</sup>,

---

<sup>905</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, p. 38.

<sup>906</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>907</sup> Une analyse détaillée de l'évolution de la position française est effectuée par Monique Chemillier-Gendreau (voir Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, pp. 98-106).

<sup>908</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 30.

<sup>909</sup> Furtado (X.), « International Law and the Dispute over the Spratly Islands : Whither with UNCLOS ? », p. 391.

<sup>910</sup> Trois années après sa défaite dans les Paracel, avec une déclaration sur ses eaux territoriales « Hanoi fired its first warning shot in May 1977 [...]. The statement [which] specifically referred to the Paracel and Spratly Islands as Vietnam's territory [...] was a recipe for head-on confrontation with China » (Lo (C.), *China's Policy Towards Territorial Disputes*, p. 100).

<sup>911</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 97.

ceci expliquant certainement en partie la complexification des prétentions du Vietnam incluant désormais des arguments basés sur des considérations techniques relatives à son plateau continental<sup>912</sup>. De même, le Vietnam unifié a occulté la reconnaissance de la souveraineté chinoise sur les deux archipels par le gouvernement d'Hanoi en 1956 et 1958<sup>913</sup>, estimant que ces déclarations ne peuvent être considérées comme contraignantes du fait du contexte dans lequel elles ont été produites<sup>914</sup>.

**République Populaire de Chine.** Les revendications qui ont attiré le plus d'attention de la part des pays riverains –de celle des nombreux chercheurs– sont sans aucun doute celles produites par la République Populaire de Chine. La désormais célèbre ligne pointillée couvrant la plus grande partie de la Mer de Chine méridionale demeure le pilier porteur des prétentions chinoises depuis sa première publication en 1947 par le gouvernement nationaliste<sup>915</sup> –et sa reprise telle quelle par la Chine Populaire<sup>916</sup>. En règle générale, Beijing a insisté sur la dimension historique de son 'droit inaliénable' sur les Paracel et les Spratley. En premier lieu, « ses prétentions sur les îles sont basées sur un usage historique, ses capitaines de navires ayant fait voile à travers la Mer de Chine méridionale depuis 2 000 ans et ayant utilisé [cette] mer comme une route de navigation régulière durant la dynastie Han (206 av. J.C. à 220 ap. J.C.) »<sup>917</sup>. Si la fréquentation des différents îlots est probable, elle demeure difficile à prouver à des dates si reculées. A propos de titres plus récents, Greg Austin note cependant que « l'affirmation que la Chine a été le découvreur (au sens légal) des îles Paracel quelques temps avant la fin du treizième siècle ne paraît pas être une conclusion déraisonnable au vu des preuves disponibles »<sup>918</sup>, le Vietnam n'étant pas en mesure de produire une preuve équivalente de sa connaissance des îles à une date antérieure. Le cas des Spratley apparaît plus délicat, l'ensemble des documents chinois antérieurs au XVIIIème siècle mentionnant différentes îles, se référant selon toute

---

<sup>912</sup> *Ibid.* et Odgaard (L.), « Deterrence and co-operation in the South China Sea » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 23, no. 2, août 2001, p. 301.

<sup>913</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracel et Spratleys*, p. 122. Haller-Trost insiste sur le fait qu'il est difficile pour le Vietnam de se dédire d'une telle déclaration : « If the Socialist Republic of Vietnam (SRV) is –as it sees itself– the legitimate successor of the former Democratic Republic of Vietnam, then any statements issued in relation to territorial matters by the former North Vietnam Government are still binding » (Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 321).

<sup>914</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 113.

<sup>915</sup> Une copie de cette carte est fournie par Zou (K.), « The Chinese Traditional Maritime Boundary Line in the South China Sea and Its Legal Consequences for the Resolution of the Dispute over the Spratly Islands » in *The International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 14, no. 1, 1999, p. 29.

<sup>916</sup> Liselotte Odgaard mentionne que la ligne suit grossièrement l'isobathe 200 mètres. Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 90.

<sup>917</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 20.

<sup>918</sup> Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, St Leonards, Allen & Unwin, 1998, p. 101.

vraisemblance à l'archipel des Paracel et non à celui des Spratley<sup>919</sup>. Il est cependant malaisé de s'opposer à la perspective de Greg Austin selon lequel « il existe peu de raisons de douter du fait que les navigateurs et pêcheurs chinois se sont rendus sur les îles durant plusieurs siècles »<sup>920</sup>. Marwyn Samuels a parallèlement souligné la forte probabilité pour qu'une partie des îles mentionnées dans un document de 1730 –le Hai-kuo wen-chien lu<sup>921</sup> établi par le navigateur Ch'en Lun-chiung– soit en réalité des éléments appartenant aux Spratley<sup>922</sup>. Si l'on admet que la découverte des îles par la Chine est à tout le moins vraisemblable et, à l'instar de Beijing, que les prétentions quant à ces dernières n'ont jamais cessé, la souveraineté chinoise sur l'ensemble des îlots, récifs, hauts-fonds... est difficilement discutable.

Si les délimitations territoriales ont suscité arguties et tensions, les revendications chinoises en termes maritimes demeurent obscures et problématiques. En effet, « Pékin n'a jamais précisé ni la méthode retenue pour le tracé, ni la position exacte de cette fameuse frontière maritime en mer de Chine méridionale, ni la nature de l'espace ainsi défini, ni même la légitimité légale d'un tel tracé »<sup>923</sup>. L'ambiguïté entourant le statut de la délimitation a donné lieu à certaines spéculations sur les ambitions maritimes chinoises. Pour Michael Bennett, l'origine de l'intérêt de la Chine pour les Spratley « provient du rôle des îles dans la détermination des frontières océaniques nationales et des ressources [devenant] disponibles en Mer de Chine méridionale »<sup>924</sup>. Or une telle hypothèse semble négliger le fait que « Pékin n'a que très rarement utilisé l'argument selon lequel les espaces maritimes revendiqués étaient fondés sur le titre qu'il estimait détenir sur les Paracel et les Spratley »<sup>925</sup>. D'une façon connexe, Haller-Trost note l'ambiguïté entretenue des revendications de Beijing :

*Une interprétation pourrait être que cette 'ligne en U' n'était originellement rien d'autre qu'une ligne pour délimiter l'étendue des revendications territoriales sur les groupes d'îles se trouvant à l'intérieur de ce périmètre et que, dans le cas de la RPC, le gouvernement a trouvé pratique de ne pas s'engager ouvertement sur le statut des eaux contenues à l'intérieur [de celle-ci] de manière à pouvoir montrer sa flexibilité en renonçant à ces eaux historiques présumées dans des négociations ultérieures. Ceci, toutefois, apparaît comme rien de plus qu'un stratagème particulier, car, bien qu'il ne se soit jamais distancié des*

---

<sup>919</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 97.

<sup>920</sup> Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, p. 136.

<sup>921</sup> Samuels (M.), *Contest for the South China Sea*, New York, Methuen, 1982, pp. 34-36.

<sup>922</sup> *Ibid.*

<sup>923</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 255.

<sup>924</sup> Bennett (M.), « The People's Republic of China and the Use of International Law in the Spratly Islands Dispute », p. 430.

<sup>925</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 256. J. Peter Burgess souligne la nécessité de distinguer les prétentions sur les îles et de celles sur les eaux (Burgess (J.), « The Politics of the South China Sea: Territoriality and International Law » in *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, p. 8.

*revendications produites par ses politiques et universitaires qui insistent sur le fait que la RPC a un droit légal sur ces eaux, le gouvernement n'a jamais annoncé une telle revendication de façon officielle, excepté sur certaines cartes qui, toutefois, ne doivent pas être nécessairement considérées comme faisant autorité sur la question des frontières nationales*<sup>926</sup>.

La combinaison du peu de clarté entourant la ligne pointillée et du mode de justification chinois n'est pas sans créer une situation relativement inconfortable pour les pays riverains. La ligne de partage entre des prétentions historiques sur les eaux de la Mer de Chine méridionale et des prétentions sur des eaux historiques constituées par cette même mer peut sembler, en effet, relever plus de la nuance que d'une différence radicale. Or l'écart entre les deux positions est de taille compte tenu du paravent qu'offre le droit international au possesseur d'eaux reconnues comme historiques et de l'interprétation chinoise de ses droits sur ses eaux territoriales. D'une part,

*[Les eaux historiques sont] les eaux qui sont traitées comme des eaux internes mais qui n'auraient pas ce caractère sans l'existence d'un titre historique... Ces eaux sont territoriales ou internes du fait que [l'Etat prétendant] a exercé la juridiction nécessaire sur celles-ci sur une longue période sans opposition des autres Etats, un genre de possession longi temporis, ayant pour résultat que la juridiction sur ces eaux doit être maintenant reconnue bien qu'elle constitue une dérogation à la règle en vigueur*<sup>927</sup>

D'autre part, la loi du 25 février 1992 sur les eaux territoriales chinoises énonce dans son article 6 : « Pour pouvoir entrer dans les eaux territoriales de la République Populaire de Chine, les navires militaires étrangers doivent obtenir une permission de la part du Gouvernement de la République Populaire de Chine »<sup>928</sup>. En soi, cette position est loin d'être exceptionnelle, Michael Carr rapportant le partage de ce point de vue par de nombreux pays du Tiers Monde<sup>929</sup> ; son application à une position définissant l'aire couverte par les neufs pointillés comme eaux territoriales ne saurait cependant se faire sans d'immenses répercussions –ne serait-ce que du fait de l'obstacle créé à la libre circulation des forces militaires dans la zone. Le doute a été par ailleurs entretenu par certains gestes et positionnements de la part de Beijing comme l'utilisation du principe

---

<sup>926</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 330. Carlyle Thayer rapporte cependant la réaction de Beijing à un accrochage entre pêcheurs chinois et marine philippine : « China loudly criticized what it termed illegal action by the Philippines in its historic waters » (Thayer (C.), « Some Progress, along with Disagreement and Disarray » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, p. 39).

<sup>927</sup> Citation du cas *Anlgo-Norwegian Fisheries*, ICJ Reports 1951:130 dans Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 331. (italiques ajoutés).

<sup>928</sup> *China Territorial Sea and the Contiguous Sea*, [http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN\\_1992\\_Law.pdf](http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN_1992_Law.pdf), consulté le 4 juin 2007.

<sup>929</sup> Carr (M.), « China and the Law of the Sea Convention » in *the Australian Journal of Chinese Affairs*, no. 9, janvier 1983, p. 37.

archipelagique dans la définition des eaux territoriales autour des Parcel<sup>930</sup> ou la production de cartes laissant supposer l'extension des revendications chinoises à l'intégralité de la Mer de Chine méridionale<sup>931</sup>.

**Taiwan.** De façon générale, les revendications émanant de la République de Chine à Taiwan font écho à celles de la République Populaire de Chine, bien que disposant d'une visibilité moindre. En se basant sur un principe identique de droit historique et sur la même 'carte originelle' de 1947, Taipei a réaffirmé à plusieurs reprises son indiscutable souveraineté sur l'ensemble des archipels et des eaux. Ainsi, « le 16 juillet 1991, le Ministère des Affaires Etrangères annonçait que les îles des Tungsha (Pratas), Hsisha (Parcel), Nansha (Spratley) et Jungsha (Macclesfield) en Mer de Chine méridionale étaient une partie intégrante du territoire de la République de Chine »<sup>932</sup>. Taipei a cependant donné à ses exigences une teinte notoirement provocante qui n'est pas sans créer une certaine dissonance avec son statut international limité. Kristen Nordhaug insiste ainsi sur le fait que Taiwan est allée jusqu'à considérer ouvertement la ligne pointillée de 1947 comme délimitant ses eaux historiques, bien que le débat politique des années 1990 semble avoir mis en sourdine une telle ambition<sup>933</sup>. Par ailleurs bien qu'étant plus proche que le continent de la lettre de la Convention sur le Droit de la Mer quant au droit de passage des navires étrangers dans ses eaux territoriales, Taiwan a adopté des mesures pour le moins draconiennes quant à la sécurité de l'île contrôlée dans les Spratley. Liselotte Odgaard remarque ainsi qu'« en octobre 1992, le Ministère de la Défense taiwanais déclarait une zone maritime interdite de 4 000 mètres et une zone aérienne et maritime restreinte de 6 000 mètres autour de Itu Aba. De surcroît, au moment du passage au parlement taiwanais de la loi sur les eaux territoriales et adjacentes du pays, le 2 janvier 1998, il était déclaré que les navires en mer seraient sujets à observation et inspection »<sup>934</sup>. Dans une certaine mesure, les prétentions de Beijing et de Taipei sur les îles ont constitué un point d'accord à la fois tacite et durable, aucune confrontation n'ayant vu le jour entre ces deux acteurs au sujet de leurs positions respectives sur la Mer de Chine méridionale<sup>935</sup>.

---

<sup>930</sup> Guan (A.), « The South China Sea Dispute Revisited » in *Australian Journal of International Affairs*, vol. 54, no. 2, 2000, p. 205 ; Storey (.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 1, avril 1999, pp. 108-109.

<sup>931</sup> McBeth (J.), « Oil Rich Diet », *Far Eastern Economic Review*, 27 avril 95, p. 28.

<sup>932</sup> Nordhaug (K.), « Explaining Taiwan's policies in the South China Sea, 1988-99 » in *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, p. 497.

<sup>933</sup> *Ibid.*, pp. 496-497 et 501-502.

<sup>934</sup> Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 91.

<sup>935</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 111.

**Malaisie.** La Malaisie est un belligérant tardif dans les disputes en Mer de Chine méridionale. Ce n'est ainsi qu'en 1979 que Kuala Lumpur officialise ses revendications estimant que les îles situées sur son plateau continental<sup>936</sup> y sont sous sa souveraineté<sup>937</sup>. Eric Denécé note que la Malaisie « fut poussée [à une revendication sur les Spratley] par le double désir de compenser la perte des îles Natunas [...] et de ne pas rester exclue des champs pétrolifères en mer de Chine méridionale »<sup>938</sup>. Comme presque tous les acteurs de la zone, la Malaisie surajoute à cet argument juridique une justification historique basée sur la découverte et l'occupation des îles<sup>939</sup>.

Si tous les Etats de la sous-région estiment ancrer leurs prétentions respectives aux principes reconnus par le droit international et la Convention sur le Droit de la Mer, un ensemble de questions se pose émanant non seulement des faiblesses de chacune des revendications mais encore de celles du droit évoqué. Il serait d'autant moins approprié de prétendre faire ici l'examen détaillé des mérites respectifs des arguments avancés par les six parties, que les différents auteurs semblent parvenir à des conclusions divergentes quant à la justesse des causes, au terme d'études approfondies sur le sujet. En effet, alors que Greg Austin intitule un de ses chapitres « China's superior Rights in the Paracel Islands »<sup>940</sup>, Monique Chemillier-Gendreau conclut, relativement à ce même archipel, que « le Vietnam dispose d'un titre supérieur à celui de la Chine »<sup>941</sup>. Il demeure cependant intéressant de souligner qu'aucune des différentes prétentions ne dispose d'une autorité indiscutable.

D'une façon générale, les multiples arguments historiques, quelle que soit leur véracité, se heurtent aux exigences imposées par le droit international. Haller-Trost souligne ainsi clairement : « Il n'est pas suffisant en droit international de baser un titre territorial valide, fondé sur l'occupation, sur la simple découverte d'une terra nullius. La découverte requiert la démonstration subséquente d'un contrôle effectif par l'Etat occupant »<sup>942</sup>. Dans le cas présent, si des vestiges archéologiques ont pu être mis à jour<sup>943</sup> et continuent d'être

---

<sup>936</sup> « Malaysia passed a continental shelf act in 1966 that closely resembles the provisions in the 1958 Geneva Convention on the continental shelf » (Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, p. 102).

<sup>937</sup> *Ibid.*

<sup>938</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 282.

<sup>939</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 36. L'argument est repris par Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 104 ; mais contredit par Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 282.

<sup>940</sup> Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, p. 98.

<sup>941</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys*, p. 129.

<sup>942</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 306.

<sup>943</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 251.

découverts<sup>944</sup>, la force probante de ceux-ci quant à l'effectivité du contrôle sur ces îles pour la plupart inhabitables demeure faible. Par ailleurs, la seule proximité géographique doit être écartée, Monique Chemillier-Gendreau notant que « [l'argument de la contiguïté géographique] n'a [...] jamais été reconnu comme constitutif d'une règle de droit international permettant en cas de conflit de trancher en faveur de celui des deux Etats dont le territoire se trouve le plus proche des terres insulaires disputées »<sup>945</sup>. De façon plus particulière, l'argument des Philippines d'une prise de contrôle d'un territoire abandonné, reposant en partie sur le détachement de Kalayaan des Spratley dans leur ensemble, semble d'une grande fragilité, l'occupation ayant eu lieu originellement à titre privé et la Chine et le Vietnam ayant invariablement protesté<sup>946</sup>. Par ailleurs, Haller-Trost indique

*Selon les principes du droit international, c'est le titre valide sur une terre qui génère le droit sur des zones maritimes et non l'inverse, puisque c'est depuis la côte de la terra firma que la souveraineté s'étend légalement sur la mer [...]. La Malaisie ne peut utiliser aucune des [deux] conventions [Convention de Genève de 1958 et Convention de 1982 sur le Droit de la Mer] pour établir un titre territorial supérieur à ceux des autres prétendants ; pour ces objets qui sont au-dessus du niveau de la mer de façon permanente, elle a à produire la preuve de sa propriété [en s'appuyant] sur d'autres bases, puisqu'il n'est pas dans le champ du droit de la mer de traiter des acquisitions territoriales<sup>947</sup>.*

La remarque porte cependant plus loin que sur le seul cas malais, puisque si l'on excepte le cas taiwanais –et le possible cas chinois– de revendications portant sur des eaux historiques, la Convention sur le Droit de la Mer apparaît entièrement inappropriée pour la résolution du conflit d'attribution des archipels Paracel et Spratley. Cette même Convention demeure cependant un additif corrosif apposé à une situation en équilibre précaire. Eric Denécé affirme ainsi que « les disputes pour le contrôle des archipels de la mer de Chine méridionale ne connaîtraient probablement pas l'ampleur qui est la leur si le nouveau droit de la mer, issu de la troisième Conférence des Nations Unies était clair et sans appel quant au régime juridique des terres insulaires »<sup>948</sup>. Si l'on tient compte des richesses probables présentes en Mer de Chine méridionale, la possibilité d'établir de larges zones économiques exclusives dessinées à partir des îles accroît notablement l'attrait de ces dernières ; en effet, « une île d'une circonférence d'un seul kilomètre peut générer une ZEE de

---

<sup>944</sup> « In a move preceding the latest round of border talks, obviously intended to bolster its claims in the Spratlys, Hanoi announced Oct. 2 that it had discovered 18th century temples and tombs in the Spratlys and Paracel that prove that the islands belong to Vietnam » (Breckon (L.) « Gains for Beijing in an Otherwise Gloomy Quarter » in *Comparative Connections*, vol. 3, no 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 60).

<sup>945</sup> Chemillier-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys*, p. 31.

<sup>946</sup> Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 35.

<sup>947</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 324.

<sup>948</sup> Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, p. 233.

125 600 milles nautiques carrés, i.e. une aire presque deux fois plus grande que la taille du Royaume-Uni »<sup>949</sup>. La question devient alors amplement technique car tenant à la distinction faite entre une île –qui donne droit à un ensemble de prérogatives sur les eaux adjacentes<sup>950</sup>– et un simple rocher émergé –qui génère des bénéfices notoirement plus réduits<sup>951</sup>. Toutefois, appréhender le débat comme essentiellement juridique semble confiner à l’absurdité si l’on met en regard le présent questionnement et le rôle utilitaire et subordonné joué par la Convention sur le Droit de la Mer dans les prétentions contradictoires des différents prétendants. L’ambiguïté régnant autour de la définition même d’une île dans la Convention tend à accroître la flexibilité du concept, flexibilité dont il est peu douteux que l’ensemble des Etats sait et saura tirer partie. Cette ironie contre-productive du Droit de la Mer se surajoute directement aux querelles déjà présentes en intensifiant les motivations pour une ‘occupation préemptive’ du plus grand nombre d’îlots possible. Haller-Trost a largement démontré que les modes d’acquisition territoriale reconnus sont peu susceptibles de fournir une solution au problème, quatre des principes sont inapplicables au cas des Spratley –l’occupation, la prescription, la cession et l’accrétion/avulsion– et le cinquième –la conquête– est vu très largement comme inacceptable<sup>952</sup>. Par ailleurs, ainsi que nous avons pu le noter précédemment, une des décisions précédentes de la Cour Internationale de Justice conclut « que la découverte d’une île ne suffit pas à établir la souveraineté ; la découverte doit être suivie par une démonstration effective et continue d’autorité sur l’île »<sup>953</sup>. L’argument de la découverte historique étant fragile, se rangeant conséquemment aux côtés de ceux reposant sur la proximité ou l’appartenance à une zone économique exclusive, l’autorité effective étant condition majeure de validité des prétentions, l’occupation manu militari des îles apparaît comme une garantie plus solide que celles que pourrait fournir tout effort pour prouver le bien fondé des revendications. Une telle situation se traduit notamment par le fait que les instances juridiques internationales restent largement hors du champ des débats pour la plupart des prétendants. Ainsi, quelles que soient les certitudes – hautement proclamées– des différents protagonistes quant à leurs droits respectifs, seules les Philippines ont

---

<sup>949</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 334.

<sup>950</sup> Gjetnes (M.), « The Spratlys : Are They Rocks or Islands ? » in *Ocean Development and International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, p. 192.

<sup>951</sup> *Ibid.*

<sup>952</sup> Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, p. 339 et Haller-Trost (R.), *The Spratly Islands, A study on the Limitations of International Law*, pp. 79-80.

<sup>953</sup> Bennett (M.), « The People’s Republic of China and the Use of International Law in the Spratly Islands Dispute », p. 435.

montré un quelconque intérêt pour un arbitrage par une instance juridique internationale<sup>954</sup>, les autres protagonistes se défiant invariablement d'un jugement de Pythie provenant d'une juridiction internationale. Aucun des Etats ne pouvant présenter un titre absolu de souveraineté sur les archipels<sup>955</sup>, un arbitrage apparaît un pari à l'enjeu trop élevé pour être tenté.

## ***V- Stratégie chinoise et négociations.***

Le triple enjeu stratégique, économique et commercial que représente la Mer de Chine méridionale ne saurait trouver de solution triviale, ne serait-ce que du simple fait de la multiplicité des acteurs. L'environnement post-Guerre Froide a néanmoins permis aux Etats d'éviter une confrontation armée directe, la dernière confrontation ayant eu lieu entre le Vietnam et la Chine, en 1988, lors de la prise de position chinoise dans les Spratley<sup>956</sup>. L'absence de recours à la force n'a cependant pas empêché la suspicion et l'hostilité larvée entre les divers prétendants. La dualité d'un tel phénomène se reflète dans la situation paradoxale centrale de la Mer de Chine méridionale dans les dernières années, à savoir la superposition entre, d'une part la prolifération de déclarations de bonne volonté et, dans une moindre mesure, de mécanismes de coopération, et d'autre part l'intransigeance apparemment inébranlable des protagonistes sur les questions de souveraineté. Dans le cadre de l'amélioration des relations entre les différents protagonistes, l'ASEAN a joué

---

<sup>954</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 119. Christopher Chung reprenant Haller-Trost souligne une contradiction dans les déclarations faites par les Philippines, mettant en doute la sincérité de la proposition de Manille. Pour Haller-Trost : « The Philippine Government has stated that it 'is willing to submit the issue, surrounding its exercise of sovereignty over the Kalayaan Group for adjudication by the ICJ or other similar constituted bodies'. This statement, however, is in contradiction to the 'Declaration Recognizing as Compulsory the Jurisdiction of the ICJ under Art. 36.2 of the Statute of the Court' in which the Philippines made it absolutely clear that such submittance to the Court's jurisdiction would not include –inter alia– matters 'in respect of the territory of the Republic of the Philippines, including its territorial sea and inland waters' [...]. This include part of the disputed area of the Spratlys, namely the Kalayaan Island Group » (Haller-Trost (R.), *The Spratly Islands, A study on the Limitations of International Law*, pp. 81-82).

<sup>955</sup> « In the case of the offshore island territories disputed by the PRC, this concept of relative strength of claims is particularly relevant since in most cases claimant states have been able to demonstrate some exercise of sovereignty or at least an inchoate title, but have not been able to demonstrate an absolute title » (Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, p. 36).

<sup>956</sup> L'Armée Populaire de Libération coule trois navires vietnamiens et prend possession de cinq récifs lors de la manœuvre. Greg Austin rapporte que les récits des deux pays diffèrent quant au cours des événements, chacun renvoyant à l'autre la responsabilité de l'incident (Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, pp. 83-84).

un rôle privilégié<sup>957</sup>. Ainsi que le souligne Liselotte Odgaard, « les disputes en Mer de Chine méridionale sont des conflits de juridiction sur des territoires et des espaces maritimes. En tant que telles, elles ne constituent pas formellement une question pour l'ASEAN, mais n'impliquent que les Etats prétendants. Toutefois, les disputes s'inscrivent dans un cadre politique largement défini par les principes de l'ASEAN de sécurité régionale et par les politiques étrangères des Etats-membres »<sup>958</sup>. Indéniable au début des années 1990, cette centralité de l'ASEAN a été de plus renforcée par l'adhésion du Vietnam à cette institution en 1995. L'extension de l'ASEAN peut cependant être difficilement confondue avec un effacement des tensions en Mer de Chine méridionale, et n'a amené jusqu'à présent aucun changement quant à la position des différents acteurs sur les zones leurs appartenant. Nullement dicté par une modification des objectifs fondamentaux, le renforcement du dialogue apparaît essentiellement attaché à l'élaboration de processus et non au contenu du problème.

Dans cette perspective, la Chine n'a de particulier que son poids relatif duquel dérive sa capacité plus forte à faire prévaloir ses intérêts. Il est important, à cet égard, de souligner qu'elle n'est ni la seule ni la première à avoir déployé ses forces armées dans la zone des Spratley –le Vietnam et les Philippines l'ayant précédée<sup>959</sup> ; ni la dernière à avoir opéré un mouvement d'acquisition –la Malaisie ayant pris pied sur Investigator Shoal et Erica Reef en 1999<sup>960</sup>. De la même manière, Beijing n'est pas le protagoniste ayant initié la course aux concessions pétrolières, Manille ayant dès 1974 autorisé l'exploration de la zone disputée par un consortium pétrolier<sup>961</sup>. D'un autre côté, le différentiel de puissance entre la Chine et les différents prétendants<sup>962</sup> –que

---

<sup>957</sup> L'ASEAN n'est pas le seul forum s'intéressant aux questions touchant la Mer de Chine méridionale ; elle est cependant la colonne vertébrale de l'édifice officiel de coopération entre les Etats parties aux disputes. Les ateliers et groupes de discussion dits de *Track II*, notamment au travers du CSCAP, ont vu une extension certaine des sujets traités mais ne s'intéressent pas au règlement de la question centrale de la souveraineté et n'abordent les questions de sécurité que dans le sens le plus large du terme. S'il élude –à tort nous semble-t-il– le caractère premier et essentiel de ces interrogations, Ian Townsend-Gault rappelle néanmoins avec force : « It is not to be the purpose of the workshop process to resolve questions of sovereignty over the Spratly Islands or jurisdiction over the sea itself, a point all too frequently missed » (Townsend-Gault (I.), « Preventive diplomacy and pro-activity in the South China Sea » in *Contemporary Southeast Asia*, Vol. 20, no. 2, août 1982, p. 182).

<sup>958</sup> Odgaard (L.), « The South China Sea: ASEAN's Security Concerns About China » in *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, pp. 13-14.

<sup>959</sup> Sheng Lijun note : « Well before i issued a Presidential decree in 1978 to formally claim the Spratlys, [The Philippines] sent troops to occupy three islands of the Spratlys in 1970 and 1971. In 1974 it announced that its troops had occupied five of the islands [...]. Vietnam was the second to move. It began to introduce large military forces to occupy islands in the areas as soon as the nation was unified in 1975 » (Sheng (L.), *China's Policy Towards the Spratly Islands in the 1990s*, p. 6).

<sup>960</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, pp. 120-121.

<sup>961</sup> Tonnesson (S.), « The Economic Dimension : Natural Resources and Sea Lanes » in Kivimäki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, Copenhagen, NIAS Press, p. 56.

<sup>962</sup> Guan (A.), « The South China Sea Dispute Revisited », p. 212.

ceux-ci soient pris individuellement ou comme un ensemble– n’est pas sans rendre la situation quelque peu inconfortable pour les seconds. Ceci est par ailleurs renforcé par le fait que, étant considérée comme une violation de l’intégrité territoriale chinoise, la problématique de la Mer de Chine méridionale comprend une option de recours à la force. Se concentrant sur les conséquences d’une possible émergence d’un nationalisme chinois, Tim Huxley indique ainsi que « les Etats de l’Asie du Sud-Est qui sont le plus directement affectés –Vietnam, Malaisie, les Philippines et Brunei (qui revendiquent chacun certaines des îles [du groupe des] Spratley) et l’Indonésie (qui est inquiète de l’empiètement apparent de la revendication de la Chine sur le plateau continental autour de l’île Natuna)– ont des raisons de s’inquiéter de la possibilité d’une plus grande affirmation chinoise, voire d’une agression, au vu du comportement de la Chine dans l’Histoire récente »<sup>963</sup>.

La validité de la remarque vaut cependant plus largement que dans le seul cadre d’une affirmation nationaliste, le fossé de puissance croissant entre la Chine et ses partenaires-rivaux suffisant à nourrir incertitudes et inquiétudes. Ceci ne revient nullement à nier le probable caractère aggravant de l’émotivité chinoise quant aux problématiques de souveraineté, Chen Jie soulignant que « [l’émotivité] de la Chine quant aux Spratley repose sur sa conscience des questions de souveraineté nationale en générale et sa sensibilité [à l’égard de celles-ci] »<sup>964</sup>. Contrairement à l’assertion de Leni Stenseth –selon lequel « les nombreuses revendications territoriales trouvent leurs racines dans les émotions et l’idéologie »<sup>965</sup>– l’ensemble de la problématique ne semble pas pouvoir être réduite à cette unique dimension. S’il est encore possible de nier le caractère premier des motivations liées à l’exploitation des hydrocarbures<sup>966</sup>, il paraît pour le moins peu justifié de reléguer à l’arrière-plan l’importance stratégique de la zone. Ainsi que souligné précédemment, les lignes de communications nécessaires au bon fonctionnement de l’économie chinoise se superposent à celles que la superpuissance actuelle a empruntées –et est susceptible de réutiliser– pour démontrer sa capacité à agir contre Beijing. Compte tenu de tels éléments, l’intérêt que porte Beijing aux possibles modifications de l’architecture de sécurité dans la zone apparaît aussi important que détaché de motivations ‘émotionnelles’.

---

<sup>963</sup> Huxley (T.), « A Threat to the South China Sea ? : A Rejoinder » in *Security Dialogue*, vol. 29, no. 1, 1998, p. 115.

<sup>964</sup> Jie (C.), « China’s Spratly Policy : With Special Reference to the Philippines and Malaysia » in *Asian Survey*, vol. 34, no. 10, octobre 1994, p. 894.

<sup>965</sup> Stenseth (L.), « The Imagined Threat of China in the South China Sea : A Rejoinder » in *Security Dialogue*, vol. 30, no. 3, 1999, p. 349.

<sup>966</sup> *Ibid.*

L'analyse de Liselotte Odgaard, selon laquelle « la Mer de Chine méridionale constitue la première ligne de défense pour les Etats littoraux de l'Asie du Sud-Est »<sup>967</sup> trouve ainsi un écho, certes moins visible et plus inattendu, dans le cas chinois. Cette centralité de la dimension stratégique tend de surcroît à être renforcée par le rôle qu'a pu jouer la Mer de Chine méridionale dans des périodes antérieures. Ji Guoxing souligne ainsi que « l'Histoire peut fournir des indices sur les problèmes de sécurité vitaux pour la Chine. Le pays a été humilié du fait de la faiblesse de sa défense. Dans la dernière centaine d'années, la Chine a été envahie sept fois par des troupes étrangères depuis la mer. La plupart de celles-ci sont entrées par la Mer de Chine méridionale, puis ont avancé vers le nord et vers la Mer de Chine orientale et la Mer Jaune »<sup>968</sup>. L'aire considérée est d'autant plus significative pour Beijing que Washington semble avoir modifié graduellement son approche passant d'une 'neutralité active' à une 'préoccupation active'<sup>969</sup>. Il est certes indéniable que, pour les Etats-Unis, les disputes autour des archipels constituent une préoccupation mineure. Néanmoins, suite à l'incident de 1995 concernant Mischief Reef, « en déclarant que les Etats-Unis n'admettraient pas un usage de la force et en mettant l'accent sur la liberté de navigation, les Etats-Unis ont montré qu'ils n'étaient pas une partie désintéressée de la question de la Mer de Chine méridionale »<sup>970</sup>. Un tel intérêt a trouvé par ailleurs une expression concrète non seulement dans la participation à des exercices militaires avec les différents prétendants, mais aussi dans l'organisation d'exercices propres à la marine américaine<sup>971</sup>. Concluant une étude approfondie sur la politique américaine à l'égard de la Mer de Chine méridionale, Yann-Huei Song avance que les quatre piliers de cette dernière sont un double support pour le multilatéralisme régional et une approche diplomatique, une position de neutralité à l'égard des questions de

---

<sup>967</sup> Odgaard (L.), « Deterrence and co-operation in the South China Sea » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 23, no. 2, août 2001, p. 295. L'argument est repris Jose Almonte : « We in ASEAN need to speak to China with one voice in regards to the South China Sea. China's sweeping claim to the Spratlys is not just about barren islets, some of which disappear at high tide. It is not just about fishing rights, marine resources, or even the hydrocarbon reserves widely believed to lie under the shallow waters of the South China Sea. It is about Southeast Asia's security and survival » (Almonte (J.), *ASEAN Must Speak with One Voice on the South China Sea*, PacNet, no. 11, 17 mars 2000, p. 1.

<sup>968</sup> Ji (G.), « China Versus South China Sea Security » in *Security Dialogue*, vol. 29, no.1, 1998, p. 102 (nous soulignons).

<sup>969</sup> « From active neutrality to active concern » (Song (Y.), « The Overall Situation in the South China Sea in the New Millennium: Before and After the September 11 Terrorist Attacks » in *Ocean Development and International Law*, vol. 34, no. 3/4, 2003, p. 236). Voir aussi Song (Y.), *United States and Territorial Disputes in the South China Sea*, Baltimore, University of Maryland, 2002, p. 258.

<sup>970</sup> Lee (L.), « China, the USA and the South China Sea Conflicts », p. 34. Lee Lai To ajoute : « US Assistant Secretary of Defense for International Security Joseph Nye went so far as to state that if conflict occurred in the Spratlys, the USA would be prepared to provide escorts and ensure that free navigation continued » (*Ibid.*).

<sup>971</sup> Song (Y.), « The Overall Situation in the South China Sea in the New Millennium », pp. 237-238.

souveraineté, et la défense des intérêts nationaux américains<sup>972</sup>. En tant que tel, le dernier terme de l'équation laisse planer de sérieux doutes sur l'objectif affiché de neutralité.

Parallèlement au pare-feu qu'il constitue à l'encontre de possibles manœuvres d'agression ou d'intimidation, le contrôle de la Mer de Chine méridionale permet une sécurisation des lignes de communication transportant les ressources essentielles à l'économie chinoise. Comparant l'importance relative des différentes zones maritimes, James Holmes et Toshi Yoshihara soulignent qu'« il est probable que Beijing voit son attention amenée vers le sud plutôt que vers l'est. Elle n'a aucun besoin évident de contester la maîtrise navale des Etats-Unis dans le Pacifique dans un avenir proche. Au contraire, le développement économique est une priorité urgente et réelle pour la direction chinoise, qui considère de plus en plus la prospérité et la reconquête de la position 'centrale' de la nation en Asie comme les clés de la survie du régime communiste, et, de ce fait, elle [tend à voir] la Mer de Chine méridionale comme cruciale »<sup>973</sup>. Si l'argument purement économique peut être convaincant, il se superpose au fait que la Chine abrite de solides réticences quant au contrôle de ses lignes de communication par une puissance qui a pu la définir comme 'compétiteur stratégique'. Que l'on soit ou non en accord avec une application de la logique mahanienne au cas de la Mer de Chine méridionale —« la Mer de Chine méridionale, comme les Caraïbes de Mahan, relève du domaine du sea power, avec une seule grande puissance —la Chine— sur son littoral »<sup>974</sup>— Beijing apparaît développer un intérêt majeur à évacuer toute menace potentielle à l'encontre de ses artères maritimes, privant ainsi un adversaire d'un moyen de pression notable. You Ji confirme ceci en soulignant que « l'objectif désiré de la PLAN dans la Mer de Chine méridionale est d'atteindre un section control le long des SLOCs cruciales »<sup>975</sup>. La prise de possession de la Mer de Chine méridionale apparaît par conséquent comme un moyen unique permettant de solutionner un double problème.

Les problématiques touchant la Mer de Chine méridionale n'évoluent cependant nullement dans un vide diplomatique et stratégique, et l'entretien de bonnes relations avec le voisinage étant devenu, pour Beijing, un paramètre essentiel dans la formulation de sa politique envers les Spratley. A ce propos, Ji Guoxing va jusqu'à affirmer que « la poursuite de relations amicales et de bon voisinage avec les Etats littoraux de la

---

<sup>972</sup> Song (Y.), *States and Territorial Disputes in the South China Sea*, pp. 292-293.

<sup>973</sup> Holmes (J.) & Yoshihara (T.), « China's "Caribbean" in the South China Sea » in *SAIS Review*, vol. 26, no. 1, hiver-printemps 2006, p. 80.

<sup>974</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>975</sup> Ji (Y.), *The Evolution of China's Maritime Combat Doctrines and Models: 1949-2001*, Singapour, Institute of Defence and Strategic Studies, Occasional Paper no. 22, 2002, p. 15.

Mer de Chine méridionale est une stratégie de long terme de la Chine. C'est ici que l'intérêt national fondamental de la Chine se trouve »<sup>976</sup>. Si une telle conclusion peut paraître d'un excessif optimisme<sup>977</sup>, le but apparent qu'elle fixe à la politique chinoise n'en est pas moins entièrement compatible avec le pragmatisme le plus abrupt. Il est certain que les nécessités attachées à un rythme de développement soutenu, qui demeure au premier rang des objectifs chinois, contribuent au désir d'un environnement stable. La faveur qu'accordent les dynamiques militaires régionales à Beijing demeure néanmoins un garant notoirement plus solide. L'écart en termes de capacités se creusant entre les divers prétendants et la Chine, une confrontation significative et prématurée au sujet des Spratley –et infiniment moins probablement des Paracel– apparaît largement contraire aux intérêts chinois actuels. Compte tenu de ces éléments, la politique chinoise vis-à-vis de la Mer de Chine méridionale a pu articuler une rigidité de principe –la souveraineté chinoise– à une grande flexibilité de forme. Un tel phénomène peut être illustré au travers des deux problématiques majeures relatives à la Mer de Chine méridionale depuis la fin de la Guerre Froide : les disputes au sujet des nouvelles occupations et les enjeux relatifs à l'élaboration d'un code de bonne conduite entre les différents protagonistes.

## **A- Acquisitions et affirmation chinoise en Mer de Chine méridionale.**

L'événement central, qui suit la prise de position chinoise dans les Spratley et donne la tonalité des relations pour plus d'une demi-décennie, est l'occupation chinoise de Mischief Reef<sup>978</sup> en décembre 1994 et la découverte de cette dernière par les Philippines au début de l'année 1995. La construction de quatre plateformes supportant bunkers et appareils de communication par satellites<sup>979</sup> en plein cœur de Kalayaan, pouvait difficilement échapper au sentiment d'indignation de Manille et au rejet de la version officielle chinoise selon laquelle les bâtiments étaient des abris pour pêcheurs<sup>980</sup>. Ainsi que le souligne, entre autres, Ang Cheng Guan, « cet incident est important parce que c'était la première fois que la Chine occupait un

---

<sup>976</sup> Ji (G.), « China Versus South China Sea Security », p. 107.

<sup>977</sup> Voir la critique de Huxley (T.), « A Threat to the South China Sea ? : A Rejoinder », pp. 113-118.

<sup>978</sup> « Mischief Reef (referred to as Meiji Jiao by China, Panganiban Reef by the Philippines and Vanh Khan by Vietnam) is a rock outcrop located 135 nautical miles west of Palawan. Horseshoe-shaped, the feature is nine kilometres (km) long, six km wide and submerged at high tide » (Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 240).

<sup>979</sup> Storey (I.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute », p. 97.

<sup>980</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, pp. 240-241.

récif revendiqué par un pays de l'ASEAN »<sup>981</sup>; l'opposition ouverte ayant jusqu'alors été limitée au Vietnam. L'intégration de ce dernier à l'institution étant programmée –effective en juillet 1995, « le mouvement contre Mischief Reef apparaît comme une sonde destinée à tester la solidarité de l'ASEAN sur cette question ainsi que la réaction des Etats-Unis »<sup>982</sup>. D'une façon plus générale, Christopher Chung met en avant deux motivations majeures sous-tendant l'action chinoise sur Mischief Reef : « primo, un bénéfice anticipé [dans le cadre d'un calcul] faible risque-gain fort [... ;] [la] seconde motivations [étant] liée à la promotion des objectifs de Beijing en termes de politique étrangère et de sécurité »<sup>983</sup>. La seconde dimension renvoie essentiellement à la protection des voies de communication maritime évoquées précédemment, la distance relativement grande entre Mischief Reef et des lignes maritimes passant par la Mer de Chine méridionale ne pouvant être un argument valable pour déprécier le fondement stratégique du mouvement. Le contrôle de l'ensemble de la zone étant rendu difficile et aventureux d'un point de vue politique –risquant notamment de solidifier une alliance anti-chinoise, « la marine a évalué la possibilité d'obtenir un 'point control' en établissant 'a presence chip' dans les différentes zones de la Mer de Chine méridionale. L'érection de 'structures-abris' sur l'îlot Maiji dans le sud-est des Spratley était une action dans la mise œuvre de ce plan »<sup>984</sup>. Cette stratégie 'par défaut' n'est cependant pas sans susciter certaines inquiétudes, en effet, « une comparaison est faite avec le jeu classique de wei qi où l'occupation de l'espace sans attaque directe isole l'opposition »<sup>985</sup>, permettant ainsi de récolter les fruits d'une victoire obtenue sans confrontation.

La première motivation, à caractère plus conjoncturelle, concernant le calcul des coûts/bénéfices dans la prise de Mischief Reef apparaît cependant toute aussi saillante que celle, notoirement intemporelle, de la protection des lignes de communication. Pour Beijing, un mouvement à l'encontre des Philippines était des plus logiques. « Des trois prétendants de l'ASEAN à ce moment, la revendication [des Philippines] était la plus importante et la plus septentrionale. De tous les prétendants, les Philippines avaient la plus faible capacité navale et ne bénéficiaient plus alors du parapluie de protection proche de [l'appareil] militaire américain »<sup>986</sup>. Le retrait américain des Philippines achevé à l'automne 1992, effectué d'un commun accord

---

<sup>981</sup> Guan (A.), « The South China Sea Dispute Revisited », p. 205.

<sup>982</sup> Roberts (C.), *Chinese Strategy and the Spratly Islands Dispute*, Canberra, ANU-SDSC, Working Paper no. 293, 1996 22.

<sup>983</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, pp. 275-276.

<sup>984</sup> Ji (Y.), *The Evolution of China's Maritime Combat Doctrines and Models: 1949-2001*, p. 15.

<sup>985</sup> Whiting (A.), « ASEAN Eyes China : The Security Dimension » in *Asian Survey*, vol. 37, no. 4, avril 1997, p. 303. Pour une utilisation intensive de la comparaison avec le jeu de *wei qi*, voir Roberts (C.), *Chinese Strategy and the Spratly Islands Dispute*.

<sup>986</sup> Roberts (C.), *Chinese Strategy and the Spratly Islands Dispute*, p. 22.

entre Manille et Washington<sup>987</sup>, laisse ces dernières dans une indubitable position de faiblesse. Ian Storey indique ainsi :

*Au début des années 1990, les AFP [Forces Armées des Philippines] étaient tombées dans un état de délabrement presque total. La marine des Philippines consistait en onze corvettes construites par les Etats-Unis, de trente-deux patrol craft et de plusieurs bateaux de débarquement amphibie [amphibious landing ships], tous de l'époque de la Seconde Guerre Mondiale. Les forces aériennes des Philippines possédaient sept chasseurs F-5 vieillissants, dont seulement cinq ayant une valeur aérienne [air worthy]. L'armée était dans une condition un peu meilleure, mais entièrement tournée vers le traitement des menaces de sécurité interne<sup>988</sup>.*

Compte tenu de ces conditions, Mischief Reef se présentait comme une opportunité idéale pour la traduction en acte des préceptes de la loi de 1992 à l'encontre des Philippines. A bien des égards, le premier mouvement en 1988 contre le Vietnam et celui effectué en 1994 sont comparables par la faiblesse de l'adversaire choisi<sup>989</sup>. Il n'est cependant pas impossible de voir ces mouvements comme autant d'actions préemptives<sup>990</sup>, Beijing profitant de fenêtres d'opportunité s'offrant à elle pour consolider des positions dont elle serait symétriquement dépossédée dans une position de faiblesse.

Si l'occupation de Mischief Reef –accompagnée de la construction de bâtiments d'un caractère ambigu– était destinée à tester le potentiel de réactivité de l'ASEAN, la réponse de cette dernière semble avoir été d'une vigueur peu commune à l'institution. Découvertes dans le courant du mois de février par les Philippines<sup>991</sup>, les constructions font l'objet d'une déclaration de la part de l'ASEAN dès le 18 mars. Si elle se garde de condamner ouvertement l'action chinoise, la réaction est rapide et d'une formulation qui laisse peu de doutes quant à la préoccupation des membres de l'ASEAN. Les Ministres des Affaires Etrangères expriment ainsi « [leurs] sérieuses préoccupations quant aux récents développements ayant affecté la paix et la stabilité dans la Mer de Chine méridionale » et, « plus particulièrement, appellent à une résolution au plus vite des

---

<sup>987</sup> Storey (I.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute », p. 103. Ian Storey note que le vote du sénat philippin s'accorde parfaitement avec les plans des Etats-Unis quant à une réduction de leur présence dans la zone.

<sup>988</sup> *Ibid.*

<sup>989</sup> Il est intéressant de rappeler ici l'analyse de Chen Jie à propos de la première prise de position de la Chine dans les Spratleys : « The timing of Beijing's harsher Spratly policy toward Vietnam was dictated by the state of Vietnam's relations with the superpowers and China. Moscow's greatly reduced alliance commitment to Hanoi and the normalization of Sino-Soviet relations convinced Beijing that Moscow was highly unlikely to come to Hanoi's help if China attacked in the Spratlys. Nor would the U.S. help Vietnam resist a coercive approach by China since Vietnam-U.S. relations had not been restored » (Jie (C.), « China's Spratly Policy : With Special Reference to the Philippines and Malaysia », pp. 901-902. L'entrée du Vietnam dans l'ASEAN étant jouée au moment de l'occupation chinoise de Mischief Reef et n'étant plus, de ce fait, l'acteur sud-est asiatique isolé, les Philippines apparaissent comme le plus faible des acteurs sous tous rapports en 1994.

<sup>990</sup> L'idée de l'approche pré-emptive est formulée par Christopher Chung pour le cas malaisien, Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute*, p. 120 et p. 127.

<sup>991</sup> Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, p. 105.

problèmes causés par les récents développement sur Mischief Reef »<sup>992</sup>, appelant au respect de la Déclaration de Manille de 1992<sup>993</sup>. La promptitude de la réponse et l'unité de l'ASEAN expliquent la modération de Beijing et sa volonté de ne pas s'engager sur la voie de l'escalade –malgré la destruction des marqueurs territoriaux chinois essaimés sur les différents récifs et la détention de soixante-deux pêcheurs chinois entre février et mars<sup>994</sup>. La réouverture du dialogue entre Beijing et Manille permet finalement un relâchement des tensions aboutissant à une déclaration commune en août 1995<sup>995</sup>. Ian Storey souligne que le compromis atteint n'est cependant pas un retour au statu quo ante, et sanctionne la position chinoise : « Alors que les négociations ont échoué à parvenir à un retrait des structures de Mischief Reef, le gouvernement Ramos était satisfait du fait que le code permettait d'affaiblir les tensions en Mer de Chine méridionale et de prévenir l'apparition d'incidents similaires dans le futur »<sup>996</sup>.

L'éclaircissement de l'atmosphère est cependant éphémère, l'annonce par Manille de son intention de renforcer les structures dont elle dispose sur une des îles dès la fin 1996 n'étant pas sans paraître comme une provocation<sup>997</sup>. Les mois qui suivent voient ainsi un retour des tensions avec plusieurs arrestations de pêcheurs chinois, la découverte et la destruction de nouveaux marqueurs, et l'apparition de navires de la marine chinoise dans la zone contestée<sup>998</sup>. De ce fait, le renforcement des constructions chinoises sur Mischief Reef en octobre 1998 apparaît comme une conséquence logique. Si la violation de la déclaration

---

<sup>992</sup> ASEAN Secretary, *Recent Developments in the South China Sea (1995)*, 18 mars 1995, <http://www.aseansec.org/5232.htm>, consulté le 19 juin 2007.

<sup>993</sup> Signée le 22 juillet 1992 à Manille, l'*ASEAN Declaration on the South China Sea* met en exergue quatre points principaux : 1/ abandon du recours à la force, 2/ appel à la modération des parties, 3/ coopération dans divers domaines sans empiéter sur les questions de souveraineté, 4/ la nécessité d'un code de conduite basé sur le Traité d'Amitié et de Coopération. La déclaration est reproduite en annexe de Cossa (R.), Glosserman (B.) & Snyder (S.), *Confidence Building Measures in the South China Sea, Issues & Insight*, vol. 1, no. 2, août 2001, annexe C.

<sup>994</sup> Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, p. 105.

<sup>995</sup> L'accord comprend huit points : 1/ la résolution pacifique des disputes, 2/ l'adoption de mesures de confiance et le non recours à la force, 3/ la mise en place d'un processus de coopération visant à la résolution de la dispute, 4/ le respect du droit international et de la Convention sur le Droit de la Mer, 5/ la coopération multilatérale quand le temps sera approprié, 6/ la coopération dans divers secteurs, 7/ la protection des ressources maritimes, 8/ le respect de la liberté de navigation. Le *Joint Statement RP-PRC Consultations on the South China Sea and on Other Areas of Cooperation* daté des 9 et 10 août 1995 est disponible en annexe de Cossa (R.), Glosserman (B.) & Snyder (S.), *Confidence Building Measures in the South China Sea*, annexe D.

<sup>996</sup> Storey (I.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute », p. 107.

<sup>997</sup> Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, p. 114.

<sup>998</sup> *Ibid.* et Storey (I.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute », p. 98.

conjointe est loin d'être établie<sup>999</sup>, il est peu douteux que le mouvement chinois ait été simplement conçu comme un nouveau test de l'ASEAN dans des conditions nouvelles<sup>1000</sup>, la crise financière ayant fait de Beijing le partenaire essentiel des pays membres de l'Association. Les 'provocations' de Manille se combinant à la faiblesse désormais proverbiale des forces armées philippines<sup>1001</sup>, le choix de l'adversaire n'est rien moins que trivial. L'application par Manille de la même tactique qu'en 1995 –une tentative de mobiliser l'ensemble de l'ASEAN sur une position commune qui lui soit favorable– rencontre cette fois un échec patent, Ralph Cossa ironisant : « cette fois, l'ASEAN choisit de s'enterrer la tête dans le sable »<sup>1002</sup>. Le rôle stabilisateur joué par Beijing lors de la crise asiatique, qui prend à peine fin lors de l'événement relatif à Mischief Reef , explique en grande partie la frilosité des membres de l'ASEAN à s'aliéner l'unique puissance fiable dans la tourmente précédente. Dans cette perspective, la nouvelle manœuvre effectuée par Beijing apparaît comme un triple succès incontestable. En premier lieu, par la valeur intrinsèque de la construction, Ian Storey remarquant que « les travaux qui commencèrent en octobre 1998 ont été largement vus comme la troisième étape de la construction [d'une large forteresse en briques capable d'héberger plus de cinquantes personnes], destinée à rendre l'installation plus permanente »<sup>1003</sup>. En second lieu, l'ASEAN préfère lors de l'incident prendre une position conciliante et refuse une démarche commune comme celle ayant vu le jour en 1995. Enfin, de façon plus inattendue, la réaction amère des Philippines tend à créer des tensions à l'intérieur même de l'ASEAN, la comparaison des Philippines à un 'orphelin' par le sous-secrétaire aux Affaires Etrangères philippin ayant suscité le mécontentement de plusieurs Etats-membres<sup>1004</sup>.

---

<sup>999</sup> Voir les clauses du *Joint Statement RP-PRC* du 9 août 1995 (voir *supra*). Ralph Cossa estime au contraire : « In the wake of that action, and after a strong unified protest by all the ASEAN states, Beijing and Manila agreed to a 'code of conduct' to avoid new provocations or potentially destabilizing actions. China also pledged to abide by the 1992 ASEAN Declaration on the South China Sea which called for mutual restraint. Anyone who has seen the photos of the recent Chinese activity can clearly see that the so-called renovations are a violation of both promises » (Cossa (R.), *Mischief Reef: A Double Betrayal*, PacNet, no. 49, 22 décembre 1998, p. 1). Le problème est que les termes vagues d'actions déstabilisatrices et de provocations sont susceptibles d'interprétations largement divergentes et qu'aucune clause n'interdit la construction sur les îles possédées par les protagonistes.

<sup>1000</sup> *Ibid.*

<sup>1001</sup> Labrador (M.), « The Philippines in 2000 : In search of a Silver Lining... » in *Asian Survey*, vol. 41, no. 1, janvier-février 2000, p. 228.

<sup>1002</sup> Cossa (R.), « Mischief Reef: A Double Betrayal », p. 1.

<sup>1003</sup> Storey (I.), « Creeping assertiveness: China, the Philippines and the South China Sea dispute », p. 99.

<sup>1004</sup> Carlyle Thayer rapporte ainsi « Baja further stated, "Even some of our ASEAN friends are either mute, timid, or cannot go beyond espousal of general principles of peaceful settlement of disputes and polite words of understanding given in the corridors of meeting rooms. Understandably, they may have their own agenda to pursue". The Philippines was, in Baja's words, "an orphan." These remarks clearly indicated disarray in ASEAN ranks about how to respond to Chinese assertiveness. Reportedly the embassies of Malaysia, Singapore, Thailand, and Vietnam requested the Philippine Department of Foreign Affairs clarify Baja's remarks. » (Thayer (C.), « Some Progress, along with Disagreement and Disarray », pp. 38-39).

Beijing n'est cependant pas le seul protagoniste à avoir suivi un objectif d'acquisitions dans la zone. En 1999, Manille s'installe sur Investigator Shoal et Swallow Reef<sup>1005</sup>. La réaction modérée de Beijing à l'occupation de récifs qui figurent à l'intérieur de la ligne pointillée peut quelque peu surprendre au premier abord. Christopher Chung insiste ainsi sur l'apathie chinoise : « Il n'y a eu aucune déclaration forte du Ministère des Affaires Etrangères chinois ou de la presse chinoise sur l'incontestable souveraineté [chinoise] sur la zone [...]. De surcroît, il n'y a eu aucune réponse physique de Beijing pour renforcer sa [propre] position »<sup>1006</sup>. Adoptant une explication en termes généraux, Joseph Chin Yong Liow estime que « le fait que la Malaisie et la Chine n'aient pas tenté d'exercer une présence physique sur les mêmes îles au même moment a contribué à l'approche relativement coopérative et amicale que [chacune des] deux parties [a] choisi en réponse aux revendications de l'autre »<sup>1007</sup>. L'argument apparaît toutefois comme une condition plus nécessaire que suffisante. Certes, les récifs occupés par la Malaisie ne se trouvent pas intriqués dans le patchwork complexe qui caractérise l'aire des Spratley où se situe la majeure partie des îlots occupés par la Chine, les Philippines et le Vietnam<sup>1008</sup>. Cependant, dans le cas des Spratley, la Chine a limité l'usage de la force à sa dimension navale et n'a jamais tenté d'expulser un des protagonistes d'une île ou d'un récif déjà occupé<sup>1009</sup>. Plus pertinemment, Christopher Chung souligne l'indiscutable convergence des positions chinoises et malaisiennes à propos du mode de règlement (bilatéral) des disputes en Mer de Chine méridionale et la proximité de positions sur des sujets touchant à la définition de l'« ordre mondial » – notamment sur les Droits de l'Homme<sup>1010</sup>. Le relatif silence chinois peut trouver une explication par un calcul plus simple de la part de Beijing. Suite à l'incident de Mischief Reef de 1998, si l'ASEAN évite de se positionner ouvertement contre la Chine, il est peu douteux que la récurrence de telles manœuvres puisse susciter une certaine préoccupation de la part des autres acteurs<sup>1011</sup>. Dans un tel contexte, l'initiative de Kuala

---

<sup>1005</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 120.

<sup>1006</sup> *Ibid.*, p. 164.

<sup>1007</sup> Liow (J.), « Malaysia-china Relations in the 1990s : The Maturing of a Partnership » in *Asina Survey*, vol. 40, no. 4, juillet-août 2000, p. 685.

<sup>1008</sup> *Erica Reef* et *Investigator Shoal* sont cependant à l'intérieur de Kalayaan.

<sup>1009</sup> La prise de position de 1988 si elle amène un accrochage sérieux avec le Vietnam reste confiné à une dimension navale. Greg Austin indique : « In moving to establish a physical presence in the Spratly Islands, the PRC had two choices : to evict a rival claimant from one of the dry land features it occupied, or move onto an unoccupied submerged feature [...]. In choosing not to evict any of the rival claimants, the PRC may well have been signalling a limited intent –one of coexistence » (Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, p. 85).

<sup>1010</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 164-165.

<sup>1011</sup> Ralph Cossa rapporte de surcroît : « Several of the ASEAN leaders raised the subject privately with Chinese Vice President Hu Jintao during the follow-on meetings with other Asian leaders (including Japanese Prime Minister Obuchi and South Korean President Kim Dae Jung), but Hu reportedly blew them off with scant explanation » (Cossa (R.), *Mischief Reef: A Double Betrayal*,

Lumpur apparaît comme un opportun défecteur d'attention. Plus généralement, la principale crainte chinoise étant l'apparition d'un front commun des pays de l'ASEAN sur les questions de souveraineté, le mouvement malaisien est, en termes de Realpolitik, plus susceptible de créer la satisfaction que l'alarme. Ce dernier épaissit en effet un peu plus le climat de discorde que l'incident de Mischief Reef avait engendré, éloignant un peu plus le danger d'une coalition opposée à Beijing.

## **B- La constitution d'un cadre coopératif et ses limites.**

Le 4 novembre 2002, la Chine et l'ASEAN paraphent la Déclaration sur la Conduite des Parties en Mer de Chine méridionale, parachevant un effort commun dans la construction de mécanismes de confiance entre les différents protagonistes. Moins d'une année plus tard, le 8 octobre 2003, Beijing signe le Traité d'Amitié et de Coopération de l'ASEAN, devenant ainsi le premier Etat non membre de l'Asie du Sud-Est à être partie à ce traité<sup>1012</sup>. Les deux événements couronnent une décennie de travail commun entre les deux parties pour limiter le risque d'escalade en Mer de Chine méridionale. S'ils ne résolvent pas le problème des questions de souveraineté, les deux documents semblent marquer l'arrivée à maturité d'une modification rapide de la politique chinoise à l'égard du multilatéralisme. L'écart peut paraître en effet significatif entre la position chinoise affichée au milieu des années 2000 et celle encore en vigueur une décennie auparavant ancrée sur un privilège exclusif au bilatéralisme et sur l'éventuelle développement conjoint de la zone<sup>1013</sup>.

Les victoires jumelles évoquées précédemment n'offrent cependant que peu de garanties contre l'adoption de positions belligères similaires à celles connues dans le passé. Dès avant la signature de la Déclaration, Yann-huei Song notait qu'« il est naïf d'espérer que l'adoption du code servira de valve de sécurité [permettant] d'empêcher que les prétendants entreprennent des actions unilatérales ou des contre-actions dans le but de promouvoir leurs revendications de souveraineté et de juridiction respectives dans la zone disputée, ou d'accélérer le processus en direction d'une résolution définitive des disputes en Mer de Chine

---

p. 1).

<sup>1012</sup> Breckon (L.), « A New Strategic Partnership is Declared » in *Comparative Connections*, Vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, p. 80. ASEAN, *Text of The Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia and Related Information*, <http://www.asean.org/TAC-KnowledgeKit.pdf>.

<sup>1013</sup> Il est notable qu'un premier mouvement de conciliation ait été effectué par la Chine dès le lendemain de son installation dans les Spratley. « It was Li Peng's August 13, 1990 announcement in Singapore that China was prepared to put aside the question of sovereignty and jointly develop the Spratly area that had seemed simultaneously to remove the major obstacle and set the stage for resolution of the problems there » (Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the resources of the South China Sea*, p. 78).

méridionale »<sup>1014</sup>. Dans une large mesure, la genèse de la Déclaration suffit à confirmer le pessimisme prémonitoire de Song. Il est cependant important de noter le rôle positif et actif de la Chine dans la mise en place du projet. Ainsi, à peine deux mois après que l'ASEAN ait confié le projet de rédaction d'un code de conduite aux Philippines et au Vietnam<sup>1015</sup> –ce dernier s'effaçant au profit de Manille, et simultanément à la présentation d'une première version du texte, Beijing annonce son intérêt pour l'élaboration d'un code<sup>1016</sup>. Les difficultés rencontrées dans la production du code s'expliquent cependant moins par la présence d'un acteur externe à l'ASEAN que par la multiplicité des désaccords internes à cette dernière<sup>1017</sup>. Lyall Breckon remarque ainsi qu'aussi tard dans les négociations que pendant l'été 2002, « les divisions entre les membres de l'ASEAN ont une fois de plus rendu aisé le rejet de la proposition par la Chine, [celle-ci continuant] à affirmer qu'elle est, sur le principe, en faveur d'un tel concept »<sup>1018</sup>. La conciliation des positions chinoises et de l'ASEAN<sup>1019</sup> à laquelle les deux parties parviennent cependant en novembre 2002 exige la rétrogradation du 'code' au rang d'une simple 'déclaration' dépourvue de toute contrainte<sup>1020</sup>. Si l'on se place au niveau des principes défendus, la Déclaration sur la Conduite des Parties et le Traité d'Amitié et de Coopération font largement redondance<sup>1021</sup>. Une telle redite ne suffit cependant pas à évacuer des prises de position

---

<sup>1014</sup> Song (Y.), « The Overall Situation in the South China Sea in the New Millennium: Before and After the September 11 Terrorist Attacks », p. 247.

<sup>1015</sup> Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, p. 317. L'idée d'un code de conduite suppléant à la Déclaration sur la Mer de Chine méridionale est cependant antérieure, l'officialisation d'un intérêt des membres de l'ASEAN pour un tel projet ayant été faite en 1996 (voir Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, pp. 41-42)

<sup>1016</sup> Thayer (C.), « Beijing Plans for a Long-Term Partnership and Benefits from Anti-Western Sentiment » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, p. 40.

<sup>1017</sup> Pour un exemple voir Thayer (C.), « Consolidating Long-Term Regional Relations » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, p. 42.

<sup>1018</sup> Breckon (L.), « Beijing Pushes 'Asia for the Asians' » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 56.

<sup>1019</sup> Les propositions de la Chine et de l'ASEAN sont reproduites dans Cossa (R.), Glosserman (B.) & Snyder (S.), *Confidence Building Measures in the South China Sea*, annexe E.

<sup>1020</sup> Cossa (R.) & Skanderup (J.), « Multilateral Solutions to Bilateral Problems Help Contain Unilateralist Tendencies » in *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 6. Pour une description détaillée du passage de l'impasse présentée par le code à une déclaration, voir Chung (C.), *The Spratley Islands Dispute*, pp. 332-348. Le mouvement de régression fait douter de l'idée que « the DOC is a first step towards the establishment of a code of conduct in the South China Sea which has been under discussion for over a decade » (Thao (N.), « The 2002 Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea: A Note » in *Ocean Development & International Law*, vol. 34, no., 3/4, 2003, p. 279.

<sup>1021</sup> Sur les points les plus pertinents pour le problème ici traité, l'article 4 de la Déclaration énonce « The Parties concerned undertake to resolve their territorial and jurisdictional disputes by peaceful means, without resorting to the threat or use of force, through friendly consultations and negotiations by sovereign states directly concerned, in accordance with universally recognized principles of international law, including the 1982 UN Convention on the Law of the Sea; » (ASEAN Secretary, *Declaration on the Conduct of the Parties in the South China Sea*, <http://www.aseansec.org/13163.htm>, consulté le 17 juin 2007) tandis que le Traité comprend les deux points suivant dans son article 2 : « d. Settlement of differences or disputes by peaceful means; [et] e. Renunciation of the threat or use of force; », les articles 13 à 17 proposant cependant un mode de résolution des disputes au travers d'un Haut Conseil (ASEAN Secretary, *Text of The Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia and Related Information*).

conflictuelles. Ainsi, pour le seul premier trimestre 2004, Lyall Breckon relève pas moins d'une douzaine d'initiatives des différentes parties entrant en conflit avec les engagements pris dans les mois précédents<sup>1022</sup>.

Si le changement de position chinois, d'un intérêt exclusif pour le bilatéralisme à un engagement résolu dans un processus multilatéral, est notable, la logique le sous-tendant n'en est pas moins aisément explicable en termes de défense des intérêts chinois. Originellement, « le penchant de la Chine pour le bilatéralisme dans le traitement des conflits suggérait que cette dernière avait choisi une approche qui lui permettait de négocier dans une position de force tandis que les prétendants plus petits auraient [alors] à traiter avec un adversaire majeur »<sup>1023</sup>. Dans cette optique, le refus d'une approche faisait sens dans la mesure où les adversaires n'étaient pas à même de proposer une position de front commun. Apprécié depuis cette perspective, l'incident de Mischief Reef en 1995 démontre à Beijing la possibilité réelle d'une coalition de l'ensemble des protagonistes contre les mouvements chinois ainsi que la capacité à attirer un tiers dans le jeu s'opérant en Mer de Chine méridionale. Ainsi, « en 1996, la Chine réalisait que son calcul initial des coûts et bénéfices quant au multilatéralisme et au bilatéralisme était erroné »<sup>1024</sup>. La preuve étant faite que les disputes en Mer de Chine méridionale sont susceptibles d'être aisément internationalisées, quelle que soit la position de Beijing à ce sujet, la modification d'une posture inefficace –qui comporte plus particulièrement le risque d'attirer l'attention des Etats-Unis– apparaît comme inévitable. Dans une telle situation,

*La Chine avait besoin d'autres moyens pour exprimer clairement ses intentions bénignes et parer à la théorie de la 'menace chinoise'. Le multilatéralisme offrait un instrument complémentaire pour rassurer les acteurs régionaux, pour promouvoir l'image d'une attitude responsable, ainsi que pour se prémunir contre un possible encerclement américain. Si le multilatéralisme apaisait les préoccupations des voisins, l'acceptation des contraintes de négociations multilatérales était préférables au risque d'isolement et d'encerclement qu'avait amené l'attitude d'affirmation [adoptée] jusqu'ici*<sup>1025</sup>.

Corollaire à ce changement en surface, la position chinoise quant à sa souveraineté sur la Mer de Chine méridionale est restée immuable<sup>1026</sup>. A cet intérêt général pour éviter tout encerclement, s'ajoute pour Beijing le fait que, dans sa version ASEAN, le multilatéralisme engendre des prises de décisions sur le plus petit dénominateur commun. Dès lors, « le multilatéralisme est apparu comme un instrument à coûts réduits pour

---

<sup>1022</sup> Breckon (L.), « Beijing A Lull, and Some Complaints » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 71-72.

<sup>1023</sup> Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, p. 59.

<sup>1024</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forums*, Baltimore, Maryland Series in Contemporary Asian Studies, 2006, p. 27.

<sup>1025</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>1026</sup> Il est à noter cependant que sur ce point le cas chinois est valable pour tous les protagonistes, chacun ayant campé sur des positions rigides.

la Chine dans ses relations [liées] à la dispute en Mer de Chine méridionale, Beijing ayant été capable d'éviter de faire une quelconque concession en capitalisant sur les frictions intra-ASEAN »<sup>1027</sup>, l'argument étant entièrement applicable à la négociation et à la signature de la Déclaration<sup>1028</sup>. Il est important de noter que dans ce cadre Beijing n'a aucunement tenu le rôle d'initiateur des difficultés rencontrées par l'approche multilatérale, toute prétention d'un pays de l'ASEAN sur une partie de la Mer de Chine méridionale opposant nécessairement ce dernier à au moins l'un des autres membres depuis 1995. La Chine semble avoir cependant acquis une dextérité certaine dans l'exploitation de ces divisions. Outre le traitement différentiel des autres prétendants évoqué plus haut, Lyall Breckon souligne par exemple que « le joint development bilatéral est un piège potentiel pour les prétendants de l'ASEAN [...]. Un projet Philippines-Chine qui exclut les autres prétendants, plus particulièrement le Vietnam –dont les revendications couvrent la plupart des îles que Beijing et Manille revendiquent aussi– créerait une des divisions à l'intérieur de l'ASEAN qui ne pourrait que bénéficier à la Chine »<sup>1029</sup>. L'engagement dans une discussion multilatérale se présente dès lors comme un moyen idéal de prouver la bonne volonté de Beijing et de calmer les inquiétudes des différents acteurs, tout en bénéficiant des divisions entre les adversaires et d'une dynamique temporelle jouant en faveur de la Chine<sup>1030</sup>.

Les conflits de souveraineté en Mer de Chine méridionale ont donné lieu à un spectre de spéculations allant du conflit régional à la résolution pacifique. A un extrême de l'univers des possibles, les propositions pour un règlement pacifique des différends abondent, partageant l'idée que « *toute tentative pour résoudre les disputes par la force est probablement vouée à l'échec* »<sup>1031</sup> et que les bénéfices de la coopération excèdent ceux que pourrait présenter l'option unilatérale. L'invariable résistance de la plupart –voire de l'ensemble– des parties à s'engager dans des processus de négociation ou d'arbitrage où leurs intérêts pourraient être mis en danger, laisse augurer du fait que la voie de la résolution par la conciliation est très probablement une impasse. De même, la possibilité d'un effet de *spill-over* prolongé depuis les domaines de coopération

---

<sup>1027</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forums*, p. 32.

<sup>1028</sup> *Ibid.*, p. 36-39.

<sup>1029</sup> Breckon (L.), « Gains for Beijing in an Otherwise Gloomy Quarter » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 59.

<sup>1030</sup> Selon les mots de Huxley « an impermanent tactic to buy time » (Huxley (T.), « A Threat to the South China Sea ? : A Rejoinder », p. 114).

<sup>1031</sup> Tonneson (S.), « Introduction » in *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, p. 94.

scientifique<sup>1032</sup> ou environnemental<sup>1033</sup> à celui de la coopération politique en matière de souveraineté, demeure, au mieux, douteuse. Clairement, si la résolution des problématiques de souveraineté semble devoir apporter une solution aux questions des pêcheries et des exploitations pétrolières, le processus inverse paraît illusoire. Beijing a ainsi proposé à de multiples reprises des négociations sur l'exploitation des ressources, sans que ceci n'ait de conséquences sur la défense de la souveraineté chinoise sur l'ensemble de l'aire comprise à l'intérieur des neuf pointillés. Comme pour l'ensemble des autres acteurs, cependant, les dimensions économiques et juridiques du conflit disposent d'un caractère essentiellement subordonné à la logique politique et stratégique, exigeant la maximisation du contrôle sur une zone d'importance cruciale. Dans ce jeu, Beijing a bénéficié et su tirer partie d'avantages conjoncturels –la crise asiatique de 1997-98– et structurels –l'approfondissement du fossé de puissance entre la Chine et les autres acteurs– permettant l'enracinement progressif du contrôle chinois sur l'ensemble de l'espace couvert par la Mer de Chine méridionale.

## Conclusion partielle II.

Une de particularités saillantes de la situation chinoise dans la période d'après-Guerre Froide, réside sans doute dans la présence persistante de problématiques liées à la souveraineté chinoise. Pour paraphraser Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander, « la Chine [continue à être] en quête de ses frontières »<sup>1034</sup>, Taiwan se présentant comme la question principale mais non unique répondant à cet aphorisme. Le réalisme offensif ne produit pas d'hypothèses spécifiques quant aux questions concernant les revendications se présentant en termes de souveraineté. Ces questions peuvent toutefois être considérées comme essentiellement subordonnées à la logique de maximisation de la sécurité parcourant le réalisme offensif. Réinscrites dans ce cadre, si la problématique taiwanaise et celle de la souveraineté en Mer de Chine méridionale se placent à la croisée d'un vaste ensemble de variables, les deux problématiques sont porteuses d'une proéminente dimension géostratégique. Dans chacun des deux cas se retrouve en effet la cumulation de nécessités 'défensives' –le contrôle potentiel de la zone par un adversaire fait porter une ombre sur la sécurité de la

---

<sup>1032</sup> Noess (T.), « Danger to the Environment » in Kivimäki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, p. 47.

<sup>1033</sup> Noess (T.), « Environmental cooperation around the South China Sea: the experience of the South China Sea Workshops and the United Nations Environment Programme's Strategic Action Programme » in *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, pp. 553-573 ; Magno (F.), « Environmental Security in the South China Sea » in *Security Dialogue*, vol. 28, no. 1, 1997, pp. 97-112.

<sup>1034</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*.

Chine– et ‘offensives’ –le contrôle de Taiwan et de la Mer de Chine méridionale apparaît comme un atout décisif dans la quête de l’hégémonie régionale. Etant donné cet arrière-plan, la principale prédiction du réalisme offensif sur le point particulier des revendications territoriales est que les concessions sur ces dernières sont au plus haut point improbables dès lors que les aires convoitées apparaissent comme significatives dans le jeu de sécurité et de puissance présent au sein du système ou du sous-système. En un certain sens, le cadre théorique proposé reste faible sur la forme qu’est susceptible de prendre la relation entre les différents acteurs, mais relativement solide sur la position de fond qui consiste en une inamovibilité du contenu de la revendication. Cette dimension non-négociable de la revendication est en outre sous-tendue par l’existence d’un différentiel de croissance favorable au prétendant le plus puissant. Si à la puissance accrue de l’acteur chinois doit répondre, dans le cadre du réalisme offensif choisi, une affirmation croissante de la défense des positions, la persistance d’une dynamique avantageuse indique qu’un recours à la force pour régler définitivement le problème n’est pas *a priori* le choix le plus logique pour l’Etat bénéficiaire du glissement des équilibres de puissance. Pour Beijing, il s’agit essentiellement de garantir les chances de réussite d’une stratégie envisagée à moyen et long termes, ceci impliquant essentiellement l’interdiction de faits accomplis anihilant les opportunités futures et la sécurisation de positions initiales solides.

Dans le cadre de la question taiwanaise, si Beijing a été indubitablement sensible au rôle joué par Taiwan dans la croissance accélérée du continent, l’augmentation de l’interdépendance économique entre les deux rives n’a pas eu pour corollaire un mécanisme apaisement des tensions. *A contrario*, les années de présidence de Lee Teng-hui et de Chen Shui-bian ont été celles d’un approfondissement tendanciel du désaccord et de la défiance entre les deux parties. Mise face à l’éloignement progressif de la perspective de réunification, celui-ci ayant pour corollaire la potentielle mainmise d’un adversaire sur l’île, Beijing n’a eu d’autres choix que de prendre certaines garanties contre une dérive trop marquée de Taiwan. Concomitamment au développement des liens économiques, et possiblement sociétaux, entre l’île et le continent, Beijing a ainsi très sensiblement fortifié la défense de sa position d’‘une seule Chine’ dans la dernière décennie et demi. Une telle solidification est notamment perceptible à travers l’élargissement progressif et l’explicitation réitérée des conditions sous lesquelles Beijing estime le recours à la force comme envisageable et légitime –voire, après la loi anti-sécession, légal. Cette politique déclaratoire s’est vue en outre soutenue par une propension certaine à la démonstration de forces, spectaculaire comme en 1995-96 ou à la veille de la première alternance présidentielle sur l’île, ou plus atténuée comme au travers de l’organisation de vastes exercices de

débarquement par l'Armée Populaire de Libération sur l'île Dongshan. L'ensemble des éléments précédents ne peut cependant être compris comme une ambition agressive irraisonnée de Beijing. Bien plutôt, il apparaît que la sécurité du continent ne saurait se trouver durablement assurée en l'absence d'un contrôle minimal sur l'île, interdisant l'usage potentiel de celle-ci par un adversaire possible.

Les revendications de souveraineté émises par Beijing sur la Mer de Chine méridionale semblent suivre une logique analogue à celle évoquée pour la question taiwanaise. Si la charge émotionnelle et la visibilité du premier contentieux demeurent indubitablement moins prégnantes que celles entourant le second, la double dimension 'défensive' et 'offensive' précédemment abordée reste largement tangible. Dans cette perspective, les prises de position chinoises dans les Paracel et les Spratley, et, plus largement, la tentation de capture de l'ensemble de la zone comprise à l'intérieur des neufs tirets, répondent, au-delà d'intérêts économiques certains, à une logique de maximisation de la sécurité. L'affermissement d'un contrôle chinois sur la Mer de Chine méridionale permettrait ainsi, en premier lieu, d'établir une zone maritime tampon contre un adversaire devant être plus que certainement une puissance navale ; l'échec dans cette tentative comportant un risque d'exposition accru des côtes et du littoral chinois. Dans cette perspective, l'expansion de l'emprise chinoise sur la zone considérée semble essentiellement s'inscrire essentiellement dans une démarche 'préemptive', consolidant un contrôle *manu militari*, mais partiel, de la zone dans un contexte hautement compétitif où les rivaux ont largement employé les mêmes tactiques et où l'expulsion demeure un exercice plus risqué que le devancement. La participation subséquente de Beijing aux différentes initiatives multilatérales, si elle demeure un fait diplomatique notable, apparaît cependant comme un mouvement d'adaptation plus que comme une quelconque modification des objectifs poursuivis par la Chine. L'ensemble des engagements pris par les différentes parties demeure non-contraignant et la revendication produite par Beijing –et par chacune des autres parties– en termes de souveraineté demeure inchangée. L'intégration volontaire de la Chine au cadre multilatéral a permis en outre une maximisation de l'influence de Beijing, cette dernière accroissant sa 'respectabilité' tout en pouvant abondamment jouer sur les divisions opposant entre eux les rivaux. Dans le présent cas comme dans celui de Taiwan, Beijing a disposé d'une dynamique de croissance approfondissant largement l'écart de puissance entre cette dernière et les possibles adversaires, rendant le recours direct à la force, pour Beijing, comparativement peu profitable, le simple jeu de '*divide and rule*' et l'accroissement du poids relatif de la Chine ayant suffi à sécuriser les gains dans la zone.

# Partie III. La recomposition du jeu de puissance en Asie Orientale et la nouvelle centralité chinoise.

## Chapitre VI. La construction de la confiance ? La relation Chine-ASEAN.

Parmi les éléments saillants permettant de distinguer une Chine devenue 'puissance révisionniste' d'une Chine se contentant du rang de 'puissance de statu quo', Alastair Iain Johnston offre une place centrale à la participation aux institutions internationales<sup>1035</sup>. Applicable à un niveau global, la logique semble ne pas devoir perdre de son sens une fois transposée à un niveau régional. Ramenée au contexte est-asiatique, la question se résume, pour l'essentiel, aux relations que nourrissent la Chine et l'ASEAN –et ses différentes incarnations. Pour l'ASEAN, l'émergence accélérée de la Chine durant la période de post-Guerre Froide se fait selon une tonalité différenciant radicalement de celle qu'avait pu prendre la fondation de la République Populaire de Chine. Aux problématiques des premières années de la Guerre Froide, centrées autour des interférences chinoises et de l'appui de Beijing aux mouvements de libération dans les différents Etats d'Asie du Sud-Est<sup>1036</sup>, ont succédé les perspectives de croissance économique commune. Le nouveau paysage n'est cependant pas sans certaines zones d'ombre. Malgré la résilience dont elle a pu faire preuve dans la période de post-Guerre Froide, l'ASEAN demeure une institution faible du fait du poids réduit des pays-membres et des procédures en vigueur en son sein. Dans un tel contexte, si les incertitudes quant aux intentions chinoises ont interdit une politique de pur et simple *bandwagoning*, la constitution d'une position de *balancing* face à l'émergence accélérée de la Chine semble être apparue, à raison, inenvisageable et contre-productive. La dynamique du positionnement de l'ASEAN vis-à-vis de la Chine s'apparente à celle d'un *engagement* permettant, d'une part, une série de tentatives pour bâtir un climat général de confiance, d'autre part, la prise de garanties visant à interdire une domination exclusive de la Chine sur la zone. Réciproquement, Beijing a évolué du rejet du multilatéralisme à une position favorable embrassant le rôle pivot de l'ASEAN dans la

---

<sup>1035</sup> Johnston (A.), « Is China a Statu Quo Power ? » in *International Security*, vol. 27, no. 4, printemps 2003, pp. 5-56.

<sup>1036</sup> Boisseau Du Rocher (S.), *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 86.

zone, permettant à la Chine de revêtir un rôle de puissance à la fois majeure et 'responsable' en Asie Orientale.

## ***I- La construction d'une ASEAN faible.***

### **A- La progressive expansion d'une organisation sous-régionale.**

La survie d'une ASEAN qui, à l'heure de sa création, selon Shaun Narine, « était une alliance politique *de facto* des Etats non-communistes d'Asie du Sud-Est »<sup>1037</sup>, n'était en aucun cas assurée dans le 'nouvel ordre mondial' naissant. Pour proche qu'elle soit d'un alignement contre l'ombre communiste sur l'Asie Orientale, l'ASEAN n'est cependant pas conçue, à son origine, comme un pacte de défense contre celle-ci. Michael Leifer indique ainsi : « lorsque l'ASEAN fut établie, ce n'était pas sur la base d'une perspective stratégique commune. Il n'y avait pas de définition partagée de la menace extérieure qui aurait pu fournir une base pour l'organisation de la défense commune et pour une projection collective de puissance militaire à distance »<sup>1038</sup>. Si la Déclaration de Bangkok, fondant l'ASEAN, est exempte de références à une possible organisation de sécurité collective ou communauté de défense, elle considère néanmoins « que les pays d'Asie du Sud-Est partagent une responsabilité essentielle du renforcement de la stabilité économique et sociale de la région et de l'assurance d'un développement national progressif et pacifique, et que [ces pays] sont déterminés à assurer la stabilité et la sécurité et la stabilité contre les interférences extérieures quelles que soient leurs formes et manifestations afin de préserver les identités nationales en accord avec les idéaux et aspirations de leurs populations »<sup>1039</sup>. Pour un ensemble d'Etats faibles et vulnérables tant à des forces centrifuges internes<sup>1040</sup> qu'à de possibles ingérences externes<sup>1041</sup>, la formation de l'ASEAN permet une limitation de ces

---

<sup>1037</sup> Narine (S.), « The English School and ASEAN » in *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, p. 199.

<sup>1038</sup> Leifer (M.), « ASEAN as a Model of a Security Community ? » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, Singapour, ISEAS, 2005, p. 138. Shaun Narine remarque de la même façon que « Froming a military alliance clearly implied antagonism toward some identifiable threat » (Narine (S.), *Explaining ASEAN : Regionalism in Southeast Asia*, New York, Lynne Rienner, 2002, p. 15), mouvement rendu impossible par la diversité des préoccupations et des perceptions des cinq Etats fondateurs.

<sup>1039</sup> ASEAN Secretary, *The ASEAN Declaration (Bangkok Declaration)*, 8 août 1967, <http://www.aseansec.org/3628.htm>, consulté le 2 février 2008.

<sup>1040</sup> Boisseau Du Rocher (S.), *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, p. 56.

<sup>1041</sup> Mel Gurov met en exergue la mémoire coloniale et des interférences lourdes des puissances américaines et soviétiques durant la Guerre Froide contre lesquelles se construit l'ASEAN (Gurtov (M.), *Pacific Asia ?*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002, p. 60. voir

deux tendances. En d'autres termes, « l'ASEAN est un instrument volontairement créé pour défendre le trinôme que constituent la souveraineté, la territorialité et la sécurité de l'Etat »<sup>1042</sup>.

Dès 1967, les différentes parties de l'ASEAN se refusent à conférer à l'organisation une dimension supraétatique, ayant « d'emblée écarté l'idée d'institutions communes, refusant explicitement de s'engager dans un débat ou d'être pris dans un 'engrenage' aux termes duquel ils ne voulaient pas se sentir soumis »<sup>1043</sup>.

La limitation imposée à l'institutionnalisation de l'ASEAN est donc le fruit d'une démarche délibérée de la part des différents acteurs résultant des finalités que ces derniers lui attribuent : « affirmer l'identité nationale, affaiblir les forces centrifuges internes, renforcer l'autorité du dirigeant et la structure des pouvoirs en place et répondre aux mêmes défis primordiaux : développement et nationalisme »<sup>1044</sup>. La poursuite de ces finalités premières –résumable à la préservation des Etats-membres– n'est cependant pas incompatible avec une mission plus large de l'ASEAN comme moyen de réduction de tensions entre les différentes parties<sup>1045</sup>.

La réalisation de cet objectif ne passe cependant nullement par un cadre formel et contraignant et vise essentiellement à « favoriser la communication entre les cinq pays, c'est-à-dire apprendre à tenir compte des aspirations et des intérêts de chacun [...]. L'organisation régionale devient le lien et l'espace de communication, d'apprentissage de l'autre, qui permet à la fois d'éviter une dégénérescence des conflits potentiels et de maximiser les gains internes de la stabilité »<sup>1046</sup>.

La limitation des structures de l'ASEAN et son refus d'une supraétatisation n'interdisent cependant nullement cette dernière d'afficher certains succès. En premier lieu, l'ASEAN permet l'intégration de l'Indonésie à un cadre coopératif au lendemain de l'impasse générée par la politique de *Konfrontasi*<sup>1047</sup>. Shaun Narine souligne que la divergence des préoccupations des membres originels débouche sur une même nécessité d'une organisation régionale :

*L'Indonésie désirait remettre sur pied ses relations dans la région, mais elle voyait aussi l'ASEAN comme une opportunité pour à la fois exercer un leadership régional et réduire la capacité des puissances extérieures à influencer le [cours des] événements en Asie du Sud-Est. La Malaisie, Singapour et les Philippines soutenaient l'ASEAN en tant que moyen pour contraindre l'Indonésie, tout en fournissant à Jakarta un canal*

---

aussi Narine (S.), *Explaining ASEAN*, pp. 9-12.

<sup>1042</sup> Boisseau Du Rocher (S.), *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, p. 22.

<sup>1043</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>1044</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>1045</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 15.

<sup>1046</sup> Boisseau Du Rocher (S.), *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, p. 56.

<sup>1047</sup> Lim (R.), « The ASEAN Regional Forum : Building on Sand » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 20, no. 2, août 1998, p. 118.

*pour sa prééminence régionale [...]. Pour Singapour, l'appartenance à l'ASEAN symbolisait qu'elle était acceptée et tolérée par ses voisins comme un Etat égal. Pour la Malaisie et les Philippines, l'ASEAN était une opportunité pour améliorer leurs prestiges nationaux [...]. La Thaïlande espérait que l'ASEAN pourrait devenir la base pour une 'défense politique collective' de la région<sup>1048</sup>.*

Les troubles des premières années entre Manille et Kuala Lumpur à propos de la souveraineté sur la province de Sabah<sup>1049</sup>, s'ils constituent un élément de fragilisation de l'organisation, ne dégénèrent pas en affrontement ouvert et n'handicapent pas les progrès de l'ASEAN. Le 27 novembre 1971 est signée la déclaration transformant l'ASEAN en une ZOPFAN (Zone of Peace, Freedom and Neutrality), réclamant à nouveau une région libre de toute interférence étrangère et proclamant l'objectif d'une concertation accrue<sup>1050</sup>. Cinq années plus tard, en réaction aux développements sur la péninsule indochinoise, la Déclaration de Concorde et surtout le Traité d'Amitié et de Coopération viennent apporter une réaffirmation et un complément aux positions essentielles défendues par l'organisation –respect de la souveraineté des membres, non-interférence et résolution des contentieux internes par des moyens pacifiques<sup>1051</sup>. L'invasion du Cambodge par le Vietnam offre à l'ASEAN l'occasion de forger une entente solide. Pour Amitav Acharya, bien qu'aucun des deux protagonistes ne soit membre de l'organisation, l'intervention vietnamienne porte un triple coup aux règles édictées par une ASEAN en déniait la norme de non-interférence, en violant celle de non-usage de la force dans le règlement des différends et en invitant ouvertement une rivalité de grandes puissances au sein de l'Asie du Sud-Est<sup>1052</sup>.

Dans une certaine mesure, la problématique cambodgienne assure, pour l'ASEAN, une transition paisible du contexte bipolaire à celui de post-Guerre Froide<sup>1053</sup>, et sa résolution peut apparaître rétrospectivement comme

---

<sup>1048</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 15.

<sup>1049</sup> Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, Londres, Routledge, 2003, p. 16.

<sup>1050</sup> ASEAN Secretary, *Zone of Peace, Freedom and Neutrality Declaration*, 27 Novembre 1971 <http://www.aseansec.org/3629.htm>, consulté le 2 février 2008.

<sup>1051</sup> ASEAN Secretary, *Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia*, 24 février 1976, <http://www.aseansec.org/3633> ; ASEAN Secretary, *Declaration of ASEAN Concord*, 24 février 1976, <http://www.aseansec.org/3630>, consultés le 2 février 2008.

<sup>1052</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, Londres, Routledge, 2001, pp. 80-82.

<sup>1053</sup> David Denoon et Evelyn Colbert notent : « For ASEAN, the beginning of the cold war's end came with Vietnam's military withdrawal from Cambodia late in 1989, which opened the way for great power military disengagement in Southeast Asia, Moscow's disappearance as a factor in the region and the achievement within ASEAN of Southeast Asia unity » (Denoon (D.) & Colbert (E.), « Challenges for the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) » in *Pacific Affairs*, vol 71, no. 4, hiver 1998-99, p. 508).

l'un des importants succès de l'ASEAN<sup>1054</sup>. Le nouvel environnement international permet cependant à l'ASEAN d'achever d'autres objectifs. Augmentée de Brunei en 1994, l'ASEAN accueille dans ses rangs, en moins d'une décennie, l'ensemble des Etats de la péninsule indochinoise. En 1995, le Vietnam rejoint ainsi l'organisation, suivi en 1997 par le Laos et le Myanmar<sup>1055</sup>. L'adhésion du Cambodge en 1999 parfaissait le caractère régional –ou plutôt sous-régional– de l'organisation.

A l'extension géographique répond un mouvement d'expansion du rôle qu'entend jouer l'organisation. En 1994 est ainsi fondée l'*ASEAN Regional Forum* qui inclut alors les six membres de l'ASEAN, le Vietnam et le Laos, mais aussi les Etats-Unis, la Chine, le Japon, la Russie, le Canada, la République de Corée, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Union Européenne ainsi que la Papouasie Nouvelle-Guinée. Si la formation de l'ARF ne fait que donner corps à l'idée, développée au cours de la décennie précédente, d'une extension des pratiques de bonne entente de l'ASEAN à un espace élargi<sup>1056</sup>, ou, pour reprendre les termes de Gareth Evans, du principe de « [la construction] de la sécurité avec les autres plutôt que contre eux »<sup>1057</sup>, la formalisation même du projet est un nouveau succès pour l'organisation. En effet, « l'ARF représente un avancée significative du statut international de l'ASEAN. La volonté [de cette dernière de posséder] le leadership et [la capacité à] définir [*shaping*] l'agenda d'une organisation qui inclut les Etats les plus puissants d'Asie aussi bien que les Etats-Unis, la Russie et l'Union Européenne s'est [imposée] sans grande opposition »<sup>1058</sup>. Si l'objectif était de sensibiliser le plus grand nombre possible de participants aux pratiques de l'ASEAN, l'ARF apparaît certainement comme un succès. En moins d'une décennie et demi d'existence, les dix-huit parties originelles sont rejointes par le Bangladesh, l'Inde, la République de Corée et la République Démocratique de Corée, la Mongolie, le Myanmar, le Pakistan et le Timor Oriental<sup>1059</sup>, faisant de l'ARF un forum de grande envergure.

---

<sup>1054</sup> Acharya (A.) & Tan (S.), « Betwixt balance and Community : America, ASEAN, and the security of Southeast Asia » in *International Relations in Asia Pacific*, vol. 6, no. 1, 2006, pp. 41-42. Amitav Acharya note : « The Paris Agreement [1991] did conform to terms set by ASEAN from the very outset, including the reversal of Vietnam's occupation and the replacement of the regime installed by its invasion through free and fair elections » (Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 96).

<sup>1055</sup> Tobias Nischalke souligne la cohésion offerte par l'ASEAN face aux importantes pressions occidentales visant à l'ostracisation du Myanmar (Nischalke (T.), « Does ASEAN measure up ? Post-Cold War diplomacy and the idea of regional community » in *The Pacific Review*, vol. 15, no. 1, 2002, p. 105).

<sup>1056</sup> Katsumata (H.), « Establishment of the ASEAN Regional Forum : constructing a 'talking shop' or a 'norm brewery' ? » in *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, 2006, p. 190.

<sup>1057</sup> Gareth Evans cité dans Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 173.

<sup>1058</sup> Denoon (D.) & Colbert (E.), « Challenges for the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) », pp. 514-515.

<sup>1059</sup> ARF, <http://www.aseanregionalforum.org/AboutUs/tabid/57/Default.aspx>, consulté le 4 février 2008.

Si « l'intégration économique régionale dans un sens européen n'a jamais été un objectif affiché de l'ASEAN »<sup>1060</sup>, les éléments économiques constituent, pour Herman Kraft, le principal moteur de l'expansion géographique de l'ASEAN<sup>1061</sup>. L'élément le plus saillant de la coopération économique intra-ASEAN est sans doute la poussée vers la constitution d'une zone de libre échange<sup>1062</sup>. Lancé en 1992, après une décennie et demi de tâtonnements<sup>1063</sup>, le projet, qui prévoyait essentiellement de ramener les barrières douanières à un niveau situé entre 0 et 5%, apparaît lui aussi comme un succès notable. Shaun Narine note, en effet, que « quatre-vingt-dix pour cent des droits de douane intra-ASEAN ont été ramenés aux niveaux prescrits ; en 2002, les droits de douane moyens dans le commerce intra-ASEAN s'établissaient à 3,2 pour cent, malgré [l'existence] de secteurs très en vue à l'intérieur desquels le calendrier pour l'AFTA n'était pas respecté »<sup>1064</sup>.

Les efforts de l'ASEAN pour étendre l'acceptation des règles de conduite développées par l'organisation passent enfin par le développement d'un dialogue à caractère 'pan-est-asiatique'. La constitution successive des ASEAN+1 et de l'ASEAN+3 témoigne d'un désir d'ouverture envers des puissances voisines. Le premier communiqué commun sur la coopération est-asiatique produit lors de la première rencontre de l'ASEAN+3 affirme la volonté de poursuivre un effort commun « avec en vue l'avancement de la compréhension mutuelle, de la confiance, de relations de bon voisinage et amicales, de la paix, de la stabilité et de la prospérité en Asie Orientale et dans le monde »<sup>1065</sup>. Comparée à l'ensemble des autres institutions présentes dans la région Asie-Pacifique, Chu Shulong affirme :

*L'APT [ASEAN plus Three] est l'approche la plus véritablement asiatique. L'APT représente les efforts propres des Asiatiques, et implique la plupart des pays asiatiques. Ainsi, si les Asiatiques veulent, ont besoin ou doivent avoir leurs propres approches ou mécanismes régionaux multilatéraux, l'APT est la bonne et la seule [approche existant] aujourd'hui en Asie*<sup>1066</sup>.

---

<sup>1060</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 141.

<sup>1061</sup> Kraft (H.), « ASEAN and intra-ASEAN relations : weathering the storm ? » in *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, p. 455.

<sup>1062</sup> Amitav Acharya lie l'enthousiasme envers une A(SEAN)FTA à plusieurs facteurs, notamment la réorientation des économies de l'organisation vers les industries manufacturières et la constitution des blocs de l'Union Européenne et de la NAFTA (Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 142).

<sup>1063</sup> *Ibid.*, pp. 141-142.

<sup>1064</sup> Narine (S.), « Economic Security and Regional Cooperation in the Asia-Pacific : Evaluating the Economic-Security Nexus » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific*, Cambridge, MIT Press, 2007, p. 204.

<sup>1065</sup> ASEAN Secretary, *Joint Statement on East Asia Cooperation*, 28 Novembre 1999, <http://www.aseansec.org/5469.htm>, consulté le 8 février 2008.

<sup>1066</sup> Chu (S.), « The ASEAN Plus Three Process and East Asian Security Cooperation » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific*, p. 161.

De ce fait, « l'APT est devenu un canal majeur de la coopération est-asiatique parce que, comparée aux groupements comme l'APEC ou l'ARF, l'APT a fait des progrès plus spécifiques, plus concrets et plus pratiques dans la coopération régionale »<sup>1067</sup>. Dans la recherche d'une structure de coopération proprement 'asiatique' –c'est-à-dire incluant les Etats géographiquement localisés en Asie et excluant les grandes puissances ne disposant que d'intérêts dans la zone– la création de l'East Asian Summit apparaît comme un pas supplémentaire dans la logique constituant un régionalisme est-asiatique. Dans ce mouvement, il est difficile de surestimer le caractère moteur joué par l'ASEAN. La première Déclaration sur l'East Asia Summit, confirme ce point, considérant l'ASEAN « comme la force motrice travaillant en partenariat avec les autres participants de l'East Asia Summit »<sup>1068</sup>. La tenue du premier East Asian Summit en 2005 –malgré les tensions quant à la désignation des membres<sup>1069</sup>– et la réitération de l'événement dans les années qui suivent apparaissent, en soi, comme un succès. Joshua Kurlantzick note ainsi : « Bien que l'EAS ait fait peu lors de ses deux premiers meeting à part produire de larges objectifs au sujet du futur de l'intégration asiatique, sa création, ainsi que l'inclusion de la Chine et du Japon, est à elle seule un pas en avant »<sup>1070</sup>.

## **B- Les limites au rôle de l'ASEAN.**

Si les multiples réalisations semblent prouver un indéniable dynamisme de la part de l'ASEAN, certaines qualifications sont à apporter quant à la portée des initiatives. En premier lieu, si la constitution de l'AFTA est un développement significatif, Shaun Narine indique que le succès demeure limité, les barrières non-tarifaires constituant l'essentiel des obstacles à une augmentation significative des échanges intra-ASEAN<sup>1071</sup>. Il est en outre à noter que la constitution d'une zone de libre échange n'est pas conçue par l'ASEAN comme le moyen d'une intégration économique accrue. En effet, le projet initial lancé en 1992

---

<sup>1067</sup> *Ibid.*

<sup>1068</sup> *Kuala Lumpur Declaration on the East Asia Summit*, 14 Décembre 2005, <http://www.aseansec.org/18099.htm>, consulté le 8 février 2008.

<sup>1069</sup> Joshua Kurlantzick souligne : « As the EAS was being created, some U.S. officials worried that it would create a regional framework for the future that excludes Washington. In actuality, the summit poses no serious threat to the U.S. role in Asia. In the run-up to the summit, U.S. allies such as Singapore and Japan helped to ensure that EAS membership included nations such as Australia and India, not only ASEAN members and the Northeast Asian nations. They did so not only to ensure that other U.S. allies played a role in the EAS, but also to guarantee that the summit was founded on liberal, democratic values, the values the United States desires to promote in Asia. » (Kurlantzick (J.), « Pax Asia-Pacific ? East Asian Integration and Its Implications for the United States » in *The Washington Quarterly*, vol. 30, no. 3, été 2007, p. 74).

<sup>1070</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>1071</sup> Narine (S.), « Economic Security and Regional Cooperation in the Asia-Pacific : Evaluating the Economic-Security Nexus », p. 205.

traduit le fait que « l'ASEAN espér[ait] que l'AFTA [pourrait d'une part] attirer plus d'investissements étrangers dans la région, bénéficiant de l'avantage de meilleures économies d'échelle, [d'autre part] contrebalancer les effets de détournement d'investissements [produits] par les autres blocs commerciaux et groupements régionaux [...]. L'AFTA n'[était] pas destinée à accroître le commerce intra-ASEAN, bien que ceci ait pu être un des ses effets »<sup>1072</sup>. De fait, comparés aux degrés d'intégration présentés par l'UE ou par la NAFTA, les résultats obtenus par l'AFTA en matière de développement du commerce intra-ASEAN demeurent, au mieux, limités<sup>1073</sup>. Si, en 1993, celui-ci représentait un peu moins d'un cinquième du commerce (19,2%) total des six pays membres, il se situait dix ans plus tard à un niveau légèrement supérieur, mais largement comparable (23,9%)<sup>1074</sup>. David Martin Jones et Michael Smith soulignent un divorce patent entre une rhétorique d'intégration en renforcement constant et les pratiques économiques des membres de l'ASEAN<sup>1075</sup>.

Outre la faiblesse endémique de l'intégration économique de l'ASEAN, l'organisation s'est montrée très largement incapable de gérer la crise financière déclenchée en mai 1997, par l'attaque contre le Baht thaïlandais et son effondrement subséquent deux mois plus tard<sup>1076</sup>. Pour David Martin Jones et Michael Smith, les événements résultant de la crise montrent que « sans la menace communiste extérieure, l'Association a manqué d'un quelconque objectif commun, tandis que sa diplomatie *process-oriented* est apparue embourbée dans un manque de pertinence surréel »<sup>1077</sup>. Plus grave encore, Shaun Narine souligne que « l'ASEAN n'est pas parvenue à utiliser les mécanismes *qui étaient déjà en place* »<sup>1078</sup> et demeure hautement sceptique quant aux mesures ultérieurement annoncées, remarquant que « l'ASEAN a une histoire marquée de grandes déclarations [dont] les suites ont été difficiles »<sup>1079</sup>. Outre une triple remise en cause de la confiance bâtie sur la réussite économique, de la crédibilité de l'institution comme organisme économique

---

<sup>1072</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 126.

<sup>1073</sup> *Ibid.*, p. 133 ; Jones (D.) & Smith (M.), « Making Process, Not Progress » in *International Security*, vol. 32, no. 1, été 2007, p. 161.

<sup>1074</sup> Ratios établis à partir des chiffres donnés par l'ASEAN, voir <http://202.154.12.33/trade/publicview.asp>, consulté le 5 février 2008. A titre de comparaison, pour l'année 2003, 13,5% du commerce des pays de l'ASEAN s'effectuait avec le Japon, 9,5% avec les Etats-Unis, et 7% avec la Chine (*Ibid.*).

<sup>1075</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « Making Process, Not Progress », p. 164.

<sup>1076</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 144.

<sup>1077</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « ASEAN's Imitation Community » in *Orbis*, vol. 46, no. 1, 2002, pp. 104-105.

<sup>1078</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 162.

<sup>1079</sup> *Ibid.*

fiable, et de la méthode même de l'*ASEAN Way*<sup>1080</sup>, la crise porte un coup à une confiance réciproque laborieusement construite. L'impact fortement différencié de la crise dans les différents pays-membres<sup>1081</sup> nourrit ainsi des tensions entre Singapour et Kuala Lumpur ou entre l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie à propos du procès d'Anwar Ibrahim<sup>1082</sup>.

Dans le champ de la sécurité, l'ASEAN demeure enchaînée à sa propre création, l'*ASEAN Way*. Communément utilisé, le terme échappe à une définition officielle et demeure « un concept d'utilisation lâche dont le sens reste vague et contesté »<sup>1083</sup>. S'il recouvre des 'normes' dont la diffusion excède largement les limites de la seule ASEAN –non-usage de la force, autonomie régionale,...<sup>1084</sup>– le concept est sous-tendu par une dimension pratique plus spécifique à l'organisation. Dans sa dimension pratique, l'*ASEAN Way* correspond à un ensemble de « normes de procédures [qui] prescrit des procédures de prise de décision basées sur la consultation (Musayawarah) et sur le consensus (Mufakat) »<sup>1085</sup>, dont les corollaires sont une limitation à l'institutionnalisation du dialogue et une forte propension à la négociation informelle. Les doutes soulevés par Amitav Acharya quant à un ancrage culturel de l'*ASEAN Way*<sup>1086</sup> n'empêchent cependant aucunement de pointer une spécificité de la méthode d'approche, où « les interactions régionales et la coopération [sont] basées sur la discrétion, l'informel, la construction de consensus et un style de négociation sans confrontation qui sont souvent mis en contraste avec le positionnement de confrontation, le vote à la majorité et des procédures de prise de décision légalistes dans les négociations multilatérales occidentales »<sup>1087</sup>. Le point caractéristique de l'approche propre à l'*ASEAN Way* s'incarne donc principalement dans les efforts visant à construire le consensus le plus large possible entre les parties intéressées. De ce fait, « une grande attention doit être portée [au fait de] ne pas isoler ou embarrasser un

---

<sup>1080</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>1081</sup> *Ibid.*, pp. 147-152 ; Rüländ (J.), « ASEAN and the Asian crisis : theoretical implications and practical consequences for Southeast Asian regionalism » in *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, p. 426.

<sup>1082</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « ASEAN's Imitation Community », p. 105.

<sup>1083</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 63.

<sup>1084</sup> *Ibid.*, pp. 47-62.

<sup>1085</sup> Batabyal (A.), « ASEAN's Quest for Security : A Theoretical Explanation » in *International Studies*, vol. 41, no. 4, 2004, p. 351.

<sup>1086</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 64. Ralf Emmers souligne de même : « it has been argued that the 'ASEAN Way' offers a distinctive model relying on specific cultural attributes. This assertion remains questionable. Beyond the rhetoric, the 'ASEAN Way' may be analyzed as a traditional inter-governmental approach to cooperation dependent on the narrowly defined interests of the participating states. [...], the 'ASEAN Way' seems primarily dominated by national interests that take complete precedence in case of disagreement » (Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, p. 23).

<sup>1087</sup> *Ibid.*

membre particulier de l'ASEAN dans les forums internationaux »<sup>1088</sup>, ceci interdisant toute action pouvant faire 'perdre la face' à un des membres<sup>1089</sup>. Si la recherche de consensus n'est pas équivalente à une règle de l'unanimité<sup>1090</sup>, par son attention portée à ce qu'aucun des participants ne se trouve en position de difficulté, l'ASEAN Way constitue la garantie virtuelle que les décisions se prennent sur la base du plus petit dénominateur commun<sup>1091</sup>. L'emphase portant sur la bonne entente et le consensus implique que l'ASEAN et les structures qui en dépendent, sont impropres à produire des solutions à des problèmes concrets. Michael Leifer souligne : « Se demander si l'ARF est réellement capable de résoudre les problèmes et conflits serait faire une erreur de catégorie. L'objectif limité de l'ARF est d'améliorer le climat dans lequel les relations régionales prennent place dans l'espoir que les problèmes bilatéraux et multilatéraux seront [alors] plus faciles à gérer »<sup>1092</sup>. Dans cette perspective il est nécessaire d'opérer un certain retournement de la relation présumée entre succès et déboires de l'ASEAN Way d'une part, et le niveau de tension existant d'autre part. En d'autres termes, il est possible d'élargir à l'ensemble des champs l'application de la critique que Jürgen Rüländ effectue à un niveau économique, remarquant que « l'ASEAN Way' représente un coopération par temps calme qui s'épanouit dans des conditions de boom économique. Toutefois, en temps de crise, les intérêts en conflit sont accentués de façon plus aiguë et résistent aux efforts destinés à les balayer sous le tapis »<sup>1093</sup>. De façon identique, dans le champs de la sécurité, « l'ARF n'a pas réussi à résoudre beaucoup de problèmes. On pourrait dire que de nombreuses questions conflictuelles ont été simplement 'balayées sous le tapis' »<sup>1094</sup>.

Les limitations strictes –et volontaires– des contraintes institutionnelles et l'ensemble des réserves apportées à l'efficacité des organisations développées par l'ASEAN tendent à jeter de larges ombres sur la vision de

---

<sup>1088</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 68.

<sup>1089</sup> *Ibid.*

<sup>1090</sup> *Ibid.*

<sup>1091</sup> Kivimäki (T.), « The Long Peace of ASEAN » in *Journal of Peace Research*, vol. 38, no. 1, janvier 2001, p. 16. Pour Sheldon Simon, la pesanteur entourant les décisions prises au sein de l'ARF –qui nécessitent le respect de la règle du consensus– pourrait être quelque peu levée par l'adhésion au principe de l'« ASEAN minus X' [which] permits a 'coalition of the willing' –whereby those states that agree on a principle may proceed, while those that do not may refrain from participation » (Simon (S.), « Whither Security Regionalism ? ASEAN and the ARF in the Face of New Security Challenges » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific*, p. 125). Une telle modification tend toutefois à une significative remise en question de la viabilité d'une organisation dont le principe de cohésion demeure fragile.

<sup>1092</sup> Leifer (M.), « The Merits of Multilateralism » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, p. 161.

<sup>1093</sup> Rüländ (J.), « ASEAN and the Asian crisis : theoretical implications and practical consequences for Southeast Asian regionalism », p. 444.

<sup>1094</sup> Katsumata (H.), « Establishment of the ASEAN Regional Forum : constructing a 'talking shop' or a 'norm brewery' ? », p. 195.

l'ASEAN comme une 'communauté de sécurité'. Si Amitav Acharya défend l'idée d'une ASEAN comme « nascent security community »<sup>1095</sup>, il n'en remarque pas moins que « l'ASEAN se conforme au concept de communauté de sécurité 'naissante', bien que ses progrès vers un niveau ascendant ou de maturité aient été plus prometteurs dans le début des années 1990 que dans la dernière partie de la décennie »<sup>1096</sup>. David Martin Jones et Michael Smith demeurent cependant sceptiques sur la qualification apportée, définissant essentiellement l'ASEAN comme une « imitation community » ayant produit un ensemble d'institutions pouvant être décrites comme autant de « coquilles rhétoriques donnant une forme mais non un contenu aux arrangements intérieurs et internationaux »<sup>1097</sup>. L'ASEAN demeure, dans cette perspective, un tout qui s'établit, au mieux, comme la somme de ses –relativement faibles– parties, ceci se traduisant notamment par le fait que « malgré la prolifération de meetings, de déclarations et de protocoles depuis 1997, la structure organisationnelle de l'ASEAN demeure essentiellement intergouvernementale »<sup>1098</sup>. Certes, du fait de la frilosité quant à une intégration et du refus d'une construction supranationale, le blâme porté contre l'ASEAN peut aisément dépasser la juste mesure. Ceci ne dédit cependant nullement le constat d'une faiblesse patente d'une institution où « les plans pour promouvoir une communauté en Asie du Sud-Est même masquent d'intenses antipathies bilatérales, un manque de cohésion économique, et, depuis 1997, une flagrante défiance »<sup>1099</sup>.

---

<sup>1095</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 34. Pour Acharya, qui emprunte aux travaux de Michael Barnett et Emanuel Adler, « the nascent phase contains a number of 'triggering mechanisms' including threat perceptions, expected trade benefits, shared identity and organizational emulation (learning from the experience of other multilateral organizations) » (*Ibid.*).

<sup>1096</sup> *Ibid.*, p. 208. Nicholas Khoo attaque l'idée même d'une quelconque communauté de sécurité établie par l'ASEAN, remarquant que le principe de non-interférence a été plusieurs fois bafoué et que la norme de non-recours à la force repose sur un raisonnement circulaire –« The norm against the use of force is used to explain the behavior of a security community that is by definition composed of 'groups of states which have developed a long-term habit of peaceful interaction and ruled out the use of force in settling disputes with other members of the group' (Acharya, 2001, p. 1) » (Khoo (N.), « Deconstructing the ASEAN Security Community : A Review Essay » in *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 4, no. 1, 2004, p. 41).

<sup>1097</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « ASEAN's Imitation Community », p. 93. Ralf Emmers remarque qu'il est en outre peu approprié de dénommer 'communauté de sécurité' un ensemble où d'importantes disputes restent vivaces et sont susceptibles de donner lieu à des passes d'armes (Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, p. 28). Critiquant l'illusoire 'communauté de sécurité' de l'ASEAN définie par Amitav Acharya, Nicholas Khoo souligne : « At a minimum, if norms really matter, we should see them working when it really counts –when states have disputes. However [...], it is increasingly difficult to find positive norms operating in intra-ASEAN relations » (Khoo (N.), « Deconstructing the ASEAN Security Community : A Review Essay », p. 44).

<sup>1098</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « Making Process, Not Progress », p. 159.

<sup>1099</sup> *Ibid.*, p. 182.

## ***II- L'expansion continue des liens ASEAN-Chine.***

Si l'on prend pour point de comparaison les relations nourries entre les (futurs) membres de l'ASEAN et la Chine dans les années 1960 et 1970, et les tentatives de Beijing d'intervenir dans les affaires internes des pays de la zone<sup>1100</sup>, les relations contemporaines entre l'ASEAN et la Chine apparaissent proches de l'idylle. Si l'on considère qu'« avant les années 1990, il n'existait pas de relations officielles entre l'ASEAN en tant que groupement et la Chine »<sup>1101</sup>, les années de post-Guerre Froide peuvent être vues comme une période de développement accéléré et multidimensionnel des liens entre les deux entités. Ainsi, « à partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990, faisant face aux sanctions peu justifiées imposées par les pays occidentaux, la Chine met au point des principes diplomatiques dont un des éléments les plus importants est la 'stabilité de la périphérie' »<sup>1102</sup> dont les principes élémentaires sont « le refus de l'interférence, la fin des sanctions, l'accroissement de la confiance et l'éclaircissement des doutes, l'extension des relations amicales et l'établissement de nouvelles solutions diplomatiques »<sup>1103</sup>. Dans une très large mesure, cette politique de bon voisinage et les diverses ramifications auxquelles elle a donné lieu constituent un succès notable de la politique étrangère menée par Beijing. Les modifications –apparentes– apportées à l'ordre régional est-asiatique découlent ainsi d'une situation d'« engagement » réciproque et de coopération étendue touchant un vaste éventail de champs<sup>1104</sup>.

Si la croissance des relations commerciales devait être considérée comme un signe extérieur de coopération<sup>1105</sup>, l'exceptionnelle croissance des échanges entre Beijing et l'ASEAN présente un caractère pour le moins rassurant. Entre 1994 et 2003, le volume total du commerce entre les deux entités quintuple,

---

<sup>1100</sup> Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia » in *Asian Security*, vol. 2, no. 1, 2006, pp. 24-25 ; Shambaugh (D.), « China Engages Asia » in *International Security*, vol. 29, no. 3, p. 65. Les années de la Révolution Culturelle sont caractérisées par « a rather severe [...] confusion in both inter-party and inter-state relations with several Asian countries », où « revolutionaries were urged to establish agrarian bases and foment rural uprising » (Simon (S.), « Some Aspect of China's Asian Policy in the Cultural Revolution and Its Aftermath » in *Pacific Affairs*, vol. 44, no. 1, printemps 1971, p. 18).

<sup>1101</sup> Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), « An Overview of ASEAN-China Relations » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations : Realities and Prospects*, Singapour, ISEAS, 2005, p. 1.

<sup>1102</sup> Yang (B.), « Mulin, Fulin, Anlin : Zhongguo yu Zhoubian Guojia Guanxi de Xin Fazhan [Un voisinage amical prospère et paisible : les nouveaux développements de la relations entre la Chine et les pays voisins] » in *Huanqiu Jingwei*, 2004, no.3, p. 76.

<sup>1103</sup> *Ibid.*

<sup>1104</sup> Shambaugh (D.), « China Engages Asia », p. 75.

<sup>1105</sup> Sutter (R.), *China's Rise in Asia*, p. 181.

passant de 11 à 55 milliards de dollars<sup>1106</sup>, doublant encore entre 2003 et 2006 pour atteindre un peu moins de 140 milliards de dollars<sup>1107</sup>. L'évolution en termes relatifs suit une même tendance : la part de la Chine dans le commerce extérieur de l'ASEAN passe d'un peu plus de 2% à 10% entre 1994 et 2006. En 2006, en excluant l'Union Européenne considérée comme bloc, la Chine occupait la troisième place parmi les partenaires économiques de l'ASEAN à quelques encablures seulement du Japon et des Etats-Unis<sup>1108</sup>.

Le développement des relations commerciales a été en outre fortement appuyé par une dynamique politique. A l'automne 2001, Beijing poussait ainsi à la constitution d'une zone de libre-échange entre l'ASEAN et la Chine. Le projet était rapidement accepté par l'ASEAN et donnait lieu, en novembre 2002 au *Framework Agreement on Comprehensive Economic Co-Operation Between ASEAN and the People's Republic of China*, affirmant principalement la volonté d'une « élimination progressive des barrières tarifaires et non-tarifaires [...] dans tout le commerce de marchandises »<sup>1109</sup>. En tant que tel, le projet de la zone de libre-échange Chine-ASEAN se conforme parfaitement à l'objectif de prospérité par et avec le voisinage. En effet, « un groupe d'experts de l'ASEAN a conclu que l'ACFTA, une fois entièrement mise en application, devrait accroître les exportations de l'ASEAN vers la Chine de 48 pour cent et les exportations de la Chine vers l'ASEAN de 55 pour cent [et] qu'elle devrait accroître le PIB de l'ASEAN de 0,9 pour cent et celui de la Chine de 0,3 pour cent »<sup>1110</sup>. Dans cette perspective, la constitution d'une zone de libre-échange apparaît comme un atout essentiel pour « l'ASEAN et la Chine, toutes deux [entités] en voie de développement, [...] à différents niveaux de développement, mais [qui] sont au devant d'opportunités et de challenges communs dans un monde en rapide transformation »<sup>1111</sup>.

Si la proposition de l'ACFTA contient un potentiel de développement significatif pour les partenaires, la dynamique offerte par l'initiative chinoise ne peut cependant être réduite à une simple manœuvre économique. Ainsi que le soulignent trois analystes, « la Chine semble avoir des motivations, et être sensible

---

<sup>1106</sup> <http://202.154.12.33/trade/publicview.asp>, consulté le 13 février 2008. Il est à noter que les chiffres fournis par l'ASEAN pour 1994 et 2003 n'incluent pas le Laos et la Vietnam.

<sup>1107</sup> <http://aseansec.org/stat.trade20.pdf>, consulté le 13 février 2008.

<sup>1108</sup> Les parts occupées par Tokyo et Washington étaient de 11,5% (<http://202.154.12.33/trade/publicview.asp>, consulté le 13 février 2008).

<sup>1109</sup> *Framework Agreement on Comprehensive Economic Co-Operation Between ASEAN and the People's Republic of China*, 5 novembre 2002, <http://aseansec.org/13196.htm>, consulté le 13 février 2008.

<sup>1110</sup> Sutter (R.), *China's Rise in Asia*, p. 183.

<sup>1111</sup> Shen (D.), « ASEAN-China FTA : Opportunities, Modalities and Prospects » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations : Realities and Prospects*, p. 216.

à des raisons, plus politiques qu'économiques dans son offre [...] de CAFTA »<sup>1112</sup>. Dans cette mesure, l'accord signé en novembre 2002 peut tenir lieu d'officialisation de la mutation des équilibres dans la région est-asiatique. Byung-Joon Ahn souligne ainsi qu'« avec la rapide ascension de la Chine, la direction générale de l'interdépendance économique en Asie Orientale se déplace d'[un schéma] centré sur le Japon à [un schéma] centré sur la Chine, à mesure que la Chine émerge comme un centre de commerce, d'investissement et des réseaux de production, particulièrement dans le secteur manufacturier »<sup>1113</sup>. Cette interpénétration patente des logiques économiques et politiques dans la politique menée par Beijing à l'égard de l'ASEAN est cependant loin de constituer une nouveauté. Le positionnement de la Chine lors de la crise financière de 1997-98 incarne, dans cette perspective une volonté de se constituer comme 'puissance responsable'<sup>1114</sup>. En maintenant la valeur du *yuan* lors de la tourmente financière, Beijing permet au pays de l'ASEAN d'éviter un naufrage complet que provoquerait une série de dévaluations compétitives<sup>1115</sup>. Dans les décombres laissés par la crise, « la Chine a récolté la part du lion dans l'appréciation de ces pays [touchés par la crise] –malgré le fait que le Japon leur ait offert [une somme] d'argent significativement supérieure »<sup>1116</sup>, se taillant ainsi un statut de potentiel leader pour la région.

En termes de sécurité, la relation Chine-ASEAN a bénéficié d'une apparente convergence des perspectives nourries par les deux acteurs. D'une part, Alice Ba souligne que, pour la période post-Guerre Froide, « l'engagement complexe a formé la pièce maîtresse de la réponse de l'ASEAN à l'influence gradissante de la Chine [...]. Celui-ci est caractérisé par des échanges non-coercitifs et ouverts à de multiples niveaux et sur de multiples questions ; il s'agit de la poursuite stratégique de relations coopératives basées sur la compréhension commune, autant que sur l'interdépendance »<sup>1117</sup>. D'autre part, Beijing a fait évoluer sa position vers un « nouveau concept de sécurité » centré sur la « sécurité coopérative » et caractérisé par la

---

<sup>1112</sup> Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), « An Overview of ASEAN-China Relations », p. 14.

<sup>1113</sup> Ahn (B.), « The Rise of China and the Future of East Asian Integration » in *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no.2, 2004, p. 20.

<sup>1114</sup> Xia Liping considère qu'une 'puissance responsable répond aux obligations suivantes, elle doit « (1) play its role in international society not only according to its national interests, but also in order to benefit regional and world peace, development, stability, and prosperity; (2) take its international obligations more seriously; and (3) participate in the formulation of international rules » (Xia (L.), « China : a responsible great power » in *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, p. 17). De ce point de vue la position adoptée par Beijing répond parfaitement aux deux premiers critères.

<sup>1115</sup> Fu (Y.), « China and Asia in a New Era » in *China : An International Journal*, vol. 1, no. 2, septembre 2003, p. 307 ; Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 27.

<sup>1116</sup> Snitwongse (K.), « A New World Order in East Asia ? » in *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 2, 2003, p. 38.

<sup>1117</sup> Ba (A.), « Who's Socializing Whom ? Complex Engagement in Sino-ASEAN Relations » in *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, p. 160.

promotion graduelle de mécanismes de coopération multilatérale<sup>1118</sup>. Il est à peine besoin de souligner ici combien cette récente ouverture de la Chine sur un multilatéralisme régional contraste avec les positions prises dans la première moitié des années 1990, période durant laquelle « les dirigeants chinois craignaient que de telles institutions permettent aux grandes puissances de définir un agenda destiné à contenir la croissance chinoise, aux petites puissances de s'unir et de se liguer contre la Chine et de critiquer les politiques chinoises »<sup>1119</sup>. Alors que « la Chine avait rejoint l'ASEAN Regional Forum (ARF) lorsque celui-ci avait été formellement établi en 1994 [...] uniquement parce qu'elle avait été assurée du rôle de leader de l'ASEAN dans l'ARF, ceci incluant l'adoption des principes informels de l' 'ASEAN Way' et des règles de prise de décision par consensus qui signifiaient que l'ARF ne prendrait pas un rythme trop rapide ni ne [pourrait] pousser la Chine trop loin »<sup>1120</sup>, Beijing apparaît, après la fin de la crise financière, comme un des ardents promoteurs des institutions gravitant autour de l'ASEAN dont l'empreinte est étendue à l'ensemble de l'Asie Orientale<sup>1121</sup>.

En résonance à la proposition d'une zone de libre-échange ACFTA dans le domaine économique, Beijing semble attachée à la promotion d'un dialogue étroit de sécurité entre l'ASEAN et la Chine. Dès 1997, Chine et ASEAN affirmaient, outre la nécessité d'œuvrer dans le but d'un développement économique et sociale partagé, que « reconnaissant que le maintien de la paix et de la stabilité régionale servaient les intérêts de toutes les parties », les deux entités « avaient entrepris de résoudre leurs différends ou disputes par des moyens pacifiques et sans recours à l'usage de la force ou à la menace de celui-ci »<sup>1122</sup>. Cinq années plus tard, profitant de l'élan créé par les événements de l'automne 2001, Chine et ASEAN s'accordent sur une coopération approfondie en matière de sécurité non-traditionnelle<sup>1123</sup>. Lors du même sommet, ainsi que vu précédemment, les deux entités signent encore la *Declaration on the Conduct of the Conduct of the Parties*

---

<sup>1118</sup> Ma (Y.), « Qianxi Zhongguo yu Dongmeng Anquan Hezuo de Biyaoxing [Une analyse succincte de la nécessité de la coopération Chine-ASEAN] » in *Dongnanya*, no. 20006/2, 2006, p. 20.

<sup>1119</sup> Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 33.

<sup>1120</sup> *Ibid.*

<sup>1121</sup> Hund (M.), « ASEAN Plus Three : Towards a New Age of Pan-East Asian Regionalism ? A Skeptic's Appraisal » in *The Pacific Review*, vol. 16, no. 3, 2003, p. 394 ; Morada (N.), « ASEAN and the Rise of China : Engaging, While Fearing, an Emerging Regional Power » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, p. 229.

<sup>1122</sup> ASEAN Secretary, *Joint Statement of the Meeting of Heads of State/Government of the Member States of ASEAN and the President of the People's Republic of China*, 16 décembre 1997, <http://www.aseansec.org/5476.htm>, consulté le 19 février 2008.

<sup>1123</sup> ASEAN Secretary, *Joint Declaration of ASEAN and China on Cooperation in the Field of Non-Traditional Security Issues*, 4 novembre 2002, <http://www.aseansec.org/13185.htm>, consulté le 19 février 2008. Les parties s'accordent sur le renforcement de l'échange d'informations, de l'échange de personnels, de la coopération dans le domaine de la sécurité non-traditionnelle, de la recherche dans ce domaine.

*in the South China Sea*<sup>1124</sup> dont l'objectif est une réduction des tensions héritées de la décennie précédente. La volonté d'un 'engagement' réciproque dans le domaine de la sécurité est encore confirmée lors de la signature du Traité d'Amitié et de Coopération par Beijing le 8 octobre 2003<sup>1125</sup>. Simultanément, les deux partenaires mettaient en avant les progrès accomplis dans la construction d'une relation de confiance mutuelle au travers du dialogue<sup>1126</sup>. Le 30 octobre 2006, la déclaration conjointe issue du sommet célébrant le quinzième anniversaire du dialogue entre les deux parties apportait un nouveau témoignage de la bonne entente entre celles-ci<sup>1127</sup>.

Il est notable que dans son dix-neuvième point, la déclaration précédente ait permis un échange de bons procédés entre Beijing et l'ASEAN, la première s'engageant à soutenir le rôle pivot de la seconde dans l'ensemble des structures régionales, la seconde affirmant le principe d'«une seule Chine» et accueillant une Chine prospère comme un facteur de paix et de stabilité<sup>1128</sup>. Pour Beijing, le soutien apporté au leadership de l'ASEAN en Asie Orientale repose sur la promotion par cette dernière d'un renforcement d'un dialogue régional relativement moins ouvert aux puissances extérieures. Si l'ARF reste ouverte à un nombre élevé d'acteurs, l'attention semble s'être dernièrement plus portée vers l'ASEAN+3. Entre le sommet de 1999 à Singapour, où l'ASEAN+3, encore informel, s'était résumé à trois rencontres séparées entre l'ASEAN d'une part et chacun des Etats de l'Asie du Nord-Est d'autre part, et la déclaration commune signée par un ASEAN+3 officialisé en Indonésie à l'automne 2003<sup>1129</sup>, le chemin du renforcement du dialogue a été rapidement parcouru. Si l'ASEAN+3 recueille l'approbation de Beijing qui, dès ses premiers instants en fait

---

<sup>1124</sup> ASEAN Secretary, *Declaration on the Conduct of the Conduct of the Parties in the South China Sea*, 4 novembre 2002.

<sup>1125</sup> Michael Glosny souligne l'importance de cette adhésion pour l'ASEAN : « agreeing to follow these principles and taking actions consistent with them was especially meaningful for ASEAN states and made China's promises to uphold the principles of sovereignty and non-interference in the internal affairs of others much more believable. Signing the treaty also bolstered China's promises in the early 1990s to treat overseas Chinese as residents of the country in which they live, and not interfere in ASEAN countries' internal affairs on their behalf. ASEAN leaders have also given China much credit for starting this chain reaction that led to India, Japan, South Korea, and Russia all subsequently signing the treaty » (Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 36).

<sup>1126</sup> ASEAN Secretary, *Joint Declaration of the Heads of State/Government of the Association of Southeast Asian Nations and the People's Republic of China on Strategic Partnership for Peace and Prosperity*, 8 octobre 2003, <http://www.aseansec.org/15265.htm>, consulté le 19 février 2008.

<sup>1127</sup> ASEAN Secretary, *Joint Statement of ASEAN-China Commemorative Summit*, 30 octobre 2006, <http://www.aseansec.org/4979.htm>, consulté le 19 février 2008.

<sup>1128</sup> *Ibid.*

<sup>1129</sup> Cheow (E.), « ASEAN+3 : The Roles of ASEAN and China » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations : Realities and Prospects*, p. 65.

« un canal par lequel la Chine est à même d'exprimer ses intérêts et priorités »<sup>1130</sup>, c'est principalement parce que « l'APT représente l'approche multilatérale la plus inclusive et la plus complète en Asie »<sup>1131</sup>, excluant les puissances 'non-asiatiques'. En d'autres termes, l'ASEAN+3 s'affirme dans le prolongement et comme une extension –de la seule Asie du Sud-Est à l'ensemble de l'Asie Orientale– d'une volonté de trouver des 'solutions régionales' aux 'problèmes régionaux' tout en étant censé donner une voix potentielle à la région à un niveau global<sup>1132</sup>. Dans cette perspective, l'ASEAN+3 semble constituer une réponse plus crédible à des constructions régionales relativement plus closes<sup>1133</sup> et refusant généralement toute ingérence extérieure. Bronson Percival souligne qu'un tel cadre présente, pour Beijing, un double avantage : en premier lieu, « l'étroite coopération entre Chine et ASEAN [...] accroît l'influence de la Chine dans le réseau multilatéral régional émergent et exclusivement est-asiatique », en second « le multilatéralisme [...] fournit un réseau de canaux diplomatiques auquel les Etats-Unis ne participent pas »<sup>1134</sup>.

La solidification d'un régionalisme plus clos aux puissances extérieures –i.e. Etats-Unis– demeure cependant plus un horizon possible qu'une étape certaine. La constitution d'un *East Asia Summit* n'apparaît ainsi nullement comme un préalable à la fondation d'une organisation pan-régionale souhaitée par Zhang Yunling<sup>1135</sup>. En tant que projet original, l'*East Asia Summit* se situait dans une volonté d'approfondissement de la construction d'une communauté est-asiatique, pouvant se substituer à l'ASEAN+3<sup>1136</sup>. Dans cette perspective, il est peu étonnant que « pendant les discussions de l'APT sur l [les conditions de] participation à l'EAS, la Chine ait montré une claire préférence pour conserver les pays non-ASEAN, plus particulièrement les Etats-Unis, hors de l'EAS »<sup>1137</sup>. L'impossibilité de réduire la participation aux seuls Etats de l'ASEAN+3 et l'élargissement de la participation à l'Australie, l'Inde et la Nouvelle-Zélande,

---

<sup>1130</sup> Wanandi (J.), « China and Asia Pacific Regionalism » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, p. 45.

<sup>1131</sup> Chu (S.), « The ASEAN Plus Three Process and East Asian Security Cooperation », p. 160.

<sup>1132</sup> Wanandi (J.), « China and Asia Pacific Regionalism », p. 47.

<sup>1133</sup> Chu (S.), « The ASEAN Plus Three Process and East Asian Security Cooperation », p. 159 ; Ahn (B.), « The Rise of China and the Future of East Asian Integration », p. 25.

<sup>1134</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, Westport, Praeger, 2007, p. 76.

<sup>1135</sup> Zhang (Y.), « Emerging New East Asian Regionalism » in *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 1, 2005, p. 58

<sup>1136</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, p. 82.

<sup>1137</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, Baltimore, University of Maryland, 2006, p. 88. Serene Hung note encore que si la Chine déclare ne pas être opposée à une participation américaine : « Only after it became clear that the main condition for participation in the Summit was for the states to be a signatory of ASEAN's TAC, did China begin publicly issuing invitations to the U.S. » (*Ibid.*).

montrent que si « la Chine [...] se trouve souvent dans la tente même de l'ASEAN »<sup>1138</sup>, elle ne semble pas en mesure –et n'affiche certainement pas officiellement la volonté– d'édicter les lignes de conduites à suivre par l'ASEAN. En collaboration avec d'autres membres de l'ASEAN+3 –la Malaisie dans le cas de l'*East Asia Summit*, Beijing est cependant en mesure de rehausser ou de dévaluer le statut des différents avatars du régionalisme est-asiatique. Ainsi si Chu Shulong peut affirmer qu'« il n'apparaît pas probable que l'EAS puisse prendre le rôle que l'APT possède dans la promotion d'une coopération économique réelle en Asie Orientale »<sup>1139</sup> –le jugement valant plus encore à un niveau politique et stratégique, une telle limitation provient essentiellement du fait qu'une fois certaine la participation de membres extérieurs au cadre de l'ASEAN+3, « ni la Chine ni la Malaisie n'ont désiré faire [de l'EAS] la force motrice du régionalisme est-asiatique »<sup>1140</sup>. En d'autres termes, si Beijing ne paraît aucunement vouloir imposer une structure sino-centrée créée *ex nihilo* à l'Asie Orientale, elle semble disposer aujourd'hui de moyens et d'une influence suffisants pour reléguer à un rang subalterne les institutions et processus de coopération répondant imparfaitement à ses préférences et intérêts.

### **III- ASEAN : les raisons de l'engagement.**

L'exposé précédent montre que l'attitude adoptée par l'ASEAN à l'égard de la Chine est certainement plus ambiguë qu'une simple politique de *balancing*<sup>1141</sup>. Clairement, l'ASEAN semble avoir très largement rejeté les éventuelles velléités de *containment* considérant cette hypothèse comme « dangereusement contre-productive pour la sécurité régionale »<sup>1142</sup>. Décrivant la perception que l'ASEAN nourrit à l'égard de la Chine, Noel Morada indique que « l'ASEAN est à la fois pleine d'espoirs et de doutes quant aux intentions chinoises dans la région »<sup>1143</sup>. En ce sens, l'orientation de la ligne suivie par l'ASEAN vers une position de

---

<sup>1138</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, p. 77.

<sup>1139</sup> Chu (S.), « The ASEAN Plus Three Process and East Asian Security Cooperation », p. 174.

<sup>1140</sup> Glosny (M.), « Heading toward a Win–Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 46.

<sup>1141</sup> Il paraît difficile de classer l'ASEAN aux côtés du Japon comme ayant adopté une politique de *balancing* univoque comme le suggère Robert Ross (Ross (R.), « Balance of Power Politics and the Rise of China : Accommodation and Balancing in East Asia » in *Security Studies*, vol. 15, no. 3, p. 387 et pp. 389-391).

<sup>1142</sup> Storey (I.), « Living with the Colossus : How Southeast Asian Countries Cope with China » in *Parameters*, vol. 29, no. 4, hiver 1999-2000, p. 119.

<sup>1143</sup> Morada (N.), « ASEAN and the Rise of China : Engaging, While Fearing, an Emerging Regional Power », p. 236.

*hedging*, équivoque et prudente, au sens que lui donne Evelyon Goh<sup>1144</sup>, apparaît répondre aux hésitations évoquées. Appliquée au cas des Etats de l'ASEAN,

*L'attitude d'hedging [...] comprend trois éléments. Primo, le soft balancing ou balancing indirect, qui implique principalement de persuader les autres puissances majeures, particulièrement les Etats-Unis, d'agir comme contrepoids à l'influence régionale de la Chine. Secundo, l'hedging engendre un engagement complexe de la Chine aux niveaux politique, économique et stratégique, avec l'espoir que les dirigeants chinois pourront être persuadés ou socialisés dans une conduite qui obéit aux règles et normes internationales [...]. Le troisième élément est une politique générale d'implication [enmeshing] d'un certain nombre de grandes puissances régionales dans le but que chacune d'entre elles ait un intérêt à un ordre régional stable<sup>1145</sup>.*

Dans cette perspective, l'ASEAN semble être moins enthousiaste à suivre une politique de *balancing* à l'encontre de la puissance chinoise que désireuse de construire, et préserver, en Asie du Sud-Est un équilibre, toujours fragile, entre les puissances majeures de l'Asie Orientale. Poussée un peu plus loin, la logique de *balance of power* s'apparente ici à celle d'une maximisation de la liberté de mouvement des Etats de l'ASEAN, refusant dans un même mouvement une hégémonie chinoise ou américaine, mais tentant, avec un certain succès, à jouer d'une grande puissance contre l'autre.

Il est en premier lieu nécessaire de noter qu'en dépit de l'estompement des menaces présentes durant la période de la Guerre Froide, un large nombre d'Etats a poursuivi une politique de modernisation de leurs appareils militaires. Dans la première moitié des années 1990, les pays de l'ASEAN ne semblent que peu intéressés par la récolte des fruits de la paix. En effet, « avant la crise économique de 1997, les Etats d'Asie du Sud-Est avait commencé à accroître leurs budgets de défense dans la ligne de la croissance économique dont ils jouissaient alors »<sup>1146</sup>. Si le ratio budget militaire-PIB recule quelque peu pour les cinq pays fondateurs<sup>1147</sup>, les budgets alloués à la défense progressent globalement de 40% entre 1990 et 1996<sup>1148</sup>. En

---

<sup>1144</sup> « Hedging refers to taking action to ensure against undesirable outcomes, usually by betting on multiple alternative positions. In our case, hedging may be defined as a set of strategies aimed at avoiding (or planning for contingencies in) a situation in which states cannot decide upon more straightforward alternatives such as balancing, bandwagoning, or neutrality. Instead they cultivate a middle position that forestalls or avoids having to choose one side at the obvious expense of another » (Goh (E.), *Meeting the China Challenge*, Washington, East-West Center, Policy Studies no. 16, 2005, p. 2). De façon voisine, Robert Sutter parle de « Gulliver strategy of integrating rising China into a web of constructive relationships, while promoting closer relations with the United States, Japan, India, and others which offset possible adverse consequences posed by China's greater power and influence » (Sutter (R.), *China's Rise : Implications for U.S. Leadership in Asia*, Washington, East-West Center, Policy Studies no. 21, 2006, p. 28

<sup>1145</sup> Goh (E.), *Meeting the China Challenge*, p. 4.

<sup>1146</sup> Collins (A.), *Security and Southeast Asia*, Boulder, Lynne Rienner, 2003, p. 94.

<sup>1147</sup> Entre 1990 et 1996, ce ratio passe de 2,6% à 2,2% pour la Thaïlande, de 4,9% à 4,4% pour Singapour, de 1,8% à 1,6% pour l'Indonésie, de 2,6% à 2,4% pour la Malaisie et reste à 1,4% pour les Philippines ([http://first.sipri.org/non\\_first/milex.php](http://first.sipri.org/non_first/milex.php), consulté le 20 février 2008).

<sup>1148</sup> En millions de dollars constants (base 2005), le budget de défense de la Thaïlande passe de 2 484 à 3 240 (+30%), celui de Singapour de 2 405 à 3 701 (+53%), celui de l'Indonésie de 2 135 à 2 840 (+33%), celui de la Malaisie de 1 241 à 1 976 (+59%) et celui des Philippines de 754 à 927 (+23%) (*Ibid.*).

d'autres termes, ainsi que le soulignait Michael Leifer en 1996, « les Etats de la région qui pouvaient se le permettre ont commence unilatéralement à s'engager dans la modernisation de leurs forces de défense, ce qui apparaît comme une autre version de la pratique de *balance of power* »<sup>1149</sup>. De fait la limitation apportée au développement des appareils militaires des pays de l'ASEAN<sup>1150</sup> dans la période suivante semble trouver ses racines principales –voire exclusives– dans la dévastation causée par la crise de 1997-98. Si les économies des pays de l'ASEAN font preuve d'une certaine résilience dans les années qui suivent, la crise met à mal les forces armées locales qui « avaient espéré développer une capacité indépendante de la Septième Flotte des Etats-Unis pour le maintien des SLOCs de l'Asie du Sud-Est »<sup>1151</sup>. De fait, si les répercussions de la crise économique jettent un doute certain sur la capacité des Etats de l'ASEAN à garantir leur sécurité, elles mettent en exergue et renforcent le rôle pivot de Washington dans les calculs des différents acteurs.

A cette dimension d'*internal balancing*, il est en effet nécessaire d'adjoindre celle de l'*external balancing*<sup>1152</sup> impliquant la puissance américaine. Ainsi, « il peut être anticipé que les Etats-Unis, en tant que superpuissance en exercice avec un intérêt établi et une présence en Asie Orientale, devront jouer un rôle important dans les stratégies de sécurité régionale des Etats relativement plus faibles de l'Asie du Sud-Est »<sup>1153</sup>. De fait, une large partie des pays de l'ASEAN semble accueillir favorablement la pérennisation de la lourde présence américaine dans la zone. Si les troupes américaines quittent Subic Bay en 1992 –ainsi que la base aérienne de Clark– Washington et Manille signent dès février 1998 le *Visiting Forces Agreement*<sup>1154</sup> et conduisent de façon jointe en 2004 une série d'exercices depuis la base aérienne de Clark<sup>1155</sup>, les Philippines étant devenues, dans le même temps, le plus grand bénéficiaire d'assistance militaire américaine

---

<sup>1149</sup> Leifer (M.), « Truth about the Balance of Power » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, p. 154. A une échelle plus vaste Sheldon Simon souligne : « Asian arms imports were 23 percent of the global total in 1996, second only to the Middle East » (Simon (S.), « Asian Armed Forces : Internal and External Tasks and Capabilities » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001, p. 49).

<sup>1150</sup> La croissance globale des budgets de défense des cinq pays fondateurs entre 1996 et 2002 est de 7%. La crise ayant touché les Etats de l'ASEAN de façon différenciée, les évolutions des différents budgets sont fortement contrastées, d'une augmentation de plus d'un tiers pour Singapour à une chute du même volume pour la Thaïlande ([http://first.sipri.org/non\\_first/milex.php](http://first.sipri.org/non_first/milex.php), consulté le 20 février 2008).

<sup>1151</sup> Simon (S.), « Asian Armed Forces : Internal and External Tasks and Capabilities », p. 51.

<sup>1152</sup> Waltz (K.), *Theory of International Politics*, p. 168.

<sup>1153</sup> Goh (E.), *Meeting the China Challenge*, p. 23.

<sup>1154</sup> *Agreement Between the Government of the Republic of Philippines and the Government of the United States of America Regarding the Treatment of United States Armed Forces Visiting the Philippines*, 12 février 1998, <http://www.dfa.gov.ph/vfa/content/Vfa.htm>, consulté le 20 février 2008.

<sup>1155</sup> Ross (R.), « Balance of Power Politics and the Rise of China : Accommodation and Balancing in East Asia », p. 391.

en Asie Orientale<sup>1156</sup>. De même, l'alliance entre Washington et Bangkok a survécu à la fin de la Guerre Froide et les exercices *Cobra Gold* se tiennent annuellement entre les deux partenaires. Washington et Singapour sont parallèlement parvenues à un *Strategic Framework Agreement* à l'été 2005, dont le premier article affirme qu'« une forte présence militaire américaine est vitale pour la paix et la stabilité régionale »<sup>1157</sup>. De manière plus inattendue, la présence américaine semble être perçue favorablement par la Malaisie et le Vietnam. J.N. Mak souligne ainsi que si Kuala Lumpur nourrit une rhétorique d'opposition à Washington, « une coopération fonctionnelle de grande envergure, mais [effectuée] en coulisse, a pris place [entre Etats-Unis et Malaisie] au cours des années »<sup>1158</sup>, les Etats-Unis apparaissant comme le garant de la stabilité régionale souhaitée par la Malaisie. De manière similaire, « tandis que de nombreux officiels [vietnamien] sont moins communicatifs que leurs homologues [d'autres pays] d'Asie du Sud-Est à propos de l'impact positif de la présence américaine dans la région, ils ne souhaitent certainement pas voir un retrait américain »<sup>1159</sup>.

Si des éléments de *balancing* existent indéniablement dans le positionnement adopté par l'ASEAN, ils demeurent toutefois fortement mitigés par ceux relevant de l'*engagement*. L'organisation a refusé de manière constante toute identification ouverte de la Chine comme une menace à son encontre<sup>1160</sup>. Shaun Narine souligne que « l'ASEAN ne sait pas comment interpréter les futures intentions de la Chine [et considère que] traiter la Chine comme un ennemi est la meilleure façon de faire en sorte qu'elle en devienne un »<sup>1161</sup>. De ce fait une approche mettant en avant les champs de coopération possible entre l'organisation et Beijing semble avoir présenté de notoires avantages. Ainsi, « malgré d'importantes variations dans l'appréciation [qu'ont les pays de] l'ASEAN de la Chine, un accord a émergé quant à la nécessité et à la valeur du processus d'engagement, à la fois bilatéral et multilatéral, comme un moyen de se prémunir contre un possible conflit avec la Chine »<sup>1162</sup>. Mis face à l'incertitude, l'ASEAN et ses pays membres semblent avoir été plus

---

<sup>1156</sup> *Ibid.*

<sup>1157</sup> *Strategic Framework Agreement Between the United States of America and the Republic of Singapore for a Closer Cooperation Partnership in Defense and Security*, 12 juillet 2005, <http://www.us-asean.org/DefSec/SFA.doc>, consulté le 20 février 2008.

<sup>1158</sup> Mak (J.N.), « Malaysian Defense and Security Cooperation » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation*, p. 146.

<sup>1159</sup> Goh (E.), *Meeting the China Challenge*, p. 41.

<sup>1160</sup> Leifer (M.), « China in Southeast Asia : Interdependence and Accommodation » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, pp. 260-261.

<sup>1161</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 197.

<sup>1162</sup> Ba (A.), « Who's socializing whom ? Complex engagement in Sino-ASEAN relations », p. 161.

enthousiastes à se garantir la modération et la coopération de Beijing qu'à créer une structure locale destinée à faire face à une hypothétique 'menace'<sup>1163</sup>.

La logique sous-tendant l'expansion du dialogue entre l'ASEAN et la Chine à de multiples niveaux consiste en un espoir de modification des positions et intérêts défendus par Beijing<sup>1164</sup>. Elle ne correspond de ce fait que très imparfaitement à une simple logique d'apaisement de la puissance chinoise au sens où elle n'équivaut pas à une démarche de soumission aux intérêts de cette dernière<sup>1165</sup>. La démarche d'*engagement* de la part de l'ASEAN repose sur l'espoir que le dialogue, notamment multilatéral, « pourra au moins fournir des informations quant aux capacités et intentions de la Chine », tandis que l'espoir subsiste que cette méthode puisse faire peser une contrainte sur des intentions plus agressives et qu'elle « pourra aussi appuyer une socialisation de la Chine [la transformant] en une puissance responsable, pacifique et coopératrice »<sup>1166</sup>. En faisant de Beijing un partenaire dont les intérêts –notamment économiques– sont en résonance avec ceux des pays de l'ASEAN, l'organisation mise donc sur les potentiels effets de l'interdépendance compris à la fois comme une soumission de la conduite chinoise aux règles définies par l'ASEAN, et comme une modification même des intérêts chinois dans la zone.

L'attitude adoptée par l'ASEAN à l'égard de la Chine émergente met en exergue une certaine logique contre-intuitive, la politique de 'socialisation' de Beijing dérivant de considérations quant à la puissance relative des parties. En effet, d'importants éléments de *Realpolitik* demeurent en filigrane de la politique d'*engagement*. Markus Hund indique ainsi que « la Chine est dépeinte comme une grande puissance régionale ascendante qui doit être contrainte, bien qu'au travers d'un engagement positif et d'une intégration équilibrée »<sup>1167</sup>. De façon voisine, Shaun Narine souligne : « les Etats de l'ASEAN ne peuvent pas être certains de l'engagement américain dans [la défense] de leur sécurité. Il n'existe aucun allié sur lequel l'ASEAN pourrait compter pour [faire] *balance* [contre] la Chine dans la région. Dans ces circonstances, essayer d'engager et de socialiser la Chine est l'option la plus viable et la plus attractive »<sup>1168</sup>. En d'autres termes, l'ASEAN ne saurait échapper aux contraintes créées par la superposition de la géographie et de la

---

<sup>1163</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>1164</sup> *Ibid.*

<sup>1165</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 90.

<sup>1166</sup> Glosny (M.), « Heading toward a Win–Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 33.

<sup>1167</sup> Hund (M.), « ASEAN Plus Three : Towards a New Age of Pan-East Asian Regionalism ? A Skeptic's Appraisal », p. 392.

<sup>1168</sup> Narine (S.), *Explaining ASEAN*, p. 197. Alice Ba soulève le même point (Ba (A.), « Who's socializing whom ? Complex engagement in Sino-ASEAN relations », p. 163).

distribution de puissance. La tentative de l'ASEAN pour inclure la Chine dans un ensemble d'accords et de structures ne paraît donc pas relever uniquement d'une volonté d'apaisement et s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une préservation d'un certain équilibre entre les puissances majeures extérieures à la zone.

Les sérieuses limitations dans la résolution des problématiques internes à l'ASEAN –notamment visibles durant la crise de 1997-98 puis dans l'impossibilité à parvenir à un code de conduite contraignant sur les conflits en Mer de Chine méridionale– ne sont cependant pas sans laisser d'importants doutes quant à la capacité de l'organisation à 'socialiser' la Chine. En d'autres termes, l'atteinte des objectifs particulièrement élevés –convaincre Beijing de ne pas user de sa puissance croissante pour modifier les équilibres préexistants– par les moyens traditionnellement usités au sein de ce qu'Amitav Acharya considère comme une 'communauté de sécurité naissante'<sup>1169</sup>, ne peut que laisser, au mieux, de sérieux doutes. Examinant la place de l'ASEAN au sujet de la Mer de Chine méridionale, Michael Leifer estimait en 1995 que « le rôle de l'ASEAN et son autonomie dans la gestion de l'ordre régional sont limités du fait de la nature même de l'Association »<sup>1170</sup>. Dans une très large mesure, l'organisation ne semble pas avoir accompli les progrès nécessaires dans les douze dernières années pour justifier un retour sur le verdict précédent. Si l'ASEAN+3 a pu offrir certaines avancées en matière de sécurité non-traditionnelle et demeure de ce point de vue une plateforme plus prometteuse que l'ARF, il n'en demeure pas moins, que comme cette dernière, elle est inapte à offrir les instruments de résolution des conflits existants et potentiels. En termes de sécurité traditionnelle l'ASEAN+3 présente le même bilan de patente faiblesse que Michael Leifer diagnostiquait pour l'ARF, indiquant que ce dernier « n'a pas de rôle dans la résolution des problèmes régionaux [et] n'a, dans aucun sens pratique, traité les trois premières sources de conflit en Asie Pacifique : Taiwan, la péninsule coréenne et les îles de la Mer de Chine méridionale »<sup>1171</sup>.

Si l'ASEAN et ses différents avatars n'offrent, seuls, que peu de possibilités pour une réponse crédible à la montée en puissance chinoise, l'organisation semble avoir joué avec une dextérité particulière le jeu de la *balance of power* par grande puissance interposée. L'expansion continue de la zone d'applicabilité de l'*ASEAN Way* –ne serait-ce que par le caractère ouvert et inclusif de l'ARF– répond essentiellement à cette exigence et cette insuffisance. En effet, « en procédant à l'extension de son modèle de sécurité bien au-delà

---

<sup>1169</sup> Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia*, p. 35.

<sup>1170</sup> Leifer (M.), « ASEAN as a Model Security Community ? » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, p. 143.

<sup>1171</sup> Leifer (M.), « Regional Solutions to Regional Problems ? » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, p. 147.

de ses frontières régionales conventionnelles et limitées, les gouvernements [des pays] de l'ASEAN ont reconnu qu'ils n'étaient pas collectivement compétents pour faire face efficacement aux problèmes de sécurité de l'après-Guerre Froide [qui] depuis l'Asie-Pacifique ont pu s'immiscer en Asie du Sud-Est »<sup>1172</sup>. La Chine et les Etats-Unis disposant d'intérêts affirmés dans la zone<sup>1173</sup>, l'objet, pour l'ASEAN est de rendre la présence des deux grandes puissances solide et tangible. Une telle démarche est particulièrement évidente dans la constitution de l'ARF, Ralf Emmers notant, que parallèlement au désir de lier la Chine à l'organisation, « les membres de l'ASEAN ont conçu le Forum en partie comme un instrument destiné à assurer un engagement des Etats-Unis en Asie Orientale »<sup>1174</sup>. De ce fait, si la réussite de l'ASEAN est mesurée non pas à l'aune de sa capacité à régler seule les problèmes de la région qu'elle couvre mais à celle de la maximisation de la marge de manœuvre et de l'indépendance de ses membres, le résultat de la post-Guerre Froide n'invite pas réellement au jugement quelque peu lapidaire de David Martin Jones et Michael Smith<sup>1175</sup>. La présence même d'un certain antagonisme entre Beijing et Washington au sein de l'ARF et autour des projets lancés par l'ASEAN ainsi que le fait que « les progrès de l'agenda de sécurité de l'ARF restent otages de la continuation des différends sino-américains »<sup>1176</sup>, peuvent, de façon quelque peu paradoxale, être vus comme une réussite puisque, tout en maintenant l'ASEAN au centre des dialogues, ils soulignent l'absence, à ce jour de domination exclusive sur la région<sup>1177</sup>.

## ***IV- Chine : les raisons de l'engagement.***

Il existe un contraste indéniable entre la position chinoise vis-à-vis des organisations régionales à la fin de la Guerre Froide et celle affichée une décennie plus tard par Beijing. Alors que jusqu'au milieu des années 1990 Beijing considère ces dernières comme essentiellement destinées à soutenir une politique de

---

<sup>1172</sup> Leifer (M.), « The Limits to ASEAN's Expanding Role » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer : Selected Works on Southeast Asia*, p. 177. Voir aussi Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, Londres, Routledge, 2003, pp. 30-33.

<sup>1173</sup> Pour les Etats-Unis, voir Sokolsky (R.), Rabasa (A.) & Neu (C.R.), *The Role of Southeast Asia in U.S. Strategy Toward China*, Santa Monica, RAND, 2000, pp. 5-15.

<sup>1174</sup> Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, p. 161.

<sup>1175</sup> Jones (D.) & Smith (M.), « Making Process, Not Progress ».

<sup>1176</sup> Acharya (A.), « A Concert for Asia ? » in *Survival*, vol. 41, no. 3, automne 1999, p. 88.

<sup>1177</sup> Un des objectifs principaux de l'ASEAN demeure, selon Amitav Acharya, « [to] deny any nation the power to dominate the Asia-Pacific » (Acharya (A.), « ASEAN and Conditional Engagement » in Shinn (J.), *Weaving the Net*, New York, Council of Foreign Relations, 1996, p. 229.

*containment* produite par Washington<sup>1178</sup>, une réponse positive aux initiatives de l'ASEAN s'esquisse à partir de la constitution de l'ARF puis se solidifie après la crise de 1997-98<sup>1179</sup>. Le constat d'une modification certaine de la position chinoise n'équivaut cependant aucunement à valider *ipso facto* la thèse d'une socialisation de Beijing par l'ASEAN. De fait, la réorientation de la politique chinoise apparaît comme une conséquence directe d'une réévaluation de l'ASEAN comme une institution « pas suffisamment forte pour produire une politique étrangère unifiée et cohérente »<sup>1180</sup> ; ni désireuse ni capable de constituer une plateforme de *balancing* visant la Chine. Dans la dernière décennie, l'ASEAN et ses avatars apparaissent comme autant de moyens pour Beijing de promouvoir ses intérêts en évitant une confrontation potentiellement contreproductive et sans que ceci n'exige de sérieuses concessions de sa part.

Ainsi qu'évoqué précédemment l'*ASEAN Way* a largement prêté le flanc à une critique le considérant plus comme une manière d'éviter les problèmes que de les résoudre. Daljit Singh résume ainsi le mode opératoire de l'*ASEAN Way* :

*Dans le modèle ASEAN de confidence-building et de développement d'un régime limité de sécurité, l'accent a été mis [1] sur l'amélioration du climat des relations à travers un dialogue et des interactions fréquents entre les dirigeants politiques et les élites officielles des pays membres, [2] sur la mise en suspens [shelving] des disputes qui ne peuvent pas être résolues dans l'espoir que le changement des circonstances ou des attitudes rendra la solution plus aisée dans le futur, [3] sur l'abstention quant à toute interférence dans les affaires internes des autres et, généralement, quant à tout débat public sur les différends entre les membres ; et [4] sur la prise de décision par consensus<sup>1181</sup>.*

Le respect de ces normes caractéristiques de l'*ASEAN Way* implique que l'ensemble des décisions prises dans ce cadre sont non-contraignantes pour les parties. L'accumulation d'accords entre Beijing et l'ASEAN doit être, dans cette perspective, appréhendée comme celle d'autant de moyens d'établir un climat de relative confiance entre les partenaires et non comme une voie de résolution des conflits existants entre la première et les membres de la seconde. En ce sens, la participation de la Chine aux diverses plateformes multilatérales que produit l'ASEAN n'est aucunement susceptible d'amener Beijing à revenir sur la définition de ses intérêts essentiels –tels que ceux défendus en Mer de Chine méridionale<sup>1182</sup> ou ayant trait à la poursuite de la modernisation de son appareil militaire. Confirmant cet attachement à un cadre informel et non contraignant,

---

<sup>1178</sup> Goldstein (A.), *Rising to the Challenge*, pp. 110-111.

<sup>1179</sup> Shambaugh (D.), « China Engages Asia », pp. 68-69.

<sup>1180</sup> Li (N.), « The Evolving Chinese Conception of Security and Security Approaches » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation*, p. 66.

<sup>1181</sup> Singh (D.), « Evolution of the Security Dialogue Process in the Asia-Pacific Region » in da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, Singapour, ISEAS, 2000, p. 47

<sup>1182</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 40.

Beijing s'est en outre constamment opposée à la transformation de l'ARF en une institution susceptible d'opérer dans le champ de la résolution des conflits. Beijing a montré une claire préférence pour que l'ARF reste « un forum de dialogue à profil bas, dirigé en premier lieu par l'ASEAN et focalisé sur les problèmes de l'ASEAN » et s'est montrée opposée à une transformation de celui-ci en une institution active « dominée par des Etats non-membres de l'ASEAN et impliquée dans des problèmes non-ASEAN »<sup>1183</sup>, cette sous-institutionnalisation étant largement partagée par l'ASEAN+3<sup>1184</sup>.

Si Alastair Iain Johnston et Paul Evans peuvent souligner que « l'approche évitant la confrontation [*non-adversarial approach*] des processus régionaux [ARF, CSCAP] fait qu'il est difficile d'évaluer si les participants chinois ont été véritablement influencés par les accolades ou l'opprobre [*back patting and opprobrium*] »<sup>1185</sup>, l'hypothétique 'socialisation' de la Chine par l'ASEAN est encore obscurcie par le fait que certaines des 'normes' de l'ASEAN sont adoptées par Beijing avant même l'ouverture d'un dialogue institutionnalisé entre les deux parties et que d'autres convergent avec les intérêts chinois. Les 'Cinq Principes de Coexistence Pacifique' établissent ainsi une position chinoise défendant la liberté de tout pays dans le choix de son système politique, économique et social, l'inviolabilité de la souveraineté, l'égalité des Etats et la résolution des conflits par des moyens pacifiques<sup>1186</sup>. L'ironie serait donc sur ce point de porter au crédit de l'ASEAN une soumission de la Chine à des principes formulés de façon autonome et antérieure par Beijing<sup>1187</sup>. Il est certes possible de remarquer avec Liu Xuecheng que « la Chine et l'ASEAN ont nourri un remarquable sens d'identité commune, et partagent des valeurs similaires » et que « les deux [entités] préfèrent [ainsi utiliser] des processus de consultation informels et mettre l'accent sur l'importance du caractère inclusif du processus de dialogue et de coopération en termes de sécurité »<sup>1188</sup>. Dans cette perspective, toutefois, le partage des dites 'valeurs' ou 'normes' paraît moins le fruit d'une persuasion de la Chine par l'ASEAN que celui d'une simple coexistence et superposition de 'valeurs' et 'normes' sans

---

<sup>1183</sup> Li (N.), « The Evolving Chinese Conception of Security and Security Approaches », p. 65. De la même façon, Hongying Wang souligne que si Beijing a largement soutenu les propositions de l'ARF sur les mesures de 'confidence-building', elle a été réticente à toute promotion de celles concernant la diplomatie préventive et la résolution des conflits (Wang (H.), « Multilateralism in Chinese Foreign Policy : The Limits of Socialization » in *Asian Survey*, vol. 40, no. 3, mai-juin 2000, p. 484).

<sup>1184</sup> Hund (M.), « ASEAN Plus Three : Towards a New Age of Pan-East Asian Regionalism ? A Skeptic's Appraisal », p. 410.

<sup>1185</sup> Johnston (A.) & Evans (P.), « China's Engagement with Multilateral Security Institutions » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China*, p. 261.

<sup>1186</sup> Voir Kornberg (J.) & Faust (J.), *China in World Politics*, p. 211.

<sup>1187</sup> La première expression des 'Cinq Principes de Coexistence Pacifique' apparaît dans le traité sino-indien de 1954 (Domenach (J.-L.) & Richer (P.), *La Chine, tome 1*, Paris, Seuil, 1987, p. 84.

<sup>1188</sup> Liu (X.), « Strengthening ASEAN-China Cooperation in the ASEAN Regional Forum » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations : Realities and Prospects*, p. 43.

relation causale nécessaire. Cet argument est encore soutenu par le fait que la modification de l'approche chinoise touche un éventail d'institutions débordant les limites de celles créées par l'ASEAN. Serene Hung souligne ainsi que « le fait que l'activisme chinois dans le contexte de l'ARF coïncide avec une plus grande coopération dans d'autres zones, comme dans les négociations avec l'ASEAN sur les disputes en Mer de Chine méridionale, ou en Asie Centrale –où l'on peut soutenir que l'ASEAN Way n'opère pas– donne plus de crédit à l'argument selon lequel la position modifiée de la Chine a fondamentalement été un mouvement stratégique plutôt que le résultat d'un processus de socialisation »<sup>1189</sup>.

Si l'ASEAN a généralement suivi une politique d'*engagement* vis-à-vis de la Chine, David Shambaugh note que Beijing a, réciproquement, formulé une ligne de nature similaire vis-à-vis de l'ASEAN<sup>1190</sup>. Le soutien chinois aux différentes initiatives de l'ASEAN peut cependant être compris plus comme répondant à un intérêt étroitement défini de Beijing que comme un processus de socialisation. En d'autres termes, « dans les premières années ouvrant le vingt-et-unième siècle, Beijing a apparemment conclu que son intérêt serait encore mieux servi par un complément à la coopération multilatérale [prenant la forme d'un] partenariat bilatéral entre la Chine et l'ASEAN »<sup>1191</sup>. De façon similaire, Serene Hung souligne que la participation de la Chine aux plateformes de discussions créées par l'ASEAN s'inscrit dans une perspective faisant directement écho à une politique de puissance et d'influence. En s'excluant volontairement des organisations régionales traitant des questions de sécurité, Beijing tend à maximiser, au sein de celles-ci l'influence relative de partenaires extérieurs à la région, potentiellement hostiles à l'ascension chinoise, et à même d'instrumentaliser ces institutions pour en faire une ligne de front uni contre Beijing, un tel encerclement étant le pire des cas de figure envisageables par Beijing<sup>1192</sup>. Du fait de la nature des procédures suivies, la participation à l'ARF ou à l'ASEAN+3 équivaut, pour Beijing à l'obtention d'un droit de regard, bordant souvent à un droit informel de veto, avantages incommensurablement supérieurs à une illusoire tentative de contrôle depuis l'extérieur.

Une des réussites majeures de la participation chinoise aux forums gravitant autour de l'ASEAN semble avoir été, pour Beijing, la dispersion des préoccupations quant à la 'menace chinoise'<sup>1193</sup>. En effet, « une des mesures du degré de succès de la politique de la Chine envers l'ASEAN a été que, depuis 1997, les

---

<sup>1189</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 53.

<sup>1190</sup> Shambaugh (D.), « China Engages Asia ».

<sup>1191</sup> Goldstein (A.), *Rising to the Challenge*, p. 173.

<sup>1192</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 70.

<sup>1193</sup> Goldstein (A.), *Rising to the Challenge*, p. 124.

inquiétudes quant à la menace chinoise ont été rarement affirmées ouvertement. Les dirigeants de l'ASEAN mentionnent plus souvent la Chine comme une opportunité ou un challenge, et ils ont fréquemment exprimé leur appréciation des actions concrètes chinoises pour calmer les inquiétudes de l'ASEAN »<sup>1194</sup>. Cette euphémisation de la 'menace chinoise' parmi les Etats de l'ASEAN repose essentiellement sur le fait que Beijing a, d'une part, évité de renouveler les provocations de la décennie précédente sur les questions de territorialité en Mer de Chine méridionale, et, d'autre part, bénéficié d'une croissance économique continue contribuant à la transformer en un élément de stabilisation après la crise de 1997-98<sup>1195</sup>. Dans ce contexte, l'usage du principe commun de 'renvoi à des temps ultérieurs' de la résolution des disputes et une modification conjoncturelle du paysage économique semblent avoir suffi à l'ASEAN pour conférer à Beijing un titre de respectabilité sur lequel les deux partenaires ont pu bâtir<sup>1196</sup>.

Cette nouvelle entente Chine-ASEAN, voulue par Beijing, ne saurait toutefois être détachée des préoccupations chinoises quant à la prégnance américaine dans la région. L'ensemble du processus de rapprochement peut être ainsi réinscrit dans une stratégie chinoise dont l'objectif premier est de contrer les tentatives de *containment* de la part de Washington, le déplacement de l'intérêt chinois vers le multilatéralisme pouvant être essentiellement vu comme une prise de garantie contre cette *worst case hypothesis*<sup>1197</sup>. Dans une même perspective, Robyn Lim souligne que la participation de la Chine à l'ARF, loin d'imposer un ensemble de contraintes à Beijing, offre à cette dernière de nouvelles possibilités de réponse à l'influence américaine. En effet, « en invitant la rivalité sino-américaine à sa table, l'ARF a donné à la Chine l'opportunité de jouer la carte de la multipolarité contre les Etats-Unis »<sup>1198</sup>. De fait, les institutions régionales émanant de l'ASEAN apparaissent pour Beijing comme un moyen de construire une architecture de sécurité différente de celle élaborée autour de l'adversaire américain<sup>1199</sup> et promouvant une idée, relativement flexible, de la multipolarité. De façon relativement claire, le multilatéralisme et la participation aux diverses institutions régionales se sont montrés indissociables, dans la modification de la posture chinoise, de la multipolarité –ou plutôt du processus de multipolarisation<sup>1200</sup>. Si la place qu'occupe

---

<sup>1194</sup> Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », p. 25.

<sup>1195</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, p. 9.

<sup>1196</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 77.

<sup>1197</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>1198</sup> Lim (R.), « The ASEAN Regional Forum : Building on Sand », p. 116.

<sup>1199</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 55.

<sup>1200</sup> Wanandi (J.), « China and Asia Pacific Regionalism », p. 44.

l'ASEAN dans cette vision multipolaire demeure peu claire, les conceptions de cette dernière et de Beijing à l'égard de l'organisation de la région est-asiatique convergent au moins momentanément. Joseph Cheng souligne ainsi que « la direction chinoise est apparemment satisfaite par la stratégie de *balance of power* de la part de l'ASEAN [...] cette stratégie [...] [aidant] à empêcher toute puissance majeure –Etats-Unis inclus– de dominer la région Asie-Pacifique »<sup>1201</sup>. Tant que Beijing ne dispose pas de la puissance minimale lui permettant d'occuper la place d'incontestable leader régional, la prévention d'un mouvement de contrôle de la région est-asiatique par une puissance adverse apparaît comme un objectif minimal.

L'adhésion de la Chine à l'*ASEAN Way* ainsi que sa participation aux multiples plateformes de dialogue apparaissent donc comme un moyen peu coûteux et relativement efficace de défendre une multiplicité d'intérêts chinois. Ainsi, « en plus de la capacité de *hedging* contre un encerclement américain, l'intérêt de la Chine pour la diplomatie multilatérale au XXIème siècle est simultanément nourri par une confiance [en sa capacité] à forger activement un ordre régional qui puisse contribuer à son ascension »<sup>1202</sup>. En outre, la mise sur pied de l'ARF, dont la création dérive essentiellement d'une préoccupation quant à l'émergence chinoise<sup>1203</sup>, et de l'ASEAN+3 a donné l'opportunité à Beijing d'occuper une position particulière dans la construction de l'architecture régionale. Bronson Percival remarque ainsi que « l'engagement multilatéral n'a pas seulement permis à la Chine de jouer souvent comme un 'insider' au sein de l'ASEAN, il pourrait avoir encore amoindri la résilience propre de l'ASEAN, du fait que chaque Etat manœuvre dans l'ombre du multilatéralisme pour garantir ses intérêts propres et à court terme [dans sa relation] avec la Chine »<sup>1204</sup>. Du fait d'un fonctionnement bâti sur le consensus et le refus d'exclusion de toute partie d'une décision quelconque, l'*ASEAN Way* octroie à Beijing un droit de veto au même titre qu'aux autres participants<sup>1205</sup>. Par sa proximité et le différentiel de puissance dont elle bénéficie, la Chine semble cependant disposer d'une influence particulière et grandissante. Serene Hung met en lumière ce qui pourrait être amalgamé à un effet de *soft power* indiquant qu'« il existe [...] certaines preuves que la simple interaction avec la Chine provoque la prise en compte par l'ASEAN des intérêts de celles-ci sans que ceci [n'exige de] quelconques efforts de la

---

<sup>1201</sup> Cheng (J.), « China's ASEAN policy in the 1990s : Pushing for regional multipolarity » in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 2, août 1999, p. 185.

<sup>1202</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 43.

<sup>1203</sup> Johnston (A.) & Evans (P.), « China's Engagement with Multilateral Security Institutions », p. 257.

<sup>1204</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, p. 77.

<sup>1205</sup> Leifer (M.), « The Limits to ASEAN's Expanding Role », p. 185.

part de Beijing »<sup>1206</sup>. L'effet le plus visible d'un tel phénomène prend corps dans l'éviction acceptée de Taiwan des forums de discussion organisés par l'ASEAN. Sur la question taiwanaise, l'approfondissement de la confiance de Beijing a mené l'ASEAN à une sensible rigidification de sa position, les simples visites de la part des plus hautes autorités taiwanaises étant devenues aujourd'hui inenvisageables<sup>1207</sup>.

L'ensemble des éléments qui précède porte nécessairement à un questionnement de l'hypothétique socialisation de la Chine par l'ASEAN et la modification par ce processus de ce que Beijing considère comme ses intérêts majeurs dans la région<sup>1208</sup>. Ainsi, « le changement de l'attitude chinoise envers l'ARF et envers le multilatéralisme semble être plus une nouvelle stratégie pragmatique, née de choix contraints et de la poursuite d'intérêts nationaux, qu'une manière entièrement différente de considérer la signification de la politique internationale »<sup>1209</sup>. S'il est par trop évident qu'une éviction de la puissance américaine de la région est inenvisageable –au moins à court et moyen termes, la participation aux forums régionaux offre à Beijing la possibilité de largement tempérer la mainmise dont Washington bénéficiait au sortir de la Guerre Froide. Dans ce cadre, « ce que la Chine tente de faire [...] est de combiner les avancées bilatérales à la diplomatie coopérative multilatérale afin de construire des liens de voisinage étroits qui *maximiseront* l'influence chinoise et les options [ouvertes à la Chine] dans la région »<sup>1210</sup>. En ce sens, bien que filtrés au travers d'un cadre multilatéral, les enjeux de puissance et la limitation des prétentions hégémoniques américaines<sup>1211</sup> demeurent la préoccupation première de Beijing. Si l'on peut percevoir un effet de socialisation, Serene Hung note que celui-ci apparaît limité à un ensemble de contraintes –relativement souples– sur les moyens employés et non aux fins poursuivies. L'aspect de l'« apprentissage » qui apparaît proéminent dans le cadre de la relation ASEAN-Chine ne concerne pas la valeur que Beijing attribue aux différentes fins poursuivies, mais se centre essentiellement sur la capacité élargie de la Chine à user des multiples institutions et à « jouer le jeu diplomatique régional »<sup>1212</sup> plutôt qu'à opposer systématiquement le *credo* de la nécessité de régler bilatéralement les différends. En d'autres termes, la Chine semble s'être aguerrie au jeu de puissance dans un

---

<sup>1206</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 84.

<sup>1207</sup> Percival (B.), *The Dragon Looks South*, p. 11.

<sup>1208</sup> Wang (H.), « Multilateralism in Chinese Foreign Policy :The Limits of Socialization », p. 477.

<sup>1209</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 58.

<sup>1210</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>1211</sup> Wang (H.), « Multilateralism in Chinese Foreign Policy :The Limits of Socialization », p. 483.

<sup>1212</sup> Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forum*, p. 74.

contexte où son poids grandissant lui ouvre de significatives opportunités mais où la présence américaine reste la principale menace dans la production d'un possible front 'anti-chinois'.

Dans une large mesure, Chine et ASEAN semblent avoir trouvé un *modus vivendi* mutuellement satisfaisant. La présente situation tient cependant essentiellement à une adaptation de chacun des acteurs en fonction des contraintes présentes et laissant intactes les objectifs visés. Pour l'ASEAN, le déséquilibre grandissant de puissance entre l'organisation et la Chine a rapidement interdit d'envisager l'adoption d'une position de *balancing* efficace. Dans une certaine mesure, l'ASEAN semble avoir choisi de profiter des bénéfices qu'est susceptible de créer l'émergence accélérée de la Chine, tout en se garantissant contre des prétentions excessives chinoises par une incorporation de la puissance américaine dans l'architecture de sécurité, les Etats-Unis portant de ce fait l'essentiel des coûts de la dimension relative au *containment*. Pour Beijing, l'ASEAN offre une ouverture certaine vers une consolidation du statut de 'puissance responsable', évitant la contestation des règles établies. L'acceptation et le soutien à l'ASEAN paraissent cependant devoir être principalement reliés à la capacité d'user des forts leviers d'influence qu'offre une position de participant. De fait, par la construction d'un rapport étroit avec l'ASEAN, Beijing semble avoir d'ores et déjà obtenu un significatif droit de regard sur l'agenda de l'organisation et un droit de veto à l'intérieur des organes dépendants de l'ASEAN –selon le principe de consensus définissant l'*ASEAN Way*. Dans cette perspective, c'est-à-dire en excluant l'hypothèse, inenvisageable à court terme, d'une expulsion de la puissance américaine de l'Asie Orientale, l'importante considération apportée aux positions chinoises apparaît comme une victoire significative. En d'autres termes, si Beijing n'a certainement pas remplacé Washington comme puissance prépondérante dans la zone, elle semble aujourd'hui avoir atteint une position d'importance similaire à cette dernière.

## Chapitre VII. La relation au compétiteur régional japonais.

« Au début du septième siècle [...], l'impératrice Suiko envoya une mission officielle à la cour de l'empereur de Chine [de la dynastie Sui], avec un mémoire commençant par 'la descendance du ciel sur la terre où le soleil se lève offre cette lettre à la descendance du ciel sur la terre où le soleil se couche' »<sup>1213</sup>. Près de

---

<sup>1213</sup> Pyle (K.), *Japan Rising*, New York, Public Affairs, 2007, p. 37.

quatorze siècles plus tard, à l'automne 1992, Akihito était le premier empereur japonais à se rendre en Chine. Cette visite, qui prend place dans une période où Beijing n'a pas encore retrouvé sa respectabilité dans les contrecoups de 1989, apparaît *a posteriori* comme un point d'apogée de la réconciliation entre les deux Etats. A bien des égards, la dynamique animant la relation sino-japonaise durant la période post-Guerre Froide est celle d'une dégradation progressive mais continue au point que, malgré certaines fluctuations, l'atmosphère aujourd'hui atteinte semble osciller entre le blocage et l'hostilité ouverte. En 1996, Hidenori Ijiri mettait en lumière l'ambivalence du sentiment chinois à l'égard du Japon, soulignant que « les Chinois ont un complexe de supériorité dérivant de leur influence culturelle dans l'histoire prémoderne, et une haine émanant de l'agression militaire japonaise contre la Chine dans la période moderne, et ont en même temps un complexe d'infériorité qui s'enracine sur la coopération japonaise dans leur modernisation et l'admiration pour l'économie avancée du Japon »<sup>1214</sup>. La décennie de difficultés économiques japonaises, concomitante à une exceptionnelle croissance chinoise sur la même période semble avoir cependant tempéré cette dernière admiration, et suscité une nouvelle difficulté pour Tokyo. Pour Ma Licheng : « dans la période moderne, le Japon a, de bout en bout, devancé la Chine, et seuls les Etats-Unis devançaient alors le Japon. De ce fait, les Japonais ont eu une admiration continue pour les Etats-Unis, tout en méprisant la Chine. Aujourd'hui, cependant, pour la première fois, est apparue la perspective d'un dépassement complet du Japon par la Chine, un fait que les Japonais acceptent difficilement »<sup>1215</sup>. De fait, le contraste entre un Japon géant économique et nain politique d'une part, et une Chine disposant des propriétés inverses d'autre part, a, au tournant du millénaire, très largement perdu sa pertinence. Ce nouveau type d'équilibre pose aujourd'hui un problème inédit en Asie Orientale, où deux puissances régionales majeures disposent chacune des moyens leur permettant un face-à-face. De ce point de vue, l'interdépendance économique entre les deux puissances ne semble pas avoir supporté les espoirs de pacification, mis à mal par la montée des nationalismes<sup>1216</sup>. L'antagonisme trouve un point de focalisation dangereux dans la question non-résolue des frontières maritimes entre les deux Etats et dans le contentieux de souveraineté sur l'archipel des Diaoyutai. Aucun de ces éléments ne fait cependant sens sans une appréciation de l'évolution du positionnement japonais –et de la

---

<sup>1214</sup> Ijiri (H.), « Sino-Japanese Controversy since the 1972 Diplomatic Normalization » in Howe (C.), *China and Japan: history, Trends and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 60.

<sup>1215</sup> Ma (L.), « DuiRi Guanxi Xin Siwei [Une nouvelle pensée sur les relations avec le Japon] » in *Zhanlue yu Guanli*, 2002/6, novembre 2002, p. 43.

<sup>1216</sup> Yinan He note : « In terms of common economic interests, although they are each other's top trade partners, China and Japan's economic interdependence hardly extends to the strategic dimension, meaning that trade disruption would not inflict intolerable damage on their national security interests » (He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict » in *Journal of Contemporary China*, vol. 16, no. 50, été 2007, p. 19).

réaction chinoise à celle-ci – mettant en question les rôles respectifs que doivent occuper Chine et Japon dans l'ordre régional post-Guerre Froide.

## ***I- Des relations bilatérales entre dynamisme économique et hostilité nationaliste.***

### **A- L'approfondissement des liens économiques.**

Le premier constat trivial quant à la relation sino-japonaise réside sans doute dans le caractère hautement multi-dimensionnel de celle-ci, les dynamiques portées par chacun des champs d'interactions étant irréductibles les unes aux autres et souvent contradictoires<sup>1217</sup>. Parmi ces multiples dimensions, celle de l'économie est indubitablement celle pouvant mener au plus grand optimisme. Plus exactement, l'expansion des relations commerciales entre Beijing et Tokyo tiendrait presque du 'miracle'. En 2000, le volume des échanges commerciaux entre les deux Etats atteignait plus de 81 milliards de dollars ; quatre ans plus tard, le total se situait au-delà des 167 milliards de dollars<sup>1218</sup> et à plus de 200 milliards pour l'année 2006<sup>1219</sup>. Comparé aux chiffres de la décennie précédente, le niveau atteint en 2006 est à peine inférieur au décuple de celui de 1991, soit une croissance annuelle moyenne excédant largement les 15%<sup>1220</sup>. En termes relatifs, en 2006, près de 10% des exportations chinoises étaient à destination du Japon tandis qu'un septième des importations chinoises provenait de celui-ci<sup>1221</sup>. Réciproquement, le Japon expédiait, la même année, plus de 14% de ses exportations vers la Chine alors que plus d'un cinquième de ses importations était d'origine chinoise<sup>1222</sup>. En 2006, le Japon occupait le rang de second partenaire commercial de la Chine, uniquement devancé par les Etats-Unis<sup>1223</sup>.

---

<sup>1217</sup> Nish (I.), « An Overview of Relations Between China and Japan, 1895-1945 » in Howe (C.), Howe (C.), *China and Japan: history, Trends and Prospects*.

<sup>1218</sup> Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004* : vol. 1, pp. 240-241.

<sup>1219</sup> Organisation Mondiale du Commerce, *Trade Profiles 2007*, p. 38, [http://www.wto.org/english/res\\_e/booksp\\_e/anep\\_e/tradeprofiles07\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/anep_e/tradeprofiles07_e.pdf), consulté le 4 décembre 2007.

<sup>1220</sup> Japan External Trade Organization, *Japanese Trade in 2005*, p. 101, <http://jetro.go.jp/jpn/stats/data/pdf/trade2005.pdf>, consulté le 5 décembre 2007.

<sup>1221</sup> *Ibid.*

<sup>1222</sup> Organisation Mondiale du Commerce, *Trade Profiles 2007*, p. 89.

La Chine est d'autre part une destination importante pour les investissements directs japonais. En 1990, le montant des investissements directs japonais en Chine continentale atteignait 407 millions de dollars, en 2006 celui-ci avait été multiplié par quinze, dépassant les six milliards de dollars<sup>1224</sup>. En incluant Hong Kong, la Chine était en 2006 la troisième destination des investissements directs japonais à l'étranger<sup>1225</sup>. Symétriquement, « le Japon est [...] le premier investisseur étranger en Chine, loin devant les Etats-Unis et l'Union européenne, si l'on met de côté les investissements chinois d'outre-mer, originaires de Taiwan ou de Hong-Kong »<sup>1226</sup>. Ces niveaux élevés d'interdépendance masquent cependant une sensible modification dans les causes d'un dynamisme persistant. Régine Serra indiquait ainsi en 2003 :

*L'engagement japonais sur le continent s'apparente à une stratégie de survie et non à la politique altruiste suivie jusqu'à présent [...]. En effet, depuis les années 1990, des motivations économiques intérieures ont dominé les stratégies des groupes nippons : la délocalisation massive d'industries japonaises sur le continent traduit la nécessité de faire face au boom des importations chinoises à des prix concurrentiels*<sup>1227</sup>.

Plus significatif encore, dans une perspective optimiste de la relation sino-japonaise, Tokyo a apporté une contribution généreuse à la politique d'ouverture chinoise au travers de son programme d'aide publique au développement. Selon le Ministère des Affaires Etrangères Japonais, « l'aide officielle au développement (ODA) [apportée] à la Chine a commencé en 1979 et de ce moment jusqu'à présent, 3,1331 billions de yens en prêts (*yen loans*) [prêts à faible taux], 145,7 milliards de yens en subventions et 144,6 milliards de yens en coopération technique ont été fournis »<sup>1228</sup>, fournissant une aide notoire au développement des infrastructures chinoises. En termes relatifs, « le Japon a été la plus grande [...] source d'aide au développement pour la Chine [...], [et a contribué] à plus de la moitié du total de l'aide bilatérale reçue par la Chine entre 1979 et 2001 »<sup>1229</sup>. Cette considérable aide publique au développement ne relève cependant nullement d'un hypothétique altruisme japonais. Ainsi que souligné par Tsukasa Takamine, l'aide au développement a été

---

<sup>1223</sup> <http://www.uschina.org/statistics/tradetable.html>, consulté le 5 décembre 2007. Le Japon est cependant la première provenance des importations chinoises. De même, en 2005, la Chine était le second partenaire commercial du Japon derrière les Etats-Unis (Japan External Trade Organization, *Japanese Trade in 2005*, pp. 17-20).

<sup>1224</sup> [http://jetro.go.jp/jpn/stats/statistics/bpfdi\\_01\\_e.xls](http://jetro.go.jp/jpn/stats/statistics/bpfdi_01_e.xls), consulté le 5 décembre 2007.

<sup>1225</sup> *Ibid.*

<sup>1226</sup> Niquet (V.), *Chine-Japon : l'affrontement*, Paris, Perrin, 2006, p. 108.

<sup>1227</sup> Serra (R.), « Chine-Japon, après trente années d'entente cordiale » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, Paris, La Documentation Française, 2003, pp. 86-87.

<sup>1228</sup> [http://www.mofa.go.jp/policy/oda/region/e\\_asia/china/index.html](http://www.mofa.go.jp/policy/oda/region/e_asia/china/index.html), consulté le 6 décembre 2007. Au mois de novembre 2004, l'*Asia Times* évaluait le montant cumulé des prêts à bas taux du Japon à la Chine à environ trente millions de dollars (« Japan loses yen to aid China », *Asia Times Online*, 18 novembre 2004, <http://www.atimes.com/atimes/Japan/FK18Dh02.html>, consulté le 7 décembre 2007).

<sup>1229</sup> Takamine (T.), « A new dynamism in Sino-Japanese security relations : Japan's strategic use of foreign aid » in *The Pacific Review*, vol. 18, no. 4, décembre 2005, p. 440.

appréhendée, au cours des années 1990, comme un des plus importants moyens de pression à disposition de Tokyo<sup>1230</sup>.

En 2003, la révision des « principes de mise en œuvre de l'APD »<sup>1231</sup> apparaît comme un tournant devant mener à la clôture de l'aide japonaise à la Chine. Si l'« accord avec les principes des Nations Unies (en particulier les principes de l'égalité souveraine des Etats et de la non-intervention dans les affaires intérieures) »<sup>1232</sup> demeure central, le MOFA met en avant certaines nécessités à prendre en considération. Ainsi, le troisième point indique qu'« une attention particulière doit être accordée aux tendances des dépenses militaires dans les pays récipiendaires, au développement et à la production d'armes de destruction massive et de missiles », le quatrième rappelant qu'« une attention particulière doit être prêtée aux efforts encourageant la démocratisation et l'introduction à l'économie de marché, ainsi qu'à la situation concernant le respect des droits de l'homme fondamentaux et des libertés dans le pays récipiendaire »<sup>1233</sup>. Dans un contexte où la modernisation accélérée des forces armées chinoises fait l'objet d'une inquiétude croissante de la part de Tokyo, la révision sonne le glas du programme d'aide publique au développement à destination de la Chine. Le 26 novembre 2004, Junichiro Koizumi affirme ainsi que « la Chine a accompli un remarquable développement économique et [qu'] il est temps pour elle de 'recevoir son diplôme' [*time for it to graduate*] »<sup>1234</sup>. Six mois plus tard, un accord de principe est atteint entre Beijing et Tokyo sur la non-extension des prêts réalisés dans le cadre de l'aide publique au développement au-delà des Jeux Olympiques de 2008<sup>1235</sup>. Cette fin programmée de l'aide japonaise ne peut se résumer à son seul impact économique<sup>1236</sup>. En effet, au printemps 2004, « le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères définissait l'ODA comme 'un important symbole de la politique amicale du Japon' »<sup>1237</sup>. L'abandon d'une politique d'aide au

---

<sup>1230</sup> *Ibid.* Cette 'politisation' de l'aide publique au développement commence en 1991 avec l'adoption d'une Charte mettant en lumière quatre principes concernant les bénéficiaires : la promotion de la paix, de la démocratie et de la liberté ainsi que le développement d'une économie de marché (Green (M.), « Managing Chinese Power : The view from Japan » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China*, Londres, Routledge, 2002, p. 168).

<sup>1231</sup> MOFA, *Charte de l'aide publique au développement du Japon*, p. 9, <http://www.mofa.go.jp/policy/oda/reform/revision-f.pdf>; consulté le 7 décembre 2007.

<sup>1232</sup> *Ibid.*

<sup>1233</sup> *Ibid.*

<sup>1234</sup> Junichiro Koizumi cité dans Przystup (J.), « Japan-China : A Volatile Mix : Natural Gas, a Submarine, a Shrine, and a Visa » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 128.

<sup>1235</sup> Przystup (J.), « Japan-China : No End to History » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, p. 124.

<sup>1236</sup> James Przystup rapporte ainsi : « China's Foreign Minister Li [Zhaoxing] appeared nonplussed, remarking that, 'The Chinese people are capable of independently developing their own country with their own power and knowledge' » (*Ibid.*).

<sup>1237</sup> Przystup (J.), « Japan-China Relations : Not Quite All about Sovereignty—But Close » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 119-121.

développement chinois apparaît ainsi comme un élément de la révision d'une politique d'engagement aux résultats pour le moins mitigés, les tensions sino-japonaises ayant perduré malgré les montants élevés de l'aide.

De fait, l'hypothétique résolution par le vecteur économique –qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une politique étatique ou dans celui de mouvements plus spontanés des acteurs économiques– dues problématiques politiques semble avoir abouti à une impasse. Yinan He note ainsi que « [certains] sont optimistes quant au fait que l'interdépendance économique bilatérale soit si profonde qu'elle puisse servir de valve de sûreté empêchant une forte détérioration des liens politiques. Cependant dans la décennie passée, le nationalisme populaire chinois est devenu plus puissant qu'à n'importe quel moment de l'histoire de la République Populaire, si ce dernier peut être mesuré à l'aune de la fréquence et de l'amplitude des manifestations spontanées anti-japonaises »<sup>1238</sup>.

## **B- Nouveaux Nationalistes.**

L'une des manifestations les plus visibles de l'antagonisme sino-japonais est constituée par le renouveau d'un nationalisme affirmé de part et d'autre<sup>1239</sup>. Trois décennies après la normalisation des relations entre Beijing et Tokyo, l'amertume de chacune des parties dispose d'un ancrage solide dans l'interprétation que l'adversaire donne de l'histoire. A bien des égards, le sentiment d'hostilité semble aller plus dans le sens d'un approfondissement que dans celui d'un estompement. En effet, au printemps 2005, une nouvelle version d'un manuel d'histoire destiné aux lycéens japonais et accusé de blanchir le Japon impérial de sa responsabilité dans l'agression à l'encontre de la Chine déclenche un vaste mouvement de colère à travers diverses villes chinoises<sup>1240</sup>. Aux motifs immédiats de mécontentement se surajoutent divers éléments émanant d'un lourd passif porté par la relation sino-japonaise. James Przystup remarque ainsi que les motifs des manifestants du printemps 2005 mêlent l'opposition à la volonté de Tokyo d'intégrer le Conseil de Sécurité comme membre permanent, la colère quant aux nouveaux manuels d'histoire, et la frustration sur la

---

<sup>1238</sup> He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict », p. 16. Benjamin Self ajoute que la hausse de l'interdépendance génère autant de problèmes que de solutions. Ainsi, « Just as Japan's inroads into the Chinese market in the mid-1980s provoked public backlash, with Chinese students dubbing the lack of balance in trade "Japan's second invasion," China's growing presence in Japan has more recently generated angry complaints and friction.5 Differential growth rates raise concerns about the relative benefits of trade, especially when associated with shifts in industrial production » (Self (B.), « China and Japan : A Façade of Friendship » in *Washington Quarterly*, vol. 26, no. 1, hiver 2002-03, p. 83).

<sup>1239</sup> Rose (C.), « 'Patriotism is not Taboo' : Nationalism in China and Japan and Implications for Sino-Japanese Relations » in *Japan Forum*, 12, 2, 2000, pp. 169-181.

<sup>1240</sup> Przystup (J.), « Japan-China Relations : No End to History », pp. 119-121.

question de souveraineté sur le Diaoyutai<sup>1241</sup>. Prise dans une telle perspective, si la démonstration ouverte de l'hostilité reste ponctuelle, elle n'est que l'écueil affleurant d'une tendance générale à l'approfondissement de ce que Denny Roy qualifie d'« antipathie sociétale »<sup>1242</sup>. Le même auteur notait, à propos de la détérioration du climat entre Beijing et Tokyo,

*Le vice-Ministre des Affaires Etrangères a indiqué que les relations sino-japonaises avaient atteint leur point le plus bas depuis la normalisation il y a plus de trois décennies. Même si les dernières flambées [d'avril 2005] de tension entre la Chine et le Japon marquent un nadir bilatéral, les éléments principaux en sont trop familiers : griefs historiques, une animosité profonde et pré-existante des deux côtés, les efforts chinois pour soulever l'indignation publique afin d'obtenir des concessions de la part de Tokyo, ressentiment du Japon envers Beijing, et damage contrôle post-crise pour stabiliser une relation essentielle pour les deux pays*<sup>1243</sup>.

La problématique de l'interprétation biaisée des hostilités et de l'occupation japonaise du territoire chinois de 1937 à 1945 par certains manuels d'histoire approuvés par le Ministère de l'Education japonais est loin d'être une nouveauté. Dès 1982, la publication d'un ouvrage présentant l'invasion et les exactions japonaises sous un jour substantiellement différent et « euphémisé », suscite ire et protestations à Séoul et Beijing<sup>1244</sup>. Si les modifications apportées alors par Tokyo font revenir un calme relatif, Caroline Rose souligne que « bien que la réponse japonaise sur la question des manuels soit apparue comme un exemple [...] d'une politique d'apaisement, la solution du gouvernement japonais, en réalité, n'a offert rien de plus que des petites concessions »<sup>1245</sup>. De fait, plutôt qu'un incident isolé, l'événement apparaît rétrospectivement comme le point d'origine d'un quart de siècle d'incompréhensions et de frustrations. Pour Richard Samuels, la problématique des manuels d'enseignement japonais est l'un des principaux « baromètres » de la relation entre Tokyo et ses voisins –et particulièrement entre cette dernière et Beijing :

*Peu de choses ont été plus incendiaires dans la relation entre les anciens adversaires que [la question du] comment leurs batailles sont expliquées aux générations suivantes. Certains pays ont trouvé utile d'établir des commissions conjointes pour ces manuels ; la France et l'Allemagne se sont même accordées sur un manuel commun devant être utilisé dans les deux pays. Le Japon et ses voisins ne sont jamais parvenus à une si profonde réconciliation. Au lieu de cela, ils se sont combattus sans fin [...] sur les faits élémentaires du siècle dernier [...]. La commission conjointe [nippon-coréenne établie en juin 2005] n'est pas parvenue à un accord sur un texte commun [...]. [Les historiens japonais et coréens] ont [ainsi] quitté la table [des*

---

<sup>1241</sup> *Ibid.*, pp. 119-120.

<sup>1242</sup> Roy (D.), « The Sources and Limits of Sino-Japanese Tensions », p. 192.

<sup>1243</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>1244</sup> Pour un examen de ce premier incident, voir Rose (C.), « The Textbook Issue : Domestic Sources of Japan's Foreign Policy » in *Japan Forum*, 11, 2, 1999, pp. 205-216.

<sup>1245</sup> Rose (C.), « The Textbook Issue », p. 209.

*négociations] sans aucune perspective quant à un retour sur ces efforts. Les initiatives similaires entre la Chine et le Japon ne sont même pas allées aussi loin*<sup>1246</sup>.

Pour Beijing, la modification de l'interprétation de l'agression japonaise continue à poser la question de l'acceptation par le Japon actuel de sa responsabilité et de la survivance d'un militarisme japonais<sup>1247</sup>. La véhémence des accusations chinoises –et coréenne– semble avoir cependant eu un effet contre-productif, Tokyo mettant désormais l'accent sur la liberté d'expression des différentes maisons d'édition, rejetant une interférence patente des Etats protestataires dans les affaires intérieures japonaises<sup>1248</sup>.

La seconde expression saillante de cette 'antipathie sociétale' prend corps dans la récurrence relative des visites du sanctuaire Yasukuni par les plus hautes autorités japonaises –et les protestations subséquentes qu'elles provoquent à Beijing. Abritant les âmes de plus de deux millions et demi de Japonais, Yasukuni est un 'sanctuaire impérial' disposant d'un 'statut spécial' depuis 1879, date à partir de laquelle « le rôle de Yasukuni fut renforcé comme sanctuaire où ceux qui avaient sacrifié leurs vies pour le triomphe de Meiji recevaient un culte ainsi que la gratitude impériale »<sup>1249</sup>. L'inclusion secrète en octobre 1978 de quatorze criminels de guerre de classe A, dont le général Tojo Hideki<sup>1250</sup>, est dans une large mesure à l'origine des controverses entourant la visite des officiels japonais à Yasukuni<sup>1251</sup>. A partir du milieu des années 1980, les visites programmées du sanctuaire par les différents Premiers Ministres japonais suscitent l'indignation de Beijing. Sur ce point d'achoppement, les positions des deux parties semblent avoir subi une certaine rigidification. Si, suite à la critique suscitée par sa visite au sanctuaire en 1985, Nakasone Yasuhiro avait suspendu celles-ci dans les années suivantes<sup>1252</sup>, Koizumi Junichiro a opposé, moins de deux décennies plus tard, une obstination sans faille à une même critique<sup>1253</sup>. Pour Yang Bojiang, la nouvelle rigidité japonaise contribue largement à la détérioration des relations sino-japonaises, rouvrant douloureusement les plaies laissées par l'histoire. Ainsi, « les quatre visites de Koizumi, durant son mandat, au sanctuaire Yasukuni, qui

---

<sup>1246</sup> Samuels (R.), « Securing Japan : The Current Discourse » in *Journal of Japanese Studies*, vol. 33, no. 1, 2007, pp. 131-132.

<sup>1247</sup> Przystup (J.), « Japan-China Relations : Trouble Starts with 'T' », p. 95.

<sup>1248</sup> Rose (C.), « The Textbook Issue », p. 210 ; Przystup (J.), « Japan-China Relations : The Past is Always Present » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 96-97.

<sup>1249</sup> Rose (C.), *Sino-Japanese Relations, Facing the Past, or Looking to the Future ?*, Londres, Routledge, 2005, p. 110.

<sup>1250</sup> Samuels (R.), « Securing Japan : The Current Discourse », p. 131.

<sup>1251</sup> Rose (C.), *Sino-Japanese Relations*, p. 112.

<sup>1252</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>1253</sup> Entre 2001 et 2006, Koizumi se sera rendu une demi-douzaine de fois à Yasukuni, la dernière des visites ayant eu lieu à la date critique du 15 août 2006 (Przystup (J.), « Japan-China Relations : Searching for a Summit » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 123-124).

honore les soldats du Japon morts durant la guerre, dont 14 criminels de guerre de classe A, ont rapidement accru la colère de la population chinoise sur les questions de l'histoire, celles-ci incluant l'exploitation japonaise de la Chine lors du Traité de Versailles et durant l'agression de la Seconde Guerre Mondiale »<sup>1254</sup>. Sur ce point comme sur celui concernant les manuels d'histoire, les positions semblent dériver vers l'inconciliable. A l'automne 2005, Junichiro Koizumi insistait sur le fait que Yasukuni était une problématique strictement interne –considérant les manifestations d'hostilité chinoise et coréenne comme injustifiée et constituant autant d'interférences dans les affaires intérieures japonaises. En miroir, « le Ministre des Affaires Etrangères Li Zhaoxing, dans une conférence de presse donnée lors du meeting de l'APEC à Pusan, posait une question rhétorique, [se demandant] comment les nations européennes réagiraient si les dirigeants de l'Allemagne se rendaient sur des mémoriaux dédiés à Hitler et aux Nazis »<sup>1255</sup>. L'hostilité entre Tokyo et Beijing est encore alimentée par un ensemble de problèmes de moindre visibilité mais toujours en attente d'une résolution. Alors que, durant la Guerre Froide, la nécessité de conclure au plus tôt un arrangement satisfaisant pour les deux parties avait poussé la Chine Populaire à abandonner toute prétention à des réparations pour les destructions occasionnées par l'occupation japonaise<sup>1256</sup>, les années 1990 ont vu émerger des demandes faites par de multiples victimes chinoises<sup>1257</sup>, notamment celles du travail forcé imposé par l'occupant et les 'femmes de confort', les recours ayant rencontré des fortunes diverses dans leurs quêtes. Un autre des stigmates, la découverte d'armes chimiques datant de la guerre sino-japonaise, a reçu un traitement plus adéquat, Tokyo ayant entrepris de participer à la neutralisation de celles-ci<sup>1258</sup>.

Le renouveau du nationalisme aussi bien japonais que chinois<sup>1259</sup> dispose très certainement d'une influence sur le degré d'antagonisme existant entre les deux acteurs. L'impact réel semble toutefois plus circonscrit que l'on pourrait le supposer. Pour Yinan He,

---

<sup>1254</sup> Yang (B.), « Redefining Sino-Japanese Relations after Koizumi » in *Washington Quarterly*, vol. 29, no. 4, automne 2006, p. 131.

<sup>1255</sup> Przystup (J.), « Japan-China Relations : Yasukuni Stops Everything » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, p. 111.

<sup>1256</sup> He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict », p. 5.

<sup>1257</sup> Voir Rose (C.), *Sino-Japanese Relations*, pp. 69-98.

<sup>1258</sup> Przystup (J.), « Japan-China Relations : Cross Currents » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 121-122 ; Przystup (J.), « Japan-China Relations : Trying to Get Beyond Yasukuni » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 111.

<sup>1259</sup> Rose (C.), « 'Patriotism is not Taboo' ».

*de nos jours, la population chinoise croit en effet que le Japon a une dette envers la Chine. Ayant été exposé à l'histoire des atrocités japonaises présentée dans ses moindres détails, avec une forte âpreté et de fréquentes exagérations, le public [chinois] a développé d'énormes griefs ainsi qu'un fort sens de son bon droit vis-à-vis du Japon. Dès lors qu'il existe un conflit d'intérêt avec le Japon, la population chinoise attend toujours du Japon quelques concessions parce que, du fait de l'histoire, ce dernier doit énormément à la Chine<sup>1260</sup>*

De fait, le nationalisme apparaît plus comme un catalyseur et un facteur aggravant venant se superposer à un conflit préexistant que comme un point d'origine de ce dernier<sup>1261</sup>. L'instrumentalisation de la culpabilité japonaise relative à des exactions commises il y a plus de six décennies<sup>1262</sup> semble avoir toutefois atteint son seuil d'épuisement depuis 1998 et le refus de Tokyo d'accéder à la demande d'excuses écrites formulée par Jiang Zemin. L'impasse est moins ponctuelle que symptomatique d'une modification des rôles auxquels Beijing et Tokyo peuvent respectivement prétendre. Michael Green avance ainsi qu'« une nouvelle génération de dirigeants japonais ne comprend pas instinctivement pourquoi la Chine aurait le droit de gêner les aspirations du Japon pour une [plus grande] influence. Bien qu'ils reconnaissent la nécessité de se confronter au passé, ils nourrissent un ressentiment pour ce qu'ils voient comme une manipulation cynique de la carte de l'histoire par la Chine dans des négociations bilatérales sans relations avec l'histoire »<sup>1263</sup>. En ce sens l'exacerbation de l'hostilité des positions –essentiellement sur le problème des manuels et sur celui de Yasukuni– fait pendant à une hausse des inquiétudes concernant la sécurité de chacun des acteurs.

## ***II- Les problèmes de souveraineté en Mer de Chine Orientale.***

Bien que d'une visibilité le plus souvent réduite, la question de la souveraineté sur les îles Diaoyutai<sup>1264</sup> et celle de la frontière maritime entre les deux Etats ne constituent pas moins un point d'achoppement sensible

---

<sup>1260</sup> He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict », p. 10.

<sup>1261</sup> Ceci correspond au troisième point soulevé par Yinan He : « The third reason that nationalism plays a significant role at this stage of Sino– Japanese relations is that the historically derived mutual antipathy and mistrust can worsen the security concerns generated by the high ambiguity in their current power balance and cause serious mutual threat perception » (He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict », p. 20).

<sup>1262</sup> Sur ce point Yang Daqing apporte toutefois une relativisation : « If the Chinese government was playing any card at all, it was often these [hawkish] Japanese who produced the card » (Wang (D.), « Mirror for the Future or the History Card » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century*, Londres, Routledge, 2002, p. 17.

<sup>1263</sup> Green (M.), *Japan's Reluctant Realism*, p. 94.

<sup>1264</sup> Les Diaoyutai parfois mentionnée sous la simple appellation Diaoyu ou orthographiées T'iaoyutai sont les Senkaku japonaises. Nous adoptons ici la terminologie chinoise.

de la relation sino-japonaise. Indéniablement moins saillante que le problème taiwanais et intéressant un nombre d'acteurs réduit par rapport aux disputes en Mer de Chine méridionale, la problématique des Diaoyutai n'en reste pas moins importante, ne serait-ce que parce qu'elle met aux prises les deux puissances majeures 'locales' de la région est-asiatique.

Le groupe des Diaoyutai comporte cinq îlots principaux dont les tailles varient entre 0,1 km<sup>2</sup> pour Chiwei yu et un peu plus de 4 km<sup>2</sup> pour Diaoyutai<sup>1265</sup>. Géographiquement l'ensemble occupe un espace réduit situé entre 123° et 123°34' de longitude est et 25°40' et 26° de latitude nord<sup>1266</sup>, soit à 120 milles nautiques au nord-est de Taiwan, et 200 milles nautiques des côtes de la Chine continentale et d'Okinawa (Ryukyu). S'ils s'avèrent largement inhospitaliers –au point que la Chine semble les considérer légalement plus comme des 'rochers' que comme des 'îles'<sup>1267</sup>– les îlots disposent d'élévations –jusqu'à près de 400 mètres– qui les ont transformés en repères de navigation dès le XIV<sup>ème</sup> siècle<sup>1268</sup>.

De même que pour les archipels de la Mer de Chine méridionale, l'intérêt économique que peuvent présenter les Diaoyutai se trouve essentiellement dans les richesses des eaux avoisinantes. Outre les abondantes ressources halieutiques<sup>1269</sup>, les fonds marins sont censés abriter d'importantes réserves de pétrole et de gaz. Huangdah Chiu indique ainsi que dès 1968 : « [Le *Committee for Coordination of Joint Prospecting for Mineral Resources in Asian Offshore Areas*, dépendant de l'ONU] concluait que la matière organique déposée par le Fleuve Jaune et le Yangtse pourrait avoir fait du plateau continental de cette région [Mer de Chine orientale et Mer Jaune] l'une des plus prolifiques du monde en pétrole et gaz naturel. La zone la plus favorable de la région pour le développement serait, selon ce rapport, une aire de 200 000 kilomètres carrés

---

<sup>1265</sup> Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, Baltimore, University of Maryland, 1999, p. 3. Les cinq îlots sont Diaoyutai (Uotsuri-shima), Huangwei Yu (Kuba-shima), Nanxiaodao (Minami-kojima), Beixiaodao (Kita-kojima), Chiwei Yu (Kubaseki-shima), auxquels s'ajoutent trois rochers émergés (Shaw (H), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute : Its History and an Analysis of the Ownership Claims of the P.R.C., R.O.C., and Japan*, Baltimore, University of Maryland, 1999, p. 10).

<sup>1266</sup> Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, p. 2.

<sup>1267</sup> Valencia (M.), « The East China Sea Dispute : Context, Claims, Issues, and Possible Solutions » in *Asian Perspectives*, vol. 31, no. 1, 2007, p. 154, [http://www.asiaperspective.org/articles/v31n1\\_f.pdf](http://www.asiaperspective.org/articles/v31n1_f.pdf), consulté le 22 septembre 2007. Chien-peng Chung note une utilisation sporadique et une occupation ponctuelle des îles ne traduisant cependant pas une capacité de l'île à supporter une activité économique propre (Chung (C.), « The Diaoyu/Tiaoyutai/Senkaku Islands Dispute : Domestic Politics and the Limits of Diplomacy » in *American Asian Review*, vol. 16, no. 3, automne 1998, p. 140).

<sup>1268</sup> Shaw (H), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute*, p. 11.

<sup>1269</sup> Selon Chien-peng Chung, « the Taiwanese did not wish to recognize Japan's claims over the islands, or be denied access to the vicinity, in which case, Taiwan fishermen claimed, of the 2,000 boats now in operation, only 300 will survive. The estimated catch from the area [in 1996] is 40,000 tons worth NT\$1.8 billion » (Chung (C.), « The Diaoyu/Tiaoyutai/Senkaku Islands Dispute : Domestic Politics and the Limits of Diplomacy », p. 144).

juste au nord de Taiwan, c'est-à-dire presque exactement la localisation des îles Tiao-yu-tai [*sic*] »<sup>1270</sup>. De toute évidence, les dernières estimations quant aux volumes d'hydrocarbures présents ne font que confirmer les espoirs suscités par ce rapport, certaines sources citant les chiffres de cent millions de barils de réserves en pétrole et sept billions de pieds cubes de gaz<sup>1271</sup>. Outre l'importance certaines des chiffres bruts, l'enjeu que constitue la présence d'hydrocarbures s'explique au mieux non par une seule comparaison aux champs existants, mais par la mise en rapport de l'exploitation possible et des besoins immenses –et grandissant pour le cas chinois– des deux acteurs.

Outre l'existence de possible bénéfices économiques, le groupe des Diaoyutai constitue, du simple fait de sa localisation, un enjeu stratégique certain. Pour Beijing, si les îlots, en tant que tels, ne ferment pas une Mer de Chine orientale d'ores et déjà close par la chaîne des Ryukyu, toute appropriation par une puissance potentiellement hostile comprend une possible et significative menace contre les côtes du continent<sup>1272</sup>. Unryu Suganuma souligne ainsi que « du fait que les îles Diaoyu se situent à seulement 120 miles au nord-est de Taiwan et à 250 miles à l'est de la Chine continentale, elles constituent une base stratégique potentielle depuis laquelle une puissance hostile pourrait menacer la Chine. En effet, des bases militaires japonaises sur les îles Diaoyu pourraient signifier [la présence] d'armes japonaises sous le nez de la Chine. *A priori*, la [proposition] opposée est aussi valide »<sup>1273</sup>. En d'autres termes, le jeu ne saurait ici être autre qu'à somme nulle, le dépossédé se voyant virtuellement mis en position de faiblesse dès l'instant où l'adversaire se montre capable d'imposer un contrôle sur ces îlots.

A ces deux dimensions objectives se surajoute la forte sensibilité chinoise à propos d'une acquisition japonaise contemporaine au traité de Shimonoseki –et faite par des moyens pour le moins contestables. De ce fait, toute solution de compromis encourt le risque de se voir requalifiée comme compromission, les spectres

---

<sup>1270</sup> Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, p. 4.

<sup>1271</sup> « Japan-China Oil Dispute Escalates », *Washington Post*, 22 octobre 2005, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/10/21> consulté le 25 septembre 2007. Arthur Ding évoque les chiffres de 25 milliards de tonnes de pétrole et 8,400 milliards de mètres cubes de gaz (Ding (A.), « China's Energy Security Demands and the East China Sea : A Growing Likelihood of Conflict in East Asia ? » in *the China and Eurasia Forum Quarterly*, novembre 2005, p. 37, [http://www.silkroadstudies.org/new/docs/CEF/Quarterly/November\\_2005/Arthur\\_Ding.pdf](http://www.silkroadstudies.org/new/docs/CEF/Quarterly/November_2005/Arthur_Ding.pdf), consulté le 23 septembre 2007).

<sup>1272</sup> Ce rôle pivot des Diaoyutai est par ailleurs compris extrêmement tôt par la Chine ; en effet, « back in the Ming dynasty [A.D. 1368-1644], these islands were already within China's sea defence area » (Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, p. 10).

<sup>1273</sup> Suganuma (U.), *Sovereign Rights and Territorial Space in Sino-Japanese Relations*, Honolulu, Association for Asian Studies & University of Hawai'i Press, 2000, p. 13.

de Li Hongzhang et de la capitulation venant hanter les décideurs chinois<sup>1274</sup>. Ainsi, « bien qu'il soit vrai que la dispute autour des Diaoyutai/Senkaku soit initialement apparue à l'occasion de la découverte de réserves en pétrole potentiellement importantes dans [les zones] entourant les îles, l'importance des îles est principalement politique et dépasse largement la valeur commerciale que celles-ci pourraient avoir. Clairement, la controverse autour des îles Diaoyu et Senkaku s'est transformée en une dispute nationaliste »<sup>1275</sup>.

Comme pour les îles qui parsèment la Mer de Chine méridionale, les arguments juridiques, s'ils sont évoqués à souhait par les deux parties, sont peu susceptibles d'apporter une quelconque solution. Alors que Greg Austin soutient la supériorité de la revendication japonaise<sup>1276</sup>, Han-yi Shaw conclut qu'« il paraît raisonnable de conclure que les îles ont été en effet 'volées' à la Chine plutôt qu' 'incorporées' à un Japon qui était entièrement confiant quant à sa victoire finale lors du conflit sino-japonais de 1894-95 »<sup>1277</sup>. Pour Beijing, la souveraineté chinoise sur les Diaoyutai, dont les premières traces sont vieilles de plus d'un demi-millénaire<sup>1278</sup>, n'a été interrompue que par l'agression japonaise de 1894-95 dont les effets légaux ont été annulés après la défaite japonaise cinquante années plus tard. Pour Tokyo, l'incorporation des îles au territoire japonais en janvier 1895 est sans relation avec le traité de Shimonoseki, signé le 7 avril 1895, et repose sur le fait que les Diaoyutai sont à ce moment *terra nullius*<sup>1279</sup>. Les termes du débat restent ainsi assez largement stériles en termes de solution possible :

*Les spécialistes japonais ont réfuté la plupart des preuves historiques apportées par [leurs homologues] chinois [...] en se basant sur le fait qu'elles ne remplissent pas les conditions du principe de découverte-occupation tel que reconnu par le droit international [...]. Les auteurs chinois soutiennent que bien que ces arguments [non volonté d'occupation, insuffisance de la seule incorporation au système de défense] soient valides dans le cadre de la conception moderne du droit international relatif à la possession territoriale, aucun ne peut saisir vraiment les réalités politiques qui entouraient les îles disputées dans un ordre mondial est-asiatique [...]. En termes simples, étant donné le caractère reculé et inhabitable de ces îles dans les temps pré-modernes, [on doit se demander] ce que la Chine impériale aurait pu faire de plus pour prouver son droit de propriété sur ces îles outre l'usage ouvert et notoire de celles-ci comme aides à la navigation dans des*

---

<sup>1274</sup> Zhang (M.), « The Emerging Asia-Pacific Triangle » in *Australian Journal of International Affairs*, vol. 52, no. 1, avril 1998, p. 54.

<sup>1275</sup> Shaw (H), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute*, p. 5.

<sup>1276</sup> Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, pp. 162-176.

<sup>1277</sup> Shaw (H), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute*, p. 111.

<sup>1278</sup> *Ibid.*, pp. 37-38 ; Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the Diaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, pp. 14-15.

<sup>1279</sup> Shaw (H), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute*, p. 22.

*voyages à buts diplomatiques, et l'usage de postes militaires où les navires chinois étaient déployés et jetaient l'ancre*<sup>1280</sup>.

Le débat autour des revendications légitimes de chacun des protagonistes est encore obscurci par la période séparant la capitulation japonaise de la découverte de probables réserves en hydrocarbures dans la région. Si l'absence de toute revendication de la part de la République de Chine –en exil à Taiwan– sur les Diaoyutai peut encore s'expliquer par le fait que ces dernières sont alors sous le contrôle du protecteur américain, Unryu Suganuma note une étrange reconnaissance par Beijing de l'appartenance des Diaoyutai à l'archipel japonais des Ryukyu<sup>1281</sup>. De ce fait, vue de Tokyo, la réémergence de la revendication de Beijing et de Taipei, indéniablement concomitante à la mise en évidence de ressources pétrolières probablement abondantes, peut dès lors apparaître comme une tentative intéressée pour remettre à jour un droit oublié durant un quart de siècle<sup>1282</sup>.

Réinscrite dans l'entièreté de la relation sino-japonaise, une dispute portant sur une demi-douzaine d'îlots inhabitables semble disposer d'un poids relatif aisément négligeable, et ce d'autant plus que les gouvernements ont tenté avec constance de faire preuve de la plus grande circonspection<sup>1283</sup>. Trivialement, l'optimisme que pourrait supporter la modération des parties semble pour le moins mal placé, ne serait-ce que parce que cette modération même n'a pu créer, durant les trois dernières décennies, les conditions favorables à une résolution de la question. En effet, « malgré la volonté de la Chine et du Japon de mettre indéfiniment en suspens la dispute sur les îles [Diaoyu], la question est une bombe à retardement pouvant exploser à n'importe quel moment »<sup>1284</sup>. En d'autres termes, l'espoir que Deng Xiaoping formulait en 1983, de voir les « générations suivantes » régler cette question dont elles ont hérité<sup>1285</sup>, est jusqu'à ce jour loin d'avoir trouvé une incarnation.

Si le conflit ouvert à propos des Diaoyutai est demeuré –et demeure– un cas de figure difficile à imaginer, la dispute a d'ores et déjà glissé à plusieurs reprises vers un climat de crise. Reléguée à l'arrière-plan durant la

---

<sup>1280</sup> *Ibid.*, pp. 67-68.

<sup>1281</sup> Unryu Suganuma indique ainsi : « when on January 8, 1953, *Renmin Ribao* [...], the official propaganda organ for the Communist Party, criticized the occupation of the Ryukyu Islands [...] by the United States, it stated that 'the Ryukyu Islands are located northeast of our Taiwan Islands... including *Senkaku Shoto*'. According to this statement, the PRC recognized that the Diaoyu [...] Islands were a part of the Liuqiu Islands (or Okinawa Prefecture) » (Suganuma (U.), *Sovereign Rights and Territorial Space in Sino-Japanese Relations*, p. 127).

<sup>1282</sup> Les arguments de chacune des parties sont présentés dans Shaw (H.), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute* et Suganuma (U.), *Sovereign Rights and Territorial Space in Sino-Japanese Relations*, pp. 19-41.

<sup>1283</sup> Shaw (H.), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute*, p. 5.

<sup>1284</sup> Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iao-yutai Islets (Senkaku Gunto)*, p. 23.

<sup>1285</sup> Deng Xiaoping cité par Suganuma (U.), *Sovereign Rights and Territorial Space in Sino-Japanese Relations*, p. 138.

dernière décennie de la Guerre Froide, la dispute prend à nouveau forme en septembre 1990 lorsque les autorités japonaises décident de reconnaître comme « marqueur officiel de navigation »<sup>1286</sup> le phare érigé en 1978 –et rénové en 1988 et 1989– par un groupe nationaliste japonais<sup>1287</sup>. Si la provocation japonaise – qu’accompagne une réaction forte de Taiwan et de Hong Kong– exige une réponse de la part de Beijing, celle-ci est limitée à une réaffirmation de l’‘indiscutable’ appartenance des Diaoyutai au territoire chinois, et à la demande de cessation de toute activité japonaise violant la souveraineté de la Chine sur ces îles. L’absence d’une réaction, autre que verbale, à ce qui aurait pu être vu comme une provocation délibérée contraste ainsi singulièrement avec le précédent de 1978 lorsque plus d’une centaine d’embarcations – civiles– étaient soudainement apparues à proximité des îles disputées, certaines d’entre elles s’immisçant à l’intérieur de la zone considérée comme appartenant aux eaux territoriales<sup>1288</sup>. L’extrême modération de Beijing, qui se traduit notamment par un contrôle de la réponse de sa propre population<sup>1289</sup>, demeure incompréhensible sans une prise en compte de la situation chinoise sur l’échiquier international. L’isolement international, qui fait suite à la répression de juin 1989, place Beijing dans une situation de faiblesse sans précédent depuis la normalisation sino-américaine. Or, si Tokyo participe dans un premier temps à la vague de sanctions à l’encontre de la Chine, elle se fait rapidement le défenseur d’une levée accélérée de ces dernières<sup>1290</sup>. Dans un tel contexte, une réaction trop acrimonieuse de la part de la Chine équivaut à trancher la dernière amarre la reliant au club auto-investi des puissances ‘responsables’, et encourt le risque de se voir unanimement condamnée comme paria, à un moment où le paysage international est en recomposition. La réponse modérée de Beijing apparaît donc ici largement dictée par la volonté d’éviter la pérennisation dangereuse de l’isolement chinois, ceci devant se faire au prix d’une dangereuse frustration des sensibilités nationalistes internes<sup>1291</sup>.

---

<sup>1286</sup> Downs (E.) & Saunders (P.), « Legitimacy and the Limits of Nationalism : China and the Diaoyu Islands » in *International Security*, vol. 23,no. 3, hiver 1998-99, p. 128.

<sup>1287</sup> Il s’agit de la *Nihon Seinensha* (Fédération de la Jeunesse Japonaise), Chung (C.), *Domestic Politics, International Bargaining and China’s Territorial Dispute*, Londres, Routledge, 2004, p. 31.

<sup>1288</sup> *Ibid.*, p. 37.

<sup>1289</sup> Downs (E.) & Saunders (P.), « Legitimacy and the Limits of Nationalism : China and the Diaoyu Islands », pp. 130-131.

<sup>1290</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>1291</sup> Erica Strecker Downs et Philip Saunders soulignent ainsi : « Although the Chinese leadership’s pragmatic diplomacy improved China’s international position and preserved its economic ties with Japan, the failure to back up nationalistic rhetoric with action angered many Chinese » (*Ibid.*, p. 131).

Dans son déclenchement comme dans les formes que prennent les actions des différentes parties, la crise de 1996 est similaire à la précédente. Le même mouvement nationaliste japonais entreprend, le 14 juillet, la construction sur Beixiaodao d'un phare supposé nécessaire à l'amélioration des conditions de navigation. L'opération prend place alors que la Diète japonaise discute de la ratification de la Convention sur le Droit de la Mer –qui comprend l'établissement d'une zone économique exclusive de 200 milles nautiques. A la conjonction des deux événements –la Convention étant ratifiée le 20 juillet–se superpose encore une abrupte réaffirmation de la revendication japonaise par un Ministère des Affaires Etrangères « déniait toute dispute quant aux îles Senkaku » et affirmant que ces dernières « sont une partie intégrante du territoire japonais et sous le contrôle effectif du Japon »<sup>1292</sup>. Si le *Renmin Ribao* titre : « whoever expects the 1.2 billion Chinese people to give up even one inch of their territory is only daydreaming »<sup>1293</sup>, la modération de la réponse de Beijing est d'autant plus patente qu'elle contraste singulièrement avec les réactions de Taiwan et de Hong Kong. En effet, alors qu'à Taipei, l'ensemble des partis appellent le gouvernement à réagir à la provocation par l'envoi de forces navales pour défendre la souveraineté sur les Diaoyutai<sup>1294</sup>, quelques 40,000 Hongkongais se rassemblent à la veillée funéraire de David Chan, mort par noyade lors de son expédition destinée à détruire le phare japonais<sup>1295</sup>. S'étant redéfinie comme ultime ligne de défense de l'intégrité territoriale chinoise, Beijing se trouve donc en danger sur son propre terrain, confrontée à la véhémence du patriotisme hongkongais et taiwanais<sup>1296</sup>. Pourtant, comme six ans plus tôt, aucun navire chinois ne fait irruption dans la zone contestée et les activistes les plus radicaux sont fermement invités à la réserve et à la retenue<sup>1297</sup>. Si Chien-peng Chung estime que « l'absence, cette fois, de bateaux de pêche armés envoyés par la Chine signifie que, comparés à dix-huit ans plus tôt, les capitaux, les transferts de technologie, le commerce et l'investissement du Japon sont d'une plus grande priorité pour le gouvernement chinois qu'une

---

<sup>1292</sup> Chung (C.), *Domestic Politics, International Bargaining and China's Territorial Dispute*, p. 44. Les autorités japonaises se détachent cependant ostensiblement des actions de la *Nihon Seinensha* lors de la réparation du phare entreprise par cette dernière en septembre de la même année (p. 48).

<sup>1293</sup> Cité dans Downs (E.) & Saunders (P.), « Legitimacy and the Limits of Nationalism : China and the Diaoyu Islands », p. 133.

<sup>1294</sup> Chung (C.), *Domestic Politics, International Bargaining and China's Territorial Dispute*, p. 47.

<sup>1295</sup> Mathews (G.), *A Collision of Discourse : Japanese and Hong Kong Chinese during the Diaoyu/Senkaku Islands Crisis*, Hong Kong, The Chinese University of Hong Kong, 1999, p. 4.

<sup>1296</sup> Gordon Mathews rapporte ainsi une attaque directe du *Ming Pao Daily* à l'encontre de Beijing : « Every Chinese worries about the Japanese invasion of the Diaoyu Islands. But only in Hong Kong can we see demonstrations in the streets. Where are the mainlanders?... Aren't they Chinese?... Hong Kong people are left lonely in this crisis » (*Ming Pao Daily*, cité dans Mathews (G.), *A Collision of Discourse*, p. 13).

<sup>1297</sup> Chung (C.), « The Diaoyu/Tiaoyutai/Senkaku Islands Dispute : Domestic Politics and the Limits of Diplomacy », pp. 150-151.

compétition sans limite à propos de la souveraineté sur un groupe de rochers improductifs et inhabitables »<sup>1298</sup>, la prise en compte de la position de relative faiblesse internationale de Beijing offre une perspective sensiblement différente. La crise des Diaoyutai de 1996 fait, en effet, suite à une série d'initiatives chinoises qui a créé les plus grands doutes quant aux intentions de Beijing. Dans les dix-huit mois précédents, Beijing a ainsi effectué ses derniers essais nucléaires, mais aussi bousculé les Philippines dans les Spratley et répondu par l'intimidation à la visite de Lee Teng-hui à Cornell<sup>1299</sup>. L'accumulation de points de confrontations, de plus ou moins grande ampleur, a indéniablement alimenté le discours de la 'menace chinoise'<sup>1300</sup>, au plus haut point néfaste à Beijing. Par ailleurs, si, en partie grâce à la modernisation accélérée de l'Armée Populaire de Libération, la marine chinoise semble disposer des moyens suffisants pour soutenir les revendications de Beijing face aux pays de l'ASEAN –et notamment face à Manille, elle continue à faire pâle figure face aux forces d'autodéfense japonaises. En d'autres termes, l'option de l'escalade de la crise concernant les Diaoyutai comprend une dégradation quasi-certaine de l'image chinoise, une possibilité plus que faible de résolution par la force et un risque non négligeable de devoir revenir sur des positions modérées face à une probable impasse, ceci devant créer une brèche dans la crédibilité des positions chinoises dans l'ensemble de l'Asie Orientale. Si la nécessité de conserver un environnement favorable à la poursuite du développement économique explique donc partiellement que Beijing soit prêt à 'bémoliser' sa ferveur patriotique<sup>1301</sup>, il est peu douteux que le rapport défavorable entre coûts politiques probables et bénéfices possibles qu'engendrerait une action forte, soit central dans l'adoption d'une position mesurée.

Si un conflit armé entre la Chine et le Japon à propos des Diaoyutai demeure extrêmement peu probable, les îles restent un des éléments irritants et potentiellement crisogènes de la relation entre Beijing et Tokyo. Si, depuis 1996, les deux parties ont su généralement éviter les gestes provocateurs, la récurrence des incursions

---

<sup>1298</sup> *Ibid.*

<sup>1299</sup> Pour le détail des crises concernant les Spratley et Taiwan, voir *supra*. Les essais nucléaires entrepris par Beijing entraînent une suspension momentanée d'une partie de l'aide au développement de la part de Tokyo en août 1995 (Takamine (T.), « A new dynamism in Sino-Japanese security relations : Japan's strategic use of foreign aid » in *The Pacific Review*, vol. 18, no. 4, décembre 2005, p. 446.

<sup>1300</sup> Downs (E.) & Saunders (P.), « Legitimacy and the Limits of Nationalism : China and the Diaoyu Islands », pp. 131-132.

<sup>1301</sup> *Ibid.*, p. 138.

chinoises dans les eaux avoisinant les Diaoyutai<sup>1302</sup> ainsi que certaines initiatives de Tokyo<sup>1303</sup> soulignent qu'un règlement définitif de la question fait encore défaut. Les Diaoyutai ne constituent par ailleurs qu'une partie des disputes concernant la délimitation des frontières maritimes entre la Chine et le Japon. Le désaccord quant aux points de référence permettant de tracer les zones économiques exclusives de Beijing et de Tokyo reste d'une importance critique dans la mesure où d'importantes réserves en hydrocarbures se trouvent dans la zone disputée. L'exploration par Beijing du champ gazier *offshore* de Chunxiao au printemps 2004<sup>1304</sup>, suivie de sa mise en exploitation, a relancé la polémique, la plate-forme se situant clairement en zone chinoise mais exploitant un champ vraisemblablement coupé en deux par la limite de la zone économique exclusive réclamée par le Japon<sup>1305</sup>. De fait, la possibilité d'une course à l'exploitation des ressources disputées ainsi que la récurrence des incursions de navires chinois dans la zone contestée accroissent indubitablement les risques de frictions entre les deux parties alors que les mécanismes permettant la conciliation apparaissent d'une extrême fragilité<sup>1306</sup>.

### ***III- La refonte de la position internationale japonaise.***

Examinant l'évolution du positionnement international japonais depuis l'ère Meiji, Kenneth Pyle conclut que « l'influence extérieure du système international est fort sur toute nation, mais, du fait de l'extraordinaire réactivité des dirigeants japonais aux données extérieures, cette influence a été particulièrement forte [pour le

---

<sup>1302</sup> Voir Przystup (J), Przystup (J), « Japan–China Relations : Progressing, but Still Facing History » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, p. 94 ; « Japan–China Relations : Spiralling Downard » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 60 ; Przystup (J), « Japan–China Relations : Dialogue of the Almost Deaf » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, p. 109 ; Przystup (J), « Japan–China Relations : Not Quite All about Sovereignty–But Close » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 125.

<sup>1303</sup> James Przystup rapporte ainsi les protestations de Beijing contre la mise en location par Tokyo de trois des Diaoyutai (Przystup (J), « Japan–China Relations : Cross Currents » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, p. 101.) et les discussions quant à un possible déploiement de troupes japonaises sur les îles (Przystup (J), « Japan–China Relations : Trying to Get Beyond Yasukuni » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 114).

<sup>1304</sup> Przystup (J), « Japan–China Relations : Not Quite All about Sovereignty–But Close », p. 125.

<sup>1305</sup> La divergence de point de vue concernant la délimitation légitime des zones économiques exclusives a pour conséquence l'impossibilité d'une mise en pratique du principe accepté par les deux parties de développement conjoint (Przystup (J), « Japan–China Relations : Summer Calm » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, p. 118).

<sup>1306</sup> Les efforts aboutissant à l'accord signé en février 2001 concernant l'information préalable quant à la conduite d'activités de recherche dans les zones économiques exclusive de l'autre partie sont réduits à néant à peine six mois plus tard (Przystup (J), « Japan–China Relations : Spiralling Downward », p. 94).

Japon] »<sup>1307</sup>. Si l'on comprend la pesanteur exercée par les contraintes structurelles comme l'existence d'opportunités et non seulement comme limitations imposées à la conduite des Etats, le parcours japonais dans la période post-Guerre Froide ne déroge pas à la règle précédemment énoncée. En effet, si l'on mesure la distance entre la position initiale de Tokyo au moment de la chute du bloc communiste et le point d'aboutissement, provisoire, qu'elle occupe aujourd'hui, la 'normalisation' de la puissance japonaise paraît aussi inexorable que gagnant en vitesse. De toute évidence, la réémergence du Japon comme grande puissance instille une indéniable méfiance doublée d'une certaine hostilité de la part de Beijing. Pour cette dernière, la profonde réorientation des principes guidant la politique étrangère japonaise signifie l'affirmation rapide, dans la région est-asiatique, d'une puissance dotée de moyens économiques et technologiques –potentiellement fongibles en moyens militaires– généralement comparables, sinon supérieurs, à ceux possédés par la Chine.

## A- Vers un Japon 'normalisé' ?

Pour Tokyo, la quinzaine d'années qui séparent la fin de la Guerre Froide de l'élévation de la *Japan Defense Agency* au rang d'un ministère est principalement caractérisée par le rejet progressif du carcan imposé par le rôle de 'géant économique, nain politique'. Pilier porteur de la posture japonaise durant l'ère bipolaire, l'article 9 de la Constitution<sup>1308</sup> et l'interprétation stricte de ce dernier ont, durant quatre décennies, confiné Tokyo à un rôle politique dont le poids est sans commune mesure avec l'importance économique de cette dernière. Si la 'Constitution pacifique' est une œuvre américaine, la limitation de la stature internationale du Japon n'est rien moins que volontaire. Les préceptes sous-tendant la position japonaise dans les années qui suivent la défaite se montreront à cet égard d'une résilience remarquable. Michael Green souligne ainsi que « ce que les universitaires et diplomates ont canonisé comme Doctrine Yoshida est [une politique] centrée sur une étroite alliance avec les Etats-Unis, un réarmement minimal, et une focalisation sur la doctrine économique. Cette formule élémentaire a servi de cadre à la politique étrangère japonaise depuis [sa mise en

---

<sup>1307</sup> Pyle (K.), *Japan Rising*, p. 19.

<sup>1308</sup> L'article 9 de la Constitution de 1946 énonce : « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ainsi qu'à la menace ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.

Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu » (*Constitution du Japon*, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/jp1946.htm#2>, consulté le 19 octobre 2007).

place] »<sup>1309</sup>. L'acceptation et l'appropriation par Tokyo de l'article 9 et, plus généralement, l'acquiescement à la limitation de la puissance japonaise ne s'enracinent cependant que marginalement sur le terreau du pacifisme. En effet, « l'approche stratégique de Yoshida vis-à-vis du système international était principalement dans la tradition de la restauration [Meiji]. Opportuniste, dans un sens large, son engagement était envers l'établissement de la position du Japon dans le monde en s'accommodant de l'ordre mondial en place et en s'adaptant à sa structure d'une manière qui puisse servir les intérêts japonais »<sup>1310</sup>. Bien qu'abondamment critiquée<sup>1311</sup> et amendée à la marge lors des décennies suivantes, la doctrine Yoshida restera toutefois la toile de fond unique de la politique étrangère japonaise jusqu'à l'effondrement du bloc communiste.

Si la Guerre du Golfe apporte la mise en place d'une nouvelle donne internationale, elle marque le Japon d'une manière particulièrement profonde. A bien des égards, le premier pas du Japon dans la post-Guerre Froide est un trébuchement : incapable de déployer des troupes pour une résolution d'une crise qui touche la principale source de ses importations en pétrole, Tokyo voit sa colossale participation financière mal accueillie par ses partenaires. Ainsi,

*la crise a révélé la grave incapacité des dirigeants japonais à répondre de façon rapide et appropriée à ce type de crises internationales, [ceci] entraînant un formidable choc pour les responsables de la politique étrangère japonaise – littéralement dénommé le 'Gulf Shock'. Ce qui fut choquant pour ces derniers fut que la contribution de 11 milliards de dollars du Japon à la force multinationale ne reçût aucun [signe d'] appréciation de la part des autres pays, pas même du Koweït. Un niveau sans précédent de pression de la part de Washington pour un plus grand engagement japonais dans la force multinationale dirigée par les Etats-Unis, non seulement financier mais aussi militaire, fut un choc supplémentaire pour Tokyo*<sup>1312</sup>

De la Guerre du Golfe et de l'ingratitude patente de ses partenaires, Tokyo tire une première et amère leçon quant à l'inadéquation de sa politique étrangère dans un monde libéré de la bipolarité.

Aussi saillante soit-elle l'expérience de 1991 n'est que le premier d'une série de coups portés à la doctrine Yoshida et exigeant une redéfinition complète des préceptes élémentaires du positionnement de Tokyo sur l'échiquier international. La première crise nucléaire coréenne, déclenchée par le retrait par Pyongyang de

---

<sup>1309</sup> Green (M.), *Japan's Reluctant Realism*, New York, Palgrave, 2001, p. 11.

<sup>1310</sup> Pyle (K.), *Japan Rising*, p. 239.

<sup>1311</sup> Durant la Guerre Froide, la doctrine Yoshida est critiquée par des nationalistes désireux de rendre au Japon un bras armé le plus rapidement possible, et par des socialistes interprétant l'article 9 dans le sens le plus strict d'une 'neutralité désarmée' (Samuels (R.), *Securing Japan*, New York, Cornell University Press, 2007, pp. 29-31).

<sup>1312</sup> Ashizawa (K.), « Japan's Approach Toward Asian Regional Security : from 'hub-and-spoke' bilateralism to 'multi-tiered' » in *The Pacific Review*, vol. 16, no. 3, 2003, p. 372.

plutonium de la centrale de Yongbyon en 1994, montre à nouveau l'impotence japonaise. Dans une crise où la sécurité japonaise se situe parmi les enjeux de premier ordre, le positionnement de Tokyo dans la perspective d'une épreuve de force apparaît rongé par ses atermoiements et largement en deçà des attentes du protecteur américain. Alors que Washington évalue les possibles sanctions, « le commandant des Japan Maritime Self-Defense Force (JMSDF) informe l'U.S. Navy que le Japon ne pourra probablement pas fournir des navires pour des tâches de surveillance ou de déminage [*minesweeping*] à moins que le Japon ne soit directement attaqué ou que les Nations Unies ne fournissent un mandat adapté »<sup>1313</sup>. En d'autres termes, Tokyo semble alors incapable d'assurer un ensemble de tâches bénignes relatif à sa propre sécurité. Le complément à la dimension nucléaire de la diplomatie nord-coréenne se matérialise en outre trois années plus tard avec le lancement par Pyongyang d'un missile balistique au-dessus du Japon, mettant clairement en exergue la vulnérabilité de ce dernier<sup>1314</sup>. Les éléments nourrissant l'anxiété de Tokyo proviennent également des mouvements chinois au milieu de la décennie. L'exercice de diplomatie coercitive entrepris par Beijing durant la crise taiwanaise de 1995-96<sup>1315</sup> et la série d'essais nucléaires<sup>1316</sup>, effectuée malgré les protestations japonaises, contribuent à assombrir le paysage est-asiatique, renforçant l'impératif d'une modification de la posture de Tokyo.

Alors que la Guerre du Golfe et les crises de la première moitié des années 1990 avaient trouvé le Japon mal préparé à assumer un rôle international accru, les attaques du 11 septembre 2001 permettent à Tokyo de s'affirmer comme un allié solide et une puissance capable d'assumer son rang. Kenneth Pyle souligne ainsi le caractère réactif et pragmatique de Tokyo face aux modifications de l'environnement international :

*L'administration du Premier Ministre Koizumi a réalisé à contrecœur que [le Japon] ne pouvait compter sur un soutien américain dans le traitement de la menace coréenne que s'[il] répondait de manière satisfaisante à la demande d'assistance émise par les Etats-Unis dans la guerre de [ces derniers] contre le terrorisme [...]. En réponse, les japonais ont [donc] offert un soutien logistique offshore, rear-area et noncombat [aux actions de] la coalition sanctionnée par l'ONU contre le régime Taliban, déployant des destroyers Aegis [...] et des tankers afin de ravitailler en carburant les marines de la coalition [présentes] dans l'Océan Indien. Après l'attaque des Etats-Unis contre l'Iraq en 2003, le gouvernement japonais a approuvé le déploiement d'un petit contingent de troupes terrestres en Iraq afin de fournir une assistance humanitaire, donnant un soutien*

---

<sup>1313</sup> Green (M.), *Japan's Reluctant Realism*, p. 121.

<sup>1314</sup> Funabashi (Y.), « Tokyo's Temperance » in *Washington Quarterly*, vol. 23, no. 3, été 2000, p. 136.

<sup>1315</sup> Michael Green remarque à propos du rôle de Tokyo dans cette crise : « Japan took on considerably more risk than Canberra or London, since one of the two U.S. carriers was the Yokosuka-base USS *Independence* – a fact not lost on Beijing or ignored in subsequent Chinese criticism of Japan » (Green (M.), *Japan's Reluctant Realism*, p. 91).

<sup>1316</sup> Les quatre derniers essais nucléaires chinois sont effectués les 15 mai et 17 août 1995, et les 8 juin et 29 juillet 1996 (<http://www.globalsecurity.org/world/china/tests.htm>, consulté le 18 octobre 2007).

symbolique à l'attaque menée par les Etats-Unis. Bien que limités et circonscrits, ces déploiements ont été les tout premiers effectués par le Japon [dans le cadre d'un] soutien aux Etats-Unis<sup>1317</sup>.

La redéfinition de la place du Japon qu'occasionne la 'guerre contre le terrorisme' ne doit cependant pas être comprise comme une réaction ponctuelle devant être suivie d'un hypothétique retour à une 'normale pacifique'. Bien plutôt, elle se situe dans la continuité d'un effort destiné à l'acquisition par le Japon d'un statut de puissance 'normale'. En d'autres termes, la situation post-11 septembre présente une série d'opportunités que Tokyo ne semble pas avoir hésité à saisir<sup>1318</sup>. L'opportunisme de Tokyo apparaît, à cet égard, dans la continuité d'une quête visant à établir le Japon comme une puissance 'normale' –quête initiée essentiellement au lendemain de la Guerre du Golfe– et non comme une rupture. Pris dans une optique dynamique, si « ces tendances [l'abrogation progressive des restriction sur les Forces d'Auto-Défense, intérêt accru pour un rôle plus affirmé dans les questions de sécurité globale...] continuent jusqu'à leur conclusion logique, le Japon devrait finalement obtenir sa qualification comme grande puissance à part entière [*full-fledged great power*] »<sup>1319</sup>.

## B- Méfiance et hostilité réciproques.

La modification substantielle de la posture japonaise au cours de la dernière décennie et demie, tendant à transformer le Japon en une puissance majeure au sein de l'Asie Orientale, si elle a des conséquences profondes pour l'ensemble des Etats de la région, constitue un problème particulièrement épineux pour Beijing. Traditionnellement, « les asymétries de positions relatives en termes stratégiques et économiques du Japon et de la Chine ont créé un considérable malaise entre elles. La population de la Chine est dix fois supérieure à celle du Japon et ses forces militaires, équipées d'armes nucléaires, sont dix fois plus importantes que celles du Japon, qui ne disposent pas d'armes nucléaires. D'un autre côté, la richesse économique du Japon est probablement dix fois plus grande que celle de la Chine sur une base *per capita*, et ses technologies et son niveau de développement sont loin devant ceux de la Chine »<sup>1320</sup>. Si la concurrence

---

<sup>1317</sup> Pyle (K.), *Japan Rising*, p. 297.

<sup>1318</sup> En ce sens la remarque de Lam Peng-Er concernant l'opportunisme japonais en Asie du Sud-Est –« Japan is likely to adopt a higher politico-strategic profile in the region whenever an opportunity presents itself » (Lam (P.), « Japan's Diplomatic Initiatives in Southeast Asia » in Maswood (S.), *Japan and East Asia Regionalism*, Londres, Routledge, 2001, p.128)– trouve une confirmation au-delà de cette seule sous-région.

<sup>1319</sup> Roy (D.), « The sources and Limits of Sino-Japanese Tensions » in *Survival*, vol. 47,no. 2, été 2005, p. 196.

<sup>1320</sup> Austin (G.) & Harris (S.), *Japan and Greater China*, Honolulu, University of Hawai'i, 2001, p. 1.

dans des champs différents n'est pas sans poser quelques difficultés, le débordement du rôle japonais par-delà la sphère de l'économie met les deux grandes puissances est-asiatiques en compétition ouverte.

L'abandon progressif par Tokyo de la position d'impuissance à laquelle celle-ci s'était astreinte ajoute pour Beijing à l'incertitude concernant l'équilibre de puissance présent en Asie Orientale. Si, en 1993, Thomas Berger soulignait que « l'anti-militarisme [culturel japonais] est l'un des traits les plus remarquables de la politique japonaise contemporaine »<sup>1321</sup> et estimait celui-ci suffisamment solide et institutionnalisé pour interdire une dérive vers une militarisation du Japon<sup>1322</sup>, la réaffirmation de Tokyo au cours de la dernière décennie ouvre de larges brèches dans le rempart supposé solide du pacifisme<sup>1323</sup>. De fait, la reformulation de la politique étrangère japonaise semble devoir s'inscrire plutôt dans la continuité –l'adaptation aux pressions exercées par l'environnement international– que dans la rupture –en opposition à une culture d'anti-militarisme. Mettant en perspective l'évolution de la posture japonaise dans le dernier demi-siècle, Jennifer Lind indique que « la conduite de la politique de sécurité du Japon dans la période d'après-Guerre Froide – [comprenant] à la fois la période de maigres efforts en matière de défense et [celle] d'une construction militaire vigoureuse– est compatible avec la stratégie réaliste de buck-passing »<sup>1324</sup>. Par ailleurs, s'il est vrai que la modération –en termes relatifs<sup>1325</sup>– du budget de défense japonais a pu susciter la perplexité des néoréalistes<sup>1326</sup>, en chiffres bruts, Tokyo et les quelques quarante et un milliards de dollars qu'elle consacre à sa défense pour la seule année 2006 offrent du Japon une image sensiblement différente du « pygmée militaire »<sup>1327</sup>. De fait le changement se situe moins dans la dimension matérielle que dans le caractère désormais ouvert des ambitions japonaises. Dans une certaine mesure, la modification accélérée de la posture japonaise opérée depuis le 11 septembre 2001 a fait que Beijing se trouve aujourd'hui non plus au voisinage d'une puissance économique disposant d'un possible potentiel militaire, mais face-à-face avec un Japon

---

<sup>1321</sup> Berger (T.), « From Sword to Chrysanthemum : Japan's culture of anti-militarism » in *International Security*, vol. 17, no. 4, printemps 1993, p. 120.

<sup>1322</sup> *Ibid.*, pp. 131-147.

<sup>1323</sup> Considérant l'opposition à l'acquisition d'une capacité de ravitaillement en vol, Paul Midford met en lumière un glissement substantiel de l'argumentation d'une partie des 'pacifistes', concluant : « Japanese decisionmakers appear to be far more sensitive to the threat perceptions of Asian nations than they are to domestic pacifist norms » (Midford (P.), « The Logic of Reassurance and Japan's Grand Strategy » in *Security Studies*, vol. 11, no. 3, printemps 2002, p. 20).

<sup>1324</sup> Lind (J.), « Pacifism or Passing the Buck ? » in *International Security*, vol. 29, no. 1, été 2004, p. 93.

<sup>1325</sup> La limite –informelle dans les années 1960 puis officielle à partir de 1976– des dépenses de défense à un pour cent du PNB est à cet égard archétypale (voir Pyle (K.), *Japan Rising*, p. 254). Selon cette optique, le budget de défense japonais restait en 2005 et 2006 notablement faible –0,96% du PNB en 2005 et 0,94% en 2006 (IISS, *The Military Balance 2007*, Londres, IISS, 2007, p. 354).

<sup>1326</sup> Midford (P.), « The Logic of Reassurance and Japan's Grand Strategy », p. 3-18.

<sup>1327</sup> Lind (J.), « Pacifism or Passing the Buck ? », p. 2.

adaptant rapidement le rôle international auquel il prétend aux moyens dont il dispose –ou qu’il est capable d’acquérir<sup>1328</sup>.

De façon certaine, parmi les relations bilatérales répondant le plus admirablement à la formule « Why we will soon miss the Cold War »<sup>1329</sup>, la relation sino-japonaise se trouve indubitablement aux premiers rangs. Résumant le glissement provoqué par l’effondrement soviétique, Robert Sutter souligne simplement que la menace commune ayant disparu, les deux ‘ex-alignés’ ont tendu à se considérer réciproquement comme des menaces de plus en plus prégnantes<sup>1330</sup>. De fait le changement dans la structure du système est-asiatique, et l’effondrement de la menace soviétique ont laissé champ libre à un antagonisme jusqu’alors sous-jacent. Au printemps 2000, Wu Xinbo synthétisait les multiples inquiétudes chinoises vis-à-vis du Japon dans le triptyque suivant : la transformation du Japon en grande puissance militaire, le risque de *containment* par l’alliance Japon-États-Unis et l’interférence de Tokyo et Washington dans la question taiwanaise »<sup>1331</sup>. De ce point de vue, les inquiétudes de Beijing peuvent difficilement être vues comme injustifiées : les attentats du 11 septembre 2001 ont provoqué un alignement étroit du Japon sur les États-Unis, Tokyo a continué à refuser d’exclure explicitement Taiwan du périmètre au sein duquel l’alliance nippo américaine est valide et a profité, en même temps que créé, d’un cadre propice à l’expansion de son rôle militaire<sup>1332</sup> –bien que toujours sous le couvert de l’alliance avec Washington. Symétriquement Tokyo semble douter de plus en plus du caractère bénin de la modernisation de l’appareil militaire chinois. Le *National Defence Program Outline for FY 2005 and After* exprime ainsi ouvertement cette appréhension : « la Chine, qui poussère une

---

<sup>1328</sup> Un des éléments saillants est la résurgence de la question nucléaire pour Tokyo. Ainsi que le souligne Richard Samuels, Tokyo a fait preuve de la plus grande ambivalence quant à l’option nucléaire : « Kishi’s insistence in 1957 that ‘there are many varieties of nuclear arms’ has been reaffirmed repeatedly, despite the 1967 adoption of Japan’s ‘three nonnuclear principles’ » (Samuels (R.), *Securing Japan*, p. 47). L’alternative nucléaire semble avoir toutefois gagné en attrait. Critiquant la modernisation accélérée de l’Armée Populaire de Libération, Ichiro Ozawa –chef de file du Parti Libéral– indiquait ainsi en avril 2002 qu’une réponse possible du Japon serait l’acquisition d’armes nucléaires avançant une capacité de production de quelques milliers de celles-ci (Przystup (J.), « Japan-China Relations : The Good, The Bad and... China-Japan Relations » in *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 101 ; pour une critique de la capacité technique du Japon à franchir le seuil nucléaire, voir Kamiya (M.), « Nuclear Japan : Oxymoron or Coming Soon ? » in *Washington Quarterly*, vol. 26, no. 1, hiver 2002-03, pp. 69-71). Plus récemment, dans le second semestre 2006, Nakasone Yasuhiro et Nakagawa Shoichi –figures prééminentes du Parti Démocratique Libéral– ainsi que le ministre des affaires étrangères Taro Aso considéraient un débat sur l’acquisition d’armes nucléaires comme important et approprié (Przystup (J.), « Japan-China Relations : Searching for a Summit » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 129 ; Przystup (J.), « Japan-China Relations : Ice Breaks at the Summit » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 131 ; Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Abe Shows the Right Stuff » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 26).

<sup>1329</sup> Mearsheimer (J.), « Why We Will Soon Miss the Cold War » in *The Atlantic Monthly*, vol. 266, no. 2, août 1990, pp. 35-50.

<sup>1330</sup> Sutter (R.), *Chinese Policy Priorities and Their Implications for the United States*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 86.

<sup>1331</sup> Wu (X.), « The Security Dimension of Sino-Japanese Relations : Warily Watching One Another » in *Asian Survey*, vol. 40, no. 2, mars-avril 2000, pp. 297-298.

<sup>1332</sup> Pour un récapitulatif voir Samuels (R.), *Securing Japan*, p. 93.

forte influence sur la sécurité de [la] région [Asie Orientale], a modernisé ses capacités nucléaires et missilières aussi bien que ses forces navales et aériennes, et étendu ses zones d'opérations en mer. Nous devons rester attentif quant à ses actions futures »<sup>1333</sup>.

La croissance parallèle des rôles et puissances du Japon et de la Chine est à l'origine d'une forte méfiance réciproque, chacune des parties voyant sa propre expansion comme principalement défensive et celle de l'adversaire comme menaçante et –au moins partiellement<sup>1334</sup>– peu justifiée<sup>1335</sup>. Tokyo et Beijing apparaissent ainsi engluées dans un dilemme de sécurité quasi-archétypal, chaque mouvement 'défensif' de l'un constituant une 'menace' à l'encontre de l'autre<sup>1336</sup>. Ainsi que mis en lumière par Thomas Christensen, les propriétés de l'aire au sein de laquelle se joue l'antagonisme sino-japonais sont particulièrement susceptibles d'initier un processus d'actions et réactions difficilement maîtrisable :

*Si nous prêtons attention aux variables qui pourraient nourrir les dynamiques du dilemme de sécurité, l'Asie Orientale apparaît plutôt dangereuse. Dans une perspective réaliste standard, non seulement les changements importants et imprévisibles dans la distribution des capacités en Asie Orientale pourraient accroître l'incertitude et la défiance, mais l'importance des lignes maritimes et de la sécurité des approvisionnements en énergie pour presque tous les acteurs de la région pourrait encourager une compétition déstabilisatrice dans le développement de capacités de projection de puissance en mer et dans les airs. Du fait qu'elles soient perçues comme des menaces offensives, les forces de projection de puissance sont plus susceptibles de déclencher une spirale de tension, que ne le sont les armements qui ne peuvent que défendre le territoire de la nation [nation's homeland]<sup>1337</sup>*

---

<sup>1333</sup> *National Defence Program Outline for FY 2005 and After*, 10 décembre 2004, p. 3, <http://us.emb-japan.go.jp/english/html/pressreleases/2004/NDGP.pdf>, consulté le 20 avril 2008 (traduction non officielle).

<sup>1334</sup> La position de Beijing a été notablement modérée lors de la participation du Japon à la guerre contre le terrorisme engagée par les Etats-Unis (Przystup (J.), « Japan-China : From Precipice to Promise » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 91).

<sup>1335</sup> La suspicion est notablement aggravée par une certaine opacité entourant l'évaluation de la puissance militaire de chacun. La sous-évaluation du budget de défense chinois fait que les dépenses réelles sont habituellement évaluées au double du montant indiqué par les organes officiels (voir *infra*). Pour ce qui est du Japon, Christopher Twomey souligne à propos des acquisitions japonaises : « What was developed as 'an underwater targeting project' is indeed a potent submarine attack force ; its new 'disaster relief ship' would be called an amphibious assault ship in any other navy. Japan's potent air defense destroyers are commonly called 'escort ships' and its tanks referred to as 'special vehicles' in domestic discourse. Japan's remarkable propensity for Orwellian doublespeak should not conceal its true capabilities [...]. Harmonizing Japanese [defense budget] figures with Western statistical practices leads to an increase of nearly 50 percent in spending » (Twomey (C.), « Japan, A Circumscribed Balancer » in *Security Studies*, vol. 9, no. 4, été 2000, pp. 185-186).

<sup>1336</sup> Christensen (T.), « China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia » in *International Security*, vol. 23, no. 4, printemps 1999, pp. 49-80. Christopher Twomey note que, dans le cadre du réalisme défensif, le Japon se situe dans une 'defense dominant situation' –les conditions géographiques et technologiques donnant à Tokyo un avantage sur tout agresseur (Twomey (C.), « Japan, A Circumscribed Balancer », pp. 185-193). La dérive japonaise vers une position plus affirmée tend cependant à mettre en difficulté la prédiction selon laquelle un Etat bénéficiant d'un haut niveau de sécurité ne cherche pas à accroître sa puissance.

<sup>1337</sup> Christensen (T.), « China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia », p. 50.

Dépendant aujourd'hui des mêmes lignes de communication maritime pour la survie de leurs économies respectives, Tokyo et Beijing restent particulièrement nerveuses face à la vulnérabilité de ces dernières. D'une part, l'expansion accélérée de la flotte de sous-marins chinois –*Kilo* russes, *Yuan* et *Song* de production locale– laisse planer une ombre importune sur les lignes de communication japonaises, et, plus généralement, sur la défense des eaux nippones<sup>1338</sup>. D'autre part, depuis l'engagement pris par le Premier Ministre Zenko Suzuki, en mai 1981, Tokyo assume la défense des eaux environnant le Japon sur « plusieurs centaines de milles » et la protection de ses lignes de communication maritime sur un millier de milles nautiques<sup>1339</sup>. Un simple regard sur une carte de la région montre aisément le problème que peut poser à Beijing la zone couverte par cette limite. Appliquée à partir de Kyushu, l'aire concernée par l'engagement japonais recouvre l'ensemble de la côte orientale chinoise, jusqu'aux détroits de Bashi et de Luzon au sud de Taiwan –Taiwan étant incluse. Appliqué à partir de la pointe sud des Ryukyu l'arc de cercle méridional définissant la limite des mille milles nautiques part de Hainan, passe par les Paracel et borde le nord de l'archipel des Spratley, transformant une immense partie des eaux territoriales chinoises en une aire d'un intérêt particulier pour Tokyo.

Ainsi que mentionné précédemment, la résolution du dilemme de sécurité nécessite des conditions dont la probabilité d'occurrence est, au mieux, extrêmement faible dans le cas présent. La rivalité sino-japonaise paraît cependant s'enraciner sur un terreau plus profond que celui du seul dilemme de sécurité, ce dernier apparaissant plus comme un facteur aggravant que comme une cause principale. En effet, ainsi que l'exprime clairement Greg Austin, « le Japon et la Chine n'ont peut-être pas des objectifs de domination régionale, mais il est certain qu'ils nourrissent des ambitions de leadership régional et sont [chacun] conscient des aspirations de l'autre »<sup>1340</sup>. Cette rivalité est apparue de façon particulièrement claire dans le domaine économique, Tokyo et Beijing rivalisant pour porter le flambeau de l'intégration de l'Asie Orientale. En 2004, « le gouvernement japonais exprimait son intention d'exercer son leadership sur le processus

---

<sup>1338</sup> Parmi les multiples navires chinois s'introduisant dans les eaux revendiquées par Tokyo, un certain nombre semble avoir eu pour tâche d'établir une cartographie des fonds permettant la navigation des sous-marins (voir par exemple Przystup (J.), « Japan-China : Trouble Starts with 'T' » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 100 et Przystup (J.), « Japan-China : Not the Best of Times » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 119).

<sup>1339</sup> Dans une volonté de partage du fardeau de l'alliance nippo-américaine, Zenko Suzuki promet un effort substantiel de la part du Japon : « It is natural for Japan to defend its surrounding waters, which is [sic] our country's back-yard. We will strengthen our defence capability in order to defend several hundred miles of surrounding waters and the sea lanes to a distance of 1,000 nautical miles » (Suzuki Zenko cité dans Graham (E.), *Japan's Sea Lane Security 1940-2004*, p. 123).

<sup>1340</sup> Austin (G.), *Japan and Greater China*, p. 284.

d'intégration en Asie Orientale en tant que puissance majeure dans la région »<sup>1341</sup> suscitant des réactions d'ouverte défiance de la part de Beijing<sup>1342</sup>. Cette rebuffade chinoise s'inscrit dans la continuité d'une opposition à un rôle prédominant du Japon en Asie Orientale, dont un des éléments saillants dans la dernière décennie est certainement le rejet de la proposition japonaise d'un Fond Monétaire Asiatique au lendemain de la crise financière asiatique<sup>1343</sup>. Dans le champ économique, la rivalité sino-japonaise a été à nouveau clairement mise en lumière par des propositions concurrentes d'établissement de zones de libre-échange avec l'ASEAN entre 2000 et 2002<sup>1344</sup>. Dans le rapport de concurrence entre Beijing et Tokyo en Asie du Sud-Est, le jeu paraît pouvoir aisément être ramené à une simple logique de somme nulle et de ripostes mutuelles.

La rivalité sino-japonaise pour le rang de puissance dominante en Asie Orientale s'exprime aussi, bien que de manière plus euphémisée, dans le domaine de sécurité. Ainsi que précédemment souligné, les deux puissances asiatiques sont simultanément –bien que sur des modalités différentes– sur une partie ascendante de la courbe de leurs puissances politiques et militaires respectives. La joute opposant Beijing et Tokyo à l'intérieur de ce champ se déroule cependant moins selon une logique de sécurité minimale que dans la perspective d'une lutte pour une position de leader dans la région. Ainsi, alors que Denny Roy note qu'« un Japon politiquement et militairement fort serait, en tous les cas, un challenger potentiel pour la Chine dans [la lutte pour] le leadership régional »<sup>1345</sup>, Takahara Akio souligne que « pour certains japonais, [le nouvel activisme régional de la Chine après 1997] est un challenge pour le rôle de leader du Japon dans la région »<sup>1346</sup>. Dans une telle perspective, le jeu qui prend place entre les deux puissances se replace à nouveau nécessairement dans une logique de somme nulle. Pour le Japon, le problème se trouve principalement dans le fait que la Chine semble aujourd'hui avoir clairement comblé son retard en termes d'influence au sein des Etats de la région. Le risque pour Tokyo est de voir une majorité de ces Etats –dont le poids relatif est indubitablement faible– adopter une politique de *bandwagoning* envers la puissance montante<sup>1347</sup>.

---

<sup>1341</sup> Watanabe (M.), « Issues in Regional Integration of East Asia : Conflicting Priorities and Perceptions » in *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 2, 2004, p. 11.

<sup>1342</sup> *Ibid.*

<sup>1343</sup> Gilson (J.), « Complex Regional Multilateralism : 'Strategising' Japan's Responses to Southeast Asia » in *The Pacific Review*, vol. 17, no. 1, mars 2004, pp. 80-81.

<sup>1344</sup> Sutter (R.), *China's Rise in Asia*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005, p. 126 ; Przystup (J.), « Japan-China Relations : Congratulations, Concern, Competition, and Cooperation » in *Comparative Connections*, vol. 4, no.42, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 107-108.

<sup>1345</sup> Roy (D.), « The sources and Limits of Sino-Japanese Tensions », p. 197.

<sup>1346</sup> Akio (T.), « Japan's Political Response to the Rise of China » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2004, p. 163.

Réciproquement, le problème chinois réside essentiellement dans le fait que la position des Etats de l'ASEAN vis-à-vis du rôle politique et militaire élargi du Japon a subi une modification favorable substantielle. En effet, « durant les années 1980 et au début des années 1990, les premiers ministres japonais ont continué à effectuer des visites dans les pays de l'ASEAN, mais, en général, les quelques fois où ils ont tenu des consultations sur des questions de sécurité avec les dirigeants de l'ASEAN, [il s'agissait] de défendre le Japon contre les accusations de remilitarisation »<sup>1348</sup>. Par opposition, au cours de la dernière décennie, « les intérêts de sécurité du Japon [ont été] largement compatibles avec ceux de l'Asie du Sud-Est –prévenir l'hégémonie régionale, maintenir la présence régionale américaine comme force de stabilisation et gérer avec précaution le rôle régional de la Chine à mesure que cette dernière croît en puissance »<sup>1349</sup>. La rivalité sino-japonaise apparaît dès lors à analyser sous le jour d'une lutte pour un 'bien positionnel', que Randall Schweller décrit comme « une lutte [de type] 'winner takes all' [où] la négociation est impossible ; [et où] il n'existe pas de solution coopérative »<sup>1350</sup>. Dans cette opposition, la tendance au *bandwagoning* avec la puissance locale ascendante semble avoir primé sur celle du *balancing*. La comparaison des attentes et réussites des mouvements diplomatiques de Beijing et de Tokyo semble mettre en lumière un avantage de la première sur la seconde. Takeshi Yusawa souligne ainsi :

*Les officiels japonais ont continué à être frustrés par la stagnation continue des processus de CBM [Confidence Building Measures] et de PD [Preventive Diplomacy] au sein de l'ARF. Du fait d'une focalisation écrasante sur les question de contre-terrorisme, aucune discussion substantielle sur la PD n'a pu prendre place. En outre, la Chine et certains des pays de l'ASEAN sont resté opposés à un mouvement du Forum [...] vers l'étape de la PD [...]. Sur les CBMs, l'ARF n'a effectué que des progrès très modérés*<sup>1351</sup>.

L'avantage relatif de Beijing sur Tokyo n'est par ailleurs aucunement nouveau. Dès 1994, Denny Roy mettait en exergue la politique différentielle de l'ASEAN à l'égard de chacune des puissances, acceptant d'un côté l'accélération de la modernisation militaire chinoise mais protestant contre celle du Japon<sup>1352</sup>. De surcroît, une certaine convergence existe entre les intérêts de la Chine et de certains pays de la zone

<sup>1347</sup> En d'autres termes, le risque est pour Tokyo de voir le mouvement que Richard Samuels décrit principalement pour le champ économique –« Not only would Tokyo not be writing the rules of the road [...], but now it was going to have to incorporate –or bend to– Chinese preferences as well » (Samuels (R.), *Securing Japan*, p. 146)– déborder dans le domaine politique et militaire.

<sup>1348</sup> Hughes (C.), « Japan's subregional security and defence linkages with ASEANs, South Korea and China in the 1990s » in *The Pacific Review*, vol. 9, no. 2, 1996, p. 236.

<sup>1349</sup> Sutter (R.), *China's Rise in Asia*, p. 133.

<sup>1350</sup> Schweller (R.), « Realism and the Present Great Powers System: Growth and Positional Conflict Over Scarce Resources », p. 29.

<sup>1351</sup> Yusawa (T.), « Japan's Changing Conception of the ASEAN Regional Forum : From an Optimistic Liberal to a Pessimistic Realist Perspective » in *The Pacific Review*, vol. 18, no. 4, décembre 2005, p. 474.

<sup>1352</sup> Roy (D.), « Hegemon on the Horizon ? China's Threat to East Asian Security » in *International Security*, col. 19, no. 1, été 1994, p. 156.

considérée sur des sujets particuliers. Ainsi que le note Reinhard Drifte : « il est nécessaire de prendre aussi en considération le fait que plusieurs participants de l'ARF sont mal à l'aise avec un plus haut degré de transparence tel qu'exigé par les pays occidentaux »<sup>1353</sup>, Tokyo ayant fait sienne cette exigence<sup>1354</sup>, tandis que Beijing continue à souligner l'importance du maintien de zones d'ombres pour la garantie de sa sécurité. De fait, par choix délibéré ou nécessité, Beijing semble avoir définitivement pris un ascendant significatif sur Tokyo dans la lutte d'influence les opposant en Asie du Sud-Est –et, plus largement, en Asie Orientale.

L'année 2007, marquant le soixante-dixième anniversaire de l'incident du Pont Marco Polo et du sac de Nanjing, aura vu de considérables efforts déployés par les deux parties pour remettre sur la voie de la compréhension et de la cordialité les relations sino-japonaises. La visite de Wen Jiabao au Japon au mois d'avril, répondant à celle d'Abe Shinzo en octobre 2006, apparaît comme un significatif succès, permettant pour la première fois à un Premier Ministre chinois de s'exprimer devant la Diète<sup>1355</sup>. Les deux années parachèvent en outre une croissance ininterrompue de l'interdépendance des deux Etats, la Chine devenant le premier partenaire commercial du Japon en 2006, et le premier marché d'exportations de celui-ci en 2007<sup>1356</sup>. En mai 2008, Hu Jintao se rendait à Tokyo, effectuant la première visite d'un chef d'Etat chinois au Japon depuis celle de Jiang Zemin, une décennie plus tôt. Aussi notables que soient ces ultimes progrès diplomatiques et économiques, les éléments nourrissant l'antagonisme entre les deux acteurs conservent toutefois une prégnance certaine. Si Beijing semble avoir notamment modéré sa position à l'égard des exactions de l'armée japonaise d'occupation, la question du traitement du passé colonial japonais demeure en suspens, conservant son fort potentiel corrosif. Plus significativement, doutes et suspicions continuent à constituer un arrière-plan envahissant aux gestes de bonne volonté. Le Livre Blanc sur la Défense du Japon de 2007 soulignait que « les inquiétudes quant à la future modernisation des forces militaires chinoises ont été [...] croissantes »<sup>1357</sup>, appelant à plus de transparence dans les dépenses militaires et s'inquiétant de l'expérience anti-satellite menée par la Chine. Clairement, la rivalité entre les deux grandes puissances régionales d'Asie Orientale ne semble pas devoir être aisément dissipée, les mesures prises dans l'espoir de

---

<sup>1353</sup> Drifte (R.), *Japan's Security Relations with China since 1989*, Londres, Routledge, 2003, p. 126.

<sup>1354</sup> Yusawa (T.), « Japan's Changing Conception of the ASEAN Regional Forum », p. 467.

<sup>1355</sup> Przystup (J.), « Japan-China : Wen in Japan : Ice Melting But... » in *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, p. 131.

<sup>1356</sup> Przystup (J.), « Japan-China : All about Gyoza: Almost all the Time » in *Comparative Connections*, vol. 10, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2008, p. 109.

<sup>1357</sup> Ministère de la Défense (Japon), *Defense of Japan 2007*, [http://www.mod.go.jp/e/publ/w\\_paper/pdf/2007](http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/pdf/2007), consulté le 12 juin 2008.

bâtit une confiance minimale ayant l'ingrate et difficile tâche de surmonter l'inconfort japonais croissant vis-à-vis de la solidification de la puissance chinoise.

## Chapitre VIII. Hegemon global contre hegemon régional, la relation sino-américaine.

Caractériser la relation sino-américaine dans la période qui s'ouvre avec la crise provoquée par la tragédie de Tiananmen est un exercice rendu à nouveau périlleux par la multiplicité de ses dimensions et les variations notables à l'intérieur même des différents champs. Pour les années 1990, à un niveau événementiel, la position américaine passe de l'abysse engendré par la vague de répression suivant le 4 juin 1989, à la confrontation lors de la crise dans le détroit de Taiwan en 1995-96, puis à l'apogée des sommets entre Jiang Zemin et Bill Clinton, pour revenir à un nadir après la destruction de l'ambassade de Chine à Belgrade. L'ampleur des oscillations, reflétée sur la scène intérieure américaine par la dichotomie entre « Dragon Slayers et Panda Huggers »<sup>1358</sup>, n'empêche cependant pas une double continuité. En premier lieu, Washington s'est donnée les moyens de conserver en Asie Orientale une place prépondérante, interdisant à Beijing toute prétention aisée à un statut régionalement dominant. En second lieu, si l'on excepte les neuf premiers mois de l'administration George W. Bush –qui semblent porter le sceau de la caractérisation de Beijing comme un 'compétiteur stratégique', les Etats-Unis restent officiellement et rhétoriquement attachés à une politique plus proche de l'*engagement* que du *containment* –l'immense flou entourant les tenants et aboutissants de ces deux pôles nourrissant indubitablement cette constance. Ainsi qu'ont pu le montrer Thomas Christensen ou Evan Medeiros, les deux directions que constituent l'*engagement* et le *containment* n'ont rien d'incompatibles et tendent même à une certaine complémentarité<sup>1359</sup>. Le défi que la montée en puissance chinoise présente à l'ordre régional construit par et autour des Etats-Unis apparaît cependant aussi profond que multiforme. Face à la problématique classique de l'émergence d'un possible hegemon régional,

---

<sup>1358</sup> Gries (P.), *China's New Nationalism*, p. 1.

<sup>1359</sup> Christensen (T.), « Fostering Stability or Creating a Monster ? » in *International Security*, vol. 31, no. 1, été 2006, pp. 81-126 ; Medeiros (E.), « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability » in *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 1, hiver 2005-06, pp. 145-167.

la tonalité de la réponse du possible hegemon global semble avoir largement dérivé vers une politique insistant sur la fortification de positions limitant l'influence chinoise sur l'espace est-asiatique.

## ***I- Les errements de la position américaine.***

Si la fin de la Guerre Froide n'a pas apporté en Asie les ruptures qu'elle a pu amener en Europe, elle jette néanmoins les bases d'une modification profonde de la relation entre les puissances chinoise et américaine. La disparition de l'ennemi commun, contre lequel avait été promulguée la clause 'anti-hégémonique' du premier communiqué<sup>1360</sup>, entraîne une redéfinition progressive du rôle respectif que chacune des deux puissances tient –ou est susceptible de tenir– en Asie Orientale. A la période de « partenariat [stratégique] dans les années soixante-dix et quatre-vingt », a succédé une dérive de la relation sino-américaine vers « la compétition stratégique dans les années quatre-vingt-dix »<sup>1361</sup>, pour finalement jouter à la rivalité dans les années suivantes. Dans ce mouvement de progressif délitement, les attaques du 11 septembre 2001 apparaissent plus comme une parenthèse que comme une rupture<sup>1362</sup>, Bradley Thayer rappelant plaisamment que « la compétition entre grandes puissances ne prend jamais de vacances. Même durant la Global War on Terror, les Etats-Unis doivent se préparer à une confrontation avec la Chine »<sup>1363</sup>. En termes plus polémiques, la situation présente semble aujourd'hui opposer un « hegemon on the offensive »<sup>1364</sup> à un « hegemon on the horizon »<sup>1365</sup>, chacun des protagonistes renvoyant à la face de l'autre l'insultant substantif. Toutefois, si la prégnance de l'empreinte de Washington sur la région est-asiatique dispose d'une matérialité peu

---

<sup>1360</sup> Department of State, *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 28 février 1972, [http://usinfo.state.gov/eap/archive\\_index/joint\\_communique\\_1972.html](http://usinfo.state.gov/eap/archive_index/joint_communique_1972.html), consulté le 26 décembre 2007.

<sup>1361</sup> Shambaugh (D.), « L'enjeu stratégique : de l'antagonisme à la compétition dans la coexistence » in Godement (F.), *Chine Etats-Unis : Entre méfiance et pragmatisme*, Paris, IFRI/La Documentation Française, 2001, p. 63.

<sup>1362</sup> A cet égard, la promotion d'une relation sino-américaine « constructive, coopérative, candide » (Cossa (R.), « Regional Overview : U.S.-Asia Relations on the Upswing, But... » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 6) par George W. Bush au lendemain des attentats ne paraît pas fondamentalement différer de la construction d'un partenariat stratégique souhaitée par le précédent président américain. Analysant ce dernier, Avery Goldstein indique : « Diplomatic pleasantries and lofty rhetoric aside [...], the announced effort to build a Sino-American strategic partnership actually reflected an incomplete and still difficult search for a framework to manage the significant differences and conflicts of interest between the two major powers most active in §Asia after the Cold War » (Goldstein (A.), *Rising to Challenge*, Stanford, Stanford University Press, 2005, p. 145).

<sup>1363</sup> Thayer (B.), « Confronting China : An Evaluation of Options for the United States » in *Comparative Strategy*, vol. 24, no. 1, 2005, p. 71.

<sup>1364</sup> Deng (Y.), « Hegemon on the Offensive : Chinese Perspectives on U.S. Global Strategy » in *Political Science Quarterly*, vol. 116, no. 3, automne 2001, pp. 343-365.

<sup>1365</sup> Roy (D.), « Hegemon on the Horizon ? » in *International Security*, vol. 19, no. 1, été 1994, pp. 149-168.

contestable, le défi que l'émergence chinoise présente à cette domination dispose d'une matérialité plus difficilement saisissable. Le caractère profondément multidimensionnel de la relation sino-américaine garantit en effet à elle seule l'existence d'une pluralité de problématiques plus ou moins interdépendantes.

Il existe, en premier lieu, une indéniable divergence de point de vue entre les systèmes politiques et les idéologies affichées par les deux puissances. Dans un contexte où Washington a pu s'auto-investir d'une mission d'expansion de la communauté des démocraties<sup>1366</sup>, la perpétuation du régime chinois occupe une place inconfortable. De fait, Wang Jisi souligne qu'une conviction largement partagée en Chine est « que l'objectif ultime de la politique étrangère américaine est l'élimination du communisme de la surface de la planète et la domination du monde entier »<sup>1367</sup>, Beijing demeurant l'unique puissance significative attachée à des principes honnis par Washington. Dans une version plus extrême, la divergence de régime politique a encore servi de soubassement au discours quelque peu fantaisiste de la 'menace chinoise'. Selon Bill Gertz, « les communistes chinois croient que le socialisme mondial est inévitable »<sup>1368</sup>, une étrange observation à mettre en rapport avec une mise en garde du même auteur selon lequel « une des leçons fondamentales du XXème siècle est que les démocraties ne peuvent coexister indéfiniment avec des régimes totalitaires puissants et ambitieux »<sup>1369</sup>. Intimement liée à la problématique de la démocratisation chinoise, la question des Droits de l'Homme demeure parallèlement une constante de l'antagonisme sino-américain. Ainsi que le souligne David Lampton l'importance conférée à ladite question est demeurée très largement fluctuante dans les années quatre-vingt-dix<sup>1370</sup> et semble avoir suivi cette ligne d'inconstance dans la période suivante. A la position de fermeté adoptée par Bill Clinton au début de son premier mandat –désirant lier le renouvellement annuel du statut de la 'nation la plus favorisée' aux 'progrès' chinois en matière de Droits de l'Homme<sup>1371</sup>– succède ainsi une politique flexible, du même président, visant à l'intégration de Beijing dans le cercle des nations 'responsables'. 'Bémolisée' suite à la coopération accrue entre les deux Etats dans la période qui suit

---

<sup>1366</sup> Dans un discours du 28 avril 2005 à Santiago du Chili, Condoleezza Rice déclare par exemple : « To support democratic aspirations, all free nations must clarify the moral choice between liberty and oppression. We must let all governments know that successful relations with our democracy depend on the dignified treatment of their people [...]. Now, it is our historic duty to tell the world that tyranny is a crime of man, not a fact of nature. Our goal must always be the elimination of tyranny in our world » (« Remarks at the Community of Democracies Opening Plenary », 28 avril 2005, <http://www.state.gov/secretary/rm/2005/45386.htm>, consulté le 16 janvier 2008).

<sup>1367</sup> Wang (J.), « The Role of the United States as a Global and Pacific Power : A view from China » in *The Pacific Review*, vol. 10, no. 1, 1997, p. 13.

<sup>1368</sup> Gertz (B.), *The China Threat*, p. 10.

<sup>1369</sup> *Ibid.*, p. xi.

<sup>1370</sup> Lampton (D.), *Same Bed, Different Dreams*, Berkeley, California University Press, 2001, pp. 134-135.

<sup>1371</sup> *Ibid.*, p. 136.

les attaques du 11 septembre, la problématique des Droits de l'Homme tend cependant à resurgir après une brève période de somnolence. Une résolution introduite en mars 2004 à la Chambre des Représentants affirmant entre autres que « la Chine a encore à faire la preuve de sa volonté de respecter les normes acceptées internationalement en termes de liberté de croyance, d'expression et d'association »<sup>1372</sup>, était adoptée par une écrasante majorité. Une année plus tard, jour pour jour, une nouvelle résolution faisait écho, demandant aux « représentants appropriés [...] [délégués à la Commission sur les Droits de l'Homme aux Nations Unies] d'introduire une résolution en appelant au Gouvernement de la République Populaire de Chine pour que cessent ses violations des droits de l'Homme en Chine »<sup>1373</sup>.

L'antagonisme sino-américain se laisse cependant difficilement réduire à une rivalité idéologique. En effet, « la priorité de la politique étrangère chinoise [...] s'est déplacée de la 'révolution' sous Mao à la 'modernisation' sous Deng [...]. De multiples façons, les considérations politiques telles que la révolution et le socialisme sont devenues nettement moins proéminentes »<sup>1374</sup>. Si les autorités chinoises refusent avec constance toute ingérence dans des affaires qu'elles estiment internes, elles n'en ont pas moins abandonné la promotion d'une illusoire révolution communiste à l'échelle mondiale dès la fin des années soixante-dix<sup>1375</sup>. De ce point de vue, Beijing apparaît essentiellement en position défensive et loin de la posture d'offensive idéologique que lui suppose Bill Gertz, battant en brèche l'idée, plus générale, d'un fondement idéologique à l'hostilité de Beijing à Washington<sup>1376</sup>. Plus problématique, l'évaluation de la relation sino-américaine à l'aune de la question de la démocratisation ou d'un respect accru des Droits de l'Homme pose un problème de cohérence. Quansheng Zhao remarque ainsi que « personne ne nie que les différences idéologiques sont un facteur important, mais elles ne peuvent expliquer pourquoi la Chine a été traitée avec plus d'hostilité lorsqu'[elle] a adopté [...] une nouvelle stratégie de développement orientée vers le marché sous Deng, que lorsqu'[elle était] une économie totalement planifiée et commandée sous Mao. Dans les faits, la Chine a fait de notables progrès, même sur le plan des droits de l'Homme, comparée à [sa situation] durant la décennie

---

<sup>1372</sup> H. Res. 530, 3 mars 2004, <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/D?c108:1:/temp/~c108CADMTb::>, consulté le 18 janvier 2008.

<sup>1373</sup> H. Con. Res. 83, 3 mars 2005, <http://thomas.loc.gov/cgi-bin/query/C?c109:/temp/~c109z4kPBq>, consulté le 18 janvier 2008.

<sup>1374</sup> Zhao (Q.), « China and Major Power Relations in East Asia » in *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, p. 676.

<sup>1375</sup> Zhao (S.), « Chinese Foreign Policy : Pragmatism and Strategic Behavior » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy*, New York, M.E. Sharpe, 2004, pp. 8-9.

<sup>1376</sup> Considérant les différentes dimensions du discours de la menace chinoise, Denny Roy dégage ainsi un groupe fondant cette dernière sur les valeurs portées par une Chine restée communiste : « many critics accuse the Chinese government of hostility toward the modern value that are peace and prosperity » (Roy (D.), « The 'China Threat' Issue : Major Arguments » in *Asian Survey*, vol. 36, no. 8, août 1996, p. 361).

de Révolution Culturelle (1966-76) »<sup>1377</sup>. Concluant son étude, le même auteur ajoute que l'« une des raisons [justifiant] cette aversion pourrait provenir du simple fait que l'ascension de la Chine a effectivement changé la distribution de puissance » et que « de ce fait, la Chine a été plus fréquemment perçue comme un challenge pour l'ordre international existant »<sup>1378</sup>.

Le challenge imposé par la Chine aux Etats-Unis se situe donc en premier lieu au niveau de l'impact de l'émergence accélérée de la première sur des (des)équilibres jusqu'alors favorables aux seconds. L'ampleur du 'défi chinois' demeure cependant limitée. Si Bradley Thayer estime que « si les tendances présentes continuent, durant la prochaine génération, la Chine supplantera les Etats-Unis comme Etat dominant dans la politique internationale »<sup>1379</sup>, Steve Chan offre un tableau plus tempéré de l'évolution de la distribution de puissance entre les deux Etats. Si à l'aune de certains index, Beijing semble combler son immense retard<sup>1380</sup> l'écart demeure conséquent en matière militaire, technologique et économique<sup>1381</sup>, interdisant d'envisager une transition de puissance à une échelle globale dans un avenir prévisible. En d'autres termes, la logique sous-tendant l'évolution de la relation sino-américaine semble être mal saisie par une grille de lecture centrée sur l'émergence d'un 'peer competitor'. Ainsi que le remarque Thomas Christensen :

*La Chine n'apparaît pas sur le point de devenir un peer competitor des Etats-Unis. Si elle devait l'être, la croissance économique chinoise et sa sophistication technologique croissante devraient permettre à la Chine de combler le fossé [la séparant] des [forces] militaires américaines, de créer des capacités de projection de puissance qui pourraient menacer la position américaine en Asie Orientale, et de remplacer l'ex-Union soviétique comme menace globale en termes de sécurité. Etant donné les importants sauts que ceci exigerait en puissance économique et militaire, il semble implausible à beaucoup [...], que la Chine puisse parvenir à un tel résultat à un moment quelconque des quelques prochaines décennies<sup>1382</sup>.*

---

<sup>1377</sup> Zhao (Q.), « The Shift in Power Distribution and the Change of Major Power Relations » in *Journal of Strategic Studies*, vol. 24, no. 4, 2001, p. 71.

<sup>1378</sup> *Ibid.*

<sup>1379</sup> Thayer (B.), « Confronting China : An Evaluation of Options for the United States » in *Comparative Strategy*, vol. 24, no. 1, 2005, p. 71. Evan Feigenbaum subdivise la divergence sino-américaine à un niveau global en six points : 1) le principe d'organisation du système international, 2) les règles devant régir la conduite des Etats, 3) le mode d'interaction bilatérale, 4) les structures de légitimation du recours à la force, 5) le rapport entre armements offensifs, défensifs et dissuasifs, 6) l'ampleur de la remise en cause de l'Etat par la globalisation (Feigenbaum (E.), « China's Challenge to *Pax Americana* » in *Washington Quarterly*, vol. 24, no. 3, été 2001, pp. 31-43).

<sup>1380</sup> Steve Chan examine dans cette perspective le *Composite Index of National Capability* construit par le *Correlates of War Project* et le Produit Intérieur Brut en termes de parité de pouvoir d'achat (Chan (S.), *China, the U.S., and the Power-Transition Theory : A Critique*, Londres, Routledge, 2007, pp. 13-15).

<sup>1381</sup> De multiples facteurs sont pris en compte par Steve Chan, notamment le PIB par habitant, le montant du budget de défense, le nombre d'usagers internet, le nombre de demandes de brevets... (*Ibid.*, pp. 13-25).

<sup>1382</sup> Christensen (T.), « Posing Problems without Catching Up » in *International Security*, vol. 25, no. 4, printemps 2001, p. 8.

Dans cette perspective, la Chine s'identifie moins à un lointain *peer competitor* qu'à ce que Zalmay Khalilzad & alii définissent comme un compétiteur régional multidimensionnel<sup>1383</sup>, disposant d'une puissance dont l'empreinte, certes significative, demeure cantonnée à un espace limité.

Le fait que l'accroissement soutenu de la puissance chinoise ne soit pas sans créer une inquiétude quant au maintien du statut premier de Washington dans la région<sup>1384</sup> ne signifie cependant pas nécessairement que Beijing soit animée par une motivation délibérément hostile à l'égard de cette dernière. Certes, les années quatre-vingt-dix se trouvent essentiellement marquées par un appel à la constitution d'un ordre multipolaire<sup>1385</sup>, dans lequel Beijing serait à même d'obtenir une position d'égalité avec les grandes puissances existantes<sup>1386</sup> –i.e. les Etats-Unis. La multipolarisation prend dans ce cadre deux sens : elle est vue en premier lieu comme la tendance inéluctable du système et comme un horizon politique à atteindre<sup>1387</sup>. Dans le premier cas, elle est une transition d'un monde caractérisé par « deux superpuissances, plusieurs puissances »<sup>1388</sup> à un autre où une seule superpuissance a survécu mais où les puissances prolifèrent<sup>1389</sup>. Dans le second, elle est une garantie nécessaire pour la préservation des puissances de second rang face à 'l'hégémonisme' américain<sup>1390</sup>. Zalmay Khalilzad & alii mettent cependant en lumière une forte ambiguïté de la multipolarisation défendue par la Chine indiquant qu'« il y aurait de bonnes raisons, malgré la rhétorique occasionnelle, [pour penser] que les Chinois ne cherchent pas en réalité un monde multipolaire. On pourrait se demander si une véritable multipolarité serait avantageuse pour les Chinois, étant donnée leur proximité à

---

<sup>1383</sup> Khalilzad (Z.) & alii., *The United States and Rising China*, Santa Monica, RAND, 1999, p. 59. En tant que compétiteur régional, la Chine disposerait des propriétés suivantes : - Exercis[ing] sea denial with respect to the seas contiguous to China, - Contest[ing] aerospace superiority in a sustained way in areas contiguous to China's borders, - Threaten[ing] U.S. operating locations in East Asia with a variety of long-range strike assets, - Challeng[ing] U.S. information dominance, - Pos[ing] a strategic nuclear threat to the United States (*Ibid.*).

<sup>1384</sup> Goldstein (A.), *Rising to Challenge*, pp. 84-85.

<sup>1385</sup> San Pablo-Baviera (A.), « The China factor in US alliances in East Asia and the Asia Pacific » in *Australian Journal of International Affairs*, vol. 57, no. 2, juillet 2003, pp. 342-343 ; Zhao (S.), « Chinese Foreign Policy : Pragmatism and Strategic Behavior », p. 13.

<sup>1386</sup> Zhao (S.), « Beijing's Perception of the International System and Foreign Policy Adjustment after the Tiananmen Incident » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy*, p. 143. « Que ce soit dans le cadre global ou régional, dans les domaines politique, économique... la tendance à la multipolarisation [*duojihua qushi*] a eu de nouveaux développements » (Jiang Zemin cité dans Yu (S.), « Shijie geju yu daguo guanxi ruogan wenti tantao » [Quelques approfondissements sur la structure du monde et les rapports des grandes puissances], in *Xiandai guoji guanxi* [Relations internationales contemporaines], no. 1998/2, 1998, p. 38).

<sup>1387</sup> *Ibid.*

<sup>1388</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>1389</sup> *Ibid.*, p. 40. Yan (X.), « Guoji Huanjing ji waijiao sikao » [L'environnement international et réflexions sur la diplomatie] in *Xiandai Guoji Guanxi*, no. 1999/8, 1999, p. 7.

<sup>1390</sup> « Le débat sur la question du monde unipolaire et de la multipolarisation, en réalité, reflète la confrontation entre la recherche de l'hégémonie et l'opposition à l'hégémonie », Yu (S.), « Shijie geju yu daguo guanxi ruogan wenti tantao ». p. 41.

trois autres 'pôles' forts avec lesquels ils ont eu des relations conflictuelles par le passé : La Russie, le Japon et l'Inde [...]. Les Chinois pourraient en fait préférer remplacer [cette multipolarité] par quelque chose ressemblant à un 'condominium' sino-américain »<sup>1391</sup>. Toutefois, si Beijing recherche une place plus prééminente au sein du système, elle doit néanmoins compter sur la situation de claire inégalité de puissance entre elle-même et Washington<sup>1392</sup>. De ce fait, Yan Xuetong souligne qu'une politique de confrontation frontale n'est aucunement dans l'intérêt chinois<sup>1393</sup>. Il est donc peu surprenant que la ligne suivie actuellement par Beijing ne suive nullement celle d'un évincement accéléré des Etats-Unis de la région. L'évolution près de deux fois décennale de la structure du système international semblant, au mieux, être celle d'un ajournement prolongé de l'émergence d'un monde multipolaire, la position chinoise s'est adaptée en suivant une ligne de moindre résistance. En d'autres termes, l'adaptation à un système entré dans une ère unipolaire<sup>1394</sup> –plutôt que dans un simple moment– prime aujourd'hui sur la prophétie irréaliste de l'apparition de nouveaux pôles.

Cette solidification de l'unipolarité à un niveau global semble jouer un rôle déterminant dans une prise de position chinoise sur l'échiquier international qui ne correspond pas à ce qui serait attendu d'une puissance vouée à une politique de *balancing* contre le potentiel hegemon global. Incapable d'assumer seule les coûts d'une lutte à l'échelle globale contre les visées hégémoniques de Washington et insuffisamment sûre des potentiels alliés<sup>1395</sup>, Beijing apparaît, au mieux dans une position de *soft balancing*<sup>1396</sup>. Si Beijing nourrit des relations relativement cordiales avec la Russie sous le couvert d'un 'partenariat stratégique', peu d'éléments peuvent être compris comme une coordination accrue des politiques russe et chinoise à l'encontre des Etats-

---

<sup>1391</sup> Khalilzad (Z.) & alii., *The United States and Rising China*, p. 11.

<sup>1392</sup> Yan Xuetong dégage deux caractéristiques majeures de la position chinoise dans la période post-Guerre Froide : le fait que la Chine reste un pays en voie de développement et le fait que le système international soit sous hégémonie américaine (Yan (X.), « Guoji Huanjing ji waijiao sikao », p. 10).

<sup>1393</sup> « Lors de la protection des intérêts vitaux, comme l'unité du pays, la politique extérieure de la Chine ne peut en aucun cas se montrer faible ; la Chine, cependant, ne peut assumer le rôle de leader dans l'opposition à l'hégémonie internationale » (*Ibid.*).

<sup>1394</sup> Jia (Q.), « Learning to Live with the Hegemon : Evolution of China's Policy Toward the US since the End of the Cold War » in *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 44, 2005, p. 404 ; Goldstein (A.), *Rising to Challenge*, p. 24 ; Foot (R.), « Chinese Strategies in a US-hegemonic Global Order : Accommodating and Hedging » in *International Affairs*, vol. 82, no. 1, 2006, p. 83.

<sup>1395</sup> Deng (Y.), « Hegemon on the Offensive : Chinese Perspectives on U.S. Global Strategy », p. 344.

<sup>1396</sup> T.V. Paul porte au crédit du *soft balancing* la position chinoise sur la guerre du Kosovo et sur la guerre contre l'Iraq (Paul (T.V.), « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », pp. 60-70. Yong Deng parle d'« hésitant balancing » contre l'hégémonie américaine (Deng (Y.), « Hegemon on the Offensive : Chinese Perspectives on U.S. Global Strategy », p. 357).

Unis<sup>1397</sup>, et ce malgré une volonté originelle d'accélérer le processus de multipolarisation<sup>1398</sup>. Par contraste cependant, à un niveau régional, l'empreinte de la nouvelle puissance chinoise s'est élargie au sein de l'espace est-asiatique, érodant la suprématie américaine. Pour Rosemary Foot, l'activisme régional de Beijing trouve sa principale explication dans une volonté de multiplier les leviers de pression sur Washington<sup>1399</sup>. S'il ne se situe pas dans une logique d'opposition ouverte à Washington, le positionnement de Beijing s'inscrit indubitablement dans une perspective de compétition ayant pour principal objet la prise de garanties contre une possible redéfinition de la politique de Washington vers un alignement régional tourné contre la Chine<sup>1400</sup>. La forme prise par l'émergence chinoise signifie donc pour Washington que les problématiques posées se situent moins au niveau global qu'à un niveau régional. Si l'on se trouve à quelques distances de l'émergence d'un *peer competitor*, les termes servant à la définition de la ligne suivie par Washington vis-à-vis de la montée en puissance chinoise sont ceux du dilemme traditionnel d'opposition à l'émergence d'un challenger local.

En termes désormais classiques, la principale ligne de partage des eaux passe, du côté américain, entre les partisans du *containment* –limiter l'expansion de l'influence chinoise<sup>1401</sup>– et ceux de l'*engagement* –assurer Beijing des intentions bénignes de Washington et promouvoir l'intégration aux systèmes politiques et économiques internationaux tels qu'ils existent<sup>1402</sup>. Cette ligne de fracture est le plus souvent entendue comme une division entre deux politiques opposées. A un des extrêmes, l'idée est que l'inexorable ascension de la Chine impose à Washington de composer avec la nouvelle puissance. Pour Hans Maull, « clairement, le 'containment' à travers une *balance of power* est inadéquat en tant que stratégie face à une Chine qui deviendra probablement plus puissante dans les relations internationales et plus instable et fragile dans ses affaires intérieures », les stratégies appropriées étant celles « qui sont à même de contraindre et de stabiliser

---

<sup>1397</sup> Johnston (A.), « Realism(s) and Chinese Security Policy in the Post-Cold War Period » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics*, p. 274.

<sup>1398</sup> Goldstein (A.), « An Emerging China's Grand Strategy » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International Relations Theory and the Asia-Pacific*, p. 74.

<sup>1399</sup> Foot (R.), « China's Regional Activism : Leadership, Leverage, and Protection » in *Global Change, Peace & Security*, vol. 17, no. 2, 2005, pp. 150-152.

<sup>1400</sup> Une telle dynamique est définie comme *hedging* par Evan Medeiros (Medeiros (E.)), « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », pp. 154-155).

<sup>1401</sup> Byman (D), Cliff (R.) & Saunders (P.), « US Policy Options Toward an Emerging China » in *The Pacific Review*, vol. 12, no. 3, 1999, pp. 429-430.

<sup>1402</sup> *Ibid.*, p. 426. Byman & alii ajoutent deux stratégies possibles : *conditioning* (p. 428) –jeu d'incitations et de punitions de Washington vis-à-vis du positionnement chinois– et *transformation* –promotion agressive de la démocratisation chinoise (p. 430).

la Chine –ce qui ne peut être fait que par l’engagement »<sup>1403</sup>. Une telle ligne, touchant au fatalisme, n’est toutefois guère satisfaisante car reposant sur un ensemble d’espérances douteuses. Zalmay Khalilzad & alii soulignent :

*Plus fondamentalement, l’engagement repose sur une hypothèse –celle que le contact continu affectera en fin de compte l’attitude chinoise d’une manière positive– qui est loin d’être certaine. Dans le même temps, [l’engagement] aide au développement économique et technologique de la Chine, créant ainsi la base de sa future force militaire. De ce fait, si l’hypothèse est incorrecte, l’engagement aura simplement aidé la Chine à devenir un adversaire plus menaçant dans le futur. Même si la direction veut bien, temporairement –afin de s’assurer des avantages de l’engagement– se soumettre aux normes de comportement international soutenues par les Etats-Unis, il n’existe pas de garantie que cet acquiescement continuera une fois que le comprehensive national power de la Chine aura été amélioré. A cet instant, la Chine pourrait avoir confiance en sa capacité à tracer son propre chemin dans le monde sans relations économiques ou d’un autre ordre avec les Etats-Unis, ou pourrait penser que son importance dans les affaires mondiales est [alors] si grande que les Etats-Unis n’ont d’autre choix que de chercher [à maintenir] de bonnes relations avec elle<sup>1404</sup>.*

Répondant aux inquiétudes et incertitudes suscitées par la montée en puissance chinoise, les Etats-Unis sont cependant loin d’avoir embrassé sans réserve la logique de l’*engagement*. Washington a clairement marqué son opposition à l’émergence de toute puissance pouvant possiblement prétendre à l’hégémonie régionale et dont les intérêts seraient contraires à ceux de Washington<sup>1405</sup>. De ce point de vue, l’élément de continuité est remarquable. Le *Quadrennial Defense Review Report* de 2001 indiquait ainsi la possibilité d’émergence de puissances régionales susceptibles de remettre en cause l’équilibre de régions d’importance vitale pour les Etats-Unis<sup>1406</sup> et évoquait la nécessaire préservation d’une supériorité décisive en termes militaires afin de dissuader tout prétendant<sup>1407</sup>. Alors que la *National Security Strategy* de 2006 réitérait cette nécessaire dissuasion des possibles compétiteurs<sup>1408</sup>, le *Quadrennial Defense Review Report* de la même année isolait la Chine comme l’acteur le plus à même de faire trébucher les Etats-Unis et affirmait que les Etats-Unis « chercheront à s’assurer qu’aucune puissance étrangère ne puisse dicter les termes de la sécurité globale ou régionale, tenteront de dissuader tout compétiteur militaire de développer des capacités perturbatrices ou

---

<sup>1403</sup> Maull (H.), « Reconciling China with International Order » in *The Pacific Review*, vol. 10, no. 4, 1997, p. 469.

<sup>1404</sup> Khalilzad (Z.) & alii., *The United States and Rising China*, pp. 68-69.

<sup>1405</sup> Hunter (R.), « After 9/11 : US Policy in Northeast Asia » in *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 1, 2003, p. 17.

<sup>1406</sup> Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 30 septembre 2001, p. 4, <http://www.dod.mil/pubs/qdr2001.pdf>, consulté le 20 mars 2008.

<sup>1407</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>1408</sup> *The National Security Strategy of the United States*, mars 2006, p. 43, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf>, consulté le 20 mars 2008.

autres qui pourraient permettre l'hégémonie régionale ou l'action hostile à l'encontre des Etats-Unis ou de pays amis, et essaieront de dissuader l'agression ou la coercition »<sup>1409</sup>.

La stricte dichotomie entre les deux types de stratégie masque cependant l'unicité de l'objectif et les multiples modalités de combinaisons possibles. La position américaine semble de fait combiner un ensemble d'éléments coopératifs sous-tendu par la présence, en arrière-plan, de composantes clairement compétitives, les deux dimensions étant en constante interaction<sup>1410</sup>. Malgré les fluctuations conjoncturelles de la relation sino-américaine, Evan Medeiros souligne que « les Etats-Unis et la Chine pratiquent le *shadowboxing* pour [accroître] leurs influences et statuts [respectifs] en Asie-Pacifique. Retenant les coups rhétoriquement mais se lançant des crochets [au niveau] opérationnel, les deux [Etats] usent de la diplomatie et de la coopération militaire pour manœuvrer [vers de meilleures] positions dans un ordre régional de sécurité en évolution »<sup>1411</sup>. Dans cette logique compétitive, l'objectif de Washington semble être de préserver le plus grand nombre de vecteurs d'influence sur Beijing. Or, la mise en œuvre d'une telle stratégie n'impose donc pas une confrontation systématique à l'encontre de la Chine et prête notamment garde au rapport entre des coûts certains et des effets plus aléatoires. Si l'affaiblissement de la dynamique de croissance chinoise peut, dans l'absolu, paraître séduisante, réinscrite dans son contexte, elle comporte le risque d'importants coûts pour un résultat plus que douteux. Thomas Christensen note ainsi qu'une manœuvre de Washington visant à affaiblir l'économie chinoise ne peut se contenter d'évaluer seulement l'impact direct sur la victime mais doit tenir compte d'une probable levée de boucliers de la part de l'ensemble des Etats de la région<sup>1412</sup>. Ramenée à sa logique élémentaire, une telle stratégie s'apparente à un *containement* à moindre coût, à une logique de *shaping* mêlant éléments de coopération et de contrainte afin d'orienter Beijing vers le rôle que Washington lui préfère. En ce sens, la logique d'*engagement* bruyamment affirmée ne vaut que dans la mesure où Beijing se conforme aux exigences d'un système demeurant centré sur les Etats-Unis, sans que ne soit envisageable une modification autre qu'à la marge de celui-ci.

---

<sup>1409</sup> Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 6 février 2006, p. 30.

<sup>1410</sup> La complémentarité des deux approches est exprimée dans le *Quadrennial Defense Review Report* de 2006, indiquant : « Shaping the choices of major and emerging powers requires a balanced approach, one that seeks cooperation but also creates prudent hedges against the possibility that cooperative approaches by themselves may fail to preclude future conflict » (*Ibid.*).

<sup>1411</sup> Medeiros (E.), « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », p. 145.

<sup>1412</sup> Christensen (T.), « Fostering Stability or Creating a Monster ? », p. 122. Thomas Christensen met notamment en lumière une série de phénomènes contre-intuitifs quant à la division entre politiques s'inscrivant dans le cadre d'un jeu à somme positive et celles s'inscrivant dans un jeu à somme nulle (*Ibid.*, pp. 116-122).

## ***II- Succès et limites des éléments relatifs à l'engagement.***

### **A- L'approfondissement de l'Interdépendance économique.**

Si un point de la relation sino-américaine peut donner satisfaction aux tenants des effets positifs de l'interdépendance, il s'agit très certainement de la dimension économique de celle-ci. D'un point de vue bilatéral, le développement des échanges apparaît en effet sans précédent. Entre 1995 et 2006, le montant annuel du commerce entre les deux Etats a ainsi été multiplié par six, passant de 57,4 à 343 milliards de dollars<sup>1413</sup>, le taux de croissance annuel des échanges n'étant pas une seule fois descendu au-dessous des 20% depuis 2000. En 2006, la Chine était le second partenaire commercial des Etats-Unis, certes à quelques distances encore du Canada, mais loin devant le Japon<sup>1414</sup>. De manière réciproque, la première destination des produits chinois était les Etats-Unis<sup>1415</sup>. David Lampton note de surcroît que la perception des multiples compagnies américaines implantées en Chine s'est fortement modifiée au cours de la décennie précédente, la promesse d'un immense marché ayant estompé sans remplacer l'image d'un pays dont les ressources en main d'œuvre bon marché sont inépuisables<sup>1416</sup>. De manière moins spectaculaire, les investissements directs des Etats-Unis en Chine ont progressé de 63% entre 1995 et 2004 –contre une progression de 68% pour le total des investissements directs en Chine sur la même période<sup>1417</sup>. Le cumul des investissements directs américains en Chine entre 1979 et 2006 atteignait près de 54 milliards de dollars, occupant, selon les statistiques du Département d'Etat, le quatrième rang derrière Hong Kong, le Japon et les Iles Vierges<sup>1418</sup>.

---

<sup>1413</sup> The US-China Business Council, *U.S.-China Trade Statistics and China's World Trade Statistics*, <http://www.uschina.org/statistics/tradetable.html>, consulté le 22 décembre 2007. Mis en perspective sur une période plus longue, la hausse est plus vertigineuse encore le commerce entre les deux parties étant à peu près nul jusqu'à l'établissement de relations diplomatiques (Lampton (D.), *Same Bed, Different Dreams*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 113).

<sup>1414</sup> Pour l'*US International Trade Commission*, les chiffres concernant la Chine et le Japon s'établissaient respectivement à 339 et 204 milliards de dollars pour l'année 2006 (US International Trade Commission, *U.S. Trade Balance, by Partner Country 2006 in descending order of trade turnover*, [http://dataweb.ustic.gov/scripts/cy\\_m3\\_run.asp](http://dataweb.ustic.gov/scripts/cy_m3_run.asp), consulté le 22 décembre 2007).

<sup>1415</sup> Organisation Mondiale du Commerce, *Trade Profiles 2007*, p. 38.

<sup>1416</sup> Lampton (D.), *Same Bed, Different Dreams*, p. 114.

<sup>1417</sup> Sur la base des chiffres produits par le *US-China Business Council* concernant les investissements directs contractés, voir <http://www.us-china.org/statistics/fdi/cumulative.html>, consulté le 3 janvier 2008.

<sup>1418</sup> Les chiffres pour Hong Kong, le Japon, les Iles Vierges, les Etats-Unis et Taiwan étaient respectivement de 280, 58, 57, 54 et 44 milliards de dollars d'investissements directs cumulés entre 1979 et 2006 (<http://state.gov/e/eeb/ifd/2007/82189.htm>, consulté le 3 janvier 2008). Pour des raisons évoquées précédemment, les parts de Hong Kong et des Iles Vierges se trouvent être très largement surévaluées par les statistiques officielles, celle de Taiwan subissant une forte sous-évaluation. En termes relatifs, la part occupée par les Etats-Unis est cependant relativement faible, atteignant à peine 8% de l'ensemble des investissements directs effectués en Chine

Mise en perspective sur le dernier quart de siècle, la relation économique entre les deux Etats tend indéniablement vers un approfondissement de leur dépendance mutuelle. En effet si, d'une part, « la Chine a payé sa stupéfiante croissance économique au prix d'une interdépendance croissante avec les Etats-Unis et l'économie mondiale »<sup>1419</sup>, d'autre part l'accès à l'espace économique chinois demeure aujourd'hui une nécessité pour la bonne santé de l'économie américaine<sup>1420</sup>.

Ce développement continu des relations économiques a été en outre soutenu par une volonté partagée de faire de la Chine un acteur 'normal' du paysage économique international. Dans cette perspective, le processus d'intégration de la Chine à l'OMC reste emblématique, notamment parce qu'il résulte d'un compromis entre des objectifs originellement divergents. Pour les Etats-Unis, « l'entrée de la Chine au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce poussait la Chine plus avant sous la coupe des régulations du commerce international, et accroissait l'accès au marchés chinois pour les compagnies américaines »<sup>1421</sup>. Pour Beijing, « l'adhésion de la Chine à l'OMC [était] vue comme offrant l'un des plus importants canaux de participation à une globalisation économique spontanée, mais aussi comme offrant à Beijing un espace élargi pour exercer son influence sur la gestion de la globalisation économique »<sup>1422</sup>. Cette dissemblance des finalités poursuivies par les deux parties n'empêche cependant nullement Beijing de devenir le 143<sup>ème</sup> membre de l'OMC le 11 décembre 2001, après quinze années d'âpres négociations<sup>1423</sup>. De manière significative, l'accord de l'automne 1999, ouvrant la voie à un positionnement positif des Etats-Unis, découle essentiellement d'importantes concessions consenties par Beijing afin d'accélérer le processus d'intégration<sup>1424</sup> et malgré de fortes oppositions internes<sup>1425</sup>. Du côté américain, le débat sur l'octroi à Beijing

---

entre 1979 et 2006 (*Ibid.*).

<sup>1419</sup> Garrett (B.), « US-China Relations in the Era of Globalization and Terror : a framework for analysis » in *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, p. 398.

<sup>1420</sup> Segal (A.), « Practical Engagement : Drawing a Fine Line for U.S.-China Trade » in *Washington Quarterly*, vol. 27, no. 3, été 2004, p. 163 ; Garrett (B.), « US-China Relations in the Era of Globalization and Terror : a framework for analysis », p. 401.

<sup>1421</sup> Broomfield (E.), « Perceptions of Danger : the China Threat Theory » in *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, p. 277.

<sup>1422</sup> Kim (S.), « China in World Politics » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter ? A Reassessment*, p. 49.

<sup>1423</sup> *Ibid.*

<sup>1424</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Progress Amidst Persisting Deep Suspicions » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 14-15.

<sup>1425</sup> Bonnie Glaser rapporte ainsi : « The publication by the Office of the U.S. Trade Representative, without Beijing's concurrence, of a 17-page list of Chinese concessions engendered charges from opponents of early entry into the WTO that Zhu had given too much and gotten little in return. University students compared Zhu's WTO concessions to the twenty-one demands imposed on China by Japan in 1915 and charged the premier with selling out Chinese interests » (Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Challenged by New Crises » in *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 13-14).

du statut de la nation la plus favorisée (*Permanent Normal Trade Relations*) fera, durant l'année 2000, l'objet d'un houleux débat parlementaire<sup>1426</sup>. En dépit de ces multiples tensions internes, des importants délais et des zones d'ombre persistantes, l'adhésion de la Chine à l'OMC marque une réussite significative semblant donner satisfaction aux deux parties. Alors que les Etats-Unis peuvent se féliciter de l'ouverture du marché chinois et de l'acceptation des règles de l'OMC par la Chine, Beijing obtient la possibilité de « cesser de seulement subir la mondialisation, mais, tout en en contestant ses effets, [de] s'y engager de façon volontaire et négociée, c'est-à-dire non plus uniquement aux conditions des autres, mais de plus en plus aux siennes »<sup>1427</sup>.

Ni l'accord concernant l'OMC, ni l'approfondissement de la relation économique bilatérale n'apportent cependant de solutions définitives aux difficultés qu'a pu créer l'approfondissement de l'interdépendance. Le problème le plus saillant est aujourd'hui certainement l'abyssal déficit commercial porté par Washington. Selon l'*US-China Business Council*, le déficit s'établissait, pour la seule année 2006, à plus de 232 milliards de dollars, soit près d'un quintuplement du chiffre sur la décennie précédente<sup>1428</sup>. De façon peu surprenante, un tel déséquilibre a amené à de sérieuses escarmouches entre les deux parties, la lancinante insistance de Washington sur le handicap créé par la politique de change fixe<sup>1429</sup> ayant pour pendant la focalisation de Beijing sur la politique d'autolimitation suivie par Washington quant aux exportations de haute technologie<sup>1430</sup>. De fait, moins encore qu'ailleurs, l'interdépendance n'a été exempte d'une forte coloration politique. Clairement, la politique d'engagement –et l'expansion des liens économiques qu'elle implique– ne peut être considérée comme une fin en soi. Steve Chan avance ainsi que « par engagement, [les libéraux] comprennent un accroissement du commerce et des investissements en Chine et la promotion des contacts politiques et culturels avec les Chinois de manière à amener un changement interne en Chine. Ceci signifie

---

<sup>1426</sup> Suettinger (R.), *Beyond Tiananmen*, pp. 392-399.

<sup>1427</sup> Domenach (J.-L.), *Où va la Chine ?*, p. 130. Margaret Pearson a par ailleurs démontré que le comportement de Beijing à l'OMC correspondait très largement à celui d'une puissance de *statu quo*, dont l'objectif n'est pas un changement majeur et brutal des règles du jeu à son profit (Pearson (M.), « China in Geneva : Lessons from China's Early Years in the World Trade Organization » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 242-275.

<sup>1428</sup> The US-China Business Council, *Us-China Trade Statistics and China's World Trade Statistics*, <http://www.uschina.org/statistics/tradetable.html>, consulté le 22 décembre 2007.

<sup>1429</sup> En septembre 2003, un groupe de sénateurs propose, par exemple, l'instauration d'une sanction douanière portant sur toute importation en provenance de la Chine tant que le yuan n'est pas réévalué (Glaser (B.), « U.S.-China Relations : The Best since 1972 or the Best Ever ? » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, p. 39).

<sup>1430</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Wen Jiabao's Visit Caps an Outstanding Year » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, p. 39.

[que] leur objectif est de transformer la société et le gouvernement chinois de manière à ce que ce dernier devienne plus conforme aux valeurs et intérêts américains »<sup>1431</sup>.

De fait, l'intégration de la Chine résulte essentiellement de considérations se jugeant en termes de conformation de Beijing à un ensemble d'exigences préexistantes. En ce sens, le maintien et l'expansion de la relation économique découlent du fait que la rupture de la relation entre Washington et Beijing priverait la première d'un levier de pression sur la seconde. La mise en œuvre d'une stratégie de *containment* appliquée au niveau économique exigerait de surcroît l'organisation d'un vaste front commun anti-chinois. Dans une étude consacrée aux vecteurs possibles d'un durcissement de la politique américaine, Bradley Thayer estime que « l'économie chinoise n'est pas particulièrement vulnérable à des sanctions du fait de sa force inhérente et de la volonté des fournisseurs étrangers à offrir à la Chine ce dont son économie a besoin. En conséquence, les sanctions ne seront pas un mécanisme efficient pour retarder la croissance économique de la Chine »<sup>1432</sup>. En l'absence d'une improbable provocation chinoise, la formation d'une large coalition susceptible de participer à une politique de sanctions édictées depuis Washington reste difficilement concevable. L'approfondissement de l'interdépendance a par ailleurs fourni à Beijing des moyens de défense dans un champ similaire à celui à l'intérieur duquel elle serait susceptible d'être attaquée. Début 2006, le montant des bons du trésor américains détenus par la Chine était ainsi évalué à quelques 260 milliards de dollars<sup>1433</sup>, créant un moyen de pression sur l'économie américaine. Pour le représentant républicain John Paul, « la Chine et d'autres gouvernements étrangers créditeurs pourraient en réalité mener une guerre économique contre [les Etats-Unis] en se débarrassant simplement de leurs immenses actifs en dollars américains, provoquant une forte chute de la valeur de ces dollars et endommageant sévèrement l'économie [américaine] »<sup>1434</sup>. Du fait de l'expansion de l'interdépendance et de l'amplification des vulnérabilités réciproques, dans un contexte demeurant pacifique, l'imposition de sanctions économiques à l'encontre de la Chine pourrait donc s'avérer au moins aussi coûteuse pour l'initiateur que pour le sanctionné.

---

<sup>1431</sup> Chan (S.), *China, the U.S., and the Power-Transition Theory*, p. 76.

<sup>1432</sup> Thayer (B.), « Confronting China : An Evaluation of Options for the United States », p. 73.

<sup>1433</sup> « China 'may cut US debt holdings' », *BBC News*, 4 avril 2006, <http://news.bbc.co.uk/go/pr/fr/-/2/hi/business/4875606.stm>, consulté le 11 janvier 2008.

<sup>1434</sup> Ron Paul, « Government Debt –The Greatest Threat to National Security », 25 octobre 2004, <http://www.house.gov/paul/tst/tst2004/tst102504.htm>, consulté le 11 janvier 2008. Une telle préoccupation est partagée du côté démocrate par le représentant John Tanner qui souligne que « the mere threat by China to sell U.S. debt could reduce [U.S.] negotiating position on long-standing issues of disagreement such as national security and trade » (John Tanner, « Deficits Eroding Our World Standing », 18 octobre 2003, <http://www.house.gov/tanner/press108-oped101803.htm>, consulté le 11 janvier 2008).

## B- Coopération en matière de sécurité non-traditionnelle et 'effet 11 Septembre'.

Les questions de sécurité non-traditionnelle constituent un second champ à l'intérieur duquel la coopération entre Beijing et Washington a été relativement fructueuse. De ce point de vue, la participation accrue de la Chine à de multiples régimes de contrôle des armements apparaît comme un signe ostensible d'un effort de Beijing pour gagner en 'respectabilité'. Ainsi que le met en lumière Jing-Dong Yuan, « Beijing ne veut pas être vue comme un paria ou un obstacle aux efforts internationaux sur la non-prolifération [...]. L'approbation de l'extension du TNP par la Chine ainsi que l'abandon de tactiques d'attribution dans les derniers moments des négociations sur le CTBT [*Comprehensive Test Ban Treaty*] offrent [...] des preuves de sa préoccupation quant à son image de puissance responsable »<sup>1435</sup>. Ce mouvement de conciliation de la part de Beijing a ainsi largement contribué au relâchement des tensions sino-américaines concernant les problèmes de prolifération<sup>1436</sup>. Alors que « durant la plus grande partie de la Guerre Froide, du début des années 1950 jusqu'au début des années 1980, Beijing avait été, en général, peu familière et pleine de suspicion à l'égard des efforts [dans le champs] du contrôle des armements et de la non-prolifération »<sup>1437</sup>, l'adhésion aux deux traités précédemment mentionnés place la Chine du côté des puissances du *statu quo* en matière nucléaire. Analysant ce repositionnement chinois, Robert Ross souligne que « les Etats-Unis ont eu [un rôle] essentiel dans l'adhésion chinoise au traité de non-prolifération nucléaire [...] et au Comprehensive Test-Ban Treaty »<sup>1438</sup>. Cette adhésion ne résume pas à elle seule la modification de la position chinoise en matière de non-prolifération. Bates Gill indique ainsi que, bien que n'étant pas formellement partie au régime de contrôle de la technologie des missiles, « la Chine a introduit des lois sur le contrôle des exportations [qui font] grossièrement pendant aux limitations concernant les exportations liées aux missiles [présentes] dans le MCTR »<sup>1439</sup>. De multiples mesures restrictives ont encore été prises portant sur les transferts de technologies en matière de missiles, ainsi que sur celles relatives aux armes chimiques et biologiques –incluant les technologies à usage civil et militaire<sup>1440</sup>. Plus généralement, mais indubitablement de manière moins

---

<sup>1435</sup> Yuan (J.), « The Evolution of China's Non-Proliferation Policy since the 1990s : Progress, Problems and Prospects » in *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 31, 2002, p. 215.

<sup>1436</sup> Gill (B.), *Rising Star*, Washington, Brookings Institution Press, 2007, pp. 74-103.

<sup>1437</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>1438</sup> Ross (R.), « Engagement in US China Policy » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China*, p. 195.

<sup>1439</sup> Gill (B.), *Rising Star*, p. 88.

volontaire, la part occupée par la Chine sur le marché mondial de l'armement a été plus que divisée par deux entre les périodes 1992-96 et 2000-04<sup>1441</sup>. La Chine a prêté une attention toute particulière aux exportations à destination des Etats suscitant des inquiétudes à Washington, l'Iran et le Pakistan ayant fait les frais de la politique de conciliation de Beijing envers Washington<sup>1442</sup>.

Les attaques du 11 septembre 2001 ont parallèlement permis d'exploiter un champ de coopération jusque-là embryonnaire entre les deux Etats. Les condoléances que Jiang Zemin fait parvenir au lendemain des attentats ouvrent une période de discussion et de coordination de grande ampleur dans la lutte contre le terrorisme. La rencontre des experts chinois de l'anti-terrorisme et d'officiels américains, dès le 25 septembre, dont l'objectif est de partager les premières informations permettant de lancer la 'guerre contre le terrorisme'<sup>1443</sup>, fait dans cette perspective figure de prélude. Dans la division du monde qu'opère George W. Bush entre ceux qui combattent le terrorisme et ceux qui le supportent, Beijing s'aligne, dans les mois qui suivent, clairement du côté de ceux qui combattent, notamment au travers de son solide appui des résolutions passées à l'Assemblée Générale des Nations Unies et au Conseil de Sécurité<sup>1444</sup>. Outre sa valeur brute en terme de lutte anti-terroriste, le positionnement chinois permet une euphémisation, momentanée, des tensions entre les deux parties. Bates Gill constate ainsi que « malgré les différences entre les Etats-Unis et la Chine sur comment devait être menée la lutte contre le terrorisme, la Chine a très largement soutenu la guerre contre le terrorisme menée par les Etats-Unis, et cette coopération est devenue un facteur important dans l'amélioration des relations entre Chine et Etats-Unis »<sup>1445</sup>. Outre la mise en place de consultations bilatérales biannuelles centrées sur la lutte contre le terrorisme<sup>1446</sup>, « la Chine a aussi joué un rôle de soutien dans la guerre menée par les Etats-Unis contre l'Afghanistan et Al-Qaeda en Afghanistan [...]. La Chine a fermé ses frontières avec l'Afghanistan afin de refouler l'exode des Talibans et des supporters d'Al Qaeda et a aussi permis aux navires américains de s'arrêter à Hong Kong sur leur route vers l'Afghanistan. Plus important la

---

<sup>1440</sup> *Ibid.*, pp. 89-91. La restriction portée sur les technologies à usage dual est particulièrement importante du fait que « in the later half of the 1990s, Chinese transfers have moved away from complete missile systems to exports of largely dual-use nuclear, chemical and missile technologies » (Yuan (J.), « The Evolution of China's Non-Proliferation Policy since the 1990s : Progress, Problems and Prospects », p. 17).

<sup>1441</sup> La part relative de marché occupée par la Chine est ainsi passée de 4% à 1,7% (Gill (B.), *Rising Star*, p. 91).

<sup>1442</sup> *Ibid.*, pp. 92-95.

<sup>1443</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Terrorist Strikes Give U.S.-China Ties a Boost » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 45.

<sup>1444</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Face to Face in Shanghai : New Amity amid Perennial Differences » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 25.

<sup>1445</sup> Gill (B.), *Rising Star*, p. 129.

<sup>1446</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Face to Face in Shanghai : New Amity amid Perennial Differences », p. 27.

Chine a lancé une offensive diplomatique à la fin 2001 pour persuader le président pakistanais Pervez Musharraf de coopérer avec Washington »<sup>1447</sup>. L'appui de Beijing à la campagne américaine n'est pas, en outre, sans contrepartie. A peine une année après les attaques à New York et à Washington, les Etats-Unis placent le Mouvement Islamique du Turkestan Oriental, groupement indépendantiste du Xinjiang, sur la liste des organisations liées à al-Qaeda, gelant tous les actifs du groupe aux Etats-Unis<sup>1448</sup>.

Beijing a enfin activement collaboré à la mise en place d'une structure de dialogue efficace autour du problème nord-coréen. La coopération chinoise dans le cadre de la dénucléarisation nord-coréenne est d'autant plus remarquable que la réaction nucléaire nord-coréenne doit beaucoup aux gesticulations de Washington à l'encontre de l' 'Axe du Mal'<sup>1449</sup> –dont l'un des trois membres est éliminé *manu militari* dix-huit mois après le discours. Le rôle de Beijing dans la sortie de la crise entre Washington et Pyongyang apparaît *a posteriori* indéniablement positif, confirmant l'analyse d'Anne Wu qui soulignait qu'« étant donné l'héritage de plusieurs décennies de profonde hostilité et de défiance entre les Etats-Unis et la DPRK, le rôle de la Chine comme pourvoyeur de bons offices [*honest broker*] est apparu indispensable pour forger une solution à la crise nucléaire »<sup>1450</sup>. Bien que demeurant lié à Pyongyang par le traité d'assistance mutuelle signé en 1961 et peu favorables aux rodomontades belliqueuses<sup>1451</sup> de Washington, « la Chine a réellement entrepris de 'punir' la Corée du Nord en soutenant la résolution 1718 du CSNU et en imposant sa propre pression bilatérale sur la Corée du Nord »<sup>1452</sup>. Le retour de Pyongyang à la table des négociations après le double essai –nucléaire et de missile<sup>1453</sup>– du second semestre 2006 et, plus important encore, la mise au point

---

<sup>1447</sup> Gill (B.), *Rising Star*, p. 129.

<sup>1448</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Playing up the Positive On the Eve of the Crawford Summit » in *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 24.

<sup>1449</sup> « Bush State of the Union Address », *CNN*, 29 janvier 2002, <http://archives.cnn.com/2002/ALLPOLITICS/01/29/bush.speech.txt>, consulté le 14 janvier 2008. Le chemin entre l'inclusion de la Corée du Nord dans l' 'Axe du Mal' et la décision de sortie du Traité de Non Prolifération est tracé dans « Turning nastier », *The Economist*, 10 janvier 2003.

<sup>1450</sup> Wu (A.), « What China Whispers to North Korea » in *Washington Quarterly*, vol. 28, no. 2, printemps 2005, p. 35.

<sup>1451</sup> La décision de la Corée du Nord de procéder à un essai nucléaire en octobre 2006 suscite ainsi la fureur de Washington, Christopher Hill déclarant : « We are not going to live with a nuclear North Korea...[North Korea] can have a future or it can have these weapons. It cannot have both » (Christopher Hill cite dans Gross (D.), « U.S.-Korea Relations : North Korea Tests a Nuke and Returns to the Six-Party Talks » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 44).

<sup>1452</sup> Snyder (S.), « China-Korea Relations : Political Fallout from North Korea's Nuclear Test » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 118.

<sup>1453</sup> Le 5 juillet 2006, Pyongyang procède au test de sept missiles, six *Nodong* à portée intermédiaire et un *Taepodong 2* potentiellement intercontinental (Gross (D.), « U.S.-Korea Relations : North Korea Rolls the Dice and Conducts Missile Tests » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 44) ; trois mois plus tard, Pyongyang procède à un essai nucléaire avec une charge inférieure à une kilotonne (Gross (D.), « U.S.-Korea Relations : North Korea Tests a Nuke and Returns to the Six-Party Talks », p. 43).

d'un accord portant sur la dénucléarisation de la péninsule<sup>1454</sup> peuvent ainsi être largement portés au crédit de Beijing dans un contexte de dégradation accrue de l'atmosphère entre Corée du Nord et Etats-Unis. Plus encore que par le passé, les efforts de la Chine sont apparus notables dans la construction d'un niveau minimum de confiance permettant la reprise de discussions profondément embourbées<sup>1455</sup>, permettant à l'ensemble des protagonistes d'éviter une collision frontale<sup>1456</sup>.

L'horizon quelque peu optimiste que présente cette triple collaboration demeure cependant chargé de contentieux dont la persistance est au moins aussi significative que les avancées accomplies par les deux puissances dans ces champs. Si Washington a pu se féliciter de l'évolution de la position chinoise en matière de non-prolifération, ces 'succès' sont loin d'avoir apporté une réponse définitive aux antagonismes sino-américains sur le sujet. Dans ce domaine, les attaques du 11 septembre et le brusque rapprochement sino-américain ne constituent pas un tournant décisif. Sanctionnée en juin 2001 pour des exportations à destination de l'Iran, la Chine l'est à nouveau pour la même raison en janvier 2002<sup>1457</sup>. La question continue à perturber de façon chronique l'atmosphère de la relation entre Beijing et Washington, la seconde imposant des sanctions à l'encontre de pas moins de douze entités chinoises pour des faits de prolifération en direction de l'Iran en décembre 2004 et janvier 2005<sup>1458</sup>. Outre le fait que Beijing semble avoir concédé sur un certain nombre de points sans réelle contrepartie de la part de Washington, un des problèmes significatifs est que les deux Etats divergent quant au contenu à donner au concept de non-prolifération. Jing-Dong Yuan indique ainsi que lors du débat entourant l'adhésion de la Chine aux directives du régime de contrôle de la technologie des missiles, « un des [...] arguments clefs de la Chine a été que les missiles balistiques en tant que tels ne sont pas des armes de destruction massive, mais plutôt des vecteurs de la même façon que le sont

---

<sup>1454</sup> Scott Snyder rapporte : « In an historic breakthrough at the Six-Party Talks, North Korea committed to disabling its Yongbyon nuclear facilities and declaring all its nuclear programs by Dec. 31, 2007. It also pledged not to transfer nuclear materials, technology, or know-how. In exchange, the U.S. agreed to move toward normalizing relations with Pyongyang by fulfilling its commitment to take North Korea off the list of state sponsors of terrorism and end the application of the U.S. Trading with the Enemy Act as Pyongyang fulfills its denuclearization commitments » (Snyder (S.), « China-Korea Relations : Teenage Angst : 15th Anniversary of Diplomatic Relations » in *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, p. 41).

<sup>1455</sup> Wu (A.), « What China Whispers to North Korea », p. 39.

<sup>1456</sup> Gill (B.), *Rising Star*, p. 57.

<sup>1457</sup> Yuan (J.), « The Evolution of China's Non-Proliferation Policy since the 1990s : Progress, Problems and Prospects », p. 226.

<sup>1458</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Slips of the Tongue and Parables » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 45 et Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Rice Seeks to Caution, Cajole, and Cooperate with Beijing » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, p. 38.

les avions à hautes performances, qui sont aussi capables de délivrer des armes nucléaires, biologiques et chimiques »<sup>1459</sup>, Beijing demandant un élargissement du régime inacceptable pour Washington.

Dans une perspective analogue, la collaboration sino-américaine en matière anti-terroriste n'est pas sans frictions. Dans une déclaration au *House International Relations Committee* en décembre 2004, Michael Kozak affirmait que « le gouvernement [chinois] [...] a utilisé la guerre internationale contre le terrorisme comme une justification pour écraser les musulmans ouïghours »<sup>1460</sup>. Malgré l'unité de vocable quant au nécessaire front uni dans la lutte contre le terrorisme, l'édifice reste friable et tend à l'érosion. La décision de relâcher une douzaine de prisonniers ouïghours capturés en Afghanistan à la fin de 2004 est, de ce point de vue, exemplaire du divorce entre rhétorique et pratique. « En réponse aux inquiétudes formulées par les prisonniers concernant le fait qu'ils seraient persécutés s'ils retournaient en Chine, le gouvernement américain a commencé à chercher silencieusement un pays tiers qui pourrait accepter [ces prisonniers], mais la plupart, voire tous, des pays européens approchés par l'administration Bush ont refusé [l'offre], craignant des représailles de la part de la Chine. Beijing a crié au scandale en insistant sur le fait que ces Ouïghours [étaient] des terroristes et qu'ils devaient être renvoyés en Chine afin de montrer l'engagement américain à lutter contre le terrorisme dans le monde entier »<sup>1461</sup>.

Assombri par de multiples divergences entre les deux Etats, l'horizon optimiste liant développement de la coopération sur les trois thèmes précédents et euphémisation de l'antagonisme sino-américain doit être encore obscurci par deux précisions. En premier lieu, la séparation entre les problématiques strictement bilatérales et celles impliquant un tiers périphérique –quel qu'il soit– semble singulièrement hermétique. La mise en place de régulations chinoises en matière d'exportations de missiles et de technologies afférentes se fait par exemple de manière concomitante à un large déploiement de ces mêmes missiles en face de Taiwan<sup>1462</sup> et à la poursuite des programmes de développement d'une défense anti-missiles américaine. De ce point de vue, l'existence d'un lien entre les deux niveaux reste, au mieux, profondément incertain. En second lieu, le terme même de coopération apparaît ici trompeur dans la mesure où, pour reprendre les mots de

---

<sup>1459</sup> Yuan (J.), « The Evolution of China's Non-Proliferation Policy since the 1990s : Progress, Problems and Prospects », p. 218.

<sup>1460</sup> « Testimony of Acting Assistant Secretary Micheal G. Kozak, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor Before the House International Relations Committee ,U.S. House of Representatives », *Committee on International Relations*, 14 décembre 2004, <http://www.internationalrelations.house.gov/archives/108/koz121404.htm>, consulté le 9 janvier 2008.

<sup>1461</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Slips of the Tongue and Parables », p. 40.

<sup>1462</sup> Selon le *Department of Defense*, Beijing aurait déployé entre 710 et 790 SRBM à la fin 2006 (Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2006*, p. 3, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>, consulté le 15 janvier 2008).

Kenneth Oye, le positionnement de la Chine et des Etats-Unis vis-à-vis des trois problématiques précédentes semble devoir être plus caractérisé par une situation d'‘harmonie’ que de ‘coopération’<sup>1463</sup> entre les deux Etats. En d'autres termes, les intérêts premiers de la Chine et des Etats-Unis sur ces problématiques ne sont pas nécessairement contradictoires, et ne nécessitent, par conséquent, pas d'ajustements –raison d'être de la coopération– pour être rendus compatibles. De ce point de vue, les partisans de l'‘engagement’ –qui tendent à faire équivaloir modération de Beijing et réussite de cette politique– semblent enthousiastes à mettre en avant une victoire sur un champ où il n'y a pas eu bataille. A propos de la conformité des dispositions prises par Beijing aux divers régimes de non-prolifération, Bates Gill souligne que « les démarches [de Beijing] ne se sont pas faites pour le seul bénéfice de Washington ou plus simplement pour éviter un clash avec les Etats-Unis. Beijing en est venue à reconnaître progressivement les intérêts qu'elle a à limiter la prolifération d'armements et de technologies, particulièrement dans les zones d'instabilité potentielle à sa périphérie »<sup>1464</sup>. De même, la position de Beijing sur le problème nord-coréen peut être largement rattachée au fait que « la Chine cherche à stabiliser sa frontière et à renforcer le statu quo. Ni le programme nucléaire nord-coréen, ni l'instabilité du régime, moins encore le changement de régime ne servent ses intérêts »<sup>1465</sup>. L'alignement de la Chine sur les Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme suit enfin une logique similaire, Beijing trouvant alors une opportunité pour légitimer et renforcer le combat mené contre les mouvements séparatistes opérant au Xinjiang.

### ***III- Eléments de containment (I) : la carte taiwanaise.***

Un des points –sinon le point– de contentieux le plus important de la relation sino-américaine concerne l'irrésolution de la question taiwanaise. Si la politique d'‘une seule Chine’ a été maintenue avec une continuité certaine par les administrations successives durant la période post-Guerre Froide, Washington a parallèlement réaffirmé son intérêt premier dans une résolution pacifique du conflit et a continué à fournir à Taipei un vaste éventail d'armements. Si Taiwan dispose d'une valeur stratégique intrinsèque du fait de son positionnement à proximité des côtes chinoises et de l'ouverture sur l'Océan Pacifique qu'elle est susceptible

---

<sup>1463</sup> Voir *supra*.

<sup>1464</sup> Gill (B.), *Rising Star*, p. 101.

<sup>1465</sup> Wu (A.), « What China Whispers to North Korea » in *Washington Quarterly*, vol. 28, no. 2, printemps 2005, p. 36.

d'offrir à une puissance chinoise la contrôlant<sup>1466</sup>, la question taiwanaise telle qu'elle se présente dans la période post-Guerre Froide implique une lutte sino-américaine débordant largement l'étroite question de souveraineté. De façon archétypale, Peter van Ness indiquait à propos de la crise de 1996 que « la confrontation dans le détroit de Taiwan était plus due à une compétition pour la domination stratégique en Asie Orientale qu'à la question de la réunification entre Taiwan et le continent »<sup>1467</sup>. Taiwan apparaît ainsi comme le point de focalisation de la lutte que se livrent Washington et Beijing pour la primauté au sein de la région est-asiatique.

Les principes sous-tendant la politique américaine à l'égard de Taiwan, aujourd'hui trentenaires, tiennent essentiellement dans la *Taiwan Relations Act* et les 'Trois Communiqués', au centre de ce que Richard Bush qualifie de 'rituel'<sup>1468</sup>. Les deux administrations entièrement post-Guerre Froide sont restées, de ce point de vue, héritières des contraintes produites par la normalisation sino-américaine. De fait, aucune d'elles n'est revenue officiellement sur le double engagement énoncé dans le douzième point du communiqué de 1972 où « les Etats-Unis reconnaissent [*acknowledges*] que les Chinois de chaque côté du détroit de Taiwan maintiennent qu'il n'existe qu'une seule Chine et que Taiwan est une partie de la Chine. Le gouvernement des Etats-Unis ne conteste pas cette position. Il affirme son intérêt pour un règlement pacifique de la question taiwanaise par les Chinois eux-mêmes »<sup>1469</sup>. La reconnaissance de Beijing par Washington comme le gouvernement légitime de la Chine –incluant Taiwan– n'entraîne cependant pas une rupture entière des liens que les Etats-Unis entretiennent avec Taipei. Les communiqués de 1979 et 1982 reconnaissent ainsi la possibilité pour les Etats-Unis d'entretenir des liens non-officiels avec Taiwan<sup>1470</sup>.

---

<sup>1466</sup> Voir *supra*.

<sup>1467</sup> Van Ness (P.), « Competing Hegemons » in *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, p. 125.

<sup>1468</sup> Bush (R.), *At Cross Purposes*, Armonk, M.E. Sharpe, 2004, p. 124.

<sup>1469</sup> *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 28 février 1972. La reconnaissance du principe d'« une seule Chine » est reprise dans le septième point du deuxième communiqué (*Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 1<sup>er</sup> janvier 1979, [http://usinfo.state.gov/eap/archive\\_index/joint\\_communique\\_1979.html](http://usinfo.state.gov/eap/archive_index/joint_communique_1979.html), consulté le 26 décembre 2007).

<sup>1470</sup> *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 1<sup>er</sup> janvier 1979 et *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 17 août 1982, [http://usinfo.state.gov/eap/archive\\_index/joint\\_communique\\_1982.html](http://usinfo.state.gov/eap/archive_index/joint_communique_1982.html), consulté le 26 décembre 2007

Parallèlement à l'établissement de relations diplomatiques avec Beijing, entraînant la mort du traité de défense mutuel de 1954<sup>1471</sup>, les Etats-Unis apportent à Taiwan une garantie de sécurité à travers le *Taiwan Relations Act*<sup>1472</sup>. Si le texte ne contredit pas la lettre du principe de non officialité développé dans les deux premiers communiqués, il en ébrèche clairement l'esprit. Dans sa section seconde, le *Taiwan Relations Act* affirme ainsi : « tout effort pour déterminer le futur de Taiwan par d'autres moyens que ceux pacifiques, incluant les boycotts et les embargos, [sera considéré] comme une menace à la paix et à la sécurité de l'aire Pacifique occidentale et comme une affaire grave par les Etats-Unis »<sup>1473</sup>. Washington s'octroie en outre un droit d'interférence notable dans la résolution du problème taiwanais, se réservant le droit de transférer à Taiwan les armements défensifs jugés nécessaires<sup>1474</sup> et affirmant que la politique américaine consiste « à maintenir la capacité des Etats-Unis à résister à tout recours à la force ou autre forme de coercition qui remettrait en cause la sécurité ou le système économique et social de la population de Taiwan »<sup>1475</sup>. L'ultime pièce maîtresse du jeu sino-américain à l'égard de Taiwan est produite par le communiqué de 1982 dont l'élément essentiel est la question des ventes d'armes à Taiwan. Dans son cinquième point le Communiqué écorne quelque peu les provisions du *Taiwan Relations Act*, précisant : « le gouvernement des Etats-Unis affirme qu'il ne cherche pas à poursuivre une politique de vente d'armements à Taiwan sur le long terme, que ses ventes d'armements n'excéderont pas, en termes quantitatifs ou qualitatifs, le niveau de celles fournies dans les années suivant l'établissement des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine, et qu'il a pour intention de réduire graduellement ces ventes d'armements à Taiwan sur une certaine période de temps afin de mener à une résolution finale [de la question] »<sup>1476</sup>.

---

<sup>1471</sup> Le traité de 1954 stipulait en article 5 : « Each Party recognizes that an armed attack in the West Pacific Area directed against the territories of either of the Parties would be dangerous to its own peace and safety and declares that it would act to meet the common danger in accordance with its constitutional processes » (*Mutual Defense Treaty between the United States of America and the Republic of China*, 2 décembre 1954, <http://www.taiwandocuments.org/mutual01.htm>, consulté le 26 décembre 2007).

<sup>1472</sup> *Taiwan Relations Act*, 1<sup>er</sup> janvier 1979, [http://usinfo.state.gov/eap/Archive\\_Index/Taiwan\\_Relations\\_Act.html](http://usinfo.state.gov/eap/Archive_Index/Taiwan_Relations_Act.html), consulté le 27 décembre 2007. Jaw-Ling Joanne Chang rappelle que le *Taiwan Relations Act* émane d'un Congrès indigné par ce qui est alors vu comme une double échec américain face à la diplomatie chinoise – Washington n'a pu obtenir de conserver un bureau de liaison à Taipei après la normalisation et n'a pu obtenir l'engagement formel de Beijing de ne pas user de la force (Chang (J.), « Managing U.S.-Taiwan Relations : 20 years after the Taiwan Relations Act » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, Baltimore, University of Maryland, 2000, p. 15.

<sup>1473</sup> *Taiwan Relations Act*, Section 2.

<sup>1474</sup> *Ibid.*

<sup>1475</sup> *Taiwan Relations Act*, Section 2.

<sup>1476</sup> *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 17 août 1982.

A bien des égards, le cadre précédent constitue plus un thème sur lequel les administrations successives ont pu produire leurs propres et importantes variations qu'un ensemble cohérent et indépassable. Les contradictions présentes entre les différents textes permettent ainsi un jeu de réinterprétation en fonction des évolutions du contexte et des objectifs poursuivis par chacun des deux protagonistes. Ainsi, alors que la Chine tend à mettre l'emphase sur le communiqué de 1982 interprété comme une promesse quant à la fin progressive des transferts d'armements américains en direction de Taiwan<sup>1477</sup>, le Congrès américain souligne qu'en tant que loi, le *Taiwan Relations Act* prévaut sur l'ensemble des communiqués<sup>1478</sup>. Plus largement ce cadre général tend à permettre de fortes oscillations dans des intervalles de temps relativement restreints. Dennis van Vranken Hickey met ainsi en lumière l'étonnante mutation de la position des administrations George W. Bush, le président américain déclarant en avril 2001 qu'il ferait « whatever it took »<sup>1479</sup> pour assurer la défense de Taiwan, pour aboutir à une position affirmée par Colin Powell en octobre 2004 selon laquelle : « 'il n'existe qu'une seule Chine. Taiwan n'est pas indépendante. Elle ne dispose pas d'une souveraineté en tant que nation et ceci demeure notre politique, notre politique ferme' »<sup>1480</sup>.

De la multiplicité des engagements américains contradictoires, découle une position d'« ambiguïté stratégique ». Trivialement, « la politique [de Washington] a visé à laisser dans le flou –pour le continent comme pour Taiwan– les conditions sous lesquelles les Etats-Unis interviendraient du côté de Taiwan dans une confrontation à travers le détroit »<sup>1481</sup>. Pour les Etats-Unis l'avantage est double puisqu'il permet de satisfaire formellement le respect du dogme d'« une seule Chine » tout en poursuivant une politique d'aide à la défense de Taiwan<sup>1482</sup>, tandis que la possibilité d'une intervention en cas d'évolution problématique pour Washington reste ouverte. Si l'inviolabilité du principe d'« une seule Chine » –bien que ponctuellement

---

<sup>1477</sup> Chang (J.), « Managing U.S.-Taiwan Relations : 20 years after the Taiwan Relations Act », p. 22.

<sup>1478</sup> Copper (J.), *Playing with Fire*, Westport, Praeger, 2006, p. 128.

<sup>1479</sup> Cité dans Van Vranken Hickey (D.), « America, China and Taiwan : three challenges for Chen Shui-Bian » in *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, p. 460.

<sup>1480</sup> *Ibid.*

<sup>1481</sup> Kastner (S.), « Ambiguity, Economic Interdependence, and the US Strategic Dilemma in the Taiwan Strait » in *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 49, 2006, pp. 651-652.

<sup>1482</sup> Tucker (N.), « 'Strategic Ambiguity or Strategic Clarity' » in Tucker (N.), *Dangerous Strait*, New York, Columbia University Press, 2005, p. 187.

attaquée<sup>1483</sup> – a pu être défendue et maintenue, la flexibilité générée par l’‘ambiguïté stratégique’ a permis à Washington de consolider l’indépendance *de facto* de Taiwan en minimisant les risques de confrontation ouverte avec Beijing. La poursuite des transferts d’armements américains en direction de Taipei, si elle comporte une dimension économique<sup>1484</sup>, apparaît ainsi essentiellement motivée par une double volonté de préserver une balance militaire aussi favorable que possible dans le détroit<sup>1485</sup> et de conserver Taiwan dans le giron américain<sup>1486</sup>. Ce jeu de balance entre les deux rives du détroit paraît avec une acuité particulière au travers de la vente des F-16 en 1992. Alors que Beijing acquiert en 1991 vingt-quatre chasseurs Su-27 auprès de la Russie<sup>1487</sup>, Washington conclut l’année suivante un accord pour la vente de 150 F-16 à Taipei pour un montant de 5, 8 milliards de dollars<sup>1488</sup>. Bien qu’opportune du point de vue de la politique intérieure américaine, l’autorisation de transfert s’explique essentiellement par le fait que les moyens dont Taiwan dispose pour assurer sa propre défense sont alors inadéquats<sup>1489</sup>. En effet, la supériorité aérienne demeurant un atout décisif dans tout hypothétique assaut amphibie de la Chine contre Taiwan<sup>1490</sup>, il apparaît essentiel pour Washington de garantir la robustesse d’une défense taiwanaise érodée par l’obsolescence de son matériel<sup>1491</sup>.

De façon quelque peu ironique, les exigences de Washington en matière de matériel nécessaire à la défense de Taiwan semblent parfois excéder ce que cette dernière juge suffisant. En 2001, George W. Bush approuve

---

<sup>1483</sup> Parmi de multiples exemples, on peut citer, un représentant de l’Ohio, Sherrold Brown, qui proposait, en juillet 1999, une résolution pour l’adoption du principe ‘One China, One Taiwan’ (*H. Con. Res. 166*, 29 juillet 1999, <http://www.congress.gov/cgi-bin/query/Cc?106:/temp/~c106VdUyyf>, consulté le 29 décembre 2007). Plus récemment, le représentant Tom Tancredo affirmait : « I want China to know wher the US stands, and I want you to know and want them to know that we do believe in [Taiwan’s] sovereignty, that we believe that [Taiwan is] an independent nation » (cite dans Snyder (C.), « Recognize Taiwan : Tancredo », *Taipei Times*, 2 mars 2007, <http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2007/03/02/> consulté le 28 décembre 2007).

<sup>1484</sup> Lee (W.), « US Arms Transfer Policy to Taiwan : from Carter to Clinton » in *Journal of Contemporary China*, vol. 9, no. 23, 2000, p. 69.

<sup>1485</sup> Lee (W.), « US Arms Transfer Policy to Taiwan : from Carter to Clinton », p. 70.

<sup>1486</sup> *Ibid.*

<sup>1487</sup> [http://armstrade.sipri.org/arms\\_trade/trade\\_register.php](http://armstrade.sipri.org/arms_trade/trade_register.php), consulté le 30 décembre 2007. Les appareils seront livrés en 1992 avec deux modèles destinés à l’entraînement.

<sup>1488</sup> [http://armstrade.sipri.org/arms\\_trade/trade\\_register.php](http://armstrade.sipri.org/arms_trade/trade_register.php), consulté le 30 décembre 2007. L’accord passé comprend les 150 appareils et leurs équipements complets, soit 900 *Sidewinder* et 600 *Sparrow*. Le SIPRI note que bien qu’ils aient été classés comme des versions originelles de l’appareil (telles que produites à partir de 1978), les F-16 achetés livrés à Taiwan sont similaires à une version ultérieure C/D block 40 (produite à partir de 1988), améliorée, de l’appareil (*Ibid.*). Ceci dispose d’une certaine importance dans la mesure où « Defense Department officials worked (...) to provide a substantive justification for the sale on the grounds that Taiwan needed the equipment upgrade, that the F-16 A/B version was equivalent in performance to the IDF [Indigenous Defense Fighter, produit par Taiwan], and that China should not and would not overreact to the sale » (Suettinger (R.), *Beyond Tiananmen*, p. 141).

<sup>1489</sup> *Ibid.*, pp. 139-140.

<sup>1490</sup> O’Hanlon (M.), « Why China Cannot Conquer Taiwan » in *International Security*, vol. 25, no. 2, automne 2006, p. 54 et p. 80.

<sup>1491</sup> Suettinger (R.), *Beyond Tiananmen*, p. 140.

ainsi la vente à Taiwan de quatre destroyers, douze avions P-3C de lutte anti-sous-marine, de missiles *Harpoon*, ainsi que de sous-marins diesels entièrement équipés<sup>1492</sup>. Or, si Taipei semble être immédiatement intéressée par les *Harpoon* acquis dès l'année suivante et par les destroyers classe Kidd, dont l'accord d'acquisition est conclu en 2003, l'accord sur les sous-marins est demeuré inatteignable<sup>1493</sup>. Sur la proposition, concernant ces plateformes et systèmes, formulée par l'administration George W. Bush en 2001, une étrange inversion tend à s'opérer, Washington se lançant dans une opération de lobbying auprès de Taiwan, pressant cette dernière d'approuver une dépense totale de quelques dix-huit milliards de dollars<sup>1494</sup>. Justin Logan pouvait ainsi constater en 2005 que « durant ces quatre dernières années, l'administration Bush a continuellement prié Taiwan d'acheter [ce] package spécial d'armements valant 18 milliards de dollars américains et destiné à aider [à la défense de l'île] contre la menace de la Chine »<sup>1495</sup>. Les pressions exercées par les Etats-Unis concernant le programme de modernisation des forces armées taiwanaises vont ainsi jusqu'à la menace d'une possible remise en cause de l'engagement pris par Washington. En septembre 2005, Edward Ross, un des responsables de la *Defense Security Cooperation Agency*, rapportait que « [le Congrès et les milieux d'affaires] nous demandent, 'si Taiwan ne veut pas investir elle-même dans sa propre défense, pourquoi [...] les Etats-Unis [devraient-ils] lui offrir cette défense [...]. C'est une question raisonnable »<sup>1496</sup>. Confirmant une tendance à la surévaluation relative des besoins de défense de Taiwan, « un certain nombre d'officiels et d'anciens officiels américains sont devenus de plus en plus critiques dans les dernières années quant [au refus] de Taiwan de faire les investissements qui pourraient lui permettre de mieux faire face seule à ses propres besoins en termes de défense »<sup>1497</sup>. Le moteur de la modernisation des forces taiwanaises et du

---

<sup>1492</sup> Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Mid-Air Collision Cripples Sino-U.S. Relations » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 25. Les destroyers équipés du système Aegis –avec un fort potentiel en termes de défense anti-missiles– ne font cependant pas partie de la proposition.

<sup>1493</sup> [http://armstrade.sipri.org/arms\\_trade/trade\\_register.php](http://armstrade.sipri.org/arms_trade/trade_register.php), consulté le 30 décembre 2007.

<sup>1494</sup> Carpenter (T.), *America's Coming War with China*, p. 131. Approuvé par Chen Shui-bian, la proposition fait ensuite l'objet d'une série d'attaques de la part du Guomindang qui contrôle la Chambre et de certains membres du PDP dont le parti s'est longtemps opposé à de hauts niveaux de dépense militaire, menant à un certain enlèvement (Copper (J.), *Playing with Fire*, pp. 211-212). Le 15 juin 2007, la Chambre votait finalement l'acquisition d'une partie minimale de la liste originellement prévue, l'unique achat de taille étant la douzaine de P-3C (« Taiwan Rejects Most of U.S. Arms Package Offered in 2001 », *Washington Post*, 16 juin 2007, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/06/15/>, consulté le 31 décembre 2007).

<sup>1495</sup> Logan (J.), « Taiwan's Turn » in *Washington Post*, 26 septembre 2005, [http://www.cato.org/pub\\_display.php?pub\\_id=5106](http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=5106), consulté le 30 décembre 2007.

<sup>1496</sup> « Pentagon Official Warns Taiwan on Defense Spending », *Agence France-Presse*, 21 septembre 2005, <http://www.defensenews.com/story.php?F=1116720&C=asiapac>, consulté le 31 décembre 2007. Dans un même registre, en novembre 2003, « former U.S. Defense Secretary William S. Cohen [...] urged Taiwan to enhance its defense capabilities and warned against taking American assistance for granted in the event of an attack » (« Cohen urges Taiwan to beef up self-defense », *The China Post*, 19 novembre 2003, <http://www.chinapost.com.tw/detail.asp?ID=43299&GRP=A>, consulté le 31 décembre 2007).

<sup>1497</sup> Bush (R.) & O'Hanlon (R.), *A War Like No Other*, New Jersey, John Wiley & Son, 2007, p. 107.

processus d'action-réaction en matière d'armements entre les deux rives du détroit semble donc se trouver au moins autant du côté de Washington que de celui des deux autres protagonistes. De ce fait, il est peu étonnant que « pour beaucoup de Chinois, la politique américaine envers Taiwan est la pièce centrale de ce qui est perçue comme une tentative américaine pour contenir la Chine »<sup>1498</sup>, l'interdiction de la réunification et le renforcement, ouvertement recherché par Washington, de la capacité de Taiwan à se défendre permettant d'empêcher un accès de Beijing au rang de grande puissance.

Si les Etats-Unis paraissent pousser Taipei à prendre une participation active dans la dynamique de 'containment', Washington n'a nullement esquivé la responsabilité qu'elle s'est donnée dans la défense de l'île. L'intervention américaine dans la crise de 1995-96 –la plus grave en plus de quarante années de coexistence et de tensions<sup>1499</sup>– au-delà de la manifestation ponctuelle de résolution de la part de Washington, a créé un gênant précédent. L'envoi de deux porte-avions à proximité de l'île au printemps 1996 apparaît comme un signe fort de la détermination des Etats-Unis à assurer la protection de l'île contre toute manœuvre de déstabilisation chinoise. Si l'ampleur limitée des exercices interdisait de voir ceux-ci comme des préparatifs à une opération directe contre Taiwan<sup>1500</sup>, il s'agit pour Washington de rectifier le possible signe de faiblesse qu'a constitué l'absence de réaction forte lors de la première série d'exercices en juillet 1995<sup>1501</sup>. Si la démonstration de force répond à des disputes internes quant au degré d'engagement nécessaire pour les Etats-Unis<sup>1502</sup>, elle ne s'inscrit pas moins dans une logique d'accroissement incrémentiel de la pression américaine après que le passage de l'*USS Nimitz* à travers le détroit en décembre 1995 n'ait pas émis le signal escompté. De surcroît, le déploiement effectué sous le couvert des garanties offertes par le *Taiwan Relations Act* –engageant les Etats-Unis à protéger Taiwan en cas d'usage par la Chine de moyens non-pacifiques– ne peut qu'apparaître comme une provocation ouverte après la mise en garde insistante de Beijing contre tout soutien aux forces indépendantistes<sup>1503</sup>. De fait, après le camouflet que constituait le renversement de la position américaine sur l'octroi d'un visa à Lee Teng-hui, l'action américaine apparaît

---

<sup>1498</sup> Medeiros (E.), « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », p. 158.

<sup>1499</sup> Bush (R.) & O'Hanlon (R.), *A War Like No Other*, pp. 2-3.

<sup>1500</sup> Voir *supra*.

<sup>1501</sup> Garver (J.), *Face Off*, Seattle, University of Washington Press, 1997, p. 76.

<sup>1502</sup> Goldstein (S.) & Schriver (R.), « An Uncertain Relationship : The United States, Taiwan and the Taiwan Relations Act » in *The China Quarterly*, no. 165, 2001, pp. 158-161 ; Van Vranken Hickey (D.), « The Taiwan Strait Crisis of 1996 : Implications for U.S. Security Policy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait*, New York, Routledge, 1999, p. 79.

<sup>1503</sup> Zhao (S.), « Changing Leadership Perceptions : The Adoption of a Coercive Strategy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait*, p. 102.

comme une tentative délibérée de mise en lumière des faiblesses relatives de Beijing. Ainsi, « les officiels américains ont avancé que la présence navale américaine rappellerait à la Chine que ‘bien qu’elle soit une grande puissance militaire, la première puissance militaire dans le Pacifique occidental est les Etats-Unis’ »<sup>1504</sup>. La ‘leçon’ du printemps 1996 porte donc au-delà de la seule question taiwanaise, l’enjeu de la confrontation ayant principalement trait à l’établissement d’une claire hiérarchie de puissance en Asie Orientale. Sheng Lijun souligne en effet : « [la crise] doit être examinée dans le cadre large de la politique internationale de l’après-Guerre Froide, dans lequel les Etats-Unis, la Chine et Taiwan, pris dans un processus de négociations sur les dividendes de la Guerre Froide et dans la redéfinition de leurs positions dans la nouvelle structure stratégique émergeant en Asie Pacifique, en sont venus inévitablement au conflit »<sup>1505</sup>.

Si le déploiement américain de 1996 met alors en lumière les limites quant aux possibilités dont dispose la Chine pour reprendre l’île, il ne règle cependant nullement la question de façon définitive. Une décennie après cette ‘crise des missiles’, « la question de Taiwan est peut-être la seule cause imaginable d’une guerre entre deux grandes puissances pour les dix ou quinze années à venir »<sup>1506</sup>. Si les déclarations américaines ont pu connaître certaines oscillations durant cette période, des ‘trois non’<sup>1507</sup> du président Clinton à la défense sans réserve exprimée par son successeur, il demeure clair que le soutien américain à Taiwan demeure des plus solides<sup>1508</sup>. Comme précédemment souligné, une dichotomie essentielle existe cependant entre le *de jure* et le *de facto*<sup>1509</sup>. Si Washington a conservé une ligne ne ‘soutenant pas’ l’indépendance

---

<sup>1504</sup> Van Vranken Hickey (D.), « The Taiwan Strait Crisis of 1996 : Implications for U.S. Security Policy », p. 280.

<sup>1505</sup> Sheng (L.), *China’s Dilemma : The Taiwan Issue*, p. 39. Dans un même registre, Denny Roy indique : « Washington was also aware that Asians who harbored doubts about the endurance of American leadership in the Asia-Pacific region would be watching the U.S. response to the attempted Chinese coercion » (Roy (D.), *Taiwan, A Political History*, p. 200).

<sup>1506</sup> Thomas Christensen citant un participant à la *National Committee on United States China Relations Conference on US policy toward Relations across the Taiwan Strait* dans Christensen (T.), *New Challenges and Opportunities in the Taiwan Strait*, New York, National Committee on United States-China Relations, 2003, p. 8. Chase (M.), « U.S.-Taiwan Security Cooperation : Enhancing an Unofficial Relationship » in Tucker (N.), *Dangerous Strait*, p. 162.

<sup>1507</sup> Les ‘trois non’ sont formulés par Bill Clinton lors du sommet sino-américain de l’été 1998. A Shanghai, le président déclare : « I had a chance [in meeting with President Jiang] to reiterate our Taiwan policy, which is that we don’t support independence for Taiwan or two China or one Taiwan, one China. And we don’t believe that Taiwan should be in membership [*sic*] in any organization for which statehood is a requirement » (cite dans Suettinger (R.), *Beyond Tiananmen*, p. 348). George W. Bush refusera de renouveler les ‘trois non’, Dickson (B.), « New Presidents Adjust Old Policies : US-Taiwan Relations under Chen and Bush », p. 653.

<sup>1508</sup> Van Vranken Hickey (D.), « America, China and Taiwan : three challenges for Chen Shui-Bian », p. 459.

<sup>1509</sup> Hsiu-Lien Lu affirme ainsi : « We can see that despite Clinton’s declaring the ‘three no’s’ policy during his visit to China, *in action* the US has supported Taiwan’s independence. If not, why would Clinton send ships to the Strait to protect Taiwan during its presidential elections ? » (Lu (H.), « Normalizing Diplomatic Relations with Taiwan » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, p. 248.

taiwanaise et a pu s'opposer occasionnellement à des mouvements considérés comme provocateurs<sup>1510</sup>, elle demeure attachée à la préservation d'un *statu quo* équivalant à l'indépendance *de facto* de l'île. Dans une configuration où les partisans taiwanais d'un rattachement rapide de l'île à la Chine s'avèrent de moins en moins nombreux, la réaffirmation d'un attachement américain au *statu quo* implique le maintien indéfini de la division de la Chine. Certes, « l'objectif primordial des Etats-Unis est de prévenir un conflit dans le détroit de Taiwan, [conflit] qui serait extrêmement coûteux pour toutes les parties »<sup>1511</sup>. Washington a exprimé, et, au besoin prouvé, sa détermination à empêcher chaque partie de prendre des mesures pouvant mener à une dangereuse escalade. La volonté d'éviter d'être instrumentalisé par des autorités taiwanaises à l'agenda ouvertement indépendantiste n'équivaut cependant aucunement à un abandon de l'île. Considérant la période post-2001, Jean-Pierre Cabestan et Benoît Vermander indiquent, au contraire, que « si les Etats-Unis ont maintenu leur opposition à toute indépendance formelle et unilatérale de Taiwan, ils sont plus disposés qu'auparavant à améliorer non seulement la sécurité mais aussi le statut international de Taiwan, dans le cadre d'une 'Chine unique' qui reste largement à définir et qui pourrait bien se décliner en deux entités de fait indépendantes »<sup>1512</sup>. La définition de l'objectif principal américain comme le maintien de la paix dans le détroit, apparaît de ce fait moins fautive qu'incomplète et nécessite un *addendum* quant aux termes de la paix<sup>1513</sup>.

De façon apparemment paradoxale, la partie la plus satisfaite de l'arrangement actuel existant dans le détroit semble devoir être les Etats-Unis, les deux autres acteurs nourrissant de sérieux griefs à l'encontre de la précarité de la situation<sup>1514</sup>. Appréhendé depuis la perspective d'un possible *containment*, le maintien du *statu quo* permet essentiellement de maintenir Beijing dans une position de relative faiblesse –voire vulnérabilité– sans avoir à assumer les coûts qu'occasionnerait un conflit ouvert. Considérant les intérêts américains en jeu dans la question taiwanaise, Ronald Montaperto et Ming Zhang dégagent trois dimensions principales : économique –du fait du respect des règles générales de l'économie de marché, politique –du fait de la démocratisation réussie de l'île, et stratégique –du fait de la position pivot occupée par Taiwan en Asie

---

<sup>1510</sup> L'administration George W. Bush reste, dans cette perspective, dans une ligne relativement traditionnelle, s'opposant au referendum organisé par Chen Shui-bian considéré comme un mouvement unilatéral destiné à changer le *statu quo* (Van Vranken Hickey (D.), « America, China and Taiwan : three challenges for Chen Shui-Bian », p. 462).

<sup>1511</sup> Chase (M.), « U.S.-Taiwan Security Cooperation : Enhancing an Unofficial Relationship », p. 184.

<sup>1512</sup> Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières*, p. 206.

<sup>1513</sup> Philip Yang précise : « Key to the idea of 'peace' is the peace of the status quo » (Yang (P.), « The U.S. East Asian Security Policy and Taiwan Security » in Klinkner (K.), *The United States and Cross-Straits Relations*, p. 97).

<sup>1514</sup> Carpenter (T.), *America's Coming War with China*, p. 145.

Orientale et plus généralement vis-à-vis des lignes de communication maritime<sup>1515</sup>. Il apparaît cependant que selon les modalités de réunification proposées par Beijing –« un pays, deux systèmes »– l’accomplissement de cette dernière n’entraînerait certainement que peu de perturbations dans les relations économiques que l’île entretient avec les Etats-Unis<sup>1516</sup>. Par ailleurs, s’il est indéniable que le caractère démocratique du régime taiwanais pèse significativement dans le débat interne aux Etats-Unis<sup>1517</sup>, l’impact de l’argument démocratique vaut essentiellement par l’impact catastrophique que pourrait avoir sur la crédibilité américaine une atonie de Washington face à l’attaque d’un membre de la communauté des démocraties dont elle s’est faite le champion. La première valeur de Taiwan pour les Etats-Unis semble devoir donc être stratégique.

Pour Washington, le maintien d’une indépendance *de facto* de Taiwan demeure d’une importance significative dans une perspective de possible approfondissement de l’antagonisme entre Chine et Etats-Unis<sup>1518</sup>. Certes, ainsi que le remarque Andrew Nathan, l’image de l’‘unsinkable carrier tender’ peut résonner comme quelque peu désuète dans un contexte où les Etats-Unis réaffirment leur volonté d’‘engagement’<sup>1519</sup>. L’intérêt réduit pour un usage direct de l’île ne doit cependant pas occulter l’importance d’une garantie de ‘non-usage’ par un possible adversaire. Dans le cas taiwanais, la remarque qu’Alan Wachman réserve à la partie chinoise –« posséder l’île est bien moins important que d’empêcher les autres de la posséder »<sup>1520</sup>– vaut aussi pour le protagoniste américain. En d’autres termes, le fait que Washington n’ait certainement plus besoin de l’île pour projeter sa puissance à l’intérieur de la région est-asiatique ne signifie pas qu’elle soit prête à offrir une quelconque opportunité à une puissance dont elle estime les intentions au mieux incertaines. Le retour de Taiwan dans le giron de la Chine pose, pour Washington, un problème qui va en outre au-delà de la valeur ‘géostratégique’ de l’île<sup>1521</sup>. Nancy Bernkopf Tucker pointe ainsi :

---

<sup>1515</sup> Montaperto (R.) & Zhang (M.), « The Taiwan Issue : A Test of Sino-U.S. Relations » in *Journal of Contemporary China*, vol. 4, no. 9, été 1995, pp. 8-10.

<sup>1516</sup> Dans le préambule à ses ‘huit points’, Jiang Zemin insistait : « After Taiwan’s reunification with the mainland, its social and economic systems will not change, nor will its way of life and its non-governmental relations with foreign countries, which means that foreign investment in Taiwan and the non-governmental exchanges between Taiwan and other countries will not be affected » (Taiwan Affairs Office of the State Council, *Jiang Zemin’s Eight-point Proposal*).

<sup>1517</sup> Gang (L), « The Taiwan Dilemma in U.S.-PRC Relations » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, p. 17.

<sup>1518</sup> Tao (W.), « U.S. Policy Ambiguities and Current Cross-Strait Dilemmas » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, p. 26.

<sup>1519</sup> Nathan (A.), « What’s Wrong with American Taiwan Policy » in *Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, p. 99.

<sup>1520</sup> Wachman (A.), *Why Taiwan ?*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 40.

<sup>1521</sup> *Ibid.*, p. 141.

[Ce qui est] probablement plus important que tout autre facteur, [c'est qu'] en éliminant les besoins chinois de bâtir [une armée] visant à la reprise [...] de Taiwan, de se protéger contre Taiwan et d'établir des plans pour un conflit potentiel avec les Etats-Unis à propos de Taiwan, l'unification pourrait libérer un pourcentage significatif des ressources de la Chine. L'Armée Populaire de Libération [...] serait [alors] libre de changer ses priorités, de redéployer ses forces et de reconceptualiser ses objectifs stratégiques. Pour Washington, ce changement signifierait un adversaire moins prévisible, plus flexible, et potentiellement moins écrasé par un [autre] fardeau, mais toujours connu pour son manque de transparence. La reprise de Taiwan par Beijing pourrait en fait mener à de plus importantes [capacités de] projection de puissance navale et aérienne au-delà des eaux côtières<sup>1522</sup>.

Dans cette perspective, la question taiwanaise reste intimement liée à la nécessité pour les Etats-Unis de prévenir l'émergence, en Asie Orientale, d'une puissance dominante à même de mettre à mal la domination américaine sur la région.

## **IV- Eléments de containment (II) : l'alliance américano-japonaise.**

Dans la mise en place d'une politique participant d'une logique de *containment* de la Chine, l'existence d'un réseau d'alliances est un atout majeur mobilisable par les Etats-Unis<sup>1523</sup>. Si l'établissement d'une *Asian Treaty Organization* équivalente à une OTAN anti-chinoise<sup>1524</sup> demeure à l'état d'hypothèse improbable, Washington a poursuivi, et à certains égards renforcé, une politique de bilatéralisme héritée de la Guerre Froide. Traditionnellement, l'architecture de sécurité telle qu'elle est envisagée par les Etats-Unis pour l'Asie Orientale est celle de l'*hub and spoke*, basée sur un ensemble de relations bilatérales liant Washington à des acteurs locaux non liés entre eux<sup>1525</sup>. En Asie du Nord-Est, la présence et la perpétuation de deux alliances avec la République de Corée et le Japon, si elles tendent à trouver une justification aisée dans les inquiétudes que peuvent susciter les gesticulations de Pyongyang<sup>1526</sup>, conservent pour arrière-plan affleurant l'émergence de la Chine. Pour Michael McDevitt, cette double alliance présente l'avantage d'une prise de

---

<sup>1522</sup> Tucker (N.), « If Taiwan Chooses Unification, Should the United States Care ? » in *Washington Quarterly*, vol. 25, no. 3, été 2002, pp. 21-22.

<sup>1523</sup> Thayer (B.), « Confronting China : An Evaluation of Options for the United States », p. 78.

<sup>1524</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>1525</sup> Blair (D.) & Hanley Jr. (J.), « From Wheels to Webs : Reconstructing Asia-Pacific Security Arrangements », vol. 24, no. 1, hiver 2001, p. 7.

<sup>1526</sup> Di Filippo (A.), *The Challenges to the U.S.-Japan military arrangement*, New York, Armonk, 2002, p. 17.

garanties, en protégeant Corée du Sud et Japon de l'intimidation, sans mise en difficulté excessive de Beijing<sup>1527</sup>. Une telle affirmation néglige cependant notoirement l'exacerbation du dilemme de sécurité qu'est susceptible de provoquer le rapprochement ou l'alignement des Etats voisins de la Chine avec les Etats-Unis et masque dans le même mouvement les bénéfices que Washington tire de ses alliances et de sa subséquente présence dans la région<sup>1528</sup>. Dans cette perspective, la relation trilatérale entre Beijing, Washington et Tokyo et plus particulièrement l'approfondissement de l'alliance entre les deux derniers demeurent la pierre angulaire de la structure de sécurité en Asie Orientale.

Considérant l'évolution du positionnement japonais sur sa propre défense, Syed Javed Maswood note :

*La clause de paix dans la Constitution japonaise suggère que le Japon s'en remettrait aux Nations Unies pour garantir sa sécurité internationale. Toutefois, la structure de sécurité de la Guerre Froide a signifié que cette dépendance envers les institutions multilatérales était impraticable comme politique d'un Etat. Toutefois, les intentions originales ont été ravivées dans l'environnement de post-Guerre Froide et par les nouvelles opportunités créées par des institutions multilatérales devenues plus actives<sup>1529</sup>.*

Une décennie après la première révision des objectifs de l'alliance dans la période de post-Guerre Froide, Tokyo semble, à certains égards, plus proche encore de Washington que dans les dernières années de la Guerre Froide où les frictions économiques avaient égratigné –sans la mettre en question<sup>1530</sup>– la solidité de l'alliance. De ce fait, une certaine prudence est nécessaire dans le transfert des schémas de 'triangles stratégiques' développés dans la période précédente à propos de la relation entre Chine, Etats-Unis et Union Soviétique<sup>1531</sup>. Dans la typologie de Lowell Dittmer, la configuration trilatérale présente apparaît se rapprocher, au mieux, de celle du mariage stable dans lequel l'alliance américano-japonaise constitue le lien

---

<sup>1527</sup> McDevitt (M.), « The Current and Future Prospects for trilateral Security Cooperation » in Kim (T.) & Glosserman (B.), *The Future of U.S.-Korea-Japan Relations*, Washington, CSIS, 2004, p. 20.

<sup>1528</sup> Green (M.), « The Challenges of Managing U.S.-Japan Security Relations after the Cold War » in Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, New York, Japan Center for International Exchange, p. 241.

<sup>1529</sup> Maswood (S.), « Japanses Foreign Policy and Regionalism » in Maswood (S.), *Japan and East Asia Regionalism*, p. 12.

<sup>1530</sup> Curtis (G.), « U.S. Policy toward Japan from Nixon to Clinton : An Assessment » in Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, p. 4.

<sup>1531</sup> Dittmer (L.), « The Strategic Triangle : An Elementary Game-Theoretical Analysis » in *World Politics*, vol. 33, no. 4, juillet 1981, pp. 485-515.

solide d'amitié<sup>1532</sup>. La flexibilité de la relation entre les différents pôles que suppose le modèle de Dittmer<sup>1533</sup> s'applique cependant mal à une conformation où deux des éléments se trouvent *a priori* indéfectiblement liés. L'extrême proximité de Washington et de Tokyo, malgré de récurrentes frictions, met en doute l'existence d'un 'triangle stratégique supposant une significative marge de manœuvre des différents acteurs.<sup>1534</sup> Dans cette perspective, le *credo* selon lequel l'alliance américano-japonaise représente la clé de voûte de la stabilité régionale<sup>1535</sup> prend essentiellement le sens d'une défense d'un déséquilibre régional compris comme un *statu quo*<sup>1536</sup>.

Si une multiplicité de facteurs favorise la pérennisation de l'alliance entre Tokyo et Washington<sup>1537</sup>, la raison d'être de cette dernière demeure ancrée à la présence d'une puissance antagoniste au sein de l'Asie Orientale. En termes élémentaires, le Japon et les Etats-Unis semblent partager une même préoccupation à l'égard de l'émergence chinoise. En ce sens, la rhétorique du possible partenaire stratégique sino-américain masque mal les inquiétudes que Washington nourrit quant à l'expansion de la puissance chinoise et ses conséquences à long terme<sup>1538</sup>. Réciproquement, Beijing tend à nourrir des inquiétudes à peine voilées vis-à-vis d'une

---

<sup>1532</sup> Pour Lowell Dittmer, « Three different systemic patterns of exchange relationships are conceivable : the 'ménage à trois', consisting of symmetrical amities among all three players ; the 'romantic triangle', consisting of amity between one 'pivot' player and two 'wing' players, but enmity between each of the latter ; and the 'stable marriage', consisting of amity between two of the players and enmity between each and the third » (*Ibid.*, p. 489). L'existence d'un triangle stratégique est déniée par Gerald Curtis qui avance : « It is true of course that relations among the United States, Japan, and China involve three countries and that policies that one of those countries pursues toward another one will be of concern to the third. But if implicit in the idea of a U.S.-Japan-China triangle is the assumption that each country in the triangle formulates its policies toward another on the basis of a careful consideration of the way it will affect the third, then triangular imagery is quite misleading » (Curtis (G.), « U.S. Policy Toward Japan from Nixon to Clinton : An Assessment » in Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, p. 6).

<sup>1533</sup> Lowell Dittmer met en lumière trois variations du triangle stratégique entre 1949 et 1978 (1949-60, 1960-69, 1970-78) où les relations d'amitié et d'inimitié entre les trois ont connu des retournements (Dittmer (L.), « The Strategic Triangle : An Elementary Game-Theoretical Analysis », pp. 490-500).

<sup>1534</sup> Green (M.), « The Challenges of Managing U.S.-Japan Security Relations after the Cold War », p. 251. Ce déséquilibre du potentiel triangle peut être relié au fait que, si les Etats-Unis et la Chine sont considérés comme grandes puissances au sein de la région, le statut actuel du Japon est plus ambigu, et ne constitue –ou peut-être ne constituait– pas un pôle au même titre que les deux autres Etats (Cohen (D.), *Retracing the Triangle*, Baltimore, University of Maryland, 2005, p. 2).

<sup>1535</sup> Department of Defense, *The United States Security Strategy for the East Asia-Pacific Region*, 1998, pp. 19-20, <http://www.dod.mil/pubs/easr98.pdf>, consulté le 20 mars 2008.

<sup>1536</sup> Anthony Di Filippo porte un jugement plus sévère sur l'alliance estimant : « Perhaps most ironic is that while the major argument supporting the Japan-U.S. security alliance is that, as in past, it continues to protect Japan and maintain regional stability, there is absolutely no evidence to corroborate this contention. With Tokyo's support, Washington has been very effective in conveying the message that the United States is a proponent of peace and that without its military presence in Japan, Japanese and regional security would be put in jeopardy » (Di Filippo (A.), *The Challenges to the U.S.-Japan military arrangement*, pp. 67-68).

<sup>1537</sup> Anthony Di Filippo pointe les bénéfices économiques (bilatéraux et régionaux) que les deux acteurs tirent de leur proximité, la garantie qu'offre l'alliance contre Pyongyang, celle qu'elle offre contre l'émergence ou la résurgence d'une Chine ou d'une Russie dans la région et, enfin, les bénéfices d'ordre 'technologique' permettant un traitement technique des problèmes de sécurité (*Ibid.*, p. 17).

<sup>1538</sup> Lam (P.), « Japan's Diplomatic Initiatives in Southeast Asia », p. 121.

alliance renforcée au sein de laquelle Tokyo dispose du rôle ambigu d'un aspirant à la domination régionale et d'un partenaire 'normalisé' et puissant des Etats-Unis<sup>1539</sup>. Au premier rang des modifications significatives de l'environnement de sécurité de la Chine, le Livre Blanc sur la Défense Nationale de 2006 notait :

*Les Etats-Unis accélèrent actuellement le réalignement de leur déploiement militaire afin d'améliorer leurs capacités dans la région Asie-Pacifique. Les Etats-Unis et le Japon procèdent au renforcement de leur alliance militaire à des fins d'intégration opérationnelle. Le Japon cherche à réviser sa constitution et à exercer un droit de défense collective. Sa posture est en train de s'orienter de plus en plus vers l'extérieur [external-oriented]<sup>1540</sup>.*

Plus qu'une pérennisation de l'alliance américano-japonaise, la période de post-Guerre Froide connaît un approfondissement et une expansion de cette dernière. Une première étape de la nécessaire reconfiguration – dont les signes avant-coureurs prennent corps dans l'insatisfaction suscitée par la nature des contributions durant la Guerre du Golfe– intervient lors de la Déclaration commune de juin 1996. Le cinquième point indique ainsi : « les deux dirigeants [Hashimoto-Clinton] s'accordent sur la nécessité de promouvoir une coordination politique bilatérale, incluant l'étude de la coopération bilatérale relative aux situations qui pourraient apparaître dans les zones entourant le Japon [areas surrounding Japan] et avoir une importante influence sur la paix et la sécurité du Japon »<sup>1541</sup>. La Déclaration amorce une modification du rôle tenu par Tokyo dans l'organisation de stratégie régionale de l'alliance. Si Tokyo tente d'euphémiser la mutation évoquant une conception non-géographique des aires concernées<sup>1542</sup>, il fait peu de doute que le Japon acquiert une position relativement plus active au sein de l'alliance, ne pouvant que susciter la méfiance de Beijing. Ceci apparaît de façon d'autant plus aiguë que la reformulation suit de près le face-à-face sino-américain dans le détroit de Taiwan. Dans ce contexte post-crise, la réaffirmation de l'alignement de Tokyo sur la ligne américaine et l'adjonction d'une possible participation à une déstabilisation du détroit –qui correspond aux deux clauses contenues dans la Déclaration– ne peuvent qu'apparaître comme une dérive claire vers une position de confrontation accrue<sup>1543</sup>. Une telle tendance est encore confirmée par la publication des *Guidelines for Japan-U.S. Defense Cooperation*, l'année suivante, qui formalisent une

---

<sup>1539</sup> Roy (D.), « China's Reaction to American Predominance » in *Survival*, vol. 45, no. 3, automne 2003, p. 59.

<sup>1540</sup> *China National Defense 2006*, décembre 2006, <http://www.china.org.cn/english/features/book/>, consulté le 24 juillet 2007.

<sup>1541</sup> *Japan-U.S. Joint Declaration on Security –Alliance for the 21<sup>st</sup> Century*, 17 avril 1996, [http://mofa.go.jp/region/n\\_america/us/security/security.html](http://mofa.go.jp/region/n_america/us/security/security.html), consulté le 25 janvier 2008 (nous soulignons).

<sup>1542</sup> Samuels (R.), *Securing Japan*, p. 68.

<sup>1543</sup> Mochizuki (M.), « American and Japanese Strategic Debates : The Need for a New Synthesis » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance*, Washington, Brookings Institution, 1997, p. 76.

coopération de Washington et de Tokyo au niveau régional<sup>1544</sup>. Outre la coopération dans les domaines liés à l'assistance humanitaire, aux opérations de sauvetage, d'évacuation et d'application de sanctions économiques, les *Guidelines* précisent les modalités de l'aide que le Japon est susceptible de fournir aux activités américaines<sup>1545</sup>. Outre la mise à disposition des infrastructures nécessaires à la mise en œuvre des opérations américaines, le document indique que

*Le Japon fournira un soutien sur les zones arrières [rear area support] aux forces américaines conduisant des opérations ayant pour but d'atteindre les objectifs du traité de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon [...]. Ce soutien sera essentiellement apporté sur le territoire japonais. Il pourra aussi être apporté en haute mer et dans l'espace aérien international autour du Japon qui sont distincts des zones où les opérations de combat sont conduites*<sup>1546</sup>.

Dans l'hypothèse d'une déstabilisation dans les zones concernées, « les Forces d'Auto-Défense conduiront des activités telles que la collecte d'information [intelligence gathering], la surveillance et le déminage afin de protéger les vies et les biens ainsi que pour assurer la sécurité de la navigation »<sup>1547</sup>.

Si la modification du contenu de l'alliance ne peut que difficilement être vue comme une réanimation d'un hypothétique 'militarisme japonais', elle n'en érode pas moins les bases de l'acceptabilité de l'alliance par Beijing. Dans l'ère qui précède la modification apportée par les *Guidelines*, une grande part de l'acceptation par Beijing de l'alliance nippo-américaine reposait sur la certitude que cette dernière permettait de contenir un retour du militarisme japonais<sup>1548</sup>. En termes plus abrupts, l'acceptabilité de l'alliance par Beijing était essentiellement liée au maintien du Japon dans une position contrainte, Washington agissant comme le proverbial « cap in the bottle »<sup>1549</sup>. Si Paul Midford met en exergue l'importance relative de la perception chinoise d'une agressivité japonaise<sup>1550</sup>, l'inquiétude de Beijing quant aux nouvelles *Guidelines* ne dérive que

---

<sup>1544</sup> *The Guidelines for Japan-U.S. Defense Cooperation*, 1997, [http://mofa.go.jp/region/n\\_america/us/security/guidelines2.html](http://mofa.go.jp/region/n_america/us/security/guidelines2.html), consulté le 25 janvier 2008.

<sup>1545</sup> *Ibid.*

<sup>1546</sup> *Ibid.*

<sup>1547</sup> *Ibid.*

<sup>1548</sup> Green (M.), *Japan's Reluctant Realism*, p. 89 ; Nathan (A.) & Ross (R.), *The Great Wall and the Empty Fortress*, p. 91.

<sup>1549</sup> « In March 1990, Maj. Gen. Henry Stackpole, commander of the U.S. Marine Corps bases in Japan, expressed the U.S. position quite clearly : 'No one wants a rearmed, resurgent Japan. ... So we are a cap in the bottle, if you will' » (Kamiya (M.), « Nuclear Japan : Oxymoron or Coming Soon? », p. 69).

<sup>1550</sup> Midford (P.), « China Views the Revised US-Japan Defense Guidelines : Popping the Cork ? » in *International Relations in the Asia Pacific*, vol. 4, no. 1, 2004, pp. 119-120. Dans une perspective analogue, insistant sur la perception nourrie par Beijing à l'égard de Tokyo, Thomas Christensen soulignait en 1999 : « Although Chinese analysts presently fear U.S. power much more than Japanese power, in terms of national intentions, Chinese analysts view Japan with much less trust and, in many cases, with loathing rarely found in their attitude about the United States » (Christensen (T.), « China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia » in *International Security*, vol. 23, no. 4, printemps 1999, p. 52.).

partiellement d'une hypothétique naturalisation de l'agressivité japonaise<sup>1551</sup>. Au-delà de la seule porte ouverte au retour d'un Japon 'normalisé' ou 'militarisé', les *Guidelines* jettent les bases d'une coordination entre Washington et Tokyo et d'une division du travail dans l'objectif commun d'assurer une pérennisation de l'architecture de sécurité en Asie Pacifique<sup>1552</sup>. Du simple fait du dynamisme protéiforme chinois, le nouveau mouvement imprimé à l'alliance met nécessairement Beijing en première ligne des préoccupations de celle-ci. Plus particulièrement, la promulgation des *Guidelines* dans un contexte marqué par la crise taiwanaise de 1995-96 ne peut que nourrir la défiance chinoise quant à de possibles interférences d'une alliance rendue efficiente par une nouvelle distribution des rôles<sup>1553</sup>, et devenue, plus largement, un moyen efficace pour les Etats-Unis de contenir la Chine<sup>1554</sup>.

Si, dans les années 1990, la redéfinition d'un espace plus large d'existence militaire pour le Japon avait pu nourrir certaines inquiétudes quant à une possible émancipation progressive du Japon vis-à-vis de l'alliance, la décennie qui suit tend à montrer que, pour Beijing, le risque est moins dans une militarisation forcée d'un Japon autonome et à nouveau menaçant, que dans la coordination approfondie des deux acteurs majeurs de l'Asie Orientale. Pour Tokyo, une alliance malléable dans son contenu offre un ensemble d'avantages qu'il serait difficile de surévaluer. Christopher Hughes et Akiko Fukushima soulignent ainsi que : « les décideurs politiques japonais, faisant face à une potentielle menace nord-coréenne à court et moyen termes, et, sur le plus long terme, à une menace latente chinoise et un environnement généralement incertain en Asie Orientale, ont conclu que la relation bilatérale avec les Etats-Unis reste la plus fiable garantie dans leur calcul global concernant la sécurité »<sup>1555</sup>. L'expansion du rôle qu'entend se donner Tokyo s'inscrit donc dans le cadre des axes définis par l'alliance. Mieux encore, l'élargissement de l'espace d'existence politique et

---

<sup>1551</sup> Midford (P.), « China Views the Revised US-Japan Defense Guidelines : Popping the Cork ? », p. 130.

<sup>1552</sup> Nathan (A.) & Ross (R.), *The Great Wall and the Empty Fortress*, p. 92.

<sup>1553</sup> Murata (K.), « Do the New Guidelines Make the Japan-U.S. Alliance More Effective ? » in Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2000, p. 31.

<sup>1554</sup> Cohen (D.), *Retracing the Triangle*, p. 27. La diffusion de ce point de vue sur une redirection de l'alliance vers une nouvelle cible constituée par la Chine déborde largement les frontières chinoises (Zhang (M.) & Montaperto (R.), *A Triad of Another Kind*, New York, Palgrave MacMillan, 1999, p. 47. Banning Garrett et Bonnie Glaser notent en outre une certaine inquiétude chinoise concernant l'insistance sur la défense de la 'liberté' et de la 'démocratie', rhétorique pouvant servir de paravent à une politique de pression du Japon et des Etats-Unis contre le système politique chinois (Garrett (B.) & Glaser (B.), « Chinese Apprehensions about Revitalization of the U.S.-Japan Alliance » in *Asian Survey*, vol. 37, no. 4, avril 1997, p. 388).

<sup>1555</sup> Hughes (C.) & Fukushima (A.), « U.S.-Japan Security Relations : Toward Bilateralism Plus ? » in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond Bilateralism*, Stanford, Stanford University Press, 2003, p. 73.

militaire japonais se fait avec les enthousiastes encouragements de Washington<sup>1556</sup>. L'*INSS Special Report* préconise ainsi, dès 2000, une levée de l'interdiction pesant sur la participation japonaise aux opérations de sécurité collective et entend modeler la relation américano-japonaise sur celle établie entre Washington et Londres<sup>1557</sup>. En termes généraux, l'idée sous-tendant la modification du partage de la charge de l'alliance repose sur le simple constat que Japon et Etats-Unis partagent d'ores et déjà une vision et des intérêts communs dans la défense desquels Tokyo a aujourd'hui à s'investir<sup>1558</sup>. Au rang des intérêts vitaux partagés par les deux partenaires, la préservation d'une Asie Orientale dominée par l'alliance plutôt que par la Chine occupe une place centrale. Dans cette perspective, si Tokyo ne semble pas à même de s'opposer seule à la nouvelle puissance chinoise, pour Washington, l'alliance apparaît classiquement comme un moyen sûr de faire contrepoids à une possible tentation hégémonique chinoise<sup>1559</sup>. La volonté de renforcer le partenaire japonais apparaît par conséquent essentiellement motivée par la nécessité de contenir Beijing.

S'il est important de noter que la poussée vers une double expansion des rôles de l'alliance et du Japon au sein de celle-ci antedate nettement, à Washington comme à Tokyo, la réponse aux attaques du 11 septembre<sup>1560</sup>, celles-ci tiennent le rôle d'un exceptionnel catalyseur, permettant la mise en œuvre accélérée de la refonte de l'alliance. Pour Tokyo, le 11 septembre 2001 se présente comme un catalyseur idéal<sup>1561</sup> permettant au gouvernement Koizumi de saisir une inespérée opportunité pour positionner le Japon dans la 'guerre contre le terrorisme'. Après que le gouvernement japonais ait développé un plan de réponse à la crise, incluant notamment un support logistique aux Etats-Unis pour toute opération punitive, le renforcement de la protection des sites sensibles au Japon et le déploiement de navires destinés à la collecte

---

<sup>1556</sup> Campbell (K.), « America's Asia Strategy during the Bush Administration » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, Quezon City, Asia Pacific Network, 2004, p. 28.

<sup>1557</sup> *The United States and Japan : Advancing Toward a Mature Partnership*, 11 octobre 2001, INSS Special Report, Washington, NDU-INSS, pp. 3-4, [http://www.ndu.edu/inss/strforum/SR\\_01/SFJAPAN.pdf](http://www.ndu.edu/inss/strforum/SR_01/SFJAPAN.pdf), consulté le 28 janvier 2008. Le rapport, bipartisan, recommande notamment une réaffirmation de l'engagement dans la défense du Japon (Diaoyu incluses), la mise en œuvre accélérée des *Guidelines*, une coopération renforcée des forces armées des deux Etats, la participation sans réserve au opération de maintien de la paix et d'assistance humanitaire, la reconfiguration des forces japonaises et américaines en fonction des nécessités régionales, l'approfondissement de la coopération en matière de technologie militaire et sur la création de défenses anti-missiles.

<sup>1558</sup> Asher (D.), « Could Japan become the 'Great Britain of the Far East' ? » in *Asia-Pacific Review*, vol. 8, no. 2, 2001, p. 115.

<sup>1559</sup> Mulgan (A.), « Why Japan Still Matters » in *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 2, 2005, p. 112.

<sup>1560</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Koizumi Steals the Spotlight » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, p. 16 ; Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Battling the 'Koizumi Syndrome' » in *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 29-30.

<sup>1561</sup> Nakanishi (H.), « The Japan-U.S. Alliance and Japanese Domestic Politics : Source of Change, Prospects for the Future » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, p. 114.

d'information<sup>1562</sup>, Koizumi annonce lors de sa visite à Washington, deux semaines après les attentats, que la nouvelle configuration globale ne permet plus au Japon de se réfugier dans une pusillanime réserve et que Tokyo prendra en charge la part du fardeau qui lui incombe<sup>1563</sup>. Le changement annoncé est loin d'être confiné à la rhétorique. Dès le 9 novembre 2001, des navires japonais ravitaillent les forces américaines et britanniques opérant dans la campagne contre l'Afghanistan<sup>1564</sup>. Le 4 décembre 2002, le gouvernement japonais annonçait ainsi le déploiement de destroyers équipés du système *Aegis* dans l'Océan Indien<sup>1565</sup>. Dans un moment où la ligne de démarcation passe entre ceux qui luttent contre le terrorisme et ceux qui le soutiennent, Beijing acquiesce largement au mouvement japonais, tant que celui-ci demeure dans les lignes de l'article 9 de la Constitution japonaise<sup>1566</sup>.

L'approfondissement de l'alignement de Tokyo sur Washington est encore confirmé par le soutien japonais à la position rigide américaine vis-à-vis de l'Iraq<sup>1567</sup>. Malgré l'absence de résolution à l'ONU, et en dépit d'une certaine opposition interne à l'envoi de troupes, quelques cinq cents soldats sont déployés dans le sud de l'Iraq<sup>1568</sup>. Si les missions attribuées demeurent limitées à des tâches d'ingénierie et à l'assistance médicale, la présence japonaise en Iraq demeure d'une portée significative puisqu'elle constitue le premier déploiement des Forces d'Auto-Défense pour de telles activités hors d'un mandat de l'ONU<sup>1569</sup>. Poursuivi pendant deux années et demi, le déploiement en Iraq est le plus important de ceux auxquels ont participé les forces terrestres d'autodéfense japonaises, impliquant un total de plus de 5 500 soldats<sup>1570</sup>.

Suffisamment préoccupante d'elle-même pour Beijing, l'expansion du rôle de Tokyo sous le couvert de l'alliance prend une tournure plus directement inquiétante dans la mesure où les partenaires japonais et

---

<sup>1562</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Battling the 'Koizumi Syndrome' », p. 25.

<sup>1563</sup> *Ibid.*

<sup>1564</sup> Samuels (R.), *Securing Japan*, p. 96.

<sup>1565</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Vindication ! » in *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 16. Brad Glosserman remarque que les caractéristiques même de l'*Aegis* font que les destroyers peuvent difficilement être considérés comme autre chose qu'un pion dans un système d'auto-défense collective, prohibé par la Constitution (*Ibid.*).

<sup>1566</sup> Mochizuki (M.), « China-Japan Relations : Downward Spiral or a New Equilibrium ? » in Shambaugh (D.), *Power Shift*, Berkeley, University of California Press, 2005, p. 145.

<sup>1567</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : An Oasis of Stability » in *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, p. 14.

<sup>1568</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Staying the Course » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, p. 20.

<sup>1569</sup> Wu (X.), « The End of the Silver Lining : A Chinese View of the U.S.-Japanese Alliance » in *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 1, hiver 2005-06, p. 124.

<sup>1570</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : A Dream of a Quarter » in *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, p. 23.

américains tendent à étendre explicitement le champ d'application de leur coopération à des questions d'importance première pour Beijing. Alors que les déclarations communes du Comité Consultatif pour la Sécurité précédentes n'évoquaient la Chine que comme un facteur positif dans le paysage régional<sup>1571</sup>, celle de février 2005 apporte une modification pour le moins sensible. Si l'objectif d'une relation coopérative avec Beijing est réaffirmé, les deux Etats intègrent parmi leurs objectifs communs un encouragement à la transparence des affaires militaires chinoises et la résolution pacifique du contentieux taiwanais<sup>1572</sup>. Brad Glosserman souligne que la déclaration constitue une modification significative de la position traditionnelle d'un Japon jusque-là désireux d'éviter toute mise en cause *ad hominem*<sup>1573</sup>. Si Beijing échappe à l'attaque explicite, elle apparaît clairement comme la cible principale des préoccupations exprimées par les deux alliés quant à la modernisation militaire de certains acteurs de la zone<sup>1574</sup>. En termes concrets, la définition des objectifs de l'alliance semble donner corps à la pire des situations envisageables pour Beijing : une possible coopération américano-japonaise contre la Chine au sujet de Taiwan<sup>1575</sup>. Dans un contexte qui demeure celui d'un équilibre précaire, la solidification de l'alliance surcompense le déséquilibre militaire grandissant entre les deux rives et se pose comme un élément majeur de dissuasion de toute initiative chinoise à l'encontre de Taiwan<sup>1576</sup>.

---

<sup>1571</sup> *Joint Statement, Security Consultative Committee*, 11 septembre 2000, [http://www.mofa.go.jp/region/n\\_america/us/security/scc/joint0009.html](http://www.mofa.go.jp/region/n_america/us/security/scc/joint0009.html) ; *Joint Statement, Security Consultative Committee*, 16 décembre 2002, [http://www.mofa.go.jp/region/n\\_america/us/security/scc/joint0212.html](http://www.mofa.go.jp/region/n_america/us/security/scc/joint0212.html), consultés le 20 janvier 2008.

<sup>1572</sup> *Joint Statement, Security Consultative Committee*, 19 février 2005, [http://www.mofa.go.jp/region/n\\_america/us/security/scc/joint0502.html](http://www.mofa.go.jp/region/n_america/us/security/scc/joint0502.html), consulté le 20 janvier 2008.

<sup>1573</sup> Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : 'History Starts Here » in *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 19-20.

<sup>1574</sup> *Ibid.* Il est remarquable que l'unique Etat explicitement désigné –certes en termes plus forts– comme source de préoccupations pour l'alliance dans le domaine des capacités militaires est la Corée du Nord (*Joint Statement, Security Consultative Committee*, 19 février 2005).

<sup>1575</sup> Un certain continuum de changement est décelable dans le positionnement de l'alliance sur la question de Taiwan. Alors qu'avant 1996 le Japon s'était tenu à une visible réserve quant à son possible rôle dans l'hypothèse d'une crise entre Washington et Beijing concernant Taiwan (Zhang (M.) & Montaperto (R.), *A Triad of Another Kind*, p. 96), les *Guidelines* avaient reduit envisageable –voire probable– une telle participation. La déclaration de février 2005 constitue, dans cette perspective, plus une continuation de l'explicitation de l'intérêt japonais et de l'alliance à la question taiwanaise.

<sup>1576</sup> Wu (X.), « The End of the Silver Lining : A Chinese View of the U.S.-Japanese Alliance », p. 125.

De façon patente, les insistants encouragements de Washington à Tokyo durant la période post-Guerre Froide visant à l'expansion du rôle joué par cette dernière à l'intérieur de l'alliance<sup>1577</sup> ont provoqué un glissement notable et inquiétant pour Beijing. En effet, « la traditionnelle 'défense défensive' japonaise est en train de silencieusement céder le pas devant une 'défense offensive' en faveur de l'alliance entre les Etats-Unis et le Japon »<sup>1578</sup>. Contrairement à certaines inquiétudes, la modification du positionnement japonais n'a nullement entraîné une fragilisation de l'alliance et n'a, jusqu'à présent, ni provoqué une levée de boucliers de la part des Etats d'Asie Orientale, ni engendré une course aux armements régionale<sup>1579</sup>. Dans cette reformulation, il est important de noter que le rôle de Washington s'est entièrement défait de celui, évoqué plus haut, de 'cap on the bottle', et a clairement dérivé vers celui de promoteur actif d'un développement militaire japonais conséquent<sup>1580</sup>. Or, l'expansion du rôle japonais ne signifie pas seulement une redivision des tâches au sein de l'alliance mais une expansion significative des missions que cette dernière est censée remplir. Très clairement, la nouvelle alliance s'impose comme l'ultime garantie d'une architecture de sécurité régionale permettant le prolongement d'une domination désormais américano-nipponne et interdisant à la Chine de prétendre au statut de puissance régionalement prédominante.<sup>1581</sup> En d'autres termes, la structure trilatérale se résume de plus en plus à une relation de deux –Japon et Etats-Unis– contre un –Chine, s'apparentant à un cadre de *containment*.

Hésitant entre le registre d'une ouverte cordialité et celui d'une nécessaire coopération à un niveau rhétorique, la relation sino-américaine semble présenter aujourd'hui des symptômes majeurs d'antagonisme. Certes au sein de multiples champs tels que ceux économiques ou de la sécurité non-traditionnelle, une certaine entente a été notable entre les deux puissances. Cette coopération, parfois approfondie, ne semble toutefois pas avoir débordé au-delà des étroites frontières de ces champs, et la relation entre Washington et Beijing continue à être caractérisée par une forte défiance réciproque. Dans la perspective d'une préservation

---

<sup>1577</sup> *The United States and Japan : Advancing Toward a Mature Partnership*, 11 octobre 2001. Si Washington soutient, par exemple, l'intégration du Japon comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, cet appui était explicitement conditionné par Colin Powell à la levée des interdits posés par la Constitution japonaise (Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Planning Ahead » in *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, p. 24). De façon plus marginale, le sénateur républicain John McCain appelait Tokyo à écarter ses réticences vis-à-vis de l'acquisition d'armes nucléaires tandis que Richard Cheney estimait un tel mouvement probable du fait de la menace nord-coréenne (Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : How High is Up ? » in *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, p. 24).

<sup>1578</sup> Zhang (M.) & Montaperto (R.), *A Triad of Another Kind*, p. 63.

<sup>1579</sup> Ikenberry (G.J.), « America in East Asia : Power, Markets, and Grand Strategy », in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond Bilateralism*, p. 53.

<sup>1580</sup> Wu (X.), « The End of the Silver Lining : A Chinese View of the U.S.-Japanese Alliance », p. 120.

<sup>1581</sup> *Ibid.*, p. 126.

de la domination américaine sur la région est-asiatique, Washington semble avoir pris de solides garanties contre un challenge possible de Beijing. L'approfondissement des relations entre Etats-Unis et Japon, ainsi que la double poussée de Washington pour une 'normalisation' du statut international de son allié et pour un renforcement des capacités de défense de Taipei, s'inscrivent dans une logique de limitations et contrepoids apportés à la grandissante influence –réelle ou anticipée– de Beijing. En d'autres termes, si Washington continue à proclamer qu'elle accueille favorablement l'émergence de l'acteur chinois au premier plan de la scène internationale, les Etats-Unis ont mis en place un ensemble de mesures s'apparentant aux prémisses d'un *containment* à un niveau régional. Si la présence de ces 'garde-fous' s'inscrit encore dans une perspective visant non à miner mais à orienter –le désormais célèbre '*shaping*'– le développement de l'influence chinoise, ceux-ci se présentent comme des leviers aisément et rapidement mobilisables dans le cadre d'un passage à une confrontation ouverte entre les deux grandes puissances, offrant un avantage critique à Washington et imposant un handicap conséquent à Beijing.

## Conclusion partielle III.

Réinscrit dans la perspective du réalisme offensif et du *regional security complex* présent en Asie Orientale, le jeu régional devrait se définir essentiellement selon la combinaison entre grandes puissances régionales et différentiels de croissance les animant. En ce sens, l'Asie Orientale apparaît en voie de tripolarisation rapide, esquissant une configuration où la grande puissance ascendante chinoise rencontre une double résistance américaine et japonaise. Si la logique de *balance* est ici présente elle doit être cependant considérée avec précaution, les deux *balancers* l'ayant adoptée comme positionnement par défaut, sans que ne soit cependant abandonnée toute tentative pour étendre plus largement leurs puissances respectives à l'intérieur du sous-système.

Si la partition des grandes puissances est écrite pour un trio, la principale institution régionale, l'ASEAN, et ses différentes incarnations ont bénéficié cependant d'une haute visibilité dans la période d'après-Guerre Froide. En un certain sens toutefois, la survie de l'ASEAN et sa centralité apparente dans le jeu est-asiatique découlent essentiellement de la faiblesse de celle-ci. Si Beijing semble s'être définitivement convertie au multilatéralisme à un niveau régional, comme en témoigne son soutien aux initiatives de l'ASEAN dans la dernière décennie, un tel mouvement s'apparente essentiellement à une adaptation chinoise aux conditions

changeantes des équilibres régionaux. Dans un contexte où le différentiel de dynamique de croissance a largement bénéficié à Beijing, les risques associés à une relation ‘bilatérale’ entre l’ASEAN et la Chine – alignement des pays de la première contre la seconde – ont connu un estompement accéléré. En d’autres termes, le passage d’une préférence exclusive au bilatéralisme à une acceptation et une promotion du multilatéralisme est le corollaire d’un changement d’équilibre mettant Beijing en position de supériorité non seulement vis-à-vis de chacun des acteurs de la sous-région mais aussi de ceux-ci pris comme une agrégation des puissances individuelles. En ce sens, la modification des positionnements relatifs des deux entités résulte de différentiels de croissance entre celles-ci ainsi que de l’évolution rapide de la distribution de puissance. Dans cette perspective, le rôle joué par les ‘normes’ de l’ASEAN est, au mieux, marginal et l’adhésion de Beijing à ces dernières peut difficilement être vue comme une quelconque concession. La méthode de l’*ASEAN Way* s’axe en effet sur un ensemble de principes exploitables par la Chine. Outre l’absence de caractère contraignant des engagements pris, l’intégration plus poussée de Beijing dans la mécanique multilatérale lui offre un veto *de facto* sur l’agenda des différents forums du fait de l’application généralisée du principe de consensus. Réciproquement, l’intérêt affirmé par l’ASEAN pour un *engagement* de la Chine s’inscrit dans une logique où les membres de l’institution et l’Association même demeurent trop peu puissants pour envisager une politique de *balancing* efficace. Cette propension à l’*engagement* et au *buck-passing* est en outre largement sous-tendue par la possibilité de laisser aux grandes puissances de la zone la responsabilité du *containment* et d’une protection éventuelle des enjeux majeurs de la zone.

Si Tokyo a largement partagé une même rhétorique de la nécessité de l’*engagement*, le Japon semble avoir largement accepté une position de *buck-catcher* local dans le jeu du *containment* de la Chine. Si l’affermissement des nationalismes chinois et japonais demeure la dimension la plus visible de l’antagonisme, l’enjeu de la rivalité peut difficilement être ramené à cette seule dimension. Alors que la période post-Guerre Froide est, pour la Chine, celle du décuplement de la puissance latente permettant celui de la puissance actuelle, elle est, pour le Japon, celle d’une volonté de transformation de la première en la seconde. La concomitance de ces deux phénomènes se traduit cependant pas seulement un simple parallèle temporel. Si de multiples raisons, parmi lesquelles l’humiliation liée à la Guerre du Golfe et la question nucléaire nord-coréenne sont les plus saillantes, ont pu être avancées pour justifier la ‘normalisation’ de la puissance japonaise, les incertitudes et craintes quant à l’orientation prise par la nouvelle puissance voisine affleurent clairement dans les refontes de la position japonaise entre les *Guidelines for Japan-U.S. Defense*

*Cooperation* de 1997 et le *National Defence Program Outline for FY 2005 and After*. A fleuret moucheté plutôt que dans une confrontation ouverte, Beijing et Tokyo semblent s'être engagées dans une joute pour le leadership régional, lutte ayant tourné à l'avantage de la partie chinoise dans la période suivant la crise asiatique de 1997-98. De ce fait, le glissement de la politique japonaise n'apparaît pas dérivant d'une sacralisation du statu quo mais de la fermeture accélérée de la fenêtre d'opportunité permettant une primauté japonaise en Asie Orientale. Dans un tel contexte, Tokyo a mis en œuvre les mécanismes classiques de *balancing*, d'une part en jetant les jalons pour une actualisation de sa considérable puissance latente – *internal balancing*, d'autre part en raffermissant les liens à la grande puissance 'extérieure', seule à même de faire pièce à Beijing – *external balancing*.

Dans le cadre du réalisme offensif proposé par John Mearsheimer, la superposition de la satisfaction émanant de la position d'hégémon régional et de l'immuabilité du *stopping power of water* devrait tendanciellement mener les Etats-Unis à un repli sur l'hémisphère occidental. Dans le contexte d'après-Guerre Froide toutefois, la puissance américaine semble s'être enracinée solidement dans la région est-asiatique. Dans notre interprétation, précédemment explicitée, du réalisme offensif, la perspective d'une possible hégémonie globale impose à l'hégémon régional établi une grande prudence dans le choix d'une posture de *buck-passing*. Réinscrite dans ce cadre, la continuité de la présence américaine joue un double rôle, prévenant l'émergence d'un hégémon régional rival potentiel et établissant les fondations d'une possible hégémonie globale. Plus que deux mouvements concomitants, ces objectifs apparaissent comme les 'deux faces d'une même pièce', l'élimination préventive de tout 'compétiteur régional multidimensionnel' étant une condition *sine qua non* à l'obtention de l'hégémonie globale. Si Washington a soutenu la 'normalisation' japonaise et préconisé –voire exigé– un élargissement du rôle de Tokyo dans le champ de la sécurité, notamment sous le couvert des différentes reformulations des lignes directrices de l'alliance, le mouvement peut difficilement être compris comme une simple volonté de *buck-passing* de la part des Etats-Unis. Si Tokyo semble devoir endosser une part croissante du fardeau de l'alliance, cet accroissement n'amène pas qu'une modification relative de la distribution des attributions. En d'autres termes, la nouvelle division des tâches ne semble pas s'être opérée à 'total égal' et a impliqué une expansion de la puissance de l'alliance, ainsi que des missions qu'elle est susceptible de s'attribuer. A l'intérieur de ce cadre, si les inquiétudes suscitées par la problématique nord-coréenne apparaissent comme un point de focalisation de la rhétorique de l'alliance et une cause immédiate de la réactualisation de celle-ci, elle ne peut expliquer le degré d'approfondissement de

cette dernière. L'arrière-plan omniprésent de la solidification du lien entre Washington et Tokyo s'incarne clairement dans une logique d'opposition à une puissance chinoise croissante. Dans cette perspective, si le *containment* de la Chine apparaît comme un objectif immédiat de Washington, celui-ci pouvant avoir des conséquences contre-intuitives sur certaines dimensions de la relation, il n'apparaît que comme un palliatif nécessaire à l'incapacité, souhaitée momentanée, à s'imposer comme hegemon global –ou dans le présent cas à obtenir une hégémonie extra-régionale en Asie Orientale. Dans cette double démarche de *containment* nécessaire d'un compétiteur régional et de maintien d'une possibilité maximale d'hégémonie globale, la clé de voûte de l'édifice reste ancrée à Taiwan et au rapport d'«ambiguïté stratégique». Le divorce entre les exigences des multiples engagements pris par Washington permet en effet à cette dernière d'opérer une pérennisation de la vulnérabilité chinoise par un cautionnement et un soutien au prolongement de la division *de facto*, sans supporter les conséquences catastrophiques que pourrait avoir une indépendance *de jure* de l'île. En ce sens, la démonstration de résolution –comme lors de la crise de 1995-96– et la volonté d'accroître les capacités défensives de Taiwan font écho à l'investissement américain dans la défense d'un statu quo entendu comme préservation de la séparation de l'île et du continent, cet objectif pesant d'un poids plus lourd que le souci d'une résolution pacifique de l'antagonisme. En conservant Taiwan à distance du continent, Washington maintient la Chine dans une position où les possibilités de transformation en un hegemon régional sont affaiblies, tout en disposant d'un avant-poste précieux dans l'hypothèse d'une dégradation possible des rapports avec Beijing. Loin d'un désengagement, Washington semble s'être ainsi essentiellement intéressée activement à la limitation de l'influence croissante chinoise, s'enracinant dans une région où aucun *peer competitor* n'existe, mais où un compétiteur régional s'est solidement établi. La logique sous-tendant le positionnement américain semble donc plus relever de la prévention que du *buck-passing* et de l'*offshore balancing*, et se trouve complétée, à un niveau plus strictement militaire, par la recherche des moyens de l'hégémonie globale, une primauté navale incontestée et une supériorité nucléaire.

## Partie IV. Accès et déni, les enjeux de la modernisation militaire chinoise.

### Chapitre IX. Les principes de l'accès et du déni.

A l'intérieur du cadre théorique développé par John Mearsheimer, la réalisation d'un objectif d'hégémonie globale borde à l'impossible expliquant un 'repli' des grandes puissances sur les desseins plus modestes de l'hégémonie régionale. Cette impossibilité première repose sur deux phénomènes auxquels John Mearsheimer confère un caractère durable : d'une part l'existence du *stopping power of water*<sup>1582</sup>, partiellement discuté plus haut, et, d'autre part la présence d'arsenaux nucléaires permettant une dissuasion par crainte de représailles<sup>1583</sup>. S'il est indéniable que la superposition et le renforcement mutuel des deux handicaps à la projection de puissance rendent improbable la réalisation de l'hégémonie globale, la possibilité toujours présente d'un surpassement de ces contraintes laisse supposer que l'imposition d'une hégémonie globale demeure envisageable. Or si l'hégémonie globale est plus improbable qu'impossible, l'hégémon régional tend alors nécessairement à vouloir étendre sa domination hors de sa région originelle, ne serait-ce que pour des raisons 'défensives' –au sens où s'il n'est pas à même de saisir une telle opportunité, une puissance adverse est susceptible d'y parvenir. Cet amendement apporté au réalisme de John Mearsheimer nécessite donc de porter un intérêt particulier aux moyens permettant une projection extra-régionale de puissance. Malgré les développements significatifs des vecteurs aériens, les forces navales demeurent indubitablement la pièce maîtresse à l'intérieur de ce champ<sup>1584</sup>. De ce fait, un des enjeux majeurs de la lutte hégémonique, occulté par le réalisme offensif qu'établit John Mearsheimer, prend corps dans la rivalité pour le contrôle des voies maritimes qui offrent un accès à tout espace extra-régional. De façon

---

<sup>1582</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 114-128.

<sup>1583</sup> *Ibid.*, p. 129 et p. 145.

<sup>1584</sup> A titre d'exemple, le transporteur aérien C-17 Globemaster III peut transporter une charge maximale d'un peu moins de 80 tonnes (« C-17 Globemaster III », <http://www.af.mil/factsheets/factsheet.asp?fsID=86>, consulté le 30 avril 2008), ce qui demeure relativement faible comparé à la charge de plus de 32,000 tonnes que peut transporter les transports rapides de type SL-7 déployés par les Etats-Unis dans les années 1980 (« T-AKR 287 Algol », <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ship/takr-287-specs.htm>, consulté le 30 avril 2008).

similaire, le champ du nucléaire ne peut être conçu comme un espace essentiellement statique où la dissuasion mutuelle aurait figé toute initiative de la part des différents acteurs. S'il existe un intérêt certain à disposer d'une capacité de représailles, une situation où l'adversaire ne dispose pas, ou plus, de cette capacité demeure, incomparablement plus attrayante.

## ***I- La dimension navale du Réalisme Offensif***

Dans *Theory of International Politics*, Kenneth Waltz note que l'adoption d'une posture de *balancing* est susceptible de prendre deux formes complémentaires ; l'une, externe, équivalant à la formation d'alignements formels ou non, l'autre, interne, constituée par la mobilisation des moyens propres à l'Etat en question<sup>1585</sup>. Si une telle perspective semble permettre de juger de l'alignement probable d'une grande puissance ainsi que de l'expansion possible de son appareil militaire, elle apparaît d'un certain mutisme quant aux détails relatifs aux 'modalités opératoires' qu'implique l'*internal balancing*. Une telle limitation n'est cependant aucunement inhérente au cadre d'analyse réaliste. Si, ainsi que nous l'avons évoqué, une connexion nécessaire existe entre l'existence d'un ensemble de contraintes structurelles et la définition générale d'une grande stratégie par un Etat soumis à celles-ci<sup>1586</sup>, l'adoption d'une 'doctrine militaire' particulière –entendue comme « un sous-composant de la grande stratégie usant explicitement des moyens militaires »<sup>1587</sup>– se révèle, de la même façon, dépendante des pressions et opportunités présentées par le système international. Un tel lien demeure peu étonnant dans la mesure où les forces armées dont dispose un Etat demeurent les ultimes garantes de la sécurité et de la liberté d'action de ce dernier à l'intérieur du système international. En termes triviaux, l'ensemble des contraintes imposées par la structure du système – essentiellement l'anarchie et la distribution inégale de la puissance– disposant d'un rôle prééminent dans la formulation de la politique étrangère d'un Etat, son influence dans l'articulation de la posture militaire de ce dernier apparaît prépondérante.

---

<sup>1585</sup> Voir Chapitre Premier.

<sup>1586</sup> Elman (C.), « Horses for Courses: Why not Neorealist Theories of Foreign Policy ».

<sup>1587</sup> Posen (B.), *The Sources of Military Doctrine*, p. 13.

Si, au sein du cadre originellement développé du réalisme offensif, John Mearsheimer réitère l’assertion réaliste de la primauté des forces militaires comme composante essentielle de la puissance d’un Etat, il adjoint deux réserves quant à la nature de ces forces. Selon Mearsheimer :

*En premier lieu, le land power est la forme dominante de la puissance militaire dans le monde moderne. La puissance d'un Etat est largement ancrée dans son armée et les forces navales et aériennes soutenant ses forces terrestres. Très simplement, les Etats les plus puissants possèdent les plus redoutables armées. De ce fait, la mesure de la balance of land power, par elle-même devrait fournir un indicateur brut mais solide de la puissance [might] relative de grandes puissances rivales.*

*En second lieu, les larges étendues d'eau limitent profondément la capacité de projection de puissance des forces terrestres. Lorsque des armées opposées ont à traverser de larges étendues d'eau comme l'Océan Atlantique ou la Manche pour pouvoir s'attaquer, aucune des armées n'est susceptible de disposer de capacités offensives significatives contre sa rivale, quelle que soit la taille et la qualité des armées s'opposant<sup>1588</sup>.*

Cette double qualification de la puissance implique l'impossibilité d'une hégémonie globale<sup>1589</sup> ; les restrictions pesant sur la projection de puissance engendrées par le *stopping power of water* apparaissant avec une telle clarté qu'un hegemon régional se transforme, dans le cadre de John Mearsheimer, nécessairement en une puissance satisfaite uniquement désireuse de prévenir l'émergence d'une puissance de même rang –i.e. devenant un *offshore balancer*. Une certaine ambiguïté demeure cependant dans l'établissement du lien entre *stopping power of water*, marginalité de la puissance navale et l'hypothèse d'impossibilité d'hégémonie globale. Si le franchissement de vastes étendues maritimes peut tendre à corrompre les forces projetées et, par conséquent, à limiter la *capacité* à imposer une hégémonie 'extra-régionale'<sup>1590</sup>, ceci n'implique pas *a priori* une limitation de la *volonté* d'un hegemon régional d'étendre son emprise au-delà de sa région d'origine. En d'autres termes, de même que la recherche de sécurité immédiate implique pour un Etat de s'imposer comme hegemon régional, « la quête de sécurité mène l'hegemon régional à étendre l'enveloppe géopolitique et à devenir un hegemon global »<sup>1591</sup>.

---

<sup>1588</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 83.

<sup>1589</sup> *Ibid.*, p. 84.

<sup>1590</sup> Nous entendons hégémonie extra-régionale comme la possibilité pour un hegemon régional d'être aussi le plus puissant acteur dans un sous-système régional autre que celui d'origine.

<sup>1591</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », p. 131.

Une telle reconfiguration du réalisme offensif ne peut cependant s'accommoder d'une relégation de la dimension navale de la puissance à un rang subalterne<sup>1592</sup>. Si, dans le cadre de la recherche de l'hégémonie régionale, l'assertion d'une prééminence sans partage de la puissance terrestre et d'une marginalité de la puissance navale demeure assez largement problématique –du fait d'une confusion entre proximité et contiguïté<sup>1593</sup>– celle-ci devient entièrement indéfendable si la recherche de l'hégémonie globale est envisagée comme objectif possible. En effet, si l'hégémonie globale constitue un horizon réalisable et poursuivi par les grandes puissances –et si l'hégémonie régionale ne peut être atteinte sans une capacité minimale de projection de puissance au travers du vecteur maritime– le rôle très largement subalterne que John Mearsheimer confère à la puissance navale<sup>1594</sup> apparaît à reconsidérer. De façon quasi pléonastique, l'hégémonie globale ne peut être envisagée que dans la mesure où l'hegemon régional actuel dispose des moyens nécessaires pour projeter sa puissance au-delà de l'immédiat voisinage. Or, ceci suppose la possession d'une puissance navale considérable, ou du moins, considérablement supérieure à celle de toute puissance présente dans les zones considérées<sup>1595</sup>. Karen Rasler et William Thompson mettent en effet en lumière que la dichotomie entre puissances régionales et puissances globales s'articule essentiellement autour de la puissance navale, les secondes devant disposer des capacités minimales nécessaires pour agir au-delà des étroites frontières de leurs régions d'origine et sur des « distances transocéaniques »<sup>1596</sup>. En tant que principal moyen de projection de la puissance au-delà de l'espace géographique immédiatement proche, les capacités navales demeurent l'atout essentiel et l'élément distinctif de l'hegemon global potentiel, mais ne constituent pas à elles seules une garantie de réussite de l'entreprise hégémonique. « Bien entendu, les forces navales ne gagnent pas les guerres à elles seules. Les forces et opérations terrestres ainsi que les alliés

---

<sup>1592</sup> John Mearsheimer n'admet pour exception à l'axiome de la prédominance exclusive des armées que la défaite du Japon, indiquant : « This is the only great-power war in modern history in which land power alone was not principally responsible for determining the outcome, and in which one of the coercive instruments –airpower and sea power– played more than an auxiliary role » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 113).

<sup>1593</sup> Pour ce qui est des Etats-Unis, indubitable hegemon régional, l'atteinte des Etats de l'hémisphère occidental par les forces américaines nécessite, si l'on excepte le Canada et Mexico, de convoier ces dernières par voie maritime ou aérienne.

<sup>1594</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, pp. 87-96.

<sup>1595</sup> L'existence d'une voie aérienne de projection, d'une importance difficile à surestimer, ne constitue cependant pas une alternative viable à la capacité navale. Durant la Guerre du Golfe (1990-91), « although some lightly equipped troops and combat aircraft could arrive by air, the heavier forces and the materiel and personnel of their vast logistic tail could not : 95 per cent of cargo came by sea » (Benbow (T.), « Maritime Power in the 1990-91 Gulf War and the Conflict in the Former Yugoslavia » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley, *The Changing Face of Maritime Power*, Londres, MacMillan Press, 1999, p. 111), le 'pont' entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ayant permis le transport de « more than nine million tons of essential fuel and equipment to UN forces waiting to pounce on Iraq » (Rose (L.), *Power at Sea: A Violent Peace, 1946-2006*, Columbia, University of Missouri Press, 2007, p. 229).

<sup>1596</sup> Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and the Global Struggle, 1490-1990*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1994, p. 17.

disposant de significatives forces terrestres sont aussi des éléments cruciaux. *Cependant, sans un avantage en termes de capacités navales, il est extrêmement peu probable qu'un Etat puisse atteindre une victoire globale*»<sup>1597</sup>. De fait, ainsi que le soulignent George Modelski et William Thompson, la ligne de partage entre les puissances actives dans l'établissement de l'ordre global et celles passives le subissant ou le « consommant », passe essentiellement par la capacité des premières à mobiliser des ressources suffisantes pour l'acquisition d'un degré significatif de *seapower*<sup>1598</sup>.

A ce niveau, la fonction qu'occupe le *seapower* est le plus justement capturée par la formule de Colin Gray qui met en lumière sa « multifaceted enabling capacity »<sup>1599</sup>. Reconsidérant les cinq siècles de lutte hégémonique globale, Modelski et Thompson soulignent :

*Dans des conditions de guerre au niveau global, les forces navales se sont montrées décisives pour la victoire dans les luttes de proportions globales. En d'autres termes, ceux qui ont été défaits dans la lutte navale n'ont jamais pu espérer l'emporter à un niveau global bien qu'ils aient pu obtenir des victoires à un niveau régional/continental. Ceci ne signifie pas que les forces terrestres n'étaient pas requises et absolument nécessaires pour des opérations militaires au niveau global comme au niveau régional, puisqu'elles l'ont clairement été, à la fois pour l'exploitation des opérations navales et pour l'occupation du sol de l'adversaire ou pour défaire les forces terrestres de ce dernier. Mais ce furent le sea power et, durant la Seconde Guerre Mondiale, les forces aériennes et aéronavales [carrier forces] qui créèrent, au niveau global, les préconditions du succès final dans tous les théâtres, et qui doivent être, par conséquent, considérées comme l'ingrédient critique*<sup>1600</sup>.

De ce fait, si la puissance maritime –ou de façon plus restrictive la puissance navale– n'apparaît pas susceptible, à elle seule, d'offrir l'hégémonie globale à un quelconque prétendant, son absence interdit très certainement la réalisation d'une telle quête. En d'autres termes, « le *seapower* (ou, plus précisément, l'*ocean power*) a été la condition *sine qua non* de l'action à un niveau politique global, puisque étant la condition nécessaire (bien que non suffisante) des opérations de portée globale –c'est-à-dire intercontinentale »<sup>1601</sup>.

Ramenée aux termes précédemment employés, la prise en compte de la puissance navale permet donc d'euphémiser le *stopping power of water* en un *loss-of-strength gradient* de 'dureté' affaiblie. En un certain sens, même la concession d'une possible marginalité du rôle *autonome* tenu par la puissance navale isolée<sup>1602</sup>

---

<sup>1597</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>1598</sup> Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, Londres, MacMillan Press, 1988, p. 11.

<sup>1599</sup> Gray (C.), *The Leverage of Sea Power*, New York, The Free Press, 1992, p. 289.

<sup>1600</sup> Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, p. 12 (nous soulignons).

<sup>1601</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>1602</sup> Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and the Global Struggle, 1490-1990*, p. 18.

ne permet nullement d'écarter celle-ci comme hors de propos dans la lutte hégémonique. En effet, la puissance navale apparaît, dans cette perspective, comme le principal moyen de réduire l'érosion des forces projetées par le *loss-of-strength gradient*. La possession d'une significative supériorité en termes de *seapower* permet donc une 'transformation différenciée' des espaces maritimes. Tandis que pour l'acteur possédant de significatives forces navales ceux-ci se transforment en ce que Mahan considère comme « *a wide common*, au travers duquel les hommes peuvent passer dans toutes les directions »<sup>1603</sup>, ils deviennent, pour la puissance en position d'infériorité, un obstacle potentiellement infranchissable. Julian Corbett souligne ainsi : « en obtenant le *command of the sea*, nous ôtons cette barrière [océanique] de notre chemin, ceci nous permettant, d'une part, de nous placer en une position autorisant l'exercice de pressions militaires directes sur l'existence nationale de notre ennemi à terre, et, d'autre part, dans un même temps, de solidifier [notre *command of the sea*] contre [l'ennemi] et de prévenir toute pression militaire contre nous-même par ce dernier »<sup>1604</sup>. Dans cette perspective, il demeure remarquable que le contrôle des espaces maritimes demeure aussi important pour l'hégémon régional désireux d'imposer sa domination hors de sa région d'origine que pour celui cantonné à une politique d'*offshore balancing*, dans la mesure où les deux grandes stratégies exigent une capacité de projection de puissance extra-régionale.

En miroir à la revalorisation de la puissance navale pour le prétendant à l'hégémonie globale et pour l'hégémon régional établi, l'acquisition d'une capacité navale minimale reprend un rôle central parmi les composantes de la sécurité d'une grande puissance régionale. Pour une grande puissance locale dominant sa propre région –dont la position voisine celle d'hégémon régional– la principale force de résistance est posée par un hégémon régional établi extérieur à la région, soit par concurrence hégémonique directe, soit par l'adoption par ce dernier d'une politique d'*offshore balancing*. Dans cette perspective, une fois obtenue la relative pacification des relations avec les acteurs locaux –pacification obtenue par prépondérance en termes de puissance, l'objectif principal d'une puissance régionale dominante s'incarne dans l'exclusion de toute puissance extérieure de la région. Or ainsi que mentionné, pour tout prétendant à l'hégémonie globale –*a fortiori* pour tout Etat– l'accès aux espaces situés au-delà de la région d'origine exige la possession d'une large capacité navale. L'interdiction, appréhendée comme négatif de l'accès et capacité à maintenir à distance l'adversaire, implique, par conséquent, l'acquisition par la puissance régionale de forces navales conséquentes –bien qu'*a priori* constituées de façon non-symétriques à celle du possible hégémon global. En

---

<sup>1603</sup> Mahan (A.), *The Influence of Sea Power Upon History*, New York, Cosimo Classics, 2007, p. 25.

<sup>1604</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, New York, Dover Publications, 2004, p. 94.

d'autres termes, si la puissance navale est, pour le prétendant à l'hégémonie globale, le moyen principal pour atteindre son objectif au travers de la projection de puissance, elle est, pour une puissance régionale, un élément devant permettre de contenir ou contrer les velléités expansionnistes d'une puissance extérieure à la région.

L'intérêt pour une acquisition d'éléments constitutifs de la puissance navale n'apparaît, par conséquent, nullement comme la caractéristique exclusive du prétendant à l'hégémonie globale ou de l'hégémon régional cantonné à une politique d'*offshore balancing*. Modelski et Thompson soulignaient déjà que « le rôle du *seapower* s'étend au-delà des puissances mondiales [i.e. dominant la hiérarchie mondiale de puissance]. Toutes les puissances globales, c'est-à-dire toutes les puissances avec une participation dans la politique globale et des capacités significatives pour agir sur celle-ci, ont aussi été des *seapowers* »<sup>1605</sup>. Cette extension à l'ensemble des acteurs globaux, mais seulement à ceux-ci, néglige cependant le fait qu'une puissance régionale prépondérante, ne disposant pas nécessairement d'importantes capacités de projection de puissance en dehors de son 'étranger proche', tend à voir sa prédominance locale remise en cause essentiellement par l'interférence d'une puissance extérieure. En ce sens, l'aspect naval de la puissance apparaît aussi essentiel, bien que de façon différente, pour les superpuissances, les grandes puissances globales et les grandes puissances régionales<sup>1606</sup>.

Karen Rasler et William Thompson soulignent d'ailleurs que les prémisses à une mise au défi d'une puissance globale établie se trouvent essentiellement dans l'émergence d'une prétention navale émanant d'une puissance à l'influence jusque-là limitée. Ainsi, « les challengers les plus dangereux tendent à être ceux disposant d'une puissance hybride et d'orientations stratégiques mixtes : principalement un *land power* aux aspirations continentales engageant quelques efforts pour acquérir un *sea power*. Les signes d'une orientation stratégique globale naissante commencent [alors] à émerger, habituellement en contradiction directe avec une orientation plus traditionnelle et locale de cet Etat »<sup>1607</sup>. En ce sens, il apparaît douteux d'attribuer un caractère purement 'naturel' ou essentiellement 'géographique' au caractère continental ou

---

<sup>1605</sup> Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, p. 18. Par *global powers*, George Modelski entend : « suppliers of order to the global system ; they are those capable of acting, and those disposed to act, there ; they organise and maintain the world habitually deploying forces of global reach » (Modelski (G.), *Long Cycles in World Politics*, p. 9) ; par extension, « the world power is the lead unit of the global political system. Military it is the one that has attained a temporary superiority in military capacity for global reach » (p. 10).

<sup>1606</sup> Voir la typologie établie par Barry Buzan et Ole Waever reprise en chapitre 2 (Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers*, p. 47).

<sup>1607</sup> Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and the Global Struggle, 1490-1990*, p. 20.

maritime d'une puissance<sup>1608</sup>. Il ne s'agit certes pas de nier le fait que l'insularité, entendue en un sens plus ou moins strict, offre, par définition, l'avantage de la non-existence ou de la marginalité des menaces continentales, libérant ainsi une quantité de ressources relativement plus importante pour l'acquisition des instruments du *seapower*. Une puissance située sur le continent n'apparaît cependant nullement condamnée à l'échec naval si elle se trouve à même d'assurer son hégémonie sur ce dernier. Il est dès lors possible de généraliser la remarque de Thompson et Rasler à propos du continent européen où « une fois obtenue la suprématie régionale, une puissance continentale se trouve en excellente position pour acquérir une suprématie dans le domaine du commerce intercontinental et maritime »<sup>1609</sup> ; ceci ne pouvant, selon l'axiome d'Alfred Mahan<sup>1610</sup>, qu'amener à une compétition navale inévitable. En ce sens, les velléités d'expansion maritime découlent de la capacité à sécuriser un 'étranger proche' de plus en plus lointain. S'ils notent un possible décrochage temporel entre l'extension de la sphère d'intérêt et la croissance de l'instrument naval, Modelski et Thompson n'en soulignent pas moins :

*Historiquement, une progression local-régional-global apparaît dans l'expansion des intérêts d'un Etat en termes de politique étrangère. Dans une certaine mesure, ceci est fonction d'une restriction en termes de capacité ; la plupart des Etats sont restreints à des zones locales du fait de leurs capacités limitées. Un nombre comparativement faible d'Etats dispose d'une capacité à atteindre [des zones] plus éloignées, mais, habituellement, ils n'effectuent pas une transition du rang de puissance locale à celui de puissance globale sans se frayer un passage [fighting their way up] au travers de leurs propres régions<sup>1611</sup>.*

Dans cette lutte, l'élément naval prend une place toujours plus importante à mesure que l'espace d'intérêts s'accroît. La nécessité première pour un Etat dominant régionalement mais disposant de moyens réduits n'en demeure cependant pas moins l'exclusion de toute puissance 'extérieure' de la région d'origine, l'ascension à un statut supérieur de puissance globale –ou éventuellement de *peer competitor* dans une lutte pour la place de *world power*– exigeant un contrôle du déséquilibre local. En ce sens, nous retrouvons ici l'ambiguïté que Bernard Brodie mettait en exergue à propos de l'*US Navy*, soulignant : « C'est un vieil axiome des forces

---

<sup>1608</sup> Il est sur ce point intéressant de rappeler les hésitations de Mahan quant à la qualification des Etats-Unis. Jon Tetsuro Sumida souligne ainsi : « Mahan, in start, initially thought of the United States as being a continental rather than as an insular nation. Only a few months after the publication of *The Influence of Sea Power upon the French Revolution and Empire*, however [...], Mahan begun to argue that America was an island power » (Sumida (J.), *Inventin Grand Strategy and Teaching Command*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1999, p. 82).

<sup>1609</sup> Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and the Global Struggle, 1490-1990*, p. 23. Au sein du système européen, Modelski et Thompson notent que l'origine des guerres globales se trouve principalement dans la volonté des différentes puissances de contrer les prétentions du dominant sur les communications –maritimes– vitales du système mondial (Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, p. 20).

<sup>1610</sup> Mahan (A.), *The Influence of Sea Power Upon History*, pp. 26-27.

<sup>1611</sup> Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, pp. 42-43.

armées américaines que la *Navy* est ‘notre première ligne de défense’, mais il est tout aussi vrai, et parfois bien plus sensé, de dire que la *Navy* est notre première ligne d’attaque »<sup>1612</sup>. L’instrument naval apparaît donc ‘différencié’ étant celui qui permet l’offensive et l’adoption d’une position intrusive à la puissance extérieure, il constitue, pour l’Etat qui a pour but la ‘fermeture’ de sa région aux interventions extérieures, cette ‘première ligne de défense’.

## ***II- Rôles et dimensions de la puissance navale.***

Si, en tant que composante de l’instrument militaire mis au service de fins politiques, les forces navales diffèrent peu de leurs homologues terrestres, le plus rapide des aperçus quant aux conditions d’opération suffit à mettre en lumière de significatives différences. De la façon la plus élémentaire, l’espace maritime n’est pas susceptible d’occupation. Julian Corbett met ainsi en lumière l’essentielle différence :

*Le ‘Command of the sea’ n’est pas identique, dans ses conditions stratégiques à la conquête d’un territoire. Il n’est pas possible de tirer un argument de l’un pour l’appliquer à l’autre, comme cela a été communément fait. Une phrase telle que la ‘conquête des territoires maritimes’ et ‘faire des côtes ennemies nos propres frontières’ ont eu un usage et un sens dans la bouche de ceux qui les ont formulés, mais elles ne sont guère plus que des expressions rhétoriques basées sur une analogie fautive, et une analogie fautive n’est certainement pas une base solide pour bâtir une théorie de la guerre*<sup>1613</sup>.

De ce fait, les objectifs poursuivis dans les deux types d’espace diffèrent largement ; tandis que « les Etats conduisent les guerres sur terre afin d’obtenir un contrôle politique à long terme sur un territoire [...] la guerre en mer [...] s’intéresse au contrôle temporaire sur des aires maritimes particulières, avec pour but d’influencer ce qui se passe à terre »<sup>1614</sup>. En d’autres termes, « l’homme se bat pour utiliser la mer mais pour occuper la terre »<sup>1615</sup>. Si Colin Gray nous met en garde contre toute essentialisation des caractéristiques propres aux environnements terrestres et maritimes<sup>1616</sup>, une hétérogénéité des deux milieux affleure. Si le livre VI de *De la guerre* définit un ensemble de principes différenciés selon que la défense a lieu en

---

<sup>1612</sup> Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1958, p. 4.

<sup>1613</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, pp. 88-89.

<sup>1614</sup> Roger W. Barnett cité dans Gray (C.), *The Navy in the Post-Cold War World*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1994, p. 81.

<sup>1615</sup> Gray (C.), *The Leverage of Sea Power*, p. 81.

<sup>1616</sup> *Ibid.*, p. 84.

montagne, en bordure de rivière ou de forêts...<sup>1617</sup> Hubert Moineville note que « le plus marquant des caractères géographiques [du milieu maritime], celui qui le différencie le plus de la terre, est l'uniformité de sa surface »<sup>1618</sup>. Ces dissemblances entre milieux maritime et terrestre rendent périlleux l'exercice consistant en un transfert abrupt à l'un des milieux des principes applicables dans l'autre. Colin Gray et Roger Barnett soulignent ainsi que toute leçon tirée des expériences acquises lors de conflits terrestres ne peut être aveuglément appliquée à la stratégie maritime et nécessite un filtrage préalable<sup>1619</sup>.

Si les problématiques liées à l'offensive et à la défensive demeurent communes aux opérations au sein des deux espaces, la spécificité du milieu maritime exige l'introduction de concepts plus spécifiques. Considérant ceux-ci, John Hattendorf note :

*Quelle que soit la nature de la guerre ou son niveau d'intensité, les objectifs basiques des forces navales se classent en trois grandes catégories : (1) sécuriser le command of the sea, et ainsi obtenir le contrôle des communications pour soi tout en privant l'ennemi de celui-ci ; (2) disputer le command of the sea, et ainsi priver l'ennemi du contrôle des communications maritimes ; et (3) exercer son propre usage de la mer que l'on possède ou non le command of maritime communications<sup>1620</sup>.*

Les éléments de stratégie maritime s'articulent donc autour d'un triptyque dont les trois branches entretiennent des relations complexes<sup>1621</sup>. Ainsi que le met en exergue la citation précédente, la possibilité d'usage de la mer n'apparaît pas liée par une relation de conditionnement strict à l'acquisition d'un *command of the sea* défini en termes absolus. La relation même des pôles du contrôle et de la dispute –ou de l'interdiction/déni– comporte un caractère contre-intuitif mis en avant par Corbett. En effet, « [la plus commune des] erreurs [en matière de pensée navale] est la supposition très générale que si l'un des belligérants perd le *command of the sea*, ce dernier passe immédiatement à l'autre belligérant. La plus superficielle des études de l'histoire navale suffit à révéler la fausseté d'une telle hypothèse. Elle nous

---

<sup>1617</sup> Clausewitz (C.), *De la guerre*, pp. 474-519.

<sup>1618</sup> Moineville (H.), *La guerre navale*, Paris, PUF, 1982, p. 47.

<sup>1619</sup> Gray (C.) & Barnett (R.), « Introduction » in Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1989, p. x. Une même idée est développée par Bernard Brodie dans Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 13.

<sup>1620</sup> Hattendorf (J.), « Recent thinking on the Theory of Naval Strategy » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, New York, St Martin's Press, 1989, 153.

<sup>1621</sup> Une telle relation ternaire est déjà présente chez Corbett. D'une part celui-ci souligne que « the object of naval warfare must always be directly or indirectly either to secure the command of the sea or to prevent the enemy from securing it » (Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 87). D'autre part, Corbett inclut dans son aphorisme, un concept d'usage de la mer différencié de la prise de contrôle de celle-ci : « Since men live upon the land and not upon the sea, great issues between nations at war have always been decided –except in the rarest cases– either by what your army can do against your enemy's territory and national life, or else by the fear of what the fleet makes it possible for your army to do » (*Ibid.*, p. 14).

montre que la plus commune des situations dans la guerre navale est celle où aucune des deux parties dispose de ce *command* »<sup>1622</sup>.

## A- Command of the sea et sea control.

Aucun développement sur la puissance maritime et la question du *command of the sea* ne sauraient se passer d'une référence à Alfred Mahan. Dans *The Influence of Sea Power upon History*, Mahan articule la nécessité d'une force navale en temps de guerre à l'existence d'échanges transocéaniques en temps de paix. Du fait de l'importance des espaces maritimes dans les échanges de biens et commodités durant la paix, la nécessité d'une force navale découle, chez Mahan, de l'obligation de protection des vecteurs de transports sur la plus grande distance possible<sup>1623</sup>. Cette protection, hautement désirable en temps de paix, devient simplement indispensable en période de guerre, les forces navales d'un Etat trouvant leur justification principale dans ce fait. Ainsi, « la nécessité d'une *navy*, dans le sens étroit du mot, émane [...] de l'existence d'un trafic maritime 'pacifique' [*peaceful shipping*], et disparaît avec lui, sauf dans le cas où une nation disposant de tendances agressives [...] conserve une *navy* comme une branche de ses effectifs militaires »<sup>1624</sup>. De cette logique, Mahan ne déduit cependant aucunement que le rôle premier des forces navales se trouve dans un exercice minimaliste d'escorte des navires marchands, soulignant qu'« il est nécessaire de conserver à l'esprit que des communications sécurisées en mer signifient une prépondérance navale »<sup>1625</sup>. Or une telle prépondérance implique, pour Mahan, une orientation irrémédiablement offensive de l'action navale, le jeu entre les deux adversaires étant conçu comme un jeu à somme nulle et dont l'enjeu –la sécurité de ses propres navires et l'usage de la mer, i.e. *command of the sea*– est indivisible. En effet, « la sécurité, qui équivaut simplement à une défense dans son expression achevée, dépend [...] du *control of the sea*, qui peut être assuré *uniquement* par l'action offensive de la flotte nationale. La prédominance de cette dernière sur celle de l'ennemi est à la fois épée et bouclier »<sup>1626</sup>. En termes triviaux, la logique de Mahan se résume à

---

<sup>1622</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 87.

<sup>1623</sup> Mahan (A.), *The Influence of Sea Power Upon History*, p. 26. Mahan développe plus tard cette importance du commerce maritime notant : « It seems demonstrable, therefore, that as commerce is the engrossing and predominant interest of the world today, so, in consequence of its acquired expansion, over-sea commerce, over-sea political acquisition, and maritime commercial routes are now the primary objects of external politics among nations » (Mahan (A.) [Hattendorf (J.), edtr], *Mahan on Naval Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1991, p. 287).

<sup>1624</sup> *Ibid.*

<sup>1625</sup> Mahan (A.) [Hattendorf (J.), edtr], *Mahan on Naval Strategy*, p. 171.

<sup>1626</sup> *Ibid.*, p. 294.

considérer que la meilleure défense en mer est en réalité l'attaque et la destruction de la flotte ennemie, car permettant, seules, de prévenir toute action adverse. Le passage par la bataille pour la suprématie sur les mers, apparaît une nécessité inhérente aux opérations navales, et détachée des conditions particulières, Mahan soulignant qu'en l'absence d'une supériorité navale écrasante à l'origine, aucune campagne victorieuse ne peut être menée sans une défaite décisive de la flotte adverse<sup>1627</sup>.

Si la destruction de la flotte ennemie lors d'une bataille « règle la question de manière complète et permanente »<sup>1628</sup> et apparaît de ce fait comme l'objectif idéal, sa réalisation apparaît plus complexe que ne le laisse supposer l'axiome mahanien. Que la partie la plus puissante cherche l'affrontement parce qu'elle dispose d'un intérêt certain à établir définitivement sa domination sur l'océan demeure certes une hypothèse raisonnable ; que la partie la plus faible accepte le défi d'une bataille en position défavorable apparaît toutefois nettement plus douteux. Julian Corbett souligne ainsi que « les conditions normales sont celles où si nous désirons une décision c'est parce que nous possédons de solides chances de succès, et, par conséquent, l'ennemi cherchera probablement à éviter [une bataille] conduite selon nos propres termes. En pratique, ceci signifie que si nous avons affiné nos dispositions pour la destruction de sa flotte, il refusera de l'exposer jusqu'à ce que se présente à lui une opportunité favorable »<sup>1629</sup>. La partie en position d'infériorité disposant habituellement de la possibilité d'éluder les combats desquels résulterait sa destruction certaine, et pouvant, de ce fait, préserver son existence et sa capacité de nuisance, la notion de *command of the sea* exige l'adjonction d'un amendement significatif à son caractère absolu.

Débatant des missions de l'*US Navy* au milieu des années 1970, Stansfield Turner propose ainsi une requalification de la mission de *control of the sea* en une mission de *sea control*, exprimant « une tentative délibérée visant à admettre les limitations quant au contrôle de l'océan qu'ont amené le développement du sous-marin et de l'avion »<sup>1630</sup>. Sans qu'il soit besoin d'intégrer cependant les avancées technologiques

---

<sup>1627</sup> *Ibid.*, p. 196.

Si le contenu de la citation n'est pas sans rappeler la 'deuxième action réciproque' –« le désarmement ou la défaite de l'ennemi –quel que soit le nom que nous choisissons– doit toujours être le but de l'action militaire » (Clausewitz (C.), *De la guerre*, p. 54)– du « concept pur de la guerre » (Aron (R.), *Penser la guerre, Clausewitz, I*, p. 365) que développe Clausewitz, elle en diffère cependant par le fait que Mahan semble en faire la règle de conduite principale, sinon unique, de la guerre navale.

<sup>1628</sup> Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 76.

<sup>1629</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 115.

<sup>1630</sup> Turner (S.), « Missions of the U.S. Navy » in *Naval War College Review*, vol. 51, no. 1, hiver 1998, p. 92 [réédition de l'article paru en mars 1974]. Bernard Brodie souligne que la modification de vocable est inutile « so long as one bears in mind that 'command' is always relative and means simply a marked ascendancy in the contest for control » (Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 74).

mentionnées par l'amiral Turner, il est plus pertinent de considérer le *sea control* comme un *control of the sea* disposant nécessairement de limites formulées, au minimum, en termes de degré, de géographie et de temps<sup>1631</sup>. Une des conséquences d'une telle démarche est que le *sea power* doit être appréhendé en termes relatifs et non absolus, variant en degré de façon continue et non pas discrète<sup>1632</sup>. Corbett notait ainsi que, même sous les conditions les plus favorables, le contrôle permanent et absolu des océans conserve quelque chose de chimérique<sup>1633</sup>. Appréhendé comme un enjeu de la lutte entre deux parties et non en termes de possession exclusive et indivisible, le *sea control* paraît se prêter à une possible hiérarchisation des situations. Empruntant à Eccles, Geoffrey Till différencie :

1. *Absolute Control (command of the sea)*

*Liberté complète d'opérer sans interruption. L'ennemi ne peut pas du tout agir.*

2. *Working control*

*Capacité générale à opérer avec un haut degré de liberté. L'ennemi ne peut opérer qu'en acceptant de hauts risques.*

3. *Control in dispute*

*Chacune des deux parties ne peut opérer qu'avec une prise de risque considérable. Ceci implique la nécessité d'établir un *working control* sur des secteurs limités en espaces et dans un temps limité pour la conduite d'opérations spécifiques.*

4. *Working control de l'ennemi*

*Position 2 inversée.*

5. *Absolute control de l'ennemi (command of the sea)*

*Position 1 inversée<sup>1634</sup>.*

Si les extrêmes 1 et 5 apparaissent comme des situations idéales pour l'une des parties –et naturellement cauchemardesques pour l'autre– la réalité de l'équilibre tend à se trouver bien plus probablement comprise dans les situations intermédiaires où le contrôle obtenu par chacun des protagonistes demeure limité et incertain.

La probable limitation du degré de *sea control* obtenu par un Etat –du fait de la certaine contestation de la partie adverse– n'équivaut cependant pas à une modification de l'objectif nécessairement visé. Si Corbett apparaît quelque peu sceptique à l'égard d'une course systématique à la bataille décisive devant permettre au

---

<sup>1631</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, Londres, Frank Cass 2004, pp. 149-151. De telles limitations sont déjà présentes dans Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, pp. 100-103. Geoffrey Till inclut aussi des limitations en termes de conséquences stratégiques sur le déroulement des hostilités et de nécessités quant au plan stratégique établi (Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, pp. 151-154).

<sup>1632</sup> Till (G.), *Maritime Strategy and the Nuclear Age*, New York, Palgrave MacMillan, 1984, p. 13.

<sup>1633</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 102. J.C. Wylie nuance ceci en soulignant que la forme absolue de contrôle de la mer a été essentiellement atteinte lors des dernières années de la Seconde Guerre Mondiale (Wylie (J.C.), *Military Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1989, p. 34).

<sup>1634</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 156.

plus puissant d'établir un contrôle absolu et univoque<sup>1635</sup>, il affirme cependant qu'une guerre pourvue d'une dimension navale a pour objet exclusif le contrôle ou la contestation du *command of the sea*, celui-ci étant conçu étroitement comme l'équivalent du contrôle des communications maritimes<sup>1636</sup>. Or dans la mesure où ces dernières tendent pour l'essentiel à être communes aux deux parties<sup>1637</sup>, on retrouve comme enjeu de la lutte le contrôle de l'espace commun ou du « great highway »<sup>1638</sup> cher à Mahan. Par conséquent, l'adjonction d'un fort degré de relativité dans le contrôle dont peut jouir un des protagonistes ne remet pas en cause la centralité de la rivalité autour d'une garantie de la possibilité d'usage de la mer ; elle ne fait que souligner que la lutte navale a plus de chance de se présenter sous la forme d'un duel prolongé que sous celle d'un unique 'quitte ou double'. Contrairement à la dichotomie absolue entre possession et non-possession du *command of the sea* établie par Mahan, la 'possession' du *command of the sea* apparaît comme un état relatif où il est possible pour une des parties « d'exercer plus de contrôle sur l'usage de la mer que ne le peut aucune autre »<sup>1639</sup>.

Si le règlement de la question du contrôle ne peut être résolu par une bataille décisive, du fait d'un refus obstiné de celle-ci par l'adversaire, à défaut de l'annihilation des forces navales adverses, une neutralisation de celles-ci est envisageable par l'établissement d'un blocus. Ce dernier n'est pas à confondre avec une simple mesure passive, il s'apparente bien plutôt à un 'engagement virtuel' des deux forces mettant la plus faible dans l'impossibilité de contester l'usage des voies maritimes par le plus puissant. Si Mahan estime que la recherche incessante de la défaite de la flotte ennemie est le meilleur moyen pour obtenir le *command of the sea*, il envisage également la réalisation d'un degré de *command of the sea* acceptable, bien que moins permanent et de ce fait moins attractif, par la voie d'un blocus garantissant que toute initiative de l'adversaire impliquerait la destruction de sa flotte<sup>1640</sup>. Faisant écho à cette possibilité, Corbett souligne un double rôle du blocus, indiquant que « par le blocus naval, nous cherchons soit à interdire aux forces armées ennemies la sortie des ports, soit à nous assurer du fait que l'ennemi serait amené à combattre avant qu'il ne puisse

---

<sup>1635</sup> Corbett conteste notamment le caractère supposé indispensable d'une décision par un engagement décisif pour les guerres limitées (Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, pp. 169-184, voir aussi l'idée d'une limitation de la nécessité du contrôle dans le cadre de certaines opérations dans Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 151).

<sup>1636</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 90.

<sup>1637</sup> « At sea the communications are, for the most part, common to both belligerents, whereas ashore each possesses his own territory » (Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, pp. 97-98).

<sup>1638</sup> Mahan (A.), *The Influence of Sea Power Upon History*, p. 25.

<sup>1639</sup> Till (G.), *Maritime Strategy and the Nuclear Age*, p. 26.

<sup>1640</sup> Mahan (A.) [Hattendorf (J.), edtr], *Mahan on Naval Strategy*, p. 154.

entreprendre la réalisation des objectifs qui l'ont fait s'engager en mer »<sup>1641</sup>. En ce sens, le blocus vise un objectif plus ambitieux que l'interdiction imposée à l'ennemi d'user des communications maritimes, il vise à empêcher l'interférence des forces ennemies dans nos propres communications. En d'autres termes, le blocus apparaît en premier lieu comme un moyen de *sea control* visant à garantir la sécurité de notre propre usage des voies maritimes tout en privant l'ennemi de l'usage de celles-ci et de sa capacité de nuisance à notre rencontre<sup>1642</sup>.

Dans sa forme la plus ostensible, le blocus consiste à conserver les forces adverses, ayant trouvé refuge dans une de leurs bases, sous une constante surveillance de notre propre flotte<sup>1643</sup>. En termes concrets, ce *close blockade* constitue le moyen le plus sûr d'immobiliser l'adversaire, devenu inefficace, dans un espace confiné. Appréhendé par rapport à ses fins, le « *close blockade* est, de façon caractéristique une méthode pour sécuriser un *command* local et temporaire. Son objectif principal sera habituellement de prévenir toute action de la flotte ennemie dans une certaine zone et dans un certain but »<sup>1644</sup>. Dans sa version 'rapprochée', l'établissement d'un blocus des forces ennemies apparaît toutefois avoir subi une obsolescence certaine, la vulnérabilité de la partie devant imposer le blocus étant devenue patente depuis l'introduction de moyens de défense sous-marins au début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>1645</sup>. L'alternative à un *close blockade* désormais difficilement envisageable est celle du *distant blockade*. Si elle comporte inévitablement l'inconvénient de laisser une marge de manœuvre plus large à l'adversaire<sup>1646</sup>, la mise en œuvre d'un *distant blockade* demeure attractive si l'objectif premier n'est pas d'empêcher tout mouvement naval adverse. Corbett souligne que la différence essentielle entre les deux formes de blocus réside ainsi dans le fait que, contrairement au *close blockade* dont le but est de contenir l'adversaire, le *distant blockade* vise à la destruction de la flotte ennemie –et se présente par conséquent comme une méthode d'obtention d'un *command of the sea* permanent<sup>1647</sup>, l'objectif visé étant l'acceptation par l'adversaire de la bataille décisive.

---

<sup>1641</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 185. Corbett distingue le blocus naval de celui maritime, concernant les flottes commerciales, qui n'est pas évoqué ici (*Ibid.*, voir aussi Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, pp. 186-187).

<sup>1642</sup> Hattendorf (J.), « Recent thinking on the Theory of Naval Strategy », p. 153.

<sup>1643</sup> La définition est empruntée à Stephen Roskill cité dans Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 188.

<sup>1644</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 188.

<sup>1645</sup> Dès 1911, Corbett semblait la maintenir à simple titre analytique et non comme alternative réellement viable (Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 186). Reprenant cette perspective, Bernard Brodie notait, un demi-siècle plus tard, à propos du début du XX<sup>ème</sup> siècle, que : « several inventions, and particularly the development of the various machines of underwater warfare – the mine, torpedo and submarine– finally made close blockade impossible » (Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 78).

<sup>1646</sup> Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 79.

<sup>1647</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 188.

## B- *Sea denial*.

Tirant les leçons de la spécificité du milieu géographique maritime, Moineville pointe qu'il n'existe « pas – ou très peu– de point de passage obligé, pas de frontière, [et] aucun itinéraire imposé »<sup>1648</sup>. En ce sens, l'expression 'lignes de communication maritime' apparaît quelque peu trompeuse dans la mesure où elle semble supposer une fixité similaire à celle des lignes terrestres. Entre les points de départ et d'arrivée, les communications maritimes ne sont pas attachées à une route ou une voie précise et disposent d'une immense liberté de choix dans l'itinéraire suivi<sup>1649</sup>. De ce fait, la garantie de *sea control*, et *a fortiori* celle d'un *command of the sea* plus ambitieux, s'apparente bien plus à la sécurisation d'un espace qu'à la protection de quelques lignes imaginaires. Aussi longtemps que les forces navales adverses ne se trouvent pas intégralement annihilées –matériellement par une défaite dans une bataille décisive ou virtuellement par un blocus réussi, il existe nécessairement des points de vulnérabilité et une certaine perméabilité dans le contrôle que le plus puissant est susceptible d'exercer sur les océans. En d'autres termes, pour une puissance en position de relative infériorité, la position d'un refus de la bataille décisive combinée à celle d'une tentative pour perturber l'établissement d'un *command of the sea* par la partie adverse constitue une alternative attractive. L'objet de la lutte navale pour la partie plus faible est alors la contestation du *sea control*, au sens d'un simple *déni* d'usage et non d'une *acquisition* pour sa propre partie de cette capacité<sup>1650</sup>. L'existence de cette aptitude à contester le contrôle dérive directement de l'amendement par Corbett du *credo* relatif à la supériorité absolue de l'attaque sur la défense dans la guerre navale<sup>1651</sup>. En position de relative faiblesse, une posture défensive, au sens où l'objectif visé est essentiellement négatif –i.e. le déni de *sea control* et de son usage– apparaît non seulement possible, mais encore largement profitable. Pour Corbett,

---

<sup>1648</sup> Moineville (H.), *La guerre navale*, p. 47.

<sup>1649</sup> Vego (M.), *Naval Strategy and Operations in Narrow Seas*, Londres, Frank Cass, 2003, p. 89.

<sup>1650</sup> Geoffrey Till souligne qu'une stratégie de *sea denial* peut être conçue comme un complément nécessaire à celle d'acquisition du *sea control* ou comme une alternative à celle-ci (Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 158). Il est important de souligner à nouveau que l'objectif de déni *n'appelle pas nécessairement* une contrepartie en terme de contrôle et d'usage.

<sup>1651</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, pp. 87-88. Charles Callwell note aussi que la partie faible doit adopter une position défensive d'évitement de l'affrontement (Callwell (C.), *Military Operations and Maritime Preponderance*, Annapolis, Naval Institute Press, 1905, p. 60). Ainsi que le souligne Wayne Hughes, la domination de l'attaque sur la défense au niveau tactique n'implique aucune nécessité parallèle aux niveaux supérieurs. En effet, d'une part « attack effectively first should be thought as more than the principle of the offensive ; it should be considered the very essence of tactical action for success in naval combat » (Hughes (W.), *Fleet Tactics and Coastal Combat*, Annapolis, Naval Institute Press, 2000, p. 40), d'autre part cependant, « our maxim cannot be reduced to the principle of the offensive. Defensive *forces* and *operations* are very much a part of operational plans » (*Ibid.*, p. 44).

*La théorie et l'histoire sont unanimes sur ce point. Ensemble elles affirment qu'une puissance trop faible pour acquérir le command [of the sea] par des opérations offensives peut cependant parvenir à maintenir ce command disputé, en adoptant une attitude de défense générale.*

*Il va sans dire qu'une telle attitude, par elle-même, ne peut mener à un résultat positif ; cependant, même sur des périodes prolongées, elle est à même d'interdire à l'ennemi la sécurisation de tout résultat positif, et par là même, donne du temps à l'autre belligérant pour obtenir une domination de la situation en s'assurant de l'atteinte de ses objectifs à terre<sup>1652</sup>.*

La réalisation du *sea denial*, l'interdiction d'un usage de mer par l'adversaire apparaît au mieux garanti par une posture que Corbett qualifie de *fleet-in-being*<sup>1653</sup>, incarnant la protection de la capacité de nuisance d'une puissance incapable de rivaliser pour la suprématie sur les mers. Dans un tel cadre, l'objectif essentiel demeure encore la préservation des forces existantes au travers du refus de la bataille décisive<sup>1654</sup>. La dimension défensive de stratégie ne peut être cependant réduite à une simple passivité, Bradley Fiske soulignant que « la défense navale, comme la défense militaire [...] ne peut être seulement une défense passive, mais contient aussi des éléments offensifs »<sup>1655</sup>.

En une version minimale, cette activité positive consiste en ce qui s'apparente à un harcèlement des forces adverses et que Stansfield Turner conçoit comme une forme de « guerilla warfare at sea », ceci signifiant en pratique que la partie poursuivant l'objectif de déni peut « attaquer aux moments et endroits de son choix, afin d'obtenir l'effet de surprise maximal », c'est-à-dire pratiquer une stratégie de « hits and runs » sans préoccupation aucune pour une quelconque défense d'un territoire<sup>1656</sup>. Plus largement, en conservant des

---

<sup>1652</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 211 (nous soulignons).

<sup>1653</sup> *Ibid.*, pp. 211-228. Une certaine confusion existe autour de la définition et de la différenciation des termes *sea denial* et *fleet-in-being*. Pour Geoffrey Till, *sea denial* signifie que « the objective is not to use the sea oneself, but to prevent the enemy from doing so » (Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 158), tandis que le « not-very accurate title of a 'fleet-in-being strategy' » recouvre un ensemble de postures qui se rangent entre « moderated offensive » et « passive defence » (*Ibid.*, p. 181), mais dont le but est trivialement « making the best use of resources too limited to risk in a straightforward pursuit of battle with a superior adversary » (*Ibid.*). Or, si comme le souligne Corbett, l'enjeu de la lutte navale est toujours lié au *sea control* –c'est-à-dire à l'établissement ou à l'empêchement de celui-ci– la maximisation du profit obtenu par l'existence d'une flotte, incapable de défaire un adversaire supérieur, apparaît nécessairement liée à l'objectif de contestation du contrôle et donc au *sea denial*. En d'autres termes, si le *sea denial* peut être considéré comme l'objectif de la flotte en infériorité, la *fleet-in-being* constitue le moyen premier par lequel celui-ci est réalisé. Julian Corbett divise *fleet-in-being* et *minor counter-attacks*, mais insiste sur le fait que la première requiert un niveau d'activité qui, s'il inclut l'évitement de l'affrontement, n'en doit pas moins recouvrir ces offensives ponctuelles. Par ailleurs, ainsi que noté un peu plus bas, du fait qu'elle concède un contrôle absolu et un usage entièrement libre de l'espace maritime à l'adversaire, la simple préservation de l'existence paraît quelque peu incompatible avec la logique de guerre navale.

<sup>1654</sup> Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, p. 77.

<sup>1655</sup> Fiske (B.) [Hughes (W.), edtr.], *The Navy as a Fighting Machine*, Annapolis, Naval Institute Press, 1988, p. 107. Fiske souligne plus loin : « Defensive operations, therefore, include 'hitting back' ; that is a certain measure of offensive operations intended to weaken the ability of the enemy to do damage » (*Ibid.*, p. 321).

<sup>1656</sup> Turner (S.), « The Naval Balance : Not Just a Number Game » in *Foreign Affairs*, vol. 55, no. 2, janvier 1977, p. 347. J.C. Wylie parle de techniques s'apparentant à une guerre d'attrition (Wylie (J.C.), *Military Strategy*, p. 126).

forces navales dans une position limitrophe entre l'attaque et la défense<sup>1657</sup>, la partie en infériorité conserve une capacité de menace vis-à-vis de celle tentant l'acquisition du *sea control*, faisant planer une ombre sur tout usage d'un espace maritime imparfaitement contrôlé. A un certain point, une flotte en position de *fleet-in-being* est aussi susceptible d'obtenir un certain contrôle limité. La prise en considération de la relativité du contrôle dans l'espace et dans le temps permet notamment de dépasser la dichotomie caricaturale entre un protagoniste fort exerçant un *command of the sea* absolu, et un faible résigné à supporter les conditions de l'absence de tout contrôle. En effet, il apparaît possible pour la partie plus faible de s'arroger un contrôle temporaire dans une zone spécifique –un *working control*– permettant la réalisation d'objectifs limités en termes d'usage. En termes plus généraux, il apparaît possible de distinguer une distribution particulière des buts poursuivis par une partie en infériorité en fonction de l'espace à couvrir. Milan Vego indique ainsi :

*Un pays bordant une ou plusieurs mers fermées et mers adjacentes à un ou plusieurs océans peut choisir, librement ou du fait des circonstances, de poursuivre une combinaison d'objectifs stratégiques –full control dans les mers fermées tout en conduisant [des opérations de] sea denial dans les mers semi-fermées et dans certaines parties des océans adjacents [...].*

*L'objectif stratégique pour une puissance majeure bordant plusieurs narrow seas, mais plus faible en mer que la coalition de ses ennemies, est d'obtenir un full control de ces mers, tout en contestant le contrôle de certaines zones de l'océan [open ocean]<sup>1658</sup>.*

Si Milan Vego limite la portée de son analyse aux *narrow seas*<sup>1659</sup>, il apparaît cependant que cette dernière soit applicable plus généralement à une division entre d'une part un espace local où un degré restreint de contrôle est accessible au plus faible, notamment dans les zones littorales où la proximité de forces basées à terre est susceptible d'apporter une protection supplémentaire, et d'autre part un espace maritime plus éloigné où l'objectif principal est d'interdire l'obtention et l'usage d'un *sea control* par l'adversaire. Dans cette division en paliers, le *sea denial* dans un espace relativement plus vaste nourrit et garantit une plus grande marge de *sea control* au sein de l'espace proche.

De ce qui précède, il est aisé de conclure que l'état le plus commun du *sea control* est d'être l'objet d'une dispute entre les deux parties, l'amplitude de celle-ci variant selon un continuum liant l'imposition d'un contrôle bordant l'élimination des forces navales adverses à une configuration où les deux parties sont

---

<sup>1657</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 214.

<sup>1658</sup> Vego (M.), *Naval Strategy and Operations in Narrow Seas*, p. 120.

<sup>1659</sup> Pour Vego, le concept de « narrow sea encompasses enclosed and semi-enclosed seas », les premières étant « wholly within the continental shelf, and [...] surrounded by landmass, except for a or several straits that connect it to an ocean or another enclosed or semi-enclosed sea », les secondes pouvant être connectées à l'océan par des détroits ou par des passages entre des îles périphériques (*Ibid.*, p. 5). Il n'est pas confondu par l'auteur avec le concept de littoral qui recouvre la double nature terrestre et maritime d'une région côtière, Vego soulignant que « in military terms, the extent of the 'littoral' depends on one's ability to project power effectively from the shore into the enemy's interior » (*Ibid.*, p. 7).

parvenues à effectivement s'interdire réciproquement l'usage des voies océaniques mais sans qu'aucune n'ait été apte à obtenir un *working sea control*. La possibilité d'une posture défensive efficace fait en effet que « la situation la plus commune dans la guerre navale est celle où aucune des parties ne dispose du *command [of the sea]* ; [en d'autres termes], la position normale n'est pas une *commanded sea* mais une *uncommanded sea* »<sup>1660</sup>. Plutôt que de trouver un règlement définitif et improbable de la question navale dans une bataille décisive, la contestation aux marges de toute zone 'contrôlée' semble devoir caractériser l'affrontement naval, exigeant un effort constant de consolidation et/ou de destruction de la part de chaque partie.

## C- L'exercice du *sea control*.

Outre l'évidente différence de milieu physique, la guerre navale se distingue de celle terrestre par la finalité visée. Si, sur terre, la prise de contrôle d'un espace peut constituer une fin par elle-même<sup>1661</sup>, l'acquisition du *sea control* ne peut que rarement se suffire à elle-même. Ceci découle directement du fait précédemment souligné par Colin Gray que « quel que soit le degré de domination, la force navale [*naval strength*] est rarement capable à elle seule [*by its own unaided action*] d'exercer une pression décisive sur un ennemi »<sup>1662</sup>. En d'autres termes, la capacité à mouvoir librement sa propre flotte et/ou à déposséder l'ennemi de cette liberté si elle peut constituer l'un des facteurs susceptibles d'apporter la décision, ne peut, seule, garantir cette dernière<sup>1663</sup>. Considérer que l'acquisition d'un certain degré de *sea control* est superfétatoire car ne permettant pas seule d'obtenir une décision repose cependant sur une mécompréhension du rôle de la puissance navale. L'enjeu de la lutte pour le *sea control* ou le *command of the sea* ne se définit donc pas seulement par les bénéfices immédiats obtenus, mais aussi en termes d'ouverture de l'« espace des possibles », « le *command of the sea* [pouvant] être décisif non par et pour lui-même, mais pour ce à quoi il est susceptible de mener »<sup>1664</sup>. L'influence du *sea control* repose donc au moins autant sur l'usage qui en est fait une fois acquis que sur l'acquisition même. J.C. Wylie note ainsi que « dans les guerres où au moins l'un des participants était un *sea power* majeur, la défaite d'une des *navy* combattantes et l'établissement d'un

---

<sup>1660</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 87.

<sup>1661</sup> Considérant une guerre essentiellement terrestre, Clausewitz souligne par exemple une possible superposition des objectifs politiques et militaire « par exemple lorsqu'il s'agit de la conquête d'une certaine province » (Clausewitz (C.), *De la guerre*, p. 59).

<sup>1662</sup> Gray (C.), *The Leverage of Sea Power*, p. 289.

<sup>1663</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 148. L'acquisition d'un *working control* est décisive, non au sens où elle est l'ultime pas vers une décision, mais parce que son absence dans une guerre au-delà du voisinage immédiat garantit l'impossibilité d'une victoire par simple manque d'accès.

<sup>1664</sup> Till (G.), *Maritime Strategy and the Nuclear Age*, p. 128.

*control of the sea* par l'autre ont généralement conduit à la victoire. Mais cette victoire n'a pu être atteinte que lorsque le *sea power* dominant a exploité sa force [strength] en mer en projetant au moins un autre des éléments de ses forces pour obtenir le contrôle de l'ennemi à terre »<sup>1665</sup>.

A l'immense et grandissante importance des usages économiques des océans comme mode de transport<sup>1666</sup>, se superpose la question plus saillante de l'usage militaire des espaces maritimes une fois le contrôle assuré. De fait, l'usage du *sea control* peut permettre d'atteindre des objectifs pouvant aussi bien être directement liés à des préoccupations maritimes qu'indépendants de ce milieu<sup>1667</sup>. Eric Grove souligne ainsi que :

*La mer se présente comme les deux tiers les plus aisés à traverser de la surface terrestre et l'homme les a toujours employés afin d'avoir accès à son adversaire. Avec le développement de nouveaux systèmes d'armements à longue portée, l'usage de la mer pour 'projeter la puissance' est devenu plus important encore qu'il ne l'a jamais été.[...]. C'est ceci, plus que la protection des usages économiques de la mer qui, est [...] devenu probablement la plus importante fonction des forces navales*<sup>1668</sup>.

L'idée de projection de puissance reprend en soi l'idée de Corbett, précédemment évoquée, que la stratégie maritime doit être pensée à partir des effets que celle-ci est susceptible d'avoir à terre<sup>1669</sup>. Dans une version élémentaire, Charles Callwell indique que « l'un des objectifs principaux de la guerre navale est d'établir une supériorité maritime si décisive que les forces militaires peuvent entrer en jeu en effectuant des attaques [*descents*] sur les côtes ennemies »<sup>1670</sup>. Si les modalités et l'amplitude de la projection de puissance depuis la mer sont sujettes, dans la pratique, à de significatives variations, l'objectif constant est de peser sur les événements prenant place à terre<sup>1671</sup>.

---

<sup>1665</sup> Wylie (J.C.), *Military Strategy*, p. 128.

<sup>1666</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, pp. 8-12, Grove (E.), *The Future of Sea Power*, Annapolis, Naval Institute Press, 1990, pp. 31-45.

<sup>1667</sup> Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 46.

<sup>1668</sup> *Ibid.*

<sup>1669</sup> Geoffrey Till met en lumière l'exceptionnelle acuité du jugement de Julian Corbett quant au rôle des forces navales : « The navy must learn to use its wide range of capabilities to bring pressure to bear on the enemy which would assist the work of the army and further the political objectives for which the war was being fought » (Till (G.), *Maritime Strategy and the Nuclear Age*, p. 40). Plus récemment, Colin Gray souligne : « Whether or not land constitutes the principal geographical medium on which combat is waged, strategic efforts ultimately must have its way in a territorial context [...]. Even if a war is dominated by the ebb and flow of combat at sea and in the air, still the whole object of the exercise is to influence the behaviour of an enemy who need to be controlled where he lives, on land » (Gray (C.), *Modern Strategy*, Oxford, Oxford University Press, 1999, p. 207).

<sup>1670</sup> Callwell (C.), *Military Operations and Maritime Preponderance*, p. 63. Corbett élargit quelque peu la notion d'exercice du *sea control* notant : « Beyond all this [the destruction of the enemy's battle-fleet], there is the actual work of preventing his passing an army across the sea and of protecting the passage of our own military expedition » (Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 235).

<sup>1671</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 193.

La projection de puissance navale est susceptible, en premier lieu, de peser de façon directe sur le cours de la guerre par la rupture imposée aux lignes de communication ennemies et par la menace d'invasion ou d'intervention que fait poser le contrôle des mers par un adversaire<sup>1672</sup>. Réciproquement, la réussite d'une stratégie de *sea denial*, par la privation d'accès au médium de projection de puissance, dispose d'un rôle premier dans la défense contre de telles manœuvres<sup>1673</sup> et, plus largement, contre une intervention de large envergure dans une zone d'intérêt. L'exercice d'un *working sea control* permet, par ailleurs, une précieuse mobilité des forces. Hubert Moineville souligne ainsi que « la première des possibilités qu'offre la mer [dans le soutien à la guerre terrestre] est de transporter ces troupes d'une terre à l'autre. Ceci entraîne donc une large extension des possibilités de manœuvre et fait de ce transport un élément important et parfois décisif sur le plan stratégique »<sup>1674</sup>. Outre le simple transport sur le lieu d'hostilités déjà ouvertes, une mobilité maritime non contestée peut permettre l'ouverture de nouveaux fronts et plus généralement de maintenir sous la menace de multiples points vulnérables<sup>1675</sup>. L'influence exercée par les forces navales sur la terre ne passe toutefois pas nécessairement par la mise en place d'opérations amphibies, nouvellement repensées comme 'Operational Manœuvre from the Sea'<sup>1676</sup>. Si l'augmentation tendancielle de la portée des armements dispose d'un impact décisif dans la lutte entre forces navales<sup>1677</sup>, son importance dans la projection de puissance de la mer vers la terre est aussi patente. Si l'on tient compte du fait que près des trois quarts de la population mondiale vit à moins de deux cents miles des côtes<sup>1678</sup>, l'accroissement de la portée des armes met

---

<sup>1672</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 194. L'exemple archétypal choisi par Till est le cas du Japon à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

<sup>1673</sup> Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, p. 237.

<sup>1674</sup> Moineville (H.), *La guerre navale*, p. 25.

<sup>1675</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, pp. 196-198. Charles Callwell souligne que le *sea control* confère l'initiative à celui qui a pu l'obtenir, mettant l'adversaire dans une position difficile de passivité condamnée aux tentatives de prévision pour savoir où portera le coup (Callwell (C.), *Military Operations and Maritime Preponderance*, p. 277). Raja Menon bat en brèche l'idée d'une obsolescence des opérations amphibies, indiquant : « technical developments have led to the current belief that maritime operations are near impossible close to a hostile coast. This has snowballed into a conviction that the hazards attempting amphibious operations are too great to permit this form of warfare to be exploited anymore. This leads to the conclusion that maritime strategy has lost one of its major components, namely amphibious warfare, putting the whole question of maritime strategy as separate entity into serious doubt. This kind of reasoning is not now in the relative strengths of technology and strategy [...]. These assumptions arise from the self-delusion and self-importance each age gives to itself as being so unique that the developments of that age only seem to be the crucial turning point in the history of warfare » (Menon (R.), *Maritime Strategy and Continental Wars*, Londres, Frank Cass, 1998, p. 108).

<sup>1676</sup> Marc Beddoes indique que l'idée principale sous-tendant l'innovation de l'OMFTS est d'éliminer la seconde étape – généralement coûteuse en temps – des opérations amphibies habituellement constituées par « maneuver in ships, transition to shore, and maneuver ashore » (Beddoes (M.), « Logistical Implications of Operational Maneuver from the Sea » in *Naval War College Review*, vol. 50, no 4, automne 1997, p. 34). Voir aussi Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, pp. 70-74.

<sup>1677</sup> Hughes (W.), *Fleet Tactics and Coastal Combat*, pp. 180-186.

<sup>1678</sup> <http://www.navy.mil/navydata/policy/fromsea/pos97/pos-pg01.html>, consulté le 11 avril 2008.

aujourd'hui sous la menace de projection de force navale une partie significative des forces vives de la plupart des acteurs<sup>1679</sup>. Aucun des usages de la mer à l'encontre de la terre n'est toutefois possible sans un degré raisonnable de *sea control*. Reconsidérant le rôle des forces américaines dans un contexte où le privilège est accordé à la projection de forces, J. Paul Reason note néanmoins :

*Il ne peut y avoir de forward presence sans control of the sea. Il ne peut y avoir de projection de puissance sans control of the sea. Il ne peut y avoir de lancement ou de soutien à une guerre littorale sans control of the seas entre les Etats-Unis et le littoral attaqué. Sea control est une nécessité absolue, la chose sans laquelle toutes les autres missions navales, et la plupart des missions nationales, sont en situation précaire et courent le risque d'échecs catastrophiques*<sup>1680</sup>.

L'obtention du *sea control* permet enfin un 'usage diplomatique'<sup>1681</sup> de la mer, se situant en deçà de l'usage de la violence. Si la 'diplomatie navale' peut simplement viser à influencer l'orientation générale prise par la politique étrangère d'un tiers<sup>1682</sup>, deux de ses modes d'expression –« les démonstrations permanentes de puissance navale »<sup>1683</sup> et « les déploiements opérationnels spécifiques »<sup>1684</sup>– incluent clairement la menace et se situent à la charnière entre l'usage 'diplomatique' et l'usage 'militaire'. Dans ces actions où l'usage de la

---

<sup>1679</sup> Un simple survol des trois guerres menées par Washington dans l'après Guerre Froide suffit à mettre en lumière l'importance de la projection de puissance depuis la mer. Dans une Guerre du Golfe jugée pourtant décevante pour l' US Navy, « the best that navy could offer in terms of contribution to the air war in the Persian Gulf was 35 percent of the power projection missions flown » Rose (L.), *Power at Sea: A Violent Peace, 1946-2006*, p. 230. Lisle Rose souligne cependant que d'autres analyses placent la contribution du bras aérien de l'US Navy à 15% des bombes délivrées. Rick Morgan note que durant le conflit, « with long distances to travel to their targets, the Red Sea air wings typically launched two to three major strike a day, while Persian Gulf aircraft, being sometimes within 100 miles of their targets, generally conducted cyclic ops throughout the war » (Morgan (R.), *Tip of the Spear*, Atglen, Schiffer Publishing, 2007, p. 28). Une décennie plus tard, Donald Rumsfeld pouvait annoncer, que durant les deux premières heures de l'opération *Enduring Freedom*, quelques cinquante Tomahawk avaient pu être lancés par l'US Navy. (« Rumsfeld and Myers Briefing on Enduring Freedom », 7 octobre 2001, disponible sur <http://www.defenselink.mil/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=20011>, consulté le 11 avril 2008). L'opération *Iraqi Freedom* aura vu quant à elle plus de 800 Tomahawk lancés depuis les croiseurs et destroyers déployés par l'US Navy (« Statement of RADM Mark P. Fitzgerald Before the House Armed Services Committee », 3 mars 2004, disponible sur [http://www.globalsecurity.org/military/library/congress/2004\\_hr/040303-fitzgerald.htm](http://www.globalsecurity.org/military/library/congress/2004_hr/040303-fitzgerald.htm), consulté le 11 avril 2008).

<sup>1680</sup> Reason (J.P.), *Sailing New Seas*, Newport, Naval War College, 1998, p. 18.

<sup>1681</sup> Ken Booth différencie trois usages de la mer : « the *military role* forms the base of the trinity, for the essence of navies is their military character[...]. The *diplomatic role* of navies is concerned with the management of foreign policy short of the actual employment use of force [...]. The *policing role* is internally as much as externally oriented [and is] mainly concerned with extending sovereignty over the state's own maritime frontiers » (Booth (K.), *Navies and Foreign Policy*, Londres, Croom Helm, 1977, p. 16).

<sup>1682</sup> Parmi les méthodes visant à cet objectif, Booth inclut principalement l'aide au développement naval et la visite de ports (Booth (K.), *Navies and Foreign Policy*, p. 43).

<sup>1683</sup> « By threatening ultimately to use force at sea, or to project force ashore, such standing demonstration seek to deter actions inimical to the deploying state, and to encourage actions that are in the interest of itself or its allies The act of deterring might be attempted by either the gathering together of preponderant power, or by the insertion of sufficient naval force to contest another state's free use of the seas in the event of war » (*Ibid.*, p. 40).

<sup>1684</sup> « The use of one or more warships in a deliberate, determined and active sense in a crisis or low-level engagement. The action may be initiatory or reactive, and its intention may be to deter, to forestall, to support, to complicate, or to contest the actions of other states in specific situations » (*Ibid.*, p. 41).

violence est, au moins dans un premier temps, suspendu ou délibérément limité<sup>1685</sup>, les forces navales disposent de plusieurs avantages significatifs. L'obtention du *sea control* permet de bénéficier d'un instrument que Booth caractérise par sa versatilité, son aptitude à être contrôlé, sa mobilité, sa capacité de projection, son aptitude à ouvrir l'accès à la zone concernée, son potentiel symbolique et son endurance<sup>1686</sup>. Le bras naval des forces armées, en situation de *sea control*, constitue ainsi un levier permettant d'exercer un panel de pressions dont l'amplitude est susceptible de varier à souhait en fonction de l'évolution d'une situation particulière et de la possible modification des objectifs visés. L'usage 'diplomatique' de la puissance navale ne saurait cependant être réduite à une simple 'escrime à fleuret moucheté'. Ken Booth nous rappelle en effet que, pour les forces navales, la capacité à user d'une violence actualisée ou latente demeure l'unique étalon<sup>1687</sup>.

### **III- Missions et instruments de la puissance navale.**

Moins d'une année après la capitulation du Japon, le général Leslie Groves annonçait qu'« avec l'apparition de la bombe atomique, s'effaç[ait] le besoin d'une *navy* »<sup>1688</sup>. Quelques années plus tard, au lendemain de la Guerre de Corée, était développé l'étrange concept d'une *broken-backed war*<sup>1689</sup>, prévoyant l'usage des forces navales dans un conflit devenu global, après l'emploi massif des armes nucléaires disponibles de chaque part. Le demi-siècle suivant a cependant peu de point commun avec l'horizon obscur dépeint par ces prophéties, le bras naval de l'appareil militaire s'étant adapté au développement de l'arme nucléaire de même qu'il s'était adapté à la naissance de la puissance aérienne. En 1974, Stansfield Turner définissait les quatre missions de l'*US Navy* comme « la dissuasion stratégique, le *sea control*, la projection de puissance à

---

<sup>1685</sup> Edward Luttwak parle de *suasion* pour toute action dont le but n'est pas la destruction des forces ennemies mais de convaincre l'opposant, remarquant cependant : « no firm dividing line can be established between the use of threats and the actual infliction of damage albeit in small doses » (Luttwak (E.), *The Political Uses of Sea Power*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1974, p.8).

<sup>1686</sup> Booth (K.), *Navies and Foreign Policy*, pp. 33-36.

<sup>1687</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>1688</sup> Général Leslie Grove, cité dans Rose (L.), *Power at Sea, A Violent Peace 1946-2006*, p. 16.

<sup>1689</sup> Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, pp. 246-250.

terre, et la présence navale »<sup>1690</sup>, soulignant l'imbrication d'éléments de changement et de continuité. Si la rupture due à l'introduction du nucléaire et de la dissuasion est patente, la continuité des trois autres missions ne saurait masquer la profonde mutation des exigences auxquelles les forces navales font face.

L'existence d'une stratégie navale ne peut aujourd'hui être pensée que dans son caractère tridimensionnel. Lawrence Martin notait en 1967 que « Le bâtiment de surface fait déjà face à un mouvement de tenaille entre la puissance aérienne et le sous-marin, ce qui implique que le *command of the surface* est de plus en plus un prix qui doit être recherché ailleurs [que sur la seule surface maritime] »<sup>1691</sup>. La complexité du milieu est encore accrue par le fait que ces trois sphères –aérienne, sous-marine et celle de la surface– à l'intérieur desquelles a lieu l'affrontement, ne peuvent être pensées de façon indépendante ou séquentielle, nourrissant une constante interaction. Wayne Hughes note en effet :

*La dimension verticale du champ de bataille a été [...] étendue : de plus en plus profond sous la surface et de plus en plus haut au-dessus. Ceci complique énormément la pensée du tacticien. Il doit simultanément s'occuper d'opérations aux trois différents niveaux, chacun disposant d'un ensemble d'armements aux portées et contraintes particulières et de capacités de reconnaissance propres [...]. Le commandant au niveau tactique ne joue simultanément pas trois parties d'échec ; il joue une partie sur trois échiquiers différents où les pièces peuvent sauter d'un échiquier à l'autre*<sup>1692</sup>.

L'interdépendance des trois sphères introduit une exigence maximale pour la partie ayant pour objectif d'acquérir un degré important de *sea control*. Pour cette dernière, l'acquisition d'une domination significative dans l'une des trois dimensions apparaît comme une condition nécessaire mais non suffisante, l'acquisition d'une position de supériorité durable et décisive à l'intérieur des trois sphères étant l'unique voie pour la réalisation du *sea control*. Dans cette perspective, il apparaît peu douteux que ce *sea control* soit, plus que jamais, limité et fragilisé<sup>1693</sup>, la multiplicité des vecteurs de contestation facilitant notamment la tâche à la partie visant au déni<sup>1694</sup>. La stratégie du faible, tel qu'entendu plus haut par Corbett, dispose ainsi d'un vaste éventail d'options permettant de provoquer le trébuchement de la puissance ayant un haut niveau de *sea control*.

---

<sup>1690</sup> Turner (S.), « Missions of the U.S.Navy » in *Naval War College Review*, vol. 51, no. 1, hiver 1998, p. 4 [réimpression de l'article de mars 1974]. Peter Dombrowski souligne cette réactivité de l'*US Navy* devenue troisième sommet de la triade nucléaire après les prophéties d'éclipse de celle-ci par l'avènement de l'ère nucléaire (Dombrowski (P.), « U.S. Naval Strategy in the Twenty-First Century, A Brief Introduction » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, Newport, Naval War College, 2005, p. 5).

<sup>1691</sup> Martin (L.), *The Sea in Modern Strategy*, New York, Praeger, 1967, p. 94.

<sup>1692</sup> Hughes (W.), *Fleet Tactics and Coastal Combat*, p. 196.

<sup>1693</sup> Holst (J.), « The Navies of Superpowers : Motives, Forces, Prospects » in Alford (J.), *Seapower and Influence*, Londres, IISS, 1980, p. 45.

<sup>1694</sup> Martin (L.), *The Sea in Modern Strategy*, p. 94.

L'aspect sous lequel les forces navales trouvent leur incarnation traditionnelle est trivialement le navire de guerre opérant en surface. Entre le porte-avions *George H.W. Bush* déplaçant plus de cent mille tonnes<sup>1695</sup> et les 'modestes' frégates de classe *Perry* déplaçant moins d'un vingtième de ce volume<sup>1696</sup>, la différence en termes de capacités et de missions attribuables est abyssale –ceci ne préjugeant nullement de la nécessité de chacun des bâtiments. Une classification élémentaire des plateformes apparaît donc nécessaire. Eric Grove distingue ainsi :

**Le croiseur** : large unité combattante avec un vaste éventail de capacités incluant la défense anti-aérienne ; habituellement aux environs de 7,000 tonnes de déplacement afin de lui donner suffisamment d'espace pour l'inclusion de tous les systèmes requis.

**Le destroyer** : unité combattante de taille moyenne d'environ 2,750 à 7,000 tonnes avec une vitesse et des capacités suffisantes pour les opérations de combat les plus exigeantes, celles-ci incluant la participation au fast carrier battle group. Les plus larges des destroyers diffèrent des 'croiseurs' de taille équivalente par leur manque [relatif] de polyvalence [...]

**La frégate** : Unité combattante d'environ 1,750 à 3,000 tonnes et habituellement optimisée pour l'ASW mais disposant d'une capacité plus générale ; essentiellement destinée à l'escorte de navires non-combattants, bien que pouvant être utile pour des patrouilles et des opérations offensives limitées ; pouvant effectuer des transits et remplir certaines tâches trans-océaniques ; disposant habituellement d'une capacité anti-aérienne. La corvette : petite unité combattante d'environ 500 à 1,750 tonnes, d'endurance et de capacités limitées ; employée au mieux [dans des tâches] d'escorte et de patrouille côtières ainsi que dans des opérations limitées [low-level operations]<sup>1697</sup>.

L'ensemble du spectre des forces navales existantes est encore complété aux extrêmes d'une part par des navires aux capacités réduites comme les *fast-attack craft* dont le rôle est essentiellement destiné à la défense côtière<sup>1698</sup> ; et d'autre part le porte-avions, successeur du bâtiment de ligne comme pièce centrale des forces navales les plus puissantes<sup>1699</sup>. Malgré les multiples remises en cause des bâtiments de surface dans leur capacité de survie face aux nouvelles plateformes, Friedman, Brasky et Tangredi soulignent la primauté absolue de la guerre de surface dans tout concept d'emploi des forces navales<sup>1700</sup>.

Si la manifestation la plus visible de la puissance navale s'incarne dans les bâtiments de surface, Eric Grove affirme clairement que « *sea power* et *air power* sont indivisibles »<sup>1701</sup>, la supériorité aérienne étant une

---

<sup>1695</sup> *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, Londres, Jane's Information Group, 2007, p. 889.

<sup>1696</sup> *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 900.

<sup>1697</sup> Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 102.

<sup>1698</sup> *Ibid.*, pp. 99-100; Koburger (C.), *Sea Power in the Twenty-First Century*, Westport, Praeger, 1997, pp. 78-79.

<sup>1699</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 125.

<sup>1700</sup> Friedman (N.), O'Brasky (J.) & Tangredi (S.), « Globalization and Surface Warfare » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, p. 373.

<sup>1701</sup> Martin (L.), *The Sea in Modern Strategy*, p. 94 ; voir aussi Bull (H.), « Sea Power and Political Influence » in Alford (J.), *Seapower and Influence*, p. 7.

condition *sine qua non* à l'obtention du *sea control*. Si un bras aérien des forces navales peut être basé à terre dans le cadre d'une défense des côtes ou des eaux avoisinantes, le porte-avions reste au cœur de toute projection de puissance significative, pour des raisons défensives –protection de la flotte contre des raids aériens de forces basées à terre– aussi bien qu'offensives –l'extraordinaire 'force de frappe' dont peuvent disposer les forces aéronavales dans des opérations contre des objectifs basés à terre<sup>1702</sup>. Si la survie de ces plateformes au coût exorbitant<sup>1703</sup> a pu être mise en cause<sup>1704</sup>, ces dernières conservent une primauté apparemment inébranlable dans l'arsenal des grandes puissances navales. Trivialement, le porte-avions dispose d'une extraordinaire capacité à intégrer systèmes offensifs, défensifs et de surveillance<sup>1705</sup>, sa taille garantissant une résilience compensant largement sa possible vulnérabilité<sup>1706</sup>. Il ne constitue toutefois pas une plateforme autosuffisante et exige une escorte capable de faire face à tout type de menace pesant sur la pièce centrale<sup>1707</sup>, ceci démultipliant certes l'efficacité de la plateforme mais aussi ses coûts de fonctionnement. Si ceux-ci, ainsi que ceux liés à l'acquisition des plateformes, sont à considérer de façon relative, et doivent être comparés avec les coûts engendrés par une incapacité à accomplir certaines tâches ou ceux créés par l'accomplissement de ces dernières par d'autres moyens<sup>1708</sup>, la probabilité de mise en danger et la vulnérabilité certaine d'un porte-avions constituent des éléments de dissuasion significatifs contre la projection de puissance d'un adversaire. Or, visiblement placé à la frontière entre la surface et la sphère aérienne, « le talon d'Achille du *supercarrier* est sa vulnérabilité aux dommages sous-marins causés par une mine ou une torpille. S'il n'est pas coulé, le porte-avions peut toutefois être mis hors combat et [mis dans une situation où il lui est impossible] de prendre part à toute nouvelle opération »<sup>1709</sup>.

---

<sup>1702</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 125 (nous soulignons). Jacquelyn Davis note cependant que malgré la capacité multifonctionnelle du porte-avions, la « raison d'être » de ce dernier demeure la projection de puissance (Davis (J.), *Aircraft Carriers and the Role of Naval Power in the Twenty-First Century*, Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis, 1993, p. 32).

<sup>1703</sup> Geoffrey Till mentionne un coût de 5 milliards de dollars pour un porte-avions de classe *Nimitz* et de 3,4 milliards pour le *Charles de Gaulle* (*Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 125).

<sup>1704</sup> Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 124. Charles Perry, Laurence Rothenberg et Jacquelyn Davis soulignent que bombardier et aviation embarquée ont des rôles plus complémentaires que concurrents, mettant par conséquent en doute la possibilité de remplacer l'un par l'autre (Perry (C.), Rothenberg (L.) & Davis (J.), *Airpower Synergies in the new Strategic Era*, Cambridge, Institute For Foreign Policy Analysis, 1997, pp. 14-16).

<sup>1705</sup> Hubert Moineville nous met en garde contre une simplification excessive, soulignant que la performance globale d'un porte-avions dépend essentiellement des performances des appareils embarqués (Moineville (H.), *La guerre navale*, p. 89).

<sup>1706</sup> Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 124.

<sup>1707</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 126.

<sup>1708</sup> *Ibid.*

<sup>1709</sup> Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 124.

Outre le rôle joué dans la dissuasion nucléaire, le sous-marin constitue un moyen essentiel de guerre anti-surface<sup>1710</sup>. Malgré certaines avancées dans les technologies de détection<sup>1711</sup>, la surveillance du milieu sous-marin demeure une activité difficile. Norman Friedman note ainsi :

*Les sous-marins sont si difficiles à localiser que le problème de la localisation est décomposé [en plusieurs phases :] la détection (qui place un sous-marin quelque part à l'intérieur de la zone de bataille, la classification (la décision que ce qui a été trouvé est bien un sous-marin contre lequel il vaut la peine d'user de quelque armement), la localisation (amener le sous-marin dans le volume de létalité d'une arme), et le guidage [homing] proprement dit, qui mène l'arme jusqu'au sous-marin. Un échec à une quelconque étape réduit à néant l'ensemble de l'attaque<sup>1712</sup>.*

Si l'opacité caractéristique du milieu sous-marin reste différenciée selon le niveau technologique des différentes forces navales<sup>1713</sup>, l'objectif d'un océan transparent demeure, au mieux, un horizon encore flou<sup>1714</sup>. Le sous-marin continue, de ce fait, à disposer de l'avantage d'une furtivité que lui offre le milieu dans lequel il évolue, ceci lui permettant d'évoluer sous des surfaces pouvant être contrôlées par l'ennemi<sup>1715</sup>. *Stricto sensu*, bien que les avancées sur les systèmes *Air Independent Propulsion* démultiplient les capacités des sous-marins conventionnels<sup>1716</sup>, seul le sous-marin nucléaire bénéficie d'une aptitude à 'disparaître' pour une période quasi-indéfinie<sup>1717</sup>. Dans des zones relativement restreintes en termes géographiques, le sous-marin conventionnel, aujourd'hui extrêmement silencieux, reste cependant une pièce majeure dont les actions « ne peuvent être contrecarrées, y compris par les *navy* les plus avancées, qu'après un substantiel investissement

---

<sup>1710</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>1711</sup> Le champ de la détection s'étend aujourd'hui largement au-delà de la seule amélioration des sonars. Martin Edmonds mentionne notamment les recherches en termes de détection des composants chimiques produits par les systèmes de propulsion et des anomalies de champs magnétiques ainsi que les avancées de certains lasers et d'observation de la bioluminescence créée par la perturbation de certains organismes par le passage du sous-marin (Edmonds (M.), « Ant-submarine warfare : New Scenarios » disponible sur <http://www.global-defence.com/2000/pages/antisubs.html>, consulté le 19 avril 2008).

<sup>1712</sup> Friedman (N.), *The US Maritime Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1988, p. 125.

<sup>1713</sup> Holland (W.), « Globalization under the Sea » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, Washington, National Defense University Press, 2002, pp. 337-338.

<sup>1714</sup> Malgré les progrès faits dans des champs technologiques dits 'exotiques', la détection demeure aujourd'hui liée à la dimension acoustique et aux sonars actifs et passifs. John Van Gurley et John Benedict font mention essentiellement de ces deux méthodes (voir Van Gurley (J.), « Submarine Operations and ASW : A View from Both Sides of the Periscope », MIT Security Studies Program Seminar, 7 avril 2004, disponible sur [http://web.mit.edu/ssp/seminars/wed\\_archives\\_04spring/gurley.htm](http://web.mit.edu/ssp/seminars/wed_archives_04spring/gurley.htm), consulté le 22 avril 2008 ; Benedict (J.), « The Unraveling and Revitalization of U.S. Navy Antisubmarine Warfare » in *Naval War College Review*, vol. 58, no. 2, printemps 2005, pp. 92-120). William Holland conclut que « ships operating inside the ocean generally disclose their presence only by leaving their adversary 'a flaming datum', a sinking or severely damaged opponent. No technology is even forecast that will change this situation » (Holland (W.), « Globalization under the Sea », p. 337).

<sup>1715</sup> Martin (L.), *The Sea in Modern Strategy*, p. 93.

<sup>1716</sup> Benedict (J.), « The Unraveling and Revitalization of U.S. Navy Antisubmarine Warfare », pp. 101-102. Owen Coté considère que l'un des dangers principaux auxquels doit faire face l'*US Navy* aujourd'hui est l'association entre système AIP et missiles anti-surface adaptés pour un lancement sous-marin (Coté (O.), *The Third Battle*, Newport, Naval War College Press, 2003, p. 79).

<sup>1717</sup> Holland (W.), « Globalization under the Sea », p. 338.

en temps et en ressources »<sup>1718</sup>. Dans des eaux relativement peu profondes (*shallow waters*), le sous-marin conventionnel bénéficie encore de conditions d'opération plus favorables, les moyens de détection acoustiques étant gênés par les incertitudes quant à la propagation du son et par la multiplicité des objets présents créant un 'bruit de fond'<sup>1719</sup>. La furtivité de la plateforme conjuguée à l'impossibilité de graduer les dommages engendrés par ses systèmes d'armement<sup>1720</sup>, influent nécessairement sur la tâche qui lui est attribuée. Si le sous-marin peut trouver un rôle dans des missions de *sea control* ou de *sea denial* –que celles-ci soient offensives ou défensives<sup>1721</sup>– le rôle premier du sous-marin reste attaché à une mission de déni, Owen Coté notant que « depuis le début du XXème siècle, les sous-marins ont été des *armes de choix pour les puissances navales plus faibles* désirant contester le *control of the sea* d'une puissance dominante ou la capacité de cette dernière à projeter sa puissance de la mer vers la terre. Ceci provient du fait que les sous-marins ont été, et devraient demeurer, le système d'armement disposant du plus grand poids dans une bataille pour le contrôle de la surface de l'océan »<sup>1722</sup>.

De même que l'apparition et la croissance des capacités aériennes avaient eu un fort impact sur les forces navales, le développement des technologies de l'information tend à adjoindre une nouvelle composante à ces forces. La 'révolution de l'information' repose sur une triple révolution technologique. La première attachée au perfectionnement et à la baisse des prix des technologies de détection favorisant la production d'un tissu de systèmes permettant de créer une « *situational awareness* » démultipliant à la fois les dimensions de l'espace sous surveillance et la précision de l'information à disposition<sup>1723</sup>. La deuxième est relative au traitement de l'information dont l'avancée offre la possibilité de fournir à toute plateforme d'attaque une information précise en temps réel<sup>1724</sup>. La dernière s'enracine dans le développement des armements permettant la production relativement peu coûteuse de munitions de haute précision<sup>1725</sup>. Dans une version idéalisée, cette 'révolution' opère un passage d'une « *platform-centric warfare* » à une « *network-centric*

---

<sup>1718</sup> *Ibid.*, p. 340.

<sup>1719</sup> Garnder (W.J.R.), *Antisubmarine Warfare*, Londres, Brassey's, 1996, p. 55.

<sup>1720</sup> Eric Grove note que « the kind of damage they can inflict with their primary torpedo or missile weapons is almost always fatal and catastrophic » (Grove (E.), *The Future of Sea Power*, p. 132.), faisant

<sup>1721</sup> Hervey (J.), *Submarines*, New York, Brassey's, 1994, pp. 6-11.

<sup>1722</sup> Coté (O.), *The Third Battle*, p. 1 (nous soulignons).

<sup>1723</sup> Smith (E.), « Network-centric Warfare : What's the Point » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, p. 229.

<sup>1724</sup> *Ibid.*, p. 230.

<sup>1725</sup> *Ibid.*

warfare »<sup>1726</sup>, créant les conditions d'une *cooperative engagement capability*, définie comme « un réseau pouvant instantanément partager des informations concernant la détection et le ciblage [*targeting*] entre [des plateformes basées] en mer, dans l'air et à terre »<sup>1727</sup>. S'il est absurde de dénier la profondeur des développements technologiques, une certaine prudence demeure cependant nécessaire quant à l'impact réel au niveau stratégique. Geoffrey Till note ainsi que, dans son contenu, le concept de *network centric warfare* est loin d'être une innovation pour les forces navales<sup>1728</sup>. Edward Smith souligne parallèlement que le concept ne constitue pas une solution universelle et que les deux formes de la guerre demeurent en cohabitation<sup>1729</sup>. Si le rythme de développement technologique est certainement soutenu, il reste cependant dans les limites d'une perspective d'évolution et non de révolution, les forces actuelles étant plus susceptibles d'absorber les innovations que d'être renvoyées au rang de l'obsolescence par ces dernières<sup>1730</sup>. Dans cette perspective, le contrôle de la sphère informationnelle apparaît comme une condition nécessaire mais non suffisante à l'établissement d'un *sea control*.

Si la stratégie continue à être « le pont reliant la puissance militaires aux objectifs politiques »<sup>1731</sup>, l'instrument militaire n'a de valeur que dans la mesure où il est susceptible de répondre efficacement aux objectifs définis par le politique. Dans cette perspective, les disparités de taille et de structuration entre différentes forces navales font écho aux différences de missions que ces dernières sont amenées à remplir<sup>1732</sup>. Les performances d'une force navale donnée ne sont donc comparables à celles d'une autre que dans la mesure où sont prises en compte de très probables dissimilarités dans les missions attribuées. Harold

---

<sup>1726</sup> Ellis (J.), « Traditional Naval Roles » in Schultz (R.), Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21st-Century Operations*, Washington, Brassey's, 2000, p. 144.

<sup>1727</sup> *Ibid.*

<sup>1728</sup> Till (G.), *Seapower, A Guide for the Twenty-First Century*, p. 134.

<sup>1729</sup> Smith (E.), « Network-centric Warfare : What's the Point », pp. 244-245.

<sup>1730</sup> Pour une critique du caractère 'révolutionnaire' de la 'révolution dans les affaires militaires, voir O'Hanlon (M.), *Technological Change and the Future of Warfare*, Washington, Brookings Institution, 2000. En termes généraux, le passage supposé à une ère de *network centric warfare* et à un espace de bataille devenu transparent, vierge du 'brouillard de la guerre' clausewitzien reste douteux. La critique générale de Stephen Cimbala à l'encontre d'un certain fétichisme technologique semble ici assez largement applicable. Cimbala note en effet : « the solution to most threat to U.S. security is seen by some to lie in maintaining supremacy in key technologies of the information age: command, control, communications, computers, intelligence, surveillance, and reconnaissance; stealth; long-range, precision strike. Mastery of the revolution in military affairs will, in this optimistic and technologically determined view, allow the United States to prevail over adversaries present and future. *This view is not only wrong, but dangerous. There is no technology fix to U.S. security requirements* » (Cimbala (S.), *Clausewitz and Chaos*, Westport, Praeger, 2000, p. 198).

<sup>1731</sup> Gray (C.), *Modern Strategy*, p. 12.

<sup>1732</sup> Turner (S.), « The Naval Balance : Not Just a Number Game », p. 340. Stansfield Turner note ailleurs « It is not easy matter to decide what kind of navy you should have. There is no one answer, for the simple reason that it depends what you want your navy for » (Turner (S.), « Designing a Modern Navy : A Workshop Discussion » in Alford (J.), *Seapower and Influence*, p. 70).

Kearsley note ainsi que, selon que l'objectif poursuivi se formule en termes de contrôle ou de déni, la structure des forces nécessaires s'oriente vers des systèmes d'armements différents. Alors que les forces navales visant le déni tendent à se concentrer sur des plateformes et armements qui permettent avant tout de surprendre et d'attaquer les plateformes navales adverses, celles convoitant le contrôle –et, par conséquent, l'usage– tendent à acquérir des systèmes caractérisés par leur capacité de survie dans un environnement hostile<sup>1733</sup> et ceux permettant la projection de force contre la terre. La constitution d'une force de déni par une puissance inférieure apparaît donc dissimilaire à une simple copie de flottes plus puissantes. Père de la puissance navale soviétique, Gorshkov soulignait : « il est erroné d'essayer de construire une flotte sur un modèle et une ressemblance à [celle de la] plus puissante des *sea power*, et de déterminer les exigences concernant la construction de notre propre flotte sur de simples critères quantitatifs et ratios de composition [des forces]. Chaque pays a des besoins spécifiques concernant ses forces navales, [besoins] qui influencent leur développement »<sup>1734</sup>.

L'inclusion des dimensions en termes de capacités et de missions nous permet de reconsidérer la hiérarchie des forces navales proposées par Eric Grove<sup>1735</sup>. Si les rangs occupés par les forces majeures disposant d'une capacité de projection globale n'appellent pas de modification substantielle du fait des exigences touchant tous les domaines, les dissymétries entre les capacités et les instruments de *sea control*, celles propres au *sea denial* et celles permettant la projection de forces impliquent une différenciation dans les rangs inférieurs. Pour reprendre l'une des multiples différenciations établies par Stansfield Turner<sup>1736</sup>, si la projection globale de force et l'appui aérien tactique depuis la mer exigent la possession de porte-avions, le déni d'accès aux eaux côtières peut se contenter d'une aviation basée à terre et de *fast-attack crafts*. De même, une force navale plus intéressée par la contestation du *sea control* adverse que par l'établissement d'une capacité d'intervention majeure au-delà de son environnement proche tend à privilégier l'acquisition de sous-marins d'attaque et de destroyers et à reléguer à un second plan celle de croiseurs et de porte-avions. Il apparaît donc, à nouveau un décrochage possible, entre, d'une part, une force navale au plus haut point performante

---

<sup>1733</sup> Kearsley (H.), *Maritime Power and the Twenty-First Century*, Dartmouth, Adelshot, 1992, p. 88.

<sup>1734</sup> Gorshkov (S.), *The Sea Power of the State*, Annapolis, Naval Institute Press, 1979, p. 254.

<sup>1735</sup> Eric Grove propose une division en neuf échelons comportant, dans l'ordre décroissant : *Major Global Force Projection Navy (complete)*, *Major Global Force Projection Navy (Partial)*, *Medium Global Force Projection Navy*, *Medium Regional Force Projection Navy*, *Adjacent Force Projection Navies*, *Offshore Territorial Defence Navies*, *Inshore Territorial Defence Navies*, *Constabulary Navies*, *Token Navies* (Grove (E.), *The Future of Sea Power*, pp. 237-240).

<sup>1736</sup> Stansfield Turner établit deux 'thermomètres' représentant le *sea control* et la capacité de projection (Turner (S.), « Designing a Modern Navy : A Workshop Discussion », p. 67).

dans sa mission de déni, mais peu apte à affirmer son propre contrôle et à projeter ses forces –du fait d’un choix stratégique se répercutant dans les plateformes et armements acquis– et, d’autre part une force navale hautement performante dans tous les secteurs d’activités possibles. Dans une telle perspective, la classification des forces navales apparaît un exercice ne pouvant prendre un sens que dans la mesure où est mise au premier plan la différence de mission, l’incapacité à projeter ses forces de façon significative n’ayant *a priori* aucun impact sur la capacité à tenir en respect un adversaire notoirement plus puissant en termes de projection mais incapable de surmonter les obstacles imposés par une stratégie de déni.

## ***IV- Réorientation nucléaire : le contournement de la vulnérabilité.***

La manière la plus simple de concevoir la situation du nucléaire dans la période postérieure à la Guerre Froide est sans aucun doute celle qu’exprime Joseph Nye déclarant que « si la dissuasion [deterrence] est parvenue à empêcher 10,000 missiles soviétiques d’atteindre les Etats-Unis, [l’idée] que celle-ci ne puisse empêcher 20 missiles chinois d’atteindre l’Alaska me déconcerte ». <sup>1737</sup>. L’impasse faite sur la multiplicité des enjeux et variables propres à l’établissement d’une situation de dissuasion nucléaire, corollaire à la focalisation exclusive sur un ratio quantitatif devenu extrêmement favorable, fige le paysage dans un statisme douteux. Une telle démarche suppose que, malgré les modifications substantielles de la structure du système international, des dynamiques le parcourant et l’avènement de nouvelles technologies, la dissuasion demeure le grand point invariant. L’association intuitive et univoque de l’arme nucléaire à la dissuasion implique une symétrie entre passé et présent qui reste difficilement justifiable. Dès 1964, André Beaufre soulignant la différence entre avantage probable de l’attaque au niveau tactique et supériorité certaine de la défense au niveau stratégique, notait :

*En dissuasion nucléaire, la mobilité ne paraît guère intervenir, mais ici encore c’est que la capacité défensive s’est fortement accrue au détriment de la capacité offensive : les sous-marins et les silos bétonnés de 1964 jouent le rôle des tranchées et des fils de fer de 1915. Cette situation n’est ni inévitable, ni définitive [...] il importe de souligner que la situation actuelle n’a qu’une valeur transitoire et qu’elle peut à tout moment être modifiée par une innovation technique* <sup>1738</sup>

---

<sup>1737</sup> Joseph Nye cité dans Payne (K.), *Deterrence in the Second Nuclear Age*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996, p. 41.

<sup>1738</sup> Beaufre (A.), *Stratégie et dissuasion*, Paris, Armand Colin, 1964, pp. 50-51 (nous soulignons).

La citation précédente de Joseph Nye tend par ailleurs à présenter la problématique nucléaire de façon unilatérale, occultant le questionnement quant à la possibilité pour des acteurs plus faibles de dissuader les possibles velléités offensive de la puissance dominante. Enfin, le transfert mécanique de la dissuasion de la période de Guerre Froide à celle qui suit tend à universaliser indûment l'efficacité de la dissuasion<sup>1739</sup>. Kenneth Payne souligne ainsi que l'efficacité de la dissuasion –dans son cas d'étude, la dissuasion américaine– repose sur : une compréhension générale par l'adversaire de la menace dissuasive ; la capacité du 'dissuadant' à rendre crédible, efficace et mesurable sa menace ; la compréhension par l'adversaire de l'attitude qu'il doit adopter ; que le 'dissuadé' ait un contrôle sur ses propres forces ; et enfin que le 'dissuadé' ait une certaine latitude dans le choix de sa politique<sup>1740</sup>. L'échec dans l'un de ces maillons met en péril l'édifice entier de la dissuasion. Or si la dissuasion constitue un édifice fragilisé, elle ne peut logiquement servir de base première à la construction d'un environnement présentant d'essentielles garanties de sécurité aux Etats.

## A- La dimension nucléaire du Réalisme Offensif.

Contestant l'hypothèse d'une obsolescence de la rivalité entre grandes puissances enracinée dans l'apparition de l'arme nucléaire, John Mearsheimer souligne que cette dernière est plus susceptible de susciter la compétition que de l'apaiser. Dans un système international devenu nucléarisé mais demeurant anarchique, l'objectif premier d'une grande puissance demeure la recherche de la 'supériorité nucléaire'<sup>1741</sup>. L'immense puissance de destruction dont dispose l'arme nucléaire constitue, dans ce contexte, un élément favorisant

---

<sup>1739</sup> Kenneth Payne souligne la conceptualisation fallacieuse de la dissuasion Durant la Guerre Froide notant : « Cold War deterrence framework promised to deliver 'stability' based near-exclusively on a condition of the nuclear balance : stable deterrence was deemed to be near-certain result of mutual secure retaliatory threats of nuclear annihilation » (Payne (K.), *The Fallacies of Cold War Deterrence and a New Direction*, Lexington, University Press of Kentucky, 2001, p. 21).

<sup>1740</sup> Payne (K.), *Deterrence in the Second Nuclear Age*, Lexington, University Press of Kentucky, 1996, p. 62. Le deuxième et le cinquième points ont fait l'objet d'études approfondies par Thomas Schelling, ce dernier focalisant son attention sur la possible manipulation des termes de la relation entre deux protagonistes. De façon archétypale : « often we must maneuver into a position where we no longer have much choice left. This is the old business of burning bridges » (Schelling (T.), *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966, p. 43). Certaines situations de 'choix impossible' semblent cependant pouvoir être distinguées de complexes manipulations du risque et de la crédibilité de la réponse. Si celles-ci demeurent fondamentales dans des exercices de dissuasion élargie, il paraît peu utile et difficile de rendre 'plus crédible' une riposte en cas d'attaque du territoire national. Dean Wilkening et Kenneth Watman avancent ainsi : « in the extreme case in which one state has 'nothing to lose' and the other state is a status-quo power, it is not hard to imagine who will lose the [risk-taking] competition » (Wilkening (D.) & Watman (K.), *Nuclear Deterrence in a Regional Context*, Santa Monica, RAND, 1995, p. 12n14) et notent plus loin « 'Vital' interests are, by definition, those interests central to the survival of the state or the regime governing the state. Resolve is rarely an issue with respect to the defense of those interests. On the other hand, a state's resolve to defend less-than-vital interests is not always clear. » (p. 15).

<sup>1741</sup> « In its boldest and most well-known form, nuclear superiority exists when a great power has the capability to destroy an adversary's society without fear of major retaliation against its own society » (Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 129).

l'approfondissement de l'antagonisme plus que de la coopération, la possession de la supériorité –par définition insécable– dans ce champ, apportant une solution pouvant être unique et définitive aux questions de sécurité auxquelles un Etat est susceptible de faire face. John Mearsheimer souligne ainsi :

*Une grande puissance [qui] parvient à la supériorité nucléaire [...] devient un hegemon, ceci signifiant, en réalité, qu'il n'existe plus de grande puissance adverse rivalisant avec lui pour sa sécurité. Les forces conventionnelles sont, dans un tel monde, de peu d'importance pour la balance of power*<sup>1742</sup>.

Si l'on admet que l'interdit pesant sur le nucléaire émane essentiellement de la capacité de l'adversaire à riposter en termes similaires, la situation de 'supériorité nucléaire' lève, par définition, le tabou portant sur l'usage. Trivialement, « l'hegemon nucléaire peut menacer d'user de son arsenal potentiel pour infliger de vastes destructions à l'Etat rival, éliminant efficacement ce dernier en tant qu'entité politique viable »<sup>1743</sup>, la persuasion étant désormais rendue efficace par l'immunité à toutes représailles.

La configuration idéale du monopole nucléaire étant devenue obsolète depuis un demi-siècle, la recherche d'une 'supériorité nucléaire' peut prendre deux formes plus complémentaires qu'exclusives<sup>1744</sup>. La première voie est l'acquisition d'une capacité de 'première frappe' permettant la neutralisation de l'arsenal et de la riposte potentielle de l'adversaire, le rendant de ce fait vulnérable à toute pression. Dans cette perspective, la 'supériorité nucléaire' prend un tout autre sens que le simple franchissement d'un seuil quantitatif<sup>1745</sup> et porte ses exigences sur un ensemble de facteurs incluant entre autres la précision des vecteurs, la certitude quant au nombre, quant à la localisation et quant à la vulnérabilité des cibles. Une seconde voie possible est la constitution de défenses contre les vecteurs susceptibles de délivrer l'arme nucléaire. Dans les conditions où continuent de prédominer les fruits de la « mutation balistico-nucléaire »<sup>1746</sup>, une telle défense signifie principalement la mise au point d'un bouclier efficace contre l'ensemble de l'éventail des missiles balistiques. Ainsi que le souligne John Mearsheimer, les exigences imposées par chacune des deux voies

---

<sup>1742</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>1743</sup> *Ibid.*, p. 129.

<sup>1744</sup> La défense passive est considérée, dès 1946, comme entièrement hors de propos (Brodie (B.), « Implications for Military Policy » in Brodie (B.), *The Absolute Weapon*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1946, p. 71). Les deux formes évoquées sont déjà évoquées par André Beaufre dans Beaufre (A.), *Stratégie et dissuasion*, pp. 40-41.

<sup>1745</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 129.

<sup>1746</sup> Poirier (L.), *Des stratégies nucléaires*, Bruxelles, Editions Complexe, 1977, p. 116. Lucien Poirier souligne la profonde mutation apportée par la superposition de la puissance destructrice de l'arme nucléaire et la concentration de l'espace et du temps permise par le missile balistique. La réserve que le général Poirier formule à l'égard de la précision a été en partie surmontée par les progrès effectués en matière de guidage, le *MX-Peacemaker* (ICBM) et le *Trident II* (SLBM) atteignant des ECP de 90 mètres, ce qui apparaît « more than enough [to] any surface target by placing it in the crater of the blast » (« Nuclear Weapon Database : United States Arsenal » disponible sur <http://www.cdi.org/nuclear/database/usnukes.html>, consulté le 25 avril 2008).

possibles impliquent que la ‘supériorité nucléaire’ demeure difficile à atteindre<sup>1747</sup>. L’erreur serait cependant de confondre cette difficulté avec une impossibilité et de conclure que l’acquisition d’une force nucléaire minimale est nécessairement satisfaisante et suffisante. Si, ainsi que vu précédemment, l’hégémonie globale est désirable mais difficilement atteignable, le moyen nucléaire qui permet d’y parvenir dispose de caractéristiques similaires.

Si le prétendant à une hégémonie globale est motivé par l’établissement d’une supériorité nucléaire, les puissances d’un rang inférieur apparaissent, en premier lieu, aspirer à la préservation ou à la constitution d’une force de ‘seconde frappe’ définie comme « [une force] capable d’assurer des représailles efficaces même après avoir absorbé la première frappe ennemie »<sup>1748</sup>. De façon triviale, l’objectif réside dans la possibilité d’une « *menace de représailles* » qui suppose « une ‘force de frappe’ d’une puissance suffisante pour détourner l’adversaire d’employer la sienne » et qui vise « à atteindre directement la volonté de l’adversaire sans passer par l’intermédiaire d’une épreuve de force »<sup>1749</sup>. Dans cette compétition entre la garantie de la ‘seconde frappe’ et la construction d’une ‘première frappe’, la partie cherchant à se prémunir contre une potentielle ‘supériorité nucléaire’ dispose d’avantages qui restent, au moment présent, d’une importance décisive. Adossées à une stratégie anti-cités, les exigences de précision pesant sur la force de seconde frappe restent minimales. Par contraste, l’établissement d’une capacité de ‘première frappe’ porte une exigence de connaissance parfaite de la localisation des cibles ainsi qu’une grande précision et fiabilité des vecteurs, tandis que la défense suppose un haut degré de confiance placée dans les intercepteurs<sup>1750</sup>. En un certain sens, la réussite, virtuelle, d’une capacité de ‘première frappe’ ne peut se traduire que dans la destruction ou l’interception de l’immense majorité, voire de *tous*, des missiles –et autres vecteurs– susceptibles d’être porteurs de représailles ; celle de la ‘seconde frappe’ se mesure à l’aune d’une destruction

---

<sup>1747</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 130.

<sup>1748</sup> Freedman (L.), *The Evolution of Nuclear Strategy*, New York, Palgrave MacMillan, 2003, p. 128.

<sup>1749</sup> Beaufre (A.), *Introduction à la stratégie*, pp. 106-107.

<sup>1750</sup> Si l’on envisage le lancement simultané de trois intercepteurs disposant d’une probabilité de réussite individuelle de 0,5 ; le missile dispose encore d’une chance de survie sur dix ; taux certes relativement bas mais prenant une connotation particulière dans le cadre nucléaire.

significative rendant non-profitable l'initiative du plus puissant<sup>1751</sup>, une telle capacité semblant exiger la survie de quelques dizaines de têtes nucléaires plutôt que celle de quelques milliers.

## **B- Implications relatives à la dissuasion et au 'contrôle de l'escalade'.**

La logique de la 'supériorité nucléaire' implique un contrôle total de la possibilité d'escalade, ce qui suppose *a priori* que cette dernière si elle résulte d'une dynamique 'naturelle' de la guerre, est néanmoins susceptible d'être infléchie de façon décisive par l'(es) acteur(s)<sup>1752</sup>. Dans cette perspective, l'acquisition d'une capacité anti-force ou d'une défense anti-missile fiable est sous-tendue par une volonté de déterminer unilatéralement un niveau maximum sur le « clavier de violence »<sup>1753</sup>. Certes, du fait que le conflit demeure animé par une « dialectique des volontés »<sup>1754</sup> et ne s'ancre jamais dans une rivalité exclusivement matérielle, il apparaît clairement que « la seule supériorité militaire n'assure pas nécessairement la 'domination de l'escalade' »<sup>1755</sup>. La dépossession, plus ou moins complète, imposée à l'adversaire des moyens lui permettant d'effectuer l'escalade dispose néanmoins d'un impact nécessairement significatif. En effet, tant que la partie la plus faible conserve une capacité à rehausser le niveau de violence du conflit –y compris par les voies les plus drastiques, et peut-être moins crédibles– une certaine prudence est nécessaire de la part du plus puissant, « les gagnants ne [pouvant] pas se permettre de presser les 'perdants' »<sup>1756</sup>. Par contraste, dans une situation où la capacité de première frappe et/ou la défense anti-missile de l'un des protagonistes rendent

---

<sup>1751</sup> Discutant de la centralité de la riposte dans une stratégie de dissuasion, André Beaufre notait : « si l'attaque par la première frappe ne devient probable, donc plausible, que parce qu'elle est capable de réduire notablement la riposte par la deuxième frappe adverse, il devient évident que sa qualité primordiale résidera dans l'aptitude à détruire la plus grande part possible des forces de riposte ; la première frappe doit donc être en priorité anti-forces, sinon elle ne ferait qu'appeler une riposte intacte et toujours trop redoutable. Au contraire, puisque la dissuasion de cette attaque repose sur la crainte de la riposte, il faut que celle-ci soit aussi invulnérable que possible à la première attaque et que sa capacité de destruction soit la plus lourde possible pour l'agresseur, donc qu'elle prenne en otages les villes, les usines et plus généralement les ressources : la deuxième frappe doit donc être en priorité anti-ressources » (Beaufre (A.), *Stratégie et dissuasion*, pp. 36-37).

<sup>1752</sup> Richard Smoke distingue entre deux modes de compréhension complémentaire de l'escalade : d'une part, « the phenomenal image presents escalation as being a natural *phenomenon* of war, a process that seems to get started and keep going on its own, partly outside the control of any participant » ; d'autre part, « the actor model [that] includes the ideas that escalation is not a neutral possibility, which may be decided upon and may not; that it sometimes is decided upon and carried out; and that control is a tangential or nonproblematical issue » (Smoke (R.), *War: Controlling Escalation*, Cambridge, Harvard University Press, 1977, p. 21).

<sup>1753</sup> Beaufre (A.), *Stratégie et dissuasion*, p. 78.

<sup>1754</sup> Beaufre, *Introduction à la stratégie*, p. 34.

<sup>1755</sup> Kahn (H.), *De l'escalade*, Paris, Calmann-Lévy, 1966, p. 36.

<sup>1756</sup> *Ibid.*, p. 137.

matériellement irréalisable le franchissement du seuil nucléaire pour le second, l'ensemble des intérêts de ce dernier qui se trouvait défendu –directement ou indirectement– par la manipulation du risque nucléaire devient inévitablement vulnérable. L'établissement d'une 'supériorité nucléaire' permet de créer une configuration où le plus puissant est à même de jouer à volonté sur l'ensemble du « clavier de la violence » tout en interdisant certaines octaves à l'adversaires. En d'autres termes, l'escalade se fait alors de façon dissymétrique et n'implique pas, pour le dominant, de risque majeur. Trivialement, la logique de 'domination de l'escalade' par la 'supériorité nucléaire' s'inscrit dans une logique plus large de contrôle décrite par J.C. Wylie, ce dernier avançant :

*Le but premier du stratégeste dans la conduite de la guerre est d'établir un degré particulier de contrôle sur l'ennemi afin de réaliser les objectifs propres de ce stratégeste ; ceci est réalisé par le contrôle du style [pattern] de la guerre ; et ce contrôle du style de la guerre est obtenu par la manipulation des centres de gravité de la guerre pour le bénéfice du stratégeste et le désavantage de l'adversaire<sup>1757</sup>.*

La logique de la recherche d'une 'supériorité nucléaire' s'inscrit indubitablement en porte-à-faux avec celle de la dissuasion mutuelle ayant pour conséquence, pour le moins contre-intuitive, une sécurité mutuelle. Réinscrite dans le cadre du réalisme offensif, la situation d'équilibre relatif de la dissuasion entre deux puissances nucléarisées apparaît, pour tout Etat nucléarisé, comme le moindre des maux plus que comme un horizon désirable en soi. Si la situation de destruction mutuelle assurée est infiniment préférable à celle où nous nous tenons seuls dans une position vulnérable, il fait peu de doute que, pour la puissance disposant des moyens suffisants à l'obtention d'une 'supériorité nucléaire', l'acceptation d'un haut degré de vulnérabilité apparaît en contradiction complète avec l'idée de maximisation de la sécurité<sup>1758</sup>. L'émergence d'une capacité de première frappe ou l'acquisition d'une défense anti-missiles disposent d'une importance cruciale dans la mesure où elles entraînent une modification substantielle des paramètres de la dissuasion. L'efficacité de la dissuasion nucléaire, pour reprendre l'expression de Lucien Poirier, dépend des termes de la « loi de l'espérance stratégique »<sup>1759</sup>, c'est-à-dire de l'importance des gains et des pertes envisagés à l'occasion d'une décision, et des probabilités respectives de ceux-ci. De façon plus formelle, l'« espérance politicostratégique (ε) d'un parti A placé devant plusieurs décisions et conduites possibles à propos de la dévolution d'un enjeu (E), objet de litige avec un antagoniste D, [est] la 'grandeur' qui s'identifie à la différence entre l'espérance

---

<sup>1757</sup> Wylie (J.C.), *Military Strategy*, p. 77.

<sup>1758</sup> Le niveau de destruction nécessaire à la destruction mutuelle assurée était estimé à la naissance du concept à plus d'un cinquième de la population et plus de la moitié de la capacité industrielle de l'adversaire (Friedman (L.), *The Evolution of Nuclear Strategy*, p. 233).

<sup>1759</sup> Poirier (L.), *Des stratégies nucléaires*, p. 162.

de gain ( $G_a$ ) et le risque ( $R_a$ ) attachés à telle ou telle décision »<sup>1760</sup>. En admettant une rationalité minimale, l'acteur tend à choisir la solution qui lui offre une espérance politicostratégique maximale, soit, trivialement, celle où le gain réel qu'il estime pouvoir tirer d'une situation est supérieur aux risques réels escomptés. Dans cette perspective, il est important de souligner que ce calcul n'apparaît pas 'symétrique' au sens où « le même enjeu (E) signifie des intérêts ( $E_a$ ) et ( $E_d$ ) différents pour A et D, chacun l'appréciant pour sa contribution à son projet politique en cours d'exécution »<sup>1761</sup>, une même différence existant quant aux risques affectant le calcul de chacun des acteurs. Par la modification de l'ensemble des membres de l'équation, la recherche, et l'obtention possible, de la supériorité nucléaire modifient radicalement l'espérance politicostratégique de chacun des acteurs.

Au centre du principe de dissuasion mutuelle réside l'idée que l'initiative nucléaire de chacune des parties reste interdite par l'existence de risques engendrés par la riposte adverse annihilant et surpassant le possible bénéfique d'une frappe –i.e. les espérances politicostratégiques des deux protagonistes se trouvent simultanément négatives dans la configuration d'une initiative nucléaire. La réalisation d'une probabilité non-nulle de réponse et la possession d'une force de seconde frappe minimale suffisent à elles seules à garantir l'absence d'initiative, le niveau de dévastation engendré par une réplique nucléaire suffisant à garantir un risque inacceptable. Le modèle de l'espérance politicostratégique n'impose cependant aucune fixité d'une situation de dissuasion, Lucien Poirier notant que « chaque parti s'efforcera de modifier à son profit le rapport espérance gain-risque ; cela grâce à des opérations affectant les facteurs de probabilité qui déterminent ce rapport et anticipant, pour les prévenir ou les contrer, celles dont l'autre serait capable pour agir sur ces mêmes probabilités »<sup>1762</sup>. La dissuasion n'apparaît donc pas liée à un (des)équilibre à caractère comptable entre deux arsenaux, mais s'avère dépendante des spécificités d'une situation, la plus saillante d'entre elles étant certainement la différence d'importance que chaque acteur accorde à l'enjeu. De toute évidence l'introduction d'une capacité de première frappe ou d'une défense anti-missiles dispose d'un impact significatif sur les calculs relatifs à l'espérance politicostratégique de chacun des protagonistes et sur la 'stabilité' de la dissuasion. Par la destruction préemptive ou préventive de l'arsenal de seconde frappe de l'adversaire et/ou par l'interception de la riposte, l'acquisition d'une 'supériorité nucléaire' a pour effet

---

<sup>1760</sup> *Ibid.*, p. 167. Lucien Poirier pose simplement:  $\varepsilon = G_a - R_a = E_a * p_1 - C_a * p_2$  (où  $\varepsilon$  est l'espérance politicostratégique, G le gain espéré, R le risque associé, E la valeur de l'enjeu,  $p_1$  la probabilité de succès, C le coût du conflit,  $p_2$  la probabilité de ce coût).

<sup>1761</sup> Poirier (L.), *Des stratégies nucléaires*, p. 166.

<sup>1762</sup> *Ibid.*, p. 170.

d'anéantir la crédibilité matérielle de la réplique adverse, et fait, par conséquent, tendre vers zéro le risque réel associé à l'initiative nucléaire. Cette annulation du risque réel n'est par ailleurs pas spécifique à une configuration particulière ; elle s'applique à l'ensemble des situations, centrales et périphériques, disposant d'une dimension nucléaire. En d'autres termes, la possibilité d'intimidation nucléaire par la partie disposant d'une supériorité en ce domaine est rendue possible quelle que soit la situation considérée et quelle que soit la détermination adverse<sup>1763</sup>.

La relativisation des contraintes que le réalisme offensif de John Mearsheimer fait peser sur les prétentions à l'hégémonie globale implique une réappréciation des moyens à la disposition des différentes parties. De même que la possibilité de l'hégémonie régionale implique la recherche de cette dernière par l'ensemble des grandes puissances, la possibilité de l'hégémonie globale engendre nécessairement la poursuite de celle-ci par les hegemons régionaux établis. Or une telle quête nécessite l'acquisition de moyens trans-continentaux considérables permettant à un hegemon régional de porter l'affrontement au-delà des frontières de sa région d'origine. Un tel accès ne peut cependant être garanti que par la possession de forces navales conséquentes, dont le rôle premier est de conserver ouvertes les lignes de communications au travers desquelles la puissance peut être projetée. Or cette introduction d'une relativité dans le concept du *stopping power of water* implique qu'une puissance régionale (non hégémonique) ne peut se réfugier avec confiance derrière les obstacles océaniques. Si le *sea power* dans sa version de *sea control* est une composante essentielle d'une stratégie visant à l'établissement d'une hégémonie globale ; l'opposition à cette dernière nécessite l'acquisition d'une capacité significative en termes de *sea denial*. Pour reprendre la dichotomie de Bernard Brodie, le *sea power* apparaît comme une 'première ligne d'attaque' dans le premier des cas, et comme une 'première ligne de défense' dans le second. De même, la rigidification du nucléaire dans un cadre de la dissuasion réciproque occulte par trop la volonté et la possibilité pour les plus puissants acteurs d'acquérir une position de 'supériorité nucléaire'. Dans cette perspective, une dichotomie sépare un prétendant à

---

<sup>1763</sup> Dans une certaine mesure, même dans le cadre d'une 'première frappe' ou d'une défense anti-missiles imparfaite, l'éventail de situations dans lesquelles la menace nucléaire est rendue crédible s'accroît. André Beaufre note que « deux adversaires, dont l'un a par exemple une capacité efficace de riposte de 90% (capacité effective de destruction de 90% des ressources de son adversaire) et l'autre a une capacité de riposte de 15%(capacité effective de destruction de 15% des ressources de son adversaire) sont dans une situation de dissuasion réciproque, –au moins tant que l'enjeu ne sera pas tel que le plus fort accepte l'idée de perdre 15% de ses ressources » (Beaufre (A.), *Stratégie et dissuasion*, p. 39 ; Beaufre souligne cependant que cette dissuasion réciproque possible ne rend aucunement les deux protagonistes égaux). L'apparition d'une capacité de première frappe efficace et/ou d'une défense anti-missile par le plus fort fait chuter drastiquement la 'capacité efficace de riposte' du plus faible et élargit l'éventail de situations où le plus fort est susceptible d'intervenir du simple fait que ce dernier est plus susceptible d'accepter une destruction de 1% de ses ressources que celle de 15% de celles-ci.

l'hégémonie globale s'efforçant d'atteindre cette suprématie, des puissances secondaires dont l'objectif vise essentiellement à garantir une capacité à se défendre des interférences et menaces possibles de celui-ci.

## Chapitre X. Tendances et particularités de la modernisation de l'Armée Populaire de Libération.

Si la modernisation de l'appareil militaire chinois n'apparaissait originellement que comme la quatrième des modernisations, venant après celle de l'agriculture, de l'industrie et des sciences et technologies, elle a suivi, dans la période de l'après-Guerre Froide, un rythme pour le moins soutenu. Si les hausses significatives et répétées du budget attribué à la Défense ont généralement retenu l'attention, la modernisation de l'Armée Populaire de Libération apparaît comme un phénomène complexe et multiforme. Une des particularités saillantes de ce mouvement est toutefois la réorientation depuis une focalisation exclusive sur les forces terrestres vers un privilège plus grand accordé aux forces aérienne et navale. Dans un contexte où l'usage de la force n'est plus envisagé comme une défense en profondeur du territoire chinois, les espaces maritimes et aériens trouvent une nouvelle centralité. Si les caractéristiques probables du conflit envisagé par Beijing ont subi de substantielles modifications, certaines constantes demeurent, dont la plus saillante est certainement la position de faiblesse de la Chine vis-à-vis de son possible adversaire. Conjugée à la 'navalisation' des problématiques de sécurité chinoise et au caractère inextricable des liens entre espaces maritimes et aériens, cette position d'infériorité vraisemblable implique pour Beijing un mode particulier de modernisation, axé sur une stratégie de *sea denial* et minorant, au moins momentanément, les éléments liés au *sea control*, et sur un privilège à la constitution de 'poches d'excellence' –plutôt qu'à une simple copie miniaturisée de la structure des forces adverses. L'Armée Populaire de Libération a ainsi poursuivi la constitution accélérée de capacités qui, dans les scénarii probables d'emploi, lui permettent de rendre extrêmement difficile l'interférence d'une puissance extra-régionale –i.e. les Etats-Unis. La modernisation de la capacité nucléaire chinoise ne semble pas suivre une voie divergente et s'inscrit dans cette même perspective d'une lutte contre une possible intervention. La particularité tient essentiellement dans l'asymétrie du dialogue nucléaire entre Washington et Beijing, la première étant en quête d'une position de supériorité nucléaire alors que la seconde se trouve à la recherche d'un renforcement de sa capacité et de la crédibilité de ses forces de dissuasion.

# ***I- Contextes pour un possible usage de la force.***

Parmi les problèmes auxquels les forces armées chinoises sont susceptibles de faire face, le règlement de la question taiwanaise occupe une place centrale. L'opiniâtre refus de Beijing de renoncer à la possibilité d'un recours à la force pour éviter la dérive de l'île vers l'indépendance s'est ainsi accompagné de mises en gardes 'pratiques' venant souligner la constance de la volonté chinoise, à défaut d'une capacité réelle de reprendre l'île aux forces nationalistes. En 1954, en réponse au traité de défense mutuelle signé entre Washington et Taipei –qui comporte pour Beijing le double risque d'un détachement de l'île du continent et de l'organisation d'une alliance anticommuniste entourant la Chine, les forces chinoises bombardent les îles de Jinmen et de Mazu<sup>1764</sup>. Quatre années plus tard, parallèlement au lancement du 'grand bond en avant', le bombardement des îles reprend et, bien que fortement réduit dans son intensité à une manifestation symbolique, continue jusqu'en 1979<sup>1765</sup>. En 1995 et 1996, l'Armée Populaire de Libération permettait à nouveau l'expression du mécontentement et de la détermination chinoise face à l'évolution des relations entre Etats-Unis et Taiwan. Quelle que soit l'atmosphère régnant entre les deux rives du détroit, il fait peu de doute que, aussi longtemps que l'objectif d'une réunification reste inachevé, la question taiwanaise demeure la première des priorités de l'Armée Populaire de Libération<sup>1766</sup>. Que la finalité politique visée soit relativement univoque –interdire une dérive vers une indépendance *de jure* et créer les conditions d'un retour à l'unité– ne signifie pas que les moyens possiblement mis en œuvre puissent être ramenés à une unique solution. Mark Stokes met ainsi en lumière une pluralité d'objectifs envisageables pour l'Armée Populaire de Libération, chacun exigeant à un certain point la menace ou l'usage de la force :

*Parmi [ces objectifs], la RPC pourrait chercher à dissuader Taiwan de se rapprocher d'une indépendance de jure ou d'entreprendre toute action que la RPC percevrait comme contraire à ses intérêts. Un usage limité de la force aurait pour but de mettre en lumière les conséquences d'un ensemble particulier d'actions. Si Taiwan venait à dépasser quelque ligne rouge mal définie, la RPC pourrait chercher à contraindre Taiwan à revenir sur une politique particulière [...]. Dans une certaine situation, provoquée par le franchissement de quelque ligne rouge ou par un quelconque incident, Beijing pourrait être amenée à penser qu'elle doit contraindre Taipei à accepter sa définition [du principe] d'"une seule Chine" [ou] à négocier un calendrier pour l'unification ou une intégration politique immédiate avec la RPC [...]. D'un autre côté, la direction politique et militaire à*

---

<sup>1764</sup> Nathan (A.), Ross (R.), *The Great Wall and the Empty Fortress*, pp. 62-63.

<sup>1765</sup> *Ibid.*, pp. 63-64.

<sup>1766</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, Berkeley, University of California Press, 2002, p. 307.

*Beijing pourrait avoir des doutes quant à la viabilité d'une campagne coercitive et pourrait rechercher l'annihilation du régime politique taiwanais ou l'occupation physique de l'île*<sup>1767</sup>.

Si l'ensemble de ces opérations ont le point commun d'un recours à la force, soit directement appliquée à l'adversaire, soit dans le cadre d'une simple 'démonstration', les conditions préalables à la réussite de chacune des opérations demeurent largement divergentes. A une extrémité de l'espace des possibles, la mise en œuvre d'opérations destinées à un large débarquement de forces sur l'île exige une immense supériorité sur l'adversaire. D'un point de vue opérationnel, l'assaillant doit, selon Michael O'Hanlon, être capable « d'obtenir la supériorité aérienne », « d'user de manœuvres, de la surprise et de la force pour débarquer ses forces terrestres aux lieux où elles disposent d'une supériorité » et, enfin, de consolider sa tête de pont assez rapidement pour empêcher l'ennemi de l'en déloger par la mobilisation de forces supplémentaires<sup>1768</sup>. A ceci il apparaît indispensable d'ajouter un niveau solide de *sea control* permettant à l'attaquant de faire transiter ses forces sans risque. En ramenant l'hypothétique entreprise chinoise aux conditions particulières du détroit, une opération de ce type apparaît au plus haut point indésirable pour Beijing, David Shambaugh qualifiant de « facteurs critiques » la géographie et les conditions météorologiques locales. Le caractère marécageux de la côte occidentale de l'île, l'importance des marées et les capacités défensives taiwanaises rendent difficile le débarquement de troupes et inenvisageable celui de forces plus lourdes telles que chars et véhicules blindés<sup>1769</sup>. Par ailleurs, pour obtenir le privilège d'être confrontées à ces difficultés sur les côtes mêmes de l'île, les forces d'invasion doivent disposer préalablement d'une capacité à traverser sans trop d'encombres l'étendue de mer qui s'étend entre les deux côtes. Les quelques cent à cent cinquante kilomètres représentent cependant un obstacle majeur à toute projection de force du fait de conditions météorologiques qui « limitent le lancement de vastes opérations d'attaque contre Taiwan à de courtes fenêtres d'opportunités (l'automne) »<sup>1770</sup>.

Le cas d'un tel usage direct de la force n'épuise toutefois aucunement les rôles potentiels joués par l'Armée Populaire de Libération. Au contraire, « la coercition, plus que les tentatives d'usage de la force brute par la RPC à des fins d'occupation physique de l'île, devrait probablement caractériser tout futur conflit dans le

---

<sup>1767</sup> Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, Alexandria, CNA Corporation, 2005, p. 277.

<sup>1768</sup> O'Hanlon (M.), « Why China Cannot Conquer Taiwan » in *International Security*, vol. 25, no.2, automne 2000, p. 54.

<sup>1769</sup> Shambaugh (D.), « A Matter of Time: Taiwan's Eroding Military Advantage » in *Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, p. 122.

<sup>1770</sup> Cabestan (J.-P.), *Chine-Taiwan: la guerre est-elle concevable*, Paris, Economica, 2003, p. 55.

détroit de Taiwan »<sup>1771</sup>. La saisie de territoires périphériques comme les îles de Jinmen et Mazu, ou des Pescadores, ou l'application d'un usage restreint de la force par des frappes aériennes ou de missiles contre des objectifs particuliers et délimités<sup>1772</sup> afin de faire plier la volonté des autorités taiwanaises s'inscrivent dans ce cadre. A bien des égards, la coercition semble demeurer la marque caractéristique de la stratégie chinoise à l'égard de Taiwan, le comportement de Beijing durant la crise de 1996 pouvant être assimilé à ce que James Cable qualifie, dans le cadre de la *gunboat diplomacy*, comme un usage expressif de la force<sup>1773</sup>, tandis que Mark Stokes rapporte que les options sur lesquelles avait pu se concentrer la Commission Militaire Centrale lors de l'élection de mars 2000 étaient essentiellement celles de la coercition<sup>1774</sup>. Si elle comporte inévitablement l'inconvénient d'une certaine incertitude quant à son résultat final –du fait que ce dernier repose sur un calcul interactif entre les deux parties, une stratégie de coercition présente l'avantage de réduire les exigences pesant sur les forces opérant. Comparée à celles précédemment mentionnées pour une opération amphibie de large envergure, une opération de coercition peut n'exiger qu'une maîtrise des airs, voire une capacité à seulement protéger une force de missiles fiable et de haute précision.

Si Beijing s'est réservé le droit d'user de la force afin de faire prévaloir son option favorite dans la résolution de la question taiwanaise, l'île conserve une capacité de résistance notable, bien que subissant une graduelle érosion<sup>1775</sup>. Si la modernisation accélérée de l'appareil militaire chinois demeure un facteur explicatif majeur de la tendance, Jean-Pierre Cabestan note « le paradoxe (qui) veut que le budget militaire taiwanais ait

---

<sup>1771</sup> Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization », p. 223. Pour l'auteur, il est possible de distinguer entre d'une part « coercive diplomacy [that] places a demand on an adversary, backed by threat of military force for noncompliance that will be credible and violent enough to persuade him that it is in his interest to comply with the demand », et d'autre part « military coercion [which] is the use of limited force to induce an adversary to behave differently than it would have otherwise » (p. 225).

<sup>1772</sup> Jean-Pierre Cabestan envisage six scénarii de « guerre limitée » (*sic*) et trois scénarii de « guerre totale » (*sic*) : le bombardement de Jinmen et Mazu, la prise de ces îles, la prise des Pescadores, une « opération commando visant à anéantir une base militaire ou une installation économique vitale de Taiwan », une frappe aérienne contre ces objectifs, une frappe de missiles contre ces objectifs, une attaque 'spasmodique' par missiles, un blocus de l'île et un débarquement (Cabestan (J.-P.), *Chine-Taiwan: la guerre est-elle concevable*, pp. 331-393). Aucune des options ne doit être cependant confondue avec une simple stratégie punitive, Mark Stokes soulignant, « the predominant strategic focus of the PLA Air Force is on denial –paralyzing an adversary's capabilities to such an extent that further resistance appears futile and the costs of continuing to resist outweigh the costs of surrendering » (Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization », p. 246).

<sup>1773</sup> Il est possible d'élargir la typologie de James Cable –*definitive force, purposeful force, catalytic force* et *expressive force*– au-delà de la seule sphère navale, l'usage expressif de la force correspondant aux situations où celle-ci est employée « to emphasize attitudes, to lend verisimilitude to otherwise unconvincing statements or to provide an outlet for emotion » (Cable (J.), *Gunboat Diplomacy*, Basingstoke, Macmillan, 1994, p.62).

<sup>1774</sup> Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization », p. 228.

<sup>1775</sup> Shambaugh (D.), « A Matter of Time: Taiwan's Eroding Military Advantage ».

évolué depuis le début des années 90 dans un sens inverse au niveau de tension dans le détroit »<sup>1776</sup>. En dollars constants, le SIPRI note une baisse des dépenses militaires de l'île, passées d'un peu plus de dix milliards de dollars à leur plus haut point en 1993 à un peu moins de sept milliards et demi annuels en moyenne entre 2000 et 2006<sup>1777</sup>. Dans cette perspective, le rejet, au printemps 2007, de la plus grande partie des systèmes proposés à la vente par Washington en 2001, apparaît plus comme une continuité que comme une rupture<sup>1778</sup>. Ces tendances ne signifient cependant aucunement que Taiwan soit dans l'impossibilité d'opposer une résistance aux possibles manœuvres chinoises. Certes, après l'échec des négociations concernant l'acquisition de sous-marins, Taiwan semble avoir concédé, au moins momentanément, l'usage de ce milieu à son potentiel adversaire<sup>1779</sup>. Taipei a fait toutefois l'acquisition de quatre destroyers de classe Kidd, désignés, avant leur retrait en 1998 de l'*US Navy*, comme les meilleurs des destroyers multi-tâches américains après les destroyers Aegis de classe Arleigh Burke<sup>1780</sup>, et dont les performances surclassent largement les sept Chien Yang<sup>1781</sup> –anciens destroyers de classe *Gearing* dont le développement date de la Seconde Guerre Mondiale<sup>1782</sup>– toujours présents dans l'inventaire des forces navales taiwanaises. Ces dernières disposent en outre d'une vingtaine de frégates dont huit de classe *Cheng Kung* –*ex-Perry*– et huit de classe *Chin Yang* –*ex-Knox*– conçues pour des missions de lutte anti-sous-marine<sup>1783</sup>, ainsi que de six de classe *Kang Ding* –*ex-Lafayette*– multi-missions<sup>1784</sup>. Plusieurs dizaines de *fast-attack crafts*, tous équipés de missiles anti-surface *Hsiung-Feng*<sup>1785</sup> viennent encore compliquer tout effort pour acquérir un degré de contrôle du détroit permettant une opération significative.

---

<sup>1776</sup> Cabestan (J.-P.), *Chine-Taiwan: la guerre est-elle concevable ?*, p. 66.

<sup>1777</sup> <http://first.sipri.org/index.php?page=step2>, consulté le 10 mai 2008. Rapportées au produit intérieur brut, les dépenses militaires de Taiwan ont diminué de moitié, occupant plus de 4,5% pour les années 1990 à 1993, mais chutant à environ 2,2% pour les années 2002 à 2005.

<sup>1778</sup> « Taiwan Rejects Most of U.S. Arms Package Offered in 2001 », *Washington Post*, 16 juin 2007.

<sup>1779</sup> *Ibid.* Les forces navales ne disposent que de deux *Zwaardis* de construction hollandaise, livrés en 1982, dont les performances réelles sont assez incertaines (« *HaiLung* [Sea Dragon]-class [Zwaardis] Submarine », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/world/taiwan/hai-lung.htm>, consulté le 10 mai 2008) ainsi que de deux *Guppy* ne servant aujourd'hui qu'à l'entraînement.

<sup>1780</sup> « DDG-993 KIDD-class », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ship/ddg-993.htm>, consulté le 10 mai 2008. Les performances de ces destroyers en termes de guerre anti-sous-marine sont particulièrement appréciables dans le cas taiwanais.

<sup>1781</sup> International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 373.

<sup>1782</sup> « DD-710 Gearing Class », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ship/dd-710.htm>, consulté le 10 mai 2008.

<sup>1783</sup> « FFG-7 Oliver Hazard Perry-class », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ship/ffg-7.htm>, et « FF 1052 Knox class », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/systems/ship/ff-1052.htm>, consultés le 10 mai 2008.

<sup>1784</sup> « La Fayette », disponible sur <http://www.globalsecurity.org/military/world/europe/la-fayette.htm>, consultés le 10 mai 2008

<sup>1785</sup> International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 374.

L'atout principal de Taiwan face à la Chine demeure cependant –au moins provisoirement– le bras aérien de ses forces armées<sup>1786</sup>. Les acquisitions effectuées dans les années 1990 ont ainsi donné à l'île un avantage qualitatif significatif, bien qu'aujourd'hui décroissant, sur le potentiel adverse<sup>1787</sup>. Les quelques cent quarante F-16, la soixantaine de Mirage 2000-V et les cent trente IDF-Ching-Kuo<sup>1788</sup> développés et produits localement continuent à être la meilleure garantie contre une opération hostile chinoise, l'espace défendu dans le détroit étant insuffisant pour des manœuvres impliquant plus de trois cents appareils<sup>1789</sup>. Les forces aériennes taiwanaises bénéficient en outre d'un haut niveau d'entraînement<sup>1790</sup> et d'un haut degré de protection passive en cas de conflit, plusieurs bases creusées à l'intérieur de montagnes pouvant abriter un nombre conséquent d'appareils<sup>1791</sup>.

Dans une confrontation entre Chine et Taiwan, il apparaît cependant peu plausible que l'équation militaire n'intègre que les forces de ces deux parties. Du fait des engagements contractés par les Etats-Unis, aucun calcul ne peut se dispenser de prendre en compte les impressionnantes forces américaines sous l'US Pacific Command, et plus particulièrement celles de la septième flotte déployées dans la partie occidentale du Pacifique<sup>1792</sup>. La capacité de Washington à intervenir massivement dans l'hypothèse d'une crise taiwanaise a été mise en exergue par la réussite des opérations *Summer Pulse '04*. Zhao Quansheng souligne ainsi que « bien que l'objectif principal du déploiement de sept groupes de combat aéronavals de mi-juillet à août 2004 ait été d'améliorer la coordination globale des forces navales américaines, le détroit de Taiwan était clairement une des cibles de l'exercice »<sup>1793</sup>. Par ailleurs, du fait des reformulations et évolutions de l'alliance américano-japonaise, l'appui de la composante maritime des forces d'autodéfense japonaises ne peut être

---

<sup>1786</sup> Jane's Information Group, *World Air Forces, Issue 26, 2007*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, p. 528.

<sup>1787</sup> *Ibid.*

<sup>1788</sup> *Ibid.* La cinquantaine de F-5 vieillissant trouvent leur usage principal dans la préparation et l'entraînement des pilotes taiwanais.

<sup>1789</sup> Shambaugh (D.), « A Matter of Time: Taiwan's Eroding Military Advantage », p. 121.

<sup>1790</sup> Jane's Information Group, *World Air Forces, Issue 26, 2007*, p. 528 et 531; International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 374.

<sup>1791</sup> Jane's Information Group, *World Air Forces, Issue 26, 2007*, pp. 530-531.

<sup>1792</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, p. 875.

<sup>1793</sup> Zhao (Q.), *China's New Approach to Conflict Management*, Washington, Central Asia-Caucasus Institute, 2006, p. 42. L'exercice démontre la capacité de l'*US Navy* à déployer sur un même théâtre, en moins de trente jours six porte-avions, deux supplémentaires restant en réserve, permettant ainsi une extraordinaire projection de forces (« Navy Demonstrates FRP [Fleet Response Plan] During Summer Pulse'04 », disponible sur [http://www.news.navy.mil/search/display.asp?story\\_id=14175](http://www.news.navy.mil/search/display.asp?story_id=14175), notamment si l'on considère que chacun de ces navires transporte habituellement quarante-quatre F-18 (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 889)

exclu<sup>1794</sup>. Une des tâches majeures de l'Armée Populaire de Libération dans un conflit avec Taiwan réside donc non seulement dans la déstabilisation du centre de gravité que constitue le possible soutien international à l'île, celui-ci s'exprimant par des voies politiques et économiques<sup>1795</sup>, mais aussi par l'acquisition d'une capacité de maintenir à distance les forces pouvant venir au secours de Taipei<sup>1796</sup>.

Un second espace de l'Asie Orientale au sein duquel un usage de la force de la part de l'Armée Populaire de Libération apparaît possible, bien que moins probable, est constitué par la Mer de Chine méridionale. Ainsi que précédemment évoqué, les forces armées chinoises ont été mobilisées à des degrés plus ou moins importants pour la défense d'une zone que Beijing considère comme partie intégrante de son territoire. En 1974, la Chine reprend la partie occidentale des Paracel aux troupes vietnamiennes après un affrontement relativement violent, faisant passer l'ensemble de l'archipel sous le contrôle chinois<sup>1797</sup>. En 1988, une nouvelle confrontation a lieu entre Beijing et Hanoi dans les Spratley, la Chine se saisissant de six des îlots occupés par le Vietnam, après la perte de trois navires par ce dernier<sup>1798</sup>.

Certes, ainsi que le soulignait Michael Gallagher en 1993, l'affirmation d'un contrôle chinois sur la Mer de Chine méridionale demeure handicapée par la géographie du problème et les distances relativement importantes que les forces chinoises utilisées ont à parcourir<sup>1799</sup>. Cet état de fait étant constaté, deux réserves principales sont cependant à apporter. En premier lieu, l'enjeu principal étant le contrôle des archipels, l'ensemble des protagonistes subit, à un degré plus ou moins grand, l'effet de ladite géographie dans la mesure où la possession de forces navales et aériennes apparaît une nécessité pour soutenir toute revendication dans la zone. En second lieu, l'effet de corrosion de la distance sur les forces devant être projetées apparaît variable, et pouvant être atténué par la multiplication et modernisation de ces vecteurs de projection. En d'autres termes, la comparaison de l'ensemble des forces dont dispose chacun des

---

<sup>1794</sup> Malgré les restrictions imposées aux forces japonaises, ces dernières demeurent indubitablement plus avancées que celles des autres acteurs de la zone est-asiatique, à l'exception des Etats-Unis. La vingtaine de sous-marins opérationnels dans les forces navales japonaises a été lancée en moyenne depuis à peine dix ans (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, pp.399-401). Plus d'une quarantaine de destroyers équipent en outre les forces de surface, parmi lesquels six de classe *Kongou* et *Atago* équipés du système *Aegis* et déplaçant environ 10.000 tonnes (p. 402). Deux immenses destroyers porte-hélicoptères déplaçant 18.000 tonnes doivent entrer en service en 2009 et 2011 (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 401).

<sup>1795</sup> Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization », p. 281.

<sup>1796</sup> Cliff (R.), Burles (M.), Chase (M.), Eaton (D.) & Pollpeter (K.), *Entering the Dragon's Lair*, Santa Monica, RAND, 2007, pp. 17-50.

<sup>1797</sup> Tonneson (S.), « The History of the Dispute » in Kivimäki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, p. 16; Gallagher (M.), « China's Illusory Threat to the South China Sea » in *International Security*, vol. 19, no. 1, été 1994, p. 172.

<sup>1798</sup> Gallagher (M.), « China's Illusory Threat to the South China Sea », p. 172.

<sup>1799</sup> *Ibid.*, p. 178.

protagonistes nous est ici moins utile que la tentative pour mesurer la puissance réelle mobilisable par ceux-ci dans cet espace particulier. Or dans cette perspective, les capacités réduites des Etats de l'ASEAN directement impliqués dans la problématique les placent dans des positions assez largement défavorables. Si l'on retient les quatre Etats de l'ASEAN ayant une prétention sur tout ou partie de la Mer de Chine méridionale, les plus importants navires opérationnels sont à classer au rang de frégates, une partie non-négligeable de celles-ci devant essentiellement remplir des tâches de défense côtière<sup>1800</sup>. De la même manière, si les forces chinoises semblent devoir souffrir d'une médiocre couverture aérienne en cas de confrontation, il n'est, pour le moins, pas certain que ses adversaires potentiels disposent sur ce point d'un avantage significatif<sup>1801</sup>. Certes l'Indonésie et, surtout, Singapour conservent des forces relativement plus importantes –et pour le cas de la cité-Etat certainement plus performantes– que les quatre Etats précédemment mentionnés<sup>1802</sup>. Amalgamer les forces de ces pays à celles des protagonistes ayant des revendications territoriales en Mer de Chine méridionale prête cependant une unité irréaliste à une ASEAN qui, n'étant pas une alliance militaire, n'impose aucune obligation à ses membres en terme de défense collective<sup>1803</sup>.

---

<sup>1800</sup> Si l'on ne retient que les navires classés comme frégates, la Malaisie dispose de deux frégates modernes (*Lekiu*) déplaçant 2,270 tonnes et équipées d'*Exocets*. Le Vietnam possède six frégates, l'une sexagénaire d'origine américaine et saisie après la réunification, les cinq autres (type Petya II et Petya III) déplacent à peine plus de 1,000 tonnes. Les Philippines ne possèdent qu'une frégate dont l'armement principal est constitué de trois canons de 76mm. Brunei ne dispose d'aucun navire de plus de 1,000 tonnes. Si l'on ajoute l'Indonésie, pour les incertitudes entourant Natuna, cette dernière déploie treize frégates dont la grande majorité a plus de quarante ans, malgré d'importantes rénovations et améliorations apportées dans les années 1980 (International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 345, 363, 369 et 378 ; pour une description des navires <http://hazegray.org/worldnav/>, consulté le 10 mai 2008).

<sup>1801</sup> Brunei possède essentiellement une force composée d'avions de transport. Si la Malaisie a pu faire l'acquisition de F-18 et de Su-30MK, ces derniers devant remplacer une flotte de MiG-29, elle ne possèdera au final que huit exemplaires des premiers et dix-huit des seconds, la douzaine de F-5 encore présente dans l'inventaire étant proche de l'obsolescence. Le modèle le plus avancé dont les Philippines disposent est l'OV-10 Bronco, un avion d'attaque utilisé pour la première fois par les Marines américains lors de la guerre du Vietnam et retiré des forces américaines depuis 1995. Le Vietnam possède un petit nombre d'appareils avancés (quatre Su-30 MKK et sept Su-27SK) mais le gros de ses forces est constitué par les quelques cent quarante MiG-21 –l'équivalent chinois est le J-7 dont plus de sept cents exemplaires équipent l'Armée Populaire de Libération– et une cinquantaine de Su-22 –entré en service dans les forces aériennes soviétiques en 1966 (International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 345, 364, 370 et 379 ; <http://www.globalsecurity.org/military/systems/aircraft/f-5.htm>, <http://www.globalsecurity.org/intell/systems/ov-10.htm>, <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/mig-21.htm>, <http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/su-17.htm>, pages consultées le 11 mai 2008).

<sup>1802</sup> L'Indonésie possède une dizaine de frégates et Singapour dispose d'une force aérienne équipée de soixante F-16 ainsi que de systèmes AEW –E2-C Hawkeye (International Institute For Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 353 et 372).

<sup>1803</sup> Il faut ici rappeler que chacun des quatre Etats dispose de revendications qui se superposent à celles d'au moins un des autres membres. Le comportement de l'ASEAN lors de la réémergence du problème de Mischief Reef en 1998 souligne l'absence de toute cohésion entre les différents membres quant à la question de souveraineté et relègue au rang de chimère l'hypothèse d'une défense collective de la Mer de Chine méridionale contre une possible avancée chinoise.

Si la transformation de la Mer de Chine méridionale en un ‘lac chinois’ demeure une perspective peu attrayante pour les Etats de l’ASEAN, il n’en demeure pas moins que ceux-ci ne disposent pas –ou plus– des moyens nécessaires pour opposer une résistance significative à une telle possibilité. Ces Etats ne sont toutefois certainement pas seuls à disposer d’un intérêt majeur dans la zone. Parmi les autres acteurs intéressés par le contrôle de cet espace, le Japon et les Etats-Unis occupent une place prééminente. L’alignement des deux Etats dans une position de domination de cette zone<sup>1804</sup> est soutenu par une immense puissance mobilisable évoquée, précédemment dans le cas Taiwanais. Dans toute opération mettant, ne serait-ce que marginalement, en péril la liberté de navigation dans l’espace couvrant la Mer de Chine méridionale –que ceci soit directement dû aux opérations menées ou aux conséquences de ces dernières quant au contrôle sur la zone– l’adversaire auquel l’Armée Populaire de Libération semble plus probablement devoir être confrontée apparaît être l’US Navy, dont la capacité à mettre en déroute la flotte chinoise est plus que certaine. Une comparaison directe des forces américaines et chinoises tend cependant à provoquer une sérieuse déformation des enjeux, intérêts et atouts relatifs que chacune des parties est susceptible de faire valoir lors d’une confrontation. June Teufel Dreyer rappelle ainsi : « Bien qu’il ait été à la mode de conclure [...] que, malgré tous les accroissements de ses capacités, l’Armée Populaire de Libération n’est [toujours] pas de taille [à lutter contre l’appareil] militaire américain, ceci constitue une manière erronée d’envisager la question. Le gouvernement chinois n’a aucune intention de défier les Etats-Unis dans une confrontation à un niveau global »<sup>1805</sup>. Sous certaines conditions, il apparaît certain que « des fenêtres d’opportunité seront ouverte [permettant] à Beijing de récolter les bénéfices de sa nouvelle puissance navale »<sup>1806</sup>. Parmi les avantages significatifs dont Beijing semble devoir bénéficier apparaît, en premier lieu, le fait que dans une confrontation avec les Etats-Unis, le ratio de forces en présence ne sera pas équivalent à celui des puissances totales de chaque protagoniste. Certes, l’exercice *Summer Pulse* a prouvé qu’au moins six groupes de combat aéronavals pourraient être mobilisés par les Etats-Unis. Du fait du caractère essentiellement local de tout conflit envisageable entre Washington et Beijing, les forces chinoises bénéficient, de façon inhérente, d’une capacité à concentrer leurs efforts sur la zone. En second lieu, cette

---

<sup>1804</sup> Washington a affirmé sa volonté de préserver la liberté de navigation –i.e. un contrôle américain des lignes de communications– en Mer de Chine méridionale. Parallèlement, ainsi que noté précédemment Tokyo a affirmé un intérêt particulier pour la défense de ses lignes de communications dans une aire couvrant une large partie des eaux possédées ou revendiquées par la Chine.

<sup>1805</sup> Dreyer (J.), « China’s Power and Will : The PRC’s Military Strength and Grand Strategy » in *Orbis*, vol. 51, no. 4, automne 2007, p. 654.

<sup>1806</sup> *Ibid.*

même localisation fait que l'espace probable d'un conflit peut essentiellement être considéré comme relevant de la catégorie des *narrow seas*<sup>1807</sup>. Or Milan Vego souligne la profonde interpénétration des milieux maritimes et terrestres différenciant les *narrow seas* d'un environnement uniquement océanique<sup>1808</sup>, et donnant, dans notre cadre, un avantage significatif à la Chine.

## ***II- Éléments de la doctrine militaire chinoise.***

Le passage d'un contexte de Guerre Froide –où la menace apparaît essentiellement sous la forme d'une guerre majeure avec une possibilité d'usage précoce du nucléaire, à une post-Guerre Froide où la forme la plus probable du conflit est celle d'une guerre limitée n'est pas sans un important impact sur l'Armée Populaire de Libération. L'expression première de ces mutations est clairement visible dans la modification de la doctrine propre aux forces armées chinoises. David Shambaugh souligne ainsi que « dans les sept décennies précédentes, la doctrine de l'Armée Populaire de Libération s'est développée grossièrement en quatre phases : 'la guerre populaire' (1935-1979) ; 'la guerre populaire sous conditions modernes' (1979-1985) ; 'la guerre limitée' (1985-1991) ; et 'la guerre limitée sous conditions de haute technologie' (de 1991 à aujourd'hui) »<sup>1809</sup>. La guerre limitée sous conditions de haute technologie peut cependant difficilement être considérée comme un point d'aboutissement statique et constitue bien plutôt un cadre général dynamique. Zhang Yuliang & alii. en notent ainsi une nouvelle évolution : « l'armement et l'équipement informatisés [*xinxihua*] poursuivent un développement continu et sont l'objet d'une mise en pratique lors des campagnes. Les quatre guerres locales –guerre du Golfe, guerre du Kosovo, guerre en Afghanistan, guerre en Iraq, conflits ayant éclaté à partir des années 1990– ont déjà annoncé l'avènement de l'ère de l'informationisation

---

<sup>1807</sup> Milan Vego note que les caractéristiques géographiques –mer close ou semi-close– des *narrow seas* n'est qu'un des éléments de définition. En effet, « The term *narrow seas* became extensively used during World War II in reference to the numerous clashes between small surface combatants in the waters surrounding the European landmass, especially the English Channel and the North Sea. With the steady extension of the range and endurance of surface ships and the increase in the effective range of weapons, especially after the advent of aircraft and cruise missiles, ever-larger parts of the ocean bordering the world's continents and large enclosed seas such as the Caribbean and the Mediterranean became in fact narrow seas. A large forces of surface ships even in large enclosed seas cannot hide from an adversary and, today, the ever-present threat from the air considerably restricts high-seas operations in even the largest narrow seas » (Vego (M.), *Naval Strategy and Operations in Narrow Seas*, p. 7.).

<sup>1808</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>1809</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 60. Pour une analyse de la transition opérée à partir de la fin des années 1970, voir Godwin (P.), « From Continent to Periphery : PLA Doctrine, Strategy and Capabilities Towards 2000 » in *The China Quarterly*, no.146, juin 1996, pp. 464-487 ; Godwin (P.), « Compensating for Deficiencies: Doctrinal Evolution in the Chinese People's Liberation Army: 1978–1999 » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *Seeking Truth From Facts*, Santa Monica, RAND, 2001, pp. 87-118.

des opérations de guerre »<sup>1810</sup>. Une modification de la forme possible de conflit tend ainsi à s'opérer, modifiant les contraintes et nécessités auxquelles les forces chinoises ont à répondre. En effet,

*la forme de la guerre actuelle connaît une transformation de la guerre mécanisée [jixiehua] en guerre informationisée [xinxihua], et tous les éléments essentiels des opérations de guerre sont actuellement en train de subir de profondes transformations. Si nous voulons nous adapter aux exigences des nouvelles missions et circonstances stratégiques, si nous voulons l'emporter dans une guerre locale sous conditions informationisées [xinxihua tiaojianxia de jubu zhanzheng], les idées directrices [gouvernant] les opérations de l'Armée Populaire de Libération doivent être ajustées<sup>1811</sup>.*

Dans cette perspective, la forme de la guerre à laquelle les forces chinoises se préparent dans la période contemporaine diffère significativement de celle à laquelle elles étaient susceptibles de faire face durant la Guerre Froide. Ainsi, « après la fin de la Guerre Froide, la structure stratégique internationale et les conditions de sécurité ont connu d'importants changements. Les conflits armés régionaux sont devenus la menace principale à la sécurité des Etats [...]. Chaque Etat considère communément que l'organisation des forces opérationnelles futures doit être capable de garantir que les forces armées feront efficacement face aux diverses menaces où le conflit régional dispose d'une place prépondérante, et auront une grande flexibilité ainsi qu'une capacité à mettre en œuvre une 'guerre multidimensionnelle' »<sup>1812</sup>.

La guerre moderne telle qu'elle paraît être envisagée par les forces armées chinoises semble donc pouvoir être caractérisée par une double limitation spatiale et temporelle<sup>1813</sup>, l'implication de multiples dimensions et une haute concentration en technologie. Le caractère localisé de la guerre probable est affirmé dès le milieu des années 1980 avec l'estompement de la menace soviétique. A partir de cette date, « les futurs conflits militaires ont été vus comme devant être plus probablement limité dans leur extension géographique et dans leurs objectifs politiques [...]. La nouvelle stratégie militaire a [alors] exigé de l'Armée Populaire de Libération qu'elle se prépare à un vaste éventail d'éventualités allant du conflit frontalier à une guerre potentiellement de haute intensité »<sup>1814</sup>. La localisation de la guerre ne signifie cependant aucunement l'exclusion de toute intervention extérieure aux parties au conflit. Bien plus probablement, la présence continue de puissances globales garantit la possibilité toujours existante d'une interférence de la part de l'une

---

<sup>1810</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, Beijing, Guofang Daxue Chubanshe, 2006, p. 68.

<sup>1811</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>1812</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>1813</sup> Li (N.), « The PLA's Evolving Warfighting Doctrine, Strategy and Tactics, 1985-95 : A Chinese Perspective » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 184

<sup>1814</sup> Godwin (P.), « Compensating for Deficiencies: Doctrinal Evolution in the Chinese People's Liberation Army: 1978–1999 », p. 90.

de ces dernières. En ce sens, le caractère 'local' demeure relatif puisque celui-ci apparaît avoir été défini négativement comme définissant tout type de guerre ne connaissant pas une ascension au niveau d'un emploi massif des forces nucléaires<sup>1815</sup>. La guerre moderne est par ailleurs caractérisée par la concentration temporelle de l'affrontement<sup>1816</sup>. Dans un contexte défini par la « dimension stratégique des opérations », « l'accroissement de la capacité de destruction » grâce aux armements de haute technologie, « des conditions d'opération 'non-réciproques' [*buduideng de tiaojian*] », « l'usage étendu de toutes sortes de systèmes de soutien de la guerre » et « les considérables dépenses des opérations modernes », il apparaît nécessaire pour « les deux parties de s'efforcer [...] d'obtenir une décision rapide dans une guerre rapide [*shuangfang dou liqiu suzhan sujue*] »<sup>1817</sup>. Cette concentration du temps des opérations implique une nécessité de réponse appropriée et immédiate<sup>1818</sup> pour ne pas tomber dans une position défavorable de passivité. De fait l'enjeu immédiat des opérations s'incarne dans l'acquisition, la conservation et l'exploitation de l'initiative, la partie ayant perdu celle-ci se trouvant dans une position équivalente à une défaite<sup>1819</sup>.

Parmi les caractéristiques les plus saillantes de la nouvelle forme de guerre à laquelle l'Armée Populaire de Libération est susceptible de faire face, la pluralité de ses dimensions et l'interdépendance de ces dernières, sont des éléments qui la différencient fondamentalement des opérations anticipées dans les périodes précédentes. Ainsi, « les espaces opérationnels contemporains sont constitués d'espaces multidimensionnels incluant le terrestre, le maritime, l'aérien, le spatial et l'électromagnétique »<sup>1820</sup>. Outre l'adjonction des deux dernières sphères aux champs traditionnels, la guerre moderne se distingue par l'interpénétration et l'unification des cinq espaces [*wuwei yiti*] impliquant une nécessaire maîtrise d'ensemble. Ainsi,

*Dans les campagnes passées, où chaque armée agissait de manière indépendante, chacun des mouvements effectués dans les espaces terrestre, maritime et aérien correspondants avait une très forte indépendance. Par contraste, les champs terrestre, maritime, aérien, spatial, et électromagnétique d'une campagne moderne sont mutuellement dépendants et constituent un ensemble aux relations étroites. Ceci est principalement déterminé par les deux causes suivantes. En premier lieu, les opérations conjointes sont la forme élémentaire des campagnes modernes, ce n'est qu'en déployant l'ensemble des forces de chaque champ qu'une victoire opérationnelle peut être obtenue [...]. En second lieu, dans les opérations de guerre*

---

<sup>1815</sup> Pillsbury (M.), « PLA Capabilities in the 21st Century : How Does China Assess Its Future Security Needs » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2004, p. 112.

<sup>1816</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 56.

<sup>1817</sup> *Ibid.*

<sup>1818</sup> Fravel (T.), « The Evolution Of China's Military Strategy: Comparing the 1987 and 1999 Editions of Zhanlüexue » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, p. 93.

<sup>1819</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, pp. 119-120.

<sup>1820</sup> *Ibid.*, p. 31.

*moderne, les champs terrestre, maritime, aérien, spatial et électromagnétique s'influencent mutuellement, se combinent et sont en situation de mutuelle dépendance ; le manque [de contrôle] d'un seul rend l'opération impossible*<sup>1821</sup>.

Ainsi, si les méthodes d'intégration et d'interdépendance des différentes forces sont susceptibles de varier assez largement<sup>1822</sup>, aucun champ ne saurait dominer les cinq autres au point qu'une victoire à l'intérieur du premier amène une victoire à l'intérieur des seconds<sup>1823</sup> ; ceci impliquant à une égalisation des services en rupture radicale avec la doctrine militaire chinoise jusqu'au début des années 1980<sup>1824</sup>.

Enfin, cette nouvelle forme de guerre se distingue par le haut degré de technologie et, plus particulièrement par l'inclusion d'une dimension informationnelle. Si l'espace et l'électromagnétique avaient pu se juxtaposer aux champs traditionnels –terre, mer, air– l'intégration de l'informationnel s'effectue de manière distincte et non séparée de l'ensemble des autres champs. Certes, la guerre informationnelle existe en tant que telle, s'articulant autour de la maîtrise et du déni de la supériorité informationnelle<sup>1825</sup>. Ce qui apparaît cependant comme particulièrement saillant toutefois, c'est que, dans des conditions de guerre informationisée, « la guerre informationnelle traverse chacun des processus opérationnels »<sup>1826</sup>. En effet, « le mouvement de guerre informationnelle influence et domine les autres espaces des opérations modernes. Dans le cadre de la guerre moderne, du fait que l'armement et l'équipement des armées a d'ores et déjà connu une 'électronisation' [*dianzihua*], une 'computerization' [*jixuanjihua*], une 'réseauification' [*wangluohua*] et une 'systémisation' [*xitonghua*], les décisions et autres mouvements de guerre des forces armées dépendent d'une information continue, précise et en temps réel »<sup>1827</sup>. De ce fait, il est notable que l'importance de la guerre informationnelle apparaît aussi grande que diffuse et impondérable. Omniprésente, la dimension

---

<sup>1821</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 48.

<sup>1822</sup> *Ibid.*, pp. 281-291.

<sup>1823</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>1824</sup> Jianxiang Bi souligne cependant que les conceptions d'une guerre centrée sur le terrestre ont bénéficié d'une forte inertie. Ainsi, « the high profile transition of operational priorities from 'luring the enemy deep' to 'fighting forward' has not thoroughly changed the mindsets of combined operations, which still favors the use of large numbers of heavy artillery pieces and tanks with extended ranges for rapid outflanking, penetration, or strikes as a means to achieve quick victory on its own soil. To fight in such army-led operations, the navy and the air force in the past served merely as army adjuncts to secure army flanks, and their operational arts mirrored the army missions » (Bi (J.), « Joint Operations: Developing a New Paradigm » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, p. 39).

<sup>1825</sup> « L'objectif de la guerre informationnelle est, tout au long de la campagne ou dans les moments et endroits clés, de déposséder l'ennemi de sa capacité à obtenir, maîtriser et utiliser l'information, d'influencer, d'affaiblir et de détruire définitivement la capacité de l'armée adverse en termes de surveillance, de décision et de command & control. Dans le même temps, l'objectif est aussi de préserver notre propre capacité de command & control, d'obtenir la supériorité informationnelle, de consolider notre supériorité stratégique et opérationnelle afin d'obtenir des conditions créant un engagement décisif » (Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 156.).

<sup>1826</sup> *Ibid.*

<sup>1827</sup> *Ibid.*

informationnelle n'est pas à même de déterminer à elle seule l'issue d'un conflit mais contribue à créer un contexte favorable à l'usage des autres forces susceptibles d'amener la décision<sup>1828</sup>.

Le changement radical du type de conflit envisagé a amené de significatives modifications de la doctrine chinoise. Examinant les évolutions de cette dernière, David Finkelstein dégage neuf tendances fondamentales sous-tendant la mutation :

*De l'attraction de l'ennemi dans la profondeur du territoire à un combat en avant.*  
*D'une guerre d'annihilation à une campagne contre les points clés.*  
*D'une guerre d'attrition à une campagne décisive avec une première bataille décisive.*  
*De l'attente de la première attaque ennemie à la dissuasion de cette première attaque par la force.*  
*D'une campagne défensive à une campagne de 'défense offensive'.*  
*Des [mouvements] audacieux d'avance et de retraite' à la mise en échec de l'avance initiale de l'ennemi.*  
*D'une 'campagne de front armé' à une campagne de 'zones de guerre'.*  
*Du principe de masse au principe de concentration de la puissance de feu*  
*Des campagnes menées individuellement par quatre services aux joint campaigns<sup>1829</sup>.*

Ensemble, ces éléments traduisent le passage d'une défense centrée sur la protection stricte du territoire continental à la 'défense active' des intérêts à la périphérie de la Chine<sup>1830</sup>. La transition d'une guerre populaire à une guerre moderne nécessite donc un passage irréversible vers une position de 'défense en avant' où « aucun ennemi ne sera volontairement autorisé à avancer en Chine continentale, à contrôler l'espace aérien chinois, ou à dominer le littoral chinois et les eaux adjacentes, si ceci peut être empêché »<sup>1831</sup>. Une telle défense requiert cependant une certaine flexibilité des forces employées, et exige notamment une capacité à saisir l'initiative et à opérer offensivement lorsque l'occasion se présente. Ainsi, « sur le plan stratégique, la Chine conserve une position de défense active, et selon les principes des opérations conjointes met l'accent sur des offensives prenant activement l'initiative, parce que ce n'est que par une défense offensive qu'il est possible de réaliser une véritable défense active »<sup>1832</sup>. La défense active demeure cependant intégrée dans une grande stratégie qui demeure dominée par le 'culte de la défense'<sup>1833</sup>. Le Livre

---

<sup>1828</sup> Blasko (D.), *The Chinese Army Today*, Londres, Frank Cass, 2006, p. 106

<sup>1829</sup> Finkelstein (D.), « China's National Military Strategy » in Mulvenon (J.) & Yang (R.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, Santa Monica, RAND, 1999, p. 129.

<sup>1830</sup> Godwin (P.), « From Continent to Periphery : PLA Doctrine, Strategy and Capabilities Towards 2000 ».

<sup>1831</sup> Finkelstein (D.), « China's National Military Strategy », p. 133.

<sup>1832</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 82. Andrew Scobell souligne la continuité du principe de défense active tout au long de l'existence de l'Armée Populaire de Libération (Scobell (A.), *China's Use of Military Force*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 34-35). L'innovation ne réside donc pas dans la modification du principe directeur, mais dans l'espace auquel celui-ci est appliqué et par conséquent aux nécessités matérielles associées à la 'défense en avant'.

<sup>1833</sup> Scobell (A.), *China's Use of Military Force*, p. 27

Blanc de 2006 réaffirme ainsi que « la Chine poursuit une politique de défense nationale qui est de nature purement défensive. La défense nationale de la Chine garantit le maintien de la sécurité et de l'unité de la Chine, et réalise l'objectif de construire une société modérément prospère dans tous les sens du terme. Construire une défense nationale puissante et renforcée est une des tâches stratégiques de la dynamique de modernisation de la Chine »<sup>1834</sup>.

Une autre des constantes du positionnement chinois dans une guerre de forme moderne –de haute technologie, informatisée– réside dans le fait que l'Armée Populaire de Libération a de grandes chances de se trouver dans une position d'infériorité. Ainsi, « bien que, comparés au passé, l'équipement et l'armement de l'Armée Populaire de Libération se soient largement améliorés, comparés à ceux dont disposent les pays développés, que ce soit dans la période présente ou dans une longue période à venir, il subsiste encore une importante différence »<sup>1835</sup>. Dans une très large mesure, une telle configuration des forces n'apparaît pas nouvelle pour Beijing. En effet, « dans de nombreuses campagnes [menées par l'Armée Populaire de Libération], la victoire a été obtenue dans des conditions où la Chine se trouvait en infériorité sur le plan technologique et en infériorité sur le plan du ratio des forces [*jishu zhuangbei di you wo lie, liliang duibi diqiang woruo de tiaojian xia*] »<sup>1836</sup>. Si dans cette situation est réaffirmé le *credo* du caractère décisif de l'élément humain<sup>1837</sup>, l'assertion ne semble plus être investie du même degré d'absolu dont elle bénéficiait dans la doctrine de guerre populaire<sup>1838</sup>. Dans la présente situation, l'objectif de battre un adversaire supérieur à partir d'une position faible se combine avec une pressante nécessité de 'rattrapage' vis-à-vis des forces armées les plus avancées. Pour Zhang Yuliang & alii., « il est nécessaire d'accélérer le développement d'équipements et armements avancés, et autant que possible réduire l'écart séparant [les forces armées chinoises de celles] des pays développés »<sup>1839</sup>.

La faiblesse des forces armées chinoises se doit donc d'être compensée à terme par le développement et l'acquisition d'armements avancés et dans l'immédiat par l'adoption d'une doctrine permettant de l'emporter face à un adversaire probablement supérieur. Dans cette perspective, la multiplication des champs dans

---

<sup>1834</sup> *China's National Defense in 2006*, <http://www.china.org.cn/english/features/book/194470.htm>, consulté le 12 mai 2008.

<sup>1835</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 76.

<sup>1836</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>1837</sup> Zhang Yuliang & alii. rappellent ainsi que « l'armement est un facteur d'importance [*zhongyao de yinsu*] dans toute campagne, [mais] l'élément humain est le facteur décisif [*jueding de yinsu*] » (Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 12.).

<sup>1838</sup> Blasko (D.), *The Chinese Army Today*, p. 11; Karmel (S.), *China and the People's Liberation Army*, New York, St Martin's Press, 2000, pp. 32-33.

<sup>1839</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 76.

lesquels se joue la guerre moderne apparaît comme une possibilité à exploiter autant que comme un défi à relever. Dans les conditions de guerre moderne, « sans la protection des forces aériennes, les forces terrestres et maritimes sont vulnérables à d'importantes menaces ; sans le préalable de la guerre électronique, les systèmes modernes d'armement à guidage de précision non seulement ne peuvent être déployés et tenir leur rôle, mais leur force vitale est en soi réduite à néant ; sans les opérations logistiques et de protection, tout mouvement opérationnel est incapable de se maintenir dans le temps »<sup>1840</sup>. Par conséquent, quelles que soient les forces déployées par l'adversaire, celles-ci demeurent vulnérables du fait de l'interdépendance de l'ensemble des sphères. De fait, dans la configuration envisagée, « le système de guerre de l'ennemi repose sur des systèmes intégrant des équipements de haute technologie, chacun est en relation étroite avec l'autre et en très forte interdépendance, et possédant une certaine faiblesse. Qu'un quelconque maillon clé ou qu'une position clé soit détruit, et ceci est susceptible d'influencer l'ensemble du système, voire, à un certain point, de paralyser l'ensemble du système »<sup>1841</sup>.

De ceci découle une préférence certaine pour une stratégie 'asymétrique', au sens où l'objectif n'apparaît plus être une victoire obtenue à travers une confrontation frontale des forces en présence. Le point essentiel de la stratégie est ainsi la destruction des centres de gravité ennemis [*da di yaohai*]. Ceci consiste à

*utiliser les forces de premier rang, de mettre en œuvre de façon conjointe toutes sortes de méthodes et moyens, et, en partant des nécessités relatives à l'ensemble de la guerre, à choisir, au sein du système ennemi, les centres de gravité ayant un rôle de soutien ou de maintien de la cohésion d'ensemble ainsi que ceux pouvant nous aider à la réalisation de notre plan de guerre. L'objectif est d'attaquer, de détruire rapidement, et de paralyser l'ennemi au travers d'une dislocation rapide des éléments capitaux que sont les systèmes de command & control, les principaux groupes d'armées, les principaux systèmes d'armement et les principales installations ainsi que de ses systèmes de soutien et protection*<sup>1842</sup>.

Dans une telle perspective, la paralysie des forces par la destruction des centres de gravité permet la destruction ultérieure des forces si nécessaire. Ainsi, « lors de l'opposition à un raid aéronaval adverse, il est nécessaire avant tout d'organiser une partie des forces pour la suppression des forces de protection ennemies comme les AWACS, les avions de guerre électronique, les navires de surveillance radar, etc. pour ensuite utiliser les forces principales pour attaquer chaque force ennemie en charge de l'assaut »<sup>1843</sup>.

---

<sup>1840</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>1841</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 89.

<sup>1842</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>1843</sup> *Ibid.*, p. 552.

Un des moyens connexes, et plus traditionnels, d'acquérir une supériorité relative est l'usage de la surprise. Dans les conditions modernes cependant, « suivant le clair accroissement des capacités militaires en termes d'intelligence, de reconnaissance, de surveillance et d'information, le champ de bataille a tendance à devenir plus transparent, ceci rendant l'usage des méthodes de dissimulation traditionnelle, pour obtenir un effet de surprise, de plus en plus difficile »<sup>1844</sup>. La surprise n'apparaît cependant pas impossible dans la mesure où elle ne constitue pas une simple résultante des progrès technologiques effectués dans le domaine de la détection et de la dissimulation, mais découle de l'interaction entre deux protagonistes. Dans les conditions de guerre envisagées –moderne et mettant la Chine en position d'infériorité– il apparaît nécessaire de « s'efforcer de surpasser, sur le plan de l'espace, de la vitesse et des méthodes, le [rythme] conventionnel et d'adopter un mouvement rapide, ainsi que des méthodes et moyens asymétriques afin de prendre l'ennemi au dépourvu »<sup>1845</sup>.

La surprise et la paralysie des forces adverses n'apparaissent cependant pas comme des fins en soi et s'inscrivent dans un mouvement s'articulant autour de l'initiative, compris comme « la liberté de mouvement de ses propres forces »<sup>1846</sup>. L'acquisition de l'initiative apparaît<sup>1846</sup> comme étant d'importance cruciale pour au moins deux raisons. En premier lieu, elle peut permettre de compenser une infériorité en terme de puissance brute, notamment par l'imposition d'un rythme particulier au conflit. D'autre part, et de façon plus générale, « du fait que la décision dans les guerres locales sous conditions de haute technologie est rapide, la victoire va habituellement aux forces qui sont capables de saisir l'initiative à l'ouverture de la campagne »<sup>1847</sup>. De ce fait, l'acquisition de l'initiative apparaît comme l'enjeu principal de la lutte entre les protagonistes d'un conflit et offre donc un élément de symétrie d'enjeu entre l'attaque et la défense. Du fait de l'accroissement massif de la capacité de destruction et de la portée des systèmes d'armement, les deux dimensions sont par ailleurs largement confondues dans la guerre moderne. Si la réussite de l'attaque est liée à une capacité à préserver les différents systèmes de commandement ou d'information, la réussite de la défense dépend symétriquement d'une aptitude à saisir l'initiative d'une attaque lorsque cela s'avère possible<sup>1848</sup>. Ainsi, « dans les campagnes sous conditions 'informationisées', les deux parties ont une capacité de mouvement

---

<sup>1844</sup> *Ibid.*, p. 96

<sup>1845</sup> *Ibid.*

<sup>1846</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>1847</sup> Mulvenon (J.) & alii., *Chinese Response to U.S. Military Transformation and Implications for the Department of Defense*, Santa Monica, RAND, 2006, p. 48.

<sup>1848</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 97.

rapide des forces et de la puissance de feu et ont une capacité à réaliser une attaque de l'ennemi à distance. Les deux parties mettent l'accent sur la réalisation de l'attaque et de la destruction des systèmes de *command & control*, ainsi que sur l'attaque des centres de gravité comme les systèmes, afin d'obtenir le contrôle des airs et de l'information et, par là, de saisir fermement l'initiative à l'intérieur du conflit [...]. Par conséquent, qu'il s'agisse d'une situation défensive ou offensive, toutes deux nécessitent un mouvement offensif actif pour la réalisation des objectifs fixés »<sup>1849</sup>.

La prise de contrôle de l'initiative apparaît comme « le mouvement clé de la campagne »<sup>1850</sup>, et, dans les conditions modernes de la guerre, comprend quatre moments essentiels, possiblement superposables. Il s'agit en premier lieu, « de prendre l'initiative de la guerre informationnelle, et de la conserver », celle-ci permettant « d'affaiblir la 'capacité d'écoute' et la 'capacité d'observation', [c'est-à-dire] de rendre l'ennemi incapable de conduire ses opérations, de rendre ses actions aveugles »<sup>1851</sup>. Un deuxième moment consiste en l'extension de la maîtrise de l'initiative aux autres champs ; la maîtrise de l'air passe nécessairement par l'attaque des systèmes de protection ennemis, l'affrontement aérien, la contre attaque sol-air, l'attaque et la destruction des systèmes de défense anti-aérienne basés au sol<sup>1852</sup>. Le contrôle de la sphère informationnelle et du champ aérien crée des conditions favorables pour la prise de l'initiative dans les champs terrestres et maritimes. L'acquisition du contrôle maritime est divisible en trois étapes :

*Tout d'abord, l'usage des forces aériennes, des unités de missiles conventionnels, des forces navales et sous-marines, et l'adoption de méthodes combinant le blocus et la puissance de feu pour bloquer, par les moyens navals et aériens, les ports ennemis, ses bases (ses lieux de mouillage) et les zones maritimes qu'il est obligé d'utiliser, [ceci permettant de] limiter la liberté de mouvement des forces navales ennemies. Ensuite, l'usage combiné des forces aériennes, navales et sous-marines [...] pour créer et saisir la possibilité d'annihiler les forces vives de la marine ennemie. Enfin, l'usage des forces aériennes et navales ainsi que des [unités de] missiles tactiques pour effectuer une attaque contre les ports, bases et les lieux de mouillage des forces ennemies*<sup>1853</sup>.

Un troisième temps est la prise de l'initiative par l'usage de l'attaque et de la puissance de feu d'ensemble et consiste essentiellement en une concentration et une combinaison de la puissance de feu afin de détruire et paralyser le système de guerre ennemi. Le dernier moment consiste à préserver l'initiative acquise en « usant

---

<sup>1849</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>1850</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>1851</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>1852</sup> *Ibid.*, p. 114. Le premier instant nécessite « la concentration des forces aériennes, de celles du second corps d'artillerie, des missiles tactiques de l'armée de terre et des missiles portés par les sous-marins de la marine pour attaquer les aéroports et les groupes aéronavals ennemis ».

<sup>1853</sup> *Ibid.*

d'attaques combinées et d'autres moyens pour contrer les préparatifs ennemis, détruire ses systèmes d'armement de haute technologie, ses systèmes de transport, ses systèmes de commandement C<sup>4</sup>ISR [*Command, Control, Communication, Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*], les zones de concentration de ses forces, ses approvisionnements et ravitaillement... »<sup>1854</sup>.

Développée dans une perspective générale, la chaîne logique précédente est applicable, dans son entièreté, à la sphère navale. Un des principes directeurs de la défense navale est ainsi celui de « défense rigoureuse et opposition active »<sup>1855</sup>. Un tel mouvement se situe dans la continuité de l'exigence formulée par l'amiral Liu Huaqing quant au rôle des forces navales dans la défense du territoire. Dans cette perspective, Marshall Beier rappelle que « les forces défensives doivent être prêtes à aller à la rencontre de l'ennemi en haute mer même si la réalisation de la mission de défense côtière demeure leur seul objectif »<sup>1856</sup>. Une telle 'défense en avant' implique non seulement l'abandon définitif de la posture de passivité, mais aussi l'émergence de la possibilité d'une préemption contre les forces menaçantes. Ainsi, « dans une campagne de défense des bases navales, il est encore nécessaire [...] de frapper en temps voulu les objectifs ennemis importants, de mener les contre-offensives nécessaires contre les forces ennemies attaquantes, *de s'efforcer de détruire l'ennemi avant qu'il n'ait pu faire usage de son armement* »<sup>1857</sup>. Une telle réappréciation de la position doctrinale chinoise ne remet pas en cause l'orientation défensive au niveau stratégique. La modification découle de la particularité de l'affrontement naval dans des 'conditions modernes'. Ainsi,

*la distinction entre offensif et défensif est rendue quelque peu floue par les caractéristiques uniques de la théorie de la guerre navale contemporaine d'après lesquelles une position offensive peut être, en réalité, l'unique alternative défensive viable. Du fait de taux d'attrition cumulatifs dans la guerre moderne et du fait que les actifs [assets] d'une flotte sont limités et ne peuvent être ni rapidement, ni aisément remplacés, une force attaquante frappant en premier est récompensée par une faiblesse accrue du défenseur à infliger des dommages en représailles après [que ce dernier ait] subi ses propres pertes initiales. Toutes choses égales par ailleurs, l'avantage de la force attaquant s'accroît exponentiellement du fait de l'inégalité créée dans les premiers moments de la bataille*<sup>1858</sup>.

Dans la configuration purement navale comme dans le cadre général, la confrontation envisagée se définit par une probable infériorité chinoise [*di you wo lie*] et une situation où l'initiative tend à être originellement à l'adversaire [*hou fa zhi ren*]. Ainsi, Xue Xinglin indique que « dans une campagne de défense des bases,

---

<sup>1854</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>1855</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, Beijing, Guofang Daxue Chubanshe, 2001, p. 497.

<sup>1856</sup> Beier (M.), « Bear Facts and Dragon Boats : Rethinking the Modernization of Chinese Naval Power », *Contemporary Security Policy*, vol. 26, no. 2, 2005, p. 306.

<sup>1857</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, p. 498 (nous soulignons).

<sup>1858</sup> Beier (M.), « Bear Facts and Dragon Boats : Rethinking the Modernization of Chinese Naval Power », p. 306.

l'ennemi attaquant possède souvent une supériorité en effectifs et en puissance de feu, et a le contrôle de l'air et de la mer dans les zones de guerre importantes, tandis que [la Chine] doit faire usage de forces limitées pour mener à bien des missions de défense limitées »<sup>1859</sup>. Plus généralement, envisageant l'affrontement naval avec un adversaire dont l'identité fait peu de doute, Zhang Yuliang souligne une même supériorité probable de ce dernier, et notamment une capacité à frapper « à une distance au-delà de l'horizon et avec précision »<sup>1860</sup>. Contre une telle supériorité, la solution principale est la concentration locale des forces. Ainsi, « afin d'assurer le succès de l'offensive, au moment de la réalisation de l'attaque, il est nécessaire de concentrer et d'utiliser l'aviation d'attaque à haute capacités, les sous-marins équipés de torpilles ou de missiles à longue portée et les forces d'élites de ce type, afin de former une supériorité locale et de réaliser une attaque concentrée multidirectionnelle et multicouche »<sup>1861</sup>. Dans la perspective d'une telle attaque, un découpage séquentiel similaire à celui valable pour le cas général est applicable. Les « objectifs à attaquer au préalable » sont ainsi : « 1/ l'attaque directe du bâtiment central [*hexin jianzhi*] dans la formation ennemie afin d'affaiblir sa force globale ; 2/ l'attaque des forces d'alerte du groupe de forces navales, affaiblissant la capacité de défense du groupe ; 3/ l'attaque des installations de commandement et de communication ainsi que des forces de soutien, détruisant le commandement ennemi et isolant le groupe ennemi »<sup>1862</sup>. Dans la réalisation de telles missions, les moyens de *sea denial* semblent disposer d'une primauté significative.

### ***III- La modernisation matérielle de l'Armée Populaire de Libération.***

#### **A- Les moyens de la modernisation.**

Aucune modernisation d'un appareil militaire ne saurait avoir lieu sans l'investissement de ressources conséquentes dans celui-ci. L'évaluation exacte des moyens mis à la disposition de l'Armée Populaire de Libération pour sa modernisation demeure cependant un exercice périlleux. Officiellement les dépenses à caractère militaire s'établissaient à 247,5 milliards de yuan pour 2005 et à 284,8 milliards de yuan pour

---

<sup>1859</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, p. 501.

<sup>1860</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 524.

<sup>1861</sup> *Ibid.*

<sup>1862</sup> *Ibid.*, p. 526.

2006<sup>1863</sup>, soit respectivement à environ 30 et 35 milliards de dollars<sup>1864</sup>. Le Livre Blanc *China's National Defense in 2006* ne produit cependant qu'une information rudimentaire de l'attribution des fonds, ceux-ci étant divisés approximativement en trois tiers entre les dépenses de personnel, celles d'entraînement et de maintenance et celles d'équipement<sup>1865</sup>. En termes relatifs, le document souligne la faiblesse des dépenses militaires qui ne représentaient, en 2005, que 1,35% du PIB chinois<sup>1866</sup>. Le chiffre est encore relativement faible vis-à-vis des dépenses effectuées par les grandes puissances, les dépenses militaires chinoises officielles représentant moins d'un quinzième des dépenses de même type effectuées par les Etats-Unis, et se situant encore loin derrière celles du Royaume-Uni, du Japon et de la France<sup>1867</sup>.

Si les chiffres officiels apparaissent particulièrement peu élevés, un certain degré de consensus existe quant au fait que les chiffres officiels avancés ne représentent qu'une partie des dépenses réelles<sup>1868</sup>. Qu'un tel accord existe ne signifie cependant aucunement qu'une même entente soit présente quant à l'estimation des chiffres réels. Un rapport de la RAND rappelle ainsi que les estimations du budget militaire total chinois pour l'année 1994 varient de l'acquiescement au chiffre officiel à la multiplication par vingt-quatre de ce dernier<sup>1869</sup>. Une évaluation précise des dépenses militaires est rendue notoirement difficile par le fait que plusieurs ministères indépendants de celui de la défense, et certaines autorités locales apportent une contribution au budget de l'Armée Populaire de Libération, les chiffres concernant ces participations demeurant inconnus<sup>1870</sup>. Plusieurs postes de dépenses ou de revenus, de plus ou moins grande importance, se trouvent ainsi purement et simplement exclus du chiffre officiel des dépenses militaires chinoises. Kenneth Crane et ses collaborateurs répertorient ainsi six éléments habituellement inclus dans les budgets militaires occidentaux et exclus du budget chinois :

---

<sup>1863</sup> *China's National Defense in 2006*.

<sup>1864</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 346.

<sup>1865</sup> *China's National Defense in 2006*.

<sup>1866</sup> *Ibid.*

<sup>1867</sup> *Ibid.*

<sup>1868</sup> Voir parmi d'autres, Bitzinger (R.), « Analyzing Chinese Military Expenditures » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, Washington, National Defense University Press, 2003, p. 178; Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, pp. 184-224; p. 314; Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Santa Monica, RAND, 2005, pp. 91-135; Brown (H.), Prueher (J.) & Segal (A.), *Chinese Military Power*, New York, Council on Foreign Relations, 2003, p. 5.

<sup>1869</sup> Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, p. 125. Richard Bitzinger rapporte des variations de +70% à un décuplement (Bitzinger (R.), « Analyzing Chinese Military Expenditures », pp. 180-181).

<sup>1870</sup> Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, p. 92.

*L'acquisition d'armements à l'étranger*  
*Les dépenses concernant le paramilitaire [...]*  
*Les programmes nucléaires et stratégiques*  
*Les subventions de l'Etat au complexe militaro-industriel*  
*Certains programmes de recherche et développement liés à la défense*  
*Les revenus extrabudgétaires*<sup>1871</sup>.

A l'augmentation substantielle des dépenses militaires que nécessite le passage du chiffre officiel au chiffre 'réel' se superpose encore le problème de la représentativité du chiffre. Richard Bitzinger souligne ainsi que toute évaluation des dépenses militaires de la Chine nécessite une correction des chiffres officiels ou estimés par l'adjonction d'un calcul en termes de parité de pouvoir d'achat<sup>1872</sup>. L'accord sur l'introduction d'un facteur couvrant la différence en termes de parité de pouvoir d'achat n'équivaut toutefois pas, à nouveau, à un consensus sur la formule à adopter. En effet, « les calculs en parité de pouvoir d'achat requièrent des données indisponibles quant aux prix [du matériel] militaire »<sup>1873</sup>, de multiples rectifications s'avérant nécessaires selon que le calcul concerne les dépenses liées au personnel, à l'acquisition de matériel produit localement, à l'achat de matériel étranger... L'établissement du montant exact des dépenses militaires chinoises demeure donc un exercice caractérisé avant tout par son approximation. L'étude précitée effectuée par la RAND produit, en incluant les six chapitres mentionnés plus haut mais en conservant un calcul basé sur les taux de change, une fourchette de 31 à 38 milliards de dollars pour l'année 2003 contre un chiffre officiel de 22,4 milliards –soit une réévaluation de 40 à 70%. Dans des estimations avoisinantes, le SIPRI estime les dépenses militaires chinoises à 411 milliards de yuan –49,5 milliards de dollars– contre un budget officiel de 284 milliards de yuan (+45%)<sup>1874</sup>, tandis que David Shambaugh affirme que « le budget officiel ne représente qu'à peu près la moitié du revenu total revenant à, et attendu par, l'Armée Populaire de Libération »<sup>1875</sup>. L'introduction d'une conversion en parité de pouvoir d'achat crée un saut d'échelle notable dans les évaluations. La référence que constitue *The Military Balance* avance ainsi un niveau de dépenses militaires de 122 milliards de dollars, une fois incluses les dépenses extra-budgétaires et la mise en facteur de corrections attachées au calcul en termes de parité de pouvoir d'achat<sup>1876</sup>. Dans une échelle de grandeur

---

<sup>1871</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>1872</sup> Bitzinger (R.), « Analyzing Chinese Military Expenditures », p. 183.

<sup>1873</sup> Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, p. 126.

<sup>1874</sup> <http://first.sipri.org/index.php?page=step2>, consulté le 12 mai 2008.

<sup>1875</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 184.

<sup>1876</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 346.

encore supérieure, le Département d'Etat américain multipliait, en 1999, par un facteur supérieur à six, le budget militaire officiel pour parvenir à une évaluation des dépenses militaires réelles chinoises<sup>1877</sup>.

L'établissement d'un chiffre précis, calculé en termes comparables à ceux utilisés par les autres puissances majeures, demeure par conséquent un exercice périlleux et incertain. Si l'incertitude quant aux dépenses exactes apparaît sans doute problématique, elle ne doit cependant pas être l'objet d'une focalisation exclusive. En effet, un rapport du *Council on Foreign Relations* souligne que « la question importante pour l'Armée Populaire de Libération ne tourne pas autour d'un chiffre imprécis de signification incertaine. Elle se centre bien plutôt sur la part de ressources limitées que la direction chinoise attribue au militaire, sur les changements de cette part au cours du temps, et sur la capacité militaire globale que ces ressources sont à même de produire »<sup>1878</sup>. De fait, plus que l'investissement brut à un moment particulier, l'évolution générale des dépenses apparaît d'une importance significative dans un monde où le Livre Blanc de 2006 estime que « la paix et le développement demeurent les principaux thèmes » et, plus généralement, que « l'environnement global de la sécurité internationale reste stable »<sup>1879</sup>. Or sur ce point, une simple mise en regard des dépenses militaires officielles de 1990 –29 milliards de yuan<sup>1880</sup>– et de 2006 –283,8 milliards de yuan<sup>1881</sup>– permet de saisir sans difficulté le mouvement d'ensemble. Ramenée aux calculs du Livre Blanc de 2006, « de 1990 à 2005, la croissance annuelle moyenne des dépenses de défense a été de 15,36%. La croissance annuelle moyenne de l'index des prix à la consommation ayant été de 5,22% pour la même période, la croissance réelle des dépenses de défense a été de 9,64% »<sup>1882</sup>, soit, en termes réels, un quadruplement du budget de défense sur la même période<sup>1883</sup>. Il est intéressant de noter que si la tendance à une hausse annuelle significative des dépenses militaires ne s'est pas démentie durant la période de la post-

---

<sup>1877</sup> U.S. Department of State, *World Military Expenditures and Arms Transfers 1999-2000*, <http://www.state.gov/documents/organization/18723.pdf>, consulté le 15 mai 2008, et *China's National Defense in 2000*, <http://www.china.org.cn/e-white/2000/index.htm>, consulté le 15 mai 2008.

<sup>1878</sup> Brown (H.), Prueher (J.) & Segal (A.), *Chinese Military Power*, p. 57.

<sup>1879</sup> Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2006*.

<sup>1880</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 189.

<sup>1881</sup> Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2006*.

<sup>1882</sup> *Ibid.*

<sup>1883</sup> Durant la même période cependant, les chiffres fournis par le SIPRI montrent une décroissance du ratio entre dépenses militaires et PIB, passant de 2,7% en 1990 à 2% en 2005 (<http://first.sipri.org/index.php?page=step2>, consulté le 12 mai 2008). Le nadir de ce ratio est cependant atteint en 1997, atteignant alors seulement 1,7%.

Guerre Froide, les raisons avancées par les différents Livres Blancs ont été variées et superposées<sup>1884</sup>. Richard Bitzinger note cependant que « malgré les affirmations de la Chine que la part du lion des récentes augmentations des dépenses militaires chinoises est allée à l'amélioration du salaire et de la qualité de vie des soldats, il est clair [...] que les acquisitions de matériel et les tâches d'opération et de maintenance ont bénéficié bien plus que le personnel des récentes hausses du budget »<sup>1885</sup>. En d'autres termes, l'importante hausse des dépenses militaires chinoises est à rattacher au profond mouvement de modernisation des forces et de l'appareil militaires.

## **B- La modernisation des forces I : la dimension navale.**

Considérant la dynamique de modernisation des forces chinoises, Ka Po Ng note avec quelque raison que « les progrès en matière de matériel militaire et technologie sont probablement les indicateurs les plus visibles de la modernisation militaire »<sup>1886</sup>. L'apparition de nouveaux navires, sous-marins ou chasseurs marque, matériellement, la volonté de sortir l'Armée Populaire de Libération de l'arriération accusée au début des années 1990. Ce mouvement de modernisation s'ancre sur une double dynamique d'importations de systèmes que la base industrielle chinoise est –ou, plutôt, était– incapable de produire d'une part, celles-ci soutenant et complétant une modernisation des plateformes et systèmes produits par la Chine. John Hill corrige ainsi une erreur commune dans l'appréciation de l'effort chinois : « Quelques analystes occidentaux ont interprété les récentes et substantielles acquisitions de matériel russe par la Chine [...] comme un signe de faiblesse. Cependant, pour tout majeur système russe acheté, il existe un système comparable de développement chinois en phase de préparation, dans ce qui peut être vu comme une approche *dual-track* pour l'acquisition de forces modernes et équilibrées [*balanced*] »<sup>1887</sup>. En ce sens, l'acquisition de matériel militaire étranger n'apparaît pas comme une alternative à un programme de développement militaire chinois, mais comme un complément et un palliatif provisoire à une base de production interne dans une phase

---

<sup>1884</sup> Pour ce qui concerne les quatre Livres Blancs produits entre 2000 et 2006, on peut principalement distinguer : 1/ les dépenses liées au personnel, évoquées en première place pour les quatre documents, 2/ celles liées au maintien et à l'amélioration de la qualification ou de l'entraînement du personnel, présentes de la même façon ; 3/ celles liées à l'établissement d'un filet de sécurité sociale et de pensions pour le personnel militaire (2002, 2004 et 2006) ; 4/ celles de modernisation/acquisition d'équipements (en 5<sup>ème</sup> position en 2002 et 2004, mais en 2<sup>ème</sup> en 2006) ; 5/ celles liées à une conjoncture particulière comme le maintien d'une garnison à Macao pour 1998 ou la compensation de la hausse générale des prix pour 2006 (*China's National Defense in 2000*, *China's National Defense in 2002*, <http://www.china.org.cn/e-white/20021209/index.htm>, consulté le 15 mai 2008, *China's National Defense in 2004*, <http://www.china.org.cn/e-white/20041227/index.htm>, consulté le 15 mai 2008, *China's National Defense in 2006*)

<sup>1885</sup> Bitzinger (R.), « Analyzing Chinese Military Expenditures », p. 182.

<sup>1886</sup> Ng (K.P.), *Interpreting China's Military Power*, Londres, Frank Cass, 2005, p. 73.

<sup>1887</sup> Hill (J.), « China's Armed Forces set to undergo Face-lift » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 15, no. 2, février 2003, p. 14.

d'essor rapide mais encore à quelques pas de la maturité. D'une façon relativement claire, la leçon reçue lors de la rupture des liens entre Moscou et Beijing à la fin des années 1950, ayant entraîné le tarissement soudain de l'aide à la modernisation militaire, semble avoir marqué cette politique de 'prise de garantie'.<sup>1888</sup>

Une simple prise en considération du déplacement des problématiques de sécurité pour Beijing suffit à souligner que, du fait de la mutation doctrinale vers une 'défense active', les préoccupations chinoises en matière de sécurité sont aujourd'hui essentiellement liées à des problèmes disposant d'une essentielle dimension maritime<sup>1889</sup>. Cette 'navalisation' des centres d'intérêts militaires chinois constitue une singulière césure si elle est mise en regard avec la stratégie préférée par Beijing durant la période s'étendant de la fondation de la République Populaire à la fin de la Guerre Froide. Sur ces quatre décennies, Bernard Cole et Paul Godwin soulignent que « dans cette stratégie [de défense continentale], une place de choix était offerte aux forces terrestres, les forces navales et aériennes ayant un rôle secondaire de soutien »<sup>1890</sup>. S'il est certain que, dans la période contemporaine, la composante terrestre demeure au cœur de l'Armée Populaire de Libération –ne serait-ce que par un immense effet d'inertie, il est hors de doute que, dans cette même période, le statut et la part budgétaire conférés à la branche navale de l'Armée Populaire de Libération ont connu une croissance constante<sup>1891</sup>. Très clairement, l'orientation prise par le développement notable de la branche navale des forces armées chinoises semble confirmer l'analyse de Thomas Kane selon laquelle : « le *seapower* n'est certes pas le seul facteur qui détermine si la RPC est à même de réaliser son potentiel et de devenir une puissance globale, mais il se range aux côtés du développement économique et de la stabilité politique comme un des [facteurs] les plus critiques »<sup>1892</sup>. Ainsi que précédemment évoqué, l'élément maritime n'est, depuis une période relativement longue, plus auto-suffisant au sens où l'établissement d'un quelconque contrôle sur une telle opération exige la maîtrise des éléments sous-marins et aériens. De ce point de vue, le mouvement de modernisation de l'Armée Populaire de Libération ne semble pas devoir déroger à

---

<sup>1888</sup> Voir notamment l'analyse de John Wilson Lewis et Xue Litai sur la production d'un sous-marin nucléaire chinois (Lewis (J.) & Xue (L.), *China's Strategic Seapower*, Stanford, Stanford University Press, 1994, pp. 10-18)

<sup>1889</sup> Bi (J.), « Joint Operations : Developing a New Paradigm » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, p. 51.

<sup>1890</sup> Cole (B.) & Godwin (P.), « Advanced Military Technology and the PLA : Priorities and Capabilities for the 21st Century » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, p. 161.

<sup>1891</sup> Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, Annapolis, Naval Institute Press, 2001, p. 180.

<sup>1892</sup> Kane (T.), *Chinese Grand Strategy and Maritime Power*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 1. Dans notre perspective, l'exigence d'une force navale significative n'est pas uniquement liée aux visées concernant le niveau global, mais peut être connectée à une exigence de sécurité dans un cadre régional.

la règle, l'inclusion d'une pluralité de dimensions se révélant nécessaire pour l'obtention du contrôle de la mer.

Depuis le lancement du premier *Song* en 1994 et l'acquisition du premier *Kilo* en provenance de Russie en 1995, la modernisation du bras sous-marin des forces navales chinoises semble avoir acquis une place de choix dans l'échelle de priorités de Beijing<sup>1893</sup>. Entre 1994 et 2008, ce sont quelques vingt-sept sous-marins d'attaque à propulsion conventionnelle qui seront venus renforcer la marine chinoise, la première moitié de production locale, la seconde étant en provenance de Russie<sup>1894</sup>. Appréhendée dans une perspective dynamique, l'évolution du nombre de sous-marins opérant dans la marine chinoise paraît relativement peu significative. En 1991, la branche navale de l'Armée Populaire de Libération disposait de quatre-vingt sept sous-marins –trente-sept opérationnels<sup>1895</sup>– contre cinquante-trois à la fin 2007 –dont certainement quarante-cinq opérationnels<sup>1896</sup>. Si la différence quantitative apparaît relativement peu marquée si l'on se cantonne aux appareils opérationnels, la différence qualitative des deux forces est rien moins qu'abyssale. La flotte de sous-marins de 1991 est en effet composée à plus de 95% de *Romeo*<sup>1897</sup>, c'est-à-dire d'appareils dérivés de modèles transférés par Moscou à Beijing avant la rupture sino-soviétique, eux-mêmes essentiellement basés sur le modèle du U-boat Type-XXI lancé par l'Allemagne en 1944<sup>1898</sup>. Les trois sous-marins venant alors compléter les *Romeo* sont des *Ming*, certes plus avancés du point de vue du système de propulsion et de l'équipement embarqué –sonar, contre-mesures– mais néanmoins essentiellement basés sur le modèle du *Romeo* pour ce qui touche à la conception<sup>1899</sup> et à l'armement –exclusivement des torpilles lourdes<sup>1900</sup>.

En l'espace de moins d'une décennie et demi, la composition de la flotte sous-marine chinoise a connu des modifications radicales. Si dix-neuf *Ming* restent en service à la fin de l'année 2007, malgré leur grandissante obsolescence, les *Romeo* ont subi une mise à la retraite rapide, les huit exemplaires, encore

---

<sup>1893</sup> Nous traitons plus loin le cas particulier de l'évolution de la force de dissuasion nucléaire basée en mer.

<sup>1894</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, pp. 118-120.

<sup>1895</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1991-1992*, Londres, Institute for Strategic Studies, 1992, p. 152.

<sup>1896</sup> *Jane's Fighting Ships* rapporte que les *Romeo* sont certainement utilisés à des fins uniques d'entraînement et devraient rapidement être retirés (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 121).

<sup>1897</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1991-1992*, p. 152.

<sup>1898</sup> « Romeo-class submarine », <http://www.globalsecurity.org/military/world/china/romeo.htm>, consulté le 20 avril 2008.

<sup>1899</sup> « Type 035 Ming Class Diesel-Electric Submarine », <http://sinodefence.com/navy/sub/type035ming.asp>, consulté le 20 mai 2008.

<sup>1900</sup> Seul un *Romeo* supplémentaire dispose alors de missiles anti-surface mais ne pouvant faire feu que si le sous-marin est alors à la surface (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1991-1992*, p. 152 ; Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 121 ; Howarth (P.), *China's Rising Seapower*, New York, Frank Cass, 2006, p. 16).

présents à la même date, devant être définitivement retirés au tournant de 2010<sup>1901</sup>. Le retrait des *Romeo* et le coup d'arrêt au programme *Ming* découlent naturellement de l'acquisition d'un ensemble de sous-marins permettant à cette branche des forces navales chinoises d'effectuer un saut qualitatif important. Un des achats de plateformes étrangères les plus importantes des forces armées chinoises dans la période suivant la Guerre Froide est sans doute celui d'une douzaine de *Kilo* auprès de la Russie pour un montant global d'environ deux milliards et demi de dollars<sup>1902</sup>. Outre l'acquisition de deux exemplaires d'une première version (877EKM) des *Kilo*, les forces navales chinoises sont aujourd'hui les seules –avec leurs homologues russes– à opérer aujourd'hui le modèle avancé (636)<sup>1903</sup>. Si de sérieux doutes avaient pu être originellement émis quant à la capacité de la marine chinoise à faire bon usage de modèles significativement plus avancés que ceux dont elle disposait jusqu'alors<sup>1904</sup>, l'intégration des *Kilo* semble avoir été aussi rapide que massive<sup>1905</sup>, offrant à l'Armée Populaire de Libération l'usage de sous-marins réputés aussi silencieux que ceux de classe *Los Angeles*<sup>1906</sup> qui continuent à constituer la colonne vertébrale des forces sous-marines américaines<sup>1907</sup>. A ceci s'ajoute la présence de systèmes d'armements avancés, les *Kilo* se présentant avec deux types de torpilles lourdes, et, pour les 636, le missile *Club*<sup>1908</sup>.

---

<sup>1901</sup> « Type 035 Ming Class Diesel-Electric Submarine »; Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 121.

<sup>1902</sup> Environ un milliard de dollars pour les quatre premiers (Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 273) et un milliard et demi pour les huit autres (« Kilo Class (Project 636/877EKM) Diesel-Electric Submarine », <http://www.sinodefence.com/navy/kilo.asp>, consulté le 20 mai 2008).

<sup>1903</sup> Rapportant les estimations russes *Jane's Defence Weekly* souligne non seulement que le 636 est largement plus économe en carburant que le 877, mais qu'il est aussi nettement plus silencieux et peut opérer à des profondeurs plus importantes (« Russia puts improved 'Kilo' on export list », *Jane's Defence Weekly*, vol. 19, no. 9, 27 février 1993).

<sup>1904</sup> « China should receive its third 'Kilo' by November », *Jane's Defence Weekly*, vol. 28, no. 4, 30 juillet 1997. Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, p. 97.

<sup>1905</sup> Dès l'été 2001, *Jane's Defence Weekly* souligne que la marine chinoise semble avoir dépassé les difficultés initiales et largement maîtrisé le fonctionnement des *Kilo* (« Navy ambitions continue to grow in line with strategy », *Jane's Defence Weekly*, vol. 36, no. 1, 11 juillet 2001).

<sup>1906</sup> Howarth (P.), *China's Rising Seapower*, p. 17.

<sup>1907</sup> A la fin de l'année 2007, l'*US Navy* disposait de quarante-sept *Los Angeles* constituant environ les trois quarts des forces sous-marines non-stratégiques des Etats-Unis.

<sup>1908</sup> Les deux torpilles sont la TEST-71/96 filoguidée et la 'wake-homing' 53-65KE poursuivant la cible d'après son sillage (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 120). Les 636 disposent du missile de croisière anti-surface (ASCM) *Club* (version améliorée 3M-54E1) pouvant être lancé depuis une position submergée, d'une portée de trois cents kilomètres, et capable de mettre en échec les contre-mesures les plus avancées (« 3M-54E (SS-N-27) Anti-Ship Cruise Missile », <http://sinodefence.com/navy/navalmissile/3m54.asp>, consulté le 21 mai 2008). Pour résumer, « The Project 636 Kilo 'is one of the quietest diesel submarines in the world' ; wake-homing torpedoes are counter-measure-resistant, 'user-friendly' weapons effective at ten kilometers or more, even for less proficient submarine forces ; and the Klub-S missile has a 220-kilometer maximum range against ships and terminal speed up to Mach 3. Such capability represents a very formidable threat to American and allied surface units » (Benedict (J.), « The Unraveling and Revitalization of U.S. Navy Antisubmarine Warfare » in *Naval War College Review*, vol. 58, no. 2, printemps 2005, p. 102).

Au programme d'importation a fait écho, depuis 1994, le lancement de sous-marin avancés de production locale. En tout état de cause, l'expansion accélérée de la flotte de *Song* entre 2000 et 2004<sup>1909</sup> est indubitablement venue démentir les Cassandre prédisant le naufrage inévitable du programme provoqué par l'importation de *Kilo*<sup>1910</sup>. D'un point de vue général, William Murray note que « il est probable que le *Song* soit à peu près équivalent aux sous-marins occidentaux produits vers le milieu des années 1990, ce qui fait de celui-ci un sous-marin redoutable et silencieux qui devrait être très difficile à détecter et à localiser, au moins lorsqu'il opère sur ses batteries »<sup>1911</sup>. Comparé aux productions précédentes, il est tout à fait certain que le degré de furtivité du *Song* constitue un saut qualitatif significatif, *Jane's Defence Weekly* rapportant la mauvaise surprise du *Kitty Hawk* s'apercevant, en octobre 2006, que l'un de ces sous-marins avait pu s'approcher à une distance critique du groupe de combat aéronaval<sup>1912</sup>. Doté d'un armement certes moins performant que les *Kilo*, les *Song* conservent une importante capacité offensive, transportant, outre des torpilles lourdes, le missile anti-surface YJ-82 et possiblement le système de roquette anti-sous-marine (*ASROC*) CY-1<sup>1913</sup>. La progression quantitative et qualitative des sous-marins chinois est encore soulignée par le lancement, pour le moins inattendu<sup>1914</sup>, au printemps 2004 –soit quelques mois avant que ne soit mis à la mer le dernier des *Song*– du premier exemplaire des *Yuan*. Combinant des éléments présents dans la conception des *Song* et des *Kilo*<sup>1915</sup>, le *Yuan* semble avoir été conçu en envisageant l'intégration d'un système *AIP* (*air independent propulsion*)<sup>1916</sup>. Restant encore mal connu, le *Yuan* se situe selon toute vraisemblance

---

<sup>1909</sup> Douze exemplaires sont lancés entre 1999 et 2004, après que le premier *Song* ait pris la mer en 1994 (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 118).

<sup>1910</sup> « China's Russian Kilo buy may put Song submarine future in doubt », *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no. 24, 12 juin 2002.

<sup>1911</sup> Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007, p. 61.

<sup>1912</sup> « Marching Forward », *Jane's Defence Weekly*, vol. 44, no. 17, 25 avril 2007.

<sup>1913</sup> Comparées aux systèmes présents sur les *Kilos*, les performances de ces armements sont sensiblement inférieures : le YJ-82 peut certes être lancé depuis un appareil submergé, mais sa portée est d'une quarantaine de kilomètres et sa vitesse reste sub-sonique durant l'ensemble de son vol, les deux torpilles, Yu-4 et Yu-1 sont de conception relativement datée et ne disposent que d'un guidage acoustique passif (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 118 ; « Yu-4 Anti-Ship Torpedo », <http://www.sinodefence.com/navy/weapon/yu4.asp> et « Yu-1 Anti-Ship Torpedo », <http://www.sinodefence.com/navy/weapon/yu1.asp> consultés le 21 mai 2008).

<sup>1914</sup> Ronald O'Rourke souligne que le lancement du premier *Yuan* a assez singulièrement surpris les observateurs occidentaux (O'Rourke (R.), *The Impact of Chinese Naval Modernization on the Future of the United States Navy*, New York, Novinka, 2006, p. 68.

<sup>1915</sup> William Murray indique que « the Yuan might best be described as either 'a Kilo with Chinese characteristics,' or a 'Song with Russian characteristics' » (Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force », p. 61).

<sup>1916</sup> « Type 039A Yuan Class Diesel-Electric Submarine », <http://www.sinodefence.com/navy/sub/yuan.asp> consulté le 21 mai 2008 ; Fisher (R.), « The Impact of Foreign Technology on China's Submarine Force and Operations » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, p. 152. Un système *AIP* permet au sous-marin de demeurer submergé pour une période de temps accrue sans avoir à utiliser le *snorkel* qui est habituellement le seul moyen de recharger les

plus haut sur l'échelle qualitative que les *Song*. William Murray estime ainsi que « le Yuan est probablement particulièrement silencieux et, comme les *Song* et les nouveaux *Kilos*, incorpore presque certainement une hélice à sept pales, un périscope moderne, un sonar digital, et est capable de lancer des [armements] sophistiqués [tels que] torpilles, missiles de croisière anti-navire et mines »<sup>1917</sup>.

Outre cette importante flotte de sous-marins diesel, la branche navale de l'Armée Populaire de Libération a lancé en 2002 et 2003, deux exemplaires du nouveau sous-marin nucléaire d'attaque –classe *Shang*. Plus encore que pour les sous-marins diesels précédents, les détails concernant l'architecture exacte du *Shang* et de ses performances demeurent rares<sup>1918</sup>. Aucun doute n'est cependant permis quant au fait que le *Shang* surclasse sans difficulté les vieillissants *Han*, largement connus pour leurs piètres performances<sup>1919</sup>. De nombreux analystes s'accordent pour comparer le *Shang* au *Victor III*<sup>1920</sup> lancé par l'Union Soviétique à la fin des années 1980 ; une telle comparaison étant soutenue par la participation officielle d'experts russes au programme de développement<sup>1921</sup>. Les forces navales chinoises semblent donc s'être dotées d'un sous-marin équivalant à un modèle dont *Jane's Fighting Ship* souligne la proximité, en termes de performances et de furtivité, aux sous-marins américains de classe *Los Angeles*<sup>1922</sup>. En 2003, le Département de la Défense américain indiquait, pour le *Shang*, un armement très probablement similaire à celui des *Victor III*, constitué

---

batteries. William Murray note : « AIP gives non-nuclear submarines much greater submerged endurance at speed, and greatly increases the vessel's operational flexibility [...]. This is a revolutionary development, and it can fairly be said that AIP represents a poor man's nuclear submarine » (Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force », p. 67).

<sup>1917</sup> Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force », pp. 61-62.

<sup>1918</sup> Fisher (R.), « The Impact of Foreign Technology on China's Submarine Force and Operations », pp. 147-149.

<sup>1919</sup> Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force », p. 73n14. Lancé en 1958, le Projet 09 dont est issu le *Han* aura connu de sérieux problèmes de développement notamment au niveau du système de propulsion nucléaire et de son armement principal constitué par des torpilles lourdes (533mm). Shan Cappellano-Sarver note cependant : « We would be foolish to underestimate China's ability to develop complex weaponry. The 091 [*Han*] submarine is often used as an example of Chinese engineering incompetence, since the submarine is viewed as one of the worst in the world. But when considered in context of when it was built and the state of Chinese economy and political system at the time, it is actually impressive that the submarine was ever finished » (Cappellano-Sarver (S.), « Naval Implications of China's Nuclear Power Development » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, p. 129). Pour une histoire complète du développement des sous-marins nucléaires d'attaque *Han* et lanceurs d'engins chinois *Xia*, voir Lewis (J.) & Xue (L.), *China's Strategic Seapower*, Stanford, Stanford University Press, 1994, 393 pages.

<sup>1920</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 117; « Russia helps China take new SSNs into silent era », *Jane's Defence Weekly*, vol. 28, no. 6, 13 août 1997; Howarth (P.), *China's Rising Seapower*, p. 17.

<sup>1921</sup> « China should receive its third 'Kilo' by November », Fisher (R.), « The Impact of Foreign Technology on China's Submarine Force and Operations », p. 147.

<sup>1922</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 629.

notamment de torpilles *wake-homing* et d'ASCM<sup>1923</sup>, devant lui donner les capacités offensives d'un *Kilo* à l'endurance illimitée.

L'augmentation des capacités de la marine chinoise ne s'est pas limitée à une seule dimension sous-marine. Si l'on retient le seuil des 1,750 tonnes de déplacement, qu'Eric Grove retient comme minimum pour une utilité océanique du navire, la modernisation des forces de surface chinoise s'est faite à un même rythme soutenu. Si l'on s'intéresse aux nouvelles plateformes plutôt qu'aux nouvelles unités, l'Armée Populaire de Libération semble s'être lancée dans un programme aux facettes multiples développé de façon accéléré dans la dernière décennie. Trois nouveaux types de frégates sont ainsi lancés après 1995 –*Jiangwei II, Jiangkai I & II*– auxquels répondent quatre nouveaux modèles de destroyers –*Luhai, Luyang I & II, Luzhou*<sup>1924</sup>.

La flotte de destroyers chinois reste encore majoritairement constituée de *Luda* –16 exemplaires– lancés entre 1971 et la fin des années 1980<sup>1925</sup>. A plus de 3,000 tonnes de déplacement et développant une vitesse maximale de 32 noeuds, le *Luda* demeure un pas significatif pour les chantiers navals chinois, intégrant une capacité anti-surface –le *Silkworm*<sup>1926</sup> remplacé par le *Sardine*, de plus faible portée mais plus fiable, sur les *Luda III*<sup>1927</sup>– et une capacité anti-sous-marine notamment pour les *Luda III*<sup>1928</sup>. Les douze premiers *Luda* restent cependant extrêmement vulnérables à toute menace aérienne, ne disposant que de canon anti-aérien, alors que les *Luda III* intègrent la copie chinoise du *Crotale (HQ-7)*<sup>1929</sup>. Les *Luda* se présentent comme une plateforme aux performances mitigées dans le cadre du type de guerre envisagé, constituant ainsi un chaînon essentiel dans la modernisation de l'appareil naval chinois de par sa capacité significative en terme de guerre anti-surface, mais relativement défailants dans des champs essentiels pour un destroyer moderne<sup>1930</sup>. Appartenant à cette même ère et souffrant, par conséquent, de la même tendance à l'obsolescence, les

---

<sup>1923</sup> Office of the Secretary of Defense, *Annual Report on the Military Power of the People's Republic of China 2003*, <http://www.defenselink.mil/pubs/2003.pdf>, consulté le 15 avril 2008.

<sup>1924</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, pp. 122-133.

<sup>1925</sup> « Type 051 Luda Class Missile Destroyer », [http://sinodefence.com/navy/surface/type051\\_luda.asp](http://sinodefence.com/navy/surface/type051_luda.asp), consulté le 20 mai 2008.

<sup>1926</sup> Le site *sinodefence.com* et *Jane's Fighting Ships 2007-2008* mentionnent des noms différents –respectivement HY1J et HY-2– pour cet armement. Ces deux sources s'accordent toutefois sur les propriétés générales du missile : vitesse subsonique, portée de 70 à 85 kilomètres, capacité de pénétration améliorées par une phase terminale à basse altitude –jusqu'à huit mètres (« HY-1 Anti-Ship Missile », <http://sinodefence.com/navy/navalmissile/hy1.asp>, consulté le 20 mai 2008 ; Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 129 ; Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2006, p. 25).

<sup>1927</sup> Pour un descriptif, voir Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, pp. 30-32.

<sup>1928</sup> Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, p. 100.

<sup>1929</sup> « Naval HQ-7 Ship-to-Air Missile », <http://sinodefence.com/navy/navalmissile/hq7naval.asp>, consulté le 20 mai 2008.

<sup>1930</sup> Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, p. 100.

*Jianghu* composent de manière identique la masse la plus importante –trente et une– des frégates dont disposent les forces navales chinoises. Si l’armement est d’un niveau technologique comparable à celui des *Luda*, Bernard Cole indique que « la défaillance la plus sérieuse [...] est l’absence d’un centre de commandement pour le combat dans la plupart des unités de cette classe. Un navire ne disposant pas de cet élément basique d’intégration de systèmes [...] est simplement incapable d’opérer un environnement naval moderne »<sup>1931</sup>.

Comparés aux plateformes susmentionnées, l’apparition des destroyers *Luhu* et des frégates *Jiangwei*, au début des années 1990, marque des progrès qualitatifs majeurs. Significativement plus massifs que leurs prédécesseurs respectifs, les *Luhu* apparaissent comme le premier navire de production chinoise à atteindre les standards généralement associés aux destroyers modernes<sup>1932</sup>, tandis que la classe *Jiangwei* se présente comme une significative avancée par rapport aux *Jianghu*<sup>1933</sup>. Dans le registre du combat anti-surface, l’intégration du *YJ-83* offre un progrès important en termes de portée<sup>1934</sup>, tandis que les capacités anti-aériennes, si elles ne dépassent pas encore la simple mise en œuvre d’une *point defense*, demeurent notoirement plus fiables avec l’installation des *HQ-7* sur la plupart de ces navires<sup>1935</sup>, et que l’inclusion de l’hélicoptère *Z-9* possédant un *dipping sonar* accroît l’aptitude à la lutte anti-sous-marine. La pierre angulaire du mouvement de modernisation animant la marine chinoise apparaît cependant être l’importation de quatre *Sovremenny* entre 1994 et 2004<sup>1936</sup>. Déplaçant près de 8,000 tonnes, le *Sovremenny* peut intégrer un nombre conséquent de systèmes d’armement dont le plus connu est certainement le missile anti-surface *Sunburn*<sup>1937</sup>. Concernant ce missile, le *Jane’s Naval Weapon Systems* rapporte que « le fabricant a avancé qu’un ou deux missiles suffisaient à incapaciter un destroyer »<sup>1938</sup>, David Shambaugh rappelant que le

---

<sup>1931</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>1932</sup> « Type 052 Luhu Class Missile Destroyer », [http://sinodefence.com/navy/surface/type052\\_luhu.asp](http://sinodefence.com/navy/surface/type052_luhu.asp), consulté le 20 mai 2008.

<sup>1933</sup> Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, p. 101.

<sup>1934</sup> Disposant d’une portée d’environ 160 kilomètres, le *YJ-83* bien que subsonique durant la phase d’approche est capable d’une accélération supersonique durant la phase terminale à basse altitude –5 mètres (Jane’s Information Group, *Strategic Weapons Systems Issue 44 – 2006*, p. 32). Certaines *Jiangwei* restent équipées avec le plus ancien *HY-2*.

<sup>1935</sup> Les quatre *Jiangwei I* dotées d’un missile de développement local aux performances insatisfaisantes doivent être modifiées sous peu (Jane’s Information Group, *Jane’s Fighting Ships 2007-2008*, p. 129).

<sup>1936</sup> Il est notable que *Jane’s Defence Weekly* notait en 2001, alors que la marine chinoise disposait seulement de deux exemplaires du *Sovremenny*, qu’un doublement du nombre de ces plateformes créerait un problème sérieux pour l’*US Navy* (« Navy ambitions continue to grow in line with strategy », *Jane’s Defence Weekly*, vol. 36, no. 2, 11 juillet 2001).

<sup>1937</sup> Le *Sunburn* est un missile anti-surface supersonique capable d’une accélération à mach 4.5 et de manœuvres d’évasion dans la phase terminale ; les deux premiers *Sovremenny* sont équipés d’une version disposant d’une portée de 130 kilomètres contre 240 pour ceux présents sur les deux derniers navires (Jane’s Information Group, *Jane’s Fighting Ships 2007-2008*, p. 123).

<sup>1938</sup> Jane’s Information Group, *Naval Weapon Systems, Issue 46 – 2007*, Coulsdon, Jane’s Information Group, 2007, p. 342.

*Sunburn* constitue une menace significative pour les porte-avions pour l'attaque desquels il a été conçu<sup>1939</sup>. Les *Sovremenny* intègrent parallèlement de solides capacités de *point defense* anti-aériennes –avec le SA-7 *Gadfly*– ainsi que de lutte anti-sous-marine grâce à la présence d'hélicoptères –Z-9 ou Helix russe<sup>1940</sup>. A partir de la fin des années 1990, les destroyers lancés par la Chine tendent à ressembler plus aux *Sovremenny* qu'à leurs prédécesseurs locaux. Si l'unique exemplaire produit du *Luhai* apparaît comme un avatar significativement amélioré du *Luhu*<sup>1941</sup>, les *Luyang* et les *Luzhou* s'inspirent des navires russes et prêtent une attention particulière à la furtivité dans leur conception. Les deux *Luyang I* apparaissent ainsi essentiellement comme des copies du *Sovremenny*<sup>1942</sup> mêlant système chinois anti-surface –le YJ-83– et système anti-air russe –le SA-N-12 *Shtil*<sup>1943</sup>. Comparés aux destroyers précédents, le *Luyang II* et les nouveaux *Luzhou* apparaissent résulter d'un intérêt marqué pour combler les lacunes dans les capacités anti-air de la flotte chinoise. Le *Luzhou* inclut ainsi le système russe SA-N-20 *Grumble* navalisé tandis que le *Luyang II* dispose du HQ-9 chinois, certainement dérivé du *Grumble*<sup>1944</sup>. Les deux systèmes sont à lancement vertical<sup>1945</sup> et permettent respectivement d'engager des cibles à 150 et 100 kilomètres, offrant un passage sûr d'une *point defense* à une *area defense*<sup>1946</sup>. Venant compléter la modernisation des forces de surface, les frégates *Jiangkai* devraient à terme remplacer les obsolètes *Jianghu*, avec une taille plus importante que les *Luda* et des systèmes d'armements incomparablement plus avancés<sup>1947</sup>. Clairement, le *Jiangkai* « se

---

<sup>1939</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 267.

<sup>1940</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 123.

<sup>1941</sup> *Ibid.*, p. 125. Le *Luhai* déplace 6,000 tonnes et transporte le même matériel que les *Luhu*.

<sup>1942</sup> Office of the Secretary of Defense, *Annual Report on the Military Power of the People's Republic of China 2006*, <http://www.defenselink.mil/pubs/2006.pdf>, consulté le 15 avril 2008.

<sup>1943</sup> Le *Shtil* est un missile anti-air de moyenne portée à hautes performances et offre notamment de sérieuses capacités anti-missile de croisière (« 9M317/Shtil (SA-N-12) Ship-to-Air Missile », <http://sinodefence.com/navy/navalmissile/9m317.asp>, consulté le 20 mai 2008).

<sup>1944</sup> « Naval HQ-9 Ship-to-Air Missile », <http://sinodefence.com/navy/navalmissile/hq9naval.asp>, consulté le 20 mai 2008.

<sup>1945</sup> Le lancement vertical permet d'éviter des dommages au navire créés par le lancement et autorise un engagement sur 360°.

<sup>1946</sup> *Jane's Defence Weekly* notait en 2001 que « the introduction of VLS-[vertical launch system] capable ships [...] would give the PLAN a significant blue-water capability for the first time in its history » (« Back on Course », *Jane's Defence Weekly*, vol. 35, no. 4, 14 janvier 2001).

<sup>1947</sup> Les *Jiangkai*, dont la conception insiste sur un souci de furtivité– sont dotées du missile anti-surface YJ-83 et d'un hélicoptère Z-9. Les *Jiangkai I* intègrent le système anti-air HQ-7 tandis que les *Jiangkai II* devraient être dotées d'un système à lancement vertical plus avancé (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, pp. 128-129).

rapproche des frégates modernes occidentales en termes de taille et de capacités »<sup>1948</sup> la seconde déclinaison du modèle donne une capacité anti-air pouvant couvrir un groupe de combat<sup>1949</sup>.

Héritage de l'ère précédente où la marine chinoise était essentiellement conçue comme un appoint aux forces terrestres, l'Armée Populaire de Libération continue à entretenir une vaste flotte de navires destinés à la défense côtière. L'International Institute for Strategic Studies répertorie ainsi quelques deux cents quarante navires de différents types destinés à cette mission<sup>1950</sup>. Comme pour les navires plus importants, le programme de modernisation semble avoir connu un rythme soutenu durant la période suivant la fin de la Guerre Froide. Si plus de la moitié des navires de défense côtière a été lancée avant 1990<sup>1951</sup>, et connaît un certain vieillissement, les modèles ultérieurs transportent des missiles de type YJ-1, ou certains de ses avatars, et apparaissent relativement performants<sup>1952</sup>. Plus impressionnant est sans doute l'apparition soudaine, en mai 2004, de catamarans dont la coque paraît avoir fait l'objet d'une particulière attention pour accroître la furtivité du navire<sup>1953</sup> et dont une quarantaine d'exemplaires, équipés de missiles anti-surface avancés, opéreraient déjà dans les forces navales chinoises au début 2008<sup>1954</sup>.

Les capacités chinoises en termes de projection de puissance de la mer vers la terre restent limitées bien que croissantes<sup>1955</sup>. Les plateformes les plus importantes sont les sept *Yukan*, les dix *Yuting I* et les neuf *Yuting II*, chacun d'entre eux étant capable de transporter dix chars et environ deux cents cinquante soldats, les deux derniers modèles pouvant accueillir un hélicoptère Z-8<sup>1956</sup>. Les forces navales chinoises disposent en outre d'un unique *Yudao*, large plateforme déplaçant entre 17,000 et 20,000 tonnes pouvant transporter entre cinq

---

<sup>1948</sup> « Type 054/A Jiangkai Class Missile Frigate », <http://sinodefence.com/navy/surface/type054jiangkai.asp>, consulté le 20 mai 2008.

<sup>1949</sup> *Ibid.*

<sup>1950</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, pp. 348-349.

<sup>1951</sup> Il s'agit essentiellement des classes *Hainan*, *Shanghai* et *Haijiu* à l'armement obsolète (« Type 62C Shanghai-II Class Gun Patrol Boat », <http://sinodefence.com/navy/littoral/shanghai2.asp>; « Type 037 Hainan Class Anti-Submarine Patrol Craft », [http://sinodefence.com/navy/littoral/type037\\_hainan.asp](http://sinodefence.com/navy/littoral/type037_hainan.asp); « Type 037-I Haijiu Class Anti-Submarine Patrol Craft », [http://sinodefence.com/navy/littoral/type037\\_Ihaijiu.asp](http://sinodefence.com/navy/littoral/type037_Ihaijiu.asp); consultés le 23 mai 2008.

<sup>1952</sup> « Type 037-IG Houxin Class Missile Corvette », [http://sinodefence.com/navy/littoral/type037ig\\_houxin.asp](http://sinodefence.com/navy/littoral/type037ig_houxin.asp); « Type 037-II Houjian Class Missile Corvette », [http://sinodefence.com/navy/littoral/type037ii\\_houjian.asp](http://sinodefence.com/navy/littoral/type037ii_houjian.asp) consultés le 23 mai 2008.

<sup>1953</sup> « First sight of Chinese catamaran », *Jane's Defence Weekly*, vol. 41, no. 21, 26 mai 2004.

<sup>1954</sup> « Type 022 Missile Fast Attack Craft », <http://sinodefence.com/navy/littoral/type022.asp>, consulté le 23 mai 2008. L'équipement inclut le YJ-83 et un système de partage d'information permettant l'attaque 'au-delà de l'horizon'.

<sup>1955</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 270.

<sup>1956</sup> « Type 072-II Yuting Class Large Landing Ship », <http://sinodefence.com/navy/amphibious/yuting.asp>; « Type 072-III Yuting-II Class Large Landing Ship », <http://sinodefence.com/navy/amphibious/yutingii.asp>; « Type 072 (Yukan Class) Large Landing Ship », <http://sinodefence.com/navy/amphibious/yukan.asp>, consultés le 23 mai 2008.

cents et huit cents soldats et entre quinze et vingt chars et la logistique nécessaire –notamment deux à trois aérogliisseurs permettant le débarquement des forces à bord<sup>1957</sup>. Une soixantaine de plateformes de taille moyenne<sup>1958</sup> –entre 1,000 et 2,000 tonnes et pouvant chacune transporter entre deux et dix tanks et environ deux cents soldats– ainsi qu’environ cent cinquante embarcations de petite taille<sup>1959</sup> s’ajoutent aux forces amphibies<sup>1960</sup>. Aucune plateforme chinoise ne saurait toutefois être mesurée à l’aune des navires spécialisés dans l’assaut amphibie dont disposent actuellement les forces américaines<sup>1961</sup> et seul l’unique *Yudao* précédemment mentionné apparaît comparable, au niveau du volume déplacé, aux *Harpers Ferry* ou aux *Whidbey Island*<sup>1962</sup>.

En termes de projection de puissance, un des éléments majeurs d’une force navale de premier rang manquant à l’Armée Populaire de Libération est sans aucun doute un porte-avions. Depuis le début des années 1990, les efforts chinois effectués en vue de l’acquisition d’un bâtiment de ce type ont été relativement soutenus<sup>1963</sup>. Certes, cette volonté n’apparaît en aucun cas comme une caractéristique spécifique au développement naval chinois ; Beijing étant le seul des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité à ne pas disposer de porte-avions opérationnel, tandis que New Dehli a fait l’acquisition de plateformes russes et anglaises. La volonté d’adjoindre un porte-avions aux forces navales chinoises apparaît avoir été une des constantes de la modernisation militaire de la Chine, bien que le débat ait apparemment été caractérisé par d’amples oscillations<sup>1964</sup>. En effet, dès 1985, Beijing acquiert le *Melbourne* et en conserve le pont afin d’entraîner les pilotes de l’aéronavale à décoller et atterrir depuis ce type de piste, tandis que les ingénieurs navals chinois

---

<sup>1957</sup> « Type 071 Landing Platform Dock », <http://sinodefence.com/navy/amphibious/yuting.asp>, consulté le 23 mai 2008.

<sup>1958</sup> Il s’agit des classes Yudeng, Yuhai, Yulian, Yunshu et des Yubei.

<sup>1959</sup> Le *Yuqing* et les *Yunnan* déplacent 128 tonnes.

<sup>1960</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 349.

<sup>1961</sup> Ainsi les classes *Wasp* et *Tarawa* dont l’*US Navy* déploie respectivement sept et trois exemplaires équivalent à des porte-aéronefs de petite taille, déplaçant environ 40,000 tonnes, permettant aux 1,500 à 2,000 marines de mener l’assaut par les plateformes de débarquement ou aérogliisseurs embarqués ou par hélicoptères (« Amphibious Assault Ships – LHA/LHD/LHA(R) », <http://www.navy.mil/navydata/factdisplay.asp?cid=4200&tid=400&ct=4>, consulté le 29 mai 2008).

<sup>1962</sup> L’*US Navy* possède quatre exemplaires du premier et huit du second, chacun déplaçant environ 17,000 tonnes et transportant environ cinq cents marines ainsi que, pour les premiers, deux aérogliisseurs et deux plateformes de débarquement, et quatre aérogliisseurs pour les seconds (« Dock Landing Ship », <http://www.navy.mil/navydata/factdisplay.asp?cid=4200&tid=1000&ct=4>, consulté le 29 mai 2008).

<sup>1963</sup> Le projet dérive de l’ambition navale instillée par Liu Huaqing dans les plus hauts échelons de l’Armée Populaire de Libération. L’amiral Liu affirme ainsi : « To modernize our national defense and build a perfect weaponry and equipment system, we cannot but consider the development of aircraft carriers » (Liu Huaqing cité dans Erickson (A.) & Wilson (A.), « China’s Aircraft Carrier Dilemma » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China’s Future Nuclear Submarine Force*, p. 232).

<sup>1964</sup> Ahari (E.), « China’s Naval Forces Look to Extend Their Blue-Water Reach » in *Jane’s Intelligence Review*, vol. 10, no. 4, avril 1998, p. 32.

profitent de cette opportunité pour établir des plans du porte-avions lors du démantèlement du navire<sup>1965</sup>. En 1992, *Jane's Defence Weekly* met en avant le double intérêt de la Chine et de l'Inde pour le *Varyag*, indiquant que « l'adjonction d'un *supercarrier* [aux forces] de la Chine ou de l'Inde affecterait sérieusement la *balance* de puissance maritime dans les régions de l'Asie Pacifique et de l'Océan Indien »<sup>1966</sup>. Trois ans après un premier enlèvement des discussions avec les autorités ukrainiennes, Beijing entre en contact avec l'entreprise espagnole Bazan pour une première étude concernant un porte-avions léger, puis avec la France au sujet d'une possible cession du *Clémenceau*<sup>1967</sup>. En 1998, une entreprise chinoise fait l'acquisition du *Minsk* –classe *Kiev* de 43,000 tonnes– vendu par la Russie à la République de Corée en 1995, pour le transformer en parc d'attractions à Shenzhen<sup>1968</sup>. Cette même année, une compagnie basée à Macau, mais dont le gestionnaire est un ancien officier de la marine chinoise, achète le *Varyag* –classe *Kuznetsov* de 58,500 tonnes– pour officiellement en faire un second parc d'attractions.

La destinée du *Varyag* ne semble cependant pas devoir être celle du *Minsk*. Certes, le navire acheté n'est guère plus qu'un squelette, achevé à environ 70% après que sa construction ait été suspendue en 1992, un refus russe définitif de financer la poursuite de la construction en 1994 ayant laissé le *Varyag* dans un état de quasi-abandon<sup>1969</sup>. Le porte-avions qui arrive à Dalian au printemps 2002 est encore dépourvu de tout système de propulsion et d'armement et se trouve dans un état qui nécessite largement plus qu'une simple rénovation. Or ce large effort semble avoir été entrepris par la marine chinoise et peut difficilement être conçu comme partie intégrante d'un plan de transformation du navire en parc d'attractions<sup>1970</sup>. Après trois années de travail sur un *Varyag* repeint aux couleurs de la marine chinoise dès 2005, le *Jane's Fighting Ship 2007-2008* avance une probable intégration du porte-avions aux forces navales chinoises<sup>1971</sup>, bien qu'estimant parallèlement qu'une mise en service du porte-avions n'est envisageable qu'à moyen terme. Si

---

<sup>1965</sup> Storey (I.) & You (J.), « Chinese Aspirations to Acquire Aircraft-Carrier Capability Stall » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 14, no. 4, avril 2002, p. 32.

<sup>1966</sup> « China, India eye new carrier », *Jane's Defence Weekly*, vol. 17, no 6, 8 février 1992. Jack McCaffrie souligne de la même manière que « an acquisition of this kind [aircraft carrier], despite whatever limitations might apply to it, would significantly change the regional maritime balance » (McCaffrie (J.), *New Technologies and their Input into the Maritime Balance in the Asia-Pacific Region*, Kuala Lumpur, Malaysian Institute of Maritime Affairs, 1995, p. 12).

<sup>1967</sup> Storey (I.) & You (J.), « China's Aircraft Carrier Ambitions : Seeking Truth From Rumors » in *Naval War College Review*, vol. 57, no. 4, hiver 2004, p. 80.

<sup>1968</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>1969</sup> « Project 1143.5 Kreml Class Aircraft Carrier Cruiser », [http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/1143\\_5.htm](http://www.globalsecurity.org/military/world/russia/1143_5.htm), consulté le 14 mai 2008.

<sup>1970</sup> Erickson (A.) & Wilson (A.), « China's Aircraft Carrier Dilemma », p. 238.

<sup>1971</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 122.

l'effort pour amener le *Varyag* à un niveau raisonnable d'opérationnalité apparaît considérable, Andrew Erickson et Andrew Wilson soulignent que « beaucoup des apparents désavantages du *Varyag* [conçu] comme premier porte-avions chinois peuvent être en fait vus comme des avantages. Le *Varyag* a été livré sans armement, sans équipement électronique, et sans système de propulsion ; de ce fait bien que les coûts de mise en route puissent être élevés, le potentiel d'adaptation [*customization*] est considérable »<sup>1972</sup>. Dans ses tâtonnements possibles, Beijing tend cependant à bénéficier du précédent que constitue l'utilisation d'un navire identique par une Russie notamment susceptible de lui fournir un matériel adapté<sup>1973</sup> –comme une version navalisée du Su-27<sup>1974</sup>. En ce sens plus que le 'premier porte-avions chinois', le *Varyag* semble se présenter comme un pas supplémentaire important dans la direction d'une force de projection aéronavale chinoise dont le développement demeure progressif mais apparemment irrémédiable<sup>1975</sup>.

## **C- La modernisation des forces II : les forces aériennes et l'élément conventionnel du Second Corps d'Artillerie.**

Le vaste objectif de modernisation militaire a par ailleurs trouvé un large champ d'expression dans la recomposition des forces aériennes chinoises. Selon You Ji, « parmi les nouvelles priorités de développement des services de l'Armée Populaire de Libération, les forces aériennes ont été en tête de liste de la modernisation sélective »<sup>1976</sup>. Dans cette perspective, le rôle joué par la Guerre du Golfe dans la prise de conscience de l'urgence à moderniser une branche aérienne vieillissante peut difficilement être surestimé. En effet, dans le contexte post-1991, « la supériorité aérienne est vue comme déterminante dans l'atteinte des objectifs de la guerre moderne : non pas la prise de territoires, mais la destruction de la capacité de défense ennemie à travers une puissance de feu supérieure »<sup>1977</sup>. La volonté de développer des forces aériennes modernisées est notamment visible au travers d'une comparaison succincte entre les appareils à la

---

<sup>1972</sup> Erickson (A.) & Wilson (A.), « China's Aircraft Carrier Dilemma », p. 238.

<sup>1973</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>1974</sup> *Jane's Fighting Ships 2007-2008* fait état de plusieurs rapports indiquant l'intérêt chinois pour l'acquisition de Su-33 (Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 122), dont dix-huit peuvent être attachés aux porte-avions de classe Kuznetsov.

<sup>1975</sup> Andrew Erickson et Andrew Wilson estiment : « *Varyag* [...] may ultimately also be used for pilot and deck crew training, as well as a 'test platform' for general research and the development of catapults, arresting gears and other ship-board systems » (Erickson (A.) & Wilson (A.), « China's Aircraft Carrier Dilemma », p. 239).

<sup>1976</sup> You (J.), *The Armed Forces of China*, Londres, I.B. Tauris, 1999, p. xiv.

<sup>1977</sup> *Ibid.*, p. 15.

disposition de celles-ci en 1991 et en 2006. A l'ouverture de la période de post-Guerre Froide, plus des quatre cinquièmes des quelques 4,500 chasseurs à la disposition des forces aériennes chinoises –en incluant l'aéronaval– sont des J-5 et des J-6 dont les premiers pas remontent aux années 1950<sup>1978</sup>. De la même manière, la force de chasseurs-bombardiers est alors exclusivement constituée de Q-5, modèle basé sur le J-6<sup>1979</sup>, alors que les trois quarts des bombardiers en activité sont des bombardiers légers H-5, basés sur l'Il-28 entré en service dans l'armée de l'air soviétique à la fin des années 1940<sup>1980</sup>. Après une décennie et demi d'efforts, si la branche aérienne de l'Armée Populaire de Libération comprend encore une majorité d'appareils en voie d'obsolescence ou d'ores et déjà désuets, de multiples acquisitions ont permis la constitution et le renforcement de solides « poches d'excellence »<sup>1981</sup>. Les quelques trois cents appareils d'origine russe –différentes versions du Su-27 et du Su-30– ainsi que l'arrivée à maturité des programmes locaux des chasseurs J-10 et FC-1 ainsi que du chasseur-bombardier JH-7 ont indubitablement rehaussé la qualité globale des forces aérienne chinoises<sup>1982</sup>.

Une partie importante des forces aériennes chinoises est encore équipée d'un des multiples avatars du J-7, du J-8 et du Q-5, aujourd'hui largement surannés. Le J-7 dérive du MiG-21 et David Shambaugh souligne que le J-7III produit au milieu des années 1980 « est à peu près l'équivalent du MiG-21, entré dans les forces aériennes soviétiques en 1972, ou au F-4C américain, qui fut le principal intercepteur de l'US Navy et du Marine Corps durant la Guerre du Vietnam »<sup>1983</sup>. Si de nombreuses modifications ont été apportées au moins jusqu'à la seconde moitié des années 1990<sup>1984</sup>, un coup d'arrêt semble avoir été donné au programme après

---

<sup>1978</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1991-1992*, p. 153. Le J-5 dérive du *MiG-17 Farmer*, le J-6 du *MiG-19 Farmer*, c'est-à-dire d'appareils utilisés durant le conflit coréen dont il est à peine besoin de souligner ici l'obsolescence plus de trente années après leur lancement (« J-5 (Jian-5 Fighter aircraft 5) », <http://www.globalsecurity.org/military/world/china/j-5.htm>; « J-6 Fighter Aircraft », <http://www.sinodefence.com/airforce/fighter/j6.asp>, consultés le 24 mai 2008).

<sup>1979</sup> « Q-5 Ground Attack Aircraft », <http://www.sinodefence.com/airforce/groundattack/q5.asp>, consulté le 24 mai 2008.

<sup>1980</sup> « H-5 bomber », <http://www.sinodefence.com/airforce/groundattack/h5.asp>, consulté le 24 mai 2008.

<sup>1981</sup> Goldstein (A.), « Great Expectations : Interpreting China's Arrival » in *International Security*, vol. 22, no. 3, hiver 1997-98, p. 44.

<sup>1982</sup> Dès 1996, *Jane's Defence Weekly* notait : « The People's Liberation Army Air Force (PLAAF) is replacing a significant part of its 4000-odd ageing combat aircrafts with fighters on a par with many Western type » (« Lifting the veil on China's fighters », *Jane's Defence Weekly*, vol. 25, no. 5, 31 janvier 1996), confirmant un significatif 'saut générationnel'.

<sup>1983</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 258.

<sup>1984</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, pp. 99-100.

les premiers tests du FC-1/JF-17<sup>1985</sup>, plus de cinq cents J-7 demeurant répertoriés dans l'inventaire chinois<sup>1986</sup>. Développé à partir du milieu des années 1960, mais devenu opérationnel seulement au milieu des années 1980, le J-8 a connu de lourdes modernisations faisant de ses dernières incarnations –J-8C/H– un appareil aux performances honorables malgré le coup d'arrêt porté par les Etats-Unis au programme *Peace Pearl* après 1989<sup>1987</sup>. Richard Fisher indique ainsi à propos des deux cent cinquante J-8 avancés : « Bien que le J-8IIC/H [J-8C et J-8H selon le *Jane's Information Group*] soit certainement moins performant que les chasseurs américains tels que le F-16 et le F/A-18, il est susceptible d'être transformé en un redoutable système d'armes lorsque il est équipé avec des missiles *stand-off* et employé dans des missions d'attaque »<sup>1988</sup>. Parallèlement, le vieillissant chasseur-bombardier Q-5 a bénéficié de l'adjonction, à la fin des années 1990, d'un pod permettant l'utilisation de bombes à guidage laser<sup>1989</sup>, offrant à l'appareil un renouveau certain des rôles possiblement remplis grâce à l'utilisation de *precision guided munitions*<sup>1990</sup>.

La véritable mutation de la branche aérienne de l'Armée Populaire de Libération ne s'enracine cependant pas dans des améliorations incrémentielles de systèmes vieillissants, mais dans le double mouvement d'importation d'avions avancés étrangers –i.e. russes– et de développement et production de nouveaux appareils. Au lendemain de la première acquisition par Beijing de vingt-six Su-27<sup>1991</sup>, *Jane's Defence Weekly* notait que « Les *Flanker* chinois représentent le plus radical des sauts en capacité de la région [Asie

---

<sup>1985</sup> Jane's Information Group, *World Air Forces*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, p. 109. Les plus grandes incertitudes entourent la possible acquisition de FC-1, chasseur léger basé sur le même concept que le MiG-33/MiG-29M (Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 100) et dont le développement accéléré avait pu surprendre une grande partie des analystes (« Lifting the veil on China's fighters »). Bien qu'étant conçu comme un possible remplacement des J-6, J-7 et Q-5, le FC-1, décrit comme un chasseur de 3<sup>ème</sup> ou 3<sup>1/2ème</sup> génération –soit légèrement en retrait par rapport au Su-27 et au J-10– n'est toujours pas présent dans les forces chinoises malgré les propos rapportés par *Jane's Defence Weekly* selon lesquels un millier d'appareils pourrait être acquis par les forces aériennes chinoises (Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 101 ; « China launches FC-1 fighter production », *Jane's Defence Weekly*, vol. 39, no. 3, 22 janvier 2003, « Sino-Pakistani fighter deliveries to start in 2006 » *Jane's Defence Weekly*, vol. 41, no. 17, 28 avril 2004).

<sup>1986</sup> « Chinese Fighter Aircraft », <http://www.sinodefence.com/airforce/fighter/default.asp>, consulté le 24 mai 2008.

<sup>1987</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 122.

<sup>1988</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, p. 149. Richard Fisher poursuit : « In an air-to-air role, the J-8IIC/H might also be valuable as a long-range escort for attack-dedicated Su-30MKKs or JH-7s. The J-8IIC/Hs might draw off the combat air patrol for a U.S. carrier that would allow a strike force to get close enough for an attack » (*Ibid*). Plusieurs dizaines de J-8 premières versions restent en service, les estimations variant grandement (« Chinese Fighter Aircraft », <http://www.sinodefence.com/airforce/fighter/default.asp>, International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 350).

<sup>1989</sup> « Q-5 Ground Attack Aircraft », <http://www.sinodefence.com/airforce/groundattack/q5.asp>.

<sup>1990</sup> Jane's Information Group, *World Air Forces*, p. 110. Entre deux cents et quatre cents Q-5 restent en service mais le nombre d'appareils bénéficiant de ces ultimes modernisations reste inconnu (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, pp. 349-350, Information Group, *World Air Forces*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, p. 122).

<sup>1991</sup> Le premier lot comprend vingt-quatre *Su-27SK Flanker B* et deux *Su-27UBK* destinés à l'entraînement mais disposant des même capacités de combat que le *Su-27SK* (Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, pp. 510-511).

Pacifique] [...]. Bien que la Chine n'ait commandé que 26 avions, le rayon d'action [...] du Flanker [accroît] fortement les capacités de frappe autrement vulnérables de l'AFPLA »<sup>1992</sup>. Or l'acquisition de 1992 ne représente, rétrospectivement, qu'un premier pas. En 1995, vingt-quatre appareils –quatorze Su-27SK et dix Su-27UBK– étaient livrés aux forces chinoises, et, en 2000, vingt-huit Su-27UBK supplémentaires venaient compléter la flotte<sup>1993</sup>. Plus important, la Chine parvenait en 1996 à convaincre la Russie de laisser produire, sous licence, deux cents exemplaires du Su-27SK –renommé J-11– à la *Shenyang Aircraft Corporation*<sup>1994</sup>. La production chinoise de J-11 semble cependant être suspendue après l'assemblage de la première centaine d'appareils, Beijing semblant désireuse de réorienter la production vers des appareils plus performants comme le Su-27SMK<sup>1995</sup> voire le Su-30MKK<sup>1996</sup>. Avec le Su-27/J-11, Beijing se dote cependant d'un appareil aux performances largement supérieures à celles des avions produits jusqu'alors par la Chine<sup>1997</sup>. Disposant d'un rayon d'action de 1,500 kilomètres et pouvant atteindre Mach 2.35, le Su-27 se distingue par le vaste éventail d'armements qu'il est à même de transporter, allant du missile air-air à courte ou moyenne portée, à différents types de *precision guided munitions*<sup>1998</sup>. Clairement, « le Su-27SK a fourni aux forces aériennes chinoises une solide introduction à la complexité, aux coûts et au potentiel de combat amélioré [qui caractérisent] les chasseurs modernes de quatrième génération »<sup>1999</sup>.

<sup>1992</sup> « Asia/Pacific air forces leap ahead with advanced fighters », *Jane's Defence Weekly*, vol. 20, no. 8, 21 août 1993.

<sup>1993</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 511.

<sup>1994</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 152.

<sup>1995</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 125. Ce changement apparaîtrait dans la continuité d'un accord sino-russe permettant l'amélioration des Su-27SK reçu par Beijing en Su-27SM (« Chinese Su-27 upgrade funds Russian project », *Jane's Defence Weekly*, vol. 40, no. 14, 8 octobre 2003).

<sup>1996</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 152.

<sup>1997</sup> Le Su-27 apparaît dans les forces soviétiques au milieu des années 1980 et apparaît supérieur au F-15C produit par les Etats-Unis à partir du début de la même décennie (Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 262).

<sup>1998</sup> Ceci inclut les missiles air-air PL-8 (courte portée, copie du Python-3 israélien développé au milieu des années 1980), le R-77/AA-12 Adder et le PL-12 (moyenne portée, tous deux équivalent à l'AMRAAM AIM-120 américain) ; ainsi que la bombe à guidage laser LT-2 (portée de quinze kilomètres, ECP d'environ six mètres), la *Precision Guided Bomb LS-6* (conçue pour rivaliser avec les performances des JDAM américaines) et enfin le redoutable missile anti-radiation Kh-31P/AS-17C Krypton –ou Y-91 dans la désignation chinoise du missile produit sous licence (« PL-8 Short-Range Air-to-Air Missile », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/pl8.asp>, « PL-12 (SD-10) Medium-Range Air-to-Air Missile », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/pl12.asp>, « R-77 (AA-12) Medium-Range Air-to-Air Missile », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/r77.asp>, « LT-2 Laser Guided Bomb », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/lt2.asp>, « LS-6 Precision Guided Glide Bomb », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/ls6.asp>, « Kh-31P/Y-91 Anti-radiation Missile », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/kh31.asp>, consultés le 25 mai 2008).

<sup>1999</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 152.

Une seconde acquisition importante effectuée auprès de la Russie dans la période post-Guerre Froide est celle des quatre lots de Su-30MK –au total quatre-vingt Su-30MKK et vingt-huit Su-30MKK2<sup>2000</sup>. Comparé au Su-27SK dont le rôle est essentiellement celui d'un intercepteur, le Su-30MK apparaît comme un chasseur multi-rôles de 4<sup>1/2</sup><sup>ème</sup> génération avec d'importantes capacités d'attaque au sol<sup>2001</sup>. L'introduction de ces nouveaux appareils dans les forces aériennes chinoises ne peut être surestimée, au point que Richard Fisher souligne que « l'achat des Su-30MKK marque peut-être le [...] plus grand accroissement des capacités de combat des PLAAF depuis que la modernisation de [celles-ci] a commencé [...] au début des années 1990 »<sup>2002</sup>. Concernant le Su-30MKK2, acquis à peine quatre années après le premier lot de Su-30MKK, *Jane's Defence Weekly* rapporte que « Sukhoi a révélé que les chasseurs multi-rôles améliorés Su-30MKK2 [alors] en développement pour le compte de la Chine [donneraient] aux forces navales et aériennes de Beijing un niveau de projection de puissance à longue distance sans précédent »<sup>2003</sup>. Disposant de performances au moins équivalentes à celles du Su-27 dans les missions de supériorité aérienne<sup>2004</sup>, le Su-30MKK autorise l'usage d'un vaste panel de missiles air-sol<sup>2005</sup>. L'intérêt chinois pour faire du Su-30MKK un instrument d'interdiction maritime<sup>2006</sup> semble avoir été largement confirmé non seulement par l'acquisition subséquente de Su-30MKK2 –version navalisée du Su-30MK<sup>2007</sup>, mais aussi par l'ensemble d'armements air-sol acquis par la Chine, les missiles *Kazoo* et *Krypton* accompagnant le Su-30 dans ses différentes versions ayant été conçus pour des missions anti-surface<sup>2008</sup>.

Si l'acquisition de divers avions russes a permis à la Chine d'opérer un bond significatif dans la qualité des appareils déployés, elle ne remplace aucunement les programmes de développement menés par Beijing. Les premières livraisons de J-10 par le *Chengdu Aircraft Industry Group* en 2001 parachèvent les efforts

---

<sup>2000</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 514.

<sup>2001</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 263. *Jane's Defence Weekly* compare la version de base du *Su-30MK* au *F-15E* actuellement encore en service dans les forces américaines (« China plans progress while others look on », *Jane's Defence Weekly*, vol. 29, no. 7, 18 février 1998).

<sup>2002</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 143.

<sup>2003</sup> « More details disclosed on China's Su-30MKK2 », *Jane's Defence Weekly*, vol. 40, no. 10, 10 septembre 2003.

<sup>2004</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 142. Le *Su-30MKK* peut notamment faire usage des missiles air-air *R-27/AA-10 Alamo* (moyenne portée), *R-73/AA-11 Archer* (courte portée) et *R-77/AA-12* (« Beijing signs new 'Flanker' fighter deal », *Jane's Defence Weekly*, vol. 39, no. 5, 5 février 2003).

<sup>2005</sup> Il s'agit particulièrement du *Kh31P/AS-17 Krypton*, du *Kh59M/AS-18 Kazoo*, et du *Kh29/AS-18 Kedge* –comparable au *AGM-65 Maverick* américain (Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 514.).

<sup>2006</sup> Ceci est signalé par *Jane's Defence Weekly* dès 1999 (« Su-30MK purchase in Chinese agenda », *Jane's Defence Weekly*, vol. 32, no. 6, 11 août 1999).

<sup>2007</sup> « China accepts Su-30MK2 fighters », *Jane's Defence Weekly*, vol. 41, no. 13, 31 mars 2004.

<sup>2008</sup> *Ibid.*; Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 117.

consentis pour la production d'un chasseur de 4<sup>ème</sup> génération développé localement<sup>2009</sup>. Certes, le programme aura connu d'importantes difficultés<sup>2010</sup>, le résultat n'en apparaît pas moins satisfaisant, le J-10 disposant d'un niveau technologique le plaçant comme la seconde plateforme la plus avancée des forces aériennes chinoises<sup>2011</sup>. Examinant les appareils actuellement déployés, le *Jane's Information Group* indique que « le J-10, [dont la conception] a été fortement influencée par le *Lavi* israélien –lui-même influencé par le F-16, apparaît combiner les meilleurs aspects du F-16 et de l'Eurofighter [...] », ses performances initiales étant « comparables à [celles d'un] F-16 Block 30 »<sup>2012</sup>, notamment du fait de son aptitude à utiliser le missile air-air PL-12 et un éventail de *PGM*<sup>2013</sup>. Bien que destinée à des missions de supériorité aérienne dans la version actuellement présente dans les forces chinoises, une version chasseur-bombardier affectée à un rôle navalisé était en développement au début de l'année 2007<sup>2014</sup>. Comme les avions russes importés, le J-10 dispose d'un large éventail de munitions incluant des missiles air-air pour les missions d'interdiction<sup>2015</sup>, mais aussi les missiles air-surface YJ-8, YJ-9 et C-801/802<sup>2016</sup>, soit trois missiles essentiellement destinés aux opérations navales anti-surface<sup>2017</sup>. Si une centaine d'appareils a pu être mis en service depuis 2001<sup>2018</sup>, une certaine incertitude continue à entourer le nombre exact de J-10 que l'Armée Populaire de Libération entend en fin de compte acquérir, *Jane's Defence Weekly* avançant début 2007 que « plus de 300 J-10 et, possiblement, jusqu'à 1200 [appareils] pourraient être construits »<sup>2019</sup>.

D'autres programmes viennent compléter ce vaste mouvement de modernisation, aboutissant, très provisoirement, à la possession par la Chine d'une flotte de quelques quatre cents chasseurs de quatrième génération. Le premier de ceux-ci, arrivé à maturité durant la période post-Guerre Froide, est celui du chasseur bombardier JH-7, originellement destiné à l'aéronavale et s'avérant d'un intérêt certain pour la

---

<sup>2009</sup> *Jane's Information Group, All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 122; « China to lift veil on its J-10 », *Jane's Defence Weekly*, vol. 37, no. 12, 27 mars 2002.

<sup>2010</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 261.

<sup>2011</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 145.

<sup>2012</sup> *Jane's Information Group, World Air Forces*, p. 109. Le *F-16C Block 30* est utilisé par l'*US Air Force* à partir de la seconde moitié des années 1980 et continue actuellement à être très largement utilisé comme pivot des forces aériennes d'un grand nombre de pays (*Jane's Information Group, All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 812).

<sup>2013</sup> *Ibid.*

<sup>2014</sup> « China officially unveils widely known fighter », *Jane's Defence Weekly*, vol. 44, no. 3, 17 janvier 2007.

<sup>2015</sup> Notamment le *PL-8* (courte portée), le *PL-11* (moyenne portée) et le *PL-12* (moyenne portée).

<sup>2016</sup> *Jane's Information Group, All the World's Aircraft 2007-2008*, p. 104.

<sup>2017</sup> « YJ-81 Air-Launched Anti-Ship Missile », <http://www.sinodefence.com/airforce/weapon/yj81.asp>, consulté le 24 mai 2008, *Jane's Information Group, Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, pp. 30-32.

<sup>2018</sup> *Jane's Information Group, World Air Forces*, p. 122.

<sup>2019</sup> « China officially unveils widely known fighter ».

branche aérienne de l'Armée Populaire de Libération. Bien qu'ayant connu un développement difficile<sup>2020</sup>, et étant entrée tardivement en production, plus d'une cinquantaine de JH-7 serait actuellement déployée par l'armée de l'air chinoise et l'aéronavale<sup>2021</sup>. Destiné à des missions de frappes et non à celles de supériorité aérienne, le JH-7 semble certainement en position de faiblesse mis face aux forces américaines qu'il est susceptible de rencontrer<sup>2022</sup>. Sa capacité à transporter les trois variantes du YJ-8 ainsi que le Kh-31 est toutefois à même de lui donner un rôle significatif en matière de mission anti-surface<sup>2023</sup>. Une des innovations importantes dans le secteur aérien est aussi la transformation de plusieurs bombardiers H-6 en ravitailleurs –H-6U– permettant une extension significative des rayons d'action des nouveaux appareils chinois<sup>2024</sup>. Beijing a poursuivi un programme accéléré d'acquisition de capacités AEW/AWACS et de guerre électronique. Le plus connu de ces programmes, ne serait-ce que du fait du dramatique crash de l'un des exemplaires à l'été 2006, est sans doute celui relatif à l'AWACS KJ-2000, basé sur le A-50 Mainstay russe et développé localement après l'annulation du programme de coopération par Israël en 2000<sup>2025</sup>. Parallèlement, les mutations du moyen porteur ont permis la création de différents modèles d'AEW/AWACS<sup>2026</sup> dont la dernière version aurait des capacités similaires à l'E-2C Hawkeye américain<sup>2027</sup> –dont trois exemplaires sont actuellement embarqués sur le porte-avions français Charles-de-Gaulle. L'armée de l'air chinoise ne déploie actuellement qu'un faible nombre de ces plateformes –quatre KJ-2000/A-50 et quatre Y-8 de ce type<sup>2028</sup>, mais l'arrivée à maturité de ces programmes devrait engendrer un saut qualitatif significatif dans les capacités de surveillance et de combat des forces chinoises. Le Y-8 a enfin servi de plateforme de développement pour des systèmes EW/ELINT venant compléter ceux des quatre Tu-154M/D déployés depuis la fin des années 1990, renforçant les capacités de surveillance et localisation des forces adverses et le brouillage de ses communications<sup>2029</sup>.

<sup>2020</sup> Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military*, p. 260.

<sup>2021</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, pp. 349-350.

<sup>2022</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 150.

<sup>2023</sup> *Ibid.*

<sup>2024</sup> « H-6 Tanker », <http://sinodefence.com/airforce/airlift/h6tanker.asp>, consulté le 28 mai 2008.

<sup>2025</sup> « KJ-2000 Airborne Warning & Control System », <http://sinodefence.com/airforce/specialaircraft/kj2000.asp>, consulté le 28 mai 2008. Un accord tripartite entre Chine, Russie et Israël avait été passé en 1994 pour la mise au point d'un AWACS A-50I pour les forces aériennes chinoises et est annulé six années plus tard par Israël sous la pression des Etats-Unis.

<sup>2026</sup> Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, pp. 120-122.

<sup>2027</sup> « Y-8 Rotodome Airborne Early Warning Aircraft », <http://sinodefence.com/airforce/specialaircraft/y8aew.asp>, consulté le 28 mai 2008.

<sup>2028</sup> International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 350.

<sup>2029</sup> « Tu-154M/D Electronic Intelligence Aircraft », <http://sinodefence.com/airforce/specialaircraft/tu154md.asp>, « 'Gaoxin Project' –Y-8 Electronic Warfare Aircraft », <http://sinodefence.com/airforce/specialaircraft/y8-special-purposes.asp>, consultés le 28 mai

Prêtant une attention particulière à l'importance des attaques aériennes menées lors des différentes campagnes sous leadership américain, Beijing a notoirement renforcé sa capacité de défense anti-aérienne. En matière de détection, Richard Fischer rapporte le développement de plusieurs radars à longue portée permettant la coordination d'une défense anti-aérienne<sup>2030</sup>. Outre ces systèmes de surveillance, les forces chinoises ont porté une attention particulière aux systèmes de défense anti-aérienne. En cette matière, Moscou s'est révélée une fois encore une source d'approvisionnement intéressante. Le Jane's Information Group indique l'acquisition par Beijing d'un total de vingt bataillons de SA-10 *Grumble*/S-300PM de divers types<sup>2031</sup>. Complétant les capacités à longue portée du *Grumble*, Beijing a encore pu obtenir de Moscou trente-cinq unités du SA-15 *Gauntlet/Tor M-1* permettant une défense anti-aérienne à moyenne distance<sup>2032</sup>. Si Beijing a pu acheter des systèmes 'clé en main' à Moscou, les *Grumble* et *Gauntlet* semblent avoir inspiré de façon importante la production locale. L'influence du *Grumble* est ainsi notable dans le développement du HQ-9 naval et surtout du FT-2000, conçu comme un développement du *Grumble* doté de missiles anti-radiation –i.e. anti-AEW/AWACS– tandis que le HQ-19 est essentiellement une copie du *Tor M-1*<sup>2033</sup>.

Une des 'niches d'excellence' que la Chine continue à développer concerne divers types de missiles. Outre l'ensemble des couples balistico-nucléaires<sup>2034</sup>, Beijing a montré un intérêt durable pour des missiles balistiques à plus courte portée portant des charges conventionnelles. Les plus en vue demeurent les DF-15/M9 et les DF-11/M11 dont quelques neuf cents exemplaires étaient déployés à portée de Taiwan en 2007 selon le rapport du *Department of Defense* américain<sup>2035</sup>. S'ils peuvent faire l'objet d'une certaine satisfaction car essentiellement développés localement, les DF-11 et DF-15 demeurent handicapés par leur précision

---

2008.

<sup>2030</sup> Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends », p. 165.

<sup>2031</sup> Jane's Information Group, *Land-Based Air Defence 2007-2008*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007, p. 185. Huit bataillons (soixante-quatre véhicules, quatre missiles par véhicule) sont de type S-300PMU (le radar est capable de suivre 180 appareils à une distance allant jusqu'à 90 kilomètres, le missile associé -5V55R- a une portée maximale de 75 kilomètres), quatre de type S-300PMU1 (capacité antimissile balistique à courte portée, missile -48N6- d'une portée de 150 kilomètres) et huit de type S-300PMU2 (caractéristique identique au S-300PMU1 avec une possible extension à 200 kilomètres de la portée du missile).

<sup>2032</sup> *Ibid.*, p. 192. Le système *Tor M-1* est capable d'une défense jusqu'à douze kilomètres pour des appareils volant entre dix et six milles mètres.

<sup>2033</sup> *Ibid.*, pp. 128-130.

<sup>2034</sup> Le développement des capacités nucléaires chinoises est analysé plus loin. Il nous est apparu plus pertinent de traiter les missiles 'tactiques' non-nucléaires de façon indépendante et non dans le cadre d'un développement général de la capacité missilière chinoise. Le DF-15, le DF-11 ainsi que les variantes du HN apparaissent capables de frappes nucléaires mais ce rôle semble être secondaire pour cet ensemble de missiles.

<sup>2035</sup> Office of the Secretary of Defense, *Annual Report on the Military Power of the People's Republic of China 2007*, <http://www.defenselink.mil/pubs/2007.pdf>, consulté le 15 avril 2008.

relativement faible, les ECP respectifs étant de six cents et de trois cents mètres dans les versions originales<sup>2036</sup>. Les deux missiles disposent cependant d'une propulsion à propergol solide leur permettant d'être transportés aisément par voies routières et offrant par conséquent un fort degré de flexibilité. Par ailleurs, l'adjonction de nouveaux systèmes de positionnement satellite et de guidage terminal ont permis de réduire significativement des ECP excessivement élevés. L'ECP du DF-15A se trouve ainsi réduit à une quarantaine de mètres<sup>2037</sup> tandis que celui du DF-11A devrait pouvoir être réduit à vingt mètres avec l'inclusion d'un système de guidage GPS, contre un ECP de deux cents mètres actuellement<sup>2038</sup>. Beijing possède par ailleurs quelques DF-3A<sup>2039</sup> vieillissants et actuellement remplacés par le DF-21A –notoirement plus performant<sup>2040</sup>, les deux types de missiles disposant d'une configuration conventionnelle leur offrant un rôle privilégié dans des frappes sur l'ensemble de la profondeur d'un théâtre d'opérations. Parallèlement au programme de missiles balistiques, Beijing semble en outre porter un intérêt renouvelé pour le développement de *LACM* bien que les détails concernant les programmes soient d'une certaine rareté. *Jane's Defence Weekly* rapportait à la fin de l'année 2000 le développement concomitant de trois modèles de missiles de croisière –HN-1, HN-2 et HN-3– différenciés par leurs portées respectives de 600, 1,800 et 3,000 kilomètres<sup>2041</sup>. En termes généraux, « la famille de missiles HN paraît être développée pour un large variété de rôles, [pouvant être équipée] avec des têtes nucléaires, à haut potentiel explosif ou à sous-munitions »<sup>2042</sup>. Grâce peut-être à l'accès et à l'examen de Tomahawk obtenu clandestinement<sup>2043</sup>, la série des HN semble disposer de performances remarquables. L'ECP estimé des HN-1 se situe dans une fourchette de quinze à vingt mètres mais est réduit à cinq mètres pour les HN-2 et HN-3<sup>2044</sup>, cette précision nouvelle en faisant des

---

<sup>2036</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, pp. 14-17. Le DF-15 a une portée allant jusqu'à 600 kilomètres pour une charge d'une demi-tonne, le DF-11 est susceptible de transporter une charge de 800 kilogrammes sur une distance d'environ 300 kilomètres.

<sup>2037</sup> Hill (J.), « Missile heightens tension across Taiwan Strait » in *Jane's Intelligence Review*, vol. 17, no. 1, janvier 2005, p. 14.

<sup>2038</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 16. Le DF-11A dispose d'une portée améliorée –entre 350 et 530 kilomètres– pour une charge d'une demi-tonne.

<sup>2039</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, pp. 6-7. Vingt à trente DF-3A seraient toujours en service, avec une portée de 2,400 kilomètres en configuration conventionnelle pour une charge de plus de deux tonnes et un ECP d'un kilomètre.

<sup>2040</sup> *Ibid.*, pp. 12-13. Entre cinquante et cent missiles auraient été assemblés, disposant d'une portée de 2,500 kilomètres pour une charge de 500 kilogrammes et un ECP de 50 mètres, démontrant des progrès notables des systèmes de guidage. Bénéficiant d'un système de propulsion à propergol solide, le DF-21A est aussi beaucoup plus mobile que son prédécesseur.

<sup>2041</sup> « More details on Chinese cruise missile programme », *Jane's Defence Weekly*, vol. 34, no. 10, 6 septembre 2001.

<sup>2042</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 35.

<sup>2043</sup> « Chinese air-launched cruise missile emerges from shadows », *Jane's Defence Weekly*, vol. 44, no. 5, 31 janvier 2007.

<sup>2044</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 36.

instruments remarquables pour des frappes de précision, à condition que puisse être préalablement réglé le complexe problème de la localisation précise des cibles potentielles.

## ***IV- Le renforcement des forces de dissuasion nucléaire.***

### **A- Face à l'hégemon global : la recherche américaine d'une 'supériorité nucléaire'<sup>2045</sup>.**

Si l'implosion de l'Union Soviétique a sans doute vu Beijing observer avec une certaine satisfaction l'estompement de la menace nucléaire soviétique le long de sa frontière septentrionale, ni la fin de la Guerre Froide, ni le possible avènement d'une 'révolution dans les affaires militaires' –principalement caractérisée par la Chine comme une 'informationisation' de la guerre– n'ont apporté une 'solution' à la problématique nucléaire pour Beijing. Certes, l'identité de l'adversaire probable a indubitablement changé, la nouvelle menace apparaît cependant sous les traits d'une puissance américaine peu désireuse de prolonger sa propre vulnérabilité par simple respect des reliques de la destruction mutuelle assurée. Dans le contexte de post-Guerre Froide, se sédimente, aux Etats-Unis, un large consensus autour de la nécessité d'une défense anti-missiles<sup>2046</sup>. Certes, la volonté de protéger le territoire ou les forces américaines contre une frappe balistique n'est pas en soi une nouveauté<sup>2047</sup>. Dans les moments qui suivent la Guerre du Golfe et l'entrée en scène des batteries anti-missiles Patriot –dont les hautes performances annoncées après la guerre se révéleront en fin de compte plus que douteuses<sup>2048</sup>– le programme *Global Protection Against Limited Strikes (GPALS)* proposé par l'administration George H.W. Bush, et devant fournir une défense fiable contre une attaque impliquant

---

<sup>2045</sup> L'expressions 'supériorité nucléaire' n'est pas entendue ici dans un simple sens quantitatif, mais fait référence à l'acquisition d'une capacité générale de première frappe (voir *supra*, et Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 129).

<sup>2046</sup> MacMahon (K.), *Pursuit of the Shield*, Lanham, University Press of America, 1997, pp. 93-124.

<sup>2047</sup> Pour une histoire de la défense anti-missile durant la Guerre Froide, voir Baucon (D.), *The Origins of SDI 1944-1983*, Lawrence, University Press of Kansas, 1992.

<sup>2048</sup> Craig Eisendrath, Melvin Goodman et Gerald Marsh rapportent qu'après l'annonce par le directeur du programme SDI qu'un seul des cinquante-deux Scud lancés par l'Iraq avait pu échapper à la destruction, « the army revised its claims in 1992 to indicate that the Patriot Missile system had destroyed 52 percent of the Scuds [and] the General Accounting Office, using the army's own methodology and evidence, suggest that Patriots hit only 9 percent of the Scud warhead engaged, and there are serious questions about even these few hits » (Eisendrath (C.), Goodman (M.) & Marsh (G.), *The Phantom Defense*, Westport, Praeger, 2001, pp. 19-20).

jusqu'à deux cents têtes nucléaires<sup>2049</sup>, jette les fondations de la défense anti-missiles limitée dans la période de post-Guerre Froide. L'objectif n'est plus d'offrir une protection contre une attaque massive d'un adversaire en position de relative parité en matière nucléaire, mais de contrer une attaque limitée provenant de puissances nucléaires dites 'secondaires'. Dans ce nouveau contexte, le problème tient essentiellement pour Beijing dans la définition du caractère 'limité' de la défense envisagée, l'arsenal chinois ayant été –et continuant largement à être– réduit en termes quantitatif et qualitatif<sup>2050</sup>.

La constitution de la défense anti-missile américaine, telle qu'elle transparaît à travers les extraits de la *Nuclear Posture Review* de janvier 2002<sup>2051</sup>, bien que demeurant axée sur un déploiement limité, constitue un ambitieux projet intéressé par une *layered defense* capable de multiplier les points possibles d'interception. Le rapport note ainsi que :

*Plusieurs options pour le court et moyen terme (2003-2008) qui pourraient fournir une capacité de défense anti-missiles d'urgence sont considérées parmi lesquelles :*  
*Un interception en boost phase par un unique airborne laser pourrait être disponible pour des opérations limitées contre des missiles balistiques de toute portée ;*  
*Un système rudimentaire d'interception en midcourse basé au sol, consistant en un petit nombre d'intercepteurs provenant du programme de test et en un radar Cobra Dane amélioré basé en Alaska, pourrait être disponible contre les menaces à longue portée [pesant] sur les Etats-Unis ; et*  
*Un système Aegis base en mer pourrait être disponible pour fournir une capacité rudimentaire d'interception en midcourse contre les menaces à courte et moyenne portées<sup>2052</sup>.*

Pour des raisons d'ordre technique, les systèmes d'interception en boost-phase<sup>2053</sup> –par un missile intercepteur ou par attaque laser– n'apparaissent pas comme les plus menaçants pour les forces chinoises. James Lindsay et Michael O'Hanlon notent ainsi, que compte tenu du caractère relativement court de cette phase et de celui des intercepteurs développés, «la zone couverte par n'importe quelle défense *boost phase* basée au sol devrait s'étendre sur peut-être 500 miles [800 kilomètres] en partant de la base du missile-

---

<sup>2049</sup> MacMahon (K.), *Pursuit of the Shield*, pp. 94-95.

<sup>2050</sup> Une telle inquiétude ne peut être que renforcée par les considérations de la *Nuclear Posture Review* indiquant : « Due to the combination of China's still developing strategic objectives and its ongoing modernization of its nuclear and non nuclear forces, China is a country that could be involved in an immediate or potential contingency » (« Nuclear Posture Review [Excerpts] », 8 janvier 2002, <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm>, consulté le 29 mai 2008.).

<sup>2051</sup> *Ibid.*

<sup>2052</sup> *Ibid.*

<sup>2053</sup> Le parcours d'un missile balistique est habituellement divisé en trois phases : boost phase, midcourse, terminal phase. La durée de chacune des phases dépend du type de missile. La boost phase peut varier d'environ une minute pour un SRBM de 300 kilomètres de portée à trois à cinq minutes pour un ICBM devant atteindre un objectif à plus de 10,000 kilomètres (Lindsay (J.) & O'Hanlon (M.), *Defending America*, Washington, Brookings Institution, 2001, p. 33-35). Il est à peine besoin de souligner les hautes nécessités en termes de réactivité d'un tel système. Nous ne traitons pas ici des défenses en phase terminale qui, pour des raisons techniques, demeurent essentiellement des *point defense* destinées à la protection d'objectifs précis et limités.

intercepteur et certainement guère plus »<sup>2054</sup>. De la même façon, la Missile Defense Agency envisage « une portée de quelques centaines de kilomètres »<sup>2055</sup> pour les systèmes *d’Airborne Laser*. Clairement, même en admettant que les intercepteurs ou le porteur du laser aient une quelconque opportunité pour se trouver au plus proche du littoral chinois, la portée limitée des deux systèmes développés dans le cadre d’une défense en boost-phase laisse une large partie du territoire chinois non couvert par la défense.

A contrario, le développement de systèmes anti-missiles *midcourse* semble faire porter une menace sensiblement plus crédible sur la dissuasion chinoise. Dans cette configuration, l’interception doit se faire, pour un missile intercontinental, durant une phase de quinze à vingt minutes et hors de l’atmosphère, et ne subit de ce fait aucune contrainte d’ordre géographique<sup>2056</sup>. Certes, le bilan provisoire des tests menés dans le cadre de ce type de défense reste mitigé, puisque six des treize interceptions tentées entre 1997 et 2007 ont échoué, et que certaines des réussites dérivent de la création de conditions artificiellement favorables<sup>2057</sup> ; le développement soutenu de ce mode d’interception<sup>2058</sup> reste largement problématique pour Beijing. Dès 2001 Charles Glaser et Steve Fetter soulignaient : « le développement de la *NMD* [*National Missile Defense*] pose un challenge plus important et immédiat pour les capacités nucléaires chinoises qui ne comprennent actuellement qu’environ vingt missiles de portée intercontinentale [équipés] d’une tête [nucléaire] unique »<sup>2059</sup>. En effet, si l’on admet que quatre à cinq intercepteurs ont à être lancés pour chaque missile approchant, il est intéressant de noter que les cents intercepteurs basés à Grand Forks font planer une ombre certaine sur la capacité chinoise à passer au travers du bouclier<sup>2060</sup>.

A un niveau local, le développement de capacités anti-missiles pose par ailleurs la question de l’inclusion des alliés des Etats-Unis dans le programme de développement et de déploiement. Pour Beijing, la question se

---

<sup>2054</sup> Lindsay (J.) & O’Hanlon (M.), *Defending America*, p. 106.

<sup>2055</sup> Missile Defense Agency, « Airborne Laser », <http://www.mda.mil/mdalink/html/boost.html>, consulté le 2 juin 2008. Le document mentionne une première interception réussie le 6 décembre 2005 : « The laser was fired continuously for more than 10 seconds at a power level sufficient to destroy a hostile missile at operational ranges ».

<sup>2056</sup> Lindsay (J.) & O’Hanlon (M.), *Defending America*, pp. 43-44.

<sup>2057</sup> Samson (V.), « Flight Tests for Ground-based Midcourse Defense (GMD) System », <http://www.cdi.org/program/issue/index.cfm/programID=6&issueid=79>, consulté le 2 juin 2008.

<sup>2058</sup> Kerry Kartchner souligne que « while considerable skepticism still exists regarding the technical feasibility of missile defense, progress across a broad range of technical disciplines is making effective missile defense increasingly feasible and affordable » (Kartchner (K.), « Implementing Missile Defense » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation*, New York, Palgrave-Macmillan, 2005, p. 74).

<sup>2059</sup> Glaser (C.) & Fetter (S.), « National Missile Defense and the Future of U.S. Nuclear Weapons Policy » in *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, p. 40.

<sup>2060</sup> Lindsay (J.) & O’Hanlon (M.), *Defending America*, p. 44. Les chiffres mentionnés font référence aux DF-5, Beijing n’ayant pas alors commencé le développement des DF-31.

pose avec une acuité particulière à propos de Taiwan. L'inclusion de Taiwan dans ce qui fut jusqu'en 2001 une *Theater Missile Defense*, outre l'immense charge symbolique qu'elle comporte, implique une remise en cause du plus performant des moyens de coercition à la disposition de Beijing. La poursuite du développement de systèmes basés sur *l'Aegis* apparaît, dans ce cadre, particulièrement prometteur pour Washington et problématique pour Beijing. Basée sur les croiseurs *Ticonderoga* et les destroyers *Airleigh Burke*<sup>2061</sup>, *l'Aegis Ballistic Missile Defense* présente l'avantage de ne pas avoir à inclure explicitement Taiwan dans le programme tout en offrant une capacité significative d'interception des missiles à courte et moyenne portée en cas de conflit dans le détroit<sup>2062</sup>.

Un ultime problème majeur afférant à la constitution d'une défense anti-missile fiable est l'inclusion explicite de celle-ci dans le cadre d'une modification plus large de la doctrine nucléaire américaine. La 'nouvelle triade' proposée par la *Nuclear Posture Review* de 2002 envisage ainsi l'acquisition d'une défense anti-missile comme l'un des piliers aux côtés d'une « infrastructure de défense revitalisée qui fournira de nouvelles capacités de façon opportune pour faire face aux menaces émergentes » et de « systèmes de frappes offensives (autant nucléaires que non-nucléaires) »<sup>2063</sup>. Dans cette perspective, la volonté de sortir du carcan de la dissuasion mutuelle assurée s'affirme clairement comme l'équivalent d'une recherche de supériorité nucléaire, le pilier offensif combinant les éléments conventionnels et nucléaires et brouillant, par conséquent, la division précédente entre les deux niveaux<sup>2064</sup>. Pour toute puissance dont la capacité de dissuasion serait mise en danger, se pose alors la question de l'usage par les Etats-Unis d'une position de supériorité nucléaire. Pour les forces nucléaires stratégiques chinoises, un tel positionnement américain pose, en termes clairs, le problème de la capacité de première frappe, la majorité des missiles intercontinentaux chinois étant susceptibles d'être détruits par une attaque préventive, tandis que les quelques têtes restantes pourraient être éliminées par un bouclier anti-missile limité.

---

<sup>2061</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, pp. 892-894.

<sup>2062</sup> La Missile Defense Agency avance que « to date [...], the Aegis BMD has had 12 intercepts in 14 attempts » (Missile Defense Agency, « Aegis Ballistic Missile Defense », <http://www.mda.mil/mdalink/pdf/aegis.pdf>, consulté le 3 juin 2008).

<sup>2063</sup> « Nuclear Posture Review [Excerpts] ».

<sup>2064</sup> « [ICBMs, SLBMs, bombers and nuclear weapons] will be just part of the first leg of the New Triad, integrated with new non-nuclear strike capabilities that strengthen the credibility of our offensive deterrence » (« Nuclear Posture Review [Excerpts] »).

## B- Éléments de la doctrine nucléaire chinoise.

Concomitamment à la modification doctrinale américaine de la destruction mutuelle assurée à la recherche de la supériorité nucléaire, Alastair Iain Johnston, Evan Medeiros décèlent de significatifs mouvements dans la doctrine nucléaire chinoise<sup>2065</sup>. L'appréhension des principes directeurs demeure cependant un exercice difficile, aux résultats incertains. Là où Alastair Iain Johnston souligne un progressif passage d'une position de 'dissuasion minimale' –essentiellement réactive et anti-cités– à celle de 'dissuasion limitée' –incluant la possibilité d'un usage contre-force à l'intérieur d'un théâtre d'opérations<sup>2066</sup>, Bates Gill, James Mulvenon, et Mark Stokes indiquent : « A l'étape présente de la modernisation du Second Corps d'Artillerie, la Chine approche une [situation de] convergence historique entre sa doctrine et ses capacités, lui permettant d'atteindre de plus en plus [certainement] un degré de dissuasion minimale crédible contre le territoire continental des Etats-Unis –une convergence de doctrine et de capacités que [Beijing] n'était pas assurée de posséder depuis la militarisation du programme nucléaire chinois au milieu des années 1960 »<sup>2067</sup>. Un jugement définitif sur les reformulations de la doctrine nucléaire chinoise apparaît d'autant plus improbable qu'aux possibles problèmes posés par l'application de concepts rigides développés dans des contextes différents, se surajoutent ceux créés par le fossé possible entre l'objectif affiché par la doctrine et les capacités réelles, les tensions existant avec d'autres concepts questionnant les conditions de l'usage de la force, l'existence de différents horizon temporels et une possible segmentation de la doctrine selon le niveau, stratégique ou tactique, analysé<sup>2068</sup>.

Une des données élémentaires du positionnement de Beijing quant au nucléaire est certainement la réaffirmation continue du caractère purement défensif de son armement. En ce sens, il existe une continuité entre les motivations liées à l'acquisition originelle du nucléaire et les préoccupations contemporaines. Ainsi alors que Yang Huan souligne que « l'armement nucléaire stratégique chinois a été développé en réponse à la croyance que les puissances hégémoniques continueraient à user de menaces et de chantage nucléaires »<sup>2069</sup>,

---

<sup>2065</sup> Johnston (A.), « China's New 'Old Thinking' » in *International Security*, vol. 20, no. 3, hiver 1995-96, pp. 5-42; Medeiros (E.), « Evolving Nuclear Doctrine » in Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, Boulder, Lynne Rienner, 2006, pp. 39-78.

<sup>2066</sup> Johnston (A.), « China's New 'Old Thinking' ». L'idée de la continuité entre dissuasion et *warfighting capabilities* par Wu Jianguo participe d'une logique de dissuasion limitée (Wu (J.), « Nuclear Shadows on High-Tech Warfare » in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, p. 144).

<sup>2067</sup> Gill (B.), Mulvenon (J.) & Stokes (M.), « The Chinese Second Artillery Corps : Transition to Credible Deterrence » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *The People's Liberation Army as Organization*, Santa Monica, RAND, 2002, p. 512.

<sup>2068</sup> *Ibid.*, p. 549.

<sup>2069</sup> Yang (H.), « China's Strategic Nuclear Weapons » in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, p. 130.

le Livre Blanc de 2006 indique : « la stratégie nucléaire chinoise est soumise à la politique nucléaire et à la stratégie militaire de l'Etat. Son objectif fondamental est de dissuader les autres pays d'user ou de menacer de faire usage d'armes nucléaires à l'encontre de la Chine »<sup>2070</sup>. Traduisant cette perspective défensive en un positionnement officiel, la promesse de non-usage en premier continue à constituer un principe pivot de la doctrine chinoise, le même document affirmant : « la Chine reste fermement attachée à la politique de non-usage en premier des armes nucléaires, quelles que soient les occasions et circonstances »<sup>2071</sup>. Le respect d'une telle position engendre un ensemble de contraintes s'appliquant à toute planification nucléaire. En effet, « selon le principe adopté par la Chine que sous aucune condition la Chine n'utilisera en premier de l'arme nucléaire, la force nucléaire stratégique du Second Corps d'Artillerie ne pourra effectuer une riposte nucléaire, sur ordre du Commandement en chef [*mingling de tongshuaibu*] qu'après que l'ennemi ait accompli une frappe nucléaire à notre encontre. De ce fait, la campagne de riposte nucléaire, d'un point de vue général, s'effectue dans un contexte [d'ores et déjà] nucléarisé »<sup>2072</sup>.

L'acceptation d'une position réactive que suppose la promesse de non-usage en premier, fait peser des exigences lourdes sur les forces nucléaires chinoises. En effet, « dans une guerre sous conditions nucléaires, les forces nucléaires chinoises seront le point clé [*zhongdian de mubiao*] des attaques ennemies, le résultat des explosions nucléaires ennemies ayant pour effet d'infliger d'immenses pertes et destructions au personnel, aux équipements et armements, à nos positions, aux routes et ponts, ainsi qu'aux systèmes de surveillance, d'information et de *command & control* »<sup>2073</sup>. De ce fait, le premier des deux principes directeurs guidant les forces nucléaires stratégiques chinoises est celui d'une 'défense rigoureuse' [*yanmi fanghu*]<sup>2074</sup> :

*La 'défense rigoureuse' est l'accroissement de la capacité de survie du Second Corps d'Artillerie dans un contexte nucléaire, la préservation des moyens basiques de la force de riposte nucléaire, et constitue la condition préalable à la réalisation des opérations de riposte. La 'défense rigoureuse' met l'accent sur le caractère total et continu de la défense opérationnelle, et sur le caractère actif et rigoureux de la mise en œuvre de cette défense. Il ne s'agit pas seulement d'adopter un ensemble de mesures pour la réduction des pertes causées par l'attaque nucléaire ennemie, il s'agit encore de faire face aux armements conventionnels*

---

<sup>2070</sup> China's National Defense in 2006.

<sup>2071</sup> *Ibid.*

<sup>2072</sup> Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, p. 619.

<sup>2073</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, Beijing, p. 385.

<sup>2074</sup> *Ibid.*, p. 386.

*ennemis et, en particulier, de se préparer aux attaques utilisant des armements de hautes précision et technologie*<sup>2075</sup>.

Le premier problème auquel font face les forces nucléaires chinoises est celui de leur capacité de survie à une première frappe adverse<sup>2076</sup>. D'un point de vue général il apparaît clairement que l'un des objectifs de la modernisation de l'appareil nucléaire chinois est destiné à accroître cette dimension de la crédibilité de la dissuasion<sup>2077</sup>. D'un point de vue opérationnel, l'accomplissement d'une 'défense rigoureuse' impose de lourdes exigences aux systèmes de C<sup>4</sup>IST chinois. En effet, « Avant que l'ennemi ne produise son attaque, le commandement du Second Corps d'Artillerie et les services associés, doivent organiser l'utilisation par les forces armées de tous types de moyens de surveillance et techniques de détection, examiner le plan d'attaque ennemi et les possibles usages d'armements pour une attaque surprise, déterminer les opportunités d'attaque surprise pour l'ennemi, ainsi que leurs lieux et envergures possibles »<sup>2078</sup>, une réponse fiable à l'ensemble de ces impératifs étant la condition *sine qua non* de la crédibilité de la riposte chinoise.

Le second volet de la dissuasion chinoise prend corps dans le principe de 'riposte sur les points clés' [*zhongdian fanji*]<sup>2079</sup>. Du fait du nombre réduit d'armes nucléaires possédés par la Chine –d'autant plus réduit qu'il est peu probable que la première attaque ennemie laisse les forces stratégiques chinoises entièrement indemnes, toute contre-attaque doit tendre à maximiser les dommages réels. De ce fait la riposte nucléaire s'intègre dans le cadre précédemment mentionné d'attaque contre les centres de gravité de l'ennemi. Ainsi, « La 'riposte sur les points clés' consiste à concentrer la puissance nucléaire pour attaquer les centres de gravité ennemis [*yaohai mubiao*] et causer à l'ennemi les plus lourdes pertes et le plus grand ébranlement psychologique [*xinli zhenhan*], afin de réaliser une riposte de la plus grande efficacité. La 'riposte sur les points clés' consiste, dans le cadre d'une campagne de représailles nucléaires, à concentrer les forces pour mener une guerre d'annihilation »<sup>2080</sup>. Par ces représailles, le Second Corps d'Artillerie est susceptible de remplir sa mission consistant notamment en « la mise en échec des intentions stratégiques ennemies, un ébranlement de sa volonté de combattre, une paralysie de ses systèmes de commandement, un

---

<sup>2075</sup> *Ibid.*

<sup>2076</sup> L'étude de Keir Lieber et de Daryl Press sur la fin de la dissuasion mutuelle assurée trouve un écho certain dans le cadre sino-américain (Lieber (K.) & Press (D.), « The End of MAD ? The Nuclear Dimension of U.S. Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 4, printemps 2006, pp. 7-44.

<sup>2077</sup> Saunders (P.) & Yuan (J.), « Strategic Force Modernization » in Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, p. 84.

<sup>2078</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, p. 387.

<sup>2079</sup> *Ibid.*

<sup>2080</sup> *Ibid.*

affaiblissement de son potentiel de guerre et à le dissuader d'une escalade du conflit nucléaire »<sup>2081</sup>. L'objectif poursuivi implique donc une aptitude à frapper des cibles civiles –dans une perspective de dissuasion minimum– mais aussi à affaiblir matériellement et psychologiquement les capacités militaires de l'adversaire –i.e. une capacité de *war-fighting*. La liste des objectifs à détruire en cas de conflit inclut ainsi : 1/ « les centres politiques et économiques », 2/ « les infrastructures telles que les raffineries, les centrales électriques, les aciéries », 3/ « les principales voies de communication », 4/ « les objectifs militaires principaux [...], [comme] les aéroports militaires et les bases navales [...] qui font peser la plus grande menace sur nous », et 5/ « si cela est nécessaire [...], les principaux groupes d'armée et les zones de concentration des troupes ennemies en phase de préparation »<sup>2082</sup>.

Les forces nucléaires chinoises semblent ainsi être particulièrement attachées à la notion de 'dissuasion crédible'<sup>2083</sup> tant dans le fait qu'elles doivent disposer d'une capacité de survie à une première frappe ennemie que dans le désir de frapper efficacement les cibles devant annihiler la volonté –sinon les capacité– de l'adversaire à poursuivre le conflit. Ainsi que souligné par Bates Gill, James Mulvenon, et Mark Stokes, la doctrine actuelle intègre différentes dimensions d'une mosaïque de concepts : « le Second Corps d'Artillerie [...] opère probablement sur trois niveaux de doctrine : une dissuasion minimale crédible vis-à-vis du territoire continental américain et de la Russie ; une 'dissuasion limitée' [pour ce qui est] des forces nucléaires de théâtre chinoises ; et une posture de 'défense active' ou d'*offensive défense*' configurée pour l'attaque, la préemption et une [position] de *warfighting* contre-forces pour les forces de missiles conventionnels du Second Corps d'Artillerie »<sup>2084</sup>. Il est important de noter toutefois que les missions des forces nucléaires chinoises ne se réduisent pas à une frappe 'spasmodique' punitive, et qu'une capacité de *warfighting* est clairement envisagée, la 'riposte sur points clés' ayant pour un de ses objectifs de « transformer une position d'infériorité globale en une position de supériorité locale [et] de transformer la passivité du début de conflit en une position ayant l'initiative au cours de la progression du conflit »<sup>2085</sup>.

---

<sup>2081</sup> *Ibid.*, p. 385.

<sup>2082</sup> *Ibid.*

<sup>2083</sup> Medeiros (E.), « Evolving Nuclear Doctrine », p. 72.

<sup>2084</sup> Gill (B.), Mulvenon (J.) & Stokes (M.), « The Chinese Second Artillery Corps : Transition to Credible Deterrence », p. 549.

<sup>2085</sup> Xue Xinglin, *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, p. 387.

## C- La crédibilité matérielle de la dissuasion chinoise.

La préservation de la crédibilité de la dissuasion chinoise nécessite une modernisation significative de ses capacités matérielles. Clairement, aussi édifiante que puisse être l'histoire du programme balistico-nucléaire chinois<sup>2086</sup>, les éléments produits par ce dernier offrent, dans l'immédiate post-Guerre Froide, des garanties insuffisantes pour la préservation indéfinie de la capacité de seconde frappe chinoise. Au début des années 1990, la Chine ne possède qu'un nombre réduit de missiles intercontinentaux DF-5<sup>2087</sup> tandis que l'unique SNLE de classe *Xia* lancé au début de la décennie précédente n'est devenu opérationnel que dans le courant de 1988<sup>2088</sup> et que le troisième bras de la triade repose sur les d'ores et déjà obsolètes H-6 et Q-5. Les fortes limitations portant sur chacun des systèmes supportant la dissuasion chinoise appellent alors une nécessaire modernisation, pressée par un changement de configuration tendant à mettre Beijing aux prises avec Washington.

Le pilier le plus solide de la triade traditionnelle –se transformant actuellement en une dyade du fait du dépérissement du pilier aérien– sur lequel Beijing a fait porter l'essentiel du poids de sa dissuasion est celui basé sur le Second Corps d'Artillerie et ses missiles intercontinentaux. Jusqu'à l'extrême fin des années 1990, l'unique missile intercontinental équipant les forces stratégiques chinoises était le DF-5 –et une variante améliorée le DF-5A, développé à partir du milieu des années 1950 et seulement opérationnel à partir de 1981<sup>2089</sup>. S'il offre à Beijing une capacité de frapper un objectif distant de 12,000 kilomètres avec une large tête nucléaire d'une puissance située entre trois et cinq mégatonnes<sup>2090</sup>, le DF-5 apparaît comme une image archétypale de la première génération de missiles balistiques développée par la Chine et demeure significativement en retrait vis-à-vis des missiles russes ou américains chargés de la même mission<sup>2091</sup>. Le DF-5 souffre ainsi d'un degré de précision relativement faible<sup>2092</sup> lui conférant un rôle entièrement limité à

---

<sup>2086</sup> Voir notamment Lewis (J.) & Hua (D.), « China's Ballistic Missile Programs » in *International Security*, vol. 17, no. 2, automne 1992, pp. 5-40.

<sup>2087</sup> Selon l'IISS, seulement deux DF-5 sont présents dans l'arsenal chinois en 1991, ceux-ci étant accompagnés de six IRBM DF-4 (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1991-1992*, p. 150).

<sup>2088</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 116.

<sup>2089</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 10.

<sup>2090</sup> Le DF-5A est sensiblement plus performant avec une portée de 13,000 kilomètres et est surtout le premier missile chinois pouvant transporter plusieurs têtes nucléaires, le programme de MIRVage ayant été originellement axé sur lui (Stokes (M.), *China's Strategic Modernization : Implications for the United States*, Carlisle, US Army War College–Strategic Studies Institute, 1999, p. 89).

<sup>2091</sup> Saunders (P.) & Yuan (J.), « Strategic Force Modernization », p. 79.

<sup>2092</sup> L'ECP du DF-5 est de 800 mètres, celui du DF-5A de 500 mètres (Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 12).

des frappes anti-cités. Plus grave, le système de propulsion utilise un propergol liquide qu'il est impossible de stocker dans le corps du missile pour une longue durée<sup>2093</sup>. En tenant compte de ces contraintes, la capacité de survie du DF-5 à une première frappe adverse apparaît clairement réduite, le degré de flexibilité du DF-5 étant rendu quasi-nul –d'où un placement en silo– tandis que celui de réactivité semble devoir être compté en heures plutôt qu'en minutes<sup>2094</sup>. Le jeu apparaît encore compliqué par le fait que seul un petit nombre de DF-5 –entre vingt et trente en 2005<sup>2095</sup>– a été déployé, l'unique voie disponible pour accroître la probabilité de survie d'un nombre minimal de missiles ayant été la construction de multiples silos vides<sup>2096</sup>. Pour pallier à la faiblesse des DF-5, une seconde génération de missiles intercontinentaux –DF-31 et DF-41– est développée à partir des années 1980<sup>2097</sup>. Si le DF-41, originellement conçu comme un remplacement du DF-5, semble avoir connu de sérieux retards et, selon certaines sources, pourrait avoir été simplement annulé<sup>2098</sup>, le programme du DF-31 a confirmé son arrivée à maturité par l'entrée dans le Second Corps d'Artillerie de plusieurs unités depuis 1999<sup>2099</sup>. Censé remplacer l'IRBM DF-4, le DF-31 dispose de performances notoirement plus élevées que son prédécesseur, affichant une portée près de deux fois supérieure qui le classe dans la famille des ICBM et un ECP largement réduit<sup>2100</sup>. Le programme d'amélioration du DF-31 –DF-31A– semble devoir en outre remplacer le programme du DF-41, produisant un ICBM d'une portée de 10,000 à 14,000 kilomètres mettant le territoire continental américain à portée d'un tir effectué depuis le territoire chinois<sup>2101</sup>. Outre sa capacité à être MIRVé, le DF-31 dispose d'une propulsion à propergol solide, lui conférant l'immense avantage de pouvoir être transporté par route ou par

---

<sup>2093</sup> Le liquide à l'intérieur d'un missile stocké en position horizontale infligerait des dommages à la fine structure du missile, dommages d'autant plus importants que le carburant utilisé est corrosif (Polk (S.), « China's Nuclear Command and Control » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, Newport, Naval War College, 2005, p. 15).

<sup>2094</sup> Saunders (P.) & Yuan (J.), « Strategic Force Modernization », p. 93.

<sup>2095</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 12. L'IISS avance le chiffre de vingt DF-5/DF-5A déployés en 2006 (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 346).

<sup>2096</sup> Polk (S.), « China's Nuclear Command and Control », p. 15.

<sup>2097</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 20 et p. 32. Le DF-31, équivalent terrestre du JL-2 est développé à partir des années 1970 mais comme un remplacement de l'IRBM DF-3, la modification des spécifications est effectuée dans les années 1980.

<sup>2098</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 33.

<sup>2099</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>2100</sup> Basé sur le SLBM JL-2, DF-31 a une portée de 8,000 kilomètres contre 4,750 pour le DF-4 (Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 20). Le *Strategic Weapon Systems* indique quant à la précision que « an accuracy of around 300m CEP is expected, although reports have suggested 100m CEP for the silo launched version and 150m CEP for the TEL launched missiles » (p. 20).

<sup>2101</sup> *Ibid.*, p. 20; Polk (S.), « China's Nuclear Command and Control », p. 16.

rail et d'un temps de préparation avant lancement réduit à quelques minutes<sup>2102</sup>. L'entrée en service de cette nouvelle génération de missiles marque ainsi une étape significative dans l'accroissement de la probabilité de survie des forces chinoises destinées à la riposte nucléaire. En effet, « des forces nucléaires plus mobiles (et de ce fait avec une capacité de survie accrue) réduisent la confiance qu'un adversaire peut placer en une première frappe qui détruirait la plupart sinon l'ensemble des missiles chinois, et améliorent ainsi la crédibilité de la dissuasion nucléaire chinoise »<sup>2103</sup>. Comme pour les missiles intercontinentaux précédents, une ombre demeure cependant sur le nombre de missiles actuellement déployés ainsi que sur le nombre total devant être déployé<sup>2104</sup>.

Si les progrès des ICBM chinois offrent à l'Armée Populaire de Libération un accroissement notable de la probabilité de survie de ses missiles, la solution la plus sûre pour garantir une force de seconde frappe demeure cependant de baser tout ou partie de celle-ci sur des plateformes sous-marines. Dans une très large mesure, l'immense effort fourni par la Chine pour mettre au point le pilier naval de la triade nucléaire<sup>2105</sup>, qui prend corps à la fin des années 1980 avec l'unique exemplaire du SNLE *Xia*, a produit un résultat mitigé<sup>2106</sup>. Outre le fait que les SLBM –JL-1– transportés par le *Xia* ne disposent, dans leur version améliorée, que d'une portée réduite à 2,500 kilomètres<sup>2107</sup>, limitant significativement la capacité de riposte contre le possible adversaire américain, le sous-marin même paraît souffrir de sévères limitations. Bernard Cole souligne ainsi que le *Xia* a été rarement vu en mer<sup>2108</sup> tandis que William Murray indique : « les premiers efforts [de la Chine] –le SNA de classe *Han* et le SNLE de classe *Xia*– ont connu de nombreuses défaillances techniques, et sont aujourd'hui largement considérés comme relativement primitifs »<sup>2109</sup>. Venant combler les lacunes présentes dans la branche navale de la triade, le lancement du premier SNLE de classe *Jin* (Type-094) en

---

<sup>2102</sup> Saunders (P.) & Yuan (J.), « Strategic Force Modernization », p. 93.

<sup>2103</sup> *Ibid.*

<sup>2104</sup> L'IISS estime à six le nombre de DF-31 à la disposition du Second Corps d'Artillerie (International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2007*, p. 346), tandis que le Jane's Information Group indique : « It is expected that between 10 to 40 operational missiles would be built in a first batch, but a further 70 to 80 JL-2 missiles may be built for the Type 094 submarines, and further DF-31 may be added later » (Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 21).

<sup>2105</sup> Voir Lewis (J.) & Xue (L.), *China's Strategic Seapower*.

<sup>2106</sup> McConnaughy (C.), « China's Undersea Nuclear Deterrent : Will the U.S. Navy be Ready? » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 77-114.

<sup>2107</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 29.

<sup>2108</sup> Cole (B.), *The Great Wall at Sea*, p. 98.

<sup>2109</sup> Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force », p. 64.

2004<sup>2110</sup> permet à Beijing d'envisager à relativement court terme la sécurisation définitive de sa capacité de riposte. Si les détails concernant le nouveau sous-marin demeurent rares, le *Jane's Information Group* indique une probable proximité du SNLE *Jin* au SSN *Shang*, et par conséquent au *Victor III*<sup>2111</sup>. Etant possiblement aussi silencieux que les derniers *Los Angeles*<sup>2112</sup> américains, le *Jin* bénéficie d'un SLBM aux performances très largement supérieures à celles du JL-1. Avec une portée de 8,000 kilomètres<sup>2113</sup>, le JL-2 ne permet cependant pas de toucher le territoire continental américain depuis le littoral chinois. Or, Toshi Yoshihara note qu'« étant donnés les risques potentiels [en termes d'ASW], la Chine devrait probablement éviter les patrouilles en *blue water*, particulièrement durant les phases initiales de déploiement, alors que l'entraînement, les compétences tactiques et la doctrine ne sont pas encore matures »<sup>2114</sup>. L'efficacité de la dissuasion chinoise, basée sur la capacité à disposer de façon continue de sous-marins patrouillant à portée du territoire américain –i.e. dans la partie orientale de la zone couverte par la seconde chaîne d'îles, reste par conséquent encore largement suspendue à la réussite du déploiement des quatre à six *Jin* prévus<sup>2115</sup> et/ou à la possible extension de la portée du SLBM embarqué.

Dans une très large mesure, la modernisation de l'appareil chinois s'est adossée à la particularité du scénario taiwanais et à l'intervention probable des Etats-Unis dans l'hypothèse d'un conflit dans le détroit. Si Piers Wood et Charles Ferguson soulignent qu'une tentative d'invasion chinoise de Taiwan demeure à inclure dans l'univers des possibles<sup>2116</sup>, les difficultés qu'impliquerait une opération de cette envergure en font une alternative à haut risque pour Beijing. Si l'on retient toutefois l'attention portée par l'Armée Populaire de

---

<sup>2110</sup> Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 116. Richard Fischer note que le lancement du premier exemplaire a été effectué avec une notable avance sur le calendrier prévu par l'Office of Naval Intelligence américain (Fisher (R.), « The Impact of Foreign Technology on China's Submarine Force and Operations », p. 149).

<sup>2111</sup> Il est intéressant de souligner que si les deux sous-marins approchent les performances du Victor III, leur furtivité pourrait les rendre extrêmement difficiles à détecter, Jane's Defence Weekly avançant que « by the late 1980s [...], the Soviet Navy's latest third generation nuclear-powered attack submarines (SSNs) and ballistic missile submarines (SSBNs) were eating away the acoustic advantage which Western navies had traditionally enjoyed » (« ASW: The new era », *Jane's Defence Weekly*, vol. 33, no. 20, 17 mai 2000).

<sup>2112</sup> Erickson (A.) & Goldstein (L.), « China's Future Nuclear Submarine Force » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, p. 195.

<sup>2113</sup> Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 37.

<sup>2114</sup> Yoshihara (T.), « U.S. Ballistic-Missile Defense and China's Undersea Nuclear Deterrent » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, p. 344.

<sup>2115</sup> *Ibid.*, p. 342 ; Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, p. 116. Selon le Jane's Information Group soixante-dix à cent JL-2 devraient être produits pour des Jin équipés de seize missiles chacun (Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, p. 37).

<sup>2116</sup> Wood (P.) & Ferguson (C.), « How China might invade Taiwan » in *Naval War College Review*, vol. 54, no. 4, automne 2001, pp. 55-68.

Libération aux ‘centres de gravité’ plutôt qu’à la confrontation directe des forces<sup>2117</sup>, l’image offerte par le détroit change substantiellement. Si, dans une perspective générale, l’érosion forcée du soutien international à l’île dispose d’une priorité certaine<sup>2118</sup>, cette exigence se traduit, dans le cadre d’une escalade militaire dans le détroit, par la nécessité de maintenir Taipei matériellement isolée de tout appui extérieur. L’orientation de la modernisation des branches navale et aérienne chinoises, ainsi que celle de ses missiles conventionnels, ne prend de sens que réinscrite dans une telle optique. Une des hypothèses les plus solides quant à la modernisation des forces chinoises est indubitablement que la possession des *Kilo*, *Song* et *Yuan*, combinée au saut qualitatif de la branche aérienne et des différents types de missiles, offre à Beijing les moyens de bâtir un robuste blocus de l’île<sup>2119</sup>. Du fait de l’approfondissement de la dépendance économique de l’île au continent, Robert Scott Ross souligne néanmoins que l’acquisition d’une importante flotte sous-marine par la Chine ne peut être expliquée par la simple hypothèse d’un blocus de l’île<sup>2120</sup>. Bien plutôt, « l’intérêt principal du continent pour l’achat de sous-marins à la Russie réside dans le fait que ceux-ci permettent d’accomplir des missions de déni d’accès contre les porte-avions américains [et non dans le fait qu’ils permettent] d’opérer un blocus de la navigation en direction de Taiwan »<sup>2121</sup>. La capacité réelle de la Chine à remplir l’objectif consistant à maintenir en respect les forces américaines et/ou à infliger un coût conséquent à celles décidant de franchir l’interdit imposé par Beijing, demeure incertaine. S’il est relativement certain que Beijing ne pourrait rivaliser avec un déploiement de la plus grande envergure, la sanction finale que seraient susceptibles d’imposer les forces chinoises à celles américaines pourrait clairement s’avérer prohibitive sous certaines conditions<sup>2122</sup>.

La capacité nouvellement acquise par la Chine –et en voie de consolidation– dans le détroit de Taiwan s’intègre cependant à un cadre plus vaste. Ce dépassement n’implique cependant pas la recherche pure et

---

<sup>2117</sup> Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine and Force Modernization », pp. 279-281.

<sup>2118</sup> *Ibid.*, p. 281.

<sup>2119</sup> Glosny (M.), « Strangulation from the Sea ? » in *International Security*, vol. 28, no. 4, printemps 2004, pp. 125-160. Michael Glosny note : « Although Taiwan is less vulnerable to a submarine blockade than conventional wisdom suggests, the implications of this analysis are not that Taiwan is ‘safe.’ In fact, the opposite is true. Given a relatively large submarine fleet, geographical proximity, and a favorable acoustic environment, PLAN submarines can impose costs on Taiwan. Even if the U.S. military were to intervene to defend Taiwan, this would not prevent the PRC from imposing costs on Taiwan » (p. 159).

<sup>2120</sup> Ross (R.), « Explaining Taiwan's Revisionist Diplomacy », p. 447.

<sup>2121</sup> *Ibid.*

<sup>2122</sup> La destruction de l’ensemble des sous-marins chinois pourrait selon une estimation de Lyle Goldstein et William Murray avoir pour corollaire la destruction de plus de quarante bâtiments américains (O’Hanlon (M.), Goldstein (L.) & Murray (W.), « Correspondence Damn the Torpedoes : Debating Possible U.S. Navy Losses in a Taiwan Scenario » in *International Security*, vol. 29, no. 2, automne 2004, p. 205).

simple d'une *blue water navy*<sup>2123</sup> chinoise devant rivaliser avec les forces navales les plus avancées à une échelle débordant le cadre régional. La dichotomie entre *sea control* et *sea denial* semble devoir en effet largement recouper la division géographique habituellement faite entre première et seconde chaîne d'îles présente dans les plans de l'amiral Liu Huaqing. Michael McDevitt souligne ainsi que Beijing devrait « se focaliser sur le *sea control* à l'intérieur de la première chaîne d'îles (qui inclut à la fois la Mer de Chine orientale et la Mer de Chine méridionale), et sur le *sea denial* au-delà de Taiwan »<sup>2124</sup>. La priorité accordée aux moyens de *sea denial* dans la période récente vient souligner cependant que la principale préoccupation de la Chine tend à se situer non au niveau d'une projection régionale des forces –bien que la rénovation du *Varyag* puisse être considérée comme un infléchissement significatif des objectifs poursuivis– mais à celui de l'interdiction de l'accès à la région est-asiatique.

## Conclusion partielle IV.

Dans la formulation qu'en donne John Mearsheimer, le réalisme offensif offre une primauté quasi-exclusive au *land power*. Le *stopping power of water* corrodant sévèrement toute force projetée à un niveau extra-régional, l'hégémonie globale apparaît comme un objectif irrémédiablement hors d'atteinte pour toute puissance, et l'essentiel du jeu international se joue alors à un niveau intra-régional, dans une sphère où les forces terrestres disposent d'une position dominante. La relativisation du *stopping power of water* amène nécessairement à questionner la logique précédente. Dans un monde où l'hégémonie globale apparaît comme un objectif réalisable –bien que non aisé– la première des problématiques à laquelle un prétendant fait face est indubitablement celle de l'accès aux espaces au-delà des étroites limites de sa région d'origine. Appréhendé dans cette perspective, le *seapower* retrouve une place centrale dans la lutte pour l'hégémonie, que celle-ci soit régionale ou globale. Pour le prétendant à l'hégémonie globale, la projection de puissance extra-régionale a pour condition *sine qua non*, la capacité à user des espaces océaniques comme le « great highway » défini par Mahan. En d'autres termes, l'hégémon global potentiel a pour tâche essentielle de s'assurer de l'accès aux autres régions par l'intermédiaire de ce qui s'apparente à un très haut degré de *sea control* –avoisinant le *command of the sea* absolu qu'envisage Mahan. Si le *sea power* apparaît

---

<sup>2123</sup> You (J.) & You (X.), *In Search of Blue Water Power*, Canberra, ANU, 1991 ; You (J.), *The Armed Forces of China*, pp. 160-163.

<sup>2124</sup> McDevitt (M.), « Sea Denial with Chinese Characteristics » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.), Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, p. 367.

indubitablement comme la clef de voûte de l'hégémonie globale, elle dispose symétriquement d'une place centrale pour tout aspirant à l'hégémonie régionale. Trivialement, une des préoccupations essentielles de ce dernier s'incarne dans la nécessité d'éviter toute interférence extra-régionale pouvant menacer la construction de sa domination. Dans cette lutte entre inégaux, l'asymétrie des stratégies –*sea control* et *sea denial*– employées fait écho à la différence d'objectifs poursuivis. Aux divergences d'objectifs et de stratégies correspondent de profondes différences dans la structuration des forces navales. S'il demeure difficile de classer de façon stricte les différentes plateformes, ne serait-ce que du fait que les missions possibles se rangent selon un continuum et sont rarement effectuées de façon séquentielle, certaines d'entre elles demeurent indispensables pour la conduite de missions spécifiques et leur absence d'une flotte signe l'inintérêt ou l'incapacité quant à celles-ci. Une même divergence des capacités, objectifs et moyens se reflète au niveau nucléaire ; l'aspirant à l'hégémonie globale devant atteindre une position de supériorité nucléaire tandis que le prétendant à l'hégémonie régionale apparaît en premier lieu intéressé par la consolidation d'une force de seconde frappe, garantissant le fonctionnement de la dissuasion.

Appréciables à partir de ces modifications du cadre théorique, les orientations prises par la modernisation de l'Armée Populaire de Libération deviennent significativement plus intelligibles. Le recentrage sur les forces navales et aériennes répond, en effet, à la constatation que la menace principale pesant sur la sécurité de la Chine dans l'après-Guerre Froide ne se présente plus sous la forme d'une pression conventionnelle directe contre le territoire continental. En ce sens, si elle peut prendre corps dans des zones importantes pour leurs richesses –notamment en hydrocarbures, la 'navalisation' des intérêts chinois dépasse largement la simple défense des ressources et prétentions maritimes. Elle s'adosse à l'identité de l'adversaire probable –i.e. les Etats-Unis– et aux capacités particulières de ce dernier. La superposition de la centralité des préoccupations maritimes et de la position d'indubitable supériorité de l'adversaire impose un ensemble de contraintes particulières sur la modernisation des forces chinoises. Si la 'navalisation' apparaît comme un cadre élémentaire, Beijing a varié ce thème général en lui donnant une tonalité particulière. Le considérable développement de la branche sous-marine et la spécialisation générale en guerre anti-surface des acquisitions chinoises marquent un intérêt saillant pour des moyens permettant la mise en œuvre d'une stratégie de *sea denial*. S'il est peu douteux que les capacités acquises par Beijing ne lui permettent pas de rivaliser d'égal à égal avec la puissance américaine, elles semblent cependant solidifier un « rempart maritime »<sup>2125</sup> autour de

---

<sup>2125</sup> Yoshihara (T.) & Holmes (J.), « Command of the Sea with Chinese Characteristics » in *Orbis*, vol. 49, no. 4, automne 2005, p. 686.

la Chine et de sa zone d'intérêt. Comparés à ceux adaptés à une stratégie de *sea denial*, les moyens destinés à la projection de puissance –*sea control* et son usage– semblent avoir bénéficié d'une attention moindre, bien que la confirmation esquissée d'un rôle pour le *Varyag* dénote la possible ouverture d'une nouvelle évolution. En d'autres termes, la Chine semble s'être engagée non sur la voie de la rivalité directe –i.e. la constitution d'une *blue water navy* permettant un statut de *peer competitor*– mais sur celle de l'interdiction de toute interférence extra-régionale dans une Asie Orientale où son empreinte se fait progressivement plus prégnante. Les choix effectués dans les programmes de modernisation ainsi que la poursuite d'une doctrine défensive ayant glissé vers une défense active en position de faiblesse relative s'intègrent ainsi dans le cadre d'une lutte entre prétendant à l'hégémonie régionale et aspirant à l'hégémonie globale, telle qu'envisagée par un réalisme offensif 'robuste'. Une même correspondance au cadre théorique proposé est visible dans l'antagonisme silencieux que se livrent Washington et Beijing dans le champ du nucléaire. Alors que les Etats-Unis se trouvent engagés dans une recherche de la supériorité nucléaire –que celle-ci soit considérée comme ardemment recherchée ou comme la simple résultante de la non-décélération des programmes de recherche-développement-déploiement dans l'après-Guerre Froide, les efforts de Beijing s'axent autour de la préservation et de l'affermissement de la crédibilité de ses forces de dissuasion. En ce sens la comparaison quantitative des arsenaux à la disposition de chacune des deux puissances, si elle demeure importante, ne nous renseigne que marginalement sur la dynamique à l'œuvre et sur la nature de l'antagonisme. L'impact de la modernisation des forces nucléaires chinoises sur l'équilibre de la 'balance' sino-américaine doit, dans cette perspective, être comparée à la nouvelle orientation offensive des forces nucléaires américaines. Pour Beijing, le différentiel de capacités, actuel et au moins à moyen terme, interdit d'envisager une quelconque compétition à armes égales à l'intérieur de cette arène. Pour Beijing, il s'agit, en premier lieu, de conserver une capacité de dissuasion, devant parer à l'acquisition par un adversaire de l'élément clé de l'hégémonie globale. Si elle s'effectue de façon multidimensionnelle, la modernisation de l'appareil nucléaire chinois s'est faite à un rythme modéré, et sur la base de l'inquiétude quant à la capacité de survie de ses forces. Dans cette perspective, le champ nucléaire se trouve lui aussi traversé par la dynamique d'une rivalité entre un prétendant à l'hégémonie régionale –recherchant une capacité d'interdiction et de dissuasion– et un aspirant à l'hégémonie globale –en quête de 'supériorité nucléaire'.

## Conclusion

Inscrite dans un cadre réaliste où l'Etat demeure l'acteur premier à l'intérieur du système international, la rapide ascension de la Chine dans l'après-Guerre Froide apparaît comme le phénomène le plus significatif de la période. L'accroissement du poids relatif et de l'influence chinoise a donné lieu à de multiples analyses divergentes sur les implications qu'est susceptible d'avoir cet affermissement chinois sur le fonctionnement de l'ordre international mis en place au lendemain de l'effondrement de la bipolarité. De multiples boussoles ont été mises à jour permettant la compréhension des divers positionnements pris par Beijing. Les directions esquissées par les diverses interprétations, si elles tendent à s'accorder sur l'expansion et la consolidation de la puissance chinoise, offrent un ensemble de conclusions divergentes : de la 'menace chinoise' à la 'puissance responsable' ou à l' 'ascension pacifique' ; du *peer competitor* au 'compétiteur régional multidimensionnel' ; de la 'socialisation' de la nouvelle puissance à la simple 'adaptation' de cette dernière... Indubitablement, une telle mosaïque se prête peu à une vue unificatrice, d'autant moins, par ailleurs, que les multiples 'tesselles' proviennent de champs différents, l'image finale mêlant des éléments d'origines hétérogènes. Le cœur de ce travail est cependant de souligner que les éléments touchant à la sécurité – comprise en son sens 'traditionnel' – ou, plus largement à ce qui se classe sous le vocable de *high politics*, peuvent être intégrés sans difficulté dans un cadre théorique unifié. En termes plus pratiques et précis, le positionnement de la Chine vis-à-vis des questions saillantes de territorialité, le type de relation qu'elle entretient avec les autres grandes puissances et le développement de ses forces armées, ainsi que l'impact de ces trois éléments sur le milieu au sein duquel Beijing évolue, peuvent être compris de façon cohérente au travers du prisme d'un réalisme offensif modifié. En ce sens, le présent travail ne s'articule pas prioritairement autour de la mise au jour de nouveaux faits ou éléments, ni autour de la constitution d'une nouvelle théorie. L'objectif principal consiste essentiellement en une interprétation des modalités de l'ascension chinoise dans la période d'après-Guerre Froide, c'est-à-dire en une tentative de mise en lumière de la cohérence de la trajectoire des relations entre Chine et Asie Orientale<sup>2126</sup>.

---

<sup>2126</sup> La démarche s'apparente, bien que le travail soit sur un objet différent, à celle employée par Avery Goldstein dans son interprétation de la politique interne chinoise dans les trente premières années de la République Populaire (Goldstein (A.), *From Bandwagon to Balance-of-Power Politics*, pp. 1-15.

# L'ascension chinoise et ses conséquences.

Le caractère protéiforme de l'ascension chinoise dans la période d'après-Guerre Froide a logiquement donné lieu à une pluralité d'interprétations d'une plus ou moins grande compatibilité. Le fait le plus marquant est cependant que, dans le cas d'étude, le spectre d'interprétations a pu s'étendre entre deux extrêmes antithétiques. Reflétant de façon archétypale le haut degré d'incertitudes, Solomon Karmel titrait, en 2000, son étude de l'Armée Populaire de Libération, *China and the People's Liberation Army : Great Power or Struggling Developing State* ?<sup>2127</sup>. Si la question des capacités militaires réelles de Beijing est certainement une des interrogations les plus saillantes, les doutes quant au statut exact de la Chine au sein de l'ordre international laissent des zones d'ombre dans un vaste éventail de domaines. Jean-Luc Domenach pointait ainsi, en 2002, un ensemble de tensions : si l'indépendance et la sécurité demeurent des objectifs premiers, ils sont de plus en plus difficiles à remplir du fait de la participation accrue du pays à la mondialisation ; si la croissance économique ne s'est pas démentie, d'autres problèmes apparaissent ou perdurent –tels que les transports, la production d'énergie, l'environnement ou le démantèlement des entreprises d'Etat, et si Beijing nourrit « l'obsession de l'unité »<sup>2128</sup>, des forces centripètes continuent à exister<sup>2129</sup>. De tels contrastes tendent naturellement à favoriser l'hétérogénéité des interprétations selon que l'attention se porte sur les atouts ou les faiblesses de la Chine.

D'une façon cependant plus insolite, un accord préalable sur l'existence d'une dynamique solide d'ascension n'apparaît nullement comme une garantie d'unanimité de points de vue quant aux modalités et aux intentions chinoises. Pour Thomas Moore et Dixia Yang l'approfondissement de l'« interdépendance économique » a eu pour effet de « rendre la Chine plus forte [*empowering*] » tout en imposant d'importantes contraintes<sup>2130</sup>. Dans un monde devenu le proverbial *seamless web* d'interactions, « au minimum, un approfondissement de l'interdépendance économique [*EI*] suggère que la Chine a de fortes incitations à coopérer avec un large

---

<sup>2127</sup> Karmel (S.), *China and the People's Liberation Army*.

<sup>2128</sup> Domenach (J.-L.), *Où va la Chine*, p. 317.

<sup>2129</sup> *Ibid.*, pp. 257-322.

<sup>2130</sup> Moore (T.) & Yang (D.), « Empowered and Restrained : Chinese Foreign Policy in the Age of Economic Interdependence ».

groupe de nations »<sup>2131</sup>. Pour David Kang, l'émergence de la Chine est à réinscrire dans la perspective de l'histoire régionale :

*Jusqu'à l'intrusion des puissances occidentales au dix-neuvième siècle, les relations interétatiques en Asie Orientale étaient remarquablement stables, ponctuées occasionnellement par un conflit entre pays. Le système était basé sur la puissance militaire et économique chinoise mais fut renforcé à travers les siècles par les échanges culturels, et les unités du système étaient des Etats souverains ayant un contrôle politique sur des zones géographiques reconnues. Les relations internationales est-asiatiques mettaient l'accent sur la hiérarchie formelle entre les nations tout en permettant une large égalité informelle. La Chine [étant] l'Etat dominant et les pays avoisinants [étant] des Etats périphériques ou secondaires, tant que la hiérarchie était respectée, il était peu besoin [d'avoir recours] à la guerre interétatique<sup>2132</sup>.*

Si David Kang n'envisage pas un 'retour' mécanique vers un système hiérarchique, il souligne néanmoins que, dans la configuration probable d'une auto-limitation par la Chine de l'usage de sa puissance nouvellement acquise, les incitations au *bandwagoning* devraient prévaloir et pourraient ainsi permettre la recomposition d'un ordre régional stable, extrêmement peu belligère, accepté par les Etats de la zone, et dont le centre de gravité est la Chine. Réinscrivant l'émergence chinoise dans le cadre général de la *Power Transition Theory* Jacek Kugler et Ronald Tammen conditionnent le caractère pacifique de celle-ci à la capacité américaine à créer un niveau de 'satisfaction' suffisant pour Beijing. En admettant un prolongement raisonnable des tendances des deux dernières décennies, Kugler et Tammen soulignent que « la Chine dépassera les Etats-Unis dans les trente ou cinquante années à venir, bien avant qu'elle ne soit [devenue] une nation développée et avancée », cette « tendance essentielle » étant plus importante que les diverses suppositions quant aux fourchettes hautes et basses de la croissance probable<sup>2133</sup>. Dans cette perspective, la convergence des courbes de croissance et la possibilité d'*overtaking* apparaissant comme des tendances lourdes, l'unique possibilité d'évitement d'un conflit entre dominant américain et challenger chinois consiste en un ensemble de concessions de la part du premier au profit du second. Evaluant la configuration de l'Asie du Nord-Est dans l'après-Guerre Froide, John Mearsheimer avançait, en 2001, deux scénarii :

*1) Si la Chine ne devient pas un hegemon potentiel, les Etats-Unis devraient probablement retirer leurs troupes de la zone, entraînant [la transformation du] Japon en une redoutable grande puissance. Le système [Asie du Nord-Est] resterait cependant, multipolaire et balanced. La compétition de sécurité serait toutefois un peu plus intense qu'elle ne l'est aujourd'hui du fait de problèmes associés au remplacement des Etats-Unis*

---

<sup>2131</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>2132</sup> Kang (D.), « Getting Asia Wrong: The Need for New Analytical Frameworks » in *International Security*, vol. 27, no. 4, printemps 2003, pp. 66-67.

<sup>2133</sup> Kugler (J.) & Tammen (R.), « Regional Challenge : China's Rise to Power » in Rolfe (J.), *The Asia-Pacific: A Region in Transition*, Honolulu, APCSS, 2004, p. 50.

*par le Japon dans l'ordre [lineup] des grandes puissances régionales. 2) Si la Chine émerge comme un hegemon potentiel, la multipolarité de l'Asie du Nord-Est deviendrait alors unbalanced et les Etats-Unis devraient alors conserver leurs forces dans la région afin de contenir la Chine*<sup>2134</sup>.

Dans cette perspective, la propension au conflit ne dépend aucunement de la capacité des puissances dominantes à générer un 'statu quo' offrant un plus haut degré de satisfaction au challenger, mais uniquement de l'acquisition de moyens par Beijing permettant la remise en question des équilibres<sup>2135</sup>.

La démarche sous-tendant le présent travail s'inscrit dans la continuité de l'idée avancée par John Mearsheimer que le ratio de puissance entre la Chine et les différents Etats de la zone demeure l'élément clé de la compréhension de l'évolution du sous-système est-asiatique. La mutation de la position de la Chine au sein de ce dernier découle ainsi principalement de la capacité croissante de Beijing à faire prévaloir son point de vue dans les questions touchant, généralement, à l'organisation du sous-système et, dans certains cas, à ce qui a trait à la souveraineté chinoise. Une telle tendance n'a cependant pas à se manifester sous la forme d'une quelconque hausse de la propension à utiliser la force de la part de Beijing. Etant la principale bénéficiaire des dynamiques parcourant le sous-système est-asiatique, l'usage irréfléchi de l'outil militaire apparaît des plus improductifs pour la Chine, dans la mesure où Beijing comble graduellement le fossé 'régional' avec les Etats-Unis, et approfondit l'écart la séparant de ses suivants. En paraphrasant et en étendant la logique de Samuel Huntington à propos de la primauté précédemment évoquée<sup>2136</sup>, l'accroissement de la puissance chinoise est importante non seulement parce qu'elle offre à Beijing la possibilité d'envisager une plus forte probabilité de victoire en cas d'affrontement, mais parce qu'elle est susceptible de permettre à celle-ci de réaliser ses objectifs sans qu'il soit nécessaire de faire un usage réel de la force. Dans cette configuration dynamique, la nécessité principale pour Beijing prend corps dans la

---

<sup>2134</sup> Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, p. 400.

<sup>2135</sup> Certaines ambiguïtés demeurent toutefois dans la proposition de John Mearsheimer pour lequel la Chine « n'est clairement pas un hegemon potentiel aujourd'hui, car elle est encore loin d'être aussi riche que le Japon » (*Ibid.*). Si l'affirmation ne prête à aucune contestation en termes de PIB par capita ou si le PIB est calculé selon les taux de change, l'introduction de la parité de pouvoir d'achat change sensiblement la donne. Si l'on s'intéresse aux quatre puissances que John Mearsheimer évoque pour l'Asie du Nord-Est –Etats-Unis, Chine, Japon, Russie– la base de données de l'ONU donne les chiffres et classements suivants. Pour l'année 2006, pour des PIB calculés en milliards de dollars selon le taux de change, les Etats-Unis (13 202) devançant le Japon (4 340), la Chine (2 668), et la Russie (987). L'introduction d'une correction des déformations de cette évaluation simple par un calcul en termes de parité de pouvoir d'achat entraîne de significatives réappréciations des poids et positions des différents acteurs ; pour la même année, si les Etats-Unis (13 202) demeurent en position de primauté, la Chine occupe la seconde place (10 048) devant le Japon (4 131) et la Russie (1 704) (UNdata, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?q=GDP&d=CDB&f=srID%3a29919> ; UNdata, « Sans titre », <http://www.data.un.org/Data.aspx?q=GDP&d=CDB&f=srID%3a29923>, consultés le 28 juin 2008). Outre ce fait, et ainsi que souligné précédemment, si la ressource économique dispose d'une forte fongibilité, l'équivalence posée entre 'non-hégémonie' – dépendant de la capacité de recours à la force– et limitation des ressources économiques introduit une distorsion certaine dans l'application des concepts du réalisme offensif au cas d'étude chinois.

<sup>2136</sup> Voir Chapitre I ; Huntington (S.), « Why International Primacy Matters », p. 70.

prévention de tout fait accompli visant à geler une situation défavorable à la Chine, le temps jouant inévitablement en faveur de la puissance ascendante –notamment du fait de la construction soutenue d’un appareil militaire plus efficient– dès cette condition minimale remplie. Un tel ensemble de contraintes et d’opportunités est particulièrement visible dans la ligne de défense adoptée par Beijing à propos de sa souveraineté de l’intégrité de son territoire. Dans le cadre de la question taiwanaise comme dans celui des disputes en Mer de Chine méridionale, Beijing semble avoir désiré principalement prévenir l’établissement d’un fait accompli interdisant une évolution future dans le sens désiré par la Chine. Si les prises de garanties ont pu prendre des formes quelque peu assertives, Beijing est loin d’avoir fait un plein usage de ses capacités nouvellement acquises à l’encontre d’adversaires devenus relativement plus faibles.

Cette solidification de la puissance chinoise a cependant déclenché une tendance à la *balance* de la part de l’autre grande puissance régionale –le Japon– et de la puissance extra-régionale –les Etats-Unis– solidement enracinée en Asie Orientale. Classiquement, la tripolarisation de la structure du sous-système conduit à une configuration de ‘deux contre un’, positionnant Beijing comme puissance isolée. Dans ce jeu à trois acteurs majeurs, les Etats secondaires de l’Asie du Sud-Est, bien qu’ayant disposé d’un certain ‘poids rhétorique’ au travers de l’ASEAN, ne peuvent que difficilement prétendre à une aptitude à infléchir la trajectoire chinoise. L’indéniable rapprochement de la Chine et de l’organisation s’explique principalement par le double fait que d’une part, Beijing n’a aucun intérêt à s’exclure volontairement d’un cadre lui conférant une certaine respectabilité tout en n’exigeant que des concessions extrêmement marginales –ne serait-ce que par l’application des méthodes propres à l’*ASEAN Way*, d’autre part, les pays de l’ASEAN ne peuvent constituer ni isolément, ni collectivement un pilier d’une *balance* –du fait de l’existence d’intérêts contradictoires, de l’incertitude quant aux partenaires possibles et plus généralement des problèmes liés à l’action collective. Le jeu régional en Asie Orientale se joue donc essentiellement dans les termes d’une tripolarisation fortement instable –du fait de différentiels de croissance marqués entre les différents acteurs– et dont le caractère belligène apparaît clairement<sup>2137</sup>. Dans cette configuration, aucune division des puissances présentes ne peut être clairement effectuée selon la dichotomie entre puissances de statu quo et puissances révisionnistes, ne serait-ce que du fait du caractère dynamique de celui-ci. Plus précisément, si la Chine peut apparaître comme présentant des symptômes de ‘puissance révisionniste’ –i.e. l’importante croissance de l’appareil militaire, il paraît difficile d’avancer que les deux autres acteurs majeurs en sont exempts, le Japon avançant sur la voie

---

<sup>2137</sup> Schweller (R.), *Deadly Imbalances*, pp. 39-58. Randall Schweller parle d’instabilité du système pour parler du caractère plus belligène d’un système dans une confusion largement répandue notée précédemment.

d'une 'normalisation' et les Etats-Unis se trouvant en quête ouverte de 'supériorité nucléaire'. La dynamique d'opposition ne trouve donc qu'une explication partielle dans un simple processus d'action-réaction entre les acteurs détaché de considérations touchant à ce que Randall Schweller décrit comme conflit 'réel' par opposition au conflit 'apparent' généré par le dilemme de sécurité<sup>2138</sup>. Recherche de primauté et d'hégémonie constitue ainsi un fondement à la confrontation plus solide –bien que certainement complémentaire– que les seuls mouvements que crée la défiance quant aux actions immédiates entreprises par l'un des protagonistes.

Pour la Chine dont le territoire n'est plus sous une menace directe depuis l'écroulement de l'Union Soviétique et a été sécurisé –peut-être provisoirement seulement– par l'acquisition de l'arme nucléaire et dont les moyens nouveaux autorisent l'extension du 'périmètre de défense', l'évolution des équilibres et alignements implique une modification substantielle de la structure de ses forces. Un vaste éventail de problématiques saillantes et de possibles rivaux trouve un point commun dans leur caractère maritime. Si Beijing désire se prémunir contre les possibles actions hostiles de puissances adverses, la navalisation de l'Armée Populaire de Libération apparaît comme une condition *sine qua non* à la réalisation d'un tel objectif. L'orientation prise par la modernisation de l'appareil militaire chinois tend donc à trouver une explication dans la nécessité de tenir en respect les forces 'déployables' par les adversaires. Si Beijing semble ne pas s'être entièrement désintéressée des vecteurs permettant la projection de force, elle a cependant offert une priorité tangible à l'acquisition de moyens de déni. Dans le domaine naval, la tendance a été au développement accéléré du bras sous-marin et des plateformes de surfaces permettant la lutte contre les principaux moyens de *sea control* possédés par l'adversaire, une telle priorité ayant un reflet atténué dans le domaine aérien. En adoptant l'idée que les guerres probables seraient de haute technologie et 'informationisées', Beijing paraît avoir, dans un même mouvement, consolidé l'idée que les meilleures chances de l'Armée Populaire de Libération se trouvent dans une forme de combat asymétrique, au sens où il est hors de question de lutter à 'armes égales' avec un adversaire conçu comme significativement supérieur. Une telle position se traduit enfin dans le domaine nucléaire où l'intérêt premier de Beijing n'est certainement pas de se lancer à corps perdu dans une course jouée d'avance du fait du handicap de départ accusé par Beijing. Face aux tentatives de supériorité nucléaire lancées par l'adversaire probable, le meilleur espoir de la Chine se trouve dans la préservation et le renforcement de la logique de dissuasion existante durant la Guerre Froide.

---

<sup>2138</sup> Schweller (R.), « Neorealism's Statu-Quo Bias: What Security Dilemma », p. 104.

# Apport théorique général.

Si l'objet principal de ce travail n'était pas de produire un nouveau cadre théorique, l'appréciation des conséquences de l'ascension de la puissance chinoise nécessitait l'apport de certains amendements au réalisme offensif. A un niveau théorique, pour emprunter à nouveau les termes de Christopher Layne, le principal objectif était de réviser la version '*diet*' du réalisme offensif proposée par John Mearsheimer<sup>2139</sup>. Une telle tentative ne pouvait cependant se résumer à affirmer sans plus d'ambages la nécessité de la quête de l'hégémonie globale. Si cette assertion constitue le soubassement d'un remaniement du réalisme offensif, elle tient plus d'un prélude à la reformulation que d'une conclusion se suffisant à elle-même. La reconstruction du réalisme offensif à partir de la modification des hypothèses concernant l'hégémonie globale implique en effet nécessairement un renouvellement de l'articulation des différents éléments touchant notamment aux types d'hégémonie, à la stabilité et au caractère belligère de certaines configurations à l'intérieur d'un système.

Bâtie dans une version '*robust*'<sup>2140</sup>, le réalisme offensif conserve une dichotomie saillante entre niveaux global et régional. Appréhendée comme *regional security complex*, la région demeure le niveau premier au sein duquel se constituent les antagonismes et alignements et se déroule l'essentiel du jeu international pour la plupart des Etats. L'introduction des *regional security complexes* dans le cadre du réalisme offensif permet de réarticuler plus précisément le global et le régional et de définir plus nettement les contours du positionnement probable des puissances. Si pour toute grande puissance, l'objectif primordial est de s'imposer comme hegemon régional, pour un hegemon régional établi, le but est de s'imposer à l'intérieur des autres sous-systèmes comme hegemon extra-régional, jetant progressivement les jalons de l'hégémonie globale. L'introduction de la distinction entre global et régional nous permet de reconsidérer la structure du système international contemporain. Si les Etats-Unis demeurent l'unique puissance classifiable comme pôle global, cette unipolarité s'écarte de l'hégémonie globale, convoitée par Washington, au sens où, s'ils pèsent considérablement sur l'ensemble des sous-systèmes régionaux, les Etats-Unis ne peuvent être considérés comme l'unique puissance au sein de chacun de ces *regional security complexes*.

Une des faiblesses du réalisme offensif est certainement son caractère relativement statique. En figeant la polarité du système et en utilisant cette variable pour déduire des niveaux différenciés de propension à la

---

<sup>2139</sup> Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », p. 128.

<sup>2140</sup> *Ibid.*

guerre, le réalisme offensif se trouve face à une difficulté consistant en l'explication de dénouements variés à partir d'une donnée *a priori* relativement durable du système. Dans la continuité des propositions de Robert Gilpin et de Dale Copeland, et, plus encore, par l'emprunt à la *power transition theory*, le présent travail a tenté de réintroduire une dynamique de puissance dans le cadre réaliste. Un tel amendement est notamment rendu possible du fait de la distinction entre stabilité du système –solidité des équilibres et déséquilibres présents– et caractère belligène –propension au conflit, le conflit n'amenant pas nécessairement l'instabilité –destruction ou émergence de pôles– et l'instabilité pouvant être provoquée par d'autres facteurs que le conflit –notamment par l'existence de différentiels dynamiques de croissance. L'intégration d'éléments de la *power transition theory* dans le cadre du néoréalisme offensif amène nécessairement à la modification de certaines hypothèses avancées par John Mearsheimer, portant notamment sur la configuration la plus belligène.

Une telle modification de la théorie de John Mearsheimer permet d'appréhender avec une plus grande précision les équilibres et dynamiques du système international. Plus précisément, elle permet d'adjoindre un réel niveau régional d'analyse tel que proposé par Barry Buzan au cadre théorique et d'appréhender le jeu de puissance sur deux niveaux distincts, régional et global. Au-delà de la seule région que constitue l'Asie Orientale, la reformulation permet d'articuler les contraintes et nécessités auxquelles font face les acteurs de différents niveaux de puissance. A un niveau régional, les équilibres se trouvent principalement définis par la puissance que les acteurs sont susceptibles de mobiliser à l'intérieur du *security complex* local. En d'autres termes, des acteurs extrarégionaux peuvent occuper tout rôle joué par un acteur localisé, dont certes celui de *balancer*, mais aussi celui de prétendant à l'hégémonie. Mis face à la possibilité de l'intervention 'externe', un aspirant à l'hégémonie régionale tend à se munir des moyens permettant d'exclure d'un jeu qu'il devrait dominer les puissances extrarégionales, ceci impliquant notamment aujourd'hui l'acquisition de moyens navals. Ceci implique une remise en perspective de la qualification des systèmes internationaux dans une situation où l'*overlay* est absent. Pour reprendre l'expression de Samuel Huntington, affinée par Barry Buzan et Ole Wæver, la période d'après-Guerre Froide semble devoir être au mieux qualifiée comme celle d'un monde uni-multipolaire, où l'unique grande puissance à même d'agir militairement à l'échelle globale dispose cependant de moyens insuffisants pour s'imposer comme hégémon à l'intérieur de l'ensemble des sous-systèmes –bien qu'elle puisse disposer d'un poids significatif à l'intérieur de ceux-ci. Dans cette perspective, tout en poursuivant les efforts destinés à l'acquisition d'une hégémonie globale, le prétendant à

cette dernière semble devoir avoir pour tâche essentielle de maintenir la multipolarité dans les régions autres que la sienne, afin de prévenir l'émergence de la multipolarité à un niveau global –qu'amènerait l'émergence d'un véritable *peer competitor*.

# Bibliographie

## Livres.

Abramowitz (M.), Funabashi (Y.) Wang (J.), *China-Japan-U.S. Relations: New Challenges*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2002.

Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, Cambridge, MIT Press, 2007.

Acharya (A.), *Constructing a Security Community in Southeast Asia, ASEAN and the Problem of Regional Order*, Londres, Routledge, 2001.

Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics: Democratization and Cross-Strait relations in the Twenty-First Century*, Armonk, M.E. Sharpe, 2001.

Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, Farnborough, Institute for Strategic Studies, 1980.

Anderson (G.), *Beyond Mahan: a Proposal for a U.S. Naval Strategy in the Twenty-First Century*, Newport, Naval War College, 1993.

Andrews-Speed (P.), Liao (X.) & Dannreuther (R.), *The Strategic Implications of China's Energy Needs*, Londres, IISS, 2002.

Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

Aron (R.), *Paix et Guerre entre les Nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984.

Aron (R.), *Penser la Guerre, Clausewitz, l'âge européen*, Paris, Gallimard, 1976.

Aron (R.), *Penser la Guerre, Clausewitz, l'âge planétaire*, Paris, Gallimard, 1976.

Art (R.) & Waltz (K.), *The Use of Force: Military Power and International Politics*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004.

Art (R.), *A Grand Strategy for America*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, Honolulu, Asia-Pacific Center for Security Studies, 2004.

Austin (G.) & Harris (S.), *Japan and Greater China: Political Economy and Military Power in the Asian Century*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2001.

Austin (G.), *China's Ocean Frontier*, St Leonards, Allen & Unwin, 1998.

Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future: Innovations in Politics and Military Power*, Canberra ANU-SDSC, 1997.

Axelrod (R.), *Comment réussir dans un monde d'égoïstes : Théorie du comportement coopératif*, Paris, Odile Jacob, 1992.

Bacevich (A.), *The American Empire : The Realities and Consequences of U.S. Diplomacy*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.

Bacevich (A.), *The Imperial Tense: Prospects and Problems of American Empire*, Chicago, Ivan R. Dee, 2003.

Bateman (S.) & Bates (S.), *Shipping and Regional Security*, Canberra, The ANU / SDSC, 1998.

Baucon (D.), *The Origins of SDI, 1944-1983*, Lawrence, University Press of Kansas, 1992.

Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, Quezon City, Philippine-China Development Resource Center and Philippine Association for Chinese Studies, 1992.

Beaufre (A.), *Dissuasion et Stratégie*, Paris, Armand Colin, 1964.

Beaufre (A.), *Introduction à la Stratégie*, Paris, Hachette, 1998.

Bernstein (R.) & Munro (R.), *Chine-Etats-Unis: Danger*, Paris, Bleu de Chine, 1998.

Biddle (S.), *Military Power : Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

Bitzinger (R.) & Gill (B.), *Gearing up for High-Tech Warfare?: Chinese and Taiwanese Defense Modernization and Implications for Military across the Taiwan Strait*, Taipei, Chinese Council of Advanced Policy Studies, 1996.

Blackwill (R.) & Dibb (P.), *America's Asian Alliances*, Cambridge, The MIT Press, 2000.

Blainey (G.), *The Causes of War*, New York, The Free Press, 1988.

Blasko (D.), *The Chinese Army Today: Tradition and Transformation for the 21<sup>st</sup> Century*, Londres, Routledge, 2006.

Boisseau du Rocher (S.), *L'ASEAN et la construction régionale en Asie du Sud-Est*, Paris, l'Harmattan, 1998.

Booth (K.), *Navies and Foreign Policy*, Londres, Croom Helm, 1977.

Boulding (K.), *Conflict and Defense, A General Theory*, New York, Harper Torchbooks, 1962

Bracken (P.), *Fire in the East: The Rise of Asian Military Power and the Second Nuclear Age*, New York, Perennial, 2000.

Brodie (B.), *A Guide to Naval Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1958.

Brodie (B.), *The Absolute Weapon*, New York, Harcourt, Brace and Company, 1946.

Brown (H.), Prueher (J.) & Segal (A.), *Chinese Military Power*, New York, Council on Foreign Relations, 2003.

Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, Boston, The MIT Press, 2004.

Brown (M.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *The Perils of Anarchy, Contemporary Realism and International Security*, Cambridge, The MIT Press, 1995.

Brzezinski (Z.), *Le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Paris, Fayard, 1997.

Brzezinski (Z.), *The Choice : Global Domination or Global Leadership*, New York, Basic Book, 2004.

Bueno de Mesquita (B.), *The War Trap*, New Haven, Yale University Press, 1981.

Bush (R.) & O'Hanlon (M.), *A War Like no Other: the Truth about China's Challenge to America*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2007.

Bush (R.), *At Cross Purposes: U.S.-Taiwan Relations since 1942*, Armonk, M.E. Sharpe, 2004.

Bush (R.), *Untying the Knot, Making Peace in the Taiwan Strait*, Washington, Brookings Institution Press, 2005.

Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, Londres, Routledge, 2004.

Buzan (B.) & Waever (O.), *Regions and Powers: the Structure of International Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Buzan (B.), *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*, Harlow, Pearson, 1991.

Cabestan (J.-P.) & Vermander (B.), *La Chine en quête de ses frontières : La confrontation Chine-Taiwan*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2005.

Cabestan (J.-P.), *Chine-Taiwan : la guerre est-elle concevable ?*, Paris, Economica, 2003.

Cable (J.), *Gunboat Diplomacy 1919-1991: Political Applications of Limited Naval Force*, Basingstoke, MacMillan, 1994.

Cable (J.), *Navies in Violent Peace*, Basingstoke, MacMillan, 1989.

Callwell (C.), *Military Operations and Maritime Preponderance: Their Relations and Interdependence*, Annapolis, Naval Institute Press, 1996.

Carpenter (T.), *America's Coming War with China, A Collision Course over Taiwan*, New York, Palgrave MacMillan, 2005.

Chan (S.), *China, the U.S., and the Power-Transition Theory, A Critique*, Londres, Routledge, 2008.

Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, Baltimore, University of Maryland, 2000.

Chang (P.) & Lasater (M.), *If China Crosses the Taiwan Strait: The International Response*, Lanham, University Press of America, 1993.

Chase (M.), Pollpeter (K.) & Mulvenon (J.), *Shanghaied?*, Santa Monica, RAND Corporation, 2004.

Chemiller-Gendreau (M.), *La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys*, Paris, L'Harmattan, 1996.

Chin (W.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, Singapour, ISEAS, 2005.

Chiu (H.), *An Analysis of the Sino-Japanese Dispute over the T'iaoyutai Islets (Senkaku Gunto)*, Baltimore, University of Maryland, 1999.

Chiu (H.), *Koo-Wang Talks and the Prospect of Building Constructive and Stable Relations across the Taiwan Straits*, Baltimore, University of Maryland, 1993.

Christensen (T.), *New Challenges and Opportunities in the Taiwan Strait: Defining America's Role*, New York, National Committee on United States-China Relations, 2003.

Christensen (T.), *Useful Adversaries : Grand Strategy, Domestic Mobilization, and Sino-American Conflict, 1947-1958*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

Chung (C.), *Domestic Politics, International Bargaining and China's Territorial Dispute*, Londres, Routledge, 2004.

Cimbala (S.), *Clausewitz and Chaos: Friction in War and Military Policy*, Westport, Praeger, 2001.

Cimbala (S.), *Clausewitz and Escalation, Classical Perspective on Nuclear Strategy*, Londres, Frank Cass, 1991.

Cliff (R.), Burles (M.), Chase (M.), Eaton (D.) & Pollpeter (K.), *Entering the Dragon's Lair*, Santa Monica, RAND, 2007.

Cohen (D.), *Retracing the Triangle: China's Strategic Perceptions of Japan in the post-Cold War Era*, Baltimore, University of Maryland, 2005.

Cole (B.), *The Great Wall at Sea, China's Navy Enters the Twenty-First Century*, Annapolis, Naval Institute Press, 2001.

Collins (A.), *Security and Southeast Asia: Domestic, Regional, and Global Issues*, Londres, Lynne Rienner, 2003.

Cooper (J.), *Playing with Fire, the Looming War with China over Taiwan* Westport, Praeger, 2006.

Copeland (D.), *The Origins of Major War*, Ithaca, Cornell University Press, 2000.

Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, River Edge, World Scientific Publishing Company, 2002.

Copper (J.), *Taiwan: Nation-State or Province*, Boulder, Westview Press, 2003.

Copper (J.), *Words across the Taiwan Strait : A Critique of Beijing's 'White paper' on China's Reunification*, Lanham, University Press of America, 1995.

Corbett (J.), *Principles of Maritime Strategy*, Mineola, Dover Publications, 2004.

Cordesman (A.) & Kleiber (M.), *Chinese Military Modernization: Force Development and Strategic Capabilities*, Washington, 2006.

Coté (O.), *The Third Battle: Innovation in the U.S. Navy's Silent Cold War Struggle with Soviet Submarines*, Newport, Naval War College, 2003.

Coutau-Bégarie (H.), *L'océan globalisé: géopolitique des mers au XXIe siècle*, Paris, Economica, 2007.

Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Santa Monica, RAND, 2005.

Cummings (B.), *Parallax Visions, Making Sense of American-East Asian Relations*, Durham, Duke University Press, 2002.

Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2000.

Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, Singapour, ISEAS, 2000.

Daadler (I.) & Lindsay (J.), *America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy*, Hoboken, John Wiley & Sons, 2005.

Davis (J.), *Aircraft Carriers and the Role of Naval Power in the Twenty-First Century*, Cambridge, Institute for Foreign Policy Analysis, 1993.

Denécé (E.), *Géostratégie de la Mer de Chine Méridionale*, Paris, L'Harmattan, 2000.

DiFilippo (A.), *The Challenges of the U.S.-Japan Military Arrangement: Competing Security Transitions in a Changing International Environment*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002.

Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, Newport, Naval War College, 2005.

Domenach (J.-L.) & Richer (P.), *La Chine, Tome 2, De 1971 à nos jours*, Paris, Seuil, 1995.

Domenach (J.-L.), *Où va la Chine?*, Paris, Fayard, 2002.

Doran (C.), *Systems in Crisis: New Imperatives of High Politics at Century's End*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, Houndmills, MacMillan Press, 1999.

Drifte (R.), *Japan's Security Relations with China since 1989*, Londres, Routledge, 2003.

Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, New York, Council of Foreign Affairs, 1999.

Eisendrath (C.), Goodman (M.) & Marsh (G.), *The Phantom Defense: America's Pursuit of the Star Wars Illusion*, Westport, Praeger, 2001.

Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, Armonk, M.E. Sharpe, 1996.

Emmers (R.), *Cooperative Security and the Balance of Power in ASEAN and the ARF*, Londres, Routledge, 2003.

Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, Annapolis, Naval Institute Press, 2007.

Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, Londres, Pluto Press, 2005.

Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Ferguson (N.), *Colossus: The Price of America's Empire*, New York, Penguin Press, 2004.

Fiske (B.), *The Navy as a Fighting Machine*, Annapolis, Naval Institute Press, 1988.

Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, Washington, National Defense University Press, 2003.

Flournoy (M.) & Murdock (C.), *Revitalizing the U.S. Nuclear Deterrent*, Washington, CSIS, 2002.

Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, Londres, Frank Cass, 1996.

Freedman (L.), *The Evolution of Nuclear Strategy*, New York, Palgrave, 2003.

Frelk (J.) & Tait (G.), *Defending Against Ballistic Missile Attacks*, Washington, George C. Marshall Institute, 1990.

Friedman (N.), *Seapower as Strategy: Navies and National Interests*, Annapolis, Naval Institute Press, 2001.

Friedman (N.), *The US Maritime Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1988.

Gamble (A.) & Payne (A.), *Regionalism & World Order*, New York, St. Martin's Press, 1996.

Gardner (W.J.R.) *Anti-Submarine Warfare*, Londres, Brassey's, 1996.

Garrison (J.), *Making China Policy: From Nixon to G.W. Bush*, Boulder, Lynne Rienner, 2005.

Garver (J.), *Face Off: China, the United States, and Taiwan's Democratization*, Seattle, University of Washington Press, 1997.

Geller (D.) & Singer (J.S.), *Nations at War, A Scientific Study of International Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

George (A.), *Bridging the Gap: Theory and Practice in Foreign Policy*, Washington, Institute for Peace Press, 1993.

Gertz (B.), *The China Threat, How the People's Republic Targets America*, Washington, Regnery, 2000.

Gill (B.) & Kim (T.), *China's Arms Acquisitions from Abroad : a Quest for 'Superb and Secret Weapons'*, Stockholm, SIPRI, 1995.

Gill (B.), *Rising Star, China's New Security Diplomacy*, Washington, Brookings Institution Press, 2007.

Gilpin (R.), *War & Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

Godement (F.), *Chine, Japon, ASEAN: Compétition stratégique ou coopération?*, Paris, La Documentation Française, 1999.

Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, Paris, La Documentation Française, 2001.

Goh (E.), *Meeting the China Challenge: The U.S. in Southeast Asian Regional Security Strategies*, Washington, East-West Center, 2005.

Goldstein (A.), *Deterrence and Security in the 21st Century : China, Britain, France and the Enduring Legacy of the Nuclear Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 2000.

Goldstein (A.), *From Bandwagon to Balance-of-Power Politics, Structural Constraints and Politics in China, 1949-1978*, Stanford, Stanford University Press, 1991.

Goldstein (A.), *From Bandwagon to Balance-of-Power Politics: Structural Constraints and Politics in China, 1949-1978*, Stanford, Stanford University Press, 1991.

Goldstein (A.), *Rising to Challenge: China's Grand Strategy and International Security*, Stanford, Stanford University Press, 2005.

Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, Newport, Naval War College, 2005.

Gompert (D.), Godement (F.), Medeiros (E.) & Mulvenon (J.), *China on the Move: A Franco-American Analysis of Emerging Chinese Strategic Policies and Their Consequences for Transatlantic Relations* Santa Monica, RAND, 2005.

Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, Washington, CSIS, 2000.

Gorshkov (S.), *The Sea Power of the State*, Annapolis, Naval Institute Press, 1979.

Graham (E.), *Japan's Sea Lane Security 1940-2004*, Londres, Routledge, 2006.

Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, Annapolis, Naval Institute Press, 1989.

Gray (C.), *Modern Strategy*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

Gray (C.), *The Leverage of Sea Power: The Strategic Advantage of Navies in War*, New York, The Free Press, 1992.

Gray (C.), *The Navy in the Post-Cold War World: The Uses and Value of Strategic Sea Power*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1994.

Green (M.), *Japan's Reluctant Realism: Foreign Policy Challenges in an Era of Uncertain Power*, Armonk, Palgrave, 2003.

Gries (P.), *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy*, Berkeley, University of California Press, 2005.

Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, Hull, The University of Hull Press, 1998.

Grove (E.), *The Future of Sea Power*, Annapolis, Naval Institute Press, 1990.

Gurtov (M.) & Hwang (B.), *China's Security, The New Roles of the Military*, Boulder, Lynne Rienner, 1998.

Gurtov (M.), *Pacific Asia? Prospects for Security and Cooperation in East Asia*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2002.

Haller-Trost (R.), *The Contested Maritime and Territorial Boundaries of Malaysia*, Londres, Kluwer Law International, 1998.

Haller-Trost (R.), *The Spratly Islands, A study on the Limitations of International Law*, Kent, University of Canterbury, 1990.

Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, New York, Palgrave-MacMillan, 2003.

Hancox (D.) & Prescott (V.), *Secret Hydrographic Surveys in the Spratley Islands*, Londres, ASEAN Academic Press, 1999.

Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power: Britain and America in the Twentieth Century*, New York, St. Martin's Press, 1989.

Hervey (J.), *Submarines*, Londres, Brassey's, 1994.

Hill (J.R.), *Maritime Strategy for Medium Powers*, Annapolis, Naval Institute Press, 1986.

Hirschman (A.), *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley, University of California Press, 1969.

Hong (Z.), *Peace, Reunification, Democracy and Cross-Strait Relations*, Baltimore, University of Maryland, 2004.

Howarth (P.), *China's Rising Seapower*, New York, Frank Cass, 2006.

Howe (C.), *China and Japan: History, Trends, and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, New York, Palgrave, 2006.

Hughes (C.), *Chinese Nationalism in the Global Era*, New York, Routledge, 2006.

Hughes (C.), *Taiwan and Chinese Nationalism: National Identity and Status in International Society*, Londres, Routledge, 1997.

Hughes (W.), *Fleet Tactics and Coastal Combat*, Annapolis, Naval Institute Press, 2000.

Hung (S.), *China in ASEAN-led Multilateral Forums*, Baltimore, University of Maryland, 2006.

Huxley (T.) & Willett (S.), *Arming East Asia*, Londres, IISS, 1999.

Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, New York, Columbia University Press, 2003.

Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.

International Crisis Group, *Taiwan Strait I: What's Left of 'One China'?*, Beijing, International Crisis Group, 2003.

Jakobson (L.), *Taiwan's Unresolved Status: Visions for the Future and Implications for EU Foreign Policy*, Helsinki, Finnish Institute of International Affairs, 2004.

Jervis (R.) & Snyder (J.), *Dominoes and Bandwagons: Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

Jervis (R.), *The Illogic of American Nuclear Strategy*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, Londres, Routledge, 1999.

Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

Johnston (A.), *Cultural Realism : Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

Joyaux (F.), *Géopolitique de l'Extrême-Orient, Tome 1: Espaces et Politiques*, Bruxelles, Complexe, 1993.

Joyaux (F.), *Géopolitique de l'Extrême-Orient, Tome 2: Frontières et Stratégies*, Bruxelles, Complexe, 1993.

Kadler (K.), *Asia's Deadly Triangle: how Arms, Energy and Growth Threaten to Destabilize Asia-Pacific*, Londres, Nicholas Brealey, 1997.

Kahn (H.), *De l'escalade*, Paris, Calmann-Lévy, 1966.

Kane (T.), *Chinese Grand Strategy and Maritime Power*, Londres, Frank Cass, 2002.

Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, New York, Columbia University Press, 1999.

Karmel (S.), *China and the People's Liberation Army: Great Power or Struggling Developing State?*, New York, St. Martin's Press, 2000.

Katzenstein (P.), *A World of Regions, Asia and Europe in the American Imperium*, Ithaca, Cornell University Press, 2005.

Kawashima (Y.), *Japanese Foreign Policy at the Crossroads: Challenges and Options for the Twenty-First Century*, Washington, The Brookings Institution Press, 2003.

Kearsley (H.), *Maritime Power and the Twenty First Century*, Dartmouth, Aldershot, 1992.

Kegley (C.) & Raymond (G.), *A Multipolar Peace? Great Power Politics in the Twenty-First Century*, New York, St. Martin's Press, 1994.

Kennedy (P.), *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris, Payot 1989.

Khalilzad (Z.) & alii., *The United States and Rising China*, Santa Monica, RAND, 1999.

Kim (T.) & Glosserman (B.), *The Future of U.S.-Korea-Japan Relations*, Washington, CSIS, 2004.

Kissinger (H.), *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21<sup>st</sup> Century*, New York, Simon & Schuster, 2001.

Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, Copenhagen, NIAS Press, 2002.

Kliman (D.), *Japan's Security Strategy in the Post-9/11 World, Embracing a New Realpolitik*, Washington, CSIS, 2006.

Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, Urbana-Champaign, Center for East Asian and Pacific Studies, 2001.

Koburger (C.), *Sea Power in the Twenty-First Century, Projecting a Naval Revolution*, Westport, Praeger, 1997.

Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2004.

Kondapalli (S.), *China's Naval Power*, New Delhi, Institute for Defence Studies and Analysis, 2001.

Kornberg (J.) & Faust (J.), *China in World Politics: Policies, Processes, Prospects*, Boulder, Lynne-Rienner, 2005.

Krasner (S.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond bilateralism: U.S.-Japan relations in the new Asia-Pacific*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996.

Kupchan (C.), *The End of the American Era*, New York, Vintage Books, 2002.

Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1997.

Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

Lampton (D.) & Wilhelm (A.), *United States and China Relations at a Crossroads*, Lanham, United Press of America, 1995.

Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2001.

Lampton (D.), *Same Bed, Different Dreams, Managing U.S.-China Relations, 1989-2000*, Berkeley, University of California Press, 2001.

Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford, Stanford University Press, 2001.

Lasserre (F.) & Le Roy (F.), *La peur du dragon : la modernisation navale chinoise menace-t-elle la sécurité en Asie orientale ?*, North York, Canadian Consortium on Asia Pacific Security, 2004.

Layne (C.) & Thayer (B.), *American Empire, A Debate*, Londres, Routledge, 2007.

Layne (C.), *The Peace of Illusions: American Grand Strategy from 1940 to the Present*, Ithaca, Cornell University Press, 2006.

Lee (J.), *China and the Asia-Pacific Region, Geostrategic Relations and a Naval Dimension*, New York, Writers Advantage, 2003.

Lee (L.), *China and the South China Sea Dialogues*, Westport, Praeger, 1999.

Leifer (M.), *The ASEAN Regional Forum, Extending ASEAN's Model of Regional Security*, Londres, IISS, 1996.

Lemke (D.), *Regions of War and Peace*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Lewis (J.) & Xue (L.), *China's Strategic Seapower: The Politics of Force Modernization in the Nuclear Age*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

Lewis (J.) & Xue (L.), *Imagined Enemies, China Prepares for Uncertain War*, Stanford, Stanford University Press, 2006.

Liddell Hart (B.), *Strategy*, Londres, Meridian Book, 1991.

Lieber (K.), *War and the Engineers: The Primacy of Politics over Technology*, Ithaca, Cornell University Press, 2005.

Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, Washington, National Defense University Press, 1997.

Lindsay (J.) & O'Hanlon (M.), *Defending America, The Case for Limited National Missile Defense*, Washington, Brookings Institution Press, 2001.

Lo (C.), *China's Policy Towards Territorial Disputes*, Londres, Routledge, 1989.

Luttwak (E.), *Le Paradoxe de la Stratégie*, Paris, Odile Jacob, 1989.

Luttwak (E.), *The Political Uses of Sea Power*, Baltimore, John Hopkins University, 1974.

Mack (A.), *A Peaceful Ocean? : Maritime Security in the Pacific in the Post-Cold War Era*, Canberra, ANU, 1993.

Mahan (A.) [Hattendorf (J.), edtr.], *Mahan on Naval Strategy: Selections from the Writings of Rear Admiral Alfred Thayer Mahan*, Annapolis, Naval Institute Press, 1991.

Mahan (A.), *The Influence of Sea Power Upon History, 1660-1783*, New York, Cosmo Classics, 2007.

Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1995.

Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, New York, Columbia University Press, 1997.

Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, Lanham, Lexington, 2003.

Martin (L.), *The Sea in Modern Strategy*, Westport, Praeger, 1967.

Maswood (S.), *Japan and East Asia Regionalism*, Londres, Routledge, 2001.

Mathews (G.), *A Collision of Discourses: Japanese and Hong Kong Chinese during the Diaoyu/Senkaku Islands Crisis*, Hong Kong, Chinese University of Hong Kong, 1999.

McCaffrie (J.), *Maritime Strategy into the TwentyFirst Century: Issues for Regional Navies*, Canberra, ANU-SDSC, 1996.

McCaffrie (J.), *New Technologies and their Input into the Maritime Balance in the Asia-Pacific Region*, Kuala Lumpur, Malaysian Institute of Maritime Affairs, 1995.

McMahon (S.), *The Pursuit of the Shield: The U.S. Quest for Limited Ballistic Missile Defense*, Lanham, University Press of America, 1997.

Mearsheimer (J.), *Conventional Deterrence*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

Mearsheimer (J.), *The Tragedy of Great Power Politics*, New York, W.W. Norton & Company, 2003.

Menon (R.), *Maritime Strategy and Continental Wars*, Londres, Frank Cass, 1998.

Midlarsky (M.), *Whandbook of War Studies II*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2000.

Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, Washington, The Brookings Institution, 1997.

Modelski (G.) & Thompson (W.), *Seapower in Global Politics, 1494-1993*, Basingstoke, MacMillan, 1988.

Modelski (G.), *Long Cycles in World Politics*, Seattle, University of Washington Press, 1987.

Moineville (H.), *La guerre navale, Réflexions sur les affrontements navals et leur avenir*, Paris, PUF 1982.

Morgan (R.), *Tip of the Spear, U.S. Navy Carrier Units and Operations 1974-2000*, Atglen, Schiffer Publishing, 2007.

Morgenthau (H.), *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, McGraw-Hill, 1985.

Mulvenon (J.) & alii., *Chinese Response to U.S. Military Transformation and Implications for the Department of Defense*, Santa Monica, RAND, 2006.

Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, Alexandria, CNA Corporation, 2005.

Mulvenon (J.) & Yang (A.), *Seeking Truth From Facts*, Santa Monica, RAND, 2001.

Mulvenon (J.) & Yang (A.), *The People's Liberation Army as Organization*, Santa Monica, RAND, 2002.

Mulvenon (J.) & Yang (R.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, Santa Monica, RAND, 1999.

Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001.

Narine (S.), *Explaining ASEAN: Regionalism in Southeast Asia*, Boulder, Lynne Rienner, 2002.

Nathan (A.) & Ross (R.), *The Great Wall and the Empty Fortress, China's Search for Security*, New York, W.W. Norton & Company, 1997.

Ng (K.P.), *Interpreting China's Military Power*, Londres, Frank Cass, 2005.

Niou (E.), Ordeshook (P.) & Rose (G.), *The Balance of Power: Stability in International Systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

Niquet (V.), *Chine-Japon, l'affrontement*, Paris, Perrin, 2006.

Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance: New Challenges for the 21<sup>st</sup> Century*, Tokyo, Japan Center for International Exchange, 2000.

Noer (J.) & Gregory (D.), *Chokepoints, Maritime Economic Concerns in Southeast Asia*, Washington, National Defense University Press, 1996.

Nye (J.), *The Paradox of American Power: Why the World's only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

Nye (J.), *Power in the Global Information Age, From Realism to Globalization*, Londres, Routledge, 2004.

O'Hanlon (M.), *Technological Change and the Future of Warfare*, Washington, Brookings Institution Press, 2000.

O'Rourke (R.), *The Impact of Chinese Naval Modernization on the Future of the United States Navy*, New York, Novinka Books, 2006.

Odgaard (L.), *Maritime Security between China and Southeast Asia*, Hampshire, Ashgate, 2002.

Odgaard (L.), *Maritime Security Between China and Southeast Asia: Conflict and Cooperation in the Making of Regional Order*, Hampshire, Aldershot, 2002.

Olson (M.), *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.

Organski (A.F.K.) & Kugler (J.), *The War Ledger*, Chicago, The University of Chicago Press, 1980.

Organski (A.F.K.), *World Politics*, New York, Alfred A. Knopf, 1958.

Osius (T.), *The U.S.-Japan Security Alliance: Why it Matters and how to Strengthen It*, Westport, Praeger, 2002.

Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

Paul (T.V.), *Asymmetric Conflicts: War Initiation by Weaker Powers*, Cambridge, Cambridge Studies in International Relations, 1994.

Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

Payne (K.), *Deterrence in the Second Nuclear Age*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1996.

Payne (P.), *The Fallacies of Cold War Deterrence and a new Direction*, Lexington, University Press of Kentucky, 2001.

Pempel (T.J.), *Remapping East Asia, The Construction of a Region*, Ithaca, Cornell University Press, 2005.

Peng (P.), *Heping jueqi lun*, Guangzhou; Guangdong Renmin Chubanshe, 2005.

Perry (C.), Rothenberg & Davis (J.), *Airpower Synergies in the New Strategic Era*, McLean, Brassey's, 1997.

Pillsbury (M.), *China Debates the Future Security Environment*, Washington, National Defense University Press, 2000.

Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, Washington, National Defense University Press, 1998.

Poirier (L.), *Des stratégies nucléaires*, Bruxelles, Editions Complexes, 1977.

Posen (B.), *Inadvertent Escalation: Conventional War and Nuclear Risks*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

Posen (B.), *The Sources of Military Doctrine: France, Britain, and Germany Between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, Singapour, Institute of Defence and Strategic Studies, 2006.

Prescott (V.), *Limits of National Claims in the South China Sea*, Londres, ASEAN Academic Press, 1999.

Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 2000.

Pyle (K.), *Japan Rising, The Resurgence of Japanese Power and Purpose*, New York, Public Affairs, 2007.

Qiao (L.) & Wang (X.), *La Guerre hors limite*, Paris, Payot & Rivages, 2003.

Quester (G.), *Nuclear First Strike: Consequences of a Broken Taboo*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 2006.

Quester (G.), *Offense and Defense in the International System*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2003.

Rasler (K.) & Thompson (W.), *The Great Powers and Global Struggle, 1490-1990*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1994.

Reason (J.P.) & Freymann (D.), *Sailing New Seas*, Newport, Naval War College, 1998.

Rigger (S.), *Politics in Taiwan : Voting for Democracy*, Londres, Routledge, 1999.

Roberts (C.), *Chinese Strategy and the Spratly Islands Dispute*, Canberra, ANU-SDSC, 1996.

Rolfe (J.), *The Asia-Pacific: A Region in Transition*, Honolulu, APCSS, 2004.

Rose (C.), *Sino-Japanese Relations: Facing the Past, Looking to the Future?*, Londres, Routledge, 2005.

Rose (L.), *Power at Sea: A Violent Peace, 1946-2006*, Columbia, The University of Missouri Press, 2007.

Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, Singapour, ISEAS, 1995.

Roy (D.), *Taiwan: A Political History*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

Russett (B.), *International Regions and the International System: A Study in Political Ecology*, Chicago, Rand McNally, 1967.

Ryan (M.), Finkelstein (D.) & McDevitt (M.), *Chinese Warfighting : The PLA Experience since 1949*, Armonk, M.E. Sharpe, 2003.

Samuels (R.), *Securing Japan: Tokyo's Grand Strategy and the Future of East Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 2007.

Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, Singapour, ISEAS, 2005.

Schelling (T.), *Arms and Influence*, New Haven, Yale University Press, 1966.

Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World: A Comparative Perspective on Forms, Actors and Processes*, Londres, ZED Books, 2001.

Schweller (R.), *Deadly Imbalances: Tripolarity and Hitler's Strategy of World Conquest*, New York, Columbia University Press, 1998.

Schweller (R.), *Unanswered Threats: Political Constraints on the Balance of Power*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

Scobell (A.), *China's Use of Military Force, Beyond the Great Wall and the Long March*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

Scobell (A.), *Chinese Army Building in the Era of Jiang Zemin*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2004.

Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2005.

Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, Paris, La Documentation Française, 2003.

Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

Shambaugh (D.), *Modernizing China's Military: Progress, Problems and Prospects*, Berkeley, University of California Press, 2004.

Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, Berkeley, University of California Press, 2005.

Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, Singapore, Marshall Cavendish International, 2005.

Shaw (H.), *The Diaoyutai/Senkaku Islands Dispute: Its History and an Analysis of the Ownership Claims of the P.R.C., R.O.C., and Japan*, Baltimore, University of Maryland, 1999.

Sheng (L.), *China and Taiwan : Cross-Strait Relations under Chen Shui-bian*, Londres, Zed Books, 2003.

Sheng (L.), *China's Dilemma : The Taiwan Issue*, Singapore, ISEAS, 2001.

Sheng (L.), *China's Policy Towards the Spratly Islands in the 1990s*, Canberra, ANU/SDSC, 1995.

Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, New York, Council of Foreign Relations Press, 1996.

Shulsky (A.), *Deterrence Theory and Chinese Behavior*, Santa Monica, RAND, 2000.

Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, Washington, Brassey's, 2000.

Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2001.

Smoke (R.), *War, Controlling Escalation*, Cambridge, Harvard University Press, 1977.

Snyder (G.), *Alliance Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1997.

Snyder (G.), *Deterrence and Defense, Toward a Theory of National Security*, Princeton, Princeton University Press, 1961.

Snyder (J.), *Myths of Empire: Domestic Politics and International Ambitions*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, New York, Palgrave-MacMillan, 2003.

Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, Londres, Routledge, 2002.

Sokolsky (R.), Rabasa (A.) & Neu (C.R.), *The Role of Southeast Asia in U.S. Strategy Toward China*, Santa Monica, RAND, 2000.

Song (Y.), *Managing Potential Conflicts in the South China Sea, Taiwan's Perspective*, Singapore, Singapore University Press, 1999.

Song (Y.), *United States and Territorial Disputes in the South China Sea*, Baltimore, University of Maryland, 2002.

Stokes (M.), *China's Strategic Modernization : Implications for the United States*, Carlisle, US Army War College–Strategic Studies Institute, 1999.

Suettinger (R.), *Beyond Tiananmen, The Politics of U.S.-China Relations 1989-2000*, Washington, Brookings Institution Press, 2003.

Suganuma (U.), *Sovereign Rights and Territorial Space in Sino-Japanese Relations, Irredentism and the Diaoyu/Senkaku Islands*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2000.

Suh (J.), Katzenstein (P.) & Carlson (A.), *Rethinking Security in East Asia: Identity, Power, and Efficiency*, Stanford, Stanford University Press, 2004.

Sumida (J.), *Inventing Grand Strategy and Teaching Command*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1999.

Sung (Y.) & Song (E.), *The Emergence of Greater China*, New York, Palgrave, 2004.

Sutter (R.), *China's Rise in Asia, Promises and Perils*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

Sutter (R.), *China's Rise: Implications for U.S. Leadership in Asia*, Washington, East-West Center, 2006.

Sutter (R.), *Chinese Policy Priorities and Their Implications for the United States*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000.

Sutter (R.), *The United States and East Asia, Dynamics and Implications*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003.

Swaine (M.) & Tellis (A.), *Interpreting China's Grand Strategy: Past, Present, and Future*, Santa Monica, RAND 2000.

Taliaferro (J.), *Balancing Risks: Great Power Intervention in the Periphery*, Ithaca, Cornell University Press, 2004.

Tammen (R.) & alii., *Power Transitions: Strategies for the 21<sup>st</sup> Century*, New York, Chatham House Publishers, 2000.

Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, Aldershot, 2001.

Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, Armonk, M.E. Sharpe, 2004.

Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, Washington, National Defense University Press, 2002.

Tanner (M.), *Chinese Economic Coercion Against Taiwan : A Tricky Weapon to Use*, Santa Monica, RAND, 2006.

Tellis (A.), Bially (J.), Layne (C.) & McPherson (M.), *Measuring National Power in the Postindustrial Age*, Santa Monica, RAND, 1996.

The Heritage Foundation's Commission on Missile Defense, *Defending America, A Plan to Meet the Urgent Missile Threat*, Washington, The Heritage Foundation, 1999.

Till (G.), *Maritime Strategy and the Nuclear Age*, New York, St. Martin's Press, 1984.

Till (G.), *Modern Sea Power : An Introduction*, Londres, Brassey's Defence Publisher, 1987.

Till (G.), *Seapower: A Guide for the Twenty-First Century*, Londres, Frank Cass, 2004.

Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, Portland, Frank Cass, 1994.

Tow (W.), *Asia-Pacific Strategic Relations, Seeking Convergent Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, New York, Columbia University Press, 2005.

U.S. House of Representatives, *Advanced Submarine Technology and Antisubmarine Warfare*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2005.

Valencia (M.), *China and the South China Sea Disputes*, Londres, IISS, 1995.

Valencia (M.), Van Dyke (J.) & Ludwig (N.), *Sharing the Resources of the South China Sea*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 1997.

Van Evera (S.), *Causes of War: Power and the Roots of Conflict*, Ithaca, Cornell University Press, 1999.

Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2003.

Vego (M.), *Naval Strategy and Operations in Narrow Seas*, Abingdon, Frank Cass, 2003.

Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, Cheltenham, Edward Elgar, 2004.

Von Clausewitz (C.), *De la Guerre*, Paris, les Editions de Minuit, 1955.

Wachman (A.), *Why Taiwan? Geostrategic Rationales for China's Territorial Integrity*, Stanford, Stanford University Press, 2007.

Walt (S.), *Taming the American Power: Global Response to U.S. Primacy*, New York, W.W. Norton & Company, 2005.

Walt (S.), *The Origins of Alliances*, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

Waltz (K.), *Man, the State and War, A Theoretical Analysis*, New York, Columbia University Press, 2001.

Waltz (K.), *Theory of International Politics*, New York, McGraw-Hill, 1979.

Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2005.

Weeks (S.) & Meconis (C.), *The Armed Forces of the USA in the Asia-Pacific Region*, Londres, I.B. Tauris, 1999.

Wilkening (D.) & Watman (K.), *Nuclear Deterrence in a Regional Context*, Santa Monica, RAND, 1995.

Wilkening (D.) & Watman (K.), *U.S. Regional Deterrence Strategies*, Santa Monica, RAND, 1995.

Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, Boulder, Lynne Rienner, 2006

Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, New York, Palgrave-MacMillan, 2005.

Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare : Missile Defenses and the Future of World Politics*, Boulder, Westview Press, 2001.

Woolley (P.), *Japan's Navy: Politics and Paradox, 1971-2000*, Boulder, Lynne Rienner, 2000.

Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, Honolulu, University Press of the Pacific, 2004.

- Wylie (J.C.), *Military Strategy: a General Theory of Power Control*, Annapolis, Naval Institute Press, 1989.
- Xu (H.), *Zuozhan Fangshi de Gemingxing Bianhua*, Beijing, Jiefangjun Chubanshe, 2004.
- Xue (X.), *Zhanyi Lilun Xuexi Zhinan*, Beijing, Guofang Daxue Chubanshe, 2001.
- Yang (M.), *Taiwan's Expanding Role in the International Arena*, Armonk, M.E. Sharpe, 1997.
- Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, Westport, Praeger, 2003.
- Zakaria (F.), *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role*, Princeton, Princeton University Press, 1998.
- Zhang (M.) & Montaperto (R.), *A Triad of another Kind: the United States, China, and Japan*, New York, St. Martin's Press, 1999.
- Zhang (X.), *Zhongguo Zhoubian Anquan Huanjing Fenxi*, Beijing, Zhongguo Guoji Guangbo Chubanshe, 2003.
- Zhang (Y.) & alii., *Zhanyixue*, Beijing, Guofang Daxue Chubanshe
- Zhao (Q.), *China's new Approach to Conflict Management: the Cases of North Korea and Taiwan*, Washington, Central Asia-Caucasus Institute, 2006.
- Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, Londres, Routledge, 1999.
- Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, Armonk, M.E. Sharpe, 2004.
- Zheng (B.), *Peaceful Rise –China's New Road to Development*, Beijing, Central Party School Publishing House, 2005.

## Chapitres d'ouvrages collectifs.

- Abramowitz (M.), « The State of East Asia and the Trilateral Relationship » in Abramowitz (M.), Funabashi (Y.) Wang (J.), *China-Japan-U.S. Relations: New Challenges*, pp. 33-44.
- Acharya (A.) & Goh (E.), « Introduction : Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 1-18.
- Acharya (A.), « ASEAN and Conditional Engagement » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 220-248.
- Acharya (A.), « Collective Identity and Conflict Management in Southeast Asia » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 198-227.

Acharya (A.), « Containment, Engagement, or Counter-dominance ? Malaysia's Response to the Rise of China » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 129-151.

Acharya (A.), « Regional Institutions and Security in the Asia-Pacific : Evolution, Adaptation, and Prospects for Transformation » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 19-40.

Adams (K.), « Attack and Conquer ? International Anarchy and the Offense-Defense-Deterrence Balance » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 400-438.

Adler (E.) & Barnett (M.), « A Framework for the Study of Security Communities » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 29-65.

Adler (E.) & Barnett (M.), « Security Communities in Theoretical Perspective » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 3-28.

Adler (E.) & Barnett (M.), « Studying Security Communities in Theory, Comparison, and History » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 413-440.

Ahn (B.), « The United States in Asia : Searching for a New Role » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 191-220.

Alagappa (M.), « Introduction : Presidential Election, Democratization and Cross-Strait Relations » in Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics*, pp. 3-47

Alford (J.), « Introduction » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 1-2.

Allen (K.) & Kivlehan-Wise (M.), « Implementing PLA Second Artillery Doctrinal Reforms » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 159-220.

Allen (K.), « PLA Air Force Operations and Modernization » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 189-254.

Allen (K.), « PLA Air Force Organization » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *The People's Liberation Army as Organization*, pp. 346-457.

Allen (K.), « PAAAF Modernization : An Assessment » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 217-248.

Alvstam (C.), « East Asia : Regionalization Still Waiting to Happen » in Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World: A Comparative Perspective on Forms, Actors and Processes*, pp. 173-197.

Amer (R.) & Kivimaki (T.), « The Political Dimension : Sources of Conflict and Stability » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 87-114.

Amer (R.), « Claims and Conflict Situations » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 24-40.

Amer (R.), « Ongoing Efforts in Conflict Management » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 117-130.

Armacost (M.) & Okimoto (D.), « The Future of America's Alliances in Northeast Asia » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 11-24.

Art (R.), « The Fungibility of Force » in Art (R.) & Waltz (K.), *The Use of Force: Military Power and International Politics*, pp. 3-22.

Ash (R.), « China's Regional Economies and the Asian Region : Building Interdependent Linkages » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 96-133.

Austin (G.), « Taiwan and PRC Military Power in Japan's Domestic Policy » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 81-110.

Axelrod (R.) & Keohane (R.), « Achieving Cooperation under Anarchy : Strategies and Institutions » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 226-254.

Baer (G.), « Alfred Thayer Mahan and the Utility of US Naval Forces Today » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 14-18.

Baker (C.), « China-Philippines Relations: Cautious Cooperation » in Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, pp. 2.2-2.8.

Barnett (M.), « Alliances, Balances of Threats, and Neorealism : The Accidental Coup » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 222-249.

Barnett (R.), « Naval Power for a New American Century » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 193-214.

Barnett (T.), « Asia's Energy Future : The Military-Market Link » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 189-200.

Bateman (S.), « The Emergent Maritime Future of the Asia-Pacific Region » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 239-252.

Baviera (A.), « The South China Sea Disputes after the 2002 Declaration : Beyond Confidence-Building » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 344-355.

Benbow (T.), « Maritime Power in the 1990-91 Gulf War and the Conflict in the Former Yugoslavia » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 107-125.

Benbow (T.), « Naval Aviation » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 70-86.

Berlin (D.), « Nuclear Weapons and Missiles Defenses in the Asia-Pacific: A Maritime Perspective » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 227-236.

Bernitt (T.) & Tangredi (S.), « kMine Warfare and Globalization : Low-Tech Warfare in a High-Tech World» in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 389-404.

Berry (W.), « The Nuclear Posture Review and Northeast Asia : Theoretical and Practical Implications » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 223-238.

Betts (R.), « Must Wa Find a Way ? A Review Essay » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 333-365.

Betts (R.), « Wealth, Power, and Conflict : East Asia after the Cold War » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 21-55.

Bi (J.), « Joint Operations : Developing a New Paradigm » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 29-78.

Binnendijk (H.) & Stewart (G.), « Naval Contribution to National Missile Defense » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 455-471.

Bitzinger (R.), « Analyzing Chinese Military Expenditures » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 177-195.

Bitzinger (R.), « Going Places or Running in Place? China's Efforts to Leverage Advanced Technologies for Military Use » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 9-54.

Bitzinger (R.), « Military Spending and Foreign Military Acquisitions by the PRC and Taiwan » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 73-104.

Blackwill (R.), « An Action Agenda to Strengthen America's Alliances in the Asia-Pacific Region » in Blackwill (R.) & Dobb (P.), *America's Asian Alliances*, pp. 111-136.

Blasko (D.), Klapakis (P.) & Corbett (J.), « Training Tomorrow's PLA : A Mixed Bag of Tricks » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 224-260.

Boas (M.), Marchand (M.) & Shaw (T.), « The Weave-World : The Regional Interweaving of Economies, Ideas and Identities » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 197-210.

Boisseau du Rocher (S.), « La régionalisation en Asie orientale : aspects économiques et politiques » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, pp. 31-50.

Boisseau du Rocher (S.), « La sécurité de l'Asie du Sud-Est à l'épreuve de la crise économique » in Godement (F.), *Chine, Japon, ASEAN: Compétition stratégique ou coopération?*, pp. 11-64.

Bolt (P.), « Taiwan-Mainland China Economic Cooperation : Ties that Bind ? » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 194-219.

Borresen (J.), « The Seapower of the Coastal State » in Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, pp. 148-175.

Brawley (M.), « The Political Economy of Balance of Power Theory » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 76-100.

Breslin (S.), « China in the Asian Economy » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 107-123.

Brodie (B.), « Implications for Military Policy » in Brodie (B.), *The Absolute Weapon*, pp. 70-109.

Brodie (B.), « War in the Atomic Age » in Brodie (B.), *The Absolute Weapon*, pp. 21-69.

Bueno de Mesquita (B.), « Beliefs about Power and the Risks of War : A Power Transition Game » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 271-286.

Bueno de Mesquita (B.), « Neorealism's Logic and Evidence : When is a Theory Falsified ? » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 166-199.

Bull (H.), « Sea Power and Political Influence » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 3-11.

Bullard (M.), « Undiscussed Linkages : Implications of Taiwan Straits Security Activity on Global Arms Control and Nonproliferation » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 148-164.

Busch (N.), « Command, Control, and the Nuclear Posture Review » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 105-118.

Bush (G.W.), « America's Responsibility, America's Mission » in Bacevich (A.), *The Imperial Tense: Prospects and Problems of American Empire*, pp. 5-9.

Bush (R.), « Lee Teng-hui and 'Separatism' » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 70-92.

Bush (R.), « Taiwan Faces China : Attraction and Repulsion » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 170-186.

Bush (R.), « Taiwan Policy Making since Tiananmen : Navigating through Shifting Waters » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 179-200.

Bush (R.), « United States Policy toward Taiwan » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 11-22.

Buzan (B.), « Conclusions : How and to Whom Does China Matter? » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 143-164.

Buzan (B.), « Regional Security Complex Theory in the Post-Cold War World » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 140-159.

Cabestan (J.-P.), « The Mainland China Factor in Taiwan's 1995 and 1996 Elections : A Secondary Role » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 9-28.

Cai (B.), « China's Peaceful Development and Relations with its East Asian Neighbours » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 27-30.

Campbel (K.), « America's Asia Strategy during the Bush Administration » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 25-31.

Cao (Y.), « U.S.-ASEAN, Japan-ASEAN Relations and Their Impacts on China » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 110-127.

Cappellano-Sarver (S.), « Naval Implications of China's Nuclear Power Development » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 114-134.

Carino (T.), « The South China Sea Disputes : An Overview » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, pp. 4-8.

Carlson (A.), « Constructing the Dragon's Scales : China's Approach to Territorial Sovereignty and Border Relations » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 276-296.

Carlson (A.), « More than Just Saying No : China's Evolving Approach to Sovereignty and Intervention since Tiananmen » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 217-241.

Celico (A.), « Chinese and American Views of National Security » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 23-44.

Cha (V.), « Engaging China : the View from Korea » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 32-56.

Cha (V.), « The Ideational Dimension of America's Alliance in Asia » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 41-70.

Chan (S.), « Chinese Perspectives on World Order » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 197-212.

Chan (S.), « Taiwan's APEC's Trade Structure : Deutsch and Hirschman Revisited » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 104-118.

Chang (J.) & Boyer (W.), « Introduction » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 5-10.

Chang (J.), « Managing U.S.-Taiwan Relations: 20 years after the Taiwan Relations Act » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 13-41.

Chang (M.), « Weapons of the 21st Century », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, 249-260.

Chang (P.), « Beijing's Relations with Taiwan » in Chang (P.) & Lasater (M.), *If China Crosses the Taiwan Strait*, pp. 1-14.

Chase (M.) & Medeiros (E.), « China's Evolving Nuclear Calculus : Modernization and Doctrinal Debate » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 119-158.

Chase (M.), « U.S.-Taiwan Security Cooperation : Enhancing an Unofficial Relationship » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 162-185.

Chen (E.), « Old Questions and New Challenges » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 233-240.

Chen (L.), « Prospects for Taiwan's Membership in the United Nations » in Yang (M.), *Taiwan's Expanding Role in the International Arena*, pp. 3-15.

Chen (Q.), « The Taiwan Strait Crisis, Causes, Scenarios, and Solutions » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 127-160.

Chen (T.) & Chu (C.), « Cross-Strait Economic Relations : Can They Ameliorate the Political Problem » in Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics*, pp. 215-236.

Chen (Z.), « Chinese Modern Local War and U.S. Limited War », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 233-246.

Cheng (D.), « Zhanyixue and Joint Campaigns » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 101-118.

Cheng (J.) & Kan (C.), « China's Economic Policy Toward Taiwan : An Empirical Analysis » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 64-87.

Cheng (J.) & Zhang (W.), « Patterns and Dynamics of China's International Strategic Behavior » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 179-206.

Cheng (T.J.), « China-Taiwan Economic Linkage : Between Insulation and Superconductivity » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 93-130.

Cheow (E.), « ASEAN+3 : The Roles of ASEAN and China » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 49-67.

Cheow (E.), « The Forms of Transition : Globalization, The Asian Crisis & Change » in Rolfe (J.), *The Asia-Pacific: A Region in Transition*, Honolulu, APCSS, 2004, pp. 11-23.

Cheung (T.), « Chinese Military Preparations against Taiwan over the next 10 Years » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 45-72.

Cheung (T.), « The Influence of the Gun : China's Central Military Commission and Its Relationship with the Military, Party, and State Decision-Making Systems » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 61-90.

Chia (S.), « The Rise of China and Emergent East Asian Regionalism » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 49-76.

Chin (K.), « Reflections on the Shaping of Strategic Cultures in Southeast Asia » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 1-19.

Chirathivat (S.), « Building ASEAN-China FTA : Opportunities, Modalities and Prospects » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 229-259.

Chiu (H.), « Future Prospects of U.S.-Taiwan-China Relations » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 255-258.

Chou (I.), « Cross-Strait Relations and the Prisoner's Dilemma » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 149-159.

Christensen (T.) & Snyder (T.), « Progressive Research on Degenerate Alliances » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 66-73.

Christensen (T.), « Coercive Contradictions : Zhanyixue, PLA Doctrine, and Taiwan Scenarios » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 307-328.

Christensen (T.), « Windows and War : Trend Analysis and Beijing's Use of Force » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 50-85.

Christensen (T.), Johnston (A.) & Ross (R.), « Conclusions and Future Directions » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 379-420.

Chu (S.), « International Space for What ? Beijing's Concerns and Position Regarding Taiwan's Participation in International Organizations » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 58-64.

Chu (S.), « The ASEAN Plus Three Process and East Asian Security Cooperation » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 155-176.

Chu (S.), « The Second PRC-US War : International Involvement in China's Unification » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 227-239.

Chu (Y.), « The Political Economy of Taiwan's Mainland Policy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 163-196.

Chung (J.), « China's Ascendancy and the Korean Peninsula : From Interest Reevaluation to Strategic Realignment » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 151-169.

Clark (C.), « Successful Democratization in the ROC : Creating a Security Challenge » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 18-59.

Clark (C.), « The Taiwan Development Model : Implications for Cross-Straits Relations » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 167-193.

Clough (R.), « Chen Administration Acts to Expand Cross-Strait Economic Relations » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 127-134.

Clough (R.), « Conflicting Tendencies : Economic Integration versus Political Impasse » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 29-34.

Clough (R.), « Growing Cross-Strait Cooperation Despite Political Impasse » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 115-126.

Codner (M.), « Coercion from the Sea –the Conventional Dimension » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 123-133.

Cole (B.) & Godwin (P.), « Advanced Military Technology and the PLA : Priorities and Capabilities for the 21st Century » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 159-216.

Cole (B.), « China's Maritime Strategy » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 22-42.

Cole (B.), « China's Maritime Strategy » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 279-328.

Cole (B.), « The Organization of the People's Liberation Army Navy (PLAN) » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *The People's Liberation Army as Organization*, pp. 458-509.

Cole (B.), « The PLA Navy and 'Active Defense' » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 129-138.

Copeland (D.), « Neorealism and the Myth of Bipolar Stability: Toward a New Dynamic Realist Theory of Major War » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 29-89.

Copper (J.), « Introduction » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, pp. 1-18.

Copper (J.), « Taiwan in a Gridlock : Thoughts on the Chen Shui-bian Administration : First Eighteen Months » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, pp. 19-50.

Copper (J.), « Taiwan's March 2000 Election : Its Impact on Taiwan's Politics and Foreign Policy » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 53-65.

Copper (J.), « The Origins of Conflict Across the Taiwan Strait, the Problem of Differences in Perceptions » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 41-74.

Cossa (R.) & Oxley (A.), « The U.S.-Korea Alliance » in Blackwill (R.) & Dibb (P.), *America's Asian Alliances*, pp. 61-86.

Cossa (R.), « US-Japan Defense Cooperation : Can Japan Become the Great Britain of Asia ? » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 91-104.

Crombé (X.) & Godement (F.), « La participation de la Chine aux dialogues multilatéraux de sécurité en Asie-Pacifique » in Godement (F.), *Chine, Japon, ASEAN: Compétition stratégique ou coopération?*, pp. 105-141.

Cruz de Castro (R.), « Managing 'Strategic Unipolarity' : The ASEAN States' Responses to the Post-Cold War Regional Environment » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 60-80.

Curtis (G.), « U.S. Policy Toward Japan from Nixon to Clinton: An Assessment » in Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, pp. 1-38.

Da Cunha (D.), « Asia-Pacific Security : Strategic Trends and Military Developments » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, 20-34.

Daniel (D.), « The Future Of American Naval Power : Propositions and Recommendations » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 503-516.

Danilovic (V.), « Modeling Power Transition : An Extended Version » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 117-126.

Deans (P.), « The Taiwan Question » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 88-102.

Deng (Y.) & Wang (F.), « Introduction » in Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, pp. 1-18.

Deng (Y.), « Better than Power : 'International Status' in Chinese Foreign Policy » in Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, pp. 51-72.

Deng (Y.), « Reputation and the Security Dilemma : China Reacts to the China Threat Theory » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 186-214.

DeSciscilo (D.), « China's Space Development and Nuclear Strategy » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 49-64.

Deudney (D.) & Ikenberry (G.J.), « Realism, Structural Liberalism, and the Western Order » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 103-137.

Dibb (P.), « The Strategic Environment in the Asia-Pacific Region » in Blackwill (R.) & Dibb (P.), *America's Asian Alliances*, pp. 1-18.

Dickson (B.), « The Republic of China on Taiwan's 'Pragmatic Diplomacy' » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 84-103.

Ding (A.) & Huang (A.), « Taiwan's Military in the 21st Century : Redefinition and Reorganization » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 253-288.

Dittmer (L.), « Bush, China, Taiwan : A Triangular Analysis » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 229-254.

Dittmer (L.), « Ghost of the Strategic Triangle : the Sino-Russian Partnership » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 207-223.

Dombrowski (P.) & Ross (A.), « Transforming the Navy : Punching a Feather Bed ? » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 247-272.

Dombrowski (P.), « Conclusion » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 299-302.

Dombrowski (P.), « The Globalization of the Defense Sector ? Naval Industrial Cases and Issues » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 201-219.

Dombrowski (P.), « U.S. Naval Strategy in the Twenty-First Century, A Brief Introduction » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 1-8.

Downs (G.), Locke (D.) & Siverson (R.), « Arms Races and Cooperation » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 118-146.

Doyle (M.), « A Liberal View : Preserving and Expanding the Liberal Pacific Union » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 41-66.

Dreyer (J.), « A history of Cross-Strait Interchange » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 13-44.

Dreyer (J.), « China's Attitude Toward the Taiwan Relations Act » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 203-230.

Dreyer (J.), « Encroaching on the Middle Kingdom ? China's View of Its Place in the World » in Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, pp. 85-104.

Dreyer (J.), « Taiwan's Military : A View From Afar » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 289-320.

Drifte (R.), « Engagement, Japanese Style » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 52-68.

Duffield (J.), « Asia-Pacific Security Institutions in Comparative Perspective » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 243-269.

Dunlap (C.), « Asymmetrical Warfare and the Western Mind-Set » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 73-84.

Dunn (F.), « The Common Problem » in Brodie (B.), *The Absolute Weapon*, pp. 3-19.

Economy (E.), « Les enjeux économiques dans la politique chinoise des Etats-Unis » in Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, pp. 47-59.

Economy (E.), « The Impact of International Regimes on Chinese Foreign Policy-Making: Broadening Perspectives and Policies... But Only to a Point » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 230-253.

Eikenberry (K.), « China's Challenge to Asia-Pacific Regional Stability » in Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, pp. 89-122.

Ellings (R.) & Simon (S.), « Introduction » in Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, pp. 3-12.

Ellis (J.), « Traditional Naval Roles » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 141-146.

Elman (C.) & Elman (M.), « Lakatos and Neorealism : A Reply to Vasquez » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 80-86.

Elman (C.) & Vasquez (J.), « Closing Dialogue » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 280-304.

Elman (C.), « Introduction : Appraising Balance of Power Theory » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 1-21.

Emmers (R.), « Security Cooperation in the Asia-Pacific : Evolution of Concepts and Practices » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 3-18.

Emmerson (D.), « Goldilocks's Problem : Rethinking Security and Sovereignty in Asia » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 89-111.

Erickson (A.) & Goldstein (L.), « China's Future Nuclear Submarine Force : Insights from Chinese Writings » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 182-211.

Erickson (A.) & Wilson (A.), « China's Aircraft Carrier Dilemma » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 229-269.

Erickson (A.), « Chinese BMD Countermeasures : Breaching America's Great Wall in Space ? » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 65-92.

Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), « Introduction » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. ix-xvi.

Evans (G.), « The Impact of September 11 on Global Security » in Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, pp. 30-39.

Evans (P.), « Between Regionalism and Regionalization : Policy Networks and the Nascent East Asian Institutional Identity » in Pempel (T.J.), *Remapping East Asia, The Construction of a Region*, pp. 195-215.

Evans (P.), « The New Multilateralism in the Asia-Pacific and the Conditional Engagement of China » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 249-270.

Falk (R.), « Regionalism and World Order : The Changing Global Setting » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 63-80.

Fang (N.), « Defense Policy in the New Era », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 45-58.

Farrell (M.), « The Global Politics of Regionalism : An Introduction » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 1-18.

Fawcett (L.) & Hurrell (A.), « Conclusion: Regionalism and International Order » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 309-328.

Fawcett (L.) & Hurrell (A.), « Introduction » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 1-7.

Fawcett (L.), « Regionalism from an Historical Perspective » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 21-37.

Fawcett (L.), « Regionalism in Historical Perspective » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 9-36.

Feigenbaum (E.), « Violence and Major Power Coordination in Asia » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 113-130.

Feigl (H.), « The Impact of New Maritime Technologies » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 24-31.

Feldman (H.), « The Likely International Response » in Chang (P.) & Lasater (M.), *If China Crosses the Taiwan Strait*, pp. 65-76.

Fernandez (G.), « The Philippines' South China Sea Claims » in Baviera (A.), *The South China Sea Disputes: Philippine Perspectives*, pp. 19-24.

Fetter (S.) & Glaser (C.), « Critiquing the NPR'S New Nuclear Missions » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 23-38.

Finkelstein (D.), « China's 'New Concept of Security' » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 197-210.

Finkelstein (D.), « China's National Military Strategy » in Mulvenon (J.) & Yang (R.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, pp. 99-145.

Finkelstein (D.), « Chinese Perceptions of the Costs of a Conflict » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 9-28.

Finkelstein (D.), « Commentary on Doctrine » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *Seeking Truth From Facts*, pp. 119-130.

Finkelstein (D.), « Thinking about the PLA's'Revolution in Doctrinal Affairs' » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 1-28.

Fisher (R.), « China's Missiles over the Taiwan Strait : A Political and Military Assessment » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 167-216.

Fisher (R.), « PLA Air Force Equipment Trends » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 139-176.

Fisher (R.), « The Impact of Foreign Technology on China's Submarine Force and Operations » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 135-161.

Flanagan (S.) & Marti (M.), « The PLA in a Changing China : An Overview » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 3-26.

Foot (R.), « Modes of Regional Conflict Management : Comparing Security Cooperation in the Korean Peninsula, China-Taiwan, and the South China Sea » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 93-112.

Foot (R.), « Pacific Asia : The Development of Regional Dialogue » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 228-249.

Foqué (R.) & Steenberg (J.), « Regionalism : A Constitutional Framework for Global Challenges ? » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 54-68.

Fortmann (M.), Paul (T.V.) & Wirtz (J.), « Conclusions : Balance of Power at the Turn of the New Century » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp.360-374.

Fouse (D.), « Japan-Taiwan Relations: A Case of Tempered Optimism » Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, pp. 4.1-4.8.

Frankel (B.), « Restating the Realist Case » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. ix-xx.

Fravel (T.), « The Evolution Of China's Military Strategy: Comparing the 1987 and 1999 Editions of Zhanlüexue » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 79-100.

Freedman (L.), « China as a Global Strategic Actor » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 21-36.

Frieden (J.), « Actors and Preferences in International Relations » in Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, pp. 39-76.

Friedman (E.), « Chinese Nationalism : Challenge to U.S. Interests » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 91-107.

Friedman (E.), « The Possibility of Peaceful Compromise in Cross-Strait Relations » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 132-147.

Friedman (E.), « The Prospect of a Larger War, Chinese Nationalism and the Taiwan Strait Conflict » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 243-276.

Friedman (N.), « Globalization of Antiaccess Strategies ? » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 487-502.

Friedman (N.), « The Future of Submarines » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 87-99.

Friedman (N.), « The Technology of Maritime Power » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 46-58.

Friedman (N.), O'Brasky (J.) & Tangredi (S.), « Globalization and Surface Warfare » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 373-388.

Friedman (W.), « The Arms Control and Ballistic Missile Defense Costs of a Chinese Conflict » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 163-186.

Fu (H.), « Defense Modernization in Historical Perspective », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 115-118.

Fu (Q.), « Future Logistics Modernization », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 119-130.

Fulford (C.), « MTW Planning and Small-Scale Contingencies : Enduring Utility of Naval Forces » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 163-168.

Funabashi (Y.), « Learning from Five Years of Dialogue : Common Standards –Stability, Flexibility and Balance » in Abramowitz (M.), Funabashi (Y.) Wang (J.), *China-Japan-U.S. Relations: New Challenges*, pp. 45-60.

Gaffney (H.), « The Navy before and after September 11 » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 535-550.

Galdorisi (G.), « Expeditionary and Amphibious Warfare » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 405-426.

Gamble (A.) & Payne (A.), « The World Order Approach » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 43-62.

Gao (H.), « Future Military Trends », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 85-94.

Gao (Z.), « South China Sea : Turning Suspicion into Mutual Understanding and Cooperation » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 329-343.

Garver (J.), « China's Influence in Central and South Asia : Is It Increasing ? » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 205-227.

Gavin (B.) & De Lombaerde (P.), « Economic Theories of Regional Integration » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 69-84.

Geller (D.), « Relative Power, Rationality, and International Conflict » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 127-144.

George (A.), « Coercive Diplomacy » in Art (R.) & Waltz (K.), *The Use of Force: Military Power and International Politics*, pp. 70-76.

Gill (B.), « China's Evolving Regional Security Strategy » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 247-265.

Gill (B.), « Chinese Military Hardware and Technology Acquisitions of Concern to Taiwan » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 105-130.

Gill (B.), « Chinese Leadership Transition » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 27-42.

Gill (B.), Mulvenon (J.) & Stokes (M.), « The Chinese Second Artillery Corps : Transition to Credible Deterrence » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *The People's Liberation Army as Organization*, pp. 510-586.

Gilpin (R.), « Economic Change and the Challenge of Uncertainty » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 3-20.

Gilpin (R.), « No One Loves a Political Realist » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 3-26.

Glaser (B.), « Cross-Strait Confidence Building : The Case for Military Confidence-Building Measures » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 155-182.

Glaser (C.), « The Necessary and Natural Evolution of Structural Realism » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 266-278.

Godement (F.), « Introduction : Paix ou guerre en Asie » in Godement (F.), *Chine, Japon, ASEAN: Compétition stratégique ou coopération?*, pp. 7-10.

Godement (F.), « Introduction » in Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, pp. 9-20.

Godement (F.), « Les Etats-Unis en Asie : un empire sans mission » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, pp. 11-30.

Godwin (P.), « Change and Continuity in Chinese Military Doctrine, 1949-1999 » in Ryan (M.), Finkelstein (D.) & McDevitt (M.), *Chinese Warfighting : The PLA Experience since 1949*, pp. 23-55.

Godwin (P.), « China's Emerging Military Doctrine : A Role for Nuclear Submarines » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 43-58.

Godwin (P.), « China's Security : An Interpretation of the Next Decade » in Lampton (D.) & Wilhelm (A.), *United States and China Relations at a Crossroads*, pp. 79-90.

Godwin (P.), « Compensating for Deficiencies: Doctrinal Evolution in the Chinese People's Liberation Army: 1978–1999 » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *Seeking Truth From Facts*, pp. 87-118.

Godwin (P.), « From Continent to Periphery : PLA Doctrine, Strategy and Capabilities towards 2000 » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 200-223.

Godwin (P.), « PLA Doctrine and Strategy: Mutual Apprehension in Sino-American Military Planning » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 261-284.

Godwin (P.), « The Use of Military Force Against Taiwan : Potential PRC Scenarios » in Chang (P.) & Lasater (M.), *If China Crosses the Taiwan Strait*, pp. 15-28.

Goldstein (A.), « An Emerging China's Emerging Grand Strategy : A Neo-Bismarckian Turn ? » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 57-106.

Goldstein (A.), « Structural Realism and China's Foreign Policy : Much (But Never All) of the Story » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 119-154.

Goldstein (L.), « Conclusion » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 93-98.

Goldstein (L.), « Introduction » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 1-6.

Goldstein (S.), « Terms of Engagement : Taiwan' Mainland Policy » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 57-86.

Goldstein (S.), « The Cross-Strait Talks of 1993 –The Rest of the Story, Domestic Politics and Taiwan's Mainland Policy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 197-228.

Gong (G.), « Opportunities and Risks » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 269-278.

Gooch (J.), « Maritime Command : Mahan and Corbett » in Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, pp. 27-46.

Gormley (D.), « Conventional Force Integration in Global Strike » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 53-68.

Gouré (D.), « The Tyranny of Forward Presence » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 179-192.

Gray (C.) & Barnett (R.), « Introduction » in Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, pp. ix-xiv.

Gray (C.) & Barnett (R.), « Reflections » in Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, pp. 371-386.

Gray (C.), « History for Strategists : British Seapower as a Relevant Past » in Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, pp. 7-32.

Gray (C.), « Seapower and Landpower » in Gray (C.) & Barnett (R.), *Seapower and Strategy*, pp. 3-26.

Gray (C.), « The Leverage of Sea Power » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 32-45.

Green (M.), « Defense or Security ? The U.S.-Japan Defense Guidelines and China » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 73-86.

Green (M.), « Managing Chinese Power : The View from Japan » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 152-175.

Green (M.), « The Challenges of Managing U.S.-Japan Security Relations after the Cold War » in Curtis (G.), *New Perspectives on U.S.-Japan Relations*, pp. 241-264.

Gregson (W.) & Dutil (R.V.), « Sea-Basing : Projecting Power and Influence from the Sea » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 169-182.

Grieco (J.), « Systemic Sources of Variation in Regional Institutionalization in Western Europe, East Asia, and the Americas » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, pp. 164-187.

Grove (E.) & Willett (L.), « Nuclear Deterrence from the Sea » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 111-122.

Grove (E.), « Confidence-Building Measures at Sea : An Alternative to Naval Arms Control? » in Mack (A.), *A Peaceful Ocean? : Maritime Security in the Pacific in the Post-Cold War Era*, pp. 22-26.

Grove (E.), « Principles of Maritime Strategy » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 26-31.

Grove (E.), « Sea Power in the Asia-Pacific Region » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 17-34.

Grove (E.), « The Security of Global Perspective » in Bateman (S.) & Bates (S.), *Shipping and Regional Security*, p. 1-10.

Guiheux (G.), « La Chine, de 2001 à 2003 : le fin d'un cycle ? » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, pp. 51-74.

Haggard (S.), « Regionalism in Asia and the Americas » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, pp. 20-49.

Hall (J.) & Paul (T.V.), « Introduction » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 1-15.

Hall (J.) & Paul (T.V.), « Preconditions for Prudence : a Sociological Synthesis of Realism and Liberalism » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 67-77.

Han (F.), « Evolving Security Environment in Southeast Asia : A Chinese Assessment » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 175-186.

Hanami (A.), « Introduction » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 1-8.

Hanami (A.), « Structural Realism and Interconnectivity » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 199-222.

Hanlon (E.), « Taking the Long View : Littoral Warfare Challenges » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 155-162.

Harding (H.), « Again on Interim Arrangements in the Taiwan Strait » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 3-19.

Harding (H.), « International Order and Organization in the Asia-Pacific Region » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 325-355.

Harding (H.), « The Sino-American Relationship Today » in Lampton (D.) & Wilhelm (A.), *United States and China Relations at a Crossroads*, pp. 49-58.

Harknett (R.), « Global Stability in a Changing Environment » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 137-158.

Harris (S.) & Cooper (R.), « The U.S.-Japan Alliance » in Blackwill (R.) & Dibb (P.), *America's Asian Alliances*, pp. 31-60.

Harris (S.), « China in the Global Economy » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 54-70.

Hassan (M.), « Strengthening Cooperation in the ASEAN Regional Forum : An ASEAN View » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 31-39.

Hattendorf (J.), « Alfred Thayer Mahan and his Strategic Thought » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, pp. 83-94.

Hattendorf (J.), « Recent Thinking on the Theory of Naval Strategy » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, pp. 136-161.

Hekler (G.), Francis (E.) & Mulvenon (J.), « C 3 in the Chinese Submarine Fleet » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 212-228.

Henley (L.), « PLA Logistics And Doctrine Reform, 1999-2009 » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 55-78.

Henrikson (A.), « The Growth of Regional Organizations and the Role of the United Nations » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 122-168.

Hettne (B.), « Regionalism and World Order » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 269-286.

Hettne (B.), « The New Regionalism Revisited » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 22-42.

Ho (J.), « Cooperation or Competition in Maritime Asia-Pacific » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 3-15.

Hoffman (F.) & Tangredi (S.), « Characteristics and Requirements of the Evolving Security Environment » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 25-40.

Hoffman (F.), « A Marine Corps for a Global Century : Expeditionary Maneuver Brigades » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 427-440.

Holland (W.), « Globalization under the Sea » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 337-356.

Holst (J.), « The Navies of Superpowers : Motives, Forces, Prospects » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 42-55.

Hong (B.), « Deng Xiaoping's Perspective on National Interest », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 27-36.

Hong (B.), « Deng Xiaoping's Theory of War and Peace », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 19-26.

Hook (G.), « Japan and the Constitution of Asia-Pacific » in Gamble (A.) & Payne (A.), *Regionalism & World Order*, pp. 169-206.

Hore (P.), « Maritime Strategy and the Strategic Defence Review » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 3-25.

Howard (M.), « '9/11' and After : A British View » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 111-122.

Howe (C.), « Introduction : The Changing Political Economy of Sino-Japanese Relations, A Long Term View » in Howe (C.), *China and Japan: History, Trends, and Prospects*, pp. 1-22.

Howeling (H.) & Siccama (J.), « A Two-Level Explanation of World War » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 107-116.

Hsiao (H.) & Yan (J.), « Taiwan's New National Identity, Domestic Politics, and Cross-Strait Relations » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 134-151.

Hua (S.), « Introduction » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 1-11.

Huang (A.), « Homeland Defense with Taiwanese Characteristics : President Chen Shui-bian's New Defense Concept » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 129-162.

Huang (A.), « Taiwan's View of Military Balance and the Challenge it Presents » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 279-302.

Huang (A.), « The PLA Navy at War, 1949-1999 : from Coastal Defense to Distant Operations » in Ryan (M.), Finkelstein (D.) & McDevitt (M.), *Chinese Warfighting : The PLA Experience since 1949*, pp. 241-269.

Huang (A.), « Transformation and Refinement of Chinese Military Doctrine: Reflection and Critique on the PLA's View » in Mulvenon (J.) & Yang (A.), *Seeking Truth From Facts*, pp. 131-140.

Huang (J.), « China and America's Northeast Asian Alliances : Approaches, Politics and Dilemmas » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 237-249.

Hughes (C.) & Fukushima (A.), « U.S.-Japan Security Relations : Toward Bilateralism Plus ? » in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond bilateralism*, pp. 55-86.

Hughes (C.), « Sino-Japanese Relations and Ballistic Missile Defence (BMD) » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 69-87.

Huisken (R.), « Accelerating the Evolutionary Process of Security Cooperation in the Asia-Pacific : An Australian Perspective » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 33-49.

Hunt (B.), « The Strategic Thought of Sir Julian S. Corbett » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, pp. 110-135.

Hurrell (A.), « Regionalism in Theoretical Perspective » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 37-73.

Hurrell (A.), « The Regional Dimension in International Relations Theory » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 38-53.

Hveem (H.), « The Regional Project in Global Governance » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 81-98.

Ignatieff (M.), « The Challenges of American Imperial Power » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 9-18.

Ijiri (A.), « Sino-Japanese Controversy since the 1972 Diplomatic Normalization » in Howe (C.), *China and Japan: History, Trends, and Prospects*, pp. 60-82.

Ijiri (H.), « Taiwan's 'Pragmatic Diplomacy' and Its Implications for the Chinese Mainland, Japan and the World » in Yang (M.), *Taiwan's Expanding Role in the International Arena*, pp. 37-51.

Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), « Conclusion : The United States and Stability in East Asia » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 421-440.

Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), « International Relations Theory and the Search for Regional Stability » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 1-20.

Ikenberry (G.J.), « America in East Asia : Power, Markets and Grand Strategy » in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond bilateralism*, pp. 37-54.

Ikenberry (G.J.), « Conclusion : American Unipolarity : The Sources of Persistence and Decline » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 284-310.

Ikenberry (G.J.), « Introduction » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 1-26.

Jawhar bin Hassan (M.), « Disputes in the South China Sea : Approaches for Conflict Management » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 98-113.

Jefferson (G.), « Like Lips and Teeth : Economic Scenarios of Cross-Strait Relations » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 97-116.

Jencks (H.), « Wild Speculations on the Military Balance in the Taiwan Straits » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 131-166.

Jervis (R.), « Cooperation Under the Security Dilemma » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 3-50.

Jervis (R.), « Domino Beliefs and Strategic Behavior » in Jervis (R.) & Snyder (J.), *Dominoes and Bandwagons: Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, pp. 20-50.

Jervis (R.), « From Balance to Concert : A Study of International Security Cooperation » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 58-79.

Jervis (R.), « Security Regimes » in Krasner (S.), *International Regimes*, pp. 173-194.

Ji (L.), « Making the Right Choices in Twenty-First Century Sino-American Relations » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 243-255.

Ji (Y.), « Changing Leadership Consensus, The Domestic Context of War Games » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 77-98.

Ji (Y.), « China's Naval Strategy and Transformation » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 71-94.

Ji (Y.), « China's Nuclear Doctrine, Its Strategic Naval Power and Anti-Missile Defence Initiatives » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 167-186.

Ji (Y.), « Missile Diplomacy and PRC Domestic Politics » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 29-55.

Jia (Q.), « Beijing and Taipei : Between a Rock and a Hard Place » in Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics*, pp. 193-214.

Jia (Q.), « The PRC's Strategic Options » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 127-141.

Jian (C.), « Beijing's Changing Policies Toward Taiwan : A Historical Review » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 25-52.

Jin (X.), « The Background and Trend of the Partnership » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 103-113.

Job (B.), « Matters of Multilateralism : Implications for Regional Conflict Management » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp 165-193.

Joffe (E.), « Concluding Comment : The Political Angle –New Phenomena in Party-Army Relations » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 321-328.

Joffe (E.), « Taiwan and the Chinese Military » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 111-128.

Joffe (J.), « Defying History and Theory : The United States as the 'Last Remaining Superpower' » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 155-180.

Johnston (A.) & Evans (P.), « China's Engagement with Multilateral Security Institutions » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 235-272.

Johnston (A.) & Ross (R.), « Conclusion » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 273-295.

Johnston (A.), « Beijing's Security Behavior in the Asia-Pacific : Is China a Dissatisfied Power ? » in Suh (J.), Katzenstein (P.) & Carlson (A.), *Rethinking Security in East Asia*, pp. 34-96.

Johnston (A.), « Prospects for Chinese Nuclear Force Modernization : Limited Deterrence versus Multilateral Arms Control » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 284-312.

Johnston (A.), « Realism(s) and Chinese Security Policy in the Post-Cold War Period » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 261-318.

Johnston (A.), « Socialization in International Institutions : the ASEAN Way and International Relations Theory » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 107-162.

Jordan (R.), « Introduction : Balance of Power and the Anglo-American Maritime Relationship » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, pp. 1-20.

Joseph (R.), « The Changing Political-Military Environment » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 55-77.

Kadera (K.), « The Conditions and Consequences of Dyadic Power Transitions : Deductions from a Dynamic Model » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 287-312.

Kaneda (H.), « Japan's National Maritime Doctrines and Capabilities » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 117-132.

Kang (D.), « Hierarchy and Stability in Asian International Relations » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 163-190.

Kang (D.), « U.S. Alliances and the Security Dilemma in the Asia-Pacific » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 71-92.

Kao (C.) & Wang (W.), « Economic Interaction Between Taiwan and Mainland China and its Influence on both Economies » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 152-174.

Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), « Realism and State Strategies After the Cold War » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 1-27.

Kapstein (E.), « Does Unipolarity Have a Future ? » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 464-490.

Kartchner (K.), « Implementing Missile Defense » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 69-84.

Kartchner (K.), « Origins of the ABM Treaty » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 21-53.

Kastner (S.), « Rethinking the Political Consequences of Economic Integration in Mainland China-Taiwan Relations » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 255-271.

Katzenstein (P.) & Okawara (N.), « Japan and Asian-Pacific Security » in Suh (J.), Katzenstein (P.) & Carlson (A.), *Rethinking Security in East Asia*, pp. 97-130.

Katzenstein (P.) & Sil (R.), « Rethinking Asian Security : A Case for Analytical Eclecticism » in Suh (J.), Katzenstein (P.) & Carlson (A.), *Rethinking Security in East Asia*, pp. 1-33.

Kawamura (S.), « Shipping and Regional Trade : Regional Security Interests » in Mack (A.), *A Peaceful Ocean? : Maritime Security in the Pacific in the Post-Cold War Era*, pp. 11-22.

Khong (Y.), « ASEAN and the Southeast Asian Security Complex » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 318-340.

Khong (Y.), « Singapore : a Time for Economic and Political Engagement » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 109-128.

Kim (S.), « China and the United Nations » in Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, pp. 42-89.

Kim (S.), « China in World Politics » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 37-53.

Kim (S.), « Chinese Foreign Policy Faces Globalization Challenges » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 276-306.

Kim (T.), « Korean Views on Taiwan-PRC Relations and the Japan Factor » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 303-326.

Kim (T.), « The Costs of China's Military Conflict : The Korean and Japanese Dimensions » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 64-78.

Kim (W.), « Power Parity, Alliance, and War from 1648 to 1975 » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 93-106.

Kirshner (J.), « The Political Economy of Realism » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 69-102.

Kivimaki (T.), « Conclusions » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 165-170.

Kivimaki (T.), « Introduction » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 1-5.

Kivimaki (T.), Odgaard (L.) & Tonnesson (S.), « What Could Be Done ? » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 131-164.

Kokubun (R.), « Globalizing China : The Challenges and the Opportunities » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 23-36.

Kraft (J.), « Japan and the United States in ASEAN-China Relations » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 90-109.

Krasner (S.), « Structural Causes and Regime Consequences : Regimes as Intervening Variables » in Krasner (S.), *International Regimes*, pp. 1-22.

Krauthammer (C.), « The Unipolar Era » in Bacevich (A.), *The Imperial Tense: Prospects and Problems of American Empire*, pp. 47-65.

Krawitz (H.), « China's Trade Opening: Implications for Regional Stability and U.S.-China Relations » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 241-259.

Krepinevich (A.), « The Impact of Precision Weaponry » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 195-204.

Krulak (C.), « Ne Cras : Not like Yesterday » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. xi-xvii.

Kugler (J.) & Lemke (D.), « The Power Transition Research Program : Assessing Theoretical and Empirical Advances » in Midlarsky (M.), *Whandbook of War Studies II*, pp. 129-163.

Kugler (J.) & Tammen (R.), « Regional Challenge : China's Rise to Power » in Rolfe (J.), *The Asia-Pacific: A Region in Transition*, Honolulu, APCSS, 2004, pp. 33-53.

Kugler (R.), « Naval Overseas Presence in the §New U.S. Defense Strategy » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 281-307.

Kumar (A.), « Nuclear Weapons and Missile Defences : The Maritime Dimension in the Asia-Pacific » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 187-198.

Kuo (J.), « Taiwan's New Policy toward Mainland China » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 75-80.

Kupchan (C.), « Hollow Hegemony or Stable Multipolarity ? » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 68-97.

Labs (E.), « Building the Future Fleet : Show Us the Analysis ! » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 273-280.

Lai (D.), « U.S.-China Relations: A New Start? » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 323-338.

Lai (J.), « Taiwan's Political Development : A Historical Overview » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 3-24.

Lake (D.) & Morgan (P.), « Building Security in the New World of Regional Orders » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 343-354.

Lake (D.) & Morgan (P.), « The New Regionalism in Security Affairs » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 3-19.

Lake (D.) & Powell (R.), « International Relations : A Strategic-Choice Approach » in Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, pp. 3-38.

Lake (D.), « Regional Security Complexes : A Systems Approach » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 45-67.

Lam (P.), « Japan's Diplomatic Initiatives in Southeast Asia » in Maswood (S.), *Japan and East Asia Regionalism*, pp. 118-131.

Lam (P.), « Perceiving Japan : The View from Southeast Asia » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 134-157.

Lampton (D.) & Wilhelm (A.), « United States and China Relations at a Crossroads » in Lampton (D.) & Wilhelm (A.), *United States and China Relations at a Crossroads*, pp. 13-45.

Lampton (D.), « China and the Strategic Quadrangle » in Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, pp. 63-106.

Lampton (D.), « China's Foreign and National Security Policy-Making Process : Is It Changing and Does It Matter ? » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 1-36.

Lampton (D.), « China's Rise in Asia Need Not Be at America's Expense » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 306-327.

Lampton (D.), « Introduction : Thinking Trilaterally about Big Power Relations in Asia » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 9-22.

Lampton (D.), « Preparing for a Better Time in Cross-Strait Relations : Short-Term Stalemate, Possible Medium-Term Opportunities » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 105-114.

Lampton (D.), « US-China Security Relations and America's Pacific Alliances in the post-9/11 Era » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 221-236.

Larsen (J.), « The Bush Administration's New Approach to Arms Control » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 147-160.

Lautenbacher (C.), « Optimizing Naval Forces for Twenty-First Century Challenges : Modernization Priorities and Considerations » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 205-208.

Layne (C.), « Reply to Bradley Thayer : The Illusion of the American Empire » in Layne (C.) & Thayer (B.), *American Empire, A Debate*, pp. 121-138.

Layne (C.), « The Case Against the American Empire » in Layne (C.) & Thayer (B.), *American Empire, A Debate*, pp. 51-102.

Layne (C.), « The War on Terrorism and the Balance of Power : The Paradoxes of American Hegemony » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 103-126.

Lee (T.), « Words to Bridge the Taiwan Strait : Talks, Dialogues and Negotiation » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Strait Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 251-258.

Leifer (M.), « ASEAN as a Model of Security Community? » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 136-144.

Leifer (M.), « ASEAN's Search for Regional Order » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 98-110.

Leifer (M.), « China and Southeast Asia: Interdependence and Accommodation » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 258-271.

Leifer (M.), « Indonesia's Encounters with China and the Dilemmas of Engagement » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 87-108.

Leifer (M.), « Regional Association: From ASA to ASEAN » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 73-77.

Leifer (M.), « Regional Association: Sources of Conflict » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 51-60.

Leifer (M.), « Regional Solutions to Regional Problems? » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 145-151.

Leifer (M.), « Regionalism, the Global Balance, and Southeast Asia » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 91-97.

Leifer (M.), « Sources of Regional Conflict » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 37-50.

Leifer (M.), « Southeast Asia » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 3-19.

Leifer (M.), « Stalemate in the South China Sea » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 348-355.

Leifer (M.), « The ASEAN Peace Process: A Category Mistake » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 119-135.

Leifer (M.), « The Limits of Functionalist Endeavour: The Experiences of Southeast Asia » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 78-86.

Leifer (M.), « The Limits to ASEAN's Expanding Role » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 164-188.

Leifer (M.), « The Maritime Regime and Regional Security in East Asia » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 327-344.

Leifer (M.), « The Merits of Multilateralism » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 155-163.

Leifer (M.), « The Straits Are Not Protected » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 345-347.

Leifer (M.), « Truth about the Balance of Power » *in* Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 152-154.

Leifer (M.), « Who's It that Really Needs to be Engaged? » in Chin (K.) & Suryadinata (L.), *Michael Leifer, Selected Works on Southeast Asia*, pp. 3-19.

Lemke (D.) & Kugler (J.), « The Evolution of the Power Transition Perspective » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 3-34.

Lemke (D.), « Great Powers in the Post-Cold War World : A Power Transition Perspective » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 52-75.

Lemke (D.), « Small States and War : An Expansion of Power Transition Theory » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 77-92.

Leong (H.), « Rituals, Risks, and Rivalries : China and ASEAN » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 297-308.

Levy (J.), « Balances and Balancing : Concepts, Propositions and Research Design » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 128-153.

Levy (J.), « What Do Great Power Balance Against and When ? » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 29-51.

Li (J.), « Notes on Military Theory and Military Strategy », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 221-232.

Li (N.), « PLA Conservative Nationalism » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 69-90.

Li (N.), « The Evolving Chinese Conception of Security and Security Approaches » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 53-70.

Li (N.), « The PLA's Evolving Campaign Doctrine Strategies » in Mulvenon (J.) & Yang (R.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, pp. 146-174.

Li (N.), « The PLA's Evolving Warfighting Doctrine, Strategy and Tactics, 1985-1995: A Chinese Perspective » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 179-199.

Li (R.), « Security Challenge of an Ascendant China : Great Power Emergence and International Stability » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 23-57.

Lilley (J.) & Downs (C.), « Introduction : Crisis in the Taiwan Strait » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 1-12.

Lilley (J.), « Introduction » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 1-8.

Lim (L.), « The Origins and Possible Resolution of the Cross(Straits Stalemate : An Institutional Economics Perspective » in Yang (M.), *Taiwan's Expanding Role in the International Arena*, pp. 16-34.

Limaye (S.), « Recalibration Not Transformation : U.S. Security Policies in the Asia-Pacific » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 206-220.

Lin (C.), « National Identity and Taiwan Security » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 60-83.

Lin (C.), « The Military Balance in the Taiwan Strait » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 313-331.

Lin (C.), « The U.S. Role in Taiwan-China Security Relations » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 43-63.

Lin (G.), « The Taiwan Dilemma in U.S.-P.R.C. Relations » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 12-34.

Lindsay (G.), « Tactical Anti-Submarine Warfare : The Past and the Future » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 31-41.

Liu (X.), « Strengthening ASEAN-China Cooperation in the ASEAN Regional Forum » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 40-48.

Locher (J.), « Has It Worked ? The Goldwater-Nichols Reorganization Act » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 39-60.

Loewenthal (R.), « Cold War Insights into China's New Ballistic-Missile Submarine Fleet » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 286-303.

Loh (I.), « The Gordian Knot in Cross-Strait Relations : The Question of Taiwan's Participation in International Organizations » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 33-57.

Looney (R.), « Market Effects of Naval Presence in a Globalized World : A Research Summary » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 103-132.

Lu (A.), « Normalizing Diplomatic Relations with Taiwan » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 246-254.

Lu (A.), « The Significance and Consequences of Taiwan's 2000 Presidential Election » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 65-87.

Ma (Y.), « Cross-Strait Relations at a Crossroad : Impasse or Breakthrough ? » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 39-66.

Maaranen (S.), « A Responsive New Triad Infrastructure » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 85-102.

Mack (A.), « Confidence-Building in the Asia-Pacific Region : Problems and Prospects » in Mack (A.), *A Peaceful Ocean? : Maritime Security in the Pacific in the Post-Cold War Era*, pp. 1-21.

Mahnken (T.), « China's New Nuclear Fleet and the U.S. Navy » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 373-384.

Mahnken (T.), « Transforming the U.S. Armed Forces: Rhetoric or Reality? » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 215-228.

Mandelbaum (M.), « Introduction » in Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, pp. 1-15.

Mandelbaum (M.), « The United States and the Strategic Quadrangle » in Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, pp. 154-195.

Mann (J.), « Congress and Taiwan : Understanding the Bond » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 201-220.

Mansfield (E.) & Bronson (R.), « The Political Economy of Major-Power Trade Flows » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, pp. 188-208.

Mansfield (E.) & Milner (H.), « The Political Economy of Regionalism : An Overview » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, pp. 1-19.

Mansourov (A.), « China-Russia Relations: Can 'Bamboo and Pine Trees' Grow Together? » in Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, pp. 6.1-6.8.

Maoz (Z.), « Paradoxical Functions of International Alliances : Security and Other Dilemmas » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 200-221.

Marfiak (T.), « The Role of Alliances and Coalitions in MTW and non-MTW Contingencies » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 183-189.

Martin (L.), « An Institutionalist View : International Institutions and States Strategies » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 78-98.

Martin (S.), « From Balance of Power to Balancing Behavior : the Long and Winding Road » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 61-82.

Mastanduno (M.), « A Realist View : Three Images of the Coming International Order » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 19-40.

Mastanduno (M.), « Incomplete Hegemony and Security Order in the Asia-Pacific » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 181-210.

Maswood (S.), « Japanese Foreign Policy and Regionalism » in Maswood (S.), *Japan and East Asia Regionalism*, pp. 6-25.

Mattonen (J.K.), « Globalization of Naval Aviation » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 357-372.

May (G.), « Taiwan's Role in the China-Japan-U.S. Trilateral Relationship » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 45-72.

McConaughy (C.), « China's Undersea Nuclear Deterrent : Will the U.S. Navy Be Ready? » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 23-48.

McDevitt (M.), « Geographic Ruminations » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 1-6.

McDevitt (M.), « The Current State and Future Prospects for Trilateral Security Cooperation » in Kim (T.) & Glosserman (B.), *The Future of U.S.-Korea-Japan Relations*, pp. 17-30.

McGwire (M.), « Maritime Strategy and the Superpowers » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 56-65.

McInnes (C.), « The Land/Sea Dimension : The Role of the Army in Future Warfare » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 137-149.

McVadon (E.), « China's Maturing Navy » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 1-21.

McVadon (E.), « PRC Exercises, Doctrine and Tactics Toward Taiwan : The Naval Dimension » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 249-278.

McVadon (E.), « The Chinese Military and the Peripheral States in the 21st Century : A Security Tour d'Horizon » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. p. 7-88.

Medeiros (E.), « Evolving Nuclear Doctrine » in Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, pp. 39-78.

Miller (B.), « Integrated Realism and Hegemonic Military Intervention in Unipolarity » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 31-60.

Miller (H.L.) & Tang (J.), « The Foreign Policy Outlook of China's 'Third Generation' Elite » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 123-150.

Miller (J.), « Russia-Japan Relations: Prisoners of History? » in Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, pp. 7.1-7.8.

Milner (H.), « Industries, Governments, and the Creation of Regional Trade Blocs » in Mansfield (E.) & Milner (H.), *The Political Economy of Regionalism*, pp. 77-106.

Min (Z.), « 21st Century Air Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 285-296.

Mistry (P.), « New Regionalism and Economic Development » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 117-139.

Mochizuki (M.), « A New Bargain for a Stronger Alliance » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 5-40.

Mochizuki (M.), « American and Japanese Strategic Debates : the Need for a New Synthesis » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 43-82.

Mochizuki (M.), « China-Japan Relations : Downward Spiral or a New Equilibrium ? » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 135-150.

Mochizuki (M.), « Japan and the Strategic Quadrangle » in Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, pp. 107-153.

Mochizuki (M.), « Japan as an Asia-Pacific Power » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 124-159.

Mochizuki (M.), « Terms Engagement : The U.S.-Japan Alliance and the Rise of China » in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond bilateralism*, pp. 87-115.

Moller (B.), « The Military Aspect of the Disputes » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 62-86.

Moore (T.) & Yang (D.), « Empowered and Restrained : Chinese Foreign Policy in the Age of Economic Interdependence » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 191-229.

Moore (T.), « Chinese Foreign Policy in the Age of Globalization » in Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, pp. 121-158.

Morada (N.), « ASEAN and the Rise of China : Engaging , While Fearing, an Emerging Regional Power » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 229-240.

Morgan (P.), « Regional Security Complexes and Regional Orders » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 20-43.

Morimoto (S.), « A Tighter Japan-U.S. Alliance Based on Greater Trust » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 137-148.

Morimoto (S.), « The Security Environment in East Asia » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 83-95.

Morrow (J.), « The Logic of Overtaking » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 313-330.

Morrow (J.), « The Strategic Setting of Choices : Signaling, Commitment, and Negotiation in International Politics » in Lake (D.) & Powell (R.), *Strategic Choice and International Relations*, pp. 77-114.

Mulvenon (J.), « 'Easting Imperial Grain' ? : The Ongoing Divesture of the Chinese Military-Business Complex, 1988-2000 » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 187-216.

Mulvenon (J.), « The PLA Army's Struggle for Identity » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 109-128.

Muni (S.), « China and its new ASEAN Neighbors after 9/11 » in Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, pp. 173-191.

Muni (S.), « September 11 : The Asian Giants get Closer » in Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, pp. 93-96.

Murata (K.), « Do the New Guidelines Make the Japanese-U.S. Alliance More Effective? » in Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance: New Challenges for the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 19-38.

Murdock (C.), « The Navy in an Antiaccess World » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 473-486.

Murfett (M.), « Gunboat Diplomacy : Outmoded or Back in Vogue ? » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 81-93.

Murray (W.), « An Overview of the PLAN Submarine Force » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 59-76.

Myers (R.) & Shambaugh (D.), « Introduction : The Legacy of U.S. China Policy, 1989-2000 » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 1-17.

Nakai (Y.), « Policy Coordination on Taiwan » in Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance: New Challenges for the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 71-102.

Narine (S.), « Economic Security and Regional Cooperation in the Asia-Pacific : Evaluating the Economics-Security Nexus » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 195-218.

Nau (H.), « Identity and the Balance of Power in Asia » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 213-242.

Nealer (K.), « The PLA, Trade, and U.S. Interests » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 239-246.

Nesadurai (H.), « The Global Politics of Regionalism :Asia and the Asia-Pacific » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 155-170.

Neumann (I.), « A Region-Building Approach » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 160-178.

Ni (F.), « The Shaping of China's Foreign Policy » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 139-153.

Nincic (D.), « Sea Lane Security and U.S. Maritime Trade: Chokepoints and Scarce Resources » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 143-170.

Nishihara (M.), « Japan's Receptivity to Conditional Engagement » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 175-190.

Nishihara (M.), « The Japan-U.S. Alliance: Defense Cooperation and Beyond » in Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance: New Challenges for the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 9-18.

Noess (T.) « Dangers to the Environment » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 43-53.

O'Hanlon (M.), « Alternative Architectures and U.S. Politics » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 111-136.

O'Hanlon (M.), « Restructuring U.S. Forces and Bases in Japan » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 149-178.

O'Hanlon (M.), « Theater Missile Defense and the U.S.-Japan Alliance » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 179-190.

O'Neil (W.), « Innovating for Twenty-First Century Naval Operations » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 209-232.

O'Rourke (R.), « Transformation and the Navy's Tough Choices Ahead : What Are the Options for Policy Makers? » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 281-298.

Ochmanek (D.), « Implications for U.S. Defense Planning » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 29-40.

Ohashi (H.), « China's Regional Trade and Investment Profile » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 71-95.

Ohashi (H.), « The Impact of China's Rise on Sino-Japanese Economic Relations » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 175-194.

Öjendal (J.), « Southeast Asia at a Constant Crossroads : An Ambiguous 'New Region' » in Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World: A Comparative Perspective on Forms, Actors and Processes*, pp.147-172.

Oksenberg (M.) & Economy (E.), « Introduction : China Joins the World » in Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, pp. 1-41.

Ong (K.), « Securing a Win-Win Partnership for ASEAN and China » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 19-26.

Osgood (R.), « Military Implications of the new Ocean Politics » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 12-19.

Oye (K.), « Explaining Cooperation Under Anarchy : Hypotheses and Strategies » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 1-24.

Pan (Z.), « Change of International Security Order and China's Period of Important Strategic Opportunities » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 79-94.

Pangetsu (M.), « China's Economic Rise and the Responses of ASEAN » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 241-264.

Papayoanou (P.), « Great Powers and Regional Orders : Possibilities and Prospects After the Cold War » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 125-139.

Patton (J.), « Cold War SSN Operations : Lessons for Understanding Chinese Naval Development » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 270-285.

Paul (T.V.), « Introduction : The Enduring Axioms of Balance of Power Theory and Their Contemporary Relevance » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 1-27.

Pay (J.), « Full Circle : The US Navy and Its Carriers, 1974-1993 » in Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, pp. 124-147.

Payne (A.) & Gamble (A.), « Conclusion: The New Regionalism » in Gamble (A.) & Payne (A.), *Regionalism & World Order*, pp. 247-264.

Payne (A.) & Gamble (A.), « Introduction : The Political Economy of Regionalism and World Order » in Gamble (A.) & Payne (A.), *Regionalism & World Order*, pp. 1-20.

Pearson (M.), « China in Geneva : Lessons from China's Early Years in the World Trade Organization » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 242-275.

Pearson (M.), « China's Integration into the International Trade and Investment Regime » in Economy (E.) & Oksenberg (M.), *China Joins the World: Progress and Prospects*, pp. 161-205.

Pearson (M.), « The Case of China's Accession to GATT/WTO » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 337-370.

Pearson (M.), « The Major Multilateral Economic Institutions Engage China » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 207-234.

Pei (M.), « Domestic Changes in China and Implications for American Policy » in Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, pp. 43-62.

Pempel (T.J.), « Challenges to Bilateralism : Changing Foes, Capital Flows, and Complex Forums » in Krauss (E.) & Pempel (T.J.), *Beyond bilateralism*, pp. 1-36.

Pempel (T.J.), « Conclusion : Tentativeness and Tensions in the Construction of an Asian Region » in Pempel (T.J.), *Remapping East Asia, The Construction of a Region*, pp. 256-276.

Pempel (T.J.), « Introduction : Emerging Webs of Regional Connectedness » in Pempel (T.J.), *Remapping East Asia, The Construction of a Region*, pp. 1-28.

Pempel (T.J.), « Unsteady Participation : Reflections on the Future of Japan's Changing Political Economy » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 178-196.

Peng (G.), « Deng Xiaoping's Strategic Thought », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 3-10.

Peters (R.), « The Hourglass Wars » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 55-64/

Pfaltzgraff (R.) & Wright (S.), « The Spectrum of Conflicts : Symmetrical or Asymmetrical Challenge ? » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 9-28.

Phillips (S.), « Building a Taiwanese Republic : The Independence Movement, 1945-Present » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 44-69.

Pilat (J.), « The New Triad » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 41-52.

Pillsbury (M.), « PLA Capabilities in the 21st Century : How Does China Assess Its Future Security Needs » in Wortzel (L.), *The Chinese Armed Forces in the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 89-158.

Polk (S.), « China's Nuclear Command and Control » in Goldstein (L.) & Erickson (A.), *China's Nuclear Force Modernization*, pp. 7-22.

Pollack (J.), « Designing a New American Security Strategy for Asia » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 99-132.

Pollack (J.), « The Transformation of the Asian Security Order : Assessing China's Impact » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 329-346.

Pollpeter (K.), « The Chinese Vision of Space Military Operations » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 329-370.

Polmar (N.), « The Measurement of Naval Strength in the Twenty-First Century » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 126-136.

Powell (R.), « Neorealism and Game Theory » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 9-30.

Prabhakar (L.), « Maritime Strategic Trends in the Asia-Pacific » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 35-68.

Prabhakar (L.), « The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 253-264.

Pullen (L.) & Truver (S.), « Security in the Pacific Rim : Evolving US Strategies, Doctrines, and Forces for Maritime Cooperation and Regional Collective Action » in Prabhakar (L.), Ho (J.) & Bateman (S.), *The Evolving Maritime Balance of Power in the Asia-Pacific : Maritime Doctrines and Nuclear Weapons at Sea*, pp. 133-164.

Pyle (K.), « Japan's Emerging Strategy in Asia » in Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, pp. 123-148.

Qin (Y.), « National Identity, Strategic Culture and Security Interests : Three Hypotheses on the Interaction between China and International Society » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 33-45.

Quester (G.), « Offense and Defense in the International System » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 51-66.

Ravenhill (J.), « Mission Creep or Mission Impossible ? APEC and Security » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 135-154.

Redd (J.), « Naval Forces and *Joint Vision 2010* : Traditional and Emerging Roles » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 147-154.

Rhodes (E.), « '... from the Sea' and Back Again : Naval Power in the Second American Century » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 139-178.

Rhodes (E.), « A World Not in the Balance : War Politics, and Weapons of Mass Destruction » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 150-177.

Richardson (M.), « ASEAN-China Maritime Security Cooperation » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 199-207.

Rigger (S.), « Competing Conceptions of Taiwan's Identity, the Irresolvable Conflict in Cross-Strait Relations » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 229-240.

Rigger (S.), « The Unfinished Business of Taiwan's Democratization » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 16-43.

Roberts (B.), « China » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 183-211.

Rolfe (J.), « A Region of Change : A Region in Transition » in Rolfe (J.), *The Asia-Pacific: A Region in Transition*, Honolulu, APCSS, 2004, pp. 1-9.

Romberg (A.), « Come Thoughts on Cross-Strait Relations » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 23-36.

Rosecrance (R.) & Schott (P.), « Concerts and Regional Intervention » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 140-164.

Rosecrance (R.), « Is There a Balance of Power? » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 154-165.

Rosen (D.), « China-Japan-U.S. Economic Relations at a Crossroads » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 87-96.

Rosenberg (L.), « The Changing Face of Economic Security in Asia » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 115-140.

Ross (R.) & Johnston (A.), « Introduction » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 1-10.

Ross (R.), « Bipolarity and Balancing in East Asia » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 267-304.

Ross (R.), « China and the Stability of East Asia » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 89-123.

Ross (R.), « Comparative Deterrence : The Taiwan Strait and the Korean Peninsula » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 13-49.

Ross (R.), « Engagement in US China Policy » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 176-206.

Ross (R.), « Introduction : East Asia in Transition » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. xi-xx.

Ross (R.), « The Bush Administration : The Origins of Engagement » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 21-44.

Roy ( J.S.), « Opportunities and Challenges for U.S.-China Relations » in Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, pp. 105-114.

Roy (D.), « China-Japan Relations: Cooperation Amidst Antagonism » in Asia-Pacific Center for Security Studies, *Asia's Bilateral Relations*, pp. 9.1-9.8.

Roy (D.), « Peace Without Reunification : Promise and Problems » in Chang (J.) & Boyer (W.), *United States-Taiwan Relations: Twenty Years After the Taiwan Relations Act*, pp. 171-187.

Ryan (M.), Finkelstein (D.) & McDevitt (M.), « Introduction : Patterns of PLA Warfighting » in Ryan (M.), Finkelstein (D.) & McDevitt (M.), *Chinese Warfighting : The PLA Experience since 1949*, pp. 3-22.

Sagan (S.), « 1914 Revisited : Allies, Offense, and Instability » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 158-182.

Saunders (P.) & Yuan (J.), « Strategic Force Modernization » in Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, 79-118.

Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), « An Overview of ASEAN-China Relations » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 1-18.

Scalapino (R.), « Cross-Strait Relations and the United States » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 3-10.

Scalapino (R.), « Taiwan's National Security : Opportunities and Challenge » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 1-17.

Schroeder (P.), « Why Realism Does Not Work Well for International History (Whether or Not It Represents a Degenerate IR Research Strategy) » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 114-127.

Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), « Conclusion » in Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World: A Comparative Perspective on Forms, Actors and Processes*, pp. 250-266.

Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), « Introduction : A Framework for Understanding Regionalization » in Schulz (M.), Söderbaum (F.) & Öjendal (J.), *Regionalization in a Globalizing World: A Comparative Perspective on Forms, Actors and Processes*, pp. 1-21.

Schurman D.), « Mahan Revisited » in Hattendorf (J.) & Jordan (R.), *Maritime Strategy and the Balance of Power*, pp. 95-109.

Schweller (R.), « Managing the Rise of Great Power: History and Theory » in Johnston (A.) & Ross (R.), *Engaging China: The Management of an Emerging Power*, pp. 1-31.

Schweller (R.), « Neorealism's Statu-Quo Bias: What Security Dilemma » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 90-121.

Schweller (R.), « New Realist Research on Alliances : Refining, Not Refuting, Waltz's Balancing Proposition » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 74-79.

Schweller (R.), « Realism and the Present Great Power System : Growth and Positional Conflict Over Scarce Resources » in Kapstein (E.) & Mastanduno (M.), *Unipolar Politics: Realism and State Strategies After the Cold War*, pp. 28-68.

Scobell (A.) & Wortzel (L.), « Introduction » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 1-8.

Scobell (A.), « Soldiers, Statesmen, Strategic Culture, and China's 1950 Intervention in Korea » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 107-127.

Sebastian (L.), « Southeast Asian Perceptions of China : The Challenge of Achieving a New Strategic Accomodation » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 158-182.

Segal (G.), « Does China Matter ? » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 11-20.

Serra (R.) & Godement (F.), « L'Asie orientale en 2003 : entre vulnérabilité et rééquilibrage » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, pp. 9-10.

Serra (R.), « Chine-Japon, après trente années d'entente cordiale » in Serra (R.) & Godement (F.), *Asie Orientale*, pp. 75-92.

Serra (R.), « Le monde politique japonais en quête d'une nouvelle politique de défense » in Godement (F.), *Chine, Japon, ASEAN: Compétition stratégique ou coopération?*, pp. 65-104.

Shalpak (D.), « Cross-Strait Balance and Its Implication for U.S. Policy » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 143-154.

Shambaugh (D.), « China and Japan towards the Twenty-First Century : Rivals for Pre-eminence or Complex Interdependence » in Howe (C.), *China and Japan: History, Trends, and Prospects*, pp. 87-93.

Shambaugh (D.), « China's Military in Transition : Politics, Professionalism, Procurement and Power Projection » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 1-34.

Shambaugh (D.), « China's New High Command » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 43-67.

Shambaugh (D.), « Introduction : The Rise of China and Asia's New Dynamics » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 1-20.

Shambaugh (D.), « L'enjeu stratégique : de l'antagonisme à la compétition dans la coexistence » in Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, pp. 63-86.

Shambaugh (D.), « Return to the Middle Kingdom ? China and Asia in the Early Twenty-First Century » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 23-47.

Shan (Y.), « Taiwan's Presidential Election and Relations with the Mainland » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 1-8.

Shen (D.), « ASEAN-China FTA : Opportunities, Modalities and Prospects » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 208-228.

Shen (D.), « Systèmes d'armes et politiques de désarmement » in Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, pp. 87-99.

Shen (K.), « Dialectics of Defeating the Superior with the Inferior », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 213-220.

Shen (Z.), Zhang (H.) & Zhou (X.), « 21st-Century Naval Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 261-274.

Shen (Z.), Zhang (H.) & Zhou (X.), « The Military Revolution in Naval Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 275-284.

Sheng (L.), « Whither Cross-Strait Relations : Problems Generated by Taiwan's 2000 Presidential Election » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, pp. 52-100.

Shimshoni (J.), « Technology, Military Advantage, and World War I : A Case of Military Entrepreneurship » in Brown (M.), Côté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 195-223.

Shinn (J.), « Conditional Engagement with China » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 3-98.

Shirk (S.), « Asia-Pacific Regional Security : Balance of Power or Concert of Powers? » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 245-270.

Shultz (R.), « Crisis Response and Power Projection in Nonpermissive Environments and Asymmetrical Conflicts » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 41-54.

Simon (S.) & Ellings (R.), « A Postscript on U.S. Policy » in Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, pp. 221-226.

Simon (S.), « Asian Armed Forces : Internal and External Tasks and Capabilities » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 71-88.

Simon (S.), « Introduction » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 1-11.

Simon (S.), « The Parallel Tracks of Asian Multilateralism » in Ellings (R.) & Simon (S.), *Southeast Asian Security in the New Millennium*, pp. 13-33.

Simon (S.), « Whither Security Regionalism ? ASEAN and the ARF in the Face of New Security Challenges » in Acharya (A.) & Goh (E.), *Reassessing Security Cooperation in the Asia-Pacific : Competition, Congruence, and Transformation*, pp. 113-134.

Singh (D.), « Evolution of the Security Dialogue in the Asia-Pacific Region » in Da Cunha (D.), *Southeast Asian Perspectives on Security*, pp. 35-59.

Siverson (R.) & Miller (R.), « The Power Transition : Problems and Prospects » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 57-73.

Slocum (N.) & Van Langenhove (L.), « Identity and Regional Integration » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 137-152.

Smith (E.), « From Effect-Based Operations to Effect-Based Deterrence : Military Planning and Concept Development » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 309-336.

Smith (E.), « Network-Centric Warfare : What's the Point ? » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 229-246.

Smith (M.) & Uttley (M.), « The Changing Face of Maritime Power » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 185-192.

Smith (M.) & Uttley (M.), « Tradition and Innovation in Maritime Thinking » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 1-13.

Smith (S.), « Is the Truth Out There ? Eight Questions about International Order » in Paul (T.V.) & Hall (J.), *International Order and the Future of World Politics*, pp. 99-119.

Snidal (D.), « The Game Theory of International Politics » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 25-57.

Snyder (G.), « Process Variables in Neorealist Theory » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 167-192.

Snyder (J.) & Sagan (S.), « Correspondence : The Origins of Offence and the Consequences of Counterforce » in Brown (M.), Côté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 183-194.

Snyder (J.), « Civil-Military Relations and the Cult of the Offensive, 1914 and 1984 » in Brown (M.), Côté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp.119-157.

Snyder (J.), « Introduction » in Jervis (R.) & Snyder (J.), *Dominoes and Bandwagons: Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, pp. 3-19.

Snyder (S.), « Korea's Influence on Northeast Asian Major Power Relations » in Lampton (D.), *Major Power Relations in Northeast Asia : Win-Win or Zero-Sum Game*, pp. 97-112.

Söderbaum (F.) & Shaw (T.), « Conclusion : What Futures for New Regionalism ? » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 211-225.

Söderbaum (F.), « Introduction : Theories of New Regionalism » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 1-22.

Söderberg (M.), « Introduction » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 1-9.

Solingen (E.), « East Asian Regionalism Institutions : Characteristivs, Sources, Distinctiveness » in Pempel (T.J.), *Remapping East Asia, The Construction of a Region*, pp. 31-53.

Solingen (E.), « Economic Liberalization, Political Coalitions, and Emerging Regional Orders » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 68-101.

Solomon (R.) & Drennan (W.), « Conclusion : Forward to the Past ? » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 231-242.

Solomon (R.), « Who Will Shape the Emerging Structure of East Asia? » in Mandelbaum (M.), *The Strategic Quadrangle: Russia, China, Japan and the United States in East Asia*, pp. 196-208.

Spirtas (M.), « A House Divided : Tragedy and Evil in Realist Theory » in Frankel (B.), *Realism: Restatements and Renewal*, pp. 385-424.

Stadtmüller (E.), « Regional Dimensions of Security » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 104-119.

Steele (M.), « Asia and the Pacific Rim » in Shultz (R.) & Pfaltzgraff (R.), *The Role of Naval Forces in 21<sup>st</sup>-Century Operations*, pp. 113-120.

Stein (A.) & Lobell (S.), « Geostructuralism and International Politics : The End of Cold War and the Regionalization of International Security » in Lake (D.) & Morgan (P.), *Regional Orders, Building Security in a New World*, pp. 101-123.

Stokes (M.), « China's Military Space and Conventional Theater Missile Development: Implications for Security in the Taiwan Strait » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 107-188.

Stokes (M.), « The Chinese Joint Aerospace Campaign : Strategy, Doctrine, and Force Modernization » in Mulvenon (J.) & Finkelstein (D.), *China's Revolution in Doctrinal Affairs*, pp. 221-306.

Strange (S.), « Cave ! hic Dragones : A Critique of Regime Analysis » in Krasner (S.), *International Regimes*, pp. 337-354.

Streusand (D.), « Geopolitics versus Globalization » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 41-56.

Sudo (S.), « Toward a Japan-U.S.-ASEAN Nexus » in Nishihara (M.), *The Japan-U.S. Alliance: New Challenges for the 21<sup>st</sup> Century*, pp. 103-122.

Sung (N.), « The NICs and Competing Strategies of East Asian Regionalism » in Gamble (A.) & Payne (A.), *Regionalism & World Order*, pp. 207-246.

Sutter (R.), « China's Regional Strategy and Why It May Not Be Good for America » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 289-305.

Sutter (R.), « The Taiwan Crisis of 1995-96 and U.S. Domestic Politics » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 57-79.

Sutter (R.), « The U.S. Congress: Personal, Partisan, Political » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 79-112.

Sutter (R.), « The United States and the Changing East Asian Order : Implications for Taiwan's Ability to Deter Possible Threats from the Mainland » in Chang (P.) & Lasater (M.), *If China Crosses the Taiwan Strait*, pp. 99-119.

Swaine (M.), « China's Regional Military Posture » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 266-287.

Swaine (M.), « Chinese Decision-Making Regarding Taiwan, 1979-2000 » in Lampton (D.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform*, pp. 289-336.

Swaine (M.), « Taiwan's Defense Reforms and Military Modernization Program : Objectives, Achievements, and Obstacles » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 131-161.

Swartz (P.), « Meeting the Chinese Naval Challenge : Lessons from the 1980s » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 304-329.

Takahazu (K.), « The Japan-US Alliance in Evolution » in Armacost (M.) & Okimoto (D.), *The Future of America's Alliances in Northeast Asia*, pp. 35-49.

Takagi (S.), « The Asia-Pacific Nations : Searching for Leverage » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 241-268.

Takahara (A.), « Japan's Political Response to the Rise of China » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 157-176.

Takahashi (T.), « Economic Interdependence and Security in the East Asia-Pacific Region » in Mochizuki (M.), *Toward a True Alliance : Restructuring U.S.-Japan Security Relations*, pp. 96-134.

Takeda (Y.), « Japan's Copound Approach to Security Cooperation » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 88-105.

Talbott (S.), « U.S.-China Relations in a Changing World » in Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, pp. 1-12.

Tamamoto (M.), « Ambiguous Japan : Japanese National Identity at Century's End » in Ikenberry (G.J.) & Mastanduno (M.), *International relations Theory and the Asia-Pacific*, pp. 191-212.

Tan (A.), Walker (S.) & Yu (T.), « Risk Diversification : Ensuring Taiwan's Security » in Tan (A.), Chan (S.) & Jillson (C.), *Taiwan's National Security: Dilemmas and Opportunities*, pp. 119-133.

Tan (S.) & Cossa (R.), «Rescuing Realism from the Realists : A theoretical Note on East Asian Security » in Simon (S.), *The Many Faces of Asian Security*, pp. 15-48.

Tangredi (S.), « Conclusion : An Agenda for Research, A Menu for Choice » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 563-564.

Tangredi (S.), « Globalization and Sea Power : Overview and Context » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 1-23.

Tao (W.), « U.S. Policy Ambiguities and Current Cross-Strait Dilemmas » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 30-32.

Telhami (S.), « An Essay on Neorealism and Foreign Policy » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 105-118.

Thayer (B.), « Reply to Christopher Layne : The Strength of the American Empire » in Layne (C.) & Thayer (B.), *American Empire, A Debate*, pp. 103-120.

Thayer (B.), « The Case for the American Empire » in Layne (C.) & Thayer (B.), *American Empire, A Debate*, pp. 1-50.

Thayer (C.), « The Impact of a Conflict on China's Relations with Southeast Asia and Australia » in Scobell (A.), *The Costs of Conflict: The Impact on China of A Future War*, pp. 79-110.

Thompson (J.), « Amphibious Operations : Projecting Power Ashore » in Grove (E.) & Hore (P.), *Dimensions of Sea Power: Strategic Choices in the Modern World*, pp. 100-110.

Thompson (W.), « Balances of Power, Transitions, and Long Cycles » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 163-186.

Thornton (R.), « The United States and China: Time for a Change » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 309-322.

Tien (H.), « Improving Cross-Strait Relations : The ROC's Recent Goodwill Effects toward Mainland China and the Role of the US » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 237-238.

Tien (K.), « The DDP's Position on Cross-Strait Relations » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 67-74.

Till (G.), « Editorial Introduction » in Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, pp. 1-6.

Till (G.), « Maritime Power and the Twenty-First Century » in Till (G.), *Seapower: Theory and Practice*, pp. 176-199.

Till (G.), « Sir Julian Corbett and the Twenty-First Century : Ten Maritime Commandments » in Dorman (A.), Smith (M.) & Uttley (M.), *The Changing Face of Maritime Power*, pp. 19-32.

Tilly (C.), « International Communities, Secure or Otherwise » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 397-412.

Tkacik (J.), « Taiwan Politics and Leadership » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 219-234.

Tonnesson (S.), « The Economic Dimension : Natural Resources and Sea Lanes » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 54-61.

Tonnesson (S.), « The History of the Dispute » in Kivimaki (T.), *War or Peace in the South China Sea*, pp. 6-23.

Tow (W.), « Convergent Security Revisited : Reconciling Bilateral and Multilateral Security Approaches » in Tan (S.) & Acharya (A.), *Asia-Pacific Security Cooperation: National Interests and Regional Order*, pp. 19-32.

Tow (W.), « U .S. Strategic Capacities and Coercive Options » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 161-169.

Trachtenberg (M.), « The Bush Strategy in Historical Perspective » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 9-22.

Triplett (W.), « Potential Applications of PLA Information Warfare Capabilities to Critical Infrastructures » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 79-106.

Tsai (G.), « Dynamic Stability in Beijing-Taipei Relations » in Copper (J.), *Taiwan in Troubled Times*, pp. 123-145.

Tucker (N.), « Dangerous Strait : Introduction » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 1-15.

Tucker (N.), « More of the Same Despite an Election and a War » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 185-190.

Tucker (N.), « Strategic Ambiguity or Strategic Clarity ? » in Tucker (N.), *Dangerous Strait, the U.S.-Taiwan-China Crisis*, pp. 186-212.

Tucker (N.), « The Clinton Years : The Problem of Coherence » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 45-76.

Tumer (E.), « Russian-Chinese Relations in the Brave New World » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 235-238.

Turner (S.), « Designing a Modern Navy : A Workshop Discussion » in Alford (J.), *Sea Power and Influence: Old Issues and new Challenges*, pp. 66-73.

Tussie (D.), « Regionalism : Providing a Substance to Multilateralism ? » in Söderbaum (F.) & Shaw (T.), *Theories of New Regionalism, A Palgrave Reader*, pp. 99-116.

Uhlig (F.), « Fighting at and from the Sea : A Second Opinion » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 123-138.

Van Evera (S.), « The Cult of the Offensive and the Origins of the First World War » in Brown (M.), Coté (O.), Lynn-Jones (S.) & Miller (S.), *Offense, Defense, and War*, pp. 69-118.

Van Evera (S.), « Why Cooperation Failed in 1914 » in Oye (K.), *Cooperation under Anarchy*, pp. 80-117.

Van Evera (S.), « Why States Believe Foolish Ideas : Nonself-Evaluation by States and Societies » in Hanami (A.), *Perspectives on Structural Realism*, pp. 163-198.

Van Vranken Hickey (D.), « The Taiwan Strait Crisis of 1996, Implications for U.S. Security Policy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 277-296.

Vasquez (J.), « The New Debate on Balancing Power : A Reply to My Critics » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 87-112.

Vasquez (J.), « The Realist Paradigm and Degenerative versus Progressive Research Programs : An Appraisal of Neotraditional Research on Waltz's Balancing Proposition » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 23-48.

Vasquez (J.), « When Are Power Transitions Dangerous ? An Appraisal and Reformulations of Power Transition Theory » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 35-56.

Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), « What has Changed, and What hasn't Changed, since 9/11 ? » in Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, pp. 3-29.

Waeber (O.), « Insecurity, Security, and Asecurity in the West European non-war Community » in Adler (E.) & Barnett (M.), *Security Communities*, pp. 69-118.

Waldron (A.), « Back to Basis : The U.S. Perspective on Taiwan-PRC Relations » in Lilley (J.) & Downs (C.), *Crisis in the Taiwan Strait*, pp. 327-347.

Waldron (A.), « The Kosovo War: Implications for Taiwan » in Puska (S.), *People's Liberation Army After Next*, pp. 255-278.

Walt (S.), « American Primacy : Its Prospects and Pitfalls » in Dombrowski (P.), *Naval Power in the Twenty-First Century*, pp. 19-38.

Walt (S.), « Keeping the World 'Off Balance' : Self Restraint and U.S. Foreign Policy » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 121-154.

Walt (S.), « The Progressive Power of Realism » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 58-65.

Waltz (K.), « Evaluating Theories » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 49-57.

Waltz (K.), « Structural Realism after the Cold War » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 29-67.

Wanandi (J.), « China and Asia Pacific Regionalism » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 37-48.

Wanandi (J.), « Evolving Security Environment in Southeast Asia : An ASEAN Assessment » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 164-174.

Wang (B.) & Li (F.), « Information Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 327-342.

Wang (F.), « Beijing's Incentive Structure : The Pursuit of Preservation, Prosperity and Power » in Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, pp. 19-50.

Wang (G.), « China and Southeast Asia : The Context of a New Beginning » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 187-204.

Wang (J.) & Wang (Y.), « A Chinese Account : The Interaction of Policies » in Myers (R.), Oksenberg (M.), & Shambaugh (D.), *Making China Policy*, pp. 269-296.

Wang (J.), « China's Changing Role in Asia » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 3-22.

Wang (J.), « China's Multilateral Diplomacy in the New Millenium » in Wang (F.) & Deng (Y.), *China Rising: Power and Motivation in Chinese Foreign Policy*, pp. 159-200.

Wang (J.), « Coping with China as a Rising Power » in Shinn (J.), *Weaving the Net, Conditional Engagement with China*, pp. 133-174.

Wang (J.), « Readjusting to the China-Japan-U.S. Relationship: A Chinese Perspective » in Abramowitz (M.), Funabashi (Y.) Wang (J.), *China-Japan-U.S. Relations: New Challenges*, pp. 11-32.

Wang (N.), « Adhere to Active Defense and Modern People's War », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 37-44.

Wang (P.), « The Challenge of Information Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 317-326.

Wang (R.), « China's Foreign Trade Policy after WTO Accession » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 119-138.

Wang (Z.) & Li (Y.), « China-ASEAN Maritime Security Cooperation : Situations and Proposals » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 187-198.

Ward (D.), « The Changing Technological Environment » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 79-107.

Watson (C.), « The PLA and the Taiwan Issue » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 211-218.

Wayman (F.), « Power Shifts and the Onset of War » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 145-162.

Weeks (S.), « Sea Lines of Communication Security and Access » in Mack (A.), *A Peaceful Ocean? : Maritime Security in the Pacific in the Post-Cold War Era*, pp. 33-53.

Wei (W.), « Taiwan's Economic Impact Upon Mainland China » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 220-234.

Werner (S.) & Kugler (J.), « Power Transitions and Military Buildups : Resolving the Relationship between Arms Buildups and War » in Kugler (J.) & Lemke (D.), *Parity and War: Evaluations and Extensions of The War Ledger*, pp. 187-207.

White (L.), « PRC, ROC, and U.S. Interests: Can They be Harmonized » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 195-228.

Whiting (A.), « The PLA and China's Threat Perceptions » in Shambaugh (D.) & Yang (A.), *China's Military in Transition*, pp. 332-351.

Wihelm (A.), « The Military Component of the U.S.-China Relationship » in Flanagan (S.) & Marti (M.), *The People's Liberation Army and China in Transition*, pp. 285-307.

Williams (J.N.) & O'Brasky (J.), « A Naval Operational Architecture for Global Tactical Operations » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 517-534.

Wilner (A.) & Bolt (P.), « China's Nuclear Future in a Changing Environment » in Wilner (A.) & Bolt (P.), *China's Nuclear Future*, pp. 1-12.

Wilson (I.), « The PRC as a Non-Status Quo Power » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 213-225.

Wirtz (J.), « Introduction » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Nuclear Transformation : The New U.S. Nuclear Doctrine*, pp. 3-8.

Wirtz (J.), « Introduction » in Wirtz (J.) & Larsen (J.), *Rockets' Red Glare*, pp. 1-18.

Wirtz (J.), « The Balance of Power Paradox » in Paul (T.V.), Wirtz (J.) & Fortmann (M.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, pp. 127-149.

Wirtz (J.), « Will Globalization Sink the Navy ? » in Tangredi (S.), *Globalization and Maritime Power*, pp. 551-562.

Wohlforth (W.), « Measuring Power –and the Power Theories » in Vasquez (J.) & Elman (C.), *Realism and the Balancing of Power: A New Debate*, pp. 250-265.

Wohlforth (W.), « U.S. Strategy in a Unipolar World » in Ikenberry (G.J.), *America Unrivaled: The Future of the Balance of Power*, pp. 98-118.

Woodward (D.) & Darmosumarto (S.), « PLA Strategic Doctrine and Capabilities » in Vicziany (M.); Wright-Neville (P.) & Lentini (P.), *Regional Security in the Asia Pacific: 9/11 and after*, pp. 192-206.

Wortzel (L.), « The United States and East Asia : How the Taiwan Strait and China Affect U.S. Security Strategy » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 272-287.

Wu (G.), « Future Trends in Modern Operations », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 343-352.

Wu (J.), « Nuclear Shadow on High-Tech Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 137-146.

Wu (X.), « Four Contradictions Constraining China's Foreign Policy Behavior » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 58-65.

Wu (Y.), « Does Chen's Election Make any Difference? Domestic and International Copnstraints on Taipei, Washington, and Beijing » in Alagappa (M.), *Taiwan's Presidential Politics*, pp. 88-114.

Wyatt-Walter (A.), « Regionalism, Globalization, and World Economic Order » in Fawcett (L.) & Hurrell (A.), *Regionalism in World Politics: Regional Organization and International Order*, pp. 74-121.

Xia (L.), « US National Security Strategy and China-US Strategic Stability Framework » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 1-18.

Xu (S.), « Taiwan's Legislative and Local Elections : Their Meanings and Impacts » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 191-200.

Xu (S.), « The 1992 Consensus : A Review and Assessment of Consultations between the Association for Relations across the Taiwan Strait and the Straits Exchange Foundation » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 81-100.

Yahuda (M.), « Gerald Segal's Contribution » in Buzan (B.) & Foot (R.), *Does China Matter? A Reassessment*, pp. 1-10.

Yahuda (M.), « The Evolving Asian Order : The Accommodation of Rising Chinese Power » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 347-362.

Yahuda (M.), « The Limits of Economic Interdependence : Sino-Japanese Relations » in Johnston (A.) & Ross (R.), *New Directions in the Study of China's Foreign Policy*, pp. 162-185.

Yan (X.), « Increasing Danger from Lee to Chen » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 244-250.

Yang (A.), « Taiwan's Defensive Capacities » in Austin (G.), *Missile Diplomacy and Taiwan's Future*, pp. 143-159.

Yang (A.), « Taiwan's Preparation Against Beijing's Military Attacks » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 175-192.

Yang (C.), « Logistic Support for Regional Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 179-186.

Yang (D.), « Mirror for the Future or the History Card? » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 10-31.

Yang (G.), « Political Developments in the Rise of China » in Kokubun (R.) & Wang (J.), *The Rise of China and a Changing East Asian Order*, pp. 91-102.

Yang (H.), « China's Strategic Nuclear Weapons », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 131-136.

Yang (J.), « Bush Administration's Taiwan Policy : Evolution and Trends » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 201-206.

Yang (J.), « Impacts of Iraqi War on World Order and China's Responses » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 46-54.

Yang (P.), « Taiwan's Legal Status : Beyond the Unification-Independence Dichotomy » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 80-93.

Yang (P.), « The Taiwan That Can Say No : Taiwan's External and Cross-Strait Relations Since 1995 » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 113-133.

Yang (P.), « The U.S. East Asian Security Policy and Taiwan Security » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 87-115.

Yang (S.), « The Republic of China's Relations with the United States and Mainland China under the ROC's New Administration » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 239-243.

Yao (Y.) & Liu (H.), « Future Security Trends in the Asian-Pacific Region », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 95-104.

Yoshihara (T.), « U.S. Ballistic-Missile Defense and China's Undersea Nuclear Deterrent : A Preliminary Assessment » in Erickson (A.), Goldstein (L.), Murray (W.) & Wilson (A.), *China's Future Nuclear Submarine Force*, pp. 330-358.

Yu (B.), « China and Russia : Normalizing Their Strategic Partnership » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 228-246.

Yu (Q.), « The International Military Situation in the 1990s », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 69-84.

Yu (X.), « outlook for Economic Relations between the Chinese Mainland and Taiwan after Joining the World Trade Organization » in Zagoria (D.), *Breaking the China-Taiwan Impasse*, pp. 135-142.

Yuan (J.), « China's Pragmatic Approach to Nonproliferation Policy in the Post-Cold War Era » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 151-176.

Zagoria (D.), « The United States and the Asia-Pacific Region in the Post-Cold War Era » in Ross (R.), *East Asia in Transition, Toward a New Regional Order*, pp. 160-179.

Zelikow (P.), « American Engagement in Asia » in Blackwill (R.) & Dobb (P.), *America's Asian Alliances*, pp. 19-30.

Zhang (J.) & Yao (Y.), « Traditional Chinese Military Thinking : A Comparative Perspective » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 128-139.

Zhang (Q.), « Two Steps Forward, One Step Back : Domestic Politics and PRC's 'Dual Track' » in Hua (S.), *Reflections on the Triangular Relations of Beijing-Taipei-Washington Since 1995*, pp. 35-63.

Zhang (T.), « China : Towards Regional Actor and World Player » in Farrell (M.), Hettne (B.) & Van Langenhove (L.), *Global Politics of Regionalism*, pp. 237-251/

Zhang (X.), « Ways Towards East Asian FTA : The Significant Roles of ASEAN and China » in Saw (S.), Sheng (L.) & Chin (K.), *ASEAN-China Relations, Realities and Prospects*, pp. 68-89.

Zhang (Y.) & Tang (S.), « China's Regional Strategy » in Shambaugh (D.), *Power Shift: China and Asia's New Dynamics*, pp. 48-68.

Zhang (Y.), « 1999 : histoire d'une crise dans les relations sino-américaines » in Godement (F.), *Chine-Etats-Unis: Entre méfiance et pragmatisme*, pp. 21-42 ?

Zhao (G.), « China : Periphery and Strategy » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 67-78.

Zhao (G.), « The Two-State Theory: Myth or Reality » in Gong (G.), *Taiwan Strait Dilemmas*, pp. 65-79.

Zhao (H.), « New Situation in Central Asia and the Shanghai Cooperation Organization » in Shanghai Institute for International Studies, *China and Asia's Security*, pp. 19-32.

Zhao (N.), « Deng Xiaoping's Theory of Defense Modernization », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 11-18.

Zhao (Q.), « Sino-Japanese Relations in the Context of Beijing-Tokyo-Washington Triangle » in Söderberg (M.), *Chinese-Japanese Relations in the Twenty-First Century: Complementarity and Conflict*, pp. 32-51.

Zhao (S.), « Beijing's Perception of the International System and Foreign Policy Adjustment after the Tiananmen Incident » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 140-150.

Zhao (S.), « Changing Leadership Perceptions, the Adoption of a Coercive Strategy » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. pp. 99-126.

Zhao (S.), « Chinese Foreign Policy : Pragmatism and Strategic Behavior » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 3-20.

Zhao (S.), « Chinese Nationalism and Its Foreign Policy Ramifications » in Marsh (C.) & Dreyer (J.), *U.S.-China Relations in the Twenty-First Century: Policies, Prospects and Possibilities*, pp. 63-84.

Zhao (S.), « Chinese Nationalism and Pragmatic Foreign Policy Behavior » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 66-88.

Zhao (S.), « Economic Interdependence and Political Divergence, A Background Analysis of the Taiwan Strait Crisis » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 21-40.

Zhao (S.), « Introduction : Making Sense of the 1995-96 Crisis in the Taiwan Strait » in Zhao (S.), *Across the Taiwan Strait, Mainland China, Taiwan and the 1995-96 Crisis*, pp. 1-18.

Zhao (S.), « The Making of China's Periphery Policy » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 256-275.

Zheng (J.), « Managing China's Future Security Crises », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 105-114.

Zheng (S.) & Zhang (C.), « The Military Revolution in Air Warfare », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 297-310.

Zheng (W.), « Categories of Military Science », in Pillsbury (M.), *Chinese Views of Future Warfare*, pp. 205-212.

Zhu (M.), « Security Across the Taiwan Straits : China's Position in my Understanding » in Klinkner (K.), *The United States & Cross-Straits Relations : China, Taiwan and the US entering a new Century*, pp. 116-131.

Zi (Z.), « The Clash of Ideas : Ideology and Sino-U.S. Relations » in Zhao (S.), *Chinese Foreign Policy, Pragmatism and Strategic Behavior*, pp. 224-242.

## Articles.

Acharya (A.) & Stubbs (R.), « Theorizing Southeast Asian Relations : an Introduction », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 125-134.

Acharya (A.) & Tan (S.), « Betwixt Balance and Community : America, ASEAN, and the Security of Southeast Asia », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 6, no. 1, 2006, pp. 37-59..

Acharya (A.), « A Concert of Asia », *Survival*, vol. 41, no. 3, automne 1999, pp. 84-101.

Acharya (A.), « Is Anyone Still Not a Constructivist ? », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, no. 2, 2005, pp. 251-253.

Acharya (A.), « The Association of Southeast Asian Nations : 'Security Community' or 'Defence Community' ? », *Pacific Affairs*, vol. 64, no. 2, été 1991, pp. 159-178.

Acharya (A.), « Will Asia's Past Be Its Future ? », *International Security*, vol. 28, no. 3, hiver 2003-04, pp. 149-164.

Aggarwak (V.), « Building International Institutions in Asia-Pacific », *Asian Survey*, vol. 33, no. 11, novembre 1993, pp. 1029-1042.

Ahmad (Z.) & Ghoshal (B.), « The Political Future of ASEAN after the Asian Crisis », *International Affairs*, vol. 75, no. 4, octobre 1999, pp. 759-778.

Ahn (B.), « The Rise of China and the Future of East Asian Integration », *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 2, 2004, pp. 18-35.

Ahrari (M.E.), « U.S. Military Strategic Perspectives on the PRC: New Frontiers of Information-Based War », *Asian Survey*, vol. 37, no. 12, décembre 1997, pp. 1163-1180.

Akaha (T.), « Japan's Security Agenda in the Post-Cold War Era », *The Pacific Review*, vol. 8, no. 1, 1995, pp. 45-76.

Alatas (A.), « ASEAN in a Globalizing World », *Asia-Pacific Review*, vol. 8, no. 2, 2001, pp. 1-9.

Allen (K.), « China's Foreign Military Relations with Asia Pacific », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, pp. 645-662.

Almonte (J.), « ASEAN Must Speak with One Voice on the South China Sea », *PacNet*, no. 11, 17 mars 2000.

Arreguin-Toft (I.), « How the Weak Win Wars : A Theory of Asymmetric Conflict », *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, pp. 93-128.

Art (R.), « A Defensible Defense : America's Grand Strategy after the Cold War », *International Security*, vol. 15, no. 4, printemps 1991, pp. 5-53.

Art (R.), « Geopolitics Updated : The Strategy of Selective Engagement », *International Security*, vol. 23, no. 3, hiver 1998-99, pp. 79-113.

Art (R.), Brooks (S.), Wohlforth (W.), Lieber (K.) a Alexander (G.), « Correspondence : Striking the Balance », *International Security*, vol. 30, no. 3, hiver 2005-06, pp. 177-196.

Ash (R.) & Kueh (Y.), « Economic Integration within Greater China : Trade and Investment Flows between China, Hong Kong and Taiwan », *The China Quarterly*, no. 136, décembre 1993, p. 711-745.

Asher (D.), « Could Japan Become the 'Great Britain of the Far East ? » », *Asia-Pacific Review*, vol. 8, no. 2, 2001, pp. 112- 128.

Ashizawa (K.), « Japan's Approach Toward Asian Regional Security : from 'hub-and-spoke' Bilateralism to 'multi-tiered' », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 3, pp. 361-382.

Ayson( R.), « Regional Stability in the Asia-Pacific : Towards a Conceptual Understanding », *Asian Security*, vol. 1, no. 2, avril 2005, pp. 190-213.

Ba (A.), « Who's Socializing Whom ? Complex Engagement in Sino-ASEAN Relations », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 157-179.

Ball (D.), « Arms and Affluence :Military Acquisitions in the Asia-Pacific Region », *International Security*, vol. 18, no. 3, hiver 1993-94, pp. 78-112.

Banks (M.), « Systems Analysis and the Study of Regions », *International Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, décembre 1969, pp. 335, 360.

Batabyal (A.), « ASEAN's Quest for Security : A Theoretical Explanation », *International Studies*, vol. 41, no. 4, 2004, pp. 349-369.

- Bates (R.), « Area Studies and the Discipline : A Useful Controversy ? », *PS: Political Science and Politics*, vol. 30, no. 2, juin 1997, pp. 166-169.
- Beddoes (M.), « Logistical Implications of Operational Maneuver from the Sea », *Naval War College Review*, vol. 50, no. 4, automne 1997, pp. 32-48.
- Beier (M.), « Bear Facts and Dragon Boats : Rethinking the Modernization of Chinese Naval Power », *Contemporary Security Policy*, vol. 26, no. 2, 2005, pp. 287-316.
- Béja (J.-P.), « La politique étrangère de la Chine depuis Tian'anmen ou comment rivaliser avec les Etats-Unis », *Esprit*, décembre 2001, pp. 84-95.
- Benedict (J.), « The Unraveling and Revitalization of U.S. Navy Antisubmarine Warfare », *Naval War College Review*, vol. 58, no. 2, printemps 2005, pp. 92-120.
- Bennett (M.), « The People's Republic of China and the Use of International Law in the Spratly Islands Dispute », *Stanford Journal of International Law*, vol. 28, no. 2, pp. 425-450.
- Benson (B.) & Niou (E.), « Public Opinion, Foreign Policy, and the Security Balance in the Taiwan Strait », *Security Studies*, vol. 14, no. 2, 2005, pp. 274-289.
- Berger (T.), « From Sword to Chrysanthemum : Japan's Culture of Anti-militarism », *International Security*, vol. 17, no. 4, printemps 1993, pp. 119-150.
- Bert (W.), « Chinese Policies and U.S. Interests in Southeast Asia », *Asian Survey*, vol. 33, no. 3, mars 1993, pp. 317-332.
- Berton (P.), « International Subsystems, A Submacro Approach to International Studies », *International Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, décembre 1969, pp. 329-334.
- Betts (R.), « Is Strategy an Illusion ? », *International Security*, vol. 25, no. 2, automne 2000, pp. 5-50.
- Betts (R.), « Wealth, Power, and Instability : East Asia and the United States after the Cold War », *International Security*, vol. 18, no. 3, hiver 1993-94, pp. 34-77.
- Bi (J.), « The Role of the Military in the PRC Taiwan Policymaking : A Case Study of the Taiwan Strait Crisis of 1995-1996 », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 32, 2002, pp. 539-572.
- Blair (D.) & Hanley (J.), « From Wheels to Webs : Reconstructing Asia-Pacific Security Arrangements », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 1, hiver 2001, pp. 7-17.
- Blum (S.), « Chinese Views of US Hegemony », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 239-264.

Bolt (P.) & Brenner (C.), « Information Warfare across the Taiwan Strait », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 38, 2004, pp. 129-150.

Boswell (T.) a Sweat (M.), « Hegemony, Long Waves, and Major Wars : A Time Series Analysis of Systemic Dynamics, 1496-1967 », *International Studies Quarterly*, vol. 35, no. 2, juin 1991, pp. 123-149.

Boulding (K.), « Towards a Pure Theory of Threat Systems », *The American Economic Review*, vol. 53, no. 2, mai 1963, pp. 424-434.

Brecher (M.), « International Relations and Asian Studies, The Subordinate State System of Southern Asia », *World Politics*, vol. 15, no.2, janvier 1963, pp. 213-235.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : A Lull, and Some Complaints », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 69-76.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : A New Strategic Partnership is Declared », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 79-88.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : Beijing Pushes 'Asia for the Asians' », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 55-64.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : China Caps a Year of Gains », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 67-76.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : Courtship and Competition », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2002, pp. 60-66.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : Focus is Elsewhere, but Bonds Continue to Grow », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, pp. 67-73.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : Former Tigers under the Dragon's Spell », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 58-66.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : Gains for Beijing in an Otherwise Gloomy Quarter », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 56-63.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : On the Inside Track », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 79-88.

Breckon (L.), « China-Southeast Asia : SARS and a New Security Initiative from China », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 73-82.

Bremer (S.), « Dangerous Dyads : Conditions Affecting the Likelihood of Interstate War, 1816-1965 », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 36, no. 2, juin 1992, pp. 309-341.

Brodie (B.), « Strategy as an Art and a Science », *Naval War College Review*, vol. 51, no. 1, hiver 1998, pp. 26-38 [réimpression de l'article publié en 1959].

Brookes (P.), « Meeting 21st Century Security Challenges in Asia », *Heritage Lectures*, no. 913, 28 novembre 2005, pp. 1-4.

Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « American Primacy in Perspective », *Foreign Affairs*, vol. 81, no. 4, juillet-août 2002, pp. 20-33.

Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « From Old Thinking to New Thinking in Qualitative Research », *International Security*, vol. 26, no. 4, printemps 2002, pp. 93-111.

Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « Hard Times for Soft Balancing », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 72-118.

Brooks (S.) & Wohlforth (W.), « Power, Globalization, and the End of the Cold War : Reevaluating a Landmark Case for Ideas », *International Security*, vol. 25, no. 3, hiver 2000-01, pp. 5-53.

Broomfield (E.), « Perceptions of Danger : the China Threat Theory », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 265-284.

Brown (D.), « China-Taiwan : A Fragile Calm », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 68-75.

Brown (D.), « China-Taiwan : A Little Sunshine through the Clouds », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 77-86.

Brown (D.), « China-Taiwan : Beijing Keeps Its Cool », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 75-82.

Brown (D.), « China-Taiwan : Beijing Prefers to Tangle with the Opposition », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 83-90.

Brown (D.), « China-Taiwan : Campaign Fallout », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 89-98.

Brown (D.), « China-Taiwan : Chen Adopts a More Cautious Approach », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, pp. 74-81.

Brown (D.), « China-Taiwan : Chen Muddies Cross-Strait Waters », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 65-73.

Brown (D.), « China-Taiwan : Continuing to Inch Forward », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 85-92.

Brown (D.), « China-Taiwan : Deadlocked but Stable », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 91-100.

Brown (D.), « China-Taiwan : Despite Scandals, Some Small Steps », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 85-94.

Brown (D.), « China-Taiwan : Dialogue in Neutral ; Private Sector in Gear », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 62-69.

Brown (D.), « China-Taiwan : Dueling in the International Arena », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp.93-102.

Brown (D.), « China-Taiwan : Economics is Still the Story », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 64-70.

Brown (D.), « China-Taiwan : Election Drama and Implications », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 77-84.

Brown (D.), « China-Taiwan : Groping for a Formula for Cross-Strait Talks », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 73-81.

Brown (D.), « China-Taiwan : In the Throes of Campaign Politics », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 83-92.

Brown (D.), « China-Taiwan : Is China's Flexibility Tactical or Significant ? », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 77-84.

Brown (D.), « China-Taiwan : Missed Opportunities », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 85-94.

Brown (D.), « China-Taiwan : More Small Steps », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 87-96.

Brown (D.), « China-Taiwan : Negotiation Feelers and Defense Issues », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 67-74.

Brown (D.), « China-Taiwan : Of Economics and Elections », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 68-75.

Brown (D.), « China-Taiwan : Opposition Leaders Visit China », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 85-94.

Brown (D.), « China-Taiwan : Pernicious Presidential Politics », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 89-96.

Brown (D.), « China-Taiwan : Relaxed, but not Re-linked », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 76-83.

Brown (D.), « China-Taiwan : Strains over Cross-Strait Relations », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 89-98.

Brown (D.), « China-Taiwan : Taiwan Voters Set a New Course », *Comparative Connections*, vol.10, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2008, pp. 75-84.

Brown (D.), « China-Taiwan : The Shadow of SARS », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 83-90.

Brown (D.), « China-Taiwan : To Be Concerned or Not ? », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 83-92.

Brown (D.), « China-Taiwan : Triangular Cross-Currents », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2002, pp. 67-74.

Brown (D.), « China-Taiwan : Unproductive Military Posturing », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 87-96.

Brown (D.), « China-Taiwan : Will Cross-Strait Momentum Resume ? », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 79-86.

Brown (D.), « China-Taiwan : Wooing Washington », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 70-76.

Burgess (J.P.), « The Politics of the South China Sea : Territoriality and International Law », *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, pp. 7-10.

Burr (W.) & Richelson (J.), « Whether to 'Strangle the Baby in the Cradle' : The United States and the Chinese Nuclear Program, 1960-64 », *International Security*, vol. 25, no. 3, hiver 2000-01, pp. 54-99.

Buszynski (L.), « ASEAN's New Challenges », *Pacific Affairs*, vol. 70, no. 4, hiver 1997-98, pp. 555-577.

Buzan (B.), « Security Architecture in Asia : the Interplay of Regional and Global Levels », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 2, 2003, pp. 143-173.

Byman (D.), Cliff (R.) & Saunders (P.), « US Policy Options toward an Emerging China », *The Pacific Review*, vol. 12, no. 3, 1999, pp. 421-451.

Cabestan (J.-P.), « Integration without Reunification », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, 2002, pp. 95-103.

Cabestan (J.-P.), « Taiwan's Mainland Policy : Normalization, Yes ; Reunification, Later », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1260-1283.

Cai (K.), « The China-ASEAN Free Trade Agreement and Taiwan », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 45, 2005, pp. 585-598.

Campbell (K.) & Mitchell (D.), « Crisis in the Taiwan Strait ? », *Foreign Affairs*, vol. 80, no. 4, juillet-août 2001, pp. 14-25.

Campbell (K.) & Tatsumi (Y.), « In the Aftermath of the Storm : US Foreign Policy in the Wake of 9/11 and its Implications for the Asia-Pacific Region », *Asia-Pacific Review*, vol. 9, no. 2, 2002, pp. 31-44.

Campbell (K.) & Weitz (R.), « The Limits of U.S.-China Military Cooperation : Lessons from 1995–1999 », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 1, hiver 2005-06, pp. 169-186.

Campbell (K.), « Energizing the U.S.-Japan Security Partnership », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 4, automne 2000, pp. 125-134.

Cantori (L.) & Spiegel (S.), « International Regions : A Comparative Approach to Five Subordinate Systems », *International Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, décembre 1969, pp. 361-380.

Carlson (A.), « Constructing the dragon's scales: China's approach to territorial sovereignty and border relations in the 1980s and 1990s », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 37, 2003, pp. 677-698.

Carr (M.), « China and the Law of the Sea Convention », *The Australian journal of Chinese Affairs*, no. 9, janvier 1983, pp. 35-53.

Chan (S.), « Taiwan in 2004 : Electoral Contests and Political Stasis », *Asian Survey*, vol. 45, no. 1, janvier-février 2005, pp. 54-58.

Chan (S.), « Taiwan in 2005 : Strategic Interaction in Two-Level Games », *Asian Survey*, vol. 46, no. 1, janvier-février 2006, pp. 63-68.

Chang (C.), « Beyond the Unipolar Moment : Beijing's Reach in the South China Sea », *Orbis*, vol. 40, no. 3, été 1996, pp. 353-374.

Chang (P.), « Don't Dance to Beijing's Tune », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 103-106.

Chao (C.), « National Security vs. Economic Interests : Reassessing Taiwan's Mainland Policy under Chen Shui-bian », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 41, 2004, pp. 687-704.

Chao (C.), « One Step Forward, One Step Backward: Chen Shui-bian's Mainland Policy », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 34, 2003, pp. 125-143.

Chao (L.), Myers (R.) & Zhang (J.), « A China Divided since the Turnover of Political Power in Taiwan », vol. 15, no. 1, 2002, pp. 115-122.

Charney (J.) & Prescott (R.V.), « Resolving Cross-Strait Relations between China and Taiwan », *The American Journal of International Law*, vol. 94, no. 3, juillet 2000, pp. 453-477.

Chen (Q.), « The Taiwan Conundrum : Heading towards a New War ? », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 41, 2004, pp. 705-715.

Chen (Q.), « The Taiwan Strait Crisis : Its Crux and Solutions », *Asian Survey*, vol. 36, no. 11, novembre 1996, pp. 1055-1066.

Chen (R.), « China Perceives America: Perspectives of International Relations Experts », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 285-297.

Chen (X.), « Taiwan Investments in China and Southeast Asia : 'Go West, but also Go South' », *Asian Survey*, vol. 36, no. 5, mai 1996, pp. 447-467.

Cheng (J.), « China's ASEAN policy in the 1990s : Pushing for Regional Multipolarity », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 2, août 1999, pp. 176-204.

Cheng (T.) & Liao (Y.), « Taiwan in 1997 : An Embattled Government in Search of New Opportunities », vol. 38, no. 1, janvier 1998, pp. 53-63.

Cheow (E.), « Japan's Twin Challenges : Dealing with an ASEAN at the Crossroads and East Asian Regionalism », *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 1, 2003, pp. 30-43.

Chow (P.), Tuan (F.), Wang (Z.), « The Impact of WTO Membership on Economic/Trade Relations among the Three Chinese Economies : China, Hong Kong and Taiwan », *Pacific Economic Review*, vol. 6, no. 3, 2001, pp. 419-444.

Christensen (T.) & Snyder (J.), « Chain gangs and passed bucks: predicting alliance patterns in multipolarity » in *International Organization*, vol. 44, no. 2, printemps 1990, pp. 137-168.

Christensen (T.), « China, the U.S.-Japan Alliance, and the Security Dilemma in East Asia », *International Security*, vol. 23, no. 4, printemps 1999, pp. 49-80.

Christensen (T.), « Fostering Stability or Creating a Monster? The Rise of China and U.S. Policy toward East Asia », *International Security*, vol. 31, no. 1, été 2006, pp. 81-126.

Christensen (T.), « Posing Problems without Catching Up: China's Rise and Challenges for U.S. Security Policy », *International Security*, vol. 25, no. 4, printemps 2001, pp. 5-40.

Christensen (T.), « The Contemporary Security Dilemma : Deterring a Taiwan Conflict », *The Washington Quarterly*, vol. 25, no. 4, automne 2002, pp. 7-21.

Chu (S.), « National unity, Sovereignty and Territorial Integration », *The China Journal*, juillet 1996, pp. 98-102.

Chu (Y.), « Power Transition and the Making of Beijing's Policy towards Taiwan », *The China Quarterly*, no. 176, 2003, pp. 960-980.

Chu (Y.), « Taiwan in 2006 : A Year of Political Turmoil », *Asian Survey*, vol. 47, no. 1, janvier-février 2007, pp. 44-51.

Chu (Y.), « The Challenge of the 1997 Hong Kong Handover for Taiwan », *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 4, hiver 1999-2000, pp. 553-569.

Chung (C.), « The Diaoyu/Tiaoyutai/Senkaku Islands Dispute : Domestic Politics and the Limits of Diplomacy », *American Asian Review*, vol. 16, no. 3, automne 1998, pp. 135-164.

Clough (R.), « The Enduring Influence of the Republic of China on Taiwan Today », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1054-1071.

Collins (A.), « Forming a Security Community : Lessons from ASEAN », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 7, no. 2, 2007, pp. 203-225.

Cooke (M.), « The Politics of Greater China's Integration into the Global Information Technology (IT) Supply Chain », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, pp. 491-506.

Copeland (D.), « Theory and History in the Study of Major War », *Security Studies*, vol. 10, no. 4, été 2001, pp. 212-239.

Corcuff (S.), « Le Kuomintang, parti nationaliste taiwanais ? Quelques réflexions sur le 'paradoxe identitaire' à Taiwan », *Sens Public*, avril 2008, pp. 2-9.

Cossa (R.), « Mischief Reef : A Double Betrayal », *PacNet*, no. 49, 22 décembre 1998.

Cossa (R.), « Security Implications of Conflict in the South China Sea : Exploring Potential Triggers of Conflict », *PacNet*, no. 16, 18 avril 1998.

Crane (G.), « China and Taiwan : Not Yet 'Greater China' », *International Affairs*, vol. 69, no. 4, pp. 705-723.

Davis (J.), Finel (B.), Goddard (S.), Van Evera (S.), Glaser (C.) & Kaufman (C.), « Correspondence : Taking Offense at Offense-Defense Theory », *International Security*, vol. 23, no. 3, hiver 1998-99, pp. 179-206.

De Soysa (I.), Oneal (J.) & Park (Y.), « Testing Power Transition Theory Using Alternative Measures of National Capabilities » in *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 41, no. 4, août 1997, pp. 509-528.

De Soysa (I.), Oneal (J.) & Park (Y.), « Testing Power-Transition Theory Using Alternative Measures of National Capabilities », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 41, no. 4, août 1997, pp. 509-528.

DeBlois (B.), Garwin (R.) Kemp (R.S.) & Marwell (J.), « Space Weapons : Crossing the U.S. Rubicon », *International Security*, vol. 29, no. 2, automne 2004, pp. 50-84.

Deng (P.), « Taiwan's Restriction of Investment in China in the 1990s: A Relative Gains Approach », *Asian Survey*, vol. 40, no. 6, novembre-décembre 2000, pp. 958, 980.

Deng (Y.) & Gray (S.), « Introduction : Growing Pains –China Debates its International Future », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 5-16.

Deng (Y.), « Chinese Relations with Japan : Implications for Asia-Pacific Regionalism », *Pacific Affairs*, automne 1997, pp. 373-391.

Deng (Y.), « Hegemon on the Offensive : Chinese Perspectives on U.S. Global Strategy », *Political Science Quarterly*, vol. 116, no. 3, automne 2001, pp. 343-365.

Denoon (D.) & Colbert (E.), « Challenges for the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) », *Pacific Affairs*, vol. 71, no. 4, hiver 1998-99, pp. 505-523.

Dent (C.) « Taiwan and the New Regional Political Economy of East Asia », *The China Quarterly*, no. 182, 2005, pp. 385-406.

Dibb (P.), Hale (D.), Prince (P.), « The Strategic Implications of Asia's Economic Crisis », *Survival*, vol. 40, no. 2, été 1998, pp. 5-26.

DiCiccio (J.) & Levy (J.), « Power Shifts and Problem Shifts : The Evolution of the Power Transition Research Program », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, no. 6, décembre 1999, pp. 675-704.

Dickson (B.), « New Presidents Adjust Old Policies : US–Taiwan Relations under Chen and Bush », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 33, 2002, pp. 645-656.

Diehl (P.) & Goertz (G.), « Territorial Challenge and Militarized Conflict », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 32, no. 1, mars 1988, pp. 103-122.

Dittmer (L.), « Taiwan as a Factor in China's Quest for National Identity », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 49, 2006, pp. 671-686.

Dittmer (L.), « The Strategic Triangle : An Elementary Game-Theoretical Analysis », *World Politics*, vol. 33, no. 4, juillet 1981, pp. 485-515.

Djalal (H.), « Indonesia and the South China Sea Initiative », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 97-103.

Djalal (H.), « Options for Resolving Disagreements », *Marine Policy*, vol. 28, no. 1, 2004, pp. 83-87.

Dodge (P.), « China's Naval Strategy and Nuclear Weapons : The Risks of Intentional and Inadvertent Nuclear Escalation », *Comparative Strategy*, vol. 24, no. 5, 2005, pp. 415-430.

Dodge (P.), « Circumventing Sea Power : Chinese Strategies to Deter U.S. Intervention in Taiwan », *Comparative Strategy*, vol. 23, no. 4, 2004, pp. 391-409.

Doran (C.) & Parsons (W.), « War and the Cycle of Relative Power », *The American Political Science Review*, vol. 74, no. 4, décembre 1980, pp. 947-965.

Downs (E.) & Saunders (P.), « Legitimacy and the Limits of Nationalism : China and the Diaoyu Islands », *International Security*, vol. 23, no. 3, hiver 1998-99, pp. 114-146.

Downs (E.), « The Chinese Energy Security Debate », *The China Quarterly*, no. 177, 2004, pp. 21-41.

Dreyer (J.), « China's Power and Will : The PRC's Military Strength and Grand Strategy », *Orbis*, vol. 51, no. 4, automne 2007, pp. 651-664.

Dreyer (J.), « Sino-Japanese Relations » *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 28, 2001, pp. 373-385.

Eaton (S.) & Stubbs (R.), « Is ASEAN Powerful ? Neo-realist versus Constructivist Approaches to power in Southeast Asia », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 135-155.

Economy (E.), « China's Rise in Southeast Asia : Implications for the United States », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 44, 2005, pp. 409-425.

Elferink (A.), « The Islands in the South China Sea : How Does Their Presence Limit the Extent of the High Seas and the Area and the Maritime Zones of the Mainland Coasts ? », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 169-190.

Elleman (B.), « China's New 'Imperial' Navy », *Naval War College Review*, vol. 55, no. 3, été 2002, pp. 143-154.

Elman (C.), « Cause, Effect, and Consistency: A Response to Kenneth Waltz », *Security Studies*, vol. 6, no. 1, automne 1996, pp. 58-61.

Elman (C.), « Extending Offensive Realism : The Louisiana Purchase and America's Rise to Regional Hegemony », *American Political Science Review*, vol. 98, no. 4, novembre 2004, pp. 563-576.

Elman (C.), « Horses for Courses: Why *not* Neorealist Theories of Foreign Policy? », *Security Studies*, vol. 6, no. 1, automne 1996, pp. 7-53.

Elman (C.), « Horses for Courses: Why *not* Neorealist Theories of Foreign Policy? », *Security Studies*, vol. 6, no. 1, automne 1996, pp. 7-53.

Feigenbaum (E.), « China's Challenge to *Pax Americana* », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 3, été 2001, pp. 31-43.

Feigenbaum (E.), « Who's Behind China's High-Technology 'Revolution' ? How Bomb Makers Remade Beijing's Priorities, Policies, and Institutions », *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, pp. 92-126.

Fesharaki (F.), « Energy and the Asian Security Nexus » in *Journal of International Affairs*, vol. 53, no. 1, automne 1999, pp. 85-99.

Fewsmith (J.), « China in 1998 : Tacking to Stay in the Course », *Asian Survey*, vol. 39, no. 1, janvier-février 1999, pp. 99-113.

Fingar (T.), « Frustrations and Hopes : an American Perspective on United States-China Relations », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 331-337.

Foot (R.), « China's Regional Activism : Leadership, Leverage, and Protection », *Global Change, Peace and Security*, vol. 17, no. 2, juin 2005, pp. 141-153.

Foot (R.), « Chinese Power and the Idea of a Responsible State », *The China Journal*, no. 45, janvier 2001, pp. 1-19.

Foot (R.), « Chinese Strategies in a US-hegemonic Global Order : Accommodating and Hedging », *International Affairs*, vol. 82, no. 1, 2006, pp. 77-94.

Fravel (M.), « Regime Insecurity and International Cooperation; Explaining China's Compromises in Territorial Disputes », *International Security*, vol. 30, no. 2, automne 2005, pp. 46-83.

Friedberg (A.), « Ripe for Rivalry : Prospects for Peace in a Multipolar Asia », *International Security*, vol. 18, no. 3, hiver 1993-94, pp. 5-33.

Friedberg (A.), « The Future of U.S.-China Relations; Is Conflict Inevitable? », *International Security*, vol. 30, no. 2, automne 2005, pp. 7-45.

Friedman (E.), « Chinese Nationalism, Taiwan Autonomy and the Prospects of a Larger War », *Journal of Contemporary China*, vol. 6, no. 14, 1997, pp. 5-32.

Fu (Y.), « China and Asia in a New Era », *China: an International Journal*, vol. 1, no. 2, septembre 2003, pp. 304-312.

Fukushima (K.), « The Revival of 'Big Politics' in Japan », *International Affairs*, vol. 72, no. 1, janvier 1996, pp. 53-72.

- Funabashi (Y.), « Tokyo's Temperance », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 3, été 2000, pp. 135-144.
- Furtado (X.), « International Law and the Dispute over the Spratly Islands : Whither UNCLOS », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 3, décembre 1999, pp. 386-404.
- Gallagher (M.), « China's Illusory Threat to the South China Sea », *International Security*, vol. 19, no. 1, été 1994, pp. 169-194.
- Galser (B.), « Discussion of 'Four Contradictions Constraining China's Foreign Policy Behavior' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 303-308.
- Garnham (D.), « Dyadic International War 1816-1965 : The Role of Power Parity and Geographical Proximity », *The Western Political Quarterly*, vol. 29, no. 2, juin 1976, pp. 231-242.
- Garrett (B.) & Glaser (B.), « Chinese Apprehensions about Revitalization of the U.S.-Japan Alliance », *Asian Survey*, vol. 37, no. 4, avril 1997, pp. 383-402.
- Garrett (B.), « China Faces, Debates, the Contradictions of Globalization », *Asian Survey*, vol. 41, no. 3, mai-juin 2001, pp. 409-427.
- Garrett (B.), « US-China Relations in the Era of Globalization and Terror : a Framework for Analysis », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, pp. 389-415.
- Garver (J.), « China's Push through the South China Sea : The Interaction of Bureaucratic and National Interests », *The China Quarterly*, no. 132, décembre 1992, pp. 999-1028.
- Garver (J.), « The [former] Coming War with America », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 36, 2003, pp. 575-585.
- Geller (D.), « Power Differentials and War in Rival Dyads », *International Studies Quarterly*, vol. 37, no. 2, juin 1993, pp. 173-193.
- Geller (D.), « Power System Membership and Patterns of War », *International Political Science Review*, vol. 9, no. 4, octobre 1988, pp. 365-379.
- Gilboy (G.) & Heginbotham (E.), « China's Coming Transformation », *Foreign Affairs*, vol. 80, no. 4, juillet 2001, pp. 26-39.
- Gill (B.), « Discussion of 'China : A Responsible Great Power' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 27-32.
- Gill (B.), « Limited Engagement », *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 4, juillet 1999, pp. 65-76.

Gilson (J.), « Complex Regional Multilateralism : 'strategising' Japan's responses to Southeast Asia », *The Pacific Review*, vol. 17, no. 1, mars 2004, pp. 71-94.

Gjetnes (M.), « The Spratlys : Are They Rocks or Islands ? », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 191-204.

Glaser (B.), « Discussion of 'Four Contradictions Constraining China's Foreign Policy Behavior' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 303-308.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : A Familiar Pattern : Cooperation with a Dash of Friction », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 29-40.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Anxiety About Taiwan Hits New Highs », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 37-48.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Beginning to Thaw », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 14-20.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Bilateral Relations on Reasonably Sound Footing as 2000 and the Clinton Administration Come to a Close », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 19-26.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Bilateral Stability, but Challenges on China's Borders », *Comparative Connections*, vol.10, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2008, pp. 25-36.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Challenged by New Crises », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 13-21.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : China and the U.S. Disagree, but with Smiles », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, pp. 27-37.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : China Signals Irritation with U.S. Policy », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 25-36.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : China Welcomes Bush and Ponders a U.S. Invitation to be a Responsible Stakeholder », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 29-40.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Clinton and Jiang Hail PNTR passage, but Agree on Little Else », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 30-37.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Dialogue Boosts Ties, Even Without Results », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 33-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Discord on the Eve of the Bush-Hu Summit », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 37-48.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Disharmony Signals End to Post-Sept. 11 Honeymoon », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 27-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Face to Face in Shanghai : New Amity amid Perennial Differences », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 25-33.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : First Contact : Mid-Air Collision Cripples Sino-U.S. Relations », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 23-35.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : First Contact : Qian Qichen Engages in Wide-ranging, Constructive Talks with President Bush and Senior U.S. Officials », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 22-32.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : First Contact : Two Steps Forward, One Step Back », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2002, pp. 23-34.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Fleshing out the Candid, Cooperative, and Constructive Relationship », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 25-34.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Katrina Wreak Diplomatic Havoc, Too », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 27-40.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Old and New Challenges: ASAT Test, Taiwan, and Trade », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 29-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Playing up the Positive On the Eve of the Crawford Summit », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 23-33.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Pomp, Blunders, and Substance: Hu's Visit to the U.S. », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 33-46.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Product Safety Plagues the Relationship », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 27-40.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Progress Amidst Persisting Deep Suspicions », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 14-22.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Progress on PNTR Boost Relations, but Only Slightly », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 26-34.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Promoting Cooperation, Managing Friction », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 29-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Rice Seeks to Caution, Cajole, and Cooperate with Beijing », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 29-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Rice Visits Beijing, but Disappoints Her Hosts », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 37-46.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : SARS, Summitry, and Sanctions », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 31-42.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Slips of the Tongue and Parables », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 35-46.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Sustaining Cooperation : Security Matters Take Center Stage », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 25-36.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Taiwan Tops the Bilateral Agenda », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 24-30.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Terrorist Strikes Give U.S.-China Ties a Boost », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 27-34.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : The Best since 1972 or the Best Ever ? », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 33-46.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Two Bilateral Dialogue Mechanisms Manage Friction », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 31-46.

Glaser (B.), « U.S.-China Relations : Wen Jiabao's Visit Caps an Outstanding Year », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 37-48.

Glaser (C.) & Fetter (S.), « National Missile Defense and the Future of U.S. Nuclear Weapons Policy », *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, pp. 93-111.

Glaser (C.) & Kaufmann (C.), « What is the Offense-Defense Balance and Can We Measure it ? », *International Security*, vol. 22, no. 4, printemps 1998, pp. 44-82.

Glaser (C.), « Realists as Optimists : Cooperation as Self-Help », *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994-95, pp. 50-90.

Glaser (C.), « The Security Dilemma Revisited », *World Politics*, vol. 50, no. 1, octobre 1997, pp. 171-201.

Glosny (M.), « Heading toward a Win-Win Future ? Recent Developments in China's Policy toward Southeast Asia », *Asian Security*, vol. 2, no. 1, 2006, pp. 24-57.

Glosny (M.), « Strangulation from the Sea? A PRC Submarine Blockade of Taiwan », *International Security*, vol. 28, no. 4, printemps 2004, pp. 125-160.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : 'History Starts Here' », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 19-28.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : A Dream of a Quarter », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 21-32.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : A False Start ? », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 12-21.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : All is Good, If You Don't Look Too Close », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 17-24.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : An Oasis of Stability », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 13-22.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Battling the 'Koizumi Syndrome' », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 18-26.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Be Careful What You Wish For », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 17-26.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Calm amidst a 'C' of Troubles », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 23-36.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : How High is Up ? », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, pp. 16-26.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Koizumi Steals the Spotlight », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 14-22.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Making History the Hard Way », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 16-24.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Mr. Koizumi's Mandate », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 23-36.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Mr. Koizumi's Payback », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 27-36.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Planning Ahead », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 23-34.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Setting New Standards », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2002, pp. 14-22.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Staying the Course », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 19-28.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Still on a Roll », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 21-30.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : The Alliance Transformed ? », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 19-28.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : The Primacy of Politics », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 21-32.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Tokyo's Trial », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 19-26.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Unfinished Business », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 23-36.

Glosserman (B.), « U.S.-Japan Relations : Vindication! », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 15-24.

Godement (F.), « Escaping the Merchant/Missionary Dilemma : an Imperial Policy for the Asia-Pacific », vol. 16, no. 2, 2003, pp. 175-187.

Godwin (P.), « Chinese Military Strategy Revised : Local and Limited War », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 519, janvier 1992, pp. 191-201.

Godwin (P.), « From Continent to Periphery : PLA Doctrine, Strategy and Capabilities Towards 2000 », *The China Quarterly*, no. 146, juin 1996, pp. 464-487.

Goldstein (A.), « Great Expectations : Interpreting China's Arrival », *International Security*, vol. 22, no. 3, hiver 1997-98, pp. 36-73.

Goldstein (L.) & Murray (W.), « Undersea Dragons ; China's Maturing Submarine Force », *International Security*, vol 28, no. 4, printemps 2004, pp. 161-196.

Goldstein (S.) & Schriver (R.), « An Uncertain Relationship : The United States, Taiwan and the Taiwan Relations Act », no. 165, 2001, pp.147-172.

Goldstein (S.), « The Taiwan Strait: A Continuing Status Quo of Deadlock? », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, 2002, pp. 85-94.

Gomez (E.), « Marine Scientific Research in the South China Sea and Environmental Security », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 205-211.

Gong (G.) & Cossa (R.), « China-Taiwan : Across the Strait, Across the Years », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 47-53.

Gong (G.), « China-Taiwan : Cross-Strait Cross-Fire », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 61-66.

Gong (G.), « China-Taiwan : The Shadow of Kosovo Looms Large », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 42-46.

Gong (G.), « China-Taiwan : Washington Caught in the Middle... Again », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 45-49.

Green (M.) « U.S.-Japan Relations : Abe Shows the Right Stuff », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 23-32.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : An Unexpected Rough Patch », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 19-28.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Distracted Governments Make some Positive Progress », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 17-24.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Enter Abe Stage Right », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 19-28.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Fukuda Takes the Helm », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 19-26.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Not Bad for Auto-Pilot », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 9-13.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Preparing for New Teams in Tokyo and Washington... and a Muddy Field in Both Capitals », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 13-18.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Security and Economic Ties Stabilize before the Okinawa Summit », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 20-25.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Small but Important Steps », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 23-29.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Steadying the Alliance and Bracing for Elections », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 21-30.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Still in the Eye of the Hurricane ? », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 9-13.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Strong, but Stay Tuned », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 7-12.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : The Security Treaty at 40 –Strong but with Complaints about Back Pain », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 17-23.

Green (M.), « U.S.-Japan Relations : Working through Tough Issues », *Comparative Connections*, vol.10, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2008, pp. 17-24.

Green (M.), « U.S.-Japanese Relations after Koizumi : Convergence or Cooling? », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 4, automne 2006, pp. 101-110.

Grieco (J.), « Realist Theory and the Problem of International Cooperation : Analysis with an Amended Prisoner's Dilemma Model », *The Journal of Politics*, vol. 50, no. 3, pp. 600-624.

Gries (P.) & Christensen (T.), « Correspondence : Power and Resolve in U.S. China Policy », *International Security*, vol. 26, no. 2, automne 2001, pp. 5-40.

Gries (P.), « China's 'New Thinking' on Japan », *The China Quarterly*, no. 184, 2005, pp. 831-850.

Gries (P.), « Tears of Rage : Chinese Nationalist reactions to the Belgrade Embassy Bombing », *The China Journal*, no. 46, juillet 2001, pp. 25-43.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Finally Progress on the Feb. 13 Joint Agreement », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 47-54.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Forward on Trade as Nuclear Talks Sputter », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 49-58.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Good News Summit Kicks Disputes Down the Road », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 43-54.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : North Korea Rolls the Dice and Conducts Missile Tests », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 43-54.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : North Korea Tests a Nuke and Returns to the Six-Party Talks », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 43-54.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Progress, North and South », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 41-52.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Tensions Rise Over Sticks and Carrots », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 43-52.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : The Six-Party Talks: A Breakthrough at the Six-Party Talks », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 41-52.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : The Six-Party Talks: What Goes Up Can Also Come Down », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 41-48.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : To Test or Not to Test: Missile Politics », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 47-54.

Gross (D.), « U.S.–Korea Relations : Unexpected Progress on All Fronts », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 43-54.

Guan (A.), « ASEAN, China and the South China Sea Dispute : A Rejoinder », *Security Dialogue*, vol. 30, no. 4, 1999, pp. 425-430.

Guan (A.), « The South China Sea Dispute Revisited », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 54, no. 2, 2000, pp. 201-215.

Gupta (S.), « Chinese Strategies for Resolution of the Taiwan and South China Sea Disputes », *International Studies*, vol. 42, no. 3, pp. 246-264.

Haacke (J.), « Michael Leifer and the Balance of Power », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 1, mars 2005, pp. 43-69.

Haas (E.), « The Challenge of Regionalism », *International Organization*, vol. 12, no. 4, automne 1958, pp. 440-458.

Haas (M.), « International Subsystems: Stability and Polarity », *The American Political Science Review*, vol. 64, no. 1, mars 1970, pp. 98-123.

Halpern (N.), & Ho (S.), « Introduction : Cross-Strait Relations », *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 4, hiver 1999-2000, pp. 491-494.

Hamrin (C.) & Wang (Z.), « The Floating Island : Change of Paradigm on the Taiwan Question », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 39, 2004, pp. 339-349.

Harding (H.), « The Concept of 'Greater China': Themes, Variations and Reservations », *The China Quarterly*, no. 136, décembre 1993, pp. 660-686.

Harding (H.), « The Uncertain Future of US-China Relations », *Asia-Pacific Review*, vol. 6, no. 1, 1999, pp. 7-24.

Harris (S.), « The Taiwan Crisis : Some Basic Realities », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 129-134.

He (Y.), « History, Chinese Nationalism and the Emerging Sino-Japanese Conflict », *Journal of Contemporary*, vol. 16, no. 50, 2007, pp. 1-24.

Hearns (G.) & Stormont (W.), « Managing Potential Conflicts in the South China Sea », *Marine Policy*, vol. 20, no. 2, 1996, pp. 177-181.

Heginbotham (E.) & Samuels (R.), « Mercantile Realism and Japanese Foreign Policy », *International Security*, vol. 22, no. 4, printemps 1998, pp. 171-203.

Heginbotham (E.), « The Fall and Rise of Navies in East Asia: Military Organizations, Domestic Politics, and Grand Strategy » *International Security*, vol. 27, no. 2, automne 2002, pp.86-125.

Hellmann (D.), « The Emergence of an East Asian International Subsystem », *International Studies Quarterly*, vol. 13, no. 4, décembre 1969, pp. 421-434.

Hernandez (C.), « How Japan Can Contribute to a Peaceful World », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 1, 2005, pp. 87-102.

Herz (J.), « Idealist Internationalism and the Security Dilemma », *World Politics*, vol. 2, no. 2, janvier 1950, pp. 157-180.

Hiramatsu (S.), « China's Advances in the South China Sea : Strategies and Objectives », *Asia-Pacific Review*, vol. 8, no. 1, 2001, pp. 40-50.

Ho (S.) & Leng (T.), « Accounting for Taiwan's Economic Policy toward China », *Journal Contemporary China*, vol. 13, no. 41, 2004, pp. 733-746.

Holmes (J.) & Yoshihara (T.), « China's 'Caribbean' in the South China Sea », *SAIS Review*, vol. 26, no. 1, hiver-printemps 2006, pp. 79-92.

Holmes (J.) & Yoshihara (T.), « The Influence of Mahan upon China's Maritime Strategy », *Comparative Strategy*, vol. 24, no. 1, 2005, pp. 23-51.

Houweling (H.) & Siccama (J.), « Power Transitions and Critical Points as Predictors of Great Power Wars: Toward a Synthesis », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 35, no. 4, décembre 1991, pp. 642-658.

Houweling (H.) & Siccama (J.), « Power Transitions as a Cause of War », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 32, no. 1, mars 1988, pp. 87-102.

Howard (R.), « Discussion of 'The Chinese Security Concept and Its Historical Evolution' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 285-292.

Howe (C.), « The Taiwan Economy : The Transition to Maturity and the Political Economy of its Changing International Status », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1171-1195.

Howell (W.), « Why Japan Can't Lead », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, pp. 17-21.

Hsieh (J.), « How Far Can Taiwan Go ? », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, 2002, pp. 105-113.

Hsieh (J.), « National Identity and Taiwan's Mainland China Policy », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, pp. 479-490.

Hsiung (B.), « Coase Theorem and the Taiwan Strait Conflict », *Kyklos*, no. 57, 2004, pp. 505-518.

Hsiung (J.), « China's Omni-Directional Diplomacy : Realignment to Cope with Monopolar U.S. Power », *Asian Survey*, vol. 35, no. 6, juin 1995, pp. 573-586.

Huang (X.), « Managing Fluctuations in U.S.-China Relations: World Politics, National Priorities, and Policy Leadership », *Asian Survey*, vol. 40, no. 2, mars-avril 2000, pp. 269-295.

Hughes (C.), « Japan's Subregional Security and Defence Linkages with ASEANs, South Korea and China in the 1990s », *The Pacific Review*, vol. 9, no. 2, 1996, pp. 229-250.

Hughes (L.), « Why Japan Will Not Go Nuclear (Yet): International and Domestic Constraints on the Nuclearization of Japan », *International Security*, vol. 31, no. 4, printemps 2007, pp. 67-96.

Hughes (W.), « Naval Maneuver Warfare », *Naval War College Review*, vol. 50, no. 3, été 1997, pp. 25-49.

Hund (M.), « ASEAN Plus Three : Towards a New Age of Pan-Easr Asian Regionalism ? A skeptic's appraisal », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 3, 2003, pp. 383-417.

Hunter (R.), « After 9/11 : US Policy in Northeast Asia », *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 1, 2003, pp. 1-20.

Huntington (S.), « The Lonely Superpower », *Foreign Affairs*, vol. 78, no. 2, mars 1999, pp. 35-49.

Huntington (S.), « Why International Primacy Matters », *International Security*, vol. 17, no. 4, printemps 1993, pp. 68-83.

Huxley (T.), « A Threat in the South China Sea ? : A Rejoinder », *Security Dialogue*, vol. 29, no. 1, 1998, pp. 113-118.

Ikenberry (G.J.) & Tsuchiyama (J.), « Between Balance of Power and Community : the Future of Multilateral Security Cooperation in the Asia-Pacific », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 2, no. 1, pp. 69-94.

Ikenberry (G.J.), « Institutions, Strategic Restraint, and the Persistence of American Post-war Order », *International Security*, vol. 23, no. 3, hiver 1998-99, pp. 43-78.

Jaffe (A.) & Lewis (S.), « Beijing's Oil Diplomacy », *Survival*, vol. 44, no. 1, 2002, pp. 115-134.

Jakobson (L.), « A Greater Chinese Union », *The Washington Quarterly*, vol. 28, no. 3, été 2005, pp. 27-39.

Jannuzi (F.), « Discussion of 'US Global Strategy in the Post-Cold War Era' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 317-320.

Jervis (R.), « Correspondence : Thinking Systemically About China », *International Security*, vol. 31, no. 2, automne 2006, pp. 206-208.

Jervis (R.), « International Primacy : Is the Game Worth the Candle ? », *International Security*, vol. 17, no. 4, printemps 1993, pp. 52-67.

Jervis (R.), « Realism, Game Theory, and Cooperation », *World Politics*, vol. 40, no. 3, avril 1988, pp. 317-349.

Jervis (R.), « Realism, Neorealism, and Cooperation : Understanding the Debate » *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, pp. 42-63.

Jervis (R.), « The Future of World Politics : Will It Resemble the Past ? », *International Security*, vol. 16, no. 3, hiver 1991-92, pp. 39-73.

Ji (G.), « China Versus South China Sea Security », *PacNet*, no. 17, 24 avril 1998.

Ji (G.), « China Versus South China Sea Security », *Security Dialogue*, vol. 29, no. 1, 1998, pp. 101-112.

Ji (Y.), « China's Anti-Secession Law and the Risk of War in the Taiwan Strait », *Contemporary Security Policy*, vol. 27, no. 2, 2006, pp. 237-257.

Ji (Y.), « Nuclear Power in the post-Cold War Era : The Development of China's Nuclear Strategy », *Comparative Strategy*, vol. 18, no. 3, 1999, pp. 245-259.

Ji (Y.), « Taiwan in Political Calculations of the Chinese Leadership », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 119-125.

Jia (J.), « The Impact of 9-11 on Sino-US Relations : A Preliminary Assessment », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 3, no. 2, 2003, pp. 159-177.

Jia (Q.), « Changing Relations across the Taiwan Strait : Beijing's Perceptions », *Asian Survey*, vol. 32, no. 3, mars 1992, pp. 277-289.

Jia (Q.), « Frustrations and Hopes: Chinese Perceptions of the Engagement Policy Debate in the United States », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 321-330.

Jia (Q.), « Learning to Live with the Hegemon : Evolution of China's Policy toward the US since the End of the Cold War », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 44, 2005, pp. 395-407.

Jia (Q.), « Reflections on the Recent Tension in the Taiwan Strait », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 93-97.

Jie (C.), « China's Spratly Policy : With Special Reference to the Philippines and Malaysia », *Asian Survey*, vol. 34, no. 10, octobre 1994, pp. 893-903.

Jin (C.), « The US Global Strategy in the Post-Cold War Era and Its Implications for China-United States Relations: a Chinese perspective », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 309-315.

Job (B.), Liberte (A.) & Wallace (L.), « Assessing the Risks of Conflict in the PRC-ROC Enduring Rivalry », *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 4, hiver 1999-2000.

Joergensen (T.), « U.S. Navy Operations in Littoral Waters : 2000 and Beyond », *Naval War College Review*, vol. 51, no. 2, printemps 1998, pp. 20-29.

Joffe (J.), « 'Bismarck' or 'Britain' ? Toward an American Grand Strategy after Bipolarity », *International Security*, vol. 19, no. 4, printemps 1995, pp. 94-117.

Johnston (A.), « Is China a Status Quo Power? », *International Security*, vol. 27, no. 4, printemps 2003, pp. 5-56.

Johnston (A.), « China's New 'Old Thinking' : The Concept of Limited Deterrence », *International Security*, vol. 20, no. 3, hiver 1995-96, pp. 5-42.

Johnston (A.), « Thinking about Strategic Culture », *International Security*, vol. 19, no. 4, printemps 1995, pp. 32-64.

Jones (D.) & Smith (M.), « ASEAN's Imitation Community », *Orbis*, vol. 46, no. 1, hiver 2002, pp. 93-109.

Jones (D.) & Smith (M.), « Making Process, Not Progress : ASEAN and the Evolving East Asian Regional Order », *International Security*, vol. 32, no. 1, été 2007, pp. 148-184.

Joyner (C.), « The Spratly Islands Dispute : Rethinking the Interplay of Law, Diplomacy, and Geo-politics in the South China Sea », *International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 13, no. 2, 1998, pp. 193-236.

Kahler (M.), « Legalization as Strategy : The Asia-Pacific Case », *International Organization*, vol. 54, no. 3, été 2000, pp. 549-571.

Kaiser (K.), « The Interaction Regional Subsystems, Some Preliminary Notes on Recurrent Patterns and the Role of Superpowers », *World politics*, vol. 21, no. 1, octobre 1968, pp. 84-107.

Kamiya (M.), « Nuclear Japan : Oxymoron or Coming Soon ? », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no. 1, hiver 2002-03, pp. 63-75.

Kane (T.), « China's Foundations : Guiding Principles of Chinese Foreign Policy », *Comparative Strategy*, vol. 20, no. 1, 2001, pp. 45-55.

Kang (D.), « Getting Asia Wrong : The Need for New Analytical Frameworks », *International Security*, vol. 27, no. 4, printemps 2003, pp. 57-85

Kang (D.), « Hierarchy, Balancing, and Empirical Puzzles in Asian International Relations », *International Security*, vol. 28, no. 3, hiver 2003-04, pp. 165-180.

Karft (H.), « ASEAN and intra-ASEAN Relations : Weathering the Storm ? », *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, pp. 453-472.

Kastner (S.), « Ambiguity, Economic Interdependence, and the US Strategic Dilemma in the Taiwan Strait », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, 49, 2006, pp. 651-669.

Katsumata (H.), « Establishment of the ASEAN Regional Forum : Constructing a 'Talking Shop' or a 'Norm Brewery' ? », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 181-198.

Katzenstein (P.) & Okawara (N.), « Japan, Asian-Pacific Security, and the Case for Analytical Eclecticism », *International Security*, vol. 26, no. 3, hiver 2001-02, pp. 153-185.

Katzenstein (P.), « Hare and Tortoise : The Race Toward Integration », *International Organization*, vol. 25, no. 2, printemps 1971, pp. 290-295.

Kaufman (R.), « On the Uses and Abuses of history in International Relations Theory : David Copeland's *The Origins of Major Wars* », *Security Studies*, vol. 10, no. 4, été 2001, pp. 179-211.

Kawasaki (T.), « Neither Skepticism nor Romanticism : the ASEAN Regional Forum as a Solution for the Asia-Pacific Assurance Game », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 219-237.

Kawasaki (T.), « Postclassical Realism and Japanese Security Policy », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 2, 2001, pp. 221-240.

Kaysen (C.), « Is War Obsolete? », *International Security*, vol. 14, no. 4, printemps 1990, pp. 46-64.

Kenny (H.), « China and the Competition for Oil and Gas in Asia », *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 2, 2004, pp. 36-47.

Khong (Y.F.), « The Elusiveness of Regional Order : Leifer, the English School and Southeast Asia », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 1, mars 2005, pp. 23-41.

Khoo (N.), « Deconstructing the ASEAN Security Community : A Review Essay », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 4, no. 1, 2004, pp. 35-46.

Khoo (N.), Smith (M.), Shambaugh (D.), « Correspondence : China Engages Asia? Caveat Lector », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 196-213.

Khoo (N.), Smith (M.) & Shambaugh (D.), « Correspondence : China Engages Asia ? Caveat Lector », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 196-213.

Kim (D.), « Cooperative Maritime Security in Northeast Asia », *Naval War College Review*, vol. 52, no. 1, hiver 1999, pp. 53-77.

Kim (H.), « The 1992 Chinese Territorial Sea Law in the Light of the UN Convention », *The International and Comparative Law Quarterly*, vol. 43, no. 3, octobre 1994, pp. 894-904.

Kim (W.) & Morrow (J.), « When Do Power Shifts Lead to War ? », *American Journal of Political Science*, vol. 36, no. 4, novembre 1992, pp. 896-922.

Kim (W.), « Alliance Transitions and Great Power War », *American Journal of Political Science*, vol. 35, no. 4, novembre 1991, pp. 833-850.

Kim (W.), « Power Transitions and Great Power War from Westphalia to Waterloo », *World Politics*, vol. 45-no. 1, octobre 1992, pp. 153-172.

Kittichaisaree (K.), « A Code of Conduct for Human and Regional Security Around the South China Sea », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 131-147.

Kivimaki (T.), « The Long Peace of ASEAN », *Journal of Peace Research*, vol. 38, no. 1, 2001, pp. 5-25.

Klintonworth (G.), « China, Taiwan and the United States », *Global Change, Peace & Security*, vol. 13, no. 1, 2001, pp. 41-59.

Krauss (E.), « Japan, the US, and the Emergence of Multilateralism in Asia », *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, pp. 473-494.

Krauthammer (C.), « The Unipolar Moment Revisited » in *The National Interest*, no. 70, hiver 2002/03, pp. 5-17.

Kupchan (C.) & Kupchan (C.), « The Promise of Collective Security », *International Security*, vol. 20, no. 1, été 1995, pp. 52-61.

Kupchan (C.), « After Pax Americana : Benign Power, Regional Integration, and the Sources of a Stable Multipolarity », *International Security*, vol. 23, no. 2, automne 1998, pp. 40-79.

Kurlantzick (J.), « Is East Asia Integrating ? », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 4, automne 2001, pp. 19-28.

Kurlantzick (J.), « Pax Asia-Pacific ? East Asian Integration and Its Implications for the United States », *The Washington Quarterly*, vol. 30, no. 3, pp. 67-77.

Labrador (M.), « The Philippines in 2000 : In Search of a Silver Lining... », *Asian Survey*, vol. 41, no. 1, janvier-février 2001, pp. 221-229.

Labs (E.), « Beyond Victory: Offensive Realism and the Expansion of War Aims », *Security Studies*, vol. 6, no. 4, été 1997, pp. 1-49.

Lahneman (W.), « Changing Power Cycles and Foreign Policy Role-Power Realignment: Asia, Europe, and North America », *International Political Science Review*, vol. 24, no. 1, 2003, pp. 97-111.

Lake (D.), « Beyond Anarchy : The Importance of Security Institutions », *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, pp. 120-160.

Lam (P.), « Japan and the Spratlys Dispute : Aspirations and Limitations », *Asian Survey*, vol. 36, no. 10, octobre 1996, pp. 995-1010.

Lam (W.), « The Factional Dynamics in China's Taiwan Policy », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 116-118.

Layne (C.), « From Preponderance to Offshore Balancing : America's Future Grand Strategy », *International Security*, vol. 22, no. 1, été 1997, pp. 86-124.

Layne (C.), « Kant or Cant : The Myth of the Democratic Peace », *International Security*, vol. 19, no. 2, automne 1994, pp. 5-49.

Layne (C.), « The 'Poster Child for Offensive Realism': America as a Global Hegemon », *Security Studies*, vol. 12, no. 2, hiver 2002/03, pp. 120-164.

Layne (C.), « The Unipolar Illusion Revisited : The Coming End of the United States' Unipolar Moment », *International Security*, vol. 31, no. 2, automne 2006, pp. 7-41.

Layne (C.), « The Unipolar Illusion : Why New Great Powers Will Rise », *International Security*, vol. 17, no. 4, printemps 1993, pp. 5-51.

Lee (G.), « To Be Long or Not To Be Long –That is the Question: The contradiction of Time-Horizon in Offensive Realism », *Security Studies*, vol. 12, no. 2, hiver 2002/03, pp. 196-217.

Lee (J.), « China's Expanding Maritime Ambitions in the Western Pacific and the Indian Ocean », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 24, no. 3, décembre 2000, pp. 549-568.

Lee (L.), « China, the USA and the South China Sea Conflicts », *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, pp. 25-39.

- Lee (L.), « The South China Sea : China and Multilateral Dialogues », *Security Dialogue*, vol. 30, no. 2, 1999, pp. 165-178.
- Lee (P.), « China's Quest for Oil Security : Oil (Wars) in the Pipeline ? », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 2, juin 2005, pp. 265-301.
- Lee (W.), « US Arms Transfer Policy to Taiwan : From Carter to Clinton », *Journal of Contemporary China*, vol. 9, no. 23, 2000, pp. 53-75.
- Lei (D.), « China's New Multi-Faceted Maritime Strategy », *Orbis*, vol. 52, no. 1, hiver 2008, pp. 139-157.
- Leifer (M.), « Taiwan and South-East Asia : The Limits to Pragmatic Diplomacy », *The China Quarterly*, no. 165, 2001, pp. 173-185.
- Lemke (D.) & Reed (W.), « Power is not Satisfaction : A Comment on de Soysa, Oneal and Park », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 42, no. 4, août 1998, pp. 511-516.
- Lemke (D.) & Reed (W.), « The Relevance of Politically Relevant Dyads », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 45, no. 1, février 2001, pp. 126-144.
- Lemke (D.) & Werner (S.), « Power Parity, Commitment to Change, and War », *International Studies Quarterly*, vol. 40, no. 2, juin 1996, pp. 235-260.
- Lemke (D.), « The Continuation of History : Power Transition Theory and the End of the Cold War », *Journal of Peace Research*, vol. 34, no. 1, février 1997, pp. 23-36.
- Leng (T.), « Dynamics of Taiwan-Mainland China Economic Relations : The Role of Private Firms », *Asian Survey*, vol. 38, no. 5, mai 1998, pp. 494-509.
- Leng (T.), « Economic Globalization and IT Talent Flows across the Taiwan Strait », *Asian Survey*, vol. 42, no. 2, mars-avril 2002, pp. 230-250.
- Leng (T.), « Securing Economic Relations Across the Taiwan Straits : New Challenges and Opportunities », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 31, 2002, pp. 261-279.
- Leong (H.), « Rituals, Risks and Rivalries », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, pp. 683-694.
- Levy (J.), « Declining Power and the Preventive Motivation for War », *World Politics*, vol. 40, no. 1, octobre 1987, pp. 82-107.
- Lewis (J.) & Di (H.), « China's Ballistic Missile Programs : Technologies, Strategies and Goals », *International Security*, vol. 17, no. 2, automne 1992, pp. 5-40.

Lewis (J.) & Xue (L.), « China's Search for a Modern Air Force », *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, pp. 64-94.

Liberman (P.), « The Offense-Defense Balance, Interdependence, and War », *Security Studies*, vol. 9, no. 1, automne 1999, pp. 59-91.

Lieber (K.) & Alexander (G.), « Waiting for Balancing : Why the World Is Not Pushing Back », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 109-139.

Lieber (K.) & Press (D.), « The End of MAD ? The Nuclear Dimension of U.S. Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 4, printemps 2006, pp. 7-44.

Lieber (K.), « Grasping the Technological Peace : The Offense-Defense Balance and International Security », *International Security*, vol. 25, no. 1, été 2000, pp. 71-104.

Lim (R.), « The ASEAN Regional Forum : Building on Sand », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 20, no. 2, août 1998, pp. 115-136.

Lin (C.), « Taiwan's South China Sea Policy », *Asian Survey*, vol. 37, no. 4, avril 1997, pp. 323-339.

Lin (C.), « The Military Balance in the Taiwan Straits », *The China Quarterly*, no. 146, juin 1996, pp. 577-595.

Lin (W.) & Lin (P.), « Emergence of the Greater China Circle Economies : cooperation versus competition », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, pp. 695-710.

Lincoln (E.), « Japan : Using Power Narrowly », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 1, hiver 2003-04, pp. 111-127.

Lind (J.) & Christensen (T.), « Correspondence : Spirals, Security, and Stability in East Asia », *International Security*, vol. 24, no. 4, printemps 2000, pp. 190-200.

Lind (J.), « Pacifism or Passing the Buck ? Testing Theories of Japanese Security Policy », *International Security*, vol. 29, no. 1, été 2004, pp. 92-121.

Lindley (D.), « Avoiding Tragedy in Power Politics : The Concert of Europe, Transparency, and Crisis Management », *Security Studies*, vol. 13, no. 2, hiver 2003/04, pp. 195-229.

Lindsay (J.), O'Hanlon (M.), Glaser (C.) & Fetter (S.), « Correspondence : Limited National and Allied Missile Defense », *International Security*, vol. 26, no. 4, printemps 2002, pp. 190-201.

Liow (J.), « Malaysia-China Relations in the 1990s : The Maturing of a Partnership », *Asian Survey*, vol. 40, no. 4, juillet-août 2000, pp. 672-691.

Lobell (S.), « War is Politics : Offensive Realism, Domestic Politics, and Security Strategies », *Security Studies*, vol. 12, no. 2, hiver 2002/03, pp. 165-195.

Lynch (D.), « Taiwan's Democratization and the Rise of Taiwanese Nationalism as Socialization to Global Culture », *Pacific Affairs*, vol. 75, no. 4, hiver 2002-03, pp. 557-574.

Lynn-Jones (S.), « Offense-Defense Theory and its Critics », *Security Studies*, vol. 4, no. 4, été 1995, pp. 660-691.

Ma (L.), « Duiqi Guanxi Xin Siwei », *Zhanlüe yu Guanli*, 2002, no. 6, pp. 41-47.

Ma (Y.), « Qianxi Zhongguo yu Dongmeng Anquan Hezuo de Biyaoxing », *Dongnanya*, 2006, no. 2, pp. 18-23.

Ma (Y.), « La voie que je suivrai... », *Politique Internationale*, no. 119, printemps 2008, pp. 307-312.

Macdonald (D.), « Falling Dominoes and System Dynamics: A Risk Aversion Perspective » in *Security Studies*, vol. 3, no. 2, hiver 1993/94, pp. 225-258.

MacFarlane (S.N.) & Weiss (T.), « Regional Organizations and Regional Security », *Security Studies*, vol. 2, no. 1, automne 1992, pp. 6-37.

Magno (F.), « Environmental Security in the South China Sea », *Security Dialogue*, vol. 28, no. 1, 1997, pp. 97-112.

Mansfield (E.) & Milner (H.), « The New Wave of Regionalism », *International Organization*, vol. 53, no. 3, été 1999, pp. 589-627.

Martel (W.) & Yoshihara (T.), « Averting a Sino-U.S. Space Race », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no. 4, automne 2003, pp. 19-35.

Mastanduno (M.), « Preserving the Unipolar Moment : Realists Theories and U.S. Grand Strategy after the Cold War », *International Security*, vol. 21, no. 4, printemps 1997, pp. 49-88.

Mastel (G.), « China, Taiwan, and the World Trade Organization », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 3, été 2001, pp. 45-56.

Mauil (H.), « Reconciling China with International Order », *The Pacific Review*, vol. 10, no. 4, 1997, pp. 466-479.

McDevitt (M.), « China and the South China Sea – A Conference Summary Report », *PacNet*, no. 15, 16 avril 1999.

McDevitt (M.), « The Security Situation Across the Taiwan Strait : Challenges and Opportunities », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, p. 411-425.

McElroy (S.), « Failure to Resolve Marine Boundary Disputes Raises Tensions in SE Asia », *Marine Policy*, vol. 16, no. 6, novembre 1992, pp. 488-490.

McVadon (E.), « China's Maturing Navy », *Naval War College Review*, vol. 59, no. 2, printemps 2006, pp. 90-107.

Mearsheimer (J.), « A Realist Reply », *International Security*, vol. 20, no. 1, été 1995, pp. 82-93.

Mearsheimer (J.), « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, vol. 15, no. 1, été 1990, pp. 5-56.

Mearsheimer (J.), « The False Promise of International Institutions », *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994-95, pp. 5-49.

Mearsheimer (J.), « Why We Will Soon Miss the Cold War », *The Atlantic Monthly*, vol. 266, no. 2, août 1990, pp. 35-50.

Mearsheimer (J.), « The Future of the American Pacifier », *Foreign Affairs*, vol. 80, no. 5, septembre 2001, pp. 46-61.

Medeiros (E.) & Taylor (F.), « China's New Diplomacy », *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 6, novembre 2003, pp. 22-35.

Medeiros (E.), « Strategic Hedging and the Future of Asia-Pacific Stability », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 1, hiver 2005-06, pp. 145-167.

Midford (P.), « China Views the Revised US-Japan Defense Guidelines : Popping the Cork », *International Relations of Asia-Pacific*, vol. 4, no. 1, 2004, pp. 113-145.

Midford (P.), « Japan's Leadership Role in East Asian Security Multilateralism : the Nakayama Proposal and the Logic of Reassurance », *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, pp. 367-397.

Midford (P.), « The Logic of Reassurance and Japan's Grand Strategy », *Security Studies*, vol. 11, no. 3, printemps 2002, pp. 1-43.

Miller (B.), « The Global Sources of Regional Transitions from War to Peace », *Journal of Peace Research*, vol. 38, no. 2, mars 2001, pp. 199-225.

Montaperto (R.) & Zhang (M.), « The Taiwan Issue : A Test of Sino-U.S. Relations », *Journal of Contemporary China*, vol. 4, no. 9, été 1995, pp. 3-21.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Assurance and Reassurance », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 69-76.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Building Integration ? », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 69-82.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Dancing with China », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 73-84.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Find New Friends, Reward Old Ones, but Keep Them All in Line », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 77-86.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Smoothing the Wrinkles », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 79-90.

Montaperto (R.), « China-Southeast Asia : Thinking Globally, Acting Regionally », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 75-88.

Moon (B.), « Regionalism is Back ! Now What? », *Mershon International Studies Review*, vol. 42, no. 2, novembre 1998, pp. 338-342.

Moul (W.), « Balances of Power and European Great Power War, 1815-1939 : A Suggestion and Some Evidence », *Canadian Journal of Political Science*, vol. 18, no. 3, septembre 1985, pp. 481-528.

Mulgan (A.), « Why Japan Still Matters », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 2, 2005, pp. 104-121.

Murata (K.), « US Military Strategy and East Asia », *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 2, 2003, pp. 52-59.

Myers (R.), « A New Chinese Civilization : The Evolution of the Republic of China on Taiwan », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1072-1090.

Narine (S.), « ASEAN and the ARF : The Limits of the 'ASEAN Way' », *Asian Survey*, vol. 37, no. 10, octobre 1997, pp. 961-978.

Narine (S.), « ASEAN and the Management of Regional Security », *Pacific Affairs*, vol. 71, no. 2, été 1998, pp. 195-214.

Narine (S.), « The English School and ASEAN », *The Pacific Review*, vol. 19, no. 2, juin 2006, pp. 199-218.

Nathan (A.), « China's Goals in the Taiwan Strait », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 87-93.

Nathan (A.), « What's Wrong with American Taiwan Policy », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, pp. 93-106.

Nguyen (H.), « The 2002 Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea: A Note », *Ocean Development & International Law*, vol. 34, no. 3/4, 2001, pp. 279-285.

Nguyen (H.), « Vietnam and the Code of Conduct for the South China Sea », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 105-130.

Nischalke (T.), « Does ASEAN Measure up ? Post-Cold War Diplomacy and the Idea of Regional Community », *The Pacific Review*, vol. 15, no. 1, 2002, pp. 89-117.

Noess (T.), « Environmental Cooperation around the South China Sea : the Experience of the South China Sea Workshops and the United Nations Environment Programme's Strategic Action Programme », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, pp. 553-573.

Nordhaug (K.), « Explaining Taiwan's Policies in the South China Sea, 1988-99 », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, pp. 487-508.

Nye (J.), « Patterns and Catalysts in Regional Integration », *International Organization*, vol. 19, no. 4, automne 1965, pp. 870-884.

O'Hanlon (M.), « Why China Cannot Conquer Taiwan », *International Security*, vol. 25, no. 2, automne 2000, pp. 51-86.

O'Hanlon (M.), Goldstein (L.) & Murray (W.), « Correspondence : Damn the Torpedoes : Debating Possible U.S. Navy Losses in a Taiwan Scenario », *International Security*, vol. 29 no. 2, automne 2004 pp. 202-206.

Odgaard (L.), « Deterrence and Co-operation in the South China Sea », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 23, no. 222, août 2001, pp. 292-306.

Odgaard (L.), « The South China Sea : ASEAN's Security Concerns About China », *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, pp. 11-24.

Oka (T.), « US-Japan Alliance : the Political Dimension », vol. 8, no. 1, 2001, pp. 10-20.

Okamoto (Y.), « Japan and the United States : The Essential Alliance », *The Washington Quarterly*, vol. 25, no. 2, printemps 2002, pp. 59-72.

Okawara (N.) & Katzenstein (P.), « Japan and Asian-Pacific Security : Regionalization, Entrenched Bilateralism and Incipient Multilateralism », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 2, 2001, pp. 165-194.

Okazaki (H.), « China : A Function of the Japan-US alliance », *Asia-Pacific Review*, vol. 3, no. 1, 1996, pp. 45-50.

Olson (M.) & Zeckhauser (R.), « An Economic Theory of Alliances » in *The Review of Economics and Statistics*, vol. 48, no. 3, août 1966, pp. 266-279.

Oneal (J.), de Soysa (I.) & Park (Y.), « But Power and Wealth Are Satisfying : A Reply to Lemke and Reed », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 42, no. 4, août 1998, pp. 517-520.

Osius (T.), « Discussion of 'The Rise of China in Chinese Eyes' », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 41-44.

Paal (D.), « The United States and Asia in 1999 : Ending the 20th Century », *Asian Survey*, vol. 40, no. 1, janvier-février 2000, pp. 1-15.

Pan (Z.), « US Taiwan Policy of Strategic Ambiguity : A Dilemma of Deterrence », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 387-407.

Pape (R.), « Soft Balancing against the United States », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 7-45.

Paul (T.V.), « Soft Balancing in the Age of U.S. Primacy », *International Security*, vol. 30, no. 1, été 2005, pp. 46-71.

Peou (S.), « Realism and constructivism in Southeast Asian Security Studies Today : A Review Essay », vol. 15, no. 1, 2002, pp. 119-138.

Perkovich (G.), « Bush's Nuclear Revolution, A Regime Change in Nonproliferation », *Foreign Affairs*, vol. 82, no. 2, mars-avril 2003, pp. 2-8.

Peterson (A.), « Dangerous Games across the Taiwan Strait », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 2, printemps 2004, pp. 23-41.

Pollack (J.), « China's Taiwan Strategy : A Point of No Return ? », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 111-116.

Pollack (J.), « Chinese Military Power : What Vexes the United States and Why ? », *Orbis*, vol. 51, no. 4, automne 2007, pp. 635-650.

Pollack (J.), « Chinese Security in the Post-11 September World: Implications for Asia and the Pacific », *Asia-Pacific Review*, vol. 9, no. 2, 2002, pp. 12-30.

Posen (B.), « Command of the Commons : The Military Foundation of U.S. Hegemony », *International Security*, vol. 28, no. 1, été 2003, pp. 5-46.

Powell (R.), « Absolute and Relative Gains in International Relations Theory », *American Political Science Review*, vol. 85, no. 4, décembre 1991, pp. 1303-1320.

Press-Barnathan (G.), « The Lure of Regional Security Arrangements : The United States and Regional Security Cooperation in Asia and Europe », *Security Studies*, vol. 10, no. 2, hiver 2000/01, pp. 49-97.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : A Search for Understanding », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 60-65.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : A Volatile Mix : Natural Gas, a Submarine, a Shrine, and a Visa », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 119-134.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : All about Gyoza: Almost all the Time », *Comparative Connections*, vol.10, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2008, pp. 109-120.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Bridges to the Future, Reflections on the Past », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp.119-128.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Congratulations, Concern, Competition, and Cooperation », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 103-112.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Cross Currents », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2003, pp. 101-110.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Cross Currents », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 119-132.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Dialogue of the Almost Deaf », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2004, pp. 103-116.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : From Precipice to Promise », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 89-96.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Ice Breaks at the Summit », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 125-140.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Looking Beyond Koizumi », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 119-134.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : New Year, Old Problems, Hope for Wen », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 117-132.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : No End to History », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 119-132.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : No Escaping History –or the Future », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 74-80.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Not Quite All about Sovereignty –But Close », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 123-134.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Not The Best Of Times », *Comparative Connections*, vol. 6, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2004, pp. 117-128.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Old Issues... and New Approaches ? », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 89-98.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Political Breakthrough and the SARS Outbreak », *Comparative Connections*, vol. 5, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2003, pp. 109-118.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Politics in Command », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 115-124.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Politics in Command: Part 2 », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 109-122.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Progressing, but Still Facing History », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 57-62.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Searching for a Summit », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 123-138.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Slowed but not Soured », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 53-56.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Smoother Sailing across Occasional Rough Seas », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2002 pp. 92-101.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Spiraling Downward », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 92-100.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Spring Thaw », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 117-126.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Summer Calm », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 117-128.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : The Good, the Bad, and... Japan-China Relations », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 95-104.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : The Past is Always Present », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 93-103.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : The Zhu Visit and After... Efforts to Steady the Course », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 78-87.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Toward the 30th Anniversary », *Comparative Connections*, vol. 4, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2002, pp. 94-102.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Trouble Starts with 'T' », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 93-103.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Trying to Get Beyond Yasukuni », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 109-122.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Waiting for Zhu », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 92-101.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Wen in Japan: Ice Melting But... », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 131-146.

Przystup (J.), « Japan-China Relations : Yasukuni Stops Everything », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 109-122.

Rasler (K.) & Thompson (W.), « Technological Innovation, Capability Positional Shifts, and Systemic War », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 35, no. 3, septembre 1991, pp. 412-442.

Rawnsley (G.), « Old Wine in New Bottles : China-Taiwan Computer-Based 'Information Warfare' and Propaganda », *International Affairs*, vol. 81, no. 5, 2005, pp. 1061-1078.

Rhodes (E.), « '... From the Sea' and Back Again : Naval Power in the Second American Century », *Naval War College Review*, vol. 52, no. 2, printemps 1999, pp. 13-54.

Rigger (S.), « Taiwan in 2002 : Another Year of Political Droughts and Typhoons », *Asian Survey*, vol. 43, no. 1, 2003, pp. 41-48.

Rigger (S.), « Taiwan in 2003 : Plenty of Clouds, Few Silver Linings », *Asian Survey*, vol. 44, no. 1, 2004, pp. 182-187.

Rigger (S.), « Taiwan Rides the Democratic Dragon », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, pp. 107-118.

Rodriguez (R.), « Conduct Unbecoming in the South China Sea ? », *PacNet*, no. 22A, 21 mai 2004.

Romberg (A.), « Election 2008 and the Future of the Cross-Strait Relations », *China Leadership Monitor*, no. 21, 2008, pp. 1-29.

Rose (C.), « 'Patriotism is not Taboo' : Nationalism in China and Japan and Implications for Sino-Japanese Relations », *Japan Forum*, vol. 12, no. 2, 2000, pp. 169-181.

Rose (C.), « The Textbook Issue : Domestic Sources of Japan's Foreign Policy », *Japan Forum*, vol. 11, no. 2, 1999, pp. 205-216.

Ross (R.), « Balance of Power Politics and the Rise of China : Accommodation and Balancing in East Asia », *Security Studies*, vol. 15, no. 3, juillet-septembre 2006, pp. 355-395.

Ross (R.), « Explaining Taiwan's Revisionist », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, pp. 443-458.

Ross (R.), « Navigating the Taiwan Strait : Deterrence, Escalation Dominance, and U.S.-China Relations », *International Security*, vol. 27, no. 2, automne 2002, pp. 48-85.

Ross (R.), « The 1995-96 Taiwan Strait Confrontation : Coercion, Credibility, and the Use of Force », *International Security*, vol. 25, no. 2, automne 2000, pp. 87-123.

Ross (R.), « The Geography of the Peace : East Asia in the Twenty-First Century », *International Security*, vol. 23, no. 4, printemps 1999, pp. 81-118.

Roy (D.), « China's Reaction to American Predominance », *Survival*, vol. 45, no. 3, automne 2003, pp. 57-78.

Roy (D.), « Hegemon on the Horizon ? China's Threat to East Asian Security », *International Security*, vol. 19, no. 1, été 1994, pp. 149-168.

Roy (D.), « Tensions in the Taiwan Strait », *Survival*, vol. 42, no. 1, printemps 2000, pp. 76-96.

Roy (D.), « The 'China Threat' Issue : Major Arguments », *Asian Survey*, vol. 36, no. 8, août 1996, pp. 758-771.

Roy (D.), « The Sources and Limits of Sino-Japanese Tensions », *Survival*, vol. 47, no. 2, été 2005, pp. 191-214.

Rüland (J.), « ASEAN and the Asian Crisis : Theoretical Implications and Practical Consequences for Southeast Asian Regionalism », *The Pacific Review*, vol. 13, no. 3, 2000, pp. 421-451.

Rüland (J.), « The Nature of Southeast Asian Security Challenges », *Security Dialogue*, vol. 36, no. 4, décembre 2005, pp. 545-563.

Samuels (R.), « Japan's Goldilocks Strategy », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 4, automne 2006, pp. 111-127.

Samuels (R.), « Securing Japan : The Current Discourse », *Journal of Japanese Studies*, vol. 33, no. 1, 2007, pp. 125-153.

San Pablo-Baviera (A.), « The China Factor in US Alliances in East Asia and the Asia Pacific », *Australian Journal of International Relations*, vol. 57, no. 2, juillet 2003, pp. 339-352.

Schweller (R.) & Wohlforth (W.), « Power Test : Evaluating Realism in Response to the End of the Cold War », *Security Studies*, vol. 9, no. 3, printemps 2000, pp. 60-107.

Schweller (R.), « Bandwagoning for Profit : Bringing the Revisionist State Back In », *International Security*, vol. 19, no. 1, été 1994, pp. 72-107.

Schweller (R.), « The Problem of International Order Revisited : A Review Essay », *International Security*, vol. 26, no. 1, été 2001, pp. 161-186.

Schweller (R.), « Unanswered Threats : A Neoclassical Realist Theory of Underbalancing », *International Security*, vol. 29, no. 2, automne 2004, pp. 159-201.

Scobell (A.), « Show of Force : Chinese Soldiers, Statesmen, and the 1995-1996 Taiwan Strait Crisis », *Political Science Quarterly*, vol. 115, no. 2, été 2000, pp. 227-246.

Segal (A.), « Practical Engagement : Drawing a Fine Line for U.S.-China Trade », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 3, été 2004, pp. 157-173.

Segal (G.), « East Asia and the 'Constraint' of China », *International Security*, vol. 20, no. 4, printemps 1996, pp. 107-135.

Self (B.), « China and Japan : A Façade of Friendship », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no. 1, hiver 2002-03, pp. 77-88.

Senese (P.), « Chinese Acquisition of the Spratly Archipelago and Its Implications for the Future », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 22, no. 1, 2005, pp. 79-94.

Shambaugh (D.), « A Matter of Time : Taiwan's Eroding Military Advantage », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no., printemps 2000, pp. 119-133.

Shambaugh (D.), « China and the Korean Peninsula : Playing for the Long Term », *The Washington Quarterly*, vol. 26, no. 2, printemps 2003, pp. 43-56.

Shambaugh (D.), « China Engages Asia : Reshaping the Regional Order », *International Security*, vol. 29, no. 3, hiver 2004-05, pp. 64-99.

Shambaugh (D.), « China's Military Views the World : Ambivalent Security », *International Security*, vol. 24, no. 3, hiver 1999-2000, pp. 52-79.

Shambaugh (D.), « Containment or Engagement of China ? Calculating Beijing's Responses », *International Security*, vol. 21, no. 2, automne 1996, pp. 180-209.

Shambaugh (D.), « Introduction : Imagining Demons : The Rise of Negative Imagery in US-China Relations », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 35, 2003, pp. 235-237.

Shambaugh (D.), « Taiwan's Security : Maintaining Deterrence amid Political Accountability », *The China Quarterly*, no. 148; décembre 1996; pp. 1284-1318.

Sharpe (S.), « An ASEAN way to Security Cooperation in Southeast Asia », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 2, 2003, pp. 231-250.

Sheetz (M.) & Mastanduno (M.), « Correspondence : Debating the Unipolar Moment », *International Security*, vol. 22, no. 3, hiver 1997-98, pp. 168-174.

Sheng (L.), « The Taiwan Issue : Does China Have a Strategy ? », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no. 1, 2002, pp. 123-129.

Smith (E.), « The Navy RMA War Game Series, April 1995-November 1996 », *Naval War College Review*, vol. 50, no. 4, automne 1997, pp. 17-31.

Snitwongse (K.), « A New World Order in East Asia ? », *Asia-Pacific Review*, vol. 10, no. 2, 2003, pp. 36-51.

Snyder (G.), « Mearsheimer's World –Offensive Realism and the Struggle for Security », *International Security*, vol. 27, no. 1, été 2002, pp. 149-173.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : A Dark Turn in Political Relations », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 107-116.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : A Quarter of False Starts », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 107-116.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : All Eyes on Beijing: Raising the Stakes », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, pp. 99-108.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Hu Visits the Two Koreas », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 99-108.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Kim Jong-il Pays Tribute to Beijing –In His Own Way », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 109-118.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Political Fallout from North Korea's Nuclear Test », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 115-124.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Pursuing Super Economic Cooperation », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 109-118.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Six-Party Success and China's Peninsular Diplomacy », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 109-116.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Strategic Maneuvers for the 'Sandwich Economy' », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 121-130.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Teenage Angst: 15th Anniversary of Sino-ROK Diplomatic Relations », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 107-114.

Snyder (S.), « China-Korea Relations : Unrestrained Defiance », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 113-122.

Soeya (Y.), « Japanese Security Policy in Transition : The Rise of International and Human Security », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 2, 2005, pp. 103-116.

Soeya (Y.), « Taiwan in Japan's Security Considerations », *The China Quarterly*, no. 165, 2001, pp. 130-146.

Solingen (E.), « ASEAN Cooperation : The Legacy of the Economic Crisis », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, no. 1, 2005, pp. 1-29.

Solomon (R.) & Drennan (W.), « The United States and Asia in 2000: Forward to the Past? », *Asian Survey*, vol. 41, no. 1, janvier-février 2001, pp. 1-11.

Song (X.), « Building International Relations Theory with Chinese Characteristics », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 61-74.

Song (Y.), « Codes of Conduct in the South China Sea and Taiwan's Stand », *Marine Policy*, vol. 24, no. 6, 2000, pp. 449-459.

Song (Y.), « South China Sea Code of Conduct and Taiwan », *PacNet*, no. 40, 6 octobre 2000.

Song (Y.), « The Overall Situation in the South China Sea in the New Millennium : Before and After the September 11 Terrorist », *Ocean Development & International Law*, vol. 34, no. 3/4, 2003, pp. 229-277.

Stackpole (H.C.), « A US Security Approach in the Asia-Pacific Region in the Age of Globalization », *Asia-Pacific Review*, vol. 9, no. 1, 2002, pp. 77-87.

Starr (H.) & Most (B.), « The Substance and Study of Borders in International Relations Research », *International Studies Quarterly*, vol. 20, no. 4, décembre 1976, pp. 581-620.

Stenseth (L.), « The Imagined Threat of China in the South China Sea : A Rejoinder », *Security Dialogue*, vol. 30, no. 3, 1999, pp. 347-351.

Stokes (B.), « Divergent Paths : US-Japan Relations towards the Twenty-First Century », *International Affairs*, vol. 72, no. 2, avril 1996, pp. 281-291.

Storey (I.) & Ji (Y.), « China's Aircraft Ambitions : Seeking Truth from Rumors », *Naval War College Review*, vol. 57, no. 1, hiver 2004, pp. 76-93.

Storey (I.), « Creeping Assertiveness : China, the Philippines and the South China Sea Dispute », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 21, no. 1, avril 1999, pp. 95-118.

Storey (I.), « Living the Colossus : How Southeast Asian Countries Cope with China »n *Parameters*, vol. 29, no. 4, hiver 1999-2000, pp. 111-125.

Studeman (M.), « Calculating China's Advances in the South China Sea: Identifying the Triggers of 'Expansionism' », *Naval War College Review*, vol. 51, no. 2, printemps 1998, pp. 68-90.

Sun (X.), « The Efficiency of China's Policy towards the United States », *Chinese Journal of International Politics*, vol. 1, no. 1, 2006, pp. 57-81.

Sutter (K.), « Business Dynamics across the Taiwan Strait : The Implications for Cross-Strait Relations », *Asian Survey*, vol. 42, no. 3, mai-juin 2002, pp. 522-540.

Sutter (R.), « Bush Administration Policy Toward Beijing and Taipei », *Journal of Contemporary China*, vol. 12, no. 36, 2003, pp. 471-492.

Sutter (R.), « China and Japan : Trouble Ahead ? », *The Washington Quarterly*, vol. 25, no. 4, automne 2002, pp. 37-49.

Sutter (R.), « China's Good Neighbor Policy and Its Implications for Taiwan », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 41, 2004, pp. 717-731.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Cebu Meetings, UN Veto on Myanmar », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2007, pp. 73-82.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : China's Activism Faces Persistent Challenges », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 79-92.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Chinese Diplomacy and Optimism about ASEAN », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 75-86.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Emphasizing the Positive; Continued Wariness », *Comparative Connections*, vol. 7, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2005, pp. 67-78.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Incremental Progress without Fanfare », *Comparative Connections*, vol.10, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2008, pp. 65-74.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Military Diplomacy and China's Soft Power », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 75-84.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Myanmar Challenges China's Successes », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 61-70.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Progress with Limitations », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2006, pp. 75-84.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Singapore Summits, Harmony, and Challenges », *Comparative Connections*, vol. 9, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007, pp. 65-74.

Sutter (R.), « China-Southeast Asia : Summitry at Home and Abroad », *Comparative Connections*, vol. 8, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, pp. 73-84.

Sutter (R.), « The Taiwan Problem in the Second George W. Bush Administration –US officials' views and their implications for US policy », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, pp. 417-441.

Sutter (R.), « Why Does China Matter ? », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 1, hiver 2003-04, pp. 75-89.

Szechenyi (N.), « A Turning Point For Japan's Self-Defense Forces », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 4, automne 2006, pp. 139-150.

Taiwan (J.-P.), « Taiwan in 1999 : A Difficult Year for the Island and the Kuomintang », *Asian Survey*, vol. 40, no. 1, janvier-février 2000, pp. 172-180.

Takamine (T.), « A New Dynamism in Sino-Japanese Security Relations : Japan's Strategic Use of Foreign Aid », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 4, décembre 2005, pp. 439-461.

Taliaferro (J.), « Realism, Power Shifts, and Major War », *Security Studies*, vol. 10, no. 4, été 2001, pp. 145-178.

Taliaferro (J.), « Security Seeking under Anarchy : Defensive Realism Revisited », *International Security*, vol. 25, no. 3, hiver 2000-01, pp. 128-161.

Tan (S.), « Untying Leifer's Discourse on Order and Power », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 1, mars 2005, pp. 71-93.

Telhami (S.), « Kenneth Waltz, Neorealism, and Foreign Policy », *Security Studies*, vol. 11, no. 3, printemps 2002, pp. 158-170.

Terrada (T.), « Constructing an 'East Asian' Concept and Growing Regional Identity : from EAEC to ASEAN+3 », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 2, 2003, pp. 231-250.

Thayer (B.), « Confronting China : An Evaluation of Options for the United States », *Comparative Strategy*, vol. 24, no. 1, 2005, pp. 71-98.

Thayer (C.), « China-ASEAN : ASEAN Ten Plus Three: An Evolving East Asian Community ? », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 4, 4<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 52-61.

Thayer (C.), « China-ASEAN : Beijing Plans for a Long-Term Partnership and Benefits from Anti-Western Sentiment », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 2, 3<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 39-44.

Thayer (C.), « China-ASEAN : China Consolidates Its Long-term Bilateral Relations with Southeast Asia », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 62-72.

Thayer (C.), « China-ASEAN : China's 'New Security Concept' and ASEAN », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2000, pp. 65-75.

Thayer (C.), « China-ASEAN : Consolidating Long-Term Regional Relations », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 3, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 39-46.

Thayer (C.), « China-ASEAN : Making the Rounds », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 2, 2<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 60-67.

Thayer (C.), « China-ASEAN : Regional Rivalries and Bilateral Irritants », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2001, pp. 58-69.

- Thayer (C.), « China-ASEAN : Some Progress, along with Disagreement and Disarray », *Comparative Connections*, vol. 1, no. 1, 2<sup>ème</sup> trimestre 1999, pp. 37-41.
- Thayer (C.), « China-ASEAN : Tensions Promote Discussions on a Code of Conduct », *Comparative Connections*, vol. 2, no. 1, 1<sup>er</sup> trimestre 2000, pp. 51-60.
- Thayer (C.), « China-Southeast Asia : Developing Multilateral Cooperation », *Comparative Connections*, vol. 3, no. 3, 3<sup>ème</sup> trimestre 2001, pp. 59-67.
- Thies (W.), & Bratton (P.), « When Governments Collide in the Taiwan Strait », *Journal of Strategic Studies*, vol. 27, no. 4, pp. 556-584.
- Thompson (W.), « Systemic Leadership and Growth Waves in the Long Run », *International Studies Quarterly*, vol. 36, no. 1, mars 1992, pp. 25-48.
- Thompson (W.), « The Regional Subsystems : A Conceptual Explication and a Propositional Inventory », *International Studies Quarterly*, vol. 17, no. 1, mars 1973, pp. 89-117.
- Thompson (W.), « Uneven Economic Growth, Systemic Challenges, and Global Wars », *International Studies Quarterly*, vol. 27, no. 3, septembre 1983, pp. 341-355.
- Thompson (W.), « World Wars, Global Wars, and the Cool Hand Luke Syndrome : A Reply to Chase-Dunn and Sokolovsky », *International Studies Quarterly*, vol. 27, no. 3, septembre 1983, pp. 369-374.
- Tien (H.) & Chu (Y.), « Building Democracy in Taiwan », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1141-1170.
- Tien (H.), « Taiwan in 1995 : Electoral Politics and Cross-Strait Relations », *Asian Survey*, vol. 36, no. 1, janvier 1996, pp. 33-40.
- Till (G.), « Maritime Strategy in a Globalizing World », *Orbis*, vol. 51, no. 4, automne 2007, pp. 569-575.
- Tkacik (J.), « America's Stake in Taiwan », *Backgrounder*, no. 1996, 11 janvier 2007, pp. 1-17.
- To (L.), « China's Relations with ASEAN : Partners in the 21<sup>st</sup> Century ? », *Global Change, Peace & Security*, vol. 13, no. 1, février 2001, pp. 61-71.
- Tomes (R.), « Boon or Threat ? The Information Revolution and U.S. National Security », *Naval War College Review*, vol. 53, no. 3, été 2000, pp. 39-59.
- Tonnesson (S.), « China and the South China Sea : A Peace Proposal », *Security Dialogue*, vol. 31, no. 3, 2000, pp. 307-326.
- Tonnesson (S.), « Introduction », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 93-95.

Tonnesson (S.), « Sino-Vietnamese Rapprochement and the South China Sea Irritant », *Security Dialogue*, vol. 34, no. 1, 2003, pp. 55-70.

Tonnesson (S.), « Vietnam's Objective in the South China Sea : National or Regional Security ? », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 22, no. 1, avril 2000, pp. 199-220.

Townsend-Gault (I.), « Preventive Diplomacy and Pro-Activity in the South China Sea », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 20, no. 2, août 1998, pp. 171-190.

Tucker (N.), « If Taiwan Chooses Unification, Should the United States Care ? », *The Washington Quarterly*, vol. 25, no. 3, été 2002, pp. 15-28.

Turner (S.), « Missions of the U.S. Navy », *Naval War College Review*, vol. 51, no. 1, hiver 1998, pp. 87-103.

Turner (S.), « The Naval Balance : Not Just a Number Game » in *Foreign Affairs*, vol. 55, no. 2, janvier 1977, pp. 339-354.

Twomey (C.), « Japan, A Circumscribed Balancer : Building on Defensive Realism to make Predictions about East Asia Security », *Security Studies*, vol. 9, no. 4, été 2000, pp. 167-205.

Uhlig (F.), « A Real Revolution in Naval Affairs and What it Achieved », *Naval War College Review*, vol. 52, no. 2, printemps 1999, pp. 138-142.

Uhlig (F.), « The Constants of Naval Warfare » *Naval War College Review*, vol. 50, no. 2, printemps 1997, pp. 92-105.

Valencia (M.), « Asia, the Law of the Sea and International Relations », *International Affairs*, vol. 73, no. 2, avril 1997, pp. 263-282.

Valero (G.), « Spratly Archipelago Dispute, Is the Question of Sovereignty still Relevant ? », *Marine Policy*, vol. 18, no. 4, 1994, pp. 314-344.

Van Evera (S.), « Offense, Defense, and the Causes of War », *International Security*, vol. 22, no. 4, pp. 16-52.

Van Kemenade (W.), « Taiwan : Domestic Gridlock, Cross-Strait Deadlock », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 4, automne 2001, pp. 55-70.

Van Kemenade (W.), « Taiwan, Voting for Trouble ? », *The Washington Quarterly*, vol. 23, no. 2, printemps 2000, pp. 135-152.

Van Ness (P.), « Competing Hegemons », *The China Journal*, no. 36, juillet 1996, pp. 125-128.

Van Ness (P.), « Hegemony, not Anarchy : Why China and Japan are not Balancing US Unipolar Power », *International Relations of Asia-Pacific*, vol. 2, no. 1, 2002, pp. 131-150.

Van Vranken Hickey (D.), « America, China and Taiwan : three challenges for Chen Shui-Bian », *Journal of Contemporary China*, vol. 15, no. 48, 2006, pp. 459-477.

Van Vranken Hickey (D.), « Continuity and Change : the Administration of George W. Bush and US policy toward Taiwan », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, pp. 461-478.

Vasquez (J.), « Why Do Neighbors Fight ? Proximity, Interaction, or Territoriality », *Journal of Peace Research*, vol. 32, no. 3, août 1995, pp. 277-293.

Venkataraman (M.), « Taiwan and the South China Sea in Sino-ASEAN Relations—An Overview », *China Report*, vol. 42, no. 2, 2006, pp. 153-177.

Vogel (E.), « The Rise of China and the Changing Face of East Asia », *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 1, 2004, pp. 46-57.

Wagner (R.H.), « The Theory of Games and the Problem of International Cooperation », *The American Political Science Review*, vol. 77, no. 2, Juin 1983, pp. 330-346.

Walgreen (D.), « China in the Indian Ocean Region : Lessons in PRC Grand Strategy », *Contemporary Strategy*, vol. 25, no. 1, 2006, pp. 55-73.

Waltz (K.), « America as a Model for the World? A Foreign Policy Perspective », *PS: Political Science and Politics*, vol. 24, no. 4, décembre 1991, pp. 667-670.

Waltz (K.), « International Politics is not Foreign Policy », *Security Studies*, vol. 6, no. 1, automne 1996, pp. 54-57.

Waltz (K.), « Structural Realism after the Cold War », *International Security*, vol. 25, no. 1, été 2000, pp. 5-41.

Waltz (K.), « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, vol. 18, no. 2, automne 1993, pp. 44-79.

Waltz (K.), « The Origins of War in Neorealist Theory », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 18, no. 4, printemps 1988, pp. 615-628.

Wang (F.), « Preservation, Prosperity and Power: what motivates China's foreign policy? », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, no. 45, 2005, pp. 669-694.

Wang (H.), « Multilateralism in Chinese Foreign Policy : The Limits of Socialization », *Asian Survey*, vol. 40, no. 3, mai-juin 2000, pp. 475-491.

Wang (H.), « The Perplexing Dispute over Oil », *Resources Policy*, vol. 23, no. 4, 1997, pp. 173-178.

Wang (J.), « The Role of the United States as a Global and Pacific Power : a View from China », *The Pacific Review*, vol. 10, no. 1, 1997, pp. 1-18.

- Wang (K.), « Bridge over Troubled Waters : Fisheries Cooperation as a Resolution to the South China Sea Conflicts », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, pp. 531-551.
- Wang (T.Y.), « Cross-Strait Relations after the 2000 Election in Taiwan : Changing Tactics in a New Reality », *Asian Survey*, vol. 41, no. 5, septembre-octobre 2001, pp. 716-736.
- Wang (Z.), « The Impact of China's WTO Accession on Trade and Economic Relations across the Taiwan Strait », *Economics of Transition*, vol. 9, no. 3, 2001, pp. 743-785.
- Watanabe (A.), « A Continuum of Change », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 4, automne 2004, pp. 137-146.
- Watanabe (A.), « First among Equals », *The Washington Quarterly*, vol. 24, no. 3, été 2001, pp. 73-81.
- Watanabe (M.), « Issue in Regional Integration of East Asia : Conflicting Priorities and Perceptions », *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 2, 2004, pp. 1-17.
- Watanabe (M.), « Issues in Regional Integration of East Asia: Conflicting Priorities and Perceptions », *Asia-Pacific Review*, vol. 11, no. 2, 2004, pp. 1-17.
- Weede (E.), « Overwhelming Preponderance as a Pacifying Condition Among Contiguous Asian Dyads, 1950-1969 », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 20, no. 3, septembre 1976, pp. 395-411.
- Wei (H.), « Dongmeng Anquan Gonggongti De Tezheng ji Zhoingguo Zai Qi Jianshi Zhong de Zuoyong », *Guoji Wenti Yanjiu*, 2007, no. 2, pp. 61-64.
- Wei (Y.), « From Functional Integration to Structural Readjustment : Taipei–Beijing relations and the role of the United States », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 40, 2004, pp. 427-460.
- Wei (Z.), « In the Shadow of Hegemony : Strategic Choices », *Chinese Journal of International Politics*, vol. 1, no. 2, 2006, pp. 195-229.
- Wendt (A.), « Anarchy is What States Make of it: The Social Construction of Power Politics », *International Organization*, vol. 46, no. 2, printemps 1992, pp. 391-425.
- Wendt (A.), « Collective Identity Formation and the International State », *American Political Science Review*, vol. 88, no. 2, juin 1994, pp. 71-81.
- Wendt (A.), « Constructing International Politics », *International Security*, vol. 20, no. 1, été 1995, pp. 71-81.
- Werner (S.) & Lemke (D.), « Opposite Do Not Attract : The Impact of Domestic Institutions, Power, and Prior Commitments on Alignment Choices », *International Studies Quarterly*, vol. 41, no. 3, septembre 1997, pp. 529-546.
- Werner (S.), « Choosing Demands Strategically : The Distribution of Power, the Distribution of Benefits, and the Risk of Conflict », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 43, no. 6, décembre 1999, pp. 705-726.

Whiting (A.), « ASEAN Eyes China : The Security Dimension », *Asian Survey*, vol. 37, no. 4, avril 1997, pp. 299-322.

Whiting (A.), « China's Use of Force, 1950-96, and Taiwan », *International Security*, vol. 26, no. 2, automne 2001, pp. 103-131.

Whiting (A.), « Chinese Nationalism and Foreign Policy after Deng », *The China Quarterly*, no. 142, juin 1995, pp. 295-316.

Wilkinson (D.), « Unipolarity without Hegemony », *International Studies Review*, vol. 1, no. 2, été 1999, pp. 141-172.

Wohlforth (W.), « Realism and the End of the Cold War », *International Security*, vol. 19, no. 3, hiver 1994-95, pp. 91-129.

Wohlforth (W.), « The Stability of a Unipolar World », *International Security*, vol. 24, no. 1, été 1999, pp. 5-49.

Wolf (A.) & Fravel (M.T.), « Correspondence :Structural Sources of China's Territorial Compromises » , *International Security*, vol. 31, no. 2, automne 2006, pp. 199-205.

Womack (B.), « Asymetry Theory and China's Concept of Multipolarity », *Journal of Contemporary China*, vol. 13, no. 39, 2004, pp. 351-366.

Wood (P.) & Ferguson (C.), « How China Might Invade Taiwan », *Naval War College Review*, vol. 54, no. 4, automne 2001, pp. 51-68.

Wu (A.), « What China Whispers to North Korea », *The Washington Quarterly*, vol. 28, no. 2, printemps 2005, pp. 35-48.

Wu (B.), « The Chinese Security Concept and Its Historical Evolution », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 275-283.

Wu (X.), « Four Contradictions Constraining China's Foreign Policy Behavior », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 27, 2001, pp. 293-301.

Wu (X.), « The End of the Silver Lining : A Chinese View of the U.S.-Japanese Alliance », *The Washigton Quarterly*, vol. 29, no. 1, hiver 2005-06, pp. 119-130.

Wu (X.), « The Promise and Limitations of a Sino-U.S. Partnership », *The Washington Quarterly*, vol. 27, no. 4, automne 2004, pp. 115-126.

Wu (X.), « The Security Dimension of Sino-Japanese Relations : Warily Watching One Another », *Asian Survey*, vol. 40, no. 2, mars-avril 2000, pp. 296-310.

Wu (Y.), « Taiwan in 1993 : Attempting a Diplomatic Breakthrough », *Asian Survey*, vol. 34, no. 1, janvier 1994, pp. 46-54.

Wu (Y.), « Taiwan in 1994 : Managing a Critical Relationship », *Asian Survey*, vol. 35, no. 1, janvier 1995, pp. 61-69.

Wu (Y.), « Taiwan in 2000 : Managing the Aftershocks from Power Transfer », *Asian Survey*, vol. 41, no. 1, janvier-février 2001, pp. 40-48.

Wu (Y.), « Taiwan in 2001 : Stalemate on all Fronts », *Asian Survey*, vol. 42, no. 1, janvier-février 2002, pp. 29-38.

Wu (Y.), « Taiwan's Domestic Politics and Cross-Strait Relations », *The China Journal*, no. 53, janvier 2005, pp. 35-60.

Wu (Y.), « Taiwanese Elections and Cross-Strait Relations : Mainland Policy in Flux », *Asian Survey*, vol. 39, no. 4, juillet-août 1999, pp. 565-587.

Wu (Y.), « Theorizing on Relations across the Taiwan Strait : nine contending approaches », *Journal of Contemporary China*, vol. 9, no. 25, pp. 407-428.

Xia (L.), « China : A Responsible Power », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 17-25.

Xing (D.) & Wang (M.), « Jiaqiang Haijun Jianting yubei yibudui junshi Lianxi de Sikao », *Guofang*, 2007, no 4, pp. 43-44.

Xu (S.), « New Perspectives on the Chinese Mainland's Policy Toward Taiwan », *American Foreign Policy Interests*, vol. 28, no. 5, 2006, pp. 379-380.

Yahuda (M.), « Chinese Dilemmas in Thinking about Regional Security Architecture », *The Pacific Review*, vol. 16, no. 2, 2003, pp. 189-206.

Yahuda (M.), « The International Standing of the Republic of China on Taiwan », *The China Quarterly*, no. 148, décembre 1996, pp. 1319-1339.

Yamakage (S.), « The Construction of an East Asian Order and the Limitations of the ASEAN Model », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 2, 2005, pp. 1-9.

Yan (X.), « Guoji Huanjing ji waijiao sikao », *Xiandai Guoji Guanxi*, 1999, no. 8, pp. 7-11.

Yan (X.), « The Rise of China and its Power Status », *Chinese Journal of International Politics*, vol. 1, no. 1, 2006, pp. 5-33.

Yan (X.), « The Rise of China in Chinese Eyes », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 33-39.

Yang (B.), « Mulin, Fulin, Anlin : Zhongguo yu Zhoubian Guojia Guanxi de Xin Fazhan », *Huanqiu Jingwei*, 2004, no. 3, pp. 76-78.

Yang (B.), « Redefining Sino-Japanese Relations after Koizumi », *The Washington Quarterly*, vol. 29, no. 4, automne 2006, pp. 129-137.

Yang (J.), « Sino-US and Cross-Strait Relations under the Post-'11 September' Strategic Settings », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 33, 2002, pp. 657-672.

Yang (J.), « The Quadrilateral Relationship between China, the United States, Russia and Japan at the Turn of the Century –A View from Beijing », *Global Change, Peace & Security*, vol. 13, no. 1, 2001, pp. 107-115.

Yang (J.), « The Taiwan Question in Sino-U.S. Relations: To Where from Here? », *American Foreign Policy Interests*, vol. 26, no. 2, 2004, pp. 139-143.

Yang (P.), « Doubly Dualistic Dilemma : US Strategies towards China and Taiwan », *International Relations of Asia-Pacific*, vol. 6, no. 2, 2006, pp. 206-225.

Yao (W.), « Jianshe Jiaqiang Da Haijun Weihu Woguo Haiyang Zhanlüe Liyi », *Guofang*, 2007, no. 7, pp. 1-7.

Yin (Z.), « Guanche Luoshi Kexue Fazhanguan Jiaqiang Haijun Jianting Yubei Yibudui Jianshe », *Guofang*, 2007, no. 2, pp. 4-7.

Yoshihara (T.) & Holmes (J.), « Command of the Sea with Chinese Characteristics », *Orbis*, vol. 49, no. 4, automne 2005, pp. 677-694.

Young (O.), « Professor Russett : Industrious Tailor to a Naked Emperor », *World Politics*, vol. 21, no. 3, avril 1969, pp. 486-511.

Yu (S.), « Shijie geju yu daguo guanxi ruogan wenti tantao », *Xiandai guoji guanxi*, 1998, no. 2, pp 38-44.

Yu (T.), « Relations between Taiwan and China after the Missile Crisis : Toward Reconciliation ? », *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 1, printemps 1999, pp. 39-55.

Yu (T.), « Taiwanese Democracy under Threat : Impact and Limits of Chinese Military Coercion », *Pacific Affairs*, vol. 70, no. 1, printemps 1997, pp. 7-36.

Yuan (J.), « The Evolution of China's Nonproliferation Policy since the 1990s : Progress, Problems, and Prospects », *Journal of Contemporary China*, vol. 11, no. 31, 2002, pp. 209-233.

Yuzawa (T.), « Japan's Changing Conception of the ASEAN Regional Forum : From an Optimistic Liberal to a Pessimistic Realist Perspective », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 4, décembre 2005, pp. 463-497.

Zakaria (F.), « Realism and Domestic Politics : A Review Essay », *International Security*, vol. 18, no. 1, été 1992, pp. 177-198.

Zha (D.), « China's Energy Security : Domestic and International Issues », *Survival*, vol. 48, no. 1, printemps 2006, pp. 179-190.

Zha (D.), « Localizing the South China Sea Problem : the Case of China's Hainan », *The Pacific Review*, vol. 14, no. 4, 2001, pp. 575-598.

Zhang (M.), « The Emerging Asia-Pacific Triangle », *Australian Journal of International Affairs*, vol. 52, no. 1, avril 1998, pp. 47-61.

Zhang (Q.) & Hyer (E.), « US 'Dual Track' Policy : Arms Sales and Technology Transfer to China Mainland and Taiwan », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 26, 2001, pp. 89-105.

Zhang (Y.), « Emerging New East Asian Regionalism », *Asia-Pacific Review*, vol. 12, no. 1, 2005, pp. 55-63.

Zhao (Q.), « Beijing's Dilemma with Taiwan : War or Peace ? », *The Pacific Review*, vol. 18, no. 2, juin 2005, pp.217-242.

Zhao (Q.), « China and Major Power Relations in East Asia », *Journal of Contemporary China*, vol. 10, no. 29, 2001, pp. 663-681.

Zhao (Q.), « The Shift in Power Distribution and the Change of Major Power Relations », *Journal of Strategic Studies*, vol. 24, no. 4, 2001, pp. 49-78.

Zhao (S.), « China's Periphery Policy and its Asian Neighbors », *Security Dialogue*, vol. 30, no. 3, 1999, pp. 335-346.

Zhao (S.), « Chinese Nationalism and Its International Orientations », *Political Science Quarterly*, vol. 115, no. 1, printemps 2000, pp. 1-33.

Zhao (S.), « Military Coercion and Peaceful Offence : Beijing's Strategy of National Reunification with Taiwan », *Pacific Affairs*, vol. 72, no. 4, hiver 1999-2000, pp. 495-512/

Zheng (Y.) & Fook (L.), « China's new Nationalism and Cross-Strait Relations », *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 7, no. 1, 2007, pp. 47-72.

Zimmerman (W.), « Hierarchical Regional Systems and the Politics of System Boundaries », *International Organization*, vol. 26, no. 1, hiver 1972, pp. 18-36.

Zou (K.), « Historic Rights in International Law and in China's Practice », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, no. 2, 2001, pp. 149-168.

Zou (K.), « The Chinese Traditional Maritime Boundary Line in the South China Sea and its Legal Consequences for the Resolution of the Dispute over the Spratly Islands », *International Journal of Marine & Coastal Law*, vol. 14, no. 1, 1999 pp. 27-55.

## Rapports et Documents Officiels.

ASEAN Secretary, *Chairman's Statement of the 8th ASEAN + 3 Summit*, Vientiane, 29 November 2004, <http://www.aseansec.org/16847.htm>.

ASEAN Secretary, *Chairman's Statement of the Ninth ASEAN Plus Three Summit*, Kuala Lumpur, 12 December 2005, <http://www.aseansec.org/18042.htm>.

ASEAN Secretary, *Declaration of ASEAN Concord*, <http://www.aseansec.org/3630>

ASEAN Secretary, *Framework Agreement on Comprehensive Economic Co-Operation Between ASEAN and the People's Republic of China*, 5 novembre 2002, <http://aseansec.org/13196.htm>

ASEAN Secretary, *Joint Statement of the Meeting of Heads of State/Government of the Member States of ASEAN and the President of the People's Republic of China*, Kuala Lumpur, Malaysia, 16 December 1997, <http://www.aseansec.org/5476.htm>.

ASEAN Secretary, *Joint Statement of the Meeting of Heads of State/Government of the Member States of ASEAN and the Prime Minister of Japan*, Kuala Lumpur, Malaysia, 16 December 1997, <http://www.aseansec.org/5475.htm>.

ASEAN Secretary, *Joint Statement on East Asia Cooperation*, 28 November 1999, <http://www.aseansec.org/5469.htm>.

ASEAN Secretary, *Kuala Lumpur Declaration on the ASEAN Plus Three Summit*, Kuala Lumpur, 12 December 2005, <http://www.aseansec.org/18030.htm>.

ASEAN Secretary, *Press Statement by the Chairman of the 7th ASEAN Summit and the 5th ASEAN + 3 Summit*, Brunei Darussalam, 5 Novembre 2001, <http://www.aseansec.org/5467.htm>.

ASEAN Secretary, *Press Statement by the Chairman of the 7th ASEAN Summit and the Three ASEAN + 1 Summits*, Brunei Darussalam, 6 November 2001, <http://www.aseansec.org/5471.htm>.

ASEAN Secretary, *Press Statement by the Chairman of the 8<sup>th</sup> ASEAN Summit, the 6th ASEAN + 3 Summit and the ASEAN-China Summit*, Phnom Penh, Cambodia, 4 Novembre, 2002, <http://www.aseansec.org/13188.htm>.

ASEAN Secretary, *Press Statement The Chairperson of the ASEAN+China Summit, The ASEAN + Japan Summit, The ASEAN+Republic of Korea Summit, and The ASEAN-India Summit*, Bali, Indonesia 8 Octobre 2003, <http://www.aseansec.org/15286.htm>.

ASEAN Secretary, *Recent Developments in the South China Sea (1995)*, 18 mars 1995, <http://www.aseansec.org/5232.htm>

ASEAN Secretary, *Text of The Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia and Related Information*, <http://www.asean.org/TAC-KnowledgeKit.pdf>.

ASEAN Secretary, *The ASEAN Declaration (Bangkok Declaration)*, 8 août 1967, <http://www.aseansec.org/3628.htm>.

ASEAN Secretary, *Treaty of Amity and Cooperation in Southeast Asia*, 24 février 1976, <http://www.aseansec.org/3633>.

ASEAN Secretary, *Zone of Peace, Freedom and Neutrality Declaration*, 27 Novembre 1971 <http://www.aseansec.org/3629.htm>.

*Constitution du Japon*, <http://mjp.univ-perp.fr/constit/jp1946.htm#2>.

Department of Defense [U.S.], *Nuclear Posture Review [Excerpts]*, 8 janvier 2002, <http://www.globalsecurity.org/wmd/library/policy/dod/npr.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2006*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2007*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2005*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2004*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2003*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Annual Report to Congress, Military Power of the People's Republic of China 2002*, <http://www.defenselink.mil/pubs/china.htm>.

Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 30 septembre 2001, <http://www.dod.mil/pubs/qdr2001.pdf>

Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 6 février 2006, <http://www.comw.org/qdr/qdr2006.pdf>.

Department of Defense, *The National Security Strategy of the United States*, mars 2006, <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf>.

Department of Foreign Affairs [Philippines], *Agreement Between the Government of the Republic of Philippines and the Government of the United States of America Regarding the Treatment of United States Armed Forces Visiting the Philippines*, 12 février 1998, <http://www.dfa.gov.ph/vfa/content/Vfa.htm>

Department of State, *Joint Communiqué of the United States of America and the People's Republic of China*, 28 février 1972, [http://usinfo.state.gov/eap/archive\\_index/joint\\_communique\\_1972.html](http://usinfo.state.gov/eap/archive_index/joint_communique_1972.html)

Department of State, *Taiwan Relations Act*, 1<sup>er</sup> janvier 1979, <http://usinfo.state.gov>.

Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 1998*, <http://www.china.org.cn/e-white/5/index.htm>.

Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2000*, <http://www.china.org.cn/e-white/2000/index.htm>.

Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2002*, <http://www.china.org.cn/e-white/20021209/index.htm>.

Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2004*, [www.china.org.cn/english/2004/Dec/116032.htm](http://www.china.org.cn/english/2004/Dec/116032.htm).

Information Office of the State Council. Of the People's Republic of China, *China's National Defense in 2006*, <http://www.china.org.cn/english/features/book/194421.htm>.

International Energy Agency, *China's Worldwide Quest for Energy Security*, <http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2000/china2000.pdf>.

Ministère de la Défense (Japon), *Defense of Japan 2007*, [http://www.mod.go.jp/e/publ/w\\_paper/pdf/2007](http://www.mod.go.jp/e/publ/w_paper/pdf/2007)

MOFA (Minister of Foreign Affairs [Japon]), *La Charte de l'aide publique au développement du Japon*, 29 août 2003, <http://www.mofa.go.jp/policy/oda/reform/revision-f.pdf>.

Organisation des Nations Unies, *China Territorial Sea and the Contiguous Sea*, [http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN\\_1992\\_Law.pdf](http://www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/CHN_1992_Law.pdf).

Taiwan Affairs Office and the Information Office of the State Council, *The One-China Principle and the Taiwan Issue*, 21 février 2000, [http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title= White+Papers+On+Taiwan +Issue&m\\_id=4](http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=WhitePaper&title=White+Papers+On+Taiwan+Issue&m_id=4).

Taiwan Affairs Office of the State Council, *Jiang Zemin's Eight-point Proposal*, [http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=JiangEP&title=Jiang+Zemin%27s+Eight %2Dpoint+Proposal&m\\_id=3](http://www.gwytb.gov.cn:8088/detail.asp?table=JiangEP&title=Jiang+Zemin%27s+Eight+%2Dpoint+Proposal&m_id=3).

US-ASEAN Business Council, *Strategic Framework Agreement Between the United States of America and the Republic of Singapore for a Closer Cooperation Partnership in Defense and Security*, 12 juillet 2005, <http://www.us-asean.org/DefSec/SFA.doc>

## Ouvrages de références.

IISS, *The Military Balance 1991-1992*, Londres, IISS, 1992

IISS, *The Military Balance 1999-2000*, Londres, IISS, 2000

IISS, *The Military Balance 2007*, Londres, IISS, 2007.

Jane's Information Group, *All the World's Aircraft 2007-2008*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007

Jane's Information Group, *Jane's Air Launched Weapons 2007*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007.

Jane's Information Group, *Jane's Fighting Ships 2007-2008*, Londres, Jane's Information Group, 2007.

Jane's Information Group, *Jane's Land Based Air Defence, Issue 19 – 2006/07*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007.

Jane's Information Group, *Naval Weapon Systems, Issue 46 – 2007*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007.

Jane's Information Group, *Strategic Weapon Systems Issue 44 – 2006*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2006.

Jane's Information Group, *World Air Forces, Issue 26, 2007*, Coulsdon, Jane's Information Group, 2007.

Organisation des Nations Unies, *Annuaire Statistique du Commerce International 2004 : vol. 1*, New-York, ONU, 2006.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1993* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1993], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1993.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1994* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1994], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1994.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1995* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1995], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1995.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1996* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1996], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1996.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1997* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1997], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1997.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1998* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1998], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1998.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 1999* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 1999], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 1999.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 2000* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 2000], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 2000.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 2001* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 2001], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 2001.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 2002* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 2002], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 2002.

Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian 2003* [Annuaire du Commerce Extérieur de la Chine 2003], Beijing, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Chubanshe, 2003.

Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2004* [Annuaire Commercial de la Chine 2004], Beijing, Zhongguo Shangwu Chubanshe, 2004.

Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2005* [Annuaire Commercial de la Chine 2005], Beijing, Zhongguo Shangwu Chubanshe, 2005.

Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, *Zhongguo Shangwu Nianjian 2006* [Annuaire Commercial de la Chine 2006], Beijing, Zhongguo Shangwu Chubanshe, 2006.

## **Travaux et articles non publiés.**

Bullard (M.), *Strait Talk : Avoiding a Nuclear War Between the U.S. and China over Taiwan*, Monterey, CNS, 2004.

Chung (C.), *The Spratly Islands Dispute : Decision Units and Domestic Politics*, Thèse de Doctorat présentée à The University of New South Wales, 2004.

Coté (O.) & Sapolsky (H.), *Antisubmarine Warfare after the Cold War*, MIT Security Studies Conference Series, 10 mai 2002.

Gleditsch (N.) & Buhaug (H.), *The Death of Distance ? The Globalization of Armed Conflict*, Conference for a Memorandum for the Conference on Globalization, Territoriality, and Conflict, UCSD, La Jolla, 16-18 Janvier 2004.

McMurrin (G.), *Distance Decay and Naval Capacity: Creating a Measurement of Distance that Captures Nation's Ability to Project Power*, Joint Session Meeting of the European Consortium for Political Research, Edinburg, 28 mars-2 avril 2003.

Paal (D.), Glaser (B.) & Swaine (M.), *Taiwan's New Ma Administration: A Look Ahead*, Carnegie Endowment for International Peace, 12 mai 2008.

Starr (H.), *Opportunity, Willingness and Geographic Information Systems (GIS): Reconceptualizing Borders in International Relations*, Conference New Methodologies for the Social Sciences: The Development and Application of Spatial Analysis for Political Methodology, University of Colorado, 10-12 mars 2000.

Starr (H.), *Territory, Proximity, and Spatiality : The Geography of International Conflict*, Annual Meeting of the International Studies Association à Portland, février 2003.

## **Presse.**

*Asia Times*, <http://www.atimes.com>

*BBC*, <http://news.bbc.co.uk>

*China Post*, <http://www.chinapost.com.tw>

*DefenseNews*, <http://www.defensenews.com>

*International Herald Tribune*

*Jane's Defence Weekly*.

*Jane's Intelligence Review*.

*People's Daily*, <http://english.peopledaily.com.cn>

*Taipei Times*, <http://www.taipetimes.com>

*Washington Post*, <http://www.washingtonpost.com>

## Sites Internet.

*ASEAN Regional Forum*, <http://www.aseanregionalforum.org>

*Asia-Pacific Center for Security Studies*, <http://www.apcss.org>

*Association of SouthEast Asian Nations*, <http://www.aseansec.org>

*Carnegie Endowment for Internaitonal Peace*, <http://www.carnegieendowment.org>

*Center for Defense Information*, <http://www.cdi.org>

*Central Intelligence Agency*, <http://www.cia.gov>

*China Internet Information Center*, <http://www.china.org.cn>

*Correlates of War*, <http://www.correlatesofwar.org>

*Election Study Center, National Chengchi University*, <http://www.esc.nccu.edu.tw>

*Energy Information Administration*, <http://www.eia.doe.gov>

*Fond Monétaire International*, <http://www.imf.org>

*Global Security*, <http://www.globalsecurity.org>

*Government Information Office [R.o.C.]*, <http://www.gio.gov.tw>

*International Energy Agency*, <http://www.iea.org>

*Japan External Trade Organization*, <http://www.jetro.go.jp>

*Mainland Affairs Council*, <http://www.mac.gov.tw>

*Ministère des Affaires Etrangères de la République Populaire de Chine*, <http://www.fmprc.gov.cn>

*Minstère de la Défense [Japon]*, <http://www.mod.go.jp>

*Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture*, <http://www.fao.org>

*Organisation Maritime Internationale*, <http://www.imo.org>

*Organisation Mondiale du Commerce*, <http://www.wto.org>

*Sinodefence.com*, <http://sinodefence.com>

*Stockholm International Peace Research Institute*, <http://www..sipri.org>

*Taiwan Affairs Office*, <http://www.gwytb.gov.cn>

*The Ministry of Foreign Affairs of Japan*, <http://www.mofa.go.jp>

*U.S. Department of Defense*, <http://www.defenselink.mil>

*U.S. Department of State*, <http://www.state.gov>

*UNdata*, <http://www.data.un.org>

*United States House of Representatives*, <http://www.house.gov>

*United States Navy*, <http://www.navy.mil>

*US-ASEAN Business Council*, <http://www.us-asean.org>

*US-China Business Council*, <http://www.uschina.org>

# Annexes

Tableau 1 : Importations pétrolières de la République Populaire de Chine de 1993 à 2005 (en Millions de tonnes par an)

TABLEAU 1 : IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE DE 1993 À 2005 (EN MILLION)										
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Iran	68	69	931	2 311	2 757	<b>3 620</b>	3 949	<b>7 000</b>	<b>10 847</b>	<b>10 630</b>
Oman	<b>4 089</b>	<b>3 367</b>	<b>3 653</b>	<b>5 654</b>	<b>9 033</b>	<b>5 793</b>	<b>5 021</b>	<b>15 660</b>	8 140	8 045
Yémen	<b>1 655</b>	<b>1 258</b>	<b>2 473</b>	<b>3 766</b>	<b>4 055</b>	<b>4 043</b>	<b>4 132</b>	3 612	2 287	2 262
Arabie Saoudite	215	146	339	231	500	1 808	2 497	5 730	<b>8 778</b>	<b>11 391</b>
Iraq	0	0	0	0	239	607	974	3 183	372	0
Qatar	0	0	0	0	0	0	0	1 599	1 326	458
EAO	572	66	0	0	48	515	0	430	650	0
Koweït	0	0	0	0	69	282	330	433	1 460	1 070
<i>Total Moyen-Orient</i>	<i>6 599</i>	<i>4 906</i>	<i>7 396</i>	<i>11 962</i>	<i>16 701</i>	<i>16 668</i>	<i>16 903</i>	<i>37 647</i>	<i>33 860</i>	<i>33 856</i>
Indonésie	<b>4 017</b>	<b>4 725</b>	<b>5 278</b>	<b>6 296</b>	<b>6 585</b>	3 387	<b>3 953</b>	4 575	2 645	3 237
Malaisie	513	287	588	219	230	451	247	744	899	1 649
Vietnam	289	610	761	1 007	1 499	866	1 512	3 158	3 362	3 543
Singapour	316	65	0	31	144	0	0	0	0	0
Papouasie-Nlle Guinée	776	802	334	471	324	69	149	391	76	158
<i>Total Asie Orientale</i>	<i>5 911</i>	<i>6 489</i>	<i>6 961</i>	<i>8 024</i>	<i>8 782</i>	<i>4 773</i>	<i>5 861</i>	<i>8 868</i>	<i>6 982</i>	<i>8 587</i>
Gabon	127	124	0	0	0	0	652	457	147	0
Soudan	0	0	0	0	0	0	266	3 314	4 973	6 425
Guinée Equatoriale	0	0	0	0	205	243	813	1 223	2 146	1 780
Angola	1 224	372	999	1 662	3 837	1 105	2 876	<b>8 637</b>	3 799	5 705
Congo	0	0	25	126	980	382	385	1 454	642	1 047
Nigeria	0	0	0	0	0	123	1 369	1 253	773	488
<i>Total Afrique</i>	<i>1 351</i>	<i>496</i>	<i>1 024</i>	<i>1 788</i>	<i>5 022</i>	<i>1 853</i>	<i>6 361</i>	<i>16 338</i>	<i>12 480</i>	<i>15 445</i>
<i>Russie</i>	<i>14</i>	<i>57</i>	<i>37</i>	<i>319</i>	<i>475</i>	<i>145</i>	<i>572</i>	<i>1 477</i>	<i>1 766</i>	<i>3 030</i>
Pakistan	196	251	0	0	96	26	0	0	0	28
Australie	403	67	64	188	325	354	901	1 108	709	1 156
Norvège	0	0	0	0	987	490	2 010	1 478	916	2 111
Argentine	0	0	0	0	1 109	1 057	0	0	137	0
Etats-Unis	6	2	17	114	754	853	360	105	0	0
Royaume-Uni	0	0	282	14	0	0	2 196	1 042	502	1 225
<i>Total Autre</i>	<i>605</i>	<i>320</i>	<i>363</i>	<i>316</i>	<i>3 271</i>	<i>2 780</i>	<i>5 467</i>	<i>3 733</i>	<i>2 264</i>	<i>4 520</i>
<b>Total cité / Total importé</b>	<b>92,4%</b>	<b>99,4%</b>	<b>92,3%</b>	<b>99,1%</b>	<b>96,6%</b>	<b>96,0%</b>	<b>96,0%</b>	<b>96,9%</b>	<b>95,2%</b>	<b>94,3%</b>

Tableau de l'auteur basé sur les chiffres de : Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian (ente 1993 et 2004), Zhongguo Shangwu, Nianjian Bianji Weiyuanhui, Zhongguo Shangwu Nianjian (après 2004), en gras les trois premiers pays sources pour l'année.

Graphique 1 : Importations pétrolières de la République Populaire de Chine de 1993 à 2005 (par zones).

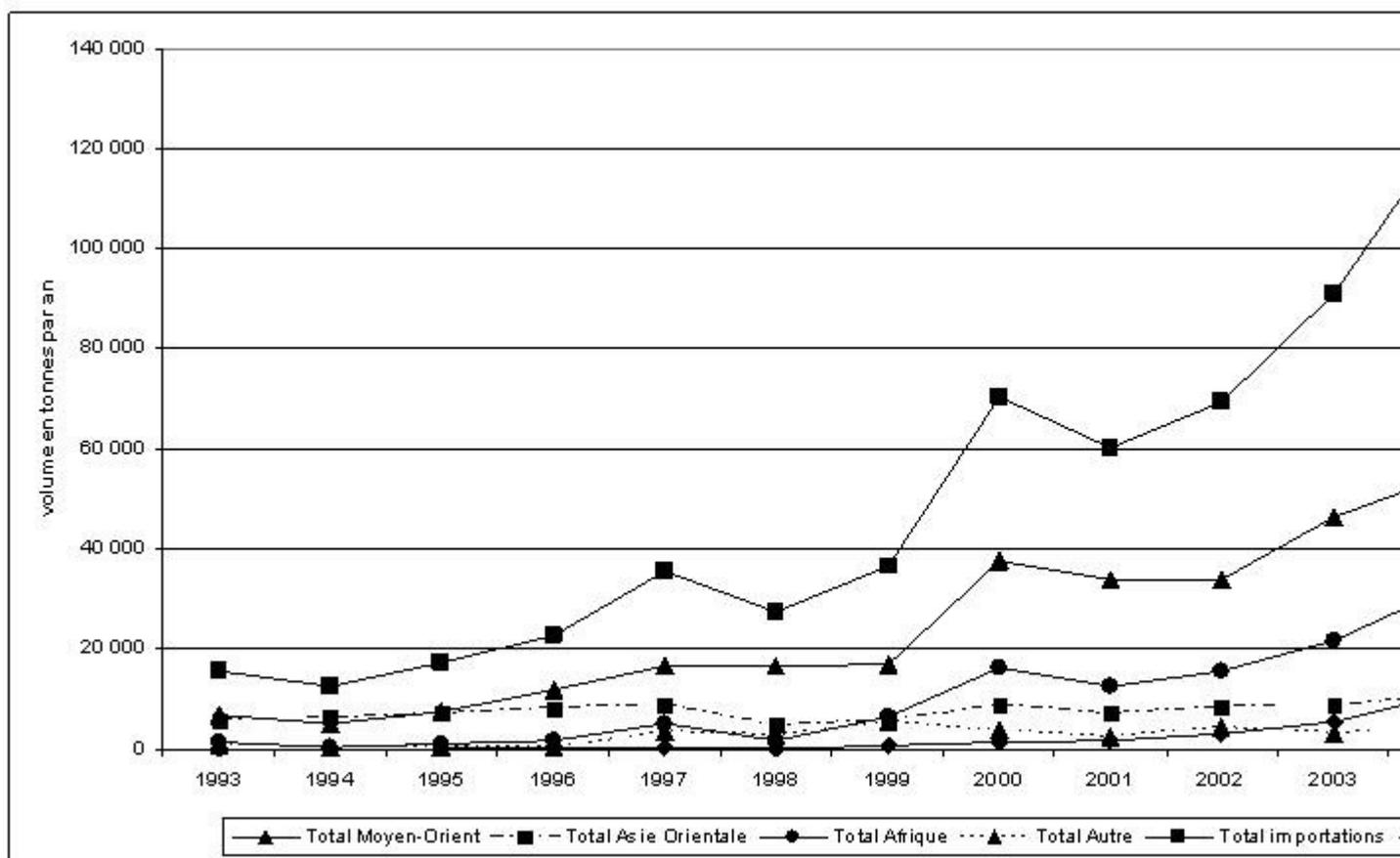
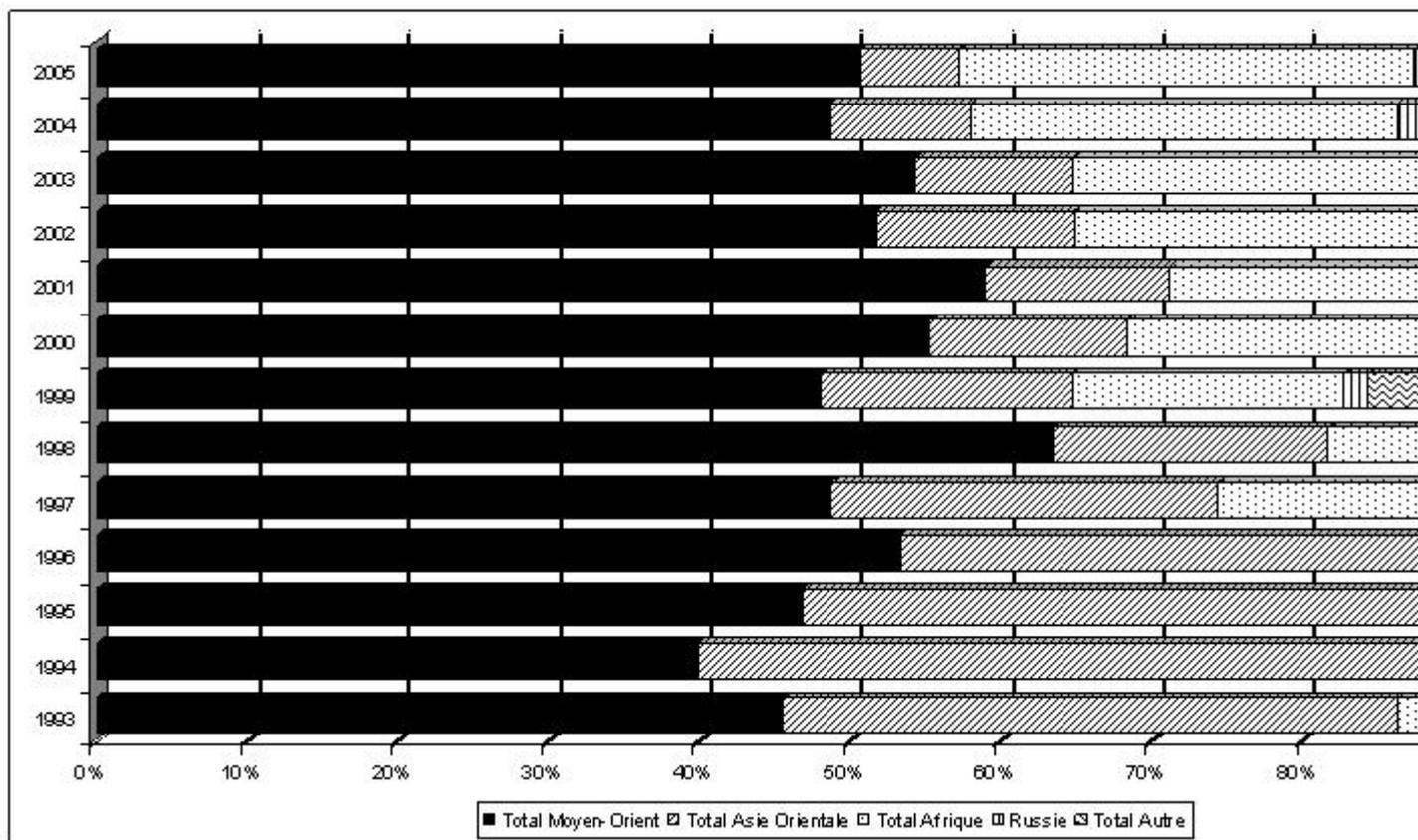


Tableau 2 : Importations pétrolières de la République Populaire de Chine de 1993 à 2005 (% du total importé)

TABLEAU 2 : IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE DE 1993 À 2005 (%)										
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Iran	0,4%	0,6%	5,4%	10,2%	7,8%	13,2%	10,8%	10,0%	18,0%	15,1%
Oman	26,1%	27,3%	21,4%	25,0%	25,3%	21,2%	13,7%	22,3%	13,3%	11,0%
Yémen	10,0%	10,2%	14,3%	16,7%	11,4%	14,8%	11,3%	5,1%	3,8%	3,3%
Arabie Saoudite	1,4%	1,2%	2,0%	1,0%	1,4%	6,6%	6,8%	8,2%	14,0%	16,4%
Iraq	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,7%	2,2%	2,7%	4,5%	0,6%	0,0%
Qatar	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,3%	2,2%	0,7%
EAU	3,7%	0,5%	0,0%	0,0%	0,1%	1,9%	0,0%	0,6%	1,1%	0,0%
Koweït	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	1,0%	0,9%	0,6%	2,4%	1,5%
<i>Total Moyen-Orient</i>	<i>42,1%</i>	<i>39,7%</i>	<i>43,3%</i>	<i>52,9%</i>	<i>47,1%</i>	<i>61,0%</i>	<i>46,2%</i>	<i>53,6%</i>	<i>56,2%</i>	<i>48,3%</i>
Indonésie	25,0%	38,3%	30,9%	27,8%	18,0%	12,4%	10,8%	6,5%	4,4%	4,7%
Malaisie	3,3%	2,3%	3,4%	1,0%	0,6%	1,7%	0,7%	1,1%	1,5%	2,4%
Vietnam	1,8%	4,9%	4,5%	4,5%	4,2%	3,2%	4,1%	4,5%	5,6%	5,1%
Singapour	2,0%	0,5%	0,0%	0,1%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Papouasie-Nlle Guinée	5,0%	6,5%	2,0%	2,1%	0,9%	0,3%	0,4%	0,6%	0,1%	0,2%
<i>Total Asie Orientale</i>	<i>37,7%</i>	<i>52,6%</i>	<i>40,7%</i>	<i>35,5%</i>	<i>24,6%</i>	<i>17,5%</i>	<i>16,0%</i>	<i>12,6%</i>	<i>11,6%</i>	<i>12,4%</i>
Gabon	0,8%	1,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1,8%	0,7%	0,2%	0,0%
Soudan	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,7%	4,7%	8,3%	9,3%
Guinée Equatoriale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%	0,9%	2,2%	1,7%	3,6%	2,6%
Angola	7,8%	3,0%	5,8%	7,3%	10,8%	4,0%	7,9%	12,3%	6,3%	8,2%
Congo	0,0%	0,0%	0,1%	0,6%	2,8%	1,4%	1,1%	2,1%	1,1%	1,5%
Nigéria	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%	3,7%	1,8%	1,3%	0,7%
<i>Total Afrique</i>	<i>8,6%</i>	<i>4,0%</i>	<i>6,0%</i>	<i>7,9%</i>	<i>14,2%</i>	<i>6,6%</i>	<i>17,4%</i>	<i>23,3%</i>	<i>20,7%</i>	<i>22,3%</i>
<i>Russie</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,3%</i>	<i>0,2%</i>	<i>1,4%</i>	<i>1,3%</i>	<i>0,3%</i>	<i>1,0%</i>	<i>2,1%</i>	<i>2,9%</i>	<i>4,4%</i>
Pakistan	1,3%	2,0%	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Australie	2,6%	0,5%	0,4%	0,8%	0,9%	1,3%	2,5%	1,6%	1,2%	1,7%
Norvège	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,8%	1,8%	5,5%	2,1%	1,5%	3,0%
Argentine	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,1%	3,9%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%
Etats-Unis	0,0%	0,0%	0,1%	0,5%	2,1%	3,1%	1,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Royaume-Uni	0,0%	0,0%	1,7%	0,1%	0,0%	0,0%	6,0%	1,5%	0,8%	1,8%
<i>Total Autre</i>	<i>3,9%</i>	<i>2,6%</i>	<i>2,1%</i>	<i>1,4%</i>	<i>9,2%</i>	<i>10,2%</i>	<i>14,9%</i>	<i>5,3%</i>	<i>3,8%</i>	<i>6,5%</i>
<b>Total cité / Total importé</b>	<b>92,4%</b>	<b>99,4%</b>	<b>92,3%</b>	<b>99,1%</b>	<b>96,6%</b>	<b>96,0%</b>	<b>96,0%</b>	<b>96,9%</b>	<b>95,2%</b>	<b>94,3%</b>

Tableau de l'auteur basé sur les chiffres de : *Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian Bianji Weiyuanhui, Zhongguo Duiwai Jingji Maoyi Nianjian (ente 1993 et 2004), Zhongguo Shangwu Nianjian Bianji Weiyuanhui, Zhongguo Shangwu Nianjian (après 2004), en italique les trois premiers pays sources pour l'année.*

Graphique 2 : Importations pétrolières de la République Populaire de Chine de 1993 à 2005 (par zones).



Carte 1 : Le Detroit de Taiwan.

## Non libre de droit

Source : [http://www.lib.utexas.edu/maps/middle\\_east\\_and\\_asia/taiwan\\_strait\\_98.jpg](http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/taiwan_strait_98.jpg).

Carte 2 : Mer de Chine meridionale : Revendications.

## Non libre de droit

Source : [http://community.middlebury.edu/~scs/map/map\\_big.jpg](http://community.middlebury.edu/~scs/map/map_big.jpg).

Carte 3 : Les îles Spratleys.

## Non libre de droit

Source : [http://community.middlebury.edu/~scs/map/spratley\\_95.jpg](http://community.middlebury.edu/~scs/map/spratley_95.jpg).

Carte 4 : Les Diaoyutai-Senkaku.

## Non libre de droit

Source : <http://www.globalsecurity.org/military/world/war/images/senkaku-map1.jpg>.

Tableau 3 : Dépenses militaires de l'Armée Populaire de Libération (1991-2006).

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
China's National Defense (milliards de yuans).	n/a	n/a	n/a	n/a	63,7	72,0	81,3	93,5	107,7	120,8	144,2	170,8	190,8
Variation annuelle	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	13,0%	12,9%	15,0%	15,2%	12,2%	19,4%	18,4%	11,7%
China's National Defense (milliards de dollars).	n/a	n/a	n/a	n/a	7,7	8,7	9,8	11,3	13,0	14,6	17,4	20,6	23,0
SIPRI (milliard de dollars constants - base 2005).	13,7	16,5	15,3	14,6	15,0	16,6	16,8	19,3	21,6	23,8	28,0	33,1	36,6
Variation annuelle	n/a	20,4%	-7,3%	-4,6%	2,7%	10,7%	1,2%	14,9%	11,9%	10,2%	17,6%	18,2%	10,6%
SIPRI (% du P.I.B.)	2,5%	2,7%	2,1%	1,9%	1,8%	1,8%	1,7%	1,9%	2,0%	2,0%	2,2%	2,3%	2,3%
Fourchette basse sur la base de la révision par Crane & alii (+40%) (milliards de dollars).	n/a	n/a	n/a	n/a	10,7	12,1	13,7	15,8	18,2	20,4	24,3	28,8	32,2
Fourchette haute sur la base de la révision par Crane & alii (+70%) (milliards de dollars).	n/a	n/a	n/a	n/a	13,0	14,7	16,7	19,2	22,1	24,7	29,5	35,0	39,1

Sources : Information Office of the State Council Of the People's Republic of China, *China's National Defense (1998-2006)*, Stockholm International Peace Research Institute, *Facts on International Relations and Security Trends database*. Crane (K.), Cliff (R.), Medeiros (E.), Mulvenon (J.) & Overholt (W.), *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Santa Monica, RAND, 2005.

Tableau 4 : Composition des Forces Navales Chinoises (Unités majeures opérationnelles)

	1991	2000	2008
<i>Sous-marins</i>			
Xia (SSBN)	1	1	1
Jin (SSBN)	0	0	2
Han (SSN)	4	5	3
Shang (SSN)	0	0	2
<i>Romeo (SSK)</i>			
Romeo (SSK)	85	42	8
Ming (SSK)	3	17	18
Kilo (SSK)	0	4	12
Song (SSK)	0	1	16
Yuan (SSK)	0	0	1
<i>Surface</i>			
Luda (DDGM)	17	16	14
Luhu (DDGHM)	0	2	2
Luhai (DDGHM)	0	0	1
Luyang I (DDGHM)	0	0	2
Luyang II (DDGHM)	0	0	2
Sovremenny (DDGHM)	0	0	4
Luzhou (DDGHM)	0	0	2
<i>Jianghu I-V (FFG)</i>			
Jianghu I-V (FFG)	26	31	29
Jiangwei I (FFGHM)	0	4	4
Jiangwei II (FFGHM)	0	0	10
Jiangkai I (FFGHM)	0	0	2
Jiangkai II (FFGHM)	0	0	4

Tableau 5 : Composition des Forces Aériennes Chinoises<sup>2141</sup>

	1991	2000	2008
<i>Chasseurs (supériorité et multirôles)</i>			
J-11 (Su-27 SK)	0	2	95
J-10	0	0	100
Su-30 (MKK et MKK2)	0	0	100
Su-27 (SK et UBK)	0	50	76
J-8 (tous types)	100	300	300
J-5, J-6 et J-7	4500	2600	500
<i>Bombardiers et chasseurs-bombardiers</i>			
H-6	150	142	60
H-5	480	260	0
Q-5	500	440	400
JH-7	0	0	70

Sources: IISS, *The Military Balance 1991-1992*; IISS, *The Military Balance 1999-2000* pour 1991 et 2000; *sinodefence.com* pour 2008; en italiques les unités considérées comme respectant les standards 'modernes' en 2008.

<sup>2141</sup> Le chiffre comprend l'aéronavale.